HISTOIRE

DU

DUC DE WELLINGTON.

Bruxelles. — Imp. de E. Guyot, successeur de Stapleaux,
rue de Schaerbeek, 12.

HISTOIRE

DU DUC

DE

WELLINGTON

PAR

A. BRIALMONT.

DEUXIÈME TIRAGE.

TOME I.

BRUXELLES ET LEIPZIG.

ÉMILE FLATAU,

ANCIENNE MAISON MAYER ET FLATAU.

1858

PRÉFACE.

La littérature française ne possède aucune biographie complète du duc de Wellington. Cet homme illustre, qui a pris une si large part aux événements du XIXe siècle, n'est connu en France que par des notices abrégées, souvent inexactes, et quelquefois même empreintes d'un esprit de dénigrement fâcheux.

Pour combler cette lacune, on pourrait se contenter de traduire l'une des biographies publiées en Angleterre; mais, quelque remarquables que soient la plupart de ces ouvrages, sous le rapport de la forme et de l'exécution matérielle, il nous a paru que le lecteur militaire était en droit d'exiger une discussion plus approfondie de certains faits contestés ou mal établis, et que l'observateur impartial ne s'accommoderait point de l'enthousiasme un peu trop uniforme qui distingue ces appréciations.

Pour bien écrire l'histoire d'un homme tel que Wellington, il faut joindre à des connaissances militaires suffisantes une impartialité que n'affectent point les sentiments ni les préjugés nationaux. Or, cette condition essentielle, les écrivains de France et d'Angleterre ne la peuvent remplir que très-difficilement. On ne juge pas sans prévention les gloires de son pays; et, quelque juste que l'on soit, on n'aime pas à faire l'éloge de ceux qui l'ont humilié par leur triomphe.

Cette considération nous a fait penser qu'un travail nouveau, écrit en dehors de toute préoccupation nationale, par un homme qui n'est ni du parti des vainqueurs ni de celui des vaincus, aurait des chances d'être mieux accueilli que la traduction des meilleures biographies anglaises. Toutes ces biographies, d'ailleurs, présentent des lacunes et des imperfections qui auraient obligé le traducteur à s'écarter fréquemment de son modèle, ou à charger le texte de notes et de rectifications importantes. La vie de Wellington par *Maxwell*, en trois volumes, est fort estimée en Angleterre, et cependant, sous bien des rapports, elle est incomplète et défectueuse. On y rencontre trop de détails sur les points secondaires, et pas assez d'éclaircissements sur les faits essentiels; la partie critique en est faible et quelquefois nulle; enfin, l'auteur manque de méthode et de clarté dans le récit des opérations militaires. Il s'arrête, d'ailleurs, à l'année 1815, et laisse par conséquent dans l'oubli une phase importante de la vie du duc. La même lacune existe dans les mémoires de *Sherer*, dans les notices de *Clarke* et d'*Elliot*, et dans le travail biographique de MM. *Jackson* et *Scott*.

M. *Vieusseux*, dans un opuscule remarquable, mais trop sommaire, publié en 1841 dans *Knight's store of Knowledge*, se borne également à l'appréciation des guerres de Wellington. *Mac-Farlane*, *Stocqueler* et un publiciste du *Times*

qui a cru devoir garder l'anonyme, sont à peu près les seuls qui aient suivi le duc dans toute sa carrière. Leurs ouvrages, recommandables à plus d'un titre, renferment d'excellentes appréciations sur les événements politiques, mais laissent dans l'ombre tout le côté militaire de la vie de Wellington. On voit trop que ces auteurs n'avaient pas les connaissances spéciales nécessaires pour juger du mérite d'un plan de campagne. Sous ce rapport, *Vieusseux* et le capitaine *Moyle Sherer,* qui servirent l'un et l'autre dans l'armée de la Péninsule, ont un avantage qui augmente le mérite de leurs œuvres.

Un défaut commun à toutes les biographies dont nous venons de parler, c'est qu'elles ne dégagent pas assez nettement les faits sur lesquels se fonde la gloire de Wellington des erreurs que l'ignorance ou l'envie ont accréditées. Elles ne donnent pas non plus une idée suffisante du caractère de cet homme illustre, de ses vertus publiques, de ses qualités propres, du mobile qui l'a fait agir et des ressources de toute espèce qu'il a déployées comme général, comme homme d'État et comme administrateur.

Afin qu'on ne puisse pas adresser à notre biographie les mêmes reproches, nous avons déterminé, avec la plus rigoureuse exactitude, la part d'éloge ou de blâme qui revient à Wellington pour chacun des actes de sa vie politique et militaire. Ce travail nous a fourni l'occasion de réfuter les critiques injustes ou passionnées de certains auteurs, qui n'ont pas eu pour la mission de l'histoire tout le respect qu'elle mérite. Ainsi, peut-être, nous aurons atteint le but que doit se proposer tout homme qui écrit pour l'instruction des autres : *la vérité dans les faits et l'impartialité dans les jugements.*

Nos appréciations reposeront entièrement sur des données

officielles et sur le témoignage d'hommes qui ont joué un rôle honorable dans les événements qu'ils racontent.

Parmi ces derniers, nous citerons, pour les guerres de l'Inde : Nicolls, Malcolm, Harris, Welsch et le marquis Wellesley (1) ; pour les guerres de la Péninsule : Napier, Foy, Thiébault, Lenoble, Jomini, Vieusseux, le marquis de Londonderry, Leith-Hay, Jones, Suchet, Rogniat, Jourdan et le comte Toréno ; et pour la campagne de 1815 : Napoléon, Gneisenau, Jomini, de Vaudoncourt, Heymes, Gérard, Ney, Berton, Grouchy, le comte d'Erlon et Reille. Les relations de ces hommes spéciaux, qui ont observé les faits dans des camps opposés et à des points de vue différents, nous permettront de découvrir la vérité au milieu des assertions contraires, et de restituer à chaque chose le rang et l'importance qu'elle doit avoir. Mais, quelque précieux que soient ces témoignages, nous avons exploré avec plus de succès encore les lettres des généraux et des hommes d'État qui se sont trouvés mêlés aux événements politiques dont nous faisons le récit. Un grand nombre de ces lettres ont été mises au jour par le colonel Napier, dans sa remarquable histoire des guerres de la Péninsule, et par le major Belmas, dans ses *Journaux de siége,* écrits sur les documents du Dépôt de la guerre de France. Les pièces les plus importantes toutefois n'ont été publiées que postérieurement. Ce sont les dépêches de Wellington, en douze gros volumes, édités à Londres en 1835, et les *Mémoires du roi Joseph,* en dix volumes, qui viennent seulement de paraître. Ces deux collections si précieuses, dont l'une sert de complément et de contrôle à l'autre, suffisent, à la rigueur, pour éclaircir tous les faits mémorables qui se sont accomplis dans la Péninsule, de 1808

(1) Sa correspondance, en 5 volumes, a été publiée à Londres en 1836.

Voir aussi : *Notes relating of the late transactions in the Marratta empire, by the marnis of Wellesley.* London, 1805. In-4°.

à 1814. Elles nous ont permis de signaler plusieurs circonstances ignorées de la vie de Wellington, et de rectifier un grand nombre d'erreurs, que l'absence de documents aussi détaillés a fait commettre à nos devanciers.

En jetant un coup d'œil sur le travail que nous soumettons au public, on verra que nous nous sommes écarté sensiblement de la marche suivie par les biographes anglais. Au lieu de raconter les événements dans l'ordre où ils se sont produits, et de les accompagner des réflexions qui en découlent, nous avons scindé notre œuvre en deux parties, l'une historique et l'autre purement critique.

Dans la première, nous nous sommes attaché à établir les faits; dans la seconde, à juger l'homme qui s'y est trouvé mêlé comme acteur principal.

Afin de ne pas entraver inutilement la narration, nous avons supprimé tout ce qui est accessoire, ou, en d'autres termes, sans influence sur l'appréciation de la vie et des travaux de Wellington. Pour la même raison, nous avons écarté du texte et donné sous forme de notes beaucoup de remarques critiques et de détails d'opérations que les militaires seuls liront avec intérêt.

Dans la seconde partie, nous nous sommes livré à une étude approfondie du caractère de Wellington, étude basée sur les renseignements fournis par les chapitres antérieurs. Il ne suffit pas de raconter exactement tout ce qu'a fait un homme illustre dans le cours de sa vie, on doit encore juger ses actes dans leur ensemble et en tirer des inductions qui fassent connaître la nature de son talent, l'importance de ses services, les traits saillants de son caractère, enfin tous les éléments propres à former l'opinion de la postérité.

Sous ce rapport, il y a dans toutes les biographies de Wellington une lacune importante, que le comte Grey a essayé de combler, par la publication de ses *Characteristics*, ouvrage intéressant, mais qui forme plutôt un résumé de la correspondance du général anglais qu'une étude sur son caractère et sur le mérite de ses travaux.

M. Jules Maurel a poussé plus loin l'esprit d'investigation, dans son essai biographique, écrit avec autant de verve que d'impartialité. Ce livre toutefois renferme encore bien des erreurs et d'importantes omissions, qui tiennent sans doute à la précipitation avec laquelle il a été fait (1), et surtout à l'impossibilité où se trouvait l'auteur de se rendre compte des titres militaires de Wellington. Or, ces titres sont précisément ceux qu'il faut établir avec le plus de soin, parce qu'ils priment tous les autres, et qu'à cause de cela même ils ont été contestés avec le plus d'acharnement.

Wellington a eu de nombreux détracteurs et des ennemis implacables. On l'a représenté, surtout en France, comme un général à petites vues, timide à l'excès, inhabile à diriger de grandes opérations, propre seulement à la guerre défensive, et comptant sur son étoile bien plus que sur ses talents militaires : exagérations évidentes qui peuvent bien un moment égarer l'opinion, mais qui ne laissent pas de traces dans l'histoire ! Semblables aux papillons de nuit qui voltigent autour de la lumière, les Zoïles finissent par se brûler les ailes et par tomber lourdement à terre. Dans notre appréciation de la vie et des travaux du duc de Wellington, nous aurons plus d'une

(1) Publié en feuilletons dans l'*Émancipation* de Bruxelles, immédiatement après la mort du duc de Wellington.

chute de ce genre à constater. La haine et le dénigrement ne trouveront point d'écho dans ces pages, et le désir de venger une illustre victime ne nous fera pas tomber dans les écarts d'un enthousiasme irréfléchi. Entre certains auteurs français, exagérés dans la critique, et la plupart des auteurs anglais, exagérés dans l'éloge, nous garderons un juste milieu, qui sera le terrain neutre de la vérité et de l'impartialité...

INTRODUCTION.

Depuis le jour où Washington s'endormit au milieu des regrets de ses compatriotes et de la vénération des peuples, laissant, comme le dit un grand poëte, « les États-Unis pour « trophée sur son champ de bataille, » la mort d'aucun homme n'a causé autant d'émotion ni provoqué de plus unanimes témoignages de regret que celle du duc de Wellington.

A peine la nouvelle de ce funeste événement se fut-elle répandue en Angleterre et sur le continent, que le plus humble citoyen de la Grande-Bretagne, comme le plus élevé dans la hiérarchie sociale, prirent spontanément le deuil et payèrent un juste tribut d'éloges à cette vie si pure, si glorieuse et si noblement accomplie. La reine elle-même voulut s'associer, par une marque officielle de gratitude et de vénération, à cette touchante unanimité de la douleur publique. Le 11 novembre, en ouvrant la session législative : « Je ne puis, dit-elle, Milords « et Messieurs, vous revoir la première fois après la dissolu-

« tion du parlement, sans exprimer le profond chagrin que
« j'éprouve et que vous ressentez, j'en suis sûre, comme
« moi, de ce que vos délibérations ne puissent plus être aidées
« des conseils de cet homme illustre, dont les grands exploits
« ont jeté un si vif éclat sur le nom de l'Angleterre, et dans
« la loyauté et le patriotisme duquel les intérêts de mon trône
« ont toujours trouvé un immanquable appui. Je me repose
« avec confiance sur votre désir de vous joindre à moi pour
« prendre les mesures qui conviendront à l'expression de la
« douleur que vous ressentez de la perte irréparable que le
« pays a faite par la mort d'Arthur duc de Wellington. »

Le cabinet décida que les restes du plus grand général de l'Angleterre reposeraient à coté des restes de son plus grand amiral (1), et le parlement, fidèle interprète de la volonté nationale, vota, pour couvrir les frais des funérailles, une somme de 100,000 livres sterling.

Le 18 novembre, jour fixé pour la cérémonie funèbre, Londres offrit un spectable émouvant et lugubre : ses maisons couvertes de tentures noires; ses magasins fermés; ses industries, son commerce interrompus; des centaines de mille citoyens (2) accourus de tous les points du pays; la famille royale, les ambassadeurs de toutes les puissances (3), les députations des armées étrangères, la chambre des com-

---

(1) Le 20 septembre, lord Derby, chef du cabinet, écrivit de Balmoral à son collègue sir H. Walpole. « It is her Majesty's wish, that the mortal remains of the late illustrious and venerated Commander-in-chief, should, at the public expense, and with all the solemnity due to the greatness of the occasion, be deposited in the Cathedral church of Saint Paul's, there to rest by the side of Nelson — the greatest military by the side of the greatest naval chief who ever reflected lustre upon the annals of England. »

(2) Plus de 1,500,000 étrangers furent amenés ce jour à Londres par des trains spéciaux appelés *trains d'enterrement*.

(3) La France même avait donné à son ambassadeur l'ordre d'assister au service de Saint-Paul.

munes et celle des lords, les cours de justice, les administrations, l'armée, le peuple; — toutes les grandeurs et toutes les pompes de l'Angleterre, réunies dans un même convoi funèbre, témoignaient de l'immensité de la perte que venait de faire la patrie. Et ce n'était pas seulement dans la vieille métropole que ces honneurs souverains étaient rendus à une dépouille mortelle; sur tous les points de la Grande-Bretagne, ce jour fut marqué par le même recueillement et les mêmes témoignages de regret. Une vaine démonstration, un acte de complaisance ou de flatterie n'aurait pas eu ce caractère imposant. Aux morts on ne rend que la justice, et le peuple anglais, en faisant de si pompeuses funérailles à Wellington, croyait simplement payer une dette de reconnaissance et d'admiration.

S'il n'avait été qu'un guerrier célèbre, on ne lui eût pas décerné tant d'honneurs : sa gloire et sa popularité tiennent à ce qu'il fut à la fois grand capitaine et grand citoyen, redoutable sur le champ de bataille, humble et soumis devant la loi. Jamais l'ambition ne lui fit rien entreprendre qui n'eût pour but la gloire ou l'intérêt de son pays. C'était la personnification la plus noble et la plus complète du bon sens, de la fermeté et du patriotisme anglais. Quoiqu'il fût après le roi le premier de l'État, et que ses services lui eussent donné une influence et une autorité sans pareilles, il était simple dans ses manières, exempt d'orgueil et de morgue, bon, affectueux, jaloux de conserver sa réputation d'honnête homme, et plein de déférence pour la majesté souveraine. Il tenait à montrer qu'un citoyen, si grand qu'il puisse être, doit s'honorer de donner aux autres l'exemple du respect des lois et de l'obéissance à la volonté nationale. Son principal mérite est d'avoir pu s'élever, malgré les entraves que les mœurs et les institutions de son pays apportaient à l'exercice de l'autorité militaire, et d'avoir été, pendant cinquante ans, le premier général d'un

peuple libre, et l'arbitre de ses destinées, sans qu'on puisse lui reprocher un seul acte illégal ou despotique (1).

A ce respect inaltérable du droit, si rare chez les conquérants, il joignait une autre vertu, plus rare et plus précieuse encore : le respect de la vie de l'homme et une généreuse pitié pour les victimes de la guerre. Au milieu des scènes émouvantes du champ de bataille, il sut conserver intacte cette sensibilité du cœur et de l'esprit qui s'émousse à la longue chez les hommes les plus délicatement organisés, quand ils se trouvent fréquemment en présence de scènes de mort et de destruction. La perte de ses braves compagnons lui arrachait des larmes, et on peut dire de lui qu'il n'a jamais causé un dommage inutile ni fait tuer un soldat sans nécessité. Son nom, doublement illustre par les qualités de l'intelligence et du cœur, ne rappelle que des actes honorables, des services réels, des souvenirs glorieux, et c'est ce qui le fera vivre éternellement dans la mémoire des hommes...

Les nations les plus sérieuses se passionnent quelquefois pour les génies entreprenants ou bizarres qui frappent leur imagination par des entreprises extraordinaires; mais elles n'accordent une estime et une admiration solides qu'à ceux dont les actes, irréprochables au point de vue de la justice et de la dignité humaine, sont empreints du double caractère de l'utilité publique et de la grandeur morale!

Alexandre, qui brigua l'empire du monde; César, que la même ambition conduisit à sa perte, et Napoléon, qui, pour donner des trônes à sa famille, courba tant de peuples libres

(1) Aussi Benjamin d'Israéli, chancelier de l'Échiquier, put-il dire avec raison, en faisant l'éloge de Wellington à la chambre des communes :
« We present to the world the most sublime and touching spectacle that human circumstances can well produce — the spectacle of a senate mourning a hero ! »

sous le joug de la France, ont moins de grandeur réelle que ce petit prince de Nassau qui fonda la république batave, et que ce modeste citoyen des États-Unis qui assura à sa terre natale une indépendance absolue, des institutions libres et les éléments d'une prospérité sans égale dans le monde!

Si Wellington n'a pas les mêmes titres à l'admiration publique et à la reconnaissance du peuple anglais, il a du moins le mérite d'avoir contribué, dans une large proportion, à l'établissement des principes sur lesquels repose l'équilibre européen, et d'avoir fondé par les succès inespérés de ses armes la puissance continentale de la Grande-Bretagne. On peut dire de lui et de Nelson, le fondateur de la prépondérance anglaise sur mer, qu'ils ont plus fait pour la gloire et la prospérité de leur patrie qu'Alexandre et Napoléon, malgré leur génie incomparable, ne firent l'un pour la Macédoine, l'autre pour la France.

Voilà pourquoi aussi les vainqueurs de Waterloo et de Trafalgar ont recueilli de leur vivant, et ce qui est plus extraordinaire, après leur mort, tant de témoignages d'estime et d'admiration. Les plus illustres souverains de l'Angleterre n'ont pas eu plus de gloire et de popularité. Heureuse la nation qui élève de la sorte au dessus des distinctions de la naissance et de la fortune les services éminents rendus à la patrie et à l'humanité!

CHAPITRE PREMIER.

GUERRE DES PAYS-BAS,

1794.

CHAPITRE PREMIER.

SOMMAIRE :

Origine des Wellesley. — Naissance, éducation et jeunesse de sir Arthur Wellesley. — Son début dans l'armée. — Ses discours à la Chambre des communes d'Irlande. — Avancement rapide qu'il obtient. — On le désigne pour faire partie d'une expédition sur les côtes de France. — Il reçoit l'ordre de se rendre à Ostende. — Situation des armées alliées. — Retraite sur Anvers et Bréda. — Wellesley se distingue dans le commandement de l'arrière-garde. — Son retour en Angleterre.

On ne sait pas au juste quel jour est né le duc de Wellington. Les uns, se fondant sur un vote du Parlement d'Irlande (1) et sur la déclaration de la nourrice du jeune Arthur, prétendent qu'il naquit au mois de mars 1769 ; les autres, produisant un extrait du registre de l'église de Saint-Pierre à Dublin, fixent la date du 30 avril comme seule authen-

(1) M. Ryan, de Dublin, a découvert récemment une pétition adressée, en 1790, à la Chambre des communes d'Irlande, contre l'élection de sir Arthur Wellesley, qui, au dire des pétitionnaires, n'avait pas vingt et un ans révolus quand les électeurs de Trim l'envoyèrent au Parlement. Un comité fut chargé de l'examen de cette pétition, et son rapport conclut à la validité de l'élection. Il se fondait sur la déposition d'une dame qui avait assisté à l'accouchement de lady Mornington. Cette dame se rappelait parfaitement qu'Arthur était né en mars 1769, au château de Dangan ; mais elle ne pouvait pas indiquer la date précise de cet événement. Il faut que la Chambre des communes ait jugé cette déclaration suffisante ou qu'elle ait obtenu d'autres renseignements, puisque l'élection de Wellesley fut déclarée valable.

tique (1); quelques-uns enfin, s'appuyant sur une lettre de lady Mornington, affirment qu'il y a erreur dans cet extrait, et que le duc ne peut avoir été baptisé le 30 avril, puisque sa mère déclare l'avoir mis au monde le 1er mai (2).

Faut-il croire la nourrice, le registre ou la mère? Le colonel Gurwood et la plupart des biographes ont donné raison à la mère. Cependant il restera toujours quelque doute sur une date fixée 45 ans après l'événement et que d'autres dates contredisent.

La même incertitude plane sur le lieu de naissance du duc : est-il né dans la résidence du comte de Mornington, à Dublin, comme le prétend un journal de cette ville (3), ou bien a-t-il vu le jour pour la première fois dans le château de Dangan, comme le déclare la nourrice présente à l'accouchement?

Cette question n'est pas mieux résolue que la première, et du reste il ne semble pas qu'elle ait jamais préoccupé sérieusement ni le duc ni sa famille.

On a souvent signalé la coïncidence vraiment extraordinaire qui fit naître en 1769 les hommes les plus célèbres du XIXe siècle, notamment l'empereur Napoléon et sir Arthur Wellesley.

Au sujet de ce dernier rapprochement, Louis XVIII disait un jour : « La Providence nous devait bien cette compen- « sation. »

Sir Arthur était le quatrième fils du comte de Mornington, qui par ses ancêtres appartenait à la plus haute noblesse d'Angleterre, voire même à l'illustre famille des Planta-

---

(1) Voici cet extrait : « April 30. — Arthur, son of the right hon. earl and countess of Mor- « nington baptised. »

(2) « I inform you that my son was born on the 1st of may 1769. » *London*, 6 april 1815, ANNE MORNINGTON.

(3) *The Dublin Mercury* : May 2nd 1769. *Births* : « In Merrion street, the right hon. the « countess of Mornington of a son. »

genets (1). Sous le règne de Henri VIII, deux frères Walter et Robert Colley ou Cowley, quittèrent le Rutlandshire et vinrent se fixer à Kilkenny. Ils obtinrent l'un et l'autre des emplois élevés dans l'administration, et leurs descendants figurèrent avec honneur dans l'armée, dans la magistrature et dans l'Église. L'un d'eux, arrière-petit-fils de Walter, eut une fille qui épousa, vers le milieu du XVIIe siècle, Garret Wellesley (2), descendant d'une famille saxonne.

Le frère de cette dame, Henri Wellesley, obtint en mariage la fille unique de sir William Usher, qui lui donna plusieurs enfants. Le cadet s'appelait Richard; il plut à Garret, qui l'adopta en 1728 et lui légua ses biens et terres, à la condition de porter son titre et d'adopter ses armes. Ce Richard Colley Wellesley, membre du Parlement d'Irlande, fut élevé à la pairie et créé baron de Mornington par George II, en 1747. Son fils Garret épousa, en 1759, la fille aînée d'Arthur Hill, vicomte Dungannon, et obtint l'année suivante le titre de comte. Le mérite de ses compositions musicales et l'élégance de ses manières lui valurent une brillante réputation dans la haute société (3) et l'affection de son jeune souverain, très-passionné pour les arts d'agrément (4).

Des neuf enfants qu'il eut, trois devinrent célèbres à des

---

(1) Un antiquaire anglais a publié un curieux et savant mémoire d'où il résulte que le duc de Wellington est né le trente-deuxième dans une descendance directe d'Alfred le Grand, et le vingt-cinquième dans une descendance aussi directe de Guillaume le Conquérant. Voir STOCQUELER, II, 316.

Quant à l'origine du nom de Wellington, voici ce qui en est. Lorsque la couronne ducale fut conférée à sir Arthur Wellesley, on lui laissa le choix de la localité dont il désirait porter le titre. Il donna la préférence à Wellington, dans le Somerset, petite ville de 7,000 âmes où il avait un manoir, et qui touchait au village de Wesley, auquel le nom de sa famille avait été emprunté jadis.

(2) Le nom primitif était Wellesley, qui devint et resta par corruption Wesley, jusqu'à ce que le marquis, frère de sir Arthur, le rétablit dans son orthographe première.

C'est encore sous le nom de Wesley que Wellington fut inscrit sur les contrôles de l'armée.

(3) Voir DAINES BARRINGTON : *Miscellanées*, p. 317, et HOGARTH : *Musical History*.

(4) MAC FARLANE, p. 2.

titres différents : Richard, comme gouverneur de l'Inde, Arthur, comme général, et Henri, comme diplomate.

Arthur avait à peine douze ans quand lady Mornington, devenue veuve, le mit au collége d'Eton avec son frère Richard (1).

Ce dernier montra des talents et une aptitude qui engagèrent sa famille à lui faire suivre les cours d'Oxford. Arthur, au contraire, ne parut avoir aucune disposition pour les études classiques, et fut à cause de cela envoyé à l'école militaire d'Angers (2).

A cette époque, dit un auteur anglais (3), on avait l'habitude d'engager au service les jeunes gens dont l'esprit était lent ou tardif, parce qu'on s'imaginait que la carrière des armes exigeait moins d'activité intellectuelle que la magistrature, la politique, le barreau, les finances, l'administration et l'église. Ainsi la Grande-Bretagne n'aurait pas eu peut-être le général dont elle est si fière, ni joué dans le monde ce rôle glorieux qui d'État secondaire l'a fait monter au rang des grandes puissances, si les classes aristocratiques avaient eu des notions plus justes sur la carrière des armes. Il faut remarquer cependant que sir Arthur montra de bonne heure une certaine prédilection pour cette carrière, et que la nature semblait l'avoir doué des qualités principales qu'elle exige. Plusieurs de ses biographes même ont cru voir, dans les jeux auxquels il se plaisait à Eton, l'indice de sa vocation et de sa gloire futures. N'était-il pas, en effet, né pour le commandement celui qui, tout jeune encore, se plaisait à faire manœuvrer ses jeunes camarades dans le préau du collége? Ainsi raisonnent les

---

(1) MAC FARLANE, p. 3.

(2) Cette école, dans laquelle plus d'un officier célèbre a été instruit, se trouvait alors sous la direction de Pignerol, ingénieur distingué, qui laissa son nom à l'une des plus remarquables forteresses des Alpes. Il n'y avait pas à cette époque en Angleterre une seule école où l'on pût acquérir des notions théoriques d'art militaire. Le collége de Sandhurst a été créé depuis.

(3) STOCQUELER, t. I, p. 2.

graves historiens qui ont reconnu le vainqueur de Toulon et le futur maître de l'Europe dans le bouillant écolier de Brienne, qu'ils aperçurent un jour bombardant un château de glace avec des projectiles de neige!

Cette prétention à découvrir dans les moindres actions de la jeunesse des grands hommes un présage de leur destinée, est un des ridicules que les biographes ont le plus de peine à éviter. Il y a même peu de savants, de militaires, d'artistes ou d'écrivains célèbres qui aient résisté à la tentation d'attribuer l'origine de leur fortune à quelque circonstance insignifiante de leur jeunesse. Tel, menant au combat ses petits compagnons d'étude, s'est persuadé qu'il était né général; tel autre, crayonnant des figures sur les marges d'un livre ou sur le pan d'une muraille, a vu briller devant ses yeux l'auréole de Michel-Ange; tel autre, trouvant par hasard un problème de géométrie, s'est cru doué du génie d'Archimède. Une pomme qui tombe révèle à Newton le système de l'attraction universelle; un débris de végétal trouvé sur le bord de la mer annonce à Christophe Colomb l'existence de l'Amérique; et Bucéphale, dompté, apprend à Alexandre qu'il est appelé à soumetttre l'univers! Ainsi le goût du merveilleux fait qu'on attribue la gloire aux circonstances les plus futiles, au moindre caprice du sort et de la destinée, plutôt qu'à la cause ordinaire de toute supériorité parmi les hommes : le travail soutenu par une volonté énergique et persévérante.

Les grands hommes se forment plus souvent eux-mêmes qu'ils ne sont formés par la nature ou le hasard. Nul n'a mieux confirmé cette observation que sir Arthur Wellesley. Après avoir fait de médiocres études à Éton (1), il suivit les cours

---

(1) STOCQUELER, t. I, p. 2; MAC FARLANE, p. 3; MAXWELL, t. 1, p. 9; *Le Times*, p. 5. Ce dernier prétend que d'Eton sir Arthur passa quelque temps au collége particulier de Brighton, circonstance que les autres biographes ne mentionnent pas.

de l'académie d'Angers, où il passa inaperçu au milieu de ses camarades. Aucun événement important ne marqua son séjour dans cette académie, où d'ailleurs il ne resta que peu de temps. A la fin de 1787, il obtint une charge d'enseigne dans le 41e régiment d'infanterie, et neuf mois après il fut nommé lieutenant.

Dans le courant de l'année suivante, il passa avec le même grade au 12e régiment de dragons légers. Depuis lors, il avança successivement, tantôt dans l'infanterie et tantôt dans la cavalerie. En 1791, il entra comme capitaine au régiment de Rutlandshire, et quelques mois après, il obtint le même grade dans le 18e de dragons légers. En 1793, il rentra dans l'infanterie en qualité de major du 33e de ligne, et la même année encore, il acheta une charge de lieutenant-colonel dans ce régiment, auquel il resta attaché jusqu'à ce que ses exploits lui eussent donné un commandement en chef.

Quoique cet avancement fût très-rapide (1), il est certain que sir Arthur ne se fit point remarquer dans les premières années de sa carrière par des qualités ou des talents exceptionnels.

Dès qu'il eut atteint sa majorité (en 1790), il fut élu membre de la Chambre des communes d'Irlande, par le bourg de Trim, dont le patronage appartenait à la famille Mornington. Sa physionomie à cette époque devait être bien différente de ce qu'elle fut dans la suite, car John Barrington dit qu'il avait « une apparence juvénile et un teint vermeil (ruddy faced). « Il était, ajoute-t-il, populaire parmi les jeunes gens de son

---

(1) M. Stocqueler fait observer qu'en Angleterre les officiers avides d'avancement doivent tâcher de changer de corps toutes les fois que leurs anciens sont dans des conditions à être promus. Il attribue à ces changements, à la faveur ministérielle et à la fortune des Mornington la rapidité avec laquelle sir Arthur s'éleva au grade de lieutenant-colonel.

« âge et de sa profession. Son langage était peu cultivé (his « adress was unpolished). Il prenait quelquefois la parole, « mais jamais avec succès. Rien ne faisait pressentir en lui « l'incomparable célébrité qu'il obtint dans la suite (1). » Ses discours, dit M. Stocqueler, étaient généralement contraires aux mesures libérales, et son éloquence se distinguait plutôt par une allure brève et décidée que par les formes littéraires et fleuries qui rendaient alors célèbres les Grattans, les Cuffs, les Parnells et autres membres de la législature. Ses opinions appartenaient au torysme, et déjà à cette époque il trouva moyen de signaler son opposition aux demandes des catholiques et aux projets de réforme parlementaire. A en juger par les fragments qui sont arrivés jusqu'à nous, il attaqua violemment, dans un de ses discours, le peuple français pour sa conduite barbare envers le roi Louis XVI et pour son injuste agression contre les Pays-Bas autrichiens (2).

Tout en prenant part aux travaux de la Chambre, Arthur Wellesley remplit auprès du comte de Westmoreland les fonctions d'aide de camp du lord lieutenant d'Irlande.

On faisait alors de grandes dépenses à la cour du vice-roi, et comme notre jeune capitaine, au témoignage des écrivains de cette époque, n'était pas le moins ardent promoteur des plaisirs de la haute société (3), ses faibles revenus et ses appointements d'officier subalterne ne purent suffire à son train de vie.

Étant un jour dans l'impossibilité d'acquitter une note dont on exigeait le payement, un riche bottier chez lequel il logeait s'aperçut de son embarras et lui offrit avec beaucoup de délicatesse une somme d'argent qui fut acceptée. Le duc de

---

(1) Maxwell, se fondant sur le témoignage d'une personne qu'il ne cite point et qui habitait alors Dublin, prétend que Barrington est un mauvais observateur, et que sir Arthur avait au contraire un débit facile et des manières aisées.

(2) *The military and political life of Arthur Wellesley*, by a CITIZEN OF THE WORLD, p. 8.

(3) Opinion de lord Skelmersdale, qui fit ses études avec sir Arthur, au collége d'Eton.

Wellington s'est toujours montré reconnaissant de ce service (1).

Mais d'autres dettes furent successivement contractées, et quand sir Arthur, cet homme si économe et si réglé dans la suite, reçut l'ordre de partir, il se vit, comme César allant prendre possession de son gouvernement d'Espagne, obligé de recourir à la bourse d'un Crassus pour se soustraire à de fâcheuses importunités. Or, le Crassus du César anglais ne fut autre qu'un honnête drapier du nom de Dillon, que sir Arthur chargea d'encaisser ses rentes et d'arranger ses affaires du mieux qu'il pourrait (1).

Vers ce temps, l'Angleterre résolut de faire une démonstration sur la côte de Bretagne pour soutenir les royalistes et provoquer une réaction contre la *Terreur*. Le comte de Moira devait prendre le commandement de cette expédition.

Déjà les troupes étaient réunies sur la côte et prêtes à s'embarquer, lorsque de mauvaises nouvelles, venues de l'armée des Pays-Bas, engagèrent le cabinet de Londres à venir au secours du duc d'York et de ses alliés. Le 33e régiment, commandé par le lieutenant-colonel Wellesley, partit de Cork en mai 1794, et arriva à Ostende peu de jours avant lord Moira, qui amenait avec lui les autres troupes expéditionnaires. La situation des alliés était en ce moment déplorable. L'incapacité des chefs, le défaut d'accord qui existait entre eux, l'insuffisance de leurs ressources en hommes, en argent et en matériel, enfin le peu d'appui qu'ils recevaient des Belges, déjà influencés par les idées révolutionnaires, avaient entravé toutes les opérations. Quand lord Moira arriva à Ostende, Tournai, Ypres et Bruges étaient au pouvoir de l'ennemi, et le duc d'York, chassé de sa position d'Audenarde, se repliait le long de l'Escaut. Dans cette conjoncture, le

---

(1) MAXWELL, t. I, p. 13.

commandant des troupes expéditionnaires jugea prudent d'évacuer la garnison d'Ostende (dont faisait partie le régiment de sir Arthur) et de la diriger par mer sur Anvers, pendant que lui-même, avec le reste de ses forces, rejoindrait à marches forcées le corps de Clerfayt. C'était en effet le seul parti qui lui restât, car le prince de Cobourg venait d'éprouver un rude échec à Fleurus, et Clerfayt se disposait à quitter Gand pour se réunir au corps principal des alliées qui battait en retraite sur Maestricht. Lord Moira quitta Ostende le 29 juin, et ses dernières troupes n'étaient pas sorties, que déjà les soldats républicains se présentaient en nombre devant la ville. La poursuite fut vive et d'autant plus fâcheuse pour les Anglais, que la pluie tombait par torrents et rendait leur marche difficile. Ils furent atteints et obligés de soutenir un rude combat en avant d'Alost. A la suite de cet engagement, lord Moira continua sa route sans obstacle, et vint fort à propos soutenir le duc d'York, vivement attaqué dans le voisinage de Malines par le corps de Pichegru.

L'armée hollandaise, sous les ordres du prince d'Orange, s'était également portée sur ce point après l'échec de Fleurus (1). Une première attaque des Français fut repoussée; mais la seconde obligea les alliés à gagner Anvers, où ils rallièrent la garnison d'Ostende, sous les ordres du colonel Vyse. C'est là que sir Arthur vit l'ennemi pour la première fois (2).

Pendant ce temps, Jourdan atteignait les Autrichiens à la montagne de Fer, près de Louvain, et leur faisait payer cher la hardiesse qu'ils avaient eue de l'attendre. Les Autrichiens, inquiets pour leurs communications, et voulant se rap-

(1) Le corps hollandais s'était retiré par Sombref et Nivelles sur la capitale de la Belgique; de là il avait poursuivi sa route vers la Hollande et fait halte derrière le canal de Louvain, à Malines, où il fut rejoint par le duc d'York.

(2) C'est à Anvers que lord Moira quitta l'armée pour retourner en Angleterre.

procher de Cologne et de Coblentz, repassèrent la Meuse aux environs de Maestricht le 27 juillet, et laissèrent ainsi les républicains maîtres de la campagne. Ces derniers commirent alors une faute grave en restant pendant deux mois dans l'inaction. Ils ne surent tirer aucun parti de leur victoire, et poussèrent si loin l'oubli des principes, qu'au lieu d'écraser successivement les deux masses alliées qui se retiraient par des routes divergentes, ils séparèrent leurs forces et rejetèrent les généraux ennemis sur les lignes qu'ils voulaient occuper. Ainsi le duc d'York put gagner la Meuse d'où il espérait couvrir la Hollande, et le duc de Cobourg prendre position sur le Rhin qui formait sa base d'opérations.

Jamais on ne vit tant d'erreurs accumulées dans une seule campagne. L'évacuation de la Belgique, après la perte de la bataille peu décisive de Fleurus, était un acte de faiblesse insigne. Rien n'eût été plus facile en effet que de réunir les forces alliées aux environs de Bruxelles, et de profiter ensuite de la faute énorme que fit le Comité de salut public en obligeant Pichegru à prendre Ostende et Nieuport, et en donnant à Jourdan l'ordre d'appuyer cette opération par l'envoi d'un détachement de l'armée de Sambre-et-Meuse sur Mons. Mais au lieu de mettre cette faute à profit, les alliés en commirent une du même genre, en se retirant par masses séparées vers le Wahl et le Rhin. Le bon sens indiquait cependant que le seul moyen d'empêcher les Français d'envahir la Hollande et même de rester en Belgique, c'était de réunir toutes les forces alliées sur la Meuse, opération facile au mois de juin, possible encore après que le duc d'York eut gagné Bréda.

Ce fut au commencement de septembre que les Anglo-Hollandais quittèrent leur position d'Anvers et prirent le chemin de la Hollande. Le 15, ils eurent un combat sérieux à soutenir contre l'aile droite de l'armée du Nord, à Boxtel. Les républicains s'étaient emparés, la veille, du village de

ce nom, et occupaient une position menaçante. Le duc d'York ordonna au général Abercromby de reprendre ce village avec deux bataillons de la garde, quatre régiments de ligne, une brigade d'artillerie et quelques escadrons. Le feu bien dirigé de l'infanterie et les charges vigoureuses de la cavalerie française mirent tout d'abord le désordre dans les rangs anglais. Sir Arthur s'en aperçut et déploya fort à propos son régiment, qui parvint à tenir l'ennemi en échec(1). Le village ne fut pas repris; mais la retraite du moins put se faire en bon ordre et sans pertes sensibles. C'est en souvenir de ce service et de la bonne contenance du 33e régiment que le général Dundas, officier de grand mérite et très-sévère sur la discipline, confia, vers la fin de la retraite, à sir Arthur Wellesley le soin de couvrir l'armée avec la brigade dont son régiment faisait partie. Le jeune lieutenant-colonel exerça ce commandement difficile avec une intelligence qui fut remarquée.

Après l'affaire de Boxtel, le duc d'York se porta sur la Meuse et enleva le château de Crève-Cœur, qui commandait les écluses de Bois-le-Duc. Il ne resta pas longtemps sur ce fleuve sans y être attaqué. Vers la fin d'octobre, sa position devint si mauvaise qu'il dut se résoudre à passer le Wahl. Ce fut le dernier mouvement qu'il exécuta dans cette campagne. Rappelé le 2 décembre, il remit le commandement au général hanovrien comte Walmodon et s'embarqua pour l'Angleterre.

Il régnait alors en Hollande une forte agitation et beaucoup de mécontentement contre le gouvernement. Un parti violent, opposé au stadhouder, ne demandait qu'à voir réussir les Français. Bréda, Bois-le-Duc et généralement toutes les forteresses de la rive gauche du Wahl, sans en excepter Nimègue, que la proximité des forces alliées n'avait pu garantir, venaient de tomber au pouvoir de l'ennemi.

---

(1) MAXWELL, t. I, p. 17.

Ces places, mal armées, dépourvues de troupes et de munitions n'avaient, pour ainsi dire, présenté aucune résistance. Les autres ne semblaient pas disposées à tenir plus longtemps : néanmoins, on se croyait sûr de pouvoir arrêter les Français devant le Wahl. Mais les fortes gelées qui survinrent permirent aux républicains de passer ce fleuve sur la glace (1), et leur donnèrent l'espoir de gagner Amsterdam sans difficulté sérieuse. Ainsi, dans le moment même où la campagne semblait devoir toucher à sa fin, l'armée anglaise eut de nouveaux combats à soutenir entre le Wahl et le Leck. Dans l'un de ces combats, livré autour de Meteren, le colonel Wellesley trouva une nouvelle occasion de se distinguer.

Le jour même où le Wahl fut franchi au-dessus de Nimègue, les états de la province d'Utrecht envoyèrent leur soumission au général Pichegru; en conséquence, l'armée française entra sans opposition dans la capitale de cette province, le 18 janvier. Amsterdam ayant suivi l'exemple d'Utrecht fut occupé deux jours après au milieu des démonstrations de la joie la plus vive.

A partir de ce moment, l'armée hollandaise, dont le quartier général était à Gorcum, se trouvait complétement tournée.

Le prince d'Orange voyant qu'il ne lui restait plus aucun moyen d'employer utilement ses troupes, et comprenant d'ailleurs qu'il n'y avait rien à faire dans un pays qui accueillait l'ennemi avec enthousiasme, se rendit à Scheveningen et s'embarqua pour l'Angleterre.

Dans ces entrefaites, la position des troupes britanniques était devenue intolérable, par suite de la recrudescence du froid

---

(1) Le 11 janvier 1795.

et du manque absolu de matériel et de vivres. Les Hollandais ne firent rien pour venir en aide à ces souffrances, et les Allemands se montrèrent moins empressés encore. Les défaites successives des alliés, la crainte de déplaire à la France, et la sympathie qu'inspirait aux classes inférieures les principes de la Révolution expliquent cet abandon, que les historiens anglais ont flétri à juste titre.

Au milieu d'un froid presque sans exemple dans l'Europe centrale, privée de ressources et vigoureusement poursuivie par les troupes républicaines, l'armée de Walmodon passa le Leck, au mois de janvier 1795, et gagna successivement Amersford, Deventer, Coevorden, Sneppen et Emden, où elle se rembarqua pour l'Angleterre, dès que la saison le permit. Elle eut d'autant plus à souffrir dans cette course à travers les neiges et les glaces, que les rivières et les inondations n'opposaient aucune difficulté à la marche des troupes ennemies.

Le général Jomini et d'autres écrivains militaires ont comparé cette longue et pénible retraite, sous le rapport des privations et de l'intensité du froid, à la désastreuse campagne de Russie (1). Wellesley, qui à la tête de sa brigade n'avait cessé de commander l'arrière-garde, se fit remarquer par son sang-froid et par sa bravoure.

Les rares qualités qu'il montra dans cette circonstance, dit le colonel Gurwood (2), furent considérées par sir James Craig et par d'autres officiers de mérite comme un présage de sa future célébrité.

Cette première campagne, si courte et si désastreuse pour l'armée anglaise, ne laissa pas d'être fort utile à

---

(1) « Le froid fut plus rigoureux dans l'hiver de 1794, en Hollande, que dans celui de 1812 en Russie. »*Vie de Napoléon,* par le général Jomini, t. IV, p. 74. D'après Alison, le thermomètre Fahrenheit descendit plus d'une fois à 20° au-dessous de zéro.

(2) GURWOOD, t. I, p. 2.

Wellesley. A défaut d'exemples à suivre, il y trouva des écueils à éviter. Jamais désastre ne fit mieux ressortir les vices du système militaire de la Grande-Bretagne, les déplorables effets de l'intervention d'un gouvernement qui, sans aucune expérience de la guerre, avait la prétention de tracer des plans de campagne et la faiblesse d'un commandement divisé que ne soutenaient ni le talent de celui qui l'exerçait ni la confiance du pouvoir dont il relevait. Avec des soldats instruits et parfaitement équipés, d'une bravoure admirable sur le champ de bataille, pleins de résignation dans la mauvaise fortune, le duc d'York n'avait essuyé que des revers; tandis que les généraux français, avec de jeunes conscrits mal habillés, mal équipés, mais conduits par des chefs expérimentés, avaient obtenu une série de victoires éclatantes. Ces considérations agirent puissamment sur l'esprit de Wellesley, qui fut ainsi amené à comprendre de bonne heure la nécessité d'introduire certaines réformes dans l'organisation, le commandement et la discipline de l'armée anglaise.

La fortune, qui semble se plaire aux rencontres bizarres, a voulu que sir Arthur Wellesley fût témoin des revers de l'armée britannique dans les lieux où vingt ans après il devait la rendre victorieuse de la plus grande armée et du plus grand capitaine des temps modernes; elle a voulu aussi que la même année Napoléon Bonaparte remportât son premier succès à Toulon, et dans le voisinage de cette île où il devait sentir un jour les douleurs de la proscription...

Étrange caprice du sort, qui fait naître en même temps et débuter la même année les deux champions appelés à vider la grande lutte du XVIIIe siècle, entre la révolution et la légitimité!

Déjà, en 1799, ces hommes prédestinés faillirent se rencontrer sur le vaste théâtre de l'Orient, où tous deux jetèrent les bases de leur future renommée. Pendant quinze

années la fortune prit soin de les éloigner, jusqu'à l'heure fatale où devait s'accomplir, dans les champs de Waterloo, la restauration de la paix européenne et de l'indépendance des peuples !

CHAPITRE II.

CAMPAGNE CONTRE TIPPOO-SAHIB.

1799.

CHAPITRE II.

SOMMAIRE :

Wellesley s'embarque pour les Indes occidentales. — Il rentre au port. — Changement de destination. — Il part pour Calcutta. — Est désigné pour faire partie d'une expédition contre Manille. — Reçoit contre-ordre. — État de l'Inde à l'arrivée du comte de Mornington. — Vastes projets de cet homme d'État. — Services que lui rend sir Arthur. — Licenciement des troupes françaises du nizâm. — Traité d'alliance avec ce prince. — Invasion du Mysore. — Combat de Sédaseer. — Bataille de Malavelly. — Siége et prise de Séringapatam. — Arthur Wellesley est nommé gouverneur de cette ville. — Partage des États du sultan. — Sir Arthur est chargé d'administrer la partie de ces États réservée à l'Angleterre. — Services qu'il rend dans cette position. — Expédition contre Hoondiah Waugh. — Défaite et mort de ce chef. — Arthur Wellesley va prendre à Trincomalée le commandement d'un corps de cinq mille hommes destiné à faire une attaque contre Batavia. — Ce corps reçoit l'ordre de se rendre en Egypte. — Wellesley est remplacé par le général Baird. — Il obtient le commandement en second de l'expédition. — La fièvre l'empêche de partir. — Il retourne à Séringapatam.

De retour en Angleterre, Wellesley ne tarda point à être désigné pour de nouvelles expéditions. Son régiment partit en octobre 1795 pour les Antilles, sous le pavillon de l'amiral Christian ; mais les vents d'équinoxe obligèrent la flotte à regagner Portsmouth, après cinq semaines de navigation.

Ce fut une circonstance heureuse pour sir Arthur et pour

l'Angleterre, car à peine rentrée, l'expédition reçut contre-ordre; ce qui permit au gouvernement d'envoyer le 33e aux Indes, où son chef se fit une réputation méritée de talent et de bravoure. Sans ce vent d'équinoxe, le futur conquérant de la Péninsule serait peut-être mort ignoré dans une île de l'océan Atlantique, comme tant d'autres jeunes héros qui versèrent leur sang pour la prospérité des marchands de Londres...

Sir Arthur était malade au moment où le 33e reçut l'ordre de mettre à la voile (en avril 1796).

Il s'embarqua seul quelque temps après, et alla rejoindre son régiment au cap de Bonne-Espérance, où il s'était arrêté pour prendre des vivres.

A peine arrivé à Calcutta (en février 1797), il fut désigné pour une expédition que sir James Craig devait diriger contre Manille. Mais des lettres arrivées d'Angleterre presque en même temps firent renoncer à cette expédition. Ainsi le hasard ou de singulières coïncidences mirent obstacle à toutes les combinaisons qui auraient, si elles avaient réussi, éloigné le jeune Wellesley du théâtre où ses talents devaient se développer. Une circonstance plus heureuse encore pour lui fut la nomination de son frère au gouvernement de l'Inde : cet illustre homme d'État débarqua à Calcutta, trois mois après l'arrivée de sir Arthur dans la même ville (1).

A cette époque, la colonie anglaise se trouvait en possession de vastes territoires et commençait à recueillir les avantages d'un système de conquête habilement déguisé sous les noms d'alliance et de protection. Les victoires étonnantes de lord Clive et la défaite de Lally-Tollendal à Pondichéry (2) avaient ruiné complétement l'influence des Français dans

---

(1) Le 17 mai.
(2) En 1761.

l'Inde et rebuté les souverains indigènes disposés à reconnaître leur protectorat. Un seul continuait à se montrer ouvertement favorable à la France, c'était Tippoo-Sahib, fils de Haïder-Ali, le sultan usurpateur du Mysore (1).

Cornwallis s'était promis de ruiner la dangereuse autorité de ce prince; mais ses instructions ne lui permettaient pas de prendre l'offensive (2), et d'ailleurs ses troupes étaient insuffisantes pour soutenir la lutte, dans le cas assez probable où Tippoo-Sahib ferait alliance avec ses voisins. Afin d'écarter ce dernier obstacle, le gouverneur général, exploitant le caractère jaloux et la politique mobile des princes indiens, parvint à exciter contre le chef du Mysore une partie des Mahrattes et le soubah du Deccan. Il écarta ensuite l'autre difficulté, en engageant ses nouveaux alliés à solliciter l'appui de l'Angleterre dans une lutte qu'elle seule désirait, et dont les résultats ne pouvaient être que funestes aux indigènes. C'est ainsi que par une politique constamment artificieuse, la Grande-Bretagne parvint à se rendre nécessaire à ceux mêmes qu'elle voulait anéantir, et à faire considérer comme désintéressée, comme généreuse même, une intervention qui devait peu à peu absorber toutes les nationalités de l'Inde.

Les premières opérations de Cornwallis furent loin d'être brillantes, car sans l'arrivée opportune de secours mahrattes, son armée eût été détruite au cœur du Mysore, faute de vi-

---

(1) Haïder-Ali s'était emparé du gouvernement du Mysore, avec l'appui de la France; son énergie et ses talents militaires l'avaient rendu redoutable à la colonie. Il mourut en 1783. Cinq ans après, Tippoo-Sahib, héritier de ses États et de ses haines furieuses contre les Anglais, envoya une ambassade à Louis XVI pour lui donner l'assurance que ces marchands de Londres seraient chassés de l'Inde si le roi consentait seulement à lui envoyer 8,000 soldats européens et des officiers pour commander les troupes mysoriennes. Cette offre, à cause des embarras où se trouvait alors la France, demeura sans effet; mais l'Angleterre en prit occasion pour seconder le Nizâm, ou soubah du Deccan, et forcer Tippoo-Sahib à signer dans Séringapatam le traité de 1792, dont il sera question plus loin.

(2) L'acte du Parlement du 19 mai 1784, qui créa une chambre de contrôle pour la direction suprême des affaires politiques de l'Inde, proclama solennellement « qu'il était contraire à la « dignité et à l'intérêt de la Grande-Bretagne de faire de nouvelles conquêtes dans l'Indoustan, « et qu'il était interdit à la colonie d'entreprendre de pareilles guerres. »

vres et de bêtes de trait. Au commencement de l'année suivante (1792), une nouvelle expédition fut organisée, et mieux conduite cette fois, elle eut pour résultat d'obliger le sultan à signer dans sa capitale un traité qui le dépouillait de la moitié de son empire. L'Angleterre y gagna quelques districts importants, et du même coup elle affermit son autorité sur les possessions du nizâm, ou soubah du Deccan (1). Depuis 35 ans, elle ne suivait pas d'autre politique : semer la division parmi les chefs indiens, faire solliciter son appui par les uns pour écraser les autres, et profiter de la victoire pour étendre ensuite sa suprématie sur les vainqueurs et les vaincus, ses alliés et ses ennemis : politique astucieuse, que le succès, à défaut de la morale, justifiait complétement. Tantôt elle protégeait les Musulmans contre les Indous, et tantôt les Indous contre les Musulmans. En 1799, nous la verrons défendre les Mahrattes contre le musulman Tippoo, et en 1803, sous le même gouverneur général, écraser les Mahrattes, au nom du peschwah, représentant nominal du grand-mogol (2).

La France, qui avait tout intérêt à prévenir ce funeste développement de la puissance anglaise, ne fit aucune tentative, après la perte de Pondichéry, pour rétablir dans l'Inde son autorité compromise. Le cabinet de Versailles jusque-là ne s'était signalé que par des fautes, et cependant ni les hommes ni les occasions ne lui avaient manqué.

La Bourdonnais, après avoir pris Madras et déployé dans l'île Bourbon les ressources d'un vaste génie, fut rappelé sans motif, enfermé trois ans dans la Bastille, puis déclaré non coupable et renvoyé dans sa famille, où il mourut des suites de sa captivité, pauvre et méconnu! Lally-Tollendal, l'héroïque défenseur de Pondichéry, homme intègre, ferme,

---

(1) Ces deux titres, nizâm et soubah, ont la même signification. Le soubahdar du Deccan régnait sur la portion de territoire comprise entre la Wurda, la Godavéry et la Kistna.

(2) Les Mahrattes étaient Indous et les Mogols musulmans.

loyal, mais entêté, pour des fautes qui tenaient principalement à son inexpérience de la guerre de l'Inde, fut conduit à l'échafaud comme un vil criminel, un bâillon sur la bouche! Et Bussy, dont le courage et l'habileté avaient assuré à la France la possession du Deccan, se vit placé sous les ordres d'un chef incapable, et forcé d'abandonner sa précieuse conquête.

Dupleix lui-même, l'illustre Dupleix, qui avait eu à sa disposition les trésors de l'Inde, rappelé, calomnié, insulté, mourut dans la misère, au milieu de cette France qui devait à son génie la possession d'un territoire de 35 millions d'habitants!

Une si noire ingratitude, jointe à une si profonde incapacité, devait nécessairement amener la ruine des comptoirs français et provoquer le triomphe de la colonie anglaise, soutenue par l'habile et ferme politique de la Grande-Bretagne.

Cependant à l'époque où le comte de Mornington, depuis marquis de Wellesley (1), vint prendre la direction des affaires orientales, de graves dangers menaçaient encore l'avenir de la colonie.

Les finances et l'armée se trouvaient dans une situation fâcheuse, et les souverains indigènes, les uns ouvertement, les autres secrètement hostiles à l'Angleterre, tournaient avec espoir leurs regards vers la France.

Le plus dangereux de tous était incontestablement le sultan du Mysore. Quoique dépouillé d'une partie de ses États, il continuait à se montrer l'ennemi fanatique de la Grande-Bretagne. Dans une de ses lettres, il se permit de dire : « Un Anglais, un chien et un porc sont trois frères de la « même famille (2). » D'une activité sans égale, et dominé par un besoin de réformes que rien ne pouvait calmer, ce prince

(1) Il obtint ce titre au moment de quitter l'Inde.
(2) BARCHOU DE PENHOEN, t. IV, p. 369.

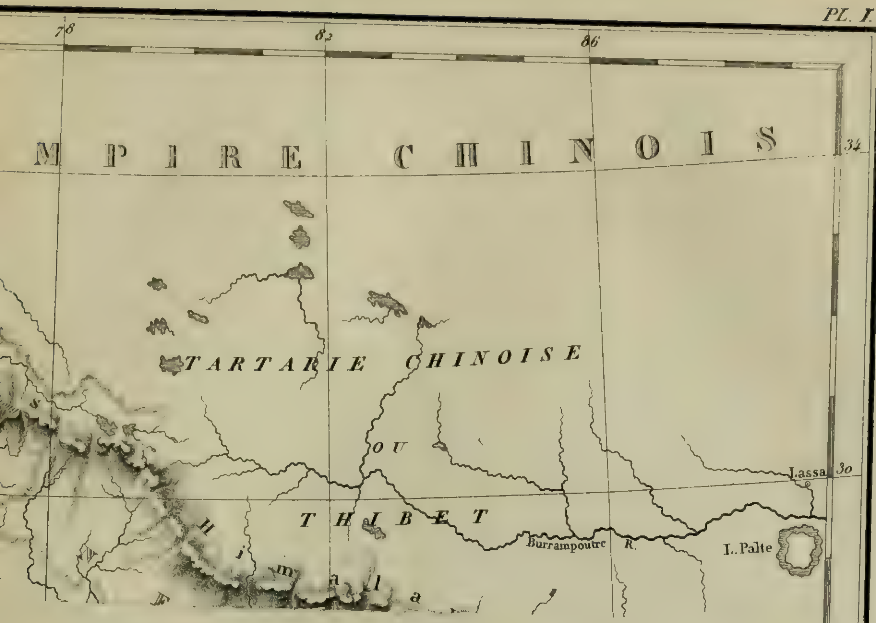
avait une instruction et une intelligence supérieures à celles des autres chefs indiens. Moins remarquable, mais tout aussi orgueilleux et aussi vindicatif que son père, il adopta pour devise : « Plutôt vivre deux jours tigre que deux siècles agneau. »

Son armée régulière, la plus forte et la mieux disciplinée de toutes celles qui avaient paru jusque-là en Orient, s'élevait à 76,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie et 30,000 d'infanterie, organisés à l'européenne par des officiers français (1).

Cette armée, qui pouvait d'un moment à l'autre être renforcée par les troupes d'une puissance étrangère ou par la coopération de Scindiah, était un danger permanent pour l'Angleterre. Heureusement la colonie, dans cette situation difficile, eut à sa tête un homme capable de diriger les plus vastes entreprises. Doué d'une activité prodigieuse, d'une énergie sans pareille, d'une grande force de caractère et d'une promptitude de résolution en rapport avec l'étendue de ses connaissances, le comte de Mornington semblait formé par la nature pour la direction des affaires orientales. L'expérience a montré qu'en Europe il n'était pas supérieur aux autres hommes d'État de son pays; mais, dans l'Indoustan, il les a tous éclipsés par la vigueur, l'élévation et le succès de sa politique. Il avait plus d'intelligence et plus de probité que lord Clive, plus d'énergie et de résolution que Cornwallis, plus de tact et de loyauté que Warren Hastings. Sa présence, pendant plusieurs années, dans la *Chambre de contrôle,* sous l'habile direction de lord Melville, lui avait donné une connaissance si parfaite des intérêts de la colonie, qu'à son entrée dans la carrière, il se trouva tout préparé au rôle qu'il devait jouer. Ses premiers jugements sur l'état des possessions anglaises en offrent la

---

(1) MAXWELL, t. I, p. 31.


78
82
86
34
30
MPIRE CHINOIS
TARTARIE CHINOISE
OU
THIBET
Himala
Lassa
Burrampoutre R.
L. Palte

avait une instruction et une intelligence supérieures à celles des autres chefs indiens. Moins remarquable, mais tout aussi orgueilleux et aussi vindicatif que son père, il adopta pour devise : « Plutôt vivre deux jours tigre que deux siècles agneau. »

Son armée régulière, la plus forte et la mieux disciplinée de toutes celles qui avaient paru jusque-là en Orient, s'élevait à 76,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie et 30,000 d'infanterie, organisés à l'européenne par des officiers français (1).

Cette armée, qui pouvait d'un moment à l'autre être renforcée par les troupes d'une puissance étrangère ou par la coopération de Scindiah, était un danger permanent pour l'Angleterre. Heureusement la colonie, dans cette situation difficile, eut à sa tête un homme capable de diriger les plus vastes entreprises. Doué d'une activité prodigieuse, d'une énergie sans pareille, d'une grande force de caractère et d'une promptitude de résolution en rapport avec l'étendue de ses connaissances, le comte de Mornington semblait formé par la nature pour la direction des affaires orientales. L'expérience a montré qu'en Europe il n'était pas supérieur aux autres hommes d'État de son pays; mais, dans l'Indoustan, il les a tous éclipsés par la vigueur, l'élévation et le succès de sa politique. Il avait plus d'intelligence et plus de probité que lord Clive, plus d'énergie et de résolution que Cornwallis, plus de tact et de loyauté que Warren Hastings. Sa présence, pendant plusieurs années, dans la *Chambre de contrôle*, sous l'habile direction de lord Melville, lui avait donné une connaissance si parfaite des intérêts de la colonie, qu'à son entrée dans la carrière, il se trouva tout préparé au role qu'il devait jouer. Ses premiers jugements sur l'état des possessions anglaises en offrent la

(1) MAXWELL, t. 1, p. 31

preuve. Il vit immédiatement que le pouvoir de la mère-patrie dans l'Inde était entièrement fondé sur l'opinion qu'en avaient les indigènes; que 20 ou 30,000 Européens, dispersés au milieu de 100 millions d'Asiatiques, ne pouvaient se maintenir qu'en fascinant les esprits; que ce pouvoir moral devait être soutenu par une grande loyauté et une extrême vigueur, et que dès lors le parti le plus sage serait presque toujours le plus audacieux (1). C'est ce qui le décida à rompre en visière à la politique indécise que l'Angleterre avait cherché à faire prévaloir jusqu'alors. Au lieu de suivre Cornwallis et John Shore dans la recherche d'un équilibre impossible entre les divers États de l'Inde (2), il résolut de continuer la politique active de l'illustre comte de Plassey et de Warren Hastings. A l'exemple de ces grands hommes, il crut pouvoir réaliser, pour le compte de l'Angleterre, ce qu'un Français avait proposé, dans l'intérêt de sa patrie, un siècle auparavant : idée féconde et sublime, que la cour de Versailles appela dédaigneusement *le rêve de Dupleix!* Cette politique conquérante d'ailleurs était si bien dans les nécessités de la situation, que Cornwallis et John Shore se virent obligés d'y recourir, malgré leur confiance dans le système de neutralité, et que lord Minto, successeur du comte de Mornington, après avoir essayé de suivre les anciens errements, dut changer de système pendant les dernières années de son administration (de 1810 à 1813).

Depuis, tous les gouverneurs qui ont obtenu des résultats marquants, dans l'Inde, ont profité de cette leçon : témoin lord Moira, lord Amherst, lord Aukland, et même lord Ellenborough, dont l'administration a soulevé cependant de nombreuses et justes critiques. Il n'en fallait pas moins un

---

(1) ALISON, t. VII, p. 56 et 57.

(2) Cornwallis voulait fonder le repos de l'Inde sur l'établissement de deux ou trois grandes puissances capables de se faire équilibre. C'est pourquoi il n'avait pas voulu écraser Tippoo-Sahib, qui, dans sa pensée, devait faire contre-poids aux Mahrattes.

grand courage et un talent hors ligne pour oser, après John Shore, suivre les traces de Clive et de Hastings. Le comte de Mornington était peut-être alors le seul homme capable de mener cette entreprise à bonne fin. « Par sa vigueur et « sa résolution, dit Alison (1), par son courage moral, son « habileté politique et son intelligence des choses militaires, « il fut le premier homme d'État de son pays, même au « temps de Pitt et de Fox. »

Un autre auteur français, M. Barchou de Penhoën, lui rend la même justice : « A l'exception de Dupleix, dit-il, « nul ne vit mieux ni de plus haut les affaires de l'Inde (2). »

Il marcha résolument dans la voie des innovations, et les plus beaux succès ne tardèrent point à justifier son intelligente audace. Tous les services furent régénérés, et la colonie prit un aspect nouveau. Jamais, en si peu de temps, il ne s'était manifesté un pareil changement dans l'administration, dans la conduite des affaires politiques et dans les opérations militaires.

Le comte de Mornington trouva la colonie chancelante, il la laissa consolidée ; — il trouva le service public affaibli par la corruption, il le laissa plein d'énergie ; — il trouva le pouvoir uniquement occupé de défendre ses possessions sur la côte, il le laissa paisiblement assis sur le trône d'Aurungzebe ; — il trouva l'Inde disputée par trois influences et sur le point de devenir indoue, musulmane ou française, et quand il retourna en Europe, on ne se servait plus, pour désigner cette immense contrée, que du nom seul d'*Inde anglaise!*

Cependant, pour être juste, il faut reconnaître que ces prodigieux résultats n'eussent pas été obtenus dans l'espace de cinq années sans l'utile concours de lord Melville, président de la *Chambre de contrôle*, ensuite premier lord de

---

(1) Alison, t. VII, p. 57.
(2) Le même, T. V, p. 55.

l'amirauté, et surtout sans les talents militaires de Lake et de sir Arthur Wellesley. Ce dernier fut consulté par le gouverneur dans toutes les circonstances difficiles, et nous avons lieu de croire que ses avis, dictés par un jugement calme et réfléchi, exercèrent une influence considérable. Le comte de Mornington était d'ailleurs exempt de jalousie et de morgue. Nul mieux que lui ne savait encourager et faire valoir ceux qui servaient sous ses ordres (1). Il laissait aux généraux une grande latitude et les couvrait de sa responsabilité, quand il était nécessaire de les soutenir. Ce fut un grand bonheur pour Arthur Wellesley que de débuter sous l'administration d'un tel homme ; et ce fut aussi un événement très-heureux pour la Grande-Bretagne que l'association franche et intime de ces deux rares intelligences, qui contribuèrent si efficacement à établir la suprématie qu'elle a exercée, depuis cette époque, dans les contrées orientales.

Pendant que l'un cherchait à former des alliances politiques et à rendre momentanément impossible la coalition des Mysoriens et des Mahrattes, l'autre préparait en silence le succès des opérations militaires.

Leur premier soin à tous deux fut d'arriver à la destruction des forces auxiliaires françaises d'Hyderabad (2) et de rétablir l'influence de la Grande-Bretagne à la cour du Nizâm.

Il était assez difficile d'atteindre ce but, après l'insuccès des démarches de Cornwallis et de John Shore, et quand le nizâm était encore sous l'impression du dépit qu'il avait éprouvé en voyant les Anglais l'abandonner dans sa guerre contre les Mahrattes. Mais comme il se trouvait alors me-

---

(1) Barchou de Penhoen, t. IV, p. 493.

(2) Ces troupes avaient été formées par Raymond, officier français de l'armée de Bussy. A l'époque où nous sommes arrivés, ce Raymond était mort. Son armée se composait d'un grand nombre d'aventuriers européens commandés par 124 républicains français. Quelques auteurs évaluent la force de cette armée à 20,000 hommes, d'autres à 14,000, d'autres à 11,000.

nacé par ces mêmes ennemis, par le sultan du Mysore et par les Anglais, il se laissa persuader que ce serait diminuer ses dangers d'un tiers que de se jeter dans les bras de la Grande-Bretagne. C'est ainsi que le comte de Mornington parvint à renouer les liens qui avaient existé entre le nizâm et la colonie, dans la guerre de 1791. En vertu d'un traité conclu le 1er septembre 1798, le soubah du Deccan consentit à licencier les troupes auxiliaires françaises et à recevoir en échange un corps de 6,000 Anglais (1). Par ce simple article, l'influence des Français à la cour d'Hyderabad fut renversée, et celle de l'Angleterre à jamais affermie (2).

Les gouverneurs généraux ont depuis lors saisi toutes les occasions pour conclure des traités analogues, et c'est ainsi qu'a pris naissance le *système subsidiaire* dont Clive jeta les premières bases, par la position de protectorat qu'il prit à l'égard du nawab du Bengale. Ce système, à côté de chaque prince *protégé,* met un corps de troupes anglaises qu'il doit entretenir et un résident anglais qui exerce les fonctions d'un véritable proconsul. Le souverain n'a plus que le prestige du nom. Il exécute les ordres du gouverneur et par là même en assume la responsabilité aux yeux de ses peuples. Les profits sont pour la Grande-Bretagne, l'impopularité est pour lui. C'est une sorte de paratonnerre sur lequel peut tomber la foudre, sans que la Compagnie en soit atteinte!

Cependant les 14,000 cipayes, sous le commandement des officiers français, ne voulurent point accéder au traité conclu

---

(1) Les forces auxiliaires de la colonie mises à la disposition du nizâm, par l'ancien traité, ne s'élevaient qu'à 2,000 hommes.

(2) Après la conquête du Mysore, les liens qui rattachaient le nizâm à la colonie furent encore resserrés par un traité d'alliance offensive et défensive, en vertu duquel la colonie augmenta les forces auxiliaires d'Hyderabad de deux régiments d'infanterie et d'un régiment de cavalerie.

par le nizâm. Le comte de Mornington envoya pour les dissoudre les 6,000 hommes de forces auxiliaires qu'il devait fournir à ce prince. Cette petite armée, sous les ordres du colonel Kirkpatrik, atteignit Hyderabad le 10 octobre, se joignit à un corps de cavalerie du nizâm et se présenta le 22 devant le camp des Français. Le plus grand désordre régnait dans ce camp, où la veille une révolte militaire avait éclaté. La voix des chefs était méconnue et leur autorité publiquement outragée. Aussi put-on opérer le désarmement sans effusion de sang, et presque sans opposition. Les soldats allèrent grossir les rangs des cipayes de l'armée coloniale, et les officiers furent envoyés à Calcutta et de là en Angleterre, où on leur permit, quelque temps après, de rentrer en France.

Assuré désormais de l'appui du nizâm, le gouverneur dirigea ses regards vers le Mysore, où la France avait un partisan déclaré et l'Angleterre un ennemi redoutable dans la personne de Tippoo-Sahib.

Ce prince s'était appliqué avec un soin tout particulier à l'organisation de ses troupes, qu'il avait mises sur un bon pied, grâce au concours intelligent de plusieurs officiers français. Joignant à des dispositions naturelles pour le commandement une très-grande activité et quelques connaissances militaires, il s'était fait dans les guerres précédentes une juste réputation de courage et d'habileté. Napoléon, qui avait conçu de bonne heure le projet de ravir aux Anglais leurs possessions orientales, ne se fit pas faute d'entretenir les sentiments hostiles du sultan à l'égard de la compagnie des Indes. A peine entré au Caire, il lui écrivit une lettre ainsi conçue : « On vous a déjà instruit que j'étais arrivé sur les bords de « la mer Rouge, à la tête d'une armée innombrable et invin- « cible, plein du désir de vous affranchir du joug de fer de « l'Angleterre. . . . . . . Je désirerais que vous pussiez « envoyer à Suez ou au Caire une personne intelligente et

« revêtue de votre confiance, qui pût s'aboucher avec moi. .
« . . . . Que le Tout-Puissant augmente votre grandeur et
« détruise vos ennemis. » (1).

Le projet de Bonaparte était de porter un corps de troupes sur la côte de Malabar pour soutenir Tippoo-Sahib, et soulever la puissante confédération des Mahrattes qui, déjà, sous l'administration de Warren Hastings, avait donné de sérieuses inquiétudes à l'Angleterre (2).

Il n'y avait pas de temps à perdre. La présence d'un ennemi acharné sur le trône du Mysore était un danger permanent pour la colonie. L'un des hommes les plus capables que l'Inde ait produits, sir John Munro, écrivit, le 7 juin 1798, au comte de Mornington : « Aussi longtemps « que le pouvoir de Tippoo-Sahib existera, nous serons per« pétuellement en danger de perdre tout ce que nous « avons. »

Les relations directes de ce chef avec Bonaparte et le directoire (3) fournissaient d'ailleurs une occasion facile de lui déclarer la guerre. Si le gouverneur général en avait eu les moyens, il l'aurait attaqué sans plus attendre, mais l'état des finances et celui de l'armée s'y opposaient absolument.

Les valeurs de la Compagnie avaient subi une dépréciation énorme, et depuis Hastings on en était aux expédients pour solder les troupes. L'effectif de l'armée coloniale était insuffisant, et c'est à peine si l'on aurait pu réunir 14,000 hommes pour envahir le Mysore. Les places frontières n'avaient plus d'approvisionnements ; l'armée manquait de munitions,

---

(1) Datée du Caire, 7 pluviôse an VII de la république (27 janvier 1799).

(2) Ce plan, tout grandiose qu'il fut, avait des chances de succès et probablement aurait réussi, n'était la faute que commit le directoire en négligeant de se rendre la Porte favorable, et en provoquant au même instant une lutte terrible sur le continent européen par l'invasion de la Suisse, du Piémont, de Rome et de la Toscane.

(3) En juin 1798, il avait envoyé deux ambassadeurs à l'Ile de France pour proposer une alliance offensive et défensive avec la république et demander un supplément de troupes, en vue d'une guerre avec l'Angleterre, guerre dont le sultan annonçait le prochain commencement. BARCHOU DE PENHOEN, t. IV, p. 334.

était mal équipée et dépourvue de moyens de transport (1).

Dans une lettre confidentielle au gouverneur, le général Craig disait : « Il est incontestable que depuis quatre ans, « en raison de ces deux choses, le manque de discipline « et le manque de connaissances militaires, le sort de notre « empire de l'Inde ne tient plus qu'à un fil aussi léger que « possible. »

Le comte de Mornington, aidé des conseils de son frère, mit tout en œuvre pour changer cette situation. Son génie inventif créa des ressources financières imprévues; les places fortes furent approvisionnées; on forma un corps de volontaires européens, qui exerça dans la suite une grande influence; on perfectionna l'organisation et l'équipement des troupes; on réunit un train considérable pour le transport du matériel et des bagages; enfin, au bout de six mois, 30,000 hommes en état de combattre se trouvèrent réunis dans la présidence de Madras, et 6,000 sous les ordres du général Stuart, à Bombay.

Sur ces entrefaites, le gouverneur général apprit par des informations secrètes que Scindiah entretenait une correspondance suivie avec Tippoo et les Français, et que la plupart des États mahrattes, travaillés dans le même sens, n'attendaient qu'une occasion favorable pour se déclarer contre l'Angleterre (2). Sachant que le peschwah et Scindiah étaient les rivaux naturels du sultan, Mornington essaya de les engager dans sa cause; mais les chefs mahrattes rejetèrent obstinément ses propositions, et il ne réussit qu'à les empêcher de rien conclure avec Tippoo (3).

---

(1) Voir les *Dépêches du marquis de Wellesley*, t. I, p. 191 et 192.

(2) Voir les lettres du comte de Mornington au général Harris, 23 février 1799, et aux directeurs, 22 avril de la même année.

(3) Scindiah, d'ailleurs, n'était pas en mesure de soutenir Tippoo-Sahib. Ses meilleures troupes, commandées par le général Perron, se trouvaient occupées dans l'intérieur du Mogol, où elles venaient de prendre Delhi et sa citadelle.

GURWOOD, t. I, p. 8, dit que Mornington, après le licenciement des troupes françaises du

C'était, au reste, pour le moment la seule chose essentielle. A peine l'eut-il obtenue, qu'il écrivit au sultan du Mysore pour lui demander compte de ses mesures hostiles, et notamment de l'envoi d'ambassadeurs à l'Ile de France. Ne recevant aucune réponse, il voulut lui donner une preuve de modération en proposant d'ouvrir une négociation pour arranger les choses à l'amiable. Mais l'artificieux sultan éluda cette proposition (1), ou plutôt chercha à traîner les choses en longueur. Il espérait obtenir des secours de la France, et gagner en attendant le mois de mai, époque de l'année où commence une inondation qui dure jusqu'à la fin de juillet. C'est ce débordement annuel qui fit échouer la première campagne de Cornwallis. Le gouverneur général se rappelait trop bien cette circonstance pour être la dupe du sultan. Il reçut d'ailleurs à cette époque une nouvelle qui donnait la véritable explication de la conduite de ce prince. Dans le moment même où Tipoo-Sahib aurait dû répondre catégoriquement aux propositions du gouverneur, il avait envoyé à Paris le général Du Buc avec deux grands dignitaires mysoriens, pour solliciter du gouvernement français 10 à 15,000 hommes de troupes de ligne, et pour obtenir en même temps l'envoi d'une force navale imposante dans l'Inde (2). Cette ambassade et les tergiversations du sultan engagèrent le comte de Mornington à commencer les hostilité immédiatement; il avait d'ailleurs intérêt à se hâter, car les préparatifs de l'armée coloniale touchaient à leur fin, tandis que ceux de l'ennemi se poursuivaient encore. D'un autre côté, les princes mahrattes, divisés entre eux, consentaient à rester neutres, et Bonaparte, entravé par

---

nizâm, conclut un traité de neutralité avec le peschwah, chef nominal de la confédération mahratte.

(1) Voir la lettre de Tippoo au gouverneur général, 9 février 1799 (*Dépêches du marquis de Wellesley*, t. I, p. 452).

(2) Ces députés étaient partis de Trenquebar au commencement de février.

le désastre d'Aboukir, se trouvait, pour le moment, dans la nécessité de renoncer à ses projets sur l'Inde. C'étaient évidemment toutes circonstances favorables à une levée de boucliers immédiate.

La plupart des troupes coloniales avaient été réunies, dès le mois de novembre 1798, au camp de Wallajahbad et dans la présidence de Madras. Le colonel Wellesley, chargé du commandement provisoire de ces troupes, s'était appliqué avec le plus grand soin à améliorer leur discipline et leur instruction. Aussi, quand le général Harris, au commencement de février, vint se mettre à la tête de l'armée expéditionnaire, fut-il fort étonné de voir les résultats obtenus par sir Arthur en aussi peu de temps (1). Il en témoigna hautement sa satisfaction dans une lettre qu'il adressa au gouverneur général (2).

C'est ainsi que le jeune colonel justifiait d'avance, par des qualités solides et des services éminents, la préférence dont il allait être l'objet en recevant un commandement supérieur à celui de son grade.

L'armée de Carnatique, réunie à Vellore, comptait plus de 20,000 hommes, dont 4,300 Européens et 2,600 cavaliers (3). Elle se mit en marche le 11 février; sept jours après, elle fut rejointe à Killamungalum, par le contingent du nizâm, estimé à 16,000 hommes, parmi lesquels se trouvaient 6,500 Anglais (4). Le général Harris, voulant placer à la tête des forces alliées un homme de confiance, attacha le 33e régi-

(1) En trois mois.

(2) « J'éprouve une grande satisfaction en informant votre seigneurie que la superbe tenue et la parfaite discipline des troupes sous les ordres du colonel Wellesley, leur font beaucoup d'honneur, ainsi qu'à lui. Les dispositions habiles et judicieuses qui ont été prises relativement aux fournitures ouvriront un marché abondant et libre, et inspireront la confiance aux fournisseurs de toute espèce, ces dispositions ne sont pas moins honorables pour le colonel Wellesley qu'avantageuses pour le service public. C'est donc à bon droit que je lui marque ma haute approbation. » Général Harris au gouverneur général, 2 février 1799.

(3) GURWOOD, t. I, p. 13 et 14.

(4) MAXWELL, t. I, p. 37.

ment de ligne à l'infanterie nizâme, et donna le commandement supérieur au colonel Wellesley (1).

L'armée de l'Ouest ou de Bombay, forte de 6,400 hommes, dont 1,600 Européens, sous les ordres du général Stuart, devait partir de Cannanore le 21 février pour gagner Sedaseer, position dominant tout le Mysore, et se réunir ensuite à l'armée de Harris, sous les murs de Séringapatam.

Les opérations de ces deux armées étaient appuyées par 4,000 hommes du Carnatique méridional et 5,000 hommes de Baramahl (2).

C'était la plus forte expédition qui, jusqu'à ce jour, eût été entreprise dans l'Inde.

Harris fit son entrée dans le Mysore le 5 mars, et commença ses opérations par l'attaque de quelques forts établis sur la frontière.

Tippoo-Sahib ne s'attendait pas à une si prompte et si vigoureuse agression.

Il aurait désiré quelques semaines encore pour achever ses préparatifs et s'assurer l'appui de la France ou de Scindiah (3).

Cependant, à l'époque où les hostilités commencèrent, il avait réuni des moyens de défense considérables. La ville de Séringapatam était fortement retranchée, et plus de 50,000 hommes de bonnes troupes occupaient une position centrale en avant de cette ville (4).

---

(1) Selon Mac Farlane, p. 7, la cour d'Hyderabad avait exprimé le désir de voir le frère du gouverneur prendre le commandement de ses troupes.

(2) La cavalerie de l'armée expéditionnaire se trouvait sous les ordres de Meer-Alum, ministre du Nizâm.

(3) Scindiah, méconnaissant ses véritables intérêts, au lieu de s'allier franchement au sultan, dont la cause devait être la sienne, se leurra de vaines promesses jusqu'au dernier moment. On dit que sa bonne volonté fut paralysée par la rapidité des opérations des Anglais, ou plutôt par l'appât naturel à tous les Mahrattes de chasser de l'Indostan un prince de race musulmane. Quoi qu'il en soit, s'il y mit de la duplicité, il le paya cher, car sa puissance fut détruite par la défaite de Tippoo-Sahib.— Voir PETIT DE BARONCOURT, p. 499.

(4) Camp de Périapatnam.

Se voyant attaqué par deux colonnes séparées, Tippoo chercha à rendre leur concentration impossible. L'idée était bonne, mais l'exécution laissa beaucoup à désirer. Au lieu d'écraser l'un des corps avec la masse totale de ses forces et de marcher ensuite contre l'autre, il se porta avec 11,000 hommes (1) seulement au-devant de Stuart, qu'il rencontra le 6 mars à Sedaseer, un peu au delà des frontières de la présidence de Bombay.

La droite des troupes coloniales, forte de 2,000 hommes (2), sous les ordres du colonel Montresor, se trouvait séparée de la gauche par un épais fourré (deep-jungle), qui empêcha Stuart de venir à son secours dans le premier moment de l'attaque. Pendant cinq heures, elle résista seule aux charges de l'infanterie mysorienne ; puis elle fut relevée par des troupes fraîches, qui obligèrent le sultan à battre en retraite avec une perte de 1,500 hommes. L'armée de Bombay n'eut que 143 blessés et tués (3).

A la suite de ce désastre, Tippoo-Sahib se retira dans son camp de Périapatnam, qu'il leva le 11 février pour aller tenter le sort des armes à Mallavelly.

Sur ces entrefaites, l'armée de Harris s'avançait lentement et péniblement, à cause de l'énorme bagage qu'elle traînait à sa suite (4) et de la maladie que contractaient les bœufs en quittant les côtes pour entrer dans l'intérieur du pays. Elle perdit un grand nombre d'animaux de trait, et dut faire halte presque tous les deux jours, pour rafraîchir les équipages et remettre le convoi en ordre de marche.

---

(1) SHERER, t. I, p. 21.

(2) GURWOOD, t. I, p. 21.

(3) D'après Maxwell, Sherer et Barchou de Penhoën.

(4) Un premier convoi marchait avec l'armée ; il se composait de 200 éléphants chargés d'argent et de 10,000 bœufs chargés de riz. Un second convoi devait suivre quinze jours après. Malgré cela, on dut recourir à la secte des *Brinjarries* ou *Lambadis*, qui fait sur une grande échelle le commerce des grains et crée des ressources où nul ne suppose qu'il en existe.

Déjà le 16 mars (11 jours après le passage de la frontière mysorienne) « la perte de la poudre, des munitions et des approvisionnements était assez considérable pour exciter quelque alarme. » Heureusement Tippoo-Sahib, qui aurait pu en manœuvrant avec habileté faire éprouver de grands dommages à l'armée anglaise, se contenta de la harceler de loin par des tirailleurs, ce qui lui permit d'avancer vers Séringapatam, sans courir de dangers.

Le 27, Harris rencontra les troupes du sultan à dix lieues de la capitale, sur une rangée de hauteurs, au delà de la petite ville de Mallavelly. Il prit immédiatement ses mesures pour les attaquer.

Le colonel Wellesley commandait la division de gauche; le général Floyd la cavalerie au centre, et le général Harris l'aile droite. Le 25e dragons et un régiment de cavalerie indigène tenaient en échec un corps de cavalerie mysorienne établi sur la droite des Anglais (1).

Il fallut beaucoup de temps pour former la ligne de bataille, à cause de l'épuisement des bœufs qui traînaient l'artillerie. Tippoo-Sahib profita de cette circonstance pour jeter son infanterie sur la division de Wellesley, qu'un large intervalle séparait encore du centre. Au même instant, un corps nombreux de cavalerie attaqua l'aile droite, commandée par le général en chef. Sur l'un et l'autre point, les agresseurs furent mis en déroute.

L'intention de Harris était d'attaquer par la droite; Wellesley au contraire jugea d'après l'état des forces ennemies, qu'une attaque par la gauche aurait plus de chances de succès. Il fit part de cette remarque au général en chef; et comme s'il eût été certain de son approbation, il donna immédiatement à la division qu'il commandait l'ordre de se porter en avant par

(1) Général Harris : lettre datée Séringapatam, 5 avril 1799.

échelons. Ce corps, après plusieurs attaques, soutenues avec une rare fermeté, dirigea un feu si meurtrier sur l'ennemi qu'il l'obligea à battre en retraite. Floyd saisit fort à propos ce moment pour décider la victoire par une charge vigoureuse. Ses dragons exterminèrent un grand nombre de Mysoriens, et poursuivirent pendant quelque temps leurs bataillons dispersés. Harris aurait pu tirer de cette victoire un meilleur parti, si le déplorable état de ses équipages lui eût permis de suivre promptement les traces du sultan.

L'armée battue se replia sur Séringapatam, laissant 2,000 morts et blessés en arrière. Les pertes des Anglais ne s'élevèrent qu'à 300 hommes (1).

Harris arriva le 5 avril devant la capitale du Mysore. Il fut rejoint le 14 au soir par Stuart. Son armée comptait alors 35,000 combattants, 100 pièces d'artillerie et plus de 120,000 hommes non combattants (2). Les difficultés du siége étaient considérables : depuis le mois de juin jusqu'au mois de décembre, il devenait même impossible d'aborder la ville d'aucun côté (3).

La garnison était composée de 22,000 soldats d'élite et les remparts défendus par 240 pièces de canon (4).

L'attaque fut dirigée sur l'angle nord-ouest de la place. La direction de la Cavery, très-large sur ce point, mais guéable, dans la saison où l'on se trouvait alors, permit d'embrasser

(1) Général Harris : dépêches du 5 avril 1799. GURWOOD, *Desp.*, t. I, p. 513 (première édition), Barchou de Penhoën évalue le nombre des Anglais tués et blessés à 69, et Maxwell à 72, dont 6 manquants. Il doit y avoir erreur dans ces chiffres.

(2) D'après ALISON, t. VII, p. 63, la proportion de ces derniers était ordinairement dans les armées asiatiques de quatre hommes pour un soldat combattant.

BARCHOU DE PENHOEN, t. IV, p. 501. Le comte de Biornstierna et M. de Warren confirment ce renseignement.

(3) Note de WELLINGTON, sur l'importance de Séringapatam, rédigée en 1801.

(4) *Baird's Life*, t. I, 199, 201.

WELLINGTON, *Despaches*, t. I, p. 697, 698 (première édition). Il résulte des documents publiés par le colonel Gurwood, t. I, p. 34 et 35, que le 4 mai, l'armée de Tippoo-Sahib était forte de 48.000 hommes, et celle de Harris, de 35,700, dont 27,000 nationaux. De la première, 22,000 seulement prirent part au siége, et de la seconde, 20,000.

concentriquement le saillant attaqué et d'enfiler la grande courtine qui longeait le rivage.

Tippoo-Sahib avait établi en avant de la place une ligne de défense composée de postes retranchés; le sommet de cette ligne, dont la longueur totale était de 2 milles environ, se trouvait appuyé à un bas-fond boisé, voisin de la rivière, et connu sous le nom de *Pettah du sultan*. Ce bas-fond, qui formait avec un village en ruines la clef de la position, entravait les manœuvres de l'assiégeant; en conséquence, Wellesley et le colonel Shaw reçurent l'ordre de diriger, dans la nuit du 5 au 6, une attaque combinée sur ces deux postes. L'attaque de Shaw réussit; l'autre échoua complétement.

On prétend que sir Arthur trompé par l'obscurité choisit mal son point d'attaque; d'autres disent que les dispositions générales furent mauvaises, et que Harris seul doit être responsable de l'échec; quoi qu'il en soit, les troupes de Wellesley, accueillies par un feu terrible sur le sommet de la hauteur, se replièrent en désordre. Douze grenadiers du 33e ayant perdu leur chemin, tombèrent entre les mains des assiégés et furent conduits devant le sultan, qui ordonna de les faire mourir en leur enfonçant des clous dans le crâne. Wellesley reçut une légère contusion au genou et pensa tomber lui-même au pouvoir de l'ennemi après avoir erré plusieurs heures dans les ténèbres à la recherche du camp. Son premier soin fut d'aller rendre compte de sa mésaventure au général Harris, qui attendait avec impatience de ses nouvelles. Le jeune colonel parut un moment agité; mais cette émotion ne dut pas être forte, car à peine le général se fût-il retiré dans un autre compartiment de la tente, que sir Arthur s'accouda sur la table et s'endormit profondément (1).

Harris reconnut probablement qu'il avait eu tort de faire

---

(1) Ce fait fut raconté à l'auteur de *Twelve years Military adventures*. 1802-1814. 2 vol. 1829, par le lieutenant-colonel Mackensie, ingénieur attaché à la division de Wellesley à

une attaque de cette importance la nuit et avec aussi peu de monde, car le lendemain matin il ordonna une nouvelle tentative avec des forces plus considérables. Wellesley attaqua le centre formé par le *Pettah* (1), le colonel Wallace la droite, et le colonel Shaw la gauche de la ligne. Un plein succès couronna cette entreprise : tous les postes extérieurs furent évacués, et la défense, à partir de ce moment, se concentra dans la ville.

En tête de la volumineuse correspondance de Wellington se trouve une lettre qui permet de supposer que sir Arthur eut des doutes sur l'attaque du 5, dont il aurait voulu faire changer les dispositions. Cette lettre montre en même temps que le jeune colonel avait acquis le droit de correspondre en termes familiers avec le commandant en chef; elle est ainsi conçue:

Du camp, le 5 avril 1799.

« Mon cher monsieur, je ne sais pas où vous désirez que
« le poste soit établi; je vous serais bien reconnaissant
« si vous vouliez me faire la faveur de venir me trouver
« cet après-midi devant nos rangs, et de m'indiquer le lieu.
« En même temps, je donnerai à mes bataillons l'ordre de
« se tenir prêts.

« Je viens de jeter un coup d'œil sur le fourré (*tope*) et il
« me semble que si vous étiez en possession du bord de la

Séringapatam. On le trouve confirmé dans HOOK'S, *Life of Baird*, t. I, p. 393. (Cité par Alison). Il parait au surplus que Harris ne conserva aucune mauvaise impression de cet événement, puisqu'on lit dans son journal, à propos de l'insuccès de l'attaque de Wellesley : « Pas étonnant : les attaques de nuit échouent souvent. » — Voir GURWOOD, t. I, p. 24.

(1) Hook prétend que le général Harris chargea Baird de cette attaque. Il allait être obéi, dit-il, quand se ravisant tout à coup, il émit l'opinion « qu'il serait convenable de céder cet honneur à Wellesley, qui avait une revanche à prendre. Baird, en vrai gentilhomme, descendit de cheval et laissa partir son camarade. » Le colonel Gurwood toutefois rejette cette version et la trouve plus qu'invraisemblable. Elle n'est confirmée en effet, ni par les lettres de Wellington, ni par celles de Baird et de Harris.

« rivière (*Bank of nullah*), vous auriez la hauteur, par une « conséquence nécessaire, cette dernière n'étant que la « queue du premier. Toutefois, vous êtes le meilleur juge et « je serai prêt. »

Mac Farlane (1) prétend que le général Harris ne jugea pas à propos de changer son plan. Quoi qu'il en soit, l'attaque se fit comme nous l'avons décrite.

Dès que le sultan eut abandonné ses postes extérieurs, les travaux avancèrent rapidement.

Le colonel Wellesley fut nommé directeur des tranchées.

En cette qualité, il repoussa plusieurs sorties vigoureuses de l'infanterie et de la cavalerie mysorienne.

Dans la journée du 12, les premières batteries ouvrirent le feu contre la place, mais elles ne produisirent qu'un médiocre effet, à cause de l'éloignement des pièces. On n'avait aucun doute cependant sur le succès final, quand le 20, Tippoo-Sahib essaya d'entamer une négociation avec le général Harris, qui répondit à cette ouverture le 22, par l'envoi d'un projet de traité.

Le sultan, après six jours de réflexion, demanda un échange d'ambassadeurs pour négocier; mais Harris voyant que Tippoo ne cherchait qu'à gagner du temps par cette proposition, n'y donna aucune suite, et reprit le siége avec une nouvelle vigueur.

Le 30 avril, les batteries de brèche ouvrirent le feu sur un des bastions de la place : la courtine à droite de ce bastion était déjà en partie rasée. Le 2 mai, un vaste magasin contenant de la poudre et des fusées fit explosion et causa de grands dommages à la défense. Le surlendemain, on réunit, dans les tranchées, 2,500 soldats européens et 1,800 indigènes pour donner l'assaut.

---

(1) Page 8.

Le général Baird, chargé de la conduite de ces troupes, choisit l'instant de la plus grande chaleur, pendant laquelle les Asiatiques ont l'habitude de se livrer au repos. A une heure de relevée, il se présenta devant ses soldats et leur dit avec sa simplicité ordinaire : « Mes braves compagnons, « suivez-moi, et montrez-vous dignes du nom de soldats « anglais (1)... » Puis, l'épée à la main, il sortit le premier des tranchées et se dirigea vers la brèche. L'ennemi cependant avait été prévenu et se trouvait à son poste; il dirigea un feu très-vif sur les assaillants; mais la marche des colonnes n'en fut guère ralentie; avec l'homme qui était à leur tête, il n'y avait pas d'hésitation à craindre. Le passage du lit rocailleux de la rivière, du glacis et du fossé, et l'ascension des brèches de la fausse braie et du rempart capital se firent, dit le général Harris, « de la manière la plus brillante » (in the most gallant manner) (2).

Les assiégés se défendirent avec la plus grande énergie; le sultan lui-même se plaça derrière une traverse voisine de la brèche, où il fit le coup de feu comme un simple tirailleur.

Quand les troupes assaillantes arrivèrent au sommet de la rampe, un obstacle imprévu les obligea de s'arrêter tout court. C'était un large fossé rempli d'eau qui séparait les remparts des murs de la ville. Déjà Baird songeait à se retirer, quand il avisa près de la brèche un échafaudage ayant servi à la réparation du mur (3).

Enlever cet échafaudage, le mettre en travers du fossé et le franchir, fut l'affaire d'un instant.

Aussitôt que les assaillants eurent réuni toutes leurs

---

(1) ALISON, t. VII, p. 65, d'après *Baird's Life*.

(2) Harris à lord Mornington, 7 mai 1799.

(3) C'est la version de Hook et de Maxwell. Sherer dit que Baird profita d'une étroite bande de terre, laissée dans le fossé pour le passage des ouvriers.

forces de l'autre côté, ils se formèrent sur deux colonnes et pénétrèrent dans la ville, où les Asiatiques continuaient à se défendre avec la plus grande énergie. Un combat sanglant fut livré autour de la mosquée, toute remplie de musulmans fanatiques, qui s'y étaient retirés comme dans une enceinte inexpugnable.

Le gros des troupes cependant avait assailli le palais du sultan dont elles allaient s'emparer, quand Baird, pour éviter des pertes inutiles, donna l'ordre de cesser le feu et envoya le major Allan sommer les défenseurs de se rendre. Ils hésitèrent un moment, ne sachant pas ce qu'était devenu le chef de l'État; mais quand un des serviteurs de ce prince eut annoncé qu'il l'avait vu tomber mort à l'entrée de la ville, les portes du palais s'ouvrirent incontinent. On trouva dans l'une des salles les deux jeunes fils de Tippoo-Sahib, que le général Baird accueillit avec bonté, malgré la colère qu'il ressentit en apprenant dans ce moment même la cruauté de leur père à l'égard des douze prisonniers anglais.

Le château pris, on alla immédiatement à la recherche du sultan, que l'on découvrit parmi les cadavres amoncelés devant l'une des portes de la ville. Il avait les yeux ouverts, et la fureur du combat avait laissé une telle vie empreinte dans ses traits, que, sous le voile de sang qui les couvrait, il paraissait vivant encore. Pendant quelques instants, on y fut trompé (1).

Tippoo-Sahib était mort dignement, les armes à la main, au milieu de ses soldats et sur le seuil de son palais. On raconte que, descendu dans le fossé pendant l'assaut, il combattit avec une rage telle, qu'une de ses anciennes blessures à la jambe se rouvrit, et que ne pouvant plus se sou-

---

(1) Xavier Raymond, p. 520.

tenir, il avait demandé un cheval pour continuer la lutte. Ce fut seulement quand la plupart des siens eurent péri ou battu en retraite, qu'il songea à rentrer dans la place. Mais entre la première et la seconde enceinte, une balle l'atteignit au côté droit. Un détachement anglais occupait déjà l'issue intérieure du passage où se ruaient une foule de fuyards; pris dans cette cohue, qu'il cherche en vain à percer, et que le feu du dedans refoule sur le feu du dehors, Tippoo reçoit une seconde blessure; son cheval, atteint en même temps, se cabre et se renverse sur lui. Relevé par quelques serviteurs fidèles qui le placent sur un palanquin, il est renversé de nouveau par les ondulations de la foule et, cette fois, demeure sous les pieds des vivants et les débris des morts. Ce fut là que deux soldats anglais l'aperçurent. Tenté par la richesse de son baudrier, l'un d'eux veut s'approprier ce butin; le mourant fait un dernier effort, se relève à demi, et porte au soldat un coup de sabre qui le blesse au genou; l'agresseur furieux, appuie son mousquet sur la tempe du sultan et lui fait sauter la cervelle (1)....

Ainsi tomba le rival le plus à craindre et l'ennemi le plus acharné de la domination anglaise dans l'Inde (2).

Quand la place se rendit, le général Harris était sur le point de manquer de vivres. Il lui en restait à peine pour aller jusqu'au 6, et un convoi annoncé depuis longtemps déjà n'était attendu que le 13 (3).

---

(1) Voir le récit du major Allan lui-même, donné par le colonel Beatson dans ses *Narrative of the operations of le army under lieutenant general Harris and of the siege of Seringapatam.*

(2) Le siége, terminé par ce fait glorieux, coûta aux alliés, d'après les rapports officiels, 322 morts et 1,087 blessés (122 hommes étaient manquants). On évalue à 8,000 hommes les pertes des assiégés.

(3) Barchou de Penhoen, t. IV, p. 367.

Malcolm raconte qu'ayant salué, le jour de l'assaut, le vieux général Harris du titre de vainqueur de Seringapatam, celui-ci répondit : « Ce n'est pas le moment de faire des compliments, nous avons un sérieux ouvrage sur les bras. Ne voyez-vous pas que cette sentinelle anglaise, de faction devant ma tente, est si faible par manque de nourriture qu'un cipaye pourrait la renverser. Nous devons prendre le fort ou périr dans l'entreprise. »

Si le général en chef avait donné l'assaut pendant la nuit (comme pour le *Pettah du sultan*), ou si Tippoo-Sahib, au lieu de faire le coup de feu, avait agi en véritable général, il est probable que l'expédition n'aurait pas réussi. Mais fort heureusement pour Harris, l'esprit du sultan était à cette époque sujet à d'étranges dérangements. L'auteur de l'*Asiatic register* prétend même que ses facultés mentales étaient complétement annihilées, et M. Barchou de Penhoën constate (1), à l'appui de cette version, que, dans la dernière période du siége, Tippoo consulta fréquemment les astrologues, et buvait de l'eau dans un vase de marbre noir pour conjurer l'adversité.

On trouva dans les archives du sultan des preuves manifestes de sa trahison. Il avait écrit à la république française : « Si vous voulez m'aider, sous peu il n'y aura plus un An-« glais dans l'Inde.... Les ressorts que je fais agir met-« tront en mouvement tout le pays. »

On découvrit également les procès-verbaux d'un club républicain fondé à Séringapatam par quelques démocrates français, à la tête desquels se trouvait un ancien corsaire, du nom de Repaud.

En face du palais du plus grand despote de l'Orient, on avait juré haine à tous les souverains, *le citoyen Tippoo excepté*, et le bonnet rouge avait été élevé sur une perche, dans une ville asiatique habitée par des esclaves (2)!

La possession de Séringapatam assurait à la colonie un excellent point d'appui, en cas d'expédition dans le Malabar et le Cannara.

On trouva dans cette place tous les trésors et toutes les ressources militaires du sultan : un arsenal et une fonderie,

---

(1) T. VI, page 357.

(2) Voir WOOD : *Review, origin, progress and result of the late decisive war in Mysore*; London, 1800.

451 canons en bronze, 478 en fer (1), 520,000 livres de poudre, 424,000 boulets, etc.

M. Gordon estime la valeur de l'argent, des bijoux, des objets de luxe, des éléphants, des chevaux et des chameaux, pris dans la capitale du Mysore, à 45,580,350 pagodes (star pagodas); et cependant d'immenses richesses avaient été livrées au pillage. Longtemps après le siége, dit Price, on voyait encore des soldats vendre dans les bazars, pour une bouteille d'eau de vie, les perles les plus précieuses.

La nouvelle de cette conquête arriva en Angleterre presqu'en même temps que celle de la levée du siége de Saint-Jean d'Acre.

Toutes les craintes que l'expédition d'Égypte avait fait naître s'évanouirent donc à la fois. L'empire de l'Inde était assuré par la soumission complète du Deccan et du Mysore, et la colonie se trouvait désormais en position d'étendre son influence sur tous les autres états de la Péninsule.

Le lendemain de l'assaut de Séringapatam, sir Arthur Wellesley fut nommé par le général Harris gouverneur de la place, choix convenable sous tous les rapports, mais dont le général Baird eut le droit de se plaindre, lui qui avait tant contribué au succès de l'entreprise (2), et qui s'était déjà réjoui à l'idée de commander dans la ville où le général Matthews avait été empoisonné par ordre du sultan, où lui-même avait été retenu trois années, sous la menace d'un sort pareil.

---

(1) Alison prétend que dans ces nombres n'étaient pas comprises 287 bouches à feu, en batterie sur les remparts.

(2) Hook attribue la nomination de Wellesley au désir de faire un acte agréable au gouverneur. Il est certain que Baird se plaignit de cette nomination comme il s'était plaint de ce qu'on eût donné à sir Arthur le commandement des troupes du nizâm. Mais il retira dans la suite sa lettre, et exprima ses regrets de l'avoir écrite.—Voir GURWOOD t. I, p. 39. Au surplus, c'est à la demande même de Baird que Wellesley, en qualité de plus ancien colonel, avait pris le commandement de la place, dans la matinée du 5. —Voir GURWOOD, t. I, p. 36.

Les amis de Baird ne laissèrent pas d'insinuer que la nomination du colonel Wellesley était l'œuvre du gouverneur général; mais dès que celui-ci fut informé des propos qui se tenaient, il écrivit au général Harris (le 7 juillet 1799) :

« Vous savez si je vous ai jamais recommandé mon « frère, et si ce serait m'obliger que de lui donner des « fonctions au détriment du service public!... Mon opi« nion, ou plutôt la connaissance et l'expérience que j'ai de « sa discrétion, de son jugement, de son caractère et de son « intégrité sont tels, que si vous ne l'aviez pas établi à Sé« ringapatam, je l'aurais fait de mon autorité, parce que je « le crois, sous tous les rapports, le plus apte à ce service. »

Le résultat a pleinement confirmé cette opinion et justifié le choix intelligent de Harris.

A peine nommé, le colonel Wellesley déploya une énergie et une fermeté extraordinaires pour mettre un terme au pillage et rétablir l'ordre. Le 5 à midi et demi, il écrivit au général Harris : « Je désire que vous envoyiez ici le prévôt et le « mettiez sous mes ordres. Jusqu'à ce qu'on ait pendu quel« ques-uns des pillards, il est inutile de songer à arrêter le « pillage. » Le 6, il fit le rapport suivant : « Le pillage est « fini; les feux sont tous éteints et les habitants sont rentrés « chez eux. Je m'occupe maintenant à ensevelir les morts. »

Grâce à cette énergie et aux efforts intelligents du jeune colonel pour ramener le calme et la sécurité, les fuyards rentrèrent en ville, et les affaires reprirent leur cours habituel. Trois jours après l'assaut, les boutiques et les bazars étaient ouverts et fréquentés comme aux époques les plus florissantes de la dynastie mysorienne.

Wellesley fit enterrer Tippoo-Sahib à côté de son père Haïder-Ali, avec les honneurs dus à un souverain et à un brave soldat. L'Angleterre assura un sort magnifique aux membres de sa famille et aux principaux fonctionnaires qui l'avaient servi; elle récompensa la fidélité du nizâm et du

peschwah par des accroissements de territoire, puis elle rétablit sur le trône du Mysore l'héritier des radjahs dépossédés par Haïder-Ali (1).

La cour des directeurs fit distribuer une partie des trésors nouvellement acquis aux principaux agents dont elle voulait récompenser le zèle. A ce titre, une somme de 100,000 livres sterlings fut offerte à lord Mornington, qui la refusa tant en son nom qu'au nom de sa famille, dans une lettre qui lui fera éternellement honneur (2).

L'héritier des radjahs, affranchi par l'Angleterre de la condition misérable où Tippoo-Sahib l'avait réduit avec tous les siens, transféra le siége de son gouvernement dans la vieille cité de Mysore.

Il convenait, sous tous les rapports, à la colonie de placer sur le trône de ses ancêtres ce jeune prince encore enfant, et de rehausser, par le prestige de l'autorité légitime, le pouvoir réel et solide qu'elle exerçait sur ses États. Le véritable chef de Mysore était le colonel Wellesley, nommé par le comte de Mornington gouverneur de la partie des états du sultan que la Grande-Bretagne s'était réservée dans le partage (3).

L'attention de Wellesley se porta tout d'abord sur les

---

(1) L'Angleterre, qui s'était engagée à partager les États du sultan avec ses alliés, en raison de l'appui qu'elle en avait reçu, offrit une portion de territoire au peschwah, mais à des conditions que celui-ci, influencé alors par Scindiah, crut devoir rejeter. Cette portion fut en conséquence répartie entre la colonie et le nizâm. Il est probable que c'est afin de ne pas augmenter trop la part de ce dernier, et pour rester fidèle au principe *divide et impera* que le gouverneur général constitua en Etat indépendant une fraction importante de l'empire de Tippoo-Sahib. L'Angleterre obtenait ainsi la part du lion : elle garda pour elle les districts de Coïmbatour et de Daraporam, les forteresses dominant les passages des montagnes qui séparent le Carnatique du Mysore, l'île et la forteresse de Séringapatam ; et d'un autre côté, elle mit tant d'entraves à l'autorité du nouveau radjah, enfant de cinq à six ans, qu'elle put se regarder comme maîtresse absolue de ses États.

(2) Lord Wellesley à Henri Dundas, 29 avril 1800. *Desp.*, t. II, p. 262, 263.

(3) En même temps que Wellesley reçut sa nomination, le général Harris dut retourner à la présidence ; cette nomination fut officiellement annoncée le 11 septembre : elle donnait à sir Arthur, outre le commandement des troupes, une grande autorité sur les affaires civiles. L'extrait suivant d'une lettre, écrite le 5 décembre 1804, par le major Wilks (résident du Mysore) au gouverneur de Fort-Saint-George, montre de quelle manière Wellesley s'acquitta de ses devoirs. « The cordial and efficient support affordered by the hon : major-general Wel-

moyens de pacifier et de défendre le nouveau territoire. « Il « est impossible, écrivit-il à lord Clive (1), d'obtenir ces résul- « tats avec le système de faibles garnisons éparses, d'après « lequel nous avons procédé jusqu'à présent ; ce système doit « être changé. Ni le nouveau territoire ni l'ancien ne peuvent « être tenus en respect par des troupes dispersées dans des « forts qu'elles ne sauraient abandonner sans danger. Le « système que je recommanderais consisterait à ne mettre de « garnisons que dans les postes qui nous sont indispensables, « et à garder toujours en campagne deux ou trois régiments « européens, toute la cavalerie et un corps d'infanterie indi- « gène aussi considérable que possible. »

Wellesley, en cherchant à faire prévaloir cette opinion, montra dès lors qu'il avait des idées plus justes sur l'occupation militaire des Indes, que n'en eurent la plupart des chefs qui le précédèrent. Mais ce qu'on doit admirer surtout en lui, c'est la facilité avec laquelle il se mit à la hauteur des fonctions administratives et politiques dont le gouverneur l'avait chargé.

La volumineuse correspondance qu'il a laissée prouve que les intérêts locaux et les moindres détails du gouvernement civil occupaient son attention à l'égal des choses militaires, et qu'il avait une aptitude aussi remarquable pour les unes que pour les autres. Le pouvoir discrétionnaire dont il fut investi lui donna le moyen d'acquérir promptement une expérience qui développa et mûrit ses dispositions naturelles pour l'organisation civile et le commandement militaire. Son esprit ferme et conciliant, sa justice, sa bonté, son respect pour les usages établis et les objets consacrés par le culte

---

« lesley to the government of Mysore, on all occasions, even during his absence, has not « only prevented inconvenience but has perhaps been essential to the prosperity of the « country. »

(1) Gouverneur de Madras.

musulman, lui attirèrent l'estime et la confiance des populations.

Le fait suivant montre dans quel esprit les affaires du gouvernement étaient conduites. Wellesley avait établi sa résidence dans le palais de Dowlat, sur l'un des murs duquel se trouvaient peints différents épisodes de la défaite du colonel Baily. Quoique ces peintures lui rappelassent à la fois un cruel échec essuyé par les armées britanniques et les tortures horribles que le sultan avait infligées à de braves officiers, faits prisonniers dans cette circonstance, il voulut qu'on les respectât, et il fit même réparer l'une d'elles à ses frais (1).

Le gouverneur général témoigna hautement sa satisfaction pour cette politique généreuse et libérale. Dans une de ses lettres, datée du 6 juin 1800, il écrivit à sir Arthur : « Votre « conduite dans le Mysore a assuré votre position et votre « avancement pour le reste de votre vie. »

Ce fut en qualité de gouverneur et de commandant en chef de l'armée d'occupation que Wellesley réprima avec tant de succès une révolte suscitée par d'Hoondiah Waugh. Cet aventurier mahratte, enchaîné par Tippoo-Sahib, pour actes de brigandage exercés dans le Mysore, avait été relâché, ainsi que les autres prisonniers, après l'assaut de Seringapatam. Actif et remuant, comme tous les chefs de parti, il se trouva bientôt à la tête d'une de ces armées nomades qui, dans l'Inde, parviennent quelquefois à renverser les plus grands États. Le noyau de cette horde se composait des restes dispersés de l'armée de Tippoo et des soldats licenciés de toutes les ar-

(1) MAXWELL, t. I, p. 92.

mées indigènes, que la colonie avait refusé de maintenir dans les États nouvellement soumis.

Après avoir pillé la riche province de Bednore, d'Hoondiah avait été battu, en plusieurs rencontres, par les colonels Stevenson et Dalrymple, et forcé, en dernier lieu, de se réfugier dans un État de la confédération mahratte, où les Anglais n'avaient pas le droit de le suivre. Mais à peine eut-il mis le pied sur ce territoire neutre, qu'un détachement de l'armée du peschwah se jeta sur son camp et le mit en déroute.

L'année suivante, d'Hoondiah recruta de nouveaux aventuriers, s'empara de quelques forteresses et arbora hautement le drapeau de la révolte. Déjà plus de 40,000 *Brinjarries*, attirés par l'appât du butin, s'étaient déclarés pour lui. Cet exemple pouvait devenir contagieux, dans un pays où il est toujours facile de provoquer des soulèvements. Wellesley demanda en conséquence (le 29 mai), à son frère, l'autorisation de poursuivre d'Hoondiah avec des forces considérables, jusque sur le territoire mahratte.

Le comte de Mornington ayant accepté cette proposition, toutes les troupes disponibles du Mysore furent réunies sur le Toombudra. Il fallut assez de temps pour mettre ces troupes en état de franchir la rivière et de commencer les hostilités, car ce n'était pas une opération facile que d'atteindre et de débusquer de leurs fortes positions des bandes si nombreuses de pillards, ne reculant devant aucun obstacle, ayant une connaissance parfaite du pays, se déplaçant avec une extrême rapidité et faisant usage de tous les moyens que les droits de la guerre interdisent aux armées des peuples civilisés. Au moment de commencer cette opération avec des chances si peu assurées, tant de fatigues et de misères en perspective, un Indien vint offrir à Wellesley de terminer la guerre par un coup de poignard. Il rejeta noblement cette offre. « Promettre, » dit-il par une proclamation, « une récompense publique, pour la tête d'un homme,

« ou conclure un engagement secret pour s'en défaire, sont « deux choses différentes : un officier, à la tète d'un corps de « troupes, peut, à mon sens, faire l'une de ces choses, mais « il doit s'abstenir de l'autre (1). »

Cependant d'Hoondiah marchait rapidement dans la voie où Haïder-Ali avait trouvé le pouvoir et la fortune. Ses adhérents augmentaient chaque jour, et un succès récent (2), obtenu sur un corps de cavalerie mahratte, avait exalté le moral de son armée à un point extraordinaire. Il s'appelait le *roi du monde* et se croyait assez puissant pour chasser les Anglais de l'Inde.

Mais Wellesley, avec un corps d'infanterie légère, deux régiments de dragons anglais et deux régiments de dragons indigènes, allait arrêter dans son essor cette insolente majesté. Il quitta les bords de la Toombudra, le 26 juin, et, le lendemain, enleva le fort de Bednore, dont la garnison, estimée à 500 hommes, fut presque tout entière passée au fil de l'épée (3) ; Hoondgul (4), Dummul (5) et autres points fortifiés furent pris de la même manière.

Chemin faisant, l'armée anglaise rallia quelques petits corps mahrattes qui avaient eu cruellement à souffrir de la conduite des brigands. L'armée de d'Hoondiah, au contraire, s'affaiblit tous les jours par l'effet de la désertion et des fatigues. Quoique poursuivie dans trois directions différentes, par la colonne du général en chef, par celle du colonel Stevenson et par celle du colonel Bowser, elle n'avait pas encore pu être atteinte.

Wellesley, cependant, marchait avec une rapidité extrême,

---

(1) Au lieutenant colonel Close : 8 juillet 1800. Lettre écrite du camp situé sur la rive droite de la Werdah.

(2) Ce succès avait été remporté le 30 juin 1800 sur Goklah, chef mahratte, qui perdit la vie dans le combat.

(3) Lettre du 28 juin au lieutenant-colonel Close.

(4) Prise le 14 juillet.

(5) Prise le 26 juillet.

et dont on n'avait pas eu d'exemple jusque-là dans l'Inde. Ses troupes faisaient souvent 25 à 30 milles par jour, sous un soleil brûlant et dans une contrée de plaines arides et sablonneuses. Mais l'ennemi se retirait avec non moins d'agilité à son approche, et semblait vouloir traîner la guerre en longueur. Pour éviter les effets de cette dangereuse tactique, sir Arthur chercha à surprendre d'Hoondiah, en profitant de toutes les ressources du terrain.

Le 29 juillet, on l'informa que la principale division de l'ennemi était à Manowly, petit fort sur la Malpoorba. Il se porta aussitôt de ce côté avec sa cavalerie et, le lendemain 30, se jeta à l'improviste sur les brigands, qu'il culbuta dans la rivière.

Il y avait là 5,000 hommes environ (1), commandés par un des lieutenants de d'Hoondiah. Un éléphant, plusieurs chameaux, des femmes et des enfants tombèrent entre les mains du vainqueur. Les canons seuls échappèrent, à cause de la précaution qu'on avait eue de les envoyer à temps sur la rive gauche; mais, le lendemain matin, Wellesley donna à quelques soldats anglais l'ordre d'aller les prendre, en traversant la rivière à la nage, rapide et très-large en cet endroit. Ils trouvèrent sur l'autre bord une chaloupe dans laquelle ils ramenèrent les six canons, que le général en chef donna aux corps mahrattes sous ses ordres. Le fort était abandonné et l'ennemi en pleine retraite.

Wellesley, à cause de la fatigue des troupes et de l'obscurité, n'avait pu donner la chasse aux brigands immédiatement après le combat.

Il retourna au camp pour chercher le reste de son armée, ses bagages et son matériel (2), et il se remit aussitôt en route vers la Malpoorba, qu'il passa le 3 septembre. Deux jours après il entra sur le territoire du nizâm.

---

(1) MAC FARLANE, p. 18.
(2) Voir la lettre du 31 juillet 1800 au lieutenant-colonel Close.

Le 10, il surprit d'Hoondiah au moment où celui-ci cherchait à se jeter entre le gros de l'armée anglaise et la cavalerie indigène. Le chef des brigands n'avait alors avec lui que 5,000 hommes de troupes à cheval. Jugeant l'occasion favorable, Wellesley, sans attendre la colonne de Stevenson, qui opérait de concert avec la sienne, donna aux quatre régiments de cavalerie qu'il avait sous la main, l'ordre de charger (1). Il dut former ces régiments sur une seule ligne pour égaler en longueur le front de l'ennemi. D'Hoondiah occupait une forte position dont la gauche était couverte par le village et le rocher de Conahgull. Il avait quatre fois plus de troupes que Wellesley; mais telle fut l'impétuosité de la cavalerie anglaise, que toute l'armée mahratte fut mise en déroute et poursuivie à une distance de plusieurs milles (2).

Le colonel Wellesley avait conduit la charge en personne. Parmi les morts se trouvait le cadavre de d'Hoondiah, que les soldats traînèrent au camp sur un affût de canon, en signe de triomphe. Le fils de ce chef célèbre, découvert dans une voiture de bagage, fut recueilli par les soins du colonel anglais, qui se chargea de son éducation et veilla sur lui, même après qu'il eut quitté l'Inde (3).

L'heureux succès de cette entreprise donna à sir Arthur une grande réputation de courage et de fermeté. Un mois au-

---

(1) Ces quatre régiments, dont deux indigènes, ne formaient qu'un effectif de 1,200 combattants.

(2) *Rapport à l'adjudant général de l'armée de Fort-Saint-George*, 10 septembre 1800 : « A « la suite de ce combat, dit Wellesley, toute l'armée de d'Hoondiah fut dispersée et éparpil- « lée par tout le pays. »

Voir aussi la lettre du 11 septembre au lieutenant-colonel Close, et celle du même jour au major Munro, où sir Arthur décrit en style plaisant la déconfiture de *Sa Majesté le roi des deux mondes*.

(3) « Vous savez que, depuis quelques années, je prenais soin de Salabuthkhan, le fils sup- « posé ou adoptif de d'Hoondiah Waugh; je lui ai donné une certaine somme et l'ai placé « sous la tutelle de la cour de Seringapatam. Je vous prie de le prendre plus tard au service « du radjah, si vous le jugez digne de votre bienveillance. » Lettre du 2 mars 1805, de sir Arthur Wellesley, à Purnea Dewan, premier ministre du radjah de Mysore. Salabuthkhan est mort du choléra en 1822, au service du radjah.

paravant, le 13 mai 1800, le gouverneur général lui avait proposé le commandement des troupes destinées à faire, sous la haute direction de l'amiral Rainier, une attaque contre l'île de Batavia. Le colonel Wellesley eût été fort heureux de prendre part à cette expédition, dont le roi lui-même avait tracé le plan; mais, dans la situation où se trouvait le Mysore, il crut, avant de prendre une résolution, devoir demander à lord Clive, gouverneur de Fort-Saint-George, s'il pouvait consentir à son départ (1). Lord Clive, à la suite de cette communication, pria instamment le comte de Mornington de faire un autre choix, et de laisser sir Arthur dans sa position à Seringapatam. Le colonel Close, résident britannique auprès du radjah nouvellement installé, écrivit dans le même sens; et le résultat de cette double démarche fut que le gouverneur général permit à Wellesley d'achever la pacification du Mysore, ainsi qu'il en avait exprimé le désir.

Cependant les craintes qu'avaient fait naître l'expédition d'Égypte n'étaient pas entièrement calmées.

On sait que le but principal de cette expédition, l'une des plus utiles que la France ait entreprises, « était de faire partir des bords de la mer Rouge, comme base d'opération, une armée de 50,000 hommes, de jeter cette armée sur l'Indus, et de soulever ensuite les Mahrattes, les Indous, les Musulmans, en un mot, tous les peuples opprimés de ces vastes contrées (2). »

---

(1) Voir la lettre du 29 mai 1800.

(2) JOMINI : *Napoléon au tribunal de César.* Montholon entre dans de plus grands détails ; il affirme que l'intention de Bonaparte était de porter sur l'Indus 60,000 hommes, dont 30,000 européens avec 10,000 chevaux et 50,000 chameaux ; des provisions pour cinquante à soixante jours ; de l'eau pour cinq à six jours, et un train d'artillerie de 150 pièces, avec un double approvisionnement.

Cette armée aurait atteint l'Indus en quatre mois.

La conquête de l'Égypte ramenait, d'ailleurs, dans la Méditerranée le commerce de l'Orient, rendait à cette contrée son ancienne destination, qui était de servir d'entrepôt à l'Europe et à l'Asie, et assurait à la France un contre-poids à la suprématie de l'Angleterre, une colonie plus fertile, plus heureusement située, plus facile à gouverner que l'Indostan, et, dans tous les cas, une station militaire propre à servir un jour de base d'opération à ses armées contre la péninsule indienne.

Justement alarmée de l'influence que ces avantages donneraient à sa rivale, la Grande-Bretagne embarqua pour l'Égypte un corps de 20 à 22,000 hommes, commandé par le général Abercromby. Ce corps avait ordre de se porter sur le Nil et de se concerter avec l'armée du grand vizir, prête à déboucher de la Syrie, et avec les troupes du général Baird (1), qui devaient arriver de Bombay à Cosséir, dans la mer Rouge. Ces troupes avaient eu primitivement pour chef Arthur Wellesley. La circonstance qui mit à leur tête un autre officier mérite d'être rappelée comme très-honorable pour le futur héros de l'Angleterre.

Dès le mois de décembre 1800, un corps d'environ cinq mille hommes avait été réuni à Trincomalée, dans l'île de Ceylan; le gouverneur général ne savait pas encore au juste s'il dirigerait ce corps sur Batavia ou sur l'Ile de France. En attendant qu'il se décidât pour l'une ou pour l'autre de ces deux expéditions, il envoya son frère à Trincomalée pour se concerter avec l'amiral Rainier, chargé du commandement des forces navales (2). Sir Arthur fut à son poste dès la fin de décembre (3), et il travailla activement au succès de l'entre-

---

(1) L'armée du grand vizir était forte de 30,000 hommes; le corps de Baird se composait de 7,000 cipayes d'après les uns, de 5,000, d'après les autres.

(2) Voir la lettre du 1er décembre 1800, où le comte de Mornington développe les raisons qui l'engagèrent à donner le commandement à sir Arthur plutôt qu'à tout autre officier.

(3) Voir la lettre du 19 décembre, par laquelle il donne avis de sa nomination au général Braithwaite, commandant l'armée de Fort-Saint-George.

prise; mais son collègue de la marine ne montra pas à beaucoup près autant d'ardeur; c'est du moins ce qui résulte d'une lettre que sir Arthur adressa le 22 janvier, au comte de Mornington : « Voilà bientôt un mois, » dit-il, « que je suis ici, « et jusqu'à présent je n'ai reçu de nouvelles ni de l'amiral, « ni de M. Stokes. »

A cette époque, le gouverneur reçut du ministère anglais des ordres qui l'obligèrent à différer les expéditions projetées, et à faire partir les troupes de Trincomalée pour l'Égypte. Il écrivit immédiatement dans ce sens à sir Arthur, qui reçut sa lettre le 6 février (1). Les instructions venues de Londres portaient que l'on devait s'emparer des forts et des points occupés par les Français sur les côtes de la mer Rouge, presser les indigènes de la haute Égypte de se mettre en campagne contre eux et seconder les opérations de ces indigènes, en leur fournissant des armes et des munitions, ou en leur adjoignant soit une partie, soit la totalité des troupes expéditionnaires. Persuadé que pour atteindre ce but il fallait agir avec promptitude, Wellesley crut devoir anticiper sur les ordres du gouverneur et se rendre immédiatement à Bombay, où, dans tous les cas, il devait relâcher pour embarquer des vivres (2). Mais cette résolution, quoique justifiée par l'impossibilité de trouver ailleurs les provisions dont on avait besoin (3), et par la nécessité de venir promptement en aide au corps d'Abercromby, n'obtint ni l'approbation de Fréderic North (4), gouverneur de Ceylan, ni celle du comte de Mornington, qui, par sa lettre du 3 mars, demanda des explications catégoriques au chef de l'expédition.

---

(1) Voir la lettre du 21 février 1801 de sir Arthur au général Baird.

(2) Wellesley était arrivé à Trincomalée le 24 décembre, il en partit le 15 février. — Voir sa lettre du 14 février à l'amiral Rainier.

(3) Voir la lettre du 10 février de sir Arthur au général Baird.

(4) Voir la lettre de Wellesley au gouverneur de Ceylan, du 18 février 1801.

Wellesley n'éprouva aucun embarras à fournir ces explications, et il paraît d'ailleurs que le comte les trouva satisfaisantes, puisque, par sa lettre du 28, il approuva complétement la résolution qu'avait prise son frère de quitter Trincomalée, résolution justifiée par les circonstances, mais pouvant, disait-il, *devenir un précédent funeste.*

En arrivant à Bombay, sir Arthur reçut une lettre datée du 10 février, par laquelle Mornington l'informait que le général Baird était chargé de prendre le commandement des troupes. Dans une lettre postérieure (1), le comte, pour adoucir l'effet de cette résolution inattendue (2), permettait à son frère de reprendre son commandement du Mysore, s'il avait de la répugnance à servir en sous-ordre; toutefois, il l'engageait à ne pas refuser légèrement le poste qui lui avait été assigné, et dans lequel il pouvait rendre de grands services.

« Je crois, » dit Mornington, « que vous satisferez mieux « aux exigences de vos devoirs publics et maintiendrez « mieux la réputation de votre caractère officiel (*public* « *spirit*) en servant gaiement et avec zèle dans votre position « actuelle. »

Wellesley avait la conscience d'avoir fait son devoir en militaire intelligent, et il savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les véritables motifs de sa disgrâce (3), rendue plus

---

(1) Du 3 mars 1801.

(2) Il faut faire observer, toutefois, que déjà, le 24 janvier (quand il n'était pas encore question d'envoyer l'expédition en Égypte), sir Arthur avait été informé que le général Baird avait le commandement des troupes. C'est ce qui résulte de la lettre écrite, le 21 février, par Wellesley au général Baird lui-même.—Voir GURWOOD, t. I, p. 297.

(3) « J'ignore entièrement les circonstances qui ont été cause de mon remplacement dans « le commandement des troupes; mais je pense que le gouverneur général a trouvé qu'il ne « pouvait pas résister aux réclamations du général Baird. Vous savez, je crois, que j'ai toujours « pensé que le général Baird n'avait pas été favorablement traité, quand je fus appelé au com- « mandement. Mais je ne crois pas qu'il fût convenable de me faire éprouver un désappoin- « tement pire que le sien, afin de lui ôter tout motif de se plaindre. » (Lettre de sir Arthur au colonel Champagne : Bombay, 11 avril 1801.)

pénible encore par le souvenir d'anciens démêlés qu'il avait eus avec le général Baird; ce nonobstant, il refoula dans son cœur tout sentiment hostile, et prit la noble résolution de demeurer à son poste et de seconder de tout son pouvoir un homme qui l'avait desservi, mais qui en définitive était honoré de la confiance du gouvernement anglais. Ce fut à cette occasion qu'il écrivit à son frère Henri : « Mes précédentes lettres « vous auront fait voir combien cette résolution m'a coûté; « mais je n'ai jamais eu beaucoup d'estime pour celui qui « ne sait pas, comme homme public, faire le sacrifice de « ses vües et de ses convenances particulières, lorsque cela « est nécessaire (1). »

Le jour même où il fit cette noble déclaration, la fièvre le saisit et le mit dans l'impossibilité de partir. Il donna dans cette circonstance une nouvelle preuve de désintéressement et de patriotisme, en adressant au général Baird un mémoire (2) renfermant ses idées et ses vues sur les opérations projetées, ainsi qu'une foule de renseignements statistiques et militaires recueillis dans l'intérêt de l'expédition à l'époque où il croyait en avoir le commandement. « J'espère » dit-il « en informant son frère de l'envoi de ce mémorandum, « que maintenant « les affaires seront conduites d'une manière satisfaisante. « J'ai travaillé, comme un nègre, jusqu'à ce moment, tout « malade que j'étais (3). » Cependant Baird, ainsi que Wellesley l'avait prévu, ne put gagner les côtes de la mer Rouge en temps opportun pour agir de concert avec

(1) Bombay, 25 mars 1801. Dans cette même lettre, il exprime la crainte que Baird n'arrive trop tard et que l'expédition ne manque son but.

(2) On trouve dans ce mémoire des idées justes et profondes sur l'occupation de l'Égypte par l'armée française.

(3) Bombay, le 8 avril. La lettre au général Baird est du 9. On lit dans une missive confidentielle de sir Arthur Wellesley à son frère : « Je suis loin d'être satisfait de la manière « dont le gouvernement m'a traité dans cette occasion ; néanmoins, je n'ai perdu ni ma « santé, ni mon courage, ni ma bonne humeur. Il est donc inutile de parler d'une chose dont « je ne veux garder aucun souvenir. »

Abercromby (1). Le grand coup était porté quand il arriva; sa présence ne fut utile que pour hâter la reddition du Caire, suivie de près par l'évacuation d'Alexandrie et de toute l'Égypte.

---

(1) Baird était arrivé seulement le 30 mars à Bombay. — Voir la lettre du 31 mars, de Wellesley au comte de Mornington.

CHAPITRE III.

GUERRE DES MAHRATTES.

1803-1804.

CHAPITRE III.

SOMMAIRE :

Guerre des Mahrattes. — Comment sir Arthur Wellesley se prépare à cette guerre. — Plan de campagne. — Rétablissement du peschwah sur le trône de Poonah. — Siége d'Ahmednuggur. — Bataille d'Assye. — Siéges de Burhampoor et d'Assirghur. — Négociation avec Scindiah. — Bataille d'Argaum. — Siége de Gawilghur. — Négociations avec Scindiah et le radjah de Berar. — Traités de paix. — Expédition contre une bande de brigands. — Wellesley demande à retourner en Angleterre. — Témoignages de reconnaissance et d'admiration qu'il reçoit en partant.

Wellesley, guéri de la fièvre, était retourné à Seringapatham, où l'on s'attendait à une guerre prochaine contre les Mahrattes.

Ces peuples turbulents et barbares s'étaient emparés, au commencement du XVIII[e] siècle, de la plus grande partie de l'empire du Mogol (1), empire jadis célèbre et qui maintenant tombait en ruines, par la faiblesse et l'incapacité des descendants de Timour.

---

(1) L'empire mahratte avait été fondé vers 1674 par Sevadjée, soldat d'aventure au service du roi de Visapour. Le noyau de cet empire fut une ancienne tribu du Deccan, originaire des montagnes du Mahrat (dans le Visapour). A l'époque où nous sommes arrivés, la domination des Mahrattes s'étendait sur un territoire habité par 40 millions d'habitants.

L'Angleterre, à prix d'argent, par ruse ou par violence, était parvenue à détacher quelques parties de cet empire ; d'autres s'étaient déclarées indépendantes et formaient une sorte de confédération analogue à celle de l'Allemagne. L'empereur mogol était le chef de cette confédération ; mais, en réalité, il n'avait aucun pouvoir ni aucun prestige. Livré aux plaisirs d'une vie efféminée, il subissait avec indifférence la domination de son premier ministre ou *peschwah,* espèce de majordome héréditaire qui résidait à Poonah, et concluait, en sa qualité de chef d'une oligarchie de petits États confédérés, tous les traités des Mahrattes avec la Compagnie et les princes de l'Inde (1). Cependant l'autorité de ce ministre, à l'époque dont il s'agit, était plutôt nominale que réelle, puisque les principaux chefs de la confédération jouissaient d'une indépendance absolue, et qu'ils ne voulaient plus reconnaître la suprématie de la cour de Poonah. Trois d'entre eux, le radjah de Berar, Holkar et Scindiah s'élevaient au-dessus de tous les autres et se montraient particulièrement jaloux de leur autorité. Le plus redoutable, à tous égards, était Dowlut-Rao (2), neveu de ce célèbre Maadjée Scindiah qui, sous le masque d'une feinte soumission aux empereurs mogols, avait étendu son autorité d'Agra jusqu'à la Sudledje, c'est-à-dire sur tout le nord-ouest de l'Indostan (3). Rusé et ambitieux comme son prédécesseur, Dowlut-Rao ne chercha qu'à étendre les bornes de son empire. C'était, de nom, le sujet et, de fait, le maître du malheureux empereur Shah-Alum ; l'ami ostensible, et l'ennemi secret de son rival Holkar ; le serviteur apparent, et l'oppresseur réel des États voisins (4). Il se prétendait le soutien du trône chancelant du peschwah et n'aspirait

(1) CANTU, *Histoire universelle,* t. XVII.

(2) Il avait établi le siége de son pouvoir à Ougein, dans le district de Malwâ.

(3) L'Angleterre avait reconnu Maadjée comme prince indépendant en 1782: Dowlut-Rao lui succéda en 1794.

(4) *Auber's Rise and progress of the British Power in India,* t. II, p. 272, 277.

qu'à le renverser. Homme nul, au témoignage de Wellesley (1), mais doué d'une énergie rare, et comme tous les Mahrattes avide de pouvoir et de célébrité, il ne visait à rien moins qu'à la conquête de l'Indoustan.

Le hasard avait amené (en 1784) à Ougein un officier savoyard, nommé Leborgne ou de Boigne, qui, après avoir servi la Russie et la Compagnie anglaise, vint chez Maadjée organiser à l'européenne seize bataillons d'infanterie mahrattes. Parmi les aventuriers admis dans cette armée, se trouvait Perron, sous-officier de marine, échappé à l'escadre de Suffren (2). Dowlut-Rao avait en outre 18,000 hommes de bonne cavalerie et 200 pièces de canon (3). Cette armée, la plus forte et la mieux organisée de l'Inde, était conduite par des officiers européens.

Le radjah de Berar commandait sur tout le territoire qui s'étend depuis la côte occidentale du golfe de Bengale jusqu'aux domaines du nizâm.

Sa capitale était Nagpoor, et il pouvait mettre sur pied 20,000 hommes de cavalerie disciplinée et 10,000 hommes d'infanterie.

Holkar, issu d'une tribu de bergers, était le chef d'un territoire situé entre les États de Scindiah et le comptoir de Bombay; son armée, composée principalement de cavalerie, s'élevait à 80,000 hommes (4). Il était très-jaloux de l'ascendent que Scindiah exerçait à Poonah. En 1802, trouvant l'occasion d'écraser ce rival incommode, il passa la Nerbudda et marcha sur Poonah, où il battit, le 25 octobre, les armées réunies de Scindiah et du peschwah. A la suite de cet

(1) Au major Malcolm, 7 janvier 1804.

(2) PETIT DE BARONCOURT, p. 467.

(3) D'après Maxwell et Gurwood, l'armée régulière de Scindiah comptait, au moment du départ de de Boigne (1796) 38,000 hommes d'infanterie, 8,000 hommes de cavalerie, 120 canons en fer et plus de 150 en bronze. D'après Barchou de Penhoën, Maadjée avait, dans les derniers temps de son règne, 16 bataillons, 10,000 chevaux et 500 canons.

(4) Holkar avait établi sa résidence à Indore, dans le district de Malwa.

échec, Badge-Rao (1) fut obligé d'abandonner sa capitale, de chercher un refuge à Bassein et d'implorer la protection de la Compagnie.

Il ne fallait rien moins qu'un pareil concours de circonstances pour l'amener à faire cette démarche, devant laquelle il avait toujours reculé (2), par la crainte de se brouiller avec Scindiah et Holkar, et de favoriser le rapide développement de la puissance britannique dont il était jaloux.

La Compagnie, débarrassée par l'évacuation de l'Égypte du danger le plus grave qui eût menacé l'Inde, trouva que le moment était venu de dissoudre la confédération mahratte, en profitant de la division momentanée de ses chefs. Déjà, au temps de Warren Hastings, elle avait cherché à établir sur cette confédération une influence analogne à celle que lui assura lord Clive sur l'empire du Mogol; mais aucune de ses tentatives n'avait abouti à un résultat satisfaisant. Il était réservé à lord Wellesley d'atteindre le but d'une manière complète, malgré les instructions du Parlement, qui déclaraient contraires à l'honneur et à la politique anglaise toute conquête ou alliance offensive avec les princes indiens (3). Habile à profiter des circonstances, le gouverneur accueillit avec empressement le peschwah fugitif; il lui donna même un vaisseau pour se rendre à Bombay, en attendant qu'on pût le replacer sur son trône. A partir de ce moment, Badge-

(1) C'était le nom du peschwah.

(2) Le comte de Mornington avait échoué peu de temps auparavant dans une démarche auprès du peschwah pour l'engager à recevoir un corps de troupes auxiliaires.

(3) Le Parlement, indigné des violences commises par Clive, Hastings et autres gouverneurs généraux, avait plusieurs fois, et notamment à propos du bill de 1783 (qui réforma l'administration coloniale) exprimé le vœu que la colonie s'abstînt de toute agression injuste. Mais cette recommandation ne fut jamais suivie, parce que la guerre était une condition d'existence de l'établissement des Indes. Lord Clive ne l'avait sauvé qu'en prenant l'offensive, et plusieurs de ses successeurs se virent obligés d'en faire autant, malgré leur désir de conserver la paix. Cela devait être. « Chaque contrée soumise, dit Cantu, avait un État voisin « qui devenait immédiatement ennemi et attaquait s'il n'était attaqué. Battu une fois, il réu- « nissait d'autres troupes et revenait à la charge ; de là nécessité de le détruire et de se « trouver ainsi en contact avec un nouveau voisin, qui devenait un nouvel ennemi. » — *Histoire universelle*, t. XVII.

Rao devint l'allié, ou plutôt l'instrument de la Grande-Bretagne.

Le 13 décembre 1802, ce prince conclut avec elle le célèbre traité de Bassein, dont les clauses importantes stipulaient l'admission dans les États du peshwach d'une armée de 6,000 hommes, la cession d'un territoire suffisant à l'entretien de cette troupe, l'engagement de ne plus faire la guerre sans le consentement de la Compagnie, enfin l'obligation de se soumettre à son arbitrage pour tous les différends qui pourraient surgir avec les États voisins (1).

Ce traité était un coup de maître. Il enlevait à Scindiah le principal levier de sa puissance, et l'exposait à la rivalité d'Holkar et des Anglais. La seule ressource qui lui restât fut de s'unir au radjah de Berar. Un traité d'alliance fut signé le 10 mars 1803, et aussitôt les forces des deux chefs allèrent s'établir à Bourampoor, sur les frontières du nizâm.

Scindiah ne possédait pas les talents militaires de Haïder-Aly et de Tippoo-Sahib; mais son armée était nombreuse (2), pourvue d'une artillerie redoutable et d'une cavalerie fort estimée dans l'Inde. Il pouvait en outre compter sur l'appui des forces organisées par le général français Perron sur les bords de la Jumna (3); cet officier, quoique au service de Scindiah, jouissait d'une sorte de pouvoir indépendant, que l'excellente constitution de son armée rendait de jour en jour plus menaçant. Il avait obtenu pour l'entretien de ses troupes la concession d'un vaste territoire qui s'étendait depuis la Jumna jusqu'à l'Indus, à travers le Pendjab, et comprenait

---

(1) MARQUIS WELLESLEY'S, *Desp.*, t. III, p. 33 et 36.

(2) Elle s'élevait, à la date du 5 juillet, à 18,500 hommes de cavalerie, 11 bataillons d'infanterie, 35 bouches à feu de gros calibre et 170 pièces légères. L'armée du radjah de Berar, à la même époque, comptait 20,000 hommes de cavalerie, 6,000 d'infanterie, 35 bouches à feu et 500 pièces de montagne (*camel guns*). — Voir MAXWELL, t. 1, p. 132.

(3) Le général de Boigne partit en 1796 pour aller jouir en Europe de l'immense fortune qu'il avait amassée dans l'Inde. Il remit le commandement de ses troupes au général Perron, qui servait sous ses ordres. Cette armée semi-européenne s'élevait alors à plus de 20,000 hommes. Perron augmenta son effectif et l'améliora notablement.

Agra, Delhi et une grande partie du Doab. Le malheureux Schah-Alum était entièrement sous sa dépendance, et l'on pouvait craindre qu'il se servît de cette autorité pour obliger le grand-mogol à transmettre à la France les droits de la maison de Timour sur la presqu'île de l'Inde.

L'armée que Perron avait organisée avec le secours de plusieurs de ses compatriotes, s'élevait à 30,000 hommes d'infanterie et à 8,000 hommes de cavalerie, parfaitement équipés et disciplinés; elle avait près 290 bouches à feu, dont 150 en bronze (1).

On était alors au commencement de l'année 1803. Wellesley, élevé depuis l'année précédente au grade de général major, fut mis à la tête d'une partie de l'armée coloniale et chargé de rétablir l'autorité du peschwah. Les généraux plus anciens que lui désapprouvèrent ce choix et en conçurent une jalousie qu'ils ne cherchèrent point à dissimuler.

Cependant, par ses services antérieurs, par les soins qu'il avait apportés à l'organisation des troupes, et surtout par les notions exactes qu'il s'était procurées sur la topographie et les ressources du pays, sur le caractère de ses habitants, sur le système d'opérations qui devait conduire le plus sûrement au but de l'entreprise, il avait acquis des titres réels à cette préférence.

Son aptitude pour les affaires politiques et l'habileté avec laquelle il savait découvrir la vérité au milieu des plus vastes intrigues le rendaient d'ailleurs essentiellement propre aux guerres de l'Inde, qui exigent des généraux hommes d'État, financiers et diplomates.

Les nombreuses occasions que lui fournirent ces guerres de lutter contre la mauvaise foi des princes indigènes, la corruption des ministres, la barbarie des populations et la

---

(1) MALCOLM, *Political history of India*, p. 308.

haine tantôt apparente, tantôt cachée que provoquait le rapide développement de la puissance anglaise, le préparèrent merveilleusement au rôle difficile que l'avenir lui réservait dans la Péninsule.

Il était heureux toutefois que Wellesley eût alors à côté de lui, pour faire valoir ses titres et mettre en relief ses qualités brillantes, un homme aussi résolu et aussi fortement attaché à la gloire de sa maison que l'illustre comte de Mornington. Sans l'appui de cette main fraternelle, il ne se serait pas élevé si vite, ni peut-être si haut. Constatons au reste que sa noble et belle conduite effaça bientôt l'impression fâcheuse que son avancement rapide avait fait naître, et qu'il emporta en quittant l'Inde l'estime de ceux mêmes auxquels il avait été préféré.

Le premier soin du jeune général fut de se bien rendre compte des intérêts politiques engagés dans la lutte, et des moyens propres à écraser Scindiah et le radjah de Berar, sans provoquer un soulèvement général des princes mahrattes. Ce soulèvement était ce qu'il y avait de plus à redouter ; car toutes les forces de la colonie n'eussent pas suffi pour dissoudre une ligue aussi formidable. On ne saurait trop admirer le jugement et la perspicacité que Wellesley apporta dans l'examen de cette affaire. Il y avait longtemps au reste qu'elle fesait l'objet de ses méditations et de sa correspondance avec les autorités du pays : « Notre but, » écrivait-il à lord Clive, dès le mois d'octobre 1800 (1), « est d'établir le « pouvoir légitime du peschwah sur l'empire mahratte. Pour « y parvenir, il faut que Scindiah soit repoussé sur son « propre territoire. Il n'est pas à supposer qu'il se laisse en- « lever sans coup férir tout ce qu'il s'est efforcé d'acquérir « pendant ces quatre ou cinq dernières années ; tous les chefs

(1) Lettre du 9 octobre.

« de la domination mahratte attendent avec la plus grande « inquiétude l'issue du conflit. Ils se joindront à l'un ou à « l'autre parti, suivant l'idée qu'ils auront de leur force res- « pective, et de leurs chances de succès définitif ; et dans « le cas d'une intervention inattendue de notre part, ils « seront pour ou contre nous, suivant que nos forces l'empor- « teront ou ne l'emporteront pas sur celles que nous oppo- « sera Scindiah. »

En janvier 1801, sir Arthur rédigea un nouveau mémoire sur cette question, où se trouvent exposées, avec une grande netteté de vues et l'autorité de l'expérience qu'il avait acquise dans la poursuite de d'Hoondiah, les principales considérations qui servirent à rédiger le plan de la campagne de 1803.

Pour éviter le soulèvement des princes mahrattes neutres ou indécis, Wellesley demanda que l'intervention de la Compagnie, dans les premiers moments surtout, eût lieu avec un corps de troupes imposant. Il démontra aussi la nécessité de commencer la campagne dans la saison où les rivières débordent, les Indiens n'ayant pas des moyens aussi efficaces pour franchir de larges cours d'eau que l'armée coloniale. Enfin le besoin d'assurer ses derrières et d'empêcher les petits princes mahrattes de se liguer avec Scindiah et le radjah de Berar, lui fit recommander certaines précautions que les circonstances rendaient importantes, et qu'un général moins habile ou moins prudent auraient dédaignées. On le voit ici pour la première fois tel qu'il fut toute sa vie : observateur judicieux, se rendant compte des moindres difficultés, et cherchant, à force de prudence et de talent, à mettre de son côté les chances favorables, que d'autres attendent uniquement du hasard ou de la fortune.

Le plan du gouverneur général était vaste autant que hardi. Au Nord, le général Lake devait attaquer avec 14,000 hommes Delhi et le corps de Perron ; au Sud, Wellesley avait l'ordre d'assaillir sur la Nerbudda les troupes de Scindiah et

du radjah de Berar avec 23,000 hommes. La division de Bombay, forte de 7,000 hommes, devait opérer par Surate et Baroda dans le Nord-Ouest, tandis qu'à l'extrémité opposée celle du général Harcourt, partie de Calcutta, s'emparerait de la riche province de Cuttack, appartenant au radjah de Berar, et dans laquelle se trouve la fameuse pagode de Yagernaut, objet d'une vénération si extraordinaire de la part des Indiens. Trois corps de réserve devaient, en outre, couvrir les possessions anglaises et alliées : l'un était chargé de garder Poonah et le peschwah, le second de prendre position sur la Kistna pour défendre le Deccan, et le troisième de s'établir à Mirzapoor et à Bénarès pour protéger la vallée du Gange.

M. Petit de Baroncourt fait observer avec raison que cette dissémination de forces, capable d'imposer aux Indiens, eût amené la ruine des troupes coloniales, si elles avaient eu affaire à des chefs expérimentés.

Dans les premiers jours du mois de mars 1803, Wellesley, avec 10,617 hommes dont 1,709 de cavalerie (2), alla rejoindre les troupes de la Compagnie à la solde du nizâm (3) et celles du peschwah, réunies sur la frontière de l'ouest. Il fit avec sa petite armée 200 lieues dans le pays des Mahrattes, non-seulement sans aucune opposition de leur part, mais en recevant d'eux tous les secours que la contrée pouvait fournir (3). Le 15 avril il rencontra l'armée du nizâm, et trois jours après il fut informé par le lieutenant Close, résident à Poonah, qu'Amrit-Rao (4) avait l'intention de brûler la ville en se reti-

---

(1) Gurwood, t. 1, p. 421. D'après Barchou de Penhoën, Wellesley avait 9,000 hommes d'infanterie, 1,800 chevaux au service de la Compagnie et 2,300 appartenant au radjah de Mysore.

(2) Ces troupes étaient à Paraindah, sur la frontière ouest d'Hyderabad, à 116 milles de Poonah. Elles avaient pour chef le colonel Stevenson, et leur effectif, d'après Gurwood, t. 1, p. 417, s'élevait à 8,368 hommes, dont 1,018 de cavalerie.

(3) *Wellesley à lord Hobart*, 10 mai 1803.

(4) Au commencement des hostilités, Holkar avait quitté Poonah et s'était contenté d'y laisser une garnison de 1,500 hommes, sous les ordres d'Amrit-Rao, lequel à son tour évacua la ville, quand il vit arriver la cavalerie de Wellesley.

rant (1). « Sir Arthur, » dit M. Barchou de Penhoën, « déploya « dans cette occasion cette activité dont il n'a jamais cessé de « donner des preuves. Il prit avec lui seulement sa cavalerie « (moins de 4,000 hommes), fit une marche de nuit à travers « un pays difficile, ne parcourut pas moins de 60 milles en « 30 heures (2) et arriva le 20, à l'improviste, sous les murs « de Poonah » (3). Cette marche rapide sauva la ville d'une destruction imminente, et le peuple reconnaissant de ce bienfait reçut les Anglais comme des libérateurs. Wellesley prit possession de la ville et envoya le colonel Stevenson avec les forces auxiliaires du nizâm sur la Seenah, afin d'être en mesure de protéger les États du soubah du Deccan et d'appuyer au besoin la division restée à Poonah. Cette division, commandée par sir Arthur en personne, était obligée d'attendre le peschwah Badge-Rao pour le rétablir sur le trône des Mahrattes, conformément au traité de Bassein.

Badje-Rao arriva le 13 mai et prit aussitôt les rênes du gouvernement. L'obligation de régler quelques points importants retint Wellesley à Poonah jusqu'au 4 du mois suivant. Ce même jour, Stevenson traversa la Godavery, et les deux armées prirent isolément la direction d'Aurengabad. Malgré le service signalé qu'elles venaient de rendre au peschwah, elles ne tardèrent point à ressentir les effets de l'inertie et de la duplicité de ce prince, qui, après avoir sollicité leur appui, n'eut pas honte de les abandonner à elles-mêmes, sans vivres et sans ressources à 700 milles de leurs dépôts : « Nous n'avons pas « encore reçu, » écrivit leur chef, « la moindre assistance « de Poonah en quoi que ce soit. . . . . . . Les gens du « peschwah sont très-prodigues de promesses, mais très- « avares quand il s'agit de les exécuter. . . . . . Il y a abon-

---

(1) *Wellesley au gouverneur général*, 21 avril.
(2) *Dép. du marquis Wellesley*, t. III, p. 37 et 38. — Voir SHERER, t. I, p. 50.
(3) T. IV, p. 484.

« dance dans le pays, mais tout est enfoui, et malgré le prix
« que nous offrons, nous ne pouvons avoir autre chose que ce
« que nous déterrons; en sorte que nous serions beaucoup
« mieux dans un pays ennemi (1) . . . . . L'absence com-
« plète de pouvoir et d'autorité de nos alliés, le peschawh et
« le soubah du Deccan, sont les plus grandes difficultés avec
« lesquelles nous aurons à lutter dans cette guerre. Chaque
« killadar (gouverneur de fort) et chaque chef de village ou
« de district agit d'après ses propres sentiments (2). »

Cette situation exerçait une influence fâcheuse sur l'esprit des chefs mahrattes, qui attendaient pour se prononcer que l'un des partis se montrât le plus fort (3) « Ceux du Midi,
« écrivait Wellesley (4) sont tous ennemis déclarés ou secrets
« du peschawh....... et les confédérés les pressent vivement
« de se joindre à eux...... Nous ne pouvons nous dissimuler
« que notre cause, dans cette guerre, ne soit très-impopulaire
« chez ceux qui dirigent les conseils et la conduite de ces
« chefs, et que chacun d'eux ne soit fortement porté par tous
« les motifs d'orgueil national et de famille à s'opposer au
« gouvernement anglais, dans une guerre qui renversera
« nécessairement la puissance nationale des Mahrattes. »

Cependant Wellesley n'avait pas renoncé à l'espoir d'arranger les choses par voie de négociation, et c'est assurément une circonstance remarquable de la vie et du caractère du héros anglais, que ce désir d'éviter une lutte armée vers laquelle devaient l'entraîner ses goûts, ses penchants et surtout son intérêt.

« J'ai confiance, dit-il, que nos ressources ne seront pas

---

(1) 18 juin 1803, au lieutenant général Stuart, et 24 août au major Shawe.

(2) 20 septembre 1803, au général Campbell ; voir également les lettres du 28 septembre au major Shawe et celle du même jour au major Kirkpatrik.

(3) C'est ce qui fit dire à Wellesley : « Si nous avons une autre guerre contre les Français, « il n'y a pas de doute que nous aurons la guerre avec les Mahrattes. »
20 juin 1803, au major Malcolm.

(4) Lettre du 6 août 1803,

« au-dessous de cette guerre, cependant il est de notre devoir « envers la patrie de l'éviter, si nous pouvons le faire avec « honneur, et j'espère qu'en prenant nos mesures en temps « opportun, nous en viendrons à bout » (1).

Mais Scindiah n'avait aucun désir de faire la paix. Son hostilité au traité de Bassein et à la politique anglaise l'emporta sur son amitié pour le peschwah, sur sa haine contre Holkar. Se séparant du premier de ces chefs et se rapprochant par une alliance du dernier, il vint occuper avec ses troupes et celles du radjah de Berar une position menaçante sur les frontières du Deccan (2).

Le gouverneur général le somma d'abandonner cette position dans le plus bref délai; Scindiah, sans obtempérer à cet ordre, protesta de ses bonnes intentions et chercha visiblement à gagner du temps pour organiser ses forces et reculer les hostilités jusqu'au moment où les eaux baissent dans toutes les rivières de l'Inde.

Quand le général anglais eut acquis la preuve de ce fait, il enjoignit à Scindiah de quitter la frontière du nizâm et de se retirer dans ses cantonnements ordinaires (3). Mais à cette injonction, le chef mahratte répondit effrontément qu'il ne se retirerait que lorsque l'armée coloniale serait rentrée à Sérigapatam, à Madras et à Bombay.

Il n'y avait plus à négocier après une telle déclaration, et Wellesley écrivit en conséquence : « Je vous offrais la paix à « des conditions justes et honorables pour les deux parties; « vous avez préféré la guerre, vous en subirez toutes les « calamités (4). »

(1) Wellesley : 20 septembre 1803, au général Campbell.
(2) Wellesley : 25 juin 1803, au lieutenant-colonel Close.
Le 28, il écrivit à Stevenson. « Nous ne devons rien faire qui puisse amener les hostilités « ou fournir un prétexte à Scindiah, ou au radjah de Berar de les commencer.»
(3) *Le général Wellesley à Henri Wellesley*, 17 septembre 1803.
(4) Lettre du 14 juillet.

Les pouvoirs étendus que sir Arthur avait reçus de son frère lui permettaient de tenir ce langage (1). Il était obligé seulement de se conformer aux vues générales du gouverneur et de prévenir Lake de tout ce qu'il avait résolu de faire (2). Le comte de Mornington, en lui conférant ce pouvoir discrétionnaire, lui écrivait : « Votre habileté reconnue, « votre zèle, votre caractère et votre jugement réunis à votre « grande expérience locale; votre influence établie et votre « haute réputation parmi les chefs et les États mahrattes et « votre intime connaissance de mes vues et sentiments, par « rapport aux intérêts britanniques dans l'empire mahratte, « m'ont déterminé à vous investir de ces importants et « difficiles pouvoirs (3). »

Le gouverneur général, tout en cherchant à négocier avec les princes mahrattes et à les absorber par des traités d'alliance, s'était préparé de longue main à les écraser par un coup de vigueur. A l'époque où nous sommes arrivés, toutes ses mesures étaient prises pour commencer les opérations. Vingt mille hommes se trouvaient réunis dans le royaume d'Oude : lord Lake en prit le commandement. Il devait attaquer l'armée de Perron, établie sur les bords de la Jumna, s'emparer de Delhi et d'Agra, ainsi que de la personne de Schah-Alum, puis former des alliances avec les Radjpoots et autres princes établis au delà de la Jumna, afin de fermer l'Inde septentrionale à Scindiah, pendant que les coups décisifs seraient portés au centre des forces ennemies.

Sir Arthur avait pour mission d'occuper Scindiah et le radjah de Berar, en les attaquant vigoureusement sur la frontière du nizâm. Enfin, le colonel Campbell devait diriger une

(1) Voir dans Gurwood, t. II, p. 49, les instructions du gouverneur général à sir Arthur Wellesley : elles portent la date du 26 juin 1803.

(2) « Vous donnerez avis au général Lake, par le canal le plus direct, de votre plan d'opération politique et militaire. » *Instructions* du 27 juin : Gurwood, t. II, p. 55.

(3) *Instructions* du 26 juin.

opération subsidiaire contre la province de Cuttack et la ville de Juggernauth, dont la possession était vivement désirée par la colonie (1).

Le général Lake partit le 7 août de Cawpoor, avec 14,000 hommes environ (2). Le 28, Perron lui proposa un arrangement, en vertu duquel ses troupes resteraient neutres pendant la guerre; mais comme l'Angleterre désirait avant tout la destruction complète de l'armée semi-européenne du général français, Lake rejeta cet arrangement. Le lendemain, il trouva l'ennemi dans une forte position en avant du fort d'Allighur, résidence ordinaire de Perron. Ce général, depuis longtemps en pourparlers secrets avec les Anglais, se défendit mollement. Ses troupes furent battues, et immédiatement après l'on commença les travaux du siége (3). Perron signa une convention particulière avec le général Lake, et se retira ensuite à Chandernagor (4), où il s'embarqua pour la France, emportant les immenses trésors qu'il avait amassés au service des Mahrattes.

Son successeur Louis Bourquien, d'origine française, se porta au devant des Anglais avec des forces nombreuses et une imposante artillerie (5).

---

(1) Auber, t. III, p. 301, 305. Et marquis de Wellesley's, *Dépêches*, t. III, p. 210, 215.

(2) Jancigny porte l'effectif de Lake à 10,000 hommes seulement.

M. Barchou de Penhoën, prétend que Lake avait 10,500 hommes, plus 3,500 prêts à le soutenir.

Les forces de Perron s'élevaient à 43,650, dont 15,000 de cavalerie irrégulière et 5,000 de cavalerie régulière. Son artillerie comptait 464 bouches à feu.

(3) Cette place était très-forte, et regardée par les Indiens comme inexpugnable.

Ses fossés, ordinairement remplis d'eau, avaient 200 pieds de largeur et 32 de profondeur. Elle était entourée d'immenses marais et pourvue d'un système de contre-mines sur sa partie attaquable. Perron y avait réuni de vastes approvisionnements et 300 bouches à feu de tout calibre. Les Anglais s'en rendirent maîtres le 5 septembre par escalade, opération dirigée avec autant d'habileté que de courage par le colonel Monson. — Voir Barchou, t. IV, p. 508.

L'assaut coûta aux assiégés 2,000 hommes.

(4) D'après Jancigny, Perron ne traita qu'après la perte d'Allighur.

(5) D'après Alison et Maxwell, les forces de Louis s'élevaient à 20,000 hommes (dont 16,000 disciplinés à l'européenne) et à 100 pièces d'artillerie.

Mais cette armée, abattue par la trahison de Perron, fut culbutée le 11 septembre 1803, dans une forte position, en avant de Delhi, par 5,000 hommes de troupes coloniales. 3,000 Indiens 68 pièces de canon et 11 étendards restèrent sur le champ de bataille. Les pertes des Anglais, malgré la brièveté de la lutte, s'élevèrent à 400 hommes blessés ou tués.

A la suite de ce fait d'armes Delhi, l'ancienne capitale de l'Indoustan, tomba au pouvoir de la Compagnie (le 14). Schah-Alum, délivré du joug des Mahrattes et de l'influence française, fut rétabli sur son trône et reconnu solennellement par l'Angleterre, qui avait plus d'intérêt à exploiter le prestige et la vaine autorité de ce prince qu'à le renverser complétement.

Louis et la plupart des officiers français sous ses ordres traitèrent avec le général Lake, et leur malheureuse armée, privée de ses chefs, se retira sur Agra, où elle fut battue de nouveau et complétement dispersée le 10 octobre. Le même jour les Anglais pénétrèrent dans la ville et mirent le siége devant son château. Les tranchées avancèrent rapidement. Le 17, les brèches étant praticables, la garnison, forte de 6,000 hommes, se rendit[1] à discrétion. On trouva dans l'intérieur de la place un dépôt de munitions, 164 bouches à feu (parmi lesquelles un canon gigantesque connu dans toute l'Inde) et de l'argent monnayé pour une valeur de 280,000 livres sterling.

Ces rapides succès frappèrent de terreur la plupart des princes du nord de l'Indoustan. Scindiah cependant ne per-

---

Barchou de Penhoën évalue ces forces à 19,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie, et celles de Lake à 4,500. Le même auteur estime les pertes des Mahrattes à 3,000 hommes et celles des Anglais à 409.

Jancigny évalue les forces de Bourquien à 16 bataillons d'infanterie et à 6,000 hommes de cavalerie, et les pertes des Mahrattes à 8,000 hommes tués et blessés, plus de 68 canons et 63 caissons, dont deux chargés d'or et d'argent.

dit pas courage ; quatorze de ses meilleurs bataillons d'infanterie se joignirent aux débris de l'armée de Perron pour recommencer la lutte. Le général Lake, avec sa cavalerie et son infanterie légères, se mit le 27 octobre à la poursuite de ces troupes, qu'il atteignit le 1er novembre près du village de Laswari. A son approche l'ennemi commença à battre en retraite; craignant de sa part quelque démonstration sur ses derrières, Lake résolut de l'attaquer immédiatement, bien qu'il n'eût alors que sa cavalerie sous la main, et que les forces mahrattes s'élevassent à 16,000 hommes, soutenus par 70 pièces de canon (1).

Cette puissante artillerie couvrait le front de la ligne de bataille, mais de hautes herbes et un nuage de poussière avaient empêché Lake de la voir, de sorte qu'il se porta en avant comme si elle n'existait point. Une canonnade des plus vives, accueillit ses escadrons et les obligea à battre en retraite. Heureusement pour lui, dans ce moment critique, les chefs mahrattes demandèrent une courte suspension d'hostilités, qu'il leur accorda avec empressement. Dans l'intervalle, arrivèrent à l'armée coloniale 4,000 hommes d'infanterie et 3,500 chevaux, qui lui permirent de recommencer l'attaque avec de meilleures chances. Cette fois, un plein succès couronna ses efforts. La bataille, longtemps incertaine, fut gagnée par la bravoure et l'opiniâtreté des Anglais et des cipayes. Jamais ces derniers ne se montrèrent aussi brillants.

Les Mahrattes laissèrent sur le champ de bataille 5,000 tués et blessés, 2,000 prisonniers 70 canons, 44 drapeaux, tous leurs bagages et toutes leurs munitions. Les pertes de l'autre côté, malgré l'opiniâtreté de la lutte, ne s'élevèrent qu'à 800 hommes mis hors de combat (2).

---

(1) D'après Maxwell, Barchou de Penhoën estime ces forces à 17 bataillons (ou 9,000 hommes), 4,000 à 5,000 chevaux et 72 canons.

(2) Lord Lake : *Lettre du 2 novembre* 1803. — Voir les *Dépêches du marquis de Wellesley*, t. III, p. 435 et 446.

Cette victoire porta un coup mortel à la puissance de Scindiah dans les provinces septentrionales.

Du côté de l'Est, le colonel Harcourt, successeur de Campbell, devenu malade, avait conquis sans difficulté l'importante province de Cuttack (septembre 1803).

Wellesley ne fut pas moins heureux dans les provinces de l'Ouest où il avait affaire au radjah de Berar et à Scindiah en personne. Son plan était d'attaquer Ahmednuggur, d'assurer par la prise de cette place ses communications avec Poonah et Bombay, de laisser l'armée du nizâm sur la défensive à la frontière des États du peschwah, et d'amener enfin l'ennemi à une action générale (1).

Les fortifications d'Ahmednuggur se composaient d'une faible muraille sans parapet, flanquée aux angles par des tours en maçonnerie.

Un espace vide séparait cette espèce de *place du moment* (à laquelle les Indiens donnent le nom de *pettah* (2), du fort d'Ahmednuggur, où se trouvait un palais de Scindiah et des valeurs considérables appartenant à ce chef.

Le siége commença le 8 août, et le même jour Wellesley enleva de vive force le *pettah* qui défendait l'approche du fort. Cette opération lui coûta 141 hommes tués ou blessés (3). Un biographe (4) prétend que pour se dispenser de l'obligation d'escalader l'un après l'autre tous les points fortifiés et pour donner aux Mahrattes une haute opinion de la valeur des troupes anglaises, sir Arthur avait prescrit de passer au fil de l'épée, en cas de résistance vigoureuse, les défenseurs du premier fort qu'on enlèverait.

Nous n'avons trouvé nulle part de traces de cet ordre; cepen-

---

(1) *Arthur Wellesley au général Lake*, 29 juillet 1803.

(2) Le plus ordinairement le *pettah* est un faubourg ou un ouvrage avancé entouré d'un mur et d'un fossé.

(3) Gurwood, t. II, p. 195; 118 hommes d'après Sherer.

(4) L'auteur de la notice du *Times*, p. 40.

dant, un document publié par le colonel Welsh, témoin oculaire de la prise d'Ahmednuggur semble en confirmer l'existence (1). C'est une lettre écrite par Gooklah, chef mahratte, à l'un de ses amis de Poonah, après l'assaut du pettah (2) :

« Ces Anglais, dit-il, sont un peuple étrange, et leur général un homme extraordinaire. Ils sont venus ce matin, ont examiné les murailles, les ont franchies, ont tué *toute la garnison de la place*, et sont ensuite retournés pour déjeûner. Qui pourrait résister à des hommes de cette trempe? »

La tranchée devant le fort avait été ouverte le 9; trois jours après, les remparts étaient en brèche et la garnison réduite à capituler. Elle se composait de 1,400 hommes. Suivant leur coutume, les troupes anglaises se mirent à piller; mais Wellesley arrêta le désordre en faisant pendre quelques pillards à la porte même du palais de Scindiah (3).

La prise d'Ahmednuggur assurait à l'armée coloniale une excellente place de dépôt; elle facilitait ses opérations dans le Nord, couvrait Poonah et les frontières occidentales du nizâm, rendait les Anglais maîtres des territoires de Scindiah au sud de la Godavery et enfin mettait obstacle à l'union des chefs mahrattes avec les princes du Midi. Ces derniers avaient une si haute opinion de la force et de l'importance d'Ahmednuggur, que la perte de ce point suffit pour les engager à rester neutres (4). C'était le principal avantage que Wellesley avait cherché à obtenir pour assurer le succès de son entreprise.

Six jours après la reddition du fort, sir Arthur se mit en marche pour rejoindre Stevenson. Sa division passa la Godavery le 24 août, entra sans résistance, le 29, dans la noble

(1) *Military reminescences.*

(2) Voir aussi MAXWELL, t. I, p. 129.

(3) Colonel WELSH, *Military*, etc.

(4) Ahmednuggur était en effet une place imposante. « C'est, disait Wellesley, le fort du « pays le plus formidable que j'aie jamais vu, à l'exception de Vellore dans le Carnatic. » (*Arthur Wellesley à Henri Wellesley*, le 7 septembre 1803.)

cité d'Aurungabad, et chemin faisant enleva deux convois destinés à l'armée ennemie. Le résultat de cette marche fut de prévenir le mouvement offensif que Scindiah voulait diriger sur Hyderabad.

Dans la nuit du 7 septembre, Wellesley surprit et mit en déroute un détachement considérable de l'ennemi. Cinq jours auparavant, Stevenson avait enlevé Jalna, forteresse importante, sur la frontière des États mahrattes; et presque en même temps, le colonel Woodington, opérant du côté de Bombay, s'était emparé de la forteresse et du district de Baroach (1).

A cette époque, Wellesley reçut avis du gouverneur de Bombay (2) que le plan auquel ce gouverneur avait acquiescé pour l'organisation des troupes et la défense du Guzerat n'était pas approuvé; que néanmoins il pouvait le mettre à exécution, mais sous sa responsabilité personnelle. Sir Arthur, qui comptait sur l'appui de ses forces, eût accepté sans crainte une pareille responsabilité, s'il avait eu la garantie qu'après le désaveu du gouverneur les mesures prescrites auraient été bien exécutées (3). Mais faute de cette assurance, il crut devoir abandonner le commandement du Guzerat aux autorités publiques, et modifier en conséquence ses dispositions premières. Ainsi la faiblesse et l'indécision des fonctionnaires anglais eux-mêmes vinrent ajouter de nouvelles difficultés aux embarras déjà très-sérieux qu'il éprouvait (4).

Sir Arthur ayant été rejoint par Stevenson à Budnapore, le 21 septembre, prit dès le lendemain ses mesures pour attaquer l'ennemi. Stevenson devait se porter contre la droite de

(1) Le 29 août.
(2) Par lettre du 23 août.
(3) Lettre au major Shawe, 31 août 1803.
(4) Au major Malcolm, 6 septembre 1803.

la position où était l'infanterie, et le général en chef, contre la gauche, où était la cavalerie.

Les deux corps se séparèrent en conséquence, pour tourner l'un à l'Ouest et l'autre à l'Est les montagnes au delà desquelles se trouvait Scindiah (1).

Wellesley, se fiant aux rapports qu'il avait reçus, comptait que la gauche ennemie serait appuyée au village de Bokerdun ; mais c'était au contraire la droite qui se trouvait réunie sur ce point, tandis que la gauche occupait le poste d'Assye. Il en résulta qu'au lieu d'être le 23 à quatre ou cinq lieues de l'ennemi, comme il le croyait, sa division en était éloignée de six à sept milles seulement. Quelque grave que fût cette méprise, elle n'émut point le général anglais, qui se décida sur-le-champ à prendre un parti énergique. Pensant avoir affaire à la cavalerie seule, il mit son bagage en sûreté (2) et se porta vivement à l'attaque. Mais à peine eut-il déployé ses troupes qu'il aperçut devant lui toute l'armée mahratte, forte de 50,000 hommes environ (3), établie dans une position excellente, couverte en front par la Kaitna, et protégée par

---

(1) Cette dispersion de forces était motivée par l'impossibilité de faire passer en un seul jour les deux corps dans un même défilé.

(2) Dans la guerre de l'Inde, les armées doivent se faire suivre par de nombreux bagages, forcées qu'elles sont de changer fréquemment de ligne d'opérations. Avant la bataille, elles mettent ces bagages à couvert, soit dans un fort voisin, soit dans un camp retranché ou tout autre lieu sûr.

(3) D'après le colonel Collins, résident anglais près de Scindiah, les forces de ce prince, réunies au camp de Julgong, s'élevaient, le 25 juillet 1803, à 18,500 hommes de cavalerie, 11 bataillons ou 7,700 hommes d'infanterie, 35 pièces de gros calibre, et 170 bouches à feu de campagne. (Lettre du colonel Collins à sir Arthur Wellesley, camp près de Julgong, 25 juillet 1803.)

Le radjah de Berar avait à la même date 20,000 hommes de cavalerie, 6,000 d'infanterie et 35 pièces de campagne. (D'après Collins, cité par GURWOOD, t. II, p. 136.)

M. Barchou de Penhoën estime que les Mahrattes opposèrent à Wellesley dans les plaines d'Assye 10,500 hommes disciplinés à l'européenne, 30,000 à 40,000 hommes d'infanterie et de cavalerie régulières et 100 pièces de canon.

L'artillerie était commandée par des officiers français.

On est à peu près d'accord que l'effectif total de la cavalerie s'élevait à 30,000 hommes et celui de l'infanterie à 20,000.

L'auteur des *Campaign's of the field marchal of duke of Wellington* évalue les forces de sir Arthur à 5,000 hommes et celles de l'ennemi à 40,000.

128 pièces de canon (1). Se retirer avec sa division en présence de la nombreuse cavalerie de Scindiah, c'était courir les chances d'une destruction complète, et dans tous les cas exposer ses bagages, dont l'ennemi ignorait encore l'emplacement. Attendre l'arrivée de Stevenson, c'était remettre l'affaire au lendemain, et suivant toute apparence perdre l'occasion de détruire l'armée mahratte et de mener la guerre à une conclusion rapide. D'un autre côté, livrer bataille à des forces si considérables avec 8,000 hommes, dont 1,500 européens seulement, 17 pièces de canon et un bétail de trait exténué de fatigue, c'était une résolution des plus audacieuses, un *parti désespéré,* comme le disait Wellesley lui-même dans sa lettre du 1er novembre, au colonel Munro. Cependant cette résolution, promptement et vigoureusement exécutée, pouvait conduire à un grand résultat, et trouver sa justification dans les circonstances exceptionnelles où était l'armée anglaise. Il n'en fallut pas davantage pour décider le général en chef.

Un coup d'œil rapide jeté sur la position ennemie lui donna la conviction que l'attaque devait être dirigée contre la gauche (2).

En faisant une reconnaissance de ce côté, il trouva comme il s'y était attendu, un gué sans défense près d'un vienx fort appelé Pepulgaon. Sa principale colonne fut immédiatement dirigée sur ce point, avec ordre de déborder la gauche ennemie. Protégée en arrière par la cavalerie anglaise, et sur son flanc droit par la cavalerie des Mahrattes et du Mysore (3), cette colonne attaqua le village au milieu d'une grêle effroyable de

---

(1) D'après WELLESLEY : lettre du 28 septembre au major Shawe : «Sur ces 128 canons,» dit-il, « 100 furent pris, et 20 jetés dans la rivière ou dispersés le long de la route. »

(2) « La défaite du corps d'infanterie, » dit WELLESLEY dans sa dépêche au gouverneur général « me paraissait plus probable. »

La gauche cependant était plus forte et mieux défendue que la droite, où se trouvait la cavalerie ; mais Wellesley savait par expérience que la cavalerie indienne ne tient jamais quand l'infanterie est mise en déroute. Au surplus, devant la gauche se trouvait le seul point de passage de la rivière qui couvrait le front de l'ennemi.

(3) *Rapport de Wellesley au gouverneur général*, 24 septembre 1803.

projectiles, avec un ensemble et un courage au-dessus de tout éloge : « Les troupes, dit M. Barchou de Penhoën (1), marchaient en bon ordre, et en conservant soigneusement leurs intervalles comme à une revue. Le calme et le sang-froid de ce petit nombre d'hommes frappèrent les Mahrattes d'étonnement. »

La faible artillerie de Wellesley fut bientôt mise hors de combat et obligée de prendre la queue de la colonne (2). Cette circonstance ne ralentit point l'ardeur de l'infanterie anglaise, qui se jeta la baïonnette en avant sur les lignes ennemies. Le plus grand succès couronna cet effort héroïque. La cavalerie de Scindiah, qui menaçait de charger en flanc et à revers (3) fut tenue à distance; l'artillerie, dont le feu bien dirigé avait fait tant de mal, abandonna ses canons, et l'infanterie, trois ou quatre fois plus nombreuse que celle de l'armée coloniale, fut obligée de battre en retraite.

Les cipayes se lancèrent à la poursuite des fugitifs avec une ardeur extrême, mais qui pensa leur devenir funeste.

Un grand nombre de Mahrattes, en effet, s'étaient blottis sous les canons; d'autres feignaient d'être morts. A peine les cipayes les eurent-ils dépassés qu'ils se relevèrent et dirigèrent leurs pièces sur les assaillants.

Cette canonnade engagea quelques corps ennemis à s'arrêter et à faire volte face, pendant que la cavalerie de Scindiah, qui avait constamment serré de près les troupes coloniales, se montrait encore à petite distance.

Le combat reprit aussitôt sur plusieurs points, et la situation devint fort critique pour l'armée victorieuse, que la poursuite avait désunie. Wellesley s'en aperçut, et pour

---

(1) T. V, p. 38.

(2) D'après Mac Farlane, elle resta en arrière faute de bœufs; d'après Sherer et Maxwell, parce que l'artillerie ennemie l'avait réduite au silence.

(3) *Rapport de Wellesley au gouverneur général.*

conjurer le danger se précipita incontinent avec le 78e de ligne et le 7e de cavalerie indigène au milieu des troupes ralliées. Cette charge meurtrière le rendit maître une seconde fois de l'artillerie des Mahrattes et de tout le champ de bataille (1). Le cheval qu'il montait fut tué d'un coup de canon; c'était le deuxième qu'il perdait dans cette journée (2). Jamais sir Arthur ne paya plus vaillamment de sa personne.

Un peu avant la charge finale, le colonel Maxwell avait trouvé la mort en attaquant, à la tête de sa brigade, une colonne de fuyards qui venait de se rallier.

Quatre-vingt-dix-huit canons et toutes les munitions de Scindiah tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Il y eut 1,200 hommes tués sur place et 800 dans la poursuite; les blessés, au témoignage de Wellesley, étaient répandus sur tous le pays (3); il paraît que le nombre s'en élevait à plus de 6,000 (4). Les artilleurs furent presque tous hachés sur leurs pièces, et l'on trouva des rangs entiers de soldats couchés par terre.

L'ennemi aurait éprouvé des pertes plus grandes encore, sans l'erreur que commit le 74e en commençant trop tôt l'attaque du village (5), erreur qui non-seulement coûta beaucoup de monde aux Anglais, mais obligea encore leur général à faire donner la cavalerie pour dégager les troupes compromises. Il résulta de cet incident qu'à la fin de la journée, les chevaux se trouvèrent hors d'état de poursuivre l'armée battue.

Les pertes du côté des Anglais s'élevèrent à 44 officiers et à 365 soldats tués; à 126 officiers et à 1,841 soldats blessés (6).

---

(1) Voir BARCHOU DE PENHOEN, t. V, p. 40 ; SHERER, t. I, p. 61, et MAXWELL, t. 1, p. 139.

(2) *Lettre du 3 octobre à Henri Wellesley.*

(3) Au lieutenant-colonel Close, 24 septembre 1803.

(4) M. Petit de Baroncourt évalue le nombre des morts et des blessés à 4,000.

(5) Cette erreur doit être imputée à l'officier que Wellesley chargea d'exécuter ses ordres. Voir le *Recueil choisi des dépêches de Wellington*, p. 393 et 403.

(6) *Rapport officiel.* D'après ce même rapport, la cavalerie eut 305 chevaux tués et 78 blessés.

Ces pertes, comparées à l'effectif de l'armée coloniale, prouvent que jamais bataille plus meurtrière ne fut livrée dans l'Inde. On admet généralement que Wellesley n'avait à la journée d'Assye que 4,500 hommes (1,600 de cavalerie et 3,900 d'infanterie), et que sur cet effectif un tiers seulement, ou 1,500 hommes étaient anglais (1); MM. Barchou de Penhoën, Xavier Raymond, Sherer, Southey, Petit de Baroncourt, Stocqueler, Mac Farlane, Jomini et d'autres historiens ont adopté ces chiffres; Alison et Maxwell, au contraire, estiment les forces de Wellesley à 8,000 hommes présents sous les armes. Comme Gurwood et les dépêches officielles gardent le silence sur ce point, il est difficile de dire laquelle des deux évaluations doit être préférée. Nous inclinons cependant pour la dernière, par la raison qu'au mois d'août, l'effectif de la division de Wellesley, d'après une situation officielle, s'élevait à 8,903 hommes (2), et que dans une lettre adressée le 1er novembre au colonel Munro, sir Arthur affirme que la division Stevenson *était de force égale sinon supérieure* à la sienne. Or, cette division, qui d'après les documents de l'état-major comptait au mois d'août 7,920 hommes (3), ne devait pas être sensiblement réduite le 1er novembre, puisqu'elle n'avait pas eu de combat à soutenir.

Il est possible au reste que les auteurs qui se sont prononcés avec tant d'unanimité pour le chiffre de 4,500 hommes, n'aient tenu compte que des troupes réellement engagées.

La bataille fut gagnée par les régiments d'infanterie, qui

---

(1) D'après M. Barchou de Penhoën, Wellesley avait 1,200 hommes de cavalerie européenne et indigène, 1,300 hommes d'infanterie et d'artillerie européennes, et 2,000 cipayes.

(2) Ce chiffre comprenait 1,347 hommes de cavalerie indigène, 384 de cavalerie anglaise, 1,368 d'infanterie anglaise.

Wellesley avait en outre sous ses ordres 2,400 hommes de cavalerie du radjah de Mysore et 3,000 de cavalerie mahratte. (*Lettre du gouverneur général à la cour des directeurs.* — GURWOOD, t. II, p. 188.)

(3) *Lettre du gouverneur général à la cour des directeurs.* — Voir GURWOOD, t. II, p. 188.

attaquèrent le village à la baïonnette; la cavalerie anglaise ne prit qu'une part secondaire à l'action, et celle des Mahrattes et du radjah de Mysore fut pour ainsi dire inutile. On peut donc affirmer que les troupes de Scindiah, à la journée d'Assye, combattirent dix contre un, et que le tiers au moins de l'armée coloniale resta sur le terrain, fait sans exemple dans l'histoire.

« Jamais » dit Southey (1), « une bataille ne fut gagnée avec tant de chances contraires. L'ennemi avait dix fois plus de combattants; ses troupes, disciplinées, commandées par des officiers européens, étaient en nombre double de celles de l'armée coloniale, et son artillerie, servie avec le plus grand sang-froid, avait une telle prépondérance, qu'elle mit dès le premier feu toutes les pièces de Wellesley hors de service. »

Le général en chef s'estima très-heureux du résultat obtenu, bien que l'obscurité de la nuit et la fatigue de sa cavalerie l'eussent empêché de tirer de sa victoire tout le parti qu'elle offrait : « Cette bataille, » dit-il, « a été la plus sérieuse que « j'aie jamais vue et qui ait été, je crois, livrée dans l'Inde. « La canonnade de l'ennemi fut terrible » (2). . . . « Je ne « trouve pas d'expression assez forte pour la belle conduite « des troupes. Elles ont marché dans le meilleur ordre, et « avec la plus grande fermeté, sous un feu des plus meurtriers (3). »

Quelques auteurs prétendent que l'infanterie de Scindiah trahit son chef pendant la bataille, et donna ainsi la victoire facile aux Anglais. Ils ajoutent même que Wellesley avait été prévenu de ce fait, et que par conséquent sa résolution d'atta-

---

(1) *Quaterly-Reviev*, t. XIII, p. 225.

(2) Au colonel Murray, 13 octobre 1803. Dans sa lettre au général Stuart, écrite le lendemain de la bataille, Wellesley dit que la canonnade fut « la plus vive qu'on eût jamais vue, dans l'Inde. »

(3) *Rapport au gouverneur général*, 24 septembre.

quer le 23 fut la chose du monde la plus naturelle. Mais rien ne justifie cette assertion, ni les documents officiels, ni les relations des militaires en position d'être bien informés. Le général Wellesley, dont la véracité ne saurait être mise en doute, et qui pousse la franchise dans sa correspondance jusqu'à révéler des fautes auxquelles personne n'aurait songé, affirme que l'infanterie de Scindiah *se battit bien et défendit ses canons jusqu'à la dernière extrémité* (1).

La cavalerie, dont l'organisation était défectueuse, fit moins bien son devoir; mais elle ne déserta point.

Au reste, la reprise des hostilités après l'enlèvement des canons, les charges de Wellesley et de Maxwell contre les troupes ralliées des Mahrattes, et plus encore le nombre des tués et des blessés qui, de part et d'autre, restèrent sur le champ de bataille, prouvent bien qu'il n'y eut ce jour-là ni défection ni panique.

« La résistance des Mahrattes, dit un auteur français (2) fut héroïque; les canonniers périrent sur leurs pièces; des corps entiers d'infanterie se firent hacher en morceaux aux postes qui leur avaient été assignés, sans reculer d'un pas. » Si la cavalerie avait eu les qualités des deux autres armes, et si l'ennemi surtout n'avait pas laissé libre au delà de son flanc gauche un des gués de la Kaitna (3), la petite armée de Wellesley aurait été exterminée.

Ce fut donc une inspiration des plus hardies, et non pas un calcul fondé sur la défection où la faiblesse de l'ennemi qui porta le général anglais à combattre des forces décuples des siennes, et couvertes en front par une rivière importante. La bataille d'Assye passera toujours pour une des plus auda-

---

(1) Au lieutenant général Stuart, 24 septembre 1803; et au major Shawe, même date.

(2) *Histoire d'Angleterre*, par MM. ROUJOUX et MAINGUET. — Voir aussi BARCHOU DE PENHOEN.

(3) Au major Shawe, 24 septembre, et au lieutenant-colonel Munro, 1er novembre 1803. Il n'était pas possible de traverser la Kaitna sur un autre point.


BATAILLE D'ASSYE,
23 Septembre 1803.
Dernière position des Mahrattes
Sippoorah
Baboolgaon
Assye
Bokerdun
Borekerry
Kaitna R.
Jooee R.
Kodully
Taunklee
Waroor
Garkoor
Pepulgaon
Cav de Maxwell
Cav Mysorienne
Tente rouge: Armée Coloniale marchant à l'attaque.
Id. bleue: 1re position des Mahrattes.
A Position de l'armée Coloniale, au moment de l'attaque
B 2e position de l'Inf. Mahratte.
C 3e position de l'Inf. Mahratte
D 3e id " , Coloniale.
E 3e id. " la Cav. Anglaise

cieuses entreprises de ce général, que certains auteurs représentent comme doué seulement des qualités nécessaires à la guerre défensive !

L'armée victorieuse fut rejointe le lendemain sur le champ de bataille par la division du colonel Stevenson.

Cette dernière, forte de 8,000 hommes environ, poursuivit quelque temps les restes éparpillés de l'armée de Scindiah, puis, revenant sur ses pas, mit le siége devant Burhampoor (1) et Assirghur (2). Wellesley se chargea de couvrir ces siéges, d'assurer la marche des convois et de protéger en même temps les États du nizâm et du peschwah. Toutes ces opérations réussirent complétement, grâces à la vigilance des généraux et à la rapidité avec laquelle ils exécutèrent leurs marches.

Bientôt cependant les troupes commencèrent à sa plaindre des fatigues et des privations auxquelles ces courses aventureuses les exposaient.

L'argent était épuisé, et les chefs indigènes ne faisaient aucun effort pour en trouver. Les vivres aussi devenaient de plus en plus rares. Sans le secours des *Brinjarries,* que Wellesley sut attirer à lui dans un moment si critique, les opérations auraient été entravées à cause du manque de grains, de bœufs et de moyens de transport (3). « Les gens du nizâm, » écrivait-il le lendemain de la bataille d'Assye, « se comportent bien mal, et son gouverneur à Dowlutabad a refusé de « recevoir mes blessés . . . . . Voilà comme nos meilleures « dispositions sont entravées, et ces gens-là se disent pourtant nos bons alliés (4) ! »

---

(1) Cette place fut prise sans difficulté le 16 octobre.

(2) Le pettah de cette importante forteresse du radjah de Berar fut très-facilement enlevé; mais le fort dut être battu en brèche ; il ne se rendit que le 21 octobre.

(3) Voir la lettre du 28 septembre au major Kirkpatrick.

(4) Au lieutenant-colonel Close. Dans une lettre du 13 janvier 1804, au major Shawe il dit : « Le nizâm n'a pas donné un sou. »

Cinq semaines après, sir Arthur renouvela ces mêmes plaintes et laissa percer le même découragement : « Ces expé-« ditions, je le crains bien, ne pourront durer. Si on les aban-« donne cependant, ce pays-ci est tellement dépourvu de tout « gouvernement et de moyens de défense, qu'il sera nécessai-« rement perdu. Je suis malade d'avoir à me mêler de ses « affaires, et il est impossible de dire dans quel état elles « sont (1). »

Le peschwah, malgré toutes les obligations qu'il avait à l'armée coloniale, se conduisit encore plus mal que le nizâm.

« Il n'a aucune sympathie pour le bien public, » écrivait sir Arthur (2) « et ses sentiments sont affreux. Je n'ai pas de « preuves positives qu'il ait trahi, mais j'ai de graves « soupçons qu'il l'a fait... »

Pour tirer son armée de cette situation difficile et payer les *Brinjarries,* que retenait seulement l'appât du gain, Wellesley leva une contribution à Burhampoor et vendit les marchandises trouvées à Assirghur ; mais le gouverneur général n'approuva point cette résolution, contraire, disait-il, aux usages de l'Inde, et le général en chef dut se justifier d'avoir sauvé la vie de ses troupes, l'honneur et les intérêts de la colonie ! (3)

Cependant Scindiah ayant perdu tout espoir de reprendre les hostilités avec quelques chances de succès, après le rude échec qu'il venait d'éprouver, envoya le 6 novembre un négociateur offrir une suspension d'armes aux Anglais. Wellesley accepta cette offre pour plusieurs raisons. D'abord, en forçant l'ennemi à évacuer ses possessions dans le Deccan, il avait atteint le but qu'il s'était proposé ; en second lieu, l'armée anglaise se trouvait hors d'état de poursuivre la ca-

---

(1) Au lieutenant-colonel Munro, 1er novembre 1803.
(2) 26 janvier 1804, au major Shawe.
(3) Voir ses lettres du 13 janvier 1804 au major Malcolm et au major Shawe.

valerie mahratte, qui pouvait encore lui faire beaucoup de mal et entraver surtout ses opérations dans le Berar (1) ; enfin, la suspension d'armes accordée à Scindiah et le refus de cesser la guerre avec le radjah permettaient de rompre les liens qui existaient entre ces deux alliés, en séparant leurs intérêts et leurs causes.

C'était un coup habile qui disloquait la confédération et préparait les voies à un arrangement définitif. « Je sais bien » disait Wellesley, « que cette cessation des hostilités est « contre toutes les règles ; mais dans cette occurrence, je « crois qu'il y a des règles dont la violation est plus avanta- « geuse au bien général que ne le serait leur observation (2). » Le comte de Mornington ayant approuvé cette manière de voir, le vainqueur d'Assye fut chargé de négocier un traité de paix, en se conformant toutefois aux vues générales qui lui avaient été indiquées.

Les bases de cet arrangement étaient difficiles à établir, non-seulement à cause de la mauvaise foi et de la duplicité de Scindiah, mais parce que de nombreux intérêts, presque tous opposés l'un à l'autre, se trouvaient en jeu (3).

Les idées que Wellesley émit à cette occasion sont remarquables. Il proposa entre autres (4), d'obliger le nizâm à tenir sous les armes des forces plus nombreuses et mieux organisées. « Sans cela, » disait-il, « tout ira bien en apparence à « Hyderabad et dans les dépêches du résident au gouver- « neur général, mais en réalité et au fond, tout ne sera que « faiblesse et confusion, et à la fin le gouvernement du « nizâm tombera en poussière. »

Il insista fortement aussi pour qu'on ne renvoyât pas les

---

(1) *A Henri Wellesley*, 24 *janvier* 1804.

(2) Au général Stuart, 23 novembre 1803.

(3) Les intérêts de la colonie, de Scindiah, du peschwah et du nizâm étaient directement en cause dans cette négociation.

(4) *Au gouverneur général*, 11 *novembre* 1803.

troupes de Scindiah, ni celles des autres chefs que la colonie pourrait être dans le cas de soumettre encore. Ce renvoi lui semblait impolitique et dangereux, parce que les soldats licenciés n'ayant d'autre ressource que le métier des armes se dispersaient pour se livrer au brigandage, ou allaient grossir les rangs des chefs ennemis (1). Ainsi le renvoi des forces du nizâm avait augmenté la puissance du radjah de Berar et de Scindiah, comme sans doute la ruine des établissements militaires de ces derniers augmenterait les ressources d'Holkar, le seul ennemi, encore redoutable, de la domination anglaise.

Wellesley pensait d'ailleurs que les *forces auxiliaires* de la colonie étaient insuffisantes pour maintenir l'ordre dans des contrées d'une vaste étendue: « Leur nombre, » disait-il, « devrait être doublé ou triplé pour réprimer les bandits qui « troublent la sécurité de ces États (2). »

Après avoir signalé cet inconvénient avec plusieurs autres, il demanda que les alliés de la Compagnie fussent obligés, par le traité de paix, à maintenir leur puissance militaire intacte : « Le comte de Mornington, » dit-il, « n'a jamais eu ce tableau « devant les yeux. Personne n'a eu tant d'occasions que « moi d'examiner ce sujet sous toutes ses faces, et peut-être « même qu'on n'y a jamais fait attention. Le remède est « évidemment de forcer les alliés à conserver leur établis- « sement militaire. Ce serait le premier pas. Je voudrais en- « suite ne plus leur donner de secours pour diriger leur gou- « vernement intérieur, excepté lorsqu'il s'agirait de combat- « tre de formidables rébellions (3). »

On objecta que son remède était contraire au principe sur

---

(1) Voir encore sa lettre du 26 février 1804 au major Shawe, où il prouve que le licencement des armées des princes soumis doit engendrer le pillage et obérer les populations, par les subsides énormes qu'elles sont obligées de fournir à l'Angleterre pour l'entretien d'un nombre suffisant de troupes.

(2) Au major Shawe, 14 janvier 1804.

(3) 26 février 1804 : au major Shawe. (Le major Shawe était attaché au gouverneur général.)

lequel tous les traités d'alliance avaient été fondés, principe qui consistait à mettre à côté de chaque prince, soumis ou protégé, une force auxiliaire, afin de le tenir, pour le maintien de l'ordre et la défense extérieure, dans la dépendance de la colonie.

Wellesley eut beau démontrer que ce principe donnait des résultats fâcheux, qu'il entraînait à des dépenses énormes (1), qu'il remplissait les États subsidiaires de bandes de pillards, qu'il troublait l'ordre et la sécurité, sources premières de toute richesse (2), — on ne voulut point l'écouter, et on persévéra dans le système contraire, uniquement parce qu'on le croyait favorable au développement de la puissance anglaise.

Cependant Scindiah, tout en faisant poursuivre les négociations (3), méconnut les clauses de l'armistice au point de réunir ses troupes à la plus grande partie de l'armée du radjah (4), avec lequel la guerre n'avait point cessé. Comme ces forces empêchaient Stevenson de commencer le siége de l'importante place de Gawilghur, Wellesley se mit en marche pour les détruire de concert avec lui. La jonction des deux armées se fit très-heureusement le 28 novembre, à Parterley (5). Voyant l'ennemi disposé à tenir ferme, il l'attaqua le même jour en avant du village d'Argaum, bien que ses troupes eussent fait depuis le matin 26 milles par de fortes chaleurs (6), et que déjà le soleil commençât à baisser.

Il avait alors 14 bataillons d'infanterie, 6 régiments de cavalerie, en tout 14,000 hommes, non compris

---

(1) Au major Malcolm, 9 avril 1804.

(2) Le 26 février 1804, au major Shawe.

(3) A cette époque, le traité était signé, mais non encore ratifié par Scindiah.

(4) Cette fraction, composée en grande partie d'infanterie et d'artillerie, était commandée par Ragojée-Bhoonslah, fils du radjah.

(5) Depuis plus de deux mois, il avait été séparé de Stevenson par une distance de près de 300 milles. Wellesley avoue que cette concentration, dans un moment si critique, fut un des incidents les plus heureux de son expédition.

(6) *Rapport au gouverneur général*, 30 novembre 1803, et lettre à Henri Wellesley, 24 janvier 1804.

4,000 cavaliers irréguliers. Les forces de l'ennemi, commandées par Scindiah en personne et par le frère du radjah de Berar, s'élevaient à 40,000 hommes environ.

L'infanterie et les canons du radjah étaient à gauche du centre; l'armée de Scindiah, consistant en un corps de grosse cavalerie, était à droite, et sur chacune des ailes se trouvait de la cavalerie légère. La ligne de bataille avait au delà de 5 milles de longueur; en arrière étaient le village, les vastes jardins et les clôtures d'Argaum, et sur le front s'étendait une plaine traversée par un cours d'eau. Wellesley attaqua sur deux lignes, en avançant l'aile droite pour serrer la gauche de l'ennemi. Ses troupes marchèrent dans le plus grand ordre et ne parurent point se ressentir de leurs fatigues; mais, à la première décharge, trois bataillons de cipayes, qui s'étaient admirablement comportés à la bataille d'Assye, éprouvèrent une terreur panique et lâchèrent pied (1).

Wellesley heureusement se trouva assez près de ces bataillons pour les rallier à temps et rétablir l'ordre de bataille :

« Si je n'avais pas été là, » dit-il, « je suis convaincu que « la journée eût été entièrement perdue pour nous (1). »

Après une tentative inutile de la cavalerie de Scindiah pour enfoncer la gauche de la première ligne, composée d'infanterie anglaise, l'armée mahratte, mise en désordre par la retraite de cette cavalerie, abandonna le terrain, laissant 38 pièces de canon et toutes ses munitions sur le champ de bataille (3). Un clair de lune favorable permit à la cavalerie de Wellesley de poursuivre l'armée pendant plusieurs milles, et de lui faire essuyer des pertes sensibles.

---

(1) *Rapport au gouverneur général*, 30 novembre 1803.

(2) Au major Shawe, 2 décembre 1803; au lieutenant général Stuart, 3 décembre 1803.

(3) SHERER, t. I, p. 64. — Voir pour de plus grands détails les *Military remintcences* du colonel WELSH.

Les Anglais s'emparèrent de toute l'artillerie, d'un grand nombre d'éléphants, de chameaux et de bagages. Ils n'eurent que 46 hommes tués et 308 blessés (1).

Sir Arthur était resté à cheval depuis six heures du matin jusqu'à minuit. S'il avait pu engager le combat une heure plus tôt, les forces ennemies auraient été complétement détruites.

La victoire d'Argaum fit une grande impression dans tout le pays, et provoqua la désertion d'une partie de l'armée mahratte (2).

Le 31, Wellesley se mit en marche pour Gawilghur. Cette place célèbre appartenant au radjah, était située dans une forte position, sur la crête de partage entre les sources de la Poonah et celles de la Taptie. Elle tirait sa principale defense de deux forts: l'un au Sud, couronnant un rocher à pic (c'était le *fort intérieur*), et l'autre au Nord, interdisant l'entrée du premier (c'était le fort *extérieur*). Des remparts flanqués de tours et des murs solidement construits (3) enveloppaient la ville, où l'on ne pouvait entrer que par trois portes ouvrant sur des défilés étroits, ou sur des chemins exposés au feu de la garnison.

---

(1) GURWOOD, t. II, p. 559. On ne connaît pas les pertes de l'ennemi ; mais Wellesley, dans une lettre, adressée le 2 décembre au major Shawe, affirme qu'elles furent très-grandes.

(2) Wellesley au lieutenant-colonel Close, 6 décembre 1803.

(3) *Le* 15 *décembre* 1803, *au gouverneur général* : « Les remparts de Gawilghur se composaient de murs solides, surmontés de parapets et flanqués de tours. »

L'ennemi avait une très-haute opinion de cette place et attachait une grande importance à sa conservation. Elle était couverte depuis Ellichpoor par un groupe de montagnes escarpées. La division de Stevenson éprouva d'immenses difficultés à franchir cet obstacle. Toute sa grosse artillerie et ses fourgons durent être traînés à bras d'hommes sur une longueur de 30 milles, et par des chemins que la troupe fut obligée de pratiquer elle-même. Cette opération terminée, on put commencer le siége. Les batteries ouvrirent le feu dans la nuit du 12 décembre; quatre jours après, les murs extérieurs de la porte du Sud offraient une brêche assez grande pour donner l'assaut. En conséquence, le 17, un détachement fut dirigé sur cette porte pendant qu'un autre détachement fesait une fausse attaque sur la porte du Nord-Ouest. Aussitôt que la garnison vit le haut de la brêche garni de baïonnettes anglaises, elle chercha son salut dans la fuite et se dirigea en toute hâte vers la porte du Nord-Ouest, où elle se trouva de nouveau en présence de l'ennemi, qui la tailla en pièces. Ce succès assura aux Anglais la possession du fort extérieur. Restait à prendre celui du Sud, qui semblait devoir offrir une plus longue résistance. Après avoir vainement essayé d'enfoncer la porte de ce fort, on découvrit un endroit où les murs pouvaient être escaladés. Le capitaine Campbell s'y précipita avec un régiment d'infanterie légère; il atteignit le haut des murs, et parvint à ouvrir l'entrée à un de ses détachements. Les Anglais se répandirent au même instant dans l'ouvrage et passèrent la garnison au fil de l'épée (1).

Ce siége, qui coûta à l'armée coloniale 126 hommes seulement, fut très-meurtrier pour l'ennemi. Le gouverneur, les principaux officiers et la plupart des défenseurs y perdirent

---

(1) *Campaign's of the duke of Wellington.*

la vie (1). On trouva dans la place 52 canons, 2,000 fusils anglais et 150 pièces de rempart, d'une demi-livre à une livre de balles (2).

Bien que la division de Wellesley eût coopéré à ce résultat, la plus belle part en revint néanmoins aux troupes de Stevenson, qui avaient donné l'assaut et soutenu le combat le plus meurtrier.

Toujours juste et bienveillant envers ses subordonnés, sir Arthur se plut à constater ce fait, dans un ordre du jour à l'armée. Il se montra particulièrement satisfait de ce que ses efforts pour déraciner les habitudes de pillage qui existaient dans l'Inde, avaient obtenu un premier résultat : son armée, une heure après l'assaut de Gawilghur, était sortie de cette place avec autant d'ordre que si elle n'avait fait que la traverser (3).

Pendant le siége, les négociations avaient marché rapidement : le radjah de Berar conclut avec Wellesley un traité d'alliance à la date du 17 décembre, et Scindiah, privé de troupes, d'argent et d'alliés, signa un traité semblable le 30 du même mois.

En vertu de ces traités, les princes mahrattes devaient céder à la Compagnie un territoire de 4,200 lieues carrées, donnant un revenu de 3 millions sterling, et renfermant Delhi, Agra, Gwalior, Gohud, Baroach, Ahmednuggur et autres places importantes. Ils devaient en outre s'engager à ne prendre aucun européen à leur service, sans la permission de la Compagnie.

---

(1) *A Henri Wellesley*, 24 *janvier* 1804.

(2) Il faut entendre sans doute par cette désignation de très-petites bouches à feu, servant à lancer des boulets du poids d'une demi-livre et d'une livre.

(3) Au colonel Stevenson, 17 décembre 1803.

Le gouverneur général se montra fort satisfait de ce résultat, qui dépassait son attente (1).

« Votre traité avec le radjah de Berar » écrivit-il le 9 janvier 1804, à sir Arthur, « est sage, honorable, glorieux; « j'en éprouve un grand orgueil, et je suis convaincu qu'il « formera un point brillant dans l'histoire de cette contrée, « un noble couronnement *(termination)* de votre gloire mili- « taire. »

Dans sa lettre du 11 février, il exprima la même satisfaction à l'égard du traité avec Scindiah, qu'il appela « *une glorieuse et brillante fin de la guerre.* »

Quoique Wellesley eût été dirigé dans ces négociations par les vues générales de son frère, il est certain qu'il y déploya un véritable talent, et que la Compagnie n'aurait pas obtenu des conditions aussi avantageuses, si son négociateur n'avait su gagner la confiance des chefs ennemis par sa franchise et sa loyauté, vertus rares dans l'Inde, et dont le vainqueur des Mahrattes faisait un cas extrême.

S'il ne craignait pas de recourir, dans certaines circonstances, à l'intrigue pour déjouer l'astuce et la mauvaise foi des princes indigènes, et si au début de la guerre, il avait proposé de tenter la vénalité des Mahrattes, pour savoir ce qui se passait dans les conseils du peschwah (2), jamais cependant il ne se serait permis d'être infidèle à ses promesses

---

(1) Dans sa lettre du 13 janvier 1804 au major Shawe, Wellesley dit lui-même qu'il croyait avoir obtenu plus que n'espérait son frère. «I believe I have made a better peace than he expected.»

(2) Il fit une proposition de ce genre à Close, le 5 août 1803, en ajoutant cette recommandation expresse : « Si vous envoyez ma lettre au gouverneur général, je vous re- « commande que ce soit par une occasion particulière, attendu que le sujet qu'elle traite « n'est pas très-convenable à mettre sous les yeux du public, quoiqu'il soit nécessaire de ne « pas le négliger. »

Le 26 octobre, il écrivit encore au même : « Les Mahrattes ont été renommés par la facilité « avec laquelle ils se laissaient corrompre, mais nous ne les avons jamais tentés à cet égard.»

Il faut dire, à propos de ces lettres, qui pourraient donner une fausse idée du caractère de Wellington, que le peschwah était l'allié des Anglais, et que ses ministres, en ne donnant aucun renseignement au général en chef, paraissaient vouloir se faire acheter comme ceux du nizâm l'avaient été dans une guerre précédente.

ou à ses engagements. Cette droiture fut d'autant plus remarquée dans l'Inde, que lord Clive, Hastings et d'autres personnages célèbres ne s'étaient point fait scrupule de commettre, dans certaines circonstances, et de glorifier même des actes d'une déloyauté flagrante.

Le succès avait justifié ces actes aux yeux de bien des gens; mais sir Arthur Wellesley ne se fût pas contenté d'une pareille justification: son mérite le plus incontestable est d'avoir réussi dans toutes ses entreprises sans qu'on puisse lui reprocher d'avoir été jamais parjure, ni fourbe, ni cruel. Il doit être permis de rappeler ce fait, dans un temps où l'on a trouvé naturel qu'un général, appartenant à la nation la plus civilisée du monde , enfumât dans des grottes des femmes, des enfants et des vieillards sans défense!

CHAPITRE IV.

SERVICES RENDUS PAR WELLINGTON A L'EMPIRE DE L'INDE.

CHAPITRE IV.

SOMMAIRE :

Wellesley poursuit et met en déroute un parti de brigands réuni sur la frontière du Deccan. — Il organise les forces militaires du peschwah. — Donne des conseils pour écraser Holkar. — Demande à partir pour l'Europe. — Arrive à Calcutta. — Est obligé de reprendre la direction des affaires politiques et militaires du Deccan. — Résigne de nouveau ses pouvoirs et s'embarque en mars 1805. — Témoignages de regret et de sympathie que lui donnent les autorités et les habitants du pays. — Il est nommé chevalier de l'ordre du Bain. — Félicitations du roi et du Parlement. — Services de tout genre rendus par Arthur Wellesley à la colonie. — Ses idées sur l'avenir de l'Inde et sur le gouvernement de ce pays. — Réformes qu'il introduisit dans l'organisation des troupes et dans les différentes branches de l'administration. — Influence qu'il exerça sur les indigènes ; sa justice, sa loyauté, sa clémence, son désintéressement. — Parallèle entre Wellesley et lord Clive. — Conclusion.

Vers la fin de janvier 1804, Wellesley se mit en marche pour surprendre et tailler en pièces un corps de brigands réuni sur la frontière du Deccan. Ces aventuriers, dont les forces se composaient en grande partie de troupes à cheval, avaient battu un détachement du nizâm et se préparaient à de nouveaux coups de main.

Quoique souffrant, à cette époque, d'une maladie de reins

fort commune dans l'Inde, Wellesley exécuta des marches d'une rapidité extraordinaire (1). « La fatigue de cette expédition fut telle, dit Vieusseux, que le duc, après bien des années, en parlait encore comme du service le plus pénible qu'il eût jamais fait. » Ses troupes, pour atteindre les brigands, firent 60 milles en 30 heures (2) ; mais à peine se trouvèrent-elles en vue, que les brigands, avertis sans doute par un soldat de l'armée anglaise (3) levèrent leur camp avec la plus grande précipitation. On put néanmoins leur donner la chasse, les mettre en déroute, et s'emparer de leurs canons, de leur matériel et de la plus grande partie de leur bagage.

Après cet exploit, Wellesley, chargé de la direction des affaires politiques et militaires du Deccan et des États mahrattes, se rendit à Poonah pour organiser les forces auxiliaires du peschwah (4). Sa correspondance prouve que cette mission lui fut rendue pénible par le mauvais vouloir du prince, qui manifestait contre lui « la plus inconcevable jalousie (5). »

De Poonah, Wellesley se rendit à Seringapatam, d'où il écrivit peu de temps après au général Lake pour lui demander s'il ferait opposition à ce qu'il retournât en Europe, pour rétablir sa santé, qui commençait à se ressentir des fatigues et du climat de l'Inde (6).

Lake lui répondit le 12 mai : « Je puis vous assurer que, quelque répugnance que j'éprouve à me passer de vos services, de votre aide et de vos avis, pour avancer les opéra-

---

(1) « Le duc de Wellington a souvent cité cette expédition, comme la marche la plus rapide « qu'il eût jamais faite. » — Colonel GURWOOD, t. III, p. 44.

(2) « L'infanterie parcourut 60 milles, depuis la matinée du 4 jusqu'à l'heure de midi le 5, « et encore fit-elle halte de midi à huit heures, le 4. » WELLESLEY, paroles citées par MAXWELL, t. I, p. 189.

(3) *Wellesley au gouverneur général*, 5 *février* 1804, et au général Stuart, même date.

(4) Ces forces, composées d'Européens et de cipayes, étaient, comme toutes les forces auxiliaires, sous les ordres des résidents anglais.

(5) Au général Stuart, 14 février 1804.

(6) Voir sa lettre du 11 décembre 1804, au colonel Close, où il se plaint d'une attaque de fièvre aiguë, qui était venue compliquer les douleurs rhumatismales dont il souffrait depuis dix-huit mois.

tions dans lesquelles nous sommes maintenant engagés, je ne serai pas assez égoïste pour refuser la permission que vous sollicitez, etc., etc. »

Ayant obtenu quelques temps après un congé du gouverneur général, Wellesley résigna les pouvoirs politiques et militaires qu'il exerçait dans le Deccan (1), et se rendit à Calcutta, où il arriva dans les premiers jours d'août. En attendant qu'il reçût dans cette ville l'ordre de s'embarquer, il s'occupa d'une foule de questions relatives au gouvernement et à la pacification des États nouvellement conquis.

Au mois de novembre cependant, la situation des affaires politiques obligea le comte de Mornington à rétablir momentanément son frère dans le commandement du Deccan. Wellesley retourna donc à Seringapatam, où il ne tarda point à ressentir de nouvelles attaques de fièvre; cette circonstance, jointe à l'état satisfaisant de la contrée, le décida à faire une nouvelle demande pour quitter l'Inde. Le gouverneur général y accéda sans difficulté et, en conséquence, sir Arthur prit définitivement congé des habitants et de la garnison de Seringapatam, en février 1805 (2).

Nous devons faire observer, toutefois, que le délabrement de sa santé ne fut pas la seule raison qui engagea le vainqueur des Mahrattes à rentrer en Angleterre. A l'époque où il demanda pour la première fois un changement de position (en juin 1804), la colonie était en paix avec tous les princes guerriers de l'Inde, sauf avec Holkar dont l'armée, notablement réduite par la défection et la misère, ne semblait pas devoir tenir longtemps contre les forces de Lake, qui la

(1) Ces pouvoirs, bien plus étendus que ceux dont il avait été investi précédemment dans le Mysore, lui furent conférés le 26 juin 1803, dans les termes suivants : « I em power and « further direct you to assume and exercise the general direction and control of all the poli- « tical and military affairs of the british government in the territories of the nizâm, of the « peschwah and of the maharatta States and chiefs. » Comte de Mornington.

(2) Sa dernière lettre, datée de cette ville, est du 9 février.

serraient de près. Il n'y avait plus dès lors ni beaucoup de gloire à acquérir, ni de grands avantages à espérer. En Europe, au contraire, un vaste champ s'offrait à l'activité du jeune général, et lui-même avoue « qu'il n'était pas assez « vain pour croire que ses services militaires dans l'Inde « seraient mis en balance avec des services semblables, « rendus dans toute autre partie du monde (1). » . . . . « Je « crois, dit-il, avoir servi dans ce pays aussi longtemps que « le doit tout homme qui peut rendre d'autres services, et « qui a la perspective d'être employé en Europe de manière « à pouvoir très-vraisemblablement se produire (2). » Sir Arthur était d'ailleurs en ce moment fort ennuyé par les contestations que la mauvaise foi des princes indigènes soulevait à propos des traités qu'il avait conclus : « Tous, dit-il, « étaient d'abord enchantés de la paix ; mais le démon de « l'ambition paraît maintenant s'être emparé d'eux, et cha- « cun tâche, par des interprétations forcées, de gagner « ce qu'il peut. Toute cette affaire m'inspire le plus « profond dégoût (3). »

A ces puissantes raisons venait se joindre un secret déplaisir de la conduite peu généreuse qu'avaient tenus à son égard le gouvernement anglais et la cour des Directeurs. Depuis deux ans, il commandait une division ou plutôt un corps d'armée avec lequel il avait livré plusieurs combats et gagné deux batailles importantes. Or non-seulement on ne lui donna pas le grade de général de division, auquel il avait des droits si bien établis, mais on ne confirma pas même sa nomination à l'état-major de Fort-Saint-George, faite par le général Stuart. « Je pouvais m'attendre, dit-il, à cette « nomination, et cependant, sans la mort déplorable du

(1) Wellesley au major Shawe, 4 janvier 1805.
(2) Au major Shawe, 8 juin 1804.
(3) Au major Malcolm, 13 avril 1804.

« général Fraser, l'arrivée du général Smith aurait fait de « moi un surnuméraire (1). »

Quant à la cour des Directeurs, il se plaignait d'avoir été traité par elle avec peu de justice, « bien qu'il pût invoquer « ce fait sans exemple qu'il avait été employé sous tous les gou- « vernements de l'Inde, et mis en relation avec tous les rési- « dents politiques et avec beaucoup d'autorités civiles, sans « qu'il y eût la moindre trace sur les registres officiels, ni « dans la correspondance particulière qu'on eût désapprouvé « aucun de ses actes, porté une seule plainte contre lui, ou « signalé une apparence de mauvaise disposition de la part « d'une seule des autorités civiles ou politiques avec les- « quelles il avait été en rapport (2). »

Aucun général, depuis Robert Clive, n'avait fait autant pour la gloire et la prospérité de l'Inde. Toujours victorieux, à force de talent et de prévoyance, il put se féliciter, en quittant le théâtre de la guerre, « de n'avoir pas perdu un « seul convoi, ni la moindre partie des propriétés de la colo- « nie, pendant toute la durée de ses campagnes (3). »

Cependant le désir de retourner en Europe ne l'emporta point chez Wellesley sur la considération plus forte de l'intérêt public. Il ne demanda à partir que lorsqu'il ne restait plus rien d'important à faire. Dans plusieurs de ses lettres, il manifesta même l'intention de rester, « fût-ce plusieurs « années encore, si sa présence eût été de la moindre utilité « à la colonie (4). » C'était agir conformément à la règle qu'il avait tracée, quelques mois auparavant, en refusant à l'un de ses amis, le major Graham, l'autorisation de quitter Madras pour affaires de famille. Il avait écrit à cette occasion :

---

(1) Au major Shawe, 8 juin 1804 et 4 janvier 1805.
(2) Wellesley au major Shawe, 4 janvier 1805.
(3) Au gouverneur général, 17 janvier 1804.
(4) « Si le gouverneur manifeste le moindre désir que je reste ici, je demeurerai avec plai- « sir. » Au major Shawe, 8 juillet 1804.

« Un homme qui remplit un emploi et auquel sont « confiés de grands intérêts publics, doit mettre de côté « toutes considérations, les siennes propres comme celles « des autres (1). »

Avec le même patriotisme, sir Arthur, avant de s'embarquer pour l'Angleterre, crut devoir communiquer aux principaux officiers avec lesquels il avait été en relation ses idées sur l'avenir de la colonie, sur le moyen de la faire prospérer, d'y maintenir la paix et, au besoin, d'y continuer la guerre.

Au colonel Murray, détaché dans le Guzerat, il écrivit que pour obtenir l'appui des Mahrattes, « il devait les traiter « *avec la plus grande bienveillance et la plus grande dou-* « *ceur*, sans jamais oublier toutefois que ces peuples man- « quent de loyauté et qu'ils sont toujours prêts à trahir. »

Au lieutenant-colonel Wallace, successeur de Stevenson dans le commandement des troupes auxiliaires du nizâm, il donna d'utiles conseils sur la manière de conduire les affaires politiques (2).

A ce même officier, au colonel Murray et au général Lake, il exposa le système d'opérations le plus convenable pour soumettre les indigènes et en particulier Holkar, le seul prince mahratte qui fût encore ouvertement hostile à la colonie : « Ayez, leur disait-il, assez de vivres pour vous ren- « dre indépendants de vos magasins, au moins pendant tout « le temps nécessaire à l'expédition. Si l'ennemi approche « avec son infanterie et du canon, jetez votre bagage dans « quelque village fortifié, ou élevez, pour le mettre à l'abri, « de petites redoutes dans un lieu convenable. Laissez

---

(1) Poonah, 2 mars 1804.

(2) Il lui recommanda entre autres d'être discret sur toutes les affaires publiques, afin d'échapper à la nécessité de faire mystère de quelques-unes : pensée fine et juste que M. de Talleyrand n'eût pas désavouée.

« une garde avec ce bagage, et jetez-vous ensuite résolu-
« ment sur les bataillons en marche. Si vous les battez, la
« cavalerie lâchera pied...... Il n'y a pas de position où vous
« puissiez défendre votre camp contre une artillerie aussi
« formidable que l'est celle des Mahrattes.... Si vous avez de
« la cavalerie, harcelez les troupes ennemies aussi souvent
« que possible. Surtout ne vous laissez pas attaquer par elles
« dans votre camp (1)..... »

« Ne cherchez pas non plus à forcer leur position, car elles
« la choisissent toujours forte et presque inaccessible. Mais
« lorsque vous apprendrez qu'elles sont en mouvement, mettez
« en sûreté vos bagages et sortez de votre camp. Vous les ren-
« contrerez dans le désordre ordinaire d'une marche, et elles
« n'auront pas le temps de se former, car ce sont des trou-
« pes à moitié disciplinées. En tout cas, vous aurez l'avan-
« tage de les attaquer sur un terrain qu'elles n'auront pas
« choisi, et dont vous connaîtrez toutes les ressources. Une
« partie seulement de leurs forces sera engagée, et il se peut
« que vous obteniez une victoire facile (2). »

Ces recommandations annoncent un jugement sûr, mûri par l'expérience, et un esprit d'observation remarquable (3).

C'est pour n'avoir pas aussi bien compris la tactique des indigènes et le moyen de la déjouer, qu'un détachement

---

(1) Au colonel Murray, 14 septembre 1804.

(2) Au colonel Stevenson, 12 octobre 1803.

(3) Une lettre du 3 juillet 1804, au général Stuart, mérite également d'être signalée comme une preuve de la perspicacité du général Wellesley. Cette lettre embrasse l'hypothèse plus vaste d'une attaque générale de l'Indoustan par une armée européenne. On y trouve la même sagacité militaire, et, de plus, cette clairvoyance politique dont ses dépêches fournissent tant d'exemples. A propos des armements de la France et des préparatifs qui se faisaient alors à Boulogne et à Cherbourg : « Je n'ai jamais, dit-il, eu beaucoup de crainte d'une agression dans « l'Inde de la part d'un ennemi d'Europe, et encore moins dans la guerre présente, car l'en- « nemi paraît avoir employé ses ressources à un genre d'armement naval qui, selon toute « apparence, ne peut lui servir pour attaquer ce pays (3 juillet 1804). » Le résultat a pleinement confirmé cette judicieuse remarque, ainsi que la plupart de celles que Wellesley eut l'occasion de faire en quittant l'Inde.

de l'armée de Lake, sous les ordres du colonel Monson, fut complétement écrasé en 1804, par les troupes d'Holkar. Ce détachement, fort de 12,000 hommes environ, ne ramena au point de départ que le dixième de son effectif : désastre sans exemple, qui faillit provoquer un nouveau soulèvement des Mahrattes et détruire tout l'effet des victoires antérieures. Voici en peu de mots comment les choses s'étaient passées.

Holkar, qui détestait Scindiah, était resté neutre dans la guerre soutenue par la colonie contre ce prince et le radjah de Berar; mais, après les défaites successives des troupes de son rival, il avait réuni environ 100,000 hommes, presque tous montés, pour entreprendre une guerre de partisans.

Le général Lake s'était porté au-devant de cette multitude et l'avait mise en fuite sans difficulté. Un de ses subordonnés, cependant, le colonel Monson, laissé seul dans Malwa, à 200 milles de l'armée, avait été attaqué par les brigands et obligé de battre en retraite. Sa petite armée, forte de 4,000 soldats réguliers, de 3,000 cavaliers irréguliers et de 15 canons, fut rejointe à Rampoor par deux bataillons et 3,000 chevaux irréguliers. Holkar la suivit avec 20,000 cavaliers, autant de fantassins et 160 bouches à feu, et il sut si bien profiter du terrain et de l'inexpérience du colonel Monson, que celui-ci rentra dans Agra avec 1,000 soldats éclopés ou malades, sans artillerie, sans bagages et sans munitions (1). Les fatigues et la désertion lui avaient fait essuyer plus de pertes que les combats. Cette pénible retraite, qui s'accomplit en juillet et août 1804, faillit avoir les conséquences les plus graves, par l'effet moral qu'elle produisit dans l'Inde. Déjà Holkar assiégeait Delhi, quand Lake, reprenant l'offensive, le fit rétrograder (Vers le milieu d'octobre).

---

(1) MAXWELL, t. I, p. 208.

Le 13 du mois suivant, le général Fraser battit, aux environs de Deeg, 24 bataillons ennemis, appuyés par une forte cavalerie et 160 canons. Trois jours après, Lake en personne rencontra l'armée d'Holkar, forte de 20 à 30,000 hommes, à Furukabad, la mit en déroute sans éprouver de pertes sensibles (1). Les troupes ennemies qui parvinrent à se rallier se jetèrent dans Deeg. On mit aussitôt le siége devant cette place, dont la garnison se rendit sans condition le 23 décembre. Holkar abandonna au vainqueur son artillerie et ses magasins, qui étaient considérables, et se réfugia avec 4,000 cavaliers dans l'état de Bhurtpoor, où le radjah lui fit une réception amicale. Voulant obtenir satisfaction de cet acte d'hostilité, le général Lake vint assiéger la capitale du radjah. Malheureusement les travaux d'attaque n'eurent pas le succès qu'on en devait attendre, de sorte qu'après de nombreux assauts, où la valeur des troupes anglaises brilla d'un vif éclat, l'assiégeant dut renoncer à son entreprise et conclure, le 2 mai 1805 (2), un traité à la suite duquel le radjah transmit à Holkar l'ordre de quitter Bhurtpoor.

Le chef mahratte ne se laissa point abattre par ce nouveau coup de la fortune. Suivi de 3,000 à 4,000 hommes seulement, il alla trouver Scindiah, qui l'accueillit malgré le traité de paix conclu avec l'Angleterre. Les troupes de ce perfide allié, réunies à celles de Holkar, firent peu de temps après une excursion sur le territoire de la Compagnie; mais, rencontrées à 60 milles de Bhurtpoor par le général Lake, elles essuyèrent une déroute complète. Ce fut le dernier épisode de la guerre des Mahrattes et le dernier

---

(1) A Deeg, Fraser perdit 643 hommes, et les Mahrattes 2,000 hommes. A Furnkabad, Lake perdit 30 hommes, et Holkar 3,000 hommes. — Voir BARCHOU, t. V, p. 90.

(2) Les assauts de Bhurtpoor échouèrent, parce que les brêches étaient mal faites, et leur accès mal assuré. Lake eut 3,100 hommes et 103 officiers tués et blessés pendant ce siége, qui dura trois mois et vingt jours.

succès obtenu par l'habile administration du comte de Mornington.

Cet illustre homme d'État se trouvait depuis longtemps en butte à l'hostilité de la cour des Directeurs et d'une partie de la nation anglaise, qui attribuaient à une ambition démesurée la continuation de la guerre et les embarras financiers dont ils se plaignaient (1). Fatigué de cette opposition, il avait, dès le mois de décembre 1803, sollicité la permission de rentrer en Angleterre ; mais les événements qui survinrent l'obligèrent à différer son départ jusqu'au commencement de l'année 1805.

Son successeur, lord Cornwallis, arriva à Calcutta le 30 juillet : épuisé par l'âge et le travail, ce noble vieillard mourut deux mois après. En attendant la nomination d'un nouveau titulaire, George Barlow prit en main les rênes du gouvernement. Homme d'État médiocre et entêté, il soutint, contre l'avis du général Lake, la politique de paix que Cornwallis avait été chargé de rétablir ; et par suite lorsque Scindiah exprima l'intention d'acquiescer à un nouvel accommodement, il fut très-heureux de lui envoyer un négociateur au lieu d'une armée. Le vainqueur de Laswarri, formé à la grande école des Wellesley, aurait voulu, au contraire, qu'on punît le chef indien d'avoir soutenu Holkar et d'avoir fait arrêter un résident anglais ; mais ses remontrances furent dédaignées , et le trop faible gouverneur signa, le 23 novembre 1805, un traité auquel Scindiah ne devait certes pas s'attendre.

Holkar, qui avait dit lui-même, *tous mes États sont sur la*

---

(1) Ces embarras n'étaient que momentanés, puisque la richesse de la colonie s'était notablement accrue. Les habitants de Calcutta constatent ce fait dans le passage suivant d'une adresse au gouverneur général :

« Par cette heureuse conclusion d'une si courte et si glorieuse guerre, nous voyons les en-« nemis de l'Angleterre abaissés, l'influence française annihilée et nos ressources augmen-« tées. »

selle de mes chevaux, fut l'objet de ménagements pareils, et conclut, le 24 décembre (1), un traité non moins avantageux qui mit fin à la guerre des Mahrattes.

Le comte de Mornington retourna en Angleterre, mécontent de la cour des directeurs, mais enchanté du roi, qui l'avait nommé marquis de Wellesley, et convaincu d'ailleurs qu'il serait bientôt vengé des calomnies de la presse, par la gloire et les avantages impérissables qu'il avait assurés à sa patrie.

Sir Arthur n'intervint point directement dans la guerre contre Holkar; mais sa correspondance prouve qu'il la dirigea par ses conseils depuis le commencement jusqu'à la fin. Nous citerons particulièrement sa lettre du 17 mars 1804, au général Stuart et celle du 27 mai, au général Lake : dans l'une et l'autre, les projets du chef mahratte et les moyens propres à ruiner son influence sont indiqués avec une grande netteté de vues. Celle du 18 mars, au gouverneur général, contient un projet de plan de campagne en cas de rupture avec Holkar, événement qui à cette date n'était pas encore certain. Le gouverneur, à propos de cette lettre, écrivit à son frère, le 16 avril : « J'ai invité le général Lake à commencer les « opérations contre Holkar, dès que le temps le permettra, « et je vous autorise à coopérer avec lui. J'approuve entière« ment la disposition des troupes sous votre commandement, « aussi bien que le plan d'opérations militaires que vous « avez suggéré dans l'éventualité d'une guerre avec Djeswunt« Rao Holkar. »

Pour connaître exactement la part que prit Wellesley à cette guerre et l'influence qu'il exerça dans l'Inde, il faut lire encore son memorandum du 5 novembre 1804 (2), et celui du

(1) D'après quelques auteurs, le 27 janvier 1806.
(2) Gurwood, t. III, p. 530.

3 novembre de la même année (1), où il développe ses idées sur le mode d'opérations et de subsistances à prescrire au général Lake.

Ce dernier memorandum paraît avoir été demandé par le comte de Mornington, qui, à cette époque, recevait des plaintes fréquentes sur la misère des troupes envoyées contre Holkar.

Au moment de s'embarquer pour l'Angleterre, Arthur Wellesley insista une dernière fois pour qu'on forçât les alliés à entretenir des troupes dans l'intérêt de la sécurité et du bien-être de la colonie. « C'est le seul moyen, dit-il, d'être partout « sur nos gardes, de comprimer les révoltes et d'avoir la paix « intérieure. Jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, notre système « sera profondément vicié, et notre empire prêt à tomber « en poussière, par l'effet de sa trop grande faiblesse (2). »

Quand on réfléchit à l'instabilité des gouvernements et à la décadence progressive des États de l'Inde depuis un siècle, on se demande si Wellesley n'a pas eu raison de se plaindre du système suivi par les hommes d'État de l'Angleterre, et si la conquête par l'ordre et la civilisation n'eût pas été plus fertile en résultats avantageux que la conquête basée sur l'antagonisme des races, l'ignorance des peuples et la faiblesse des souverains indigènes. Matière délicate à traiter, parce qu'elle touche à l'avenir des possessions anglaises, aussi bien qu'à la réputation des hommes d'État qui ont fait prévaloir le système actuel. Cependant dans un ouvrage consacré à la biographie de Wellington, il faut bien rechercher si cet homme illustre a pu émettre, sur une question aussi importante, des idées qui ne seraient ni justes ni réalisables.

---

(1) GURWOOD, t. III, p. 534.

(2) Au colonel Close, 27 décembre 1804. — Voir également la remarquable lettre qu'il écrivit au major Shawe, le 26 février de cette même année, et les deux memorandum du 2 novembre sur l'état du gouvernement de Scindiah. — GURWOOD, t. III, p. 516 et 520.

En lisant les ouvrages de Sinclair, de Malcolm, de Héber, d'Alison, de Porter et autres écrivains anglais, on est tenté de croire que la péninsule du Gange a fait depuis quelques années des progrès remarquables. Mais ces auteurs, s'ils sont impartiaux, ont probablement jugé de l'état du pays d'après quelques faits isolés ou d'après la situation toute exceptionnelle de certaines villes maritimes, telles que Madras, Bombay et Calcutta. Ceux qui ont visité l'Inde dans toute son étendue, et qui ont comparé sans esprit de parti l'état actuel de ses peuples à leur état antérieur, sont arrivés à une conclusion bien différente : « Sous le rapport matériel, dit le comte de Warren, la situation des indigènes s'est empirée d'année en année, et sous le rapport moral, ils n'ont pas fait un progrès depuis Alexandre. » Telle est aussi l'opinion de Metcalf, de Henri Russell, de Macaulay, de Mill, de Montgommery-Martin et du célèbre Burke.

Ce dernier osa dire en pleine Chambre des Communes : « Si les Anglais avaient été chassés de l'Inde, ils n'auraient pas laissé de meilleures traces de leur domination que la hyène et le tigre ! »

Il y a sans doute de l'exagération dans ce langage ; cependant, on ne peut nier que la misère des Indiens ne soit extrême, et qu'elle n'augmente tous les jours.

L'industrie occupait autrefois un grand nombre de bras; elle est aujourd'hui remplacée par l'agriculture, sur laquelle pèsent de lourds impôts toujours rigoureusement exigés. La culture de l'opium et le monopole du sel font le plus grand tort aux populations rurales (1). Le haut commerce, les usines et les manufactures sont entre les mains des sujets britanniques, qui seuls profitent de cet état de choses. Les vastes

(1) La Compagnie a le monopole sur le sel, le tabac et l'opium. Le premier rapporte, année moyenne, 58 millions de francs ; le second, 36 ; et le troisième, 1 et demi.

Le revenu total de la Compagnie est estimé à 465 millions. — Voir DE BIORNSTIERNA, p. 186.

travaux publics construits par les princes indigènes tombent en ruines faute d'entretien ; et la Compagnie n'en a pas édifié d'autres, hormis ceux que réclament ses opérations militaires (1).

« Ainsi la Grande-Bretagne a trouvé moyen d'épuiser tous les trésors de ce beau pays sans en employer la moindre fraction au bonheur matériel des peuples conquis (2). »

Montgommery-Martin a démontré que le capital retiré de la circulation depuis cinquante ans s'élève à 2 milliards et demi, et que la quantité des métaux exportés en Angleterre, pour le compte du gouvernement de la Compagnie, de 1811 à 1834, atteint le chiffre énorme de 200 millions. C'est ce qui lui fait dire :

« La situation de l'Inde peut être comparée à celle d'un individu privé de nourriture, et à qui cependant on enlève journellement une partie de sang. Le résultat est atrophie, convulsions, mort ! »

Un membre du Parlement anglais, M. Mill, caractérise avec non moins de sévérité le système politique qui régit l'Inde : « Ce système, dit-il, consiste à décharger les princes subsidiés par la Compagnie (3) de toute responsabilité en ce qui concerne le maintien de l'ordre et la défense extérieure... »

« Le peuple des États à subsides sait fort bien que la puissance anglaise est trop formidable pour laisser le moindre

---

(1) De ce nombre sont quelques voies de communication récemment établies. L'industrie particulière, heureusement s'occupe, dit-on, de réaliser en ce moment des améliorations qu'on eût vainement attendues du gouvernement colonial.

(2) De Warren.

(3) Les princes *subsidiés* sont le roi d'Oude, le radjah de Nagpoor ou de Berar, le nizâm d'Hyderabad, Holkar, le sultan de Mysore, le gaékwar de Baroda, les radjahs de Travancore, Cochin et Cutsch. Les princes *protégés* sont les radjahs de Bhopâl et de Sikim ; les sikhs indépendants, sous Rundjet-Sing, les États de Boondela, de Guzerat et de Malwa; les princes féodaux de Radjepootna et les petites principautés voisines des Birmans. Les princes dits *indépendants* et liés seulement à la Compagnie par des traités sont : Scindiah, le roi de Lahore et les émirs du Sind.

espoir de succès au soulèvement isolé d'une partie de l'Inde; il sait aussi que la péninsule est trop morcelée et trop divisée pour tenter jamais un effort commun, et c'est ce qui fait qu'il se résigne au joug le plus dur. La même conviction enhardit les princes indous ou musulmans à abuser du reste de puissance qui leur est laissé. Tous se livrent en conséquence aux exactions les plus violentes, n'attachant aucun prix à la ruine ou au bien-être de ceux qu'ils gouvernent..... On comprend que l'administration de la justice doit être déplorable dans tous ces États, où le prince n'a aucune récompense à attendre de l'amour de ses peuples pour les bonnes mesures qu'il pourrait prendre, ni rien à redouter pour les mauvaises (1). »

Le général suédois comte de Biornstierna, qui fut pendant dix ans ministre résident à Londres, confirme ces faits dans son remarquable ouvrage sur l'Inde anglaise (2).

« Tel est, dit-il, l'état des choses dans les pays à subsides, que les peuples n'ont pas de désir plus ardent que celui de passer sous la domination directe de la Compagnie, beaucoup plus douce et plus juste, sous tous les rapports, que celle de ces princes. »

On reproche à de Biornstierna d'être trop favorable au système anglais, et cependant, après avoir constaté par des chiffres que les Indiens exportaient encore en 1814 pour 50 millions de tissus en Europe, tandis que maintenant ils sont tributaires de la Grande-Bretagne pour une somme équivalente, il avoue que « grâce à ce triomphe de l'industrie européenne, il existe des millions d'ouvriers sans pain et

---

(1) *Rapport à la Chambre des Communes*, le 1er février 1832.
M. de Jancigny, s'élève avec non moins de force contre le système subsidiaire, « né de la nécessité de priver ces soi-disant princes des moyens de renverser la souveraineté réelle qu'exercent les Anglais. » P. 136.

(2) *Tableau politique et statistique de l'empire britannique dans l'Inde*, traduit par PETIT DE BARONCOURT, p. 210.

réduits à la mendicité (1). » Tous les ans, les exportations diminuent et les importations augmentent, « ce qui amène nécessairement, dit le même écrivain, un décroissement successif dans les richesses du pays... »

« Les seuls produits favorisés dans la métropole sont la soie et l'indigo; encore ce dernier ne profite-t-il qu'aux Anglais, qui possèdent presque toutes les plantations. Au fond, le principal commerce de l'Inde repose aujourd'hui sur une énorme immoralité, c'est-à-dire sur l'exportation de 20 mille caisses d'opium, de la valeur de 75 millions de francs, avec lesquelles on empoisonne les Chinois (2). » ... « Voilà où est réduite cette contrée, réputée jadis la plus riche de l'univers, et sur laquelle la nature semble avoir épuisé ses faveurs (3). »

Sir Henri Russell, qui, de 1811 à 1820, remplit les fonctions de résident à Hyderabad, écrivit, le 21 septembre 1824, à la cour des directeurs, une lettre remarquable, où se trouve exprimée la même opinion sur le système subsidiaire: « Du moment, dit-il, que nous établissons un gouvernement à subsides, nous nous trouvons sur une pente fatale où nous ne pouvons plus nous arrêter; le premier pas entraîne au dernier, et tous conduisent invariablement au même but : la ruine et la destruction de l'État protégé. »

« Nous n'avons rien à craindre du dehors; c'est dans chaque accroissement de territoire que nous trouvons et que nous créons des dangers. » . . . . . « Du moment qu'un État passe sous notre autorité directe, nos employés européens inondent toutes les carrières; les classes supérieures et les classes moyennes ne trouvent plus une seule place pour se caser, et périssent bientôt de misère! Ainsi la somme des haines nationales va croissant. » . . . . « Notre empire ne peut

---

(1) Page 246 et 247.
(2) De Biornstierna, page 250.
(3) *Idem*, page 247.

rester stationnaire, et du jour où nous cesserons d'avancer, nous reculerons. »

Il faut conclure de ces témoignages et de ces faits irrécusables, que, sous le rapport matériel, l'administration anglaise a été fatale aux Indiens. Sous le rapport moral, cette administration n'a pas été beaucoup plus heureuse ; cependant elle a réalisé quelques progrès dont il serait injuste de ne pas lui tenir compte (1) ; ainsi elle est parvenue à établir, dans les États conquis ou protégés, une police sévère, qui a fait décroître rapidement la proportion des crimes ; elle a réprimé d'innombrables actes d'oppression de la part des gouvernements indigènes ; elle a mis un terme aux révoltes intérieures, provoquées dans certains États par la turbulence de chefs puissants ; elle a concédé aux Indiens la liberté de la presse et des cultes, et le droit sacré d'être jugés par leurs pairs ; elle a supprimé plusieurs usages barbares, moins cependant qu'on était en droit d'attendre d'une nation aussi éclairée (2) ; ses missionnaires ont répandu avec succès, dans quelques contrées, les lumières de l'Évangile (3) ; enfin de bonnes écoles ont été ouvertes dans les principaux centres de population. Toutefois ce dernier bienfait ne produira pas de grands résultats, aussi longtemps qu'on laissera subsister les castes, qu'on ne fera rien pour le bien-être matériel du peuple, et qu'on excluera systématiquement les

---

(1) Ces progrès datent de l'administration philanthropique de lord Bentinck. On les a continués depuis, et c'est ce qui a fait dire, en 1845, à M. de Jancigny : « Nul doute que l'influence du gouvernement anglais n'ait amélioré à un degré très-remarquable la situation générale, politique et commerciale de l'Inde. » Nous ne pouvons accepter ce jugement, après avoir enregistré les témoignages qu'on a lus plus haut. Il met du reste l'auteur en contradiction avec lui-même, puisqu'il qualifie (page 34) l'administration de la colonie « d'exploitation égoïste. »

(2) Le gouvernement a interdit les sacrifices humains, etc. « Il reste néanmoins beaucoup à faire dans cette voie. » — Comte de Biornstierna, p. 235, 236.

(3) Il ne faudrait pas cependant exagérer l'importance de ces missions. Les rapports des voyageurs constatent, en effet, que les apôtres du protestantisme n'ont pas montré, à beaucoup près, dans l'Inde, ce zèle et ce courage persévérant dont les missionnaires catholiques ont donné tant de preuves remarquables dans les contrées asiatiques.

indigènes des fonctions importantes de l'armée (1), de l'administration et des finances.

Il semble, d'après tout ce que nous venons de dire, que l'Angleterre ait bien plus cherché à exploiter l'Inde qu'à la civiliser ; à rendre ses populations incapables de se gouverner elles-mêmes, qu'à les initier à des connaissances et à des arts qui inspirent d'ordinaire à ceux qui les possèdent le désir de s'émanciper.

Cette politique peut être habile, mais elle est à coup sûr peu libérale. La conscience de Wellesley ne lui permit pas de la sanctionner. Il résulte de sa correspondance que le bonheur des Indiens lui donna plus de souci que l'intérêt de l'Angleterre. Probablement croyait-il aussi qu'il serait plus facile de s'assurer de la fidélité des indigènes en les attachant par des bienfaits, et qu'il y aurait finalement plus de profit à favoriser le développement de la richesse, nationale qu'à tarir toutes les sources de cette richesse en voulant obtenir des bénéfices trop immédiats (2). C'est l'avenir qu'il voyait et non le présent. Or, l'avenir dans le système de Wellesley, c'était la prospérité par la civili-

---

(1) « Les officiers, depuis le général jusqu'à l'enseigne, sont anglais de naissance. » Comte DE BIORNSTIERNA, ouvrage cité. D'après Warren, il y a par régiment 18 officiers indigènes, dont les grades sont assimilés à ceux de capitaine et de lieutenant; « mais ces officiers sont réellement subordonnés au dernier sous-lieutenant européen. »

(2) Ces idées ont fait des prosélytes depuis quelques années dans le Parlement et dans la presse.

M. Dubois de Jancigny, aide de camp du roi d'Oude, qui, dans son ouvrage sur l'Inde, se montre très-bienveillant pour le gouvernement colonial, s'exprime de la manière suivante :

« Le gouvernement supérieur des Indes n'a aujourd'hui que le choix entre deux maux : il faut que, dans son respect pour les traités, il consolide l'oppression, qu'il attende au moins en silence que les effets du despotisme, devenus désormais intolérables, nécessitent son intervention, ou qu'il manque à la foi jurée, qu'il ait le courage de montrer plus de respect pour les droits imprescriptibles de l'humanité que pour des traités, dont l'ambition et l'intérêt matériel peuvent seuls, non pas justifier, mais expliquer l'origine. Une telle résolution serait la gloire du gouvernement, et nous n'hésitons pas à le dire, ce serait également une des plus précieuses garanties du bonheur et de la prospérité de ces vastes et populeuses contrées. » Page 136.

» Le gouvernement n'a pas fait pour les peuples de l'Indoustan tout ce qu'il aurait pu, tout ce qu'il aurait dû faire... Mais, tôt ou tard, entraîné par le mouvement irrésistible de la civilisation et par les exigences de sa position, il comprendra que le temps est venu de substituer à une exploitation égoïste une administration prévoyante et paternelle. » *Idem*, p. 34.

sation, et l'avenir dans le système actuel, c'est la misère par la compression.

Mais en donnant aux princes indiens une armée nationale, en augmentant leur importance, et en diminuant celle de la Compagnie, on aurait peut-être travaillé à l'affranchissement des possessions anglaises, et c'est là ce que les hommes d'État de la Grande-Bretagne voulaient et veulent encore éviter à tout prix. Y parviendront-ils et pourront-ils longtemps encore exploiter l'Inde comme ils le font? C'est ce que l'expérience seule peut décider. En attendant qu'elle se prononce définitivement, soit pour le système de la Compagnie, soit pour celui dont Wellesley voulut jeter les premières bases, on doit reconnaître que toutes les probabilités sont en faveur de ce dernier (1).

Nous avons insisté sur les principales circonstances qui marquèrent le départ de Wellesley, parce qu'elles font bien ressortir l'importance du rôle que ses talents et ses services lui avaient assigné.

On ne saurait douter qu'il ait été le vrai chef militaire de la colonie. Les témoignages d'estime et de reconnaissance

---

(1) Au moment où nous écrivions ces lignes, paraissait l'*Exposé de la situation de l'Inde*, par Charles Wood, président du bureau du contrôle (travail lu à la Chambre des Communes en juillet 1854).

Il résulte de cet exposé, que la Compagnie a donné depuis quelque temps un développement considérable aux travaux publics : chemins de fer, canaux et télégraphes. On ne peut que la féliciter de ces mesures réparatrices ; cependant nous croyons que ces travaux ont été faits principalement dans un intérêt militaire.

Le même exposé constate que les revenus de l'exercice 1852-1853 ont été de 26,915,000 livres, et les dépenses de 26,275,000; l'exercice suivant présentera un déficit de 22 millions de francs environ. L'armée compte 50,000 hommes de troupes européennes, dont 30,000 appartenant à l'armée de la reine, et 20,000 recrutés par la Compagnie. — L'armée indigène s'élève à 240,000 cipayes et à 30,000 hommes de troupes indiennes, commandées par des officiers anglais. Ces derniers représentent les contingents fournis et entretenus par certains États tributaires.

qu'il reçut après la guerre des Mahrattes et au moment de quitter l'Inde, le prouvent surabondamment.

Les Anglais établis à Calcutta lui offrirent une épée de grande valeur (1), et non contents de cet hommage, ils votèrent la construction d'un monument destiné à perpétuer le souvenir de la bataille d'Assye.

Les habitants anglais de Bombay ne furent point en reste sur ceux de Calcutta ; ils donnèrent au vainqueur de Scindiah des fêtes somptueuses, et lui remirent une adresse de félicitations où ils le proclamèrent *aussi grand dans le cabinet que sur le champ de bataille* (2).

Enfin les officiers de l'armée du Deccan lui firent présent d'un service en or, de la valeur de 2,000 livres, avec cette inscription : *Bataille d'Assye*, 23 *septembre* 1803.

Quand sir Arthur fut sur le point de s'embarquer, d'autres manifestations se produisirent. Les officiers de la division qui avait été en dernier lieu sous ses ordres, ceux de la garnison de Séringapatam et ceux du 33e, son ancien régiment, lui exprimèrent leurs regrets dans des adresses empreintes des sentiments les plus nobles et les plus chaleureux.

Mais quelque douce que dut lui paraître cette expression spontanée de l'estime et de la reconnaissance de ses braves compagnons d'armes, il fut sans doute plus touché encore des sentiments naïfs et vrais que lui exprimèrent les habitants indigènes de Séringapatam :

« Vous avez droit à notre gratitude, lui dirent-ils, pour la « tranquillité, la sécurité et le bonheur dont nous avons joui « sous votre bienfaisante administration..... Nous adressons « nos prières au Dieu de toutes les castes et de toutes les « nations, pour qu'il vous accorde santé, gloire et bon- « heur ! »

---

(1) SHERER, t. I, p. 66. — Lake reçut un cadeau semblable.
(2) GURWOOD, t. III, p. 144.

Quelques jours avant son départ de Madras, les officiers civils et militaires de la présidence organisèrent en son honneur une grande fête au Panthéon. Ils firent peindre son portrait, et le placèrent au milieu des hommes qui avaient illustré la ville.

Vers la même époque, le comte de Mornington reçut de lord Castlereagh une lettre contenant des félicitations, tant pour lui que pour les généraux qui avaient exécuté ses plans, et dans laquelle le chef du cabinet anglais lui annonçait que le parlement avait voté des remercîments au gouverneur général de l'Inde, aux vainqueurs d'Assye et de Laswarri.

Lord Camden, de son côté, par une lettre très-flatteuse, informa le comte de Mornington, de la part du roi, que Sa Majesté avait élevé le général Lake à la pairie et nommé Wellesley chevalier de l'ordre du Bain, *au-dessus du complet.* Cet ordre se composait alors de vingt-quatre chevaliers ; et comme il ne pouvait pas y en avoir un de plus, on décida, par faveur spéciale, que sir Arthur n'attendrait pas l'occasion d'une vacance pour prendre rang (1).

Le futur héros de la Péninsule s'embarqua le 10 mars à bord du *Trident.* La veille de son départ, il avait fait ses adieux aux troupes de sa division, dans un ordre du jour aussi simple que modeste, où l'on trouve ce paragraphe, digne d'être cité : « Le major général, sir Arthur Wellesley, recom-« mande instamment aux officiers de ne jamais perdre de « vue les grands principes du service militaire ; qu'ils main-« tiennent la discipline dans les troupes, et qu'ils encouragent « dans tous les corps l'esprit et les sentiments qui conviennent « à des *gentlemen;* c'est le moyen le plus sûr d'atteindre à

(1) « His creation and investiture shall not wait for a succession to a regular vacancy therein. » Camden, lettre du 30 août 1804, mise à l'ordre du jour de l'armée, le 7 mars de l'année suivante. — Voir GURWOOD, t. III, p. 658.

« tout ce qu'il y a de noble et de grand dans leur profes-
« sion (1). »

Le passage des deux Wellesley dans l'Inde fut marqué par des succès qu'on pourrait croire l'œuvre d'un siècle.

Grâce à l'alliance heureuse du politique habile et du général entreprenant, l'influence française à la cour du nizâm avait été détruite, et l'empire de Tippoo-Sahïb renversé; le peschwah, remis à la tête de la confédération mahratte, était devenu l'allié soumis de la Compagnie; les troupes indo-françaises réunies par le général Perron sur les bords de la Jumna avaient été dispersées; le grand mogol n'était plus qu'un pensionnaire à la solde de l'Angleterre; les trônes de Scindiah, d'Holkar et du radjah de Berar avaient été rétablis dans des conditions avantageuses; d'immenses territoires ajoutés à l'empire britannique avaient triplé son étendue, sa richesse et sa puissance; enfin l'œuvre de Clive, de Warren Hastings et de Cornwallis avait reçu son dernier complément (2). L'Inde désormais n'était plus mogole ni mahratte, elle était définitivement anglaise (3)!

A ces résultats merveilleux il n'y a de comparables que les succès obtenus au milieu du XVIIIe siècle, par Robert Clive, comte de Plassey, à une époque où la colonie semblait être perdue sans ressource. Les uns et les autres ont assuré à la

---

(1) Ordre du jour du 9 mars 1805.

(2) ROUJOUX et MAINGUET, *Histoire d'Angleterre*, t. II, p. 749; ALISON, *History of Europe*, t. VII, p. 102, etc.; BARCHOU DE PENHOEN, t. V, p. 163; MILL, *History of India*.

(3) On lit dans une adresse des habitants de Calcutta, remise à lord Wellesley, le 29 juillet 1805, au moment de son départ de l'Inde. « The events of the last seven years have market the period of your government as the most important epoch in the history of European power in India. » — Voir *Dép. du marquis Wellesley*, t. IV, p. 613.

Grande-Bretagne l'ascendant irrésistible qu'elle a conservé jusqu'à ce jour dans les contrées asiatiques.

Quand sir Arthur Wellesley quitta le théâtre de ses premiers exploits, le gouvernement anglais était maître d'une grande partie de la Péninsule, protecteur des principales puissances et médiateur, en vertu d'un traité, des contestations qui pouvaient survenir (1). Il ne lui restait plus qu'à soumettre quelques chefs mahrattes au Nord (2), et à étendre, dans un avenir plus ou moins éloigné, ses conquêtes au delà de l'Indus sur les Birmans, les Sikhs et les Afghans.

La guerre avec les premiers est terminée, celle avec les Afghans se poursuit encore (3).

De beaux succès sans doute ont marqué cette double lutte, mais aucun n'a eu pour la colonie l'importance de ceux de Clive et de Wellesley. Ces grands hommes, les véritables fondateurs de la puissance anglaise dans l'Inde, ont exercé l'un et l'autre dans ces contrées une influence que leur position semblait devoir exclure.

Robert Clive, d'abord simple employé aux écritures dans l'administration coloniale, devint lieutenant. A peine nommé à ce grade, il conçut le projet, qu'il mit bientôt à exécution, de chasser les Français des régions orientales, où ils étaient alors tout-puissants. Avec une poignée de braves, en effet, il se rendit maître d'Arcot, prit l'offensive, expulsa l'ennemi de tout le Carnatic et releva la colonie sur le point de succomber.

Wellesley, moins audacieux mais non moins habile, fut, quoique simple colonel, l'âme et le chef véritable de l'armée qui envahit le Mysore; ses services l'élevèrent au gou-

---

(1) Lettre de sir Arthur Wellesley, 16 janvier 1804.

(2) En 1819, lord Moira eut à réprimer une tentative de révolte du peschwah, qui fut à cette occasion dépossédé d'une partie de ses provinces. En 1825, lord Amherst s'empara des États du radjah de Bhurtpoor.

(3) Aujourd'hui le territoire de l'empire indo-britannique est égal en surface à la moitié de l'Europe. Il compte 150 millions de sujets immédiats, et 47 millions de sujets protégés.

vernement de cette importante contrée, et bientôt après il dirigea comme général major les principales opérations de la guerre des Mahrattes. Ainsi que Robert Clive, il avait le coup d'œil sûr et la force de résolution qui caractérisent les véritables généraux. Tous deux savaient gagner la confiance de leurs soldats, imposer le respect ou la crainte aux nations indigènes, et agir de leur propre mouvement quand les circonstances l'exigeaient. Tous deux aussi joignaient à des talents militaires distingués, une aptitude remarquable pour l'administration civile et le maniement des affaires politiques (1).

Mais Wellesley l'emporta sur Clive par un fonds d'honnêteté et de droiture qui l'empêcha constamment de recourir à l'emploi de moyens que la justice ou la loyauté réprouvent. La conduite souvent barbare et presque toujours machiavélique du vainqueur de Plassey lui suscita de nombreux ennemis : la justice et la bonne foi de Wellesley ont, au contraire, été citées par les Indiens eux-mêmes comme un titre spécial à leur admiration (2). Dans toutes les circonstances, il se montra fidèle à ses engagements, aussi jaloux de la réputation de l'Angleterre que préoccupé de ses intérêts politiques et de sa prospérité matérielle. Nous pourrions citer vingt lettres où il insiste auprès de ses subordonnés, comme auprès de ses chefs, pour faire admettre des mesures réparatrices ou blâmer des actes de nature à porter atteinte à la haute opinion que les indigènes devaient avoir de la justice et de la grandeur du peuple anglais.

« Je suis certain » écrivait-il au gouverneur de Bombay, « que « vous ne réussirez dans aucune négociation qui ne sera pas

---

(1) « Wellesley se montra à la fois grand général et politique habile, dans un pays où chaque « victoire était une perte, où chaque conquête augmentait le nombre des ennemis. » — CANTU, *Histoire universelle*, t. XIX, p. 147.

(2) Wellesley put écrire sans exagération à son frère, le 13 mars 1803 : « Depuis quatorze « ans que je réside ici, j'ai acquis dans le pays une influence considérable. »

« fondée sur le respect du caractère de notre gouvernement, et « dans laquelle vous n'emploierez pas un langage franc et hon- « nête (1). » C'est le même sentiment qui lui fit dire, à propos des négociations avec les Mahrattes : « Je donnerais volontiers « dix fois Gwalior, ou toute autre forteresse de l'Inde, pour « conserver notre réputation de scrupuleuse bonne foi et les « avantages de l'honneur que nous avons gagnés dans la der- « nière guerre, et par la paix qui l'a terminée. » . . . « Nous « ne devons pas sacrifier ces avantages à des raisonnements « puisés dans les principes du droit des nations, lesquels « seraient fort peu compris des populations indigènes. « Qu'est-ce qui m'a guidé au milieu des embarras de la « guerre et des négociations qui l'ont suivie? La bonne foi « britannique et pas autre chose (2) ! »

Cette droiture et cette loyauté, on les chercherait en vain dans les actes ou dans la correspondance de Clive et de Warren Hastings, qui se sont malheureusement plu à justifier dans l'Inde le reproche qu'on a si souvent adressé à la politique anglaise en Europe, de manquer de franchise et de bonne foi.

Wellesley se distingue aussi de la plupart des hommes d'État qui ont joué un rôle dans les affaires de la colonie, par sa délicatesse et par son désintéressement extrême.

« Depuis longtemps, dit Cantu , une corruption ignoble s'était introduite partout; elle se mêlait à la politique pour profiter des dons, qui toujours eurent une grande part dans les négociations orientales, et que la loi peut restreindre, mais non prohiber (3). »

Hastings fut convaincu d'avoir profité de ce système, et il était de notoriété publique que lord Clive avait reçu en une seule fois 6 millions de francs de Mir-Jaffier, pour l'avoir

(1) Le 22 février 1804.
(2) Au major Malcolm, 17 mars 1804.
(3) *Histoire universelle*, t. XVII, p. 395.

placé sur le trône du Bengale (1). A son retour en Angleterre, sa fortune personnelle s'élevait à 2 millions de rentes.

Aucun fait de ce genre ne peut être imputé à Wellesley. Quand le radjah de Kittoor lui fit offrir 10,000 pagodes (2) pour obtenir par son intermédiaire la protection du gouvernement anglais, sir Arthur répondit à l'officier porteur de ce message : « Je suis surpris qu'un homme revêtu du caractère « d'officier anglais n'ait pas fait comprendre au radjah, « qu'une telle offre serait considérée comme une insulte, et « qu'il n'ait pas empêché le radjah de la renouveler au lieu « de l'y encourager, et même de lui proposer de recevoir tout « de suite le quart de la somme offerte (3). »

Le colonel Gurwood (4) raconte qu'une offre de même nature fut faite directement à Wellesley par le premier ministre de la cour d'Hyderabad :

Dans une conférence tenue au camp de l'armée anglaise, le 24 décembre 1803, Mohiput Ram, envoyé du nizâm, montra un vif désir de savoir quels districts seraient assignés à son maître. Il insista auprès de Wellesley pour obtenir des renseignements sur ce point; et comme sir Arthur évitait de s'expliquer, il finit par lui offrir sept *lacs de roupies* (environ 1,750,000 francs). Le général écouta cette proposition avec le plus grand sérieux; puis, quand l'Indien eut cessé de parler, il lui dit : « *Pouvez-vous garder un secret?* » Mohiput, espérant avoir réussi, répondit avec empressement : « *Oui, certes!* »—« *Et moi aussi* », répliqua simplement sir Arthur, en congédiant le ministre. Ce mot est digne de l'histoire (5).

Nous citons ces traits de désintéressement, parce que les

---

(1) Il reçut du même prince un fief de 750,000 fr. de rentes. — Outre son traitement de gouverneur, il toucha en moyenne 500,000 fr. sur le produit du monopole du sel.

(2) La valeur moyenne d'une pagode est de 9 fr. 50 c.

(3) Voir sa lettre à M. X..., Seringapatam, 20 janvier 1803, et celle du 17 juillet 1804, au lieutenant N...

(4) T. Ier, p. 522.

(5) Ce fait est aussi rapporté par AUBER, t. II, p. 325.

annales de l'Inde en offrent peu d'exemples, et que plusieurs écrivains ont accusé Wellington d'avoir attaché trop d'importance à l'argent. Sa vie tout entière proteste contre cette accusation : jamais il n'a cherché la fortune, et, dans plus d'une circonstance, il a au contraire négligé les moyens de s'enrichir légitimement. S'il acquit par la suite des domaines considérables, c'est que la Grande-Bretagne récompense les généraux autrement que par des couronnes de laurier, et que personne ne fournit à l'Angleterre plus d'occasions d'appliquer ce système que l'heureux vainqueur d'Assye, de Salamanque et de Waterloo.

Les guerres de l'Inde n'avaient pas permis à Wellesley de déployer toutes ses connaissances en stratégie et en tactique européennes. La difficulté de ces guerres réside bien plus en effet dans la nature du pays, la rareté des subsistances, le nombre et le caractère des troupes ennemies, que dans la bonne constitution de ces troupes et le talent des généraux chargés de les conduire.

Mais Wellesley n'eut pas seulement le mérite de vaincre ces difficultés avec un rare bonheur, il sut encore se rendre utile par les réformes qu'il introduisit dans le système militaire de la colonie. L'administration et l'organisation de l'armée étaient très-défectueuses. De nombreux abus s'y étaient glissés. Wellesley essaya de les détruire l'un après l'autre; et quoique ce fût une entreprise délicate, il eut la satisfaction d'obtenir quelques beaux résultats. Dans l'intérêt de la discipline et du bon ordre, il punit sévèrement toute infraction aux règlements en vigueur, et fit disparaître peu à peu les mauvaises habitudes que la négligence des chefs

avait encouragée (1). Il saisit les diverses occasions que lui fournirent la paix ou la guerre pour instruire les troupes, les discipliner, les rompre aux fatigues et aux pénibles travaux de la vie des camps. Il améliora successivement toutes les branches du service, et s'appliqua notamment à régulariser l'emploi des bœufs (2), afin d'accélérer les mouvements et de les rendre indépendants des magasins, au moins pendant la durée d'une expédition. Il introduisit également dans la manière de nourrir les soldats en campagne de notables modifications, qui permirent de diminuer les moyens de transport (3). Il améliora les équipages de pont (4), et rédigea lui-même une instruction sur l'établissement des ponts de bateaux (5). Il montra une sévérité inflexible envers les maraudeurs et les pillards. Il abolit les nombreuses exemptions et les congés de faveur, qui réduisaient outre mesure l'effectif des troupes au moment du besoin (6); enfin il profita de la guerre des Mahrattes « pour améliorer les moyens de « communication, obtenir de meilleurs renseignements, « augmenter la régularité et surtout la vitesse de la marche. » « On n'avait jamais vu, » écrivit-il à son frère Henri (7), « on « n'avait jamais imaginé, avant cette guerre, des marches « pareilles à celle que j'ai exécutées... Lorsque je me décidai « à me porter dans le Berar, je ne fis pas moins de 17 à

---

(1) Entre autres abus que Wellesley dut réprimer, nous citerons l'habitude qu'avaient prise les officiers de chasser le long des colonnes lorsque les troupes étaient en marche.

(2) « Il est plus que probable que si j'avais eu des bœufs semblables à ceux dont se servirent lord Cornwallis et le général Harris dans les guerres précédentes, je ne serais jamais venu jusqu'à Poonah; j'aurais été obligé de rétrograder sans chariots et du mieux que j'aurais pu. » — Lettre de Wellesley au lieutenant général Stuart, 2 août 1804.

(3) *Recueil choisi des dépêches et ordres du jour de* WELLINGTON, Édition belge, p. 184.

(4) Voir GURWOOD, t. I, p. 484.

(5) Voir GURWOOD, t. I, p. 487.

(6) « Il y a, à cet égard, dans le service de ce pays, une facilité à tolérer des abus, telle que je n'en ai vue nulle part. Je ne puis pas dire si on doit l'attribuer à d'anciennes habitudes et à de mauvais exemples, ou au relâchement qui atteint tous les établissements éloignés. » Wellesley : au colonel Murray, 26 janvier 1804.

(7) 24 janvier 1804.

« 20 milles par étape, et le jour de la bataille d'Argaum (bien « que la chaleur fût excessive), je fis 26 milles. »

Cette rapidité, qui n'a pas été égalée depuis dans l'Inde, tenait surtout à la diminution des bagages.

Pour apprécier le changement que Wellesley avait introduit sous ce rapport dans l'armée coloniale, il faut savoir que dans l'Inde on fait la guerre autrement qu'en Europe. Les soldats anglais sont les seuls auxquels le gouvernement distribue des vivres. Les cipayes, quatre fois plus nombreux, ne reçoivent qu'une indemnité en argent, au moyen de laquelle ils sont obligés de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins. Il en résulte que l'armée doit traîner à sa suite une troupe considérable de marchands, d'ouvriers, de bestiaux, et d'objets de toute espèce. Boulangers, bouchers, cabaretiers tout ce qui est nécessaire à la vie se trouve au camp, et l'on y rencontre même ce qui dans d'autres pays s'appellerait du luxe : des chèvres pour le lait indispensable au thé des officiers, des filles publiques pour les soldats, etc.,

. . . .

« Une armée, dit le comte de Warren, a son bazar ; un régiment, une compagnie en marche ont le leur ; chaque officier porte en outre avec lui un énorme bagage ; il traîne dix, quinze, trente domestiques, une tente très-lourde et le monde nécessaire pour la dresser ; une table, un lit, des chaises, souvent une voiture. »

On voit que le système n'a pas changé depuis Xercès et Darius.

Cette masse d'individus, qui le jour d'une bataille ne servent absolument à rien, et qu'il faut protéger avant tout pour ne pas mourir de faim, déroutent complètement les prévisions d'un général européen, puisqu'un tiers de l'armée tout au plus est capable de faire le coup de feu, et que le moindre mouvement rétrograde livre toutes les ressources à l'ennemi.

Pour donner une idée du nombre de bras inutiles qui accompagnent les troupes dans l'Inde, nous rappellerons que le général Harris, dans son expédition de 1799 contre le Mysore, avait 35,000 combattants et 120,000 individus à sa suite, et que le marquis Hastings (à cette époque, général Moira) ouvrit la campagne de 1817 avec 610,000 hommes, dont 500,000 non-valeurs (1).

Le général Wellesley, au moment d'envahir le territoire des Mahrattes réduisit considérablement ces *impedimenta*. Il fixa d'une manière rigoureuse le nombre des voitures de chaque régiment et de chaque officier, puis simplifia d'une manière notable le train du commissariat, en profitant d'une expérience qui avait été faite accidentellement dans la guerre de 1791 contre Tippoo-Sahib.

Il existe dans l'Inde des marchands nomades, appelés *Brinjarries,* exclusivement occupés du commerce des grains et des vivres, qu'ils transportent à dos de bœufs et de chameaux, dans toutes les directions (2). Ces bohémiens se nourrissent et se logent à la façon des militaires en campagne. Dans un moment où Cornwallis se trouva sans vivres au centre du Mysore, il les prit pour intermédiaires et, en quelques jours, grâce à leur nombre croissant, le service des subsistances se trouva complétement assuré. Wellesley, appréciant combien il serait avantageux d'avoir toujours à sa disposition ces marchands nomades, qui joignent à des moyens de transport rapides une connaissance parfaite du pays, et qui ont en outre des camps régulièrement établis qu'ils

---

(1) MALTE-BRUN, t. III, p. 328.

Nicholls qui faisait partie de l'état-major de Wellesley pendant la guerre des Mahrattes, dit, dans son *Journal,* qu'il fallait à cette époque, pour traîner une pièce de 12, quarante-quatre bœufs, attelés sur neuf rangs, et qu'à chaque section de deux pièces de 12 se trouvait un éléphant pour venir en aide aux bœufs dans les terrains difficiles.

(2) Il existe, en outre, dans l'Inde, des Biparries, qui ne vont pas à de grandes distances, et se contentent d'opérer dans les environs des camps en marchant avec les bazars, auxquels ils sont généralement attachés.

défendent au besoin eux-mêmes, n'hésita point à les utiliser de préférence au commissariat anglais. Cette réforme, trop peu connue, est la principale cause des succès rapides qu'il obtint pendant la guerre des Mahrattes.

Le général Nicholls (1) explique de quelle manière Wellesley parvint à s'attacher les Brinjarries, après la bataille d'Assye, et à nourrir ses soldats au milieu du désert, où sans cette ressource ils seraient morts de faim, par la faute des alliés, sur lesquels ils avaient compté, et qui les laissèrent manquer de tout.

Revenant aux anciens errements, les généraux de l'Inde ont depuis lors dédaigné les Brinjarries, organisé un *commissariat* (2), rétabli les immenses convois, augmenté le luxe et le bien-être, rendu enfin les armées plus nombreuses et plus lourdes que jamais. Aussi, bien que les forces de la colonie aient triplé et quadruplé, on n'a plus obtenu de succès comparables à ceux de Wellesley.

La plus grande amélioration introduite par ce général dans le régime militaire de l'Inde, est, sans contredit, l'adoption d'un système de guerre plus concentré et plus mobile. Aux petites garnisons éparses, il substitua des corps d'armée en campagne et des agglomérations de troupes assez considérables pour exercer une action puissante, instantanée.

C'est à l'aide de ces réformes heureuses que sir Arthur fit exécuter à son armée des choses qu'on n'avait pas encore vues dans l'Inde. La victoire d'Assye peut être citée comme la plus remarquable dont les annales de ce pays fassent mention. La bataille de Plassey fut gagnée, il est vrai par 4,000 hommes seulement, dont 2,000 cipayes; mais en atta-

---

(1) Voir le journal de cet officier, à la date du 5 octobre 1803.

(2) En 1835, le commissariat de l'armée anglaise avait, dans les divers établissements coloniaux, 3,000 éléphants et 40,000 chameaux. (DE BIORNSTIERNA.)

quant les 50,000 indigènes du soubah du Bengale, lord Clive savait de source certaine que la presque totalité de cette armée déserterait pendant l'action. Le résultat fut tel qu'on devait s'y attendre : la défection d'une partie des forces ennemies détermina la fuite de l'autre. Il n'y eut presque point de lutte, et la preuve, c'est que les Anglais ne perdirent que 50 hommes (1).

A la bataille d'Assye, au contraire, la lutte fut si vive et si opiniâtre, que les Mahrattes eurent 2,000 morts et 6,000 blessés, et que l'armée coloniale, sur un effectif de 7,500 hommes, laissa 2,000 combattants en arrière.

On peut donc affirmer que, sous le rapport militaire, l'expédition des Mahrattes est la plus remarquable que la colonie ait entreprise. Dans cette expédition, Wellesley s'est montré l'égal de Clive et supérieur à Lawrence, à Smith, à Coote, à Harris, à Cornwallis, à Lake, et à tous les militaires qui se sont fait depuis une réputation dans l'Inde.

Nous suivrons maintenant le vainqueur d'Assye et d'Argaum sur un autre théâtre, où nous le verrons combattre avec succès les meilleurs lieutenants de l'Empereur, et fonder sa gloire sur des titres plus solides que ceux de Marlborough lui-même !

---

(1) Roujoux et Minguet, *Histoire d'Angleterre*, t. II, p. 393.

CHAPITRE V.

CAMPAGNE DE 1808 EN PORTUGAL.

VIMIEIRO.

CHAPITRE V.

SOMMAIRE :

A peine de retour en Angleterre, Wellesley est désigné pour une expédition dans le Hanovre. — Cette expédition devient sans objet. — Sir Arthur est chargé de l'instruction d'une brigade à Hastings.—Il entre au Parlement en qualité de député du bourg de Rye.— Il est nommé chef secrétaire du duc de Richmont, lord lieutenant d'Irlande.— Il prend part à l'expédition contre le Danemark. — Il bat l'ennemi à Kioge. — Est chargé de négocier la reddition de Copenhague. — Reçoit les remercîments de la Chambre des Communes. — Prophétie de William Pitt. — État intérieur de l'Espagne. — Projets de Napoléon. — Traité de Fontainebleau. — Invasion et conquête du Portugal. — L'armée française prend possession de quelques forteresses en Espagne. — Coup d'État de Bayonne. — Insurrection générale. — Affaire de Baylen. — Députés des Asturies envoyés à Londres. — Wellesley, à la tête d'un corps de 9,000 hommes, est chargé de soutenir les insurgés.— Il offre ses services à la junte de la Corogne, qui les refuse.—Il débarque à l'embouchure du Mondégo.—Défait Laborde à Rorissa et Junot à Vimeiro. — Convention de Cintra. — Évacuation du Portugal par l'armée française. — Mécontentement que soulève la conduite des généraux alliés. — Wellesley traduit devant un conseil d'enquête. — On lui rend justice, mais le gouvernement, pour contenter l'opinion publique, le retient en Angleterre avec les généraux Burrard et Dalrymple.

Au moment où Wellesley quitta l'Inde, Napoléon était à Boulogne, ordonnant de grands préparatifs pour une expé-

dition navale. « Pendant quatre semaines, dit M. Thiers (1), il resta suspendu entre l'idée d'envoyer cette expédition dans les Indes et l'idée de franchir le Pas-de-Calais. . . . »

« Le renversement de l'empire anglais dans la péninsule du Gange lui semblait un résultat tellement considérable, qu'il espérait être dispensé par là de risquer sa personne et son armée dans une tentative aussi hasardeuse que la descente (2). »

Ainsi, peu s'en fallut que sir Arthur Wellesley et Bonaparte se rencontrassent à l'extrémité opposée du monde, dix années avant le jour mémorable où ils fixèrent les destinées de l'Europe dans les plaines de Waterloo. Mais quelque influence que ce fait eût exercée sur la marche des événements, il est permis de croire que les succès de Bonaparte en Orient n'auraient point retardé la chute inévitable et nécessaire de l'empire français. Ce colosse mal étayé se trouvait dans les conditions des masses pesantes, qui, plus on les élève, plus leur tendance à tomber est forte, impérieuse...

Ce fut en septembre 1805, après neuf ans d'absence, que Wellesley rentra dans son pays natal, avec la satisfaction d'avoir pacifié, agrandi et consolidé le vaste empire de l'Inde.

---

(1) En mars 1805.

(2) Napoléon finit par donner la préférence au projet de descente, « parce qu'il regardait ce coup, dit M. Thiers, comme plus prompt, plus décisif et comme à peu près infaillible, si une flotte française arrivait à l'improviste dans la Manche. » Cependant, il n'abandonna jamais l'idée de détruire la colonie des Indes. Les faits suivants en donnent la preuve :

A la fin de 1807, débattant avec Alexandre la cession des provinces danubiennes ou le partage éventuel de la Turquie d'Europe, il écrivit à son puissant allié une lettre dans laquelle il admettait l'Autriche au partage, et posait, pour condition essentielle de ce partage, une expédition gigantesque dans l'Inde, à travers le continent d'Asie, exécutée par une armée française, autrichienne et russe.

Au mois de mai de l'année suivante, pendant son séjour à Bayonne, Napoléon prit toutes les mesures nécessaires pour ravitailler les colonies et envoyer de Lorient et de Brest à l'Ile de France un nombre suffisant de troupes et de vaisseaux pour mettre le général Decaen à même d'ébranler, ou de renverser l'empire britannique dans les Indes.

Le comte de Warren a fait connaître un autre plan d'invasion, conçu par le général Gardane (ambassadeur de France en Perse), et rédigé sans doute par ordre de son maître. D'après ce plan, trouvé dans les bagages de Napoléon en 1812, 30,000 Français et autant de Russes devaient, à l'issue de la campagne de Moscou, se réunir à Asterabad et envahir l'Inde par la Perse et l'Afghanistan.

Son arrivée coïncidait avec le renouvellement de la guerre contre la France, par la troisième coalition européenne.

L'Angleterre faisait partie de cette coalition. Jusque-là elle n'était intervenue dans ces sortes d'alliances que pour assurer aux belligérants des vaisseaux et des subsides. Le moment approchait où son armée de terre, classée parmi les contingents de second et de troisième ordres, allait acquérir une influence prépondérante.

A cette époque, Wellesley jouit de trois années de repos, qui ne laissent pas d'offrir quelques incidents remarquables.

En novembre 1805, il partit avec l'expédition de lord Cathcart pour le Hanovre, en qualité de commandant d'une brigade d'infanterie; mais l'issue de la bataille d'Austerlitz rendit cette expédition sans objet, et les troupes à peine arrivées durent se rembarquer (février 1806).

De retour en Angleterre, Wellesley fut chargé d'instruire et de discipliner une brigade à Hastings, dans le comté de Sussex. Quoique cette mission dut froisser la susceptibilité d'un général qui avait commandé à 40,000 hommes dans l'Inde, et reçu pour ses victoires les félicitations du Parlement, sir Arthur s'acquitta du devoir imposé avec ce soin religieux et cette modestie rare qu'il apportait en toute chose.

Par suite de la mort de Cornwallis, sir Arthur obtint, en juin 1806, la place de colonel au 33e régiment de ligne, dans lequel il avait servi treize ans comme lieutenant-colonel.

Le 10 avril de la même année, il épousa Catherine Pakenham, troisième fille du comte de Longford, d'une très-ancienne et très-honorable famille anglaise. Il avait demandé la main de cette dame à l'époque où il n'était que simple capitaine d'infanterie. Agréé pas la demoiselle, mais rebuté par les parents, il était parti pour les Indes avec l'engagement réciproque de remettre le mariage à un autre

temps. Quelques mois après, miss Longford fut atteinte de la petite vérole et perdit toute sa beauté. Elle informa son fiancé de cette circonstance, et avec un noble désintéressement lui offrit de le dégager de sa promesse. Sir Arthur refusa de profiter de cette offre, et, plus tard, Catherine Pakenham devint lady Wellesley (1).

Deux enfants sont nés de ce mariage, le 3 février 1807 et le 16 janvier 1808. Entrés de bonne heure au service, ils avaient le grade de lieutenant-colonel à la mort de leur père.

Ce fut dans le courant de l'année 1806, que Wellesley entra au Parlement en qualité de représentant du bourg de Rye.

Il trouva bientôt une occasion de se faire remarquer. Plusieurs députés remuants avaient proposé de mettre le marquis de Wellesley en accusation pour sa conduite dans l'Inde. A la tête de cette opposition tracassière était un certain M. Paull, qui accusa formellement l'ancien gouverneur général d'avoir dépensé, dans une expédition injuste, un et demi-million sterling sans l'autorisation de la Compagnie; d'avoir gaspillé annuellement 25,000 guinées par pure ostentation, et enfin d'avoir élevé la dette de 11,035,648 livres à 31,000,000. Ce député ayant été évincé du Parlement avant d'avoir obtenu le résultat qu'il poursuivait, lord Folkstone reproduisit les mêmes attaques en mars 1808, et cette fois la Chambre, mise en demeure de se prononcer, émit un vote entièrement favorable au marquis de Wellesley (2).

Sir Arthur, par ses explications simples et loyales, contribua pour une bonne part à ce résultat. « S'il ne réussit pas à ramener tous les Anglais à son opinion, du moins il ne laissa sur la mémoire du gouvernement de son frère aucune tache odieuse. Il prouva entre autres que le marquis avait augmenté

---

(1) *The military and political life of Arthur Wellesley*, p. 33.
(2) Ce vote fut émis à la majorité de 180 voix contre 29.

le revenu de l'Angleterre, dans l'Inde, de 6 à 7 millions de livres sterling (1) » et cet argument sans réplique ne laissa pas de produire un grand effet.

Au mois de septembre, la mort de Fox donna naissance à un nouveau ministère ayant pour chef lord Portland. Le duc de Richmond ayant été nommé par cette administration lord lieutenant d'Irlande, Wellesley l'accompagna au mois d'avril, en qualité de premier secrétaire. Cette charge importante, qui donnait entrée dans le conseil privé de la couronne, exigeait alors beaucoup de tact, de fermeté et de résolution. L'Irlande, mécontente de l'*Union* et du gouvernement des torys, commençait à s'agiter pour l'émancipation des catholiques; l'ordre y était fréquemment troublé par des manifestations libérales. Sir Arthur s'appliqua à prévenir ces excès et à calmer les esprits; mission ingrate, et qu'il accomplit néanmoins avec un rare bonheur en s'attirant l'estime de tout le monde (2). Il introduisit dans l'administration plusieurs réformes utiles, au nombre desquelles on doit citer une meilleure organisation de la police de Dublin, organisation qui produisit d'excellents résultats et servit, longtemps après, de base à l'admirable système des *policemen,* dont l'Angleterre est redevable à sir Robert Peel (3).

La connaissance que Wellesley avait acquise des intérêts et des besoins de l'Inde lui permit aussi de rendre quelques services à la colonie pendant cette période d'inaction militaire. Il eut notamment la satisfaction de faire renoncer le ministère à l'absurde projet de remplacer une partie des troupes anglaises, dans les possessions orientales, par des nègres, et dans les possessions occidentales, par des cipayes (4).

---

(1) *Campaign's of the duke of Wellington.*

(2) « I did not hear one complaint against any part of his conduct, either as public or private man. » BARRINGTON.

(3) Voir MAXWELL, t. I, p. 224, et lord ELLESMERE, p. 22.

(4) SHERER, t. 1, p. 67.

En 1807, sir Arthur fut appelé à prendre part à l'injuste et regrettable expédition de Copenhague (1).

Cette expédition se composait de 27 vaisseaux de ligne et d'un grand nombre d'autres bâtiments, à bord desquels se trouvaient plus de 20,000 hommes de troupes. Lord Cathcart en était le commandant supérieur; l'amiral Gambier dirigeait la flotte, et Wellesley commandait une division d'infanterie.

Cathcart mit à la voile sans faire connaître l'objet de sa mission.

Le 4 août, la flotte jeta l'ancre entre le château de Cronemberg et Copenhague. La population danoise, bien qu'étonnée de cette apparition inattendue, ne montra cependant aucune inquiétude; parce qu'elle n'avait point de haine contre les Anglais, et que son gouvernement était dans les meilleurs termes avec la Grande-Bretagne (2).

Elle ne tarda point à connaître l'étendue de son malheur. L'armée expéditionnaire ayant été rejointe le 12 par la légion allemande de la Poméranie (3), lord Cathcart fit sommer le gouvernement danois de remettre à l'Angleterre, jusqu'à la conclusion de la paix générale, sa flotte et ses approvisionnements maritimes. Le prince royal rejeta fièrement cette proposition et se décida à tenter le sort des armes, bien que la faiblesse et la mauvaise organisation de ses troupes ne lui laissassent aucune chance de succès.

L'armée anglaise débarqua le 16, entre Elseneur et Copen-

---

(1) « Cette expédition, a dit M. Thiers, était inique sous le rapport de la morale, et inepte sous le rapport de la politique. » Alison et les historiens torys la trouvent, au contraire, juste et intelligente : « L'Angleterre avait appris, disent-ils, qu'en vertu d'une clause secrète du traité de Tilsit, les deux empereurs s'étaient engagés à forcer les marines danoise et portugaise à rompre leur neutralité en faveur de la France. » Cela fût-il vrai, l'expédition n'en serait pas moins injuste, puisque le Danemark et le Portugal n'avaient point participé à la négociation. Au reste, la clause secrète ne fut publiée qu'en 1817, et tout porte à croire que l'Angleterre n'en avait qu'un vague soupçon quand elle résolut de bombarder Copenhague.

(2) STOCQUELER, t. I, p. 30.

(3) MAXWELL, t. I, p. 226.

hague, et se porta immédiatement en trois colonnes sur la capitale du Danemark. La flotte prit de son côté des mesures pour seconder les opérations de l'armée de terre.

Le 19, Cathcart enleva le poste de Frédérickswerk, où il fit 850 prisonniers. Cinq jours après, son aile droite investit la capitale et commença l'établissement de deux batteries de mortiers.

Les Danois cependant avaient réuni leurs troupes régulières et leurs milices à Rochild, sous les ordres du lieutenant général Castenskiold. Lord Cathcart jugeant que cette petite armée pouvait contrarier le siége et favoriser le soulèvement du pays, chargea Wellesley de la disperser avec une division de 4 à 5,000 hommes. Bien que les troupes ennemies s'élevassent à 14,000 combattants, Castenskiold se retira à l'approche de la division anglaise sur Kioge, où il pouvait présenter à l'ennemi un front protégé par des ouvrages de campagne.

Wellesley, après avoir observé la position, reconnut qu'elle donnait aux Danois une grande supériorité. Il dit aux officiers qui l'entouraient et qui montraient une certaine inquiétude : « Messieurs, nous aurons ici un chaude affaire (1). » L'armée danoise en effet déboucha le même jour (2) sur le front de la division anglaise; elle était animée d'un esprit excellent, mais composée de jeunes soldats. Sir Arthur l'attaqua vivement et la mit en déroute après une action de peu de durée (3). Les Danois laissèrent un assez grand nombre de combattants et dix pièces de canon sur le champ

---

(1) STOCQUELER, t. I, p. 31, et *Bussy's life of Napoleon.*

(2) Le 29 août.

(3) Les auteurs français ont rendu justice à l'habileté montrée par Wellington dans cette circonstance : « Wellesley, dit le général Jomini, ne s'était pas moins distingué dans l'expédition de Copenhague que dans l'Inde. » Et le général Foy, dans le t. IV de son *Histoire des guerres de la Péninsule,* constate également que « dans la courte campagne de Copenhague, sir Arthur s'était fait remarquer à la tête d'une brigade. »

de bataille. On leur fit en outre 1,160 prisonniers, dont 60 officiers (1).

Le général Wellesley, après avoir obtenu ce résultat, s'avança dans l'intérieur de l'île, pour contenir et désarmer les forces irrégulières. Il s'acquitta de cette mission difficile avec beaucoup de modération et de douceur. Les Danois eux-mêmes ont constaté qu'il donna en cette circonstance de nouvelles preuves de cet esprit de justice et de conciliation qui l'avait animé dans ses rapports avec les Indiens, et qu'il montra dans la suite à l'égard des habitants de la Péninsule et de la France. Ses troupes furent maintenues dans l'ordre le plus parfait. Aucune plainte ne s'éleva contre elles; et on peut dire que les malheureux habitants des campagnes trouvèrent en Wellesley plutôt un protecteur qu'un ennemi; il punit sévèrement le moindre acte de pillage, et obligea ses soldats à payer exactement tous les objets dont ils avaient besoin.

Cependant Copenhague, bombardée depuis le 2 au soir par la flotte et les batteries de terre, demanda à capituler dans la soirée du 5. Lord Cathcart lui accorda un armistice de 24 heures, puis désigna le général Wellesley, sir Home Popham et le lieutenant-colonel George Murray pour arrêter les articles de la capitulation (2). Ces articles furent apportés au camp dans la nuit du 6 au 7, et le lendemain la malheureuse capitale du Danemark tombait au pouvoir de ses perfides ennemis.

La ville avait beaucoup souffert : elle brûlait encore sur plusieurs points. Mais quelque grands que fussent ces dégâts, ils n'approchent point de ceux que l'on commit après la reddition. Les marins anglais, livrèrent au pillage plusieurs

---

(1) *Wellesley à lord Cathcart,* 29 août. (C'est par erreur sans doute que Gurwood et Maxwell donnent à cette lettre la date du 19.) — Voir aussi ALISON, t. IV, p. 225; SHERER, t. I, p. 69; MAXWELL, t. I, p. 226.

(2) Voir dans GURWOOD, t. IV, p. 5, une lettre de lord Cathcart au vicomte Castlereagh, 8 septembre 1807.

quartiers dépouillèrent les arsenaux, culbutèrent les chantiers et détruisirent jusqu'aux outils et aux machines nécessaires à la construction des navires. Après avoir accompli cette barbare exécution, la flotte cingla vers l'Angleterre, traînant à sa suite 16 vaisseaux de ligne, 9 frégates, 14 corvettes et beaucoup d'autres bâtiments danois chargés de mâts, de cordages, de poutres et de toute espèce d'approvisionnements maritimes. L'opinion publique se prononça énergiquement contre cette violation de la neutralité d'un peuple ami, et ce ne fut qu'après des débats orageux que le ministère obtint un vote de remercîment pour les chefs de l'armée expéditionnaire (1).

Il est regrettable que l'on n'ait rien trouvé dans la correspondance de Wellington qui fasse connaître son sentiment sur l'inqualifiable agression du Danemark; mais le caractère franc et loyal du duc, son respect pour la légalité et sa scrupuleuse bonne foi; tous les actes de sa vie et les preuves multipliées de bonté et de clémence que fournit sa carrière militaire permettent de croire qu'il désapprouva dans son for intérieur la conduite des ministres anglais. Son silence même donne un grand poids à cette opinion. Au reste, quelques-uns de ses biographes ont attribué à l'horreur du spectacle qui s'offrit à ses yeux, lorsqu'il entra dans la malheureuse cité de Copenhague, la résolution qu'il prit ultérieurement de n'attaquer jamais aucune forteresse par la méthode des bombardements: résolution digne de son caractère chevaleresque, et à laquelle il se conforma strictement, en France comme dans la Péninsule. Malgré toutes les observations que lui firent à ce propos les officiers sous ses ordres, il aima mieux faire couler le

(1) Sir Arthur Wellesley était présent à la Chambre des Communes quand, le 1er février 1808, le *speaker* se leva, et dans une courte allocution le remercia « pour le zèle, l'intrépidité et les talents qu'il avait montrés dans les diverses opérations nécessitées par la conduite du siége, la prise de la flotte et de l'arsenal de Copenhague. » — Voir GURWOOD, t. IV, p. 7.

sang de ses braves soldats que d'écraser de paisibles ménages sous les ruines fumantes de leurs maisons (1).

Suivons maintenant l'heureux vainqueur des Mahrattes sur le théâtre de la Péninsule, et voyons par quels efforts de génie, par quelle suite de succès mémorables il éleva sa gloire et la réputation des armées britanniques à une hauteur si prodigieuse.

La grande lutte qui changea les destinées du monde, et qui eut pour point de départ l'insurrection du peuple espagnol, fut annoncée d'une manière prophétique par l'illustre fils de Chatam. Cette circonstance remarquable a été rappelée par Wellington lui-même, dans un dîner que le duc de Richelieu donna, en 1816, au corps diplomatique à Paris.

Vers la fin de 1805, Pitt avait réuni à sa campagne quelques hommes d'État et quelques militaires, parmi lesquels se trouvait sir Arthur Wellesley, tout récemment revenu de l'Inde. Pendant le dîner, Pitt reçut la nouvelle de la capitulation de Mack à Ulm et de la marche offensive de l'empereur sur Vienne.

Un des amis du premier ministre, en apprenant ce revers, s'écria : « Tout est perdu, il n'y a plus de ressources contre « Napoléon !..... — Vous vous trompez, dit Pitt, il y a encore « de l'espoir si je parviens à soulever en Europe une guerre « nationale, guerre qui doit commencer en Espagne !..... »

Et comme Pitt voyait à ces paroles l'étonnement se peindre sur tous les visages, il ajouta : « Oui, messieurs, l'Espagne

---

(1) L'illustre Vauban avait à cet égard la même manière de voir : « Il faut, disait-il, faire la guerre aux remparts et non pas aux toits des maisons. »

« sera le premier peuple où s'allumera cette guerre patrio-
« tique, qui peut seule délivrer l'Europe. Mes renseignements
« sur ce pays, et je les tiens pour très-exacts, prouvent que
« si la noblesse et le clergé ont dégénéré par l'effet du mau-
« vais gouvernement et sont aux pieds du favori, le peuple
« a conservé toute sa probité, toute sa sobriété et toute sa
« haine contre la France, haine aussi vive que jamais, et
« presque égale à son amour pour ses souverains. Bonaparte
« croit et doit croire l'existence de ceux-ci incompatible avec
« ses desseins sur l'Espagne; il essayera de les chasser : c'est
« là où je l'attends, avec la guerre que je désire si vive-
« ment (1). »

En comparant ces paroles remarquables aux premières instructions de l'empereur sur la guerre de la Péninsule, on est frappé de la supériorité d'intelligence et des vues profondes que montra dans cette circonstance l'illustre chef de la politique anglaise.

Après avoir dissous par des victoires éclatantes la troisième coalition européenne, Napoléon, assuré de l'alliance de la Russie, peu inquiet encore sur les dispositions de l'Autriche et n'ayant à redouter que la politique anglaise, jeta un regard de convoitise sur la Péninsule ibérique, dont il n'avait pu jusqu'alors s'occuper avec suite.

Depuis longtemps déjà il nourrissait le projet, sinon de détrôner les familles de Bourbon et de Bragance, du moins

---

(1) Le comte Toréno dit que pendant son séjour en Angleterre, les mêmes paroles lui ont été répétées par plusieurs personnes présentes au diner de Pitt. (T. II, p. 374.)

d'étendre sur leurs États la protection absorbante de son gouvernement. Le traité d'Ildefonse fut un premier pas dans cette voie; mais Godoï, intérieurement froissé d'avoir été forcé de souscrire à ce pacte humiliant, s'était promis de saisir la première occasion favorable pour donner satisfaction à son amour-propre; et en effet, il conclut bientôt un traité secret avec le baron Strogonoff, traité que signa également l'ambassadeur portugais, et en vertu duquel les deux royaumes de la Péninsule devaient déclarer la guerre à la France, au moment où ses armées seraient engagées contre l'empereur de Russie.

Pour entrer dans l'exécution de ce plan, Godoï fit une proclamation par laquelle il appela aux armes tous les bons et loyaux Espagnols, afin de délivrer le pays des maux qui le menaçaient.

Cette pièce parut au moment même où Napoléon ouvrit la campagne de 1806, contre la Prusse (1).

Le baron Strogonoff et l'ambassadeur portugais la trouvant imprudente, furent obligés de déclarer qu'ils n'y étaient pour rien, et Godoï, se voyant dès lors isolé, fit faire à l'empereur les plus humbles soumissions.

Mais le coup était porté : cette trahison et le souvenir de l'insulte que le Portugal avait faite autrefois à la république, en joignant dans la Méditerranée une escadre à la flotte anglaise (2), éveillèrent dans l'esprit de Napoléon des pensées de vengeance, que la politique se chargea de faire tourner au profit de son ambition.

Après la conclusion du traité de Tilsit, le moment lui sembla favorable pour établir la domination de la France sur la

---

(1) Cette proclamation est du 3 octobre 1806. Godoï, après la victoire de Jéna, chercha à persuader qu'elle était dirigée contre l'empereur du Maroc; mais Napoléon ne fut pas dupe de cette fourberie.

(2) Déjà, pendant son séjour en Égypte, Bonaparte avait déclaré à ses soldats, que le temps viendrait où le Portugal payerait cette grave insulte « par des larmes de sang. »

Péninsule, où la Grande-Bretagne, déjà très-influente, pouvait tôt ou tard acquérir assez de prépondérance pour ruiner à jamais non-seulement le système continental, mais encore le système maritime de l'empire. Diverses circonstances poussaient d'ailleurs Napoléon à l'exécution de ce projet, encore mal digéré, mais déjà fermement arrêté dans sa vaste intelligence.

Les Bourbons de Madrid et de Lisbonne étaient plongés dans la mollesse. Un ancien garde du corps devenu le favori d'une reine impudique, et le chef méprisé de la monarchie espagnole; — un roi imbécile couvrant de sa protection ce misérable instrument de son déshonneur, parce qu'il le déchargeait du poids de la couronne; — et dans la même famille, un prince astucieux et fourbe, qui enveloppait dans un égal mépris le roi, la reine et Godoï (1); — une nation abâtardie, mais encore assez noble cependant pour rougir des scandales et des turpitudes de sa cour, nation loyale, fidèle, attachée à ses souverains, docile dans sa servitude, mais terrible dans sa colère, agitée sourdement par un besoin de vie et de réformes que les classes élevées, soit orgueil ou insouciance, s'obstinaient à ne pas comprendre (2); — des finances délabrées; une administration incapable et sans vigueur; une marine déchue; des colonies sur le point de se révolter; les forces de terre négligées; les arsenaux vides (3); — aucune prévoyance, aucune dignité

---

(1) Pour donner une idée du caractère de Ferdinand, il suffit de citer ce fait, qu'à la date du 22 juin 1808, il écrivit à Joseph pour le féliciter de son avénement au trône d'Espagne. L'histoire signale peu d'exemples d'une pareille bassesse.

(2) La théocratie était toute-puissante en Espagne. Elle avait inondé le pays de moines et de religieuses. D'après le recensement de 1797, publié par ordre du roi, en 1801, l'Espagne comptait 2,051 couvents d'hommes et 1,075 couvents de femmes. La population totale de ces communautés s'élevait à 92,727 individus.

(3) « L'armée espagnole, qui, sous Charles V et Philippe II avait fait l'admiration de l'Europe, n'était plus qu'un objet de dérision et de mépris pour les militaires étrangers. Le peu de soldats qu'on avait gardé sous les armes n'étaient ni payés, ni habillés; les officiers, sortis des plus basses classes de la nation, n'étaient pas honteux, même revêtus de leur uniforme,

dans les classes supérieures, — et dans les bas-fonds de la société, de sourdes rumeurs, des passions inassouvies, des haines invétérées, que l'ardeur du sang espagnol pouvait rendre féroces : telle était alors la situation de la Péninsule !

Essayer de faire renaître à la vie sociale un pays si misérable et si déchu n'était pas sans doute une entreprise dépourvue de grandeur ; mais comment la mener à bonne fin, sans abandonner les avantages qu'on recherchait pour la France, sans provoquer un soulèvement général? Voilà où était la grande et peut-être l'insurmontable difficulté. Aussi l'empereur resta-t-il longtemps irrésolu sur le meilleur parti à prendre.

La honteuse violence commise par l'Angleterre à Copenhague pouvait lui inspirer une action analogue ; mais, dans les premiers temps du moins, il ne crut pouvoir tirer de ce fait, que le droit d'agir sans ménagements envers le cabinet de Londres et envers tous les souverains qui embrassaient sa cause en Europe. Cette politique, juste en principe, mais appliquée sans discernement et à l'aide de moyens que la raison et l'équité réprouvent, conduisit les armées françaises à Lisbonne, et mit entre les mains de Napoléon un sceptre que la maison de Bragance avait seule le droit de porter, bien que par sa fuite honteuse elle s'en fût montrée indigne !

L'empereur, pour donner un prétexte à son agression, avait fait déclarer au prince régent, que, le 1er septembre 1807, il eût à rompre entièrement avec l'Angleterre, ou à se résigner à voir le Portugal envahi par les armées françaises ; qu'il

---

de se tenir ainsi que des domestiques derrière les chaises des grands. On n'aurait pu trouver une seule forteresse renfermant assez d'approvisionnements pour nourrir pendant un mois sa misérable garnison. Le travail des fonderies était suspendu, on ne le reprenait qu'à de longs intervalles. » — Voir LONDONDERRY, t. I, p. 19.

devait, en outre, réunir l'escadre portugaise à celles des autres puissances du continent pour écraser l'ennemi commun; ordonner la confiscation de toutes les marchandises d'origine anglaise, et faire arrêter, en qualité d'otages, les sujets de S. M. Britannique établis en Portugal. L'envoyé d'Espagne, qui négociait en ce moment un traité avec Napoléon, prêta les mains à cette iniquité, dont il ne tarda point à se repentir.

Le prince régent promit le secours de sa flotte, mais refusa d'accepter les deux autres conditions.

Napoléon, s'attendait à ce refus et même le désirait. Aussitôt qu'il en eut connaissance, il donna à Junot l'ordre d'entrer en Espagne, bien que la convention en vertu de laquelle le droit de passage devait être accordé ne fût point encore conclue (1). Cette convention, en effet, jointe au traité secret de Fontainebleau, porte la date du 27 octobre, et le 18, Junot avait déjà franchi la Bidassoa. Ses instructions étaient précises et ne laissaient aucun doute sur les projets de l'empereur. Elles portaient qu'il fallait se hâter autant que possible, pour donner à l'invasion du Portugal le caractère d'une véritable surprise. Fidèle à cette recommandation, Junot quitta Salamanque le 12 novembre, et arriva le 23 à Abrantès.

Lorsque le prince régent apprit que les Français avaient passé la frontière de ses États, une sorte de terreur s'empara de lui. Pour conjurer l'orage, il accepta toutes les conditions qu'il avait d'abord rejetées; ordre fut donné de saisir toutes les marchandises anglaises et de garder à vue tous les sujets britanniques qui se trouvaient en Portugal : inutile et lâche concession! à laquelle on ne daigna pas même s'arrêter un

---

(1) « La colonne de Junot était près de Valladolid quand le traité de Fontainebleau fut connu à Madrid. » — *Mémoires de Joseph*, t. IV, p. 257.

instant. Le 30 novembre, l'armée française entra sans coup férir dans Lisbonne, et la famille de Bragance, qui aurait pu défendre son trône avec avantage, ne trouva que le misérable expédient de fuir avec ses trésors et ses courtisans (1)!

Quoique favorable aux Anglais et toujours prête à trahir la France, cette famille, cependant, s'était enfin soumise à toutes les volontés de Napoléon, et celui-ci, dès lors, n'avait plus aucun prétexte de la renverser. Mais on conçoit qu'il ne convenait pas à l'empereur de traiter avec elle, et de renoncer au plan qu'il avait formé.

Wellington était d'avis que l'invasion du Portugal se rattachait bien moins dans son origine à de vastes projets politiques qu'au désir de créer de nouvelles ressources pour l'armée française, en dévastant le pays et en mettant la main sur les trésors de la couronne, ainsi que sur toutes les richesses navales accumulées pendant cinquante années de paix (2).

M. Thiers semble corroborer cette opinion en disant que « Junot reçut l'ordre de redoubler de célérité, de n'épar-« gner à ses soldats ni fatigues ni privations, afin d'arriver « à temps pour surprendre non la famille royale dont l'em-« pereur se souciait peu, mais la flotte portugaise et les im-« menses richesses appartenant aux négociants anglais (3). »

Quoi qu'il en soit, la conduite du chef de la nation française à l'égard de la maison de Bragance fut marquée au coin de la plus révoltante injustice. Elle souleva une réprobation unanime, moins grande toutefois et moins méritée que celle avec laquelle toute l'Europe accueillit la nouvelle de la chute des Bourbons de Madrid.

---

(1) De l'aveu même des Français, 5 à 6,000 Portugais eussent anéanti en ce moment les troupes de Junot, exténuées par la faim et la fatigue. — Voir *Mémoires de Joseph*, t. IV, p. 261.

(2) Voir notamment sa proclamation du 10 avril 1811 à la nation portugaise.

(3) THIERS, t. II, p. 509.

Envers le Portugal, Napoléon n'avait été que violent; envers l'Espagne, il se montra fourbe, astucieux et au-dessous du rôle que lui assignaient son génie et sa position de souverain. Témoin des inimitiés qui divisaient la cour de Madrid, il imagina de les faire servir d'excuse ou de prétexte à ses desseins, de jouer le rôle d'arbitre intéressé, perfide, et de ne se prononcer pour aucun des partis, jusqu'à ce que les circonstances lui eussent inspiré une résolution définitive.

Il avait à choisir entre trois lignes de conduite, également injustes, mais non pas également utiles au succès de sa politique.

La première consistait à renverser le favori sans imposer aucun autre sacrifice à la couronne; à flatter l'amour-propre et l'intérêt de la nation, déjà favorablement disposée par cet acte de vigueur, en unissant le Portugal à l'Espagne, et à gagner l'appui de Ferdinand, en lui accordant la main d'une princesse de la maison Bonaparte. Cette demande avait été plusieurs fois faite par le prince et par son père (1).

Le second plan, auquel M. de Talleyrand accordait une préférence peu justifiable, consistait à faire prendre les mêmes dispositions, moyennant toutefois une cession de territoire qui aurait assuré à la France les bords de l'Èbre, les côtes de la Catalogne et la jouissance commune des colonies espagnoles.

Enfin, le troisième projet, celui vers lequel Napoléon inclina de prime abord (2), malgré les sages avis de Cambacérès, consistait à détrôner les Bourbons et à les remplacer

---

(1) La première demande de Ferdinand porte la date du 11 octobre 1807; elle resta sans réponse.

On trouve cette lettre dans le tome Ier de l'ouvrage du comte TORÉNO.

(2) M. Thiers croit pouvoir affirmer que l'idée de renverser les Bourbons d'Espagne ne vint à l'empereur qu'en février ou en mars 1808. Il est certain que le premier document où cette idée se trouve nettement formulée est la lettre du 27 mars, par laquelle Napoléon offre le trône d'Espagne à son frère Louis. (Cette lettre importante n'a point été citée, par l'historien français; on la trouve dans TORÉNO, t. I, p. 100; dans les *Documents historiques sur la Hol-*

par une dynastie nouvelle, dont on n'exigerait aucun sacrifice territorial. Après mûre réflexion, l'empereur se prononça pour ce dernier système, plus radical, mais beaucoup moins équitable et moins prudent que les deux autres, et surtout que le premier. Toujours aveuglé par cette crainte ou cette haine des Bourbons qui lui avait fait commettre l'assassinat de Vincennes, il ne croyait pas à la possibilité de s'attacher l'Espagne et de gouverner l'empire sans expulser, du dernier trône qu'ils occupaient encore en Europe, les membres de cette illustre et malheureuse famille.

Mais ce n'était pas la seule considération qui le poussât à commettre une si grande faute et une si déplorable injustice : depuis longtemps il était dominé par la fatale résolution de donner des trônes à tous les Bonaparte, et peut-être aussi par le désir de renouveler la politique de Louis XIV, en réunissant dans un même intérêt la France, l'Espagne et l'Italie contre l'alliance des cours du Nord et la force navale de l'Angleterre.

Cette politique était avouable, grande même, et digne du vainqueur d'Austerlitz, mais elle aurait dû s'appuyer sur d'autres moyens que sur la ruse, et se produire dans un autre moment que celui où la France était obligée d'avoir

---

lande, par le comte DE SAINT-LEU, t. II, et dans l'*Histoire générale des traités de paix,* par le comte DE GARDEN, t. XI, p. 200).

Depuis longtemps déjà, la conduite et le langage de l'empereur faisaient présager quelque chose d'analogue. Ainsi, dès 1805, furieux de ce que le roi d'Espagne ne voulait pas reconnaître Joseph, il s'était écrié : « Si Charles IV ne veut pas reconnaître mon frère comme roi de Naples, son successeur le reconnaîtra. » (TORÉNO, t. I, p. 8.) L'année suivante, comme pour préparer les voies à l'exécution de cette menace, il avait fait dégarnir l'Espagne de troupes, en demandant à Charles, devenu en apparence son allié, 5,000 hommes pour tenir garnison à Florence, puis 9,000 hommes pour être dirigés sur le Danemarck, où ils furent bientôt rejoints par ceux qui avaient pris la route d'Italie.

Enfin M. Thiers lui-même en convient, dans les premiers mouvements des troupes ordonnés par l'empereur, à la fin de 1807 on reconnait l'intention d'effrayer les Bourbons d'Espagne et de les engager à fuir : « Seulement, dit M. Thiers, pour prévenir les suites de cet éloignement au point de vue des colonies, on aurait fait arrêter la famille royale dans les eaux de Cadix. » Il n'est donc pas vrai que l'idée de renverser les Bourbons d'Espagne ne vînt à l'empereur qu'en février ou mars 1808.

300,000 hommes entre l'Oder et la Vistule, pour s'assurer la soumission de l'Allemagne et l'alliance de la Russie, et 120,000 hommes en Italie, pour empêcher l'Autriche de repasser les Alpes.

On sait par quelle série d'intrigues et de perfidies, l'empereur entra dans l'exécution de cette politique, que M. Thiers appelle *une politique digne de la fourberie du* XVe *siècle* (1), et comment, sous prétexte d'assurer l'exécution du traité secret de Fontainebleau (2) et de surveiller les Anglais du côté de Gibraltar et de Cadix, il fit pénétrer ses colonnes en Espagne, enlever par surprise un grand nombre de forteresses (3), et planter ses étendards victorieux sur les tours de Madrid. Jusque-là, affectant les apparences les plus amicales, se déclarant hautement le protecteur de la nation et l'arbitre de la famille royale, flattant tous les partis, et donnant à tous l'espoir qu'il leur serait favorable, il n'avait rencontré aucune résistance, bien que l'entrée des troupes françaises eût excité de violents soupçons.

Mais bientôt la conduite de Murat, sa froideur marquée pour Ferdinand VII, que les troubles d'Aranjuez avaient élevé sur le trône, ses égards pour Charles IV, la reine et Godoï, que la vengeance populaire suivait jusque dans leur

---

(1) T. II, p. 604.

(2) L'art. 6 de la convention annexée au traité de Fontainebleau, portait : « Un corps de « 40,000 hommes de troupes françaises sera réuni à Bayonne, le 20 novembre au plus tard, « pour être prêt à entrer en Espagne, à l'effet de se rendre en Portugal, dans le cas où les « Anglais y enverraient des renforts ou le menaceraient d'une attaque. Néanmoins ce nou- « veau corps n'entrera en Espagne que lorsque les deux hautes parties contractantes auront « été mutuellement d'accord sur ce point. » Or les troupes françaises commencèrent à entrer en Espagne, sans qu'on eût pris à leur égard les arrangements que cet article imposait à l'empereur.

(3) Les Français, sous les apparences les plus amicales, avaient enlevé tout doucement aux Espagnols leurs principales villes. « Perfidie atroce, dit le comte Toréno, ruse déshonorante pour des guerriers blanchis dans la noble profession des armes, et indigne à coup sûr d'une grande et belliqueuse nation. »

Le maréchal Moncey s'était introduit jusqu'à Burgos et y avait établi son quartier général ; d'Armagnac s'était rendu maître de Pampelune ; Duhesme, de Barcelone et de Figuières, et Thouvenot, de Saint-Sébastien.

retraite, firent douter sérieusement des bonnes intentions et de la sincérité de l'empereur des Français. Cependant il fallut, pour dessiller tous les yeux et changer en opposition formidable la débonnaire confiance du peuple espagnol, que Napoléon, par un machiavélisme sans exemple, attirât toute la famille royale à Bayonne (1), et là, faisant de son pouvoir le plus honteux usage, plaçât sur la tête de son frère la couronne de Charles-Quint et de Philippe II, arrachée des mains de ses légitimes possesseurs (2).

Quand ce ténébreux coup d'État, auquel le grand-duc de Berg et Savary prêtèrent la main, fut officiellement connu, il excita en Espagne et dans le monde entier la plus vive et la plus juste réprobation. Le colosse s'était fait nain; César était descendu au rôle de Borgia, il avait imprimé sur son front une tache indélébile!

L'histoire fait mention de quelques actions atroces qui ont abouti à des résultats utiles et durables. Le supplice de l'infortuné Charles Ier, pour ne citer qu'un seul exemple, amena une dictature qui fonda la puissance maritime et continentale de la Grande-Bretagne. Cromwell, en voyant les grandes choses qu'il avait réalisées, put un moment se croire absous; mais la conscience de Napoléon lui refusa toujours cette consolation, et lui-même s'est accusé d'avoir, par sa politique à l'égard de l'Espagne, sapé les fondements de son em-

---

(1) Napoléon disait, à propos de l'entrevue de Bayonne : « On m'accusa dans cette affaire de perfidie, d'embûches et de mauvaise foi ; il n'y avait rien de tout cela » (*Mémorial*). L'empereur oubliait en ce moment ses instructions à Murat et au général Savary.

Il oubliait que ce général eut l'ordre d'enlever le roi dans la nuit du 18 au 19, s'il ne se montrait pas disposé à entrer en France de bon gré, et que, pour le déterminer à se jeter dans la gueule du loup, Savary s'était écrié : « Je veux qu'on me coupe la tête, si un quart d'heure après l'arrivée de Sa Majesté à Bayonne, elle n'est pas reconnue par l'empereur comme roi d'Espagne et des Indes. » — Voir TORÉNO, t. I, p. 117 et les *Mémoires de Joseph*, t. IV, p. 276.

(2) Joseph arriva à Bayonne le 7 juin. Le 15, on réunit dans cette ville une assemblée de 91 Espagnols de marque, qui reconnurent Joseph comme roi d'Espagne et acceptèrent la constitution élaborée par l'empereur.

pire (1) : *Il y a des fautes,* dit-il un jour, *qui sont pis que des crimes.* Or le coup d'État de Bayonne était à la fois un crime et une faute; il détruisit le prestige de sa gloire, le rendit odieux à la nation espagnole et ouvrit sous ses pas l'abîme où la France et lui-même allèrent s'engloutir.

Déjà le 2 mai, c'est-à-dire trois jours avant la signature du traité d'abdication, le peuple de Madrid s'était soulevé pour empêcher le départ des infants, et une émeute terrible avait ensanglanté les rues de la capitale. Murat cependant était parvenu à rétablir l'ordre, mais il avait souillé sa victoire par des rigueurs inutiles, que Joseph lui-même a qualifiées sévèrement. La nouvelle de cette répression meurtrière et le retentissement douloureux de l'abdication mystérieuse de Bayonne, se répandirent avec la rapidité de l'éclair dans toute la Péninsule; elle détermina un soulèvement général.

Carthagène, dans les provinces de l'Est, et Oviédo, dans celles de l'Ouest, donnèrent, le 22 mai, le signal de l'insurrection : la Galice et l'Andalousie se soulevèrent presque le même jour, et l'Espagne entière, comme si une traînée de poudre eût mis ses provinces en communication, prit feu avec une rapidité sans exemple dans l'histoire (2). Jamais soulèvement plus général et plus spontané ne marqua la résurrection d'un grand peuple. Toutes les forces vives de l'Espagne se réunirent dans un même élan de patriotisme contre la plus odieuse des agressions, et cette résistance fut si éner-

---

(1) On lit, en effet, dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Cette malheureuse guerre m'a « perdu; toutes les circonstances de mes désastres viennent se rattacher à ce nœud fatal. « Elle a compliqué mes embarras, divisé mes forces, ouvert une école aux soldats anglais, « détruit ma moralité en Europe... Les événements ont prouvé que j'avais fait une grande « faute dans le choix de mes moyens... Je crus nécessaire, trop légèrement peut-être, de « changer la dynastie... Les Espagnols en masse se conduisirent comme des hommes d'hon- « neur. » Napoléon a déclaré aussi à Sainte-Hélène, qu'il aurait dû donner une constitution libérale à l'Espagne et charger Ferdinand de l'exécuter. Et en effet, que ce prince réussît ou ne réussît point, le résultat ne pouvait qu'être favorable à la France. — Voir le *Mémorial*.

(2) Toutes les provinces, sauf la Navarre et les provinces basques, se soulevèrent du 22 au 31 mai spontanément, et sans qu'elles se fussent concertées.

gique, si prompte, si terrible dans ses effets, qu'elle déjoua les profondes combinaisons à l'aide desquelles Napoléon se flattait de maîtriser l'insurrection et de rendre impuissantes ce qui restait de troupes régulières à l'Espagne.

L'État intérieur de la Péninsule était singulièrement propre à favoriser le mouvement insurrectionnel. Le peuple, courbé depuis deux siècles sous le poids du despotisme, subissait encore l'influence des nobles et des prêtres, qui exploitaient habilement son ignorance et sa crédulité. Les intérêts de ces deux castes étant menacés par l'introduction des idées françaises, elles se mirent les premières en avant, certaines d'entraîner les masses à leur suite.

L'action des prêtres surtout fut considérable. C'étaient les agents les plus actifs et les chefs réels de la révolte : ils donnaient et transmettaient les ordres, en surveillaient l'exécution, cachaient avec soin les défaites des troupes nationales, exagéraient les moindres succès remportés sur l'ennemi, inventaient même quelquefois des victoires; dans l'intérêt de la cause nationale, ils ne se faisaient aucun scrupule de répandre de fausses nouvelles, de prêcher la haine, d'encourager d'horribles représailles... C'étaient à la fois les missionnaires et les officiers d'état-major de la croisade. Ils empêchaient les paysans et le bas peuple de voir ce qu'il y avait d'avantageux dans les réformes annoncées par la France; ils leur fesaient croire que Godoï était la cause de tout le mal, et que Ferdinand seul pouvait sauver l'Espagne. Ces manœuvres étaient favorisées par l'absence de publicité et de communications rapides. Les nouvelles arrivaient de loin en loin et presque toujours par le canal des chefs, c'est-à-dire avec de notables altérations. Il était facile d'ailleurs de former des camps et des rassemblements de troupes dans un pays où les habitants, toujours armés, vivent sans la moindre répugnance en plein air. Sobres, agiles, insouciants, prompts à s'enflammer, terribles et persévérants dans leurs haines,

les Espagnols sont essentiellement propres à la guerre d'insurrection. Leur sol même offre des avantages remarquables pour soutenir longtemps ce genre de guerre. Dans certaines provinces, des bandes d'un millier d'individus, mal armés et mal vêtus, peuvent se soustraire presque indéfiniment à la poursuite d'une armée nombreuse, tout en faisant courir à cette armée des dangers sérieux.

Aussi, à peine l'insurrection eut-elle éclaté, que les corps disséminés de l'armée française se virent tout à coup privés de leurs communications et de leurs dépôts. Duhesme essaya vainement de se rendre maître, par une attaque de vive force, de Saragosse, de Manresa et de Gironne; Reille échoua dans une attaque semblable contre Rosas; Moncey fut repoussé de Valence; le général Dupont, victime fort à plaindre d'un moment de faiblesse et d'un concours inouï de circonstances fâcheuses, mit bas les armes devant les troupes insurrectionnelles de Reding et de Castanos; enfin la capitale de l'Aragon, si justement célèbre, soutint un siége de deux mois contre les troupes de Lefebvre, prélude heureux d'un autre siége qui rappelle ceux de Numance, de Sagonte, de Jérusalem, et qui ne fut surpassé, croyons-nous, que par l'héroïque défense de Gironne (1); — à Cadix, l'amiral Rosily se vit dans la triste nécessité de se rendre avec son escadre, sans autre condition que la vie sauve. A la suite de tous ces désastres, le roi Joseph, à peine depuis dix jours sur le trône, dut abandonner sa capitale, faire lever le siége presque terminé de Saragosse et arrêter Bessières dans

---

(1) Gironne n'avait pas comme Saragosse un système de terreur qui contrebalançait au dedans la crainte de l'ennemi. Ses ressources étaient plus faibles, et les assiégeants, proportion gardée, bien plus nombreux. Jamais population ne montra plus d'héroïsme.

(2) Joseph avait fait son entrée à Madrid le 20 juillet 1808; il en sortit le 30. Ce départ précipité ne fut pas la moindre de ses fautes; il aurait pu et dû tenir sa capitale; le désastre de Baylen n'était pas sans remède, puisque, sur tous les autres points, les Français avaient battu les insurgés en campagne, et que ces derniers ne tenaient que dans les places.

sa marche victorieuse (2). La débâcle fut si rapide que, dès le mois d'août, le midi de l'Espagne était évacué, la capitale de l'Aragon affranchie, l'armée de la Catalogne (la seule qui n'eût point battu en retraite) enfermée dans Barcelone par les *miquelets* et la marine britannique, le corps de Dupont retenu dans une affreuse captivité et toutes les autres troupes cantonnées derrière l'Èbre, où elles se croyaient à peine en sûreté.

Le contre-coup de ces événements se fit sentir en Portugal.

Au mois de juin, il s'était formé à Oporto une junte dont le pouvoir, combiné avec celui de l'évêque, avait été reconnu par tout le nord du pays. L'un des premiers actes de cette assemblée fut d'ouvrir des négociations avec l'Angleterre en envoyant deux députés à Londres, elle conclut ensuite avec la Galice un traité d'alliance offensive et défensive (1).

Du Nord le mouvement s'étendit vers le Sud, et la position de Junot devint si grave, qu'il fut obligé, pour sa sûreté, de désarmer et de retenir prisonniers les soldats espagnols qui, en vertu du traité de Fontainebleau, avaient été mis à sa disposition.

Napoléon ne s'était pas attendu à ce soulèvement général de la Péninsule; aveuglé par son ambition, il avait répondu à ceux qui essayèrent de lui faire entrevoir la possibilité de cette résistance: « Il n'y a rien à craindre d'une nation *abrutie par les moines et l'inquisition* (2). » La facilité avec laquelle on s'était emparé de quelques places et de Madrid l'avait confirmé

(1) TORÉNO, t. I, p. 265.

(2) Voir le livre de M. de Pradt sur les affaires d'Espagne; dans ce livre, écrit malheureusement avec trop de partialité, l'auteur affirme que Napoléon lui dit à Bayonne : « Si cette entreprise devait me coûter 80,000 hommes, je ne la ferais pas; mais 12,000 y suffiront : c'est « un enfantillage. » La même confiance se remarque dans les lettres de Napoléon à Joseph, et dans celles des généraux attachés à sa personne. Son major-général entre autres écrivit, le 11 août 1808, à Joseph : « Dans six semaines, l'Espagne sera soumise. »

dans cette opinion, mais bientôt son langage prit un autre caractère. Le 29 mars, dix jours après les troubles d'Aranjuez, il écrivit à Murat : « Cette affaire a singulièrement « compliqué les événements : je reste dans une grande per- « plexité. »

On le conçoit aisément. Les forces envoyées dans la Péninsule étaient insuffisantes pour résister à un soulèvement général, et cette circonstance, jointe à beaucoup d'autres, pouvait décider le cabinet de Londres à intervenir dans la lutte pour vaincre les derniers scrupules de l'Autriche, qui n'attendait qu'une occasion pour se rapprocher ouvertement de la Grande-Bretagne.

S'il avait prévu cette explosion formidable, Napoléon aurait sans doute reculé devant le coup d'État de Bayonne et traité avec plus de ménagements ce *peuple de moines,* qui devait être la cause première de sa chute.

Il redoutait maintenant la guerre et cherchait à l'éviter, quand déjà elle était devenue inévitable. Le 14 mars 1808, il écrivit à Murat : « J'espère que la guerre n'aura pas lieu, « ce que j'ai fort à cœur. »

Par une inconséquence singulière, dans ce même moment, l'empereur conduisait avec une déplorable habileté l'odieuse intrigue qui devait renverser du trône toute la famille de Charles IV, et pousser l'exaspération du peuple espagnol aux dernières limites.

Rien n'eût été plus grand et plus majestueux que le soulèvement spontané de ce peuple, si d'horribles excès n'avaient terni l'éclat de ses premières victoires. A Villa-Franca, à Valladolid, à Séville, à Cordoue, à Malaga, à Grenade, à Badajoz, à Valence, à Cadix, à Plasencia, à Carthagène et dans plusieurs autres villes, la démagogie, triomphante sous le manteau du royalisme, se montra aussi féroce que l'avaient été les égorgeurs de 1793.

Les plus illustres citoyens et les officiers généraux les

plus capables d'organiser les forces insurrectionnelles (1) : Filangieri, Solano del Aguila, Torre del Fresno, Francesco de Borja, don Miguel de Cévallos et tant d'autres furent massacrés, uniquement parce qu'ils n'avaient pas l'aveugle confiance et la forfanterie des exaltés, qui croyaient, après l'affaire de Baylen, ne plus devoir compter avec l'armée française, ni avec l'empereur Napoléon.

A Cordoue, un moine fanatique, du nom de Calvo, fit égorger en une seule nuit 330 Français, qui depuis longtemps habitaient la ville. Il est juste de dire cependant, que la majorité des citoyens déplora ces excès, et que les meurtriers furent généralement livrés au supplice, quand on parvint à rétablir l'ordre (2).

Cependant les résultats matériels obtenus par l'insurrection, et l'arrivée à Londres de deux députés de la junte des Asturies (3), chargés de réclamer des secours et des subsides, engagèrent la Grande-Bretagne, depuis longtemps indécise, à soutenir énergiquement la Péninsule, où elle voyait moins un principe à défendre qu'une partie à gagner contre l'empereur.

« L'Espagne fut envahie, dit Napier, parce qu'elle faisait partie de la grande aristocratie européenne, et elle fut délivrée, parce que l'Angleterre donna à cette aristocratie

(1) A cette époque, l'armée régulière d'Espagne était dispersée. La plupart des soldats avaient passé dans les rangs des insurgés.

(2) A Cordoue, le nombre des coupables qui furent pendus s'éleva à près de deux cents.

(3) L'un de ces députés fut l'historien comte Toréno. Il raconte, t. I, p. 183, que son collègue et lui furent reçus le 7 juin par Canning, qui « n'hésita pas un instant à leur assurer que le gouvernement de Sa Majesté Britannique protégerait de tous ses efforts le glorieux soulèvement de la province qu'ils représentaient. » Toréno ajoute que leur présence à Londres et la nouvelle de l'insurrection contre Bonaparte, excitèrent un enthousiasme général, indescriptible. Ce fait est confirmé par Alison et Southey.

les moyens de triompher, pour un moment, des principes de la révolution française. »

Dans les premiers moments, la Grande-Bretagne avait cru pouvoir se borner à faire sur les côtes de la Péninsule une diversion comparable à celles du Helder, de Saint-Domingue, de Quiberon, du Ferrol, d'Otrante ou de Stralsund (1) ; mais à peine le ministère de lord Portland eut-il ordonné l'embarquement de 9,000 hommes, réunis à Cork et destinés primitivement à l'Amérique du Sud, qu'il sentit la nécessité d'agrandir le caractère de la lutte et de faire partir de nouveaux renforts (2). Il fut poussé d'ailleurs à cette résolution par l'opinion publique, qui se montrait de plus en plus favorable aux Espagnols, et par les représentations énergiques de Shéridan et de Windham, qui, dans le Parlement, s'élevèrent avec force contre les expéditions *lilliputiennes* entreprises jusqu'alors par les ministères torys. Les hommes d'État de tous les partis commençaient à voir que le mouvement insurrectionnel de la Péninsule offrait à la politique anglaise des chances de succès que n'avaient pas présentées les diversions antérieures (3).

Pour la première fois, en effet, la Grande-Bretagne allait avoir pour auxiliaires contre Napoléon l'opinion publique et le fanatisme religieux, violemment surexcités.

Cependant, quand Wellesley s'embarqua avec les pre-

---

(1) « On croyait utile d'envoyer quelques mille hommes et de distribuer quelques mille « fusils aux patriotes... L'expédition, très-limitée, fut évidemment ordonnée sans idée « bien arrêtée sur le point de savoir où elle devait se rendre et sur ce qu'elle devait faire. » — Comte GREY, p. 78.

(2) Voir la lettre du 15 juillet de lord Castlereagh. — GURWOOD, t. IV, p. 27.

(3) Dans le courant du mois de juin, Shéridan s'écria en plein parlement : « Jamais cir« constance plus heureuse et plus opportune ne s'offrit à la Grande-Bretagne pour frapper un « coup hardi et délivrer le monde. Jusqu'ici Bonaparte a remporté des victoires, parce qu'il « a eu à affaire à des princes sans dignité, à des ministres sans prévoyance, ou à des peuples « sans patriotisme ; il n'a pas encore appris ce que c'était que de combattre des populations « animées d'un esprit hostile. » Le ministre Canning répondit à cet appel, en promettant l'appui du gouvernement à la cause des insurgés, malgré l'état de guerre qui existait entre l'Espagne et l'Angleterre.— *Débats parlementaires* de la Grande-Bretagne, t. XI, p. 886, 889.

mières troupes expéditionnaires, le gouvernement et le peuple anglais n'avaient que de fausses idées sur la situation de la Péninsule (1). Ils croyaient ce pays convenablement organisé pour la guerre, ils étaient pleins de confiance dans son enthousiasme, et discutaient les chances de la victoire sans presque tenir compte des immenses ressources dont l'empereur pouvait disposer, grâce à la conclusion de la paix de Tilsit. Les Espagnols, par leur forfanterie, accréditèrent cette erreur, que l'absence de tout concert et de toute unité d'action entre les dépositaires de l'autorité légitime rendait extrêmement dangereuse.

Sans la moindre entente des choses militaires, le cabinet de Londres avait expédié, en pure perte, des sommes énormes aux juntes, aux autorités locales et à une foule d'agents obscurs, dont les rapports ne méritaient aucune confiance. Sur la foi de ces documents inexacts, et peut-être aussi entraîné par le courant de ses passions, il s'imaginait que les armées espagnoles étaient formidables, que les généraux français étaient mécontents et leurs soldats sur le point de se révolter.

La même incurie et la même indécision se firent remarquer lorsqu'il s'agit d'intervenir par la voie des armes dans la Péninsule. Au lieu de concentrer toutes les forces disponibles, et de frapper les esprits par un coup décisif, lord Castlereagh tint les régiments anglais dispersés. Dix mille hommes, sous les ordres du général Moore, avaient été envoyés inutilement en Suède pour soutenir le roi dans sa lutte contre la Russie (2).

---

(1) Le ministère anglais avait envoyé en Espagne et en Portugal une foule d'agents peu versés dans les choses militaires, souvent peu honorables, dont la principale mission était d'entretenir l'esprit insurrectionnel et d'observer les mouvements de l'armée française. « Le choix peu judicieux et le nombre de ces agents, dit le colonel Napier, furent cause de bien des maux. Leurs rapports donnaient les notions les plus erronées sur la force relative et sur la situation des armées espagnoles et françaises. »

(2) Cette expédition, dont l'utilité et l'opportunité ont été généralement contestées, n'obtint aucun résultat, parce que le roi de Suède refusa ses services.—Voir Alison, t. VI, p. 356.

Gibraltar, avec aussi peu de nécessité, regorgeait de soldats, et la division du général Spencer, sans but déterminé, faisait de continuelles allées et venues entre Ceuta, Lisbonne et Cadix.

A toutes ces difficultés venaient se joindre l'inexpérience de l'armée et le manque absolu de confiance de la nation anglaise dans le succès d'une lutte continentale. Malgré les améliorations notables que le duc d'York avait introduites dans la discipline et l'organisation des troupes (1). Plusieurs considérations entretenaient encore la répugnance du ministère à faire figurer l'armée sur le vaste théâtre de la Péninsule. « On doutait, dit Londonderry, que nos généraux pussent entrer en lutte avec les généraux habiles et expérimentés de la France.».... « Nous n'avions jamais entrepris, excepté dans les Indes, une guerre de longue haleine, et encore pensait-on que pour assurer le succès d'une campagne dans cette région lointaine, de grands talents n'étaient pas nécessaires. Ensuite, on jugeait qu'il n'était ni prudent ni juste de jeter au cœur de l'Europe une poignée de troupes qui, éloignées de la mer et privées de toute communication avec l'Angleterre, pouvaient à chaque instant, par la trahison ou l'incurie de notre allié, se trouver compromise. » Les exemples ne manquaient point d'ailleurs pour justifier ces craintes.

Si l'on excepte, en effet, la courte campagne d'Égypte et l'affaire isolée, quoique brillante du Maïda, toute la période depuis 1793 jusqu'au commencement de la guerre de la Péninsule ne présentait aucun fait d'armes digne de l'ancienne renommée de la Grande-Bretagne; car la conquête de quelques îles des Indes occidentales, la prise de Toulon, presque aussitôt abandonné, les combats livrés en France et au Texel,

---

(1) Voir LONDONDERRY, t. I, p. 4.

même la réduction de Copenhague, ne pouvaient raisonnablement ajouter un nouveau lustre à la réputation militaire de l'Angleterre (1).

L'expédition projetée mit à la voile le 12 juillet, à Cork; elle se composait de 9,000 hommes seulement.

D'après les instructions de lord Castlereagh, Wellesley devait en avoir le commandement effectif (2); mais d'autres instructions, écrites le même jour (3), donnaient au général Spencer le droit de commencer à volonté les opérations du Sud, sans en référer à Wellesley, et autorisaient l'amiral Purvis (4) à entreprendre de ce côté quelque chose que ce fût, et « même à disposer d'une partie des troupes de sir Arthur, lorsqu'il le jugerait convenable. » Il résultait de toutes ces instructions qu'aucun officier de terre ou de mer ne savait exactement quels étaient ses pouvoirs (5).

Rien n'était précisé, et le chef de l'expédition ne se trouvait guère fixé que sur ce point, qu'il devait agir en Portugal et venir en aide à l'insurrection espagnole (6).

La flottille cependant était à peine en mer, quand lord Castlereagh, par une inconséquence plus grave que toutes les autres, remplaça Wellesley par Dalrymple, et le mit au quatrième rang, dans une armée pour le commandement de

---

(1) LONDONDERRY, t. I, p. 2.

(2) Ces instructions étaient du 30 juin.

(3) Castlereagh au général Spencer, 28 et 30 juin.

(4) Castlereagh à l'amiral Purvis, 28 juin.

(5) Ceux de Purvis seuls étaient bien définis. Ils lui donnaient de fait le commandement en chef, puisqu'ils lui permettaient de disposer des troupes de Wellesley.

Sans les circonstances qui modifièrent les ordres ultérieurs du ministère, on aurait donc pu voir un amiral à la tête de l'expédition.

(6) « That corps must be employed under your orders, in counteracting the designs of the enemy, and in affording to the Spanish and Portuguese nations every possible aid in throwing of the yoke of France. »—*Castlereagh to lieutenant general Wellesley*, 30*th june* 1808 : |

laquelle il avait reçu, quinze jours auparavant, les instructions les plus étendues (1).

Le général Moore, par suite d'une injustice semblable, fut à la même époque placé sous les ordres de sir Harry Burrard, qui lui était notoirement inférieur en capacité et en expérience militaire. Ainsi deux hommes inconnus, comparativement à Wellesley et à Moore, remplacèrent dans le commandement les seuls généraux anglais dont les talents fussent éprouvés et dignes de confiance.

« Les motifs d'une telle conduite, dit le colonel Napier, ne sont pas si cachés qu'ils puissent échapper à l'investigation; mais cette tâche n'appartient pas à l'historien; c'est assez qu'il expose les effets de l'envie, de la trahison, de la ruse et de la bassesse, sans faire remonter le reproche de ces vices jusqu'à ceux qu'ils déshonorent (2). »

Les instructions du ministère, établies sur des prévisions

---

(1) « Ces instructions, dit Napier, lui conféraient jusqu'au pouvoir de favoriser la création d'un papier monnaie dans la Péninsule. » Nous n'avons pas trouvé la confirmation de ce fait, qui semble au moins douteux.

(2) On a expliqué le remplacement de Wellesley par cette considération, qu'il était peu convenable de donner le commandement d'un corps expéditionnaire, dont la force devait être portée insensiblement à 33,000 hommes, à un lieutenant général, nommé depuis deux mois seulement. Cette raison pourrait être jusqu'à un certain point acceptée, s'il était prouvé que la résolution d'envoyer au secours de la Péninsule tout ce qu'il y avait de troupes disponibles sur le territoire et dans les ports de l'Angleterre, n'avait point été prise à l'époque où Castlereagh proposa à ses collègues et fit nommer sir Arthur Wellesley. Or nous ne croyons pas que cela puisse être soutenu, puisque les instructions du 30 juin prévoyaient le cas où Wellesley serait obligé d'attendre de nouveaux renforts, indépendamment des troupes de Spencer déjà mises à sa disposition. Au reste, quand il s'agit de conférer les hautes fonctions du commandement en chef, ce n'est pas l'officier le plus ancien, mais le plus digne qui doit être désigné. A l'époque où Bonaparte fut mis à la tête de l'armée d'Italie, il était un des plus jeunes généraux et avait sur ses collègues moins de supériorité que Wellesley n'en avait sur Burrard et Dalrymple. Alison attribue la conduite du ministère à son ignorance profonde des choses militaires (t. VI, p. 356); mais Castlereagh n'était pas si simple. Il appréciait Wellesley; sa correspondance le prouve. Lorsqu'il avait besoin d'un avis ou d'un conseil, c'est à sir Arthur et non à Burrard ou à Dalrymple qu'il s'adressait. (Voir entre autres la remarquable lettre écrite par Wellesley, le 5 septembre, en réponse à celle par laquelle le ministre lui demandait son opinion sur l'état de la guerre d'Espagne et sur le résultat probable des opérations ultérieures).

De toutes les explications, la plus satisfaisante est celle du comte Grey, qui prétend (p. 77), qu'à l'époque dont il s'agit, Wellesley était en butte à l'hostilité jalouse et tracassière des *horse-guards* (bureaux de la guerre), qui invoquaient contre lui les traditions, jusqu'alors respectées, dans la distribution des commandements européens.

fausses et des renseignements inexacts, étaient en opposition avec les règles de l'art, et, ce qui est plus inconcevable, remplies de contradictions.

Ainsi le 15 juillet, le jour même où Dalrymple fut nommé commandant en chef, Castlereagh écrivait à Wellesley : « Il convient à Sa Majesté que l'attaque sur le Tage soit considérée comme *l'objet principal* que l'on se propose ; » et il terminait sa lettre en disant : « Si Cadix est sérieusement menacé, c'est à l'officier commandant dans le Tage de détacher, sur la réquisition qui lui en sera faite, une force suffisante pour mettre cette place importante hors d'un danger immédiat, *alors même que cela suspendrait pendant quelques temps les opérations sur le Tage.* »

L'occupation de Cadix était alors le projet favori du ministère. Il ne comprenait pas que sans cette place on pût songer à défendre la Péninsule. Wellesley heureusement ne fut point de cet avis. Avec son jugement sûr et son coup d'œil si prompt, il avait vu de prime-abord qu'il serait difficile, peut-être impossible, de créer un établissement solide autour d'une ville où les partis étaient ouvertement hostiles l'un à l'autre, et très-mal disposés pour l'Angleterre.

Il lui semblait donc préférable d'organiser une bonne base d'opération en Portugal, sur le flanc des lignes françaises et dans une situation où la flotte pouvait efficacement venir en aide à l'armée de terre. Nous verrons plus loin avec quel talent cette idée fut réalisée, et comment elle devint la cause principale des succès de la guerre.

Quand Wellesley s'embarqua, l'armée française, portée à 120,000 hommes environ, occupait toutes les places fortes du Portugal et une grande partie de celles de l'Espagne.

L'armée anglaise, vers la même époque, ne s'élevait qu'à 30,000 hommes, disséminés autour de Cadix, sur la côte du Portugal, dans la partie orientale de l'Angleterre et dans la Manche. Cette armée n'avait pas de réserve, et devait agir sur une double ligne d'opérations. Les Français, au contraire, avaient une bonne réserve à Bayonne, un système d'opérations combiné par le plus grand général de l'époque, et une armée forte de 400,000 soldats aguerris, prête à soutenir les troupes de la Péninsule, si les circonstances l'exigeaient.

« Heureusement le plan du ministère anglais ne fut pas suivi par les généraux chargés de l'exécuter. Plusieurs causes se combinèrent pour amener ce résultat : d'abord la catastrophe de Baylen, qui déjoua les grandes combinaisons de l'empereur, ensuite le hasard, qui réunit toutes les divisions éparpillées de l'armée britannique ; enfin la viguenr décisive de sir Arthur Wellesley, qui sut, en mettant de côté de si misérables projets, obtenir tout le succès que les mauvaises dispositions du cabinet pouvaient encore permettre (1). »

Le lendemain de son départ, Wellesley passa à bord du *Crocodile* et prit les devants pour se concerter avec les juntes et déterminer le point de débarquement des troupes. Il arriva le 20 juillet à la Corogne (2), où il apprit le résultat de la bataille de Rio-Seco, livrée le 14. Voyant la junte consternée par cet échec, il lui offrit immédiatement ses services. On ne pouvait les présenter dans un meilleur moment. Néanmoins la junte les refusa, déclarant quelle n'avait besoin que de secours en argent et en munitions (3).

« Ce refus, dit le comte Toréno (4), venait d'un certain

(1) Napier.

(2) Le marquis de Londonderry prétend que le port de la Corogne fut désigné à Wellesley comme un point favorable pour commencer les opérations. — Voir t. 1, p. 114.

(3) *Mémoire* adressé par Wellesley à la cour d'enquête (convention de Cintra). Londonderry prétend que Wellesley remit à la junte de Galice une somme de 5 millions de francs. — Voir t. I, p. 119.

(4) t. II, p. 42 et 43.

orgueil national, louable sans doute, mais peu intelligent, en ce qu'il ne se fondait point sur l'expérience. Au reste, les troupes anglaises étaient tombées en discrédit depuis le début de la révolution française, toutes leurs expéditions ayant mal tourné. »

Nous croyons plutôt que les hommes exaltés et violents qui dominaient la junte refusèrent les secours de la Grande-Bretagne parce qu'ils se méfiaient de l'armée d'un gouvernement aristocratique, ou parce qu'ils jugeaient cette armée inutile, à cause de la haute opinion qu'ils avaient de la bravoure et de la solidité des soldats espagnols (1).

Quoi qu'il en soit, dès que Wellesley eut reconnu le mauvais vouloir des autorités asturiennes et galiciennes (2), il n'insista plus et se rendit à Oporto. Là, un colonel du nom de Bowne le mit à même de constater que l'armée portugaise, dont on lui avait fait une description si pompeuse, ne se composait que de 6,500 soldats mal équipés et de 10 à 12,000 paysans sans armes, concentrés sur le Mondégo. A cette première déception succédèrent une foule d'autres mécomptes du même genre. Wellesley ne tarda point à se convaincre que les affaires de la Péninsule étaient dans la plus grande confusion; que l'armée insurrectionnelle n'avait ni armement ni discipline; que son organisation était détestable; que son effectif était notablement inférieur à ce qu'on le supposait (3), et que ses chefs montraient autant d'ignorance que de présomption.

---

(1) D'après LONDONDERRY, t. I, p. 119, la junte fit observer que l'ennemi était maître des rives du Douro et interceptait toute communication entre la Galice et les provinces du Sud et de l'Est; que, par conséquent, il valait mieux débarquer en Portugal. (Cet avis du reste s'accordait avec les instructions et les vues particulières de Wellesley.

(2) Voir sa lettre du 21 juillet 1808 à lord Castlereagh.

(3) En 1807, d'après les calculs d'Alison, l'armée espagnole, affaiblie par l'envoi de 16,000 hommes sous la Romana dans le Holstein, et de 6,000 hommes dans la Toscane, et par les garnisons des îles Canaries et Baléares, pouvait mettre seulement 70,000 hommes en campagne; et ces troupes, de l'aveu des auteurs espagnols eux-mêmes, étaient encore plus faibles par leur organisation que par leur nombre.

L'enthousiasme aussi était loin de justifier la haute opinion qu'on en avait au delà du détroit. Sans doute il se montraits ous des dehors bruyants dans quelques grandes villes; mais, dans la plupart des localités, et même dans quelques provinces, il n'en existait pour ainsi dire aucune trace. Pour comble de malheur, l'intervention anglaise, au lieu d'être sympathique aux Espagnols, leur apparaissait comme une humiliation. Les généraux eux-mêmes éprouvaient ce sentiment, bien qu'ils fussent incapables de sauver le pays avec ses propres ressources, et qu'ils eussent approuvé l'appel fait par les juntes au gouvernement de S. M. Britannique. Ainsi Castanos, le plus modéré et le plus capable d'entre eux, s'adressant aux officiers français, après l'affaire de Baylen, leur dit en propres termes : « Que Napoléon n'insiste pas sur une conquête impossible; qu'il ne nous oblige pas à nous jeter dans les bras des Anglais; *ils nous sont odieux,* et jusqu'ici nous avons repoussé leur secours (1). »

Le Portugal se trouvait dans des conditions plus favorables.

Le projet de partage conçu par l'empereur (2) avait soulevé contre lui le sentiment national, qui fut bientôt surexcité par le système de guerre des Français, par l'arrogance de Junot, et par les exécutions sanglantes auxquelles donnèrent lieu les premiers actes de révolte.

Le sac d'Évora, par le général Loison, produisit une exaspération universelle (3). Néanmoins, l'insurrection portugaise eût été facile à comprimer, si l'arrivée de Wellesley,

---

(1) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire,* t. 11 p. 676.

(2) On sait que, par le traité secret de Fontainebleau, le nord du Portugal était promis à la reine d'Étrurie, le midi au prince de la Paix, et la partie intermédiaire réservée à Napoléon, qui se proposait d'en disposer à sa convenance, après la guerre.

(3) « La ville est saccagée de fond en comble; et nos soldats, las de carnage, font enfin 2,000 à 3,000 prisonniers, restes de 8,000 miliciens ou habitants armés. Cette sanglante exécution assure au général Loison une triste célébrité dans ces contrées. » — JOMINI : *Vie de Napoléon.*

coïncidant avec l'annonce de quelques avantages remportés par les Espagnols, n'était venue raviver à propos toutes les espérances et fortifier tous les courages.

Le maréchal Junot, que ces victoires et notamment l'insurrection de l'Estramadure mettaient dans l'impossibilité de communiquer avec les corps français de la Manche, se trouvait dans une situation des plus difficiles. Son armée, forte de 26,000 hommes (1), s'était affaiblie par de nombreux détachements, et les soldats qui la composaient avaient beaucoup moins d'expérience que ceux des autres corps. Toutes ces considérations, mais plus particulièrement la nature du terrain et la situation avantageuse du Portugal (2), déterminèrent Wellesley à faire choix de ce pays comme base de ses opérations futures (3).

Les premiers renseignements qu'il obtint lui donnèrent la conviction que le projet de descente à l'embouchure du Tage n'était pas réalisable. L'autre projet, mis en avant par le ministère, et qui consistait à débarquer au Sud pour agir de concert avec le général Spencer contre les troupes de Dupont, offrait moins de chances encore, par la raison que Bessières menaçant le nord du Portugal, et Junot occupant Lisbonne sur le flanc de la ligne d'opérations de l'armée anglaise (parallèle à la frontière), eussent compromis cette ligne, ou nécessité la présence d'une armée d'observation sur la Guadiana.

Les Espagnols, au surplus, venaient de refuser, par un

---

(1) D'après Thiébault, Junot avait, le 15 juillet 1808, 26,533 hommes et 3,274 chevaux.

(2) Par un bon vent, on pouvait en quatre jours se transporter des côtes de l'Angleterre à celles de la Corogne, aux bouches du Douro et du Tage.

(3) Le 26 juillet 1803, il écrivit au général Spencer : « Nous ne pouvons rien faire qui soit « plus avantageux aux Espagnols que de prendre possession du Portugal et d'y organiser une « bonne armée. » (Du vaisseau le *Crocodile*, en dehors du Tage.)

Le 1er août, il proposa à lord Castlereagh la formation d'une armée de 30,000 hommes de troupes portugaises.

Ainsi, dès son arrivée, Wellesley indiqua les mesures qui ont assuré le succès de la guerre de la Péninsule. Son coup d'œil et son jugement ne furent pas un instant en défaut.

sentiment de défiance exagérée, l'admission des troupes anglaises dans Cadix ; en sorte que Wellesley se fût trouvé, dans le Midi, sans place d'armes et sans bases assurées.

Il devait, par conséquent, chercher un point de débarquement convenable au Nord. Après en avoir délibéré avec l'amiral Cotton, il se prononça pour l'embouchure du Mondégo (1). Spencer reçut l'ordre de se rendre sans délai sur ce point. En attendant, on fit débarquer les troupes anglaises pour les mettre en bon état et rassurer les Portugais, qui s'étaient un peu alarmés de les voir rester si longtemps à bord (2).

Mais au moment d'exécuter ce dessein, Wellesley reçut la lettre du 15 juillet, par laquelle lord Castlereagh lui annonçait l'arrivée de renforts et la nomination de Dalrymple au commandement en chef. Cette nouvelle l'affligea, mais ne ralentit point son zèle ni son dévouement :

« Que je commande ou que je ne commande pas l'expédi-
« tion, » écrivit-il au ministre, « je ferai de mon mieux pour
« qu'elle réussisse. Le gouvernement décidera ensuite de
« quelle manière il convient de m'employer, soit ici, soit
« ailleurs. »

Sir Arthur ignorait encore en ce moment l'affaire de Baylen, qui lui fut annoncée tandis qu'il faisait ses préparatifs de descente. Appréciant avec son ordinaire sagacité toutes les conséquences de ce triomphe inattendu, il n'hésita point à ouvrir la campagne sans attendre Spencer, ni les 15,000 hommes que devaient amener les généraux Moore, Ackland et Anstruther (3). Cette détermination indique la

---

(1) Les raisons à l'appui de ce choix se trouvent indiquées dans une lettre du 1er août à lord Castlereagh.

(2) *Mémoire de sir Arthur Wellesley à la cour d'enquête.*

(3) Moore devait lui amener 10,000 hommes qui, à leur retour de la Baltique, étaient allés se reposer un peu en Angleterre. Les 5,000 hommes d'Ackland et d'Anstruther se trouvaient à Harwich et à Ramsgate.

Il faut noter que, par sa lettre du 15 juillet, Castlereagh avait autorisé Wellesley à agir

froide et décisive fermeté de son caractère : car si d'un côté il était certain que la défaite de Dupont empêcherait Bessières d'entrer en Portugal (1) ; d'un autre coté, ses informations lui faisaient croire que Junot avait 16 ou 18,000 hommes (2), et ce chiffre, quoique au-dessous de la vérité, était suffisant pour faire réfléchir le général le plus hardi. Il s'agissait en effet pour sir Arthur de débarquer avec 9,000 hommes, n'ayant aucune certitude que sa flotte pourrait rester un seul jour dans ces parages dangereux ; très-certain, en revanche, qu'un autre chef allait profiter de ses succès, s'il en obtenait, et qu'un seul revers le perdrait dans l'esprit des Anglais, toujours disposés à se moquer de l'habileté d'un ancien général de l'armée des Indes (3).

L'opération du débarquement fut longue et difficile : commencée le 1er août, elle dura jusqu'au 5. Par un hasard vraiment extraordinaire, Spencer, qui n'avait pas reçu la dépêche de Wellesley, arriva le 3. Ce renfort porta l'effectif à 12,300 hommes (4). Cependant le général en chef ne tarda point à voir qu'il devait peu compter sur l'appui de l'insurrection, et cette circonstance, autant que la faiblesse numérique de la

---

comme il le jugerait convenable, aussi longtemps que Dalrymple et Burrard ne seraient pas arrivés.

(1) *Mémoire de sir Arthur Wellesley à la cour d'enquête.*

(2) Wellesley dit, dans son *Mémoire à la cour d'enquête*, que ses informations portaient à 14 ou 15,000 hommes seulement l'effectif des troupes que Junot pouvait mettre en plaine. Mais dans ses lettres écrites, au moment du débarquement, il porte cet effectif à 16 ou 18,000 hommes.

(3) « La résolution de combattre immédiatement, dit M. Thiers, était parfaitement sage et dénotait chez le général anglais les qualités que sa carrière révéla bientôt : le bon sens et la fermeté, les premières de toutes, après le génie. »

Le général Jomini approuve également cette résolution. « Le calcul de Wellesley, dit-il, était juste ; car Junot, forcé de contenir la population entière de Lisbonne, de défendre les forts et les batteries de cette ville et du port, et de garder les Espagnols désarmés, ne pouvait lui opposer que 10 à 12,000 hommes ; encore fallait-il attendre pour cela l'arrivée de Loison, qui venait d'Evora. »

Nous ferons observer cependant que la plupart de ces circonstances n'étaient pas connues de Wellesley, et ne pouvaient l'être ; de sorte qu'il y a dans sa résolution pour le moins autant de hardiesse que de calcul.

(4) Spencer avait, officiers compris, 4,793 hommes, et Wellesley, 9,280 hommes ; cette petite armée ne comptait que 200 chevaux et 18 pièces d'artillerie, d'après Gurwood.

Londonderry estime les forces anglaises à 13,000 hommes d'infanterie et 200 chevaux.

cavalerie anglaise, l'obligea à concerter ses mouvements avec beaucoup de circonspection. Il avait besoin d'ailleurs, avant de se mettre en route, de faire une remonte considérable et de réunir des moyens de transport suffisants pour ses bagages, ses munitions, etc.

Or, comme l'administration militaire était livrée à des fonctionnaires incapables et sans aucune expérience (1), il ne put, malgré toute son activité, partir que le 8 (2); c'est donc bien à tort que le général Thiébault lui reproche d'avoir, par sa lenteur, permis aux troupes françaises de se concentrer et de rétablir les chances de la lutte.

Junot, en apprenant l'arrivée des Anglais, envoya Laborde avec cinq mille baïonnettes, 500 chevaux et 5 pièces d'artillerie (3) pour les observer et couvrir la marche de Loison, qui avait ordre de le rejoindre à Leyria. Ce point de concentration était trop rapproché (4) : Wellesley y arriva assez tôt pour couper la ligne de communication entre les deux corps, faire perdre à Loison plusieurs marches forcées, et obliger Laborde à risquer un combat avec des forces inégales. A Leyria se trouvait don Bernardin Freire avec 5 à 6,000 Portugais. Il était tout naturel de supposer que cette force se joindrait avec empressement à l'armée britannique. Il n'en fut rien cependant. Freire désirait que sir Arthur abandonnât la côte, et s'avançât au cœur du Beira pour ou-

---

(1) « Les gens qui administrent, écrivait Wellesley à lord Castlereagh le 8 août, sont « incapables d'administrer autre chose que des comptoirs de négociants. » Dans sa lettre du 5 septembre, il dit : « qu'avec de pareils employés, l'armée eût-elle des vivres en abondance, mourrait de faim. (Even if plenty could be expected to exist, we should starve in the midst of it for want of due arrangement).

(2) L'avant-garde seule se mit en route ce jour-là ; le gros de l'armée ne partit que le 10, à la demande des officiers portugais et dans l'intérêt de leurs troupes, qui manquaient de tout. (*Mémoire à la cour d'enquête.*)

(3) D'après Jones, Thiers et Jomini, Laborde n'avait que 3,000 fantassins, d'après Thibeaudeau, 3,500; d'après Belmas, 2,200. L'évaluation de Foy est un peu inférieure à 3,000. Napier, Sherer et Toréno estiment les forces de Laborde à 5,000 hommes, Sarrazin à 6,000 hommes, et Wellesley à 6,000 hommes au moins. Thiébault et les auteurs des *Victoires et conquêtes* ne l'évaluent qu'à 1,900; mais ces derniers sont évidemment dans l'erreur.

(4) Il aurait fallu choisir Santarem.

vrir une campagne offensive. Il lui offrait, s'il voulait suivre ce plan, une abondante fourniture de vivres; mais le général anglais refusa de changer sa ligne d'opération, parce qu'il lui semblait dangereux de s'éloigner trop de la flotte (1). En conséquence, Freire déclara qu'il n'avancerait que si le commissariat anglais voulait s'engager à nourrir ses troupes durant toute la campagne (2). Wellesley se trouva dans l'impossibilité d'accepter cette proposition, d'autant plus ridicule, que le général portugais s'était déjà emparé des vivres réunis pour l'armée anglaise par les soins de l'évêque d'Oporto (3). Ayant prié Freire de lui assurer son appui à des conditions acceptables, celui-ci, pour toute réponse, fit savoir qu'il allait se retirer sur la ligne du Tage et agir d'après ses propres inspirations. La jalousie ou la défiance pouvaient seules expliquer une semblable conduite (4). Cependant, après bien des pourparlers, sir Arthur obtint du général portugais qu'il mît à sa disposition 1,400 fantassins et 250 hommes de cavalerie, et qu'il laissât jusqu'au 22 le restant de ses troupes sur les derrières de l'armée; Wellesley, de son côté, dut prendre l'engagement de nourrir, aussi longtemps qu'il en aurait besoin, les 1,650 hommes placés sous ses ordres.

Laborde, vigoureusement pressé par l'armée anglaise, fut obligé de s'arrêter le 16 à Rorissa (ou Roliça), parce qu'il eût perdu sa communication avec Loison, en continuant sa retraite sur Torrès-Vedras et découvert Lisbonne, en mar-

---

(1) SHERER, t. I, p. 108.

(2) A lord Castlereagh, 16 août 1808.

(3) Cet évêque avait formellement promis à Wellesley de nourrir ses troupes.

(4) « Je crois ne pouvoir attribuer sa persistance qu'à la crainte que nous ne fussions pas « en force suffisante contre l'ennemi. » (*Mémoire de Wellesley à la cour d'enquête.*) SHERER, t. I, p. 110, explique ainsi la conduite de Freire :

« Si les Anglais étaient battus comme il croyait qu'ils le pouvaient être, Freire ne se serait point compromis et aurait fait des conditions pour lui-même. S'ils l'emportaient, il pouvait, en restant indépendant de l'armée anglaise, soutenir plus efficacement les vues de la junte d'Oporto, qui visait à l'autorité suprême. »

chant sur Alcoentre, d'où les secours devaient arriver. Sa position était forte d'ailleurs et il pouvait espérer d'y être rejoint pendant le combat par les 5 à 6,000 hommes que son collègue amenait de Rio-Mayor (1). Wellesley quitta ses bivacs le 17 au point du jour avec 13,480 baïonnettes, 470 chevaux et 18 pièces de canon (2). Ces troupes avancèrent en ordre de bataille sur trois colonnes : la colonne de droite, composée de 1,200 hommes d'infanterie portugaise et de 50 chevaux, devait faire un long circuit dans les montagnes pour tourner la gauche de l'ennemi et tomber précipitamment sur ses derrières ; celle de gauche, formée des brigades Bowes et Fergusson, de 3 compagnies de voltigeurs, d'une brigade d'artillerie légère et de 40 chevaux, avait l'ordre de franchir les collines d'Obidos pour chasser tous les postes qui se trouvaient de ce côté de la vallée et tourner la droite de l'ennemi, appuyée à Rorissa ; elle était en outre chargée de surveiller les mouvements de Loison, dont on avait appris l'arrivée à Rio-Mayor depuis la veille, de combattre ce général en cas d'apparition, et avant qu'il pût communiquer avec Laborde. La colonne du centre, composée des brigades Hill, Crawfurd, Nightengale et Fane, avec 400 hommes d'infanterie légère portugaise, le reste de la cavalerie et deux batteries de 6 et de 9, fut destinée à l'attaque principale (3).

A peine les troupes du centre eurent-elles fait replier les tirailleurs français qu'on vit la brigade Fergusson descendre des collines et chercher à gagner la ligne de retraite de l'ennemi. Mais le général Laborde n'était pas assez imprudent pour se laisser couper de la sorte. Les postes qui couvraient sa position de la plaine ayant été emportés, il se

(1) Loison était parti le 15 de Santarem avec 4,800 baïonnettes, 40 chevaux et 6 canons. — Voir SHERER, t. I, p. 112.

(2) Dans cet effectif étaient compris les 1,650 hommes du corps de Freire.

(3) Voir LONDONDERRY, t. I, p. 112.

retira, en défendant le terrain pied à pied, dans une nouvelle et plus forte position, sur les hauteurs de Colombara. Wellesley, au lieu de le déloger de cette position en faisant tourner sa gauche, commit la faute de l'attaquer de front sur un point d'où l'on ne pouvait approcher que par des sentiers étroits, bordant et traversant de profonds ravins. Cette circonstance prolongea inutilement le combat et le rendit meurtrier. Laborde, assailli par cinq colonnes à la fois, se comporta vaillamment; il n'ordonna la retraite sur Montechique que lorsque sa droite fut complétement tournée. Quoique blessé au cou dès le commencement de l'affaire, il ne quitta point le commandement. La lutte avait duré depuis 9 heures du matin jusqu'à 5 heures du soir, et le général français avait changé de position sept fois (1). Il laissa 3 canons et 600 blessés et tués sur le champ de bataille (2) : ses pertes eussent été bien plus considérables si Wellesley avait possédé assez de cavalerie pour charger les colonnes dans leur mouvement rétrograde. Les Anglais comptèrent environ 500 hommes hors de combat (3). Ils n'avaient engagé qu'une partie de leurs forces (4), ce qui témoigne honorablement en faveur de la bravoure et de la solidité de leurs troupes. « La victoire de Rorissa, dit le comte Toréno, leur rendit une confiance bien altérée par de précédentes et funestes expéditions. Ce fut là que prit naissance la renommée de sir Arthur Wellesley, qu'augmentèrent depuis des triomphes plus importants (5). »

(1) Thiébault.

(2) Évaluation de Napier et des auteurs des *Victoires et conquêtes*. D'après Londonderry, Laborde eut 1,000 hommes hors de combat ou faits prisonniers.

(3) M. Thiers et les auteurs des *Victoires et conquêtes* sont dans l'erreur en estimant le chiffre des pertes à un minimum de 1,200 hommes; le général Thiébault commet une double exagération en portant l'effectif des forces de Wellesley à 15 ou 18,000 hommes, et celui des pertes à 2,000; d'après les états officiels, ce dernier chiffre n'est que de 479 hommes; savoir : 70 tués, 335 blessés et 74 manquants.

(4) 4,000 hommes, d'après Napier.

(5) T. II, p. 47.

Le colonel Napier pense qu'après cette victoire, le général anglais aurait pu marcher au-devant de Loison, l'écraser, l'acculer au Tage et atteindre le but de l'expédition, sans livrer une nouvelle bataille avec des forces inégales ; mais nous ne pouvons admettre cette opinion, attendu que Laborde et Loison se réunirent la nuit même du combat et marchèrent ensemble dans la direction du Montechique (1).

Cependant si Wellesley s'était avancé le 18 de grand matin sur Torrès-Vedras, il aurait pu empêcher l'arrivée du restant des troupes françaises, et obtenir ainsi le résultat que devait seulement lui assurer le gain de la bataille de Vimeiro. Il eut au reste le projet d'exécuter ce mouvement, et déjà même les ordres étaient donnés quand il reçut avis de l'arrivée des troupes du général Anstruther. Jugeant d'après ce qui s'était passé à Rorissa que l'appui de ces troupes n'était pas à dédaigner, il marcha le 18 sur Lourinha pour être à en mesure de protéger leur débarquement.

Le lendemain toutes ses forces réunies se trouvèrent à Vimeiro; dans le courant de la même journée, l'armée entière de Junot, forte de 12,700 fantassins, de 1,300 cavaliers et de 26 canons (2), prit position à Torrès-Vedras (3). Wellesley avait en ce moment 16,000 baïonnettes (4), 240 chevaux et 18 pièces de campagne (non compris les 1,400 fantassins et les 240 chevaux portugais). Son plan était de porter les premiers coups à l'ennemi, de le poursuivre de façon à l'empêcher de se rallier et de marcher ensuite sur

(1) *Mémoire à la cour d'enquête.*

(2) Junot, avec 3 bataillons, un régiment de cavalerie et 10 canons, avait quitté Lisbonne le 16, et était arrivé à Torrès-Vedras le 18, jour même du départ de Wellesley pour Lourinha ; le lendemain, il fut rejoint par Laborde, et le 20, par la réserve.

(3) Chiffres donnés par un état de situation trouvé sur le champ de bataille. Thiébault porte cette armée à 12,000 hommes ; Jomini à 11,500 ; Thiers à 9,000 ; les *Victoires et conquêtes* à 9,200; le général Sarrazin à 14,000, et Wellesley à 15,000. (*Mémoire à la cour d'enquête.*)

(4) Ce chiffre comprend la brigade d'Ackland, arrivée le 20 dans la baie de Maceira.

Lisbonne, tandis que Moore, débarquant au Mondégo, se porterait sur Santarem, pour protéger la gauche de l'armée anglaise, bloquer la ligne du Tage et menacer les communications des Français avec Elvas (1).

Cette double ligne d'opérations offrait moins de difficulté qu'une ligne simple et n'assurait à Junot, malgré sa position intermédiaire, aucun des avantages qui font rejeter en général l'emploi de ces sortes de lignes (2). Pour donner à ce plan un commencement d'exécution, sir Arthur se proposait de tourner, par une marche accélérée, la forte position de Junot (en suivant le chemin qui se trouve entre la côte et Torrès-Vedras), et de gagner Mafra avec une solide avant-garde, pendant que le gros de l'armée, en s'emparant des hauteurs les plus avantageuses à proximité de cette ville, intercepterait la communication des Français sur Montechique. Outre les avantages stratégiques assurés à cette opération, Wellesley pensait qu'il avait tout à gagner à prendre les chemins des montagnes, son armée étant en quelque sorte privée de cavalerie.

Déjà ses principales dispositions étaient prises, quand Harry Burrard arrivant dans la rade de Maceira, lui donna, à bord de son vaisseau, l'ordre d'attendre le corps de John Moore, qu'il avait dirigé sur cette rade (3).

En vain sir Arthur fit observer que ce renfort était inutile, que toutes les chances étaient pour l'armée anglaise, et qu'il valait mieux attaquer immédiatement que d'être attaqué le lendemain; Burrard ne voulut rien changer à son ordre,

---

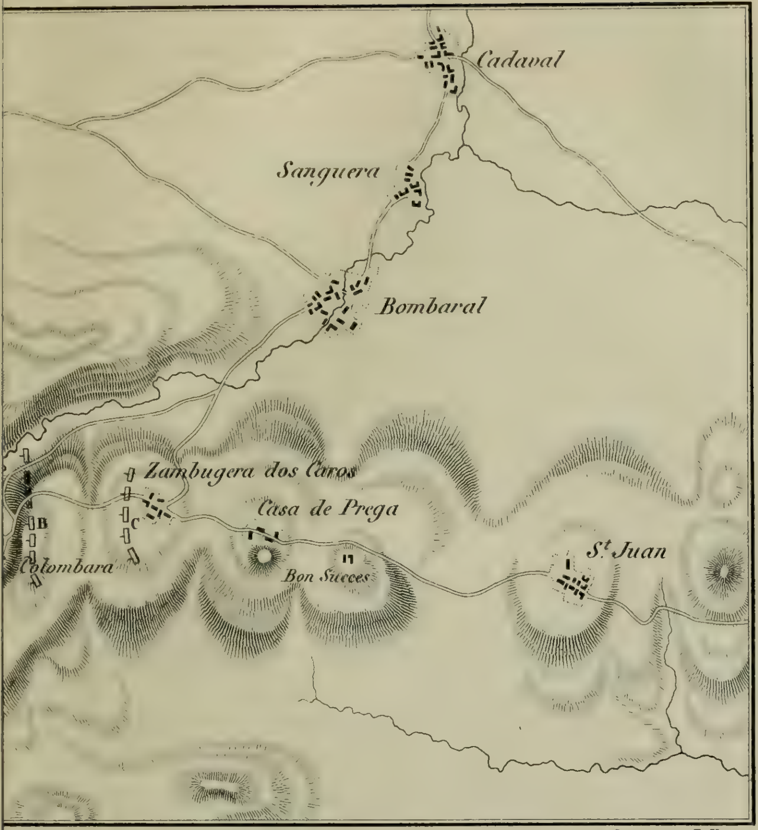
(1) Wellesley pensait qu'après la bataille, l'ennemi chercherait à se retirer au delà du Tage, à Elvas, ou le long de la rive droite du Tage par Santarem et Almeida. C'était en effet le projet arrêté en conseil. Si donc John Moore s'était porté sur Santarem, il aurait pu couper la retraite à l'ennemi dans l'une ou dans l'autre de ces directions.

(2) Le colonel Napier indique parfaitement les faits et les circonstances qui justifient cette exception à la règle. — Voir t. I, liv. II, chap. VI.

(3) Voir MAXWELL, t. I, p. 325; STOCQUELER, t. I, p. 42, et LONDONDERRY, t. I, p. 141.

AT DE RORISSA.

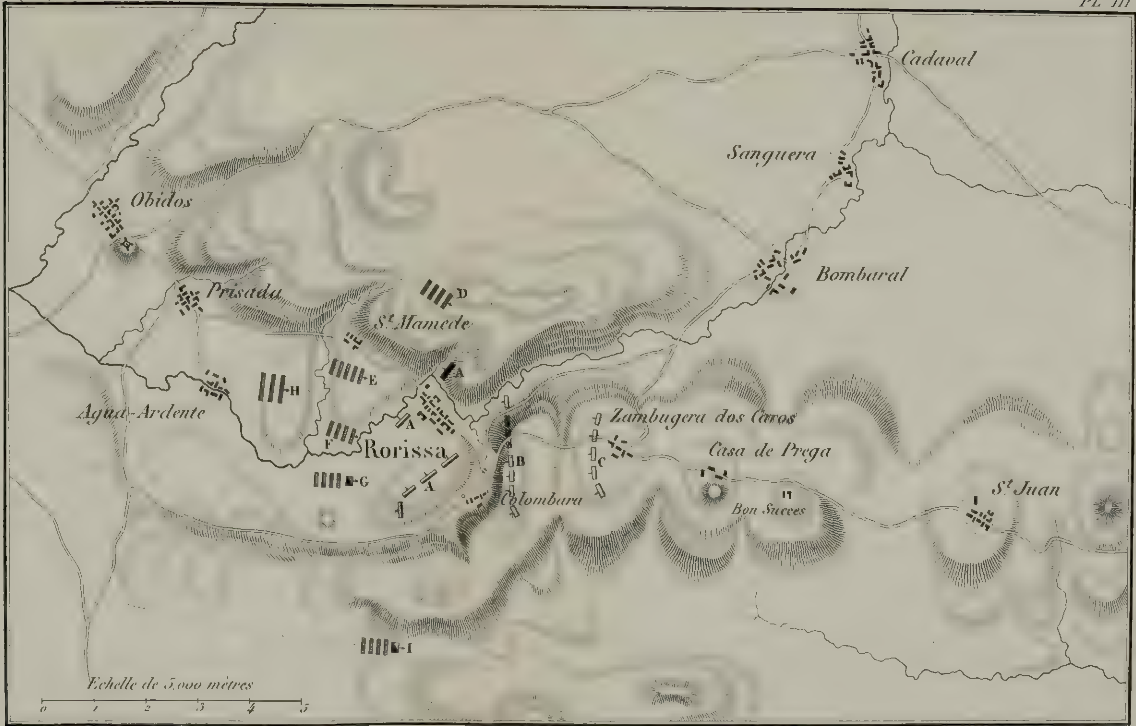
PL. III.



Gravé par J. Claes.

osition, C trois.e position, D colonne de Fergusson, E brigade Fane,
brigade Crawfurd (en reserve), I colonne de Trant.

COMBAT DE RORISSA.



A *Premiere position des Français,* B *deuxe position,* C *troise position,* D *colonne de Fergusson,* E *brigade Fane,* F *brigade Nightingale,* G *brigade Hill,* H *brigade Cranfurd (en reserve),* I *colonne de Trant*

jugeant qu'une marche de flanc entre la mer et une chaîne de montagnes, par un chemin coupé de ravins et de torrents, était une opération par trop téméraire.

Il se trouvait, au surplus, encouragé dans sa résistance par le témoignage des principaux officiers de l'armée anglaise. Wellesley seul, d'après l'idée qu'il s'était formée sur les lieux, croyait l'opération praticable, et longtemps après il regrettait encore qu'on ne lui eût pas permis d'en accepter la responsabilité. « Il retourna au camp, dit le marquis de Londonderry, avec la conviction que l'incapacité de son nouveau chef, après avoir paralysé le succès de Rorissa, attirerait sur l'expédition des disgrâces et des revers sérieux. »

Le 21, Junot quitta la position de Torrès-Vedras, et, conformément aux prévisions de Wellesley, vint attaquer le plateau de Vimeiro.

Quoique trop étendu, ce plateau offrait une bonne position (1), mais qui, en cas de revers, eût été désastreuse pour l'armée anglaise.

« Cette armée en effet, n'aurait eu pour retraite qu'une côte à pic, bordée par une mer houleuse, et cependant » dit le général Foy, « Wellesley n'éprouva pas le moindre frémissement d'inquiétude. »

Il faut remarquer d'ailleurs que sir Arthur ne s'était pas établi à Vimeiro avec l'intention de recevoir la bataille dans cette position.

Junot avait un plan très-simple à suivre, c'était de réunir toutes ses forces, et de tomber sur la gauche des Anglais. « Victorieux, la mer eût englouti tous ceux qui auraient échappé à ses armes; repoussé, sa retraite n'eût offert aucune difficulté (2). »

---

(1) La droite de l'armée anglaise était appuyée à la mer et flanquée par toute la flotte, qui de plus protégeait ses derrières. « C'était, dit Jomini, une forte position. »

(2) Napier.

Mais au lieu de prescrire ce mouvement, que les circonstances et plus encore l'infériorité numérique de ses troupes rendaient nécessaire, le duc d'Abrantès forma deux attaques séparées, et commit en outre la faute de les commencer l'une après l'autre, de sorte que les Anglais purent dégarnir leur gauche au profit de leur droite, et réciproquement.

Quand les brigades Brenier et Solignac, retardées par les difficultés du terrain et les détours qu'elles furent obligées de faire, ouvrirent leur feu contre l'ennemi, l'attaque des brigades Charlot et Thomières était pour ainsi dire terminée (1). Les troupes françaises néanmoins se comportèrent vaillamment, et, grâce à la supériorité de leur cavalerie, firent plus d'une fois reculer les bataillons anglais; mais les vices du plan d'attaque de Junot et les habiles dispositions de Wellesley ne permirent pas à la victoire de se ranger sous leurs aigles. Après une lutte de trois heures, ils se replièrent dans une position voisine, dont le front était visiblement parallèle à celui des Anglais. Brenier fut blessé et pris; Solignac, Charlot et Foy, deux colonels et un grand nombre d'officiers supérieurs, reçurent des blessures plus ou moins graves. L'armée battue laissa 1,800 hommes (2), 13 canons, 23 caissons et plus de 20,000 cartouches sur le terrain (3). Les pertes du côté de l'armée anglaise ne s'élevèrent qu'à 720 hommes, dont 135 tués et 534 blessés (4).

---

(1) La brigade Brenier attaqua la gauche une heure après celle de Thomières, dirigée contre la droite de l'ennemi. Cette dernière brigade ayant été accablée, Junot la fit soutenir par la brigade Charlot de la division Loison, et envoya l'autre brigade de cette division (celle de Solignac) suivre la brigade Brenier. — Voir THIÉBAULT.

(2) JOMINI, BELMAS, THIÉBAULT. Parmi ces 1,800 hommes se trouvaient les blessés et les prisonniers. Londonderry évalue les pertes à 4,000 hommes sans les prisonniers, qui furent nombreux; les *Victoires et conquêtes* estiment les pertes à 1,900 hommes.

(3) Wellesley au lieutenant général Burrard, 21 août 1808.

Thiébault et les *Victoires et conquêtes* prétendent que les Français perdirent seulement 10 canons et quelques caissons.

(4) D'après GURWOOD, t. IV, p. 112. Le général Thiébault et les *Victoires et conquêtes* éva-

Napoléon, en apprenant la défaite de Junot, émit l'opinion suivante :

« Si le duc d'Abrantès eût marché avec 12,000 hommes, qu'il pouvait réunir à la rigueur, au lieu de 9,200; qu'il eût laissé dans le défilé de Torrès-Vedras un bon bataillon d'infanterie et 600 chevaux, et se fût porté rapidement avec le reste de son armée pour attaquer son adversaire en flanc et à revers, tandis que le détachement du défilé eût fait une démonstration sur le front de la ligne anglaise : si toutes ces dispositions avaient été faites pendant la nuit, et qu'une attaque ferme, vigoureuse, eût commencé avec le jour, la victoire couronnait certainement une fois de plus les efforts de l'armée française, et les Anglais pouvaient être jetés dans la mer (1). »

Il y a beaucoup de choses vraies dans cette critique; cependant elle repose sur un fait que nous ne pouvons admettre, bien que Thiébault le certifie exact; c'est qu'il y eût seulement 9,200 Français présents à la bataille. Les documents officiels démentent positivement ce chiffre.

Burrard s'était montré sur le plateau de Vimieiro, pendant que la lutte durait encore; mais par courtoisie, il avait laissé à son jeune collègue le soin de terminer seul une action si heureusement commencée (2). Il ne s'écarta de cette réserve que pour donner, fort intempestivement, à la colonne Fergusson l'ordre de faire halte au moment où, après avoir séparé complétement les brigades Brenier et Solignac, elle allait forcer la plus grande partie de cette dernière à se rendre.

---

luent les pertes des Anglais à 50 prisonniers, 500 morts et 1,200 blessés. Il faut remarquer que les Portuguais, ainsi que la 1re et la 5e brigade anglaise, c'est-à-dire près de 7,000 hommes ne tirèrent pas un coup de fusil pendant le combat.

(1) Paroles citées par le général Thiébault.

(2) Voir sa lettre du 21 août à lord Castlereagh où il dit : « Qu'il approuva toutes les dispositions de Wellesley et jugea inutile d'y rien changer ». — GURWOOD, t. IV, p. 108.

Il empêcha (1) également Wellesley d'exécuter un mouvement habile destiné à compléter sa victoire, et qui consistait à repousser Junot avec cinq brigades au delà de la Sierra-Baragueda, et à le forcer sur le Tage, pendant que trois autres brigades, s'emparant des défilés de Torrès-Vedras, pousseraient jusqu'à Montechique et lui couperaient le chemin de Lisbonne. « C'était, dit le colonel Napier, une de ces promptes et audacieuses conceptions qui distinguent les grands généraux. » A cause de cela même, elle effraya Burrard, qui allégua, pour justifier son refus : l'arrivée de quelques troupes fraîches, (découvertes par Spencer, sur les hauteurs en arrière de Junot), le délabrement du matériel, la fatigue des chevaux de trait, le désordre de l'administration, l'insuffisance des moyens de transport; le fâcheux état de la cavalerie (2), et l'absence de tout appui efficace de la part des populations et des troupes portugaises.

Ces raisons avaient sans doute quelque poids, dans un moment où l'on attendait les secours de Moore, et où l'ennemi opérait sa retraite avec une intelligence et un sang-froid qui annonçaient sa ferme résolution de continuer la lutte. Elles entraînèrent l'adjudant-général Clinton et le quartier-maître général Murray.

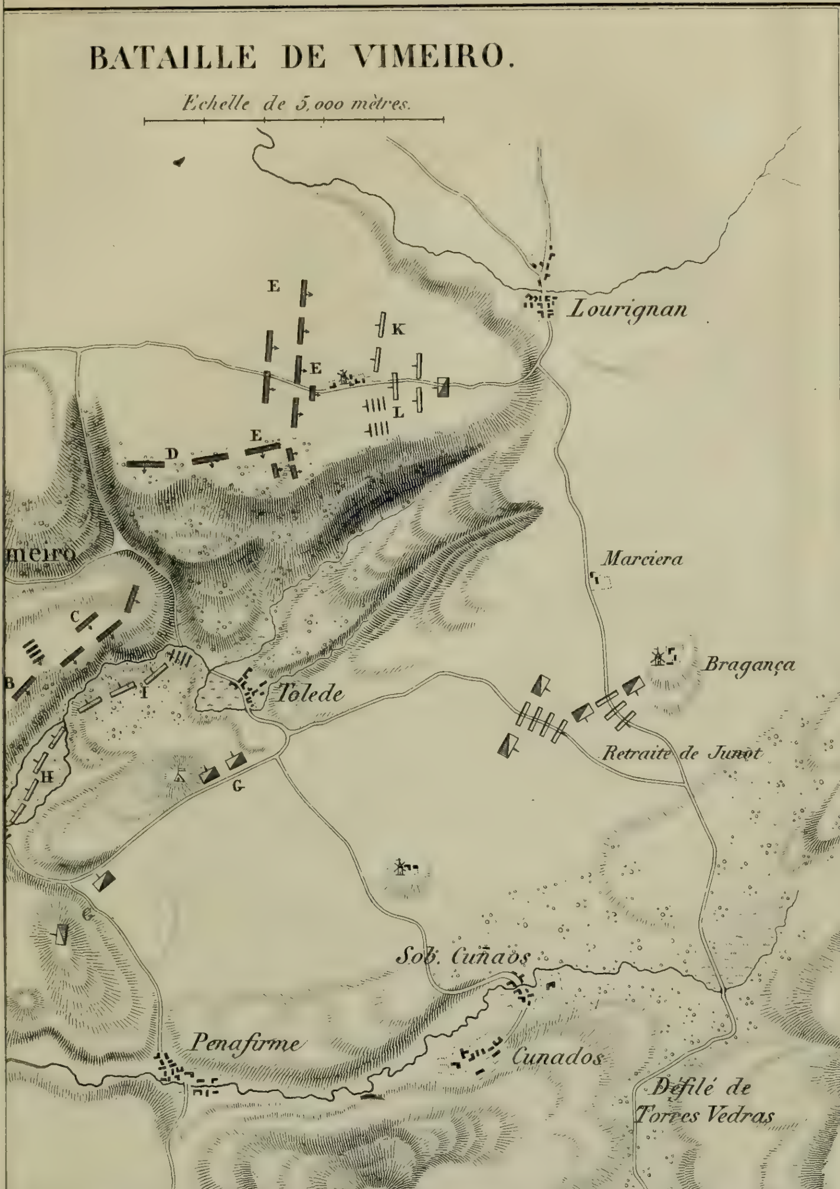
En vain Wellesley fit-il sur le champ de bataille même, et très-énergiquement (3) ressortir la nécessité de poursuivre immédiatement les troupes battues, et de les refouler vers le Nord; il fut obligé de céder à l'opinion générale. Cet échec lui causa tant d'humeur, qu'il ne put s'empêcher de dire aux officiers de son état-major : « Gentlemens, il ne nous reste

---

(1) Le général Foy se trompe en disant que c'est Wellesley qui défendit à ses soldats de poursuivre l'ennemi. Burrard seul est responsable de cet ordre.

(2) Elle était, pour ainsi dire, démontée et si peu nombreuse d'ailleurs qu'à Vimeiro, l'armée anglaise dut attendre pour riposter au feu des Français que les colonnes ennemies débouchassent sur sa première ligne.

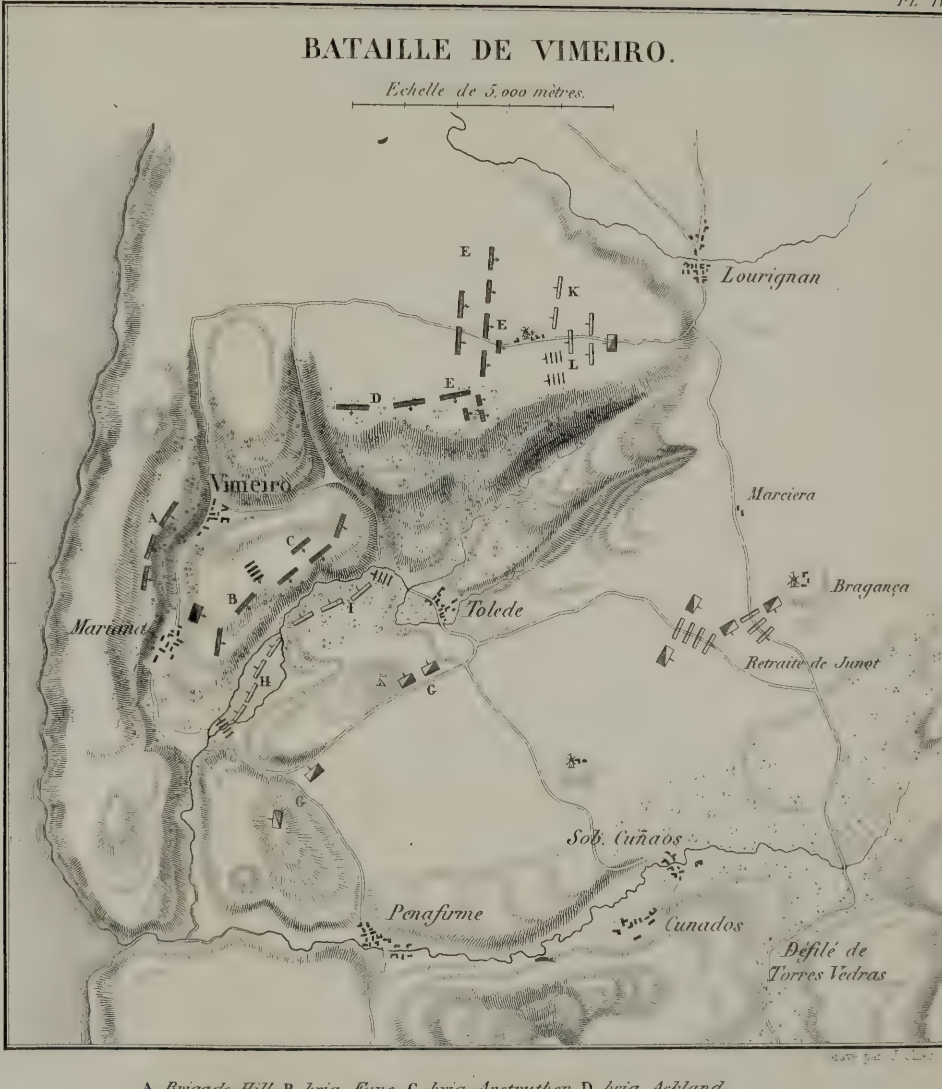
(3) ALISON, t. VI, p. 364, et LONDONDERRY, t. I, p. 149.



Gravé par J. Claes

Hill, B brig. Fane, C brig. Anstruther, D brig. Ackland.
s Fergusson, Nightingale, Bowes, Crawfurd et les Portugais de Trant.
I Laborde, K Brenier, L Solignac, G Cavalerie de Kellerman.

BATAILLE DE VIMEIRO.



A *Brigade Hill*, B *brig. Fane*, C *brig. Anstruther*, D *brig. Ackland*.
E *Brigades Fergusson, Nightingale, Bowes, Crawfurd et les Portugais de Trant.*
H *Loison*, I *Laborde*, K *Brenier*, L *Solignac*, G *Cavalerie de Kellerman*.

« plus maintenant qu'à faire la chasse aux perdrix rou-
« ges (1). »

Il n'en persista pas moins à soutenir qu'il avait conseillé le seul mouvement capable de donner un résultat décisif. Le 22, écrivant au duc d'York : « Je pense, dit-il, que si la « brigade du général Hill et l'avant-garde eussent marché « sur Torrès-Vedras aussitôt qu'on eut la certitude que la « droite de l'ennemi avait été mise en déroute par notre « gauche, et que celle-ci poursuivait ses avantages, l'ennemi « aurait été coupé à Torrès-Vedras, et nous serions arrivés « à Lisbonne avant lui. Je doute même qu'il fût resté une « armée française en Portugal. » Sir Arthur exprima la même opinion dans plusieurs circonstances, et notamment dans son *exposé à la cour d'enquête.*

Nous ne citons ce fait que pour combattre l'assertion, si souvent reproduite par les auteurs français, que Wellington manquait de hardiesse et de résolution. On aurait pu, au contraire, dans le cas présent, lui faire le reproche d'avoir conseillé une opération hardie jusqu'à la témérité. Quoi qu'il en soit, l'inspection des lieux et la situation respective des belligérants donne la conviction que la prise de Torrès-Vedras et de Mafra eût forcé Junot à abandonner son artillerie et plusieurs milliers de traînards pour gagner Almeida et Elvas. Encore ce mouvement fût-il devenu impossible, si Moore avait débarqué au Mondego et occupé Santarem, suivant le plan d'opérations conçu par Wellesley.

Le duc d'Abrantès ayant regagné le défilé de Torrès-Vedras, grâce à la prudence exagérée de Burrard, la position respective des deux armées, à la nuit tombante, fut la même que le soir précédent. Le lendemain 22, sir Hew Dalrymple dé-

---

(1) ALISON, t. VI, p. 364, *Londonderry's peninsular campaings*, t. I, p. 145, 146 : BURGHERST, *Opérations of the allies in Portugal in* 1808, t. IV, p. 214.

barqua de grand matin et vint prendre le commandement en chef. Ainsi, dans le court espace de 24 heures, l'armée avait passé successivement aux ordres de trois généraux, venant de divers lieux, avec des vues, des habitudes, des renseignements différents, et n'ayant pas même eu l'occasion de se concerter par écrit pour adopter un plan d'opération uniforme (1). L'armée fut mécontente de voir son véritable chef relégué au quatrième rang et sacrifié à des hommes dont l'incapacité s'était révélée par les ordres malencontreux qu'ils avaient donnés, après Rorissa et Vimeiro.

Les officiers généraux crurent même devoir protester indirectement contre cette façon d'agir, en écrivant à leur jeune collègue une lettre collective, pour le féliciter de la manière dont il avait exercé le commandement (2).

L'intention de Dalrymple était d'attendre le corps de sir John Moore (3), quand le 22, Junot, alarmé par les symptômes d'une prochaine explosion à Lisbonne, lui fit proposer par le général Kellermann un armistice et un projet d'évacuation du Portugal. Cette offre, assez surprenante de la part d'un général qui avait montré tant d'audace au commencement de la guerre, fut accueillie avec empressement par le nouveau chef de l'armée anglaise.

Wellesley et Burrard assistèrent à la conférence, mais seu-

---

(1) Ce fait et l'obstination qu'on mit à rester sur le champ de bataille de Vimeiro donnèrent beaucoup d'ennui à Wellesley : « Je vous assure » écrivit-il le 30 août à lord Castlereagh, « que « les affaires ne sont pas brillantes ici, et que j'éprouve un vif désir de quitter l'armée. » Le 5 septembre, il demanda formellement l'autorisation de rentrer en Angleterre, disant « qu'il lui était tout à fait impossible de rester plus longtemps sous les ordres de Dalrymple. »

(2) Cette lettre, du 3 septembre 1808, est signée par les généraux Spencer, Hill, Fergusson, Nightengale, Bowes, Fane et Crawfurd.

On y remarque le passage suivant : « Anxious to manifest the high esteem and respect we bear towards you and the satisfaction we must ever feel in having had the good fortune to serve under your command, we have this day directed a piece of plate, value 1,000 guineas, to be propared and presented to you. » La valeur de ce cadeau fut augmentée dans la suite par la souscription des généraux Anstruther et Ackland, et de tous les officiers qui avaient servi sous les ordres de Wellesley à Vimeiro. —Voir GURWOOD, t. IV, p. 137.

(3) Wellesley aurait au contraire voulu marcher en avant. Le 25, il écrivit à Charles Stuart : « Si je n'en avais pas été empêché, j'aurais poursuivi le soir l'ennemi à Torrès-Vedras, et pro-

lement à titre de conseils. Le véritable négociateur fut Dalrymple, qui accepta plusieurs articles, malgré l'opposition de ses collègues (1), cependant, il ne mit point sa signature au bas de la convention, parce qu'il est contraire à l'usage qu'un général en chef traite avec un officier d'un rang inférieur. C'est Wellesley, dont le nom du reste figurait en tête de la note rédigée par Kellermann, qui signa l'acte ; et en accédant sur ce point au désir de son chef, il était persuadé qu'il n'engageait en aucune façon sa responsabilité, puisqu'il n'approuvait l'armistice qu'en principe, et qu'il voulait même le limiter à 48 heures.

Quant à la convention définitive du 30 août, appelée improprement *convention de Cintra* (2), elle fut négociée par l'intermédiaire du colonel Marray ; et sir Arthur n'en connaissait pas la teneur quand il fut appelé devant la cour d'enquête pour justifier sa conduite.

La convention de Cintra déplut fort au général Freire et à la faction remuante qui avait pour chef l'évêque d'Oporto. Ce parti reprochait aux généraux anglais de n'avoir fait mention dans le traité ni de l'armée portugaise, ni de la

---

« bablement, je l'eusse entièrement détruit. » Et, le 29, au capitaine Malcolm : « En attendant (la conclusion du traité), l'armée reste sur le terrain qu'elle occupe à présent bien « contre mon avis. »

(1) Le colonel Napier, Jomini, le comte Toréno et la plupart des auteurs se trompent en disant que Wellesley fut le principal ou l'unique négociateur de l'arrangement préliminaire de Vimeiro, voire même de la convention de Cintra. Et en arrivant à Londres le 6 octobre, sir Arthur écrivit à lord Castlereagh, ministre de la guerre : « Je vous demande la « permission d'informer votre seigneurie que je n'ai point négocié cette convention, qu'elle « a été traitée et conclue par Son Excellence le général Dalrymple en personne, et que je l'ai « signée pour complaire à Son Excellence. Mais je ne me regarde en aucune manière comme « responsable des termes dans lesquels elle a été conçue, ni des clauses qu'elle peut contenir. »

Voir encore sa lettre du 5 septembre au capitaine Malcolm, celle du 6 septembre à l'évêque d'Oporto et ses diverses communications à la cour d'enquête. Il résulte de ces pièces, que Wellesley consentit en principe à l'évacuation, et qu'il donna le conseil d'y accéder. Son rôle n'alla pas plus loin.

(2) Napier prétend que la convention de Cintra fut conclue à Falus, à 30 milles de Cintra; cependant elle porte ces mots : « Fait et arrêté à Lisbonne le 30 août. » Nous croyons qu'on ne donna à cet acte le nom de Cintra, que parce que la lettre de Dalrymple, contenant une copie de la convention, était datée de ce village.

junte d'Oporto, ni du prince régent, ni d'aucune autorité civile ou militaire représentant la nation alliée, oubli en effet très-singulier, et que Dalrymple expliqua en disant que la convention était purement militaire. L'évêque leur en voulait aussi de ce qu'ils avaient reconnu le droit de conquête invoqué par les Français; permis à ces derniers (art. 5) d'emporter le produit de leurs pillages, et de mettre, par l'art. 6, les traîtres et les soutiens de l'usurpateur à l'abri de toute persécution. L'ensemble de ces concessions lui semblait indiquer un parti pris de soustraire les envahisseurs au châtiment que méritaient leurs rapines et leurs cruautés. Mais la principale raison du mécontentement de Freire et de ses adhérents tenait à la mission qu'avait reçue l'armée anglaise d'aider le prince régent à recouvrer ses droits légitimes, mission contraire aux vues de l'évêque d'Oporto, qui voulait être à la tête des autorités insurrectionnelles. Heureusement le peuple, un moment trompé par cette manœuvre, ne tarda point à reconnaître les services que l'Angleterre lui avait rendus en le débarrassant de l'armée française. Cependant, les choses avaient été si loin, que les généraux anglais s'étaient vus obligés de méconnaître l'autorité des juntes et de rétablir, le 18 septembre, suivant les instructions de leur gouvernement, la régence instituée par le prince don Juan à son départ pour le Brésil (1). Le Portugal avait reconnu ce nouveau gouvernement, et toutes les juntes s'étaient désorganisées (2).

Mais c'est surtout en Angleterre que le mécontentement fut extrême (3). Il se manifesta par des signes d'indignation et de douleur dont il n'y avait pas eu d'exemple jusqu'a-

---

(1) « Après le départ des Français, l'évêque d'Oporto, et à son instigation la junte de cette ville, cherchèrent à obtenir le pouvoir suprême et à transférer le siége du gouvernement à Oporto. Mais cette proposition fut très-sagement rejetée par Dalrymple. » — SHERER, t. I, p. 124.

(2) TORÉNO, t. II, p. 55.

(3) Londonderry prétend que dans les rangs inférieurs de l'armée le mécontentement fut

lors (1). « Les journalistes encadrèrent leurs feuilles dans des bandes noires en signe de deuil public, et l'on vit abonder des caricatures où trois potences étaient élevées pour les trois généraux qui s'étaient succédé dans le commandement en chef (2). »

« Une folie générale, dit le colonel Napier, semblait s'être emparée de toutes les classes de la société, et, semblable aux Athéniens après le combat d'Arginuses, le peuple anglais, si les lois l'eussent permis, aurait condamné ses généraux à mort pour avoir remporté la victoire. »

Cependant, de l'aveu même de M. Thiers, « l'expédition du Portugal fut l'une des mieux conduites et des plus heureuses que l'Angleterre eût encore exécutées sur la terre ferme. »

En vain les canons du Parc et de la Tour annoncèrent-ils la victoire de Vimeiro, comme ils avaient annoncé toutes les autres victoires remportées par les armes britanniques; en vain les hommes d'État les plus recommandables essayèrent-ils de résister au courant de l'opinion, — la masse du peuple et les journalistes s'obstinèrent à représenter la convention de Cintra comme plus honteuse encore que celles du Helder et de Closter Seven (3), et il fallut, pour contenter l'opposition, que le gouvernement soumît le traité à une enquête solennelle, comme s'il eût été funeste pour le pays, déshonorant pour l'armée anglaise. Sir Arthur, qui avait signé la convention préliminaire de Vimeiro, fut particulièrement en butte à la rage

---

aussi très-vif. On y blâmait surtout le général en chef d'avoir accepté conditionnellement l'inconcevable demande de stipuler que la flotte russe pourrait se retirer sans être molestée (t. I, p. 155). L'auteur, qui était sur les lieux, doit être cru sur ce point, bien que sa relation soit inexacte sur plusieurs autres. Le mécontentement dont il parle avait, au reste, pour cause principale l'ordre donné par Dalrymple de suspendre les hostilités après la victoire.

(1) « L'arrangement de Vimeiro, dit le général Foy, était protégé dans l'armée par la popularité du général Wellesley, qui l'avait signé. » Il aurait pu ajouter : et par la connaissance des faits qui la rendaient désirable et utile.

(2) Général Foy, les historiens anglais, Alison et Southey confirment ce fait.

(3) Alison, t. VI, p. 367.

Un écrivain whig avoue naïvement que l'opposition de son parti à la convention de Cintra avait pour but principal de renverser le ministère. *Edimburgh review*, 1852, p. 218.

des partis. On l'accusa d'avoir laissé échapper une proie plus facile à saisir que celle de Baylen, et on ne laissa pas d'ajouter qu'en pareille occurrence les volontaires espagnols auraient obtenu de meilleurs résultats. Mais de retour en Angleterre, Wellesley n'eut point de peine à faire évanouir cette accusation (1). Il prouva qu'il n'avait pas tenu à lui que Junot ne fût battu complétement; et cette réserve faite, au lieu de se mettre à couvert en déclarant qu'il s'était strictement conformé aux ordres de Dalrymple, il prit hautement la défense de la convention. Utile et politique dans son ensemble, elle ne lui paraissait défectueuse que dans quelques-uns de ses détails (2). Les raisons qu'il donna étaient plausibles : Junot tenait plusieurs fortes positions en avant de Lisbonne; sa retraite sur Elvas était facile et sûre; il pouvait donc prolonger la lutte et rendre de nouveaux sacrifices nécessaires. Or, l'armée anglaise n'était pas dans une situation à supporter facilement ces sacrifices, ayant un matériel de campagne disloqué, des chevaux trop faibles et en nombre insuffisant, peu ou point de chariots, une cavalerie démontée et des vivres pour dix ou douze jours seulement. Le moindre vent contraire pouvait

(1) La correspondance de Wellington prouve qu'il était mécontent de la marche imprimée aux affaires par sir Hew Dalrymple. (Voir notamment ses lettres du 9 et du 17 septembre 1808 à Castlereagh et à J. Moore.) Le 17 septembre, il écrivit au général en chef pour lui demander la permission de retourner en Angleterre et de reprendre ses fonctions de chef secrétaire d'Irlande. Cette permission lui fut accordée cinq jours après l'embarquement des troupes françaises. Vers la même époque, Dalrymple fut rappelé pour justifier sa conduite, et quelque temps après, Burrard s'embarqua pour cause de maladie. A la suite de ces mutations, plutôt forcées que volontaires, le commandement en chef revint à sir John Moore, qui avait déjà signalé son nom dans les Indes occidentales, en Hollande et en Égypte.

(2) Il désapprouva l'art. 7 relatif à la flotte russe, et l'art. 9, qui stipulait que la rupture de l'armistice serait dénoncée quarante-huit heures avant la reprise des hostilités. Ce dernier article, favorable seulement aux Français, aurait donné à Junot le temps de faire des préparatifs de défense pour passer le Tage, s'assurer la coopération de la flotte russe, gagner Almeida, Elvas et la Lippe, et porter ensuite la guerre sur la frontière.

Wellesley voulait accorder seulement une suspension limitée et laisser la flotte russe en dehors de l'arrangement pour séparer sa cause de celle des Français, avec laquelle il n'était ni prudent ni juste de la confondre. Sur ce dernier point, il obtint gain de cause, puisque, à la suite du refus de l'amiral Cotton d'adhérer à la proposition d'armistice, Junot offrit de laisser la question des flottes en dehors de l'arrangement et d'en faire l'objet d'une négociation séparée entre les deux amiraux.

éloigner la flotte, seule ressource de cette armée, et empêcher le débarquement de sir John Moore. Enfin le matériel de siége était encore sur les vaisseaux (1), et d'ailleurs il aurait fallu, pour l'amener à destination, le tirer à bras d'hommes au-dessus des montagnes. Rejeter les propositions de Junot, c'était donc poursuivre la lutte et courir de nouvelles chances; les accepter, au contraire, c'était délivrer le Portugal sans perte de temps et sans sacrifices, considération importante, au moment où il s'agissait de porter la guerre le plus tôt possible en Espagne; c'était éviter la difficulté de réduire les forteresses et le danger de perdre les communications avec la flotte; c'était préserver Lisbonne d'une destruction certaine, et sauver les trésors accumulés dans cette ville (2); c'était obtenir enfin pacifiquement tout ce qu'on pouvait attendre d'une suite d'opérations habilement exécutées.

La cour d'enquête formée d'officiers honorables (3), mais énervés par l'âge, admit la plupart de ces raisons et déclara, le 22 décembre, après six semaines d'examen : « Que vu l'ar-« rivée successive de deux nouveaux commandants d'armée « après Vimeiro, il n'était pas étonnant que cette victoire « n'eût pas été plus vigoureusement poursuivie, et que dès

---

(1) Le colonel Jones dit (*Journaux des siéges*, p. 459) : « Si sir Hew Dalrymple eût eu besoin d'un argument sans réplique pour justifier la convention de Cintra, il aurait pu établir que la Grande-Bretagne n'avait pas le matériel nécessaire pour réduire Almeida et Elvas. »

C'est la même pénurie de matériel qui avait empêché, en 1793, le duc d'York de s'emparer de Dunkerque et de Valenciennes.

(2) Thiébault, chef d'état-major de Junot, dit, p. 217 : « Si l'on avait refusé la convention, Junot brûlait le port, les arsenaux, la flotte, la douane, les magasins... détruisait l'artillerie, défendait Lisbonne pied à pied, et s'ensevelissait sous ses ruines... Junot laissa dans les caisses et à la monnaie pour 9 millions de francs de valeur. »

(3) La cour siégea pour la première fois à Chelsea, le 14 novembre 1808. Elle était composée des généraux comte de Moira, Peter Craig, Francis lord Heathfield, George comte de Pembroke, George de Nugent et Olivier Nicholls.

La cour, dans son rapport du 22 décembre 1808, rendit pleine justice au courage et à l'habileté de Wellesley, mais elle n'osa point juger le plan qu'il avait proposé après la bataille de Vimeiro, bien que sir Arthur eût pleinement justifié la bonté et l'opportunité de ce plan, et combattu victorieusement le général Dalrymple, qui maintint l'opinion qu'il avait émise sur les lieux. — Quatre membres approuvèrent la convention, trois la rejetèrent.

« lors il n'y avait pas lieu de recourir à de plus amples « mesures judiciaires. »

Ce jugement donna pleine satisfaction à Wellesley (1), qui avait proposé de marcher sur Torrès-Vedras après la bataille ; néanmoins sir Arthur aurait vu sa carrière brisée comme celle de Dalrymple et de Burrard, s'il n'avait pas été soutenu par le crédit de sa famille et le prestige de ses victoires antérieures (2).

C'est par une semblable injustice de l'opinion publique, que Robert Calder, lord Melville, Warren Hastings, le duc d'York, le marquis Wellesley et plusieurs autres personnages illustres étaient tombés en disgrâce après avoir rendu les services les plus signalés. Il y a des moments où les hommes en masse perdent la faculté de raisonner, de voir et de sentir juste. Ces moments de vertige et de folie sont heureusement fort rares et de courte durée.

Bientôt la raison et le sang-froid, reprenant leur autorité, firent reconnaître unanimement que la campagne de Portugal avait été, somme toute, funeste à la France et très-favorable à la Grande-Bretagne. Pour la première fois, en effet, l'armée anglaise, si malheureuse dans les expéditions antérieures, s'était mesurée avec les troupes impériales, et l'avantage lui était resté; elle avait donné la plus haute opinion de son courage et de sa fermeté; son général, qu'on appelait par dérision *un général indien*, s'était montré digne de combattre les vétérans de Napoléon; enfin Junot, qui avait cru un moment obtenir la couronne d'Étrurie, était passé de l'autre côté de la frontière, et le Portugal, en moins de trente jours avait été débarrassé de tous ses ennemis!

---

(1) Sir Hew fut moins heureux. Par sa lettre du 18 janvier 1809, lord Castlereagh lui fit savoir que le roi, tout en adoptant l'opinion unanime de la cour d'enquête, blâmait le retard que le général en chef avait mis à faire connaître à son gouvernement l'armistice conclu le 22, et désapprouvait les articles de la convention « in which stipulations were made affecting the interests or feelings of the Spanish and Portuguese nations. »

(2) ALISON, t. VI, p. 367. « Il ne fallut rien moins, dit le général Jomini, que ses talents re« connus et le crédit de sa famille pour le sauver d'une disgrâce. »

La convention de Cintra nous paraît moins honorable pour le duc d'Abrantès que pour Wellington, bien que certains auteurs français aient considéré cet acte comme une habile concession arrachée au vainqueur (1). Et en effet, la situation de Junot était-elle donc si désespérée que l'abandon immédiat du Portugal et l'embarquement de ses troupes dussent être regardés comme des avantages? Il nous est impossible de l'admettre. Sans doute c'était une entreprise dangereuse que de continuer la guerre avec 12,000 hommes (2), dans un pays soulevé, à 200 lieues des corps français les plus rapprochés, contre un peuple vindicatif, soutenu par une flotte imposante et par une armée de 14,000 Anglais, que l'arrivée prochaine de Moore devait porter à 33,000 combattants! Mais si l'on songe que les forts et la flotte russe auraient pu défendre efficacement l'entrée du Tage; qu'une menace de bombardement aurait contenu l'insurrection de Lisbonne; que Junot avait les moyens de passer le fleuve, d'occuper Abrantès et d'approvisionner Elvas avec le matériel pris à Évora; que sa retraite sur Almeida, Elvas et la Lippe ne pouvait plus être coupée, du moment où Burrard avait refusé à Wellesley l'autorisation de poursuivre les troupes battues à Vimeiro;—quand on estime ce qu'il aurait fallu de temps aux Anglais pour réduire les forts du Tage, organiser les ressources de Lisbonne, préparer le matériel du siége, prendre Almeida et Elvas (dans la saison la plus malsaine et dans une contrée où règnent des miasmes pestilentiels), et porter les derniers coups à l'armée française sur la frontière d'Espagne; quand on songe surtout

(1) JOMINI, FOY, etc.

(2) D'après Thiébault, Junot avait perdu depuis le 15 juillet 4,400 hommes, dont 900 prisonniers : 2,000 hommes périrent en mer, par suite des tempêtes furieuses qui assaillirent les vaisseaux français. Belmas porte le nombre des soldats qui s'embarquèrent à 25,747, et George Murray à 25,661 hommes (*Memoir of the war*, etc., p. 4). Junot emmena également 1,655 chevaux et 30 pièces d'artillerie. On peut considérer ces chiffres comme exacts; mais il faut observer que plus de la moitié de l'effectif était immobilisé dans les postes fortifiés, circonstance dont on fit plus tard un sujet de reproches fondés au duc d'Abrantès.

que ce temps aurait permis à Napoléon d'envoyer à Junot une partie de la Grande Armée devenue disponible en Allemagne,—on doit reconnaître que le duc d'Abrantès n'était plus ce général audacieux qui, avec une poignée de soldats exténués de fatigue, s'était emparé de Lisbonne en dépit de l'escadre anglaise, de 14,000 soldats portugais et d'une population de 30,000 habitants, hostiles à la France. Aussi Napoléon fut-il si mécontent de la conduite de son lieutenant, qu'il l'aurait traduit devant un conseil de guerre, si les Anglais, par leurs injustes diatribes, n'avaient en quelque sorte glorifié le duc d'Abrantès aux dépens de leurs propres généraux (1).

A la suite des incidents qu'avait produit la convention de Cintra, le ministère crut devoir priver de leur commandement les généraux qui avaient pris part à cette négociation, condescendance regrettable envers une opposition qu'il aurait dû combattre ouvertement. Wellesley, dont les talents avaient été neutralisés par l'action de chefs médiocres, et qui d'ailleurs trouvait que la guerre de la Péninsule était entrée dans une mauvaise voie, abandonna son poste sans le moindre regret, et vint reprendre ses travaux au secrétariat d'Irlande et au Parlement (2). En sa qualité de député, il put faire prévaloir quelques idées utiles, et conjurer l'orage dont l'Espagne lui semblait menacée dans un avenir très-prochain. L'opinion cependant se calma peu à peu, et la faveur popu-

(1) Thibaudeau prête à Napoléon les paroles suivantes:
« J'allais appeler Junot devant un conseil de guerre ; mais heureusement les Anglais y « citèrent leurs généraux et m'épargnèrent la peine de punir un vieil ami. »
(2) Voir la note (1), p. 190.

laire finit par revenir à celui qui n'avait pas cessé d'en être digne, ayant tout fait pour la mériter et rien pour l'obtenir.

En janvier 1809, la Chambre des Communes rendant justice aux talents et au caractère du jeune général, lui adressa par la voix de son orateur des remercîments, *pour la valeur distinguée et l'habileté* dont il avait fait preuve les 17 et 21 août 1808 en Portugal.

« A Vimeiro, vous avez remporté sur l'armée ennemie, dit « le *Speaker*, une victoire signalée, honorable et glorieuse « pour les armes britanniques (1). »

Quelques jours après, la Chambre des Lords voulut donner à Wellesley, ainsi qu'aux officiers et soldats sous ses ordres, les mêmes marques d'estime et de reconnaissance.

C'était une satisfaction suffisante pour sir Arthur, en attendant le jour où, désigné par la voix publique, il fut réintégré dans son commandement et choisi pour relever en Espagne l'honneur du drapeau anglais.

Après l'évacuation du Portugal (2), lord Stuart, représentant de la Grande-Bretagne, fit de nombreuses et pressantes démarches pour obtenir la formation d'une *junte centrale*. Jusque-là, chaque junte avait cherché à établir la suprématie de la province qu'elle représentait; celle de Séville, sans aucun droit, s'était arrogé le titre de *junte suprême*, mais son autorité n'avait nullement répondu à ce titre. La plupart de ces assemblées désiraient un gouvernement fédératif.

(1) Séance du 27 janvier.

(2) La première division française partit le 15 septembre, et les autres suivirent à courtes distances. Il fallut que le général Hope les protégeât contre la population de Lisbonne.

Un petit nombre seulement parut incliner vers la monarchie. Des conflits sérieux pouvaient naître de cette situation; la junte centrale (1), fort heureusement, donna aux passions le temps de se calmer, en préparant les lois en vertu desquelles les Cortès devaient être convoquées.

Les anciennes lois qui régissaient le parlement espagnol étaient défectueuses à ce point, que si on les eût appliquées sans modification, la Galice n'aurait été représentée que par un seul député, et les Asturies par aucun (2).

L'institution de la junte centrale exigeait comme mesure complémentaire la nomination d'un chef unique à la tête des armées espagnoles. Mais telle était l'apathie ou l'ignorance du nouveau gouvernement (3), que rien ne put le décider à prendre cette sage et indispensable résolution, que l'intérêt national réclamait vivement.

Les capitaines généraux et les juntes locales conservèrent donc leur autorité individuelle. Quant à l'assemblée d'Aranjuez, sans principes et sans vues générales, elle adopta, suivant l'expression de Stuart : « un système de gouvernement qui ne pouvait inspirer ni le courage, ni augmenter l'enthousiasme. » Trop nombreuse comme pouvoir exécutif, trop bornée dans sa composition pour exercer la puissance législative, elle s'occupa de futilités (4) et compromit son influence par des mesures rétrogrades, dans un moment où le salut de la cause nationale exigeait de promptes et vigoureuses

(1) Elle se réunit à Aranjuez le 25 septembre.

(2) TORÉNO, t. II, p. 77.

(3) « On eut la douleur de voir le nouveau gouvernement s'occuper avec lenteur et mollesse de la défense du pays, ne s'inquiéter que de détails, etc... » — Voir TORÉNO, t. II, p. 96.

(4) Les membres de la junte se donnèrent le titre d'Excellence, avec un traitement de 120,000 réaux. Le président eut le titre d'Altesse, et la junte en corps celui de Majesté. Cette assemblée suspendit la vente des biens de main morte, permit aux jésuites de rentrer isolément en Espagne, rétablit les lois restrictives de la presse, nomma un inquisiteur, général, etc...... Toutes mesures propres à mécontenter l'opinion publique.—Ses dernières résolutions, toutefois, eurent un cachet plus libéral et plus intelligent.

résolutions. L'armée ne fit aucun progrès, et les secours abondants de l'Angleterre (1) furent aussi mal employés que dans les premiers temps de la révolution. La même incurie et les mêmes dilapidations continuèrent (2).

Pour comble de malheur, la conduite du gouvernement anglais, à l'égard de la Péninsule, « fut à peine supérieure à celle de la junte centrale elle-même (3). » Les ministres avaient les plus fausses idées de la force et de la valeur relatives des armées française et espagnole (4), ils ne savaient prendre aucune résolution opportune, aucune mesure utile. Leur lenteur et leur incapacité furent cause que l'armée anglo-portugaise arriva trop tard à Salamanque pour agir de concert avec les troupes espagnoles. En effet, sir John Moore ne reçut que le 6 octobre une dépêche renfermant le premier projet arrêté pour la campagne; par cette incurie, on lui fit perdre l'avantage incalculable d'être le premier sur les lieux; on eut en outre le tort grave de lui donner un nombre de troupes insuffisant pour atteindre le but indiqué. Sur un effectif de 30,000 hommes, il avait 20,000 Portugais sans expérience, dont l'équipement et l'organisation laissaient beau-

---

(1) « Depuis le commencement de la guerre, la Grande-Bretagne avait envoyé aux armées espagnoles, outre 2,000,000 de livres sterling, 150 pièces d'artillerie de campagne, 42,000 gargousses (rounds of ammunition), 200,000 mousquets, 61,000 sabres, 79,000 piques, 23,000,000 cartouches à balles, 6,000,000 balles en plomb, 15,000 barils de poudre, 92,000 habillements, 310,000 paires de souliers, 37,000 paires de bottes, 40,000 tentes, 250,000 yards de drap, 10,000 fournitures de campement, 118,000 yards de toile, 50,000 grandes capotes, 50,000 cantines (canteens), 54,000 havre-sacs, avec une variété d'autres objets trop longs à énumérer. » —Jones, t. I, p. 116.

(2) « En 1808, les autorités asturiennes se partagèrent ouvertement les subsides de l'An-
« gleterre et frustrèrent non-seulement les soldats de leur paye, mais encore les malheureux
« paysans du prix de leur travail. » — Napier.

Les armes et la poudre, au lieu d'être distribuées, furent la plupart du temps enfermées dans des magasins dont l'ennemi s'empara.

(3) Napier.

(4) Le gouvernement écrivit à Moore que plus de 170,000 Espagnols protégeraient sa marche, et que le peuple, animé du plus vif enthousiasme, était prêt à tout entreprendre pour la délivrance de la Péninsule! — Et au moment même où l'Espagne allait être inondée par 330,000 Français, il donna des instructions à lord William Bentinck pour presser la junte centrale de faire envahir la France aussitôt que l'armée de l'Èbre serait anéantie!

coup à désirer. L'état-major et l'intendance de cette armée se composaient en grande partie de jeunes officiers qui ne possédaient aucune notion de leur métier (1); les chemins étaient mauvais, et la saison des pluies, si malsaine pour des troupes en marche, approchait; enfin l'on devait, pour rencontrer l'ennemi, faire 600 milles dans un pays pauvre et ravagé, montrant peu d'empressement à soutenir l'armée anglaise (2), et ne lui fournissant les vivres et les moyens de transport nécessaires qu'à prix d'argent. « Or telle était la politique des ministres, qu'ils prodiguaient les ressources du trésor aux Espagnols, et laissaient l'armée anglaise dans l'alternative de manquer de tout, ou de recourir à la voie des emprunts (3). »

Les instructions de Moore portaient qu'il devait ouvrir des communications avec les autorités espagnoles « afin de préparer le plan de campagne, » mais aucune de ces autorités n'avait le droit ni le pouvoir de prendre une résolution, et, d'un autre côté, sir John manquait des données nécessaires pour établir lui-même un plan convenable (4).

On doit avouer que rarement un général se trouva dans des conditions plus fâcheuses. Moore cependant mit beaucoup d'énergie à vaincre ces difficultés, car le 26 son armée était déjà suffisamment équipée, organisée et approvisionnée

---

(1) « L'administration de l'armée est inexpérimentée. » J. Moore à Bentinck, 22 octobre : « On ne manque pas de zèle dans aucune des branches de l'administration, mais bien d'expérience dans les plus importantes. » J. Moore à Castlereagh, 18 octobre.

(2) Témoin le corps du général Baird, qui fut retenu pendant dix-sept jours à la Corogne, parce que la junte locale, dans la crainte que ce corps lui donnât quelques embarras, ne permit pas à Baird de débarquer avant qu'elle en eût référé au gouvernement d'Aranjuez.

(3) Napier.—Le 24 novembre 1808, John Moore écrivit à Castlereagh :

« Je suis sans un schelling, et journellement dans l'appréhension que le manque d'argent ne m'empêche d'obtenir les provisions nécessaires. Il est impossible de décrire les embarras que nous cause le besoin de cet objet essentiel. »

(4) « Je ne suis en communication avec aucun des généraux espagnols, et je ne connais ni leurs plans, ni ceux du gouvernement. Aucune ressource ne m'a été ouverte, et je n'ai sur la force et la situation de l'ennemi d'autres notions que celles que, comme étranger, je me procure çà et là. » *Journal de Moore,* 28 novembre 1808.

pour commencer son mouvement de concentration sur Salamanque.

Mais avant de rendre compte de ce mouvement, nous devons jeter un coup d'œil sur l'état de la Péninsule, et relater sommairement les principaux faits de la campagne de Somo-Sierra, qui aboutit à la prise de Madrid.

CHAPITRE VI.

CAMPAGNE DE SOMO-SIERRA.

CHAPITRE VI.

SOMMAIRE :

Arrivée de Napoléon en Espagne. — Défaites successives des armées nationales. — Prise de Madrid. — Sir John Moore se dirige sur Salamanque. — Ses idées sur les opérations des généraux espagnols. — Embarras et difficultés qu'il éprouve. — Après avoir hésité quelque temps, il se décide à menacer les communications de l'armée française. — Effet salutaire de cette diversion. — Napoléon se met à la poursuite de l'armée anglaise. — John Moore parvient à lui échapper. — Sa retraite sur la Corogne. — Glorieux combat soutenu sous les murs de cette ville. — L'armée anglaise se rembarque. — Réflexions sur cette désastreuse campagne. — Embarras de sir John Cradock. — Nomination de sir Arthur Wellesley.

On a vu que Napoléon s'était mépris complétement sur le caractère du peuple espagnol, et qu'à l'espoir d'une restauration pacifique avait succédé la certitude d'une guerre terrible. Mais l'empereur n'était pas homme à reculer devant une entreprise où il s'était engagé après mûre délibération, pour soutenir sa lutte maritime contre l'Angleterre, et pour enlever aux Bourbons leur dernier point d'appui en Europe. Il prit donc la résolution de mettre à profit le peu de temps

que l'Autriche semblait devoir lui laisser avant la fin de ses armements, pour écraser par un coup de vigueur les troupes anglo-nationales, dont les succès récents avaient amené l'évacuation du Portugal et des neuf dixièmes du territoire espagnol.

Le moment qu'il choisit coïncidait avec le premier essai de reconstitution d'une autorité centrale supérieure aux juntes, essai patronné par l'Angleterre, et qu'il importait de faire avorter le plus tôt possible.

L'armée française, campée derrière l'Èbre (1), fut renforcée par un corps de vieilles troupes, tiré de l'Allemagne, et portée au chiffre de 150,000 hommes (2). Napoléon lui-même, après avoir resserré ses liens avec la Russie (3) et obtenu la reconnaissance de Joseph par Alexandre, vint prendre le commandement de cette armée à Vittoria, le 8 novembre 1808. Avant de quitter Paris, il fit l'ouverture de la session du Corps législatif (25 octobre); à cette occasion, il prononça une harangue orgueilleuse, où il annonça ses projets sur l'Espagne dans les termes suivants : « C'est un bienfait particulier de la « Providence, qui a constamment protégé nos armes, que « les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour « qu'ils renoncent à la protection des mers et présentent

---

(1) L'empereur avait blâmé l'évacuation de Madrid et la retraite de l'armée derrière l'Èbre (voir sa lettre du 16 août 1808 à Joseph, et celle du 2 septembre de Berthier à Jourdan : *Mémoires de Joseph*, t. V). Mais Joseph, dans ses lettres du 22 août et du 9 septembre 1808, donne de bonnes raisons pour justifier ce mouvement de retraite; il fit observer notamment que les maréchaux Ney, Bessières et tous les officiers généraux avaient approuvé sa résolution.

(2) D'après du Casse (compilateur des *Mémoires de Joseph*), la récapitulation des forces, au début de la guerre qui allait s'ouvrir, était de 186,700 hommes.

(3) Par la convention signée à Erfurt le 12 octobre, les deux puissances s'engageaient à regarder comme condition absolue de la paix avec l'Angleterre, qu'elle reconnaîtrait la Finlande, la Valachie et la Moldavie comme faisant partie de l'empire russe. — Voir BIGNON, t. VIII, p. 5.

On ne peut plus douter aujourd'hui que la France, en faisant la guerre à l'Espagne, n'ait été soutenue et encouragée dans le principe par la Russie.

Les *Mémoires de Joseph* en fournissent un grand nombre de preuves. Voir notamment les lettres de Napoléon à Joseph des 10, 23, 28 et 31 juillet 1808.

L'Autriche ne reconnut Joseph que par le traité de Presbourg, après Wagram.

« enfin leur armée sur le continent... Je pars dans peu de « jours pour me mettre moi-même à la tête de mon armée, et, « avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Es- « pagne et planter mes aigles sur les forts de Lisbonne. »

Le sénat, toujours servile quand le maître était puissant, répondit à cette communication par des vœux pour la guerre *politique, juste* et *nécessaire* qu'on allait entreprendre.

Napoléon fit ses préparatifs avec une intelligence et une activité admirables. Quoique la dispersion des corps espagnols lui permît de se jeter sur Madrid sans éprouver d'obstacle sérieux, il ne voulut rien donner au hasard et prit toutes les mesures nécessaires pour vaincre méthodiquement ceux-là mêmes qui affectaient dans leur faiblesse le plus grand mépris des règles de l'art. Depuis l'affaire de Baylen, les généraux espagnols ne songeaient qu'à *envelopper* l'armée française ; système d'opération absurde, et qui eut pour résultat de paralyser tous les efforts de la junte centrale.

L'emplacement des corps espagnols, au début des hostilités, fut un premier gage de leur défaite.

Sur la gauche se trouvait l'armée de Galice et des Asturies, commandée par Blake, et forte de 45,000 hommes (1). Cette armée, composée en grande partie de troupes de ligne, avait dépassé Bilbao et se dirigeait vers Mondragon, pour déboucher derrière Vittoria.

Au centre, l'armée d'Estramadure, qui comptait plus de 12,000 hommes (2), commandée par Galluzo et le marquis de Belvéder, occupait Burgos.

A droite, l'armée d'Andalousie, d'environ 30,000 hommes, sous Castanos, bordait l'Èbre de Logrono à Calahorra.

---

(1) Dont 9,000 sous les ordres de la Romana ; ces derniers étaient venus récemment du Danemark, où Napoléon les avait envoyés quelque temps auparavant, dans le but de garder la Baltique, mais en réalité dans l'intention de disperser l'armée régulière d'Espagne.

(2) Quelques auteurs la portent à 20,000.

L'armée d'Aragon, forte de 18,000 hommes (1), commandée par Palafox, occupait la rive gauche de l'Aragon; enfin un corps de réserve de 10,000 hommes (qui ne parut jamais en ligne) devait s'établir en avant de Madrid.

Ces diverses armées, dont la force s'élevait à 105,000 hommes, non compris les *miquelets* (qui, en dehors de l'échiquier stratégique, disputaient la Catalogne au général Duhesme), allaient être soutenues par les 30,000 Anglais sous les ordres de Baird et de John Moore, arrivant les uns de la Corogne, les autres des bords du Tage, et se portant tous ensemble sur Valladolid.

Le général Moore avait, dès le mois d'octobre, signalé à son gouvernement les vices du système d'opération adopté par les Espagnols. « Tant que les Français, dit-il, resteront sur la défensive, on s'apercevra peu des défauts du plan d'opérations, mais dès qu'on attaquera, il y aura quelque grande catastrophe. »

Cette prédiction ne tarda point à se réaliser. Le plan de Napoléon était de culbuter le centre de la ligne ennemie, de se rabattre ensuite sur les deux ailes et de les écraser avant d'assiéger Madrid. Pour mettre ce plan à exécution, il fit avancer Soult le 10 novembre avec ordre de s'établir à Burgos, point central d'où il pouvait menacer la capitale, tenir l'armée anglaise en échec, envelopper et détruire l'aile gauche des Espagnols à l'insu de l'aile droite, menacée par ce même mouvement (2). Le duc de Dalmatie rencontra sur les bords de l'Arlanzon, à quelque distance de la ville, l'armée d'Estramadure, commandée par le jeune et présomptueux marquis de Belvéder. Après une attaque vigoureuse du général Mouton, cette armée tout entière se débanda avec une

(1) D'après d'autres calculs, cette armée comptait 25,600 hommes.

(2) Burgos devait être, dans la pensée de l'empereur, la base et le pivot des opérations ultérieures : il y forma de vastes magasins.

promptitude inouïe; elle fut taillée en pièces par la cavalerie de Lasalle et de Milhaud. La ville et le château de Burgos tombèrent le même jour au pouvoir du vainqueur, et le même jour encore Soult se dirigea sur Reinosa, afin de couper la retraite à Blake, qui reculait devant les corps de Lefebvre et de Bellune.

Le 11, Victor, renouvelant une attaque commencée la veille, dispersa complétement les troupes de Blake à Espinosa. Il ne restait plus dès lors à combattre que les armées de Castanos et de Palafox, établies l'une et l'autre sur la gauche des Français. Napoléon chargea le brave Lannes de culbuter ces corps et de les refouler ensuite sur le maréchal Ney, qui avait ordre d'avancer sur leurs derrières. Le duc de Montebello arriva à Tudela dans la journée du 23, au moment où les deux généraux espagnols disputaient encore sur le meilleur plan de campagne à suivre (1). Lannes les attaqua et les défit avant qu'ils eussent eu le temps de concentrer leurs forces (2). Ce fut une déroute complète : ici comme à Burgos et à Espinosa, une sorte de terreur panique s'empara des Espagnols dès qu'ils virent leurs premiers corps enfoncés, et cependant jamais ils ne montrèrent individuellement plus de bravoure.

Si le maréchal Ney avait exécuté son mouvement avec autant de promptitude et de vigueur que Lannes exécuta le sien, l'armée espagnole eût été obligée de mettre bas les armes; mais, induit en erreur par les bruits exagérés qu'il recueillit en chemin sur l'effectif de Castanos, Ney s'était arrêté quelque temps à Soria, malgré l'avis de son chef d'état-major (3), qui voulait marcher sur Catalayud : cette faute lui avait fait perdre l'occasion de couper la retraite à l'ennemi!

---

(1) Ces disputes ridicules duraient depuis plusieurs jours. Déjà les Espagnols, impatients de combattre, accusaient les généraux de trahison.

(2) Les Espagnols occupaient en ce moment un front de quatre lieues, entre Cascante et Tudela. — Voir TORÉNO, t. II, p. 140.

(3) Le général Jomini.

Dès que Napoléon eut connaissance de la dispersion des troupes andalouses et aragonnaises, n'ayant plus rien à craindre pour ses flancs, il se porta vivement de Burgos à Bocequillas, au pied du Guadarama.

Le 29, il alla reconnaître la gorge de Somo-Sierra, défendue par les débris de l'armée d'Estramadure conjointement avec les troupes andalouses restées à Madrid, et, dès le lendemain, une charge brillante des lanciers polonais et des chasseurs de la garde, commandés par Montbrun, le rendit maître de ce passage. L'empereur fit déblayer à fond de train les fuyards répandus dans les plaines de la Castille, et le 2 décembre, jour anniversaire de son couronnement et de la bataille d'Austerlitz, le gros de l'armée française se présenta devant les portes de Madrid.

La capitale de l'Espagne avait été fortifiée à la hâte. Le général Morla y commandait 8,000 hommes de troupes réglées et 30 à 40,000 paysans armés (1). Après deux sommations inutiles, l'empereur fit jeter quelques bombes et battre en brèche le Retiro, château royal entouré de murs, et construit sur une hauteur attenant à l'enceinte.

Dès le 3 au matin, la division Villatte pénétra dans ce réduit, traversa la promenade du Prado, s'empara des barricades à l'entrée des rues, et prit possession de l'immense palais du duc de Medina Cœli, l'une des clefs de Madrid. En ce moment, le désordre était à son comble dans la ville; les habitants manquaient de vivres, et la populace ne connaissait plus de frein.

Le marquis de Castelar profita de ce désarroi pour se retirer, pendant la nuit, à la tête des troupes de ligne. Se voyant dès lors abandonné à lui-même, le peuple ne songea

---

(1) D'après du Casse (*Mémoires de Joseph*, t. V, p. 199), il y avait à Madrid 6,000 hommes de troupes de ligne, auxquels s'étaient joints 12 à 15,000 paysans des environs et une grande partie de la population.

plus qu'à se mettre à l'abri du courroux de Napoléon. Les habitants déposèrent les armes, et les paysans quittèrent la ville.

Le 4, à 6 heures du matin, le général Morla (1) et don Fernando de Lavera vinrent annoncer à l'empereur qu'il pouvait prendre possession de la capitale (2). Enivré par ce brillant et rapide succès, Napoléon crut avoir terminé d'un seul coup la guerre et affermi la couronne de Charles-Quint sur le front de Joseph. Sa réponse au corrégidor de Madrid en offre la preuve : « Les Bourbons, dit-il, ne peuvent plus « régner en Espagne. » . . . . . « Les armées anglaises, « je les chasserai de la Péninsule. Saragosse, Valence, « Séville, seront soumises, ou par persuasion, ou par la « force de mes armes; il n'est aucun obstacle capable de « retarder l'exécution de mes volontés!..... »

Ce n'était pas sans motif que l'empereur tenait ce langage. Il savait à quoi s'en tenir maintenant sur la puissance de l'insurrection et sur la valeur des troupes espagnoles. Il voyait les armées des provinces écrasées, abattues, et ce qui en restait, affaibli par la désertion à l'intérieur et par le relâchement de la discipline (3). Il voyait les généraux s'accusant l'un l'autre du mauvais résultat des opérations, le peuple et les soldats mécontents de la junte et des chefs qu'elle leur avait donnés; enfin, l'anarchie et le découragement partout où régnaient naguère l'enthousiasme et la confiance. Tandis que la cause nationale perdait ainsi le terrain qu'elle avait si brillamment conquis, l'armée française, remplie d'espoir et d'ardeur, fut portée au chiffre énorme de 330,000 hommes, non compris les réserves (4).

---

(1) Morla fut accusé d'avoir trahi; cette accusation vraisemblablement n'aurait pas été dirigée contre sa mémoire s'il n'avait eu la faiblesse d'accepter du service sous Napoléon.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 208.

(3) Plusieurs officiers furent tués par leurs propres soldats. — Voir TORÉNO, t. II, p. 159, 160, 162.

(4) 250,000 fantassins, 50,000 cavaliers et les artilleurs nécessaires au service de 400 bouches à feu étaient présents à l'armée active; 32,000 hommes étaient dans les garnisons, ou occupés

Les troupes nationales, pendant la campagne qui venait d'aboutir à ce triste résultat, n'avaient montré aucune fermeté, aucune valeur militaire, bien que les soldats isolément se fussent conduits avec bravoure ; leurs généraux s'étaient signalés par une profonde ignorance de l'art de la guerre, par des dissensions continuelles, un amour-propre excessif et une forfanterie digne du héros de Cervantes. Le peuple ne s'était montré plein d'élan et vraiment admirable qu'à Saragosse et à Gironne. Partout ailleurs, son énergie avait dégénéré en férocité, du moment où la victoire s'était déclarée contre lui. Alors, comme au premier jour de l'insurrection, on avait vu des assassinats ayant le patriotisme pour prétexte, des haines et des passions individuelles pour cause véritable (1). Quant à la junte centrale, elle s'était rendue odieuse par son incurie, par ses folles prétentions et par sa funeste tendance à maintenir les vieux abus (2).

Ainsi, après Somo-Sierra, la force et l'énergie de l'Espagne étaient véritablement affaissées. La capitale de l'Aragon et la petite armée anglaise montraient seules encore de la fermeté; mais l'empereur se flattait de renverser bientôt ces digues impuissantes et d'assurer, par un dernier triomphe, la soumission complète et définitive de la Péninsule.

Telle était la situation du pays, quand le général Moore fut rejoint, à Salamanque (3), par la colonne de sir John Hope, formée de toute la cavalerie de l'armée, de toute son artillerie

---

à protéger les derrières de l'armée. Sur un effectif aussi considérable, les Espagnols n'avaient pu faire que 1,900 prisonniers.

(1) TORÉNO, t. II, p. 168.

(2) A l'approche de l'armée française, elle se retira sur Badajoz et de là sur Séville.

(3) L'avant-garde de Moore était arrivée à Salamanque le 13 novembre ; les dernières troupes n'y étaient entrées que le 23, jour même de la victoire de Tudela ; enfin l'artillerie et la cavalerie, sous les ordres de Hope, n'avaient rejoint que le 3 décembre, après avoir couru de grands risques. Elles avaient été un moment sur point de tomber au milieu des escadrons de Lasalle ; mais le général Hope s'était dérobé à ce danger par une marche habile dans la montagne.

et de 3,000 hommes d'infanterie. Cette colonne avait pris par Talavéra de la Reyna, la route royale qui traverse la Guadarrama, et s'était dirigée par Espinar sur Salamanque; route dangereuse, que le général en chef aurait pu éviter en faisant reconnaître à temps le chemin d'Almeida à Ciudad-Rodrigo (1).

Sir John Moore eut à peine réuni toutes ses forces, que la nouvelle de la destruction des armées espagnoles et du siége de Madrid le mit dans l'alternative de retourner précipitamment à Lisbonne, ou de continuer la campagne en changeant sa ligne de retraite. M. Frère, ministre britannique près de la junte centrale, le pressa vivement de secourir Madrid, et M. Charles Stuart, autre agent anglais accrédité auprès du gouvernement portugais, lui écrivit dans le même sens, parce qu'il croyait le peuple de la capitale disposé à faire une résistance énergique.

Les conseils de ce diplomate, qui était un homme plus réservé et plus judicieux que Frère, firent quelque impression sur le général anglais (2); mais de nouveaux renseignements qu'il reçut lui donnèrent la conviction qu'un mouvement sur Madrid offrait peu de chances de succès, et que même la retraite sur l'embouchure du Tage était

---

(1) Ce chemin était difficile sans doute, mais non impraticable. Le colonel Napier, qui a si noblement vengé Moore des accusations que la haine et l'envie ont dirigées contre sa mémoire, ne parvient pas, nous semble-t-il, à justifier ce général de la résolution qu'il prit de diriger son infanterie seule par ce chemin, et de faire prendre aux deux autres armes la route si longue et si dangereuse par Talavéra, l'Escurial et Salamanque. Cette faute aurait pu avoir de graves conséquences, si Napoléon avait fait attaquer Moore pendant que l'armée française se dirigeait sur Madrid, ou si le 4e corps avait surpris la colonne de Hope dans la marche de flanc, excessivement compromettante, qu'elle fit à proximité de ce corps. En supposant toutefois que Moore eût fait prendre à son armée une seule route, cela n'eût pas empêché la défaite des Espagnols, car Soult battit l'armée d'Estramadure le 10 novembre, tandis que Baird n'atteignit Astorga que le 4 du mois suivant.

(2) Londonderry, qui commandait un régiment de cavalerie dans l'armée de John Moore, pense que l'armée anglaise aurait pu, sans courir aucun risque, marcher de Salamanque sur Madrid par Alba de Tormès, défendre la Guadarrama, et se retirer en cas d'insuccès par la Sierra-Morena sur Cadix. Ce plan offrait des avantages, mais pour que John Moore pût le suivre, il fallait qu'il fût informé à temps de la véritable situation des armées espagnoles, ce qui n'eut pas lieu.

gravement compromise par la présence de Napoléon au cœur de l'Espagne (1).

Sir John prenant alors le parti le plus sûr pour concilier ses devoirs envers la nation espagnole avec l'intérêt des troupes anglaises, se décida à battre en retraite sur la Corogne, où il pouvait réunir assez de bâtiments pour transporter au besoin toute son armée en Angleterre. Déjà Baird marchait sur cette ville, quand, le 5 décembre, on reçut au quartier général une lettre de Frère annonçant que Madrid, après avoir résisté à un premier assaut, se disposait à imiter la conduite de Saragosse. Cette nouvelle, toute extraordinaire qu'elle parût, engagea le commandant en chef à faire une tentative en faveur des Madrilènes. Il envoya à Baird l'ordre de retourner à Astorga et dépêcha le colonel Graham à Madrid pour s'enquérir de l'état réel des choses. Cet officier revint le 9, ayant appris l'avant-veille, à Calaveyra, que la capitale était au pouvoir des Français; mais que néanmoins la population avait gardé une attitude excellente, et qu'il ne serait pas inutile de venir à son secours (2). « A la suite de ce renseignement, dit le marquis de Londonderry, John Moore partit le 12, avec l'intention de s'avancer sur Valladolid, pour se réunir à l'armée de la Romana (3) et menacer les communications entre Madrid et la France. » Il jugea qu'en faisant cette diversion sur les derrières de l'armée française, il forcerait l'empereur à revenir sur ses pas, ce qui donnerait quelque répit aux provinces méridionales, retarderait la prise de Saragosse, et fournirait aux Espagnols l'occasion de tenter un nouvel effort.

« Je fus décidé, écrivit-il, à faire cette marche offensive,

---

(1) C'est la version de Napier : d'après Clinton, Jones et Londonderry, il semble, au contraire, que Moore n'eut aucun doute sur la possibilité d'atteindre Lisbonne, et qu'il changea de ligne de retraite uniquement parce que les lettres de Frère, les nouvelles apportées par Graham et les vœux de son armée le décidèrent à tenter une diversion en faveur de Madrid.

(2) LONDONDERRY, t. 1, p. 229.

(3) Cette armée avait déjà commencé sa retraite : elle venait de Léon.

« pour l'honneur des armes anglaises, et pour montrer « qu'elles restaient attachées à la cause des Espagnols, long- « temps après que ceux-ci l'avaient regardée comme per- « due. »

L'intention de John Moore (1) était de gagner Valladolid. Mais, le 14, étant à Alaejos, il reçut du général Stewart une lettre interceptée du prince Berthier au duc de Dalmatie, laquelle démontrait que Soult se trouvait dans une position critique à Saldanha, sur le Carrion. Jugeant la circonstance favorable pour un mouvement offensif, sir John se dirigea sur Mayorga, où la colonne de Baird le rejoignit dans la journée du 20 (2). Le 22, ses forces réunies, s'élevant à 23,000 baïonnettes, 2,278 sabres et 60 canons (3), furent obligées de s'arrêter à Sahagun pour attendre l'arrivée des approvisionnements. L'armée ne put se remettre en route que le lendemain au soir.

L'intention de Moore était de faire une marche de nuit et de tomber, le 24 au matin, sur le corps de Soult, dont l'effectif ne s'élevait qu'à 12,000 hommes environ (4); mais à peine eut-il commencé son mouvement, qu'il reçut un premier avis annonçant que le duc de Dalmatie battait en retraite, et un second avis de la Romana, portant que l'empereur s'avançait à marches forcées contre l'armée alliée.

Déjà, depuis le 23, des rumeurs vagues avaient fait pressentir cet événement; mais John Moore s'était persuadé qu'il

---

(1) *Journal de Moore*, Sahagun, 24 décembre 1808. (Voir aussi l'annexe I.) M. Thiers, qui attribue le mouvement offensif de Moore uniquement à la résolution qu'avait prise ce général de changer de ligne de retraite, oublie que l'armée pouvait atteindre la Corogne sans attaquer auparavant Soult sur le Carrion. Le compilateur des *Mémoires de Joseph* porte sur la conduite de John Moore un jugement plus faux encore. — Voir t. V, p. 243.

(2) Voir LONDONDERRY et les *Remarques du général Clinton*. Le colonel Jones se trompe en disant que la jonction de Baird et de Moore se fit le 21 à Toro.

(3) Évaluation de Napier. D'après Londonderry, Moore avait 23,000 hommes d'infanterie, 2,300 cavaliers et 50 canons; d'après Jones, 29,000 baïonnettes; c'est un chiffre trop élevé.

(4) Il avait 16,000 hommes d'infanterie et 1,200 chevaux : de cet effectif, 12,000 hommes seulement étaient disponibles. — Voir SHERER, t. I. p. 150 et 151.

aurait le temps d'engager Soult avant l'arrivée des secours. Le rapide mouvement de l'armée française ne tarda point à le détromper. Ayant appris dans la journée du 21 la marche offensive de John Moore, l'empereur suspendit immédiatement l'exécution de ses projets sur Lisbonne et sur les provinces méridionales de l'Espagne (1); il réunit 50,000 hommes de troupes à la hâte, et à la tête de cette armée d'élite, il franchit les sommets neigeux du Guadarrama, dans l'intention de manœuvrer sur les derrières des Anglais et de les séparer du Portugal (2) et des ports de la Galice.

Parti le 22, il se trouva le 28 à Villapando, ayant fait en sept jours 59 lieues, par des chemins détestables et un temps affreux. De Tordésillas, il écrivit le 26 au maréchal Soult : « Si les Anglais conservent encore aujourd'hui leur « position, ils sont perdus; si, au contraire, ils vous atta« quent, retirez-vous à la distance d'une journée de marche, « car plus ils s'obstineront à avancer, mieux ce sera pour « vous. » Mais le général Moore était trop prudent pour donner dans ce piége. Averti du danger qui le menaçait, il quitta Sahagun le 24 au soir, arriva le 28 à Benavente, et continua le lendemain son mouvement rétrograde, satisfait d'avoir attiré l'empereur loin de Madrid. Quand ce dernier arriva près de Valderas, il apprit avec douleur que, malgré la rapidité de sa course, il était en retard de 12 heures sur les Anglais, qui venaient de passer l'Elsa. Si Napoléon avait appuyé plus à gauche et marché directement sur Benavente, il aurait prévenu le général Moore dans cette ville; toutefois c'est là une opinion formée après l'événement, et qui n'implique aucune idée de blâme pour l'illustre chef de l'armée française.

---

(1) « Je marchais sur Lisbonne et Cadix lorsque, etc. » NAPOLÉON : Discours prononcé le 8 décembre 1809 à l'ouverture du Corps législatif.

(2) Napoléon avait été jusque-là dans la persuasion que Moore se repliait sur le Portugal ; sans cette erreur, l'armée anglaise eût été écrasée.

Le 29, John Moore rencontra à Astorga la colonne de Baird, qui avait opéré sa retraite par Valencia, et le lendemain il rallia dans la même ville le corps de la Romana. Le 31, commença la retraite sur Vigo, où les bâtiments de transport étaient réunis pour le rembarquement des troupes (1). L'armée anglaise prit la route de Manzanal, et l'armée de la Galice le chemin raboteux de Fuencebadon (2).

A partir d'Astorga, la poursuite fut confiée à Ney et à Soult, qui la dirigèrent avec leur talent accoutumé. Napoléon avait reçu près de cette ville un courrier porteur de la nouvelle que l'Autriche faisait des armements considérables et se disposait à entrer en campagne pour le commencement de l'année 1809 (3). Aussitôt il avait pris la résolution de quitter la Péninsule, et de revenir à Paris surveiller les apprêts d'une nouvelle guerre d'Allemagne; cependant, il resta quelques jours encore à Valladolid pour être bien certain que les Anglais continuaient leur mouvement de retraite.

Les chemins encaissés que suivaient les troupes de Moore ne permirent point aux généraux français de les entamer ni de les prendre en flanc : circonstance d'autant plus heureuse pour les alliés, que les magasins distribués sur la ligne de retraite (4) n'offraient pas des ressources suffisantes :

(1) Général CLINTON.

(2) Le général Jomini, Alison et le marquis de Londonderry ne comprennent pas pourquoi Moore ne défendit pas la Corogne. Il nous semble que le projet de ce général de s'embarquer à Vigo pour renouveler la guerre dans les provinces du Sud explique fort bien cette résolution; au surplus, il eût été impossible au général anglais de se défendre longtemps sans magasins, sans argent et sans moyens de transport, contre une armée supérieure en nombre, dans une province peu disposée à le soutenir, et qui n'offrait aucune position susceptible d'être défendue pendant trois semaines seulement.

(3) Napoléon savait depuis longtemps que l'Autriche manifestait des sentiments hostiles à son égard, mais il s'était flatté de contenir l'explosion de ces sentiments en mettant promptement fin à la guerre d'Espagne. Or le départ des régiments français stationnés en Allemagne fut précisément ce qui engagea l'Autriche à hâter la rupture. Ici encore les prévisions du grand homme se trouvèrent renversées par un concours de circonstances fâcheuses, et peut-être inévitables.

(4) Le général Jomini se trompe en disant que rien n'avait été préparé sur la ligne de retraite de Moore. Il y avait des magasins de vivres à Benavente, à Astorga, à la Banesa, à Villa-Franca, à Lugo et à la Corogne. Il y avait en outre quelques petits dépôts sur la ligne d'Orensé et de Vigo.

les animaux de trait et les moyens de transport faisaient défaut; la cavalerie avait été obligée de tuer bon nombre de chevaux, et l'infanterie, harassée de fatigue, presque sans souliers, souffrait cruellement du mauvais état des routes et de la neige mêlée de pluie qui tombait en abondance. Pour comble de malheur, les habitants de cette partie de l'Espagne étaient hostiles aux Anglais, qui, par représailles, avaient commis la faute de les maltraiter.

« Les granges des villages de la Galice, écrivait Napoléon « à son frère (1), sont pleines d'Anglais pendus par les « paysans, en vengeance des horribles pillages qu'ils com- « mettent (2). »

Le 3, Moore livra, près de Villa-Franca, un combat d'arrière-garde très-vif et parfaitement conduit. Dans la soirée du 5 (3), son armée occupait une très-forte position en avant de Lugo. Soult aurait pu l'attaquer avec avantage dès le 7, mais il remit l'opération au 8, puis au 9. C'était trop présumer de la patience de l'ennemi. Satisfait d'avoir gagné trois jours, Moore décampa secrètement dans la nuit du 8 au 9 et se dirigea sur la Corogne. Il préféra ce port à celui de Vigo, où cependant les transports étaient rassemblés, parce que la distance de Lugo à Vigo est double de celle de Lugo à la Corogne, et que la route de Vigo était impraticable aux voitures (4).

A partir de Lugo, l'indiscipline et le désordre devinrent extrêmes. Cependant, quand l'armée arriva le 12 en vue de la Corogne, bien que les troupes fussent harassées de fatigue et les embarcations retenues au large par des vents

---

(1) Le 9 janvier 1809.

(2) Les auteurs des *Victoires et conquêtes* confirment ce dernier fait, attesté également par Wellington.

(3) Ce fut ce même jour qu'il obtint les renseignements positifs qui le décidèrent à s'embarquer à la Corogne de préférence à Vigo.

(4) Opinion du général Clinton. — Voir JONES, t. II, p. 332.

contraires, John Moore rejeta fièrement la proposition que lui firent ses principaux officiers de négocier avec Soult, pour obtenir une convention analogue à celle de Vimeiro (1). En ce moment, ses forces s'élevaient à 14,500 hommes (2); Soult en avait plus de 20,000, mais trop fatigués et trop dispersés pour entrer immédiatement en ligne. Il dut attendre le 13, le 14 et le 15 pour rallier les traînards. Pendant ce temps, la flotte anglaise entra dans le port. Si le duc de Dalmatie avait agi avec plus de vigueur, il aurait prévenu cet événement et rendu l'échec des Anglais beaucoup plus désastreux.

Le général Moore occupait en avant de la ville une position assez avantageuse; mais il avait trop peu d'artillerie et sa cavalerie était détruite. Soult l'attaqua vivement dans cette position, le 16, à deux heures de l'après-midi. Son principal objet était de tourner la droite des Anglais, qui se trouvait être la partie faible de leur ordre de bataille. Ayant échoué complétement dans cette tentative, il fut, après quatre heures de lutte opiniâtre, obligé de reculer devant une charge vigoureuse de la réserve anglaise, sous les ordres du général Paget. Les pertes de John Moore, d'après Londonderry (témoin oculaire), s'élevèrent à environ 800 hommes (3), et celles de l'ennemi à plus du double (4). L'armée anglaise resta maîtresse du terrain et put s'embarquer la nuit suivante, sans éprouver de nouvelles pertes (5). Son chef, cependant, ne l'accompagna

---

(1) LONDONDERRY, t. I, p. 285.

(2) C'est l'évaluation de Napier; d'après les documents publiés par le général Murray, John Moore avait 13,244 hommes effectifs; d'après Jones, il en avait 15,000.

(3) Il y a loin de là aux 2,500 hommes dont parlent les auteurs des *Victoires et conquêtes*.

(4) Maxwell et Sherer évaluent la perte de l'armée française à 3,000 hommes.

Belmas porte la perte des Anglais à 400 tués et 2,000 blessés, et celle des Français à 150 tués et 500 blessés; nous croyons ces chiffres exagérés, au moins en ce qui concerne l'armée anglaise. D'après du Casse, Soult et Moore perdirent l'un et l'autre environ 1,000 hommes.

(5) Belmas prétend qu'elle abandonna les riches magasins de la Corogne, des malades, des blessés, 15,000 fusils, 19 canons et 2,000 chevaux, dont elle coupa les jarrets; mais d'une part nous ne trouvons pas la confirmation de ce fait dans le rapport de John Hope (du 19 jan-

pas! il était tombé glorieusement à la fin de la journée, en menant à la charge le 42e régiment de ligne. L'épaule droite fracassée par un boulet, et souffrant horriblement de cette blessure, sir John Moore ne se laissa emporter du champ de bataille que quand il vit ses troupes gagner du terrain sur l'ennemi. Epuisé par cet effort suprême, il mourut peu d'instants après, avec le calme et la sérénité d'un homme qui a la conscience d'avoir noblement fait son devoir : « J'espère, dit-il, que le peuple anglais sera satisfait, et que « mon pays me rendra justice (1)... »

On ensevelit ce brave officier dans un bastion, à la lueur des torches, et au bruit lointain des derniers coups de canon. Plus tard, le maréchal Soult fit élever un monument sur le lieu même où il avait été tué (2).

Les soldats anglais déployèrent à la Corogne une fermeté à laquelle on ne devait pas s'attendre, après les scènes de désordre qui avaient marqué une partie de leur retraite. Ce sont précisément ces regrettables scènes qui ont fait dire à plusieurs auteurs, et notamment à l'impartial Jomini, que la retraite de Moore *ne fut autre chose qu'une fuite.*

La vérité proteste contre cette assertion. Une armée composée de jeunes soldats, commandés par des officiers sans expérience, et qui soutient pendant onze jours, sans en être ébranlée, la poursuite d'une armée supérieure en nombre, composée de vieilles troupes et conduite par des chefs tels que Ney et Soult,—qui, malgré la vivacité de cette poursuite, fait six lieues et demie en vingt-quatre heures (3) et se repose trois

vier 1809), et d'autre part le marquis de Londonderry, qui assistait à la bataille, prétend que tout fut embarqué, sauf les chevaux que l'on tua. (T. I, p. 287.) Jones et Napier confirment ce dernier renseignement, que nous tenons pour exact.

(1) *Moore's narrative*, p. 354, 371.

(2) Ce monument est un rocher, avec cette simple inscription :

« Hic cecidit Johannes Moore, dux exercitus, in pugnâ Januarii XVI MDCCCIX contra Gallos,
« a duce Dalmatiæ ductos. »

(3) Elle fit cinquante-six lieues en onze jours, dont trois furent des jours de repos.

jours sur onze,—qui, arrivée au terme de son voyage, soutient un combat opiniâtre et se rembarque en présence d'un ennemi supérieur, — qui enfin n'a perdu et laissé en arrière, depuis le commencement de la campagne, que 4,033 hommes (1) : une telle armée ne fuit pas; elle ne fait pas même une retraite précipitée.

Au reste, le maréchal Soult a noblement donné son témoignage pour disculper le général Moore, si indignement calomnié dans son propre pays : « Sir John, dit-il, sut partout « profiter des avantages que le pays lui offrait pour opposer « une active et vigoureuse résistance (2) et il a fini, en suc« combant dans un combat qui doit à jamais honorer sa mé« moire (3). »

Les historiens anglais, Londonderry, Alison, Maxwell et Southey ont traité Moore avec une sévérité excessive. Et cependant, à part l'irrésolution qu'il montra à Salamanque (4), on n'a aucune faute à lui reprocher (5). Les désordres qui si-

---

(1) D'après les documents publiés par Murray (p. 6), l'armée de J. Moore avait, le 19 décembre 1808, 27,309 hommes, et, le 16 janvier 1809, 23,276; différence en moins 4,033, dont 800 avaient quitté la colonne en marche et s'étaient dirigés vers le Portugal. M. Thiers porte le nombre de chevaux tués par les cavaliers à 3,000, et celui des morts, des blessés et des prisonniers à 6,000. Ce dernier chiffre, indiqué par Jones et d'autres écrivains, doit être considéré comme inexact; cependant il cadre avec l'évaluation faite par Berthier dans une lettre à Joseph, 17 janvier 1809, où il porte le nombre des prisonniers à 4,000, celui des chevaux tués à 3,000, et celui des chariots de bagages et de munitions abandonnés par les Anglais à 7,000. Les *Victoires et conquêtes* estiment les pertes de Moore au chiffre exagéré de 8 à 9,000 hommes et de 6,000 chevaux.

(2) Ceci est en opposition formelle avec le témoignage du comte de Toréno, qui dit, t. II, p. 196, que John Moore « ne tira aucun parti des grands avantages du terrain ; » mais on nous permettra de préférer à ce jugement celui du maréchal français.

(3) Lettre au colonel Napier, 15 novembre 1824.

(4) Cette irrésolution se manifeste clairement dans l'extrait suivant d'une lettre de John Moore à son frère : « Prie pour moi, afin que je puisse prendre une bonne décision; si j'en « prends une mauvaise, ce ne sera pas par défaut d'examen (want of consideration). »

(5) Pour des raisons qu'il est inutile de développer ici, nous avons écarté les deux reproches suivants qu'adressent à John Moore les auteurs des *Victoires et conquêtes :*

1° John Moore, au lieu de faire son mouvement intempestif sur Toro, aurait dû se porter derrière le pont d'Almaraz sur la Tage, et s'y occuper de la réorganisation des troupes espagnoles;

2° Étant à Benavente, il aurait dû descendre la rive droite d'Esla et gagner la province de Tras-os-Montès, où il devait supposer que Béresford aurait tout disposé pour protéger sa retraite. Ce parti valait infiniment mieux qu'un embarquement à la Corogne.

Les dates et les faits exposés dans le texte peuvent servir de réponse à ces critiques.

gnalèrent la retraite depuis Lugo doivent être attribués à l'inexpérience des officiers et des soldats, à l'extrême relâchement de la discipline, augmenté par l'excès des fatigues, les rigueurs de la saison, le mauvais état des routes et le manque de vivres. Ces désordres, assez fréquents dans l'armée anglaise (1), et que Wellington lui-même n'a pu prévenir dans plus d'une circonstance, notamment pendant la retraite de Burgos (aussi déplorable que celle de Moore), n'affectèrent point cependant le courage ni les forces morales des troupes; les combats de Lugo et de la Corogne en fournissent la preuve. Au résumé, l'expédition de John Moore ne porta aucune atteinte à l'honneur militaire de la Grande-Bretagne; mais, comme le fait observer avec raison l'auteur du *Consulat et de l'Empire* « elle enleva aux Anglais beaucoup de leur considération politique auprès des Espagnols, et fit croire, pour le moment du moins, qu'ils étaient incapables de sauver la Péninsule. » D'un autre côté, les désastres de la courte campagne de Somo-Sierra et de la Corogne eurent cet avantage, qu'ils donnèrent au peuple anglais la conviction que, pour combattre avec succès Napoléon, une armée de volontaires, fût-elle composée des héros de Baylen et de Saragosse, ne suffisait pas. Or cette conviction, jointe à l'espoir que donna au gouvernement anglais l'imminence d'une rupture entre la France et l'Autriche, décida la Grande-Bretagne à faire de plus grands sacrifices pour mener la guerre à bonne fin.

A la suite de l'embarquement des troupes de Moore, les places importantes de Corogne et de Ferrol tombèrent au pouvoir des Français, et la Galice pendant longtemps ne donna plus signe de vie.

Ainsi, en moins de trois mois, les Français avaient détruit

---

(1) Il faut remarquer, au surplus, que l'armée française, malgré l'avantage du succès, avait beaucoup de traînards, et qu'à Lugo ainsi qu'à la Corogne, Soult dut attendre plusieurs jours pour avoir son armée au complet.

trois armées castillanes, occupé Madrid, chassé les Anglais, pris Saragosse, battu Vivès et Reding en Catalogne, occupé la Galice, et frappé d'épouvante toute la Péninsule.

De l'aveu même d'un célèbre historien espagnol, cette campagne mit au jour « de grandes fautes et l'impéritie de « la plupart des généraux, l'inexpérience des soldats et « l'abandon complet où le gouvernement antérieur de la « Péninsule avait laissé le département de la guerre, ainsi « que les autres branches de l'administration (1). »

A la suite du rappel de Dalrymple, de Burrard, de Wellesley et de Spencer, sir John Cradock avait été chargé de la conduite des affaires militaires du Portugal. Ses instructions portaient qu'il devait renforcer l'armée de Moore et diriger lui-même les opérations, si le cours des événements ramenait ce général en Portugal. Mais le gouvernement anglais procédait avec tant de lenteur, que sir John ne toucha à la Corogne que le 5 décembre.

Aux premières investigations, Cradock reconnut que la régence n'avait aucune activité, que le peuple manquait d'enthousiasme, et que l'armée, sous le rapport du nombre, de l'organisation et de la discipline, était dans les plus fâcheuses conditions. Le désordre et l'anarchie se révélaient en toutes choses. Les membres du cabinet de Londres, M. Frère leur agent principal, l'évêque d'Oporto, les em-

---

(1) TORÉNO, t. II, p. 292.

ployés secondaires même, avaient la prétention de former des plans de campagne et de les imposer au général en chef (1). « Chaque semaine, dit un historien, amenait quelque nouveau projet; les généraux étaient les seules personnes qui n'eussent pas le pouvoir de régler les opérations militaires (2). » La faction turbulente de l'évêque, si hostile aux Anglais, parvint à soulever contre eux la populace d'Oporto et de Lisbonne, et à renouveler dans ces villes les scènes violentes qui avaient signalé l'occupation de la capitale par l'armée française (3). Les embarras de la situation étaient tels enfin, que le cabinet de St-James prit secrètement des mesures pour abandonner le Portugal, dans le cas où l'ennemi s'y présenterait en force (4). La régence cependant fit d'énergiques efforts pour stimuler l'esprit national et organiser la défense sur des bases plus solides. Elle ordonna entre autres la levée en masse de tous les citoyens de 18 à 60 ans; elle prononça la peine de mort contre ceux qui refuseraient de marcher; elle décréta en outre que tout village qui accueillerait l'ennemi serait incendié. . . . A la suite d'une démarche faite par l'un des agents de l'Angleterre, la régence annonça au cabinet de Londres l'intention de donner le commandement de toutes les forces nationales à un général de l'armée britannique, avec plein pouvoir de changer et d'améliorer la discipline, de nommer les officiers, enfin d'agir

---

(1) M. Frère, entre autres, proposa d'envoyer les forces anglaises qui se trouvaient alors dans les eaux de Cadix à Tarragone pour seconder Reding, et cela dans un moment où Soult s'apprêtait à envahir le Portugal !

(2) NAPIER.

(3) Les courriers étaient pillés et les gardes insultées à leur poste. L'uniforme anglais n'était plus en sûreté, et si l'armée, accusée de trahir les intérêts du Portugal, avait voulu s'embarquer dans ce moment, elle aurait dû s'ouvrir un passage vers la flotte. — Voir MAXWELL, t. I, p. 504.

Sherer prétend que cette irritation eut pour cause principale les mesures prises par John Cradock pour embarquer toute l'armée anglaise.

(4) Voir NAPIER, t. III, p. 181, et MAXWELL, t. I, p. 504 et 505. SHERER dit, t. I, p. 194, que John Cradock avait déjà fait des préparatifs pour embarquer ses troupes, le cas échéant, malgré l'opposition des Portugais.

sans contrôle. La junte proposait d'investir de cette confiance sans borne sir Arthur Wellesley, mais celui-ci, ne voulant pas accepter un emploi qui aurait absorbé tout son temps, pria le conseil des ministres de désigner le général Béresford, que ses talents et son activité recommandaient d'une manière spéciale. Ce général avait d'ailleurs conquis l'estime et la confiance de l'armée par ses beaux services dans l'Inde, en Égypte, au cap de Bonne-Espérance, en Amérique, et tout récemment en Portugal, où il avait fait, sous John Moore, la malheureuse campagne de 1809.

Béresford débarqua à Lisbonne dans le courant du mois de mars; son premier soin fut de nommer des Anglais à tous les emplois militaires importants. Avec le concours de ces officiers, il modifia peu à peu l'organisation et l'équipement des troupes nationales, qui devinrent, sous son habile direction, aussi remarquables par leur bravoure que par leur discipline et leur instruction (1).

Ce résultat, et plus encore la déclaration de guerre de l'Autriche, auraient dû exercer une heureuse influence sur le gouvernement anglais; mais la retraite précipitée de Moore, la déroute des patriotes et l'occupation de Madrid avaient notablement refroidi l'enthousiasme populaire.

Par un de ces revirements subits dont l'histoire de la Grande-Bretagne offre tant d'exemples, la nation était passée tout à coup d'une confiance extrême à un sentiment irrésistible de crainte et de découragement. Ceux même qui avaient le plus poussé à la guerre semblaient maintenant convaincus qu'il était absurde de chercher à combattre Napoléon sur le continent.

Le gouvernement fut ébranlé par ces déclamations, au point qu'il voulut rappeler ses troupes en Angleterre. Tou-

---

(1) Béresford laissa les colonels portugais à la tête des régiments, mais il plaça à côté d'eux des majors qui faisaient toute la besogne. — Voir SHERER, t. I, p. 196.

tefois, avant de prendre cette mesure extrême, il crut devoir consulter sir Arthur Wellesley, qui, dans un mémoire daté de Londres (7 mars 1809), non-seulement soutint la possibilité de défendre le Portugal en toute circonstance (1), mais encore fit connaître avec une grande précision le moyen d'organiser cette défense, de créer de nouvelles forces, d'améliorer les finances du pays et de faire vivre les troupes alliées, au milieu de provinces appauvries et dévastées. « Avec son rare bon sens, dit M. Thiers, il avait aperçu tout de suite comment les Anglais devaient se comporter dans la Péninsule, et malgré l'avis de ceux que l'expédition de Moore avait profondément effrayés, il affirmait qu'on pourrait toujours se rembarquer à temps, en sacrifiant tout au plus le matériel. Il allait même jusqu'à désigner d'une manière presque prophétique une position dans laquelle, appuyé sur la mer et couvert de retranchements, il serait assuré de tenir plusieurs années contre les armées victorieuses de l'empire. La confiance qu'inspirait ce général, d'un esprit droit et ferme, vainquit la répugnance de son gouvernement à risquer de nouvelles armées dans l'intérieur de la Péninsule, et le disposa à défendre courageusement les intérêts de la nation anglaise contre la nation elle-même (2). »

Le cabinet de Londres avait conclu, à la date du 9 janvier 1809, un traité de paix et d'alliance avec l'Espagne; en même temps, il avait fait de vastes préparatifs militaires pour que la Grande-Bretagne jouât désormais le premier rôle dans la lutte. C'était un acte d'énergie et de courage par lequel, on doit le dire à son honneur, le ministère assumait sur sa tête une responsabilité que le moindre revers, le moindre mécompte

---

(1) « J'ai toujours été d'opinion que le Portugal peut être défendu, quel que soit le résultat « de la lutte engagée en Espagne, et qu'en même temps les mesures adoptées pour la défense « du Portugal seront très-utiles aux Espagnols dans leur lutte avec la France. » (Voir la lettre du 7 mars de Wellesley).

(2) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, liv. 36.

pouvait faire retomber sur lui d'une manière accablante. Or cette éventualité n'était pas si incertaine qu'elle n'eût fait reculer beaucoup d'hommes d'État, même parmi ceux qui affectaient le plus ardent amour pour la cause espagnole. L'Angleterre, en effet, ne pouvait opposer plus de 60,000 combattants aux 300,000 hommes disponibles de Napoléon; et encore ces soldats n'avaient-ils aucune expérience de la guerre européenne. Quant aux troupes espagnoles, elles manquaient de discipline, étaient mal équipées, mal organisées, avaient des chefs incapables, et ne montraient aucune sympathie pour l'armée anglaise. Mais ce qui rendait surtout la situation du gouvernement délicate et précaire, c'était la violence de l'opposition, qui entravait sans cesse les efforts du cabinet de Londres; dans la suite, elle suscita les plus grands embarras au général en chef lui-même.

Arthur Wellesley fut désigné par la voix publique comme le seul homme capable de sortir avec honneur d'une pareille situation, et le ministère, en ratifiant ce choix (1), fit pour la cause espagnole ce que le directoire avait fait pour la cause de la Révolution française, en mettant le jeune Bonaparte à la tête de l'armée d'Italie.

---

(1) Le 2 avril 1809.

CHAPITRE VII.

OPORTO-TALAVERA.

CHAPITRE VII.

SOMMAIRE :

Deuxième invasion du Portugal par l'armée française. — Soult passe le Minho, refoule devant lui les armées nationales et s'empare d'Oporto. — Arthur Wellesley brusque le passage du Douro et force l'armée française à battre en retraite sans bagages, sans artillerie et presque sans munitions. — Il abandonne la poursuite pour s'opposer à Victor, qui s'avance sur Lisbonne par la vallée du Tage. — Opérations combinées de Wellesley et de Cuesta. — Incapacité de ce dernier. — Négligence de la junte centrale. — Fâcheux état de l'armée anglaise. — Wellesley et Cuesta battent l'armée du roi à Talavera de la Reyna. — Soult cependant menace de couper la retraite de l'armée alliée, qui passe le Tage à Arzobispo et se retire sur Badajoz. — Malheureuse situation de l'armée anglaise. — Les troupes espagnoles sont successivement écrasées à Banos, à Almonacid, à Ocana, à Alba de Tormes. — Wellesley se dirige vers le Nord pour protéger Almeida et Ciudad-Rodrigo. — Son départ provoque l'invasion de l'Andalousie. — Changement de ministère à Londres. — Le marquis Wellesley est chargé du portefeuille des affaires étrangères. — La campagne de Talavera est blâmée dans le Parlement. — Le cabinet obtient cependant l'autorisation de continuer la guerre.

Dès que Wellesley reçut avis de sa nomination de commandant en chef de l'armée péninsulaire, il résigna les fonctions de député et de chef secrétaire d'Irlande, qu'il avait conservées jusque-là. Il s'embarqua à Portsmouth le 16 avril,

et après une traversée extrêmement dangereuse, il entra dans le Tage le 22. Les habitants de Lisbonne le reçurent avec toutes les démonstrations d'une joie excessive (1).

La confiance qu'ils avaient dans ses talents et dans son caractère ranima leur énergie défaillante et leur donna l'espoir d'une prochaine amélioration.

Wellesley ne négligea rien pour entretenir et justifier cette confiance, premier gage de succès. Les difficultés cependant étaient immenses. On avait partout les idées les plus fausses sur la nature de la guerre, sur la position des belligérants et sur les moyens propres à atteindre le but qu'on poursuivait.

Le gouvernement et la nation portugaise voulaient attaquer les Français en Espagne en s'appuyant sur Cadix et Gibraltar. Wellesley au contraire pensait que, pour délivrer la Péninsule, on devait s'établir en Portugal et faire de Lisbonne le lieu de débarquement, le dépôt général et la base des opérations de l'armée. Il fut presque seul de cet avis. Parmi ses officiers, les uns soutenaient, d'après le témoignage de John Moore, qu'il était impossible de se maintenir en Portugal (2), et les autres qu'en dehors de Gibraltar et de Cadix, il n'y avait dans la Péninsule aucune position convenable pour appuyer un système d'opérations contre l'armée française. Wellesley néanmoins resta inébranlable dans sa résolution de défendre le Portugal, s'exposant ainsi à être blâmé par son gouvernement, par son armée et par la nation portugaise, si le moindre échec venait trahir ses prévisions. Ce courage moral, résultat d'une conviction profonde et d'un jugement éclairé, fait le plus grand honneur au général anglais, et doit être regardé comme la cause principale de ses succès dans la Péninsule.

---

(1) LONDONDERRY, t. I, p. 299, 300.

(2) John Moore toutefois n'émit pas cette opinion d'une manière générale; il soutint seulement qu'avec l'armée *qu'il commandait*, on ne pouvait pas songer à se maintenir en Portugal.

Avant de commencer le récit de la mémorable campagne de 1809, jetons un coup d'œil sur les événements qui suivirent la retraite de John Moore.

Napoléon, croyant que ses nombreux et rapides succès dans la campagne de Somo-Sierra avaient calmé l'enthousiasme des Anglais et forcé leur gouvernement à renoncer pour quelque temps, sinon pour toujours, à ses projets d'intervention, donna au maréchal Soult l'ordre de prendre Lisbonne et de venger le désastre de Vimeiro, pendant que les autres maréchaux pacifieraient les provinces déjà conquises, et achèveraient de disperser les fractions incohérentes de l'armée espagnole (1).

Les instructions portaient que le duc de Dalmatie ferait en sorte d'être le 5 février à Oporto ; que le jour de son arrivée dans cette ville, on donnerait à Lapisse, dont la division était à Salamanque, l'ordre de marcher sur Ciudad-Rodrigo et Abrantès ; que Victor appellerait cette division à Mérida et tenterait, avec les 30,000 hommes réunis sur ce point, une diversion en faveur de Soult, quand ce dernier serait près d'arriver à Lisbonne ; qu'il pousserait même une forte colonne sur cette ville, si l'on avait à craindre de grands obstacles pour s'en rendre maître, et qu'après l'embarquement des alliés, il marcherait sur Séville par Mérida, avec l'appui d'une fraction de l'armée de Soult (2).

Ce plan, habilement conçu, avait toute chance de succès, d'autant plus que les forces anglo-portugaises n'étaient pas en état de soutenir pendant une heure le choc de 10,000 Fran-

---

(1) D'après les instructions données le 21 janvier 1809 par Berthier au duc de Dalmatie, ce dernier devait tâcher d'être avant le 5 février à Oporto, et avant le 16 à Lisbonne.

Dans les instructions antérieures du prince de Neufchâtel au roi Joseph (datées du 17), on « lit : « Il n'est pas à présumer que le duc de Dalmatie puisse être à Oporto avant le 1er février, « et à Lisbonne avant le 10. »

(2) Instructions de Berthier à Joseph, 17 janvier 1809. — Voir les *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 370. On remarquera que ces instructions prescrivaient la conquête du Portugal et de l'Andalousie.

çais (1). Mais le temps et les circonstances empêchèrent qu'il ne fût exécuté avec la promptitude qu'il exigeait. Le corps du maréchal Soult avait besoin de se remettre, ayant beaucoup souffert du froid et de la fatigue (2); les routes étaient mauvaises; les rivières débordaient; on était au milieu d'un pays soulevé, et pour marcher en force sur Oporto, il fallait abandonner momentanément toute communication avec la Galice.

Ces difficultés ne permirent pas au maréchal d'être à Oporto le 5 février, comme l'avait prescrit Napoléon. Le 15 seulement il fut en mesure de passer le Minho. Une tentative faite ce jour-là à Campo-Saucos ayant échoué par suite de la violence du courant, Soult se décida à pénétrer en Portugal par la province de Tras-os-Montès. Ses colonnes prirent la route d'Orense; mais la population de cette partie de la Galice, excitée par les habitants de la frontière et par des détachements de l'armée de la Romana, avait repris les armes. Il fallut s'arrêter plusieurs jours pour réprimer cette insurrection, qui aurait compromis la ligne de retraite. Ce fut seulement le 4 mars que l'armée put commencer sa marche offensive, et encore se vit-elle forcée, à cause des pertes de chevaux occasionnées par la disette des fourrages et le mauvais état des chemins, de laisser à Tuy son artillerie de réserve et une partie de ses bagages (3).

---

(1) Après la retraite de John Moore, il n'était resté que 10,000 Anglais environ en Portugal. « Ces soldats, dit Napier, étaient mal vêtus et manquaient de souliers ; il n'y avait pas de chevaux pour l'artillerie, et l'administration de la guerre n'avait pas le quart des fourgons nécessaires pour le transport des subsistances et des munitions.» Quant aux troupes réglées du Portugal, Béresford lui-même avouait qu'elles n'observaient aucune discipline ; qu'elles choisissaient leurs heures de repos et de combat, les lieux où elles voulaient prendre leurs quartiers, etc., etc.

Au début des hostilités, les forces belligérantes étaient réparties de la manière suivante : Cradock avait 12,000 hommes ; Cuesta, 16,000 ; Cartoajal, 12,000 : total 40,000 hommes ;—Soult avait 23,000 hommes ; Lapisse, 9,000 ; Victor, 25,000 ; Sébastiani, 15,000 ; Mortier, 15,000 ; les gardes du roi et la garnison de Madrid en représentaient 12,000 : total 99,000 hommes.

(2) Si Napoléon avait été sur les lieux, cette circonstance, qu'il ignorait, l'aurait probablement engagé à renforcer le corps de Soult par celui de Mortier, résolution qui eût changé la face des choses.

(3) Soult laissa à Tuy 36 bouches à feu avec environ 2,000 hommes; il se contenta d'emmener 22 pièces de campagne, bien attelées et pourvues des munitions nécessaires.

Soult éloigna d'abord la Romana et Sylviera, qui couvraient la route de Chaves et pouvaient prendre ses colonnes en flanc et à revers (1). Il refoula ensuite, sans la moindre difficulté, les bandes tumultueuses des *ordenanzas* (2), puis il continua sa marche sur Oporto, qui était son premier but objectif.

Le 13, l'armée française emporta Chaves, et le 20 elle battit, à une demi-lieue de Braga, 35,000 Portugais, dont la moitié n'étaient armés que de piques (3). Ce même jour, Soult prit possession de la ville.

Le 28, son armée parut devant Oporto, que l'évêque avait fait entourer d'une ligne de redoutes assez mal disposées, mais défendues par 40,000 hommes (4) et 200 pièces de canon. Le maréchal attaqua ce camp retranché, dans la journée du 29, avec les 20,000 hommes qui lui restaient encore des 25,500 qui avaient passé le Minho (5).

Il força la position et se rendit maître de la ville, où il trouva beaucoup de vivres et de munitions, un vaste matériel de guerre apporté par les Anglais et une foule de navires chargés de vin.

Cette importante conquête ne coûta au maréchal que 3 à

---

(1) La Romana fut battu à Monterey et Sylviera à Villasa ; ces deux généraux avaient, d'après Sherer, l'un 9,000 et l'autre 7,000 hommes. Ils occupaient une ligne de cinq lieues entre Monterey et Chaves. En deuxième ligne se trouvait l'armée de Freyre, postée à Braga et forte de 25,000 hommes, dont 6,000 seulement étaient armés de fusils. La troisième ligne était formée par les défenseurs d'Oporto.

(2) Les troupes qui défendaient la frontière étaient portugaises et espagnoles. Il existait entre elles une grande inimitié nationale. Leur organisation et leur discipline étaient pitoyables. Après chaque revers, elles accusaient de trahison quelques-uns de leurs officiers, et presque toujours les égorgeaient pour ce crime imaginaire.

Le Portugal avait, outre les troupes réglées, les milices des districts et les ordenanzas : « Toutes ces troupes, dit Napier, ne différaient alors que de nom. »

(3) Les vaincus, d'après le rapport de Soult, laissèrent 5,000 morts sur le champ de bataille; on leur prit 400 hommes et toute leur artillerie. Les Français n'eurent que 40 tués et 160 blessés.

(4) Napier et Sherer. D'après M. Thiers et les auteurs des *Victoires et conquêtes*, Oporto était défendu par 60,000 hommes, tant soldats que gens du peuple.

D'après du Casse, par 45,000 hommes et 200 canons.

Le colonel Jones prétend que la garnison ne s'élevait qu'à 25,000 hommes.

(5) Le compilateur des *Mémoires de Joseph* dit que Soult n'eut que 22,000 hommes pour faire la conquête du Portugal ; mais il oublie de mentionner les 3,500 hommes que le duc de Dalmatie tira de Tuy.

400 hommes : les Portugais en perdirent 9 à 10,000 (1). Malheureusement les troupes françaises, exaspérées par les mauvais traitements qu'on avait fait subir aux prisonniers, ternirent l'éclat de leur victoire par des actes de brigandage inouïs; dans le palais de l'évêque seul, 200 Portugais furent passés au fil de l'épée (2) : triste condition de ces sortes de guerres où, pour échapper à la cruauté, on devient cruel soi-même...

Soult avait pris sans autorisation (3), à Chaves, le titre de *gouverneur général du Portugal*. Attachant à ce titre une importance qui n'était peut-être pas en rapport avec sa mission toute militaire, il s'appliqua à tranquilliser le peuple et à le rendre favorable au gouvernement de l'empereur. Il résulte même de témoignages irrécusables, qu'il s'exagéra la portée de son rôle au point de se croire appelé à devenir roi de Portugal (4).

Les soldats, qui se rappelaient ce qu'il en avait coûté à l'amour-propre de Junot pour avoir caressé la même illusion, se moquèrent de Soult et lui donnèrent ironiquement le titre de *Nicolas Ier*.

Cependant Victor était à Talavera de la Reyna, où il attendait, conformément aux instructions de l'empereur (5), que le

---

(1) D'après Sherer, toute la campagne ne coûta aux Français que 1,000 hommes, dont 500 tombèrent dans l'assaut d'Oporto.

D'après Soult, les Portugais eurent 18,000 morts, non compris les hommes engloutis dans le Douro. Les pertes des Français ne s'élevèrent qu'à 80 tués et 350 blessés.

(2) SHERER, t. I, p. 172. Jones dit que Soult ne parvint à arrêter le désordre qu'au bout de vingt-quatre heures.

(3) DU CASSE, *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 111.

(4) Ce fait, mis en doute par le colonel Napier, est clairement établi par la fameuse circulaire du 19 avril 1809, adressée au nom du maréchal à tous les généraux de division de son armée : circulaire étrange où l'on disait que la population d'Oporto, de Braga et de plusieurs villes voisines, avait prié Soult de revêtir les attributs de la souveraineté, en attendant que Napoléon eût fait un choix définitif. Voir THIBAUDEAU, t. VIII, p. 546; SAVARY, t. IV, p. 128; THIERS, *Histoire du Consulat*, etc., et les *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 129.

(5) Berthier, dans les instructions qu'il communiqua sous la date du 17 janvier au roi Joseph, disait que le duc de Bellune ne devait se porter sur Mérida « qu'au moment où le duc de Dalmatie serait près d'arriver à Lisbonne. »

Et Napoléon, dans sa lettre du 7 février à son frère, s'exprima dans le même sens : « L'art

duc de Dalmatie fût arrivé à Oporto. S'il avait pu se diriger plus tôt sur Mérida, il aurait relégué Cuesta dans la Sierra-Morena, et probablement enlevé Badajoz, qui n'avait alors aucun moyen de résistance.

Ce fut seulement le 14 mars, sur l'ordre du roi (1), que ses premières troupes franchirent le Tage à Arzobispo et à Talavera, dans le but d'éloigner les Espagnols de l'autre rive et de favoriser la construction d'un pont volant à Almaraz. Toute l'armée de Victor passa le fleuve sur ce pont, dans la nuit du 19 au 20. Ne pouvant la contenir, Cuesta gagna Villa-Nueva de Serena, où il fut rejoint le 27 au soir par le corps d'Albuquerque. Le duc de Bellune négligea de le poursuivre, et cette faute enhardit Cuesta au point de lui faire prendre l'offensive; mais à son tour le général espagnol eut le tort de s'arrêter à Medellin pour couvrir Badajoz, qui lui donnait des inquiétudes. Ce retard le perdit. En continuant au contraire son habile mouvement, il aurait pu battre les divisions éparpillées de Victor, et changer peut-être le sort de la campagne.

Le 28, l'armée espagnole, forte de 25,000 hommes, 400 chevaux et 20 pièces de canon (2), fut attaquée par Victor,

---

de la guerre, dit-il, veut qu'on ne démasque le mouvement sur Mérida que lorsque le duc de Dalmatie sera à Oporto, et il ne peut y être avant la fin du mois. »

Quand on rapproche ces instructions de la lettre écrite par Joseph à Napoléon, le 22 avril, lettre dans laquelle il se plaint de n'avoir aucune nouvelle du duc de Dalmatie (la dernière reçue étant du 10 mars), on acquiert la conviction que Napier a été injuste envers le duc de Bellune, en lui reprochant d'avoir commencé ses opérations beaucoup trop tard. Il eût été plus équitable d'imputer le mauvais résultat de la campagne au duc de Dalmatie, qui ne fit aucun effort pour informer le roi de la marche de ses troupes, à laquelle tout cependant était subordonné.

(1) Cet ordre, loin d'être tardif comme le prétend Napier, était prématuré, en ce sens que le roi le donna sans avoir aucune nouvelle de Soult. (Voir t. VI de sa *Correspondance*.) Au reste, les auteurs des *Victoires et conquêtes* font observer que Victor se trouva arrêté devant le Tage par la destruction du pont d'Almaraz et par l'impossibilité d'arriver avec son artillerie aux ponts d'Arzobispo et de Talavera. Il fut obligé en conséquence, de faire rétablir le pont d'Almaraz, sous le feu de l'armée de Cuesta.

(2) Napier, Sherer et du Casse. D'après M. Thiers, l'armée de Cuesta comptait 36,000 hommes; d'après le comte Toréno, 20,000 fantassins et 2,000 chevaux. Nous croyons l'une et l'autre de ces deux évaluations inexactes.

dont l'effectif s'élevait à 14,000 hommes, 2,500 chevaux et 42 bouches à feu. Quoique inférieures par le nombre, ces forces l'emportaient réellement par la qualité des soldats. L'action fut meurtrière (1), et les troupes espagnoles, sauf une partie de la cavalerie, qui tourna bride au moment de charger (2), se comportèrent vaillamment. La cause principale de leur déroute fut l'ordre de bataille ridicule qu'avait adopté Cuesta. « Il fit déployer son armée, dit le comte de Toréno, sur une ligne d'une lieue de longueur, en forme de demi-lune et sans garder le moindre corps de réserve (3). »

Le duc de Bellune, à propos de cette victoire, écrivit, le 2 avril 1809, au roi : « J'ai annoncé à Votre Majesté qu'il « était resté 10 à 12,000 hommes sur le champ de bataille; « je crois m'être trompé, et je pense aujourd'hui qu'il y en « avait davantage. Tous les officiers qui l'ont vu pensent « comme moi. Ce spectacle est vraiment affreux. On ne doit « pas conclure cependant de ce massacre qu'il a été fait im- « pitoyablement sur des prisonniers. Les hommes morts se « sont défendus jusqu'à la dernière extrémité, criant eux- « mêmes en très-bon français, *pas de quartier!* Cuesta leur « avait sans doute appris à prononcer cet arrêt, qui a terminé « leur vie; il n'est d'ailleurs que la suite du décret rendu par

---

(1) D'après Belmas, les Espagnols eurent 10,000 hommes tués et 4,000 prisonniers; on leur enleva 25 canons et 6 drapeaux. Les Français, chose inexplicable, n'eurent que 340 tués et blessés. Il est vrai que les auteurs des *Victoires et conquêtes* diffèrent sur ce point avec Belmas : les Espagnols, suivant eux, laissèrent 12,000 morts sur le champ de bataille; ils perdirent en outre 7 ou 8,000 prisonniers et 19 canons; les Français n'eurent pas plus de 4,000 hommes hors de combat (T. XIX, p. 31.). D'après le général Sémélé, chef d'état-major de Victor, 15,000 Espagnols furent couchés sur le terrain, et 5,000 sabrés ou faits prisonniers par Lasalle, à une petite distance du champ de bataille. La perte des Français ne s'éleva qu'à 300 hommes, tués et blessés. Le capitaine du Casse dit que le nombre des Espagnols tués fut estimé à plus de 12,000, et celui des prisonniers, d'après le *Moniteur*, à 3,000. Toutefois, il est constaté qu'à Talavera, on ne remit à l'adjudant commandant Bagnères que 1,850 prisonniers en tout.

Jones estime à 9,000 le nombre des Espagnols sabrés ou tués à coups de baïonnette.

Victor ne sut pas profiter de cet immense succès; Belmas explique sa lenteur en disant que le duc de Bellune était sans nouvelles de Soult, et qu'il considérait l'invasion de l'Andalousie comme l'objet principal des opérations de son corps d'armée.

(2) Voir le rapport de Cuesta, dans les *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 467.

(3) T. II, p. 287.

« la junte de Séville le 10 février dernier, décret qui con-
« damne à mort toute l'armée française, sans exception (1). »

La veille de cette catastrophe (le 27 mars), Cartoajal s'était fait battre à la tête de 12,000 hommes (2), à Ciudad-Réal, par 10,000 Français, sous les ordres de Sébastiani. Un grand nombre de soldats espagnols avaient succombé dans la bataille, et 3,000 environ étaient morts pendant la retraite.

Ces désastres successifs répandirent la terreur jusqu'aux portes de Séville.

Dans ces entrefaites, le général Lapisse avait très-mal rempli les intentions de l'empereur. Sa division était destinée à rallier les corps de Soult et du duc de Bellune. Pour atteindre ce but, elle devait marcher sur Abrantès (3). Or, contrairement à ce qui avait été prescrit, elle se dirigea sur Alcantara et de là sur Mérida, où elle se joignit au premier corps dans la journée du 19 (4).

Malgré cette concentration, le roi ne peut se mettre en mouvement, parce que le Nord, enthousiasmé par la nouvelle de la guerre d'Autriche, était sur le point de lui échapper, et aussi parce qu'il n'avait aucune nouvelle de Soult, dont la coopération lui était nécessaire pour atteindre le but de la campagne. Joseph ne se serait pas trouvé dans cette situation et les événements auraient pris une autre tournure, si le duc de Dalmatie, négligeant de poursuivre la Romana, après une

(1) Voir, outre ce décret, l'instruction du 17 avril 1809, où la junte suprême dit, en propres termes : « Nous adopterons donc un système de corsaires envers les troupes françaises, dans « le dessein de les détruire, etc., etc. » — Belmas, t. 1, p. 366.

(2) 15,000 d'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*. Ces mêmes auteurs estiment la perte des Espagnols à 1,500 tués et blessés, 4,000 prisonniers, 7 canons et 4 drapeaux.

(3) Il eût été plus prudent encore de la diriger sur Lamégo et Viseu. « En se portant sur ce point, Lapisse assurait sa jonction avec Soult, ce qui ne l'empêchait pas de se rendre ensuite à Abrantès. » Napier.

(4) Du Casse, dans les *Mémoires de Joseph*, nous apprend que cette faute doit être imputée au roi (T. VI, p. 18 et 29). Et en effet, Joseph, dans sa lettre du 19 avril à Napoléon, revendique pour lui l'ordre de marcher sur Alcantara. L'empereur aurait voulu qu'on employât Lapisse contre la Romana, pour rétablir les communications avec le duc d'Elchingen (voir sa lettre du 2 avril), ce qui était cependant contraire à ses instructions primitives. Toutefois, il aurait mieux valu encore les modifier dans ce sens que d'agir comme fit le roi.

première rencontre, n'eût permis à ce général d'interrompre toute communication des armées du Centre et du Sud avec celles du Nord. Nonobstant cette circonstance, ce fut une grande faute de laisser le corps du duc de Bellune si longtemps inactif, car en avançant dans l'Alentejo, il eût empêché Wellesley d'écraser la faible armée du Douro; mais cette faute, que plusieurs historiens et entre autres Napier ont imputée au roi Joseph, est la conséquence des instructions positives que ce prince avait reçues de l'empereur. Comme toutes les instructions de ce genre, celles-ci avaient le tort d'être subordonnées à des éventualités qui pouvaient ne pas se réaliser et qui de fait ne se réalisèrent point. D'un autre coté, ni Joseph ni ses conseillers n'avaient assez de pouvoir ou de génie pour modifier au besoin les ordres du maître.

Ainsi, la nécessité où se trouva l'empereur de conduire de loin la guerre d'Espagne fut une des principales causes de l'insuccès des armées française. Nous aurons bien souvent l'occasion de constater ce fait!

Cependant Soult avait rétabli ses communications avec Tuy, forcé le passage d'Amarante, repoussé Sylviera au delà du Douro (1) et pris toutes les mesures nécessaires pour exécuter un système de guerre régulier, sous la protection de l'excellente base que lui assurait la ville d'Oporto. Si son mouvement offensif sur Braga et sa résolution de se fier à la victoire pour rouvrir ses communications avec la Galice sont dignes des plus grands éloges, en revanche, on doit le blâmer d'avoir perdu à Oporto un temps précieux en soins administratifs et en informations sur les mouvements de l'ennemi (2). Cette lenteur, qui s'explique par l'ignorance

(1) Sylviera avait repris Chaves et ranimé l'insurrection entre le Minho et le Douro, sur les derrières de Soult.

(2) Ces informations étaient devenues très-difficiles, par suite de la position qu'avait prise la Romana. Ce général, que Soult aurait dû battre avant de s'engager dans le Portugal, avait profité de l'éloignement momentané du corps de Ney, appelé sur le littoral, pour envahir la

complète où il se trouvait de la position des corps destinés à le soutenir, exerça la plus fâcheuse influence sur le résultat de la campagne. Elle permit au général Cradock de recevoir de nouveaux renforts (1) et de stimuler l'ardeur des Portugais et des Espagnols, par un mouvement offensif sur Leiria (2).

Napoléon et le maréchal Jourdan ont vivement critiqué Soult d'avoir attendu que les événements lui dictassent la résolution de rétrograder, ou de pousser plus loin ses conquêtes. Ils auraient voulu qu'il se repliât sur-le-champ derrière le Minho ou remontât par Bragance vers la Vieille-Castille, afin de s'appuyer à la masse principale des armées françaises, opérant dans le centre de l'Espagne. Quoique cette critique, faite après l'événement, soit plus judicieuse qu'équitable, il est certain que Soult, par son séjour prolongé à Oporto, causa beaucoup de mal aux armées françaises (3). Mais ce qui sur toute chose devait leur être funeste, ce fut l'arrivée opportune du vainqueur de Rorissa et de Vimeiro.

Au moment où Wellesley débarqua dans le Tage (4), le Portugal semblait avoir perdu toute confiance dans l'appui de l'Angleterre. « Son armée était totalement désorganisée et presque anéantie » (5). « Les officiers n'avaient que

---

haute Galice et la frontière du royaume de Léon. Il interceptait toutes les communications de Soult avec Madrid.

(1) Il résulte d'une lettre écrite par J. Cradock à Beresford, le 29 mars 1809, qu'à cette date ses forces s'élevaient à 14,000 hommes, dont 2,000 au moins devaient rester à Lisbonne et dans les places maritimes. On conviendra que la faiblesse de cet effectif témoigne hautement de l'insouciance du ministère anglais.

(2) Ce mouvement avait surtout pour but de protéger Abrantès et d'assurer l'obéissance des troupes portugaises, sur le point de se révolter contre leurs chefs, qu'elles accusaient de trahison.

(3) Soult resta quarante jours à Oporto. Le compilateur des *Mémoires de Joseph* affirme, T. VI, p. 130, que le duc de Dalmatie apprit d'une manière certaine, vers la fin d'avril, le débarquement des Anglais et leur marche vers le Douro. Cette nouvelle aurait dû le décider à battre en retraite, ou à hâter sa réunion avec les autres corps. Il n'en fit rien, et c'est là ce qu'on est en droit de lui reprocher.

(4) D'après du Casse, Wellesley amena avec lui 10 à 12,000 hommes ; nous n'avons pas trouvé d'état officiel indiquant ce chiffre.

(5) WELLESLEY, *Relation des opérations de* 1809 : Badajoz, 9 décembre 1809.

la solde des sergents, voire même des soldats anglais (1). »

Le génie organisateur de Wellesley changea en peu de jours la face des choses. Le peuple reprit courage, et la régence, un moment abattue, se rassura; elle nomma sir Arthur *maréchal général* des troupes portugaises, et ces troupes, sous un chef si habile, secondé par l'intelligente coopération de Beresford, acquirent promptement une grande solidité.

Le nouveau général en chef vit de prime abord que la fausse marche de Lapisse sur Mérida avait dérangé toutes les combinaisons des Français, en plaçant un peuple entier, ses places fortes et ses troupes, entre Soult et Victor. Il pouvait, grâce à sa position centrale, se porter contre l'un de ces maréchaux avant d'être rejoint par l'autre. Victor était le plus redoutable des deux, et son armée n'avait qu'un seul obstacle à vaincre pour atteindre Lisbonne, c'était le Tage, dont le lit est presque toujours guéable, tandis que Soult, retenu avec une armée inférieure en nombre, à 75 lieues de la capitale, ne pouvait approcher du but qu'en traversant un pays entrecoupé de montagnes, de défilés et de rivières grossies par les eaux pluviales. Bien que cette considération dût engager Wellesley à se jeter d'abord sur le duc de Bellune, il résolut, conformément à l'avis de Beresford et contrairement à celui de Cuesta et du gouvernement espagnol (2), de marcher contre Soult, qui occupait une province riche, d'où l'armée anglaise tirait la majeure partie de ses bestiaux; il s'était formé d'ailleurs dans l'entre-Minho et Douro un parti français qu'il importait de dissoudre promptement; enfin le peuple et la régence, vivement affligés de la prise et du sac

(1) Wellesley à J. Villiers, 24 septembre 1809.

Le 14 novembre de la même année, Wellesley écrivit à lord Liverpool, pour demander qu'on portât l'armée régulière du Portugal de 20 à 30,000 hommes et qu'on augmentât la solde des officiers, ce que le gouvernement de Lisbonne était dans l'impossibilité de faire. (On sait qu'antérieurement, l'Angleterre avait pris à sa charge la solde des soldats portugais et celle des officiers anglais qui servaient dans cette armée.)

(2) TORÉNO, t. II, p. 344.

d'Oporto, la seconde ville du royaume, exprimaient hautement le désir de la reprendre.

Après avoir fait toutes les dispositions nécessaires pour arrêter le duc de Bellune, ou du moins entraver son mouvement sur Lisbonne (1), Wellesley donna l'ordre de réunir les troupes alliées et de les mettre en marche vers le Douro (2). Du 2 au 5 mai, 13,000 Anglais, 9,000 Portugais et 3,000 Allemands furent concentrés à Coïmbre (3).

La position de Soult en ce moment n'était pas rassurante. Ses soldats, à bout de patience, commençaient à murmurer; quelques-uns même se trouvaient engagés dans une conspiration, dont le but était de renverser le maréchal et de mettre fin au pouvoir absolu de Napoléon (4). C'étaient pour la plupart d'anciens républicains de l'armée du Rhin, dégoûtés de travaux qui n'avaient plus pour objet la grandeur du pays, et qui semblaient ordonnés dans le seul but d'élever la famille Bonaparte au-dessus de toutes les familles régnantes.

« La gloire, dit M. Thiers, avait caché un moment le vide ou l'égoïsme de cette politique. Les premiers revers

---

(1) Il donna au général Mackensie 8,000 Portugais, 2 bataillons et 2 régiments de cavalerie anglaise, pour défendre la rive droite du Tage. Le colonel Mayne avec un régiment de milice et une partie de la légion lusitanienne fut posté à Alcantara pour garder, et au besoin détruire le pont de cette ville. Ces forces, jointes à celles de Cuesta, étaient suffisantes pour entraver la marche de Victor. Il paraît, au surplus, que Wellesley s'attendait plutôt à voir le duc de Bellune envahir l'Andalousie que s'avancer vers Lisbonne. C'est même en prévision de ce mouvement qu'il avait donné à Cuesta le conseil de se retirer dans les montagnes et d'y rester sur la défensive. (LONDONDERRY, t. I, p. 309.)

(2) Cradock lui remit le commandement le 27 avril, et ce même jour l'ordre fut donné de réunir les troupes.

(3) Les ressources de Wellesley se composaient alors de 26,000 Anglais et Allemands, de 16,000 Portugais organisés et armés, de la milice et des Ordenanzas; des places d'Almeida, de Ciudad-Rodrigo, d'Elvas, d'Abrantès, de Peniche et de Badajoz ; de la flotte anglaise ; enfin de l'armée de Cuesta, forte de 30,000 fantassins et de 6,000 cavaliers (25,000 hommes de cette armée étaient alors en avant du défilé de Monasterio pour surveiller le duc de Bellune).

(4) Ce complot, dans lequel plusieurs officiers se trouvaient engagés, fut seulement découvert dans la nuit du 8 au 9 mai, quand déjà l'armée anglaise était près d'Oporto. Les conspirateurs voulaient offrir une trêve aux Anglais, déposer Soult, quitter la Péninsule, se mettre sous le commandement de Moreau, proclamer la déchéance de Napoléon, et marcher ensuite contre ce despote, à qui ils reprochaient son orgueil, son pouvoir absolu, et les dures privations qu'ils avaient à supporter dans la Péninsule. (Voir au t. VI, p. 126 des *Mémoires de Joseph*, un extrait de la déposition de d'Argenton.)

amenaient la réflexion, et la réflexion amenait le dégoût. »

On comprend ce qu'avait de dangereux en pays ennemi et devant une armée solide, commandée par un général tel que Wellesley, cette fâcheuse tentative d'opposition, qui devait relâcher les liens de la discipline et affaiblir considérablement l'ardeur des troupes.

A la tête du complot, dont les auteurs avaient pris le nom de *Philadelphes,* se trouvait le capitaine d'Argenton et quelques officiers supérieurs mécontents de leur chef. D'Argenton vint trouver le général anglais à Coïmbre et lui proposa de favoriser, par les mouvements des troupes alliées, les vues secrètes de la conspiration. Wellesley répondit que ses opérations ne seraient jamais réglées sur des trames de ce genre (1), et qu'il devait traiter l'armée française en ennemie aussi longtemps qu'elle serait en Portugal. Seulement, il ajouta que si elle se déclarait contre Bonaparte, on pourrait tomber d'accord sur un arrangement qui faciliterait la retraite (2).

Les confidences de d'Argenton au général Lefebvre firent découvrir la conspiration et amenèrent l'arrestation de ses chefs (le 9 mai), avant que leurs menées eussent produit aucun résultat. Le général anglais, cependant, sut tirer un excellent parti des renseignements que les séditieux lui avaient procurés. « Tout en les considérant comme fort exagérés, avec son bon sens ordinaire, il vit clairement que la politique conquérante de Napoléon était jugée, même dans l'armée française; que cette armée était divisée, que les liens de la discipline y étaient fort relâchés; que les devoirs militaires, si grande que fût la bravoure des soldats, devaient y être mal

---

(1) SHERER, t. I, p. 205. Le même auteur dit que Wellesley avait eu une première entrevue avec d'Argenton à Lisbonne : Les *Mémoires de Joseph* confirment ce fait.

(2) TORÉNO, t. II, p. 345.

Voir aussi la lettre de Wellesley à lord Castlereagh (27 avril). Il dit dans cette lettre, à propos des offres que lui firent les conspirateurs philadelphes : « In the existing situation of « affairs in Portugal, I have considered it proper to refuse to attend to these communica- « tions. »

compris, et, sans croire à une révolte sérieuse, il espéra quelque chose de plus vraisemblable et malheureusement de plus praticable, c'était de surprendre les Français en pleine ville d'Oporto et de leur faire essuyer un revers humiliant (1). »

Soult ignorait la concentration des forces ennemies sur Coïmbre. Son armée, répandue entre la Vouga et la Tamega, le Douro et la Lima, occupait une position dont les ailes n'avaient d'autre moyen de communication que le pont de bateaux d'Oporto.

Voyant qu'il s'obstinait à garder cette position étendue, Wellesley conçut l'espoir de l'envelopper ou de le forcer à une retraite désastreuse. Il dirigea en conséquence Beresford, avec 6,000 Portugais (2), 2 bataillons anglais, 5 compagnies de tirailleurs et un escadron de grosse cavalerie, sur Lamego, par la route de Viseu, pour franchir le Douro et joindre Sylviera, que l'on supposait aux environs d'Amarante. Ce mouvement avait pour but de tourner l'aile gauche des Français, de les couper du Tras-os-Montès et de détourner leur attention d'Oporto, où le général en chef se proposait d'écraser leur aile droite avec 14,500 hommes d'infanterie, 1,500 de cavalerie et 24 bouches à feu (3). L'opération terminée, et la colonne détachée se trouvant établie dans la province d'entre-Minho et Douro, le reste des troupes devait s'avancer de Coïmbre sur Oporto par la grande route de Vouga et d'Avouros. « Beresford, dit Londonderry, avait ordre de descendre le Douro, de s'emparer de toutes les embarcations qu'il trouverait le long des rives et de les mettre en état de

---

(1) THIERS, *Histoire du Consulat et de l'Empire.*

(2) Ces troupes étaient plus faibles encore par leur organisation que par leur nombre. « Sir Arthur ne leur demandait que de contrarier la ligne de marche des Français et, d'obliger Soult, en occupant la route de Villa-Real, à prendre celle beaucoup moins facile de Chaves et à se retirer sur la Galice plutôt que sur le royaume de Léon. » Napier.

(3) Les raisons qui déterminèrent Wellesley à porter le gros de ses forces sur cette ville, étaient : la facilité d'approvisionner les troupes par mer et la position découverte de l'aile droite de l'ennemi.

traverser le fleuve quand les alliés se présenteraient (1). »

Ce plan, d'après Jomini, était bien conçu et les forces tellement disposées qu'il devait réussir (2).

Le 4 au soir, arriva la nouvelle que Sylviera avait été complétement battu à Amarante et que Soult faisait des préparatifs pour abandonner Oporto. Cette nouvelle obligea le général en chef à modifier quelques-unes de ses dispositions. Il décida que son armée se porterait en deux colonnes sur le Douro, l'une par Aveiro et l'autre par Vouga, tandis que Beresford, la précédant d'une journée avec l'avant-garde, s'avancerait par Viseu sur Lamego.

Beresford partit le 6 à la pointe du jour; et le 7, toute l'armée se mit en marche dans l'ordre convenu. Hill se dirigea avec sa colonne sur Aveiro, et Wellesley prit la grande route avec le corps principal. Tous deux firent halte le 8, pour donner à leur collègue le temps de gagner le haut Douro avant le commencement de l'attaque. Dans la nuit du 9, le corps de Wellesley arriva sur la Vouga. Le même jour, Hill, commandant la première colonne, embarqua ses troupes à Aveiro pour traverser le lac Ovar et tourner, le lendemain de bonne heure, le flanc droit de l'ennemi. Ce même jour encore Beresford, réuni à Wilson, poussa Loison vers Amarante et déborda la gauche de Soult.

Au moyen de ces habiles et rapides manœuvres, l'armée alliée refoula en très-peu de jours les corps français établis entre la Vouga et le Douro.

---

(1) T. I, p. 316.

(2) Le témoignage de ce juge éclairé nous dispense de l'obligation de réfuter le général Sarrazin, ancien chef d'état-major de Bernadotte, qui dit, p. 77 de son ouvrage sur les guerres d'Espagne :

« Si, au lieu de diriger ses principales forces contre Oporto, Wellesley n'avait fait qu'une fausse attaque dans cette direction et qu'il se fût porté avec l'élite de ses troupes à Penafiel, après avoir passé le Douro vis-à-vis de Poucinho, Soult aurait été séparé de Loison. »

Il y aurait beaucoup à dire sur ce plan conçu après l'événement, et qui, suivant toute apparence, n'aurait pas donné à Wellesley les avantages qu'il retira du sien, malgré les nombreuses fautes que le général Sarrazin y découvre. (Voir p. 80.)

Cependant, Soult prévenu dès le 8 de l'arrivée des Anglais, détruisit le pont de bateaux d'Oporto, et fixa son départ au 12, comme s'il n'avait plus rien à craindre. Il se proposait de marcher sur Mirandella et Bragance, pour rentrer dans le royaume de Léon par Zamora. C'était pour faciliter ce projet que dès le 2, Loison avait, par un coup d'audace, repoussé les troupes de Sylviera et enlevé le pont d'Amarante (1). Ce pont, vers lequel Soult dirigea ensuite son artillerie et ses bagages (2), était la seule ressource qui restât à l'armée française pour se tirer avec honneur de la situation périlleuse où elle se trouvait (3). Nonobstant, Loison eut l'insigne faiblesse de l'abandonner sans coup férir au maréchal Beresford, qui depuis le 10 avait rejoint Sylviera sur la rive gauche de la Tamega.

Le 12, les deux armées se trouvèrent en face l'une de l'autre, séparées seulement par le Douro, fleuve profond et rapide, dont la largeur devant Oporto est de plus de 300 mètres. Traverser ce fleuve sans équipage de pont et devant 20,000 vétérans, n'était pas une entreprise ordinaire. Aussi le maréchal Soult n'en eut-il aucune crainte et se montra-t-il préoccupé seulement du danger d'un débarquement à l'embouchure du fleuve. C'est probablement la raison pour laquelle il négligea de faire garder sa position, bien qu'il sût l'ennemi proche de lui, et que trois jours à peine se fussent écoulés depuis la découverte du complot de d'Argenton (4).

---

(1) Voir dans les *Mémoires de Le Noble*, ordonnateur en chef du 2e corps, la relation de ce beau fait d'armes, qui illustra le capitaine du génie Bouchard.

(2) D'après M. Thiers, les bagages et l'artillerie restèrent à Oporto, et ne furent disposés pour le départ que le 12.

(3) Soult avait fait attaquer ce poste par Loison et Laborde, qui s'en rendirent maîtres le 2 mai. La nouvelle de cette prise arriva à Coïmbre le 4; elle influa nécessairement sur les dispositions que Wellesley prit le 6 et le 7. (Voir ci-dessus.)

(4) « Soult, dit le général Jomini, trompé par les rapports des généraux et la négligence « des avant-postes était tranquille à Oporto, où l'alarme fut bientôt répandue. » Si le maréchal avait montré plus de vigilance, il eût été prévenu assez à temps de l'arrivée de Wellesley pour opérer sa jonction avec Loison, à Amarante, se diriger sur Almeida et se rapprocher

Cependant Wellesley craignait, s'il ne se hâtait de passer le fleuve, que Soult, par une marche rapide, ne portât toutes ses forces contre Beresford. Il n'en fallut pas davantage pour le décider à tenter une opération que les auteurs français eux-mêmes ont qualifiée de *hardie* et de *téméraire* (1).

En faisant la reconnaissance du fleuve, il découvrit sur la rive ennemie un édifice non terminé, appelé le *Séminaire*, qui dominait le terrain environnant, et particulièrement la ligne de retraite de l'armée française. Ce bâtiment, entouré d'une haute muraille qui s'abaissait de chaque côté vers le rivage, formait un enclos assez vaste pour servir de tête de pont provisoire à deux bataillons. Il était en outre situé de manière que l'on pouvait, grâce à la montagne de *Serra*, passer le Douro sans être vu de la place. Cette même hauteur offrait encore une position favorable pour diriger un feu plongeant d'artillerie sur le flanc gauche du *Séminaire* et dans l'espace limité par le mur d'enclos. Wellesley saisit promptement les avantages de cette position et en tira un parti admirable. La plus grande difficulté pour lui était de trouver un moyen de passage. Le hasard heureusement vint à son aide. Le colonel d'état-major Waters, connu par son audace et sa présence d'esprit, trouva, à 2 milles au-dessus de la place, une barque embourbée cachée dans les roseaux. Il demanda à quelques paysans de la mettre à flot et de venir avec lui sur l'autre rive (2); les paysans hésitèrent, mais le prieur d'Amarante étant survenu, les décida à suivre le colonel anglais,

---

de la division Lapisse. Ce mouvement aurait changé la face des choses, même après le faux mouvement de Lapisse, dont Soult, au reste, n'avait pas connaissance.

D'après M. Thiers, Soult ayant à sa droite, à sa gauche et sur ses derrières une population insurgée, aurait dû se retirer en Galice, par Braga et Thuy. Nous ne sommes pas de cet avis; au point où les affaires en étaient venues, il fallait, ou bien disputer le passage du Douro, ou bien se rapprocher de l'armée du centre. L'une et l'autre opérations étaient faisables, mais il ne fallait pas commencer par se laisser surprendre.

(1) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 135, où l'on qualifie ce projet de « projet d'une hardiesse incroyable. »

(2) Voir LONDONDERRY, t. I, p. 335.

en se mettant lui-même à sa disposition. Avec l'appui de ces braves gens, Waters passa le fleuve et découvrit sur la rive ennemie quatre grandes barques abandonnées, qu'il put emmener sans être vu. Dès que Wellesley fut informé de cette trouvaille, il ordonna au général Murray de se porter sur Avintas avec un bataillon de la légion allemande, un escadron de cavalerie légère et deux pièces de 6 (1); de traverser le fleuve sur ce point, à l'aide du bac qui se trouvait là ou par tout autre moyen; de réunir les barques nécessaires au passage du reste de l'armée, et de surprendre enfin l'ennemi en flanc pendant que le gros des forces alliées l'attaquerait de front.

Vingt pièces de canon furent amenées sur le *Serra;* dès qu'elles se trouvèrent en batterie, la première barque, chargée de vingt-cinq hommes, passa la rivière sans être vue; la seconde obtint le même résultat; mais la troisième, avec le général Paget, attira l'attention de l'ennemi (2). L'état-major français toutefois ne montra aucun souci de cette découverte; persuadé que l'armée anglaise ne pouvait franchir le fleuve qu'à l'aide de sa flotte, en aval de la position, il refusa de croire au passage devant la ville, et il fallut, pour le désabuser, que Foy, monté par hasard sur la hauteur située en face du couvent de Serra, vînt annoncer que ce couvent était déjà occupé par des troupes anglaises (3). A cette nouvelle, tout le camp s'émut et prit les armes. Des bandes de tirailleurs se précipitèrent sur le point menacé, et l'on forma rapidement quelques colonnes pour les soutenir; mais l'action des vingt bouches à feu établies sur le Serra fut si meurtrière,

(1) *Mémoir of the war*, etc., by G. MURRAY, p. 14. C'est par erreur que les *Victoires et conquêtes* portent le détachement de Murray à 5,000 hommes.

(2) TORÉNO, t. II, p. 346, et MAXWELL, t. II, p. 18.

(3) « Il était plein jour, dit M. Thiers, que l'état-major français ne savait pas ce qui se passait et refusait de croire les avis qui lui avaient été donnés par plusieurs témoins oculaires. Le général en chef, au lieu d'y aller voir, se fia d'abord aux rapports négatifs de ses lieutenants, etc. — Voir aussi TORÉNO, t. II, p. 346. »

que les assaillants durent borner leur attaque à l'assaut de la grille.

Le général Paget défendait énergiquement ce point avec un seul bataillon anglais. Bientôt cependant une blessure le força de s'éloigner. Au même instant arriva le général Hill avec deux régiments de sa brigade, un bataillon portugais et un bataillon de la brigade Stewart. Ce renfort et l'appui des canons de l'autre rive rétablirent le combat en faveur des alliés.

Sur ces entrefaites, les troupes de Sherbrook, secondées par les habitants d'Oporto, avaient franchi le Douro en face de Villa-Nova (1) et forcé l'ennemi à fuir dans le plus grand désordre vers Amarante, abandonnant 5 pièces de canon, 8 caissons, un grand nombre de prisonniers et tous les blessés (2).

Le général Laborde avait soutenu l'attaque avec une rare intrépidité; mais sa conduite, toute admirable qu'elle fût, ne parvint pas à sauver l'armée de la honte d'une surprise « sans exemple dans les annales de la guerre (3). »

Pendant que les troupes de Sherbrook serraient de près l'arrière-garde de Soult, le général Hill maltraitait fort la colonne française obligée de passer sous le feu du Séminaire. A droite, sur le flanc de la ligne de retraite, se trouvait le détachement de Murray. Le reste de l'armée anglaise traversait le fleuve sur divers points, tandis que l'artillerie du mont Serra plongeait dans les colonnes ennemies au fur et à mesure qu'elles se présentaient. Si le général Murray était tombé en ce moment sur ces colonnes en désordre, le maréchal

(1) Cette démonstration sur la ville avait pour but d'empêcher que l'attention de Soult ne se portât sur le Séminaire et sur les troupes de Murray. Londonderry prétend qu'elle fut favorisée par les habitants d'Oporto, qui envoyèrent de nombreuses embarcations au secours des troupes anglaises. (T. I, p. 337.)

(2) D'après Soult, les Français ne perdirent que 300 hommes ; d'après Wellesley, ils en perdirent 700.

(3) THIERS.

Soult eût été battu complétement. Wellesley pouvait réparer cette faute en donnant à Murray un ordre positif, ou en se mettant lui-même à la poursuite des Français; mais ne voulant rien donner au hasard, il attendit vingt-quatre heures pour faire reposer ses hommes et ses chevaux (1), et pour donner à ses provisions, à son artillerie et à ses bagages, restés fort en arrière, le temps de le rejoindre. Il avait, en outre, dit Napier, une raison toute politique pour en agir de la sorte: « Le cabinet anglais, quelque imprévoyant qu'il fût dans ses préparatifs, appréhendait beaucoup les revers, et son général n'eût osé risquer que pour un objet très-important la sûreté d'une seule brigade, dans la crainte qu'une telle perte ne provoquât le rappel de l'armée. On trouve des traces de l'incapacité ministérielle à laquelle Wellesley était obligé de se soumettre jusque dans la bataille de Salamanque; de là cette apparence d'excessive prudence que les écrivains militaires ont souvent blâmée comme une faute, et que Napoléon lui-même prit si bien pour une marque caractéristique de l'homme, qu'il réprimanda ses généraux de n'en avoir pas su profiter. »

Le passage du Douro, si heureusement effectué, coûta aux Français 500 hommes, tués et blessés. Indépendamment des pièces de campagne et des caissons abandonnés dans le combat de la ville, ils avaient laissé 50 canons dans l'arsenal et 700 malades dans les hôpitaux (2).

Les pertes du côté des Anglais ne s'élevèrent qu'à 20 tués et 95 blessés (3).

La surprise avait été si complète, que Wellesley, à quatre

---

(1) Notez que ces troupes avaient fait quatre-vingts milles en quatre jours, dans un pays difficile, et combattu presque tous les jours.

(2) Voir le *Rapport du* 12 *mai à lord Castlereagh* et les *Mémoires de* SHERER, t. I, p. 212. D'après les *Victoires et conquêtes*, il resta 1,200 malades dans les hôpitaux.

(3) D'après l'état officiel (GURWOOD, t. IV, p. 326), l'armée de Wellesley eut, les 10, 11 et 12 mai, 43 tués, 168 blessés et 17 manquants.

heures, dînait tranquillement à la table qui avait été préparée pour le maréchal Soult (1).

Rarement le général anglais montra plus de résolution et de sang-froid que dans cette circonstance. On peut même dire qu'il fit preuve d'une excessive témérité, en se fiant à la chance de trouver quelques barques sur le Douro, et en attaquant 20,000 Français, commandés par un illustre maréchal, sans avoir un seul gué, ni un seul pont, sur ses derrières. « Il savait, dit Londonderry, que la hardiesse de son plan en assurait le succès, et que le sort de Beresford dépendait de la promptitude de ses mouvements. S'il avait suivi le plan que Soult lui prêtait, de franchir le Douro à son embouchure, avec le secours de la flotte, il aurait perdu deux jours, et l'armée française aurait pu se retirer en bon ordre. »

Le soir, Wellesley reçut à Oporto, illuminé en signe de réjouissance, le même accueil enthousiaste qui avait marqué sa route depuis Lisbonne.

Un des premiers soins du général en chef fut de protéger les blessés français, que la populace voulait maltraiter (2). Il fit afficher une proclamation dans laquelle il dit aux habitants : « Je vous prie d'être miséricordieux..... Par les lois « de la guerre, ces Français ont droit à ma protection, et je « suis déterminé à la leur accorder. »

Ce fut seulement à la nuit tombante, à Balthar, que Soult apprit l'évacuation d'Amarante (3). Rien ne pouvait lui être

---

(1) Alison, t. VII, p. 361 ; Sherer, t. I, p. 213; Londonderry, t. I, p. 339. « Nous trouvâmes, « dit ce dernier, un somptueux dîner que le maréchal avait fait préparer pour lui. »

(2) « Le duc de Wellington se comporta dignement dans cette circonstance. Il fit demander à l'armée française ses propres chirurgiens pour soigner ses malades, en accordant à ces chirurgiens des sauf-conduits pour leur venue et leur retour. » Thiers.

(3) Le 9, Beresford avait joint Sylviera à Villa-Real, et le 11, il était entré dans Amarante, après une légère escarmouche avec les troupes de Loison. Ces dernières, vivement poursuivies, se réunirent le 12 à Soult. Le 13 au matin, Beresford reçut l'ordre de se rendre à Chaves, dans la prévision que le duc de Dalmatie se dirigerait sur Valladolid, prévision qui ne se réalisa point, à cause de l'audacieuse résolution que prit le maréchal français de détruire son matériel et de se diriger de Montalègre sur Orense.

plus fatal, car pour gagner la route directe d'Oporto à Tuy par Braga, il devait revenir jusque dans le voisinage de la place. M. Thiers pense qu'il aurait dû le risquer; nous croyons au contraire qu'il fit bien de s'en abstenir, et de prendre le parti extrême de déboucher sur la route de Braga, en traversant une chaîne de montagnes où l'infanterie seule pouvait s'engager.

Arrivé à Penafiel, le maréchal fit détruire tous ses canons, la plus grande partie de ses munitions et de ses bagages, afin de se porter de Montalègre sur Orense et d'éviter Chaves, où Beresford l'avait prévenu. Quand Wellesley apprit cette résolution (dans la journée du 15), il comprit tout d'abord qu'il lui serait difficile de suivre l'armée française, « attendu qu'elle prendrait des chemins où ne s'engage point « une armée qui n'a pas fait les mêmes sacrifices (1). »

Soult se dirigea successivement sans être entamé sur Guimaraens, où il fut rejoint par Loison; sur Braga, qu'il traversa douze heures avant Wellesley; sur Montalègre et sur Orense. Quand il arriva le 19 dans cette dernière ville avec 18,000 hommes seulement (2), il n'avait plus ni artillerie, ni provisions, ni munitions, ni bagages, ni caisse militaire. Ses soldats étaient épuisés de fatigue et de misère; le plus grand nombre manquaient de vêtements et de chaussures; quelques-uns même n'avaient plus de fusils (3). Les pertes s'élevaient à 6,000 hommes, dont le moitié étaient morts dans les hôpitaux, et à 58 pièces d'artillerie, la plupart tombées entre les mains des alliés. Néanmoins cette retraite se fit au milieu de circonstances si difficiles,— la trahison de quelques

(1) Lettre à Castlereagh, 18 mai.

(2) *Relation des opérations de* 1809, par Wellesley.

D'après Napier, Soult avait encore 19,500 hommes; d'après Belmas, 19,700 (y compris 3,500 hommes ramenés de Tuy), et d'après M. Thiers, 17,000 seulement.

(3) Soult arriva à Lugo le 23, et ce fut seulement le 14 juin que le roi fut officiellement informé de sa marche rétrograde. Il ne l'avait apprise jusque-là qu'indirectement par la voie de Paris. (*Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 141.)

officiers, le mauvais vouloir d'un grand nombre d'autres; le mécontentement des troupes, le manque de vivres, de vêtements et de chaussures; l'état affreux des chemins, l'absence de ponts et de moyens de passage; des rivières débordées; partout des habitants hostiles qui mutilaient horriblement les traînards, les malades, les blessés; des pluies torrentielles (1), un vent furieux; des munitions trempées,—que la réputation de Soult ne fut pas compromise par ce désastre, dont cependant l'armée française éprouva plus de dépit que de la capitulation de Cintra. Sans doute le duc de Dalmatie eut le tort grave de se laisser surprendre; mais, à part cette faute, il montra une énergie, un sang-froid, une habileté remarquables. M. Thiers est injuste lorsqu'il prétend que ce maréchal aurait pu faire une meilleure retraite (2), et Napoléon ne le fut pas moins lorsque, dans un premier mouvement de colère, il manifesta l'intention de le mettre en jugement (3). Étant alors à Schœnbrunn, il ne pouvait se rendre compte de toutes les circonstances au milieu desquelles l'armée de Portugal s'était trouvée. Peu de temps après, d'ailleurs, il revint sur son appréciation et rendit au maréchal toute sa confiance (4).

La courte campagne du Douro eut des résultats qui font honneur aux talents militaires de Wellesley.....

En vingt-huit jours, il avait rétabli l'ordre et la confiance en Portugal, improvisé une défense sérieuse contre Victor, fait un trajet de 70 lieues en pays de montagnes, effectué le passage du Douro de la manière la plus brillante, et forcé

---

(1) Du 13 au 19, la pluie tomba sans interruption.

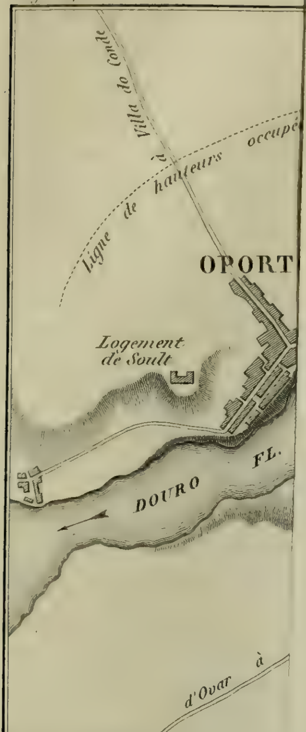
(2) T. II, p. 219. Les auteurs des *Victoires et conquêtes* se montrent plus équitables envers le duc de Dalmatie, en déclarant « qu'il ne pouvait mieux faire sa retraite. » (T. XIX, p. 45.)

(3) THIERS, t. II, p. 220.

Le colonel Augoyat, plus juste que M. Thiers, attribue l'insuccès de l'expédition de Soult à l'insuffisance des ressources qu'on avait mises à la disposition de ce maréchal : reproche qui tombe sur l'empereur et non sur le duc de Dalmatie.

(4) SAVARY, t. IV, p. 128 de ses *Mémoires*, dit que Napoléon, après la malheureuse campagne du Douro et la ridicule tentative faite par Soult pour obtenir la couronne de Portugal (sous le titre de Nicolas Ier), écrivit au maréchal : « Je ne me souviens que d'Austerlitz. »

Page 248



Lith Guyot & Stapleaux fils

PASSAGE DU DOURO,

12 Mai 1809.



son adversaire à gagner Lugo, sans artillerie et sans bagages, dans un pire état que celui où s'était trouvé, six mois auparavant, sir John Moore en traversant la même ville.

Wellesley ayant appris, le 19, que Lapisse avait forcé le passage du pont d'Alcantara, défendu par Mayne, abandonna les montagnes de Chaves pour revenir sur le Tage (1), et poursuivre le but principal de la campagne, qui était d'écraser Victor avant l'arrivée des troupes de Joseph. L'inertie du duc de Bellune favorisa ce projet (2); mais de grands embarras d'un autre côté en rendirent l'exécution difficile. Les fatigues extraordinaires d'une longue marche avaient jeté plus de 4,000 hommes dans les ambulances ; les vivres de toute nature commençaient à faire défaut (3), les soldats marchaient presque nu-pieds; leur paye était depuis longtemps en souf-

---

(1) La poursuite cessa le 18, et Wellesley arriva à Coïmbre le 26. A partir de cette ville, il ralentit sa marche, parce que la division française avait repassé le Tage. Ses troupes atteignirent ce fleuve du 7 au 12 juin; elles l'occupèrent jusqu'au 27.

(2) Dès que le roi eut appris que Soult était à Oporto, et qu'il avait devant lui une armée anglaise, il ordonna au duc de Bellune de se porter sur Alcantara et de pousser de là une division sur Castel-Branco ; mais Victor répondit qu'il lui était impossible d'exécuter cet ordre, son armée ne pouvant pas vivre dans la contrée où l'on voulait qu'il se rendît. (Voir la lettre de Jourdan au ministre de la guerre, 26 juin 1809, et celle de Victor à Jourdan, du 29 mai. L'une et l'autre se trouvent dans les *Mémoires de Joseph.*) « Nos soldats, disait le duc de Bellune, sont à la demi-ration, que l'on a beaucoup de peine à leur procurer. » Il craignait en marchant sur Alcantara de voir tomber le fort de Merida, ce qui eût été extrêmement nuisible à l'expédition d'Andalousie. Néanmoins, le 1er juin, le roi fit réitérer à Victor l'ordre de marcher sur Alcantara. Il refusa de nouveau, et allégua pour excuse (dans sa lettre du 8 juin à Joseph) la retraite de Cuesta sur Elma, retraite qui, disait-il, lui faisait appréhender que son mouvement sur la Guadiana fût inutile. Le maréchal ajoutait que le pont d'Alcantara avait été coupé, qu'il n'y avait plus moyen de vivre entre le Tage et la Guadiana, et que le premier corps était menacé d'une dissolution complète si, sous cinq jours, il ne recevait pas l'ordre d'entrer en Andalousie, ou de revenir sur la rive droite du Tage. Le roi apprit en même temps (1er juin) par le ministre de la guerre de Paris, et non par Soult, les succès de Wellesley sur le Douro. Pensant que dans cette circonstance il serait imprudent d'entreprendre l'expédition d'Andalousie, il autorisa Victor à revenir sur la rive droite du Tage, entre Almaraz et Talavera. (Voir la lettre de Joseph à Napoléon, du 10 juin 1809.)

Il résulte de ce qui précède, que le duc de Bellune resta inactif du 22 mai au 10 juin, parce qu'il craignait d'être coupé par Cuesta. Rien cependant n'eût été plus facile que d'écraser un pareil adversaire et de marcher ensuite sur Lisbonne. Au lieu d'agir ainsi, le duc de Bellune laissa Cuesta intact et négligea l'occasion de prendre Badajoz, qui eût été d'un grand secours pour les opérations ultérieures.

(3) Il n'y eut point disette cependant, et Napier se trompe en affirmant que pendant quelque temps la troupe fut sans vivres. On lit en effet, dans un ordre de Wellesley, daté de Coïmbre, 29 mai 1809 : « Jamais il n'y eut une armée aussi bien nourrie, et, partant, aussi peu excusable de se livrer au pillage, si tant est qu'on puisse être jamais excusable de piller. »

france(1), et la caisse militaire n'offrait plus aucune ressource. Ces maux se trouvaient encore aggravés par l'indiscipline des soldats et par les funestes habitudes de pillage qu'ils avaient contractées. Wellesley pour les corriger ne leur épargna ni les reproches ni les humiliations. « L'armée, écrivit-il « à lord Castlereagh, se conduit horriblement. C'est une « bande de vauriens (*they are à rabble*) qui ne supporte pas « mieux le succès que l'armée de sir John Moore ne supporta « la défaite. Je fais tous mes efforts pour la mater; si je n'y « réussis pas, je porterai officiellement plainte contre elle, « et je renverrai en punition un ou deux corps en Angle- « terre : nos soldats pillent partout (2). »

Cette odieuse conduite devait nécessairement exaspérer les habitants du Portugal et provoquer des représailles terribles. Elle causa de grands embarras et un véritable chagrin au général en chef, qui avait en outre à se plaindre des généraux espagnols, dont le caractère fâcheux excluait tout concert dans les opérations, et entravait l'exécution des mesures les plus simples et les plus utiles. Ainsi, après l'expédition contre Soult, Cuesta mit une telle obstination à faire prévaloir ses idées, que Wellesley perdit l'occasion de couper Victor de Madrid, en tournant sa position à Torre-Mocha(3).

Sur ces entrefaites, on apprit au quartier général anglais

On lit encore dans une lettre du même, écrite le 17 juin, d'Abrantès, au vicomte de Castlereagh : « Il n'y a pas de violences de quelque espèce que ce soit que n'ait eu à souffrir un peuple qui nous a reçus comme amis, de la part de soldats qui cependant n'ont jamais, même pour un moment, souffert le plus léger besoin ou la plus petite privation. » Voir encore la lettre adressée par Wellesley à Frère, le 24 juillet 1809, dans laquelle il dit que pendant ses opérations en Portugal, il n'a manqué de pain qu'un seul jour, sur les frontières de la Galice.

(1) Voir SHERER, t. I, p. 223, et les lettres de Wellesley, du 30 mai, datées de Coïmbre, du 11 et du 24 juin, datées d'Abrantès.

(2) Coïmbre, 31 mai 1809.

(3) Wellesley dut renoncer à ce projet, à cause du grand nombre de malades, du manque d'argent et de chaussures, de la difficulté de se procurer des vivres, de la dispersion de l'armée espagnole dans un pays ouvert, entre les défilés de Monasterio et la Guadiana, et de l'entêtement de Cuesta, qui ne voulait ni se retirer ni se concentrer.

que le duc de Dalmatie, dont on croyait l'armée hors d'état de continuer la guerre, avait évacué la Galice (1) et s'était rendu à Zamora (2) pour secourir Madrid et le 1er corps, menacés par le mouvement de l'armée anglaise sur le Tage. Cette circonstance obligea Wellesley à diriger les troupes portugaises commandées par Beresford sur Almeida, d'où elles pouvaient tenir l'ennemi en échec (3).

L'armée du duc Del Parque et une partie de celle de la Romana, occupaient alors Ciudad-Rodrigo. Les forces concentrées autour de ces deux places s'élevaient à 25,000 hommes.

Cependant le manque d'argent (4), les maladies, le mauvais vouloir de Cuesta (5), l'insuffisance momentanée des troupes anglaises (6), le retard dans l'envoi des secours et d'autres difficultés encore, retinrent Wellesley aux environs d'Abrantès jusqu'à la fin de juin (7). A cette époque, on apprit que Victor s'était retiré de Torre-Mocha (8), et que

---

(1) Le maréchal Ney évacua la Galice vers le milieu de juillet et alla prendre position à Astorga. Cette résolution était la conséquence du départ de Soult, départ que le duc d'Elchingen qualifia « d'indigne trahison. » On sait que ces maréchaux étaient convenus à Lugo d'un plan d'opérations. M. Thiers prétend que le duc de Dalmatie ne s'y conforma point, et que cette circonstance décida le maréchal Ney à hâter l'évacuation de la Galice. Mais le général Jomini, alors chef d'état-major du duc d'Elchingen, m'a prouvé que Soult ne mérite pas ce reproche, et que si l'arrangement convenu n'a pas été suivi, il faut l'attribuer à Ney, homme très-entêté et fort jaloux de tous ses camarades.

(2) Vers la fin de juin.

(3) En envoyant Beresford dans l'entre-Douro et Minho, Wellesley avait pour but principal de lui donner le temps et l'occasion de former ses troupes. (Voir sa lettre du 30 octobre 1809 au marquis Wellesley.) Il espérait aussi que, grâce à l'appui de la brigade anglaise qui avait été réunie à l'armée portugaise pour lui servir d'exemple, Beresford pourrait tenir en échec l'armée de Soult, cantonnée à Zamora, et observer en même temps la gauche de l'armée anglaise.

(4) « Nos soldats n'avaient pas de souliers, les convois n'arrivaient pas, et la caisse militaire « était entièrement vide. » — Voir LONDONDERRY, t. I, p. 367.

(5) Ce général avait fait proposer à Wellesley trois plans d'opérations qui furent tous écartés. C'est là, d'après Londonderry, la principale cause du mauvais vouloir de Cuesta. (T. I, p. 35.)

(6) Le 30 juin, Wellesley écrivit à Castlereagh : « A votre compte, j'ai 35,000 hommes ; suivant le mien, je n'en ai que 18,000. » (Déduction faite des malades.)

(7) C'est donc bien injustement que le général Sarrazin accuse Wellington de n'avoir pas quitté Abrantès un mois plus tôt. Ce même général ne se montre pas plus judicieux quand il critique le plan concerté entre Wellington et Cuesta, et quand il prétend que le commandant en chef de l'armée alliée manqua, dans cette campagne, de courage et d'esprit (p. 89).

(8) Quand le roi Joseph apprit la déroute de Soult, il ne songea plus à pousser le maréchal Victor en Andalousie. Il le retint au contraire sur le Tage pour faire face aux Espagnols de Cuesta, ou aux Anglais, dans le cas où ces derniers voudraient envahir l'Estramadure.

8,000 hommes de troupes anglaises étaient en vue de Lisbonne.

Jugeant l'instant favorable, Wellesley se mit en marche (1), par les deux rives du Tage, pour se joindre à Cuesta sur le Tietar (2) et arrêter de concert avec lui un plan d'opérations contre Madrid. Ses forces s'élevaient alors à 22,000 hommes; Cuesta en avait 33,000 (3). C'était peu sans doute pour aller au-devant des Français, qui avaient encore en ce moment 250,000 combattants dans la Péninsule; mais sur ce nombre, ils ne pouvaient opposer immédiatement aux alliés que 28,000 hommes sous Victor, 12,000 sous Sébastiani et 5,000 de la garnison de Madrid, aux ordres du roi (4).

Wellesley n'ignorait aucun des dangers de cette situation, à laquelle il avait vainement essayé de se soustraire en sollicitant de nouveaux renforts. Au lieu de faire droit à ses justes demandes et de réunir, comme cela était possible, 80,000 Anglais dans le Portugal, le ministère avait employé ses meilleures troupes à des expéditions secondaires, d'où il ne tira ni

---

(1) Le 27 juin ; à cette époque, Soult était à Zamora, Ney à Astorga, Kellermann à Valladolid, Victor à Talavera, Sébastiani près de Tolède, Suchet à Sarragosse, et Saint-Cyr devant Gironne. Cuesta occupait sur le Tage le Puerto de Mirabette et Arzobispo.

Wellesley fait observer, dans sa *Relation des opérations de* 1809, que l'argent indispensable pour ouvrir la campagne arriva seulement à Abrantès le 25, et que l'ordre de marche fut donné aussitôt qu'on eut reçu cet argent : « Au reste, dit-il, quelle différence y aurait-il eue « dans la position de Victor, si Wellesley était parti d'Abrantès quelques jours plus tôt ? La « seule différence, c'est que Victor se serait retiré de l'autre côté du Tage quelques jours « plus tôt qu'il ne le fit. »

(2) Cuesta avait quitté Torre-Mocha à la fin de juin.

(3) Napier, Sherer et Londonderry assurent qu'il avait 38,000 hommes; mais Wellesley, qui devait être bien renseigné à cet égard, dit, dans sa lettre du 15 juillet 1809 à Castlereagh, que Cuesta avait seulement 33,000 hommes.

Le colonel Jones estime les forces de Wellesley à 19,000 Anglais, et celles de Cuesta à 30,000 hommes d'infanterie et à 7,000 chevaux.

(4) Les forces françaises s'élevaient à 207,000 hommes d'infanterie et à 36,000 de cavalerie, dont 175,000 d'un côté et 33,000 de l'autre, présents aux drapeaux : « C'étaient en grande « partie, dit M. Thiers, les meilleures troupes de la France, celles qui avaient fait les campa- « gnes de la révolution et de l'empire, qui avaient vaincu l'Italie, l'Égypte, l'Allemagne et la « Russie. Voilà où nous avait conduit cette conquête d'Espagne, regardée d'abord comme « l'affaire d'un simple coup de main. »

Les troupes nationales régulières s'élevaient, dans les provinces du Sud-Est, à 20,000 hommes ; dans le Nord-Ouest, à 25,000 ; en Andalousie et en Estramadure, à 70,000, y compris l'armée de Cuesta. Les troupes régulières du Portugal ne montaient qu'à 15,000 hommes.

profit ni honneur (1). Ce n'est donc point à sa prévoyance ni à sa fermeté que l'on doit attribuer l'heureuse issue de la guerre d'Espagne. La suite des événements prouvera que ce résultat est dû au génie militaire de Wellington, à la constance et à la bravoure des troupes anglo-portugaises.

Dès le mois de juin, Soult avait proposé à Joseph d'assiéger Ciudad-Rodrigo pour attirer sir Arthur hors de la vallée du Tage, et ouvrir ainsi à l'armée du centre le chemin de Lisbonne (2); c'était faire preuve de sagacité, mais le roi trouva bien plus important de protéger Madrid contre Vénegas et Cuesta, et cette faute provoqua le mouvement offensif de l'armée anglaise, dont allons nous occuper maintenant.

Le 30 juin, Soult reçut à Zamora une lettre datée de Schœnbrunn (12 juin), par laquelle Napoléon lui confiait la direction des 2e, 5e et 6e corps, avec ordre de les concentrer pour un mouvement décisif contre les Anglais (3).

« Wellesley, écrivait l'empereur, avancera probablement « par le Tage contre Madrid; dans ce cas, passez les monta- « gnes, tombez sur son flanc et ses derrières, et écrasez-le (4). »

---

(1) 12,000 hommes quittèrent la Sicile pour envahir la partie méridionale de l'Italie, et plus de 40,000 hommes furent engagés dans la malheureuse expédition de lord Chatam contre Anvers.

(2) M. Thiers explique autrement le projet de Soult. Il prétend que ce maréchal, convaincu que les Anglais ne reparaîtraient pas sur le théâtre de la guerre avant le mois de septembre, voulait mettre à profit le temps disponible pour assiéger les places de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, nécessaires à la sûreté de sa ligne d'opération sur Coïmbre. C'était, selon lui, la véritable route pour pénétrer en Portugal. Mais Jourdan et Joseph déclarèrent ce plan inadmissible, en ce qu'il exigeait, outre la réduction des armées d'Aragon, de Catalogne et du centre, des ressources que l'on était alors dans l'impossibilité d'obtenir.

(3) Voir cet ordre dans les *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 189.

(4) Ces lignes sont extraites de l'ouvrage de Bignon, t. VIII, p. 330. Nous ne les avons pas retrouvées dans les *Mémoires de Joseph*. Il existe toutefois dans cette collection une lettre

En conséquence, le duc de Dalmatie résolut de faire observer Beresford et Del Parque, de presser les siéges de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida, et de diriger le restant de ses forces sur Placencia, pour menacer les communications de l'armée anglaise avec Lisbonne.

Wellesley avait à choisir entre trois plans d'opérations :

1° Passer le Tage, se joindre à Cuesta et attaquer Victor en s'appuyant sur Elvas et Badajoz;

2° Opérer par la ligne d'Almeida et de Ciudad-Rodrigo, avec l'assistance de Beresford, du duc Del Parque et de la Romana, pendant que Cuesta et Vénegas tiendraient le 1er et le 4e corps en échec;

Et 3° avancer avec Cuesta par Placencia et Almaraz sur Madrid, Vénegas agissant de concert par la Manche.

Le général anglais donna sagement la préférence à ce dernier plan, dont il exposa les divers avantages dans ses instructions du 9 juin au lieutenant-colonel Bourke.

Toutes les mesures ayant été prises, l'armée anglo-portugaise établit son quartier-général à Placencia dans la journée du 8 juillet.

Ainsi l'Espagne se trouva envahie dans le moment même où le roi songeait à prendre l'offensive contre les Anglais en Portugal.

Victor était à Talavera avec 22,000 hommes; Cuesta occupait Almaraz avec 40,000, dont 7,000 de cavalerie; et sur le flanc gauche de l'étroite et longue vallée du Tage, où l'armée anglaise allait s'engager, se trouvaient les corps réunis de Ney et de Soult.

---

du 17 juillet 1809, où Clarke dit à Jourdan : « Dans sa lettre du 8 courant, Sa Majesté me « charge de vous mander que le coup de Jarnac viendra des Anglais, et que si les affaires ne « sont pas mieux menées, il est à craindre que les Anglais ne débouchent du Portugal par « Abrantès et ne surprennent le roi à Madrid par des mouvements qu'ils auraient cachés. » Si les lignes citées par Bignon sont authentiques, nous ne comprenons pas que l'empereur ait pu reprocher au roi, à Jourdan et à Soult le mouvement exécuté par ce dernier sur Placencia.

Bien que Wellesley ignorât la jonction de ces derniers corps et le danger qui menaçait sa ligne d'opération, il s'adressa à Cuesta pour faire garder les défilés de Banos et de Peralès, les seules routes praticables à l'artillerie par lesquelles Soult pût déboucher sur son flanc : précaution excellente, mais qui devint malheureusement inutile par l'entêtement et le mauvais vouloir du général espagnol (1).

Le 20, l'armée anglaise effectua sa jonction avec Cuesta dans Oropeza (2). Le plan des deux généraux était de marcher ensemble sur Madrid, où Vénegas (3) devait se porter simultanément avec 26,000 hommes par Tolède et Aranjuez. Le colonel Wilson, avec son corps de partisans, fort de 4,000 hommes (4), avait ordre de s'avancer dans la direction de l'Escurial et de Naval-Carnero, pour menacer la ligne de communication de Joseph avec le nord de l'Espagne; enfin les 15,000 Portugais, sous le commandement de Beresford, devaient occuper les Français sur le Douro et à Salamanque,

---

(1) Après un refus formel suivi de nouvelles instances, Cuesta consentit enfin à envoyer dans chaque défilé deux bataillons de 300 hommes : précaution véritablement ridicule, surtout pour le défilé de Banos, qui n'avait aucune autre défense, tandis que celui de Peralès se trouvait, par ordre de Wellesley, protégé à distance par l'armée de Beresford.

(2) Wellesley, *Dépêche du* 15 *juillet à lord Castlereagh.* « Les troupes de Cuesta, dit-il, « sont mal habillées, mais bien armées..... Quelques-uns des corps d'infanterie sont certai- « nement bons, et les chevaux de la cavalerie se trouvent dans d'excellentes condi- « tions. »

Le marquis de Londonderry, qui servait dans l'état-major anglais, raconte, t. I, p. 378, la fâcheuse impression que laissa la visite faite par Wellesley, dans la journée du 10 juin, au camp de Cuesta (à Casa del Puerto) : « Nous trouvâmes, dit-il, un général infirme et une armée sans consistance : Cuesta avait peine à se tenir à cheval ; il ne prononça pas cinq paroles pendant toute notre visite. En retournant à nos quartiers, nous fûmes plus que jamais persuadés que si la Péninsule était affranchie, ce serait par notre fait et non par celui des Espagnols. »

Le lieutenant-colonel Leith Hay et le capitaine Sherer, autres témoins oculaires, portent sur l'armée de Cuesta le même jugement. Wellesley, qu'on a souvent accusé d'être prévenu contre les Espagnols, est le seul qui ait émis sur cette armée une opinion quelque peu favorable.

(3) Vénegas commandait une partie de l'armée d'Andalousie.« Ses troupes, dit Napier, étaient les meilleures que les Espagnols eussent jamais mises en campagne. » Jomini et Thiers en portent le nombre à 18,000 hommes, et le colonel Jones, à 14,000 seulement. Il y a erreur dans l'une et l'autre évaluation.

(4) Les Français croyaient ce corps beaucoup plus fort qu'il n'était. Le général Koch, dans les *Mémoires de Masséna,* se fait l'écho de cette erreur, en portant l'effectif de Wilson à 12 ou 14,000 hommes. Jones l'évalue à 5,000 hommes et du Casse, (*Mémoires de Joseph*), à 6,000.

de concert avec le duc Del Parque, qui commandait à 10,000 Espagnols autour de Ciudad-Rodrigo (1). « Cette opération, dit le général Jomini, était habilement conçue...; toutefois le succès en eût été plus certain, si on l'avait exécutée dès la fin de juin. Mais Wellesley ne commandait pas aux Espagnols, et il devait concerter ses mouvements avec deux généraux et avec la junte, ce qui n'était pas l'affaire d'un jour. » Le célèbre critique aurait pu ajouter que l'ignorance et la ridicule présomption de Cuesta donnèrent plus d'embarras au chef de l'armée anglaise, que les périls même de la situation où il se trouvait engagé, et que Vénegas, en n'exécutant pas la partie du plan des opérations qui le concernait (2), permit aux Français de réunir pendant les journées des 24, 25 et 26 toutes leurs forces entre Torrijos et Tolède (3). D'un autre côté, la junte et le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne (4) ne prirent aucune mesure pour assurer les transports et les subsistances. Wellesley aurait pu sans doute prévenir les effets de cette incurie; mais comment supposer qu'il ne trouverait aucun appui chez le peuple qu'il venait secourir; que les Espagnols cacheraient leurs vivres, et qu'ils pousseraient le mauvais vouloir jusqu'à refuser d'enterrer les morts et les carcasses d'animaux, dont les

---

(1) « Le général Wellesley, dit Belmas, avait jugé que ces troupes (celles de Beresford et de Del Parque) suffiraient pour tenir en échec le maréchal Soult, qu'il croyait seul dans le royaume de Léon, ignorant l'arrivée du maréchal Ney à Astorga, et la présence du maréchal Mortier à Valladolid. » (T. I, p. 90.)

(2) Il avait été convenu que Vénegas s'avancerait par Temblèque, Ocana et Fuenti-Duena sur Arganda près de Madrid, de façon à se trouver là du 22 au 23 juillet, pendant que les armées combinées seraient à Talavera et à Escalona. C'est la junte centrale qui empêcha Vénegas d'exécuter ce mouvement. (V. lettre du 30 octobre 1809 de sir Arthur, au marquis Wellesley.)

(3) *Rapport officiel de Wellesley.*

(4) M. Frère. Cet agent se mêlait d'une foule de choses qui ne le regardaient point, et négligeait en revanche ses véritables devoirs. « Lui, dit Napier qui n'avait rien pu régler pour « la subsistance des troupes (préliminaire indispensable qui entrait dans ses attribu- « tions), se crut compétent pour diriger les opérations, ce qui de droit appartenait exclusi- « vement aux généraux. Il eut le tort de se mêler à toutes les intrigues du jour; de « chercher à faire et à défaire des chefs pour l'armée espagnole; d'insulter sir John Moore; « d'importuner sir J. Cradock par ses plans de campagne, et de combiner un système « d'opération pour sir Arthur Wellesley, sans l'avis ni le concours de ce capitaine. »

émanations engendraient les plus graves maladies (1)!..

Le 22 juillet, sir Arthur Wellesley entra dans Talavera. Il aurait voulu attaquer les Français le lendemain, sachant qu'ils n'étaient pas encore concentrés, et que le duc de Bellune ne pouvait lui opposer que 22,000 combattants; mais Gregorio de Cuesta déclara qu'il n'était pas encore prêt. De sorte que Victor put se retirer tranquillement derrière l'Alberche, et de là sur Tolède, pivot stratégique d'une grande importance.

Le comte Toréno attribue l'opposition de Cuesta à un excès de prudence, au moins fort extraordinaire chez un homme de ce tempérament; mais Napier, Shérer et Maxwell affirment que le général espagnol ne voulut pas attaquer le 23, uniquement parce que ce jour était un dimanche. Quoi qu'il en soit, cette première dissidence entre les deux généraux fut un des événements les plus funestes de la campagne (2).

Joseph, prévenu le 23 de la concentration des troupes alliées et de leur marche sur Talavera, prit la sage résolution d'aller à leur rencontre avec toutes ses forces disponibles, c'est-à-dire avec les corps de Sébastiani et de Victor et 5,000 hommes tirés de Madrid. L'ensemble de ces forces s'élevait à 50,000 combattants (3); il aurait été de 68 à 70,000, si le corps de Mortier, établi par ordre du roi à Villa-Castin (à deux marches de Tolède) n'avait pris le chemin de Salamanque. Joseph s'était opposé à ce départ (4), mais Soult

---

(1) Voir la lettre du 31 juillet 1809 à M. Frère. On lit entre autres dans cette lettre : « Il y « a près de 4,000 blessés, mourant à l'hôpital de Talavera, faute du moindre secours et des « choses les plus nécessaires, que dans tout autre pays on fournirait même à ses ennemis. »

(2) Wellesley, à propos de ce différend, écrivit à Frère : « I can only say that the obstinacy of this old gentleman (Cuesta) is throwing out of our hands the finest game that armies ever had. » Ailleurs il dit : « I find Cuesta more and more impraticable every day. It is impossible to do business with him. » — Voir GURWOOD, t. IV, p. 496.

(3) 45,000 hommes, d'après du Casse ; 40,000, d'après la correspondance de Joseph et les auteurs des *Victoires et conquêtes ;* mais en réalité 45 à 50,000 hommes.

(4) Voir sa lettre du 3 juillet à Napoléon.

l'avait exigé, se fondant sur l'ordre intempestif donné par Napoléon, à 600 lieues du théâtre de la guerre, et trois mois avant l'époque où les événements devaient s'accomplir. Le roi songea à réparer le mal en portant le duc de Dalmatie sur Avila pour descendre de là vers le Tage, entre Madrid et Talavera; mais craignant que ce mouvement n'exigeât trop de temps, il préféra faire déboucher Soult directement de Salamanque sur Placencia, où il pouvait être rendu le 30 ou le 31 juillet (1). Ce plan avait le grave défaut de séparer l'armée française en deux masses et de donner à Wellesley l'avantage des lignes intérieures. Napoléon le critiqua vivement dans une lettre qu'il fit écrire par son ministre de la guerre au maréchal Jourdan (2). On doit faire observer cependant que chacune des masses séparées de l'armée française était suffisante pour écraser au besoin l'ensemble des forces alliées (3). Mais la véritable raison qui décida le roi, et sa meilleure excuse, en faveur de ce plan d'opérations, est celle que le maréchal Jourdan fit valoir dans sa lettre du 15 septembre 1809 au ministre Clarke. « Le roi calcula, dit-il, que les trois corps de Soult pouvaient être en quatre jours à Placencia, tandis qu'ils auraient dû en mettre sept ou huit pour gagner Madrid. Or, pendant ce temps, Wellesley et Cuesta, réunis à Vénegas, se seraient emparés de la capitale (4). »

(1) Ce plan, proposé par Soult, ne trouva d'abord aucun accueil; mais Foy vint le soutenir à Madrid et finit par l'emporter, bien que la plupart des généraux fussent favorables au premier plan. — Voir t. VI des *Mémoires de Joseph*, la *relation de la campagne de Talavera*, par le colonel Desprez.

(2) Lettre du 31 août 1809. (Voir BELMAS, t. I, p. 403.) Dans celle du 7 août, Napoléon écrivit à Clarke : « Il est bien malheureux que le maréchal Soult ait si mal manœuvré que de ne s'être pas réuni au roi. » Et dans celle du 15 août au même, il formule encore plus nettement son opinion en disant : « Le plan de faire venir le maréchal Soult sur Placencia est fautif et « contre toutes les règles. »

(3) En effet, les trois corps sous les ordres de Soult s'élevaient à environ 50,000 hommes tandis que Wellesley n'avait que 25,000 hommes environ de bonnes troupes.

(4) Le compilateur des *Mémoires de Joseph* dit que Napoléon admit dans la suite cette explication comme une excuse suffisante de la conduite du roi; mais il ne produit aucune lettre à l'appui de cette assertion.

Le général Desprez fait observer que, dans tout état de choses, c'était trop de 50,000 hommes

Le maréchal Soult avait reçu, le 24, l'ordre de marcher sur Placencia (1). Néanmoins le 5e corps ne partit de Salamanque que le 27, le 2e que le 30, et le 6e que le 1er août. Le duc de Dalmatie invoqua, pour justifier ces retards, les réparations qu'avait exigées son matériel d'artillerie. En admettant cette raison comme fondée, il est une autre perte de temps qu'on n'explique pas d'une manière satisfaisante : c'est celle qu'occasionna l'arrivée tardive des trois corps dans la vallée du Tage; et, en effet, quoique de Salamanque à Placencia il n'y ait que 25 lieues, ces corps ne se trouvèrent réunis entre Placencia et Naval-Moral que le 5 du mois d'août (2).

Dans cette situation, le devoir du roi était de chercher à gagner du temps. « Mon plus grand désir, lui avait écrit le « duc de Dalmatie, est que Votre Majesté ne livre pas une « bataille générale avant qu'elle soit certaine que toutes mes « forces sont concentrées près de Placencia. On obtiendra « les résultats les plus importants, si Votre Majesté s'abstient « d'attaquer, jusqu'au moment où la connaissance de ma « marche obligera l'ennemi à rétrograder, ce qu'il doit faire, « ou il est perdu. »

Au lieu de suivre ces conseils, le roi, adoptant l'avis de Jourdan (3) et de Victor, se décida à prendre l'offensive. Depuis le 25, toutes ses forces disponibles étaient réunies à Vargas, près de Tolède. C'est là, paraît-il, qu'il reçut une lettre de Soult, annonçant que le corps de Mortier et le sien

---

pour faire une diversion sur les derrières des alliés. Deux corps eussent suffi ; le 3e (celui de Mortier) aurait donc pu se réunir au roi.

(1) D'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*, il l'aurait reçu le 27 seulement. Cette erreur explique pourquoi ils n'ont pas un mot de reproche à adresser au duc de Dalmatie.

(2) Cependant Soult, dans une de ses lettres, insérées au t. VI, p. 322 de la correspondance de Joseph, dit : « Nous avons fait des marches inouïes... » inouïes en effet ! car ces vingt-cinq lieues, faites en dix jours, avant la bataille, Ney les fit en quatre jours; après la bataille.

(3) Jourdan qui avait conseillé le mouvement offensif de Joseph, reconnut bientôt son erreur et s'opposa à la bataille de Talavera. Joseph, en se ralliant à l'opinion de Victor, était uniquement dirigé par la crainte de voir Vénegas s'emparer de Madrid et de toutes ses ressources.

pourraient partir de Salamanque le 26 et être par conséquent le 30 ou le 31 sur les derrières des Anglais (1) Cette nouvelle, qui ne fut point confirmée par les faits, exerça une grande influence sur la détermination du roi.

Wellesley ne pouvait opposer aux 50,000 hommes de Victor (2) que des forces inférieures en qualité, à peine égales en nombre, et divisées, par suite des fautes de Cuesta, en quatre masses inégales, sans aucune liaison entre elles.

Les trois quarts de ces forces étaient renfermées entre l'Alberche et le Tage, et l'armée tout entière se trouvait dans le plus grand dénûment (3).

Rien ne s'opposait donc à ce que Joseph attendît l'arrivée de Soult; mais la lenteur obligée de Wellesley lui avait donné une fausse idée du caractère et des talents de ce général, et c'est ce qui le décida à prendre la fâcheuse résolution de passer la Guadarrama le 26 juillet.

Cependant Cuesta, qui, le 23, hésitait à attaquer les Français, poussé maintenant par de funestes conseils, et sentant renaître en son cœur l'ambitieux désir d'entrer le premier dans Madrid, s'avança seul et arriva le 25 jusqu'à Santa-Olalla et

---

(1) M. Thiers admet l'existence de la lettre de Soult, en s'appuyant sur l'autorité du maréchal Jourdan (*Mémoires inédits* de ce maréchal).

Cette lettre ne se trouve pas dans les *Mémoires de Joseph;* mais on y voit, en revanche, que le général Foy donna, au nom du maréchal Soult, l'assurance que vers le 30, les trois corps de ce maréchal déboucheraient dans la vallée du Tage.

(2) D'après M. Thiers, Victor avait 22,542 hommes; Sébastiani, 17,690, et Joseph, 5,077. Total : 45,309. D'après un état officiel français, produit par MAXWELL, t. II, p. 69, l'armée du roi comptait 56,122 hommes et 80 pièces de canon, et l'armée alliée 59,997 hommes et 100 pièces de canon. Mais cette évaluation est inexacte, au moins en ce qui concerne l'armée alliée, puisque les Espagnols y figurent pour 39,000 hommes au lieu de 33,000.

(3) Celle de Victor n'était pas sous ce rapport dans une situation meilleure; elle avait, en outre, beaucoup de malades.

Le 24, Wellesley écrivit, de Talavera de la Reyna à M. Frère : « Je déplore certainement la « nécessité qui me force à m'arrêter à présent, et qui m'obligera à quitter l'Espagne, si cela « continue... Je n'ai jamais vu une armée aussi maltraitée dans aucun pays. »

Et dans une autre lettre, datée de Badajoz, 30 octobre 1809, il dit à son frère : « Depuis le « 21 juillet jusqu'au 24 août, les hommes ni les chevaux n'ont reçu régulièrement leur « ration... Le fourrage donné aux chevaux était arraché des champs par les cavaliers. C'était « ordinairement du blé ou du seigle, nourriture qui passe pour être très-malsaine; aussi « l'armée, dans un court espace de cinq semaines, a-t-elle laissé en arrière plus de 1,500 che- « vaux, sans compter ceux qu'elle a perdus dans les engagements avec l'ennemi. »

Torrijos (1). Le lendemain, il attendit avec une partie de ses troupes l'avant-garde de Victor, qui l'attaqua et le battit complétement à Alcabon (2). « Si dans ce moment, dit M. Thiers, le 1er corps avait été en mesure de donner, l'armée espagnole tout entière aurait été mise en déroute; mais les troupes étaient fatiguées, le terrain offrait de grandes difficultés, et Victor ne voulait pas risquer une nouvelle action (3). »...« Cet excès de prudence fut très-favorable aux alliés, dont les corps avaient si peu de liaison, qu'une vigoureuse initiative les aurait écrasés (4). »

Le 27, Cuesta consentit enfin à se retirer sur Talavera et à se mettre sous le commandement de Wellesley. Les deux armées réunies se composaient alors de 44,000 baïonnettes, de près de 10,000 chevaux et de 100 pièces d'artillerie (5); mais dans cet effectif, les Anglais et les Allemands n'entraient que pour 19,000 hommes environ.

Les alliées prirent en avant de Talavera une position assez avantageuse. La droite de cette position, occupée par les troupes espagnoles, était couverte par des oliviers, de légères éminences et des fossés; la gauche, occupée par l'armée anglaise, offrait une plaine ouverte, dominée par une hauteur sur laquelle se tenait, comme seconde ligne, la division

---

(1) TORÉNO, t. III, p. 39.

(2) Il perdit 7 à 800 hommes dans cette affaire. Général DESPREZ. — Les pertes des Français furent presque nulles (*idem*). Wellesley ne devait ni ne pouvait s'attendre à un pareil coup de tête. Le général Sarrazin n'est donc point fondé à dire qu'il commit une grande faute en ne suivant pas le mouvement de Cuesta (p. 104). Se conformer aux tristes inspirations d'un pareil général, c'eût été, de la part du commandant en chef, une sottise impardonnable.

(3) « Victor prétendit que sa cavalerie avait besoin de faire rafraîchir les chevaux. » *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 234.

(4) NAPIER.

(5) D'après Toréno, l'effectif présent s'élevait à 34,000 Espagnols, dont 6,000 de cavalerie et à 19,000 Anglais, dont 3,000 de cavalerie; d'après Maxwell, à 33,000 Espagnols et 19,000 Anglais. D'après le général Koch, « à 60,000 hommes, ou un tiers de plus que l'armée française. »

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* tombent dans une exagération plus grande encore, en attribuant à Wellesley des « forces presque doubles, » c'est-à-dire 80,000 hommes environ. (T. XIX, p. 284). Ils se trompent aussi, en disant que la position de Wellesley « était pour ainsi dire inexpugnable. »

du général Hill. Entre cette hauteur et une chaîne de montagnes bordant la vallée du Tage, se trouvait une gorge que Wellesley négligea de faire occuper, la croyant suffisamment défendue par les troupes de Hill (1). (*Voir* Pl. VI.)

Devant le centre s'étendait un plateau sur lequel on avait commencé la construction d'une redoute. Enfin, dans l'espace libre en arrière de cet ouvrage se tenaient la division de Campbell, la brigade de dragons du général Cotton et une partie de la cavalerie espagnole.

Cette position, dont la droite s'appuyait à Talavera et la gauche aux montagnes, présentait plus de 2 milles en longueur.

Le 27, les Français en approchèrent (2) avec 43,000 hommes d'infanterie, 7,000 de cavalerie et 90 bouches à feu (3). Une partie de l'armée anglaise occupait alors le poste de Casa de Salinas. Les bois par lesquels on pouvait déboucher sur ce point ayant été mal gardés, les divisions Lapisse et Ruffin surprirent la Casa et mirent en déroute deux régiments anglais qui n'avaient pas encore vu le feu. Dans cette brusque attaque, Wellesley fut sur le point d'être fait prisonnier. Au même moment, les Espagnols de la droite, menacés par la cavalerie légère de Milhaud, se débandèrent après avoir déchargé leurs armes, et s'enfuirent à plusieurs milles en arrière, répandant la nouvelle que tout était perdu. Victor les eût poursuivis et sabrés si la nature du terrain et l'appui de la cavalerie anglaise n'y avaient mis obsta-

---

(1) *Rapport de Wellesley à Castlereagh.*

(2) Depuis l'affaire de Victor avec Cuesta, le roi s'était imaginé que Wellesley était en pleine retraite et qu'il ne cherchait qu'à lui échapper. Il y eut même à ce propos une très-vive explication entre le duc de Bellune, Jourdan et le roi, parce que ce dernier, sans tenir compte de la chaleur du jour et de la fatigue des troupes, ne cessait de donner des ordres au 1er corps pour le pousser en avant, ce dont Victor se sentit blessé outre mesure. (Voir le *Mémoire du général Desprez.*)

(3) D'après Jomini, il y avait à Talavera 40,000 Français et 60,000 alliés. D'après le général Desprez, les Français comptaient seulement 33,000 fantassins, 5,500 chevaux et 80 canons; Jourdan (voir sa lettre du 9 août) et le roi estimèrent leurs forces à 40,000 hommes et celles de l'ennemi à 80,000 (chiffre exagéré).

cle. Environ 4,000 de ces fuyards furent ralliés à Talavera; les 6,000 autres ne reparurent plus sur le champ de bataille (1).

Après avoir enlevé la Casa, les divisions Ruffin et Lapisse dirigèrent leur attaque sur la montagne défendue par Hill. Le duc de Bellune, encouragé par le succès de ses premiers efforts, envoya comme soutien de ces troupes une nouvelle division d'infanterie, sa cavalerie et son artillerie légère; mais Wellesley suivi de ses vétérans accourut sur les lieux, répara le désordre, et permit aux avant-postes de se replier sur le corps principal.

Le même jour, Victor fit une nouvelle tentative pour enlever de vive force la montagne, clef de la position. Un combat opiniâtre s'engagea sur ce point au milieu du crépuscule. « Pendant l'action, dit Napier, on put voir, à la lueur des détonations, des lignes d'infanterie qui se fusillaient à trente pas l'une de l'autre, avec une intrépidité rare. » Un moment, l'issue de la lutte parut douteuse; mais bientôt on entendit, malgré le bruit des armes, le cri de victoire des Anglais, annonçant que l'ennemi était de nouveau culbuté dans le ravin.

Au lieu de livrer ces deux combats avec des ressources insuffisantes, la prudence conseillait à Victor de réserver ses forces pour l'attaque générale, qui aurait pu se donner le 27. En la remettant au lendemain, il permit à Wellesley de prolonger son flanc gauche à travers la vallée et de protéger ainsi plus efficacement la montagne (2). Cette dernière fut attaquée une troisième fois, dans la matinée du 28, et, mal-

(1) Napier.—ALISON, t. VII, p. 366.—TORÉNO, t. III, p. 43.—MAXWELL, t. II, p. 78.—SHERER, t. I, p. 240. Ce dernier dit que 5,000 Espagnols seulement prirent la fuite.

(2) Il plaça dans la vallée deux brigades de cavalerie anglaise, soutenues en arrière par la division de cavalerie espagnole, sous les ordres d'Albuquerque. Ce furent les attaques partielles du duc de Bellune qui lui donnèrent l'occasion de corriger ainsi le principal défaut de son ordre de bataille.

gré l'ardeur des troupes françaises, avec aussi peu de succès que précédemment.

Il fallait s'en tenir là pour le moment et attendre Soult, qui, dans une lettre reçue au quartier général le 28 au matin, avait informé le roi que son armée ne serait réunie à Placencia que du 3 au 5 août (1). Nonobstant cet avis et l'opinion de Jourdan, qui trouvait la position de Wellesley inattaquable de front (2), le roi se décida à livrer bataille. Il avoua lui-même qu'il céda dans cette circonstance au langage persuasif de Victor, qui promit d'enlever la hauteur contre laquelle il avait échoué deux fois, ajoutant que s'il ne réussissait pas, *il faudrait renoncer à faire la guerre* (3). Joseph pensait d'ailleurs que s'il refusait la bataille qui lui était offerte, le duc de Bellune l'accuserait plus tard d'avoir manqué une belle occasion d'écraser l'armée anglaise et de rendre la paix à l'Espagne. Or la crainte de paraître faible et timide aux yeux de son frère, qui lui reprochait sans cesse de manquer d'énergie, était aussi puissante sur l'esprit du roi que ses préoccupations au sujet de Madrid, menacée à la fois par l'armée de Vénegas, par le corps de Wilson et par une vive agitation dans le peuple. Ce furent toutes ces raisons, accessoires au fond, mais très-fortes pour le roi, qui l'empêchèrent d'attendre Soult, lequel d'ailleurs par ses retards, il faut bien le dire, avait complétement dérangé le plan de la campagne.

Après l'engagement du matin, les armées belligérantes se préparèrent à une lutte décisive : toutes deux, mais celle des alliés principalement, se trouvaient dans des conditions difficiles. Les soldats anglais mouraient de faim; depuis plusieurs jours, les distributions régulières avaient cessé; et ces hommes, encore fatigués des combats de la veille, sur le point de

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 239.
(2) *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 237.
(3) Voir la relation du général Desprez et la lettre du 27 août 1809, où Joseph rappelle ces paroles au duc de Bellune lui-même.

soutenir une nouvelle lutte, n'avaient reçu pour toute subsistance que quelques onces de froment. La plus grande confusion régnait dans le camp espagnol. Enfin Cuesta, pour masquer son insuffisance, montrait une sévérité excessive, qui terrifiait son armée et lui ôtait toute confiance.

Au moment où les Français allaient engager la bataille, Albuquerque envoya un officier d'état-major à Wellesley pour le prévenir que son collègue espagnol le trahissait. Ce message, vraiment étrange, fut remis au colonel Donkin, qui alla trouver le général en chef sur la crête de la montagne où l'on s'était battu depuis deux jours. Sir Arthur observait de ce point les premiers mouvements offensifs de l'armée ennemie. Après avoir lu la lettre d'Albuquerque, il se contenta de dire : « *Très-bien, colonel, vous pouvez retourner à votre brigade.* » Puis, sans ajouter un seul mot, il continua tranquillement sa reconnaissance (1). Pour accueillir dans un pareil moment une communication si grave avec tant de calme et de dédain, il fallait qu'il fût bien sûr de lui, ou que la nature l'eût doué d'une très-grande force de caractère. Heureusement les prévisions du duc d'Albuquerque ne se réalisèrent point, et l'armée de Cuesta, si elle rendit peu de services, du moins ne se couvrit pas de honte en désertant sa propre cause.

Entre neuf heures et midi, le champ de bataille n'offrait aucune apparence d'hostilité; de part et d'autre, on se livrait au repos en attendant la lutte; et comme il faisait une chaleur excessive, les soldats des deux armées quittaient les rangs et se mêlaient sans défiance et sans colère pour étancher leur soif dans un petit ruisseau qui séparait leurs positions respectives (2).

Vers une heure, la scène change tout à coup; les Français

---

(1) NAPIER.
(2) *The Bivouac*... Ouvrage cité par MYXWELL, T. II, p. 82.

se groupent autour de leurs drapeaux : le tambour bat; les aigles se déploient; les colonnes se forment et se mettent en mouvement. A deux heures, les premiers coups de fusil se font entendre; la bataille commence!

Les troupes françaises, pleines d'ardeur, semblent marcher à une victoire certaine; mais au lieu d'enfoncer par une attaque bien liée la gauche des Anglais, qui est un point faible, le duc de Bellune dirige son principal effort sur leur droite, défendue par Campbell (1). Au moment où Sébastiani commence à plier sur ce point (2), l'attaque contre le centre, dirigée par Lapisse et celle contre la gauche (3), commandée par Ruffin et Villatte, se poursuivent avec des chances diverses. La dernière, beaucoup trop faible pour enlever la montagne et tourner la gauche des Anglais, ne gagne pas un pouce de terrain; celle de Lapisse, au contraire, soutenue par une batterie formidable, parvient à ébranler le centre de l'armée anglaise et paye ce commencement de succès par la mort de son chef intrépide. Elle est près d'obtenir un résultat décisif et de gagner la bataille, quand, sur l'ordre de Wellesley, le 48e de ligne descend de la hauteur qu'il occupe, s'avance au milieu des masses ébranlées, arrête l'impulsion des Français et protége le ralliement d'une partie de la division Sherbrooke, en arrière du point menacé. Dans ces entrefaites arrive une brigade de cavalerie légère, que Wellesley jette fort à propos sur les colonnes françaises, au moment où celles-ci commencent à tourbillonner sous le feu de l'artillerie. Cette charge vigoureuse décide la victoire.

On doit s'étonner que Victor n'ait point cherché à rétablir

---

(1) Le général Desprez, chef d'état-major de Sebastiani, dit que le 1er corps aborda l'ennemi avant le 4e et eut par suite beaucoup à souffrir. Il attribue cette circonstance au terrain, qui était trop couvert pour obtenir beaucoup d'ensemble dans les opérations.

(2) Sébastiani perdit dans ce combat plusieurs pièces d'artillerie qui restèrent engagées au milieu des plantations.

(3) Hill ayant été blessé le matin, cette aile passa sous le commandement du général Tilson.

le combat en portant au secours de Lapisse et de Sébastiani la brigade du roi et la réserve, qui n'avaient pas encore donné. La conjoncture cependant était favorable, car Ruffin venait de pénétrer dans le vallon, où il aurait pu attaquer les Anglais par derrière, tandis que Villatte les eût attaqués de front; or Wellesley pour s'opposer à ces efforts n'avait que 14,000 Anglais et Allemands, épuisés de faim et de fatigue. Quant aux Espagnols, ils auraient été, au moment décisif, plutôt un embarras qu'une force réellement utile (1).

Il y avait donc encore des chances pour l'armée française quand le roi, contrairement à l'avis du duc de Bellune, donna l'ordre de la retraite. Jourdan, qui avait combattu l'idée de livrer bataille, approuva cet ordre, soit qu'il jugeât l'armée hors d'état de continuer la lutte, soit qu'il eût, comme Joseph, la crainte d'être tourné par Vénegas, dont les troupes venaient d'être aperçues autour de Madrid (2).

---

(1) Wellesley reconnaît que les troupes espagnoles auraient pu se jeter avec succès sur le flanc de l'ennemi pendant que celui-ci attaquait les troupes anglaises; mais il pense qu'elles n'étaient pas assez solides pour exécuter un pareil mouvement dans un terrain couvert d'oliviers. Si le désordre s'était mis dans leurs rangs, tout aurait été perdu, et c'est pourquoi il préféra les laisser dans l'inaction. Néanmoins une partie de l'artillerie et de la cavalerie rendirent de bons services pendant la bataille.

(1) Le capitaine du Casse (*Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 243) dit que Joseph, avant de cesser le combat, voulut porter sa réserve (forte de 4,900 hommes) sur la droite; mais qu'on lui fit observer que la journée était trop avancée..., et « qu'il se retira en conséquence au milieu de sa garde, où il établit son bivac, bien déterminé à livrer une seconde bataille le lendemain, ou du moins à ne prendre un parti contraire qu'après avoir reconnu au jour les dispositions des Anglais. »...« Le roi, ajoute le même auteur, ne se retira définitivement qu'à la fin de la nuit, quand Sébastiani vint lui annoncer qu'il s'était mis en retraite, parce que le 1er corps se repliait sur Casa-Legos, en longeant la montagne. » Le général Desprez, chef d'état-major de Sébastiani, soutient également que Victor se retira sans en avoir reçu l'ordre. Toutefois il atteste que déjà antérieurement, le roi sur les instances de Jourdan, avait fait cesser le combat. « Cette résolution, dit-il, fut prise sur l'annonce d'une nouvelle de Milhaud qui prétendait avoir vu déboucher une colonne nombreuse sur la route de Talavera. » On crut qu'elle se portait directement vers le pont de l'Alberche. Jourdan déclara qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour commencer la retraite. La réserve n'avait pas encore donné, mais sa position était détestable. Desprez, chargé de faire revenir Victor sur Alberche, trouva ce maréchal si calme et si certain de pouvoir conserver sa position, qu'il prit sur lui de ne pas lui communiquer l'ordre de battre en retraite. Il s'était assuré, d'ailleurs, que la nouvelle de Milhaud n'avait point de fondement. Le roi approuva sa conduite, et le mouvement de retraite fut suspendu jusqu'au moment ou Sébastiani vint annoncer que Victor se retirait sur Casa-Legos. Ainsi, les deux armées restèrent en présence une partie de la nuit et « à une si petite distance, dit le général Desprez, que les sentinelles pouvaient s'entendre. » Nous donnons ces détails comme un correctif aux récits exagérés des historiens anglais.

A six heures environ, les hostilités cessèrent, et les deux armées reprirent leurs positions du matin. La victoire des alliés eût été complète si, au moment de la retraite du corps de Sébastiani, les troupes espagnoles avaient exécuté un mouvement offensif contre les flancs de ce corps, en se portant par une marche rapide sur l'Alberche; mais il fut absolument impossible de les faire manœuvrer en présence de l'ennemi (1).

Les Anglais perdirent à Talavera 6,268 hommes (2), et les Français 7,396 (3). Ces derniers laissèrent en outre 17 pièces de canon (4) sur le terrain. Vers la fin de la journée, des centaines de blessés furent calcinés ou brûlés horriblement par un incendie que le papier des cartouches communiqua aux herbes et aux broussailles desséchées de la plaine (5).

« Cette bataille, dit le général Jomini, releva la gloire des successeurs de Marlborough, qui depuis un siècle avait décliné. Il fut reconnu que l'infanterie anglaise pouvait le disputer à la meilleure de l'Europe. » Et, en effet, dans la journée de Talavera, 16,000 Anglais, dont un grand nombre tirés

---

(1) LONDONDERRY, t. II, p. 12.

(2) D'après l'état officiel, GURWOOD, t. IV, p. 538, l'armée de Wellesley eut, les 27 et 28, 857 hommes tués, 3,913 blessés et 653 manquants.

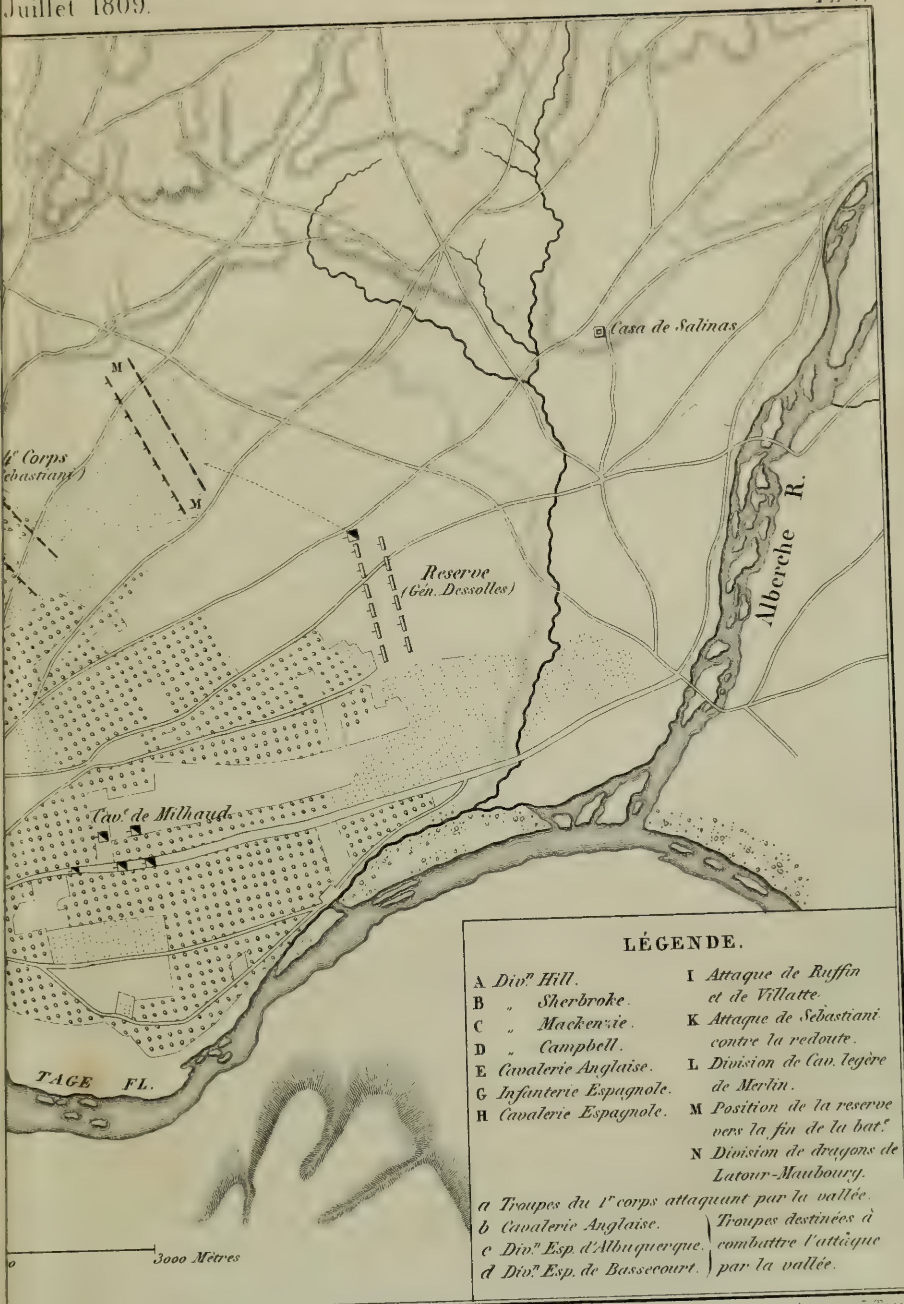
(3) Situation officielle (voir les *Mémoires de Joseph*). D'après Napier, les Anglais, dans les combats du 27 et du 28, eurent 2 généraux, 31 officiers et 767 hommes tués; 3 généraux, 192 officiers et 3,718 hommes blessés. Les Français eurent 2 généraux et 944 officiers et soldats tués, et 6,294 blessés. Les Espagnols eurent, d'après Cuesta, Jones et Sherer, 1,200 tués et blessés; mais Napier croit ce chiffre exagéré. Belmas évalue la perte des Français, en blessés et tués, à 7,300 hommes, Jones à 10,000, Jomini à 8,000, et celles des Anglais à 7,000. M. Thiers estime qu'il y eut 7 à 8,000 hommes hors de combat du côté des alliés (dont 3,000 Espagnols) et 7,000 du côté des Français. Le comte Toréno accepte les chiffres donnés par Napier, qui sont en effet les seuls exacts. Suivant les rapports de Jourdan et de Semélé, les Français eurent 944 tués, 6,294 blessés et 156 prisonniers.

(4) D'après Jones, les Français perdirent 20 canons ; d'après le général Koch, 15 ; d'après M. Thiers, 8; d'après le général Desprez, 6; et d'après Joseph, Jourdan et Sénarmont, 2 seulement. (Voir la *Correspondance de Joseph*, t. VI.) Wellesley, dans un rapport officiel, porta le nombre des pièces à 17; il indiqua le calibre de chacune d'elles et le numéro des régiments qui les avaient prises. Si réellement il n'y avait eu que 2 bouches à feu, c'eût été un mensonge ou une forfanterie. En était-il capable? Rien n'autorise à le croire; au reste, le général Sénarmont fut obligé de convenir, dans la suite, qu'il avait trompé le roi et l'empereur, en affirmant qu'on n'avait pris que 2 canons. Son dernier chiffre est 8. — Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VII, p. 47.

(5) *Victories of the British armies*, et *Memoir of the war*, par MURRAY, p. 20.

AILLE DE TALAVERA,

Juillet 1809. Pl. VI



CHAMP DE BATAILLE DE TALAVERA,

28 Juillet 1809.

Page 270



depuis peu seulement des régiments de milice (1), avaient repoussé l'attaque de 30,000 vétérans français et donné par ce fait d'armes un démenti éclatant à ceux qui prétendent que, pour avoir de la fermeté l'Anglais doit être bien nourri et bien reposé (2). Aussi remarque-t-on, à partir de ce jour, que Napoléon modifia dans sa correspondance l'opinion qu'il avait exprimée jusqu'alors sur la valeur des troupes anglaises (3) et sur la capacité de leurs généraux.

M. Thiers, les auteurs des *Victoires et conquêtes* (4), Belmas et le compilateur des *Mémoires de Joseph* ne font pas preuve d'une grande impartialité en soutenant que la bataille demeura indécise. Napoléon, avec plus de franchise, dans une lettre à son frère, qualifia la journée de Talavera de *bataille perdue*, et il était dans le vrai (5). L'historien du *Consulat et de l'empire* a raison toutefois de supposer que, sans les fautes de Victor et sans l'indécision de Joseph (qui se trouvait pour la première fois de sa vie sur un champ de

---

(1) « Il n'y avait que les gardes, les *buffs*, les 48e et 61e régiments de ligne qui fussent en « état de faire un service actif... L'armée de J. Moore était bien supérieure à celle-là. » LONDONDERRY, t. II, p. 33.

Excepté les troupes engagées avec la division du général Sherbrooke, l'armée espagnole ne prit aucune part à la bataille de Talavera. « The spanish troops that were engaged behave « well; but there were very few of them engaged as the attack was made upon us. » — Wellesley, 29 juillet, à J. Villiers.

« Cette bataille, écrivit encore sir Arthur au colonel Malcolm, le 3 décembre 1809, a été cer« tainement la plus terrible des temps modernes et la plus glorieuse pour nos troupes dans « ses résultats. De chaque côté l'on a perdu le quart de son monde. »

(2) On peut citer comme une preuve de la vigueur des soldats anglais la marche de la brigade Crawfurd, venue de Lisbonne au secours de Wellesley. Pour rejoindre à temps, cette brigade avait fait soixante-deux milles anglais en trente-six heures, dans la saison la plus chaude de l'année : chaque soldat portait cinquante à soixante livres, et néanmoins quand Crawfurd arriva le 29 au soir à Talavera, il n'avait que 17 trainards.

(3) Voir entre autres la lettre qu'il fit écrire, le 31 août 1809, par son ministre de la guerre à Jourdan. (*Mémoires de Joseph*.)

(4) Ces derniers jugent Wellesley dans les termes suivants, qui ne font pas honneur à leur impartialité : « Le début de ce héros, que la cour de Londres éleva à la dignité de pair pour la « prétendue victoire de Talavera, était loin d'annoncer cette haute réputation que d'autres « circonstances également heureuses lui ont donnée. » T. XIX, p. 293.

(5) « L'honneur de la journée, dit le général Desprez (l'un des combattants de Talavera), appartient à l'armée anglaise, » et Napoléon, dans sa lettre du 21 août 1809, à son ministre de la guerre écrivit, avec la même franchise : « J'ai appris à temps que mon armée a été battue. » (*Mémoires de Joseph*, t. VI.)

bataille), la victoire serait certainement demeurée aux Français.

Les deux armées restèrent en présence toute la journée du 29. Le lendemain, ayant appris que les partisans de Wilson menaçaient la capitale, gardée par trois bataillons seulement, Joseph se retira avec une partie de l'armée, et laissa Victor sur l'Alberche pour écraser l'arrière-garde des alliés, au moment où Soult les forcerait à battre en retraite.

Le 29 étaient arrivés 3,000 hommes de troupes fraîches que le général Crawfurd, au bruit du canon, avait dirigés en toute hâte sur Talavera; ces troupes avaient fait soixante-deux milles en trente-six heures, dans la saison la plus chaude de l'année.

Malgré ce renfort, Wellesley ne voulut point continuer son mouvement offensif, soit qu'il jugeât les Français plutôt repoussés que battus, soit qu'il se défiât de la discipline et de l'organisation de l'armée espagnole.

D'autres raisons encore influèrent sur sa détermination : d'abord l'annonce de l'armistice de Znaïm, publiée dans la *Gazette ordinaire de Madrid* du 27 juillet, ensuite la marche de Soult, sur laquelle il avait les renseignements les plus certains. Cependant il ne fit valoir aucun de ces motifs, sans doute parce qu'il craignait d'offenser les chefs espagnols ou d'alarmer les esprits. La seule raison qu'il donna en faveur de son inaction fut le manque de vivres et de moyens de transport (1).

Dans la soirée du 2 août (2), Wellesley apprit qu'il ne devait

---

(1) TORÉNO, t. III, p. 48. — Jones croit que ce fut en réalité le seul motif qui l'empêcha de poursuivre l'armée du roi ; motif sérieux et nullement ridicule, quoi qu'en disent les auteurs des *Victoires et conquêtes*. (T. XIX, p. 294.)

(2) Lettre du 30 octobre de sir Arthur au marquis Wellesley. Napier se trompe en disant que le général anglais apprit l'arrivée de Soult le 1er août. Ce fut seulement le 2, en effet, que Wellesley obtint de Cuesta qu'il dirigeât Bassecourt sur Puerto de Banos; donc, le 2 au matin, il ignorait encore l'abandon de ce poste et son occupation par les troupes françaises. Il n'en reçut avis que le soir, et d'une manière certaine que le lendemain. L'information reçue le 30 au soir portait seulement que 12,000 rations avaient été dirigées d'Alba de Tormes sur Bejar. — Voir la correspondance de Wellington, fin du IVe volume.

rien attendre de Vénegas (1); que le défilé de Banos, gardé par le marquis Del Reino avec 4 bataillons, avait été abandonné sans coup férir (2), et que l'avant-garde de Soult était aux environs de Placencia (3). Comme les rapports lui faisaient supposer que les forces du maréchal ne s'élevaient qu'à 12 ou 15,000 hommes, il eut l'imprudence de marcher seul à sa rencontre le 3 au matin (4), et de laisser l'armée espagnole à Talavera pour tenir tête aux Français, dans le cas où Victor reviendrait de ce côté. Ce faux mouvement faillit tout compromettre; car lorsque dans la soirée du 3, Wellesley arriva à Oropesa avec 17,000 hommes seulement, le duc de Dalmatie venait d'être aperçu à Naval-Moral, dans la vallée du Tage.

Ainsi 47,000 alliés, dont la force ne représentait pas 20,000 bons soldats, se trouvaient entre deux armées, l'une de 50,000 et l'autre de 35,000 hommes (5). Cette situation causait une inquiétude générale; Wellesley cependant n'en fut pas affecté. Jugeant ce péril avec le sang-froid et le coup d'œil d'un grand capitaine, il prit sur-le-champ la seule résolution capable de sauver l'armée anglaise : celle de rebrous-

(1) L'attente de Vénegas et les faits rappelés ci-dessus expliquent pourquoi Wellesley resta plusieurs jours inactif à Talavera, circonstance dont les auteurs des *Victoires et conquêtes* lui ont fait un grief peu justifié, comme la plupart de ceux qu'ils ont articulés contre le général anglais.

(2) Wellesley se reproche d'avoir compté sur Cuesta pour la défense de ce point (voir sa lettre du 8 août, à Castlereagh). Dans celle du 3 octobre à son frère, il dit : « Si le général Bassecourt avait été envoyé à Placencia le 30 juillet, lorsque je priai qu'on opérât ce mouvement, et si les troupes avaient fait leur devoir, Soult aurait été arrêté à Tietar assez de temps au moins pour que je pusse assurer le passage du Tage à Almaraz, et là encore on aurait sauvé l'hôpital; mais Bassecourt ne fut envoyé à Placencia que le 2.....; le général Cuesta pensait que cette marche était inutile. »

(3) Les troupes de Soult arrivèrent à Placencia du 1er au 4 août : elles s'élevaient à 34,000 hommes, d'après la correspondance de Wellesley; à 35,000, d'après Jones; et à 37,000, d'après les calculs de Napier. M. Thiers porte cet effectif à 50,000 hommes, et M. Mac Farlane à 53,000, sans doute parce qu'ils font entrer en ligne de compte les troupes de Ney, qui suivaient à quelque distance. M. Thiers dit que Soult aurait pu partir le 26 et le 27 avec son corps d'armée et celui de Mortier, mais qu'il crut devoir attendre Ney et remplacer quelques parties d'artillerie qui lui manquaient.

(4) Ce même jour, il fut rejoint par le général Bassecourt, qui avait été chargé de défendre le défilé de Banos.

(5) 53,000 et 37,000 d'après Napier; 50,000 et 30,000 d'après le compilateur des *Mémoires de Joseph*.

ser chemin (1), de passer le Tage à Arzobispo (2) et de gagner ensuite la route d'Estramadure, en descendant par des chemins presque impraticables la rive gauche du fleuve jusqu'à Almaraz. Mais pour réussir dans ce plan, il fallait empêcher Soult de s'emparer du pont de bateaux d'Almaraz et de couper la ligne de retraite de l'armée anglaise; or déjà Mortier était en route pour atteindre ce but; mais Wellesley lui opposa Crawfurd, qui, prenant le chemin des montagnes et transportant son artillerie à bras d'hommes (3), fut assez heureux pour gagner Almaraz avant la division française, pour détruire le pont de bateaux et surveiller le passage du gué en aval de la ville (4).

Cependant Cuesta ayant appris, dans la journée du 3, par des lettres interceptées du roi et de Jourdan, l'état réel des forces de Soult (5), sa jonction prochaine avec Ney débouchant de la Castille, et le mouvement offensif projeté par Joseph de concert avec ces deux maréchaux, quitta Talavera la nuit suivante et marcha sur les traces de Wellesley, qu'il rencontra, le 4 au matin, dans le voisinage d'Oropesa (6).

---

(1) « Je pris cette résolution, dit-il, parce qu'on m'informa que le corps de Soult était « nombreux, et parce que je voyais que le départ de Cuesta de Talavera avait laissé les der- « rières de l'armée découverts; que notre seule retraite pouvait être coupée, et que l'ennemi « était maître de réunir ses forces ou de nous attaquer séparément. » (30 octobre 1809, au marquis Wellesley.) Dans cette lettre, sir Arthur blâme Cuesta d'avoir quitté Talavera. Il aurait voulu qu'il restât un jour de plus pour protéger l'évacuation des hôpitaux et contenir au besoin l'armée de Victor. — Voir aussi la lettre du 4 août, écrite d'Arzobispo, et dans laquelle il justifie la résolution qu'il prit de passer le Tage à cet endroit.

(2) Après l'abandon de Talavera, c'était le seul passage dont l'armée alliée pût se servir, le pont d'Almaraz étant trop près de Soult.

(3) Ce travail exigea 5 jours, bien que les gens du pays vinssent en aide aux troupes.

(4) Heureusement pour Wellesley, le maréchal Victor, resté sur l'Alberche pour observer les Anglais, s'était replié sur Madrid, menacé par Wilson. La crainte exagérée qu'il avait, ainsi que le roi, du faible corps de ce chef de partisans, fut cause qu'il manqua l'occasion de tomber sur l'armée anglo-espagnole au passage du fleuve.

(5) Il nous semble que cette circonstance, mentionnée par Wellesley lui-même dans sa *Relation de la campagne de* 1809, et que la plupart des auteurs, y compris Napier, n'ont point signalée, justifie le départ de Cuesta.

(6) D'après le comte Toréno, t. III, p. 50, Cuesta abandonna Talavera parce qu'il n'osait pas attendre Joseph et Victor, qui se réunissaient de nouveau. Cette détermination indisposa Wellesley, à qui elle parut précipitée; il se plaignait surtout de l'abandon de 1,500 blessés qu'il

Ce même jour, l'armée anglaise se dirigea sur Arzobispo, où elle traversa le fleuve assez rapidement pour continuer sa route dès le lendemain matin. Cuesta aurait pu effectuer le passage immédiatement après, s'il avait quitté Oropesa en temps opportun; mais, poursuivant jusqu'au bout son système d'opposition inintelligente, il refusa de suivre l'armée anglaise, sous prétexte qu'Oropesa était un lieu propre à livrer bataille. Le lendemain cependant, à la vue des Français, il reconnut son erreur, passa le Tage, et porta son quartier général à Paraleda de Garbin, laissant à Arzobispo (1) deux divisions d'infanterie et une de cavalerie sous les ordres d'Albuquerque. Cette arrière-garde fut surprise le 8 par Mortier, qui la mit en déroute et lui prit 30 pièces de canon (2). Si les Français avaient poursuivi cet avantage, ils auraient probablement écrasé toute l'armée espagnole (3).

Les Anglais se réunirent les 7, 8 et 9 à Deleytosa, où ils apprirent officiellement, par une dépêche de lord Wellesley, datée de Séville, les désastres de l'armée autrichienne. « Cette nouvelle, dit un témoin oculaire (4), jeta du découragement

---

avait recommandés d'une manière spéciale (2,000 seulement furent évacués; les 1,500 autres auraient pu l'être également, si Cuesta avait différé son départ de vingt-quatre heures). Nous rappelons ces faits, parce que les auteurs des *Victoires et conquêtes* ont prétendu que Wellington abandonna 5,000 blessés et malades à la générosité des Français, et que Cuesta n'eut d'autre mission que de couvrir la retraite de l'armée anglaise.

Sherer dit que Wellesley reçut, le 3, à six heures de relevée, la lettre par laquelle Cuesta lui annonçait sa résolution de partir le soir, et qu'il lui fit écrire, par retour du courrier, de rester au moins jusqu'au lendemain afin d'avoir le temps de faire évacuer les blessés. Cette lettre toutefois arriva trop tard. (Voir, au sujet des reproches que Wellesley crut devoir adresser à Cuesta, sa lettre du 8 août, à Castlereagh, et celle du 3 octobre à son frère le marquis.)

(1) LONDONDERRY. D'après Napier, il n'y eut à Arzobispo qu'une seule division d'infanterie.

(2) NAPIER. D'après Londonderry, les Espagnols ne perdirent que 12 pièces; d'après Maxwell et Sherer, 5 seulement. C'est une erreur : Soult, dans son rapport du 13 août au général Clarke, dit que les Espagnols perdirent 30 canons, 45 caissons, 600 prisonniers et 400 chevaux. La cavalerie française n'eut que 28 hommes tués et 80 blessés. Le rapport de Mortier confirme ces données, sauf le chiffre des prisonniers qu'il porte à 8 ou 900.

(3) Mortier avait 6,000 hommes de cavalerie et une brigade d'infanterie. Napoléon lui fit un grief de n'avoir pas continué la poursuite. (*Mémoires de Joseph*.)

M. Thiers se trompe en disant que toute l'armée espagnole fut engagée dans ce combat; il n'y eut en réalité que deux divisions d'infanterie et 4,000 chevaux présents.—Voir le *Rapport de Soult à Joseph*, 8 août 1809, et celui du 13, *au ministre de la guerre*.

(4) LONDONDERRY, t. II, p. 24.

dans l'armée anglaise et lui fit douter de la possibilité de résister avec succès à Napoléon. Sir Arthur cependant ne partageait point cette opinion. Il parlait et agissait comme si les événements avaient pris la direction qu'il souhaitait, et cette conduite eut l'avantage de faire croire à chacun qu'il avait pourvu, ou qu'il était en mesure de pourvoir à toutes les éventualités. »

Le quartier général des alliés fut transféré à Jaraicejo, dans la journée du 11.

Le lendemain Cuesta résigna son commandement, et l'armée espagnole passa sous les ordres du général Eguia, qui établit son quartier général, le 13, à Deleytosa.

Ainsi, grâce aux retards que la destruction des ponts d'Almaraz et d'Arzobispo avaient fait éprouver à l'armée française, les alliés occupaient dès le 11 une bonne ligne de défense. Les Anglais gardaient le gué d'Almaraz, à gauche; et les Espagnols, le passage important de Meza de Ibor, sur la droite (1).

L'armée resta neuf jours dans cette position, et elle ne reprit sa marche sur Truxillo (2) et Mérida que lorsque Wellesley eut la certitude que les Français ne cherchaient point à envahir le Portugal. Son intention était de les suivre dans tous les mouvements qu'ils eussent pu tenter contre Lisbonne(3). Il aurait même continué ses opérations en Espagne,

---

(1) Le gué d'Almaraz ne pouvait être d'aucune utilité aux Français, tant que les défilés de Mirabete et de Meza de Ibor étaient au pouvoir des alliés, parce qu'ils s'exposaient en passant ce gué à être enfermés entre la montagne de Mirabete et le fleuve.

(2) Wellesley avait été obligé de construire, avec ses soldats et les paysans de la contrée, un chemin de traverse jusqu'à la route de Truxillo, pour évacuer son artillerie et ses bagages, acculés à la montagne impraticable de Guadalupe.

La retraite n'aurait pas offert toutes ces difficultés, si Wellesley avait pu effectuer le passage de l'armée à Almaraz.

(3) Wellesley a déclaré (papiers du parlement cités par Napier) que dans ce cas, malgré le fâcheux état de son armée, il eût repassé le Tage, opéré sa jonction avec Beresford, qui était à Moralejo, et attaqué la droite des Français à Placencia. (Voir aussi Sherer, t. I, p. 261). On doit convenir que cette entreprise eût été hardie autant que périlleuse; car, dans une lettre écrite de Deleytosa, à son frère Henri, le 8 août 1809, le général en chef dit : « Les soldats

si le manque de vivres et de moyens de transport ne l'avait obligé à rebrousser chemin (1), et s'il n'avait acquis, à ses dépens, la preuve qu'il ne fallait attendre aucun secours efficace d'un peuple assez indifférent pour laisser mourir de faim les braves soldats qui, non-seulement défendaient sa cause gratuitement mais, offraient encore de payer tout ce qui leur serait fourni (2). « Les Espagnols, écrivit-il à Huskisson, « n'ont assez de monde, ni assez d'activité, de discipline, de « courage et d'esprit d'ordre pour conduire la guerre; si je « consentais à rester en Espagne, tout le poids de la lutte et « la honte, en cas d'insuccès, retomberaient sur moi (3). »

Le 3 septembre, Wellesley porta son quartier général à Badajoz, excellente position d'où il pouvait à la fois protéger le Portugal et le midi de l'Espagne.

Il est hors de doute que si Ney avait pu trouver le gué d'Almaraz, le corps de Soult aurait complété la ruine de l'armée anglaise et forcé Wellesley à une retraite beaucoup plus désastreuse. Au surplus, Joseph éloigna bientôt tout danger en envoyant le 1[er] corps (Bellune) soutenir le 4[e] (Sébastiani), alors opposé à Vénegas; le 5[e] (Mortier) à Oropesa, pour observer le Tage, d'Almaraz à Tolède, le 2[e] (Soult) à Placencia, pour surveiller les débouchés du Portugal, et le 6[e] (Ney)

« perdent leur discipline et leur ardeur. Ils pillent même en présence de leurs chefs. Les « officiers sont mécontents et ne valent guère mieux que les soldats; c'est à tel point qu'avec « cette armée qui battait, il y a quinze jours, un ennemi deux fois plus nombreux qu'elle, « j'hésiterais maintenant à me trouver devant un corps de moitié moins fort. » — Voir également la lettre insérée dans GURWOOD, t. V, p. 54, où il dit : « Notre cavalerie, à cause du « manque de fourrages, est à peine capable de quitter son terrain ; les chevaux d'artillerie « sont hors d'état de traîner les pièces. Je n'ai pas le moyen de me porter en avant, et mes « soldats sont épuisés par toute espèce de privations. »

(1) Voir ses lettres du 18 et du 19 août, datées de Jaraicejo et adressées au général Eguia.

(2) Le comte Toréno cherche à disculper la junte centrale et ses compatriotes, en alléguant l'inexpérience de l'assemblée, le peu d'autorité qu'elle exerçait, l'incapacité de son agent principal, Lozano de Torres, l'insuffisance des ressources locales, etc., etc. (T. III, p. 60) ; mais les faits positifs avancés par Wellesley démontrent qu'il y eut plus qu'incurie ou faiblesse, qu'il y eut mauvais vouloir de la part de la junte et des habitants.

(3) Mérida, 30 août 1809.

à Salamanque, pour dissoudre les bandes du duc Del Parque, qui infestaient la vieille Castille (1).

On a justement reproché à Joseph de n'avoir pas su profiter de cette conjoncture favorable et de la réunion momentanée de 85,000 hommes dans la vallée du Tage, pour détruire le petit corps de Wellesley (2), ou du moins pour lui couper la retraite sur Lisbonne (3).

« Il fallait, dit Jomini, laisser un corps à Tolède, et fondre avec les quatre autres sur les Anglais partout où on les trouverait, fût-ce à Lisbonne ou à Cadix (4). »

Dans toute la guerre d'Espagne, il ne s'est pas présenté une meilleure occasion pour tenter un mouvement décisif contre les alliés. Le maréchal Soult eut seul la conscience de cette situation (5) : « Son désir, dit le roi (6), était qu'on pût réunir une armée d'environ 60,000 hommes pour entrer immédiatement en Portugal et marcher sur Lisbonne, afin de chasser l'armée anglaise, de détruire les forces des Portugais, de se diriger ensuite sur Séville, de dissiper la junte, de conquérir l'Andalousie, et d'anéantir les armées insurgées de Cuesta, Vénegas et autres. » C'eût été sans doute un magnifique résultat; mais, pour y parvenir, il aurait fallu opérer pendant les chaleurs, ce que Napoléon lui-même avait

---

(1) Le général Desprez attribue cette dispersion de forces à la mésintelligence qui régnait entre les maréchaux. Il dit même que Ney partit sans l'autorisation de Soult; mais sur ce point il se trompe, car c'est le roi qui ordonna ces divers mouvements, pour des raisons qu'il explique dans sa correspondance.

(2) Cette opération offrait d'autant plus de chances, que l'armée britannique n'avait alors aucun poste fortifié pour protéger son rembarquement.

(3) Ce dernier projet mis en avant par Soult était moins bon que l'autre; car, privé de Lisbonne, Wellington pouvait très-bien continuer la guerre en se basant sur Cadix et Gibraltar, avec lesquelles il avait des communications assurées. Napoléon, néanmoins, loua Soult d'avoir conseillé la poursuite et blâma Joseph de s'être arrêté dans un pareil moment.

(4) M. Thiers approuve Joseph, mais les raisons qu'il donne nous semblent peu décisives.

(5) Soult écrivait, le 25 août, à Jourdan : « C'était le moment d'agir avec vigueur; l'occasion « était belle, et il est probable qu'il ne s'en présentera pas de sitôt une pareille. Il est fâcheux « que d'autres considérations l'aient laissée échapper; il en résultera que la guerre d'Espa« gne durera peut-être quelques années de plus. »

(6) Voir sa lettre du 20 septembre 1809, à Napoléon.

reconnu impossible, et avoir en outre des ressources qui manquaient entièrement.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que la chaleur, la nécessité du repos à donner à la troupe, et des réparations à faire au matériel n'auraient pas arrêté en pareil cas l'empereur. S'il eût été présent, l'armée anglaise aurait été probablement anéantie et l'Espagne de nouveau conquise. Mais Joseph était un général médiocre, à qui la crainte d'exposer Madrid ou de compromettre le sort d'une province faisait abandonner la recherche des grands avantages que les hommes de génie atteignent seuls. Le maréchal Ney, du reste, s'était prononcé pour la suspension des hostilités en Estramadure (1), et Joseph se rangea d'autant plus volontiers à cet avis, qu'il se rappelait que Napoléon, par sa lettre du 29 juillet, datée de Schœnbrunn, avait défendu qu'on s'engageât dans des actions importantes avant l'arrivée en Espagne des renforts qu'il se disposait à envoyer du fond de l'Allemagne. L'armistice de Znaïm donnait tout lieu de croire, au surplus, que ces renforts ne tarderaient point à venir (2).

Les plans de Wellesley avaient été combinés avec intelligence, eu égard aux ressources qu'il possédait et aux renseignements qu'il était parvenu à obtenir.

On ne serait en droit de les critiquer que s'il avait pu faire

---

(1) Joseph, dans sa lettre du 27 août à Napoléon, dit que personne n'approuvait le plan de Soult. — Voir aussi la lettre qu'écrivit à ce sujet le maréchal Ney au roi (24 août 1809), *Mémoires de Joseph*.

(2) Du Casse attribue la résolution de Joseph à la crainte d'engager l'armée dans les affreux défilés d'Arzobispo, d'où les Anglais n'avaient pu se tirer qu'après trois ou quatre jours de pénibles travaux, et à l'épuisement de la contrée qu'il s'agissait d'envahir, contrée où le duc de Bellune avait éprouvé naguère de telles privations que son armée fut sur le point de s'y désorganiser. (*Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 252.)

Joseph voulait en conséquence attendre la récolte avant d'entreprendre, soit l'expédition de Portugal, soit celle d'Andalousie. Il demanda de nouvelles instructions à l'empereur, qui donna l'ordre de différer l'expédition de Portugal jusqu'au mois de février, résolution que Soult critiqua dans une lettre à Jourdan, remplie de considérations judicieuses.—Voir t. VI des *Mémoires de Joseph*.

Du Casse, t. VII, p. 1, des *Mémoires de Joseph*, dit, au reste, que l'empereur approuva le parti qu'avait pris le roi de suspendre les opérations.

de Cadix sa place d'armes (puisque la véritable ligne d'opérations contre Madrid traverserait la Manche (1), et que les provinces du Midi offraient plus de ressources que le Portugal),—ou s'il avait connu la situation fâcheuse des troupes espagnoles, l'incapacité de leurs généraux, l'entêtement de Cuesta, les dispositions hostiles de la junte centrale, l'incurie de ses agents, le caractère égoïste et vindicatif des Espagnols, et surtout la force réelle des troupes que Soult pouvait jeter sur son flanc gauche (2). Mais au moment d'entrer en campagne, il ignorait et devait en quelques sorte ignorer toutes ces circonstances. La seule faute qu'on puisse lui reprocher, c'est d'avoir confié à des soldats espagnols la défense du Puerto de Banos, d'où dépendait, comme il le reconnaît lui-même (3), *le succès des opérations et le salut de l'armée!*

M. Thiers a eu raison de prendre la défense de Wellesley contre ceux qui soutiennent qu'il aurait dû profiter de la division de l'armée française en deux masses séparées, pour les écraser l'une après l'autre (4). Quant au soin que prend ce même écrivain de disculper Jourdan du reproche que lui fit Napoléon d'avoir amené Soult sur Placencia, nous devons faire observer que cette opération fut conseillée par le duc de Dalmatie et acceptée avec répugnance par Jourdan; qu'au point de vue des principes de la guerre, c'était une faute véritable, et que si réellement le roi l'approuva, dans la crainte d'être exposé seul aux coups des armées de Wellesley, de Cuesta et de Vénegas, avant l'arrivée de Soult

---

(1) Wellesley et Moore furent tous deux de ces avis.

(2) Bien secondé, Wellesley aurait pu entraver la marche de Soult par la défense des défilés de Banos, battre Victor, se retourner contre Soult, ou se frayer par la Manche un passage sur Cadix.

(3) Lettre du 30 octobre à son frère le marquis Wellesley.

(4) « Avec les 18,000 Anglais qui lui restèrent après la bataille de Talavera, que l'arrivée de « la brigade de Crawfurd (le lendemain de la bataille) portait peut-être à 22,000 hommes, « qu'aurait-il fait contre les 50,000 hommes du maréchal Soult? » — THIERS.

(le chemin sur Madrid étant plus long de trois ou quatre jours que celui sur Placencia), il commit une inconséquence en dirigeant Mortier de Villa-Castin sur Salamanque (1).

Cependant, malgré cette faute, la plus lourde de la campagne, le plan du roi aurait probablement réussi au gré de ses désirs, si Soult avait marché avec plus de célérité, et s'il y avait eu plus d'entente et d'harmonie entre les commandants des corps d'armée (2).

La junte centrale nomma Wellesley généralissime de l'armée espagnole, et le gouvernement anglais l'éleva à la dignité de pair d'Angleterre (3), avec le titre de lord Wellington, vicomte de Talavera, titre sous lequel nous le désignerons à l'avenir.

Quoique la campagne n'eût pas atteint le but qu'il s'était proposé, Wellington pouvait se féliciter d'avoir tiré un si bon parti de ses troupes, dans le moment même où une autre armée anglaise, bien plus nombreuse que la sienne, engagée dans la plus grande expédition maritime du siècle, fut couverte de honte et de ridicule par l'incapacité de lord Chatam : « Avec peu de soldats et un bon général, les Anglais avaient en Espagne tenu tête à des troupes admirables, et, en Flan-

---

(1) Deux corps (c'est-à-dire 32 à 33,000 hommes) auraient suffi au duc de Dalmatie pour faire une diversion sur les flancs ou sur les derrières de l'ennemi ; le 3e était de trop.

(2) Le général Desprez attribue en grande partie les fautes de la campagne de Talavera à la mésintelligence qui régnait entre les maréchaux.

(3) Le compilateur des *Mémoires de Joseph* attribue cette nomination « à la nécessité de « couvrir du voile d'une prétendue victoire les désastres qui suivirent Talavera. » Il est vrai de dire que ce critique, si sévère pour Wellesley, ne trouve pas un mot à répondre à cette proclamation de Joseph (9 août), dans laquelle on lit les énormités que voici :

« Le 27, l'ennemi repasse en toute hâte l'Alberche. Le 28, attaqués dans une position inex-« pugnable, 80,000 hommes n'ont pu lutter contre 40,000 Français.

« Les Anglais fuient en désordre de toutes parts, et par des chemins jugés impraticables à « l'artillerie...

« Soldats ! le frère de votre empereur voit fuir devant vos aigles l'ennemi éternel du nom « français ! »

Avec aussi peu de respect pour la vérité, Joseph écrivit, le 29, à son frère :

« Hier, l'armée anglaise a été forcée dans ses positions... Je n'ai pas eu besoin d'employer « ma réserve. ..... » Napoléon, du reste, a flétri ces mensonges dans sa lettre du 25 août à Clarke. (*Mémoires de Joseph.*)

dre, avec des troupes excellentes, privées de général, ils avaient essuyé un désastre devant les recrues qui remplissaient Anvers. Avec 300,000 vieux soldats, les meilleurs que la France ait jamais possédés, donnant 200,000 combattants présents au feu, on s'était promis d'être en juillet à Lisbonne, à Séville, à Cadix, à Valence, et cependant on était non pas à Lisbonne, non pas même à Oporto, mais à Astorga; non pas à Cadix, non pas à Séville, mais à Madrid; non pas à Valence, mais à Saragosse (1). »

L'expédition de Madrid rencontra les mêmes obstacles qui avaient entravé le mouvement offensif de John Moore : l'ignorance et l'entêtement des généraux espagnols, l'obligation de concerter avec eux les moindres mouvements, la faiblesse de leurs troupes, l'hostilité sourde des juntes, l'apathie des Espagnols, la haine innée de ceux-ci pour les Portugais et leurs dispositions fâcheuses pour les soldats anglais, avec lesquels ils n'eurent jamais de bons rapports. A Talavera, les habitants cachèrent leurs vivres, qui auraient suffi aux besoins de l'armée pendant un mois (2); ils laissèrent mourir de faim les héroïques soutiens de leur cause, refusèrent de les assister pour enterrer les morts (3), et disputèrent même à leur humanité les corps des pauvres blessés français, qu'ils prétendaient massacrer ou mutiler ! Wellington se plaignit de cette conduite dans les termes les plus vifs : « Nous sommes plus mal ici qu'en « pays ennemi, dit-il. Les Espagnols font toutes sortes de « promesses et n'en tiennent aucune. Leurs armées ne « nous rendent aucun service : au contraire, nous sommes « obligés d'abandonner nos munitions et de vider les cais-

(1) THIERS.
(2) Southey dit qu'à Talavera les Français trouvèrent des vivres cachés pour trois mois.
(3) Ce refus a pour auteur Cuesta lui-même. — Voir MAXWELL, t. II, p. 88.
Il est à noter que depuis cette campagne, les troupes anglaises eurent une haine violente pour les Espagnols.

« ses de l'armée, afin d'employer les fourgons au transport « de nos blessés et de nos malades. Les lois de l'humanité « ont été violées à leur égard, et il nous a fallu laisser der- « rière nous munitions, vivres et argent. Tout doit être fait « par l'armée anglaise (1). »

Du 20 juillet au 20 août, le général en chef n'avait pu donner à ses troupes que dix rations entières, bien que les Espagnols eussent des vivres en abondance (2). Elles étaient affaiblies par la faim; leurs malades périssaient faute de secours (3); la cavalerie était pour ainsi dire hors de service (4), et les commissaires des guerres n'avaient aucun moyen de transport. Le maréchal Beresford éprouva les mêmes difficultés aux environs de Ciudad-Rodrigo. « Les autorités espagnoles, dit Southey, refusèrent de donner une seule ration à ses soldats, et les magasins de la place, quoique payés par les Anglais, furent saisis par le *Cabildo,* sous prétexte qu'une dette de John Moore n'était pas encore liquidée. »

Aux autorités qui, pour justifier cette coupable indifférence, prétextaient la rareté des vivres, Wellington fit cette réponse méritée : « Il est ridicule de prétendre que le pays « ne peut suffire à nos besoins. L'armée française est bien « nourrie; l'armée espagnole a tout en abondance, et nous « seuls, sur qui tout repose, nous mourons de faim (5). »

Les auteurs espagnols ne veulent point admettre qu'il y

---

(1) Il est juste de dire cependant que toutes les juntes ne se montrèrent pas également indifférentes au sort de l'armée anglaise. Ainsi, avant de quitter Badajoz, Wellington se montra très-satisfait « du zèle et de la laborieuse sollicitude » (ce sont ses propres expressions) avec lesquels la junte d'Estramadure avait procuré les provisions nécessaires aux troupes de son armée, cantonnées aux environs de Badajoz. — Voir TORÉNO, t. III, p. 151.

(2) *Wellington à Frère,* 24 juillet 1809.

(3) « La maladie a considérablement augmenté, surtout parmi les officiers, qui ne se trou- « vent pas dans une meilleure condition que les soldats. Ils n'ont eu depuis un mois que de « l'eau à boire, souvent rien à manger que de la viande sans sel, et rarement du pain. » Wellington, lettre du 21 août datée de Truxillo.

(4) LONDONDERRY (témoin oculaire).

(5) Voir GURWOOD, t. IV, p. 496.

ait eu hostilité ou mauvais vouloir de la part de leurs compatriotes dans les faits cités par le général anglais (1); ils attribuent tout à la faiblesse de la junte centrale (2), à l'inexpérience de ses agents et à la misère du pays; mais en réalité, ces circonstances n'ont joué qu'un rôle secondaire, et Wellington en a tenu largement compte en écrivant après la campagne: « Je déclare que ce manque de toutes choses « ne doit pas être attribué à quelques négligences ou omis- « sions du dernier ministre britannique (M. Frère); il doit « être attribué à la pauvreté et à l'épuisement du pays, à « l'inactivité des magistrats et du peuple, à l'indolence qu'ils « montrent en toute occasion, excepté lorsqu'il s'agit d'em- « porter leurs biens ou de battre en retraite à l'approche des « Français, à leurs habitudes d'insubordination et de dés- « obéissance, enfin au peu d'autorité que possèdent le gou « vernement et ses officiers (3). »

John Moor avant de mourir avait donné à son gouvernement le conseil de ne plus envoyer de forces auxiliaires en Espagne. Wellington apprit à ses dépens combien ce conseil était judicieux; aussi replia-t-il successivement ses troupes sur Mérida, Badajoz et Lisbonne (4), sans s'inquiéter des généraux espagnols, qui, abandonnés à eux-mêmes, furent

---

(1) Louis de Calvo, que la junte avait chargé de la direction des transports et des subsistances, alla même jusqu'à écrire, pour se disculper, que le manque de vivres allégué par Wellington n'était qu'un prétexte pour retirer son armée de l'Espagne. (Voir Gurwood, t. V, p. 64.) Le général Eguia ajouta foi à cette calomnie, et c'est ce qui engagea Wellington à rompre toute relation avec lui, ainsi qu'avec Louis de Calvo.

(2) Wellington attribue en partie à cette junte l'insuccès de la campagne :

« Elle a essayé, dit-il, de gouverner le royaume en état de révolution en restant fidèle aux « vieilles règles et aux vieux systèmes, et à l'aide de ce qu'on appelé l'enthousiasme, qui « n'est d'aucun secours et sert seulement d'excuse pour les irrégularités en toute chose, et « surtout pour le manque de discipline et de subordination des armées. »—Voir Gurwood, t. V, p. 84.

(3) Voir Gurwood, t. V, p. 13.

(4) L'armée anglaise quitta le 20 août Jaraicejo et Casas-del-Puerto; elle arriva le 24 à Mérida, et établit le 3 septembre son quartier général à Badajoz. Beresford se retira à peu près vers la même époque à Thomar.—Voir la lettre du 25 août, à Castlereagh, dans laquelle Wellesley expose les raisons qui l'engagèrent à se retirer sur la frontière du Portugal.

bientôt assaillis et dispersés (1). Depuis ce moment jusqu'à la fin de la guerre, Wellington combattit pour les Espagnols, mais plus jamais avec eux (2) : « J'ai vaincu bien des obsta-« cles, dit-il; pour ceux de l'Espagne, j'y renonce. » Et il tint parole. La lutte désormais s'établit pour ainsi dire exclusivement entre les armées françaises et anglaises ; les troupes espagnoles et la cause même de l'indépendance de la Péninsule devinrent des objets secondaires. En voyant la question prendre une importance européenne, le général en chef des alliés s'arrangea de façon à ne plus être gêné dans ses mouvements, trompé dans ses calculs ou déçu dans ses espérances par les fautes de l'armée et du gouvernement indigènes. Nous le suivrons pas à pas dans cette nouvelle voie, hérissée de difficultés plus grandes encore que les précédentes, et dont il triompha avec un rare bonheur, par cette admirable persévérance et par ce jugement élevé qui est plus que du bon sens, qui est du génie!

L'armée anglaise eût beaucoup à souffrir des vapeurs pestilentielles de la Guadiana (3) ; néanmoins Wellington crut

---

(1) Vénegas fut battu le 11 août à Almonacid par Sébastiani, avec une perte de 3,000 tués, de plus de 3,000 blessés, de 4 à 5,000 prisonniers, de 35 canons, de 100 caissons et de 200 voitures de bagages. (*Victoires et conquêtes.*)

Wilson fut défait le 12 du même mois à Banos par le corps du maréchal Ney.

(2) Le 30 octobre 1809, il écrivit à son frère : « Tant qu'on n'aura pas remédié aux maux dont j'ai eu à me plaindre; tant que je ne verrai pas établir des magasins aux vivres, et adopter un système régulier pour qu'ils soient remplis constamment ; tant que l'armée espagnole, des mouvements de laquelle je ne puis dépendre, ne sera pas commandée par des officiers capables et ayant la volonté d'exécuter les opérations convenues d'un commun accord, je ne m'associerai à aucun système de coopération avec l'armée espagnole.

(3) Elle avait 6,000 malades sur un effectif de 30,000 hommes. (*Lettre au comte de Liverpool,* du 14 novembre 1809). D'après un état, publié par Maxwell, il y avait, le 25 septembre 1809, 8,827 hommes à l'hôpital sur un effectif de 35,017 hommes. (T. II, p. 127.)

devoir la maintenir le plus longtemps possible à Badajoz, afin de protéger l'Andalousie et l'Estramadure, pendant la crise politique qui suivit la retraite de Talavera.

L'opinion publique accusait hautement la junte du mauvais résultat de la campagne; elle se montrait d'autant plus impérieuse qu'elle trouvait un appui dans le mécontentement des Anglais, dans l'autorité du conseil de Castille, réinstallé depuis peu, et dans les récriminations de plusieurs députés de la junte elle-même. Les mécontents n'étaient pas éloignés de recourir à l'emploi de la force pour renverser ce gouvernement. Se voyant attaquée de si près, et sachant que l'opinion de l'ambassadeur d'Angleterre (1), bien qu'opposée à toute violence, était favorable à la concentration du pouvoir exécutif; convaincue d'ailleurs que les autorités auxquelles elle devait son existence étaient pour la plupart dans les mêmes sentiments, la junte institua une *commission exécutive* pour l'expédition de toutes les affaires du gouvernement (2), et fixa la convocation de cortès extraordinaires au 1er janvier 1810 (3).

La crise ayant été reculée par ces deux mesures, il fut de nouveau question de prendre l'offensive.

Vainement la junte pressa le général anglais de seconder les troupes espagnoles. Sir Arthur était d'avis que la guerre défensive offrait seule des chances avantageuses, et qu'il fallait profiter de la courte période pendant laquelle l'ennemi semblait rester inactif, pour organiser, équiper et discipliner les troupes alliées. Ce sage conseil fut dédaigné (4)

---

(1) C'était le marquis Wellesley, débarqué le 4 août à Cadix; il remplaça M. Frère, à qui la junte avait donné le titre de marquis de l'Union.

(2) Cette commission, formée de six membres et du président de la junte, devait se renouveler en partie tous les deux mois par la voie du sort. Les premiers membres nommés étaient connus par des opinions qui se rapprochaient de l'ancien ordre des choses. — Voir TORÉNO, t. III, p. 129.

(3) L'assemblée toutefois ne devait entrer en fonctions que le 1er mars. (*Décret du* 28 *octobre.*)

(4) TORÉNO, t. III, p. 140.

par les hommes d'État du gouvernement espagnol qui, avec autant d'ignorance que de présomption, organisèrent la plus ridicule et la plus désastreuse expédition où les armées nationales eussent été entraînées.

Le général Eguia, successeur de Cuesta, ayant reculé devant les troupes de Victor et de Sébastiani, après avoir déclaré *qu'il souhaitait de grands événements pour délivrer sa patrie des oppresseurs* (1), excita tant de mécontentement à Séville, qu'on dut le remplacer par Areyzaga, général improvisé, sans aucune notion de la stratégie moderne, ni aucune aptitude pour le commandement des troupes, mais fort en crédit depuis le combat d'Alcaniz.

Placé à la tête de 50,000 Espagnols formant l'armée d'Andalousie, il reçut l'ordre de concentrer ses forces avec celles de Del Parque et d'Albuquerque à Talavera, pour chasser les Français de Madrid. « La plupart des hommes d'État, dit le comte Toréno, étaient si persuadés du succès de cette entreprise ou plutôt si aveuglés sur ses difficultés, que la junte choisit MM. Jovellanos et Riquelme pour arrêter les mesures à prendre au moment de sa rentrée dans la capitale. »

Wellesley avertit les ministres et les membres de la junte que leur plan était mal conçu, et qu'il amènerait infailliblement la destruction de l'armée espagnole (2). Mais, aveuglés par le facile succès de Tamamès, ils dédaignèrent cet avis et se mirent en campagne avec une confiance dont ils ne tardèrent point à se repentir.

L'armée d'Areyzaga quitta la Caroline le 3 novembre, franchit la Sierra-Morena avec 60 canons, et vint s'établir à Ocana, où elle fut attaquée et battue complétement, le 19, par 25,000 Français (3). Le maréchal Mortier commandait

(1) TORÉNO, t. III, p. 139.
(2) GURWOOD, t. V, p. 316.
(3) D'après le comte Toréno, Areyzaga trouva devant lui 34,000 hommes, sans compter les

l'infanterie, et le général Sébastiani, la cavalerie; le roi Joseph et son major général, arrivés sur les lieux au commencement de la bataille, avaient dirigé les mouvements d'ensemble.

Soult (1) rendit compte de cette brillante victoire dans les termes suivants : « L'armée de 55,000 Espagnols a été détruite. Tous ses bagages, toute son artillerie, 30 drapeaux, sont tombés en notre pouvoir. Les bouches à feu prises s'élèvent déjà à 50. Le nombre des prisonniers, parmi lesquels on compte 3 généraux, 6 colonels et 700 officiers de tout grade, est de 25,000 hommes; la terre est jonchée de morts; on amène à chaque instant de nouveaux prisonniers; on pense que le nombre s'en élèvera à 30,000. Il paraît positif qu'il reste à peine à cette armée un bataillon en état de continuer la lutte (2). »

La bataille d'Ocana, si imprudemment engagée, ouvrit

14,000 de Victor, en position sur son flanc droit. Le 11, quand il arriva à Ocana, il n'y avait pas 20,000 hommes pour l'empêcher d'atteindre Madrid. Ses hésitations donnèrent aux Français le temps de se concentrer. J. Jones estime les forces françaises présentes sur le champ de bataille à 30,000 hommes; Napier, à 25,000; les auteurs des *Victoires et conquêtes*, à moins de 30,000. M. Thiers porte l'effectif de l'armée espagnole à 50,000 fantassins, 7 à 8,000 bons cavaliers et 80 canons. D'après lui, le jour de la bataille, cette armée comptait 50 à 55,000 hommes présents, et l'armée française, 23 à 24,000.

Le général Sarrazin pense que Wellington aurait dû venir au secours d'Areyzaga avec ses troupes et celles de Vénegas. Mais agissant de la sorte il eût subordonné ses opérations aux caprices des généraux espagnols, et compromis en peu de temps le succès de la guerre.

(1) Il venait de remplacer Jourdan, qui avait obtenu l'autorisation de rentrer en France.

(2) *Ordre général* du 19 novembre 1809.

Dans un autre rapport de la même date, qui se trouve t. VIII, p. 419, des *Mémoires de Joseph*, le duc de Dalmatie évalue les pertes de l'armée ennemie à plus de 30,000 prisonniers, à 3,000 chevaux, 45 canons, 120 caissons ou voitures d'artillerie, 30,000 fusils et tous les bagages. Les Français, d'après lui, n'eurent que 330 tués, et 12 à 1,300 blessés. Il doit y avoir quelque exagération dans ce document, puisque Jones évalue les pertes des Espagnols à 15,000 hommes seulement, et que le comte Toréno arrive à peu près au même résultat : « La catastrophe, dit-il, fut des plus déplorables; on compta au moins 13,000 prisonniers, « près de 4 à 5,000 morts ou blessés; on abandonna plus de 40 canons, des chariots, des ma- « lades, des vivres; ce fut enfin une désolation. » (t. III, p. 146). D'après du Casse, 20,000 hommes, 50 bouches à feu et 30 drapeaux restèrent au pouvoir des Français, dont la perte ne s'éleva qu'à 1,200 blessés et tués (t. VII, p. 16). D'après M. Thiers, la journée d'Ocana coûta aux Espagnols 20,000 hommes (dont 15,000 prisonniers), 46 bouches à feu et 32 drapeaux. Le lendemain, dit-il, on ramassa encore 5 à 6,000 prisonniers. Les *Victoires et conquêtes* estiment les pertes totales des Espagnols à 20,000 hommes, 50 canons et 30 drapeaux.

aux Français les portes de l'Andalousie, et répandit la terreur et l'abattement dans tout le royaume.

L'armée de Del Parque ne fut pas mieux traitée. Après avoir obtenu, le 18 octobre, à Tamamès, un avantage inespéré sur le corps de Ney, commandé par le général Marchand (1), elle s'était rendue à Salamanque, où elle resta dans l'inaction jusqu'au moment où elle fut obligée de coopérer au plan d'Areyzaga. D'après d'autres renseignements, cette armée quitta Salamanque uniquement parce que le corps de Ney avait reçu des renforts considérables de Valladolid.

Quoi qu'il en soit, le duc Del Parque, voyant les forces dirigées par Soult sur son flanc droit devenir menaçantes, s'arrêta quelques jours à Carpio, dans le voisinage de Medina del Campo, où il attaqua l'ennemi avec succès, dans la journée du 23 novembre; mais, au lieu de profiter de cet avantage pour se retirer immédiatement sur Ciudad-Rodrigo, il ne se mit en marche que dans la nuit du 26. La nouvelle du désastre d'Ocana, arrivée juste en ce moment, l'obligea à précipiter sa retraite. Ce nonobstant, il fut atteint, le 28, par l'avant-garde de Kellermann, dans Alba de Tormès, où son armée s'était éparpillée sans observer aucune précaution (2). Attaqué le même jour, il essuya un grave échec et laissa 3,000 hommes et 15 canons sur le champ de bataille, bien qu'il n'eût eu affaire qu'à 2,000 cavaliers dépourvus

---

(1) Ce général avait remplacé le duc d'Elchingen, rentré en France, mécontent de ce qu'on avait nommé Soult major général en remplacement de Jourdan. Marchand engagea le combat avec 9,000 hommes d'infanterie, 800 chevaux et 18 canons. L'attaque fut mal conduite, et les Français, de l'aveu même de leur chef, se retirèrent avec une perte de 1,300 hommes. — Voir la relation officielle, t. VII des *Mémoires de Joseph*.

Le duc del Parque, dans son rapport, évalue les pertes des Français à 3,500 hommes, et les siennes à 713 seulement.

(2) Jones estime que les forces de Kellermann, à l'affaire d'Alba de Tormès, s'élevaient à 15,000 hommes.

« 3,000 Espagnols restés sur le champ de bataille, 2,000 prisonniers, 15 pièces de canon, 10,000 fusils et 6 drapeaux, furent les trophées de cette brillante affaire. » — Belmas, t. I, p. 102.

D'après du Casse, 15 bouches à feu, 15,000 fusils, 6 drapeaux et 2,000 prisonniers restèrent au pouvoir des Français, qui eurent seulement 18 hommes tués et 57 blessés.

d'artillerie (1). Le 29, une partie de son armée se trouvant à deux lieues de Tamamès, fut saisie d'une telle épouvante en voyant paraître à l'arrière-garde une trentaine de dragons (2), qu'elle se débanda et prit honteusement la fuite.

Pendant que ces événements se passaient dans la vieille Castille, la junte avait commis une nouvelle faute en ordonnant au duc d'Albuquerque de reculer avec son corps sur la Guadiana, et par conséquent d'abandonner la Meza de Ibor, ainsi que la position du Puerto de Mirabete sur le Tage.

Wellington se plaignit vivement (3) du tort irréparable que ces extravagances faisaient à la cause dont il était le principal soutien : « Si les Espagnols, dit-il, avaient conservé leurs « armées, tout était sauvé. . . . .
« les chances étaient en notre faveur, et au premier moment « de faiblesse occasionné par une diversion sur le continent, « ou par le mécontentement des Français, de plus en plus « dégoûtés de la guerre, on aurait chassé les armées des « conquérants de l'Espagne. »

On est surpris que Joseph n'ait point songé à profiter de ses avantages pour envahir l'Andalousie, protégée seulement à distance par 20,000 Anglais cantonnés sur la frontière du Portugal !

On a trouvé singulier aussi que Wellington ait refusé obstinément de prendre l'offensive, bien qu'il pût réunir à son armée environ 100,000 Espagnols, et que les faux mouvements des 1er et 2e corps lui eussent fourni l'occasion de battre ses adversaires isolément.

Pourquoi, dit-on, se montrer si timide, et reculer devant une opération en quelque sorte identique à celle que l'armée

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. VII, p. 19.
(2) *Relations des opérations de* 1809, par Wellington : 9 décembre 1809.
(3) Lettre à Frère, 6 décembre 1809.

anglaise avait entreprise quatre mois auparavant sans la moindre hésitation ?

La raison en est toute simple : Wellington ne voulait plus suivre les inspirations de la junte, parce qu'il connaissait mieux les Espagnols qu'auparavant, parce qu'il savait qu'à la guerre, la force morale est à la force physique comme trois est à un (1), et parce qu'il avait prévu, comme il le dit lui-même, « qu'après une ou deux batailles, après une ou deux actions « brillantes et quelques défaites, toute l'armée espagnole se « débanderait (2). » Un célèbre critique militaire (3) approuve du reste la lenteur avec laquelle Wellington agit dans cette circonstance : « Quelque excessive qu'elle soit, dit-il, il y aurait de l'injustice à la blâmer ; peu importait en effet au duc que la guerre durât dix ans, pourvu qu'il ne donnât rien au hasard. Ce n'était pas le sol anglais qu'il laissait fouler aux pieds, et pour le salut duquel il eût été raisonnable de tout sacrifier. »

Sur ces entrefaites, M. Frère avait été remplacé par le marquis Wellesley, diplomate essentiellement capable de seconder les intentions du général en chef (4), et de donner une impulsion vigoureuse aux affaires politiques. L'armée, jusqu'alors mollement soutenue par les agents de la Grande-Bretagne, se réjouit de ce changement imprévu, et fonda les plus belles espérances sur la puissante intervention d'un homme d'État que les guerres de l'Inde avaient élevé si haut

---

(1) Aphorisme de Napoléon.

(2) *Lettre à lord Liverpool.*

On doit louer aussi Wellington d'avoir résisté au désir de son frère, qui le pressait d'adopter un plan d'opérations embrassant l'Andalousie. Le lecteur se rappellera que Moore avait déclaré ce plan préférable à celui qui consistait à porter la guerre dans le nord du Portugal. « Wellington, dit Napier, partageait la même opinion, mais il ne pouvait rien faire avec « la junte centrale. L'occupation militaire de Cadix et le commandement sans contrôle « d'une force espagnole étaient les seules conditions auxquelles il voulût entreprendre la « défense de l'Andalousie, conditions que la junte n'accepta point. »

(3) JOMINI.

(4) Wellington apprit cette bonne nouvelle pendant son séjour à Oporto.

dans l'estime publique. Malheureusement le marquis Wellesley ne resta pas assez longtemps dans la Péninsule pour changer la face des choses(1), et peut-être aussi n'eût-il point réussi au gré de ses désirs, parce que les difficultés qui entravaient la marche des affaires dans ce pays étaient d'une toute autre nature que celles dont il avait si habilement triomphé à la tête de l'administration des Indes.

Le 8 octobre, sir Arthur se rendit de Badajoz à Lisbonne pour reconnaître les positions en avant de cette ville, où il avait l'intention d'établir un vaste camp retranché. Après cette excursion, il se rendit (le 1er novembre) à Séville pour jeter, de commun accord avec son frère, les bases d'un système qui assurât plus d'ensemble aux opérations militaires (2).

Il était à peine de retour au quartier général, quand eut lieu l'affaire d'Ocana.

Jusque-là, malgré son désir de rentrer en Portugal, rien ne le forçait à quitter Badajoz; mais dès qu'il fut prévenu de la défaite du duc Del Parque, du danger que courait l'importante forteresse de Ciudad-Rodrigo et de l'évacuation du Puerto de Mirabete et de la Meza de Ibor, commandée au duc d'Albuquerque par la junte centrale, il se dirigea par Albuquerque vers le Nord (3), pour agir de concert avec les troupes espagnoles qui protégeaient Ciudad (4), et avec Beresford, qui couvrait Almeida. « Ce nouveau plan, dit le général Jomini, ne manquait pas de mérite, puisqu'il portait l'armée anglaise sur le point le plus important des communications de l'armée française, dégarnies par les rassemblements que Joseph

(1) Il se rembarqua pour l'Angleterre en novembre 1809.

(2) « Le danger qu'il avait couru à Arzobispo lui prouva qu'il ne devait pas s'abandonner à « des entreprises hardies au cœur du royaume, avant de s'être ménagé un refuge assuré, des « renforts suffisants et une coopération mieux combinée de la part des troupes espagnoles. » JOMINI.

(3) Le 20 janvier, le quartier général et les parcs d'artillerie se trouvèrent à Viseu.

(4) C'étaient les débris de l'armée du duc del Parque.

avait formés sur la frontière d'Andalousie. » Il avait, en outre, le grand avantage de mieux couvrir le Portugal, base essentielle de toutes les opérations britanniques.

Le départ de Wellesley fut le signal de l'envahissement de l'Andalousie (1).

L'idée première de cette entreprise, dont on a voulu rendre le roi seul responsable, se trouve dans les instructions données à Soult pour l'expédition du Portugal, en 1809.

Ces instructions n'ayant pu être suivies, Napoléon, après Talavera, ordonna de remettre l'invasion au mois de février; mais Joseph trouva l'esprit public si avantageusement modifié, par suite de la déroute d'Ocana, et le peuple si fatigué du gouvernement de la junte, qu'il demanda des ordres pour agir immédiatement. Il soumit deux plans de campagne à son frère, qui évita de se prononcer, sans élever toutefois aucune objection contre l'expédition elle-même (2). On s'explique difficilement cette circonstance, car ce fut évidemment une faute que de disséminer ainsi l'armée française dans toute l'Espagne, quand le seul obstacle sérieux à la soumission de la Péninsule était l'armée anglaise, dont l'importance augmentait chaque jour.

---

(1) Wellington réfute, dans sa *Relation de la guerre de* 1809, ceux qui l'ont accusé d'avoir quitté « le poste d'honneur » qu'il occupait en Espagne. Il n'y a rien à répondre à cette argumentation. La remarque suivante est également fort juste :

« Les détails de cette relation, dit-il, prouvent combien l'armée anglaise a été utile « à l'Espagne et au Portugal. Depuis leur arrivée en avril, les Français ont détruit trois ar- « mées espagnoles, celle de Blake, celle d'Areyzaga et celle de del Parque, et cependant ils « ne peuvent rien faire. Ils ont été forcés d'évacuer le nord du Portugal, la Galice et l'Estra- « madure méridionale. Ils n'occupent qu'une partie de la Manche et sont réduits à concen- « trer leurs forces dans la vieille Castille et autour de Madrid. » (Badajoz, 9 décembre 1809.)

(2) Voir la lettre de Joseph à Napoléon, 4 décembre, et celle de Soult à Clarke, 14 du même mois.

M. Thiers, t. III, p. 370, dit que Soult approuva l'idée du roi d'envahir l'Andalousie avant de poursuivre les Anglais.

Il paraît que l'empereur eut un moment l'intention de commander lui-même cette expédition. Dans sa lettre du 7 octobre à Clarke (datée de Schœnbrunn), il dit en effet : « Mon « intention est de réunir, pour le commencement de décembre, 80,000 hommes d'infanterie « et 15 à 16,000 chevaux pour entrer en Espagne avec ces renforts. » Au reste, la nouvelle de l'arrivée de Napoléon fut confirmée en quelque sorte par la nomination de Berthier au poste de major général de l'armée de la Péninsule, nomination datée du 28 novembre 1809. Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VII, p. 105.

Joseph, avec toute sa cour et un luxe de parade fort ridicule, se mit à la tête de 65,000 hommes et franchit la Sierra-Morena, dans la journée du 20 janvier. Onze jours après, il se rendit maître de Séville, dont la défense, ainsi que celle des autres points, se trouvait paralysée en ce moment par une insurrection violente contre la junte centrale (1). Grâce à cette circonstance, et surtout à l'incapacité avec laquelle la junte dirigea les opérations militaires (2), le roi conquit en trois semaines l'Estramadure méridionale et l'Andalousie, à l'exception des places de Gibraltar et de Cadix. S'il avait montré plus de vigueur et de diligence, cette dernière eût été probablement enlevée de vive force, car l'armée française, en ne faisant que des marches ordinaires, pouvait se trouver devant la place le 29 janvier, ou cinq jours avant le corps d'Albuquerque (3), tandis qu'elle n'arriva que le 6 février, lorsque déjà ce secours était entré dans la ville : il fallut dès lors faire

---

(1) Les membres de l'ancienne junte centrale s'étant retirés à Cadix, du 20 au 24, la junte provinciale de Séville se déclara (le 24), *junte suprême nationale;* mais sa vaine autorité ne dura que peu de jours ; car, le 31, la ville tomba au pouvoir des Français. L'ancienne junte centrale, à peine réunie à Cadix, jugea que l'état de l'opinion publique et les manifestations de plus en plus hostiles dont elle était l'objet lui faisaient un devoir de se démettre de son autorité avant la réunion des cortès. Elle se sépara en conséquence le 29 janvier 1810, après avoir nommé un conseil supérieur de régence, chargé du pouvoir exécutif. Ce conseil, formé de cinq membres, n'eut aucune influence, et se trouva complétement annihilé par la junte de Cadix. Ainsi disparut cette fameuse junte centrale qui, au témoignage d'un historien espagnol, « était devenue une pépinière de commérages, de petitesses et d'intrigues. » Le seul titre incontestable de cette assemblée est de n'avoir jamais désespéré de la patrie dans les circonstances difficiles (provoquées souvent par son incurie et ses fautes). Elle resta sourde aux propositions de ceux qui voulaient, dans l'intérêt général, traiter avec Joseph. C'est en grande partie pour dissoudre ce principal foyer de l'insurrection espagnole, que l'invasion de l'Andalousie avait été résolue. Toutefois ce fut un acte de faiblesse de la part de la junte centrale de déposer le pouvoir précisément à l'époque la plus calamiteuse. Le peuple lui pardonna ses fautes; il ne lui a jamais pardonné cette lâcheté.

(2) Voir les détails intéressants que donne sur ce point LONDONDERRY, t. II, p. 44 et suivantes.

(3) Voir TORÉNO, t. VIII, p. 178, et SARRAZIN, p. 117. — Joseph aurait dû marcher sur Cadix avant de s'occuper du siége de Séville. Une partie de cette faute retombe sur le maréchal Soult.

Le 29 janvier, la place, de l'aveu même des Espagnols, se trouvait presque sans ressources : si elle put soutenir dans la suite un siége en règle, c'est que l'arrivée du corps d'Albuquerque et l'introduction de quelques troupes anglaises lui en fournirent le moyen. Ces troupes, que l'on avait enfin consenti à recevoir, arrivèrent le 11 février. Bientôt Cadix fut amplement approvisionné et pourvu de bons ouvrages de défense.

un siége ordinaire, et employer à cette opération des troupes qui auraient pu rendre sur d'autres points des services signalés.

« La conquête de l'Andalousie, dit Belmas, ne fut, à proprement parler, qu'une promenade militaire; elle ne coûta pas plus de 200 hommes à l'armée française (1). » Wellington avoue, dans sa relation de la campagne de 1810, qu'il ne s'attendait pas à ce résultat (2), persuadé que les Français avaient reconnu l'impossibilité d'envahir avec succès l'Andalousie et de rester maîtres de ce pays, aussi longtemps que l'armée anglaise serait en possession de Lisbonne et du Tage. Cette opinion était conforme, d'ailleurs, à la conduite que les généraux français avaient tenue en novembre, après la bataille d'Ocana. L'effet moral de cette bataille, et l'état où elle avait réduit l'armée espagnole leur offraient une occasion favorable d'entrer sans opposition dans l'Andalousie, et de s'emparer même de Cadix. Mais au lieu de poursuivre ce but, ils avaient fait rétrograder immédiatement leurs troupes dans la vieille Castille, et donné par là sujet de croire qu'ils allaient établir leur ligne d'opérations de ce côté.

Quoi qu'il en soit, dès que Wellington eut connaissance de l'expédition de Joseph, il forma le projet d'exécuter un mouvement semblable à celui de John Moore sur Sahagun, c'est-à-dire de menacer les derrières de l'armée ennemie, par une irruption en Castille, pour l'obliger à quitter l'Andalousie et à venir au secours de Madrid.

Mais dans l'état où se trouvaient les armées alliées, cette

---

(1) T. I, p. 109.

(2) « Il est évident, dit Wellington, que les Français commirent une faute en entrant « dans l'Andalousie. Ils auraient dû commencer par diriger de grandes forces contre les « Anglais en Portugal, pour tenir en échec l'armée espagnole en Andalousie, comme ils « avaient fait le printemps précédent. Ils se seraient alors aisément emparés de cette pro- « vince. Mais de la manière dont ils s'y prirent, ils furent obligés de faire sortir l'un après « l'autre leurs corps d'armée de l'Andalousie pour les envoyer en Portugal. Cadix a été for- « tifié ainsi que Lisbonne, et il est douteux qu'ils s'emparent jamais de l'une ou de l'autre. » (23 février 1811.)

opération offrait si peu de chances, qu'il était du devoir d'un général habile de ne la point risquer. En ce moment d'ailleurs, Napoléon s'apprêtait à faire une nouvelle tentative pour conquérir le Portugal.

Le blocus continental avait placé l'Angleterre dans une situation difficile. Lui porter un coup décisif en Espagne, c'était l'engager peut être à signer la paix et à souscrire à la transformation de l'Europe. « En frappant fort et vite, dit « M. Thiers, on pouvait tenter à Lisbonne le sort de l'Em- « pire. » Or rien n'était plus facile alors, puisque la paix avec l'Autriche rendait disponible l'armée d'Allemagne, dont 100,000 hommes déjà étaient en marche vers la Péninsule.

La journée de Talavera avait produit sur l'empereur le même effet que celle de Vimeiro. En voyant ses meilleurs soldats battus une seconde fois par ceux que conduisait « le *général des Indiens,* » il commença à éprouver de sérieuses inquiétudes pour sa conquête. Après l'échec du duc d'Abrantès, il était accouru, à la tête de ses gardes, à travers le Somo-Sierra, et avait terminé la campagne à Madrid. Cette fois, retenu par son mariage et par les embarras que lui donnait le blocus continental, il envoya, avec des forces plus imposantes encore, l'illustre Masséna, que la campagne de 1809 avait élevé au-dessus de tous les autres maréchaux, et qui, d'ailleurs, n'ayant pris aucune part aux rivalités des commandants de corps d'armée en Espagne, était essentiellement propre à diriger les opérations(1).

Wellington, avec sa perspicacité ordinaire, avait prévu ce résultat : « Je suis persuadé, » écrivit-il le 7 juin à Charles Stuart, « que les Français considèrent maintenant la néces- « sité de nous chasser de la Péninsule comme le premier

---

(1) Ce fut à cette époque que Napoléon créa les grands commandements militaires, indépendants les uns des autres et recevant directement des ordres du chef de l'État. Joseph apprit cette fâcheuse nouvelle à Séville, où elle empoisonna tout le bonheur que lui avait procuré sa nouvelle conquête. Nous verrons bientôt quelles furent les conséquences de cette mesure extrême.

« objet auquel ils doivent tendre; ils risqueront tout pour y « parvenir, et ils l'essayeront sous peu. »

Au moment où cette nouvelle campagne se préparait, la situation des alliés était peu rassurante : l'armée française avait repris l'offensive sur tous les points, écrasé l'une après l'autre toutes les armées nationales, obligé leurs masses disloquées à chercher un refuge dans les lieux les plus reculés, enlevé plusieurs forteresses importantes, pacifié l'Andalousie, comprimé l'enthousiasme populaire, et rendu la résistance en masse impossible (1).

L'armée anglaise, au contraire, réduite à 30,000 hommes, dont 9,000 malades, était forcée de garder la défensive; et quoiqu'elle eût fait de notables progrès, sa discipline laissait encore beaucoup à désirer : l'ivrognerie et le pillage nécessitaient chaque jour l'application des peines les plus rigoureuses, et l'on eut à constater des actes fréquents d'insubordination dans les rangs inférieurs. Wellington mit tout en œuvre pour combattre ces vices et rendre l'armée plus digne et plus forte. Mais pendant qu'il se livrait à ce devoir pénible, avec un courage et un dévouement dont on aurait dû lui tenir compte, il eut le chagrin de se voir abandonné par les uns, calomnié et vilipendé par les autres; non-seulement il ne recevait pas du ministère anglais les choses nécessaires à sa propre armée, mais il était encore, comme il le dit lui-même, *obligé de pourvoir aux besoins des alliés autant qu'à ceux de l'armée anglaise* (2).

Les troupes portugaises, bien que suffisamment instruites et disciplinées, manquaient d'expérience (3). Les armées ré-

---

(1) La totalité des troupes françaises en Espagne, au mois de juin, s'élevait à environ 270,000 hommes. (*Mémoires de Joseph*, t. VII, p. 147.)

(2) Le 22 janvier 1810, au vice-amiral Berkeley.

(3) « On ne peut compter sur les Portugais aussi longtemps qu'ils ne seront pas exercés « aux travaux de la guerre; leurs officiers n'ont aucune expérience des affaires militaires. » *Wellington à lord Liverpool*, 31 janvier 1810.

gulières d'Espagne étaient écrasées, dispersées, démoralisées, et leurs débris, au lieu de se reconstituer, avaient grossi les bandes des guerillas. Plus que jamais la guerre de campagne devait reposer sur l'armée anglo-portugaise seule, et quoique cette armée ne pût rien obtenir sans argent, les caisses des régiments étaient presque vides. Le conseil de régence n'avait pas l'énergie nécessaire pour soutenir efficacement le général en chef; il penchait d'ailleurs du côté des *fidalgos,* qui répugnaient à l'influence anglaise par la crainte de voir rétablir les anciennes institutions dont ils s'étaient peu à peu affranchis sous les règnes précédents. Enfin le Portugal était tellement épuisé que le gouvernement anglais, tant pour ce motif que parce qu'il était peu rassuré sur les conséquences probables de la guerre, s'occupa sérieusement des moyens propres à assurer le rembarquement de ses troupes (1).

Un événement extérieur vint tout à coup modifier cet état de choses. Après la désastreuse expédition de Walcheren, des explications vives, suivies d'un duel entre Castlereagh et Canning, provoquèrent un changement de cabinet : lord Liverpool reçut le portefeuille de la guerre (2) et lord Wellesley celui des affaires étrangères.

Pendant son séjour à Séville, Wellington avait révélé à ce dernier ses projets sur la Péninsule et lui avait fait comprendre en même temps l'impossibilité de les mettre à exécution, sans l'appui énergique et sincère du cabinet. Ce fut cette considération, et l'espoir d'illustrer sa patrie et sa famille par des services signalés, qui déterminèrent l'ancien gouverneur général de l'Inde à accepter la secrétairerie des affaires étrangères, malgré les vives répugnances qu'il avait

(1) Sa correspondance avec Wellington prouve qu'il regardait cette évacuation comme plus que probable. La même correspondance prouve, en outre, que sans l'énergie et la confiance du général anglais, la guerre de la Péninsule eût été abandonnée après la bataille de Talavera.

(2) Il succéda dans cet emploi à Castlereagh en novembre 1809.

plusieurs fois manifestées pour cette fonction. Le parti de la guerre et de l'honneur national trouva en lui un chef énergique et dévoué.

Pour se rendre compte de l'importance de ce changement, il faut savoir que le ministère précédent, découragé par le traité de paix conclu entre la France et l'Autriche et par l'issue malheureuse de la campagne de Walcheren, hésitait à continuer ou à cesser la guerre de la Péninsule. Il semble même, à en juger par sa correspondance, qu'il inclinât pour la dernière de ces solutions.

Dès le mois de septembre 1809, Wellington avait été consulté par lord Castlereagh sur l'opportunité de la défense du Portugal, sur la possibilité de continuer la guerre, et sur les dépenses que cette guerre nécessiterait (1). Sir Arthur avait développé son opinion sur ces divers points, dans une lettre adressée, le 14 novembre, au successeur de lord Castlereagh, « vrai chef-d'œuvre de précision et de jugement (2), » qui contient entre autres le passage suivant :

« Quoique je regarde le gouvernement et l'armée portu-
« gaise comme les principaux auteurs de la lutte entreprise
« pour l'indépendance du Portugal, et que le succès ou la
« non-réussite dépendra surtout des efforts de ce gouverne-
« ment et de la valeur de son armée (et j'ai grande confiance
« dans ce qu'il feront tous les deux, excités qu'ils seront par
« l'exemple des officiers et des soldats anglais), je perdrais
« tout espoir si Sa Majesté retirait maintenant son armée
« de la Péninsule, ou si cette armée était obligée d'éva-
« cuer le Portugal à la suite d'une défaite. Nul doute que la
« conséquence immédiate de notre retraite ne fût la prise de
« Lisbonne par l'ennemi (peut être sans coup férir), et un

(1) Cette lettre parvint à Wellington, le 14 septembre.
(2) Comte TORÉNO, t. III, p. 270.

« changement complet dans l'état de la guerre non-seule-
« ment en Portugal, mais encore en Espagne (1). »

Entraîné par ces raisons et par l'éloquence du marquis Wellesley, le ministère se décida à faire de nouveaux sacrifices pour continuer la guerre. Cette résolution, qui paraît si naturelle aujourd'hui, mais qui était alors un acte de grande énergie, souleva les clameurs de l'opposition et de la presse anglaise, dont la politique, depuis la bataille de Talavera, était de dénigrer à tout propos la conduite de Wellington dans la Péninsule.

Le peuple anglais, malheureusement peu accoutumé aux embarras d'une guerre sérieuse, se laissait égarer par les meneurs de cette opposition. Les choses allèrent même si loin, que le conseil communal de la cité de Londres pétitionna contre le bill tendant à allouer au général en chef une rente viagère de 2,000 livres en récompense des services rendus à Talavera, et qu'il adressa une requête au roi pour le prier d'empêcher que ses ministres ne donnassent, au mépris de la justice et de l'opinion publique, une marque de gratitude à l'homme « qui, avec autant de témérité que d'ostentation, « n'avait montré qu'une valeur inutile. » (Who has exhibited, with equal rashness and ostentation nothing but an useless valour (2).

Dans le Parlement, les mêmes récriminations se produisirent. Le comte Saint-Vincent, Ward, Ponsonby, le comte Grey, Burdett, lord Grenville et le général Tarleton, s'élevèrent avec une grande véhémence contre la guerre et contre le système d'opérations adopté par le général en chef.

« Pourquoi, disaient-ils, récompenser sir Arthur? ses ac-

---

(1) On voit également, dans la correspondance de Wellington, qu'à cette époque le ministère inclinait plus vers le système de continuer la guerre en s'appuyant sur Cadix que vers celui proposé par Wellington, qui consistait à prendre Lisbonne pour base d'opérations.

(2) Cette adresse fut remise au roi le 26 février 1810. Elle se trouve *Parl. deb.*, t. XV, p 600. — Voir aussi ALISON, t. VIII, p. 56.

tions sont imprudentes, sottes, présomptueuses! Il n'a pas su assurer les subsistances de ses soldats; il s'est aventuré au cœur de l'Espagne, avec des troupes incapables de manœuvrer; il a exposé notre armée à des calamités sans exemple, et il s'est conduit enfin de manière à mériter un châtiment plutôt qu'une récompense. — La complète impossibilité de défendre le Portugal avec l'armée anglaise aidée par les levées portugaises est si apparente, ajoutait-on, *que c'est une plaisanterie de mauvais goût de raisonner encore sur ce point*. Avant six mois, si nos troupes ne se réfugient à bord des vaisseaux, il n'y aura plus dans la Péninsule d'autres soldats anglais que les prisonniers. »

Talavera n'était à leurs yeux qu'une *exhibition de confiance inconsidérée et de victorieuse témérité* (1).

« Il est à la fois triste et alarmant, dit M. Calcraft, que Wellington ait la prétention de défendre le Portugal avec 50,000 hommes, dont 30,000 Anglais; car si les Français avaient des projets sérieux sur cette contrée, avant trois mois lord Wellington et son armée seraient en Angleterre. Ni le Portugal ni aucune autre contrée ne pourrait être défendue par des victoires telles que Talavera. » Il y eut même un général, excellent et brave militaire, qui s'écria : « Vouloir se maintenir en Portugal, c'est le comble de l'erreur! » (*The climax of error!*)

Lords Wellesley, Castlereagh, Liverpool, Canning, Perceval, Windham et Holland réfutèrent ces assertions, en faisant ressortir d'une part les fautes de l'armée et du gouvernement espagnol, et d'autre part les résultats heureux que la campagne avait produits dans son ensemble. Ils insistèrent notamment sur ce point que, sans le talent et la bravoure de Wellington, le Portugal eût été envahi, et cela dans un

---

(1) Voir Alison, t. VII, p. 400 à 404, et Maxwell, t. II, p. 115 à 118.

moment où sa défense n'était pas encore solidement organisée. Mais l'opposition était si forte, que les orateurs du gouvernement durent lui représenter le danger d'un débarquement sur les côtes de l'Angleterre, danger qu'ils regardaient comme imminent, si l'empereur parvenait à affermir son autorité dans la Péninsule (1). Cet argument, exploité avec adresse par lord Wellesley, produisit tant d'effet, qu'en résultat final, le ministère obtint, pour la continuation de la guerre et la reconnaissance des services rendus par Wellington, une majorité de 124 voix contre 94 à la Chambre des lords, et de 263 contre 167 à la Chambre des communes (2).

Cependant la tournure générale du débat et les dispositions hostiles du peuple anglais « rendirent le pouvoir timide au delà de toute expression (3). » Au lieu de prendre les mesures énergiques que la situation réclamait, il écrivait à tout propos au général en chef : « Nous ne pouvons rien faire, *soyez prudent, et surtout ne risquez rien.* » Si Wellington avait été un homme ordinaire, fuyant les embarras et craingnant de prendre sur lui une grande responsabilité, la lutte en Espagne eût été abandonnée dès ce moment.

Sur le continent, on jugea, par ce qui venait de se passer en Angleterre, que la guerre de la Péninsule ne serait plus de longue durée, et qu'au premier échec le gouvernement britannique se verrait obligé de rappeler ses troupes. Cette opinion fut même développée dans quelques articles du *Moniteur français,* et on a tout lieu de croire qu'elle inspira à Napoléon la fatale résolution de mener de front la guerre d'Espagne et celle de Russie.

---

(1) On trouve cet argument dans la lettre du 3 mars 1811, où Wellington cherchant à prouver l'utilité des dépenses faites dans la Péninsule fit observer à lord Liverpool, que l'armée anglaise défendait plus sûrement l'Angleterre à Lisbonne qu'elle ne l'eût fait entre Douvres et Londres. Il y avait dans cette opinion un grand fond de vérité.

(2) *Parl. deb.*, t. XV, p. 87, 90, 511 et 535.

(3) SHERER.

CHAPITRE VIII.

CAMPAGNE DE 1810 EN PORTUGAL.

TORRÈS-VEDRAS.

CHAPITRE VIII.

SOMMAIRE :

Troisième invasion du Portugal. — Plan de Masséna. — Système de défense de Wellington. — Mesures énergiques qu'il fut obligé de prendre. — Lignes de Torrès-Vedras. — Premières opérations de l'armée française. — Prise d'Astorga. — Siége de Ciudad-Rodrigo. — Motifs pour lesquels Wellington ne vint pas au secours de cette place. — Attaque de Ney contre la division de Crawfurd. — Investissement et reddition d'Almeida. — État des esprits à Lisbonne et dans l'armée anglo-portugaise. — Opposition de la régence aux idées du général en chef. — Le prince d'Essling attaque l'armée alliée sur les hauteurs de Busaco. — N'ayant pu enlever cette position de front, il la tourne et se porte sur Lisbonne. — Après une reconnaissance détaillée des lignes de Torrès-Vedras, il renonce à l'attaque de ces lignes et se décide à demander des secours à l'empereur. — Wellington, en attendant, renforce sa position, et déploie une activité extraordinaire. — Il prend la résolution de rester sur la défensive. — Raisons qu'il donne pour justifier ce système. — Retraite de Masséna sur Santarem. — Avantages de cette position. — Wellington, après l'avoir reconnue, s'établit à Cartaxo. — Il se retranche dans ses cantonnements, et forme de nouvelles lignes de défense sur la rive gauche du Tage. — Soult vient au secours de l'armée de Portugal. — Prise d'Olivenza. — Défaite de Mendizabal sur la Gebora. — Siége et prise de Badajoz. — Retraite de Masséna. — Combats de Pombal, de Redinha, de Condeixa, de Foz-d'Arunce et de Sabugal. — Masséna rentre en Espagne. — Il veut recommencer immédiatement les opérations d'après un plan nouveau. — Difficultés qu'il rencontre. — Insubordination du maréchal Ney. — Fin de la

campagne. — Situation misérable du Portugal. — Blocus d'Almeida par l'armée anglaise. — Masséna vole au secours de la place. — Bataille de Fuentès d'Onoro. — Le général Brenier abandonne Almeida après avoir fait sauter une partie des ouvrages de la place. — Conclusion.

L'échec de Walcheren avait notablement diminué les ressources de la Grande-Bretagne et compliqué les embarras du gouvernement.

Les meilleurs soldats encombraient les hôpitaux ; le pays était inondé de papier-monnaie ; l'enrôlement ne se faisait plus qu'avec des primes considérables (1), le besoin d'hommes et d'argent augmentait tous les jours.

Wellington eut la loyauté de tenir compte au gouvernement de cette situation critique. Bien que la responsabilité de la guerre fût plus écrasante que jamais (depuis les derniers débats), et que les ministres en accédant aux propositions du général en chef lui eussent formellement déclaré que désormais cette responsabilité pèserait *sur lui seul* (2), il s'abstint de demander plus qu'on ne pouvait raisonnablement lui accorder. « Je ne veux pas, écrivit-il à M. Villiers (3), re-
« jeter sur les ministres la responsabilité du mauvais succès
« en leur demandant des secours qu'ils ne peuvent me four-
« nir... ni donner au gouvernement qui est sans force, et qui
« doit sentir la faiblesse de sa situation, un prétexte de reti-
« rer l'armée d'une position où, suivant moi, l'honneur et
« l'intérêt du pays exigent qu'elle se maintienne le plus long-
« temps possible. »

---

(1) Il n'y avait pas moyen d'augmenter en ce moment l'effectif des troupes anglaises. Les engagements étaient hors de prix, et les lois ne permettaient pas de pourvoir au remplacement des troupes de terre par des conscriptions forcées. On donnait 11 guinées de prime pour chaque homme qui passait de la milice dans la ligne, et 10 pour ceux qui s'engageaient dans la milice. L'entretien de l'armée anglaise coûtait alors 500,000 livres de plus par an qu'il n'eût coûté si cette armée était restée dans son pays ; quant aux subsides fournis par la Grande-Bretagne à la Péninsule, ils s'élevaient à près d'un million sterling. — Voir TORÉNO, t. III, p. 271.

(2) ALISON, t. VII, p. 414 et 415.

(3) Lettre du 6 janvier 1810. — Voir aussi celle du 27 mars de la même année, au général Stewart.

Malgré toutes les difficultés qui l'entouraient, le mauvais vouloir des Espagnols, les tracasseries de l'autorité portugaise, l'inertie du gouvernement britannique et le découragement de sa propre armée, Wellington montrait une confiance, un sang-froid, une résolution qu'on ne saurait trop admirer. Si, à cette époque, moins sûr de lui-même, de la valeur de ses soldats et de la bonté de sa cause, il eût prêté l'oreille aux sinistres prédictions de ses compatriotes, la guerre eût cessé et l'Espagne se fût soumise. Les historiens de la Péninsule, eux-mêmes, ont été obligés d'en convenir (1).

Le premier soin du général en chef fut de fortifier Lisbonne, seule position capable d'assurer par sa résistance le succès des opérations ultérieures, et de protéger au besoin le rembarquement des troupes anglaises (2).

Dès le mois d'octobre 1809, il avait donné l'ordre de construire, sur les hauteurs de Torrès-Vedras, qui enveloppent une partie de cette position, tous les ouvrages nécessaires pour former un immense camp retranché.

---

(1) Voir entre autres le comte TORÉNO, t. III, p. 277.

M. Thiers rend justice à Wellington dans le passage suivant : « Avec une rare pénétration, le général anglais avait jugé la marche des choses dans la Péninsule mieux que « Napoléon lui-même... Il se disait, avec une conviction que rien n'avait pu ébranler, que ce « vaste échafaudage de grandeur (l'empire français) était miné de toutes parts, et que l'Europe, tôt ou tard, se révolterait contre le joug de Napoléon... Cette opinion, qui honore au « plus haut point le jugement militaire et politique de lord Wellington, était devenue chez « lui une idée invariable, et il y persévérait avec une sûreté d'esprit et une opiniâtreté de « caractère dignes d'être admirées. » (T. III, p. 392.)

(2) Voir sa lettre du 25 août 1809, à lord Castlereagh (où il mentionne pour la première fois le projet de faire un camp retranché autour de Lisbonne), ses instructions du 20 octobre, au colonel Fletcher, et sa lettre du 9 février 1810, au comte Liverpool.

THIBAUDEAU (t. VIII, p. 285) prétend que Junot avait eu le projet de couvrir Lisbonne par des travaux analogues, et que ce furent les croquis du colonel Vincent qui servirent de guide

A l'aide de ce camp, Wellington voulait assurer les flancs et les derrières de son armée, lui procurer le moyen de tenir tête à des forces supérieures, la garantir d'un blocus et lui permettre de donner la main aux troupes irrégulières, chargées de harceler l'ennemi, sans avoir rien à craindre pour ses communications avec la flotte. Il avait lui-même indiqué l'emplacement et le tracé de chaque ouvrage, ne laissant aux ingénieurs que le soin des détails (1).

Pendant que ces travaux se poursuivaient à l'insu de l'ennemi (2), le général en chef prenait les mesures les plus énergiques pour assurer la défense du pays contre une invasion française. Il obtint d'abord que son autorité comme maréchal général du royaume (3) fût indépendante du gouvernement local, et absolue en tout ce qui aurait rapport aux troupes réglées, milices ou *ordenanzas*. Armé de ce pouvoir, et fort de l'appui de l'Angleterre, il demanda ensuite qu'on remît en vigueur les anciennes lois militaires du royaume, en vertu desquelles toute la population mâle pouvait être enrôlée et mise sous les armes. Il exigea enfin qu'on imposât au peuple l'obligation de détruire les moulins et les ponts, d'éloigner les bateaux, de dévaster les champs, d'abandonner les habitations et d'emporter tous

---

au général anglais. D'après le comte Toréno, au contraire, l'idée première des lignes appartiendrait au général Stuart, qui dressa, en 1799, un plan détaillé de ces lignes et des ouvrages à élever autour de Lisbonne pour garantir le Portugal d'une invasion française. (T. III, p. 272). Nous n'avons pu trouver aucune trace de ces faits, qui semblent pour le moins douteux, puisque M. Thiers, les *Victoires et conquêtes* et le général Koch attribuent à Wellington tout l'honneur du choix de la position, et tout le mérite du système d'ouvrages qui fut exécuté. Ces écrivains se fussent sans doute exprimés dans un autre sens, si l'idée première des lignes de Torrès-Vedras avait appartenu à un de leurs compatriotes.

(1) Thiers, t. III, p. 393.

(2) Wellington évita d'en parler, même au gouvernement, tant il craignait que l'ennemi en eût connaissance; et il fit exécuter les travaux avec tant de discrétion, que la plupart des officiers de son armée, le public anglais et toute l'armée française manifestèrent leur surprise quand, après Busaco, il alla s'établir derrière ces fameuses lignes. — Voir comte Grey, p. 145.

(3) Cette nomination, signée en juillet 1808, à Rio-Janeiro, fut publiée à Lisbonne, le 23 novembre 1809. Le même décret obligeait la régence d'inviter Wellington à toutes ses séances, et de s'entendre avec lui sur toutes les mesures importantes.

les objets pouvant servir aux envahisseurs. La régence toutefois éleva des objections contre ces mesures rigoureuses, qui pouvaient compromettre sa popularité. Voyant cela, Wellington n'hésita point à accepter cette responsabilité pour lui-même; il adressa aux Portugais une proclamation sévère, où il dit entre autres : « Je déclare que « tout fonctionnaire qui restera dans les villes ou vil- « lages, après avoir reçu l'ordre de se retirer, et toute per- « sonne, à quelque condition qu'elle appartienne, qui aura « des relations avec l'ennemi, l'aidera ou l'assistera en « quelque manière, sera condamnée comme traître à l'État « et punie en conséquence. »

Un système analogue avait été préconisé par Lloyd pour la défense de l'Angleterre; il devait plus tard être appliqué avec le plus grand succès par les armées russes. Wellington n'avait pas craint de le proposer au Portugal, en se fondant sur l'impérieuse loi de la nécessité, sur l'aversion très-vive qu'inspirait la domination française aux habitants des campagnes, enfin sur l'incontestable principe « que le peuple, pour sauver sa natio- « nalité, devait résister à l'ennemi, détruire ses biens, ou « les emporter en se retirant (1). » Le duc espérait par ce système affamer les Français, les obliger à se tenir en grandes masses pour échapper aux bandes insurrectionnelles, et neutraliser ainsi une partie de leurs forces, en leur donnant de continuelles inquiétudes sur leurs flancs et sur leurs derrières.

Quelques auteurs français ont blâmé ce système dans les termes les plus énergiques : « Pas une voix, s'écrie l'un d'eux, « ne s'est élevée pour flétrir cette manière odieuse et barbare « de poursuivre l'accomplissement d'un plan militaire, et « cependant combien de malédictions ne furent pas lancées « contre Turenne après la dévastation du Palatinat! Ce grand

(1) Proclamation de Wellington.

« capitaine agissait pourtant alors en pays ennemi ; Welling-« ton n'a pas même cette triste excuse, puisque le Portugal « était l'allié de l'Angleterre (1). » Mais c'est précisément parce que Wellington avait à défendre un pays allié, qui abhorrait la domination française, qu'il put imposer à ce pays des sacrifices aussi pénibles. La nation portugaise a gémi sans doute de ces sacrifices ; elle n'a point flétri cependant le général qui les a conseillés. Autre chose est de dévaster un pays que l'on défend, et autre chose de mettre au pillage une province conquise. Ce qui est glorieux dans le premier cas devient odieux dans l'autre.

Au reste, tout en provoquant ces mesures extrêmes, Wellington fit ce qui dépendait de lui pour adoucir les maux qui devaient en résulter. Les pauvres habitants de la campagne, obligés d'abandonner et de détruire ce qui assurait l'existence de leurs familles, obtinrent de lui tous les secours qu'il était humainement possible de leur accorder.

Il écrivit en leur faveur au comte de Liverpool une lettre touchante, pour le prier « d'attirer sur les malheu-« reux Portugais les bienveillantes dispositions des sujets « britanniques..., dans d'autres moments, ils étaient ve-« nus au secours de peuples étrangers frappés de calami-« tés par la Providence, ou par un ennemi puissant et « cruel (2).... »

---

(1) Général Koch, *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 171. Il est inutile, croyons-nous, de relever l'insinuation suivante, par laquelle cet écrivain termine sa critique : « La ruine du Portu-« gal, loin de nuire aux intérêts mercantiles du Royaume-Uni, élargissait, au contraire, « le débouché de ses manufactures, et peut-être est-ce pour cela que, sourd à la voix « de l'humanité, égoïste, impitoyable, le général anglais poursuivit froidement son œuvre « jusqu'au bout. »

(2) C'est sans doute à la suite de cette lettre que le ministre demanda au Parlement une somme de 100,000 livres pour secourir les malheureux Portugais.

Malgré l'opposition secrète de la régence et des *fidalgos*, les mesures prescrites furent assez convenablement exécutées, grâce à l'énergie du général en chef et au patriotisme de la nation portugaise, laquelle se montra, dans cette circonstance, bien supérieure à l'enthousiaste, mais versatile nation espagnole (1).

Cependant, au moment d'entrer en campagne, les forces indigènes ne s'élevaient qu'à 56,000 hommes, dont la moitié appartenaient à la milice (2), et les forces anglaises, non compris la garnison de Gibraltar, à 38,000 hommes seulement; plus de 6,000 se trouvaient à l'hôpital ou en détachement; et des 32,000 restants, 7,000 tenaient garnison à Cadix (3).

Ainsi, déduction faite des *ordenanzas*, Wellington ne pouvait disposer que de 80,000 hommes bien armés pour défendre une frontière de 145 lieues de développement (depuis Bragance jusqu'à Ayamonte), et contenir un adversaire dont les forces *disponibles* dans la Péninsule s'élevaient alors à 280,000 combattants (4). Cette disproportion, toutefois, ne

---

(1) « Je déclare, écrivit Wellington, le 27 octobre, au comte de Liverpool, qu'il n'y a pas « d'exemple qu'aucune personne en Portugal, même de la plus basse classe, ait eu avec l'en- « nemi des rapports contraires à son devoir envers le souverain, ou aux ordres qu'on avait « donnés. » Masséna confirme ce fait dans sa correspondance avec Berthier.

(2) Ce chiffre ne comprend que les hommes réellement présents au drapeau. Les forces inscrites, malades, recrues, absents et hommes détachés compris s'élevaient, en mai 1810, à 50,000 hommes de troupes régulières, 55,000 hommes de milice, et 325,000 ordenanzas. Mais, par suite de la tolérance des autorités, ce dernier nombre n'a jamais existé que sur les rôles. « Il est scandaleux, écrivit Wellington le 23 mars à « l'amiral Berkeley, que l'armée portugaise régulière ne soit pas de 100,000 hommes au « lieu de 50,000. Il est plus scandaleux qu'il s'en faille de 10,000 pour compléter ce dernier « nombre, et plus scandaleux encore que le gouvernement n'ait pas même le moyen d'en- « tretenir son armée, etc. »

(3) D'après Toréno, l'armée portugaise s'élevait à 30,000 hommes; la milice à 26,000; l'armée anglaise, non compris la garnison de Gibraltar, à 40,000, et, sans les malades et la garnison de Cadix, à 26 ou 27,000 (T. III, p. 271). Il y a loin de ces chiffres et de ceux que nous donnons plus haut, d'après des situations exactes, aux chiffres accusés par la plupart des auteurs français, et notamment par les auteurs des *Victoires et conquêtes* et par le général Koch.

(4) 48,000 hommes étaient dans les hôpitaux, 4,000 retenus prisonniers, et 29,000 envoyés en détachement. Outre l'effectif disponible indiqué ci-dessus, il y avait une réserve de

lui causait aucune inquiétude, parce qu'il avait reconnu depuis longtemps la possibilité de défendre le Portugal contre des forces supérieures.

Ayant besoin de gagner du temps pour achever ses lignes, faire la récolte des grains, discipliner les troupes portugaises et compléter l'organisation des *ordenanzas*, Wellington résolut de prendre une position avancée. A cet effet, il établit quatre divisions d'infanterie anglaise, ou 38,000 hommes, à Viseu, Guarda, Pinhel et Célerico; 5,000 hommes des mêmes troupes, sous les ordres de Hill, à Abrantès; les Portugais de Beresford, à Thomar; 3,000 hommes de cavalerie dans la vallée du Mondégo; Baccellar et Sylviera, avec 21 régiments de milice, dans les provinces au delà du Douro; dix régiments de milice, un de cavalerie portugaise et la légion lusitanienne dans le pays entre Pena-Macor et le Tage; et les 19 autres régiments de milice sur les deux rives du fleuve, dans les Algarves et dans l'Alentejo, pour couvrir la droite de la ligne de défense. Cette aile était protégée en outre par la Romana, qui faisait une guerre de partisans entre Albuquerque et Ayamonte, tandis que l'extrême gauche était couverte par 15,000 Espagnols, défendant la Galice et les Asturies. Enfin des garnisons anglo-portugaises avaient été mises dans les places des Algarves, dans Elvas, Almeida, Valencia, Peniche, Abrantès et Sétuval.

Ces dispositions habiles permettaient à Wellington de parer à toutes les éventualités sans compromettre sa ligne de retraite, et d'opposer, sur chaque point menacé, un nombre de

---

18,000 hommes prête à entrer en Espagne (situation de juillet). Thibaudeau estime que les forces françaises dans la Péninsule s'élevaient à 372,058 hommes, dont 86,896 composant l'armée de Portugal (2e, 6e et 8e corps), t. VIII, p. 286. D'après une situation officielle, donnée par le général Koch dans les *Mémoires de Masséna*, il y avait, en janvier 1809, 324,411 hommes, dont 39,574 de cavalerie (en y comprenant les détachés et les malades). Du 15 décembre 1809 au 15 janvier 1810, 120,000 hommes furent dirigés de la France, de l'Allemagne et de l'Italie sur Bayonne. Ce renfort, d'après l'auteur des *Mémoires de Masséna*, porta l'effectif total à 360,000 hommes.

troupes assez considérable pour obliger l'ennemi à n'avancer qu'en masse, obligation que l'absence de magasins de vivres rendait extrêmement difficile.

Tel était l'état des choses quand Masséna reçut l'ordre de prendre l'offensive. Ce vieux guerrier n'avait pas eu besoin de l'avertissement d'Essling pour comprendre que les limites de la prudence étaient partout dépassées, et que le système de conquête sur lequel reposait l'Empire amènerait tôt ou tard une catastrophe. Sous l'impression d'une grande lassitude physique et morale, résultat de vingt années de guerre et de pénibles travaux glorieusement accomplis, le vainqueur de Zurich montrait peu d'ardeur et semblait en outre dominé par de sinistres pressentiments. Il savait que Ney et Junot se plaignaient d'être au second rang; que son armée était insuffisante par le nombre et surtout par le matériel, et que le caractère du soldat était notablement altéré par le mauvais exemple des chefs. Aussi avait-il fallu que Napoléon l'entourât de prévenances et de séductions pour qu'il acceptât le commandement dans de pareilles conditions (1). L'armée, qui n'ignorait point cette circonstance et qui voyait son nouveau chef, dégoûté de la guerre, se livrer à des plaisirs qui n'étaient plus de son âge, et prendre cet air négligé qui ôte au commandement son prestige et son influence, disait hautement : *Masséna vieillit*. Il y avait du vrai dans cette appréciation; cependant, nous verrons dans certains moments le prince d'Essling se montrer digne encore de sa brillante renommée.

L'empereur avait décidé que l'armée de Portugal, em-

(1) Il lui dit entre autres : « Qui pourrais-je envoyer en Portugal pour rétablir mes affaires « compromises par des maladroits, sinon celui qui les a toujours réparées? Est-ce que vous « n'êtes pas l'homme des circonstances difficiles, des cas désespérés? Et vous iriez me faire « défaut, quand vous seul pouvez me tirer d'embarras! Puis-je, en effet, quitter Paris mainte- « nant? Je vous envoie en Portugal à ma place, et vous me refuseriez, sous de futiles et ima- « ginaires prétextes! » *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 20.

ployerait une partie de l'été à faire les siéges d'Almeida et de Ciudad-Rodrigo (1).

Déjà le 21 avril, le duc d'Abrantès, commandant le 8e corps, avait conquis Astorga, dont l'occupation, conjointement avec celle des Asturies, était nécessaire pour assurer la droite de l'armée.

Le siége de Ciudad-Rodrigo fut confié au maréchal Ney. Il y avait dans cette place 5,500 Espagnols mal disciplinés, à la tête desquels se trouvait le général Herrasti, vieillard respectable, encore doué de toute l'énergie de la jeunesse (2).

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 15 au 16 juin, et continuée avec ardeur les jours suivants.

Wellington, qui avait quitté Badajoz pour empêcher la prise de vive force de Ciudad, eut un moment l'intention de la secourir ou d'en retirer au moins la garnison; mais il fut détourné de ce projet par la conduite de la régence, qui le laissait sans vivres, et surtout par l'appréhension d'échouer dans une opération aussi dangereuse que peu nécessaire au succès de son plan de campagne (3). Il était pénible cependant de perdre cette place importante sans coup férir, et d'abandonner à son malheureux sort une garnison brave et dévouée. L'armée sentait qu'on lui ferait un reproche de cet abandon, et c'est pourquoi elle exprima hautement le désir de marcher en avant. Les Espa-

(1) Masséna était arrivé le 6 mai à Vittoria. Quelque temps après, il avait reçu une lettre du major-général, ainsi conçue : « Je dois vous prévenir que l'empereur ne veut pas entrer en « ce moment à Lisbonne, parce qu'il ne pourrait faire vivre la ville, dont l'immense popula- « tion reçoit ses subsistances par la mer. Il faut employer l'été à prendre Ciudad-Rodrigo et « ensuite Almeida; il ne faut pas aller par expédition, mais méthodiquement... » *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 62.

(2) AUGOYAT, p, 253.

(3) Il écrivit, le 11 juin 1810, à son frère : « Je crois que j'aurais pu retarder encore long- « temps l'investissement complet de la place, et que les chances de la guerre m'auraient « mis à même d'empêcher tout à fait le siége, si le gouvernement avait eu quelque force et s'il « avait voulu faire autre chose que ce qui est sans danger et ne coûte rien; mais je pense « que je ne dois pas risquer une bataille en plaine pour secourir la place, ayant une « armée bien inférieure en nombre, composée en grande partie de troupes douteuses et à « peine formées, et me trouvant en face d'un ennemi beaucoup plus fort en cavalerie. »

gnols, d'un autre côté, réclamaient cet effort comme une preuve de bonne foi, et les Portugais comme un moyen d'éloigner la guerre de leurs foyers (1). Enfin quelque chose disait à Wellington que s'il restait l'arme au bras, sa promesse de défendre la Péninsule semblerait une orgueilleuse forfanterie. Néanmoins il refusa obstinément de compromettre son armée pour sauver une ville dont la possession n'était pas indispensable au succès de son plan de campagne (2). « J'oublierais mon devoir, écrivit-il à don Miguel Forjas (3), « mon devoir envers le roi, envers le prince régent et envers « la cause commune, si je me laissais influencer par la cla- « meur publique ou par la peur, au point de modifier le sys- « tème d'opérations que j'ai adopté après mûre délibération, « et qu'une expérience journalière démontre être le seul qui « puisse mener les choses à bonne fin. » Cette fermeté constitue un genre de courage infinement plus rare et plus digne d'éloges que celui qui consiste à braver la mort au milieu des scènes émouvantes du champ de bataille (4).

Ce n'était pas seulement une campagne, mais une guerre terrible que Wellington avait entreprise. « S'il perdait, ne fût-

---

(1) « Le gouvernement portugais est impatient de voir l'ennemi en déroute, et, à l'imita- « tion de la junte centrale, il demande à grands cris une bataille et un prompt succès. Si j'en « avais eu le pouvoir, j'aurais empêché les Espagnols de répondre à cet appel, et la cause « serait sauvée ; maintenant que j'ai le pouvoir en main, je ne laisserai pas échapper la « seule chance de succès qui me reste, en cédant aux suggestions insensées du gouver- « nement portugais. » (A Charles Stuart, 7 septembre 1810.)

(2) Wellington au surplus était d'avis que Ciudad-Rodrigo ne pouvait être sauvé qu'à l'aide d'une diversion opérée par le général Mahy en Galice, avec l'assistance des habitants et des guérillas de la Castille. « On aurait ainsi, dit-il, obligé les Français à détacher des troupes « pour étouffer l'insurrection ou pour forcer Mahy à se réfugier dans les montagnes, ce qui « aurait diminué assez la force de l'armée assiégeante pour nous permettre de l'attaquer. « Mais le général Mahy ne fit aucun mouvement, et les habitants restèrent spectateurs « apathiques, se bornant à nous injurier parce que nous n'avions pas voulu courir les mêmes « dangers que Ciudad-Rodrigo. » (*Relation des opérations en* 1810.)

(3) Lettre du 6 septembre. — Voir aussi celle du 11 juillet à lord Liverpool. Forjas était ministre de la guerre de la régence de Portugal. Wellington dit de ce personnage : « C'est l'homme d'État et l'homme d'affaires le plus capable que j'aie trouvé dans la Péninsule. (11 octobre 1813, à Ch. Stuart.)

(4) L'auteur des *Mémoires de Masséna* trouve la circonspection de Wellington inexplicable; nous la trouvons, au contraire, fort naturelle et parfaitement justifiée.

ce que 5,000 hommes, dit Napier, son gouvernement abandonnait la lutte, et s'il en perdait 15,000, lui-même y devait renoncer. » Ses forces disponibles s'élevaient à 56,000 combattants, et il n'aurait pu en diriger plus de 20 à 25,000 contre Ciudad-Rodrigo sans exposer ses derrières. Les miliciens, d'un autre côté, désertaient en masse pour vaquer à la moisson. Tout faisait donc un devoir au général en chef de rejeter l'opération qu'on lui proposait. Masséna, au contraire, la désirait, et à ce point qu'il essaya d'y provoquer son adversaire en retirant un peu ses troupes, en affectant une grande insouciance et en faisant des proclamations, où il disait : « que le duc avait peur ; que les vaisseaux chargés de l'emmener avaient déjà arboré leur pavillon et qu'insensible à l'honneur, il laissait tomber les villes de son allié sans risquer un coup de fusil pour les sauver ou racheter sa parole » (1). Mais toutes ces manœuvres n'aboutirent à rien : lord Wellington eut le courage de braver la critique et le sarcasme, et d'attendre pour agir le moment qu'il avait fixé lui-même. L'antiquité nous offre une situation analogue : « *Si tu es un grand général*, dit Sylla à Marius, *viens combattre!* » — « *Si tu es un grand général*, répondit Marius à Sylla, *force-moi à combattre!* » Ainsi firent Masséna et Wellington.

Cependant le 9 juillet, à 6 heures du soir, le gouverneur de Ciudad-Rodrigo, voyant la brèche faite, la garnison livrée à elle-même et les colonnes d'assaut formées, arbora le drapeau blanc et vint s'aboucher avec Ney, sur les ruines mêmes de la forteresse. Le maréchal lui serra la main comme à un brave soldat, et lui accorda les honneurs dus à une belle défense (2).

---

(1) THIBAUDEAU, t. VIII, p. 287.

(2) On trouva dans la place 125 bouches à feu, 200 milliers de poudre, 1,200,000 cartouches, et une quantité considérable de projectiles et d'approvisionnements d'artillerie, d'après les *Mémoires de Joseph* (t. VII, p. 170.); 105 bouches à feu, 3,655 fusils et 71,528 kil. de poudre, d'après les *Mémoires de Masséna*.

Ce siége coûta aux Espagnols 500 hommes environ, et aux Français 1,177, dont 168 tués (1).

En ce moment, le général Crawfurd soutenait la défense de la Coa, aux environs d'Almeida, avec 4,000 hommes d'infanterie, 1,100 chevaux et 6 canons (2). Enhardi par quelques avantages partiels, remportés sur les partis français, le 4 et le 11 juillet, il résolut, malgré les ordres de Wellington, de combattre au delà de cette rivière : c'était une faute. Le 24, en effet, 30,000 hommes, sous la conduite de Ney, tombèrent comme la foudre sur la division anglaise, avec l'intention de la couper d'Almeida et de la jeter ensuite dans le ravin profond de la Coa. Ils auraient infailliblement obtenu ce résultat, sans la bonne contenance et la présence d'esprit du général anglais, qui, malgré la vigueur de l'attaque, parvint à franchir la Coa sans perdre ses communications; il continua ensuite sa retraite avec tant de calme et de bravoure, que le maréchal Ney, après trois tentatives vigoureuses pour forcer le passage du pont, dut renoncer à la poursuite. Crawfurd cependant aurait éprouvé des pertes considérables (3), si Montbrun n'avait pas refusé de lui couper la retraite, sous prétexte qu'il était aux ordres de Messéna, à l'insu duquel Ney avait attaqué (4).

Le résultat de ce mouvement offensif fut l'investissement d'Almeida. Cette place, qui passait alors pour la plus forte du

---

(1) D'après les *Mémoires de Masséna.*

La place avait résisté à quarante-huit jours de blocus incomplet et vingt-quatre de tranchée. Les Français expliquent cette longue résistance par le manque de matériel, et par la mauvaise direction donnée aux premiers travaux du génie.

(2) Il y a loin de ce chiffre aux 10,000 hommes que les *Victoires et conquêtes* attribuent à Crawfurd.

(3) Les pertes des Anglais s'élevèrent non à 1,200 hommes, comme le dit Belmas; non à 1,100, comme le disent les auteurs des *Victoires et conquêtes ;* non à 1,000 hommes, comme le dit le général Koch ; non à 700 ou 800, comme le dit M. Thiers, mais à 318 hommes, dont 36 tués et 83 manquants. Les Français, d'après Sherer, eurent environ 1,000 hommes hors de combat; d'après les *Victoires et conquêtes*, 300 seulement; mais la situation officielle porte 527 hommes, dont 117 tués. (*Mémoires de Masséna.*)

(4) TORÉNO, t. III, p. 275, et THIBAUDEAU, t. VIII, p. 289.

Portugal, avait une garnison de 6,000 hommes de troupes de ligne et de milice portugaise (1). Le gouverneur, le colonel Cox, avait promis à Wellington de faire une longue résistance; mais la mollesse de ses troupes et un accident funeste trompèrent ses espérances. Dans la soirée du 26 août, après dix jours de tranchée ouverte, une détonation effroyable se fit entendre; au même instant, on vit s'élever au-dessus de la ville un immense tourbillon de flammes et de fumée; le terrain des attaques fut couvert de débris d'affûts, de pierres et de matériaux. Deux bombes, tombées à la fois sur un magasin contenant 150,000 livres de poudre, avaient produit ce désastre. Le tiers des habitants (500 hommes) et un grand nombre de soldats périrent. Quelques maisons seulement restèrent debout (2). Wellington prétend (3) que l'explosion fit une brèche dans la place, qu'elle jeta tous les canons, à l'exception de trois, dans les fossés, et qu'elle détruisit entièrement les munitions, sauf dix barils de poudre. Mais Belmas, Augoyat, Koch et Londonderry affirment que la place ne fut pas ouverte, et qu'il y eut seulement quelques dégâts à la courtine près du château. D'après cette dernière version, qui semble la plus exacte, la défense était encore possible, et ce qui le prouve du reste, c'est que, pour obtenir une reddition, les soldats durent signifier à leurs officiers que si le gouverneur ne capitulait pas, ils ouvriraient les portes aux troupes françaises (4).

William Cox qui, depuis l'explosion du magasin, avait

---

(1) Augoyat, p. 260.

(2) Augoyat, les *Victoires et conquêtes* et le général Koch disent qu'une grande partie des maisons furent détruites. Le comte Toréno et Thibaudeau affirment qu'il ne resta que six maisons debout; mais ce chiffre est évidemment exagéré.

(3) Lettre du 31 août 1810, à Ch. Stuart. Jones et Thibaudeau s'expriment à peu près dans le même sens.

(4) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 155.

M. Thiers attribue cette conduite des troupes à l'indignation que leur causa l'immobilité persévérante des Anglais. Elles disaient hautement qu'on ne devait pas les sacrifier plus longtemps à l'égoïsme d'un allié impitoyable.

rejeté deux sommations de Masséna, se vit obligé de céder à cette révolte, dans la nuit du 27 au 28. Le lendemain, la garnison sortit de la place, forte de 5,000 hommes. Les miliciens rentrèrent dans leurs foyers, sous la condition de ne plus servir contre la France; les troupes de ligne (24e portugais) se déshonorèrent en acceptant du service dans l'armée de Masséna (1).

L'ennemi trouva dans Almeida un approvisionnement considérable de vivres et de munitions (2).

Wellington fut d'autant plus contrarié de la perte de cette place, qu'il avait résolu (voyant le peu de vigueur avec lequel les Français entamèrent le siége) de brusquer le passage du pont et d'emmener la garnison avec son artillerie; mais l'explosion du magasin à poudre eut lieu juste au moment où il s'occupait des préparatifs de ce coup de main audacieux.

La chute d'Almeida et de Ciudad-Rodrigo affligea l'armée (3) et produisit un vif mécontentement à Lisbonne, où la populace subissait la fâcheuse influence du principal Souza qui, depuis son introduction dans le conseil de régence, n'avait cessé de contrecarrer toutes les mesures du général anglais. « A l'imitation de la junte centrale, écrivait Wellington, « la régence a flatté la populace de la capitale au lieu de la « comprimer; elle s'est mêlée des opérations militaires, a « délibéré s'il ne conviendrait pas d'adopter des mesures « offensives, de faire avancer l'armée en Espagne, et s'est « permis enfin de jeter son blâme et ses soupçons sur tous « les Portugais employés par moi et par Beresford (4).

(1) LONDONDERRY, t. II, p. 106; *Mémoires de Joseph*, t. VII, p. 172.

(2) On y trouva entre autres 115 canons, un petit équipage d'artillerie de montagne et 500,000 cartouches.

Pendant ce siége, les Français eurent 439 hommes blessés, 62 hommes et 1,500 chevaux d'artillerie tués. (*Mémoires de Masséna*.)

(3) Une foule d'officiers écrivirent à leurs amis, en Angleterre et à Oporto, des lettres où les choses étaient exposées sous le jour le plus faux et le plus alarmant. Wellington se plaignit vivement de cette conduite. — Voir SHERER, t. II, p. 10 et 11.

(4) *Wellington au comte de Liverpool*, 13 septembre 1810.

Le général Jomini reproche à Wellington de n'avoir fait aucun mouvement pendant les siéges d'Almeida et de Ciudad-Rodrigo, et d'avoir tenu ses forces dispersées, lorsqu'en les réunissant il aurait pu troubler les opérations des Français, sans compromettre le succès des siennes. Cette observation ne manque pas de justesse; et en effet, quoique Wellington parvint à concentrer ses forces dès qu'il fut attaqué, l'éloignement de Hill aurait amené la séparation de l'armée anglaise, si Masséna avait agi avec plus de vigueur. Cependant les considérations politiques énoncées plus haut, l'état des esprits à Lisbonne, l'opposition qu'un grand nombre d'officiers commençaient à faire aux idées du général en chef (1), et l'incontestable supériorité numérique des Français (2) ne nous permettent pas de blâmer le soin avec lequel Wellington s'abstint de commettre ses troupes en rase campagne.

Nous avons vu que Napoléon, sollicité par Joseph, avait fini par autoriser l'expédition d'Andalousie, qui offrait à ses yeux le triple avantage d'être peu dangereuse, de procurer à l'armée française d'abondantes ressources et d'ôter aux An-

---

(1) « La disposition d'esprit de quelques officiers de l'armée me cause vraiment plus de « souci que la folie du gouvernement portugais. J'ai toujours été accoutumé à avoir la con« fiance et l'appui des officiers des armées que j'ai commandées; pour la première fois, je me « trouve dans d'autres conditions, soit qu'on doive en accuser l'opposition en Angleterre, ou « que la grandeur de l'entreprise soit au-dessus de la portée de leur esprit, ou qu'elle « irrite leurs nerfs, ou que je me sois trompé et qu'ils aient raison, ce que je ne puis dire; « le fait est qu'il règne dans l'armée un système de clabauderie très-préjudiciable au ser« vice public, et qu'il faut que j'anéantisse, sans quoi c'est lui qui nous anéantira. » (Wellington à Stuart, 11 septembre 1810.)

Le marquis de Londonderry confirme ce jugement dans son *Histoire de la guerre de la Péninsule :* « Beaucoup d'entre nous, dit-il, pensaient qu'il était impossible de tenter de se maintenir quelque temps en Portugal, dès que les Français auraient entrepris franchement de le subjuguer... On agita même la question de savoir si l'on ne retirerait pas de la Péninsule non-seulement tous nos soldats, mais encore l'armée portugaise. » (T. II, p. 60.) « Il est certain que les trois quarts au moins de l'armée désiraient se rembarquer. Le Portugal, disait-on, n'a pas de postes assez solides pour permettre à 30,000 Anglais de disputer l'entrée à l'armée française. » (T. II, p. 212.)

(2) L'armée qui couvrait Ciudad-Rodrigo était presque deux fois aussi forte que l'armée alliée, elle avait quatre fois autant de cavalerie, et se trouvait dans un pays essentiellement favorable à l'emploi de cette dernière arme. (Voir la *Relation des opérations de* 1810 par WELLINGTON, 23 février 1811.)

glais le moyen de s'établir à Cadix, dans le cas où ils seraient chassés du Portugal. La première idée de l'empereur avait été de faire marcher toutes ses forces disponibles sur Lisbonne par les deux rives du Tage, opération qui aurait produit sans doute un résultat décisif. Au reste, en donnant son consentement à l'expédition d'Andalousie, il pensa que 30,000 hommes au moins des 70,000 confiés à Joseph pourraient se détacher, l'expédition terminée, et se porter vers l'Alentéjo; que ces 30,000 hommes se dirigeant sur Lisbonne par la gauche du Tage, tandis que Masséna y marcherait par la droite avec les 60,000 hommes de Ney et de Junot, avec les 15,000 de la garde, avec les 10,000 cavaliers de Montbrun, sans parler de la réserve de Drouet, il serait impossible aux Anglais de résister à une masse aussi accablante de forces; que leur embarquement deviendrait inévitable, et que la campagne de 1810 serait peut-être la dernière de la guerre d'Espagne (1).

Mais toutes ces prévisions furent loin de se réaliser, parce que l'empereur, à la distance où il se trouvait, s'était fait une fausse idée de la situation des choses dans la Péninsule, et parce qu'il avait supposé aux généraux plus de forces qu'ils n'en possédaient réellement. Masséna, qui a le mérite d'avoir vu plus loin et plus juste que lui dans cette circonstance, partit pour le Portugal avec la conviction qu'il n'avait de secours à attendre d'aucun côté.

La possession de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida lui assurait une bonne base et d'excellents pivots de manœuvres. Cependant il aurait bien fait de raser la dernière de ces places, ainsi qu'il en avait eu l'intention.

Quand son armée se mit en marche, elle comptait 58,956 hommes, dont 7,468 de cavalerie et 84 pièces atte-

(1) Thiers, t. III, p. 372.

lées (1). Elle devait être rejointe en route par le 9e corps, sous Drouet, estimé à 20,000 hommes, et par 8,000 à 9,000 hommes, sous le général Gardanne.

Le mouvement offensif commença dans les premiers jours de septembre.

Wellington se trouvait alors à Célerico avec 30,000 hommes seulement (2); il jugea prudent de ne pas attendre l'ennemi sur ce point : son front était si étendu qu'une vive poursuite à travers la ville aurait porté les Français sur l'Alva et obligé l'armée anglaise à soutenir une bataille, avant l'arrivée de Hill (3), et peut-être de Leith.

Mais au lieu de marcher vers ce but et de gagner Coïmbre par la rive gauche du Mondégo, Masséna, se fiant à de faux renseignements, ou craignant d'éprouver les embarras qui avaient signalé la marche de Junot en 1808, prit le chemin plus long et plus difficile de Viseu (4), chemin qui avait

---

(1) D'après une situation officielle du 15 septembre 1810. (*Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 571.)

M. Thiers estime la force des trois corps de Masséna à 66,000 hommes, et Napier à 55,000 hommes d'infanterie et à 8,000 de cavalerie. Ce dernier chiffre est basé sur un état officiel du 15 août, qui porte, à cette date, l'effectif sous les armes (déduction faite des hommes malades, prisonniers et détachés, mais y compris les non combattants), à 65,746 hommes. Néanmoins l'évaluation de Napier ne nous semble pas plus exacte que celle du général Koch, qui défalque de la situation officielle du 15 septembre 1810, 5,400 hommes de cavalerie et 1,005 de cavalerie pour des détachements, qui n'ont pas, croyons-nous, été compris dans ladite situation, et qui, en revanche, auraient dû être défalqués de celle de Napier.

(2) D'après Londonderry, Wellington avait en tout 28,738 soldats anglais, dont 2,870 de cavalerie et 24,408 soldats portugais, dont 1,696 de cavalerie : 25,000 hommes étaient détachés sous les ordres de Hill et de Leith.

(3) Ce général était alors à Sarzedas.

(4) « Ce chemin, dit le colonel Napier, était le plus mauvais du Portugal. A mesure qu'il y avançait, le prince d'Essling devait le faire réparer pour que l'artillerie pût suivre. » Il ne l'aurait pas choisi probablement, si des Portugais employés dans l'armée française ne lui eussent assuré qu'il était facile, et qu'aucune position importante ne le couvrait. « On ne se serait « jamais imaginé, dit Wellington, que les Français auraient fait la marche qu'ils exécutèrent « à travers le haut Beira, après avoir passé le Mondégo. » (*Relation des opérations de* 1810.) « Les chemins, d'après Belmas, étaient si mauvais, que dès le premier jour tous les chevaux se trouvèrent déferrés, et que Masséna fut obligé de s'arrêter deux jours à Viseu pour attendre son artillerie. »(T. I, p. 130.)

Après ces témoignages, on aura peine à se rendre compte de ce jugement de M. Thiers, emprunté, du reste, aux *Mémoires du prince d'Essling :* « Masséna n'avait pas une autre « route à suivre que celle de Viseu : » jugement que l'éminent écrivain croit justifier en disant que sur les pentes moins abruptes de la Sierra-Caramula, Masséna avait la chance de

en outre l'inconvénient de lui faire abandonner sa ligne de communication avant qu'il en eût établi une autre (1).

Le 21 septembre, jour même de l'arrivée de l'armée française à Viseu, les généraux anglais se trouvèrent réunis sur l'Alva. Dès ce moment, Coïmbre était couverte et la retraite assurée. Une seule éventualité pouvait la compromettre, à savoir si le maréchal Soult, profitant de l'éloignement et de la dispersion des troupes chargées de protéger l'Alentéjo (2), se jetait dans cette province avec 25 ou 30,000 hommes, pour forcer les Anglais à se rembarquer. Heureusement, le duc de Dalmatie, inquiété sur plusieurs points à la fois, attachait trop de prix au blocus de Cadix et à la pacification de l'Andalousie pour songer à faire cette importante diversion.

Arrivé sur le Mondégo, Wellington devait continuer sa retraite vers les lignes de Torrès-Vedras, ou accepter une bataille pour disputer le passage du fleuve. Le premier parti était plus sûr et plus conforme au plan d'opérations adopté par le général anglais; néanmoins il donna la préférence au

---

trouver plus de culture et plus de ressources pour son armée. Or, si nous pouvions entrer dans la discussion de ce point secondaire, il nous serait facile de prouver que cette raison n'est pas valable, et que le prince d'Essling prit la route de Viseu sans l'avoir fait reconnaître, la croyant beaucoup meilleure qu'elle n'était. Au reste, M. Thiers lui-même est obligé d'avouer « que cette route était mauvaise, presque impraticable, et que trois jours avaient suffi pour épuiser les chevaux et mettre dans le plus mauvais état le charronnage de l'artillerie. » Comment après cet aveu, l'historien français peut-il dire que « les critiques de Wellington sur le choix de ladite route sont indignes de la justesse et de la justice ordinaires de ses jugements ? »

Les *Victoires et conquêtes* et le général Pelet expliquent et justifient le choix de la route de Viseu, en disant que Wellington était préparé à recevoir l'armée française sur la rive gauche du Mondégo, et que le prince d'Essling espérait le gagner de vitesse sur Coïmbre en marchant par la rive droite.

L'événement a prouvé que cette raison n'était pas meilleure que l'autre.

(1) En prenant la route de Viseu sur Coïmbre, il fallait, pour assurer les communications, se rendre maître d'Oporto et établir des postes fortifiés entre cette ville et Almeida.

Londonderry, t. II, p. 111, dit que dans l'état-major anglais on avait cru que Masséna manœuvrerait sur la droite des alliés pour conserver ses communications avec Mortier et avec l'armée devant Cadix. En manœuvrant sur la gauche, il se privait de ces avantages.

(2) L'armée de la Romana avait été mise en déroute par le 5e corps, et forcée de se disséminer dans Elvas et dans d'autres places fortes.

second, parce que la situation des choses et l'état des esprits en rendait l'exécution désirable.

Malgré ses proclamations et ses remontrances énergiques, la régence de Portugal avait négligé l'exécution du plan arrêté de commun accord, dans l'intérêt de la défense. « Entre le Mondégo, le Tage et les lignes de Torrès-Vedras, le pays offrait encore assez de vivres pour nourrir les Français pendant tout l'hiver, et le peuple n'était préparé ni à recevoir l'ennemi ni à détruire lui-même ses propriétés (1). » Il fallait donc, ou bien continuer la retraite en dévastant le pays, ou bien arrêter les Français sur le Mondégo assez longtemps pour obtenir le même résultat, par des voies plus honorables pour l'armée et moins compromettantes pour l'autorité morale de son chef (2). Wellington n'hésita point entre ces deux résolutions. Il prit position sur la Sierra de Busaco (3) et fit venir en toute hâte la division de Leith, qui était à Thomar, et celle de Hill, qui se trouvait derrière l'Alva sur la Sierra-Murcelha.

Le corps de Ney, fort de 40,000 hommes (4), déboucha sur la position le 25 septembre.

En ce moment, les préparatifs du général anglais étaient encore incomplets. La première division, les troupes de Leith et celle de Hill, n'avait pas rejoint; 25,000 hommes seulement se trouvaient en ligne (2), et par suite de l'étendue de la Sierra, de grands intervalles séparaient les divisions.

(1) Napier.

(2) Le parti des nobles (*fidalgos*), qui trouvait de l'appui dans la régence, n'aurait pas manqué d'exploiter contre le général anglais le mécontentement et le désordre qu'eût produit la dévastation du pays par l'armée anglaise. Ce parti ne lui donnait déjà que trop d'embarras; on en voit la preuve dans une lettre écrite avant la bataille de Busaco, et par laquelle Wellington prévint les meneurs, « qu'ils eussent à cesser leurs misérables intrigues, ou qu'il « conseillerait à son gouvernement de rappeler l'armée anglaise. »

(3) Le comte Toréno est dans l'erreur quand il dit que Wellington livra la bataille de Busaco uniquement pour faire cesser les plaintes qui s'élevaient contre l'inertie de l'armée anglaise en Portugal.

(4) Il venait d'être rejoint par les troupes de Reynier.

(5) Napier et Thibaudeau.

Ces circonstances n'échappèrent point à la sagacité de Ney, qui, de concert avec Reynier, proposa de faire immédiatement une attaque vigoureuse (1). Mais le prince d'Essling, qui était resté à trois lieues en arrière, dans la persuasion que l'ennemi ne s'arrêterait pas en avant de Coïmbre (2), n'arriva sur les lieux qu'entre midi et deux heures. Il examina la position et reconnut qu'il serait dangereux de l'attaquer avant la jonction du 8e corps (3). Ce délai regrettable permit à Wellington de concentrer tous ses moyens de défense (4). Le lendemain, l'occasion favorable était perdue (5).

L'armée alliée occupait en force la Sierra de Busaco, située à 250 pieds au-dessus de la plaine, position en quelque sorte inattaquable de front, bien qu'elle eût le défaut d'être trop étendue (6). La division Hill, couverte par le fleuve, occupait la droite et défendait l'approche des collines; venaient ensuite dans l'ordre de bataille le corps de Leith, les divisions Picton, Spencer et Crawfurd, cette dernière placée en avant de la Chartreuse. La 4e division, commandée par Cole, se trouvait à l'extrême gauche, où elle couvrait un sentier menant à Milheada; la cavalerie était en face du village de ce nom, dans des

---

(1) Le 26, à la pointe du jour, Ney dépêcha un aide de camp à Masséna pour le prévenir qu'il était en présence de l'ennemi. Cet officier trouva Masséna, vers les dix heures, à Mortagao. A dix heures et demie, Ney envoya à son chef copie d'une lettre de Reynier et de sa réponse à cette lettre. Il disait dans cette réponse : « Si j'avais le commandement, j'attaque-« rais sans hésiter un seul instant. »

(2) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 185.

(3) « L'éloignement du 8e corps et de l'artillerie ne permettait pas de commencer l'attaque avant le soir. » *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 210.

(4) Wellington estime qu'à cette époque ses forces disponibles s'élevaient, non à 62,000 hommes comme l'affirment les *Victoires et conquêtes*, mais à 24,000 combattants anglais et 25,175 portugais : total 49,175 hommes, dont 2,839 de cavalerie anglaise et 1,375 de cavalerie portugaise (l'artillerie n'était pas comprise dans ces chiffres). Il porte à 72,000 hommes l'effectif de Masséna, mais ce chiffre est exagéré. Belmas estime les forces des Français à 62,000 hommes ; Londonderry à 60,000, les *Victoires et conquêtes* à 54,500, et M. Thiers à 50,000. Il faut remarquer, au surplus, que ces hommes étaient des soldats bronzés au feu, tandis que la moitié de ceux de Wellington n'avaient jamais vu l'ennemi.

(5) M. Thiers raconte ces détails d'une manière inexacte et trop favorable à Masséna.

(6) « Pour donner une idée de la grande extension de la position de Busaco, dit le lieutenant-colonel Leith-Hay, il suffit de rappeler qu'après que 50,000 hommes s'y fussent établis, un espace d'environ 2 milles séparait la gauche du corps de Leith de la droite de la 3e division, qui était en ligne à côté de lui. »

plaines où elle pouvait manœuvrer facilement; enfin 50 pièces de canon avaient été mises en batterie sur les points les plus favorables à l'action de l'artillerie (1). Cette position offrait tant d'obstacles, que l'on ne croyait pas que le prince d'Essling osât l'attaquer. « Wellington seul, dit Londonderry, était d'un « avis différent : tous les autres officiers pensaient que les « Français tourneraient la gauche, où le terrain était plat. » Cette opération eût été sans doute plus facile que l'autre, mais elle présentait le danger d'une marche de flanc, parallèle à la mer, et c'est ce qui engagea sans doute le général anglais à ne pas la considérer comme probable; au reste, pour être en mesure contre toute éventualité, il avait donné au corps de Trant l'ordre de se rendre à Sardao, et de disputer à l'ennemi la route qui traverse ce village (2).

Dans un conseil tenu le 26 au soir, Ney exprima de vifs regrets de ce qu'on n'eût pas attaqué la veille, et soutint qu'il n'y avait plus moyen d'enlever la position. Junot, Eblé, chef de l'artillerie, et Fririon, chef de l'état-major, furent du même avis. Reynier et Lazowski, chef des ingénieurs, déclarèrent que l'attaque, quoique difficile, n'était pas sans offrir quelques chances de succès (3). Le prince d'Essling se rangea à l'avis de ces derniers, et fit en conséquence ses préparatifs pour attaquer le lendemain.

---

(1) Voir LONDONDERRY et NAPIER.

(2) L'ensemble de ces circonstances est loin de confirmer l'extrait suivant de M. Thiers : « Lord Wellington, croyant comme le maréchal Masséna qu'au delà de sa gauche ne se « trouvait pas de route praticable, avait borné sa surveillance de ce côté à l'envoi de quelque « cavalerie légère, sous le partisan Trant.... Il est étonnant qu'au seul aspect des lieux, il « n'ait pas deviné l'existence d'une route sur sa gauche... »

L'auteur des *Mémoires de Masséna* est plus équitable en disant que « Wellington, pré- « voyant que son adversaire pourrait chercher à tourner sa gauche par le chemin de Morta- « gao à Oporto, prescrivit au colonel Trant de se porter avec sa brigade à Sardao, au débou- « ché des montagnes. » (T. VII, p. 190.)

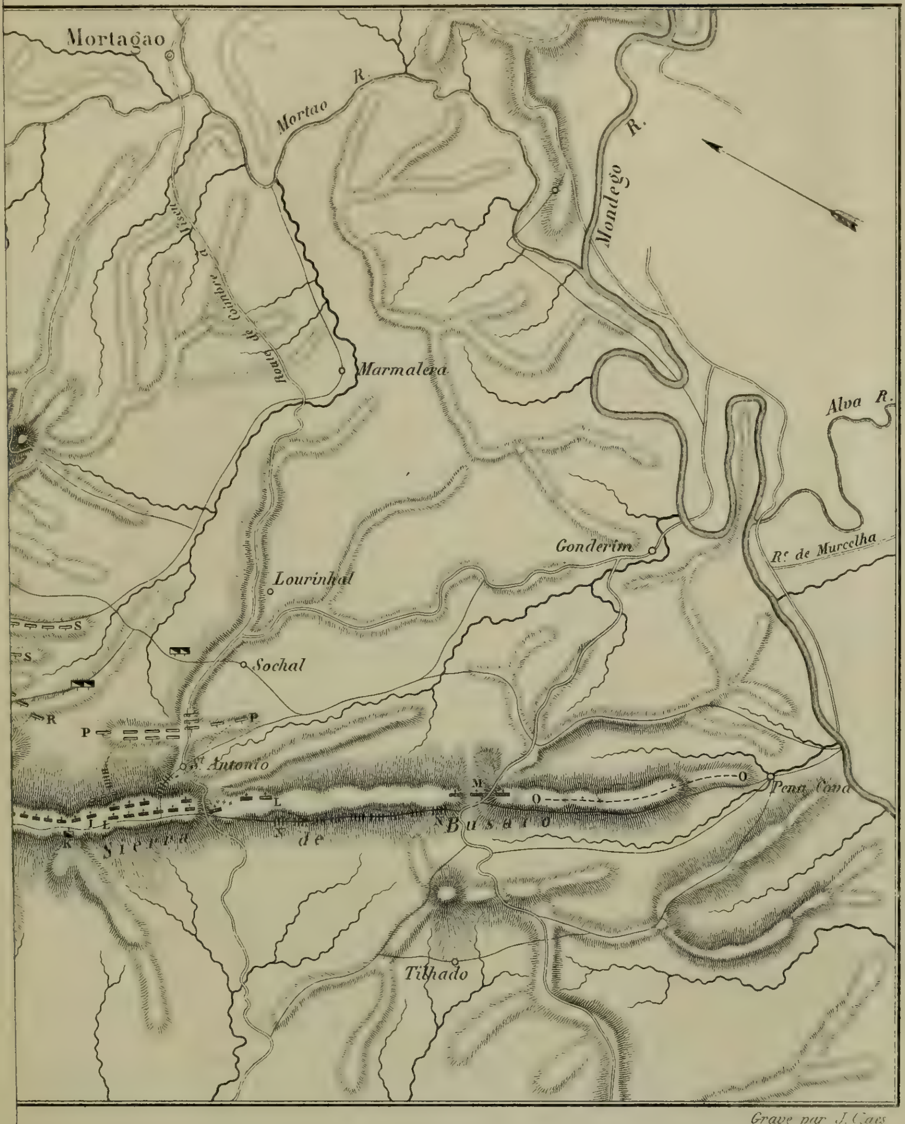
Du reste, Murray (*Memoirs of the war in Spain*, etc., p. 29) donne une lettre du quartier-maitre général à sir Stapleton Cotton, datée du couvent de Busaco, 24 septembre, laquelle prescrivait à ce général de faire reconnaître la route de Sardao, de façon toutefois à ne pas attirer l'attention de l'ennemi sur cette route. « It is desirable to avoid shewing the patrol « to the enemy, or attracting his attention towards the road in question. »

(3) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 191.

AILLE DE BUSACO.

27 Septembre 1810.

PL. VIII.

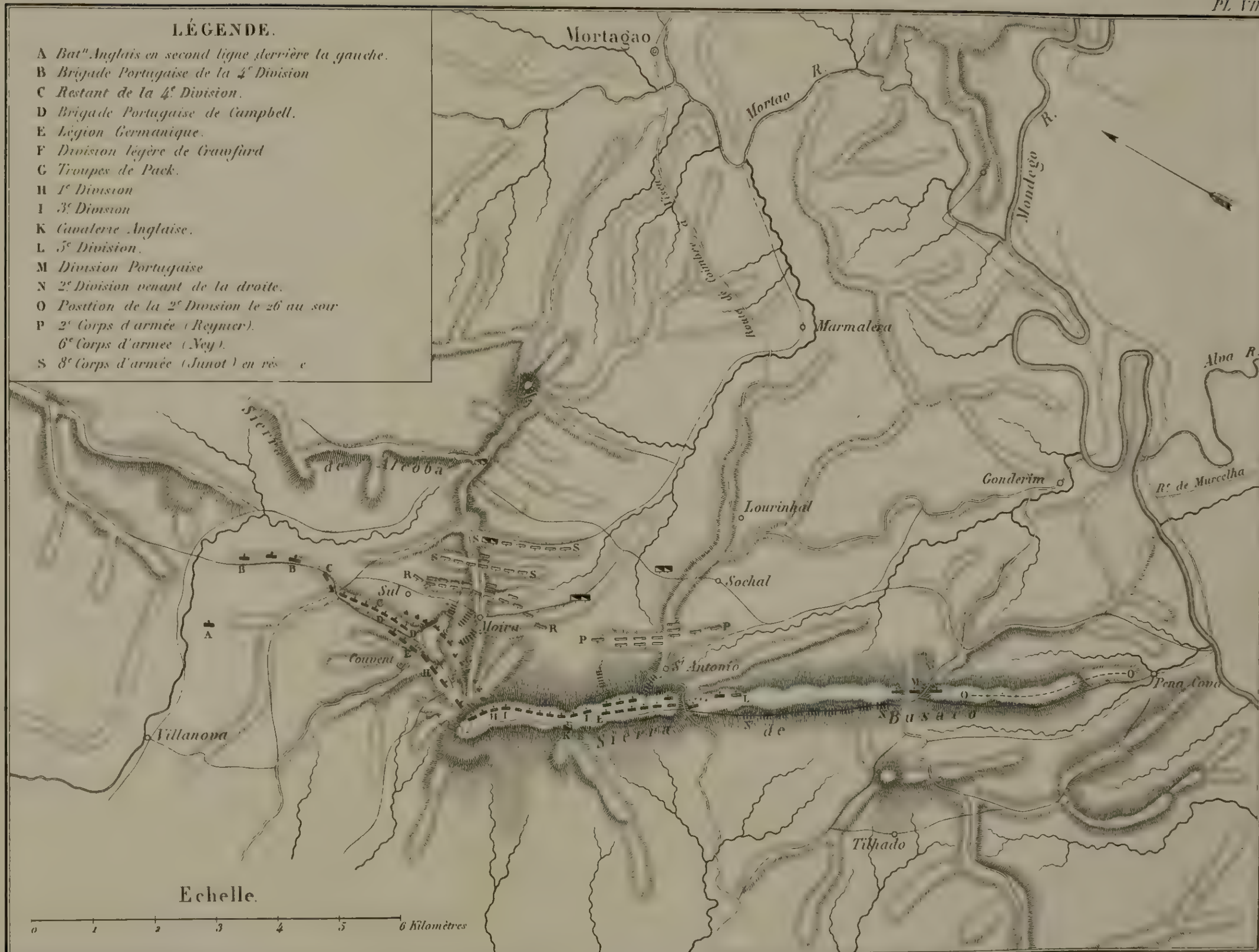


Gravé par J. Cars

BATAILLE DE BUSACO.

27 Septembre 1810.

Page 326



Lith de Guyot et Stapleaux fils.

Le 27 au matin, le 2e corps, massé derrière Saint-Antonio, fut chargé de pousser l'ennemi sur la Chartreuse ; le 6e devait aborder Busaco directement, en débouchant de Moira ; la cavalerie de Montbrun avait ordre de se tenir cachée derrière un mamelon à gauche de la route de Busaco (1); et le 8e corps, sous Junot, devait se masser par brigades derrière le corps de Ney, pour servir de réserve générale.

L'attaque eut donc lieu sur deux points espacés de quatre kilomètres, circonstance fâcheuse, mais que la position rendait inévitable.

Masséna comptait principalement sur le succès de Reynier, qui avait un terrain moins difficile à traverser. L'une des divisions de ce général parvint en effet à gravir les talus et à prendre pied sur le plateau, entre les divisions Spencer et Picton ; mais ses soldats, hors d'haleine, exténués de fatigue, à peine ralliés, furent attaqués par les troupes anglaises, soutenues par une nombreuses artillerie, et forcés de redescendre la montagne avec une perte de 2,500 hommes.

On doit attribuer en partie ce désastre à Ney, qui, venant de plus loin et, s'il faut en croire ses compatriotes, moins audacieux dans cette circonstance qu'à Elchingen et à Jéna, commença son attaque trop tard, ce qui permit aux Anglais d'accabler Reynier avec des forces doubles des siennes (2).

Le 6e corps ne fut pas plus heureux que le 2e ; dès que les colonnes de Ney eurent gravi les hauteurs défendues par la division légère de Crawfurd, elles furent mitraillées et fusillées à bout portant, chargées à fond par des troupes fraîches, prises en flanc par une nuée de Portugais, et culbutées enfin sur des pentes abruptes, où on les poursuivit encore pendant quelque temps à la baïonnette. Cette atta-

---

(1) Cette route, comme celle de Saint-Antonio, conduisait à Coïmbre.

(2) Voir les *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 197. Le signal de l'attaque fut donné à sept heures, et Ney ne s'ébranla qu'entre huit et neuf, nonobstant les ordres donnés la veille.

que aurait obtenu sans doute un meilleur résultat, si le maréchal n'avait porté trop tôt sur la Chartreuse la division Marchand, qui devait donner en même temps que celle de Loison.

La bataille de Busaco affaiblit de 4,500 hommes l'armée française (1); les Anglais, d'après un état officiel, n'eurent, dans les journées des 25, 26 et 27 septembre, que 197 tués, 1,014 blessés et 58 manquants (2).

Wellington signala avec satisfaction le courage et la fermeté qu'avait montrée l'armée portugaise dans cette affaire, la première où elle se trouvât sérieusement engagée avec l'ennemi (3).

On reproche à Masséna de n'avoir pas fait soutenir ses troupes par l'artillerie (4), et de n'avoir pas eu ses réserves prêtes au moment où la colonne de Reynier se trouva aux prises avec l'ennemi. Londonderry (5) et les auteurs des *Victoires et conquêtes* (6) lui font aussi un grief de ce qu'il ne

---

(1) Évaluation de Napier, de Thibaudeau et de Thiers.

D'après le rapport de Wellington, le nombre des tués s'élevait à 2,000 hommes. Toréno évalue les pertes des Français à près de 4,000 hommes; le colonel Jones, à 2,000 tués, 300 prisonniers et 5 à 6,000 blessés; Napier, à 800 tués et 3,700 blessés et prisonniers; Belmas et les *Victoires et conquêtes*, à 1,800 tués et près de 3,000 blessés; Koch, à 4,486 hommes en tout (état officiel, *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 573); Sherer, à 5,000 tués et blessés et 300 prisonniers; Mac Farlane, à 1,000 tués et 3,000 blessés; Londonderry, à 5 ou 6,000 hommes, et Masséna (dans son rapport sur la bataille), à 4,000 hommes.

Les généraux Foy, Ferrey, Graindorge furent grièvement blessés; le général Simon fut fait prisonnier.

(2) D'après Napier et Thibaudeau, les alliés perdirent à Busaco 1,300 hommes; d'après Sherer, 1,200 dont 578 Portugais; d'après Londonderry et Sarrazin, 1,000 hommes seulement.

(3) Napoléon ne s'attendait pas à ce résultat, puisqu'il avait annoncé que les Portugais ne valaient pas mieux que les *brigands* (mot par lequel il désignait les soldats espagnols). Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VII.

(4) Les auteurs des *Victoires et conquêtes* et celui des *Mémoires de Masséna* disent que l'artillerie française se trouva dans l'impossibilité d'agir; mais Napier fait observer avec raison que la division légère anglaise fut constamment rangée sur le revers de la montagne, et que 30 pièces dirigées sur ce point auraient merveilleusement secondé l'attaque du 6e corps: au reste, le général Koch lui-même dit (t. VII, p. 194): « Ordre fut donné au général « Tirlet de placer l'artillerie du 2e corps sur les points les plus favorables à son action, » preuve qu'on avait jugé possible l'emploi de cette arme.

(5) T. II, p. 120.

(6) « Ce fut alors qu'un blâme universel tomba sur le général en chef français: on lui « reprocha avec justice de n'avoir pas exécuté cette manœuvre avant l'attaque, et d'avoir « inutilement sacrifié 3,000 de ses plus braves combattants. —Jaloux de conserver cette épi- « thète d'heureux que lui avaient valus tant de glorieux combats, il crut devoir, pour son « honneur, affronter un écueil qu'un chef vulgaire eût prudemment évité. » (T. XXI, p. 83.)

songea point à tourner la gauche des alliés par la route de Milheada, où il eût été difficile de l'arrêter; mais on a vu plus haut les raisons qui nous empêchent de nous associer à cette critique. Il paraît, au surplus, que le prince d'Essling, en attaquant la Sierra de Busaco, ne savait pas que les corps de Hill et de Leith eussent opéré leur jonction avec Wellington. Sa plus grande faute est de n'avoir pas ordonné l'attaque le 26; Ney, qui la jugea possible le 25, prédit que le 27 elle ne réussirait point, et cette opinion était assez généralement partagée dans l'armée française.

La journée de Busaco changea les dispositions morales des belligérants et mit le prince d'Essling dans l'obligation de rester sans vivres au pied des montagnes d'Acobar, ou de battre en retraite devant un ennemi qui guettait ses moindres mouvements. Ney voulait rebrousser chemin; mais le général en chef, soupçonnant l'existence d'une route sur la droite, où le terrain allait en s'abaissant vers la mer, envoya pendant la nuit le général Montbrun et le colonel Sainte-Croix en reconnaissance avec un détachement de cavalerie. Ces deux officiers trouvèrent en effet une voie carrossable. Masséna en fut averti le 28 à midi. Il exploita cette circonstance avec son habileté ordinaire. Pendant toute la journée, il entretint une vive escarmouche sur le front de la ligne ennemie, comme s'il méditait une seconde attaque et, le soir venu, il fit partir Junot dans le plus grand silence, puis Ney, puis la colonne des bagages avec 3,000 blessés, puis enfin Reynier, suivi d'une arrière-garde de dragons. Le 29, tous ces corps débouchaient dans la plaine de Coïmbre sans être inquiétés, grâce à un malentendu (1), qui avait empêché Trant de se

(1) Le colonel Trant, au lieu de se rendre directement à Sardao, comme Wellington l'avait prescrit, fit un détour par Oporto, d'après les ordres du général qui commandait dans le nord, et n'arriva à Sardao que le 28 au soir, quand déjà l'ennemi était maître du terrain. (Voir la dépêche de Wellington du 30 septembre 1810, à Liverpool.) Le comte Toréno prétend que les milices de Trant étaient hors d'état de garder un défilé si important, et que Wellington

trouver à temps sur la route de Sardao. M. Thiers reproche à Masséna d'avoir attendu, pour reconnaître cette route, un échec qui l'obligeait de la trouver à tout prix : « Il aurait dû la rechercher d'avance, dit-il, car le seul aspect des lieux en indiquait l'existence, et, après l'avoir trouvée, faire sur Busaco une simple démonstration pour tromper les Anglais, pendant que le gros de l'armée aurait filé sur Boyalva. »

Nous ne pouvons partager cet avis; nous croyons au contraire que le prince d'Essling eût commis une faute impardonnable en engageant toutes ses forces dans un mauvais chemin, entre la mer et une armée en possession de hauteurs d'où elle pouvait voir tous les mouvements.

Quoi qu'il en soit, dès que Wellington fut informé de la marche de flanc du prince d'Essling (le 28 à minuit) (1), il quitta sa position pour ne pas être coupé, et le lendemain matin son armée se trouva en colonne sur la route directe de Coïmbre (2).

Masséna s'avança parallèlement à la mer et à portée de l'ennemi, par un chemin si difficile et dans un tel désordre, que les troupes de toutes armes, les malades et les blessés marchaient pêle-mêle.

Le duc de Wellington eut le tort grave de ne pas profiter de cette circonstance, en dirigeant immédiatement sa cavalerie et le corps d'infanterie le plus rapproché sur la

---

manqua de prudence en se fiant sur elles; d'autres disent au contraire que, vu l'état des forces alliées, il y aurait eu un grand inconvénient à détacher une partie importante de l'armée anglaise dans une position où des milices commandées par un homme tel que Trant pouvaient rendre de fort bons services. Quoi qu'il en soit, le fait seul de l'envoi de Trant à Sardao prouve que M. Thiers est dans l'erreur quand il dit (t. III, p. 412) « que Wellington fut gravement en faute d'avoir ignoré l'existence de la route de Boyalva. »

(1) M. Thiers se trompe en disant que ce fut dans la soirée du 29. Cette erreur fait tomber les reproches qu'il adresse à Wellington d'avoir manqué d'énergie et de vigilance pendant les journées des 28 et 29.

(2) « Après avoir quitté Busaco, il n'y eut, dit Wellington, aucune position que nous pussions occuper avec la certitude d'empêcher l'ennemi d'arriver à Lisbonne avant nous, à moins d'atteindre les positions fortifiées en avant de cette place. » *Relation des opérations de* 1810.

tête du défilé, qui se trouvait seulement à quatre lieues de là. On peut aussi lui reprocher d'avoir confié la défense du défilé de Boyalva à une simple brigade de milices : le souvenir de ce qui était arrivé à Banos, l'année précédente, aurait dû le mettre en garde contre cette espèce de troupes. Enfin Wellington est répréhensible de n'avoir pas pris de mesures pour être informé des mouvements qu'opéra l'armée française après l'attaque infructueuse du 27.

Le prince d'Essling ignorait encore l'existence des lignes de Torrès-Vedras, bien qu'on y travaillât depuis dix mois avec une activité prodigieuse (1). Convaincu que les Anglais ne trouveraient plus de position aussi forte que celle dont il venait de les déloger, il crut qu'ils avaient l'intention de quitter le pays. Cette circonstance explique et justifie peut-être la résolution qu'il prit de continuer l'offensive après Busaco. S'il avait connu l'existence des lignes et l'état du pays aux abords de Lisbonne, il aurait dû se retirer et attendre de nouvelles ressources pour reprendre la campagne dans de meilleures conditions. Bientôt, en effet, sa situation devint si mauvaise, qu'on pouvait la croire désespérée : devant lui se trouvait un camp inexpugnable et une armée qui grossissait en se retirant, tandis que la sienne devait nécessairement diminuer par les maladies et les privations à mesure qu'elle s'éloignait de sa base. Un corps d'armée important se formait en outre sur le Douro, pour inquiéter les derrières des Français, qui déjà n'avaient plus de communications assurées avec l'Espagne; enfin, à chaque pas, il se pré-

(1) Plus de 7,000 paysans furent employés à ces travaux ; les femmes et les enfants même y prirent part. Les réquisitions de travailleurs s'étendirent jusqu'à une distance de 16 lieues à la ronde. — Voir JONES, *Mémoire*, etc., p. 53.

sentait des embarras et des difficultés qui devaient rendre la retraite, en cas de revers, presque impossible. Aussi Wellington s'attendait-il, après l'affaire du 27, à ce que l'armée française rebroussât chemin, ou du moins ne franchît pas le Mondégo (1).

Mais le prince d'Essling, comme nous l'avons vu, ignorait la plupart des circonstances qui rendaient sa position si critique, et se trouvait d'ailleurs engagé à poursuivre son entreprise par la crainte de modifier les ordres itératifs de l'empereur, et par l'espoir d'obtenir des secours efficaces de l'armée d'Andalousie.

La retraite, à partir de Busaco, se fit sans aucun incident remarquable. A mesure que l'armée anglaise reculait, les populations fuyaient vers Lisbonne, emportant ce qu'elles avaient de plus précieux et détruisant ce qu'elles ne pouvaient emporter.

Il est extraordinaire qu'un général étranger ait pu obtenir d'aussi douloureux sacrifices d'une nation attachée à ses foyers et fortement travaillée en sens contraire par la faction des nobles. Ce résultat atteste à la fois l'influence qu'avait acquise Wellington, et le patriotisme qui animait à cette époque les malheureux Portugais. Beaucoup de provisions et quelques moulins échappèrent néanmoins à la destruction par la faute de la régence, dans le sein de laquelle l'évêque et le principal Souza continuaient à se plaindre de ce que le général en chef eût attiré la guerre au cœur du royaume, au lieu de livrer une bataille décisive sur la frontière du Beyra, et d'agir offensivement en Espagne (2). L'évêque refusa même sous ce ridicule prétexte d'appuyer une demande d'argent faite par le

---

(1) Voir la *lettre de Wellington à lord Liverpool,* 3 novembre 1810, et ALISON, t. VII, p. 422.

Dans sa lettre du 30 septembre 1810 à la Romana, Wellington prétend n'avoir jamais douté du succès de la campagne.

(2) *Au prince régent,* 30 novembre 1810.

général en chef pour subvenir aux besoins de l'armée portugaise. Souza et lui poussèrent les choses si loin, qu'ils essayèrent de former un parti ouvertement hostile à l'Angleterre (1), et qu'ils adressèrent au général en chef des lettres anonymes pleines de menaces (2).

A Leyria, une partie des magasins furent pillés par les troupes anglaises. Wellington, pour réprimer ces funestes habitudes de désordre et d'ivrognerie, fléaux ordinaires des armées britanniques (3), fit pendre les hommes trouvés en flagrant délit, et réprimander sévèrement les officiers qui les commandaient. Moins scrupuleux sur ce point, parce que le système des réquisitions nécessite et réglemente pour ainsi dire le pillage, les généraux français permirent à leurs soldats de vider les magasins et de piller la ville de Coïmbre de fond en comble; mais comme le désordre et l'indiscipline sont inévitables dans les armées qui n'ont point de subsistances assurées, « quelques jours suffirent pour dissiper des ressources « qui, ménagées, eussent alimenté les troupes de Masséna « pendant deux mois. — On perdit aussi par ce délai, « accordé à la débauche, tout l'avantage qu'on avait retiré « de la marche dangereuse de Sardao sur Boyalva (4). » Les troupes françaises, en effet, ne purent quitter la ville que le 4 (5). Si elles avaient marché plus vite et gagné Leyria, en traversant les gués du Mondégo, Masséna eût forcé probablement le général anglais à accepter une bataille dans des conditions défavorables; mais la promptitude des mou-

---

(1) Gurwood, t. VII, p. 92, 101.

(2) Gurwood, T. VII, p. 314, 321, 332; t. VIII, p. 52, 67.

(3) Wellington s'est plusieurs fois expliqué sur ces habitudes, qu'il attribuait à la mauvaise qualité des hommes dont l'armée anglaise devait se recruter.

(4) Napier; voir aussi les *Victoires et conquêtes*, t. XX, p. 89, et les *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 207. — L'auteur anglais a tort d'imputer les faits dont il s'agit au prince d'Essling : ils retombent tout entier sur Junot, qui fut blâmé par Masséna dans les termes les plus énergiques et menacé d'être renvoyé en France.

(5) Le général Koch explique cette perte de temps par la nécessité de faire des réparations au matériel; mais il s'en faut bien que ce soit là une explication satisfaisante.

vements n'est pas ce qui distingue cette campagne du vainqueur de Zurich, la moins remarquable de toutes celles qui ont illustré sa carrière (1).

A peine l'armée française eut-elle quitté le Mondégo, que Trant, Miller et Wilson, se jetant avec 10,000 hommes de milice dans les Sierras, interceptèrent ses communications avec Almeida.

Trois jours après, le colonel Trant enleva par surprise Coïmbre (2), où se trouvaient les dépôts de Masséna et 2 à 3,000 blessés (3). Ce coup de main hardi ruina de fond en comble le plan d'invasion en coupant l'armée de Portugal de sa base, et en l'obligeant à prendre éventuellement une autre ligne de retraite.

Le prince d'Essling n'en continua pas moins sa marche, laissant au hasard le soin de ses communications de plus en plus compromises.

Le 10 octobre, il se trouva devant les redoutables lignes de Torrès-Vedras, dont rien jusque-là ne lui avait révélé l'existence, chose à peine croyable, et qui donne une juste idée de la situation de l'armée française au milieu de ce pays soulevé, où pas un homme ne voulait servir la cause de l'empereur (4).

Wellington entra dans son camp, le 8 octobre, avec 22,000 hommes d'infanterie anglaise, 3,000 hommes de cavalerie et 30,000 hommes d'infanterie portugaise (5).

---

(1) La preuve de sa lenteur résulte de ce fait, qu'il ne quitta Viseu pour marcher sur Coïmbre que dix jours après avoir passé le Pinhel.

(2) Le 7 octobre.

(3) Ces blessés, dont Napier porte le nombre à 5,000, étaient gardés par une compagnie de marine de la garde impériale. Ils furent dirigés sur Oporto et donnés pendant trois jours en spectacle à la populace de cette ville.

(4) Masséna écrivait, le 29 octobre 1810, à Berthier : « Nous n'avons pas trouvé un seul habitant dans tout le pays que l'armée a parcouru, et, ce qu'on aura de la peine à croire, pas même dans les grandes villes, comme Coïmbre, d'une population de 20,000 âmes. Depuis que je suis devant Lisbonne, je n'ai pu y faire pénétrer un seul homme. La classe moins aisée du peuple s'est réfugiée dans les bois; les riches ont suivi l'armée anglaise à Lisbonne. »

(5) JONES, *Mémoire*, etc., p. 57.

Ce camp se composait de trois lignes de défense. La première s'étendait depuis Alhandra sur le Tage, jusqu'à l'embouchure du Zizandre : elle suivait le pli des montagnes et avait 9 1/2 lieues de longueur (1) : un peu en arrière de cette ligne, à Pero-Negro, se trouvait le quartier-général de Wellington, où venaient aboutir les télégraphes destinés à établir de promptes communications avec toutes les parties du camp (2). — La seconde ligne, située à 12 kilomètres environ de la première, avait un développement de 8 lieues. — La troisième, destinée à couvrir un embarquement forcé, était beaucoup moins étendue, et se trouvait en moyenne à 8 lieues de la seconde : cette dernière, la plus forte des trois, constituait une défense indépendante de la ligne avancée (3).

Le front de la position était hérissé de tous les obstacles que l'art et la nature peuvent créer : ses flancs s'appuyaient d'un côté à l'Océan et de l'autre au Tage, dont les rives avaient été solidement fortifiées ; sa gorge était protégée par une flotte redoutable (4), et son espace intérieur avait été disposé de manière à offrir aux troupes alliées un champ de bataille avantageux, de quelque côté que vînt l'attaque.

Toutes les ressources de l'art avaient été mises à contribution pour rendre ce vaste camp retranché digne du rôle qu'il devait jouer : des redoutes occupaient les terrains abruptes ; — les pentes des hauteurs étaient taillées aussi verticalement que le permettait la nature du sol ; — des lignes redoublées d'abatis obstruaient les vallées ; — des retranche-

(1) La première ligne avait un développement de 48 kilomètres ; la seconde ligne, de 40 kilomètres, et le réduit de 3 kilomètres.

(2) En sept minutes, on échangeait les nouvelles d'une extrémité de la ligne à l'autre. JONES, *Mémoire sur les lignes de Torrès-Vedras,* p. 56.

(3) Pour de plus grands détails, voir *Victories of the british armies,* LEITH-HAY, VIEUSSEUX et JONES (annexe IV).

(4) « 20 vaisseaux et 3 ou 400 bâtiments de transport, du fret de 24,000 tonneaux, stationnaient dans le Tage. » — BELMAS.

D'autres auteurs n'estiment qu'à 200 le nombre des voiles qui se trouvaient en rade de Lisbonne.

ments continus défendaient les cours d'eau; — les rivières étaient enfermées dans des écluses, et celles que les pluies ne faisaient pas déborder naturellement étaient pourvues de barrages; — des abatis soutenus par des redoutes défendaient les parties boisées.

Une nombreuse artillerie, braquée sur les points accessibles, commandait les différentes approches et donnait une certaine égalité de défense à toute la ligne; — les routes favorables à l'ennemi avaient été détruites, les autres élargies; — de nouvelles communications avaient été créées pour faciliter les mouvements des troupes et l'arrivée des secours; — les ponts avaient été minés; — enfin l'on avait pris toutes les mesures nécessaires pour favoriser au besoin un mouvement offensif des troupes alliées.

A l'époque où Wellington entra dans ces lignes, elles se composaient de 126 ouvrages fermés, défendus par 29,751 hommes et 247 pièces de canon. Les ouvrages de St-Julien, destinés à couvrir le point d'embarquement, exigeaient 5,350 hommes et contenaient 94 bouches à feu (1).

Il n'existe pas d'exemple d'une position si habilement et si fortement retranchée (2).

---

(1) En 1812, les deux premières lignes, complétement achevées, se composaient de 152 ouvrages distincts, armés de 534 pièces d'artillerie. Ces ouvrages exigeaient 34,125 hommes de garnison. — JONES, *Mémoire*, etc., p. 157, 158.

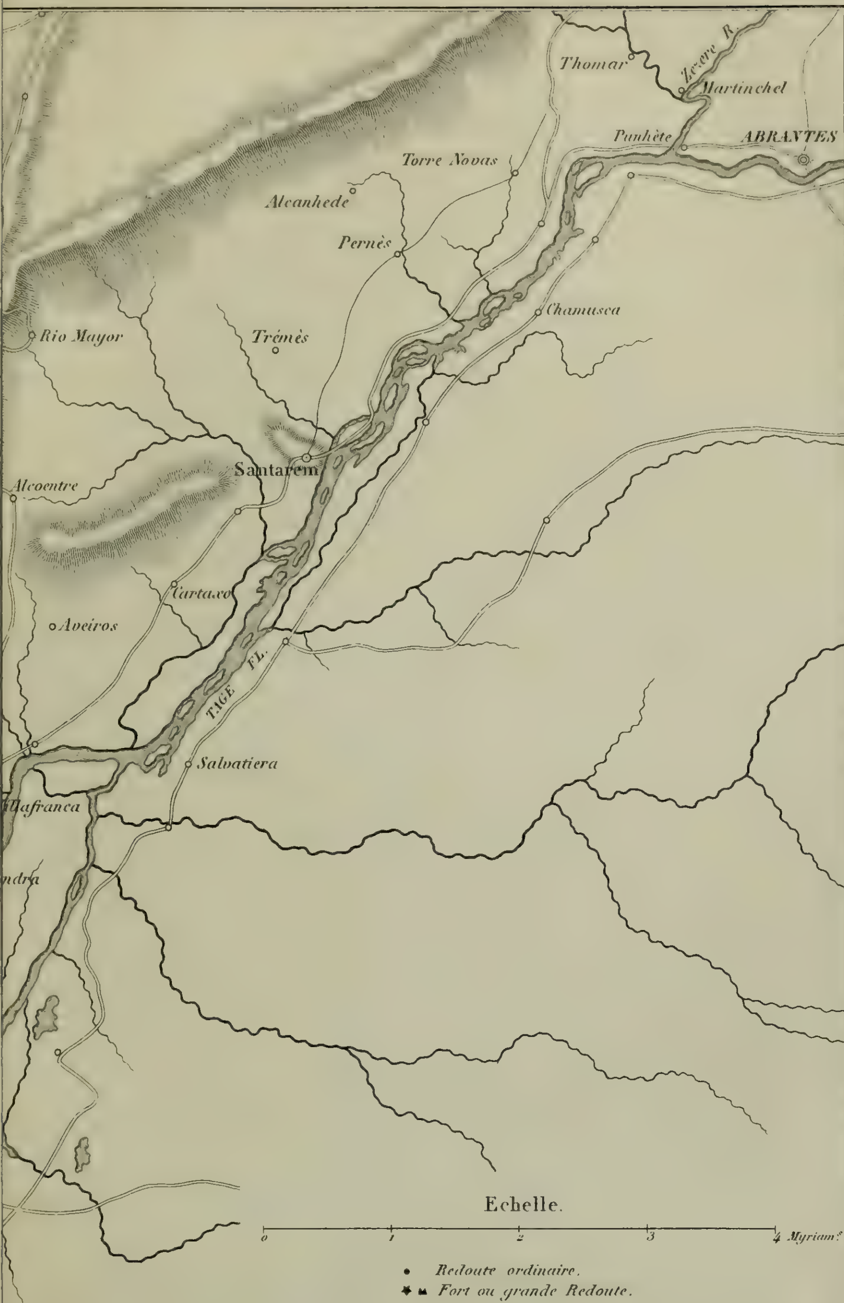
(2) Ce qui faisait la force de cette position, c'était 1° que l'attaque ne pouvait avoir lieu que par un petit nombre de points; 2° que les défenseurs pouvaient aller plus vite d'un point à l'autre que les assaillants; 3° que le terrain en arrière offrait un champ de bataille avantageux aux réserves, de quelque côté que vînt l'attaque, et 4° que les Anglais étaient maîtres de l'Océan, qu'ils ne manquaient de rien, et qu'ils avaient l'appui des habitants.

L'auteur des *Victoires et conquêtes* est pour ainsi dire le seul militaire qui ait trouvé la position de Torrès-Vedras défectueuse. L'opinion qu'il émet, t. XX, p. 97, tend à prouver que l'on aurait pu faire essuyer à Wellington un désastre dans cette position. « Loin, dit-il, de regarder à Torrès-Vedras la chance de succès comme certaine en sa « faveur, lord Wellington ne devait-il pas être frappé de justes craintes? Les dispositions « qu'il avait prises pouvaient être contrariées, rendues nulles et même entraîner par suite « la perte de l'armée anglo-portugaise... Un général d'armée ne doit-il pas frémir lorsque « l'avenir lui offre de semblables probabilités, et lorsqu'il s'est mis dans une pareille position? »

Nous ne pouvons nous rendre compte des motifs qui ont dicté cette opinion, si contraire aux faits et aux témoignages les mieux établis.

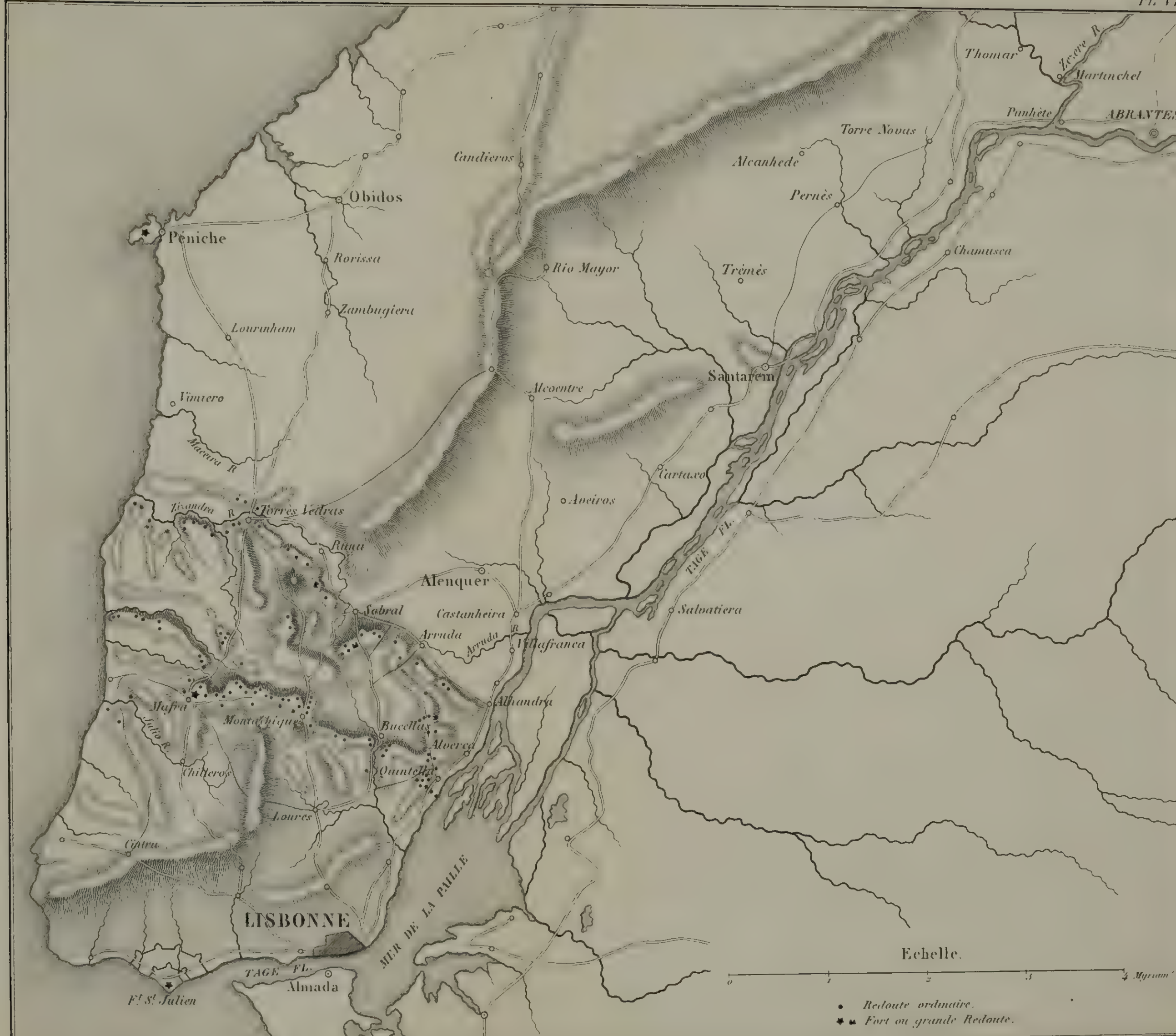
E TORRÈS VEDRAS.

PL. VII.



Gravé par J. Claes.

LIGNES DE TORRÈS VEDRAS.



Lith. de Guyot et Stapleaux fils

Gravé par J. Claes.

Jugeant qu'il ne fallait rien négliger pour la rendre plus imposante encore, Wellington y fit entrer 6,000 Espagnols (1) sous la Romana; de sorte qu'avant la fin d'octobre, les lignes étaient occupées par 130,000 combattants, dont plus de 70,000 de troupes réglées (2).

Le marquis de Londonderry, à cette époque adjudant général de Wellington, a prétendu que si Masséna, au lieu d'attendre son artillerie, avait dirigé immédiatement une attaque vigoureuse contre les ouvrages de Torrès-Vedras, il les eût enlevés, grâce à la confusion qui régnait dans l'intérieur du camp et à l'ignorance où étaient encore les soldats et les généraux du rôle qu'ils avaient à jouer (3). Le prince d'Essling n'en jugea pas ainsi. Après une reconnaissance détaillée des lignes anglaises, il estima que ses moyens n'étaient pas en rapport avec la difficulté de l'entreprise; et, en effet, n'ayant que 50,000 hommes et des munitions pour une seule bataille (4), il se fût exposé, en cas d'insuccès, à un immense désastre. Le colonel ingénieur Jones approuve les scrupules de Masséna (5), et le comte Toréno (6) affirme que les princi-

---

(1) 3,000, d'après Londonderry; 8,000, d'après le comte Toréno et Thiers; 6,000, d'après Napier, et 10,000 d'après les *Victoires et conquêtes*.

(2) Calculs de Napier et de Thibaudeau. D'après Londonderry, Wellington, après avoir reçu 3,000 hommes de la Romana, et 7 à 8,000 Anglais, venus de Cadix et de la mère-patrie, se trouvait à la tête de 33,000 Anglais, 30,000 Portugais et 3,000 Espagnols en état de tenir la campagne. Les *Victoires et conquêtes* estiment les forces des alliés à 97,000 hommes, dont 71,000 de troupes anglo-portugaises, et celles des Français à 35,000 seulement. Le général Pelet dit que : « 35,000 Français, manquant de tout, avaient contenu plus de 100,000 alliés, « sans toutefois penser à les bloquer comme on l'a cru. » *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 325. D'après Jomini, il y avait dans les lignes, avant l'arrivée des secours anglais et espagnols, 60,000 hommes, dont 30,000 Portugais. Le même auteur estime les forces de Masséna, antérieurement à l'arrivée de Drouet, à 40,000 hommes.

(3) MAXWELL, t. II, p. 207, dit que Junot et Ney furent également de cet avis et proposèrent à Masséna de brusquer l'attaque de la position. Nous n'avons trouvé aucune preuve de ce fait, et l'auteur des *Mémoires de Masséna* dit formellement, t. VII, p. 465 : « que tous les lieutenants du maréchal Masséna s'accordèrent à représenter les lignes comme inexpugnables. »

(4) THIERS, t. III, p. 422.

(5) *Mémoire sur les lignes de Torrès-Vedras*, p. 68. Parmi les circonstances qui empêchèrent Masséna d'attaquer les lignes, il faut signaler le mauvais temps, qui rendit le terrain impraticable pour l'artillerie partout, excepté sur les routes pavées. *Memoir of the war in Spain and France*, p. 14.

(6) T. III, p. 289.

paux chefs de l'armée française, consultés sur ce point, opinèrent qu'il fallait demander des secours et réduire, en attendant, les opérations à un blocus (1). D'après ce conseil, Masséna envoya le général Foy à Paris, rendre compte de la situation de l'armée de Portugal, et solliciter de nouvelles instructions (2).

Afin de resserrer autant que possible la position des Anglais, les troupes françaises furent distribuées de la manière suivante: Junot à Sobral, vis-à-vis des avant-postes anglais; Reynier près du Tage, à Villa-Nova, et le duc d'Elchingen, près d'Alenquer (où il était à même de soutenir le 8e corps). Une partie de la cavalerie fut détachée pour observer le Tage et communiquer avec Santarem.

Ces dispositions étaient très-bonnes au point de vue du blocus et de la subsistance des troupes; mais prises devant un ennemi concentré, dont les forces étaient supérieures en nombre, elles auraient amené sans aucun doute la destruction de l'armée française, si cet ennemi avait pu ou voulu prendre vigoureusement l'offensive.

Le prince d'Essling jugeant que Santerem était un lieu convenable pour ses magasins et ses dépôts, chargea Montbrun de réunir dans cette ville les matériaux nécessaires à la construction d'un pont flottant (3); malheureusement, les troupes qui s'emparèrent de la place y commirent, pendant cinq jours, des excès comparables à ceux qu'elles avaient commis à Leyria (4) et qui, cette fois encore, privèrent l'armée des ressources dont elle avait le plus grand besoin.

---

(1) Les auteurs des *Victoires et conquêtes* prétendent qu'il était absurde de vouloir bloquer avec 35,000 hommes une position en communication avec la mer et renfermant 97,000 alliés. Ils ont raison en principe, mais Masséna devait étendre ses cantonnements pour avoir des vivres, et c'est ce qui explique que l'empereur ne fit aucune objection contre l'emplacement donné aux différents corps de l'armée du Portugal.

(2) Le général Foy partit le 29 octobre.

(3) Ce pont devait lui servir pour envoyer des fourrageurs sur l'autre rive, dans la fertile Alentejo, pour donner la main à Soult, et pour faciliter le siége d'Abrantès.

(4) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 239.

Le général Eblé, chargé de la construction de l'équipage de pont nécessaire pour franchir le Zezère et le Tage, rencontra des difficultés inouïes. Il n'avait trouvé à Santarem que deux vieilles barques submergées, et les magasins du port ne contenaient ni ancres, ni goudron, ni outils, ni cordages, ni madriers, ni rien de ce qu'il fallait pour organiser un chantier de construction (1). Mais grâce à son industrie et à son activité prodigieuses, ce général parvint à surmonter tous les obstacles : bientôt l'on vit une masse de soldats, transformés en ouvriers, débiter et mettre en œuvre le bois, le fer et le chanvre, avec des outils qu'ils avaient confectionnés eux-mêmes. La construction des ponts de l'île de Lobau n'avait pas offert plus de difficultés.

Pour assurer sa position et se ménager le moyen d'agir sur la rive gauche du Tage, il importait à Masséna d'occuper Abrantès. Montbrun fut chargé de s'emparer de ce point de vive force ou par ruse. Il brusqua facilement le passage du Zezère, mais il perdit ensuite par sa lenteur l'occasion de prendre la ville et de capturer cinquante barques portugaises abritées dans une crique du Tage, en face de Chamusa.

Le prince d'Essling fut vivement contrarié de cette maladresse. Cependant Montbrun s'empara, le 31 octobre, de Punhète, et le général Tirlet mit aussitôt cette ville en communication avec la rive droite du Zezère, à l'aide d'un pont sur chevalets. Une reconnaissance faite à la suite de cette opération convainquit le général en chef qu'Abrantès était à l'abri d'un coup de main et, que pour le moment, il ne fallait pas songer à s'en rendre maître. Il ordonna, en conséquence, au général Lazowski de mettre Punhète en état de défense,

---

(1) Il fallait 80 bateaux pour franchir le Tage, et 20 pour franchir le Zezère.

Le général Pelet dit qu'on ne pouvait songer à entreprendre le passage, ni à former un établissement solide sur le fleuve, sans avoir les matériaux nécessaires à un double pont.

Les premiers bateaux construits furent destinés à l'établissement de deux ponts sur le Zezère, l'un à Punhète, l'autre à Martinchel. — *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 325.

et au général Eblé de diriger sur ce point les chantiers de Santarem (1).

Dans ces entrefaites, Wellington avait reçu des renforts, construit de nouvelles batteries; achevé ou complété les ouvrages des lignes. Le moral des troupes était excellent; officiers et soldats rivalisaient de zèle et de bonne volonté. « En dehors des heures de service, dit un témoin oculaire, ils se livraient à la chasse ou à la pêche, comme s'ils eussent été en Angleterre. » Entre autres détails donnés à ce sujet, le général Stewart nous a laissé la description d'une fête brillante qui fut organisée dans le camp des alliés pour célébrer la nomination de Beresford au rang de chevalier de l'ordre du Bain. Cette situation formait un contraste pénible avec celle de l'armée française, qui devenait chaque jour plus intolérable : privée de tout, en butte à l'hostilité des populations, harcelée sur ses derrières par les corps de milice et les *ordenanzas* du Nord, que Wellington avait appelés à lui et jetés dans les montagnes, cette armée devait employer la moitié de son effectif à chercher des vivres (2). L'armée anglaise elle-même, avec toutes les ressources que lui assuraient la flotte et l'appui des Portugais, avait une peine infinie à nourrir les habitants de Lisbonne et les milliers de campagnards qui s'étaient réfugiés derrière les lignes de Torrès-Vedras (3). Quelques auteurs pensent que si le maréchal Soult se fût hâté de prendre Badajoz et

(1) « Masséna, après avoir reconnu le Tage à Santarem, avait renoncé à l'idée d'y établir son pont de bateaux. » *Mémoires de Masséna.*

(2) « Il est certainement étonnant, dit Wellington, que l'ennemi ait pu rester si longtemps « dans ce pays, et c'est un exemple extraordinaire de ce que peut faire une armée française. « Avec tout notre argent et les bonnes dispositions du pays, je vous assure que je ne pour- « rais pas entretenir une seule division dans l'endroit où les Français ont entretenu jusqu'à « 60,000 hommes et 20,000 animaux pendant plus de deux mois. » (*Au comte de Liverpool,* 21 décembre 1810.)

(3) L'armée de Wellington était assez bien pourvue, et néanmoins un grand nombre de soldats passèrent à l'armée française, où la misère était au comble : circonstance d'autant plus extraordinaire, que le crime de désertion était, en quelque sorte, inconnu dans les troupes anglaises.

de faire par cette ville une diversion sur Lisbonne, il aurait forcé Wellington à sortir de son camp et fourni à Masséna l'occasion de s'emparer de la position (1). Mais nous doutons fort que le général anglais eût pris une résolution aussi dangereuse, pour couvrir une ville suffisamment protégée contre un bombardement par sa forte escadre et par un bras de mer de 1,500 toises de largeur. Il avait écrit, du reste, à son gouvernement dès les premiers jours de son arrivée à Lisbonne, qu'il était en mesure de résister, dans son camp, aux armées réunies de Masséna et de Soult (2).

Si Wellington avait été obligé de quitter les bouches du Tage et de se rembarquer, il aurait probablement trouvé sur les côtes du Portugal une autre position susceptible de devenir la base de ses opérations ultérieures. Ce n'était pas assez pour sauver la Péninsule de *balayer les Anglais dans la mer,* il fallait encore détruire leur flotte et gagner la confiance des populations : deux choses également difficiles, dans la situation où se trouvait alors l'empire français.

Cependant le duc n'était pas sans embarras, ni sans inquiétudes au milieu de ses lignes. La folie de George III avait surexcité les espérances de l'opposition, qui cherchait par tous les moyens possibles à s'emparer du pouvoir. Elle exploita avec une adresse perfide les désastres de la campagne précédente, les victoires de Suchet en Catalogne et les succès de Soult en Andalousie, pour amoindrir le résultat des opérations de Wellington ; elle prit même un tel ascendant, que l'armée pouvait à peine compter sur le cabinet pour un appui ordinaire. On disait tout haut à la tribune et dans la Presse : « Qu'il y avait folie à laisser l'armée mourir de faim et de misère dans les lignes rocailleuses de Torrès-Vedras,

---

(1) On a remarqué sans doute que l'armée du centre ne fut d'aucun poids dans la balance ; le roi ne l'eût pas laissée dans cette inaction.

(2) *Au comte de Liverpool,* 21 décembre 1810.

et qu'il fallait absolument l'embarquer avant l'hiver (1). »

Le parti de la guerre, représenté par lord Wellesley, était en opposition continuelle avec Perceval, le chef du parti opposé, cœur dur, esprit turbulent, homme d'État médiocre, et tout à fait incapable de mener à bonne fin la lutte gigantesque où la Grande-Bretagne se trouvait engagée. « Il n'avait, dit un historien anglais, ni assez de sagesse pour vouloir la guerre, ni assez de fermeté pour y mettre fin (2). » Pris en masse, le ministère désespérait de pouvoir délivrer l'Espagne et croyait tout au plus encore à la possibilité de défendre le Portugal. « Le marquis Wellesley lui-même, atteint de l'inquiétude générale, se laissait aller à craindre que son frère, par obstination de caractère, par ambition peut-être, ne commît quelque imprudence et ne compromît l'armée anglaise en restant trop longtemps sur le continent (3). » Les subsides étaient insuffisants et n'arrivaient pas avec la régularité voulue. « Je ne « reçois, disait Wellington, que le sixième de l'argent néces« saire pour tenir une aussi grande machine en mouve« ment (4). » Abandonné, pour ainsi dire, à ses propres ressources, il créa un papier monnaie sur la caisse du commissariat, et s'entendit avec M. Stuart pour augmenter ses ressources en faisant un commerce de grains avec l'Amérique. Ce commerce, qui n'aurait dû assurément occuper ni le temps ni l'attention de lord Wellington, préserva l'armée et le peuple de la disette ; et néanmoins, influencés par les réclamations des marchands de grains qui virent diminuer leurs

---

(1) MAXWELL, t. II, p. 207, 209.

(2) NAPIER.

(3) THIERS, t. III, p. 426.

(4) Napier, qui est parfois trop sévère pour les tories, aurait dû ajouter que la situation financière de la Grande-Bretagne était alors des plus fâcheuses. Les impôts s'élevaient à 925 millions, et les dépenses à 1,400. Il fallait donc emprunter chaque année 475 millions. Le papier monnaie était déprécié, et le change anglais, était descendu de 16 p. c. de perte, à plus de 20 p. c...

L'armée coûtait 250 millions par an, y compris 75 à 80 millions nécessaires à l'entretien de la flotte de transport.

gros bénéfices, les ministres anglais y trouvèrent à redire (1). Il y a plus : quand Wellington se plaignit de l'attention qu'avait prêtée le gouvernement aux craintes mal fondées de quelques-uns des officiers sous ses ordres, on lui répondit insolemment que ces officiers étaient meilleurs généraux que lui (2). En même temps et par un motif d'économie pitoyable, on l'obligea à renvoyer les bâtiments de transport sur lesquels reposait le salut de l'armée en cas de revers (3).

La situation de l'Espagne n'était pas de nature à rendre Wellington insensible à ces contrariétés. L'ardeur et l'enthousiasme des populations avaient fait place à une indifférence profonde et, dans quelques provinces même, à un commencement de réconciliation avec les Français. Par la défaite des armées régulières, les opérations étaient réduites à une infinité de petits engagements sans aucune liaison entre eux. Des généraux incapables, hostiles les uns aux autres, des places fortes mal approvisionnées et faiblement défendues, des bandes de soldats déguenillés, mourant de faim et vivant à la façon des brigands : voilà tout ce que pouvaient alors mettre dans la balance ces fiers Espagnols, qui naguère encore se croyaient propres à jouer le premier rôle. Wellington essaya vainement d'améliorer l'état des armées et d'introduire en Espagne le système adopté en Portugal. Les hommes qui se trouvaient à la tête des affaires ne voulurent point seconder ses efforts, et de fait le ministre Can-

---

(1) Napier.

(2) Napier, t. VII, p. 182.

(3) Au fond, le ministère anglais ne croyait pas, malgré ses forfanteries, au triomphe de la cause espagnole.

Wellington parvint cependant à calmer un peu ses appréhensions, de plus en plus vives, sur la crise dont le Portugal était menacé.

Dans une lettre adressée à lord Liverpool, il exprima ses vues, justifia ses plans, indiqua la marche probable des événements ultérieurs, et pénétra dans les desseins de l'ennemi avec une justesse de coup d'œil et une sûreté de jugement remarquables : « Cette lettre, dit un auteur, subsiste, et alors même que tous les autres témoignages du génie de Wellington seraient perdus, celui-là seul suffirait pour justifier sa haute réputation aux yeux de la postérité. »

ning avait tant vanté les patriotes, qu'ils devaient croire leur organisation militaire excellente.

La convocation des cortès (1) avait peu amélioré cet état de choses : l'enthousiasme n'était pas revenu; l'influence pernicieuse des juntes locales n'avait pas diminué ; les chefs militaires n'étaient pas choisis avec plus de discernement, et les opérations n'étaient pas mieux conduites ; enfin les rivalités, les extravagances et les fautes de tout genre qui avaient rendu la junte centrale si odieuse, se renouvelèrent sous l'administration des cortès, lesquelles d'ailleurs, par leurs tendances républicaines, déplaisaient aux nobles et aux prêtres, non moins qu'à la régence (2) et à l'aristocratie anglaise, alors au pouvoir (3). Cette assemblée était divisée en trois partis : celui des *libéraux*, qui voulaient des réformes ; celui des partisans de l'ancien régime, qualifié de parti *servile*, dont l'influence était considérable au dehors, et celui des *Américains*, qui se composait de membres flottants entre les deux partis extrêmes. Le premier soin des cortès fut de satisfaire le parti des réformateurs, en proclamant la souveraineté de la nation représentée par ses députés, et en accordant la liberté de la presse en matière politique. L'assemblée se donna le titre de *majesté*, et fit prêter serment à la régence, qui continua à remplir auprès d'elle les fonctions de pouvoir exécutif. Elle ne tarda point cependant à ressentir l'hostilité secrète de cette régence. Vers la fin d'octobre 1810, sa dignité fut gravement compromise par un ordre donné au gouverneur de Cadix; et cet incident, joint à plusieurs autres, obligea les régents à

(1) Elles avaient été réunies à Cadix, le 24 septembre 1810.

(2) « La régence, qui avait convoqué les cortès à contre-cœur, chercha dès le premier jour à « les discréditer. » — TORÉNO, t. III, p. 365.

(3) « Le schisme qui existait entre les deux cabinets aurait inévitablement fait tomber « l'Espagne aux mains de Napoléon, si la fortune ne l'eût trahi en Russie. » — NAPIER, t. VI, p. 130.

se démettre de leur charge. On les remplaça par une nouvelle régence de trois membres, qui entra en fonctions le 28 octobre 1810. Quoique celle-ci penchât vers le parti réformateur, elle s'inquiéta aussi peu que la première des questions de finance et d'organisation militaire. Le but essentiel fut négligé, et la turbulente activité des libéraux ne se révéla que par des discussions stériles et des mesures plutôt nuisibles qu'utiles à la cause nationale.

Un grand nombre de députés, influencés par les Souza, cherchaient à mettre sur le trône d'Espagne la princesse Charlotte, qui intriguait activement pour se créer des appuis à Cadix (1); mais les vœux de ce parti étaient trop manifestement contraires aux intérêts de la Péninsule et aux vues du cabinet de Londres pour qu'il osât les manifester publiquement. La majorité de l'assemblée déclara les membres de la famille royale inhabiles à gouverner comme régents, et ce vote s'il ne parvint pas à faire cesser les intrigues, du moins écarta pour un temps les sollicitations et les démarches de la princesse.

A cette époque, l'Angleterre, que toutes ces querelles mettaient fort mal avec une grande partie de la nation espagnole, eut un démêlé plus grave encore à soutenir avec le gouvernement de Cadix.

Les colonies américaines, froissées par la violence et l'injustice des juntes, avaient, dès la fin de 1808, demandé à grands cris la liberté de commerce avec l'Angleterre. On leur avait accordé quelque satisfaction sur ce point, mais les choses n'en restèrent pas là. L''invasion des Français en Andalousie et la malencontreuse dissolution de la junte centrale provoquèrent une explosion. Avec plus d'habileté que de loyauté, les colonies choisirent, pour donner le signal

---

(1) On voulait la mettre à la tête de la régence avec un pouvoir royal. Cette idée, dit Toréno, fut soutenue par don Pédro Souza, ministre de Portugal à Cadix.

de cette explosion, le moment où la mère-patrie se trouvait dans l'abattement le plus profond, et venait de reconnaître ses possessions éloignées comme parties intégrantes de la monarchie, en les invitant à faire choix de députés pour les cortès. A la tête de la révolte se trouvaient la jeunesse créole de la classe moyenne et le bas clergé, instigués d'ailleurs par les Anglais, qui craignaient de voir succomber l'Espagne sous les efforts de la France, et par les émissaires de Joseph, qui voulaient soustraire les colonies à l'influence du gouvernement de Cadix et de Séville. Le mouvement commença par Caracas, le 19 avril 1810 ; il fut suivi par les autres provinces de Vénézuela, par Buénos-Ayres, Tucuman, le Paraguay, le nouveau royaume de Grenade, la Nouvelle-Espagne et le Chili. Dans ces deux derniers États, l'insurrection fut heureusement comprimée. Au Mexique, la lutte se prolongea avec des chances diverses, mais plus généralement défavorables à la mère-patrie. Pour mieux atteindre leur but, les insurgés affectaient le plus grand respect pour le roi d'Espagne et pour les juntes; ils déclaraient hautement ne vouloir faire usage de l'autorité souveraine que jusqu'au retour de Ferdinand sur le trône, ou jusqu'à l'installation solennelle du gouvernement constitué par les cortès. Malgré ces protestations rassurantes, l'Espagne vit bientôt se détacher de son tronc les rameaux les plus fructueux.

Ce fut le 4 juillet que la régence apprit l'insurrection de Caracas. Au lieu d'agir immédiatement avec une grande énergie, elle perdit un temps précieux à délibérer. Enfin le parti de la résistance prévalut, et l'on embarqua des troupes, mais en nombre insuffisant pour comprimer la révolte. Cette première faute fut bientôt aggravée par l'envoi d'expéditions plus importantes, formées avec une partie des secours de l'Angleterre et les meilleurs régiments espagnols. Ainsi plusieurs vaisseaux, frétés dans les ports de la Grande-Bretagne pour la guerre avec la France, servirent

à bloquer les colonies et à ruiner le commerce anglais (1). Cet état de choses exerçait une influence fâcheuse sur la Péninsule et compromettait de plus en plus le cabinet de Londres, qui désirait secrètement le triomphe des colonies dans l'intérêt du commerce britanique (2). Le gouvernement de Cadix ayant voulu l'entraîner dans la lutte, reçut une protestation énergique : « L'Espagne, disait le marquis Wellesley (3), « ne peut pas espérer que l'Angleterre concoure à la réalisation d'un système qui tue son commerce, et par lequel « l'Espagne ne dirige plus ses efforts contre la France, « mais bien contre la source réelle de sa force. » Mais la régence attacha si peu d'importance à cette considération, qu'elle refusa d'admettre les raisons données par le ministère en faveur du *traité amical* qu'il avait conclu avec les colonies (4). Elle accusa même le gouvernement anglais de duplicité et de machiavélisme. Voyant les choses envenimées à ce point, le marquis Wellesley proposa aux deux partis d'accepter la médiation de l'Angleterre ; en même temps il

(1) En 1811, les troupes de la Galice, habillées et armées par les soins de l'Angleterre, furent dirigées sur les colonies, au moment où une armée française était prête à envahir cette province ; et malgré les protestations de Wellington, une autre expédition, plus considérable, suivit celle-là, emportant la meilleure partie de l'artillerie.

(2) La Grande-Bretagne, par la liberté de son commerce avec le Brésil, avait ruiné le Portugal. C'est ce motif que Wellington invoqua dans sa lettre du 10 août 1810, à Henri Wellesley, pour justifier son opposition à la demande des colonies : « J'espère, dit-il, que la régence « aura la fermeté de repousser la liberté du commerce avec les colonies... Est-il « sage, libéral et juste de détruire le pouvoir et les ressources de nos alliés, et de les « ruiner de fond en comble, pour faire entrer dans la poche de nos marchands l'argent qui « remplissait auparavant les trésors de ces alliés, et qui devrait maintenant être employé au « soutien de leur établissement militaire contre l'ennemi commun? »

Le comte Toréno cite (t. III, p. 406) l'extrait d'une lettre où lord Liverpool déclarait « que le gouvernement britannique resterait neutre entre les deux partis, aussi longtemps qu'ils seraient d'accord sur le même légitime souverain, et décidés à s'opposer à l'usurpation et à la tyrannie françaises. » Mais une lettre de Henri Wellesley, écrite au mois d'août, donnait à entendre que cette neutralité ne serait pas désintéressée ni même réelle. Cette missive portait en effet, que le gouvernement britannique, en réciprocité des sacrifices que lui imposait la guerre de la Péninsule, croyait juste que « le gouvernement de Cadix autorisât le « commerce direct des ports de l'Angleterre avec les possessions espagnoles des Indes, sous « un droit de 11 p. c. sur facture, avec cette condition, que la liberté du commerce ne durerait que jusqu'à la conclusion de la guerre engagée contre la France. »

(3) Mai 1811.

(4) Wellesley avait fait valoir surtout cette considération, que si l'Angleterre avait refusé son intervention aux colonies, celles-ci se seraient adressées à la France.

s'adressa à son frère pour savoir si réellement il était d'avis, comme on l'assurait, que la Grande-Bretagne dût prendre part à la guerre des colonies.

Wellington écrivit à cette occasion une lettre qui mérite d'être citée comme une preuve remarquable d'intelligence et de perspicacité politique.

Il voulait que la Grande-Bretagne laissât de côté, au moins pendant la durée de la guerre, toute considération mercantile : « .....Quelques relations qui puissent être établies à « l'avenir entre l'Espagne et ses colonies, le résultat général, « disait-il, sera la diminution sinon l'anéantissement du com- « merce extérieur de la Péninsule, circonstance dont la « Grande-Bretagne aura la certitude de profiter seule..... « Il n'est que trop certain que les colonies se séparent tou- « jours de la mère-patrie dès qu'elles le veulent; ce serait donc « un acte de folie à l'Espagne de vouloir empêcher par la force « cette séparation, et ce serait également folie à l'Angleterre « de seconder ou même d'encourager une telle tentative..... « Cette dernière puissance aurait pu, par son influence et par « ses avis, empêcher que les choses n'arrivassent à cette ex- « trémité; maintenant elle n'a plus qu'à dissuader l'Espagne « de recourir à l'absurde moyen de la violence..... »

Après bien des discussions, les cortès acceptèrent la médiation en juin 1811; mais rien ne fut décidé par ce moyen (1), et les Espagnols continuèrent à envoyer des expéditions dans

---

(1) Voici la cause de l'insuccès de cette médiation, sur laquelle, au reste, nous serons obligés de revenir plus loin :

La régence ajouta au décret portant les bases de la médiation une clause secrète, dont voici la teneur : « Il demeure convenu entre les deux nations, que si la réconciliation n'est point effectuée dans le délai de quinze mois, la Grande Bretagne suspendra toute communication avec lesdites provinces, et que de plus, elle prêtera à la métropole le secours de ses forces pour l'aider à les réduire à l'obéissance. » Cette clause inopportune empêcha le gouvernement anglais d'adhérer aux bases. Henri Wellesley reprit la négociation avec la régence en mai 1812, mais ne pouvant obtenir le retrait complet de la condition stipulée dans la clause secrète, il souleva des incidents et traina les choses en longueur. Enfin les cortès ratifièrent le refus de la régence, et la négociation fut rompue en juillet 1812.—Voir TORÉNO, t. IV, p. 188, 189.

les colonies, au grand détriment de la Péninsule et malgré toutes les protestations de Henri Wellesley, ministre plénipotentiaire à Cadix. Une autre cause d'embarras, qui pensa devenir un sujet de guerre civile, était l'hostilité des Portugais et des Espagnols (1). Mais ce qui par-dessus tout rendait la position du général anglais difficile et précaire, c'était l'influence qu'exercait à Lisbonne le parti des Souza et de l'évêque d'Oporto. Ces hommes remuants, tantôt soulevaient la populace contre les personnes soupçonnées d'être peu favorables au gouvernement (2), tantôt essayaient de la calmer, en s'opposant aux rigoureuses, mais justes demandes du général en chef. Ils détestaient ce dernier, parce qu'ils le savaient opposé aux prétentions des *fidalgos* et bien décidé à ne pas tenir compte de leurs misérables cabales. Enhardis par l'ascendant qu'ils exerçaient sur la régence et sur un prince facile à tromper, ils contrôlaient tous les actes de Wellington, en dénaturaient le sens, et en entravaient l'exécution par mille chicanes absurdes. Ils voulaient placer le duc de Brunswick à la tête de l'armée portugaise (3); et les choses étaient arrivées à ce point, que la régence et la faction Souza avaient organisé, au commencement de 1811, un parti anti-anglais. « Il y eut même, dit Napier, un complot formé pour « chasser du Portugal tous les Anglais, et sans la vigilance

---

(1) Plusieurs lettres de Wellington attestent que cette haine nationale était pour le moins aussi vive que celle dont les uns et les autres étaient animés contre les Français. En voici une preuve entre mille : « Les moyens de transport pour les vivres de l'armée anglaise reposaient principalement sur les muletiers espagnols ; eh bien, telle était la haine de ces muletiers contre les Espagnols, qu'ils ne voulurent jamais se charger du transport de provisions destinées aux troupes de cette nation. Wellington ne put obtenir des vivres pour les brigades attachées aux divisions anglaises qu'en faisant croire aux muletiers que ces vivres étaient nécessaires pour lui. » — NAPIER.

(2) Voir dans MAXWELL, t. II, p. 212, une lettre par laquelle Wellington proteste contre ces violences.

(3) *Lettre de Wellington à lord Villiers*, 25 mai 1811. Voir aussi sa lettre du 10 octobre 1810 à l'amiral Berkeley, où il accuse la régence d'avoir laissé prendre à Santarem par les Français, malgré ses avertissements, 40 grandes chaloupes, des vivres et du bétail en quantité. Ce reproche toutefois, en ce qui concerne les chaloupes, n'est pas confirmé par les auteurs français, lesquels ne signalent aucune prise de ce genre.

« de M. Stuart et la fermeté de lord Wellington, il est à croire « que ce complot eût réussi (1). » Les plus graves désordres se commettaient sans que la régence essayât de les réprimer; les militaires anglais étaient journellement insultés à Lisbonne, quelques-uns même furent assassinés dans l'exercice de leurs fonctions; et on laissait les coupables impunis. Aucune mesure n'était prise contre les réfractaires, et on maintenait en place les autorités qui refusaient d'obéir aux proclamations. L'armée portugaise (2) mourait de faim et manquait des moyens de transport les plus indispensables; les forteresses n'étaient pas approvisionnées en temps opportun (3); enfin l'évêque, se faisant l'organe du parti Souza, avait osé dire en séance publique de la régence, qu'il ne permettrait pas à Wellington « de faire des réquisitions et d'imposer de « nouvelles charges au peuple, pour le seul but de nourrir « la guerre au centre du royaume (4). » Le général en chef se plaignit amèrement de cet état de choses; il s'éleva surtout avec énergie contre les discours du prélat ambitieux qui voulait lui imposer un système de guerre; il autorisa même Stuart à lire aux régents assemblés une lettre où il exhalait son mécontentement dans les termes les plus durs (5). L'évêque, outré de la rude franchise de ce document, insulta l'envoyé de l'Angleterre, et s'éleva contre le général en chef dans un lan-

---

(1) « Mon opinion est qu'on médite un complot contre les Anglais, à la tête duquel sont « l'évêque et Souza... Tout cela amènera la ruine du pays; mais qu'y a-t-il là que ne méditent « et n'entreprennent pas l'ambition et la folie? » *Wellington à Charles Stuart*, 5 janvier 1811.

(2) Les troupes portugaises que l'Angleterre avait prises à sa solde s'élevaient en mars 1809 à 10,000 hommes; en mai, à 20,000 hommes, et en juin, à 30,000 hommes. L'Angleterre ne s'était point engagée toutefois à nourrir ces troupes.

(3) On fut sur le point d'abandonner Abrantès, faute d'approvisionnements, au moment où Masséna était maître de Santarem. Par suite de l'insuffisance des moyens de transport, les opérations de Beresford furent entravées dans l'Alentejo et les hôpitaux laissés sans secours. A Fuentès-Onoro, les munitions manquaient à ce point que l'artillerie portugaise dut ramasser les boulets de l'ennemi pour tirer encore quelques coups. La cavalerie était entièrement ruinée et démontée, et des 40,000 hommes de troupes réglées formées par Beresford, 19,000 seulement restaient après la bataille d'Albuéra; le surplus avait déserté ou était mort de privations.

(4) Voir la lettre de *Wellington à Charles Stuart* (Cartaxo, 18 janvier 1811).

(5) Cette lettre porte la date du 18 janvier 1811.

gage peu apostolique (1). Pour mettre un terme à ces misérables intrigues, Wellington écrivit à M. Forjas, ministre de la guerre de Portugal (2) : « Je vous prie d'informer votre « gouvernement que je ne resterai pas dans le pays, et que je « conseillerai au gouvernement britannique de retirer l'assis- « tance que S. M. prête à l'Espagne. » Un mois après (3), il adressa à lord Stuart une lettre empreinte des mêmes sentiments : « Je vous prie d'informer la régence, dit-il, et surtout « le principal Souza (4), que S. M. et le prince régent m'ayant « confié le commandement de leurs armées et la conduite « exclusive des opérations militaires, je ne souffrirai pas « qu'eux ou personne viennent s'en mêler ; je sais très-bien « où mettre mes troupes et comment leur faire prendre po- « sition contre l'ennemi ; et malgré tout ce qu'ils peuvent dire, « je ne changerai pas le plan que j'ai arrêté après mûre déli- « bération. Ce n'est point à eux, c'est à moi qu'appartient la « responsabilité de mes actes... Les seules choses que je de- « mande à la régence portugaise, c'est la tranquillité de la « ville de Lisbonne, ce sont des provisions *pour ses propres* « *troupes*, tant qu'elles serviront dans cette partie du Por- « tugal. »

Tel était le dénûment de l'armée portugaise que, dans l'intervalle du mois d'avril au mois de décembre, plus de 10,000 hommes désertèrent, non compris les miliciens et les *ordenanzas*, qui abandonnaient leurs drapeaux en bien plus grand nombre. Toutes les troupes régulières se seraient débandées, si l'on ne leur avait fourni les choses les plus urgentes, aux dépens des magasins anglais.

La régence, qui voulait engager la lutte sur la frontière,

---

(1) MAXWELL, t. II, p. 219.
(2) Gouvéa, le 7 septembre 1810.
(3) Rio-Mayor, 6 octobre.
(4) « S'il ne va pas en Angleterre ou ailleurs, écrivait Wellington, le pays est perdu. » (*Lettre à M. Forjas*).

avait négligé de faire évacuer la ligne de retraite, d'éloigner les habitants, d'enlever les vivres et de détruire les moulins à farine. Par cette coupable inertie, elle espérait faire retomber sur les autorités anglaises tout l'odieux des mesures de rigueur qui avaient été prescrites. Mais Wellington déjoua cette intrigue, en s'avouant hautement, dans ses proclamations, l'auteur du plan de campagne si vivement attaqué, et en reprochant à la régence de tenir une conduite déloyale, contraire aux intérêts et à la dignité du pays. Il est incontestable que si les ordres avaient été rigoureusement exécutés, Masséna ne serait pas resté dix jours devant les lignes de Torrès-Vedras, que sa retraite eût été désastreuse, et que les vivres consommés par ses troupes auraient servi à la subsistance des Portugais campés autour de Lisbonne.

Au milieu de tous ces embarras, Wellington acquit la preuve que Souza avait organisé une opposition régulière et systématique contre les plans de défense de l'armée alliée. Justement indigné de cette trahison, il en appela au prince régent, qui mit fin pour quelque temps aux intrigues, en désapprouvant la conduite du principal (1), et en donnant au général en chef les pouvoirs les plus étendus. Le duc, en vertu de cette autorisation, élimina de la régence quelques partisans de l'évêque, et nomma à leur place l'amiral Berkeley, ainsi que d'autres soutiens de l'influence anglaise. Cependant, plus d'une fois dans le cours de cette lutte incessante, voyant ses efforts paralysés, son dévouement méconnu, ses intentions calomniées, ses talents même contestés par d'oisifs rhéteurs, son gouvernement près de l'abandonner,

---

(1) Wellington écrivit, le 30 novembre au prince régent, pour se plaindre de Souza et le prier de décider s'il était convenable que ce personnage continuât à être membre du gouvernement.

Souza ne tarda point à rentrer en faveur ; les intrigues et les difficultés recommencèrent alors de plus belle.

ses officiers mécontents, ses soldats rebutés,—il songea à se retirer d'une arène où il semblait n'avoir plus aucune chance de triompher. Mais sa confiance dans la valeur de l'armée britannique, dans le patriotisme de la nation portugaise, dans la bonté de sa cause, et peut-être aussi dans l'efficacité de ses talents, lui firent abandonner chaque fois ce projet, et lui donnèrent le courage de conserver son poste au fort de la tempête.

Dans cette situation, Wellington avait deux dangers à courir : l'arrivée de renforts importants tirés de France ou d'Andalousie, et le rappel de sa propre armée. Ce dernier danger, un moment très-sérieux et toujours menaçant, l'inquiétait moins cependant que l'autre. Il prit donc ses mesures pour le cas où Soult, négligeant les siéges de Cadix et de Badajoz, voudrait se porter au secours de l'armée de Portugal.

La régence fut invitée à donner aux Français devant Cadix le plus de soucis possible, à couper tous les ponts de la Guadiana et à renforcer Elvas, Campo-Mayor et Badajoz ; recommandations excellentes, mais qui furent très-mal observées, comme nous le verrons plus loin (1).

En présence de l'attitude qu'avait prise Masséna, le général anglais se demanda s'il devait le laisser poursuivre tranquillement son but, ou sortir des lignes pour l'écraser. Une première fois, considérant la supériorité numérique de l'armée alliée (2), il annonça au gouvernement l'intention d'attaquer (3) ; mais revenant peu de jours après sur cette décision (4), il se prononça irrévocablement pour la défensive.

---

(1) M. Thiers dit que Wellington demanda à la régence, mais en vain, la dévastation de l'Alentejo. Nous n'avons pas trouvé la confirmation de ce fait.

(2) Le 3 novembre 1810, Wellington, dans une *lettre au comte de Liverpool*, estimait la force de l'armée française à 55,000 hommes, dont 6 à 7,000 de cavalerie, et celle de l'armée alliée, à 58,615 hommes capables d'agir offensivement. Dans cet effectif, les Anglais ne figuraient que pour 29,000 hommes.

(3) Voir sa *lettre* du 27 octobre 1810, *au comte de Liverpool*.

(4) Voir ses *lettres* du 3 novembre et du 21 décembre, *au comte de Liverpool*.

Voici, en résumé, le langage qu'il tint pour justifier cette résolution :

« Je ne doute pas que, dans la situation actuelle, je ne puisse battre l'armée française; mais je perdrai du monde et j'exposerai une partie de mes troupes à contracter des maladies, par la nécessité où je serai de les soumettre aux intempéries de l'air dans cette saison rigoureuse, pendant plusieurs jours et plusieurs nuits consécutifs. Or que gagnerai-je à la défaite de Masséna et même à celle de Soult, qui sera probablement obligé de sortir de l'Andalousie?

« J'y gagnerai de débarrasser les provinces du Nord et l'Andalousie de la présence des Français. Mais il est probable que le cours des événements nous fera atteindre cet avantage sans courir le risque de la perte d'une bataille, qui pourrait tout compromettre. Au surplus, on a vu, par ce qui est arrivé après la dernière campagne, que l'évacuation des provinces n'améliorerait pas notre situation générale; ainsi, quand la Castille et le nord de l'Espagne furent délivrés, elles ne levèrent pas un seul homme et ne firent aucun effort pour la cause commune. Si tout cela est vrai, notre intérêt n'est pas de livrer bataille à l'armée française, que nous ne pouvons pas assurément chasser de la Péninsule, mais de donner autant d'occupation que nous pourrons à la plus grande partie de cette armée, et de laisser la guerre offensive aux guérillas. Tant que les Français ne menaceront pas nos vivres, les ressources du gouvernement portugais, ni rien de ce qui importe à notre sécurité, il est fort indifférent qu'ils soient en Espagne ou en Portugal. Je crois même, en voyant les difficultés plus grandes qu'ils ont à subsister dans ce dernier pays et à conserver leurs communications, qu'il est avantageux qu'ils restent où ils sont. Leur nombre diminue tous les jours; ils ne nous font aucun mal; nous sommes plus voisins de nos ressources que nous ne l'avons jamais été, et tout le nord de l'Espagne reste ouvert aux opérations des guérillas. »

L'importance de ces raisons ne saurait être contestée. Il faut remarquer au surplus que l'armée alliée, de l'avis même de ses chefs (1), n'était pas assez manœuvrière à cette époque pour lutter en plaine contre les vieilles troupes de Masséna, et que si elle avait attaqué, elle aurait dû se passer d'artillerie (2), les routes étant détruites et les collines couvertes d'escarpements. Un succès, même dans ces conditions, lui aurait créé des embarras, en rejetant Masséna sur ses renforts et en obligeant l'armée anglo-portugaise, affaiblie par la perte de ses meilleurs soldats, à s'éloigner de ses ressources, à parcourir un pays dévasté, et à laisser momentanément sans défense le point qu'elle avait mission de couvrir.

On conseilla à Wellington de tourner les flancs de l'armée française (3); mais, indépendamment des raisons précédentes, il avait, pour rejeter ce plan, un motif qui ne laisse pas d'avoir une certaine importance; c'est que le prince d'Essling, entouré et coupé (4), ne montrait aucun souci de ses communications, de sorte que rien ne l'empêchait de profiter d'une manœuvre « dont la conséquence inévitable était d'ouvrir l'une ou l'autre route conduisant à Lisbonne (5). »

Wellington n'avait qu'une chose à craindre en restant sur la défensive, c'était de favoriser la réunion des armées d'Andalousie et de Portugal; mais il se croyait en état de résister à toutes ces forces accumulées (6), et il avait, d'un autre

---

(1) Lord LONDONDERRY, t. II, p. 158.

(2) *Relation des opérations de* 1810, par WELLINGTON.

(3) Il est certain que la droite de Masséna était en l'air, et qu'une attaque de ce côté aurait eu du succès. Mais de là ne suit point, comme le prétendent les *Victoires et conquêtes*, que Wellington fit une faute en négligeant cette occasion favorable. Le général anglais avait ses raisons pour ne pas prendre l'offensive, et on a généralement trouvé depuis ces raisons excellentes.

(4) Il était coupé de sa base, tant par les partis espagnols des royaumes de Léon et de Castille, que par Sylviera, qui avait quitté le Douro (le 29 octobre), bloqué Almeida, et interposé ses troupes entre le Portugal et l'Espagne.

(5) *Au comte de Liverpool*, 3 novembre 1810.

(6) Voir sa *lettre* du 21 décembre 1810, *au comte de Liverpool*.

côté, pris ses mesures pour empêcher le seul mal qu'elles pussent lui causer, à savoir, la disette des subsistances. On doit donc approuver sa résolution d'éviter une bataille, dont le gain eût amené de faibles résultats, et dont la perte (1), au contraire, aurait eu les conséquences les plus désastreuses, au point de vue matériel comme au point de vue moral. Le duc se trouvait dans une position à ne rien aventurer; le moindre échec pouvait provoquer le soulèvement de Lisbonne et peut-être le rappel des troupes anglaises. Le ministère, en effet, n'avait pas confiance dans le succès de la guerre; et bien qu'il n'osât avouer ce point au général en chef, qui le combattait à outrance, il s'en expliquait franchement avec d'autres personnages. Ainsi pendant que Wellington était sur le Mondégo, lord Liverpool avait donné directement à un officier du génie de Lisbonne, des instructions dont le général en chef n'eut point connaissance, et qui commençaient par ces mots : « *Comme il est probable que l'armée s'embarquera en septembre*, etc. » Imprudent aveu qui aurait jeté le découragement dans l'armée, si Wellington n'avait montré d'autant plus de calme et d'assurance, que le ministère affichait plus de crainte et d'irrésolution.

Cependant, le prince d'Essling conserva sa position étendue entre Sobral et Abrantès, jusqu'à ce que le pays à plusieurs lieues en arrière fût complétement épuisé. Obligé enfin d'assurer la subsistance et d'améliorer l'état sanitaire de ses troupes à l'approche de l'hiver, il prit la résolution de s'établir dans un nouveau camp plus favorablement situé. Cette opération présentait de grandes difficultés, parce que Wellington épiait les moindres mouvements des Français. Elle

---

(1) « J'ai assez livré de batailles, écrivait Wellington à Charles Stuart, le 6 octobre 1810, « pour savoir que l'issue d'aucune n'est certaine, même après les meilleures dispositions. »

réussit néanmoins parfaitement, grâce à l'habileté que montra dans cette circonstance l'illustre maréchal. Dès la fin d'octobre, son hôpital, ses magasins et tous les *impedimenta* de l'armée avaient été dirigés secrètement sur Santarem.

Dans la nuit du 14 novembre, ses troupes prirent le même chemin.

L'ennemi ne s'aperçut de ce mouvement que le lendemain, après que le soleil eut dissipé le brouillard qui couvrait la plaine. En ce moment, les Français étaient encore embarrassés dans des défilés, où l'on aurait pu attaquer leurs derrières sans rien compromettre. Malgré cette circonstance favorable, Wellington commença la poursuite avec deux divisions seulement et n'imprima aucune vigueur à ses opérations, soit qu'il manquât d'énergie, soit qu'il poussât trop loin le système de prudence qu'il s'était imposé. Il est certain que le prince d'Essling fut plus habile et plus audacieux que lui : « Les difficultés, dit un auteur anglais (1), « avaient réveillé le talent de ce guerrier. Après avoir em-« mené son armée avec un ordre admirable, il choisit sa « nouvelle position avec autant de sagacité que de résolu-« tion (2). »

Pour se mettre à l'abri de toute opération offensive, Masséna retrancha son avant-garde à Santarem, et, pour assurer ses derrières, établit un poste à Punhète avec un pont sur le Zezère. Sa gauche était naturellement couverte par le Tage, et sa droite, exposée aux attaques des troupes irrégulières, était protégée par la cavalerie (3).

---

(1) Napier.

(2) Le 18, l'armée occupait les positions suivantes : le 2e corps à Santarem, sa gauche au Tage, et son front couvert par Rio-Mayor ; le général Loison à Golega, avec une division. Le 8e corps sur l'Alviella, la gauche à Torre-Novas, son centre à Pernès, sa droite à Alcanhède. Le 6e corps et la cavalerie à Leyria et Thomar ; le grand quartier général à Torrès-Novas.

(3) Ainsi la nouvelle position de Masséna s'étendait depuis Santarem jusqu'à Thomar, le long du Tage. Une division occupait Leyria pour surveiller le revers de l'Estrella et garder la route de Coïmbre, soit contre un retour offensif des Anglais, soit contre les irruptions des insurgés espagnols et portugais, qui devenaient fort inquiétantes.

Cette position assurait à Masséna des vivres pour quelque temps et lui offrait au point de vue stratégique l'avantage de le mettre en communication avec l'Espagne (au moyen de ponts jetés sur le Zezère), de faciliter l'établissement d'un pont sur le Tage et de lui permettre d'assiéger Abrantès, sans interrompre le blocus des lignes anglaises, et sans renoncer à la possibilité de reprendre ses opérations directes à la première occasion favorable.

Wellington crut d'abord que Masséna n'avait laissé à Santarem qu'une arrière-garde, et qu'il continuait la retraite avec le reste de l'armée. Il prit même ses mesures pour attaquer cette position dans la journée du 18; mais l'ayant reconnue avec soin, et la jugeant trop forte (1), il se retira sur Cartaxo, où il établit son quartier général (2). On lui a reproché cette opération, et de fait, en laissant le prince d'Essling pendant plusieurs mois tranquille à Santarem, il permit au 9e corps et à de nombreux détachements de rejoindre l'armée française; il donna à cette armée le temps de se retrancher fortement; il prolongea les embarras et les souffrances des populations renfermées dans les lignes, — souffrances telles qu'on estime à 40,000 le nombre des individus morts de privations pendant l'hiver de 1810; — il encouragea le parti de l'évêque, si peu attaché à la cause nationale; il fournit un nouveau thème à l'opposition des whigs, que la maladie du roi et la perspective d'une régence remplissaient

---

(1) Voir sa *lettre* du 1er décembre 1810, *à lord Liverpool.*

Le colonel John Jones affirme également que la position de Masséna était forte. Londonderry, au contraire, prétend qu'elle était trop étendue et accessible partout ; mais cette opinion est combattue par le témoignage unanime des auteurs et des généraux français. Parmi ces derniers, nous citerons notamment le général Reynier, à qui Masséna avait confié la défense de Santarem.

(2) Ses troupes furent placées en cantonnements sur les deux rives du Tage : les divisions de Hill, Fane et Erskine sur la rive gauche; Brent, Spencer et Cameron, à Cartaxo; Crawfurd entre cette ville et Santarem, observant les avant-postes français; Picton à Torrès-Vedras, Campbell à Alenquer, Cole à Azambuja, Leith à Alcoentre, et le surplus de l'armée dans les lignes.

d'espoir; il ébranla l'autorité morale de l'Angleterre en rendant de plus en plus douteuse l'issue favorable de la lutte; il s'exposa enfin à voir Soult et les autres corps français venir au secours de Masséna pour attaquer les lignes ou les resserrer plus étroitement que jamais.

Wellington n'ignorait aucune de ces circonstances, aucun de ces dangers, et néanmoins il persévéra dans son système, parce qu'il avait d'excellentes raisons pour n'en pas changer. L'état des routes et des rivières d'abord s'opposait à toute entreprise contre la position de Masséna. « Nous « n'aurions rien pu faire, dit Wellington, quand même « nous nous serions jugés assez forts pour l'attaquer (1). » En outre, l'armée alliée, composée de régiments de trois nations différentes, n'était pas encore rompue aux grandes évolutions militaires (2). L'armée française, au contraire, quoique inférieure en nombre, était formée de troupes homogènes et parfaitement aguerries, qui brûlaient d'en venir aux mains, pour améliorer leur sort, devenu insupportable. Un échec dans de pareilles conditions n'était pas impossible, et il eût eu pour conséquence le triomphe du patriarche à Lisbonne, le renversement du cabinet de Londres, engagé alors dans de sérieux embarras (3), l'avénement au pouvoir d'un parti hostile à la guerre d'Espagne, et finalement le rappel de l'armée britannique. Wellington savait, au surplus, que Soult était peu disposé à venir au secours de Masséna; que la situation de celui-ci empirait tous les jours et que sa retraite définitive ne pouvait être longtemps différée (4). Il savait que les lignes de Torrès-Vedras étaient en

---

(1) *Memorandum des opérations en* 1811. Voir aussi sa *lettre* du 1er décembre 1810, *à lord Liverpool,* où il dit : « The cross roads are impassable for artillery and very difficult. »

(2) Wellington estime qu'en janvier Masséna avait sur le Tage 64,000 hommes, dont 14,000 environ dans les hôpitaux. A la même époque, l'armée alliée comptait, en fait d'hommes disponibles pour une bataille, 30,000 Anglais, dont 2,650 cavaliers, et 32,000 Portugais.

(3) On discutait au Parlement une proposition de régence.

(4) Néanmoins, voulant prendre les choses au pire, il avait supposé que Masséna serait

état de résister à des forces doubles de celles du prince d'Essling, et que, par suite, la continuation de la défense n'offrait aucun danger militaire.

Dans ce conflit d'intérêts divers et balancés, il était urgent que la bataille, sur laquelle reposait tant de destinées, ne fût livrée que dans des circonstances avantageuses. Or Wellington, après avoir tout examiné et tout pesé avec son sang-froid et son jugement ordinaires, n'hésita point à déclarer que ces circonstances n'existaient pas (1). Moins soucieux de sa gloire que du but à atteindre, ce général eut pour maxime constante de ne jamais compter sur le hasard; ce qu'il pouvait obtenir d'une manière sûre, il ne cherchait point à l'atteindre d'une manière brillante. Froid et prudent par calcul, plus encore que par tempérament, il devenait audacieux quand l'audace était une condition de succès. Personne n'a moins sacrifié que lui à la vanité personnelle et à cette valeur chevaleresque qui trop souvent se réduit en gloire pour les combattants, en désastres pour la cause ou pour le pays qu'ils ont mission de défendre.

Wellington cependant ne resta pas dans l'inaction : il se retrancha dans ses cantonnements de Cartaxo et continua à renforcer les lignes de Torrès-Vedras. Non content de ces précautions, il fit élever sur la rive gauche du Tage une nouvelle ligne de défense, depuis Aldea-Gallega jusqu'à Sétuval, et une série de forts entre Almada et Trafaria, afin d'être en mesure de résister à une attaque par les deux rives du fleuve.

Dans ces entrefaites, le général Foy était rentré (le 5 février) au camp des Français, après un voyage des plus dan-

---

renforcé par 40,000 hommes avant la fin de janvier, et qu'une partie des forces de Soult viendrait également se joindre à lui : cette supposition n'avait pas changé sa manière de voir ; seulement, dans la prévision qu'elle se réalisât, il avait chargé Beresford de prévenir le passage du Tage, et d'éloigner les renforts destinés au prince d'Essling.

(1) Voir sa *lettre* du 21 décembre 1810, *à lord Liverpool,* où il expose les raisons qu'il avait pour ne pas prendre l'offensive.

gereux. Il avait exposé à Napoléon les embarras de la situation où se trouvait l'armée de Portugal, et s'était donné beaucoup de peine pour engager le chef de l'État à intervenir d'une manière efficace dans la lutte. Mais ses paroles éloquentes, ses observations pleines de justesse, ses vives instances, au nom de Masséna, ne produisirent aucun effet. Ce n'est pas que l'empereur trouvât les demandes du prince d'Essling peu fondées, mais les circonstances s'opposaient à ce qu'il les admît. Avec 80,000 hommes il aurait pu terminer en quelques mois la guerre d'Espagne; nul ne le savait mieux que lui; malheureusement, sa politique conquérante avait suscité à l'empire des ennemis qui l'obligeaient à prendre des mesures dans la prévision d'une lutte prochaine avec le Nord. Dès le mois de janvier 1811, il avait commencé à surveiller les vastes préparatifs de la guerre de Russie, qui bientôt absorba toute son attention. Cette guerre funeste, qu'Alexandre ne désirait point, Napoléon aurait pu l'éviter en se montrant moins absolu sur la question du blocus. Mais entraîné par ses passions, et ne pouvant trouver la paix maritime en Espagne, il s'obstina à la chercher au Nord, où il ne rencontra que Moscou...

Tout rempli déjà de ce vaste projet à l'époque où le général Foy vint à Paris, il refusa d'envoyer de nouvelles troupes à Masséna. Cependant il prescrivit au maréchal Soult de diriger sur le Tage le 5[e] corps, supposé de 15 à 20,000 hommes, pour concourir au siége d'Abrantès (1) et occuper la rive gauche du fleuve. En même temps, il ordonna à Drouet d'accélérer sa marche; à Dorsenne, qui était avec la garde à Burgos, de soutenir au besoin les deux divisions de Drouet, et au roi, d'envoyer toutes ses forces disponibles sur Alcantara. Il recommanda en outre à Masséna d'établir de bonnes communications avec Madrid et Almeida, d'occuper les deux

---

(1) En vue de cette opération, Soult avait ordre de lui amener un équipage de siége.

rives du fleuve, de jeter deux ponts sur le Zezère (1), de retrancher ces ponts, de prendre Abrantès et Alcantara, d'attendre Drouet et Mortier, puis avec 80,000 hommes d'attaquer les lignes, et s'il ne les pouvait emporter, de continuer le blocus, dans l'espoir qu'un changement de politique en Angleterre ferait prévaloir l'opinion de la paix.

Il y avait plus d'illusions que de réalités dans ces projets. Soult, à qui l'on avait déjà maintes fois donné l'ordre de se porter sur le Tage à travers l'Alentejo (2), ne se trouvait pas en mesure d'exécuter cet ordre, et semblait dans tous les cas peu disposé à le faire. La construction de plusieurs ponts sur le Tage et le Zezère exigeait des ressources qui manquaient absolument. L'empereur ignorait ou feignait d'ignorer que le prince d'Essling n'avait ni bois, ni fer, ni cartouches, ni pain; que son armée n'avait pas trouvé dans le Portugal une pièce de monnaie; que l'habillement et les chaussures étaient en lambeaux; que les soldats vivaient de maraude, et que les officiers, plus misérables encore, n'avaient pour se nourrir que ce qu'ils tenaient de l'affection de leurs subordonnés (3). Quant aux secours promis, ils étaient loin d'avoir l'importance que Napoléon leur attribuait (4). Le général Drouet, se fondant sur les ordres de l'empereur, avait laissé une de ses divisions (celle de Claparède) entre Viseu et Almeida, pour assurer ses communications, et

(1) Quand Napoléon dicta ces instructions, il supposait, d'après le dire des journaux anglais, que Masséna avait des ponts sur le Tage.

(2) « Je viens de donner l'ordre, déjà réitéré plusieurs fois, au maréchal Soult, d'envoyer « le 5e corps sur le Tage entre Montalveo et Villaflor, pour faire sa jonction avec vous. » (*Le prince de Wagram au prince d'Essling*, Paris, 4 décembre 1810) : « L'empereur me charge de « vous renouveler l'ordre de vous porter au secours du prince d'Essling, qui est toujours à « Santarem. » (*Le même, au maréchal Soult*). Paris, 24 janvier 1811.

Dans sa lettre du 4 décembre, le major général avait formellement prescrit l'envoi immédiat de 10,000 hommes avec cette recommandation textuelle : « Toutes considérations doi« vent disparaître devant le mouvement que je vous prescris. » Malgré cet ordre formel, Soult écrivit, les 22 et 25 janvier, qu'il ne pouvait pas secourir Masséna, et qu'il se bornerait pour le moment à prendre Badajoz.

(3) THIERS, t. III, p. 451.

(4) Ainsi Drouet, au lieu des 30,000 hommes promis, n'en amenait que 17,000.

s'était avancé vers le Tage avec celle de Conroux, forte de 7,000 hommes, à laquelle vinrent se joindre 2,000 combattants sous Gardanne. Ces 9,000 hommes, sans argent, sans vivres, sans munitions, furent tout ce que Masséna reçut (1). Il avait encore quelque espoir d'être secouru par Soult, mais cet espoir diminuait tous les jours.

La réception des ordres de l'empereur obligea le maréchal, dont les forces, depuis l'arrivée de Drouet, s'élevaient à 55,000 hommes, à tenter le passage du fleuve (2). Cette opération était devenue extrêmement difficile, par suite de l'arrivée du corps de Hill sous les murs d'Abrantès. Il y avait du reste un véritable danger à répartir une si faible armée sur les deux rives du Tage avec un pont incertain pour toute communication. D'un autre côté cependant, il était nécessaire de pénétrer dans l'Alentejo pour faire vivre les troupes. On disputa longtemps sur la question de savoir si l'on établirait le pont à Punhète ou à Santarem. Reynier opina pour cette dernière ville, parce qu'il y avait à proximité, vis-à-vis des hauteurs de Boavista, une île dont on pouvait tirer parti. Mais le général Éblé objecta qu'on n'avait pas assez de chevaux pour transporter l'équipage jusque-là, et qu'il serait par trop dangereux de le faire descendre par eau, en passant sous le feu de l'ennemi (3). Ébranlé par ces avis contraires, Masséna résolut de remettre l'opération jusqu'à l'arrivée du 5e corps,

(1) Drouet arriva dans la dernière semaine de décembre. Se fondant sur les instructions de l'empereur, il voulut rétrograder immédiatement vers le Nord. Tout ce que Masséna put obtenir de lui, fut qu'il allât s'établir à Leyria, pour intercepter les communications de Wellington avec les provinces septentrionales du Portugal.

(2) Deux jours avant l'arrivée de Foy, Masséna avait donné des ordres secrets pour la retraite (*Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 304).

La réunion où furent discutés les différents projets de passage eut lieu à Galgao, treize jours après l'arrivée de Foy (le 18 février). Les travaux d'Éblé pour la construction des ponts sur le Tage étaient terminés depuis la fin de janvier (*Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 307). Le passage aurait dû se faire en présence de 13,000 fantassins et de 2,500 cavaliers réunis devant Punhète, sous les ordres de Beresford. (Ce général avait succédé à Hill, retenu en Angleterre pour cause de maladie.)

(3) Voir les *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 320.

pensant que les Anglais dès ce moment ne resteraient plus vis-à-vis de Punhète (1).

Le duc de Dalmatie ne reçut d'instructions positives de l'empereur qu'à la fin de décembre (2).

Ces instructions lui prescrivaient de suspendre toutes ses opérations, sauf le siége de Cadix (3), et de diriger le 5e corps avec un équipage de siége sur Abrantès. C'était demander au maréchal Soult qu'il détruisît son œuvre pour faire réussir celle d'un rival. Il représenta au ministre de la guerre que le 5e corps succomberait entre les Anglais qui l'attendaient (4) et les 15 à 20,000 Espagnols de la Romana qui le suivraient, et qu'en outre il aurait sur ses derrières cinq places fortes : Badajoz, Olivença, Elvas, Campo-Mayor et Albuquerque. Cette raison lui parut suffisante pour ne pas obéir strictement à l'ordre donné : toutefois, n'osant pas l'enfreindre d'une manière absolue, il consentit à porter le 5e corps sur la Guadiana, pour assiéger Badajoz (5).

Après avoir employé tout un mois à réunir l'équipage

---

(1) Cette résolution fut approuvée par la majorité des généraux. — Il résulte d'une lettre publiée dans les *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 297, que le prince d'Essling aurait laissé seulement le 6e corps sur la rive droite du Tage, et que, s'il avait été pressé trop vivement, toute l'armée se serait retirée dans l'Alentejo en repliant les ponts et en brûlant les barques : mesure extrême, qui aurait bouleversé entièrement le plan de campagne des Français, sans aucun avantage pour leurs opérations.

(2) Les lettres originales ayant été prises par les guérillas, Soult ne reçut que les duplicata. Les insurgés non-seulement interceptaient toutes les communications entre ce maréchal et Masséna, mais rendaient encore impossible tout échange de lettres entre le prince d'Essling, Napoléon et le ministre de la guerre. Dès que Masséna eut dépassé la frontière du Portugal, ses relations avec la France devinrent si incertaines, que la meilleure source d'information pour l'empereur furent les articles des journaux anglais.

(3) Ce malheureux siége de Cadix fut une des causes de l'insuccès de la campagne de 1810. Si Napoléon avait envoyé devant cette place les 18 vaisseaux réunis sous Ganteaume à Toulon, et 12 à 15,000 hommes de débarquement avec les munitions nécessaires, Cadix eût été pris, et 30,000 hommes de renfort auraient pu être dirigés sur Lisbonne. Telle fut, du moins, l'opinion de Victor et en partie celle de Soult; presque au moment même où ce maréchal reçut l'ordre d'envoyer ses forces disponibles au prince d'Essling, il venait d'écrire à Napoléon pour demander 25,000 hommes d'infanterie, 1,000 marins et 1,000 artilleurs, dans le but de conquérir Cadix et tout le midi de l'Espagne.

(4) C'était le corps de Hill, commandé en ce moment par Beresford ; il se trouvait à Abrantès, avait ordre de défendre les affluents du Tage, et de se retirer ensuite dans le camp de Torrès-Vedras sans rien compromettre.

(5) Le général Pelet (voir sa note insérée, t. XXI des *Victoires et conquêtes*) dit que

de siége nécessaire à cette opération, Soult quitta les environs de Cadix le 21 décembre, circonstance dont Wellington fut informé le 29 à Cartaxo; il commença son mouvement offensif le 5 janvier avec 16,000 hommes d'infanterie, 4,000 de cavalerie et 50 bouches à feu. Cette petite armée se dirigea successivement sur Mérida, Olivença et Badajoz. La première de ces places ne se défendit point, et la seconde, en fort mauvais état, se rendit le 22 janvier, après dix jours de tranchée ouverte. Sa garnison se composait de 4,160 Espagnols, et son armement de 18 bouches à feu seulement (1).

Badajoz présentait plus d'obstacles; néanmoins, on pouvait en brusquer le siége, et gagner de la sorte un temps précieux. Au lieu de cela, Soult fit trois attaques qui, dans le commencement surtout, manquèrent de vigueur, à cause du peu d'hommes qu'il y employa (2). Heureusement pour le maréchal, les généraux espagnols Ballesteros et Mendizabal négligèrent toutes les mesures que Wellington avait prescrites pour empêcher l'investissement de la place, le passage de la Guadiana et de celui de la Gébora (3). Mendizabal non-seulement oublia de fortifier le pont qui existait sur ce dernier cours d'eau, mais commit encore la faute de le détruire et de rompre les gués par lesquels il aurait pu attaquer les Français au moment du passage de la Guadiana. Pendant les douze

---

l'empereur, dans une conversation qu'il eut avec lui, le 8 avril 1811, approuva la prise de Badajoz et les opérations de Soult; mais il faut noter qu'en ce moment Napoléon était exaspéré contre le prince d'Essling, qu'il voulait rendre responsable de toutes les fautes et de tous les désastres de la campagne.

(1) Belmas, t. I, p. 156.

(2) Jusqu'à l'arrivée de la division Gazan, forte de 6,000 hommes, Soult n'eut que 9 à 10,000 hommes pour faire ces trois attaques.

(3) Wellington l'avait prévu. « Avec des soldats de toute autre nation, écrivit-il, le succès « serait certain, mais on ne peut faire aucun calcul, préjuger aucune opération, quand ce « sont des troupes espagnoles qui doivent agir. » S'il n'envoya pas de meilleures troupes sur la Guadiana, c'est qu'il attendait des renforts, et que Masséna venait d'être rejoint (le 26 décembre) par 10,000 hommes du 9e corps, sous les ordres de Drouet. 14,000 hommes sous les ordres de Beresford avaient reçu l'ordre de se mettre en mouvement dès que les renforts attendus pour la fin de janvier seraient arrivés. (Voir la *lettre* du 14 mars 1811, *de Wellington au comte de Liverpool*.)

jours qu'il était resté inactif, il n'avait détaché aucune avant-garde sur son front, ni pris aucune mesure pour retrancher son camp de Santa-Engracia, qu'il eût été si facile pourtant de rendre formidable.

Profitant de cette négligence, Soult traversa le 19, au point du jour, la Guadiana et la Gébora, qui coule au pied même de l'escarpement où était situé le camp ennemi. Ce fut une véritable surprise, favorisée d'ailleurs par un brouillard épais. Mortier, qui dirigeait les mouvements, forma rapidement sa ligne de bataille. A huit heures, quand le brouillard se dissipa, la gauche des Espagnols était déjà entourée par la cavalerie française; au centre, les troupes de toutes armes erraient en désordre, et sur la droite il n'y avait plus un seul bataillon pour défendre San-Christoval. L'armée française s'avança en colonnes sous la protection de son artillerie : six bataillons sur le centre, Girard sur la droite, Latour-Maubourg sur la gauche. Ces forces, estimées à 9,000 hommes, attaquèrent les 15,000 Espagnols (1) avec tant de vigueur, qu'à dix heures le combat était terminé.

Mendizabal laissa sur le champ de bataille 900 morts, 6 drapeaux, 17 canons, 20 caissons et 5,200 prisonniers (2). La perte des Français ne s'éleva qu'au chiffre de 400 hommes. Trois mille fuyards (3) se jetèrent dans Badajoz.

---

(1) D'après Napier.—Londonderry évalue les forces espagnoles à 9,000 hommes; Sherer, à 10,000; Belmas et Thiers, à 12,000; Toréno, à 8,000 fantassins et à 1,200 chevaux; Jones, à 9,000 hommes d'infanterie avec une brigade de cavalerie portugaise. Le même auteur estime les forces françaises à 6,000 hommes; Maxwell, à 7,000, dont 2,000 de cavalerie; Londonderry, Belmas et Sherer, à 6,000; Thiers, à 8,000.

(2) THIBAUDEAU, t. VIII, p. 479. D'après Belmas, les Espagnols eurent 850 hommes tués et 5,200 faits prisonniers; ils perdirent 6 drapeaux, 7 canons, 20 caissons, un équipage de pont et un camp tendu.

Mendizabal, à cause de cet échec, fut si fortement blâmé par les Espagnols eux-mêmes que, pour se réhabiliter, il s'engagea comme simple soldat, et combattit en cette qualité à Albuera, trois mois après. — BELMAS, t. III, p. 699.

(3) *Victoires et conquêtes*. D'après Jones, 500 hommes entrèrent dans Elvas, et 3,000 dans Badajoz; la cavalerie se sauva, le reste fut tué ou fait prisonnier. D'après Londonderry, des 9,000 hommes de Mendizabal, 3,500 seulement échappèrent.

M. Thiers estime les pertes à 2,000 morts et à 5,000 prisonniers; Napier à 1,000 morts et à 8,000 prisonniers.

Dès ce moment, on put investir la place sur la droite de la Guadiana. « Si Soult avait voulu profiter de la circonstance pour accélérer la reddition de Badajoz, il aurait certainement terminé le siége avant le 1er mars (1). » Mais il reprit lentement les travaux réguliers, comme s'il eût été dans des conditions normales. Or déjà Masséna commençait à prendre ses mesures pour battre en retraite, tandis qu'un corps nombreux d'Anglais et de Portugais se disposait à quitter le Tage pour délivrer la place.

Le gouverneur don José de Imar fut informé par le général Leith de ce double fait (2), et néanmoins il eut la lâcheté de se rendre le 11 mars, bien que la brèche ne fût pas encore praticable, qu'il y eut dans les magasins des vivres et des munitions en abondance (3), que la garnison comptât près de 9,000 hommes, et que les forces de Soult, réduites par les maladies, ne s'élevassent qu'à 11,600 combattants (4)!

Immédiatement après la reddition de Badajoz, le maréchal Mortier se dirigea sur Campo-Major, et Latour-Maubourg sur Albuquerque et Valencia-d'Alcantara, dont il s'empara sans difficulté.

Sur ces entrefaites, le maréchal Soult ayant été prévenu que les Anglais avaient essayé de faire lever le siége de

---

(1) THIERS, t. III, p. 475.

(2) Toréno, Jones, Lamare, Augoyat et le major Belmas ne jettent aucun blâme sur la conduite d'Imar, et Soult dans sa lettre du 12 mai 1811, au prince Berthier, exalte même les qualités du général espagnol en disant : « Imar, qui remplaça Menacho (tué), voulut « faire ses preuves, ce qui occasionna une plus longue résistance. » Mais il est démontré que, le 6 ou le 7, Imar reçut la lettre qui lui annonçait l'arrivée des renforts ; que cette lettre ne fut pas communiquée au conseil de défense, et que le gouverneur se prononça contre la capitulation, lorsque déjà tous les autres membres s'étaient prononcés pour. — Voir AUGOYAT, p. 285. — Wellington eut raison de qualifier cette conduite de lâche.

(3) Wellington : *Lettre du* 16 *mars* 1811, *au comte de Liverpool.* D'après Belmas, la brèche était aussi large, aussi accessible qu'on pouvait le désirer, et toutes les défenses du front d'attaque détruites. Augoyat et le colonel Lamare prétendent seulement que la brèche était praticable. Au moment de la reddition, 7,880 hommes déposèrent les armes ; il y avait 1,100 malades et blessés dans les hôpitaux. La place contenait 170 bouches à feu, 80,000 livres de poudre, 300,000 cartouches, beaucoup de projectiles et deux équipages de pont en fort bon état. La garnison sortit par la brèche avec les honneurs dus à une belle défense.

(4) D'après Napier, la garnison était de 8,000 hommes et le corps de Soult de 14,000.

Cadix (1), retourna dans son gouvernement, où sa présence devenait de plus en plus nécessaire. L'expédition, d'ailleurs, était manquée : il l'avait entreprise quinze jours trop tard.

Dès que Wellington avait eu connaissance de la défaite de Mendizabal, il s'était mis en mesure de prendre l'offensive à l'arrivée des renforts, espérant que pour cette époque les ruisseaux et les routes seraient praticables. En même temps, il avait fait inviter le gouverneur de Badajoz à tenir le plus longtemps possible (2).

Son plan était d'attaquer de front l'armée française (du côté de Trémès), pendant que Beresford, passant le fleuve à Abrantès, tomberait sur ses derrières.

Cependant, la situation de Masséna empirait tous les jours. Les vivres étaient devenus si rares, que, vers la fin de février, les deux tiers de l'armée devaient battre la campagne

---

(1) Cette tentative eut lieu le 5 mars 1811. Elle échoua par la faute du général espagnol la Pena, qui laissa Graham exposé aux coups de Victor, sans faire aucun mouvement pour venir à son secours. Soit ignorance, soit pusillanimité, il resta spectateur de la lutte. Heureusement que les troupes anglaises déployèrent dans cette occasion un courage des plus remarquables. Malgré l'infériorité de leur nombre, elles parvinrent à repousser l'attaque du duc de Bellune et à rentrer dans Cadix, sans autres pertes que 50 officiers et 1,260 hommes laissés sur le champ de bataille. Du côté des Français, les pertes s'élevèrent à 2,400 hommes, 6 canons et une aigle. (THIBAUDEAU, t. VIII, p. 481.) L'indigne conduite de la Pena et la honteuse capitulation de Badajoz provoquèrent en Angleterre de violentes récriminations contre l'ingratitude et la mollesse des Espagnols, qui partout abandonnaient les Anglais à eux-mêmes.

Les forces de Graham s'élevaient à environ 4,000 hommes ; celles de la Pena à 12,000, dont 800 de cavalerie, et celles de Victor à 9,000. M. Thiers est dans l'erreur quand il attribue à Victor 5,000 hommes d'infanterie et 500 chevaux, à Graham 9,000 hommes, et aux Espagnols 11,000. Il n'est pas vrai non plus que Graham perdit 2,000 hommes, et que l'honneur de la journée fut pour le maréchal Victor. Les *Victoires et conquêtes* se trompent tout autant en affirmant que Graham avait 12,000 hommes, que les Français combattirent un contre deux, et que les alliés perdirent 3,500 hommes, 3 drapeaux et 4 canons.

(2) Il ne fut plus question alors de secourir Badajoz en renforçant l'armée espagnole : « La « bataille du 19 ayant anéanti cette armée, dit Wellington, il m'eût été impossible de déta- « cher un corps assez fort pour atteindre ce but, même après que j'aurais été rejoint par « les renforts que j'espérais voir arriver dans le Tage à la fin de janvier. Je résolus donc d'at- « taquer l'ennemi dans ses positions dès que les renforts seraient arrivés, et que les routes « seraient praticables. Les renforts sont arrivés dans les premiers jours de mars, mais ils « n'ont pas encore rejoint l'armée. » (*Lettre du 14 mars au comte de Liverpool.*)

pour en trouver. « Tel était l'épuisement du pays, que « le peu d'habitants qui restaient étaient réduits à vivre de « racines, de glands et d'herbages (1). » « Beaucoup de soldats, écrivait le maréchal, ont des chaussures faites avec des peaux fraîches ; la viande est épuisée, la paille entièrement consommée, et les chevaux sont mis au vert depuis plus d'un mois. » Les maladies et les privations avaient diminué considérablement l'effectif, et la maraude, organisée depuis cinq mois, avait relâché tous les liens de la discipline (2) ; enfin les chefs, mécontents les uns des autres, continuaient à se plaindre amèrement et à faire surgir sans cesse de nouvelles complications (3).

Toutes ces circonstances engagèrent le prince d'Essling à battre en retraite sur Coïmbre, pour s'établir derrière le Mondégo (4). L'empereur lui-même avait désigné cette ligne, dans l'intention de faire, au mois de septembre, après les récoltes, une nouvelle expédition contre les Anglais avec les armées du Portugal, du Midi et du Centre (5).

Quoique la situation des Français autour de Santarem fût intolérable, on a lieu de s'étonner cependant que le prince d'Essling, après avoir attendu si longtemps, prit la résolution de battre en retraite, juste au moment où il pouvait compter sur l'assistance très-prochaine de Soult. C'est encore, probablement, un résultat de la funeste rivalité qui existait entre les maréchaux français, à tout moment blâmés pour ce fait, et toujours incorrigibles ! Aucun d'eux ne voulait concourir à l'élévation, ni réclamer l'assistance d'un rival, quelque

---

(1) *Masséna à Berthier*, 6 mars 1811.

(2) Voir Belmas, t. I, p. 164, et la *Correspondance de Masséna*.

(3) « Le projet de mettre Saint-Cyr à la tête de l'armée d'Espagne n'était nullement abandonné. » (Napier.)

(4) Masséna aurait pris cette résolution bien plus tôt, si son armée avait eu aussi peu d'illusions que lui sur l'arrivée de Soult.

(5) Voir la *lettre du* 29 *mars* 1811, *de Berthier à Masséna*, et l'ordre dicté par Napoléon dans la nuit du 29 au 30 mars, pour le prince de Neufchâtel. — Belmas, t. I, p. 495, 517.

dommage qui dût en résulter pour le service de l'empereur (1).

Il est à remarquer aussi que l'armée de Portugal, réduite à 40,000 combattants, non compris les 9,000 de Drouet, cantonnés à Leyria, avait peu d'espoir de maintenir sa position étendue contre l'attaque que préparait Wellington (2); Napier pense que ce fut la principale raison qui décida le prince d'Essling à lever son camp, et, pour justifier son opinion, il fait observer que l'ordre de battre en retraite ne fut donné que lorsque les *fidalgos* eurent informé l'état-major français de l'arrivée des renforts de la Grande-Bretagne.

Quoi qu'il en soit, ces renforts (3), débarqués le 2 mars, après une traversée de six semaines, n'avaient pas encore rejoint l'armée de Wellington, quand le 5, à la chute du jour, le prince d'Essling donna le signal du départ. Déjà la veille au soir, il avait fait partir les malades et les gros bagages en annonçant que cette évacuation avait lieu pour faciliter la concentration à Punhète, point où l'on supposait que l'armée française passerait le Tage (4). Son projet, comme nous l'avons vu, était de franchir le Mondégo à Coïmbre, de gagner Oporto,

(1) Belmas prétend que Masséna, au moment de se retirer, était dans la conviction que Soult, dont il n'attendait plus rien, avait été obligé de rentrer en Andalousie. Cette opinion est corroborée par une lettre du prince d'Essling, en date du 6 mars 1811, au prince Berthier, lettre où il dit : « que depuis vingt jours il n'entendait plus le canon de Badajoz, et que, par conséquent, il n'avait plus de coopération à attendre. »

(2) D'après le général Pelet, Masséna, au moment de la retraite, n'avait que 28,000 fantassins en état de combattre.

Le même général dit que jamais, dans cette campagne, l'armée de Masséna ne s'est élevée à 40,000 hommes.

L'un et l'autre chiffre sont inexacts.

(3) Ces renforts, dont Wellington fit la 7e division, rejoignirent le 28 mars. Ils se composaient de 7,000 hommes.

(4) « Mais ces bruits et d'autres, quoique habilement répandus, ne trompèrent pas la sagacité de Wellington. » (*Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 336). Le duc ne changea rien à ses cantonnements ; il se borna à rappeler les troupes de Beresford.

Londonderry prétend que les Anglais n'eurent aucune connaissance des mesures que Masséna avait prises depuis longtemps en vue de cette retraite : « Nous continuâmes, dit-il, jusqu'à la fin, à jeter des regards inquiets sur Abrantès, dont la sûreté nous donnait encore de vifs sujets de crainte. » (T. II, p. 193.) D'après M. Thiers, Wellington avait été fixé sur la retraite dès le 4, en apprenant les mouvements ordonnés par Masséna.

en traversant un pays encore intact, et de rester aux environs de cette ville jusqu'à ce que les opérations de Soult attirassent l'armée anglaise sur un autre point, ou que l'arrivée de Bessières avec l'armée du Nord lui permît de reprendre l'offensive. C'était sans doute le meilleur parti auquel on pût s'arrêter; mais pour réussir, il fallait opérer un changement de front perpendiculaire, l'aile gauche en arrière, devant un ennemi supérieur en nombre, qui occupait les environs du pivot ainsi que les débouchés de la ligne principale de retraite sur la route de Leyria, et qui avait à l'autre extrémité de la ligne, près d'Abrantès, un pont au moyen duquel il pouvait s'avancer dans la direction d'Ourem et de Thomar. Si Wellington prévenait Masséna sur Leyria, l'armée française devait livrer une bataille douteuse ou renoncer à Coïmbre pour gagner la mauvaise route d'Espinhal.

Voici comment le prince d'Essling se tira de ce pas difficile : il manœuvra de façon à laisser croire qu'il voulait franchir le Tage à Punhète, ou se retirer derrière le Zezère pour gagner Castelbranco. Tous les bateaux furent réunis à l'endroit désigné, et l'on simula les apprêts d'un passage. Tandis que l'ennemi surveillait ces apprêts, le 2e corps se replia le 5, à 8 heures du soir, de Santarem sur Thomar et Espinhal, et le 8e, de Trémès et d'Alcanhède sur Pernès. En même temps, Ney, avec le 6e corps et la cavalerie de Montbrun, réunis à Leyria, contenait l'ennemi sur la Liz et menaçait de se porter vers Torrès-Vedras. Par ces habiles manœuvres, le prince d'Essling donna le change à Wellington, et parvint à lui dérober quelques marches. Le 7, Reynier était à Thomar, Junot à Ourem, Ney à Leyria, et Loison à Punhète, où il attendait la fin du jour, pour livrer aux flammes le merveilleux, mais inutile équipage de pont du général Eblé (1). Le 8, toute l'armée se trouvait hors d'atteinte.

(1) Les auteurs des *Victoires et conquêtes* se trompent en disant que « Masséna fit brûler

Wellington ne commença la poursuite que lorsqu'il fut définitivement fixé sur le but de l'ennemi (1); jusque-là, il eût craint de dégarnir ses lignes. Dès le 6, cependant, il avait mis l'armée anglaise sur les traces de l'ennemi ; le même jour, il avait écrit de Santarem au général Leith, gouverneur d'Elvas, pour le prier d'instruire le commandant de Badajoz que Masséna se retirait, et qu'on allait diriger sans retard des secours sur la place. Ces secours, en effet, se mirent en marche le 8, au moment où l'on acquit la preuve que la retraite de l'ennemi était sérieuse (2).

Junot avait pris les devants pour occuper Coïmbre et le Mondégo.

Drouet devait soutenir le maréchal Ney, et celui-ci, placé à l'arrière-garde, avait pour mission de tenir ferme à Pombal et à Redinha.

Le 11, l'arrière-garde eut un premier engagement avec Wellington à Pombal. Si elle avait été plus forte, et si Drouet avait montré plus de bonne volonté (3), l'armée anglaise aurait eu beaucoup plus de peine à la déloger. Mais, faute de cet appui, la résistance de Ney fut pour ainsi dire nulle. On pouvait et on devait attendre mieux du duc d'Elchingen. Mais, s'il faut en croire l'auteur des *Mémoires de Masséna*, l'opinion de Ney, au début de la retraite, était qu'il fallait

---

« les pontons quelques jours avant de commencer le mouvement, et que cette mesure pré-« maturée ne laissa à Wellington aucun doute sur les véritables intentions du maréchal. »

D'après le général Pelet, les ponts furent brûlés le 7 au matin. Belmas confirme ce fait. Wellington n'en parle pas : ce n'est donc pas l'incendie des bateaux qui trahit la retraite de Masséna.

(1) Wellington écrivit cependant à lord Liverpool, le 14 mars 1811, que dès le 6, au matin, il avait mis l'armée anglaise en marche ; mais la suite de cette lettre fait voir que la poursuite sérieuse ne commença que le 11.

(2) *A lord Liverpool*, 14 mars. Toutefois, pour être en force le 11, Wellington retint ces troupes jusqu'au 13. Dans la nuit de ce même jour, on apprit au quartier général la prise de Badajoz. Les troupes destinées à cette place continuèrent néanmoins à s'avancer, parce que leur présence sur le Tage était nécessaire pour couvrir le flanc droit des alliés, menacé par l'établissement des Français sur la Guadiana.

(3) Il partit le 10, à minuit, prétendant que ses instructions ne lui permettaient pas de rester où il était. L'affaire de Pombal ne coûta que 50 hommes aux Français. Ney incendia la ville pour couvrir sa retraite.

gagner l'Espagne par le plus court chemin. Cette opinion et la persistance de Drouet à se considérer comme n'étant pas sous les ordres du prince d'Essling, exercèrent une influence fâcheuse sur toutes les opérations de l'armée française.

Coïmbre était le point sur lequel les deux armées cherchaient à se prévenir. Le 12, elles étaient à trois heures de marche seulement l'une de l'autre. Ney, avec 6,000 hommes d'infanterie, soutenus par quelques escadrons et des pièces de campagne, occupait un plateau élevé en avant du village de Redinha (1). A la manière dont les troupes anglaises furent reçues, Wellington s'imagina que ce poste était occupé par des forces considérables. Il ordonna en conséquence vers trois heures une attaque générale parfaitement appuyée, dans l'espoir de surprendre le passage du défilé de Redinha. Un coup de canon, parti des rangs anglais, donna le signal du combat. En peu d'instants, 30,000 hommes faisant irruption des montagnes boisées, se rangèrent dans la plaine sur trois lignes et s'avancèrent confiants dans la victoire. La cavalerie et l'artillerie chargèrent les bataillons français, qui les reçurent par une volée générale, dont la fumée servit à les masquer entièrement. Lorsque cette fumée se fut dissipée, les bataillons avaient disparu. Ney traversa à leur tête le village de Redinha, pendant que son artillerie et une partie de ses forces contenaient l'armée anglaise ; il rejoignit ensuite Masséna à Condeixa sans être entamé : ce fut un beau fait d'armes (2).

Le 13, le prince d'Essling se trouvait adossé aux défilés qui

---

(1) D'après M. Thiers, Ney avait 6 à 7,000 hommes à Pombal et 13,200, dont 1,200 de cavalerie, à Redinha. De ces 13,200 hommes, 7,000 seulement furent engagés.

(2) THIBAUDEAU, t. VIII, p. 483.

D'après les *Mémoires de Joseph*, ce combat coûta aux Français 150 hommes; d'après M. Thiers, aux Français 200, et aux alliés 1,800, ce qui est exagéré; d'après Napier, aux Anglais 212, et environ autant aux Français.

mènent à Coïmbre; Montbrun, chargé d'aller prendre cette ville, y trouva le petit corps de Trant, qui avait détruit les ponts et disposé la ville pour une défense vigoureuse. Il crut que c'était le renfort anglais débarqué le 2 à Lisbonne, et fit part de cette opinion à Masséna qui, sur ce vague soupçon, n'hésita pas à changer sa ligne de retraite et à se diriger par un chemin des plus difficiles sur Murcelha.

Telle est à peu de chose près la version de Napier, celles de Thibaudeau, des *Victoires et Conquêtes* et du général Pelet (1).

L'auteur des *Mémoires de Masséna* explique autrement cet épisode, et nous croyons que son opinion, basée sur la correspondance du maréchal (2), doit être adoptée de préférence. Il prétend que Montbrun, en arrivant le 11 à Coïmbre, ne trouva qu'une seule arche du pont démolie, et que le colonel du génie Valazé, après une reconnaissance du fleuve faite le 12, demanda trente-six heures pour établir un bon passage en face de Pereira. En conséquence, Masséna enjoignit à Ney de tenir en avant de Redinha le plus longtemps possible. Le duc d'Elchingen disputa le terrain depuis six heures du matin jusqu'à midi; mais un peu plus tard, il se replia sans aucun motif (3) derrière Redinha, ce qui fit réussir l'attaque

---

(1) Ce dernier toutefois ne rend pas Masséna responsable de la non occupation de Coïmbre. « Le maréchal Ney, dit-il, avait ordre, dès le 10 mars, de faire marcher dans cette direction « la brigade Marcognet, qui se trouva retardée; enfin le général Montbrun, au lieu de se « porter sur Coïmbre, y envoya des officiers, dont le rapport fut qu'avec quelque infanterie « on aurait pu s'emparer du pont. »

(2) Voir entre autres la lettre du 19 mars 1811 à Berthier, où le prince d'Essling justifie son changement de ligne de retraite, en disant que le Mondégo était gonflé, le pont de Coïmbre ruiné, la rive droite occupée par les troupes de Trant et de Sylviera, et défendue par du canon. Il aurait fallu plusieurs jours pour opérer le passage, et pendant ce temps l'armée aurait eu les alliés sur le dos.

(3) D'après les *Victoires et conquêtes*, Ney se retira parce qu'il était menacé d'être tourné et coupé (t. XXI, p. 183). Napier, plus favorable encore au duc d'Elchingen, trouve que ce maréchal resta un « peu trop longtemps » dans sa première position. Nous avons adopté la version des *Mémoires de Masséna*, quoique l'auteur de ces mémoires se montre en général trop sévère pour Ney.

C'est ici l'occasion de faire observer que les *Victoires et conquêtes* accusent Wellington d'avoir commis une faute « énorme » en laissant échapper à Redinha l'occasion de forcer Mas-

ordonnée par Wellington, à quatre heures de l'après-midi.

Il ne restait plus dès lors qu'un seul moyen d'occuper Coïmbre, c'était de prolonger la défense de Condeixa. Si cette défense venait à manquer, il fallait se retirer sur l'Alva.

Par précaution, Masséna dirigea, dans la nuit même du 12, ses blessés et ses bagages par le chemin de Miranda de Corvo. La conduite de Ney dans la journée suivante ne justifie que trop cette mesure. Voyant son aile gauche menacée par la colonne de Picton, le duc d'Elchingen crut l'arrière-garde en danger et se retira vers deux heures, après une insignifiante démonstration, bien que le général en chef eût pris des dispositions pour entraver le mouvement de Picton. « En présence de ce fait, dit le général Koch, Masséna comprit enfin, ce qu'il n'avait jusqu'alors point voulu soupçonner, que toutes les manœuvres de son lieutenant depuis Pombal avaient eu pour objet de l'empêcher d'établir l'armée derrière le Mondégo (1). »

Montbrun se trouva complétement coupé par le mouvement

séna de mettre bas les armes. « Un ennemi plus habile, sachant son adversaire dans la nécessité « absolue de se retirer, aurait dirigé de Thomar une forte division en droite ligne sur Espin- « hal... Ces troupes seraient venues se placer avant les Français sur la haute montagne en « pain de sucre qui se trouve en avant de Miranda, et qui défend si avantageusement l'ap- « proche de cette petite ville. Alors l'armée française n'aurait plus eu de retraite... »

Cette critique, faite après l'événement, tombe devant la simple remarque que, pour exécuter l'opération dont il s'agit, Wellington aurait dû savoir trois ou quatre jours avant l'affaire de Redinha que l'armée française ne franchirait pas le Mondégo. Or, il ne le sut d'une manière certaine que le jour où il vit l'arrière-garde prendre position à Condeixa.

Au reste, les *Victoires et conquêtes* raisonnent dans la supposition que la ville de Coïmbre était assez bien défendue pour résister à une attaque de vive force. « Le bruit courait, « disent les auteurs de cet ouvrage, qu'il y avait alors dans la ville 15 à 18,000 hommes ; » bruit dénué de tout fondement, et que les *Victoires et conquêtes* n'auraient pas dû admettre pour en faire la base d'une critique acerbe des opérations du général anglais.

(1) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 374. Cette opinion est confirmée par une lettre de Masséna à Berthier, insérée dans lesdits mémoires, t. VII, p. 425. Pour être juste cependant, nous devons faire observer que le général Pelet, alors lieutenant-colonel et premier aide de camp de Masséna, est beaucoup moins sévère que le général Koch pour la mémoire du duc d'Elchingen. D'après lui, Masséna prit la résolution de changer de ligne de retraite après le combat de Redinha, « parce que le Mondégo était gonflé et le pont coupé de manière à exiger un « passage de bateaux, et à rendre presque impossible une attaque de vive force. » Le seul reproche fait à Ney est de n'avoir pas tenu assez longtemps entre Redinha et à Condeixa pour permettre l'évacuation de cette dernière ville (le maréchal avait promis de tenir quarante-huit heures, et il ne resta que la moitié de ce temps). Enfin le général Pelet affirme

précipité de Ney; il fut néanmoins assez heureux pour rejoindre l'armée, qui, à partir de ce moment, n'eut d'autre ressource que de gagner Almeida et Ciudad-Rodrigo par un chemin abrupte et dangereux.

La journée du lendemain, beaucoup mieux employée par l'arrière-garde française, prouva que Ney, quand il voulait s'en donner la peine, était un tacticien de premier ordre.

Jusqu'à ce moment, Wellington avait montré moins d'habileté et de résolution que son adversaire. Maintenant, c'est lui qui va prendre le dessus, malgré le talent remarquable avec lequel sera dirigée l'arrière-garde française.

L'armée de Portugal se retira en bon ordre par l'étroite zone comprise entre les montagnes et le Mondégo, où elle ne trouva plus ni vivres, ni habitants, ni ressources d'aucune espèce. En avançant, elle détruisit les bagages, les munitions, les chevaux et les bouches à feu qui la gênaient. Les fortes positions qu'elle rencontra sur sa route furent défendues avec opiniâtreté; mais Wellington, par des mouvements de flanc bien combinés et par de vigoureuses attaques, se rendit maître de toutes ces positions avec des forces inférieures en nombre (1), et quelquefois même réussit à les faire abandonner presque sans opposition, en menaçant les défilés en

---

que les premières altercations entre Ney et Masséna n'eurent lieu qu'à Miranda de Corvo, le 14 mars.

(1) Dès qu'on eut dépassé Pombal, la plupart des troupes nationales se trouvèrent hors d'état d'aller plus loin ; les brigades commandées par le général Pack et le colonel Ashworth, quoique toujours sous les armes et journellement engagées avec l'ennemi, manquaient de pain depuis quatre jours. Beaucoup de soldats étaient morts de faim pendant la marche, et il fallut, pour éviter de plus grands malheurs, que l'armée anglaise partageât ses provisions avec les troupes portugaises. « Il en résulta, écrivit Wellington dans une *lettre au comte* « *Liverpool* en date du 16 mars 1811, que les vivres destinés à l'armée anglaise étaient épui- « sés, et que cette armée fut obligée de s'arrêter jusqu'à ce qu'il lui en arrivât de nouveaux.» Dans une autre lettre à Charles Stuart, il dit : « Les mules de l'artillerie sont, par manque de « nourriture, hors d'état de traîner les pièces d'ici à quelque temps... Trois hommes de la « brigade Pack moururent de faim dans la marche d'hier, et 150, dont plusieurs ont dû suc- « comber, tombèrent de faiblesse par la même cause. »

La nouvelle de la prise de Badajoz, apportée à Wellington dans la nuit du 13, l'obligea à faire de nouveaux détachements dans l'Alentéjo.

Le 16, il n'avait plus que 25,000 hommes sous la main.

arrière des colonnes ennemies. On peut citer comme très-remarquable, sous ce rapport, le combat livré le 15 dans la forte position de Foz d'Arunce.

Wellington s'étant aperçu que Ney avait laissé une partie de ses troupes (deux divisions) en deçà de la Ceira, surprit et enveloppa ces divisions, qui fuirent en désordre vers le pont (1). C'était entre quatre et cinq heures du soir. Le maréchal ramena les fuyards, s'élança sur le pont et prit à son tour l'offensive avec assez d'avantage pour faire replier les Anglais. Malheureusement les Français, trompés par l'obscurité, tirèrent les uns sur les autres, ce qui augmenta leurs pertes (2). Pendant la nuit, Masséna se retira derrière l'Alva : Ney se maintint sur la rive gauche de la Ceira jusqu'à ce que tous les bagages fussent hors d'atteinte. Il fit sauter ensuite une partie du pont, envoya le gros de l'arrière-garde en avant, et resta avec un faible détachement sur la rive droite. Cette ferme contenance sauva l'armée.

Ici se termine la première partie de la retraite. « Malgré « toutes les précautions de Masséna, dit Londonderry (3), « l'armée française aurait essuyé une perte totale, si les « provisions et les munitions avaient pu suivre les troupes « alliées. Le 16, Wellington était au dépourvu, et une halte « de quelques jours devint nécessaire. » Les eaux d'ailleurs avaient fortement gonflé la Ceira, qui n'était plus guéable.

Masséna, contrarié de n'avoir pu s'établir derrière le Mondégo, à Coïmbre, aurait voulu rester quelque temps derrière l'Alva, à Ponte de Murcelha ; mais la défense de cette position, susceptible d'ailleurs d'être tournée, exigeait des approvisionnements qui n'existaient plus. D'un

---

(1) *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 195, et *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 387. Plusieurs soldats se noyèrent : une aigle tomba au fond de la rivière et disparut.

(2) Les pertes s'élevèrent à 500 hommes d'après Napier, à 400 d'après les *Victoires et conquêtes*, et à 150 seulement, d'après les *Mémoires de Masséna*.

(3) T. II, p. 197.

autre côté, le général Reynier, chargé de couvrir la gauche de Ney, s'était éloigné pour vivre plus à l'aise, et avait dispersé ses troupes dans les villages (1).

Ainsi trompé dans tous ses calculs, Masséna dut continuer sa marche sur Célerico et Guarda, qu'il atteignit le 21.

Wellington, en attendant l'arrivée des vivres de Lisbonne, s'était concentré, le 19, sur le Serra de Moïta, où on lui remit plusieurs dépêches de son gouvernement, pleines de récriminations sur les dépenses que nécessitait son système de guerre. Ces missives étaient écrites avec tant d'amertume, qu'elles semblaient annoncer le rappel prochain de l'armée.

Pendant les loisirs que procura aux alliés le séjour de Masséna à Santarem, des généraux distingués, entre autres Fane et Crawfurd, s'étaient rendus sous divers prétextes en Angleterre, où ils avaient fait une opposition très-vive aux partisans de lord Wellington, et conjuré le ministère (pressé d'ailleurs par un parti nombreux dans la Chambre des Communes) de terminer une guerre ruineuse, dont le succès n'était rien moins que certain. Lord Wellington et son frère, le marquis Wellesley, avaient combattu ces officiers par d'adroites insinuations dans les journaux torys; néanmoins le premier s'attendait tellement à être rappelé, si les Français demeuraient encore quelque temps en Portugal, qu'en quittant ses lignes pour suivre l'ennemi dans sa retraite, il avait ordonné l'embarquement des bagages, et que, le 30 mars, il avait renouvelé cet ordre à l'amiral Berkeley, dans une lettre datée de Célerico (2).

---

(1) L'auteur des *Victoires et conquêtes*, fidèle à son système de critique exagérée, prétend que Wellington aurait pu profiter de l'éloignement du corps de Reynier pour couper à l'armée française ses communications avec ce corps et sa retraite sur Célerico. Il faut avoir une bien faible opinion du mérite des généraux français pour supposer qu'ils eussent laissé faire ce mouvement. Au reste, l'écrivain cité oublie que le 17, l'armée alliée n'avait plus de vivres, et que le seul but de sa démonstration était d'éloigner l'ennemi, dont la présence aurait gêné la marche des convois de Lisbonne.

(2) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 399.

Ces circonstances que Masséna ne pouvait ignorer entièrement, expliquent le chagrin qu'il éprouva de devoir renoncer à la ligne du Mondégo et le désir qu'il témoigna de rester coûte que coûte en Portugal.

Jusqu'à Guarda, la retraite de l'armée française fut marquée par une suite d'incendies et de dévastations que ne justifiaient point les nécessités de la guerre. Torre-Novas, Thomar et Pernès furent saccagées ; Leyria et le couvent d'Alcobaca (le Westminster du Portugal) devinrent la proie des flammes, et dans le district de Coïmbre, plus de 3,000 personnes furent mises à mort par une soldatesque effrénée. « *Cette re-* « *traite,* dit Wellington, *se distingua par une barbarie qu'on a* « *rarement égalée, jamais surpassée.* » L'esprit de vengeance pouvait seul inspirer de pareils actes de cruauté et de vandalisme.

Le général anglais avait prévu que telle serait la conséquence de l'invasion française, quand, en réponse aux proclamations où Masséna déclarait ne vouloir s'en prendre qu'aux Anglais, il engageait la nation portugaise à se défier de ce langage, et à ne chercher son salut que dans une défense énergique.

Cependant, pour être juste, nous devons dire que le prince d'Essling s'éleva plusieurs fois avec énergie contre les procédés barbares des soldats et des officiers sous ses ordres. A Leyria, entre autres, il enjoignit aux généraux de traduire les pillards devant un tribunal militaire : « Tous les jours, dit-il, « le soldat viole et pille sans s'inquiéter de l'effet moral que « produit une semblable conduite sur l'esprit de la nation « portugaise. En approchant de Lisbonne, nous devons « redoubler de rigueur, etc... »

Dans une circulaire datée de Santarem, il prit un ton plus sévère encore : « J'apprends, dit-il, que des soldats détachés « pour chercher des vivres se portent aux excès les plus inouïs. « Les habitants qui ont déjà fourni toutes les subsistances

« en leur pouvoir, ou que la misère empêche d'en fournir, « sont victimes de leur barbarie : vous n'apprendrez pas « sans frémir qu'ils ont pendu quelques-uns de ces malheu- « reux. L'honneur des armes de l'empereur et la générosité « du caractère français se révoltent également contre de « semblables atrocités. Si l'on ne s'empressait de les répri- « mer, nous serions bientôt aü ban de toutes les nations « civilisées... »

L'incendie de Condeixa, ordonné par le duc d'Elchingen pour couvrir la retraite, motiva une nouvelle protestation du général en chef : « Cet incendie, écrivit-il au maréchal, est « encore quelque chose de fâcheux; le système que nous « paraissons adopter doit nécessairement jeter une grande « défaveur sur l'armée française (1). »

Nous aimons à citer ces faits, parce qu'ils honorent infiniment le prince d'Essling, que notre impartialité ne nous a pas permis de trouver irréprochable en toute circonstance, et qui dans cette guerre eut le malheur d'être peu favorisé par le succès. Évidemment la fortune de l'empire commençait à baisser dans la personne illustre du héros de Rivoli, de Zurich et d'Essling. Cet avertissement de la Providence ne fut malheureusement pas compris, et le désastre de Moscou prouva bientôt à Napoléon qu'il avait été injuste en attribuant aux fautes de son lieutenant un échec qui était avant tout le résultat d'une politique imprévoyante et téméraire à l'excès !

Arrivée sur sa première base, l'armée française reçut l'ordre de marcher de Guarda et Belmonte sur Coria et Alcantara, pour établir une communication de l'autre côté du Tage avec Soult, et par la vallée même du Tage avec Joseph. L'historien du *Consulat et de l'Empire* prétend que l'intention du maré-

---

(1) Napier affirme toutefois que Leyria et le couvent d'Alcobaca furent incendiés par ordre de Masséna.

chal fut de recommencer immédiatement la campagne sur d'autres plans (1) : « Il lui restait encore, dit M. Thiers, 40,000 hommes, sans ceux de Drouet ; mais c'était trop présumer de l'armée, et surtout des chefs. Dès que les ordres furent donnés, ils soulevèrent de violentes critiques dans toute l'armée. » On avait raison, en effet, de trouver inexécutable l'idée d'envahir de nouveau le Portugal avec 40,000 hommes sans équipage de pont, et n'ayant aucun espoir d'être secourus par Soult. Le corps de Ney, cantonné à Célerico (2), dans un pays pierreux et sans ressources, fut le plus mécontent de tous. Le maréchal écrivit à Masséna, qu'il lui était impossible de nourrir ses troupes ; qu'elles ne seraient pas mieux en Estramadure ; qu'il fallait absolument regagner la Coa ; qu'une nouvelle campagne sur le Tage n'aboutirait à rien, et que dans tous les cas la marche de flanc projetée par le général en chef était « *une chose inconcevable, propre à entraîner la ruine entière des affaires en Espagne* (3). » Ney réclama la production des ordres de l'empereur, déclarant en outre que sans cette garantie il se verrait forcé de désobéir (4). Une vive discussion s'engagea entre les deux maréchaux, à la suite de laquelle Ney fut remplacé dans son commandement par le général Loison. Cette mutation regrettable influa sur les opérations jusqu'alors si brillantes de l'arrière-garde, et

---

(1) Déjà, avant de quitter Santarem, Masséna avait entretenu l'empereur de ce projet; et on a su depuis que le chef de l'État y avait donné son entière approbation. Mais à cette époque, Napoléon ne savait pas quelle était la véritable situation de l'armée de Portugal. — Voir les *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 401, 461 et 515.

(2) Le corps de Reynier avait pour lieu de repos Belmonte, et celui de Junot, Guarda.

(3) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 406.

(4) Il écrivit à Masséna : « Dussé-je être destitué ou y perdre ma tête, je ne suivrai pas le « mouvement dont votre excellence me parle sur Coria et Placencia, à moins, je le répète, « qu'il ne soit ordonné par l'empereur (lettre du 22 mars 1811).

A la suite de cette incartade, Ney se rendit à Salamanque, et de là partit pour Paris.

(Voir la *lettre du* 22 *mars à Berthier,* où Masséna se plaint amèrement de la conduite du duc d'Elchingen, et celle du 31 mars, où il constate le relâchement général de la discipline, provoqué par la maraude.

A cette époque, la plupart des généraux de l'armée de Portugal étaient en état d'hostilité ouverte avec le commandant en chef.

rendit la tâche du général anglais beaucoup plus facile (1).

L'insubordination du duc d'Elchingen et le commencement d'exécution qu'il avait donné à son projet de retraite sur Almeida, ne permirent pas à Masséna de marcher immédiatement sur l'Elga (2). Croyant pouvoir se maintenir à Guarda à l'aide de l'armée du Sud, il ouvrit des communications avec le roi et avec Soult. Mais bientôt, recevant des renseignements précis sur l'insuffisance des ressources de l'Estramadure, voyant les approvisionnements de Ciudad et d'Almeida réduits au point que ces places n'auraient pu résister à un mois de blocus, et constatant que ses troupes étaient plus que jamais exaspérées contre l'idée d'une nouvelle campagne, il renonça à son projet qui, de fait, n'avait pas la moindre chance de succès dans ce moment.

Le prince d'Essling fut surpris d'ailleurs par l'apparition soudaine de Wellington, qui franchit la montagne de Guarda sur cinq colonnes, dans la journée du 29.

L'armée française abandonna sa position, l'une des plus fortes du pays, avec une extrême précipitation, et presque sans la défendre. Pour conserver la possibilité d'opérer sur Coria ou sur Ciudad-Rodrigo et Almeida, elle passa ensuite la Coa et alla prendre position à Sabugal. C'est là que Wellington lui livra, le 3 avril, un dernier combat, qu'il appelle, avec un peu d'exagération, *l'un des plus glorieux où les troupes anglaises eussent encore été engagées* (3). Les troupes de Reynier, dans tous les cas, ne se montrèrent pas inférieures à celles de l'ennemi.

Masséna ayant passé la frontière dans la journée du 5, se

---

(1) Ney avait conduit l'arrière-garde en personne; Loison y mit le général Reynier.

(2) NAPIER; THIBAUDEAU, *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 408.

(3) *Au comte de Liverpool*, 9 *avril* 1811. Les Français, d'après Sherer, laissèrent 300 morts sur le champ de bataille ; les alliés eurent 200 tués et blessés. D'après les *Mémoires de Masséna*, le 2e corps ne perdit que 250 hommes, dont 47 tués ; d'après les *Victoires et conquêtes*, les Français perdirent 1,400 hommes, et les alliés seulement 800.

dirigea sur Ciudad-Rodrigo et traversa l'Agueda (le 9 avril), malgré sa vive répugnance à quitter le territoire portugais (1).

Ainsi, le meilleur des généraux de l'empereur, celui qu'on avait surnommé l'*Enfant chéri de la victoire,* fut obligé de se replier avec une armée réduite de moitié (2), ayant perdu une grande partie de son artillerie, presque tous ses bagages et toutes ses munitions (3). Et ces mêmes Anglais, que son orgueilleux maître lui avait ordonné de *balayer dans la mer*, le suivirent jusqu'à sa dernière étape, après avoir sauvé Coïmbre, préservé le haut Beira, et rétabli leurs communications avec le nord de la Péninsule : résultat d'autant plus honorable pour Wellington, que les Espagnols avaient accumulé faute sur faute, lâcheté sur lâcheté! La régence avait tiré Ballesteros de l'Estramadure au moment où cette province allait être attaquée; Mendizabal s'était fait maladroitement écraser, le 19, sur la Gebora, malgré les avertissements et les conseils de Wellington; la garnison d'Olivenza s'était rendue intempestivement, enfin le gouverneur

---

(1) « Si je trouvais des vivres, je ne quitterais pas les frontières d'Espagne et de Portugal.» (*Masséna à Bessières.* Guarda, 29 mars 1811.)

Le long circuit fait par Masséna justifie entièrement l'opinion de Ney; car pour gagner Ciudad-Rodrigo, le chemin d'Almeida était plus court et plus sûr.

(2) Masséna avait envahi le Portugal avec 59,000 hommes, et il avait été rejoint à Santarem par 9,000 vieux soldats, sous le comte d'Erlon. Quand il leva son camp de Santarem, il avait perdu 27,000 hommes. (JONES, t. I, p. 198.) Arrivé à Guarda il n'avait plus que 34,161 fantassins et 3,400 cavaliers. (*Mémoires de Masséna.*) « Sa cavalerie, dit Belmas, avait seulement « 2,000 hommes en état de combattre; l'artillerie ne pouvait montrer que 12 pièces, et l'armée « était encore plus faible par le moral que par le nombre. » Jones évalue les pertes depuis le départ de Santarem à 5,000 hommes du côté des Français, et à 650 du côté des alliés. Napier estime que l'invasion du Portugal coûta aux Français 30,000 hommes environ, dont 14,000 tombés sur le champ de bataille ou faits prisonniers. D'après un état officiel, publié par Gurwood, Wellington eut, du 16 mars au 7 avril, 20 hommes tués, 147 blessés et 5 manquants, et d'après la situation du maréchal Masséna, les pertes des Français, du 1er mars au 11 avril, s'élevèrent à 1,534 hommes et à 1,935 chevaux.

(3) Voir les lettres des 14, 16 et 21 mars adressées par *Wellington à lord Liverpool.*

Masséna prétend (t. VII, p. 427 de ses *Mémoires*) qu'il ramena l'armée sans pertes d'artillerie, de caissons et de bagages; mais ce dire n'est exact que par rapport à l'artillerie. M. Thiers est plus près de la vérité en affirmant que le prince d'Essling rentra en Espagne « sans matériel » (T. III, p. 496). Il est prouvé, en effet que Ney fit détruire une grande partie des bagages à Miranda de Corvo.

de Badajoz avait eu la faiblesse de signer une capitulation honteuse au plus beau moment de la défense !

Pour porter sur cette campagne un jugement équitable, il faut tenir compte à Masséna des difficultés de toute espèce qu'il eut à surmonter, et des circonstances qui vinrent en aide au général anglais : les instructions de l'empereur furent généralement incomplètes et quelquefois inexécutables ; l'armée de Portugal, trop faible par le nombre, manqua de matériel et de vivres; les gouverneurs indépendants de la Vieille-Castille et de la Gallice (Bessières et Dorsenne), refusèrent les secours demandés, ou montrèrent une indifférence coupable (1). Le général Drouet, qui, en vertu de ses instructions particulières, prétendait n'être pas sous les ordres de Masséna, fut plutôt un embarras qu'un appui; Soult, qui aurait pu faire une puissante diversion dans l'Alentéjo , ne sut prendre aucun parti décisif; enfin, Junot, Ney, Reynier, Loison, divisés entre eux et mécontents du général en chef, donnèrent un exemple funeste, qui réagit fortement sur l'esprit et sur le caractère du soldat.

Mais quelque influence que ces faits aient exercée sur le résultat final, toujours est-il que le prince d'Essling se montra dans cette campagne inférieur à lui-même et inférieur à Wellington (2). On ne peut reprocher à celui-ci qu'un peu de lenteur et d'hésitation dans la poursuite des colonnes françaises, au commencement de la retraite ; vers la fin, il se releva par l'habileté avec laquelle il sut manier ses troupes et profiter des accidents du terrain (3). Rarement il fit preuve de plus d'activité et de résolution : ainsi dans une de ses

(1) Voir les *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 121.

(2) M. Thiers, si dur pour le maréchal Ney et pour Soult, montre une bienveillance excessive pour Masséna, en affirmant « que la principale et presque la seule faute de ce général, dans la campagne du Portugal, fut de n'avoir pas profité de l'île de Boavista pour passer le Tage. » — T. III, p. 476.

(3) « Les alliés ne purent pas faire plus qu'ils n'ont fait dans cette retraite. » — Général SARRAZIN, p. 178.

lettres, il révèle ce fait curieux que, n'ayant pu s'opposer au départ de quelques généraux (ses pouvoirs n'allaient pas jusque-là), il éprouva de tels embarras, que plusieurs fois il remplit, le même jour, les fonctions de général de cavalerie, de général d'avant-garde et de commandant de deux ou trois colonnes d'infanterie (1).

L'auteur des *Mémoires de Masséna* manque donc à la vérité, qui cependant distingue généralement ses appréciations, lorsqu'il dit : « Masséna fut suivi par 100,000 alliés « environ (exagération manifeste!) qui semblaient, jusqu'au « dernier moment, lui servir d'escorte d'honneur; s'il ne « fit pas tout ce qu'il voulut, ce ne fut pas Wellington « du moins qui dérangea ses combinaisons. » Si le prince d'Essling avait eu réellement affaire à un ennemi si peu décidé, il n'aurait pas manqué de mettre à profit une des occasions que lui offrit la retraite pour écraser cette prétendue escorte d'honneur. Or il ne le fit pas, au risque même d'encourir les reproches de Napoléon (2), preuve qu'il avait une meilleure opinion que le général Koch de l'armée anglaise et du chef qui la commandait.

La campagne de Torrès-Vedras, si glorieuse pour Wellington, offre un exemple mémorable de ce que peut une nation qui ne recule devant aucun sacrifice pour maintenir son indépendance.

Le commandant en chef de l'armée anglaise avait compris que pour sauver le Portugal, il fallait commencer par le ruiner, et cette conviction, il eut le talent de la faire partager aux malheureux habitants, qui se résignèrent non-seulement à détruire ce qui faisait leur unique fortune, mais encore à fuir leurs pénates, auxquels ils étaient si attachés, et à vivre comme des bêtes fauves dans les antres et les bois des pro-

---

(1) 23 mars 1811, *au comte de Liverpool.*
(2) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 490.

vinces méridionales. Un témoin oculaire, le colonel Jones, qui prit une large part à la construction des lignes de Torrès-Vedras, nous a laissé un tableau poignant de la misère de la population et de l'état du pays, au départ de l'armée française :

« Masséna, dit-il, au moment de quitter Santarem, avait perdu 27,000 hommes (depuis le commencement de la campagne). Des amas dégoûtants de boue et d'ordures, des restes d'aliments de l'espèce la plus malsaine, trouvés çà et là sur la route, l'apparence misérable et malpropre de la plupart des prisonniers français, l'état de dénûment et de négligence des hôpitaux et une mortalité supérieure à celle du champ de bataille, attestaient la déplorable condition à laquelle étaient réduits les envahisseurs. Les souffrances et les pertes des Français étaient peu de chose cependant en comparaison de celles que leur invasion avait fait éprouver aux Portugais. Environ deux cent trente lieues carrées se trouvaient depuis cinq mois sans habitant : tout ce que contenait ce grand espace avait été dévoré par l'ennemi ou détruit par la rigueur de la saison. La moisson se décomposait sur la terre et le fruit tombait pourri des arbres..... Des troupes innombrables de petits oiseaux se nourrissaient, sans être inquiétés, des raisins laissés sur les vignes; et les loups, délivrés de toute crainte par l'éloignement des habitants, ou rendus plus audacieux par la famine, hurlaient sur le passage des détachements envoyés en patrouille.....

« C'était un spectacle sublime, quoique triste, de voir, à l'approche des Français, la population entière quittant ses foyers, et sacrifiant ses propriétés au bien général, suivre d'étape en étape les colonnes de l'armée en retraite. Hommes, femmes, enfants, également effrayés, fuyaient, ne sachant ni quand, ni où ils devaient s'arrêter : 50,000 de ces fugitifs trouvèrent des secours et des consolations dans l'hospitalité et dans la bienfaisance des citoyens de Lisbonne. Les

autres allèrent s'établir sur la rive gauche du Tage, où ils restèrent longtemps exposés aux intempéries de l'air, et où une grande partie périrent misérablement de faim et de maladie, avant qu'on pût leur donner aucun secours. Quelque rigoureux que fût le sort de ces derniers, ils eurent moins à souffrir cependant que les villageois répandus sur les derrières de l'ennemi ou sur les confins de ses cantonnements. Plusieurs de ces malheureux passèrent toute la saison rigoureuse dans les bois ou dans les montagnes, ne subsistant que de racines et d'herbes; et, au retour des alliés, ils rentrèrent dans leurs habitations, le corps épuisé par la faim, l'esprit affaibli par une longue et continuelle appréhension : parmi ces infortunés, on remarquait des jeunes filles de seize ans qui, devenues imbéciles, ressemblaient, au physique, à des femmes de cinquante ans. Nombre d'enfants des deux sexes, ayant survécu à cette cruelle épreuve, s'assemblaient en troupes le long de la route, à mesure que l'armée anglaise approchait, et imploraient des secours d'une voix lamentable. Ils étaient si maigres, si pâles, avaient les yeux si hagards, que plusieurs fois on vit les soldats les plus endurcis détourner la vue avec dégoût, tandis que pleins de compassion ils donnaient à ces victimes de la guerre, une portion de biscuit pour les soutenir jusqu'au lendemain !

« On peut se faire une idée de la perte qu'éprouva le Portugal dans cette invasion, quand on pense qu'au départ des Français, il y avait des districts étendus, sans une tête de bétail et sans un objet de subsistance. « Les villes et les vil-
« lages abandonnés; les moulins détruits; le vin coulant
« dans les gouttières; des monceaux de blés brûlés; les meu-
« bles brisés; pas un cheval, pas une mule, pas un âne, pas
« une vache, pas même une chèvre! » Telle est la description que les Français eux-mêmes ont faite du pays à l'époque de la retraite, et, à l'exception du vin coulant dans les gouttières, cette description est d'une rigoureuse exactitude.

Pour ménager l'approvisionnement de Ciudad-Rodrigo, le prince d'Essling alla réorganiser ses troupes à Salamanque.

La place d'Almeida se trouvant abandonnée par ce mouvement, Wellington la fit investir pendant que lui-même, avec une armée d'observation, s'établit en avant de la Coa (1). Toutefois, il ne resta pas longtemps à la tête de cette armée, jugeant nécessaire de se rendre à Badajoz, où le maréchal Beresford se trouvait en présence de difficultés sérieuses.

Peu de temps après, Masséna, qui avait recueilli dans l'Estramadure quelques détachements, entre autres, une excellente division de cavalerie, reçut l'ordre de faire une tentative pour délivrer Almeida (2). Sachant Wellington en ce moment sous Badajoz, il crut pouvoir mener cette entreprise à bonne fin, avant le retour du général. Mais il fut trompé dans ses calculs par les obstacles inattendus que lui créa le duc d'Istrie. Ce maréchal, qui, d'après les ordres de l'empereur, devait coopérer à l'expédition avec une partie de l'armée du Nord, montra si peu de bonne volonté, que le prince d'Essling, malgré de nombreuses et pressantes sollicitations, n'en put obtenir que la brigade de cavalerie légère de Watier, forte de 800 hommes, un détachement de cavalerie de la garde, fort de 700 hommes, une batterie de 6 pièces et 30 attelages (3). Ce secours, amené par le maré-

---

(1) S'il avait eu plus de troupes disponibles, il aurait également assiégé Ciudad-Rodrigo; force lui fut de remettre cette opération à un autre temps.

(2) Wellington apprit l'existence de cet ordre à Elvas par une lettre de Spencer, datée du 25. Il se mit aussitôt en marche et arriva le 28 au quartier général de Villa-Hermosa. Si donc Masséna avait commencé son mouvement le 26, il aurait pu ravitailler Almeida sans difficulté.

On doit admirer les soins que Wellington avait apportés dans l'organisation du service de la correspondance et de l'espionnage, car il fut, en général, promptement et très-bien informé de ce qui se faisait à Paris ou en Espagne.

(3) Dans une lettre écrite de Rambouillet le 19 mai 1811, Berthier adressa, au nom de l'empereur, un blâme sévère au duc d'Istrie « pour la faute énorme qu'il commit en n'envoyant « pas à Masséna une dizaine de mille hommes. Sa Majesté, dit-il, aurait vu dans cette dispo-

chal lui-même, plusieurs jours après l'époque fixée (1), ne se trouva à Ciudad-Rodrigo que le 30 avril, et ne rejoignit le gros de l'armée que dans la journée du 2 (2).

Bien que Wellington eût pris la ferme résolution de ne pas s'exposer à de grands risques pour maintenir le blocus, et que, sous le rapport du nombre, la cavalerie française eût une incontestable supériorité sur celle des alliés, il accepta la bataille qui lui était offerte, ayant pleine confiance dans la valeur de ses troupes, et voulant à tout prix maintenir l'ascendant moral qu'il leur avait assuré (3).

L'armée française traversa l'Agueda le 2 mai, au pont de Ciudad-Rodrigo (4). Wellington l'attendait de pied ferme.

« sition une nouvelle preuve de votre attachement à sa personne et de la haine que vous « portez aux Anglais. »

Le blâme était juste, mais, comme le dit fort bien Thibaudeau : « chacun pour soi, telle était la devise des lieutenants impériaux » (t. VIII, p. 480).

Les *Mémoires de Masséna* fournissent des preuves multiples de la mauvaise foi de Bessières. —Voir t. VII, p. 486 et suivantes, et surtout la lettre que le prince d'Essling écrivit au duc d'Istrie le 28. (*Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 543.)

(1) Le mouvement de Masséna avait été fixé pour le 22, puis pour le 26.

(2) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 519.

(3) Son armée comptait en ce moment 32,000 hommes d'infanterie, dont 11,000 Portugais et partidas, 1,200 de cavalerie mal montée et 42 pièces de canon. « L'infériorité de ma cavalerie, dit-il, provient surtout du piteux état de nos chevaux, causé par les dernières fatigues et par la pénurie de fourrages » (8 mai, *au comte de Liverpool*). Masséna avait 44,000 hommes, dont 7,000 de cavalerie. Ces chiffres sont de Napier. Sherer évalue les forces de Wellington à 32,000 hommes d'infanterie et 1,500 de cavalerie, et celles de Masséna à 44,000 hommes, dont 4,000 de cavalerie. D'après le comte Toréno, Wellington avait 32 à 34,000 hommes d'infanterie, 1,500 de cavalerie et 43 canons, et d'après Masséna, 40,000 d'infanterie et plus de 5,000 de cavalerie.

Londonderry évalue les forces de Wellington à 29,000 Anglo-Portugais, dont 15 à 1,600 de cavalerie, et celles de Masséna à 45,000, dont 4,000 de cavalerie. M. Thiers porte l'effectif de Masséna à 32,000 hommes d'infanterie, 3,500 de cavalerie « incomparable » et 46 canons ; et l'effectif de Wellington, à 27 ou 28,000 Anglais, 12,000 Portugais et 2 à 3,000 Espagnols. Belmas prétend que Wellington avait 45,000 hommes, non compris les milices et les bandes espagnoles. Le général Pelet et les *Victoires et conquêtes* tombent dans une exagération plus grande encore, en disant que l'armée de Wellington était plus forte des deux cinquièmes ! Enfin Bessières, dans un *rapport du 12 mai 1811 à Berthier*, ne craint pas d'affirmer qu'il y avait à Fuentes d'Onoro 50,000 Anglais et 25 à 28,000 Français ! La vérité est que, d'après les situations officielles, Masséna avait, le 1er mai 1811, 42,123 hommes présents à l'effectif, dont 4,518 de cavalerie, et que le lendemain Bessières lui amena encore 1,500 cavaliers et 6 pièces attelées, ce qui porta son effectif à 44,000 hommes environ.

L'armée de Wellington, à la même époque; ne s'élevait qu'à 35,000 hommes. (Voir les *situations* dans Napier, t. VI, p. 328 et dans les *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 596.)

(4) Et non le 3, comme le dit par erreur Bessières dans son rapport du 12 mai 1811.

« Nos insuccès, dit M. Thiers, commençaient à le rendre plus hardi. Il n'en était déjà plus au temps où il ne voulait livrer que des batailles inévitables. » Son armée occupait en force Fuentès d'Onoro, position importante qui couvrait la principale communication des Anglais avec le Portugal, par le pont de Castelbom, sur la Coa. Privé de ce pont, il ne lui restait qu'un passage (au-dessous d'Almeida) fort insuffisant pour une armée en retraite, surtout pour une armée vivement poursuivie.

La gauche de Wellington s'appuyait à l'ancien fort de la Conception, sur la route d'Almeida, et servait ainsi à compléter le blocus de cette ville, confié à la brigade Pack et à un régiment anglais, sous la haute direction de Spencer. Le centre occupait le sommet des collines qui bordent le Rio Dos Casas, à gauche de Fuentès, et la droite touchait au bois marécageux de Pozo-Belho. Au delà de ce bois, les troupes espagnoles de Julian Sanchez, soutenues par la division Houston, gardaient la montagne de Nave de Avel, séparée de la Coa par un terrain coupé, que le général en chef jugea impraticable (1). Le front de cette position, de plus de deux lieues de développement (2), était protégé par la gorge profonde de Dos Casas. Un autre ruisseau tout aussi encaissé, le Turones, coulait parallèlement derrière la ligne de bataille. A droite et au centre, l'armée n'avait pour effectuer sa retraite qu'un seul chemin carrossable, celui de Castelbom; enfin sur ses derrières se trouvait la Coa, dont les bords escarpés n'offraient partout que des précipices.

La première idée de Masséna fut de s'emparer de cette communication et de culbuter l'ennemi sur la basse Coa. Dans ce but, il fit attaquer le village de Fuentès d'Onoro, le 3 mai, à

(1) Ce fut seulement le 4, sur les instances du général Spencer, que Wellington étendit son aile droite jusqu'à Nave de Avel, et que dans la nuit du 4 au 5, il dirigea Houston sur Pozo-Belho.

(2) M. Thiers se trompe en évaluant cette longueur à trois lieues et demie.

une heure de relevée, par 3,000 hommes, sous les ordres du général Ferrey (1); mais, comme on devait s'y attendre, ce faible détachement fut repoussé. A 5 heures, le maréchal ordonna une seconde attaque, plus sérieuse, mais non assez puissante encore, avec toute la division Ferrey et une brigade de Marchand. Wellington, prévenu par la première attaque, se trouvait en force au point menacé; toutefois, après une lutte opiniâtre, qui se prolongea bien avant dans la soirée, les Français parvinrent à s'établir dans la partie basse du village. Le lendemain de bonne heure, Wellington essaya de les déloger; mais, n'ayant pas pu y parvenir, il occupa si fortement le haut du village, que Masséna dut renoncer à l'idée de forcer la position par une attaque de front. Après une reconnaissance minutieuse, le maréchal se décida à porter, dans la nuit du 4, le gros de ses forces vers la droite de l'ennemi, avec l'intention de gagner la tête du ravin de Dos Casas, au delà du bois de Pozo-Belho, et de tourner la position par la plaine qui s'étend entre ce bois et la montagne de Nave de Avel. Ce plan, qu'il aurait pu et dû exécuter le 3, réalisait sa pensée première de jeter Wellington sur la basse Coa, en lui coupant la route de Castelbom (2).

Montbrun occupait l'extrême gauche; à côté de lui, et en face de Pozo-Belho, se trouvaient 2 divisions du 6e corps ayant une division du 8e en réserve. Ces troupes, destinées à l'attaque enveloppante, comptaient environ 17,000 hommes. Dans la partie basse de Fuentès d'Onoro se tenait la division Ferrey, du 6e corps, laquelle formait avec le 9e corps, placé en

---

(1) D'après Thibaudeau, Pelet et Napier, ce fut le général Loison qui fit cette attaque, et sans y être autorisé; la correspondance de Masséna prouve le contraire ; cependant, le général Pelet, alors premier aide de camp de Masséna, affirme que Loison attaqua malgré ses représentations le 3, vers le soir. (*Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 338.)

(2) D'après le général Koch, le prince d'Essling ne poussait pas ses prétentions jusque-là : il voulait seulement couper Wellington des chemins qui mènent au pont de Secerias et de Sabugal, en lui laissant Castelbom pour unique ligne de retraite. Resserrés ainsi entre le Dos Casas, le Turones, la Coa et Almeida, les alliés, avec un seul pont pour issue, auraient pu être culbutés dans le ravin de la Coa et perdre toute leur artillerie.

réserve derrière elle, le centre de la position. A droite était le 2e corps, dont la première division s'appuyait à Alameda, et dont la seconde occupait la place restée libre entre ce village et Fuentès d'Onoro.

Pendant que la droite converserait, on devait attaquer Alameda et Fuentès pour faire diversion. Ce plan était bien conçu, mais il fut mal exécuté.

Le 5 au matin, la cavalerie du général Fournier commença la bataille, en forçant Julian Sanchez à quitter Nave de Avel et à se retirer derrière le Turones. Dans le même moment, Montbrun déboucha sur les hauteurs de Pozo-Belho, où il trouva la première ligne du général Houston, couverte par 2 escadrons de hussards hanovriens et 6 escadrons de chasseurs portugais. Il chargea cette cavalerie et la dispersa; mais le feu de l'infanterie anglaise et les flots de mitraille vomis par les pièces qui la soutenaient, l'obligèrent bientôt à s'arrêter. Il fit demander en toute hâte des canons à l'artillerie de la garde; celle-ci, se fondant sur une règle dont on avait déjà senti les inconvénients à Wagram, répondit qu'elle n'avait d'ordres à recevoir que du maréchal Bessières. Il fallut alors s'adresser à Masséna, qui envoya 4 pièces, mais seulement au bout de trois quarts d'heure. Ce retard eut des conséquences funestes : il arrêta le mouvement offensif que la division Marchand, du corps de Loison, avait commencé à Pozo-Belho, sur la gauche de Houston (1), et permit à Wellington de faire arriver la cavalerie de Cotton au secours de sa droite.

Cependant Montbrun ayant reçu quelques pièces, attaqua résolûment la division anglaise, qui se replia avec des pertes sensibles, mais sans être entamée, derrière le Turones, grâce à l'appui qu'elle reçut de la division légère Crawfurd, dont les feux bien dirigés arrêtèrent de nouveau les efforts du gé-

---

(1) L'attaque de Marchand sépara l'artillerie de Houston de la division qu'elle appuyait. Cette artillerie cependant parvint à se dégager.

néral français. Crawfurd, forma sa division en trois carrés, appuyés par une forte masse de cavalerie et par 15 pièces de canon. Les escadrons français attaquèrent résolûment cette ligne, et déjà deux carrés étaient enfoncés (1), quand Montbrun, accablé par la mitraille, et voyant arriver à lui toute la cavalerie anglaise, fut obligé de se retirer, demandant avec instance la cavalerie de la garde et l'appui de l'infanterie.

Il y eut un moment où Montbrun aurait pu gagner la route de Castelbom, si le corps de Loison s'était jeté à propos dans le défilé formé par les ravins du Dos Casas et du Turones (2). Peut-être même, sans cet appui, l'attaque de la droite eût atteint son but, si la cavalerie de la garde eût donné. Masséna l'avait fait demander à temps, mais le général Lepic déclara qu'il ne reconnaissait pour chef que le duc d'Istrie, et ne tirerait le sabre que sur son ordre (3).

Grâce à toutes ces circonstances, Wellington eut le temps de replier son aile droite dans le défilé et d'y faire venir sa réserve. Dès lors Montbrun se trouva dans l'impossibilité de renouveler son attaque.

Le prince d'Essling, cependant, prit des mesures pour frapper un coup décisif. Voyant que Loison, trop fidèle aux instructions de la veille, avait laissé Montbrun sans soutien, il lui donna l'ordre d'obliquer à gauche : un courrier fut envoyé à la recherche de Bessières pour obtenir le concours de la garde; Reynier et Ferrey qui, jusque-là, avaient attaqué mollement Alameda et Fuentès d'Onoro, reçurent l'ordre de faire une diversion puissante contre ces deux villages; enfin lui-même, quittant Fuentès, où il s'était tenu jusque-là inu-

---

(1) Napier affirme que ces carrés demeurèrent intacts au milieu de la multitude en désordre, mais c'est une erreur.

(2) Les *Victoires et conquêtes* pensent que cette faute n'eût pas été commise si le prince d'Essling se fût tenu à la gauche, au lieu de rester inutilement près de Fuentès d'Onoro.

(3) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 538.

tilement, se disposa à conduire l'attaque de la droite en personne. Il était alors cinq heures. On allait prendre l'offensive sur toute la ligne, quand le prince fut averti par le général Eblé qu'il restait fort peu de cartouches aux soldats, le maréchal Bessières n'en ayant point apporté (1). Cette circonstance engagea Masséna à suspendre l'attaque et à faire partir immédiatement ses attelages pour chercher des munitions à Ciudad-Rodrigo (2). En attendant, les troupes bivaquèrent sur le champ de bataille, mangeant les vivres destinés à Almeida.

Wellington, malgré la fatigue de son armée, employa toute la nuit à élever des retranchements à Fuentès, et entre ce village et Villa-Formosa. Cette circonstance et le mauvais esprit des généraux, engagèrent plusieurs officiers à dissuader Masséna de livrer une nouvelle bataille. Le prince se rendit à ces sollicitations, et prit aussitôt des mesures pour battre en retraite, immédiatement après l'exécution de ses ordres pour la démolition d'Almeida.

La bataille de Fuentès d'Onoro, en comptant les pertes du 3 et du 5, coûta aux alliés 235 hommes tués, 1,234 blessés et 317 prisonniers; et aux Français, 308 tués, 2,147 blessés et 210 prisonniers (3).

Quoique cette bataille fut indécise, en ce sens que les deux armées conservèrent leurs positions, et que la partie basse du village de Fuentès ne resta ni à l'une ni à l'autre, cependant le résultat fut, somme toute, favorable à Wellington, qui avait

---

(1) Chaque soldat, d'après les *Mémoires de Masséna* et d'après le général Pelet, n'avait plus que trente cartouches.

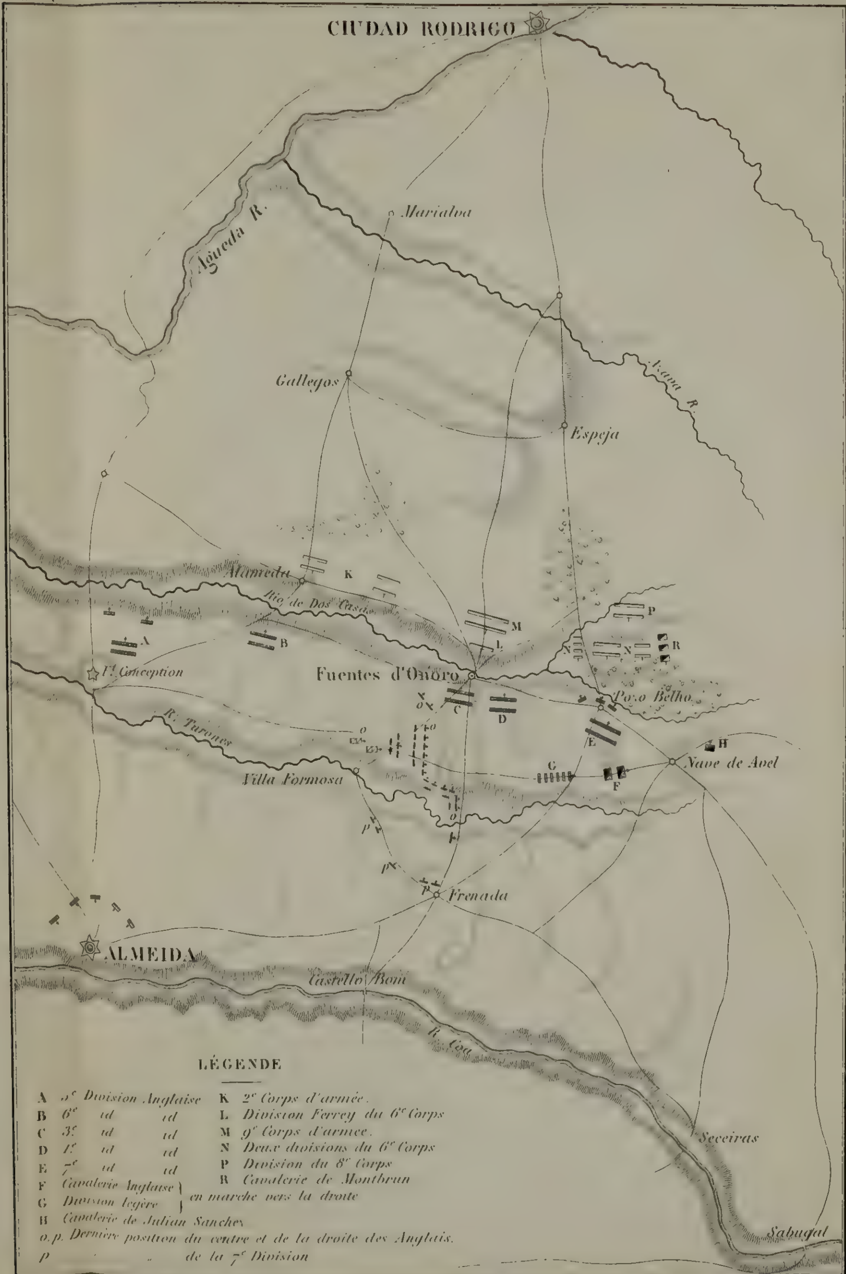
Les *Victoires et conquêtes* omettent cette circonstance, et prétendent que Masséna cessa la bataille parce qu'à la suite du changement de front opéré par Wellington sur son centre, l'aile droite en arrière, c'eût été une faute que d'attaquer les alliés dans une position où ils devaient vaincre ou mourir. (T. XX, p. 210.)

(2) Bessières ne voulut pas les faire partir le soir même, parce que les chevaux étaient trop fatigués; ils ne les mit en route que le lendemain matin à six heures.

(3) D'après les *situations officielles* des deux armées.

BATAILLE DE FUENTES D'ONORO.

5 Mai 1811



Lith. de Guyot et Stapleaux fils — Gravé par J. Claes

repoussé l'ennemi et empêché le ravitaillement d'Almeida (1).

Le 6 au soir, avant de commencer son mouvement rétrograde, le prince d'Essling avait envoyé à la garnison d'Almeida l'ordre de se frayer un passage les armes à la main, après avoir fait sauter les remparts (2).

Il n'y avait pas de honte à prendre cette résolution, puisque la place était sans vivres et ne pouvait plus tenir.

Dans la nuit du 10 au 11, le général Brenier mit le feu aux mines et immédiatement après sortit à la tête de 1,400 hommes. Le général Campbell, chargé du blocus, avait mal pris ses mesures (3) ; la gauche de sa ligne et les rives de l'Agueda étaient faiblement gardées. Cette circonstance permit à la colonne Brenier de s'ouvrir un chemin à travers les piquets ennemis et d'arriver au pont de Barca de Puerco, où le 2ᵉ corps se trouvait en bataille pour le recevoir. La jonction toutefois ne se fit pas sans coup férir : au moment d'atteindre le pont, la queue de la colonne fut attaquée par six bataillons anglais, qui lui firent éprouver des pertes sensibles. Brenier, dans son rapport au duc de Raguse (4), évalue ces pertes à 360 hommes, dont 150 tués. Les troupes de Campbell n'eurent que 4 morts, 16 blessés et autant de manquants.

« Masséna, dit un auteur anglais (5), se réjouit du bon trait « de Brenier, et Wellington en fut très-mortifié. » Le mé-

---

(1) Nous avons fait la relation de la bataille de Fuentes d'Onoro d'après les rapports de Wellington et de Masséna, complétés par les récits contradictoires de Napier, Pelet, Jomini, Belmas, Londonderry, Koch et les auteurs des *Victoires et conquêtes*.

(2) « L'empereur avait permis le démantèlement de cette place ou de Ciudad-Rodrigo, comme trop rapprochées et inutiles l'une à l'autre. » Général PELET, *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 342.

(3) « Lord Wellington, dit M. Thiers, avec une injustice peu digne de lui, s'en prit au général Campbell, qui n'avait pas été plus coupable que le reste de l'armée, pas plus que le général en chef lui-même, car personne dans le camp britannique n'avait prévu que telle serait l'issue de cette courte campagne. » (T. III, p. 511.)

Il y a une double erreur dans cette phrase, puisque le général Campbell fut réellement coupable d'avoir mal surveillé les abords de la place, et que Wellington, malgré cette faute, ne l'accusa point.—Voir aussi Sherer et *Victories of the british armies*.

(4) *Rapport du 17 mai*. (Voir BELMAS, t. I.)

(5) LONDONDERRY, t. II, p. 232.

contentement de ce dernier se fit jour dans deux lettres qu'il adressa, sous la date du 15 mai, à lord Liverpool. On remarque que toutes les opérations auxquelles il ne présidait pas en personne étaient conduites avec négligence et tournaient à mal.

Napier prétend que la bataille de Fuentès d'Onoro « révèle plus de fautes que de talents des deux côtés. » Le lieutenant-général Pelet, dans une note insérée dans le t. XXI des *Victoires et conquêtes,* est arrivé à la même conclusion; seulement, il a formulé ses critiques en termes injustes pour le chef de l'armée anglaise: « Lord Wellington, dit-il, aurait dû appuyer contre le défilé la droite de son armée, et faire des dispositions le long des ravins, d'autant mieux qu'il était averti par l'attaque du 3 et les mouvements de toute la matinée du 5. *Si ensuite Wellington avait connu l'art des batailles*, il aurait rétabli parfaitement celle-ci en débouchant sur notre centre, ou, encore mieux, en envoyant sa cavalerie battue prendre une revanche contre le général Reynier, qui n'avait pas quitté Alameda. A la première nouvelle d'une attaque contre celui-ci, il fallait songer sérieusement à notre ligne de retraite sur Ciudad-Rodrigo. *L'excessive supériorité numérique* du général anglais lui donnait le moyen de tout entreprendre. Il s'est montré dans cette campagne, et même ailleurs, *fort étranger à la stratégie comme à la tactique!* »

Nous pourrions opposer à ce témoignage passionné celui du général Jomini et celui d'autres écrivains distingués, mais les faits exposés plus haut suffisent pour établir que Wellington mania ses troupes avec plus d'habileté que ne le fit le prince d'Essling, et qu'il montra surtout plus de sang-froid au moment décisif de la bataille, alors que toutes les chances étaient contre lui. Le seul reproche qu'on soit en droit de lui adresser est d'avoir accepté la lutte avec une armée trop faible, et dans une position trop étendue, ayant sur ses der-

rières la place d'Almeida, encore au pouvoir de l'ennemi, et la Coa, dont les rives escarpées eussent été fort dangereuses en cas de retraite précipitée (1).

Ainsi le général dont on a fait en France un modèle de timidité et de circonspection, s'est exposé plusieurs fois à être justement blâmé pour sa témérité (2)...

Le marquis de Londonderry accuse Masséna d'avoir perdu à Fuentès d'Onoro une belle occasion de battre l'armée alliée. « Il aurait dû, s'écrie-t-il, jeter sa cavalerie sur le flanc droit de l'ennemi, traverser la Coa, s'avancer sur les lignes de communication de l'armée anglaise, arrêter ses convois, et, tandis que son infanterie aurait menacé de la tourner, pousser sur Sabugal et sur les villages voisins, afin de forcer Wellington à passer la Coa avec son artillerie dans les endroits les plus mauvais, et lui couper sa retraite la plus sûre... On craignait sérieusement que le prince d'Essling ne prît ce parti, et c'est ce qui fit hésiter le duc entre l'abandon de Sabugal et la levée du blocus d'Almeida. Sa présence d'esprit toutefois ne fut pas en défaut un seul instant. Ayant confiance en ses soldats, il aima mieux renoncer à une ligne de retraite avantageuse, que d'abandonner une opération dont le succès n'était ni douteux ni éloigné; c'est ainsi qu'il se décida à livrer Sabugal plutôt que d'ouvrir à l'ennemi une communication avec Almeida : résolution hardie, mais

---

(1) Le général Pelet, toujours trop sévère pour Wellington, s'exprime dans les termes suivants :

« Je doute qu'il soit possible de justifier jamais une telle disposition du général ennemi, « quoique l'aveugle fortune se soit empressée de le sauver de là, comme de tant d'autres « occasions. Son front était fort, mais sa droite entièrement en l'air ; derrière lui, les préci- « pices de la Coa, vallée infranchissable, s'étendaient bien au delà de sa gauche, où se trou- « vait une place qui nous appartenait. — Refoulée par sa droite dans le cul-de-sac de la Coa « et du Douro, également infranchissables, cette armée n'avait pas de retraite et était fort « compromise. »

(2) La témérité de Wellington dut être bien grande pour qu'elle ait surpris M. Saint-Nexant de Gagemon, qui a écrit un ouvrage dans lequel il cherche à prouver que le vainqueur de Salamanque est un général timide et sans talent, qui doit au hasard la plupart de ses succès.

prise après mûre réflexion, et justifiée du reste par le succès le plus complet (1). »

En historien impartial, nous devons dire cependant que Masséna fut mal secondé le jour de la bataille. La garde impériale refusa d'obéir à ses ordres. Loison, sachant qu'il était remplacé par le duc de Raguse, montra peu de zèle, et ses troupes, qui regrettaient leur ancien chef, étaient en outre mal disposées pour lui. Le comte d'Erlon, sur le point de rejoindre Soult, ménagea trop le 9e corps, et Reynier, qui espérait et demandait un corps séparé, ne fit pas tout ce qu'il aurait pu faire. Le renvoi de Ney avait d'ailleurs dépopularisé le prince d'Essling dans l'esprit du soldat.

Toutes ces circonstances expliquent le décousu et le peu de vigueur des attaques françaises. Elles auraient servi d'excuse au prince d'Essling, si l'empereur avait eu moins de dépit et de passion. Mais, aveuglé par les faciles et rapides succès de la campagne de Somo-Sierra, il s'était imaginé qu'avec un peu de talent et d'énergie, on devait soumettre l'Espagne et balayer les Anglais dans la mer. De là sa colère contre Soult et ses ressentiments injustes contre Masséna. Cet illustre guerrier, qui lui avait rendu tant de services, et qui, au début de l'expédition, avait été l'objet de tant de caresses et de prévenances, fut désormais critiqué avec amertume et remplacé dans son commandement par le duc de Raguse (2).

Ici finit la carrière du prince d'Essling et la belle époque de l'empire. On devait encore tirer l'épée, mais non plus

---

(1) LONDONDERRY, t. II, p. 225.

M. Thiers reproche au maréchal Masséna d'avoir vu trop tard le côté faible de la position de l'ennemi, d'avoir perdu la journée du 3 en attaques inutiles sur Fuentès d'Onoro, et celle du 4 en reconnaissances tardives.

Le 5, Reynier aurait dû être plus entreprenant devant Almeida, Drouet emporter Fuentes avec tout son corps d'armée, et Loison marcher plus vite et plus directement au véritable but de ses mouvements.

(2) « La nouvelle de cette disgrâce parvint à Masséna le 10, au soir (cinq jours après la bataille de Fuentes d'Onoro), tandis qu'il était à Ciudad-Rodrigo. » (Général PELET.)

par nécessité, non plus avec le sentiment d'un devoir national, mais avec l'entraînement d'une passion aveugle, irréfléchie, criminelle! Du fond de la retraite où l'ingratitude l'avait relégué, le vainqueur de Zurich put voir bientôt ces belles armées françaises, qu'il avait tant de fois conduites à la victoire, battues et ramenées par des hordes barbares jusqu'au sein même de la patrie. S'il eût été mauvais citoyen, ce jour-là eût vengé son amour-propre blessé par d'injustes reproches et par une disgrâce imméritée...

CHAPITRE IX.

CAMPAGNE DE 1811 EN PORTUGAL.

CIUDAD-RODRIGO, BADAJOZ.

CHAPITRE IX.

SOMMAIRE :

Beresford commence le siége de Badajoz. — Soult vient au secours de la place. — Levée du siége. — Bataille d'Albuera. — Reprise du siége sous la direction de Wellington. — Insuccès de cette nouvelle tentative. — Concentration de Soult et de Marmont. — L'armée alliée se retire sur la Caya, se porte ensuite au Nord et prend Ciudad-Rodrigo. — Vaine tentative de Marmont pour secourir cette place. — Deuxième siége de Badajoz. — Admirable conduite des troupes anglaises pendant l'assaut. — Meurtres et pillages commis après l'assaut. — Soult, qui s'était mis en marche pour secourir Badajoz, retourne sur ses pas. — Examen des fautes commises de part et d'autre dans les siéges de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo. — Inaction de l'armée espagnole. — Préparatifs pour la campagne de 1812.

La bataille de Fuentès d'Onoro eût été décisive, si la retraite de Ballesteros n'avait obligé Wellington à détacher Beresford en Estramadure pour couvrir le flanc droit de l'armée. Le général en chef prit cette résolution dans la nuit du 13 avril, en recevant la nouvelle de la reddition de Badajoz. Dès le 16, lendemain de l'affaire de Foz d'Arunce, Beresford se mit en route avec 20,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et 18 bouches à feu.

On a reproché à Wellington d'avoir fait ce détachement, qui l'exposait à un grave échec en cas d'agression. Deux fois,

en effet, dans le courant de la journée de Fuentès d'Onoro, la fortune fut sur le point de le trahir. Mais c'eût été une faute aussi que de laisser le duc de Dalmatie poursuivre tranquillement l'avantage que lui avait donné la prise de Badajoz. Le plus souvent, à la guerre, on en est réduit à faire choix parmi les fautes. Le mérite alors consiste à bien choisir et à faire moins de fautes que son adversaire. A ce point de vue, on peut juger diversement la question de savoir laquelle des deux fautes indiquées ci-dessus, le duc de Wellington aurait dû commettre de préférence.

Beresford s'étant emparé de Campo-Mayor le 25 avril, voulait, conformément à ses instructions, passer la Guadiana, bloquer Badajoz et reprendre Olivenza. Mais les Espagnols avaient négligé, en dépit des sollicitations réitérées de Wellington, d'envoyer à Elvas le pont de bateaux de Badajoz. C'était malheureusement le seul pont de ce genre que possédassent les alliés; si Beresford l'avait trouvé à destination, il aurait pu commencer le blocus dès le 26; et comme à cette date, la place avait encore sa brèche ouverte, ses tranchées non comblées, et ses magasins dépourvus d'approvisionnements (1), on l'aurait probablement enlevée sans difficulté, en épargnant à l'armée anglaise les pertes qu'elle fit dans la sanglante bataille d'Albuera et dans les siéges subséquents.

Pour suppléer aux pontons, les ingénieurs anglais construisirent des chevalets, au moyen desquels ils établirent à Jurumenha un pont, terminé seulement le 3 avril. On devait passer la Guadiana le lendemain à la pointe du jour; mais pendant la nuit, une crue subite de trois pieds mit le pont hors de service. Les eaux ayant éprouvé une nouvelle crue le 4, l'armée dut se résoudre à passer la rivière sur des

---

(1) J. JONES, *Journaux des siéges*, etc., p. 451.

radeaux; cette opération commença le 5, et fut continuée sans interruption le 6, le 7 et le 8.

Dès le premier jour, Beresford avait établi son quartier général dans un petit village sur la rive gauche. L'ennemi s'était emparé de ce village la nuit suivante, après avoir surpris un piquet de cavalerie; mais, attaqué presque aussitôt par l'infanterie anglaise, il avait été obligé de lâcher prise.

Pendant ce temps, les Français avaient comblé les tranchées de Badajoz, fermé en partie la brèche, approvisionné la place et emmené leur artillerie de siége (1).

A l'approche des alliés, le corps de Mortier, chargé de défendre et de surveiller les abords de la position, se retira à Séville, laissant une garnison dans la place et un détachement de 400 hommes à Olivenza.

Avec plus de vigilance, il eût été facile de s'opposer au passage de la Guadiana, car cette rivière n'était pas guéable pour l'infanterie, et les deux seuls ponts existants, ceux de Mérida et de Badajoz, se trouvaient entre les mains des Français. Les alliés étaient sans équipage de pont, et n'avaient pour toute ressource que des bois verts de dimensions trop faibles pour élever les chevalets à hauteur d'eau dans les crues subites.

Beresford ayant laissé une division devant Olivenza (2), se dirigea sur Zafra, et de là sur Elvas, où il fut rejoint par Wellington, dans la journée du 21. Le lendemain, les deux généraux firent une reconnaissance détaillée de Badajoz, pour régler de commun accord le plan des attaques. Wellington désirait enlever la place en quinze ou seize jours, laps de

---

(1) J. JONES, *Journaux des siéges*, p. 32.

Napier accuse Beresford d'avoir agi dans cette circonstance avec une excessive lenteur. Wellington, moins sévère et plus juste, croyons-nous, rend les autorités locales seules responsables du retard que ses troupes éprouvèrent.

(2) Cette place, qu'il avait inutilement sommée de se rendre le 9, fut assiégée par le général Cole, et prise dans la journée du 15. Le lendemain, la division anglaise rejoignit l'armée de Beresford, ne laissant dans Olivenza qu'une faible garnison.

temps qu'il jugeait indispensable à Soult pour venir au secours de la garnison.

Les officiers les plus distingués de l'armée anglaise étaient d'avis de diriger les travaux d'approche contre un des fronts du sud. Mais ce plan, quoique rationnel sous tous les rapports, avait le défaut d'exiger trop de temps. Il fallut donc recourir à un autre mode d'attaque. Le chef des ingénieurs proposa en conséquence : 1° de battre en brèche le fort Saint-Christoval, et d'y établir des batteries dont le feu plongeant empêcherait l'ennemi de faire dans le château aucun retranchement susceptible d'une bonne défense; 2° d'ouvrir, dans la nuit même de l'assaut du fort, une parallèle dans la plaine en avant du château, et de construire, sous la protection de cette parallèle, une batterie destinée à battre en brèche les murs du château à la distance de 450 à 500 verges (1).

Le général en chef donna son consentement à ce projet, mais ayant appris aussitôt que Masséna avait réuni ses forces dans le dessein de faire lever le blocus d'Almeida, il se rendit à l'armée du Nord, laissant à Beresford la direction du siége, et lui remettant des instructions détaillées pour le cas où le maréchal Soult viendrait au secours de la place (2).

Avant de suivre le duc sur ce nouveau théâtre, nous relaterons succinctement les faits qui se passèrent sous les murs de Badajoz après son départ.

Dans la nuit du 23 avril, la Guadiana s'éleva de sept pieds et emporta le pont de bateaux, de sorte que le maréchal Beresford se trouva sans communication avec le Portugal.

Le 29, le passage fut assuré au moyen d'un pont volant, et

---

(1) JONES, *Journaux des siéges*, p. 41.

(2) D'après ces instructions, datées du 23 avril, Beresford était libre de se retirer ou de combattre; seulement en cas de résistance, on lui conseillait de s'établir dans la position d'Albuera, que le général en chef avait jugée préférable à toute autre.

le 1er mai on parvint à rétablir le pont de bateaux. Le général Philippon avait profité de ces retards pour améliorer les défenses de Badajoz et se procurer quelques approvisionnements.

La place fut définitivement investie, au sud, le 4, et de l'autre côté de la rivière, le 8 mai. On ouvrit la tranchée le même jour, et on poussa les cheminements avec toute l'activité que comportaient les circonstances fâcheuses où se trouvait l'armée assiégeante. Lord Wellington avait ordonné, le 6 avril, d'amener de Lisbonne à Elvas une grande quantité de munitions de toute espèce; mais l'état d'épuisement du pays ne permit pas de se procurer les moyens de transport nécessaires. Les approvisionnements du génie pour l'attaque de Saint-Christoval étaient insuffisants (1); les ressources de l'artillerie se réduisaient à 3 pièces de 24 en bronze, pourvues de 300 gargousses chacune, et à 2 obusiers de huit pouces, approvisionnés de 200 coups seulement. Enfin, le corps assiégeant ne se composait que d'une brigade anglaise, de deux bataillons portugais et d'un bataillon de milice, formant un total d'environ 4,000 hommes.

La batterie de brèche contre le fort Saint-Christoval ouvrit son feu le 11, à quatre heures du matin; mais, servie par des recrues portugaises, elle ne produisit aucun effet : dans la journée même, elle fut réduite au silence par une batterie élevée dans l'intérieur du château. A partir de ce moment, l'attaque languit, faute de matériel et de troupes.

Sur la rive gauche, les travaux n'avançaient pas avec plus de rapidité.

La tranchée avait été ouverte devant le château dans la nuit du 12 au 13; mais à peine les travailleurs s'étaient-ils

---

(1) Les approvisionnements du génie consistaient en 500 outils de sapeurs, 200 sacs à terre, quelques madriers et environ 200 gabions. — Voir JONES, *Journaux des siéges*, p. 48.

mis à couvert, que le maréchal Beresford ordonna tous les préparatifs de la levée du siége, ayant reçu avis que Soult, en marche depuis plusieurs jours pour secourir la place, occupait déjà Llerena.

Du 13 au 14, les batteries furent désarmées, et dans la nuit suivante, on brûla le matériel qu'on ne pouvait emmener. Une partie de l'armée se dirigea sur Valverde, et la 4e division, avec quelques détachements espagnols, resta sur la rive gauche du fleuve pour couvrir les dernières opérations. Le 15, à la nuit tombante, cette division elle-même se mit en marche, et le siége se trouva complétement levé.

La perte de l'armée assiégeante s'éleva à 100 morts et à 650 blessés ou prisonniers.

Cependant Soult, après avoir réuni ses forces à celles du 5e corps, sous les ordres provisoires de Girard (1), s'approchait avec 15,000 hommes d'infanterie, 3,000 de cavalerie et 40 canons (2).

Beresford résolut de l'attendre et de lui livrer bataille, dans une bonne position en avant de la place. Il se rendit en conséquence à Valverde pour conférer avec les généraux Blake et Castanos, dont le concours lui était assuré.

Toutes ses mesures ayant été prises, l'armée alliée quitta Badajoz le 15, à cinq heures du soir, et se porta sur Albuera, où elle fit sa jonction dans la nuit avec les troupes espagnoles, et le lendemain, au début de la bataille (3), avec la 4e division, sous les ordres du général Cole.

Les forces totales de Beresford s'élevaient en ce moment

---

(1) Mortier venait d'obtenir un congé pour se rendre en France. Son corps d'armée, après la bataille d'Albuera, fut placé sous les ordres de Drouet, par suite de la dissolution du 9e corps, lequel avait été formé à titre provisoire, et de la réunion de plusieurs détachements.

(2) Évaluation des *Victoires et conquêtes*. Napier porte l'effectif de Soult à 23,000 hommes, dont 4,000 de cavalerie, et M. Thiers à 17,000 hommes seulement, dont 2,500 de cavalerie.

(3) JONES, LONDONDERRY.

Napier se trompe en disant qu'au moment de livrer bataille, les troupes anglaises étaient encore en arrière.

à 32,000 hommes (1), dont 7,000 Anglais et 10,000 Portugais environ : la cavalerie entrait à peine dans cet effectif pour 2,000 hommes; l'artillerie comptait seulement 38 pièces.

Les Espagnols occupaient la droite de la position; la division Stewart était au centre; la division portugaise de Hamilton à gauche, et la division Cole, avec une brigade portugaise en seconde ligne, derrière le milieu du front de bataille. La cavalerie protégeait le flanc droit des Espagnols, et une brigade légère d'Alten occupait le village d'Albuera.

Les troupes de Blake étaient harassées de fatigue, et affamées au point qu'elles avaient dû manger une partie de leurs chevaux; un grand nombre de soldats avaient passé à l'ennemi quelques jours avant la bataille pour échapper à la famine; leur organisation était si défectueuse et leur discipline si relâchée, qu'on ne pouvait pas songer à les faire manœuvrer en rase campagne devant l'ennemi; enfin leur chef manquait de résolution, et pour surcroît de malheur ne s'entendait pas avec Beresford.

La position d'Albuera était bonne en elle-même (2); seulement, on l'avait mal occupée. Sur la hauteur de droite, entièrement dégarnie de troupes, il aurait fallu, comme le dit fort bien Wellington (3), élever quelques ouvrages de campagne; en outre, il eût été prudent de confier la défense de cette aile, qui couvrait la route de Valverde, à des troupes plus solides que celles de Blake.

---

(1) D'après Toréno, 31,000 hommes, dont 3,500 cavalerie et 15,000 Espagnols; d'après Sherer, 29,000; d'après Maxwell, 30,000; d'après Pelet, 31,000 et 32 canons; d'après Mac Farlane, 27,000, dont 10,000 Espagnols; d'après Thibaudeau, 32,000, dont plus de 2,000 de cavalerie et 38 canons; d'après Belmas, 31,000 hommes, dont 3,600 de cavalerie et 14,000 Espagnols; d'après Londonderry, 7,500 Anglais, 8,000 Portugais, 12,000 Espagnols et 30 canons; d'après Jones, 29,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie et 14,000 Espagnols. Les chiffres que nous avons adoptés comme étant les plus exacts sont de Napier.

(2) C'est l'opinion des auteurs des *Victoires et conquêtes*, et celle de Wellington (voir sa *lettre du* 22 *mai* 1811, *au général Spencer*). Le colonel Napier trouve, au contraire, la position de Beresford défectueuse; mais sa sévérité pour ce maréchal a mis cette fois son jugement en défaut.

(3) Sherer, t. II, p. 100.

Si Soult avait poussé directement sur Albuera, au lieu de prendre la route de Villa-Franca, il aurait pu attaquer l'ennemi le 15, avant la concentration de l'armée alliée. Cette circonstance seule fait voir combien Beresford, en acceptant la bataille, fit preuve de témérité; car, même avec la certitude (qu'il n'avait pas) de réunir ses forces au moment décisif, toutes les chances, au début de l'affaire, étaient contre lui. La prudence lui conseillait de temporiser et, au besoin, de repasser la Guadiana, pour attendre les renforts qu'il était naturel d'espérer, après le résultat connu de la bataille de Fuentès d'Onoro. Ses troupes, il est vrai, jalouses des succès de l'armée du Nord, demandaient avec instance à combattre; mais un général doit savoir résister à de pareilles sollicitations, quand l'intérêt public l'exige. Malheureusement, Beresford, quoique très-capable et d'une bravoure extraordinaire, ne possédait pas les qualités du commandement. S'il faut en croire Sherer (1), il n'était pas non plus fort aimé de ses troupes, qui regrettaient leur excellent et digne chef, le général Hill, retenu loin de l'armée par une maladie aiguë.

Le 16, à 9 heures du matin, Soult dirigea le corps de Girard contre la droite des alliés, pendant que Godinot s'avançait vers le pont d'Albuera, pour en forcer le passage.

La cavalerie, sous les ordres de Latour-Maubourg, marchait dans l'intervalle de ces deux colonnes, prête à soutenir l'une ou l'autre, suivant les circonstances; et l'artillerie, sauf une seule batterie, soutenait l'attaque du 5e corps. Soult espérait, en enfonçant l'aile droite de l'ennemi, se rendre maître de la route d'Olivenza, rejeter l'armée anglo-portugaise sur les baïonnettes de la garnison de Badajoz, et empêcher la jonction des Espagnols, qu'il croyait encore en arrière.

---

(1) SHERER, t. II, p. 103.

Lorsque Beresford vit ce mouvement se dessiner, il pria Blake d'opérer un changement de front; mais, soit mauvais vouloir, soit crainte de mettre du désordre dans les rangs, le général espagnol refusa d'obéir (1), et fut ainsi attaqué dans de mauvaises conditions. Ses troupes, malgré le courage dont elles firent preuve, ne purent arrêter un seul instant les colonnes françaises.

Ce premier revers suffit pour mettre les alliés dans une position critique (2). Le général Stewart, heureusement, porta sa brigade avec beaucoup d'à-propos à la rencontre de l'ennemi, et parvint à garder le terrain assez longtemps pour permettre à la brigade Houghton de venir l'appuyer. Cependant, quoique soutenues par l'artillerie du major Dickson et les dragons du général Lumley, ces deux brigades, à la fin, se replièrent devant les charges brillantes de la cavalerie française.

Il était près d'une heure, et la victoire allait se déclarer pour les Français; déjà Beresford s'occupait de la retraite, quand le colonel Hardinge, quartier-maître général des troupes portugaises, prit sur lui de faire avancer la division Cole, qui n'avait pas encore donné (3) : cette heureuse inspiration changea le sort de la journée. L'intrépide Cole, avec la brigade de fusiliers commandée par Meyers, la brigade portu-

---

(1) Voir BELMAS, t. I, p. 182 et LONDONDERRY, t. II, p. 246.

(2) Ce revers livrait à Soult la seule route par laquelle Beresford pouvait se retirer en cas de revers, il dégarnissait la ligne de communication des alliés avec Valverde et les exposait à être enfermés entre la rivière et les colonnes françaises. Il était de toute nécessité de reprendre les hauteurs perdues, et c'est en l'essayant qu'on sacrifia tant de monde. — Voir LONDONDERRY, t. II, p. 246.

(3) Beresford ne parle pas de cette circonstance dans son rapport officiel ; il signale même Hardinge un des derniers. Les éloges qu'il adresse aux troupes espagnoles ne sont pas non plus marqués au coin de la plus rigoureuse exactitude. Wellington, en effet, tout en reconnaissant dans son *Memorandum des opérations de* 1811, que ces troupes se conduisirent avec la plus grande bravoure, affirme qu'on dut, à cause de leur indiscipline, renoncer à les faire manœuvrer. Beresford lui-même fit pendant la bataille de vains efforts pour les ramener à la charge, quand les brigades Stewart et Houghton furent sur le point de succomber. Il eut beau saisir un drapeau et se porter en avant, personne ne le suivit. Les Espagnols, dans ce moment critique, ne surent que tirailler, et avec si peu de discernement, qu'un grand nombre de balles atteignirent les Anglais et non l'ennemi. — Voir LONDONDERRY, t. II, p. 254.

gaise de Harvey et un bataillon de la légion lusitanienne, se porta sur la droite de Houghton, pendant que Beresford dirigeait la brigade Abercrombie sur la gauche. Cette attaque décisive fournit à l'infanterie britannique une admirable occasion de signaler son courage et sa solidité à toute épreuve : se séparant de la multitude en désordre qui couvrait la plaine, elle déboucha sur la tête des colonnes françaises, trop profondes et trop serrées pour agir vigoureusement, et les chargea avec un ordre, un sang-froid, une audace au-dessus de tout éloge. En vain Soult harangue ses soldats et les stimule par son propre exemple ; en vain toutes ses ressources sont mises en œuvre. Rien ne peut arrêter cette redoutable infanterie, ni les efforts d'un chef si habile, ni la bravoure des vétérans qu'il commande, ni les charges de sa fougueuse cavalerie, ni le feu meurtrier de ses têtes de colonne, ni le tir à mitraille de toute l'artillerie concentrée sur ce faible corps... Vainement les réserves cherchent à soutenir le combat : les masses noires de l'armée française, à la fin chancellent, tournoient, se confondent et battent en retraite (1) ; un immense *hourra* se fait entendre, puis, la fumée se dissipant, on voit au milieu de la plaine 1,500 braves (reste de 6,000 !), devant lesquels se replie en désordre une armée qui, peu d'instants auparavant, se croyait encore sûre de vaincre (2)...

« L'histoire moderne, a écrit le général Picton (3), n'offre

---

(1) « Bientôt le 5e corps ne présente plus qu'une masse confuse de fuyards, dont la plupart jettent leurs armes et vont se rallier loin du champ de bataille, à l'abri du danger, et de l'autre côté de l'Albuera... Tout était perdu, si dans ce moment l'artillerie eût partagé la terreur générale... La bonne contenance de cette arme et la cavalerie ramenèrent un peu d'ordre dans la retraite ». *Victoires et conquêtes*, t. XX, p. 240, 243.

(2) D'après l'état officiel publié par Gurwood, l'armée anglo-portugaise compta, après la bataille, 984 hommes tués, 2,993 blessés et 570 absents, dont 500 faits prisonniers. Les pertes des Espagnols s'élevèrent, d'après le comte Toréno, à 1,365 morts et blessés. Les Portugais eurent 389 hommes hors de combat, et les Allemands 120. Napier, Jones et Londonderry évaluent les pertes des Français à 8,000 hommes, Belmas et Thibaudeau à 7,000, Pelet à 6,500 (celles des alliés à 10,000), et M. Thiers, à 4,000 seulement (celles des alliés à 3,000). Au nombre des morts se trouvèrent 2 généraux anglais et 2 français, et parmi les blessés, 2 généraux anglais et 3 français.

(3) Fragments de lettres publiés par l'*United service Journal* en 1838.

« pas un exemple d'une action si opiniâtrément disputée. »

La lutte avait présenté un tel caractère d'acharnement, que le 57e anglais, sur un effectif de 570 hommes, eut 23 officiers et plus de 400 soldats hors de combat. Les brigades Meyers et Houghton, qui se portèrent en avant, chacune avec 1,400 hommes, à deux heures, quand le feu cessa, furent réduites à 400 combattants (1) ! « 7,000 morts et blessés, dit un général anglais (2), étaient entassés dans un espace de quelques centaines de pieds, et lorsque nos canonniers, vers la fin du jour, traversèrent avec leurs pièces cette scène de carnage, ils fermèrent leurs oreilles aux cris des blessés et détournèrent leurs regards avec effroi de ces monceaux de braves gisant au milieu de la poussière (3) ».

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* prétendent que « cette affaire désastreuse exerça sur le moral des soldats français une grande et funeste influence, et que ces vieux guerriers, toujours vainqueurs dans le Nord, et si souvent en Espagne, n'abordèrent plus les Anglais qu'avec une certaine défiance (4). »

L'échec de Soult doit être attribué à deux causes : d'abord Godinot ayant agi mollement, l'attaque de Girard se fit dans de mauvaises conditions ; ensuite, les colonnes fran-

---

(1) SHERER.

(2) LONDONDERRY, t. II, p. 252.

(3) M. Thiers, que nous aimons à réfuter, parce qu'il a de grandes prétentions à l'exactitude, dit que les Français « se retirèrent sans bataille perdue »(t. III, p. 514). Il motive ce jugement d'une singulière façon : « Les Anglais, dit-il, prenaient position sur un terrain bien choisi, se bornaient à y tenir avec fermeté, sans exécuter d'autre mouvement que de porter sur le point menacé les forces que nos attaques décousues laissaient disponibles; et nous, les abordant avec une vigueur incomparable, mais sans ensemble, surtout sans suite, nous nous retirions sans bataille perdue, mais sans autre résultat que des pertes d'hommes considérables et une sorte de dépit chez nos soldats, qui pouvait bien finir par se changer en découragement. Les batailles de Vimeiro, de Talavera, de Fuentès d'Onoro et d'Albuera n'avaient pas présenté d'autres vicissitudes. »

Ainsi, d'après M. Thiers, une armée qui voulant culbuter une autre armée, est obligée de se retirer « avec des pertes considérables et un dépit voisin du découragement », n'est pas battue. Il nous est impossible d'admettre cette théorie, dont l'amour-propre français peut seul s'accommoder.

(4) *Victoires et conquêtes*, t. XX, p. 249.

çaises, trop lourdes et trop rapprochées les unes des autres pour se déployer, ne purent répondre au feu terrible des Anglais, ni se préserver des ravages de l'artillerie. Le système des masses profondes, employé si souvent par les généraux français, donna lieu ici aux mêmes désastres qui ont signalé depuis les formidables attaques des troupes impériales à Borodino et à la Belle-Alliance. Wellington n'est jamais tombé dans ce défaut, contre lequel il a eu soin de prémunir ses lieutenants, et que les tacticiens modernes n'ont pas toujours évité.

Beresford, qui s'était montré brave soldat, mais général médiocre pendant la bataille, retrouva son énergie et son sang-froid après la victoire, en gardant la position d'Albuera. Soult aurait dû l'attaquer une seconde fois dans cette position le lendemain (1). Il ne le fit point, et perdit ainsi une belle occasion d'écraser l'ennemi, de lui barrer le passage de la rivière, et de porter au sud du Tage un corps assez nombreux pour jeter la consternation en Angleterre. Au lieu de poursuivre ce but avec des chances si favorables, le duc de Dalmatie se retira le 18 sur Solano, pour y attendre des secours venant de l'Andalousie. Il est probable que la contenance de Beresford lui fit supposer que l'armée alliée avait reçu des renforts; car autrement, on ne s'expliquerait pas la conduite du maréchal dans cette circonstance.

Wellington arriva le 19 à Elvas, suivi de deux divisions. Il donna sur-le-champ à Beresford l'ordre de poursuivre l'ennemi « avec prudence, » et, le même jour encore, il fit investir Badajoz par la brigade portugaise de Hamilton (2).

Quand Soult se vit obligé, par les dispositions des alliés,

---

(1) D'après les *Victoires et conquêtes*, il en fut question un moment dans le camp de Soult, t. XX, p. 247.

(2) Peu de temps après, le maréchal Beresford retourna à Lisbonne pour y organiser de nouvelles levées, et Hill, revenu guéri d'Angleterre, reprit le commandement du corps détaché, qui resta sous ses ordres jusqu'à la fin de la guerre.

de continuer sa retraite, il changea de direction et marcha sur Llerena, qui lui offrait de nombreuses ressources, une position excellente, et un terrain favorable à l'action de sa cavalerie. Il s'arrêta sur ce point en attendant, soit la division Drouet (1), annoncée pour le 8 juin, soit une occasion qui lui permît de reprendre l'offensive. On l'informa que Napoléon, en recevant la nouvelle du désastre d'Albuera, avait prescrit à Marmont, successeur du prince d'Essling dans le commandement de l'armée portugaise (2), de manœuvrer par sa gauche sur le Tage et d'entrer en liaison avec l'armée d'Andalousie pour délivrer Badajoz. C'était une raison de plus pour engager Soult à rester dans sa position de Llerena, où il n'avait rien à craindre de la part de Wellington. Il importait bien plus en effet aux alliés de se rendre maîtres de Badajoz avant la jonction des armées françaises, que d'attaquer le duc de Dalmatie dans une très-forte position, d'où il pouvait se retirer en toute sécurité sur Séville ou sur Cadix.

La campagne de 1810 avait délivré le Portugal; mais, à part ce résultat, on peut dire que la situation générale des Français dans la Péninsule était meilleure après cette campagne qu'à la fin de l'année précédente : Soult occupait l'Andalousie, sauf Cadix et Gibraltar; Suchet, par la prise de Tortose et de Tarragone, avait fait un grand pas vers la soumission complète de la Catalogne ; enfin, l'opposition d'abord

(1) Drouet devait amener 8,000 hommes du 9e corps, dont la dissolution était un fait accompli.

(2) Il avait obtenu ce commandement le 20 avril. Berthier lui avait écrit à cette occasion : « Saisissez les rênes d'une main ferme, faites dans l'armée les changements qui deviennent « nécessaires, Sa Majesté met en vous une entière confiance. »

si vive des Castillans semblait faire place à des sentiments d'une toute autre nature (1). L'empereur, qui suivait de loin et avec une très-vive sollicitude les affaires d'Espagne, crut ces circonstances favorables pour tenter un grand effort sur l'Estramadure et *balayer* enfin, d'après son expression favorite, *les Anglais dans la mer*. Il tenait beaucoup à atteindre ce but avant la campagne de Russie, dont les préparatifs absorbaient déjà à cette époque toute son attention. En faisant de grands sacrifices, la chose n'était pas impossible. Au pis aller, Napoléon espérait gagner assez de temps pour venir lui-même prendre la direction des armées d'Espagne, après avoir écrasé les Russes.

Il eût été plus habile sans doute de différer la colossale expédition du Nord et de terminer la guerre de la Péninsule, qui pouvait tout aussi sûrement et avec bien moins de sacrifices et de chances contraires, conduire à la paix générale, que la gigantesque invasion de l'empire moscovite; mais l'*homme du destin,* aveuglé par sa brillante et rapide fortune, touchait à cette époque fatale où d'illusions en illusions, de fautes en fautes, de catastrophes en catastrophes, il devait se précipiter, et la France avec lui, dans le plus épouvantable des abîmes.

Pendant que Napoléon surveillait les vastes préparatifs de la guerre prochaine, Wellington, moins brillant, mais plus positif que lui, songeait à hâter la délivrance de la Péninsule, en profitant des embarras que cette guerre devait susciter à l'empire français.

---

(1) Cela résulte clairement de la correspondance de Joseph avec l'empereur et avec Berthier.

Dans une de ses lettres (du 27 juillet 1811) Joseph dit : « L'opinion s'améliore sensiblement; il ne nous manque que quelques millions pour avancer nos affaires davantage. »

Dans une autre (28 juillet) : « Je ne puis assez redire à Votre Majesté, que l'opinion est ici très-améliorée... Toutes les bandes demandent à entrer à mon service. »

Dans une autre encore (30 juillet) : « Le changement est grand, quelques secours, et il sera complet. » *Mémoires de Joseph,* t. VIII.

Le moment était bien choisi, et d'ailleurs l'on pouvait tout oser avec des troupes qui venaient de battre les vétérans de Soult et de Masséna. Mais avant de porter le coup décisif, il fallait prendre Badajoz et Ciudad-Rodrigo, pour assurer les communications des alliés avec le Portugal. Wellington dirigea en conséquence le gros de ses forces sur la Guadiana, ne laissant à Sabugal que 18,000 hommes, sous les ordres de Spencer, chargé de contenir Marmont.

Ici commence cette série de siéges fameux où la valeur des troupes anglaises obtint des résultats d'autant plus remarquables, qu'elle ne fut point secondée par les circonstances ni par les méthodes précieuses dont l'illustre Vauban avait doté l'art de l'ingénieur. Les officiers du génie, qui sont l'âme de ces sortes d'opérations, étaient en trop petit nombre et ne possédaient point en général une instruction pratique assez étendue. Depuis un demi-siècle, l'Angleterre n'avait fait que trois siéges dignes d'être cités : ceux de Louisbourg, au cap Breton (1758), du château de Belle-Ile-en-Mer (1761) et de la Havane (1762). Il n'est donc pas étonnant que les premières attaques de places fortes dans la Péninsule aient été conduites avec si peu d'entente. Elles révèlent non-seulement une grande ignorance des détails dans l'exécution, mais encore un certain manque d'habileté et de science dans les dispositions générales.

Le colonel ingénieur Jones avoue avec une franchise digne d'éloges que ses camarades n'étaient guère plus avancés dans l'art de prendre les villes qu'on ne l'était du temps de Philippe II : « L'usage d'attaquer les places, dit-il, en les battant en brèche à une grande distance, et de tout hasarder en se fiant à la bravoure des troupes bien plus qu'aux travaux d'attaque, avait généralement prévalu dans l'armée anglaise. Cette méthode avait réussi dans les guerres coloniales; mais on

s'était vu en quelque sorte obligé d'y recourir à cause de l'insalubrité du climat, qui rend souvent un retard plus funeste qu'un échec.

« Les journaux des siéges des Pays-Bas, sous le duc d'Albe et le prince de Parme, sont, pour ainsi dire, les journaux des siéges d'Espagne (1) ; nous y trouvons presque à la lettre la description des mêmes attaques : l'assiégeant, après avoir fait brèche avec des batteries éloignées, marche à découvert sous le feu intact de la place, est repoussé ou ne parvient à se loger sur la brèche qu'après des efforts inouïs de valeur (2). »

Le colonel Jones, toutefois, ne rend pas les ingénieurs anglais responsables de l'emploi de cette vicieuse méthode d'attaque; il la considère comme un effet des causes suivantes :

1° Le manque de troupes et de matériel du génie;

2° L'insuffisance des ressources en hommes, en artillerie et en matériel de siége;

3° L'ignorance des officiers et des soldats de la ligne, dans l'art de l'attaque des places.

Il est certain que Wellington eut constamment à se plaindre de l'insuffisance du personnel et du matériel de siége (3); mais toutes ses représentations à cet égard furent inutiles. C'était au surplus un mal ancien, et dont tous les généraux anglais avaient dû subir les funestes conséquences. Ainsi, en 1793, le duc d'York s'était trouvé, à défaut de matériel, dans l'impossibilité de faire les siéges de Valenciennes et de Dunkerque; et en 1808, le général Dalrymple, avait été déterminé à signer la convention de Cintra, parce que, d'après le colonel Jones, il ne pouvait pas, sans perdre beaucoup

---

(1) Voir les siéges de Haarlem et d'Alkmaar, par Frédéric de Tolède; celui du fort de Bommel, par Requesens, et celui de Maestricht, par le prince de Parme.

(2) *Journaux des siéges*, p. 336 et 337.

(3) Voir entre autres sa *lettre du* 13 *juin* 1811, *au comte de Liverpool.*

de temps et sans faire de grands sacrifices en hommes, s'emparer d'Elvas et d'Almeida.

Cette situation ne s'améliora point, et, jusqu'à la fin de la guerre, Wellington se vit obligé d'entreprendre des siéges sans parc du génie, sans sapeurs mineurs, sans outils convenables, sans mortiers et sans grenades (1).

Pour faire les travaux d'approche, il devait se servir des soldats de la ligne qui n'avaient aucune connaissance, même théorique, de ces travaux, et qui les exécutaient avec une répugnance invincible. Aussi obtint-il rarement la moitié de l'ouvrage qu'eussent fait, dans le même temps, les troupes d'une autre nation (2).

Il fallut donc, au risque d'éprouver des pertes et des retards fâcheux, renoncer à conduire les cheminements à couvert jusqu'au pied des murailles, et faire choix d'une méthode qui, au point de vue de l'art, était un véritable anachronisme. On employait des soldats d'infanterie à pousser les tranchées assez près de la place pour y établir des batteries de brèche contre l'enceinte. Une fois l'escarpe renversée par ces batteries, les troupes sortaient de la tranchée et se portaient à l'assaut, en parcourant des espaces souvent considérables. Elles perdaient ainsi l'avantage d'être à couvert au moment où le feu ennemi devenait le plus meurtrier ; et ce qui ajoutait encore au danger, elles ne recevaient plus alors aucune protection de leurs propres batteries, trop éloignées ou construites de manière à ne pouvoir tirer sans atteindre les colonnes d'attaque. Enfin, quand les assaillants, malgré le feu de la place, arrivaient en bon ordre jusqu'au bord du fossé, ils rencontraient la contrescarpe, haute de quatorze à

(1) « Les Anglais n'avaient ni un corps de sapeurs mineurs, ni même un seul homme qui sût conduire une approche sous le feu de l'ennemi. Les meilleurs officiers et les plus braves soldats devaient se sacrifier d'une manière déplorable. » — NAPIER, t. VII, p. 268.

(2) JONES, p. 330.

seize pieds, qu'ils ne pouvaient franchir sans rompre leurs rangs. C'était donc en tirailleurs plutôt qu'en colonne serrée qu'ils se précipitaient vers la brèche : aussi furent-ils généralement repoussés (1).

Une autre cause de faiblesse était l'insuffisance du nombre des travailleurs. « Il fallut plus d'une fois, dit un ingénieur anglais, employer trois nuits pour creuser une tranchée facile à exécuter en une seule (2), et cela parce que l'effectif des Français en campagne exigeait que l'armée d'observation fût considérable. Au reste, eût-on possédé des travailleurs suffisamment instruits, le manque de fascines et de gabions se serait encore opposé à ce qu'on poussât les travaux de siége plus près des ouvrages attaqués. Dans plusieurs occasions, les travailleurs fournis par la troupe ne purent être employés, faute d'une quantité suffisante d'outils de tranchée (3). »

D'autre part les bouches à feu n'étaient pas toujours d'une espèce et d'un calibre convenables. On n'avait pas de mortiers, et les pierriers ainsi que les grenades étaient inconnus dans les parcs de siége (4). Il en résulta que les artilleurs français, n'ayant rien à craindre des feux verticaux, tiraient généralement beaucoup mieux que les artilleurs anglais.

On peut affirmer, sans crainte d'être démenti, que si Wellington avait eu affaire, en Espagne, à des places régulièrement fortifiées, d'après les idées de Vauban ou de Cormontaigne, il eût été dans l'impossibilité d'en prendre aucune.

Les historiens français qui portent un jugement défavorable sur les siéges entrepris par l'armée anglaise dans la Pé-

---

(1) Voir JONES, *Journaux des siéges*, p. 231.
(2) JONES, p. 325 et 327.
(3) JONES, p. 327. Cet auteur prétend qu'il y avait assez d'outils et de matériaux à Lisbonne, mais que, faute d'un équipage du génie et de moyens de transport, on ne pouvait les amener sur les lieux. (P. 327.)
(4) JONES, p. 326.

ninsule n'ont pas tenu compte de ces insurmontables difficultés (1).

Au point de vue de l'art, ces siéges n'offrent sans doute rien de remarquable, mais on doit les admirer comme des exemples de ce que peuvent le courage et la persévérance aux prises avec la mauvaise fortune et les vices d'une organisation militaire arriérée.

Wellington eut beaucoup de peine à faire disparaître quelques-unes de ces causes d'infériorité; aussi ne fut-il pas toujours heureux dans ses premières attaques de places fortes. Le siége de Badajoz nous en fournira la preuve.

Pour assurer le succès de cette opération, on aurait dû commencer par repousser le maréchal Soult au delà des montagnes; mais l'arrivée prochaine du duc de Raguse ne le permit point. C'est à peine s'il restait assez de temps pour emporter la place en poussant les travaux avec une extrême vigueur (2). Wellington se décida par conséquent à suivre en gros le plan d'attaque arrêté par Beresford, sauf à corriger dans l'exécution les détails reconnus défectueux.

La place ayant été investie le 25 mai et le passage de la Guadiana assuré à l'aide d'un pont volant, on put ouvrir la tranchée devant le fort Saint-Christoval dans la journée du 29. Les ressources de l'armée anglaise n'étaient malheureusement pas en rapport avec la difficulté de l'entreprise. L'équipage du train (le même qui avait servi à Beresford) était en mauvais état; les bouches à feu, dont quelques-unes dataient de Philippe II, étaient en général trop faibles (3) ; les boulets

---

(1) Au nombre de ces écrivains se trouve M. Thiers.

(2) Wellington estimait que les opérations devaient être terminées ou interrompues forcément le 10 juin, date probable de la jonction de Soult et de Drouet.

(3) « Les pièces portugaises étaient d'un mauvais métal et ne pouvaient résister à un feu vif. » — JONES, p. 83.

n'avaient pas le calibre voulu (1); le parc ne comptait pas un seul mortier; les artilleurs portugais manquaient d'expérience et ceux de l'armée anglaise étaient en nombre insuffisant; les sapeurs-mineurs faisaient complétement défaut; il y avait trop peu d'officiers du génie; enfin l'on n'avait pas assez de temps pour apprendre aux troupes de ligne à faire des gabions et des fascines (2). « A la honte du gouvernement anglais, dit Napier, jamais armée n'avait été si mal pourvue des choses nécessaires pour une telle opération. »

Les batteries dirigés contre le fort Saint-Christoval ouvrirent le feu dans la journée du 3 juin; mais les pièces se démontèrent l'une après l'autre par le seul effet du tir (3). Le 6, néanmoins, la brèche parut praticable; on y donna un premier assaut dans la nuit suivante; cet assaut échoua, parce que les troupes, en arrivant au pied de l'escarpe, s'aperçurent que les décombres formant la rampe avaient été enlevés. On continua de tirer avec 7 canons et 2 obusiers encore en état de servir. Le 9, la brèche parut de nouveau praticable; une seconde tentative fut faite pendant la nuit; mais le pied du mur ayant été déblayé comme la première fois, la colonne d'assaut, arrêtée par cet obstacle, fut mitraillée et repoussée avec perte (4).

Le 10, au matin, on reçut au quartier général anglais une

---

(1) « Les projectiles étaient de toute forme et de tous calibres, ce qui faisait que le vent, à chaque pièce, variait d'un pouce à un dixième de pouce ! »— JONES, p. 92.

(2) D'après JONES, p. 73 et 74, l'armée de siége avait 3,500 outils, 60,000 sacs à terre, 600 gabions, très-peu de fascines, seulement 30 pièces de canon et 6 obusiers de huit pouces. On suppléa aux mortiers par 4 obusiers de dix pouces, tirant sous 30° d'élévation.

Les assiégés avaient 3,587 hommes et 150 bonnes pièces. — Général LAMARE.

(3) LONDONDERRY, t. II, p. 262. D'après Jones, p. 80, le tir ne mit hors de service qu'un obusier et 2 affûts de mortier ; mais, le jour suivant, on eut encore à déplorer la perte d'une pièce, d'un affût de mortier et d'un canon.

(4) Cette attaque, faite avec 225 hommes, fut très-mal conduite, de l'aveu même des auteurs anglais. Napier cherche à excuser la précipitation de Wellington en faisant observer que le duc avait reçu avis que le corps de Drouet était proche de Llerena, et que Marmont avait quitté Salamanque; mais cette observation, corroborée d'ailleurs par Londonderry, est en opposition avec une *lettre* du 13 juin *au comte de Liverpool*, où Wellington affirme que le renseignement dont il s'agit ne lui parvint que le 10.

dépêche (interceptée) du duc de Dalmatie au duc de Raguse, faisant entrevoir la réunion prochaine de toutes les forces françaises dans l'Estramadure. Ce renseignement et d'autres nouvelles arrivées presque en même temps, décidèrent Wellington à lever le siége, et à ne laisser devant la place que les troupes nécessaires pour maintenir le blocus (1). Il lui eût été d'ailleurs impossible de continuer le feu deux jours de plus sans exposer Elvas à manquer de munitions (2); son artillerie, en ce moment, n'avait que 9 bouches à feu en état de servir contre le fort Saint-Christoval; 12 autres étaient dirigées contre le château.

Dans la soirée du 10, on commença par faire filer secrètement les magasins et le parc, et, le 12, le siége fut levé ostensiblement : à cette date, les pertes des alliés s'élevaient à 34 officiers et 451 soldats tués, blessés ou manquants.

Les auteurs français ont vivement critiqué les opérations de ce siége; mais, à part quelques négligences dans l'exécution des ordres, on doit attribuer l'insuccès des attaques à l'absence de moyens propres à les faire réussir. « Depuis le général jusqu'au simple soldat, dit le colonel Jones, tout le monde fit bien son devoir, et le mauvais résultat obtenu ne saurait discréditer le plan des attaques. » Nous sommes entièrement de cet avis.

Ne tenant compte ni des moyens employés, ni du temps fort restreint qui devait s'écouler entre le commencement des travaux et l'arrivée des Français, certains critiques ont attribué l'échec des alliés :

1° A l'inexpérience du corps des ingénieurs et à celle du général en chef, qui n'avait fait, jusque-là, d'autres siéges que ceux de l'Inde;

2° Au choix défectueux des points d'attaque;

---

(1) Wellington savait que la place n'était approvisionnée que jusqu'au 20.
(2) *Lettre du* 13, *au comte de Liverpool.*

3° A la faute de n'avoir pas opposé de contre-batteries aux feux de l'assiégé;

4° A l'absence de mortiers dans le parc de siége et à l'emplacement vicieux des batteries de brèche, trop éloignées pour les mauvais canons que l'on possédait (1);

5° A ce qu'on ne fit point usage de la sape dans les derniers cheminements;

6° Enfin, à ce que l'assaut fut donné avant qu'on eût couronné le glacis et préparé convenablement le pied de la brèche.

Ne voulant pas entamer une discussion spéciale sur la valeur de ces critiques, nous demanderons seulement à ceux qui les ont formulées, s'il eût été possible d'exécuter tous les travaux qu'ils indiquent avec les éléments dont disposait les ingénieurs anglais? Le duc pouvait difficilement faire mieux dans la situation où il se trouvait; et, à cause de cela même, il eût agi sagement, peut-être, en ne faisant rien du tout.

Le 14, on apprit à l'état-major des alliés que Marmont était à Truxillo (2) et pouvait rallier Soult dans trois ou quatre jours (3). Cette nouvelle décida Wellington à lever le blocus et à battre en retraite. Il s'arrêta néanmoins quelque temps à Albuera, dans l'espoir d'attaquer l'armée d'Andalousie séparément; mais cet espoir ayant été trompé par une habile manœuvre de Soult (qui, refusant continuellement sa gauche, fila par sa droite sur Almendralejos), l'armée alliée passa la Guadiana dans la journée du 17 pour gagner Olivenza et Campo-Mayor (4).

---

(1) On remplaça les mortiers par des obusiers montés sur des blocs de bois, lesquels ne rendirent presque aucun service.

(2) Après avoir trompé le général Spencer par une démonstration sur le front de Ciudad-Rodrigo, il s'était dirigé, par les défilés de Banos, sur Placencia et Almaraz.

(3) En effet, l'avant-garde de Marmont arriva à Mérida et communiqua avec Soult le 18. Deux jours après, les maréchaux firent leur entrée à Badajoz. (Voir la *lettre* du 21 juin 1811 *de Marmont à Berthier* et celle du 22 juin, *de Soult au même.*) — BELMAS, t. I, p. 572 et 569. Drouet-d'Erlon avait rejoint Soult à Fuente del Maestre, dans la journée du 13.

(4) Le blocus fut levé le 16 juin. Marmont et Soult entrèrent à Badajoz le 20, au mo-

Le général Jomini prétend que Wellington aurait dû marcher par Campo-Mayor sur Albuquerque au-devant de Marmont, et concerter ses opérations avec le corps de Spencer, qui, depuis Almeida, n'avait cessé de côtoyer l'armée du duc de Raguse : c'eût été, en effet, le moyen de battre les maréchaux l'un après l'autre, et de répéter ce que Bonaparte avait fait dans une circonstance analogue, à Castiglione (1).

Le général anglais établit son armée sur les deux rives de la Caya, et résolut, malgré la supériorité numérique de ses adversaires, d'accepter la bataille. C'était une inspiration hardie, car, en ce moment, il pouvait à peine mettre en ligne une force en infanterie et artillerie égale aux trois quarts, et une force en cavalerie égale à la moitié seulement de l'effectif des troupes correspondantes de l'armée française.

Le terrain, d'ailleurs, était peu accidenté, favorable par conséquent à l'action de la cavalerie ; en outre, l'armée portugaise était réduite, par la famine, les maladies et la désertion, à 14,000 combattants (2); enfin, les places fortes au pouvoir des alliés se trouvaient dans un état pitoyable. Mais Wellington avait pour lui le puissant auxiliaire de la force morale. Son attitude énergique donna le change aux Fran-

---

ment où le gouverneur Philippon, désespérant d'être secouru et manquant de vivres, se disposait à sortir de la place.

(1) Il faut remarquer toutefois que la supériorité de Wellington sur chacun des deux maréchaux n'était pas très-considérable, puisque son armée, avant le 20, ne comptait que 23,484 Anglais, 13,785 Portugais et 8,000 Espagnols (sous Blake), et que sa cavalerie était réduite à 1,671 Anglais et 900 Portugais seulement. Le 24, quand toutes ses forces avaient rejoint, il comptait 48,446 Anglais et Portugais, dont 4,400 hommes de cavalerie. (Les Espagnols étaient partis le 22 pour Séville.) Dans ces chiffres se trouvaient compris les malades, si nombreux en ce moment, que l'armée anglaise, bien qu'elle eût été renforcée par le corps de Spencer, ne pouvait mettre en ligne que 28,000 hommes de toutes armes. Or le duc de Raguse avait amené (y compris un détachement de l'armée du Centre) 30,000 baïonnettes, 4,500 chevaux et 54 pièces de canon, et Soult comptait 25,000 hommes d'infanterie, 3,000 chevaux et 36 pièces de canon.

(2) D'après Napier. — Wellington prétend que l'armée comptait, à la date du 24 juin, 18,926 hommes d'infanterie portugaise et 1,200 de cavalerie ; mais dans cet effectif étaient compris les malades. Au commencement de l'expédition contre Masséna, la force de l'armée portugaise s'était élevée à 40,000 hommes. On peut juger par là des pertes qu'elle avait éprouvées.

çais sur sa véritable situation et leur fit croire qu'il avait été rejoint par les troupes espagnoles. Dans cette conviction, ils manœuvrèrent toute la journée du 24 sur le front des alliés, bien qu'ils eussent une armée de plus de 50,000 hommes, qui, de l'aveu de M. Thiers, « n'avait pas d'égale en Europe, celle du maréchal Davoust exceptée. »

Après cette inutile démonstration, Soult se replia sur l'Andalousie, heureux d'avoir sauvé Badajoz, et Marmont revint sur le Tage, satisfait d'avoir échappé à la nécessité de combattre sous les ordres d'un rival pour lequel il éprouvait « une incurable défiance (1). »

Ainsi, par les fautes de ses chefs, l'armée française perdit une nouvelle occasion de soumettre la Péninsule en écrasant les forces britanniques (2). Wellington aurait eu le plus grand tort de lui fournir cette occasion, s'il n'avait eu un puissant intérêt à prévenir la chute d'Elvas et de Jerumenha, à réparer et à ravitailler les autres places fortes situées en arrière de son front d'opération, et à contenir, par une attitude énergique, non-seulement l'opposition anglaise qui dénaturait tous ses actes, mais encore sa propre armée, « qui n'augurait rien de bon de l'avenir (3), » et le cabinet de Londres, qui, dans la moindre hésitation du général en chef, aurait trouvé un motif de récriminations acerbes.

Depuis l'avénement de Perceval, le gouvernement soutenait à regret la guerre de la Péninsule, et paraissait même chercher un prétexte pour l'abandonner (4). Rarement la position de Wellington avait été aussi critique.

Pour éloigner Soult, il donna au général Blake l'ordre d'at-

---

(1) M. Thiers annonce que les *Mémoires de Marmont*, destinés à voir prochainement le jour, donneront sur ce point des détails curieux.

(2) Belmas prétend que l'attaque n'eut pas lieu, parce qu'au moment d'agir, Soult apprit que l'Andalousie était de nouveau menacée : pauvre prétexte !

(3) LONDONDERRY, t. II, p. 280.

(4) « La caisse de l'armée était vide, et il y avait peu d'espoir qu'on voulût soutenir plus longtemps le général anglais. » — NAPIER, t. VII, p. 261.

taquer Séville avec 10 ou 12,000 Espagnols, qu'il se souciait peu d'admettre dans son camp (1). Les arsenaux et les magasins de cette place étaient indispensables pour alimenter le blocus de Cadix. Blake eût fait prompte justice de sa faible garnison, s'il s'était hâté de l'investir, au lieu de perdre un temps précieux devant le fort de la Niébla. Et en effet, pendant qu'il cherchait à se rendre maître de ce fort, sans canons de brèche et sans échelles, ce qui était ridicule, le duc de Dalmatie passa la Sierra-Morena et marcha au secours de Séville. Blake n'eut que le temps de filer sur Ayamonte et de s'embarquer pour Cadix.

Vers la même époque, Ballesteros fut obligé de prendre la mer à Camelas, et l'Andalousie se trouva de nouveau pacifiée.

Après ces événements, le duc de Raguse, pour couvrir Madrid et se mettre en relation avec les armées du Nord et du Sud, alla s'établir sur le Tage, entre Talavera et Alcantara, occupant Truxillo, Placencia et les défilés de Banos.

Cette position était convenable sous tous les rapports, et Marmont eut raison de la prendre contre l'avis de Soult, qui aurait voulu attirer l'armée de Portugal dans le rayon de ses opérations ordinaires, en lui confiant la garde de Badajoz (2).

Ayant choisi Almaraz comme centre de ses communications, le duc de Raguse se mit en devoir de construire sur ce point une double tête de pont sur le fleuve.

Pendant ce temps, Wellington, heureux d'avoir une seconde fois sauvé le Portugal, cantonna le gros de ses forces

---

(1) MAXWELL, t. II, p. 391.

(2) N'ayant pu obtenir cette concession du duc de Raguse, Soult, en se retirant (le 27 juin), laissa le général Drouet avec deux divisions et un détachement de cavalerie en observation autour de Badajoz. « C'était une faute, car ce corps, inutile si les Anglais s'éloignaient, insuffisant s'ils restaient, ne pouvait qu'être compromis, comme le résultat ne tarda pas à le prouver, et il eût bien mieux valu se borner à laisser dans Badajoz une garnison de 10,000 hommes, au lieu 5,000, avec des vivres proportionnés à ce nombre et emmener toute l'armée d'Andalousie. » *Histoire du Consulat et de l'Empire*, liv. XLII, p. 90.

à Castello de Vide, Marvao et autres lieux voisins du Tage. L'armée anglaise toutefois ne resta pas longtemps inactive. Pour empêcher la Galice et le général Abadia d'être attaqués par l'armée du Nord, et pour se procurer en même temps des vivres avec plus de facilité, elle se porta en juillet dans le Beira, avec le projet d'assiéger Ciudad-Rodrigo (1). Ignorant que l'armée française venait de recevoir des renforts considérables et, jugeant d'après certains renseignements que les provisions de la place seraient bientôt épuisées, Wellington espérait se rendre maître de cette place avant que le duc de Raguse pût faire une tentative sérieuse pour la secourir. Mais la réussite de ce plan exigeait qu'on donnât le change à l'ennemi, et c'est ce que le général anglais fit avec beaucoup d'adresse.

Il commença par embarquer ostensiblement à Lisbonne un équipage de siége et un renfort d'artillerie, venus récemment d'Angleterre; la flottille, chargée de ce transport, mit à la voile pour Cadix; mais, arrivée en pleine mer, l'artillerie fut transbordée sur des bâtiments plus faibles, qui se dirigèrent vers Oporto, pendant que les gros bâtiments cinglaient vers Cadix et Gibraltar. L'équipage de siége remonta le Douro jusqu'à Lamego, où il fut mis à terre; il fallut alors le traîner au moyen de bœufs, opération extrêmement difficile, parce que le pays en avant de Célerico avait des chemins détestables, traversant de hautes montagnes, et que, d'un autre côté, on devait éviter avec le plus grand soin de donner l'éveil aux Français (2). Cependant, grâce aux mesures habiles

---

(1) L'exécution de ce projet trompa les prévisions de l'empereur. Il résulte, en effet, d'une *lettre de Berthier à Marmont*, du 11 juillet 1811, que Napoléon, après la jonction de Soult avec le duc de Raguse, pensait que Wellington ne pouvait plus avoir d'autre but que de se porter sur l'armée du Midi. De même Berthier, dans une *lettre à Marmont*, datée du 18 septembre, émit l'opinion qu'une tentative sur Salamanque et Valladolid était moins probable que l'envahissement de l'Alentejo.

(2) Il fallut 5,000 bœufs rien que pour charrier le train d'artillerie. Pendant plusieurs semaines, 1,000 à 1,200 hommes de la milice travaillèrent à la réparation des routes.

prises par Wellington, le transport du matériel se fit avec un plein succès.

Les alliés quittèrent la Caya le 21 juillet et passèrent le Tage à Villa-Velha, en apparence pour chercher de meilleurs cantonnements, mais en réalité pour surprendre Ciudad-Rodrigo.

En ce moment, la Galice courait les plus grands dangers. Travaillée par les factions et laissée pour ainsi dire sans défense (2), elle était menacée par le général Dorsenne, qui espérait s'en rendre maître sans difficulté. La marche des alliés sur la Coa prévint heureusement cette invasion, dont les conséquences n'auraient pas tardé à se faire sentir, car la Galice était le boulevard du Portugal, la base de toutes les opérations des alliés contre la ligne des communications de l'ennemi, la province dont ils tiraient la plus grande partie de leurs bestiaux, celle enfin dont les ports offraient le plus de facilité pour entretenir une guerre de partidas dans la Biscaye et la Navarre.

Le 8 août, quand Wellington arriva sur la Coa avec l'intention de bloquer Ciudad-Rodrigo, il apprit que l'avant-veille, le maréchal Bessières avait fait entrer dans la place pour deux mois de vivres. Cette circonstance l'obligea à faire choix d'un autre mode d'attaque; il aurait commencé immédiatement les travaux d'un siége régulier; mais, d'une part, son matériel ne devait arriver à Almeida que dans la première semaine de septembre; d'autre part, il venait de recevoir avis que de nouvelles troupes françaises étaient entrées en Espagne, et que l'armée du Nord avait beaucoup plus d'importance qu'il ne lui en supposait (2). Tenant compte de ces faits et pensant avec raison qu'Almeida n'offrirait aucune

(1) L'armée de la Galice, forte de 8,500 hommes était sur le point de se débander, à cause de l'état misérable où elle se trouvait.

(2) Elle avait 20,000 hommes disponibles, prêts à seconder l'armée du Portugal.

sécurité pour son train de grosse artillerie, Wellington se décida à continuer le blocus (1), en attendant une occasion favorable pour agir, soit contre la place, soit contre les troupes en campagne. Son plan était de forcer l'ennemi à se tenir en masse et de profiter ensuite, pour lui porter un coup décisif, du moment où le besoin de vivres le forcerait à se disperser. Il avait alors, déduction faite du corps de Hill, détaché vers le Tage, 40,000 hommes de troupes, y compris la guerilla de Sanchez (2). Les forces réunies de Marmont et de Dorsenne s'élevaient à 54,000 hommes d'infanterie, 6,000 de cavalerie et 120 pièces de canon (3).

Comme les vivres introduits dans Ciudad n'étaient pas suffisants, le duc de Raguse, à qui cette force donnait une incontestable supériorité, se décida à faire un mouvement offensif pour interrompre le blocus et jeter de nouveaux secours dans la place. Laissant une division sur le Tage pour garder ses ponts et ses bateaux, il franchit le Guadarrama avec le restant de son armée, composée de cinq belles divisions. Ces troupes arrivèrent à Salamanque dans le commencement de septembre; le 20, elles opérèrent leur jonction avec 15,000 soldats incomparables, que Dorsenne, successeur de Bessières, avait dirigés sur Astorga.

Wellington ne s'attendait point à cette rapide concentration de forces. Son armée était numériquement inférieure à celle de l'ennemi, et, de plus, cruellement attaquée par la

---

(1) Voir le *Memorandum des opérations en* 1811.

(2) Depuis l'envoi des derniers renforts, l'armée alliée s'élevait à plus de 80,000 hommes, dont 56,000 Anglais; mais les miasmes délétères de la Guadiana avaient agi avec tant de violence sur cette armée, que 22,000 hommes se trouvaient dans les hôpitaux.

Le nombre des soldats présents aux drapeaux était donc seulement de 24,000 Portugais et de 33,000 Anglais, dont 5,000 cavaliers. L'artillerie comptait 90 pièces. La milice avait été appelée de nouveau sous les armes, mais cette mesure était demeurée sans effet, par suite des menées de la faction Souza, alors toute-puissante. Le marquis de Londonderry évalue les forces de Wellington à 42 ou 43,000 hommes, et les malades à 18,000, dont 5,000 Portugais. Le général Sarrazin porte l'effectif des alliés à 50,000 hommes tout au plus, et celui des Français à 60,000, dont 6,000 de cavalerie.

(3) D'après Wellington, il y avait 125 pièces.

maladie. Ayant égard à cette circonstance et, convaincu d'ailleurs qu'il serait imprudent de recevoir la bataille en avant de Ciudad-Rodrigo et de l'Agueda, il se retira dans une position voisine, moins dangereuse en cas de revers, mais trop étendue, et par conséquent très-difficile à défendre.

Les hauteurs d'Elbodon, occupées par le centre de son armée, n'étaient presque pas tenables; une rivière d'un accès difficile les séparait de la droite; et les deux ailes étaient si éloignées, qu'on pouvait leur couper la retraite en poussant brusquement le centre sur Guinaldo.

Profitant de ces circonstances, le duc de Raguse envoya, le 25 septembre, quatorze bataillons et trente escadrons, sous le commandement du général Montbrun, attaquer les hauteurs d'Elbodon et percer la ligne ennemie. Une lutte opiniâtre s'engagea sur ce point. Les Anglais, inférieurs en nombre, firent des prodiges de valeur; ils se maintinrent longtemps en position, et malgré les efforts incessants de l'armée française, parvinrent à se retirer intacts sur Guinaldo (1). Dans ce mouvement, un carré, formé de deux bataillons des 5e et 77e régiments de ligne, fut chargé sur trois de ses faces par la cavalerie ennemie, sans être entamé. D'autres charges succédèrent à celle-là, qui ne produisirent pas plus d'effet. Enfin, la cavalerie se contenta de suivre le carré, désespérant de l'enfoncer (2). Wellington, contrairement à son habitude, fit un ordre du jour pour signa-

(1) « Leur retraite s'effectua avec la même précision que sur un terrain d'exercice. » — SARRAZIN, p. 224.

(2) En rendant compte de cette affaire, le duc de Raguse écrivit au prince de Neufchâtel : « Le feu de Montbrun fut si vif, qu'il épuisa toutes ses munitions... Si j'avais eu alors « 15,000 hommes à ma disposition, l'armée anglaise aurait été surprise en flagrant délit et « battue en détail sans pouvoir se réunir. » On peut répondre à cela que si le maréchal avait été plus habile, son avant-garde n'aurait pas manqué de cartouches, et que les 15,000 hommes nécessaires se seraient trouvés sur les lieux au moment décisif.

ler ce remarquable fait d'armes et le proposer en exemple à toute son infanterie.

Ayant eu la précaution de faire élever d'avance quelques retranchements sur le front de sa position de Guinaldo, le duc résolut d'attendre les divisions des ailes, coupées par le mouvement offensif de Montbrun. C'était une résolution hardie, car il n'avait alors sous la main que 14,000 hommes, dont 2,600 de cavalerie pour défendre une position resserrée à la vérité, mais peu redoutable en front et facile à tourner. Le restant des forces alliées ne pouvait rejoindre qu'après quatre ou cinq heures de marche, et déjà l'armée française était en vue de Guinaldo. Heureusement le duc de Raguse, au lieu de profiter de ces circonstances, perdit un temps irréparable à faire d'inutiles manœuvres (une *exhibition de forces*, comme dit Londonderry), devant le front de l'armée alliée.

Wellington, cependant, attendait avec le plus grand calme l'arrivée de ses divisions extrêmes. Sherer raconte qu'un général espagnol le voyant assis tranquillement par terre, devant ses troupes, et nullement inquiet de sa situation, ne put s'empêcher de dire : « Eh bien, général, vous êtes « ici avec deux faibles divisions, et vous semblez fort à « l'aise ! C'est à en avoir la fièvre ! » Le flegmatique Anglais répondit : « J'ai fait, d'après mon jugement, le mieux pos- « sible tout ce qui pouvait être fait ; c'est pourquoi je ne « m'inquiète ni de l'ennemi que j'ai en front, ni de ce qu'on « pourra dire en Angleterre (1). »

Le duc néanmoins fut contrarié de devoir attendre plus longtemps qu'il ne l'avait cru. Ce retard eut pour cause un faux mouvement de Crawfurd, qui, appréciant mal la situation de l'ennemi, avait pensé qu'il serait dangereux de battre en

(1) SHERER, t. II, p. 117.

retraite par Robleda et s'était, en conséquence, décidé à faire un long circuit par les montagnes. Or déjà les Français occupaient ce passage, de sorte que le général en chef dut envoyer à Crawfurd l'ordre de revenir sur ses pas et de prendre le chemin de Robleda, qu'il lui avait primitivement indiqué (1).

Ayant enfin réuni toutes ses forces, Marmont manœuvra de façon à faire croire qu'il voulait attaquer sérieusement la position des alliés, le 26, au matin; mais Wellington, ne jugeant plus nécessaire de rester dans cette position depuis que ses troupes l'avaient rejoint, leva son camp et se retira, par un mouvement concentrique fort habile, entre la Coa et les sources de l'Agueda (2).

Les Français, continuant la poursuite, attaquèrent, dans la journée du 27, le poste d'Aldea del Ponte, qui, après une lutte acharnée, resta en leur pouvoir. Ce succès, toutefois, ne leur procura aucun avantage sérieux (3).

Le 28, Wellington, supposant au duc de Raguse l'intention de passer la Coa, établit son armée sur les hauteurs derrière Soita, la droite appuyée à la Sierra de Meras et la gauche à Rendo (4). Cette position se trouvait à une lieue en arrière de la précédente; elle était plus forte, mais appuyée à un profond ravin qui, en cas d'échec, aurait compromis la retraite.

Marmont, que la fière contenance du général anglais ren-

---

(1) Crawfurd toutefois n'avait pas attendu cet ordre pour revenir sur ses pas.

(2) *Au comte de Liverpool*, 29 septembre 1811.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* prétendent que la position de Guinaldo ne fut point attaquée parce qu'à la suite d'une reconnaissance mal faite on l'avait déclarée inattaquable, « hérissée de redoutes, appuyée par sa droite à un talus à pic, couronné par un ouvrage, « revêtu et armé de pièces de siége, et par sa gauche à un bois impénétrable ; » ce qui était loin d'être vrai. — T. XXI, p. 31.

(3) Dans les journées du 25 et du 27, les alliés eurent 42 hommes tués, 185 blessés et 34 manquants. (*État officiel.*)

(4) Par ce mouvement, qui assurait ses communications avec Hill, Wellington compromettait la sûreté de son parc d'artillerie à Pinhel et à Villa-Ponte ; heureusement pour les alliés, le duc de Raguse ignorait l'emplacement de ce parc.

dait timide et qui, manquant de vivres, ne pouvait aller plus loin, se replia le même jour sur le Tage, satisfait d'avoir ravitaillé Ciudad-Rodrigo, mais visiblement contrarié d'avoir perdu une nouvelle occasion de battre l'armée anglaise (1).

Une partie des troupes alliées reprit le blocus de Ciudad-Rodrigo, pour tenir l'ennemi en éveil et empêcher qu'il fît une tentative sur d'autres points; le gros de l'armée alla s'établir des deux côtés de la Coa, et le quartier général fut transféré à Frénéda.

Les régiments anglais étaient à cette époque si cruellement atteints par les maladies inflammatoires, et surtout par la fièvre (2), qu'il eût été impossible de les employer à des travaux sérieux (3).

Les auteurs qui refusent à Wellington de la résolution et de l'audace, par une contradiction singulière, se sont demandé pourquoi il accepta la bataille d'Elbodon avec si peu de chances de succès. Le duc semble avoir été au devant de cette critique, en faisant observer à son gouvernemet qu'il eût été impolitique de reculer avec trop de précipitation à l'approche de l'ennemi. « Si le peuple, dit-il, n'avait pas vu « de ses propres yeux quelle était la force de Marmont, il « aurait conçu une opinion très-défavorable de l'armée an- « glaise, et c'est ce qu'il fallait éviter (4). »

L'affaire d'Elbodon, comme celle de Fuentès d'Onoro, aurait eu des résultats considérables si Wellington, par suite

---

(1) C'est le 23 que le convoi escorté par Dorsenne pénétra dans la place.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* attribuent le mouvement rétrograde qui suivit cette opération à la jalousie qui existait entre Dorsenne et Marmont. « Le général Dorsenne, d'après eux, ne cherchait qu'une occasion de décliner l'autorité supérieure du duc de Raguse, à qui la plus grande part serait revenue dans le succès si les armes françaises avaient été heureuses ; et cette occasion, il dut la saisir avec empressement lorsqu'elle se présenta. » —T. XXI, p. 32.

(2) LONDONDERRY, t. II, p. 336, évalue le chiffre des malades, dans l'armée anglaise seule, à 16,000 hommes. Les Portugais n'étaient pas sous ce rapport moins éprouvés.

(3) Voir le *Memorandum*.

(4) *Memorandum*.

de l'ineptie de la régence espagnole, n'avait été obligé d'envoyer Beresford avec 22,000 hommes dans l'Estramadure, pour remplacer Ballesteros, couvrir Lisbonne et garder le flanc droit des alliés. Sans cette circonstance, il aurait pu s'emparer de Ciudad-Rodrigo dès le mois de mai, après la chute d'Almeida.

La campagne de 1811, dans le Nord, eut des conséquences heureuses pour les alliés, et fut généralement considérée comme très-honorable pour Wellington. Elle empêcha Dorsenne de poursuivre ses opérations contre Abadia, et obligea les Français à affaiblir les troupes qui tenaient tête à Mina, dans la Navarre. Si les Espagnols s'étaient bien comportés, ou si leur conduite eût été seulement passable, « la campagne de Masséna en Portugal « aurait eu pour résultat la délivrance du midi de la Péninsule (1)... » « Nous avons dû lutter, dit Wellington, contre « le mal provenant des fautes des uns, de la trahison des « autres, de la folie et de la vanité de tous. Mais, quoique « nous n'ayons pas réussi comme nous aurions pu et dû le « faire, nous n'avons pas du moins perdu de terrain; et avec « une poignée de soldats anglais en état de servir, nous « avons, depuis le mois de mars, tenu partout l'ennemi en « échec. Jusqu'à présent, il n'a fait de progrès d'aucun « côté (2). »

L'auteur des *Annales des campagnes de la Péninsule* et celui de *Londonderry's narrative* blâment le duc d'avoir offert la bataille à 60,000 Français dans la position de Soita, ayant à dos une rivière et un ravin profond. C'était sans

(1) *Memorandum*, etc.
(2) *Memorandum*, etc.

doute une résolution téméraire; cependant la retraite, quoique difficile, n'était pas impossible, et, d'un autre côté, Wellington, se fondant sur le caractère timide de son adversaire, avait presque la certitude de n'être point attaqué dans sa position, s'il se montrait bien décidé à la défendre. Il n'y a que les vrais généraux capables de raisonner et d'agir de la sorte. Si la guerre était un art fondé sur des combinaisons mathématiques, les grands capitaines ne seraient pas si rares !

On doit néanmoins reprocher à Wellington :

1° De n'avoir pas cherché à couvrir le blocus de Ciudad-Rodrigo, en prenant sur la Coa une position centrale qui lui eût permis de tenir en échec Marmont et Dorsenne avant leur jonction, ou de résister plus tard à leurs efforts combinés (1);

2° D'avoir attendu l'ennemi dans une mauvaise position à Elbodon, au lieu de porter immédiatement toutes les forces alliées derrière Guinaldo.

Quant à Marmont, sa faiblesse et son indécision sont prouvées par ce fait, qu'il permit aux alliés, malgré l'infériorité de leurs forces et les défauts de leur première position, de se retirer lentement, pendant trois jours, sans être entamés, et en acceptant le combat chaque jour. Le duc de Raguse ne sut profiter d'aucune des circonstances favorables qui se présentèrent, et il eut le tort grave d'exécuter une suite d'attaques partielles mal combinées, tandis qu'une bataille générale lui aurait assuré des résultats décisifs.

Sur ces entrefaites, Napoléon avait retiré de la Péninsule

---

(1) Aucune position autour de la place ne pouvait assurer à Wellington ce double avantage.

environ 60,000 hommes de troupes d'élite, pour la campagne de Russie (1).

Le théâtre des opérations de l'armée française allait donc être forcément restreint ; et les maréchaux, condamnés à ne recevoir pour tous renforts que de faibles détachements de jeunes soldats, allaient se trouver de plus en plus gênés dans leurs mouvements. Les rivalités et les fautes qui avaient entravé jusqu'à ce moment les meilleures combinaisons, allaient nécessairement s'accroître en l'absence du chef de l'État; enfin Napoléon, qui seul avait assez de génie pour faire face à toutes ces difficultés, allait être obligé de remettre la haute direction de la guerre d'Espagne à un roi sans prestige, sans talents militaires, sans force réelle, dominé par des ministres espagnols, incapable de faire cesser l'opposition de plus en plus vive des principaux chefs de l'armée.

Wellington, appréciant à leur juste valeur toutes les conséquences de ce changement, résolut de profiter du seul moment où une guerre offensive pût être conduite avec succès, pour délivrer enfin le territoire espagnol.

La dispersion des armées du Nord et du Centre, motivée par l'insuffisance des vivres, eût singulièrement facilité ce projet, si le duc lui-même n'avait été obligé d'étendre ses cantonnements pour un motif semblable (2).

Ses embarras et ses difficultés augmentaient tous les jours.

En Espagne, l'esprit public, influencé par la presse et par les cortès, était tellement aigri contre l'Angleterre, que Henri Wellesley déclara les affaires « en plus mauvais état qu'elles n'avaient jamais été (3). »

---

(1) Napoléon prit sans doute des mesures intelligentes pour remplir une partie de ces vides; mais, en définitive, il y eut diminution de plus de 25,000 hommes sur l'effectif antérieur.

(2) Il étendit ses cantonnements et principalement ceux de sa cavalerie, depuis la Coa jusqu'au Mondégo et dans la vallée du Douro.

(3) Cadix, 31 juillet 1811, à M. Stuart.

La nouvelle régence, nommée le 12 janvier 1812, aussi mal inspirée que sa devancière dans l'affaire des colonies américaines, ne fit aucun cas de la médiation et des conseils de la Grande-Bretagne; bien plus, elle organisa secrètement en Galice une expédition contre les colonies, et employa à cette expédition les pièces d'artillerie que le ministère anglais avait envoyées pour soutenir la guerre dans la Péninsule.

En Portugal, la faction Souza, irritée de ce que Wellington, pour se créer des ressources, voulait obliger tous les individus, sans distinction de rang, de fortune ou d'opinion, à payer exactement l'impôt de la *decima,* suscita au général en chef les plus grandes difficultés, et, soutenue par la régence, ne songea bientôt plus qu'à se délivrer des Anglais, en abreuvant de dégoûts l'homme illustre qui s'était dévoué si complétement à la défense de la cause nationale. Aucune affaire n'était convenablement traitée par les fonctionnaires portugais; et les employés refusaient d'accepter la plus mince responsabilité. Il fallait que le général anglais réglât lui-même dans ses bureaux jusqu'aux détails les plus insignifiants du service (1).

Les moyens de transport étaient toujours dans le même état, c'est-à-dire insuffisants et défectueux; les troupes ne recevaient le plus souvent que des demi-rations ou des quarts de rations; il leur arriva même de rester trois jours consécutifs sans pain; leurs vêtements étaient si délabrés qu'on pouvait à peine reconnaître un régiment à l'uniforme (2).

Les chevaux n'avaient d'autre nourriture que la paille hachée, et en si petite quantité qu'ils mouraient d'inanition. Enfin, les grandes pluies d'automne avaient occasionné des

(1) Napier, t. VIII, p. 109.
(2) Napier, t. VIII, p. 73.

maladies graves, par suite desquelles 20,000 hommes environ se trouvaient dans les hôpitaux (1).

Les cantonnements de la Coa apportèrent quelque soulagement à cet état de chose ; néanmoins, il eût été impossible de prendre l'offensive contre les généraux français en Espagne sans éprouver de graves mécomptes. La réussite du plan des alliés exigeait d'ailleurs qu'ils se rendissent maîtres d'abord de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz (2).

Wellington espérait, en surprenant la première de ces forteresses, obliger le duc de Raguse (dont l'armée était sur le point de manquer de vivres) à quitter la vallée du Tage et à se concentrer dans la province de Léon, affaiblie par les détachements que l'empereur avait tirés d'Espagne. Il comptait ensuite, grâce à la mésintelligence qui régnait entre les maréchaux français, au mauvais état des routes pendant la saison des pluies et à l'extrême disette de l'armée du Centre, gagner assez de temps pour prendre Badajoz, envahir l'Andalousie, battre Soult et détruire l'arsenal de Séville (3).

Une autre raison encore engageait le duc à entreprendre le siége de Ciudad-Rodrigo, c'était l'espoir de faire rétrograder l'armée française en marche sur le royaume de Valence et sur l'Aragon. « Si nous ne réussissons pas à prendre la ville, « écrivit-il à lord Liverpool (4), nous attirerons au moins sur

---

(1) Les soldats de l'expédition de Walcheren étaient presque tous atteints de la fièvre.

(2) En effet, si Wellington s'était avancé vers le nord, Soult se serait appuyé sur Badajoz pour menacer Lisbonne. S'il avait attaqué l'armée du centre, même chose aurait eu lieu, et de plus, son flanc gauche eût été aux prises avec les forces de Marmont, appuyées à Ciudad-Rodrigo. S'il avait opéré dans l'Estramadure et dans l'Andalousie, Badajoz eût menacé ses flancs et Ciudad-Rodrigo appuyé les mouvements offensifs de l'armée du Nord contre Almeida, Oporto, Coïmbre et Lisbonne. — Badajoz et Ciudad-Rodrigo étaient par conséquent les pivots de toutes les opérations agressives contre l'armée française.

(3) Wellington jugea que le duc de Raguse ne pourrait dépasser la Guadiana, ni former une expédition sérieuse contre le Portugal avant l'époque des récoltes. Ce calcul était admissible, bien qu'il n'eût pas le caractère d'une démonstration évidente ; mais la guerre, après tout, n'est pas une opération soumise à des calculs mathématiques.

(4) Le 7 janvier 1812.

« nous toutes les forces qui se sont éloignées; ainsi peut-« être nous sauverons Valence; dans tous les cas, nous don-« nerons du temps aux Asturiens et aux Galiciens (1). »

Il fallait incontestablement beaucoup de hardiesse pour essayer de prendre, à l'insu de l'ennemi, deux places aussi importantes et surveillées d'aussi près par des forces considérables. Mais le sang-froid, la prudence et la résolution du général anglais étaient à la hauteur de cette difficile entreprise. Le duc s'y était préparé d'ailleurs longtemps à l'avance par une série de mesures habilement conçues. Ainsi, pour faciliter la surprise de Ciudad-Rodrigo, il avait, sans donner le moindre éveil, fait réparer Almeida et pourvu cette place d'un train d'artillerie, d'un équipage de pont sur chevalets, d'un grand nombre de gabions et de fascines;—il avait fait construire, d'après un modèle particulier, des centaines de charrettes légères, pour parer à l'insuffisance des moyens de transport (2); — il avait organisé complétement la ligne de communication avec Oporto, raccourci cette ligne en améliorant la navigation du Douro, fait venir enfin de Lisbonne à Villa de Ponte, sur la rive gauche de l'Agueda, un parc de siége de 70 bouches à feu. Pour détourner l'attention de Soult du point où l'orage allait éclater, il avait fait commencer le siége de Tarifa (3), et donné à Hill, établi à Portalègre avec 15,000 hommes,

---

(1) Afin de hâter le siége de Valence, Napoléon avait ordonné qu'un détachement de l'armée du Centre et un détachement de l'armée du Nord fussent dirigés sur cette ville, pour faire diversion en faveur de Suchet. Ces deux détachements, commandés par Montbrun, se mirent en route le 13 décembre 1811, mais bientôt un contre-ordre vint les arrêter dans leur marche; ils partirent toutefois quelques jours après. En arrivant le 10 janvier à Yecla, ils apprirent la reddition de Valence. Cette nouvelle et le désir de se rendre utile avant de retourner sur ses pas, déterminèrent Montbrun à se diriger sur Alicante. A peine arrivé, il somma la ville de se rendre; mais le gouverneur, voyant que l'ennemi n'avait par le moyen de commencer le siége, rejeta cette sommation, et par suite, Montbrun fut obligé de retourner à l'armée du Portugal, qu'il rejoignit le 25 janvier avec le triple regret de n'avoir pas contribué à la prise de Valence, d'avoir échoué devant Alicante, et de n'être pas arrivé à temps pour sauver Ciudad-Rodrigo.

(2) LONDONDERRY, t. II, p. 346.

(3) Ce siége, commencé vers la fin de décembre, se poursuivait encore au moment du départ de Wellington.

l'ordre de jeter l'alarme dans l'Andalousie, en faisant une pointe sur la route de Séville (1).

Ces préparatifs n'étaient pas encore terminés, quand Wellington apprit le départ des deux divisions que Marmont (toujours sur le Tage) avait envoyées à Valence par ordre de l'empereur (2), et le mouvement rétrograde de l'armée du Nord.

Afin de profiter de cette conjoncture favorable, il résolut d'agir avec une extrême promptitude. Mais dans le moment même où il réunissait toutes les voitures du pays et 5,000 bœufs, pour le transport des approvisionnements et de la grosse artillerie (3), c'est-à-dire dans les premiers jours de janvier 1812, le duc de Raguse venait de recevoir de Napoléon l'ordre de quitter Almaraz et d'aller s'établir à Salamanque avec six divisions de l'armée du Portugal, auxquelles devaient se joindre une division de réserve, commandée par Souham, et la division Bonnet, retenue jusqu'à nouvel ordre dans les Asturies. En outre, Reille devait, en cas d'agression des Anglais, fournir au maréchal un contingent d'au moins 12,000 hommes, et Joseph un contingent de 4,000 hommes.

Marmont attendit quelque temps le retour des divisions de Montbrun, mais finalement il dut partir avant d'être rejoint

---

(1) Hill, après la surprise de la division Girard, à Arroyo-Molinos (le 28 octobre), s'était reposé quelque temps à Mérida ; il avait quitté cette ville le 1er janvier pour attaquer une fraction du corps de Drouet à Almendralejos ; mais ce détachement, au lieu de l'attendre, s'était dirigé vers Llerena. Le but de Wellington n'en fut pas moins atteint.

(2) Napoléon, en apprenant la bataille de Sagonte, crut voir toutes les affaires d'Espagne concentrées autour de Valence, et le destin de la Péninsule attaché en quelque sorte à la prise de cette importante cité. Il voulait que tout fût subordonné, presque sacrifié à cet objet. En conséquence, par dépêche du 20 novembre, il prescrivit à Reille de quitter sur-le-champ la Navarre et la poursuite de Mina, et d'entrer en Aragon avec deux divisions de la réserve ; au général Caffarelli, de remplacer dans la Navarre le général Reille ; à Dorsenne, de suppléer en Biscaye le général Caffarelli ; à Joseph, de faire avancer une division sur Cuença ; à Marmont, de diriger sur le même point une division d'infanterie et une de cavalerie sous Montbrun ; enfin à Soult, de porter un corps jusqu'à Murcie.

Cet ordre, rigoureusement exécuté par Reille, Joseph et Marmont, eut des conséquences fâcheuses pour Ciudad-Rodrigo, ainsi qu'on le verra plus loin.

(3) Belmas, t. IV, p. 263.

par ce général, ayant appris que les Anglais préparaient une nouvelle tentative contre Ciudad-Rodrigo.

Ainsi, une partie des circonstances sur lesquelles Wellington avait compté ne se réalisèrent point. Heureusement il fut secondé dans son entreprise par la sécurité de Marmont, qui croyait l'armée alliée dépourvue d'artillerie de siége et peu disposée à sortir de ses quartiers, au milieu de la saison rigoureuse où l'on se trouvait alors. Le maréchal non-seulement ne prit aucune mesure pour observer la place, mais il eut encore l'imprudence de réduire sa garnison à 1,800 hommes, ou au tiers de l'effectif nécessaire pour sa défense (1).

Pendant quelque temps, la situation morale des deux armées ne subit aucun changement; la même sécurité régnait dans le camp de Marmont, la même insouciance apparente et la même activité secrète dans celui des Anglais. Tout à coup l'armée de Wellington, bravant le froid et la neige, passe l'Agueda le 7 janvier, partie sur un pont qu'elle avait fait construire à Marialva, et partie à gué, au-dessus de la ville. Le même jour, la place fut investie.

Ciudad-Rodrigo avait alors une double enceinte : la première était une *fausse braie* continue (sorte de retranchement dont la crête ne s'élève guère au-dessus du glacis), et la seconde était un vieux rempart de 32 pieds de hauteur, en mauvaise maçonnerie, presque dépourvu de flanquements.

Les défenses extérieures se composaient du retranchement en terre que les Espagnols avaient élevé autour des faubourgs pendant l'investissement de la place en 1810, et de trois couvents, transformés en postes fortifiés par les Fran-

(1) Il résulte du rapport du général Barrié, gouverneur de la place, que, dès le 8 décembre, il avait donné avis au général Thiébault, chef d'état-major de Dorsenne, que Wellington construisait un pont sur l'Agueda. On devrait donc attribuer à Dorsenne plutôt qu'à Marmont l'état fâcheux où se trouva la garnison au moment du siége; mais l'empereur n'avait réellement imposé à Dorsenne que l'obligation d'approvisionner la place.

çais, dans le courant de cette même année. La garnison était approvisionnée pour un mois seulement.

Les travaux d'attaque furent entamés avec une certaine vigueur; mais la saison était pluvieuse et les moyens de transport insuffisants. Au lieu de 1,400 charrettes demandées par Wellington, on n'en put obtenir que 450 : toute l'artillerie de siége se montait à trente-huit pièces de 24. Il n'y avait ni obusiers (1) ni mortiers; la poudre et les boulets étaient rares (2).

Dans la nuit du 8, un détachement de 300 hommes, sous les ordres du lieutenant-colonel Colbourne, enleva de vive force la lunette A (voir le Plan), construite par l'ennemi sur la colline du grand *Teso* (3), à 550 mètres environ des remparts (4) et protégée, à distance de 350 mètres, par deux bouches à feu établies sur la terrasse du couvent de San-Francisco. L'effectif de l'armée de siége s'élevait à 35,000 hommes disponibles; mais les officiers du génie et les troupes manquaient d'expérience; les outils de sape étaient défectueux et les moyens de transport insuffisants; de sorte que les travaux n'avançaient que péniblement. Le froid d'ailleurs était si intense, qu'on était obligé de relever les travailleurs deux fois par nuit.

Le 13, Wellington, craignant que le maréchal Marmont s'avançât pour secourir la place avant que le siége fût terminé, donna l'ordre de commencer le tir en brèche avec les batteries de la première parallèle, et de monter ensuite à l'assaut, sans attendre que le feu de l'assiégé fût éteint, la descente du fossé terminée et la contre-escarpe pourvue de

---

(1) « 16 obusiers de 24 en fer coulé avaient été préparés à Almeida, mais ils ne furent point amenés. » — JONES, p. 111.

Les approvisionnements du génie consistaient en 2,200 outils de sapeur, 1,100 gabions, 600 fascines et 30,000 sacs à terre. (*Idem.*)

(2) LONDONDERRY, t. II, p. 353.

(3) *Teso* veut dire sommet.

(4) Cet ouvrage était défendu par 50 hommes et 3 pièces de canon.

son couronnement (1). Au point de vue de l'art, c'était une résolution blâmable, mais il y a des cas à la guerre où il faut savoir perdre des hommes pour gagner du temps.

Du 13 au 14, les Anglais surprirent le couvent de Santa-Cruz, situé au pied du glacis et défendu par un détachement de 50 hommes, dont le feu meurtrier entravait les cheminements.

Le 14, à quatre heures et demie du soir, vingt-cinq pièces de 24 commencèrent à battre en brèche le saillant nord de la place; deux autres pièces furent dirigées sur le couvent de San-Francisco. Quoique situées à 500 mètres, ces bouches à feu causèrent assez de dégâts.

Le général Barrié ayant fait le même jour, entre dix et onze heures du matin, une sortie de 500 hommes, était parvenu à renverser la plupart des gabions placés la nuit précédente.

Du 14 au 15, les assiégeants emportèrent le couvent de San-Francisco, qui prenait à revers la seconde parallèle. Ils l'occupèrent solidement pour couvrir leur flanc, et continuèrent ensuite la parallèle jusque sur la crête du petit Teso.

Wellington, prévoyant que les assiégés retrancheraient la brèche, résolut de la tourner en faisant ouvrir une deuxième brèche dans la tour C, flanquant l'une des courtines de la place. Ce point était bien choisi.

Le 16, une première sommation eut lieu; le général Barrié répondit qu'il était prêt à s'ensevelir avec la garnison sous les décombres de la ville. Le 18, la vieille tour, battue par sept pièces de 24 (2), s'écroula dans le fossé.

---

(1) JONES, p. 116.
Les rapports reçus par Wellington, à la date du 13, lui annonçaient que Marmont réunissait des forces pour secourir Ciudad ; mais il est prouvé qu'à cette date le duc de Raguse ignorait encore le siége de la place ; il concentrait ses forces uniquement pour donner suite à l'ordre de Napoléon, qui lui avait enjoint de quitter la vallée du Tage.

(2) Cette batterie ouvrit son feu le 18 au point du jour ; le 19, la brèche fut praticable. JONES, p. 122.

Le lendemain, les deux brèches étaient praticables. Wellington rédigea aussitôt, sur le revers de la tranchée et au bruit d'une effroyable canonnade, un ordre très-précis et très-circonstancié, renfermant toutes les dispositions de l'assaut (1). A sept heures du soir, deux colonnes, sous les ordres des généraux Picton et Crawfurd, se dirigèrent vers les brèches, pendant que la brigade portugaise de Pack recevait l'ordre de faire une fausse attaque contre la porte San-Jago, de l'autre côté de la rivière.

« Ces mouvements furent exécutés, dit Londonderry, avec la précision des rouages d'une mécanique (2). »

Picton attaqua la grande brèche au nord de la place. Ses troupes descendirent dans le fossé avec des échelles, ou en sautant sur des sacs de foin, qui avaient réduit la profondeur du fossé à huit pieds. Elles escaladèrent la fausse braie, puis montèrent, avec beaucoup d'ensemble et de bravoure, à l'assaut du corps de place. Deux fois elles furent repoussées avant de pénétrer dans la ville.

La petite brèche, attaquée par Crawfurd, offrit moins de résistance; elle tomba du premier coup, et ce rapide succès influa beaucoup sur la défense de l'autre brèche, qu'un solide retranchement semblait mettre à l'abri d'insulte. Ses défenseurs, entendant tirer derrière eux, jugèrent toute résistance inutile et se retirèrent en mettant le feu aux mines (3).

L'explosion des fourneaux causa la mort d'un grand nombre d'assaillants, parmi lesquels se trouva le brave général M'Kinnon (4). Les Français se défendirent de maison en

---

(1) MAXWELL, t. II, p. 430. — SHERER, t. II, p. 153.

(2) T. II, p. 372.

(3) Le colonel Augoyat dit que les assaillants trouvèrent, sur le fossé de l'une des coupures, les planches qui avaient servi de pont aux défenseurs; il ajoute que les parapets de ces coupures étaient presque entièrement effacés.

(4) Jones ne parle pas de ces mines et attribue l'explosion à un amas de poudre qui prit feu accidentellement.

maison jusqu'à la place du château, où ils déposèrent les armes.

Cependant la fausse attaque du général Pack était devenue une attaque véritable; ayant rencontré peu de résistance, ce général s'était jeté dans la fausse braie et avait fait prisonnières les troupes qui l'occupaient.

Le rapport du général Barrié contient un blâme pour les défenseurs de la petite brèche, blâme trop sévère, car la lutte fut vive sur ce point, et les Anglais y perdirent même un de leurs meilleurs généraux, l'intrépide Crawfurd.

La défense de la grande brèche, toutefois, dura plus longtemps et fit éprouver aux Anglais des pertes plus sensibles (1).

D'après Jones, la prise de Ciudad mérite de prendre place parmi les actions les plus éclatantes de l'armée anglaise, « parce qu'elle offre pour ainsi dire le seul exemple authentique d'une brèche retranchée, bien garnie d'hommes, emportée par l'effort d'un courage froid, mais ferme contre un ennemi brave et habile (2). » Il est certain que de tous les siéges entrepris par Wellington dans la Péninsule, celui-ci est le plus honorable pour les ingénieurs anglais. Cela tient à ce que les ressources en hommes et en matériel furent, proportions gardées avec les ressources de l'ennemi, plus grandes à Ciudad que dans les autres siéges, et aussi à ce que les ingénieurs purent tirer un excellent parti des hommes de la 3e division, qui, pendant l'été, avaient été exercés aux travaux de sape.

Les soldats anglais souillèrent malheureusement les trophées de cette victoire par d'horribles brigandages. Ils mirent le feu en plusieurs endroits de la ville et saccagèrent de fond en comble les maisons que les flammes avaient laissées in-

---

(1) D'après Belmas, les Anglais perdirent pendant l'assaut 706 hommes, dont 146 tués. D'après Jones, les pertes totales du siége s'élevèrent à 9 officiers et 217 soldats tués, 84 officiers et 1,000 hommes blessés.

(2) *Histoire de la guerre d'Espagne*, t. II, p. 22.

'IUDAD RODRIGO,

Janvier 1812.

PL. X.



Gravé par J. Claes.

SIÈGE DE CIUDAD RODRIGO,

En Janvier 1812.



Lith. de Caspet et Stapleaux fils.

tactes (1). Surexcités par le combat, le vin et la débauche, ils tirèrent les uns sur les autres, et menacèrent jusqu'aux officiers qui voulaient mettre un terme à cette furie : tant il est vrai que le carnage et l'ivresse rendent le soldat insensible à la voix de l'honneur et de la discipline (2)...

Le devoir de l'historien est de flétrir les abus de la force et les sauvages représailles des conquérants ; nous ne faillirons point à ce devoir ; mais, tout en le remplissant, nous devons protester contre la malveillance des écrivains qui font remonter au duc de Wellington la responsabilité des excès commis à Ciudad-Rodrigo.

« La ville, dit M. Thiers, quoique alliée, fut pillée, le duc « étant obligé de concéder cet acte de barbarie à l'esprit de « ses soldats. Nous respectons profondément la nation an- « glaise et sa vaillante armée, mais il nous sera permis de « faire remarquer que l'on n'a pas besoin d'un tel stimulant « auprès des soldats français. »

A notre tour, qu'il nous soit permis de faire observer que rien, absolument rien ne justifie ce reproche adressé au général anglais ; quant au certificat de bonne conduite donné aux soldats français, nous nous contenterons de rappeler le sac d'Évora, ceux d'Oporto, de Leyria, de Cordoue, de Médina, l'incendie de Manrésa, les massacres d'Uclès et les terribles exécutions de Tarragone, à propos desquelles M. Thiers se borne à faire cette froide réflexion : « Nos soldats, cédant à un sentiment « commun à toutes les troupes qui ont pris une ville d'assaut, « considéraient Tarragone comme leur propriété et s'étaient « répandus dans les maisons, où ils commettaient plus de « dégâts que de pillage. » Il y a loin de ce timide aveu à la rude franchise du maréchal Suchet, qui dit, en pro-

---

(1) L'incendie dura six jours et menaça de consumer toute la ville. — Belmas, t. IV, p. 279.
(2) Napier, Maxwell, *Victories of the british armies*, et Sherer.

pres termes : « L'assaut a été suivi d'un massacre effroya-« ble... 4,000 hommes ont été tués dans les rues : parmi « 10 ou 12,000 qui essayaient de se sauver en passant par-« dessus les murailles, 1,000 ont été sabrés ou noyés. »

L'historien du *Consulat et de l'Empire,* si sévère pour les Anglais, aurait dû, au risque de déplaire à ses compatriotes, signaler ces horreurs, que l'histoire ne peut absoudre.

Les pertes de la garnison de Ciudad-Rodrigo s'élevèrent à 300 hommes tués; 1,500 soldats et 80 officiers furent faits prisonniers (1). D'après un état officiel, les Anglais eurent, du 8 au 19, 178 hommes tués et 818 blessés, et pendant l'assaut, 6 officiers et 140 soldats tués, 60 officiers et 500 soldats blessés (2). On trouva dans la place une immense quantité de boulets, de bombes, de cartouches, un dépôt considérable d'armes, un arsenal bien approvisionné et 150 pièces d'artillerie (3), parmi lesquelles tout le train de l'armée du Centre.

Marmont, arrivé le 11 à Valladolid, apprit seulement le 15 que Ciudad-Rodrigo était assiégé. Son armée reçut aussitôt l'ordre de se concentrer à Salamanque; mais, comptant sur une longue résistance, elle mit si peu d'empressement à faire cette concentration, que les six divisions d'infanterie et la

---

(1) D'après Wellington, le nombre des prisonniers s'élevait à 1,700 soldats et 78 officiers. (*Lettre au comte de Liverpool*, 20 janvier 1812.)

(2) D'après Belmas et Jones, les pertes totales s'élevèrent à 226 tués et 1,084 blessés; d'après Londonderry, à 93 officiers et 1,217 hommes hors de combat ; d'après les *Victoires et conquêtes,* à 1,000 hommes tués et blessés de part et d'autre, et d'après M. Thiers, à 13 ou 1,400.

Le lendemain de l'assaut, les soldats anglais sortirent dans un état de désordre inexprimable ; les uns avec des bottes de chasse, les autres avec des frocs, des épaulettes, des habits galonnés, quelques-uns portant des singes et des perroquets sur leurs épaules. En les voyant affublés de la sorte, dit l'auteur des *Aventures of a Soldier,* Wellington s'écria : — Qui diable sont ces gaillards-là? « Who the devil are those fellows? » Et, en effet, rien n'égale le désordre et le débraillé que montrent en pareille circonstance les troupes anglaises, où l'on n'est jamais parvenu à introduire la régularité et le méthodisme qui distinguent les armées allemandes.

(3) D'après Shérer, 300 bouches à feu ; d'après Belmas, 163, dont 119 en batterie.

division de cavalerie destinées à se porter en avant (1), ne se trouvèrent réunies et prêtes à partir que le 26. Or, ce même jour, le duc de Raguse, à son grand étonnement, reçut avis que la place était au pouvoir des Anglais. Il fut d'autant plus affecté de cet échec, qu'il n'avait alors aucun moyen de reprendre la position qu'on venait de lui arracher (2).

L'empereur, vivement irrité de la perte d'une place si importante, accusa Marmont et Dorsenne (3), qui essayèrent de se disculper en se chargeant l'un l'autre. Jusque-là rien d'étonnant, puisque les généraux français en Espagne, depuis quatre ans, ne donnaient pas d'autre exemple à leurs subordonnés; mais ce qui passe toutes les bornes et mérite un blâme sévère, c'est la conduite du duc de Raguse, se permettant d'appeler le général Barrié « *un misérable* qui n'avait pas su défendre le poste confié à son honneur (4). » Dorsenne ne se montra ni plus digne, ni plus juste à l'égard du défenseur de Salamanque, qui cependant avait fait tout ce qu'il était possible de faire avec une garnison réduite à 1,000 hommes valides au moment du double assaut de la place.

Le siége de Ciudad valut à Wellington le titre de comte et une rente annuelle de 2,000 livres. Le gouvernement espagnol le nomma grand d'Espagne de 1re classe et duc de Ciudad-Rodrigo; et la régence de Portugal, qui jusqu'alors

---

(1) Ces divisions formaient un effectif de 45,000 hommes : quand Marmont connut le sort de Ciudad-Rodrigo, il les fit rétrograder sur Valladolid.

(2) Le colonel Napier pense qu'une attaque contre la place aurait pu réussir, les pluies ayant gonflé la rivière au point que toute communication entre l'armée et la ville était devenue impossible. Mais nous croyons que cette opération eût été pour le moins imprudente, car les brèches étaient déjà réparées et la place pourvue d'une bonne garnison, lorsque Marmont se trouvait encore à Salamanque, à quatre marches de Ciudad.

Quant au débordement de l'Agueda, il pouvait disparaître en quelques heures. On trouve dans la Péninsule plusieurs cours d'eau soumis à ces brusques variations de régime, qui trompent les prévisions des généraux.

(3) Berthier écrivit le 11 février 1812 à Marmont : « L'empereur ne me permet pas de vous dissimuler que la honte de l'événement retombe sur vous. » Le duc de Raguse essaya de se disculper par sa lettre du 6 février, insérée dans l'ouvrage de Belmas. — Voir aussi la *lettre* du 23 février de *Dorsenne à Berthier*.

(4) THIERS, t. IV, p. 117.

n'avait conféré aucun titre, aucun honneur aux officiers anglais, le créa marquis de Torrès-Vedras.

La perte de l'importante forteresse de l'Agueda mit le duc de Raguse dans la nécessité de se former un nouveau point d'appui. Il chercha, en conséquence, à mettre Salamanque en état de soutenir un siége. En même temps, il proposa à l'empereur une mesure qui aurait pu sauver Badajoz et peut-être changer la situation respective des belligérants : c'était de réunir en un seul commandement les armées du Nord, du Centre et de Portugal : mesure excellente, mais réclamant peut-être un général d'une capacité supérieure à celle du duc de Raguse, et que l'empereur, à cause de cela même, ne voulut point admettre. Il répondit à Marmont « qu'il se mêlait de choses qui ne le regardaient pas ; que Badajoz n'était plus confié à ses soins ; qu'il n'avait qu'à bien défendre le nord de la Péninsule contre les Anglais, qu'on ne lui en demandait pas davantage ; que c'était à l'armée d'Andalousie à garder Badajoz, et qu'elle suffirait parfaitement si les Anglais n'attaquaient cette place qu'avec deux divisions, c'est-à-dire avec le corps de Hill renforcé ; mais que s'ils l'attaquaient avec cinq, c'est-à-dire avec la presque totalité de leur armée et lord Wellington en tête, alors il y avait pour l'armée du Portugal un moyen assuré de leur faire lâcher prise, c'était de passer sur le corps des détachements laissés le long de l'Agueda, de s'enfoncer sur Coïmbre, de marcher même sur Thomar ; dans ce dernier cas, lord Wellington serait bien obligé de rebrousser chemin et de renoncer à prendre Badajoz (1). »

Nous verrons que ces idées, quoique justes en principe, étaient peu en harmonie avec la situation des choses, dont l'empereur, à la distance où il se tenait, ne pouvait se rendre

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. IV, p. 119.

un compte exact, et qu'elles contribuèrent en définitive à la perte de Badajoz, comme les instructions données au sujet de Valence avaient contribué à la perte de Ciudad-Rodrigo.

Wellington, vers ce temps, porta toute son attention sur Badajoz.

Dès le mois de décembre, un équipage de pont avait été dirigé d'Abrantès sur Elvas. Deux mille ouvriers étaient occupés dans cette dernière ville à la confection des matériaux de siége; un parc de 78 bouches à feu y était arrivé secrètement de Lisbonne (1); enfin, des convois d'outils et de munitions, tirés de Ciudad-Rodrigo, avaient pris le même chemin. Les autorités, malheureusement, ne secondèrent point le général anglais dans cette circonstance: les voies de communication n'avaient pas été réparées, et les moyens de transport étaient toujours insuffisants; néanmoins, le duc se trouvait en mesure d'investir Badajoz, à l'insu de l'ennemi, au commencement de mars. Afin de mieux dissimuler son plan, il avait laissé son quartier général le plus longtemps possible sur la Coa. Aucune de ces précautions n'était inutile, car il s'agissait d'emporter une place à la délivrance de laquelle trois armées françaises pouvaient coopérer.

Wellington devait prévoir le cas où Marmont envahirait

---

(1) Le train d'artillerie et les magasins des ingénieurs furent embarqués à Lisbonne, dans de grands vaisseaux. En mer, on transborda ce matériel sur des bateaux de faible tonnage, qui se rendirent à Alcacer do Sal, où les voitures du pays avaient pu être réunies sans faire naître de soupçons; ces voitures transportèrent ensuite le parc de siége aux bords de la Guadiana. Les fascines et les gabions furent confectionnés de manière à faire croire qu'on les destinait aux ouvrages d'Elvas. Il paraît néanmoins que Philippon reçut avis de ces préparatifs dès le mois de février. — Voir BELMAS, t. IV, p. 310, et JONES, *Journaux des siéges*, p. 136.

soit la Galice ou le Portugal au nord du Douro, pour faire une diversion en faveur de Badajoz, soit l'Estramadure, pour combiner ses efforts avec ceux du maréchal Soult. Afin de pourvoir à cette double éventualité, il donna des ordres précis non-seulement pour ravitailler, réparer et fortifier Almeida et Ciudad-Rodrigo, mais encore pour défendre le passage des rivières et des défilés, dans le cas où l'armée française prendrait l'offensive : 25,000 hommes de troupes espagnoles et portugaises (1) furent chargées de ce soin ; elles avaient, en outre, mission de se jeter sur les derrières de Marmont, si, bravant les obstacles opposés directement à sa marche, il s'avançait pour effectuer une diversion en faveur de Badajoz ou de l'Andalousie.

Ces mesures prises, l'armée anglaise se mit en route au commencement de mars (2).

Le duc de Raguse se trouvait alors à Salamanque. Pour nourrir plus facilement ses troupes, il les avait de nouveau disséminées. Ce fut une circonstance éminemment favorable aux alliés, car si Marmont avait tenu son armée en masse sur la Tormès, avec des avant-postes vers Ciudad, ils auraient couru les plus grands dangers. Wellington, en effet, exécuta sa marche à travers l'Alentejo, contrairement à toutes les règles de la stratégie, parce que les effets d'habillement de la troupe n'ayant pu être amenés sur les lieux, faute de moyens de transport, il dut envoyer ses régiments les chercher eux-mêmes sur le Douro, le Mondégo et le Tage.

Cette dispersion de forces en présence d'un ennemi con-

---

(1) Cette petite armée se composait de milices portugaises, des corps espagnols de Sanchez et d'Espana et de l'armée de Galice, commandée par Abadia; elle était suffisante, appuyée aux places de Ciudad et d'Almeida, pour contenir le duc de Raguse pendant la mauvaise saison, surtout depuis qu'il avait perdu son train d'artillerie.

(2) A la date du 5, les brèches de Ciudad-Rodrigo étaient réparées et les magasins approvisionnés. Lord Wellington crut dès lors qu'il n'y avait pas d'inconvénient à remettre la place entre les mains des Espagnols.

centré aurait sans doute produit des résultats fâcheux si Marmont en avait eu connaissance, ou s'il s'était trouvé en mesure d'en tirer parti.

Le 11, l'armée anglaise arrivait à Elvas : tous les préparatifs pour l'investissement étaient faits dès le 6. Mais Evora, ville riche, et qui, depuis trois ans, avait peu souffert de la guerre, refusa obstinément de fournir aucune voiture, ce qui retarda l'investissement de quelques jours et obligea les alliés à exécuter les travaux du siége pendant les pluies de l'équinoxe (1).

Le projet de Wellington était calculé sur la possibilité d'enlever la lunette de Picurina (*voir la pl. XI*), d'ouvrir la seconde parallèle au pied de cet ouvrage, et de battre en brèche le corps de place, dont l'escarpe était assez découverte, en quelques endroits, pour qu'il ne fût pas nécessaire d'approcher les batteries jusqu'au bord du fossé. Ici, comme à Ciudad-Rodrigo, l'essentiel était d'agir avec promptitude : une attaque méthodique n'eût pas permis d'atteindre ce but.

Le 16, Wellington établit ses pontons en travers de la Guadiana, à deux lieues au-dessous de Badajoz. Ayant assuré par ce moyen ses communications, il fit sur-le-champ investir la place. L'armée anglaise s'élevait alors à 16,000 hommes (2), déduction faite du corps de Hill, établi à Mérida (3), et de celui de Graham (4), détaché à Santa-Marta pour couvrir les opérations du siége contre l'armée de Soult, réunie dans la haute Estramadure.

---

(1) *Wellington au comte de Liverpool*, 27 mars 1812.

(2) D'après Belmas.

(3) Ce corps, composé de deux divisions d'infanterie et de deux brigades de cavalerie, avait ordre de s'interposer entre Marmont et Soult, si, comme cela était probable, ces maréchaux essayaient de se réunir. La 5e armée espagnole, dont le quartier général se trouvait à Valence d'Alcantara, devait concourir au même but.

(4) Le détachement de Graham, composé de trois divisions d'infanterie et de deux brigades de cavalerie, s'avança pendant le siége sur Los-Santos, Zafra et Llerena, pour prévenir toute tentative de la part de Soult.

La division Leith était restée provisoirement en réserve à Campo-Mayor.

Le 17, voyant la place entièrement investie, le duc ordonna pour le soir l'ouverture de la première parallèle.

Badajoz avait pour gouverneur le brave général Philippon, qui s'était couvert de gloire au premier siége. Sa garnison se composait de 5,000 Français, Espagnols et Hessois, nombre insuffisant pour un développement d'ouvrages qui réclamait au moins 7,000 hommes. Il y avait dans les magasins pour quarante à cinquante jours de vivres, mais les projectiles fesaient défaut, et l'approvisionnement en poudre s'élevait à 150,000 livres seulement. D'un autre côté, les défenseurs manquaient de bois propre aux palissadements et aux blindages. Quant aux ouvrages de fortification, ils étaient convenablement réparés, et l'on avait même fait disparaître quelques-uns de leurs défauts. Ainsi, pour couvrir San-Christoval, on avait établi en avant de ce fort une lunette pourvue de bonnes défenses accessoires; — on avait relevé les glacis qui laissaient voir le pied des escarpes; — on avait amélioré les travaux de mine, destinés à faire sauter les bastions attaquables; — on avait construit un retranchement dans le château et une large cunette dans les fossés; — on avait fermé entièrement la gorge du fort Pardaleras; — on avait formé une inondation en barrant le Rivillas; — enfin dans quelques endroits, on avait approfondi les fossés en creusant le roc vif.

Le seul bastion assez découvert pour être battu de loin était celui de la *Trinité* (bastion n° 7); aussi l'attaque futelle dirigée sur ce point.

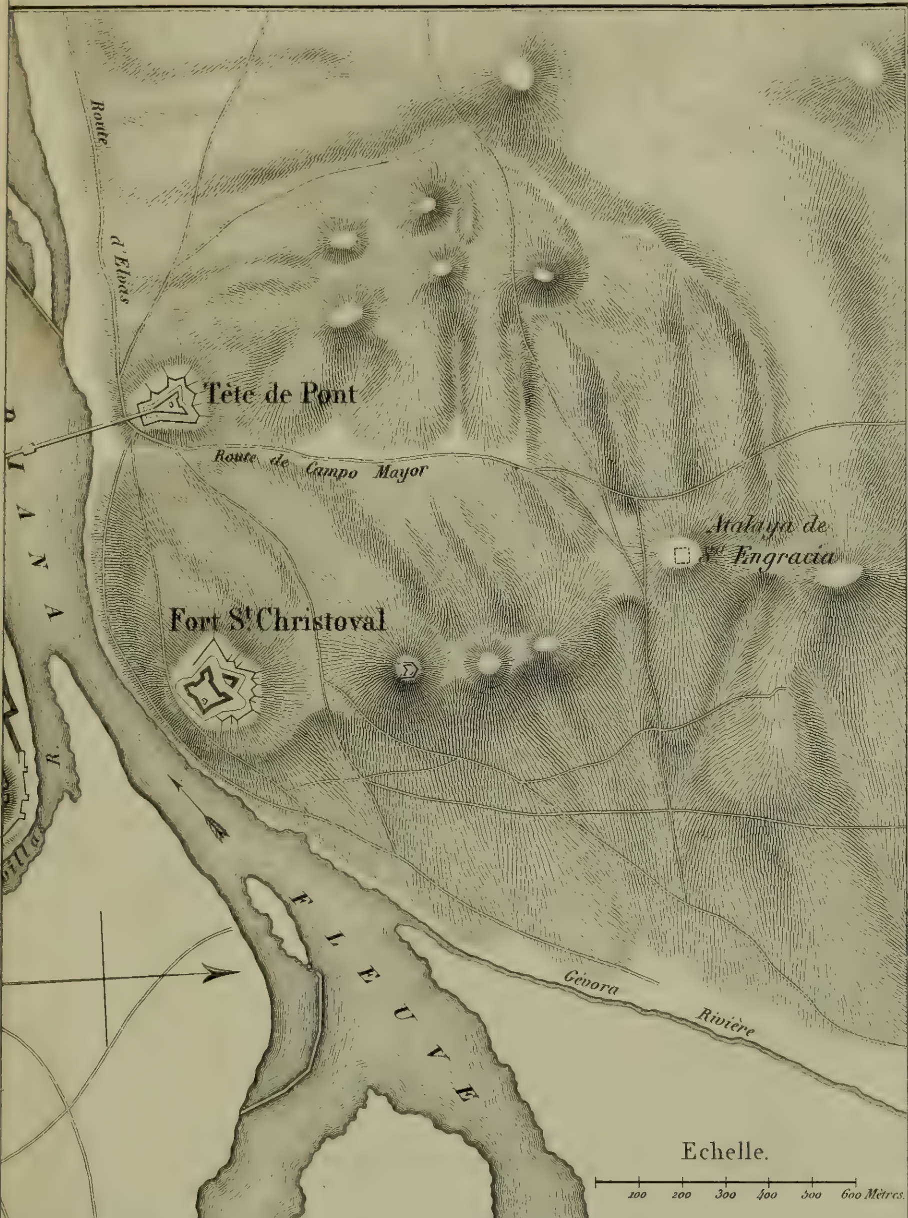
Les travaux avancèrent avec toute l'activité que des éléments imparfaits (1), un temps affreux, un terrain dé-

(1) « Wellington, dit SHERER, t. II, p. 159, manquait de mortiers et avait une artillerie, pro-

BADAJOZ,

vril 1812.

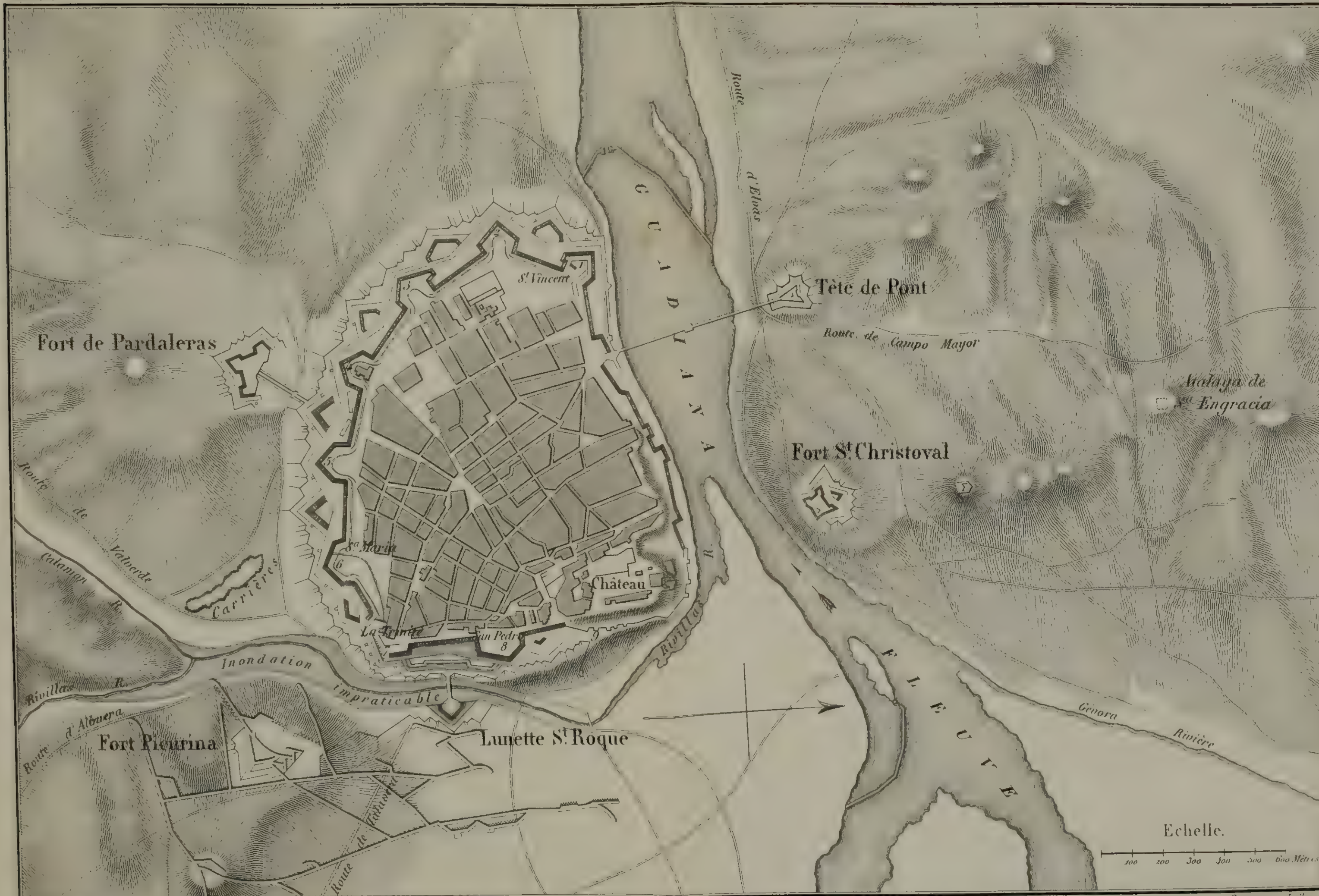
PL. XI.



Gravé par J. Claes.

SIÈGE DE BADAJOZ,

Mars et Avril 1812.



Lith. Guyot et Stapleaux fils | Gravé par J. Claes

trempé (1) et des moyens de transport insuffisants (2) permettaient d'y imprimer. Le 19, à une heure de l'après-dîner, le gouverneur ordonna une sortie avec 2 bataillons, 100 sapeurs, 40 cavaliers et 1 canon. Ces troupes, commandées par le général Veiland, détruisirent une partie de la parallèle et emportèrent 455 outils de sape; mais bientôt l'ennemi, revenu de sa surprise, fit rétrograder la sortie avec une perte de 20 tués et 160 blessés. Du côté des Anglais, il y eut 150 hommes mis hors de combat, parmi lesquels le lieutenant-colonel Fletcher, directeur des attaques. Une petite sortie, exécutée dans la nuit du 20, fut repoussée avant d'avoir produit aucun résultat. En ce moment, la partie basse de la parallèle était envahie par les eaux. On employa toute la matinée du 22 à la vider, et, pour éviter le retour de ce même accident, on releva le fond de la tranchée avec des fascines. Mais, à quatre heures de l'après-midi, il survint une pluie torrentielle qui remplit toutes les tranchées indistinctement. Le pont de pontons sur la Guadiana fut emporté, et le courant devint si rapide que les ponts volants ne purent être manœuvrés qu'avec la plus grande difficulté. On commença dès lors à douter sérieusement de la possi-

---

portion gardée, trop faible, composée seulement de 16 pièces de 24, 20 de 18 et 16 obusiers de 24 en fer coulé. » — Voir aussi JONES, p. 142.

Les approvisionnements du génie étaient de 3,000 outils de tranchée, 8,000 sacs à terre, 1,200 gabions et 700 fascines. — JONES, *idem*.

M. Thiers ignorait-il ces chiffres quand il écrivait, t. IV, p. 120 : « Wellington amenait au moins 50,000 hommes et un *immense* matériel? » Pour être dans le vrai, il aurait dû dire que le général anglais amenait un matériel *insuffisant*.

(1) « Les troupes étaient enfoncées dans la boue des tranchées jusqu'au milieu du « corps ; au plus fort de nos embarras, la Guadiana grossit, emporta notre pont et rendit « inutile pendant quelque temps notre pont volant. » (*Lettre de Wellington*, du 28 mai, *au général Murray*.)

(2) Se plaignant de la négligence que mettait le gouvernement portugais à lui fournir des moyens de transport, Wellington écrivit au comte de Liverpool : « En ce moment, les poudres « pour le siége, beaucoup de projectiles et d'objets nécessaires aux ingénieurs, ne sont pas « arrivés à Elvas, ce qui nous oblige à consommer les munitions destinées à cette place. « Je ruine les équipages de l'armée en faisant transporter les munitions d'Elvas sur le terrain « du siége, parce que le pays ne me prête aucun secours, ou que celui qu'il m'a prêté est « au-dessous des besoins du service. » (*Lettre* du 27 mars.)

bilité de recevoir encore des vivres et de conduire dans les batteries les canons et les munitions nécessaires. « Tout le « monde crut, dit le colonel Jones (1), qu'on serait obligé « de se retirer de devant la place (2). »

Wellington déploya une grande énergie pour vaincre ces difficultés (3). Le pont ne tarda point à être rétabli, et, dès le 25, les premières batteries furent en état de commencer le feu. Ce jour-là, à onze heures du matin, 23 pièces de gros calibre entamèrent les revêtements de la lunette Picurina, de la face gauche du bastion 7 et des ouvrages du front 8-9. Le saillant de la lunette ayant été fortement dégradé par ce tir, on résolut de l'attaquer de vive force, dans la nuit du 25 au 26. En conséquence, 700 hommes, sous la conduite du général Kempt, se portèrent contre cet ouvrage, défendu par 200 combattants et par 7 pièces de canon. Après une résistance de trois quarts d'heure, que le général Philippon trouva insuffisante (4), la lunette tomba au pouvoir des assaillants, qui tuèrent une grande partie de ses défenseurs (5).

Aussitôt, on commença à cheminer sur la lunette Saint-Roque, qui couvrait l'inondation du Rivillas, obstacle sérieux établi en avant du front d'attaque.

Quelques auteurs prétendent que jusqu'à ce moment Wellington avait eu l'intention d'attaquer le front 8-9, et que la prise du fort Picurina l'engagea à faire choix du front 6-7.

---

(1) JONES, *Journaux des siéges*, p. 151.

(2) « Lord Wellington éprouvant la plus grande difficulté à recevoir des vivres, à amener « et à approvisionner son armée, appréhenda sérieusement d'être obligé de lever le siége.» — BELMAS, t. IV, p. 327.

(3) « Pour encourager les travailleurs, dit STOCQUELER, t. I, p. 155, Wellington se trouvait constamment dans les tranchées. »

(4) Voir son *Ordre* du 26 mars et son *Rapport sur la défense*. Le colonel du génie Lamare, dans son *Journal*, trouve au contraire cette défense opiniâtre, et reproche seulement à la garnison de n'avoir pas su tirer parti des bombes et des artifices qu'on avait préparés pour la défense de la lunette.

(5) D'après Lamare, du côté des Français 83 hommes tués, 86 faits prisonniers, et 30 qui prirent la fuite; du côté des Anglais, 5 officiers et 50 soldats tués, 15 officiers et 255 soldats blessés ; Jones et Belmas confirment ces chiffres.

Mais le *Journal des siéges,* tenu par le colonel Jones, prouve que dès le premier moment on était convenu de battre en brèche la face droite du bastion 7, ainsi que le flanc gauche du bastion 6, et que la seule résolution prise ultérieurement fut de mettre en brèche la courtine 6-7.

D'après ce plan, Wellington fit ouvrir la seconde parallèle à la gorge du fort, et construire immédiatement en avant, sur le plateau, deux batteries de brèche. Ces batteries, qui pouvaient découvrir le pied des escarpes, entrèrent en action le 30 et le 31.

Comme dès cè moment il n'y avait plus de doute sur les points d'attaque, Philippon fit commencer, en arrière du front 6-7, un retranchement de 300 mètres de longueur (1).

L'une des batteries ouvrit la face droite du bastion 7 (la *Trinité*), et l'autre, le flanc gauche du bastion 6 (*Santa-Maria*), d'où l'on pouvait tirer sur la brèche de la *Trinité*. Du 29 au 30, une nouvelle batterie fut commencée pour ouvrir la lunette Saint-Roque et la courtine 7-8. (*Voir la pl. XII.)*

La défense, qui aurait dû contrarier ces établissements par un tir énergique, fut malheureusement obligée de ralentir son feu pour épargner la poudre et les projectiles.

Cependant le maréchal Soult, qui craignait peu pour la ville, mais qui s'attendait à une grande bataille, organisait avec beaucoup de soin un corps nombreux, auquel devaient se réunir Drouet et Daricau. Pour faire face à ce danger, Wellington avait fait couvrir le siége par une armée d'observation, et donné aux corps espagnols voisins de la basse Guadiana l'ordre de tomber sur Séville dès que Soult se porterait en avant.

---

(1) Au moment de l'assaut, ce retranchement n'avait pas encore le relief nécessaire pour offrir une résistance sérieuse.

A cette époque, on apprit au quartier général des alliés que Marmont concentrait son armée aux environs de Salamanque, dans le but de reprendre Ciudad-Rodrigo (1). Il importait donc plus que jamais de brusquer le siége. Wellington en attendait le dénouement avec une vive impatience, quand on lui manda la jonction de Soult avec Drouet et Daricau. N'étant pas assez fort pour continuer les attaques et livrer bataille à l'armée de l'Andalousie, il conçut le projet d'aller au devant de l'ennemi avec la plus grande partie de ses troupes et de l'attendre dans la position d'Albuera. Mais il changea de résolution, quand on vint lui annoncer que les brèches étaient praticables (2). Soult se trouvait en ce moment à Llerena : on pouvait donc espérer se rendre maître de la place avant d'avoir l'ennemi sur les bras. C'était à la vérité une entreprise des plus audacieuses; mais il n'y avait pas à balancer.

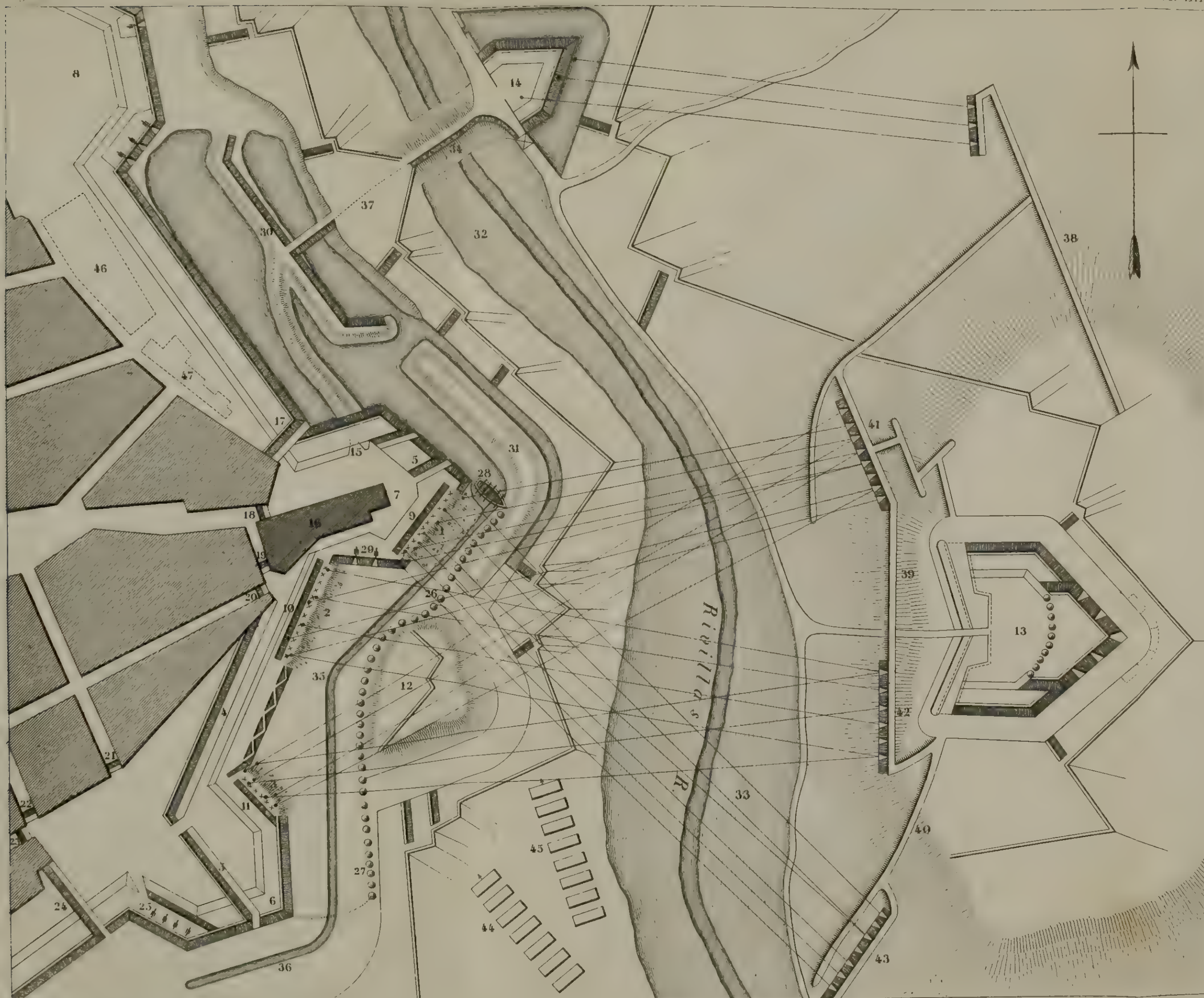
Dans l'après-dîner du 5, le général en chef alla visiter les tranchées et reconnaître l'état des brèches. Il trouva que Philippon avait pris d'excellentes mesures, et que, pour livrer l'assaut avec des chances de succès, il fallait ouvrir une nouvelle brèche dans la courtine 6-7. Supposant avec raison que les huit jours employés par son artillerie à faire les premières brèches avaient été utilisés par l'ennemi pour construire, en arrière des points menacés, de solides retranchements, il pensait qu'en ouvrant la courtine (dont les vieilles maçonneries pouvaient être détruites en quelques heures), on tournerait ces retranchements, comme on avait tourné ceux de Ciudad-Rodrigo. En conséquence, le 6, à la pointe du jour, 14 pièces furent dirigées sur la courtine; cette batterie ren-

---

(1) Wellington redoutait peu cette diversion, parce que les rivières étaient débordées, et que le duc de Raguse n'avait pas encore reçu son artillerie de siége.

(2) Jones dit que ce fut Wellington lui-même qui reconnut les brèches et les déclara praticables. (P. 167.)

DÉTAIL DES BRÈCHES DE BADAJOZ EN 1812.



Dressé par le General Lamare

Gravé par J. Claes

Légende.

1, 2, 3. Brèches.

4, 5. Retranchements derrière les brèches

6, 7, 8. Bastions.

9, 10, 11. Retranchements en balles de laine et en sacs de terre, en avant desquels étaient rangés des chevaux de frise à lames de sabres.

12. Rédan fait pendant le siège, sur un terrain massé anciennement pour une demi-lune.

13. Lunette Picurina et son réduit.

14. Lunette San Roque.

15. Porte de la Trinidad.

16. Eglise de la Trinidad, dont les murs étaient crenelés.

17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24. Coupures faites dans les rues pour servir de second retranchement.

25. Quatre pièces à mitraille, destinées à battre le sommet de la brèche (3) et le terre-plein de la courtine.

26, 27. Chapelet de bombes en avant des brèches.

28. Bateau dans lequel était un peloton pour flanquer la brèche (1)

29. Deux pièces à mitraille.

30, 31. Contre-garde et tenaille imparfaites.

32, 33. Inondation.

34. Digue de retenue et communication.

35, 36. Cunette faite pendant le siège.

37. Communication couverte en toile, élevée sur des perches.

38, 39, 40. Tranchées des alliés.

41, 42, 43. Batteries de brèches.

44, 45. Divisions anglaises marchant à l'assaut.

46, 47. Maisons démolies pendant le siège, pour dégager les remparts.

Echelle.

0 50 100 200 300 Mètres

versa l'escarpe, en moins de deux heures et demie (1), de façon qu'avant le soir, une troisième brèche de 15 mètres de largeur se trouva en état de servir. Wellington, contrairement aux usages de la guerre, ne fit point sommer la garnison de se rendre. Les auteurs anglais expliquent ce fait, en disant « qu'il estimait trop haut le courage et la fermeté de Philippon pour lui adresser une demande, que ce brave eût rejetée comme une injure (2). »

Les généraux Lamare et Belmas attribuent, au contraire, l'abstention du duc à un besoin de vengeance que nous ne pouvons admettre (3). Wellington avait trop d'intérêt à réussir promptement et trop de chances défavorables à courir pendant l'assaut pour ne pas désirer une capitulation. La plus vulgaire prudence, à défaut de tout autre sentiment, lui faisait un devoir de préférer une transaction honorable à une solution violente, qui devait coûter la vie à des milliers de braves soldats. Un général habitué à ne rien donner au hasard et à ménager ses hommes avec un soin extrême, sans passions violentes et toujours bienveillant pour ses ennemis, ne peut avoir joué le rôle qu'on lui prête. Cependant Wellington eût bien fait, ne fût-ce que pour éviter les reproches qui lui ont été adressés depuis, de proposer à Philippon une capitulation digne des courageux défenseurs de Badajoz et de leur intrépide commandant.

Dans la soirée du 6, 18,000 hommes se tinrent prêts à marcher. On en forma plusieurs colonnes, destinées à trois attaques principales : à droite, une division, sous les ordres

---

(1) BELMAS, t. IV, p. 348; JONES, p. 168.

(2) M. Thiers a adopté cette version. « Lord Wellington, dit-il, avait fait à la garnison l'honneur de ne pas la sommer, car il savait que toute proposition de capituler serait inutile. » T. IV, p. 122.

(3) « Lord Wellington connaissait la situation déplorable de la garnison ; il voulait l'obliger à se soumettre à sa discrétion : l'orgueil anglais avait été blessé aux deux premiers siéges et voulait en avoir satisfaction. Il ne somma point la garnison et n'offrit aucune espèce d'accommodement. » (LAMARE, *Relation des siéges*, etc., p. 187.)

de Picton, fut chargée d'escalader les murs du château, ayant de 7 à 14 mètres de hauteur (1); à gauche, la division du général Leith se prépara à faire deux fausses attaques, l'une contre l'ouvrage extérieur appelé Pardaleras (2), et l'autre contre le bastion n° 1 (Saint-Vincent), appuyé à la Guadiana; — au centre, 2 divisions, sous le général Colville et le lieutenant-colonel Barnard, formant la masse principale des troupes anglaises, eurent pour mission d'attaquer les brèches. Enfin, une partie de la garde de tranchée fut dirigée contre la lunette Saint-Roque, pendant que la brigade portugaise du général Power, occupée à investir la place sur la rive droite de la Guadiana, recevait ordre de faire de fausses attaques contre la tête de pont, le fort de San-Christoval et la nouvelle redoute appelée *mon Cœur* (3).

Ces dispositions peuvent être louées comme très-habiles. Cependant la véritable cause du succès des alliés réside dans la valeur héroïque que déployèrent les troupes anglaises pendant l'assaut.

A dix heures, l'attaque fut ordonnée sur tous les points à la fois, pour diviser l'attention et les forces de l'ennemi. Le temps était si sombre et l'obscurité si profonde, qu'on ne voyait pas les colonnes à vingt pas de distance.

Les troupes réunies dans les tranchées se mirent en marche, précédées de quelques hommes portant des échelles (4). Chaque soldat était muni d'un sac de foin qu'il devait jeter dans le fossé pour en diminuer la profondeur. Les colonnes avancèrent ainsi jusqu'au pied du glacis. Tout à coup on entendit de la place le cliquetis des armes et le bruit sourd

---

(1) BELMAS, t. IV, p. 314.

(2) Jones ne fait pas mention de cette attaque, laquelle cependant eut lieu, au témoignage de Lamare et de Napier.

(3) *Au comte de Liverpool*, le 7 avril 1812.

(4) On devait, au moyen de ces échelles, descendre dans le fossé. Comme à Ciudad-Rodrigo, la contrescarpe était intacte. Elle avait douze pieds de hauteur.

des bataillons qui se précipitaient des bords de la contrescarpe dans le fossé. *Les voilà! les voilà!* s'écria-t-on (1), et presque au même instant une explosion formidable se fit entendre sous les pas des assaillants. C'était le bruit des chapelets de bombes et de barils foudroyants que le colonel Lamare (2) avait fait disposer au pied de la brèche. A l'obscurité profonde succéda tout à coup la clarté lugubre d'un vaste incendie, offrant aux yeux un spectacle d'horreur impossible à décrire. Du haut des remparts, un immense cri de *Vive l'empereur!* répondit aux angoisses des pauvres soldats entassés pêle-mêle dans cet étroit fossé, où déjà la mort avait fait de nombreuses victimes. Au même instant, on dirigea sur cette masse confuse plusieurs décharges à mitraille des batteries de flanc restées intactes, et un feu roulant de mousqueterie, exécuté à bout portant par 700 hommes d'élite, munis chacun de trois fusils. Les colonnes anglaises semblaient être au milieu d'un volcan (3), dont les éruptions, se succédant de minute en minute, répandaient au loin des torrents d'une lumière sinistre. Ce n'était plus un combat, c'était, pour nous servir des expressions du colonel Lamare, un *massacre,* une *boucherie !...*

Cependant, pleins d'audace et de sang-froid, les Anglais se rallient et se précipitent une seconde fois vers la brèche. Une *cunette* (4) remplie d'eau les sépare du pied de la rampe; elle est littéralement comblée de morts; on la franchit sur ce pont de chair humaine! Et déjà l'on voit les longues colonnes rouges des Anglais se traîner comme autant de serpents ensanglantés parmi les ruines fumantes de la place, quand un nouvel obstacle se dresse devant elles! Le talus de la brèche,

---

(1) LAMARE, p. 189.
(2) Commandant du génie de la place.
(3) Expression du colonel, alors major Jones (témoin oculaire).
(4) Petit fossé creusé au fond du grand fossé.

que l'on croyait entièrement libre, est couvert de bombes, de planches brûlantes, garnies de clous, d'artifices, inondé de balles et de boulets. Il n'importe ! les colonnes avancent toujours ; mais, parvenues au sommet, elles sont arrêtées par un mur de baïonnettes et une rangée de chevaux de frise construits avec des lames de sabres. En vain elles essaient de rompre cette ligne d'acier : les morts s'entassent sur les morts, et les blessés se précipitent sur les armes des soldats qui les suivent. La brèche devient glissante par le sang qui l'inonde, et la ligne d'épées résiste toujours ! Les Français, voyant le succès de leur stratagème, font entendre un nouveau cri de *Vive l'empereur!* et la colonne d'assaut, meurtrie, décimée, recule silencieuse dans le fossé pour se préparer à un nouvel effort...

Le même courage fut déployé dans l'attaque des trois brèches ; mais c'est surtout à la brèche du bastion de la *Trinité* que la lutte avait pris le caractère d'un combat acharné. Deux heures d'efforts inutiles convainquirent enfin les soldats que cette brèche était imprenable : 3,000 hommes se trouvaient hors de combat, et, chose étonnante, la garnison n'avait essuyé pour ainsi dire aucune perte (1).

Pendant ce temps, la division Picton s'était portée, avec une remarquable intrépidité, à l'escalade du front 8-9 de la place, contigu au château : 300 Hessois défendaient cette partie des remparts. Les assaillants, accablés par des pierres énormes, des bombes et des pans de bois lancés du haut des murs, pris en flanc par un feu meurtrier de mousqueterie, et reçus, au haut des échelles, par des coups de pique et de baïonnette, avaient dû se retirer avec des pertes sen-

---

(1) D'après le général LAMARE, p. 190, la garnison ne perdit pendant l'assaut que 20 hommes. Napier évalue la perte des Anglais dans l'attaque des brèches à 2,000 hommes, le général Sarrazin à 4,000, les *Victoires et conquêtes* à 5,000 ; lord Liverpool, secrétaire d'État, prétendit, dans une lettre écrite le 23 avril 1812, au lord maire de Londres, que la perte des assiégeants dans cette terrible nuit s'éleva à 3,600 hommes, dont 264 officiers et 5 généraux.

sibles, laissant au nombre des blessés un de leurs chefs, le brave général Kempt.

Cependant la lunette Saint-Roque, attaquée par la gorge en même temps que le front 8-9, resta au pouvoir des Anglais (1). Picton, repoussé mais non découragé, détruisit le barrage du Rivillas, puis marcha par sa droite et vint s'établir, pour une seconde tentative, sous les murs du château, défendus seulement par 100 Hessois et 25 Français (2). Il était alors onze heures et demie.

Dès que les rangs anglais se furent un peu reformés, l'héroïque colonel Ridge, saisissant une échelle, la dressa contre le château (3), et invita ses hommes à le suivre. Un instant après, on le vit entouré de quelques braves au sommet du rempart, où il se maintint jusqu'à ce qu'il eût assez de monde pour se porter en avant. La garnison, étonnée et en quelque sorte surprise, se retira par la double porte dans la ville (4), abandonnant le château à l'agresseur. Ce beau triomphe coûta la vie au chef intrépide qui l'avait préparé. « Personne, dit Napier, ne périt avec plus de gloire dans cette nuit fatale, où tant de guerriers cependant se signalèrent par des actions dignes de l'histoire (5). »

La 3e division entra dans le château, mais, craignant de compromettre la possession d'un point qui assurait la prise de la place, ou jugeant le débouché trop difficile, elle ne fit aucune tentative pour chasser l'ennemi des brèches (6).

La première colonne de la division Leith échoua complé-

---

(1) LAMARE, p. 189.

(2) AUGOYAT, p. 313.

(3) Les murs du château avaient dix-huit à vingt-quatre pieds de hauteur. Les Français considéraient cet ouvrage comme à l'abri de l'escalade.

(4) La garnison était trop faible; elle se composait de 80 Hessois, dont 20 musiciens, de 25 Français et d'un détachement de canonniers. Philippon n'avait si mal gardé ce point que parce qu'il le croyait inattaquable.

(5) 600 hommes environ succombèrent dans l'attaque du château, dit Napier.

(6) NAPIER.

tement dans sa fausse attaque contre le Pardaleras. Cet ouvrage, défendu avec opiniâtreté par le colonel Pineau, ne se rendit que le lendemain, lorsque déjà la ville était au pouvoir des Anglais.

La deuxième colonne, sous les ordres du général Walker, rencontra moins de résistance dans l'escalade du bastion Saint-Vincent, dont les escarpes cependant avaient vingt-six pieds et demi de hauteur (1). Mais aussi la garde de ce bastion avait été affaiblie des deux tiers pour donner main-forte aux troupes du château, ce qui la mit dans l'impossibilité de se défendre longtemps. La perte des Anglais sur ce point s'éleva à 600 hommes (2).

Wellington suivait avec anxiété la scène terrible qui se passait au pied des brèches. Il était minuit quand un officier à cheval vint lui raconter les divers épisodes de l'assaut. La pâleur de son visage annonçait qu'il était vivement ému de ce récit lugubre ; aucune agitation extérieure cependant ne vint troubler sa sérénité habituelle : avec le plus grand calme, il donna immédiatement l'ordre de replier les troupes en arrière et de les reformer pour un nouvel assaut (3). Mais à peine eut-il pris cette disposition, qu'un avis de Picton lui annonça la prise du château. Cette bonne nouvelle, suivie bientôt de celle de l'escalade du bastion Saint-Vincent, lui fit entrevoir un succès prochain et définitif. Il ordonna à Picton de demeurer tranquille jusqu'au matin, puis de se porter avec 2,000 hommes sur les derrières de l'assiégé, au moment où Barnard et Col-

---

(1) Il était près de minuit quand cette attaque eut lieu. Walker avait dû attendre jusqu'à cette heure les échelles destinées à ses troupes.

(2) LAMARE et NAPIER.

(3) C'est la version de Napier et de Jones.

Lamare et Belmas prétendent, au contraire, que Wellington donna en ce moment l'ordre définitif de battre en retraite. Ils se fondent sur un extrait de l'ouvrage de Jones, dont voici la traduction :

« Lord Wellington, instruit de l'état des choses, ordonna de retirer les deux divisions et de les reformer un peu avant le jour pour un nouvel assaut. » Or cet extrait, loin de justifier l'opinion des auteurs français, l'infirme de tout point.

ville livreraient un nouvel assaut. Il prit également des mesures pour assurer la possession de la lunette Saint-Roque, qui avait été escaladée par la gorge, le soir de bonne heure; enfin, il donna des instructions pour rompre le bâtardeau et le pont de l'inondation dès que le moment serait venu.

Vers onze heures et demie, Philippon fut informé que l'ennemi avait renouvelé l'attaque du château, et qu'il s'était rendu maître de cet ouvrage.

Un rapport inexact, reçu peu d'instants avant, et la confiance qu'il avait dans la force du château, lui donnèrent des doutes sur la vérité de cette information; il ne prit donc aucune mesure, et quand, sur un second avis, il porta sa réserve, composée de 200 hommes seulement, au secours de l'ouvrage menacé, la porte était déjà au pouvoir des Anglais. Une vive fusillade s'engagea à travers le passage, et les quatre compagnies furent dispersées. Sur ces entrefaites, le gouverneur donna à deux compagnies du bastion Saint-Vincent l'ordre de pénétrer dans le château par l'autre porte, qu'il croyait encore libre; mais, soit erreur ou malentendu, ces troupes se rendirent aux brèches, où elles ne furent d'aucune utilité.

Nous avons vu que l'attaque de la brigade Walker, favorisée par le départ des compagnies envoyées au secours du château (1), eût un plein succès. Dès que cette brigade se trouva en possession du Saint-Vincent, elle engagea une partie de ses troupes dans la ville pour déloger l'ennemi des maisons (2), tandis que l'autre partie, longeant les remparts, enleva successivement trois bastions à la pointe de la baïonnette (3).

Cet événement, la perte du château, que la garnison regar-

---

(1) D'après Lamare, il n'était resté que 20 à 30 hommes dans le bastion Saint-Vincent.

(2) Ces troupes, parvenues sur la Grand' Place, sonnèrent du cor, et furent ainsi rejointes par les défenseurs du château.

(3) La vue d'une lance à feu causa un moment de terreur panique à ces braves soldats. Ils se dispersèrent, de crainte de sauter, et se firent ramener la baïonnette dans les reins. Heureusement que Walker avait laissé dans le bastion escaladé une réserve qui repoussa les assiégés et prévint ainsi un grand désastre.

dait comme son dernier réduit, et la dispersion des quatre compagnies de réserve, ébranlèrent subitement le moral de quelques officiers, et le désordre commença (1).

Dès ce moment, les instructions du gouverneur ne parvinrent plus aux troupes. On se fusillait dans les rues; on se battait dans les maisons; ce n'étaient partout que cris de victoire et gémissements de blessés. Philippon et le général Veiland réunirent cependant, au milieu de ce tumulte, une centaine d'hommes et quelques cavaliers avec lesquels ils se retirèrent, vers une heure et demie, dans le fort San-Christoval; en même temps, ils envoyèrent aux défenseurs des brèches l'ordre de se replier sur eux; mais l'officier d'état-major porteur de cet ordre n'ayant pu arriver à destination, ces braves gens restèrent à leur poste jusqu'à ce qu'ils virent la place envahie de tous côtés. Quelques-uns alors brisèrent leurs armes et s'abandonnèrent à leur destinée; d'autres, prenant un parti désespéré, se jetèrent dans la Pardaleras et dans les maisons de la ville, où ils épuisèrent leurs dernières cartouches en se défendant jusqu'à l'aube du jour.

A six heures du matin, le gouverneur se vit dans la dure nécessité de capituler. Le San-Christoval n'avait plus que trente coups à tirer, et pas une seule ration de vivres (2). Un mouchoir blanc fut arboré au bout d'une baïonnette; à ce signal, la garnison se rendit sans conditions; elle se composait en ce moment de 2,750 hommes valides et de 750 non combattants ou malades. Treize cents hommes avaient été tués ou blessés pendant le siége (3).

L'armée anglaise éprouva des pertes encore plus sensibles; Wellington les évalua à 5,000 hommes, dont 3,500 atteints pendant l'assaut, et le colonel ingénieur Jones, à 72 officiers

---

(1) Général LAMARE, p. 193.
(2) LAMARE, p. 196.
(3) BELMAS. Voir aussi la *lettre de Wellington à lord Liverpool*, 7 avril 1812.

et 963 hommes tués, 306 officiers et 3,483 hommes blessés, parmi lesquels 59 officiers et 744 soldats tués, 258 officiers et 2,600 blessés dans la nuit même de l'assaut; mais Philippon et Lamare prétendent qu'ils obtinrent en Angleterre des renseignements d'où il résulte que l'armée anglaise perdit en réalité plus de 7,000 hommes (1). Quoi qu'il en soit, lorsque Wellington connut ces pertes, « sa fermeté l'abandonna pour un moment, et l'orgueil de la conquête céda à la vive douleur que lui causa la mort de tant de braves soldats (2). »

Les Anglais ternirent les lauriers de cette victoire par des excès horribles. La rapacité la plus honteuse, l'ivresse brutale, une luxure effrénée, la cruauté, le meurtre, les cris, les gémissements des victimes, les imprécations de leurs bourreaux, le craquement des maisons, croulant sous l'incendie allumé par esprit de vengeance, le bruit de coups de fusil, qui, cette fois, déshonorent ceux qui les tirent : voilà, pendant deux jours et deux nuits, le tableau qu'offrit Badajoz.

Le troisième jour, bien que la ville fût saccagée de fond en comble, et le soldat épuisé par ses propres excès, le désordre régnait encore sur plusieurs points; cependant il avait diminué assez pour qu'on pût s'occuper des blessés et songer à enterrer les morts (3).

« Les exhortations des chefs, a écrit le comte Toréno (tom. V, pag. 25), furent impuissantes, et lord Wellington lui-même se vit menacé de la baïonnette de ses soldats, qui l'empêchèrent de pénétrer dans la place pour contenir le désordre. »

Ce témoignage d'un historien espagnol, toujours sévère

---

(1) Voir dans Belmas les rapports officiels de ces deux généraux. Dans son ouvrage, publié en 1837, le général Lamare évalue les pertes à plus de 6,000 hommes. Dans son *Journal des siéges*, il les avait portées à plus de 8,000.

D'après les états officiels publiés par Gurwood, les Anglais eurent, du 18 mars au 7 avril, 1,035 tués, 3,787 blessés et 63 manquants.

(2) NAPIER.

(3) NAPIER, t. VIII, p. 152.

dans ses appréciations, peut servir de réponse à cette allégation du général Lamare, que Wellington refusa de mettre un terme au pillage, « sous prétexte que le droit de la guerre l'autorisait à donner aux soldats cette juste compensation de leur bravoure et de leur dévouement (1). » Le pillage, il est vrai, dura trois jours, mais ce fut malgré les efforts du duc, qui essaya vainement de l'arrêter. Maxwell (2) fait observer, du reste, que l'on avait bien peu de chances de préserver les habitants de la fureur d'une soldatesque qui ne respectait pas même ses propres officiers (3).

Les ingénieurs français ont vivement critiqué les opérations du siége de Badajoz et attribué à la fortune seule les succès dont elles furent couronnées (4).

Ce jugement est trop sévère; — cependant, et le colonel Jones, tout le premier, en convient, — « le projet d'attaque de Badajoz était hasardeux et contre toutes les règles... » « Il

---

(1) *Relation des siéges*, etc., p. 197.

M. Thiers accepte cette version; il dit, en effet, liv. XLII, p. 123 : « Le lendemain, Wellington reçut nos officiers avec courtoisie, mais refusa d'écouter leurs instances en faveur de la malheureuse ville de Badajoz... Il livra sans pitié cette ville au pillage. Il ne fallait pas moins aux troupes qui avaient si vaillamment monté à l'assaut. »

Notre devoir est de protester, au nom de la vérité, contre cette assertion, comme nous avons protesté contre un jugement semblable porté sur la conduite de Wellington après l'assaut de Ciudad-Rodrigo.

(2) T. II, p. 466.

(3) Un officier, témoin oculaire du siége, écrivit à l'*United service journal :* « Aucune maison ne resta intacte, et aucune femme ne put se soustraire aux insultes ni aux mauvais traitements... »

« Le 8, les soldats abrutis par l'ivresse faisaient feu sur tout le monde et même sur leurs « camarades...

« Le 9 fut un jour de marché dans le camp. Quelques soldats réalisèrent jusqu'à 250 livres « sterling. » — Voir aussi BELMAS, t. IV, p. 359.

Le capitaine Hopkins, également présent au siége, confirme ces faits : « La ville, dit-il, n'offrit bientôt plus que l'affreux spectacle de tout ce que peut produire l'ivresse, la cruauté et la débauche...

« Les officiers n'avaient plus aucune autorité sur leurs soldats qui, rassasiés de vin et de butin, se réunissaient en petites bandes et parcouraient les rues en faisant feu... On voyait partout des groupes de soldats travestis en moines de différents ordres, etc.

« La caisse de l'armée ne fut pas même respectée. »

(4) « La victoire de Wellington ne fut en effet que le résultat d'un coup de fortune...

« Il ne pouvait pas compter sur cet événement, autrement le siége eût été une opération « inutile, et il eût pu tenter cette escalade dès la première nuit de l'investissement. » — BELMAS, t. IV, p. 361.

n'a jamais été approuvé, dit-il, même par ceux qui l'ont formé ou mis à exécution ; mais on a dû l'adopter forcément, n'ayant pas le moyen d'en réaliser un meilleur (1). »

On a prétendu aussi que le front d'attaque n'était pas le plus faible de la place (2). A cela, nous répondrons que le front 6-7 était le seul qu'on pût battre en brèche de loin et prendre sans sapeurs-mineurs ; considération suffisante, d'après nous, pour justifier Wellington et les ingénieurs anglais de l'avoir préféré.

On a prétendu encore que les assiégeants commirent la faute d'engager trop de monde à la fois, ce qui mit du désordre dans l'assaut.

Il est assez difficile d'accorder cette critique avec l'observation suivante du colonel Jones : « On aurait pu aisément emporter les brèches, si on les avait attaquées d'une manière convenable ; mais, dans le fait, *on ne fit aucun effort assez puissant*. Il n'y eut jamais plus de 50 hommes réunis devant chaque brèche pour monter à l'assaut (3). » Pour obtenir plus d'ensemble et plus d'ordre, il aurait fallu faire deux choses : renverser la contrescarpe et donner l'assaut pendant le jour. Mais on n'avait ni le temps ni le moyen de pousser les cheminements jusque sur les bords de la contrescarpe, et il eût été impossible de faire monter à l'assaut, en plein jour, des colonnes qui devaient franchir à découvert un espace considérable sous le feu encore intact de l'ennemi (4).

Enfin on a prétendu que les brèches étaient imprenables. A cet égard, nous ferons observer que l'un des plus habiles ingénieurs de l'Angleterre, le major Jones, qui, sous les or-

(1) JONES, p. 378.

(2) D'après Philippon et Lamare, le front le plus faible était le front oriental près du château.

(3) JONES, p. 186.

(4) Les Français firent cette faute à Tarifa en 1811 ; à Burgos, l'attaque du Saint-Michel fut rendue impossible aux Anglais, rien que parce que le clair de lune désignait les colonnes anglaises aux coups de l'artillerie française.

dres de Fletcher, dirigea les travaux d'attaque, fut d'un avis contraire, lorsque Wellington le consulta sur ce point.

D'ailleurs, au moment de l'assaut, il n'y avait plus à choisir qu'entre une action de vigueur, bien plus difficile, à vrai dire, que Jones ne le supposait, et une retraite, dont les conséquences politiques eussent été funestes à l'armée anglaise (1).

Wellington n'hésita point, et fit bien. En violant les règles, il sut être grand général. Ce n'est pas, du reste, sur les détails d'un siége qu'il faut juger un commandant d'armée. Ces détails sont de la compétence des ingénieurs et des officiers d'artillerie; or, sous le rapport du matériel, des munitions, des outils et des moyens de transport, les alliés se trouvèrent à Badajoz dans les plus mauvaises conditions : c'était une suite de la négligence coupable du ministère anglais, où le parti de Perceval avait pris définitivement le dessus.

Le maréchal Soult se montra plus juste et plus impartial que ses compatriotes, lorsque après la reddition de Badajoz, il écrivit : « La conduite que les Anglais ont tenue dans cette circonstance a été tellement mesurée, que l'on pourrait soupçonner qu'ils ont intercepté quelque partie de correspondance, qui leur a dévoilé le système d'opérations de l'armée de Portugal et l'irrésolution du duc de Raguse (2). » Un autre général français reconnut loyalement « qu'il était aussi mortifiant pour les généraux de sa nation que glorieux pour celui de l'Angleterre, qu'une armée de 50,000 hommes eût, par l'habileté et l'audace de ses manœuvres, pris deux places ré-

---

(1) « Pouvait-on croire que l'Angleterre supporterait les dépenses d'une guerre prolongée « indéfiniment, et qui ne laissait pas d'espoir d'une heureuse issue? Que répondre aux cla- « meurs de l'opposition dans le Parlement? Comment soutenir les espérances secrètes des « gouvernements du continent, si le pouvoir militaire de l'Angleterre, de l'Espagne et du Por- « tugal réunis étaient hors d'état de se mesurer avec une portion de l'une des armées secon- « daires de Napoléon? » — NAPIER.

(2) Séville, le 17 avril à Berthier, *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 390.

putées les clefs de l'Espagne (du côté du Portugal), et cela malgré la protection de deux armées françaises, formant un total de 80,000 combattants ( ). »

Un peu avant le dernier assaut, Philippon avait envoyé 20 hommes (2) à cheval prévenir Soult que la défense de la ville touchait à sa fin. Ces courriers rencontrèrent le maréchal dans la journée du 8.

En apprenant le danger de la place, Soult avait quitté ses lignes de Cadix et s'était dirigé avec 24,000 hommes (3) sur Llerena, se contentant de laisser en Andalousie les forces absolument nécessaires pour continuer son grand siége, observer Grenade et Séville (4). Soult espérait trouver, comme dans l'été précédent, le maréchal Marmont à Llerena avec 30,000 hommes (5). Au lieu de cela, il reçut la nouvelle que Badajoz, dont la possession ouvrait aux Anglais le midi de l'Espagne, était enlevé depuis deux jours, et que le duc de

---

(1) SARRAZIN, p. 278.

(2) Le maréchal avait quitté Séville le 1er; il était arrivé à Llerena le 4.

(3) *Lettre de Soult à Berthier,* 17 avril 1812. Il résulte de cette lettre que Soult n'avait alors en tout, y compris la garnison de Badajoz, que 57,000 hommes ; avec cette force répartie sur un immense territoire, il ne pouvait, disait-il, empêcher Wellington de prendre Badajoz. Nous croyons le contraire : s'il avait commencé son mouvement le 25 mars, il serait arrivé à Villa-Franca le 2 avril, au lieu du 8, et la place aurait pu tenir jusqu'à l'apparition du duc de Raguse.

(4) Voir dans les *Mémoires de Joseph* la *lettre écrite par Soult*, de Villa-Franca *à Berthier*, le 8 avril 1812.

Dans sa *lettre* du 14 avril *au même*, le duc de Dalmatie cherche à prouver que si Badajoz a succombé, c'est par la faute de Marmont plutôt que par la sienne. Jugement erronné, mais excusable par la raison que Soult ignorait les instructions adressées au duc de Raguse.

(5) Marmont avait annoncé le 22 février à Soult, que trois divisions établies dans la vallée du Tage entreraient en Estramadure aussitôt que Badajoz serait menacé. L'empereur s'opposa à ce départ, mais Soult n'en sut rien. C'est ce qui explique l'extrait suivant d'une lettre du général Lery, ingénieur en chef de l'armée du Midi, au général Kellermann :

« Tous nos calculs ont été déjoués : l'armée de Portugal s'est portée à une plus grande distance de nous, lorsqu'elle aurait dû s'en approcher ; ainsi lord Wellington, avec ses Anglais et ses Portugais réunis, a pris la place pour ainsi dire en présence de deux armées, montant ensemble à près de 80,000 hommes. Voilà les conséquences de n'avoir pas un chef suprême sur les lieux pour diriger les mouvements... Au total, la prise de Badajoz me paraît très-extraordinaire, et je serais très-embarrassé d'en rendre compte clairement et distinctement. »

Raguse occupait les provinces du Nord par ordre de l'empereur (1). Il apprit en outre que ses communications et l'importante place de Séville étaient sérieusement menacées par les armées de Ballesteros et de Penne Villemur. Ces diverses circonstances l'engagèrent à retourner immédiatement sur ses pas. Il n'avait d'ailleurs aucune chance de battre les alliés, dont les forces s'élevaient à 45,000 hommes. Sa situation était devenue fort critique : Wellington, en effet, sans courir de dangers sérieux (2), pouvait le pousser sur le Guadalquivir, prendre Séville, détruire l'arsenal de l'armée d'Andalousie, et terminer en peu de temps une campagne que l'on eût citée parmi les plus hardies et les plus glorieuses.....

Soult était si bien convaincu de la prochaine exécution de ce plan, qu'il avait pris des mesures pour combattre l'armée anglaise au sortir de la Sierra-Morena : le résultat cependant trompa son attente.

Le lendemain de la prise de Badajoz, Wellington avait écrit à lord Liverpool : « Il serait bien à souhaiter que je pusse « frapper un grand coup sur le maréchal Soult avant qu'il « ait reçu des renforts ; mais, d'autre part, les Espagnols, « ayant négligé d'approvisionner Ciudad-Rodrigo (menacée « par le duc de Raguse), il est de toute nécessité que je re- « tourne sur les frontières de Castille... Avant d'avoir mis « Ciudad-Rodrigo en sûreté, il me sera tout à fait impossible « d'aller en Andalousie. »

Les armées espagnoles n'avaient pris aucune des mesures convenues pour entraver la marche éventuelle du duc de Raguse. Almeida et Ciudad-Rodrigo manquaient de vivres, et

---

(1) Ce fut seulement le 8 qu'il connut positivement le départ du duc de Raguse pour Salamanque, commencement de l'opération du Beira. (Voir plus loin.)

(2) Il pouvait, après avoir enlevé Séville (ce qui eût été l'affaire d'un jour), communiquer avec la flotte de Cadix, changer sa ligne d'opération sans nul danger, et se réunir à 30,000 soldats anglais ou espagnols occupant Gibraltar, l'île de Léon, la Niebla, la Murcie et la Ronda.

leurs fortifications, malgré les ordres pressants du général en chef, n'étaient pas même réparées. Cette négligence ruina de fond en comble le plan de défense de Wellington au Nord, et l'obligea à revenir sur ses pas pour combattre Marmont.

Le 18 février 1812, dans la prévision que les alliés dirigeraient leurs opérations sur Badajoz, l'empereur avait fait écrire par Berthier au duc de Raguse :

« Placez vos troupes de manière qu'en quatre marches elles « puissent se réunir à Salamanque... Si Wellington se dirige « sur Badajoz, laissez-le aller ; réunissez votre armée et mar- « chez droit sur Almeida (1) ; poussez des partis sur Coïmbre, « et soyez persuadé que Wellington reviendra bien vite sur « vous ; — mais les Anglais ont trop de savoir-faire pour « commettre une pareille faute (2)...

« Écrivez au duc de Dalmatie pour qu'il exécute les ordres « impératifs que je lui donne de porter sur la Guadiana un « corps de 20,000 hommes pour forcer le général Hill (qui « en avait 15,000 en ce moment) à rester sur la rive gauche « du Tage.

« Ne pensez donc plus, M. le maréchal, à aller dans le

---

(1) Marmont aurait trouvé dans cette place, qui n'était guère en état de résister, le matériel nécessaire pour assiéger Ciudad-Rodrigo.

(2) Marmont, dans sa *lettre* du 26 février 1812 *à Berthier*, prouve que ce n'eût pas été une faute : « Mon armée, dit-il en substance, manque de moyens de transport, d'argent et de vivres. Le pays est épuisé et sans ressources. Commencer les opérations avant la saison des récoltes, c'est préparer des désastres dans l'avenir. Si l'on en juge autrement, qu'on me remplace dans mon commandement. » « Dans l'état actuel des choses, l'armée du Portugal n'ayant pas « même un ennemi devant elle, ne pourrait pas dépasser la Coa, et les forces que Wellington « y a laissées sont plus que suffisantes pour mettre à l'abri de tout événement le village le « plus avancé du Portugal. »

Le duc de Raguse n'en reçut pas moins l'ordre formel de marcher en avant. Il s'en plaignit de nouveau, et dans sa *lettre* du 2 mars *à Berthier*, il déclina formellement la responsabilité de ce qui arriverait.

Le fond de ces lettres est judicieux. Marmont prédit que Wellington ne serait guère inquiété par son mouvement offensif, et le résultat lui donna gain de cause. Il dit également : « Votre Altesse affirme que la véritable route de Lisbonne est par le Nord ; je crois que ceux « qui connaissent bien ce pays sont convaincus du contraire. » Observation que deux campagnes malheureuses tendent à confirmer.

« Midi (1), et marchez droit sur le Portugal, si Wellington fait
« la faute de se porter sur la rive gauche du Tage (2). »

Ce plan était habilement conçu; mais la lenteur de Marmont, la vigilance et la prompte résolution du général anglais le firent échouer. Le duc de Raguse, qui aurait pu être à Ciudad-Rodrigo vers la première semaine de mars (3), n'arriva que le 31, quand le siége de Badajoz touchait à sa fin.

Après avoir fait reconnaître Almeida le 3 avril, le maréchal se dirigea le 7, avec plusieurs divisions sur Sabugal. Son avant-garde entra le 12 à Castello-Branco, d'où l'ennemi s'était retiré, en incendiant ses vastes magasins. Le plan de Marmont était de détruire le pont de bateaux que les Anglais avaient jeté à Villa-Velha, ou, selon les circonstances, de déboucher de ce côté pour coopérer à la délivrance de Badajoz, en menaçant la ligne de retraite de Wellington. Le 13, il battit à Guarda les milices chargées de la défense du Beira : une vive poursuite l'aurait rendu maître des magasins de Celerico; mais il perdit encore cette occasion par son indolence. Le 17, il leva son camp pour aller s'établir en avant de la Coa et de l'Agueda.

Ce mouvement rétrograde était consommé quand Wellington arriva à Almeida. L'expédition avait donc manqué son but principal, qui était de sauver Badajoz; mais elle obligea Wellington de renoncer à l'attaque qu'il méditait sur l'Andalousie, preuve que si elle avait été mieux combinée et plus promptement exécutée, elle aurait complétement réussi, et peut-être même amené une grande bataille dont toutes les chances eussent été pour les Français.

De quelque manière qu'on envisage cette campagne, le

(1) Marmont avait alors le projet de se réunir à Soult dans l'Estramadure, mais l'empereur, par ses instructions des 18-21 février, l'empêcha de donner suite à ce projet. S'il l'avait exécuté, il est probable que Badajoz n'eût point été pris. (*Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 160). C'est du moins l'opinion qu'exprime le duc de Raguse, dans sa *Lettre du* 5 *avril* 1812 *au roi Joseph*.

(2) Voir cettre lettre dans BELMAS, t. I, p. 614.

(3) L'ordre de l'empereur lui était parvenu dans les derniers jours de février.

talent du général anglais y brille d'un vif éclat. Il fut sans doute servi par la fortune; mais c'est le propre des hommes de génie de savoir profiter des circonstances, comme c'est la spécialité du marin habile de savoir tirer parti des vents et des courants qui engloutissent les navigateurs inexpérimentés.

N'épargnant aucune peine, aucun soin pour connaître l'exacte situation de ses adversaires, Wellington sut, avec une rare sagacité, combattre chacun d'eux selon sa manière de faire la guerre, et proportionner ses moyens d'action aux exigences du moment : il méprisa l'armée du Centre, faible et désorganisée, trompa la précipitation de Marmont par une lenteur affectée, et prévint Soult par une grande promptitude. Deux fois ses manœuvres habiles déterminèrent le duc de Raguse à envoyer ses divisions prendre des cantonnements éloignés, quand il aurait dû les concentrer, et, chaque fois, ce fut pour les alliés un grand avantage : la première fois, ils prirent Ciudad-Rodrigo, et la seconde, ils purent, sans être inquiétés, disséminer leurs troupes en marchant sur l'Alentejo (1), ce qui était indispensable pour leur procurer les vivres et les effets d'habillement restés en arrière, faute de moyens de transport.

Marmont, qui avait reçu de l'empereur la mission de secourir le Midi et de couvrir Madrid, ne se montra pas à la hauteur des circonstances; il fit même des fautes qui auraient terni sa réputation, si les ordres venus de Paris n'avaient contribué pour une large part aux mécomptes de cette campagne. Son projet d'envoyer trois divisions à Soult et de menacer Ciudad avec les autres était certes moins avantageux que celui de Napoléon; cependant il eût produit de bons résultats, si le duc l'avait exécuté promptement, au lieu de se conformer tardivement aux ordres de Berthier.

(1) Napier, t. VIII, p. 190.

Telle est aussi l'opinion de Soult : « Si Marmont, dit-il, eût fait quelques démonstrations sur le Beira avec une partie de son armée et eût passé le Tage pour se réunir à mes troupes, le siége de Badajoz eût été levé avant que la brèche fût praticable, et une grande victoire faisait rentrer les Anglais dans leurs lignes (1)... »

Jugement vrai en partie, mais où perce trop le dépit qu'avait éprouvé le maréchal en se voyant arracher le seul trophée de sa campagne d'Andalousie.

A l'époque où nous sommes parvenus, l'Espagne pouvait entrevoir déjà le déclin de la domination française.

Les préparatifs de la campagne qui allait s'ouvrir de l'autre côté du Niémen obligèrent Napoléon à rappeler près de lui des soldats qui, depuis quatre ans, avaient appris à connaître l'Espagne, les ressources de ce pays, son sol accidenté, et l'invincible opiniâtreté de ses habitants. Les corps de la garde impériale qui se trouvaient à Valladolid et dans la Vieille-Castille reçurent l'ordre de rentrer en France ; l'armée du Nord fut dissoute, et les autres armées éprouvèrent des pertes sensibles par la rentrée d'une partie de leurs cadres.

Obligées de garder une immense étendue de pays, les troupes françaises étaient faibles sur tous les points, tandis que l'ennemi, libre de concentrer ses forces quand il

---

(1) *Dépêche* datée de Séville, du 14 avril 1812.

On lit dans la même dépêche : « Si l'armée du Portugal m'eût rejoint avec 35,000 hommes, « Badajoz aurait été sauvé ou repris, et une grande victoire faisait rentrer les Anglais dans « leurs lignes. Seul, je n'étais pas assez fort ; et en outre des pertes que j'aurais essuyées, « je ne serais pas retourné à temps en Andalousie pour sauver mes troupes. »

le jugeait convenable, marchait presque toujours avec une entière sécurité.

Napoléon, éclairé par l'exaspération patriotique des habitants de la Péninsule, instruit de la situation de ses armées et des privations auxquelles ses soldats étaient assujettis, avait résolu de concentrer toutes ses forces sur l'Èbre, en attendant la fin de la campagne de Russie; des ordres même avaient été préparés pour ce grand mouvement; mais la reddition de Valence et l'anéantissement de l'armée de Blake, composée de l'élite des troupes espagnoles, détournèrent l'empereur d'un projet dont l'exécution eût prévenu la journée des Arapiles et, dix-huit mois après, celle de Vittoria, plus désastreuse encore (1).

---

(1) *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 38.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

FIN DE LA TABLE.

HISTOIRE

DU

DUC DE WELLINGTON.

Bruxelles. — Imp. de E. Guyot, successeur de Stapleaux,
rue de Schaerbeek, 12.

HISTOIRE

DU DUC

DE

WELLINGTON

PAR

A. BRIALMONT.

DEUXIÈME TIRAGE.

TOME II.

BRUXELLES ET LEIPZIG.

ÉMILE FLATAU,

ANCIENNE MAISON MAYER ET FLATAU.

1858

CHAPITRE X.

CAMPAGNE DE 1812.

SALAMANQUE ET BURGOS.

CHAPITRE X.

SOMMAIRE :

L'armée alliée se dirige sur Salamanque. — Elle assiége et prend les forts qui entourent cette ville. — Bataille de Salamanque. — Passage du Guadarrama.—Entrée de Wellington à Madrid.—Ses embarras et ses dangers au milieu de cette ville. — Situation des armées belligérantes. — Levée du siége de Cadix. — Évacuation de l'Andalousie par l'armée de Soult. — Raisons qui déterminent Wellington à faire le siége de Burgos.—Insuccès de cette opération.—Retraite des alliés.—Jonction de Wellington et de Hill. — Opérations des armées du Centre, du Sud et de Portugal sur la Tormès.—Situation critique de Wellington.—Il échappe au danger qui le menace, atteint Ciudad-Rodrigo et prend ses quartiers d'hiver derrière l'Agueda. — Désordres graves qui signalent cette retraite à partir de Burgos. — Mécontentement du général en chef. — Coup d'œil sur la campagne de 1812.

Les alliés, vivant aux dépens de leurs magasins, avaient l'avantage de pouvoir opérer en toute saison, tandis que les Français, obligés de se nourrir avec les ressources du pays, devaient attendre presque toujours l'époque de la maturité des céréales.

Wellington tira un excellent parti de cette supériorité relative dans la combinaison des mouvements qu'il ordonna après la reddition de Badajoz.

Il eut un moment le projet d'envahir l'Andalousie; mais

quand son armée fut prête à partir (au commencement de juin), les blés étaient mûrs dans tout le midi de l'Espagne; en Estramadure, il s'en fallait encore de quinze jours; dans les provinces de Castille et de Léon, le retard était beaucoup plus considérable. On pouvait donc obtenir un succès dans le Nord avant l'époque de la maturité. Cette circonstance décida Wellington; il pensait d'ailleurs, qu'en portant à Marmont un coup décisif, on délivrerait l'Andalousie aussi sûrement que par une attaque directe, puisque Madrid tomberait au pouvoir des alliés, et que Soult, n'ayant plus, dès lors, de communications assurées avec la France, craindrait d'être entouré de tous côtés.

Le général Jomini, dont l'opinion fait autorité en pareille matière, juge le plan de Wellington dans les termes suivants: « Le commandant en chef des alliés pouvait se porter à droite sur Soult, déboucher au centre sur Madrid, ou opérer à gauche sur Marmont. Par le premier système d'opérations, il attirait les masses françaises vers le Sud, et l'Espagne n'était que plus complétement envahie. En se dirigeant vers le Nord, au contraire, il pouvait espérer que Soult serait forcé d'y accourir, et alors tout le Sud de l'Espagne jusqu'au Tage serait conquis de fait par la junte de Cadix. Si les Français commettaient la faute de garder Séville, au lieu de secourir Marmont, il battait celui-ci isolément; et comme la ligne de retraite de Bayonne se trouvait dans cette direction, il était certain qu'une victoire sur le Douro ferait évacuer la moitié de la Péninsule, et même la capitale. La chose était trop évidente pour échapper à la pénétration de Napoléon, mais il espérait que les Anglais n'oseraient pas commettre leurs troupes loin du Portugal, et, d'un autre côté, il avait une fausse idée des talents et du caractère de leur chef (2). »

---

(1) *Napoléon au tribunal de César*, par JOMINI.

Le moment choisi par Wellington pour commencer la guerre offensive était très-favorable : l'armée de Portugal avait envoyé en Russie une grande partie de sa cavalerie ; la plupart des pièces étaient mal attelées, et le moral des troupes se ressentait de l'influence funeste des derniers événements (1). L'armée anglaise, au contraire, était belle, forte en cavalerie, pourvue de bons attelages et animée du meilleur esprit (2). Il s'était opéré, en outre, dans la politique de la Grande-Bretagne un changement favorable à la situation générale des affaires en Espagne. A la suite de l'assassinat de Perceval, commis le 11 mai dans le vestibule de la Chambre des Communes, lord Liverpool avait été chargé de la direction d'un cabinet tory. Le marquis Wellesley toutefois, sorti de l'ancien ministère par répugnance pour une administration dont il condamnait la politique, n'était point rentré dans le nouveau cabinet, et cette circonstance avait péniblement impressionné l'armée, qui le tenait pour un de ses appuis les plus fermes et les plus dévoués. Cependant, comme le fait observer un auteur anglais, « lord Liverpool, successeur de Wellesley au *Foreing-Office*, dernier débris d'un parti trop faible pour dominer, fit moins de mal à la Péninsule qu'aucun des gouvernements précédents. Il n'y eut plus d'intérêt personnel directement opposé à lord Wellington, et la politique militaire du cabinet céda même par

---

(1) Avant le 15 juin, l'armée française en Espagne comptait 230,187 hommes, dont 56,427 appartenant à l'armée du Midi, 12,370 à l'armée du Centre, 52,618 à l'armée de Portugal, 60,370 à l'armée de Suchet, et 48,232 à l'armée du Nord.

Après le 15 juin, cet effectif fut réduit de plus de 20,000 hommes. — *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 182.

L'empereur, cédant à la fin aux pressantes sollicitations du roi, lui conféra le commandement général de ses armées en Espagne. (Voir sa *lettre du* 16 *mars* 1812 *à Berthier*) ; mais l'indiscipline des maréchaux rendit cette mesure illusoire.

(2) Voir la *dépêche de Wellington au comte de Liverpool*, du 26 mai 1812. On lit dans cette dépêche : « Quant à une affaire générale, je ne crois pas qu'il y ait dans l'armée un seul « homme qui doute de son issue, et ce sentiment seul contribuerait beaucoup à nous faire « remporter une victoire. Nous avons d'ailleurs sur l'ennemi plusieurs avantages, outre ceux « qui résultent de nos succès récents. »

degrés à l'influence de son génie, jusqu'à ce qu'enfin elle se trouvât entièrement absorbée. (1) »

En Espagne, la situation intérieure ne s'était point modifiée. La princesse Charlotte, appuyée sur une partie des Cortès, luttait avec plus d'ardeur que jamais contre la diplomatie anglaise; la médiation proposée par Wellesley pour l'arrangement des affaires coloniales n'avait pas abouti; et l'obstination insensée des hommes d'État de la Péninsule à soumettre les insurgés par la guerre avait diminué de plus en plus les ressources affectées à la défense du pays. L'armée espagnole se trouvait dans une situation déplorable. « Sa cavalerie régulière n'existait plus; presque toute l'artillerie de campagne avait été prise; les arsenaux de Cadix étaient entièrement épuisés, et la plupart dés pièces de gros calibre de l'île de Léon se trouvaient hors de service. Les munitions diminuaient d'une manière alarmante, et on n'avait alloué aucune somme pour l'entretien des fonderies (2). »

Les secours fournis par la Grande-Bretagne continuaient d'être gaspillés; les officiers anglais, qui s'étaient bercés de l'espoir de lever des corps espagnols, n'avaient pas même réussi à former quelques centaines de bons soldats, malgré la précaution de les disséminer dans les corps de l'armée britannique; enfin, les Cortès entretenaient des intelligences secrètes avec le roi Joseph et semblaient ne chercher qu'une occasion de se rapprocher de lui (3).

La politique anglaise était donc à la veille de subir un échec, quand Wellington, par son génie, raffermit de nouveau les destinées chancelantes de la Péninsule.

La situation du Portugal n'était guère plus favorable :

---

(1) NAPIER.
(2) NAPIER, t. IX, p. 96.
(3) « On assure, dit THIBAUDEAU, t. IX, p. 105, qu'une négociation avait été commencée avec les cortès et Joseph avant la bataille de Salamanque. » Ce fait, nié par plusieurs auteurs, est confirmé par les *Mémoires de Joseph*. Voir t. VIII, p. 268.

l'hostilité de la régence (1), l'inertie de ses principaux agents (2), l'indifférence du peuple, la mauvaise organisation des milices, les intrigues des *fidalgos* et la duplicité du cabinet brésilien, continuaient à se manifester dans toutes les circonstances où l'action prompte et énergique des forces alliées était la plus désirable. Wellington cependant, soutenu par lord Castlereagh, intimida le prince régent, au point d'en obtenir certaines réformes dans l'administration et la destitution de Souza, ainsi que celle des autres membres de la régence qui lui feraient obstacle; toutefois, quoique Souza et l'évêque d'Oporto fussent ses ennemis personnels, il n'usa point de l'autorité dont il venait d'être investi (3) : un jugement sûr et toujours calme lui faisait dédaigner les vaines satisfactions de l'amour-propre froissé. Ayant reconnu que le mal provenait moins de la fiévreuse activité de ces agitateurs que de l'appui qu'ils trouvaient à Rio-Janéiro, il craignait avec raison d'augmenter leur importance en les faisant passer pour des victimes de l'étranger. Nous citons ce fait, parce qu'il prouve que Wellington avait non-seulement les talents, mais encore le caractère d'un véritable homme d'État.

Les plus grandes difficultés du général en chef provenaient de ce que le gouvernement de Lisbonne, se reposant entièrement sur les secours et les subsides de l'Angleterre (4), ne prenait aucune mesure pour mettre les ressources du pays à

---

(1) « Le gouvernement de Lisbonne avait renoncé à une opposition active, mais n'en « déjouait pas moins tout projet de Wellington et de Stuart par sa conduite évasive, soit en « proposant des lois non appropriées aux circonstances, soit en souffrant que la non-exécu- « tion des mesures les plus urgentes restât impunie. » — NAPIER, t. IX, p. 110.

(2) Ces agents servaient d'intermédiaire entre le général en chef et les membres de l'administration. Leur hostilité ou leur indifférence entravèrent presque tous les efforts de Wellington et de Stuart.

(3) Ce fut avec le même désintéressement d'amour-propre et la même prévoyance politique que Wellington, à cette époque, pria le prince régent de venir soit à Lisbonne soit aux Açores, où son autorité serait plus efficace, et que plus tard, lorsque cette demande eut été rejetée, il s'opposa au projet de Stuart d'établir en Portugal un gouvernement militaire capable de briser toutes les entraves.

(4) Voir une *lettre de Wellington à Charles Stuart*, le 26 avril 1812.

la disposition de l'armée. Affectant la même insouciance, les employés civils éludaient les règlements militaires, ou les faisaient exécuter d'une façon vexatoire. Wellington fit de vains efforts pour obtenir du prince régent la réforme de ces abus déplorables (1), qui, après s'être glissés dans les taxes, dans les administrations, dans les dépenses générales et dans l'exécution des ordres confiés aux magistrats inférieurs, épuisaient toutes les forces vives et paralysaient toutes les ressources de la nation; et, malgré la multiplicité de ses affaires, malgré la part active qu'il prit aux moindres opérations, il trouva le temps de rédiger des mémoires sur la nature de ces maux et sur les moyens d'y remédier, mémoires qui témoigneront, devant la postérité, de la vigueur et de l'étendue de son jugement (2).

Ses efforts, secondés par la suspension du subside, produisirent cependant quelques réformes partielles; mais la faiblesse de caractère et l'obstination du prince régent étaient des obstacles insurmontables à une réforme générale ou permanente. Voilà pourquoi Wellington eut à lutter jusqu'au dernier moment contre des difficultés sans cesse renaissantes, et dont la moindre eût suffi pour décourager un général moins habile, moins ferme, moins résigné.

Telle était l'incurie du gouvernement de Lisbonne, que le duc, au lieu de tirer du Portugal la subsistance de son armée, fut obligé de nourrir en quelque sorte la nation tout entière. Afin de suffire à ces immenses besoins, il dut entreprendre un commerce de grains sur une vaste échelle, opération que la guerre des colonies, l'humeur capricieuse des habitants de l'Afrique, les querelles de l'Angleterre avec les

---

(1) Il offrit de prendre sur lui toute la responsabilité, tout l'odieux même de ces mesures, certain qu'après leur adoption, il pourrait satisfaire aux exigences de la guerre et supprimer les impôts vexatoires dont les pauvres gens étaient accablés.—NAPIER, t. IX, p. 122.

(2) NAPIER, t. IX, p. 108.

États-Unis, l'absence de numéraire, la dépréciation des *bons* Anglais (1) et l'impossibilité de faire des emprunts (2) rendait extrêmement difficile.

Il parvint toutefois, avec l'aide de Charles Stuart, à conserver la neutralité du Portugal et à se procurer de la sorte, au moyen de licences, des farines de l'Amérique jusqu'à la fin de la guerre : ce fut à la fois une précieuse ressource et un acte de bonne administration ; car les farines, payées en marchandises anglaises, se revendaient avec un profit considérable qui rentrait dans la caisse de l'armée (3).

Telles étaient les difficultés politiques, administratives et financières au milieu desquelles Wellington devait poursuivre le cours de ses opérations.

Nous avons vu qu'à l'issue de l'expédition du Beira, le duc avait résolu d'isoler Marmont et de l'écraser avant l'arrivée des secours sur lesquels ce maréchal comptait. Il fallait pour obtenir ce résultat entrer en campagne après la saison des pluies et avant que la récolte permît aux Français de marcher par corps nombreux ; — il fallait mettre Suchet dans l'impossibilité d'envoyer une partie de ses forces à l'armée du Portugal ; — enfin, il fallait empêcher Soult d'envahir le Portugal par la vallée du Tage de concert avec l'armée du Centre, et de tourner le flanc droit des alliés en Castille.

Pour retenir au loin les forces de Suchet, 10,000 Anglais, venant de la Sicile, et 6,000 Espagnols, organisés à Mayorque, aux frais de la Grande-Bretagne, reçurent l'ordre de débarquer sur la côte orientale de la Péninsule, et de se réunir sur ce point aux forces d'O'Donnel, dans le but d'ex-

---

(1) En 1812, ce papier baissa de 20 p. c., par suite des menées sourdes de quelques financiers anglais.

(2) Cette circonstance tenait en grande partie au système continental et aux mesures financières de Napoléon, qui avaient rendu les emprunts et l'émission du papier-monnaie extrêmement difficiles.

(3) NAPIER, t. IX, p. 121.

citer la Catalogne et Valence à prendre les armes (1), et d'empêcher Soult d'envoyer une partie de ses forces en Portugal. En même temps, le général Hill, cantonné avec 20,000 hommes à Almandralejos (2), reçut l'ordre d'enlever le pont de bateaux d'Almaraz, seul moyen de passage de l'armée d'Andalousie (3) entre Tolède et la frontière portugaise. Cette opération a été regardée comme téméraire par la plupart des auteurs français (4), et de fait, la tête de pont d'Almaraz était protégée à distance par trois divisions des armées de Portugal, du Centre et d'Andalousie (5); 9,000 hommes de cette dernière, sous les ordres de Drouet, se trouvaient même plus rapprochés de Mérida que ne l'était Hill à Almaraz, de sorte que la retraite de ce dernier aurait pu être gravement compromise (6). Wellington, cependant, prit si bien ses mesures et donna si adroitement le change à ses adversaires (en affectant de vouloir envahir l'Andalousie), que 6,000 Anglais se rendirent maîtres des forts d'Almaraz, par une attaque brusque, dans la journée du 19 mai (7).

---

(1) JONES, t. II, p. 47.

(2) D'après Belmas, Hill se mit en marche avec 15,000 hommes et 16 bouches à feu; d'après Sherer, avec 10,000 fantassins et 1,200 chevaux; d'après Sarrazin, seulement avec 10,000 hommes.

(3) Il faut noter que l'équipage de pont de Soult avait été pris dans Badajoz. Le passage d'Almaraz était couvert, sur la rive gauche, par la tête de pont de Lugar-Nuevo, fort à quatre bastions, entouré d'un mur crénelé de 1m50 d'épaisseur, où l'on avait établi un grand dépôt de munitions. En avant de ce réduit, et pour le préserver d'un commandement dangereux, se trouvait le fort Napoléon, espèce de redoute demi-circulaire en terre, pouvant recevoir une garnison de 450 hommes, et protégé à la gorge par un réduit carré renfermant une tour en maçonnerie. Plus en avant encore, et à une lieue de distance du Tage, on avait construit sur la montagne qui borde la rive gauche du Tage le fort de Mirabete, dans les gorges que traverse la route de Truxillo, seul passage praticable à l'artillerie. Enfin, sur la rive droite du fleuve, le pont était couvert par une lunette et par le fort Raguse, construit sur un mamelon à 100 mètres du Tage. Tous ces ouvrages étaient armés de 18 bouches à feu et gardés par un bataillon et demi d'infanterie, une compagnie de sapeurs et une vingtaine de canonniers. — Voir BELMAS.

(4) Voir entre autres le général SARRAZIN, p. 287.

(5) Foy occupait la vallée du Tage, d'Armagnac était à Talavera et Drouet à Hinojosa de Cordova.

(6) « Si Drouet se fût posté à Torre-Mocha, sa droite à Arroyo del Molinos, sa gauche à Cacerès, et si un corps de troupes légères avait été détaché vers Truxillo pour surveiller la marche de Hill, pas un homme n'aurait échappé. » — Général SARRAZIN, p. 287.

(7) Hill se présenta le 18 sur la montagne de Mirabete et tourna le fort établi sur cette hau-

Le pont de bateaux ayant été coupé trop tôt par les détachements de l'autre rive, la garnison du fort Napoléon, poussée à la baïonnette à travers les différents retranchements de cet ouvrage et de la tête du pont, fut jetée en grande partie dans le fleuve. « Ce désastre, dit le général Hill, produisit tant « d'effet, que la panique se communiqua aux troupes de la « rive droite, et que le fort Raguse fut subitement abandonné « par sa garnison, qui s'enfuit dans le plus grand désordre à « Naval-Moral (1). » Les Anglais se hâtèrent de détruire les ouvrages de fortification, les magasins, les munitions, les ateliers et l'équipage de pont. Ils regagnèrent ensuite Mérida sans être entamés, bien que les divisions françaises les entourassent de tous côtés.

Cette expédition, aussi funeste pour l'armée du Sud que pour l'armée du Portugal, eut le grand avantage de préparer l'exécution des mouvements de Wellington sans dévoiler aucune partie de son plan (2).

Soult, trompé par les mouvements du corps de Hill, crut

---

teur en gravissant les rochers de Manaderos. Il descendit pendant la nuit vers le fleuve avec une colonne d'infanterie, et, à la pointe du jour, 2,000 hommes donnèrent l'escalade au fort Napoléon, dont ils s'emparèrent. Les soldats du bataillon étranger qui gardaient la tête de pont de Lugar-Nuevo, s'enfuirent avant même d'être attaqués, et non moins lâche, le commandant du fort Raguse se retira avec sa troupe à Naval-Moral. Le général Hill fit brûler le pont et les munitions, et revint ensuite sous Badajoz.—Voir BELMAS, t. I, p. 222, et le *Rapport de Hill* dans le recueil de Gurwood.

(1) Les Anglais firent 260 prisonniers; ils eurent 33 tués et 144 blessés (*état officiel*). Les pertes des Français s'élevèrent à 450 hommes.

Le général Sarrazin et les auteurs des *Victoires et conquêtes* estiment la force de la garnison à 500 hommes environ. Dans ce dernier ouvrage, on porte le total des tués et des blessés anglais au chiffre exagéré de 300 hommes.

(1) Le maréchal Jourdan, rentré en Espagne depuis le mois d'octobre 1811, avait peut-être seul, à cette époque, une idée nette de la situation. (Voir t. VIII des *Mémoires de Joseph*, le mémoire qu'il mit sous les yeux du roi le 28 mai 1812). On lit, en effet, dans ce mémoire : « Il « ne faut pas espérer un grand résultat des mouvements combinés des deux armées de Soult « et de Marmont, séparées par une si grande distance... Il y aura quelque catastrophe si les « choses restent dans l'état où elles sont, et si lord Wellington marche avec toutes ses forces « sur l'armée du Midi ou sur celle de Portugal... »

Pour remédier au mal, Jourdan proposa d'établir autour de Madrid un corps de réserve de 15 à 20,000 hommes, toujours prêt à marcher. Ce sage conseil toutefois demeura sans effet, et cela parce que Soult, Suchet et Caffarelli refusèrent d'obéir au roi, qui, cette fois du moins, fit tout ce qui dépendait de lui pour arriver à un bon résultat. (Voir notamment sa lettre du 1er juin 1812.)

fermement que les alliés allaient envahir les provinces du Sud (1); Marmont, ayant une conviction tout opposée (2), demandait que Soult et Jourdan réglassent leurs opérations comme si l'attaque devait avoir lieu au Nord (3); enfin, Joseph, qui, de son côté, avait de sérieuses inquiétudes au sujet de Madrid, voulut faire partager ses craintes aux chefs des deux autres armées. On pouvait à la rigueur faire toutes ces suppositions, car Wellington, par la prise de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo, était en mesure de menacer à la fois le nord, le centre et le midi de l'Espagne. Voulant profiter de cet avantage, le duc tâcha de confirmer Soult et Marmont dans la fausse idée qu'ils avaient conçue de ses projets, et fit si bien, que les deux maréchaux continuèrent à discuter tout le mois de mai et une partie du mois de juin sur la convenance des mesures à prendre, ne se doutant pas du danger qu'ils couraient. Informé de ces discussions par des lettres interceptées, lord Wellington sut les mettre à profit avec autant d'adresse qu'il en avait montré à les faire naître. Dès la mi-juin, tous ses préparatifs étaient faits. Nous les indiquerons sommairement pour donner une idée du soin avec lequel Wellington, que l'on a si souvent dépeint comme un général plus heureux qu'habile, savait préparer le succès de ses opérations et mettre de son côté les chances de la fortune.

Pour diminuer les transports par terre, le duc avait rendu le Tage navigable jusqu'à Malpica, près d'Alcantara, et le Douro jusqu'à Barca de Alba; dans le même but, il avait établi des magasins sur ces deux lignes, et principalement à l'embouchure du Douro; et pour faciliter sa jonction avec le général Hill, détaché sur la rive gauche du Tage, il avait

(1) Voir sa lettre du 8 juin à Joseph.
(2) Voir sa lettre du 3 mai à Joseph.
(3) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 184.

fait réparer le pont d'Alcantara qui lui assurait une ligne de communication intérieure plus courte et plus facile que celle dont l'ennemi était obligé de se servir depuis la destruction du pont d'Almaraz : par suite de ce dernier avantage, la réunion des troupes alliées pouvait se faire en moins de temps que celle des armées du Sud et de Portugal.

La droite de l'armée de Wellington était protégée par la destruction du pont et de la tête de pont d'Almaraz, par l'épuisement de la vallée du Tage, et par la perte de l'équipage de pont de Soult ; — la gauche n'avait rien à craindre.

Sylviera et d'Urban, établis dans le Tras-os-Montès, devaient menacer le flanc droit et les derrières de l'ennemi ; Castanos, à la tête de l'armée galicienne, avait ordre d'assiéger Astorga, dès que les alliés paraîtraient sur la Tormès, et la 7e armée espagnole, de concert avec l'expédition de sir Home Popham, était chargée d'agir sur les côtes de la Biscaye (1), afin d'attirer de ce côté les divisions de Cafarelli, que Marmont aurait pu appeler à son secours. En même temps, une expédition organisée en Sicile (2) devait menacer la Catalogne et Valence, de concert avec l'armée de Murcie, pour empêcher le duc d'Albuféra de soutenir le roi. Quant à Soult, on espérait que la garnison de Cadix, les troupes de l'île de Léon, l'insurrection du royaume de Cardoue et l'armée de Ballesteros l'empêcheraient d'avancer contre le général Hill.

On ne saurait trop louer ces mesures, combinées avec autant de prévoyance que de talent. Secondées par les circonstances, et plus encore par le génie du général en chef et par la bravoure des troupes anglaises, elles finirent par assurer le triomphe de la cause espagnole.

Cependant Wellington éprouva de vives inquiétudes au

---

(1) Cette expédition fut transportée sur la côte au moyen de 6 vaisseaux, 9 frégates et 6 bricks. — BELMAS.

(2) La 7e armée fut embarquée sur 7 vaisseaux et 16 frégates ou corvettes.— BELMAS.

sujet des approvisionnements. Il avait du grain, mais pas de viande; son crédit était nul et ses caisses vides. « Malgré « toutes les chances favorables, dit-il, je ne puis songer sans « frémir à la probabilité que nous manquerons bientôt de tout, « et aux conséquences qui peuvent résulter de notre pénurie « d'argent, au cœur de l'Espagne. »

Les forces réellement présentes de Wellington s'élevaient à 56,000 hommes (1); celles de Marmont à 52,000 (non compris un renfort de 12,000, en marche pour le rejoindre) ; celles de Soult à 56,000, et celles de l'armée du Centre, sous Joseph et Jourdan, à 17,000 seulement (2).

La santé des soldats anglais était si fortement ébranlée par les fièvres contractées à Walcheren, qu'un tiers de l'effectif encombrait les hôpitaux (3).

La discipline avait perdu de sa force, par suite de l'impossibilité où se trouvait le général en chef de punir efficacement les pillages et autres excès commis par la troupe. Malgré ses vives instances, jamais le gouvernement anglais ne voulut donner son approbation aux mesures énergiques qu'il avait proposées pour faire régner le bon ordre et la subordination devant l'ennemi.

La réparation du pont d'Alcantara et l'établissement de magasins de vivres à Cacerès, ayant enfin démontré à Marmont que c'était la Castille et non l'Andalousie que Wellington se proposait d'envahir, il renouvela avec plus d'instance

---

(1) Non compris 6,000 hommes en garnison à Cadix et y compris 24,000 Portugais.

Le corps de Hill se composait de 15,000 fantassins, de 2,000 cavaliers et de 24 pièces attelées.

Environ 36,000 baïonnettes, 3,500 chevaux et 54 pièces d'artillerie étaient sous le commandement immédiat du duc. Il avait en outre à sa disposition 3,500 Espagnols, sous d'Espana et Sanchez.

12,000 hommes de cavalerie portugaise, sous le général d'Urban, étaient dans le Tras-os-Montès.

(2) Cette dernière, par suite de sa mauvaise administration, n'était pas encore prête à entrer en campagne : Wellington le savait par des lettres interceptées.

(3) Wellington constate ce fait dans une lettre écrite peu après la campagne de 1812. Il compare son armée à un *hôpital mouvant*.

ses demandes de renforts au roi, à Soult et à Caffarelli (1); mais cette nouvelle démarche n'obtint pas plus de succès que les autres. Joseph seul s'y montra favorable; à tel point même qu'il eût fait évacuer l'Andalousie, n'étaient les instructions de l'empereur, qui portaient la recommandation expresse « de conserver les conquêtes faites et de les étendre « successivement (2). » On verra dans la suite que cette recommandation, trop fidèlement observée par le duc de Dalmatie, fut la cause principale des désastres de l'armée française.

Marmont se proposait de garder la Tormès le plus longtemps possible (3), de réunir ses troupes sur le Douro, et de prolonger la défense des forts de Salamanque jusqu'à ce que les secours de l'armée du Nord le missent à même de repousser les alliés sur le territoire portugais (4).

Dès que les pluies eurent cessé, Wellington passa l'Agueda. Après quatre jours de marche, il se trouva, le 17 juin, sur la Tormès, qu'il franchit à gué en aval et en amont de Salamanque; une division de cavalerie légère en observation sur la rive gauche essaya vainement de lui barrer le chemin. Les habitants de Salamanque le reçurent avec les démonstrations d'une joie véritable (5). Toutes les maisons furent illuminées et des chants d'allégresse retentirent dans les rues et dans les lieux publics. Salamanque avait tant souffert pendant les trois années d'occupation française, que cet enthousiasme n'avait rien d'étonnant.

---

(1) Il demanda notamment que le roi envoyât à Drouet de l'artillerie et un équipage de pont suffisant pour passer le Tage à Almaraz. Drouet, en définitive, ne reçut que 2 bateaux; Soult d'ailleurs s'opposa constamment à son départ.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 181. — Voir, pour les démêlés du roi avec Soult, le même volume, p. 187, 188, 189, 258, 262.

(3) C'est-à-dire jusqu'à l'arrivée de toutes les forces de Wellington sur cette rivière.

(4) Les lettres de Marmont, publiées à la fin du t. VIII des *Mémoires de Joseph*, prouvent qu'à cette époque l'armée de Portugal manquait d'argent et de vivres. Ces lettres sont du mois d'avril.

(5) NAPIER, t. IX, p. 142.—SARRAZIN, p. 292.

Les ouvrages élevés autour de la place se composaient d'un fort irrégulier, au centre duquel se trouvait le couvent de Saint-Vincent (bâti sur un rocher très-escarpé, à 400 mètres en aval du pont de la Tormès), et de deux redoutes dont l'une défendait le couvent de San-Gayetano, et l'autre le couvent de la Merced : toutes deux occupant un plateau d'où l'on pouvait battre le Saint-Vincent en brèche. Le maréchal Marmont avait construit ces divers ouvrages, d'après les ordres de Napoléon, avec des ressources insuffisantes et dans l'espace de trois mois seulement (1). Comme postes devant résister à des guérillas ou à l'avant-garde d'un corps d'infanterie légère, ils étaient bien conçus et d'une force suffisante; mais contre une armée pourvue de canons de gros calibre, ils pouvaient à peine tenir deux ou trois jours (2).

Le duc de Raguse comprenant la nécessité de rallier toutes ses forces, éparpillées sur un espace de quarante lieues de longueur, retira ses troupes de Salamanque, dans la nuit du 16 au 17, laissant pour garde au fort Saint-Vincent le chef de bataillon Duchemin avec 600 hommes d'infanterie, une compagnie d'artillerie et 25 sapeurs (3).

Le 17, l'armée française prit position sur les hauteurs d'Aldea-Rubia, à trois lieues au-dessus de la ville, appuyant sa gauche à la Tormès, tout près de Huerta, et sa droite à Pitiega (4).

Wellington passa le même jour la Tormès au gué de Santa-Martha, à 1,800 mètres en amont de la ville, et au gué de Canto, à une lieue en aval. Aussitôt, la division Clinton investit les forts et les redoutes; le reste de l'armée, chargée

---

(1) Une partie des travaux de défense du Saint-Vincent avait été exécutée par Ney en 1809.

(2) C'est l'opinion de Jones : Napier pense qu'ils auraient pu tenir une semaine.

(3) Jones évalue la force des trois garnisons à 800 hommes. C'est aussi l'évaluation de Sherer, qui porte à 700 le nombre des prisonniers faits après la reddition.

(4) Belmas, t. IV, p. 437.

de couvrir le siége, alla prendre position sur les hauteurs de San-Christoval à une lieue et demie de la ville.

Wellington ne s'attendait pas à trouver les forts de Salamanque dans un état aussi respectable (1). « Les rapports adressés à l'armée alliée, dit Jones, et un dessin fait par un Espagnol non militaire, avaient représenté les ouvrages construits par les Français comme formant une réunion de couvents fortifiés, pouvant être enlevés par un coup de main (2). »

Cette erreur fut cause que l'on commença le siége avec des ressources insuffisantes. L'artillerie n'avait que quatre pièces de 18 et autant d'obusiers de 24 en fer, approvisionnés à raison de 100 coups par bouche à feu ; le parc des ingénieurs comptait seulement 400 outils de tranchée (3).

Eu égard à ces faibles ressources, il fut décidé qu'on battrait en brèche le mur principal du Saint-Vincent, et qu'on donnerait l'assaut immédiatement après.

Une batterie, commencée le 17, ouvrit son feu contre ce bâtiment le 19 : elle fut appuyée par deux pièces de 6, établies dans l'étage supérieur du couvent San-Bernardo et tirant à boulets et à mitraille sur l'artillerie du fort; une troisième batterie, composée de deux obusiers, lança des projectiles creux dans le but de mettre le feu au monastère. Le 20, une portion du mur de face et le toit correspondant s'écroulèrent avec un horrible fracas. Mais presqu'au même instant, Wellington, faute de munitions, se vit obligé de suspendre l'attaque, et de remettre la continuation des travaux jusqu'à l'arrivée des convois d'Almeida.

Cependant, le duc de Raguse, en apprenant le passage de

---

(1) Dans sa *lettre du* 25 *juin au comte de Liverpool*, Wellington avoue « qu'il amena trop « peu de pièces, et qu'il dut en faire venir un nombre plus considérable, ce qui apporta du « retard aux opérations. »

(2) *Journaux des siéges*, p. 197.

(3) Jones, p. 200.

la Tormès, avait réuni un corps de 25,000 hommes (1) et s'était porté, le 20, au secours des forts.

Prévenu à temps de cette marche, Wellington retira de Salamanque une brigade de la 6e division, fit désarmer les batteries et envoya à tout événement les bouches à feu de l'autre côté de la Tormès. Ses dispositions furent si bien prises que Marmont, après une reconnaissance minutieuse de la position anglaise, jugea prudent de ne pas engager la bataille. De part et d'autre, on ne fit que se tâter au moyen d'escarmouches. Cependant, à la suite d'une vive canonnade, le duc de Raguse repoussa les avant-postes et occupa le village de Morisco, à portée de canon de l'armée anglaise.

Wellington croyant être attaqué le lendemain matin, passa toute la nuit couché par terre, au milieu de ses soldats (2).

Mais la journée du 21 s'écoula comme la précédente; elle fut signalée seulement par un engagement partiel, livré le soir, dans le but de déloger les Français du village qu'ils avaient pris la veille.

Si, au lieu de faire cette attaque à la fin de la journée, Wellington avait profité du mouvement intempestif de Marmont sur Morisco pour engager la bataille, très-probablement une belle victoire eût couronné ses efforts, car il avait ce jour-là une incontestable supériorité numérique sur son adversaire (3).

Le lendemain, en effet, Marmont reçut des secours qui, portant son armée à 40,000 hommes environ, lui permirent

---

(1) Calculs de Napier. — Belmas évalue les forces de Marmont à 30,000 hommes et celles de Wellington à 50,000. — T. IV, p. 444.

(2) *Victories of the british armies*.

(3) Il avait trois fois plus de cavalerie, et son infanterie était plus forte du tiers; mais les troupes françaises étaient beaucoup plus manœuvrières que les siennes. « Wellington, dit Napier, pensa que si Marmont s'avançait pour combattre, il valait mieux défendre une position très-forte que de livrer bataille dans la plaine, l'infériorité numérique n'étant pas telle qu'elle ne laissât aucun doute sur l'issue d'une action si décisive ; au surplus, en cas d'insuccès, la retraite de l'armée, de l'autre côté de la Tormès, eût été très-difficile. » — T. IX, p. 161.

d'occuper une position beaucoup plus forte. Toutefois, comme le général Caffarelli lui annonça dans ce moment l'arrivée prochaine d'un corps de troupes, il jugea prudent de se retirer, pendant la nuit du 23, sur les hauteurs de Villa-Rubia. Au jour, ses troupes passèrent la Tormès et dessinèrent une attaque que les habiles manœuvres de Wellington rendirent infructueuse (1).

Se voyant ainsi prévenu sur tous les points, Marmont perdit l'espoir de secourir les troupes imprudemment laissées dans les forts de Salamanque, et repassa la Tormès pour regagner successivement la Huerta et le Douro.

Le général Sarrazin fait observer avec raison que le duc de Wellington aurait dû profiter de la faute que fit le duc de Raguse, en s'aventurant, dans la journée du 23, sur la rive gauche de la Tormès, puisqu'il était plus facile de l'écraser sur ce point que dans les positions très-fortes, couvertes par le Douro, où les alliés allèrent le chercher quelques jours après.

Cependant Wellington profita de son demi-succès pour reprendre le siége des forts de Salamanque suspendu depuis le 20. N'ayant pas encore reçu les munitions d'Almeida, il commença par attaquer la redoute de San-Gayetano, qui entravait les approches du fort Saint-Vincent. L'artillerie lança, dans la journée du 23, contre la gorge de cette redoute, les derniers projectiles qui lui restaient, 60 boulets de 18 et 100 boulets de 24. Quoique la distance et l'obliquité du tir ne permissent pas de former une brèche suffisante, néanmoins, vers 10 heures du soir, Wellington donna ordre d'enlever la San-Gayetano et la Merced par une attaque de vive force. Le général Bowes, chargé de l'opération, ne négligea rien pour en assurer le succès ; mais sa colonne, assaillie par des

---

(1) Voir NAPIER, t. IX, p. 164 et 165, et SARRAZIN, p. 292 et 293.

forces supérieures, fut obligée de battre en retraite avec une perte de 120 hommes (1); lui-même resta parmi les morts.

Le 25 au matin, Wellington reçut d'Almeida 600 boulets de 24 et 400 de 18, avec un approvisionnement de poudre (2). Le tir des batteries contre la gorge de la redoute et le fort Saint-Vincent fut aussitôt repris.

Le 27, à 10 heures du matin, le feu éclata dans les bâtiments du fort avec une telle violence, que les assiégés perdirent tout espoir de l'éteindre.

Au même moment, la brèche de la redoute fut déclarée praticable : on allait y donner l'assaut, quand la garnison fit demander deux heures pour se rendre; même proposition fut faite par les défenseurs du Saint-Vincent; mais craignant qu'on ne mît ce temps à profit pour éteindre le feu et réparer les dégâts, Wellington n'accorda aux uns et aux autres que cinq minutes. Ce délai ayant expiré sans apparence de soumission, les hostilités reprirent de part et d'autre. Une colonne anglaise se dirigea sur le San-Gayetano, l'attaqua par la gorge, et l'enleva au moment où une surprise rendait les Anglais maîtres du Saint-Vincent. Ce dernier épisode est raconté par Belmas dans les termes suivants : « On était encore à parlementer, lorsque des chasseurs portugais s'avancèrent au pied de la brèche, pour causer amicalement avec nos soldats, qui, sans défiance, les laissèrent s'approcher; mais bientôt ceux-ci se trouvant en nombre, gravirent la brèche et pénétrèrent de force dans le couvent. »

Le chef de bataillon Duchemin fut frappé d'un coup de baïonnette, et obligé de se rendre à discrétion (3). On trouva

---

(1) D'après Jones.—Belmas porte les pertes à 200 hommes.

(2) Le 24 étaient arrivés les six obusiers en fer qui avaient été mis à la disposition de Hill pour l'attaque d'Almaraz; toutefois, on ne put tirer aucun parti de ces obusiers faute de munitions. — Jones.

(3) Il était parvenu à éteindre dix-huit fois le feu dans le couvent.

dans le fort de vastes dépôts d'habillements et des munitions de toute espèce (1).

Ce petit siége, qui coûta aux alliés environ 600 hommes (2), retarda de dix jours l'exécution de leurs projets et permit à Marmont de réunir toutes ses forces. Pendant ce temps, les armées du roi et de Soult auraient pu venir au secours du maréchal et battre Wellington; mais chacun travaillait pour soi, et Joseph n'avait pas assez d'autorité pour mettre de l'ensemble dans les opérations. Les conséquences de cet état de choses furent nettement indiquées au ministre de la guerre par le maréchal Jourdan (3) : « Le duc de Raguse, dit-il, annonce d'une manière positive que lord Wellington va prendre l'offensive sur lui; cependant le duc de Dalmatie, qui dans ce cas doit envoyer le comte d'Erlon au secours de l'armée du Portugal, n'en fait rien. Le duc d'Albuféra, qui doit diriger une division sur Madrid, s'y refuse, et le comte Caffarelli prétend qu'il ne peut envoyer aucun secours sans exposer les provinces du Nord à un danger imminent. Si donc Wellington marche avec toutes ses forces réunies, l'armée du Portugal devra seule combattre. Il est possible que l'ennemi soit battu; mais s'il en était autrement, il pourrait en résulter des événements très-fâcheux et cela parce que les ordres du roi n'auraient pas été exécutés. »

Marmont espérait que les forts de Salamanque tiendraient au moins quinze jours. Il fut donc extrêmement surpris de recevoir, dans la nuit du 26 au 27, la nouvelle trans-

---

(1) *Wellington à lord Liverpool, lettre du 30 juin.* On trouva, dit Jones, dans les trois forts 36 bouches à feu.

(2) Jones évalue les pertes à 300 hommes, et Marmont, dans son *Rapport* du 31 juillet *au ministre de la guerre*, à plus de 1,300. Notre évaluation est conforme à celle de Belmas. Les rapports anglais portent le nombre des tués (du 16 au 27) à 115, celui des blessés à 412 et celui des manquants à 13.

(3) Voir sa lettre du 12 juin.—T. VIII, p. 190 des *Mémoires de Joseph*.

mise par des signaux, que le gouverneur, avant cinq jours, serait obligé de capituler (1).

Cette nouvelle le décida à faire des préparatifs pour passer la Tormès dans la nuit du 28 au 29; mais dès le 27, il apprit la reddition prématurée des forts.

Craignant avec raison les reproches de l'empereur, le maréchal écrivit, le 28, à Jourdan, et le 1er juillet au roi, que la chute de Salamanque devait être attribuée au mauvais vouloir de Caffarelli, qui l'avait trompé en lui annonçant, le 10 juin, qu'il était en marche avec des secours. « Je l'attendis pendant trois jours, dit-il, avant de me mettre en route, et quand j'arrivai, il était trop tard. » Ceci n'est pas tout à fait exact : le maréchal était encore dans son camp lorsqu'il reçut avis de la reddition des postes, et, de son propre aveu, il ne se disposait à partir que du 28 au 29, bien que depuis le 26 au soir il fût informé de la détresse de la garnison.

La prise des forts changea complétement la situation de l'armée française. Marmont fut obligé de battre en retraite dans la nuit même du 27. Il se dirigea vers le Douro par les routes de Tordésillas et de Toro. Chemin faisant, il retira la garnison d'Alba de Tormès.

Wellington, après avoir ordonné la destruction des ouvrages de cette dernière place (2) et des forts de Salamanque, partit le 28, et rejoignit le lendemain son armée qui suivait l'ennemi à petites marches, dans la direction de Valladolid; bientôt cependant il s'arrêta, convaincu de l'impossibilité de passer le Douro devant les positions fortifiées des Français. La prudence, dit-on, lui conseillait d'attendre qu'on vînt l'attaquer. Nous croyons, au contraire, que s'il avait réuni ses

---

(1) Voir pour ces détails la *lettre* écrite par Marmont le 31 juillet *au ministre de la guerre*. D'après Belmas, l'avis du télégraphe portait seulement qu'il était possible de tenir trois jours.

(2) Cette place avait été évacuée par les Français après l'abandon des forts de Salamanque.

troupes le 2 juillet, au lieu de les disperser sur le faux avis (1) que Marmont avait passé le Douro, la retraite de l'armée ennemie par le pont de Tordésillas aurait été marquée par un désastre.

Avant de continuer le récit des événements, jetons un coup d'œil sur la situation respective des armées belligérantes.

Wellington avait vu plusieurs parties essentielles de son plan de campagne ruinées par l'imprévoyance des agents anglais et par l'incapacité des chefs espagnols. Ballesteros avait été battu à Bornos et la cavalerie de Slade dispersée à Llera ; — Castanos avait perdu par sa lenteur l'occasion de se mettre en rapport avec Sylviera, ainsi qu'on en était convenu pour réprimer les fourrageurs et forcer l'ennemi à vivre aux dépens de ses magasins ; — Echevaria n'avait rien fait dans le royaume de Cordoue; — à Cadix, l'influence anglaise venait d'éprouver un échec décisif par le rejet de la médiation proposée en faveur des colonies; — enfin, les cortès se montraient de plus en plus favorables aux Français. D'autre part, les défaites de Mina avaient agi défavorablement sur les partidas du nord de l'Espagne; l'activité de ceux de Castille, au lieu d'augmenter, avait diminué sensiblement après le passage de la Tormès par l'armée alliée (2); les troupes de Sicile, sur lesquelles on avait compté pour tenir toute l'armée d'Aragon dans la partie orientale de l'Espagne, et même pour attirer l'attention du roi de ce côté, allaient, par ordre de William Bentinck, combattre l'Italie (3) et emporter pour leur

---

(1) Cet avis l'informait que Marmont avait détruit le pont et gagné la rive droite du Douro, quand en réalité il était encore sur la rive gauche.

(2) « Leurs chefs paraissaient disposés à laisser le fardeau de la guerre entièrement aux « alliés. » — NAPIER, t. IX, p. 179.

(3) Voir la *lettre de Wellington au comte Bathurst*, 14 juillet 1812.

usage deux millions de dollars que Wellington était sur le point d'emprunter aux négociants de Gibraltar (1). On devait quatre mois de paye aux troupes, six à l'état-major, et presque une année aux muletiers (2). « Nous n'avons du pain que pour « aujourd'hui seulement, écrivait Beresford (le 8 juillet), et « le commissaire des vivres n'a pas un sou. Je ne sais pas « comment nous avancerons. » Le 15, Wellington s'exprima dans le même sens : « Je n'ai jamais été dans une détresse « pareille ; il en résultera certainement quelque grand mal-« heur, si le gouvernement n'envisage pas sérieusement ma « position et ne prend pas des mesures pour nous envoyer « régulièrement de l'argent (3). » La désertion dans l'armée portugaise augmentait en dépit des mesures les plus rigoureuses. Enfin, Wellington apprit par lettre interceptée que de tous côtés on venait au secours du duc de Raguse.

Ces renforts cependant ne furent pas aussi considérables qu'on pourrait le croire, et la mésintelligence des généraux français empêcha la plupart d'arriver à temps. Caffarelli retint les divisions promises à l'armée de Portugal (4) ; Soult ne voulut pas laisser partir Drouet (5), et le duc d'Albuféra

---

(1) Cependant, sur les réclamations de Wellington, le ministère enjoignit à Bentinck de renoncer à cette expédition, qu'il avait d'abord approuvée, et de ne faire que la diversion convenue en Catalogne. Mais ces pourparlers retardèrent la descente et permirent à Suchet de faire des préparatifs pour s'y opposer.

(2) Voir la *lettre de Wellington au comte de Liverpool*, 30 juin 1812.

(3) Il ajoutait : « L'arriéré et la détresse du gouvernement portugais ne sont qu'une plai-« santerie auprès des nôtres, et si notre crédit ne valait pas mieux que le sien, nous mour-« rions certainement de faim. Au train dont vont les choses, si nous ne trouvons pas les « moyens de payer nos billets pour la viande de boucherie, la guerre sera finie tout d'un « coup. » — (*Lettre à Charles Stuart.*)

« Les ressources personnelles de Wellington, dues aux spéculations commerciales qu'il faisait avec la Galice et le Portugal, mettaient seules l'armée en état de garder sa position avancée. » — NAPIER, t. IX, p. 181.

(4) Caffarelli justifia sa résistance ouverte aux ordres du roi, en invoquant l'expédition de Popham, embarquée à la Corogne le 18 juin, sur 20 bâtiments de guerre. Ainsi, le but de Wellington se trouva atteint, bien que les troupes de cette expédition fussent obligées de se rembarquer le 19 juillet, après un combat où les partisans de Mina eurent le dessous.

(5) Le roi, mieux inspiré dans cette circonstance que ses généraux, lui avait donné impérativement l'ordre d'envoyer 10,000 hommes à Tolède ; mais à cet ordre, Soult avait répondu par une lettre de refus, datée du 16 juillet, dans laquelle il soutenait que l'envoi de 10,000 hommes entraînait l'évacuation de l'Andalousie.

refusa d'envoyer à Madrid plus d'une brigade (1); Bonnet seul obéit; mais son départ des Asturies exerça une influence plutôt nuisible qu'utile (2), en agissant sur la détermination que prit Caffarelli de retenir les divisions destinées à l'armée de Portugal (3).

Il faut remarquer, au surplus, que toutes les dépêches des généraux français étaient interceptées par les guérillas, ce qui empêchait de mettre de l'accord dans leurs opérations : ainsi le roi reçut seulement le 19 une dépêche dans laquelle Marmont lui annonçait l'approche de Wellington et la marche de Hill vers le Nord (4).

« Dans un tel état de choses, ni Wellington, ni Marmont n'avaient de motifs pour combattre sur le Douro : Marmont, parce que sa position était si forte qu'il pouvait y attendre en sûreté les troupes de Bonnet (5) ainsi que celles de Caffarelli (6), pendant que le roi opérerait sur les communications des alliés ; — Wellington, parce qu'il ne pouvait attaquer les Français sans un grand désavantage, les gués étant peu connus et celui de Pollos, très-profond (7). »

Le général anglais se proposa en conséquence d'attendre que les gués fussent plus praticables, ou que les opérations combinées des Galiciens et des guérillas obligeassent l'ennemi

---

(1) Le refus de Suchet, daté du 30 juin, était accompagné d'une offre éventuelle de démission. On trouve dans cette lettre le passage suivant : « Je doute que, dans l'état « actuel de l'Angleterre, lord Wellington ose hasarder une bataille. Il a trop à perdre, et « l'armée française a trop de gloire à acquérir pour qu'il s'engage aussi loin de ses vais- « seaux. »

Cet extrait montre quelle fausse idée les généraux français s'éaient faite du caractère et des talents de Wellington.

(2) Il quitta les Asturies, après six jours d'occupation, sur l'ordre de Marmont, à la tête d'une division de 6,000 hommes. D'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*, cette division était forte de 8,000 hommes.

(3) Cependant, pressé par le roi, Caffarelli envoya le 13 juillet 1,800 chevaux et 20 pièces de canon, sans infanterie.

(4) Le maréchal se trompait en ce qui concerne Hill, qui était resté dans l'Estramadure.

(5) Bonnet arriva le 8.

(6) Marmont ignorait encore la résolution prise par ce général de ne pas lui envoyer des secours.

(7) Napier, t. IX, p. 175.

à faire des détachements, ou que le manque de vivres forçât le duc de Raguse soit à étendre ses troupes, soit à battre en retraite.

Dans ces entrefaites, Wellington fit presser le siége d'Astorga et réunir toutes les forces espagnoles disponibles sur l'Elsa, pour inquiéter le flanc droit de Marmont.

Les deux armées restèrent ainsi plusieurs jours en présence. Le temps était beau, le pays riche, les troupes de part et d'autre régulièrement nourries.

Dans cette situation, le duc de Raguse, couvert par le Douro, pouvait attendre en sécurité la division de Bonnet, la cavalerie de l'armée du Nord et l'arrivée du roi Joseph.

La prudence lui faisait même un devoir d'agir ainsi; néanmoins, comme s'il eût craint de partager avec le frère de l'empereur une victoire qu'il jugeait certaine (1), il résolut de prendre l'initiative avant l'arrivée de ces troupes.

Son projet était de couper à l'armée anglaise ses communications avec Ciudad-Rodrigo, projet hardi, réalisable cependant, mais exigeant une vigueur d'exécution que ne possédait pas le duc de Raguse.

Dans la soirée du 16 juillet, deux divisions françaises, pour donner le change à l'ennemi, passèrent le fleuve à Toro (2); mais à peine établies sur l'autre rive elles furent rappelées et dirigées à marches forcées sur Tordésillas, où toute l'armée effectua son passage, dans la matinée du 17. Le même jour, les Français, après avoir repoussé les avant-postes de cavalerie anglaise, se trouvèrent réunis à Nava del Rey (3).

---

(1) La correspondance de Marmont avec le ministre de la guerre prouve que le duc de Raguse avait une grande confiance dans le résultat de ses opérations.

(2) Wellington dit, dans son *Rapport* du 21 juillet *au comte Bathurst*, « qu'il lui eût été totalement impossible d'empêcher l'ennemi de passer le Douro, celui-ci étant maître de tous les ponts sur cette rivière et de la plupart des gués. »

(3) Quelques divisions avaient fait, pour atteindre ce point, 26 lieues en 48 heures, dont 14 à 16 lieues sans s'arrêter.

En ce moment, Wellington, induit en erreur par le mouvement de la veille, était encore aux environs de Toro. Il ne connut sa fausse position que dans la nuit du 17.

Aussitôt son armée se porta à la rencontre du duc de Raguse, qui, se voyant en présence d'une partie seulement des alliés, tourna leur aile gauche et marcha sur la Guarena, bonne et forte ligne de défense qu'il espérait emporter dans la première confusion du passage.

Le général anglais se tira avec beaucoup d'habileté de ce pas difficile, et fut assez heureux pour gagner, sans combat, le plateau de Vallesa, où Marmont aurait voulu le prévenir (1).

Le projet du maréchal, comme nous l'avons vu, était de menacer la communication avec Salamanque et Ciudad-Rodrigo, pour forcer les alliés à rétrograder sur Almeida (2), ou à frapper un coup décisif pour dégager la première ligne. Il eut atteint ce but en continuant le mouvement qu'il avait dessiné dans la soirée du 16 au delà de Toro, car son armée était alors plus près de Salamanque que celle des alliés.

Le 18, Wellington repoussa avec beaucoup de vigueur une tentative faite par les Français pour écraser sa gauche : la brigade de cavalerie du général Alten fit dans cette circonstance 240 prisonniers.

Le 19, dans l'après-midi, le duc de Raguse retira toutes les troupes de sa droite et se porta à gauche vers Tarazona, comme pour tourner la droite des alliés.

Dans la soirée et pendant la nuit, l'armée de Wellington passa la Guarena supérieure à Vallesa et à El Olmo, et fit ses préparatifs pour l'affaire qu'elle s'attendait à avoir le 20

---

(1) On a reproché à Wellington d'avoir étendu ses troupes le long du Douro, et d'avoir occupé, sur la droite, la mauvaise position de Castrejon, pour s'opposer au passage du fleuve. Il eût été, en effet, plus sûr d'attendre l'ennemi concentré sur la Guarena, et de pousser seulement des postes de cavalerie sur le Douro. De cette manière, l'armée alliée ne se fût pas trouvée dans le cas d'être surprise et tournée.

(2) Ils auraient dû passer la Tormès à Huerta, mouvement qui n'était pas sans danger.

au matin, dans la plaine de Vallesa. Mais trompant cette attente, le duc de Raguse, un peu après le point du jour, fit par sa gauche une manœuvre judicieuse, le long des hauteurs de la Guarena, traversa la rivière au-dessous de Cantalapiedra, et tourna le flanc droit des alliés, qui avaient conservé leur position de Vallesa (1).

Wellington ne s'attendait pas à ce mouvement, que du reste il redoutait peu à cause de la garnison espagnole qu'il avait eu la précaution de mettre dans le château d'Alba de Tormès; mais le duc de Raguse, mieux instruit, savait que cette garnison avait été retirée par d'Espana, à l'insu du général en chef.

Dès que l'armée anglaise vit le duc de Raguse se porter à gauche, elle fit un mouvement correspondant à droite: quelque rapide cependant que fût ce mouvement, il ne l'empêcha point d'être débordée.

Marmont, assuré dès lors du commandement de la Tormès, pouvait à son choix livrer bataille, donner aux renforts le temps de rejoindre ou poursuivre les opérations commencées depuis le 16.

Dans ces conjonctures, il ne restait au général anglais qu'à battre en retraite (2). Guidé par sa froide raison bien plus que par le désir de s'illustrer, il se résigna promptement à ce sacrifice d'amour-propre, décidé cependant à couvrir Salamanque et la communication avec Ciudad-Rodrigo, jusqu'à la dernière extrémité.

Une lettre dans laquelle le duc fesait part de ce projet à

(1) Marmont alla camper, dans la nuit du 20 au 21, à Babila-Fuente et à Villoruela. Wellington fit un mouvement correspondant à sa droite sur Cantalpino, et campa cette même nuit à Cabeza-Vellosa.

(2) Attaquer Marmont par le flanc de sa position, c'eût été courir sans nécessité urgente les chances d'un combat inégal. « Pour plusieurs raisons, dit Wellington, je ne jugeai pas à « propos de le faire. » (*Lettre* du 21 juillet *à lord Bathurst.*)

Dans cette même lettre, le duc annonça le dessein de traverser la Tormès, si l'ennemi en eût fait autant.

Castanos, fut interceptée par Marmont, qui prit aussitôt l'initiative des opérations, sans égard pour les mouvements de Joseph. Le 21 après-midi, la plus grande partie de ses troupes passa la rivière à gué, entre Huerta et Alba de Tormès; une garnison française fut jetée dans cette dernière ville, et la gauche de l'armée se dirigea en toute hâte vers Ciudad-Rodrigo.

Les alliés, qui jusqu'alors s'étaient tenus dans l'ancienne position de San-Christoval, passèrent la Tormès sur le pont de Salamanque et les gués voisins. Avant la fin du jour, ils occupaient une des fortes positions de l'autre rive (1). Leur droite se trouvait sur une des deux hauteurs appelées *dos Arapiles,* et leur gauche appuyée à la Tormès, au-dessous du gué de Santa-Marta.

A minuit, le général anglais reçut avis que le lendemain ou le surlendemain, 2,000 hommes de cavalerie sous Chauvel, et 20 canons, envoyés par Caffarelli, devaient rejoindre l'armée ennemie.

Il prit aussitôt la résolution de battre en retraite sur Ciudad-Rodrigo, à la pointe du jour, à moins que l'ennemi ne l'attaquât ou ne commît quelque faute grossière. Or c'est précisément ce qui arriva.

Le 22 au matin, on put reconnaître, à une certaine agitation dans le camp des Français, l'approche d'une grande bataille.

La division d'avant-garde, sous les ordres du général Bonnet, s'ébranla au point du jour et marcha dans la direction de Ciudad-Rodrigo. Bientôt cependant elle changea de direc-

(1) Wellington, dans son mouvement de retraite, fut suivi à petite distance, par le duc de Raguse. On eut ainsi le spectacle imposant de deux armées, marchant parallèlement et souvent à mi-portée de canon l'une de l'autre.

Jourdan fait observer avec raison, dans ses *Mémoires* inédits, que puisque Marmont était décidé à livrer bataille, c'est ce moment qu'il aurait dû saisir. Il n'avait rien à gagner, en effet, à ce que Wellington allât s'établir dans sa forte position de San-Christoval. — Voir les *Mémoires de Joseph,* t. VIII, p. 200.

tion et s'empara de l'un des Arapiles, au moment où une partie de l'armée portugaise cherchait à s'y établir. Une batterie fut construite sur ce point, et le duc de Raguse vint s'établir non loin de là avec son état-major, pour embrasser l'ensemble des opérations.

Ce premier avantage des Français aurait eu des conséquences funestes pour Wellington, s'il avait perdu la bataille, car ses troupes auraient dû défiler sous le feu de l'Arapile qui dominait à petite portée la route de Ciudad-Rodrigo. Heureusement la bonne contenance des alliés empêcha les Français d'attaquer le deuxième Arapile, encore plus important que l'autre (1).

Voici quelle était en ce moment la position de l'armée française :

Les divisions Foy et Ferrey, soutenues par la division de dragons de Boyer, occupaient la droite, appuyées au plateau de Calvarasa et couvertes par un grand ravin. Les divisions Clausel, Sarrut, Maucune et Brenier étaient réunies en masse au centre, derrière le mamelon des Arapiles, où se trouvait Bonnet; à gauche, la divison Thomières, flanquée par la division de cavalerie légère de Curto, occupait un autre plateau protégé par 20 pièces de canon.

Le duc de Raguse, craignant que les alliés ne se retirassent avant qu'il eût achevé ses dispositions d'attaque, et ne voulant pas renoncer à son projet de couper la ligne de Ciudad-Rodrigo, résolut de s'emparer du pic de Miranda, situé à une demi-lieue de son extrême gauche, et de gagner ensuite Santa-Tome de Rosados, sur la route de Tamamès (2).

---

(1) Le comte Toréno reproche à Wellington de n'avoir pas fait occuper le grand Arapile dès le 21 ; il a raison sur ce point, mais il se trompe en disant que, deux heures après l'enlèvement du poste en question, c'est-à-dire vers dix heures du matin, Wellington avait donné l'ordre de battre en retraite, « parce que l'ennemi, grâce à la position du grand Arapile, prenait peu à peu une position oblique, compromettante pour les alliés. » T. V, p. 71.

(2) Voir BELMAS, t. I, p. 232.

Il chargea la division Thomières de cette opération et lui donna pour soutien 50 bouches à feu outre les divisions Curto, Maucune et Brenier. Toutefois, ces deux dernières divisions n'étaient pas encore en ligne quand déjà Thomières prit possession de la hauteur indiquée.

Le général anglais, qui suivait du haut d'une montagne cette évolution trop compliquée pour n'être par dangereuse (1), observa qu'elle tendait à séparer entièrement la gauche des Français de leur centre, et, sur-le-champ, avec une sûreté de coup d'œil et une vigueur remarquables, il prit les meilleures dispositions pour faire tourner ce mouvement à l'avantage des alliés. Sa 1re division et la division légère, sous les ordres des généraux Campbell et Alten, furent postées à la gauche des Arapiles, formant l'extrême gauche de l'ordre de bataille; les divisions Cole et Leith se placèrent sur deux lignes à droite de ce point; les divisions Clinton et Hope et un corps d'Espagnols, sous les ordres de don Carlos d'Espana, se formèrent en colonne derrière le village des Arapiles; enfin, la division Packenham, avec un gros corps de cavalerie, s'établit à l'extrême droite (2). (*Voir pl. XIII.*)

Wellington dirigea en toute hâte cette dernière division, avec deux brigades d'artillerie et quelques escadrons, sous les ordres du général d'Urban, contre la gauche des Français. Les généraux Cole et Leith, soutenus par Clinton et Hope, reçurent en même temps l'ordre d'attaquer le front de l'ennemi; et la brigade portugaise de Pack fut chargée de reprendre celui des deux Arapiles qui avait été occupé le matin par la division Bonnet.

---

(1) Le duc de Raguse excellait dans l'art de manier les troupes sur un terrain de manœuvres, il avait de plus une grande confiance dans son habileté. C'est ce qui lui fit écrire, *le* 16 *janvier* 1812, *à Berthier* : « Vous pouvez vous attendre à des événements heureux et glorieux « pour l'armée française. » Cette présomption sans doute contribua à l'échec qu'essuya l'armée française dans les plaines de Salamanque.

(2) Voir JONES, t. II, p. 62.

Quand Marmont vit toutes ces troupes arriver spontanément sur lui pour le surprendre au milieu de ses évolutions, il comprit l'étendue de sa faute et chercha à la réparer, en donnant à sa gauche l'ordre de se replier immédiatement sur le centre (1). Il n'était plus temps, car déjà Wellington, se souvenant des belles manœuvres de Frédéric à Rosbach et de Napoléon à Austerlitz, avait envoyé la moitié de ses troupes battre l'aile gauche, pendant que l'autre moitié attaquerait le centre...

Dès que la division Packenham se fut placée en travers du chemin que suivait Thomières, le duc de Raguse accourut sur les lieux, pour hâter la marche des troupes de soutien et venir au secours de sa gauche compromise; mais presque au même instant, un éclat d'obus lui fracassa le bras droit et l'obligea à quitter le champ de bataille.

Sur ces entrefaites, les troupes anglaises débouchèrent du village des Arapiles et détruisirent une partie de la division Brenier, qui, après avoir imprudemment engagé quelques troupes à l'entrée de ce village, s'était arrêtée pour les soutenir; elles écrasèrent ensuite la division Thomières, et la poursuivant de hauteur en hauteur, lui faisant environ 3,000 prisonniers (2); enfin, repoussant à le baïonnette la division Maucune, qui eut beaucoup de peine à se dégager, elles s'établirent sur le flanc de la position attaquée en ce moment de front par le reste de l'armée. Une charge vigoureuse de la cavalerie de Cotton compléta ce succès, que le général Marchant paya de sa vie.

---

(1) Plusieurs auteurs, et notamment ceux des *Victoires et conquêtes,* rendent Thomières seul responsable de ce mouvement excentrique, rien cependant ne prouve cette assertion. Le rapport du maréchal duc de Raguse n'est pas très-clair à cet endroit. Il dit seulement que la plupart des mouvements préliminaires furent exécutés avec irrégularité; qu'il lui eût été facile de remédier au mal, mais que sa blessure, en l'obligeant de quitter le champ de bataille, amena l'anarchie et le désordre, causes premières de la perte de la bataille. *Rapport* du 31 juillet 1812. voir également la *lettre de Marmont* du 25 juillet *au roi Joseph.*

(2) Jones, t. II, p. 64.

Thomières, blessé dans le même moment, tomba glorieusement à la tête de sa division ; le désordre que cet événement produisit se communiqua rapidement aux troupes du centre. Par une fatalité singulière, le général Bonnet, appelé au commandement par droit d'ancienneté, fut mis hors de combat quelques minutes après Marmont.

Quand Clausel succéda à Bonnet, la déroute commençait à devenir générale. Le nouveau chef fut heureusement à la hauteur des circonstances. Homme de talent et de résolution, il prit sur-le-champ les seules mesures capables de sauver l'armée. Après avoir replié la gauche et le centre sur la droite, il gagna successivement les hauteurs en arrière d'Arriba. Mais telle est l'influence d'une première faute à la guerre, que l'habileté du général et le courage du soldat français n'eurent d'autre résultat que de permettre à l'armée de Portugal d'effectuer sa retraite en bon ordre.

Un moment cependant la victoire parut indécise entre les deux partis (1). C'était sur la gauche, près du grand arapile encore au pouvoir des Français. Les troupes chargées de la défense de ce point avaient repoussé la brigade portugaise de Pack et la 4me division de Cole, qui s'étaient portées simultanément contre la division Bonnet. Beresford, avec la brigade portugaise de la 5me division, était accouru au secours de Cole; mais déjà il battait en retraite, quand Wellington fit avancer la 6me division de Clinton pour relever la 4me. Un combat terrible s'engagea sur ce point; quelque temps indécis, il se termina enfin à l'avantage de la division anglaise, qui déblaya le terrain lentement, à la pointe de la baïonnette.

Cependant la droite de l'armée française tenait encore et

(1) Cette circonstance et les pertes de l'armée alliée prouvent que Wellington eut raison d'attendre pour livrer bataille à l'armée de Portugal, qu'il se trouvât dans des conditions éminemment avantageuses.

se renforçait même graduellement par l'arrivée des troupes de la gauche. Son front était couvert par une redoutable artillerie, et ses flancs protégés par de forts détachements de cavalerie. Wellington envoya la 1re division, la division légère et deux brigades de la 4e tourner l'aile droite de cette nouvelle position, pendant que Clinton, avec la 6e division, soutenue par les 3e et 5e, l'attaqueraient en front. Cette offensive, vigoureusement exécutée, mit les Français en pleine retraite.

Le jour était à son déclin : cette circonstance fut favorable à Clausel (1), qui rallia ses troupes au milieu des ténèbres et les mit en mouvement avec une grande habileté.

Wellington, bien que harassé de fatigue et même blessé légèrement (2), prit le commandement des troupes chargées de la poursuite, et poussa droit sur les gués d'Huerta et d'Encinas, où il espérait trouver l'ennemi en masses rompues et désorganisées. Mais d'Espana ayant retiré la garnison d'Alba de Tormès à l'insu du général en chef (2), l'armée française put traverser la rivière sur ce point, et se diriger vers Peneranda, sans être inquiétée.

L'aile droite des Anglais aurait dû suivre l'ennemi dans cette direction ; mais, fatiguée par les combats de la journée, elle ne quitta point le champ de bataille. Ce fut seulement le lendemain matin que l'on continua la poursuite au delà de la Tormès. La cavalerie allemande chargea l'arrière-garde française, sur une hauteur appelée la Serna, et fit prisonnière toute son infanterie, composée de trois bataillons. Les jours

---

(1) *Lettre du 24, de Wellington à lord Bathurst.*

(2) Vers la fin de la journée, une balle perdue atteignit Wellington à la cuisse, mais sans occasionner de blessure grave. Quelques jours auparavant (le 18, à Castrejon), il avait couru un danger plus sérieux : observant avec Beresford les mouvements de l'armée française, il avait été enveloppé par une troupe de cavalerie, et ne s'était dégagé qu'en mettant l'épée à la main.

(3) « Si j'avais su qu'il n'y avait plus de garnison à Alba, j'y aurais marché et j'aurais probablement pris toute l'armée. » *Wellington au général Graham*, le 25 juillet 1812.

suivants, on poussa les colonnes en retraite dans la direction de Valladolid. Il s'en faut bien toutefois que cette poursuite fût remarquable par la promptitude et la vigueur des opérations. Les auteurs anglais eux-mêmes sont obligés d'en convenir.

La bataille de Salamanque est incontestablement la plus décisive que les alliés eussent livrée jusqu'alors dans la Péninsule. Elle affermit la réputation de l'armée anglaise, et fit particulièrement ressortir les brillantes qualités de son général : un jugement solide, un coup d'œil prompt et sûr, une exécution vigoureuse et une rare habileté à mouvoir ses troupes. Thibaudeau a pu dire avec raison, que « la journée des Arapiles marqua la fin de l'occupation française en Espagne. »

Le duc de Raguse avait à Salamanque 42,000 hommes, et son adversaire 46,400, dont 3,500 espagnols (1).

La cavalerie de l'armée française était numériquement inférieure à celle de l'armée alliée; en revanche, l'artillerie de Marmont s'élevait à 77 bouches à feu (2), et celle de Wellington à 60 seulement, et d'un calibre inférieur (3).

L'action fut courte et meurtrière. Environ 9,000 Français et 5,224 alliés restèrent sur le champ de bataille (4). Le géné-

---

(1) Le comte Toréno estime les forces de part et d'autre à 47,000 hommes. Les auteurs des *Victoires et conquêtes* sont encore plus loin de la vérité, en soutenant que Wellington avait des forces presque doubles de celles de Marmont, qu'ils portent à 40,000 hommes.

(2) D'après Jomini.

(3) *Lettre du 21, au comte Bathurst.* Dans ces 60 bouches à feu étaient comprises celles d'une batterie espagnole.

(4) *Rapport de Wellington.* Au nombre des prisonniers se trouvaient un général et 130 officiers.

Belmas évalue les pertes des alliés à 5,000 hommes, et celle des Français, à 9,000 tués, blessés ou prisonniers.

Thibaudeau ne porte les pertes des Français qu'à 7 ou 8,000 hommes.

Le comte Toréno estime le nombre des prisonniers français à 7,000, et les pertes des alliés

ral anglais Marchant fut tué ; Cole, Beresford, Cotton, Leith et Alten , furent blessés. Les Français perdirent Forey , Thomières, Desgravières, et eurent quatre autres généraux blessés. Sur quelques points la lutte avait été si vive, que le 11e et le 61e régiment anglais ne comptaient plus ensemble, que 160 hommes à l'effectif.

Onze pièces de canon, plusieurs caissons, deux aigles et six drapeaux étaient tombés entre les mains des vainqueurs.

Sur la proposition de la régence, les cortès donnèrent à Wellington les insignes de l'ordre de la Toison d'or; le Parlement anglais lui vota des remercîments, et le prince régent l'avança dans la pairie sous le titre de marquis de Wellington.

Les résultats de la journée de Salamanque, quoique très-importants, auraient été plus remarquables encore, si l'expédition de la Sicile avait été faite à temps et avec un nombre suffisant de troupes (1). Dans ce cas, les Français auraient été forcés de se replier derrière l'Èbre, et de se tenir désormais sur la défensive. Une nouvelle campagne serait devenue sans objet, et l'Espagne eût été libre une année plus tôt.

à 5,520. D'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*, l'armée du Portugal perdit 11 canons, eut 2,000 prisonniers, 5,000 tués et blessés.

Le général Sarrazin estime les pertes des Français à plus de 5,200 hommes tués et blessés, et à 6 ou 7,000 prisonniers.

Enfin le duc de Raguse, dans son *rapport*, évalue les pertes de son armée à 6,000 hommes environ et à 9 pièces de canon.

Dans le chiffre de 9,000, que nous avons admis comme le plus exact, se trouvent compris les hommes faits prisonniers pendant la bataille.

Les Espagnols n'éprouvèrent aucune perte, Wellington les ayant mis à la réserve, qui ne donna point.

(1) Cette expédition se fit plusieurs semaines après l'époque convenue, avec 6,000 hommes seulement au lieu de 15,000, qu'on aurait pu réunir sans la moindre difficulté.

Napoléon apprit le désastre de Salamanque au fond de la Russie (1), et parut d'autant plus affecté de cette nouvelle, que l'Amérique venait de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, circonstance qui aurait changé la face des choses dans la Péninsule, si Marmont et Joseph en avaient su profiter. L'empereur se montra d'une sévérité excessive pour le duc de Raguse et plein de ressentiment contre Joseph, qu'il accusa d'avoir marché trop tard au secours de l'armée du Portugal (2). « Ce mouvement, dit-il, aurait pu être fait un mois plus tôt. Après la bataille, l'armée du Centre aurait dû se porter sur le Douro et rallier les troupes battues. Pourquoi avoir abandonné si tôt les défilés du Guadarrama? Pourquoi n'avoir pas brûlé les magasins du Retiro, brisé les affûts, emmené les aigles et la garnison? Pourquoi Marmont prit-il l'offensive avant l'arrivée de Joseph? Pourquoi livra-t-il bataille sans ordre, et pourquoi ne voulut-il pas attendre deux jours la cavalerie de Chauvel (3), qu'il savait à portée de Salamanque, et les 15,000 hommes d'infanterie que lui amenait le roi? »

« En faisant coïncider toutes ces circonstances, ajoute « l'empereur, on est fondé à penser que le duc de Raguse « a craint que le roi ne participât au succès de la bataille, et « qu'il a sacrifié à la vanité la gloire de la patrie et l'avantage « de mon service (4). » Ce jugement nous semble trop sévère, quoique vrai en plusieurs points. Il était assez naturel, en

---

(1) Le 2 septembre, ou cinq jours avant la bataille de Borodino.

(2) Thibaudeau le justifie de ce reproche, en fesant observer que Joseph refusa des secours à Marmont, quand il en reçut la demande le 1er juillet, mais qu'il partit ensuite « après réflexion » avec 14,000 hommes. (T. IX, p. 104.) Mais ni l'empereur, ni Thibaudeau n'ont tenu compte de ce fait, que le roi jusqu'au dernier moment donna les ordres les plus pressants à Soult et à Caffarelli d'envoyer des secours à Marmont, et qu'il partit seulement lorsqu'il eut la certitude que ces ordres ne seraient point exécutés.

(3) Forte de 1,500 hommes environ et détachée de l'armée du Nord par ordre du roi.

(4) Voir la *lettre du colonel Desprez au roi Joseph*, Paris, 3 janvier 1813, celle de *Napoléon au duc de Feltre*, datée de Ghiart, 2 septembre 1812, et celle que ce dernier adressa, le 14 novembre, *à Marmont*, pour lui demander, au nom de l'empereur, des explications sur sa conduite.

effet, que Marmont cherchât à livrer bataille, quand il savait Wellington sur le point de battre en retraite. Ce n'est donc pas tant sa résolution de combattre tout seul qu'il faut blâmer, que le mouvement à l'aide duquel il essaya de tourner la droite des Anglais. Sans cette faute, il aurait pu réussir, puisque même après l'avoir faite, il y eut un moment où la victoire parut indécise.

Au reste, le maréchal a soutenu depuis, pour sa justification (1), que l'avis de la prochaine arrivée des troupes de l'armée du Nord ne lui parvint que le 21 au soir (lorsque son armée était déjà de l'autre côté de la Tormès), et que les lettres annonçant la marche de l'armée du Centre ne lui étaient pas arrivées du tout (2).

La déroute de l'armée du Portugal mit fin aux négociations secrètes de Joseph avec les cortès, ôta toute influence aux partisans du roi, réveilla l'énergie des Catalans, fit taire les clameurs de l'opposition anglaise, effraya le gouvernement provisoire de France, apparut à Napoléon comme un sombre présage au milieu des glaces de la Russie, et fut saluée, dans toute l'Allemagne et dans une grande partie de l'Europe, comme l'aurore d'une ère nouvelle.

Le règne de Joseph touchait à sa fin, et déjà l'on pouvait annoncer avec certitude la prochaine délivrance de la Péninsule.

Clausel, assez mollement poursuivi, se retira dans un ordre parfait sur Arevalo, qu'il atteignit le 24, au moment

(1) Cette *justification* (adressée à Clarke) est datée de Bayonne, 29 novembre 1812.

(2) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 213.

Cependant Joseph avait eu soin d'expédier à Marmont huit exprès, tous porteurs de l'ordre

où Joseph venait de faire halte à Blasco-Sancho (1). Aucune des deux armées ne soupçonna la présence de l'autre, bien qu'il n'y eût entre elles qu'un intervalle de quelques milles.

Le roi ignorait encore la résolution qu'avait prise Marmont de combattre seul. Le lendemain, une lettre de Clausel, datée d'Arevalo, lui fit connaître le résultat de la bataille et la nécessité où se trouvait l'armée battue de franchir le Douro, pour sauver le dépôt de Valladolid et établir de nouvelles communications avec l'armée du Nord.

Wellington ayant fait halte dans la journée du 25, Joseph aurait pu se réunir sans difficulté à l'armée de Portugal; mais, croyant que cette dernière devait se joindre à l'armée du Centre et non celle-ci à l'armée de Portugal, il opéra sa retraite vers le Guadarrama. S'il avait eu dans cette circonstance plus de perspicacité et moins d'amour-propre, il aurait songé, comme le dit fort bien un auteur anglais, « qu'une armée battue et poursuivie n'a pas toute sa liberté d'action. » Mais la véritable cause de ces tiraillements et de ces fautes était l'absence de tout accord entre les généraux français : Clausel voulait attirer le roi derrière le Douro, et le roi, au contraire, déterminer Clausel à marcher sur Madrid. Chacun de ces plans offrait des avantages, et l'adoption de l'un ou de l'autre eût changé la face des choses (2). Mais Joseph était trop

---

de réunir l'armée du Portugal à celle du Centre dans les environs de Penaranda (ordre du 21 juillet). *Mémoires de Joseph,* t. VIII, p. 263 et 265.

(1) Le roi avait quitté Madrid, le 21, avec 14,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie et 30 bouches à feu.

Joseph aurait pu se mettre en marche le 18 avec 10,000 hommes, dont 2 à 300 de cavalerie; mais il recula son départ, afin d'attendre la division italienne de Palombini.

(2) Si l'armée de Portugal s'était jointe à celle du Centre, Wellington n'aurait probablement pas franchi les défilés du Guadarrama, et si le roi s'était joint à Clausel, peu de jours auraient suffi pour réunir derrière le Douro 40,000 hommes d'infanterie (non compris les divisions de Caffarelli), 6,000 cavaliers et une puissante artillerie. Cette force eût sans doute empêché l'armée alliée, inférieure en nombre (malgré les renforts qui étaient arrivés après Salamanque, elle avait 3,000 hommes de moins qu'à l'époque du 22), de se porter sur Madrid, où 2,000 hommes, envoyés par Suchet, étaient arrivés le 30, et où 6 à 7,000 hommes d'autres troupes se seraient portés des places voisines, pour défendre le Retiro.

entêté pour céder, trop faible pour se faire obéir. Il se dirigea vers le Guadarrama et arriva le 27 à Ségovie, où il fit halte jusqu'au 31, dans l'espoir d'être rejoint par Clausel, qui de son côté attendait, aux environs de Tudela, le résultat d'une démarche qu'il avait fait faire pour attirer le roi. Enfin, dans la nuit du 29, l'armée du Portugal franchit le Douro et se dirigea sur Burgos (1). Elle eut beaucoup à souffrir des guérillas de la Vieille-Castille, répandues autour de l'armée britannique.

Le 31, Joseph continua sa marche rétrograde sur Madrid. Pendant ce temps, Wellington se rendit maître de Valladolid (2) et de Cuellar. Ainsi les armées du Centre et de Portugal se trouvèrent irrévocablement séparées. Ce résultat, obtenu dans des circonstances si difficiles, fait le plus grand honneur aux talents du général anglais.

Caffarelli, Suchet, Clausel et Soult n'étant pas à craindre pour le moment (3), Wellington se décida à poursuivre le roi dans la direction de Madrid, à s'emparer de la capitale, et à forcer ainsi les armées du Nord et du Sud à prendre une ligne de correspondance (4) plus longue et moins sûre que la ligne existante.

On a reproché à Wellington d'avoir préféré ce résultat à

---

(1) Le roi n'apprit ce mouvement sur Burgos qu'en arrivant à Madrid. Il s'en plaignit ouvertement, le général Clausel ayant pris l'engagement de se tenir derrière le Douro. Cet engagement toutefois n'avait pu être tenu, parce que Wellington, avant de poursuivre l'armée du Centre, avait profité de sa position centrale pour forcer Clausel à chercher un point éloigné dans le but de réorganiser ses troupes.

(2) Le 30. Wellington établit son quartier général à Cuellar.

(3) Caffarelli était occupé dans le Nord et inquiété par la présence de Popham sur les côtes de la Biscaye ; le duc d'Albuféra était menacé par l'expédition de Sicile ; Clausel était hors d'état de prendre l'offensive avant quelques semaines, et Soult n'avait pas l'intention de quitter l'Andalousie.

(4) Cette nouvelle ligne ne pouvait passer que par Saragosse.

DE SALAMANQUE,

2 Juillet 1812.

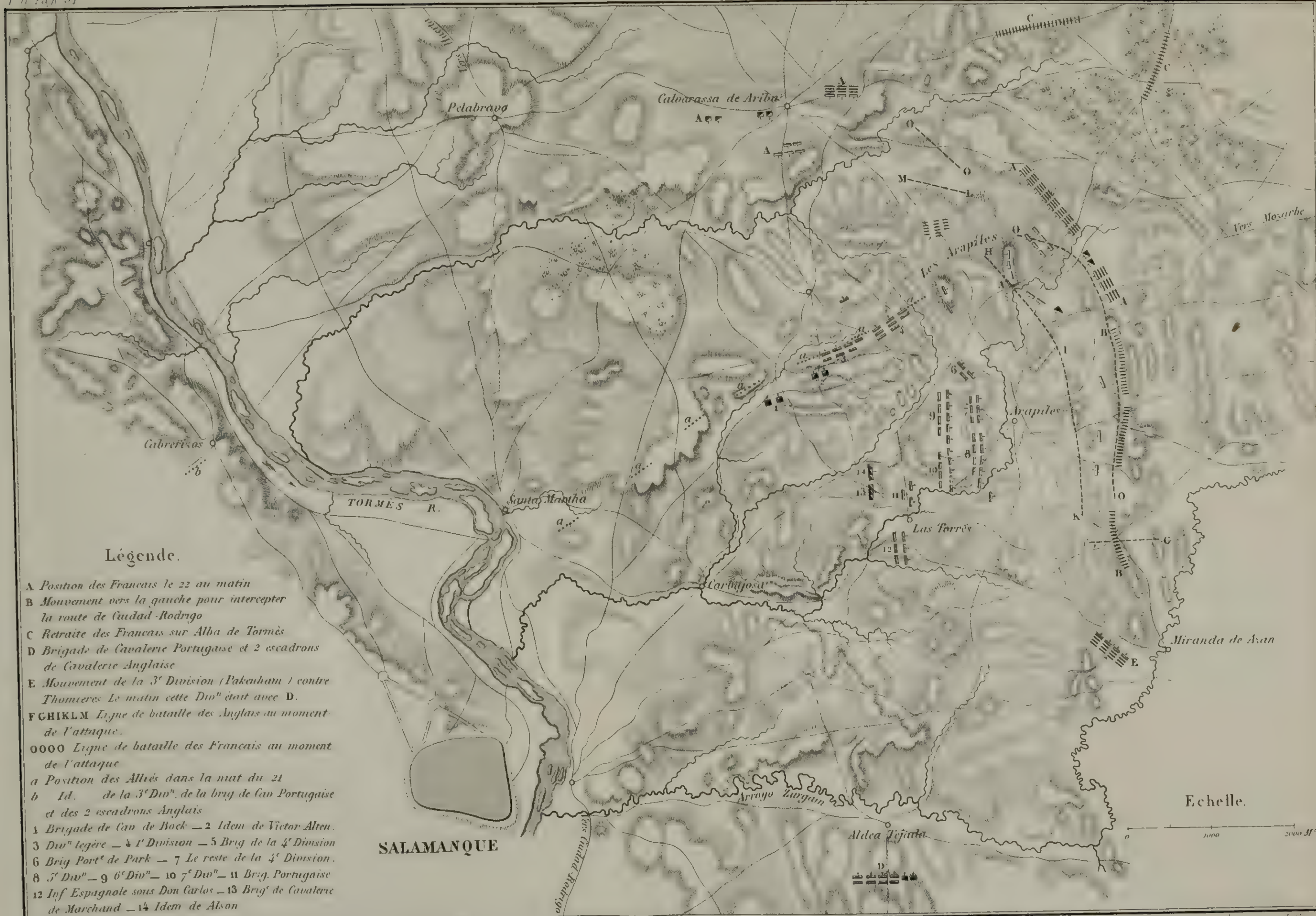
PL



Gravé par J

BATAILLE DE SALAMANQUE,

22 Juillet 1812



Lith de Guyot et Stapleaux fils

Gravé par J. Gaes

la chance d'écraser par une vigoureuse poursuite les débris de l'armée de Portugal (1); mais un critique célèbre a réfuté victorieusement cette objection (2).

« Il est certain, dit-il, qu'un second succès remporté sur « Clausel pouvait ramener les Français sur les Pyrénées. « Soult et Joseph eussent été fort embarrassés dans le Sud ; « mais le général anglais voulait aller par la voie la plus sûre « à la délivrance de la Péninsule, et l'effet moral de la prise « de Madrid devait ranimer le courage des Espagnols, qui « commençaient à se lasser de tant d'efforts, comme on l'a « vu par les négociations qu'ils avaient entamées avec Jo- « seph (3). » Au reste, la poursuite de Clausel n'aurait pu se faire sans exposer Salamanque et les Galiciens aux coups de Joseph, tandis que l'occupation de la capitale ne compromettait rien et assurait à Wellington l'avantage de prendre le Retiro (4), et de soutenir efficacement le corps de Hill, menacé par Soult.

Après avoir laissé 18,000 hommes sur le Douro pour contenir l'armée de Portugal (5), Wellington s'avança le 6 août contre le roi avec 28,000 Anglo-Portugais et les troupes nationales d'Espana (6). Quoique Joseph n'eût point reçu de Madrid les 10,000 hommes demandés à Soult (7), il avait ce-

---

(1) Le général DE BEAUCHAMP, t. II, p. 87, trouve que Wellington, ainsi qu'Annibal après Cannes, ne sut pas profiter de sa victoire. D'après lui, le duc aurait dû poursuivre à outrance l'armée de Portugal jusqu'aux Pyrénées, et abattre ensuite Soult isolément. Au lieu de cela, il assiégea Burgos et se mit dans le cas de devoir se replier devant les trois armées réunies.

(2) Général JOMINI. — Sarrazin émet à peu près la même opinion : « Tous les mouvements « des alliés sur Madrid et Burgos doivent être considérés comme des manœuvres habilement « calculées pour délivrer l'Andalousie de la présence des Français. » P. 316.

(3) Nous constaterons, en effet, que l'aspect des affaires changea complétement dans toutes les provinces, après l'évacuation de Madrid par les Français.

(4) Le Retiro avait une grande importance comme arsenal et comme dépôt de l'armée française.

(5) A cette force, il faut ajouter la milice de Sylviera et les Galiciens, qui faisaient sous les ordres de Castanos le siége d'Astorga.

(6) Au nombre de 3,500 hommes environ.

(7) Ces hommes ayant été demandés le 19 juin, et plus formellement encore le 6 juillet, auraient pu arriver à temps; mais Soult refusa de les laisser partir. (Voir sa lettre du 16 juillet, dans les *Mémoires de Joseph.*)

pendant assez de forces pour défendre énergiquement les défilés du Guadarrama, mais il commit la faute de n'employer à cette défense que 8,000 hommes et de diriger sur la Sierra-Morena les 12,000 qui lui restaient, avec les bagages de la cour et les personnes attachées à sa fortune politique (1). Ce plan avait été arrêté à Ségovie; c'est de là également qu'était parti l'ordre impératif au maréchal Soult d'évacuer l'Andalousie, et de venir rejoindre l'armée du Centre sur la frontière de la Manche.

De pareilles dispositions n'étaient pas de nature à donner de grands embarras au général anglais. Après avoir passé les défilés de la Guadarrama, dans la journée du 10 août, un simple combat d'avant-garde, livré le 11 à Majalahonda, lui ouvrit le chemin de la capitale (2).

En ce moment, le convoi de Joseph était encore en deçà du Tage. Rien n'eût été plus facile que d'acculer au fleuve cette immense quantité de voitures et de fuyards, entassés pêle-mêle dans un désordre affreux (3); mais soit pitié, soit calcul (c'était en effet un bien lourd fardeau pour Joseph), Wellington laissa filer le convoi librement. Il commit une faute cependant en ne cherchant pas à surprendre le roi sur le Tage

---

(1) Une preuve que Joseph ne tenait pas dans le principe à la coopération de Soult, « c'est « qu'il resta vingt-trois jours sans lui écrire, lorsque les ennemis étaient en plein mouve-« ment, et que l'armée du Centre, forte de 14,000 hommes, se portait à la rencontre du duc « de Raguse. » *Lettre de Soult au duc de Feltre ;* Séville, 12 août 1812.

(2) D'après les *Mémoires de Joseph,* ce combat fut favorable aux Français, qui ne se retirèrent que parce qu'ils apprirent, par les prisonniers anglais, l'approche de toute l'armée de Wellington.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* prétendent que la cavalerie alliée laissa 3 canons et 600 chevaux sur le champ de bataille.

(3) Le train dont il s'agit se composait de 2,000 voitures, accompagnées de 10,000 Espagnols de tout âge et de tout sexe. Pendant sa marche sur Ocana, la presque totalité des soldats espagnols désertèrent. *Mémoires de Joseph,* t. IX, p. 64.

« C'était un spectacle pitoyable ; la ligne de marché était encombrée de femmes au déses-« poir, d'enfants, d'hommes ayant perdu tout courage, de personnages du plus haut rang, « vêtus d'habits magnifiques, luttant avec de sauvages soldats pour leur arracher les plus « vils aliments, à l'aide desquels ils espéraient sauver leurs familles mourant de faim...

« Les malheureux individus qui suivaient la cour devinrent la proie d'une soldatesque « licencieuse.... Jourdan se donna des peines infinies pour rétablir un peu d'ordre au milieu « de cette horrible confusion. » — NAPIER, t. IX, p. 241.

ou au delà, pour empêcher la réunion de l'armée du Centre avec celle d'Andalousie, par le défilé de Despena-Perros. Heureusement pour lui cette réunion, qui aurait pu amener de graves événements, fut contrariée par les circonstances.

A peine sur l'autre rive (1), le roi apprit que Suchet était menacé par l'expédition sicilienne, débarquée tout récemment à Alicante, et que Soult refusait d'évacuer l'Andalousie, malgré ses ordres les plus formels. Inquiet sur le sort de l'un de ses lieutenants et vivement irrité contre l'autre, il suspendit aussitôt sa marche sur la Sierra-Morena et se dirigea vers Valence (2).

A la suite de ce mouvement rétrograde, Wellington entra, le 12, sans obstacle, dans la capitale de l'Espagne. La population, qui s'était portée en masse au-devant de lui, le reçut avec les marques du plus vif et du plus sincère enthousiasme (3). Les rues étaient jonchées de fleurs, les façades des maisons couvertes de tentures et d'ornements; les cloches sonnaient à toute volée, et les dames, en costume de fête, ornaient les fenêtres et les balcons. On déploya des châles et des manteaux sur le pavé des rues que devait parcourir le duc, et quand il mit pied à terre, il fut, dit Stocqueler, violemment *(vehemently)* embrassé par des femmes, aux étreintes desquelles il eut peine à se soustraire (4). La ville pendant plusieurs jours lui donna des fêtes et des spectacles magnifiques (5); mais,

---

(1) Le 13 au soir.

(2) Ainsi le premier résultat de l'expédition sicilienne fut de prévenir la jonction de Soult et du roi.

Quelque temps après, elle empêcha Suchet d'envoyer à Madrid des troupes qui auraient permis à Soult de livrer bataille au corps de Hill, entre le Tage et les montagnes du Guadarrama.

(3) *Histoire d'Angleterre*, par David Hume, t. XIII, p. 216.

(4) Stocqueler prétend tenir ces détails de Wellington lui-même.

(5) Belmas prétend, t. I, p. 235, « que cette ivresse fit bientôt place à d'autres sentiments « lorsque Wellington frappa Madrid d'une forte contribution. »

Le même fait est affirmé par le général Sarrazin et par les auteurs des *Victoires et conquêtes*, qui portent à 2 millions de piastres fortes la somme exigée par le duc. Mais les uns et les autres ont tort, car jamais Wellington n'a frappé de contributions sur aucune ville espagnole; nous défions qu'on prouve le contraire.

livré à d'autres préoccupations, le général en chef ne donnait à ces plaisirs qu'une attention distraite.

Dès le premier jour, il eut à s'occuper du siége du Retiro, espèce de forteresse qui commande la position de Madrid, naturellement forte, mais qui alors ne se trouvait pas dans des conditions à pouvoir résister longtemps; ses fortifications notamment étaient trop considérables pour une garnison dont l'effectif ne s'élevait qu'à 1,700 hommes (1).

Les Anglais se rendirent maîtres de la première enceinte dans la nuit du 13; leur premier soin fut de détruire l'aqueduc servant à l'alimentation des troupes. Le jour suivant, ils firent des préparatifs pour escalader la deuxième enceinte et ouvrir le feu d'une batterie de 18 pièces sur la manufacture de porcelaines située au centre de la troisième enceinte, faisant office de réduit. Le gouverneur cependant, pour échapper aux conséquences de cette double attaque, demanda à capituler (2).

On trouva dans le fort 180 pièces de canon, 20,000 fusils, un grand nombre de voitures, les aigles de deux régiments, et de riches approvisionnements de guerre et de bouche. Les prisonniers français furent dirigés sur le Portugal, sous l'escorte de soldats espagnols, qui en route eurent la lâcheté de piller et de massacrer ces malheureux sans défense. Quelque noble, quelque sacré que puisse être le motif d'une guerre, ces sortes d'actions, où la cupidité se mêle à la cruauté, ne peuvent qu'avilir ceux qui s'en rendent coupables. Les troupes nationales, sous ce rapport, ont plus d'une fois déshonoré la cause qu'elles servaient.

Cependant Wellington ne perdait pas de vue les événe-

---

(1) D'après Belmas et Jones. D'autres écrivains prétendent que Joseph laissa dans le Retiro 2,000 hommes, non compris les malades.

(2) L'auteur des *Mémoires de Joseph*, le général Sarrazin et les *Victoires et conquêtes* se trompent donc en disant que le gouverneur, le colonel Lafont, se rendit à la première sommation. Ce gouverneur, au reste, donna pour justifier sa conduite une raison péremptoire : c'est que le puits de la China, le seul qui restât à la garnison, était à sec.

ments extérieurs, et prenait à Madrid toutes les mesures nécessaires pour continuer les opérations. Quoique victorieux, il avait encore bien des dangers à courir et bien des embarras à surmonter : ses troupes étaient dans un grand dénûment, et les environs de la capitale ne lui offraient aucune ressource. Les Espagnols criaient *viva* (1), et se montraient pleins d'enthousiasme, tandis que leur gouvernement laissait l'armée anglaise manquer de tout. C'est ce qui résulte clairement d'une lettre, adressée par Wellington, le 28 juillet, à lord Bathurst : « Je vous prie, écrivait-il, de ne pas oublier de nous « envoyer des chevaux pour la cavalerie et l'artillerie, ainsi « que de l'argent. Nous sommes absolument ruinés. *(Weare « absoluty bankrupt.)* » A cette pénurie se joignaient d'autres complications non moins sérieuses. Ainsi le général en chef avait été successivement informé que l'armée de Clausel, dans le Nord, s'était considérablement accrue ; que la jonction des forces du roi, de Soult et de Suchet était sur le point de se faire ; que l'expédition de la Sicile avait échoué ; que l'armée galicienne, sous Santocildes, était repoussée par Clausel ; que Ballesteros, commandant l'armée d'Andalousie, refusait d'obéir aux ordres de l'état-major anglais (2) ; que O'Donnel avait été battu à Valencia par Suchet, enfin que Castanos ne donnait plus signe de vie, bien qu'il eût promis de rejoindre l'armée alliée, après Salamanque (3).

Quelques-uns de ces embarras furent heureusement écartés par la faute des généraux français, qui persistèrent à se contrecarrer l'un l'autre.

Ainsi le maréchal Soult refusa catégoriquement d'obéir

---

(1) *Lettre* du 23 août 1812, *à Henri Wellesley.*

(2) L'orgueil de ce général, dit Sarrazin, fit échouer le plan de campagne de lord Wellington. Il fut assez peu circonspect envers son gouvernement pour lui écrire, « qu'il ne se « croirait pas digne d'être né dans le royaume d'Arragon, s'il n'informait le gouvernement « qu'il ne pouvait pas se soumettre à une détermination qui ternissait l'honneur des armées « espagnoles. »

(3) Voir sa *lettre* du 24 août 1812, *au ministre de la guerre.*

aux ordres du roi et d'évacuer l'Andalousie (1). Sacrifier cette province avec toutes ses ressources, dans l'unique but de récupérer Madrid, lui semblait un acte de folie. «Pourquoi se retirer, écrivait-il au roi? où est le mal que les alliés possèdent le centre de l'Espagne?... Que votre majesté réunisse l'armée du Centre, l'armée d'Aragon et, s'il est possible, celle de Portugal, et qu'elle vienne en Andalousie, quand bien même le royaume de Valence devrait être évacué... J'aurai soin que les armées trouvent en Andalousie des magasins de vivres et des munitions, ainsi que des places d'armes. Du moment où 80,000 Français seront réunis dans cette province, le théâtre de la guerre sera changé. Le général anglais devra se replier pour sauver Lisbonne; l'armée de Portugal pourra le suivre jusqu'au Tage, la ligne de communication avec la France se rétablira par la côte orientale, et le résultat définitif de la campagne sera en notre faveur... Évacuez au contraire l'Andalousie, et vous perdez l'Espagne... »

Frappé de la vigueur et de l'opportunité de ce projet, Napoléon, du fond de la Russie, proclama Soult *la seule tête militaire qu'il y eût dans la Péninsule* (2). Mais le roi n'était pas homme à comprendre les hautes conceptions de ce général. N'ayant de souci que pour Madrid, il renouvela ses ordres, et décida enfin le duc de Dalmatie à marcher sur Valence de concert avec Drouet, qui jusque-là avait tenu en échec le général Hill avec des forces inférieures en nombre. Ce mouvement commença le 25 août, par la levée du blocus de

---

(1) Voir sa *lettre* du 12 août 1812, où il déclare vouloir attendre de nouveaux ordres avant de partir. Dans cette lettre, il renouvelle la proposition faite au roi, dès le 16 juillet, de jeter toutes les forces disponibles en Andalousie. « Je ne crois pas, dit-il, les affaires d'Espagne assez désespérées pour prendre un parti aussi violent que l'évacuation de cette province. »
Le roi, outré de la résistance du duc de Dalmatie, renouvela énergiquement son ordre dans une lettre datée de Toboso, 17 août.

(2) Ces paroles furent dites au colonel Desprez, aide de camp de Joseph, le 8 octobre 1812, à Moscou. (Voir dans la correspondance de Joseph une lettre de cet officier datée de Paris, 3 janvier 1813.)

Cadix, annoncée par la destruction de 1,000 pièces de canon, d'une énorme quantité de munitions et de tous les ouvrages de Chiclana, de Sainte-Marie et de Trocadéro (1).

Wellington fit harceler et poursuivre la colonne française par toutes les troupes alliées de l'Andalousie et de l'Estramadure (2) ; mais Soult parvint à surmonter ces difficultés avec un rare bonheur. Il rencontra l'avant-garde de l'armée d'Aragon à Hellin, et, le 3 octobre, toutes les forces françaises se trouvèrent réunies (3). A cette époque, il y avait cinq semaines que Wellington était parti de Madrid.

Quand on songe que la belle armée de Soult ne fut d'aucun poids dans la campagne de 1812, on se demande si l'invasion de l'Andalousie ne fut pas une faute ou un malheur, et s'il n'eût pas été préférable d'établir l'armée du Sud en Estramadure, en ne tenant l'Andalousie que partiellement, à l'aide de corps détachés. Dans la Castille, Soult aurait couvert Madrid, se serait lié plus étroitement à l'armée du Centre, et, par sa puissante coopération avec Masséna, en 1810, aurait probablement obligé Wellington à quitter le Portugal (4). Il est certain que l'invasion du Sud, exécutée en vertu des ordres de l'empereur, et non par la volonté de Joseph, comme

(1) Malgré cette résolution, Soult continua son opposition systématique aux ordres du roi. Celui-ci dut enfin lui écrire le 12 octobre :

« Je vous réitère l'ordre d'exécuter littéralement les dispositions que je vous ai prescrites par ma lettre du 7; à défaut de quoi, je vous ordonne de remettre le commandement de l'armée du Midi au comte d'Erlon, et de vous rendre à Paris pour y rendre compte de votre conduite. »

(2) Soult avait réuni en tout 39,000 hommes d'infanterie, 6,000 de cavalerie et 72 pièces de canon. Hill avec 25,000 alliés menaçait son flanc gauche; Ballesteros avec 20,000 son flanc droit ; Skerret et Cruz-Murgeon avec 4,000, ses derrières. Les partisans étaient partout nombreux, et Wellington pouvait l'inquiéter en descendant par le Despena-Perros. L'armée d'Andalousie avait un bagage énorme, plus de 9,000 blessés et une multitude de familles espagnoles à protéger. La retraite offrait par conséquent de grandes difficultés ; néanmoins, le maréchal s'en tira parfaitement. Il se dirigea de Séville sur Grenade, Huescar, Hellin et Almanza.

(3) La jonction du roi et des troupes de Suchet avait eu lieu près d'Almanza, le 25 août.

(4) Voir NAPIER, t. IX, p. 256.

certains critiques le prétendent (1), fut une cause de faiblesse pour l'armée française, et un élément de discorde entre les généraux. Napoléon s'y était résolu probablement parce que l'armée, pour vivre et subvenir à ses besoins, devait s'étendre et mettre pour ainsi dire toute l'Espagne à contribution. Peut-être aussi jugea-t-il important d'empêcher les Anglais de s'établir à Séville, le grand arsenal de la Péninsule, et à Cadix, dont l'occupation solide aurait compensé éventuellement la perte de Lisbonne.

Si Wellington, au moment de la fuite du roi, avait eu assez d'argent (2), et si la fièvre jaune n'avait pas régné si fortement à Murcie, il aurait poursuivi en toute diligence l'armée du Centre, rallié les débris des forces espagnoles et cherché, de concert avec l'expédition de Sicile, à battre le duc d'Albuféra avant l'arrivée de Soult; — ou bien, après avoir fait sa jonction avec Hill à Despena-Perros, il se serait jeté sur l'armée d'Andalousie en marche, bien que ce mouvement eût exposé sa communication avec le Douro (3). Mais, faute de pouvoir suivre l'un ou l'autre de ces plans, il se vit obligé d'attendre, pour agir contre Suchet, que le duc de Dalmatie eût évacué Cordoue.

L'invasion de la Catalogne présentait de grandes difficultés, parce que l'éloignement de l'armée anglo-portugaise rendait les lignes de communications incertaines et faibles. Aussi, pour diminuer le danger, le général en chef songea-t-il à se débarrasser d'une partie des forces ennemies, au moyen de l'armée anglo-sicilienne.

---

(1) Entre autres Napier, qui est souvent injuste envers le roi et le maréchal Jourdan.

(2) Les provinces de Valence et de Murcie étaient à peine en état de nourrir les armées françaises. Au surplus, Wellington devait, contrairement à ce que faisaient les Portugais dans leur pays, les Espagnols et les Français partout, nourrir son armée sans réquisitions : de sorte que le manque d'argent l'empêchait de se mettre en mouvement.

Il aurait fallu aussi que le général anglais, avant de s'éloigner de sa base d'opération, renforçât l'armée du Douro, pour empêcher, de ce côté, une diversion compromettante.

(3) Napier, t. IX, p. 310.

Il avait eu d'abord l'intention d'employer cette armée au siége de Tarragone; déjà même des ordres dans ce sens avaient été donnés au général Maitland; mais celui-ci, trouvant que ses forces n'étaient pas en rapport avec la difficulté de l'entreprise, y avait renonçé et s'était embarqué pour Alicante, où il arriva le 11 du mois d'août.

Pendant que le duc de Wellington s'occupait à rédiger d'autres instructions, il reçut avis que le général Clausel avait repris l'offensive (1). Cette circonstance l'engagea à retourner immédiatement sur le Douro et à faire le siége de Burgos, place indispensable pour assurer sa ligne d'opération vers le Nord, et pour faciliter l'exécution des mouvements qu'il avait projetés contre les armées du Midi (2).

Toutefois il s'arrangea de façon à laisser autour de Madrid 30,000 Anglo-Portugais et autant de soldats espagnols, pour arrêter l'ennemi, dans le cas où il essayerait de reprendre cette ville.

D'après les calculs de Wellington, les Français ne pourraient diriger sur Madrid plus de 50,000 hommes, sans s'exposer à perdre Valence. Cette force, il est vrai, avait toute chance de battre en rase campagne l'armée hétérogène qui protégeait la capitale, mais le duc espérait qu'avant la réunion des armées françaises et le commencement de leurs opérations, les eaux auraient grossi, et que le général Hill dès lors pourrait défendre le terrain avec assez de succès pour donner à l'armée principale le temps de revenir de Burgos.

---

(1) Le 18 août, Clausel était entré à Valladolid avec 18,000 fantassins, 2,000 cavaliers et 50 bouches à feu... Foy était en marche sur Salamanque, dont il espérait se rendre maître sans grande difficulté, lorsque le mouvement de Wellington sur Arevalo engagea Clausel à le rappeler. (25 août ; jour même où le roi et l'armée de Suchet se réunirent à Almanza.)

(2) En effet, appuyé sur cette place, un faible corps aurait suffi pour tenir l'armée du Portugal en échec ; pendant ce temps, Wellington avec des forces considérables aurait envahi la Murcie où Ballesteros et les 16,000 hommes de l'armée d'Alicante seraient venus le rejoindre. La levée du siége de Burgos mit ce projet à néant.

Wellington quitta Madrid le 1er septembre, dirigeant sa marche sur Arevalo.

Les maladies avaient fait de si grands ravages dans l'armée anglaise, que près d'un tiers de l'effectif se trouvait dans les hôpitaux; l'équipement des Portugais était en fort mauvais état, et la régence ne prenait aucun souci de leur subsistance; d'autre part, les moyens de transport étaient insuffisants et défectueux au delà de toute expression.

Le 7, l'armée alliée entra à Valladolid, évacué par le général Clausel la nuit précédente.

Les Français opéraient leur retraite avec une habileté remarquable, offrant le combat chaque jour. Le 16, ils prirent position pour couvrir Burgos.

Wellington, rejoint à Valencia par l'armée galicienne, forte de 11,300 hommes (1), pensait attaquer Clausel le lendemain (2); mais celui-ci, voyant le nombre de ses ennemis augmenter, se retira le jour même; il traversa Burgos et, chemin faisant, rallia les troupes de Caffarelli et celles de la réserve, réunies par les soins de Napoléon dans les Pyrénées.

La poursuite des Anglais ne fut ni très-vive, ni très-remarquable. Si Wellington, au lieu de se diriger d'abord sur Arevalo pour mettre les Galiciens à même de le rejoindre, se fût porté rapidement sur Ségovie, la division de Foy (3) aurait été séparée de Clausel; et s'il avait ensuite pris la route d'Aranda à Lerma, il serait tombé sur les troupes de Clausel pendant leur marche, et les aurait forcées peut-être à livrer bataille, avec Clinton (4) et l'armée galicienne sur leurs derrières (5).

---

(1) D'après Jones, cette jonction eut lieu le 14 à Pampliéga.

(2) *Wellington au comte de Bathurst*, 21 septembre.

(3) Elle était encore le 26 août à Zamora.

(4) Commandant des troupes alliées laissées au Nord.

(5) Il est probable que le manque d'argent et de moyens de transport empêcha Wellington de prendre ce dernier parti car la route, par Sommo-sierra était stérile et sans ressources. — Napier, T. X, p. 35.

Le général anglais prit possession de Burgos dans la journée du 18 (1); il donna immédiatement les ordres nécessaires pour commencer le siége du château, but objectif de la campagne (2).

Cette forteresse, qui renfermait le principal dépôt de l'armée française dans le nord de l'Espagne, avait naguère été renforcée par des travaux accessoires. Elle comptait trois enceintes de peu de valeur, mais défendues par 2,000 braves soldats (3), à la tête desquels se trouvait le général Dubreton, homme d'un courage et d'une habileté remarquables.

Le matériel des Français consistait en 9 pièces de gros calibre, 11 pièces de campagne, 6 mortiers et obusiers. Les approvisionnements de guerre étaient considérables, mais le bois manquait ainsi que les matériaux de siége, les bâtiments n'étaient pas à l'épreuve de la bombe (4) et il n'y avait aucun réservoir d'eau potable (5). Un bataillon fut placé dans l'ouvrage à cornes de Saint-Michel *(voir le plan)*, qui dominait les deux premières enceintes à demi-portée de canon; le deuxième bataillon occupait l'église San-Roman, poste essentiel, attenant au château du côté de la ville; le bataillon restant fut disséminé dans les divers retranchements.

La première enceinte et la deuxième, sauf une longue branche, étaient revêtues; la troisième, qui enveloppait le donjon et l'église de Blanca, se composait d'un simple

---

(1) Caffarelli avait jeté, le 17, dans le château une garnison que Wellington estima à 2,500 hommes.

L'armée française se trouvait en ce moment éparpillée derrière l'Èbre, entre Burgos et Vittoria.

(2) Belmas, en disant que Wellington aurait mieux fait de poursuivre à outrance les *débris* de l'armée du Nord, oublie que cette armée était remise de son échec et même renforcée; de sorte que, pour la détruire, il aurait fallu livrer une nouvelle bataille.

(3) D'après Jones. Il y a des auteurs qui portent ce nombre à 2,500.

(4) Voir le *rapport*, du 13 septembre 1812, du major du génie Pinot, *au ministre de la guerre*, et la *lettre du général Caffarelli au même*, datée du 23 octobre.

(5) « Dès les premiers jours, la garnison s'était vue exposée à l'un des besoins les plus « affreux, celui de l'eau ; elle n'avait point d'abri, et le mauvais temps l'a forcée à être presque toujours dans la boue et dans l'humidité. » *Caffarelli au ministre de la guerre : lettre* du 6 novembre 1812.

terrassement. Wellington comptait sans doute brusquer l'attaque de cette position, puisqu'il n'avait point amené de parc de siége avec lui, et qu'il rejeta la proposition d'en faire venir un de Santander ou de Madrid (1). Il possédait en tout 3 pièces de 18 et 5 obusiers de 24, avec un approvisionnement d'à peine 300 coups par bouche à feu (2). Les ingénieurs, au nombre de cinq seulement, y compris le général Burgoyne, directeur des attaques, manquaient des ressources nécessaires pour entreprendre un siége régulier. Ils n'avaient pas un mineur, pas un sapeur de profession, et le parc du génie ne comprenait que 900 outils de terrassier (3).

On dut nécessairement tenir compte de cette exiguité de moyens en réglant le plan des attaques.

Wellington décida qu'on enlèverait de vive force l'ouvrage à cornes du mont Saint-Michel, et qu'on aborderait ensuite la partie du château située sous l'extrémité sud de l'église de la Blanca. Cette partie présentait le front le plus étroit, avait les retranchements les plus faibles et les plus défectueux sous le rapport de la construction. On pensait que des batteries élevées sur le mont Saint-Michel rendraient au bout de quelques heures un assaut sur ce point sinon facile, du moins possible.

Le 19, deux divisions investirent le château, pendant que le reste de l'armée alla prendre position à Monasterio, pour couvrir le siége (4). Le même jour, un fort détachement envoyé en reconnaissance s'empara des trois lunettes construites sur le mont Saint-Michel. Enhardi par ce premier avantage,

---

(1) Il fondait son espoir sur la rareté de l'eau et sur la possibilité d'incendier les magasins de vivres.

(2) « Les munitions étaient en si petite quantité, que l'on payait aux soldats chaque boulet qu'ils rapportaient. » — NAPIER, t. IX, p. 337.

(3) BELMAS, p. 470, et JONES, p. 272.

(4) L'armée de siége se composait de 12,000 hommes, et l'armée d'observation de 20,000.

Wellington donna l'ordre d'enlever l'ouvrage à cornes par escalade vers 6 heures et demie du soir.

Quatre colonnes, dont une destinée à l'attaque de la gorge, se mirent en mouvement à l'heure indiquée. Malgré quelques fautes d'exécution, l'entreprise fut couronnée de succès. La garnison, prise à revers par la colonne de la gorge, se fraya un passage et rentra dans le château, laissant 139 tués ou prisonniers et 59 blessés entre les mains des alliés. Ceux-ci eurent 80 tués et 334 hommes blessés ou égarés (1).

A la suite de ce fait d'armes, Wellington écrivit à lord Bathurst : « Je crains que les moyens dont je dispose soient « insuffisants pour prendre le château; cependant l'ennemi « est mal pourvu d'eau et ses magasins de provisions sont « dans un endroit exposé à l'incendie. C'est ce qui me fait « espérer que je le forcerai à se rendre, quoique je n'aie pas « les moyens d'enlever la place d'assaut. »

Le 20, on ouvrit la tranchée et l'on commença à établir des batteries de brèche à proximité de l'ouvrage à cornes. Toutefois, pour éviter aux troupes des fatigues inutiles (2), Wellington modifia son plan d'attaque et résolut de donner l'assaut à la première enceinte avant d'y avoir fait brèche (3).

En conséquence le 22, à 11 heures du soir, une colonne de 300 hommes, munis d'échelles, tenta l'escalade de cette enceinte; mais la garnison fit si bonne contenance, et par ses feux causa tant de mal aux assiégeants, qu'elle les mit en déroute et les obligea à revenir aux procédés lents d'une attaque régulière (4).

---

(1) JONES, p. 240. D'après Belmas, les alliés eurent 71 tués et 349 blessés; et les Français 143 hommes hors de combat.

(2) JONES.

(3) Le revêtement de cette enceinte n'avait que 23 pieds de hauteur.

(4) D'après Jones, l'attaque échoua parce que les tirailleurs négligèrent de soutenir les troupes d'assaut, et parce qu'un bataillon portugais, chargé de faire une démonstration, fut arrêté par le feu d'un corps de garde.

D'après Wellington (voir sa *lettre* du 23 novembre 1812, *au comte de Liverpool*), l'insuccès

Dans la nuit du 24, les sapes se trouvèrent assez rapprochées de la place pour que l'on pût commencer une galerie de mine destinée à faire brèche à la première enceinte; quarante-huit heures après, on ouvrit une seconde galerie à droite de la première. Malheureusement, on n'avait pas de moyens suffisants pour exécuter ces travaux en temps opportun. Il fallut y employer des hommes sans expérience, et à qui l'on ne pouvait donner pour outils que des pelles et des pioches de terrassiers (1).

Ce fut donc seulement dans la nuit du 29 que l'on fit jouer la première mine. L'escarpe se renversa par l'explosion; mais les fourneaux ayant été mis trop près du mur, il n'y eut pas de talus, et le parapet resta intact; de sorte que les 300 hommes désignés pour l'assaut durent revenir sur leurs pas (2).

Le 4 octobre, une batterie ouvrant son feu sur le haut de la brèche fit ébouler assez de terre pour former une rampe praticable, de 20 mètres environ de largeur. Le même jour, à 5 heures de l'après-midi, la deuxième mine produisit une trouée de 30 mètres. Plusieurs colonnes assaillirent aussitôt les deux brèches. Après avoir chassé l'ennemi à coups de baïonnette, les Anglais se logèrent sur les rampes au moyen

---

de cette attaque doit être attribué à la négligence de l'officier d'état-major chargé de la conduite des troupes. Cet officier fut tué, et les Français trouvèrent sur lui les instructions qu'il avait reçues ; « de sorte, dit Wellington, que l'attaque ne put être renouvelée. »

Les pertes des alliés s'élevèrent, d'après Gurwood, à 59 tués et 289 blessés.

D'après Belmas, ils laissèrent dans les fossés une quarantaine de morts et 5 échelles : les Français eurent 9 tués et 13 blessés.

(1) Voir Jones, p. 273, et Belmas, p. 482.

« Ces mineurs improvisés, dit Jones, mirent 108 heures à faire une galerie de 60 pieds en bon terrain. »

(2) C'est la version des auteurs français. Jones prétend que l'avant-garde de la colonne d'assaut ne trouva point la brèche, et qu'elle retourna en annonçant que la mine n'avait produit aucun effet. (P. 248.)

Wellington (voir sa *lettre* du 5 octobre, *au comte de Liverpool*) dit que les troupes de soutien, faute d'officiers du génie pour les conduire (un était tué, un autre blessé, le troisième malade et le quatrième chargé de conduire les cheminements), revinrent sur leurs pas sans avoir trouvé la brèche, tant l'obscurité était grande.

de quelques travaux de sape (1); mais le lendemain, à 5 heures du soir, une partie de ces travaux furent détruits par une sortie de 300 hommes.

Ce dégât ayant été réparé, les assiégeants se mirent en devoir d'atteindre la seconde enceinte : rien n'eût été plus facile, s'ils avaient eu des sapeurs-mineurs exercés ; mais les hommes de la ligne qui en tenaient lieu ne pouvaient avancer qu'à la sape volante, ne connaissant pas le mécanisme de la sape pleine (2). Aussi les alliés faisaient-ils des pertes considérables et peu de progrès. Les pluies leur donnaient en outre de grands embarras, en délayant les terres et en remplissant les tranchées d'eau vaseuse.

Le 8, à deux heures du matin, 400 hommes sortis de la place surprirent la garde de tranchée, enlevèrent tous les outils et rasèrent complétement les travaux de sape entre les deux enceintes. A partir de ce moment, les alliés n'avancèrent presque plus (3). Cependant Wellington parvint à faire brèche avec l'une des batteries du mont Saint-Michel, à une partie de la seconde enceinte imparfaitement couverte. Cette brèche fut praticable dès le 8 au soir; mais, faute de cartouches d'infanterie (4), on ne put y donner l'assaut dans le moment même. Ce contretemps permit aux assiégés d'escarper la brèche, en déblayant les décombres qui se trouvaient au pied du mur.

Le 9, Wellington fit tirer à boulets rouges pour mettre le feu au couvent de la Blanca; toutefois cette tentative, renou-

---

(1) Ce quatrième assaut, d'après Gurwood, coûta aux alliés 399 hommes, dont 76 tués. Les Français d'après Belmas, eurent seulement 27 tués et 42 blessés.

(2) Voir JONES, p. 254.

(3) « Le 16, ils essayèrent de construire un cavalier de tranchée, mais ils ne purent réussir, tant les hommes étaient peu au courant de ces sortes de travaux. » JONES.

(4) JONES.

Belmas est dans l'erreur quand il attribue le retard de l'assaut à la timidité des Anglais et à la longueur du chemin qu'ils eurent à parcourir. La véritable raison, c'est que Wellington craignait, en usant ses dernières munitions, d'être pris au dépourvu par l'armée française qui se réunissait à Briviesca.

velée à diverses reprises, n'eut aucun succès. Dans la même journée, les mineurs débouchant d'une maison voisine de l'église de San-Roman, entrèrent en galerie de mine pour faire sauter cet édifice (1) et prendre l'ennemi à revers.

Le 14, arriva de Santander le convoi de munitions qu'on attendait depuis plusieurs jours. Wellington fit aussitôt contrebattre les pièces du donjon ; mais telle fut la supériorité de ces dernières qu'elles réduisirent au silence, en moins d'une heure, les bouches à feu des alliés. On se borna dès lors à rendre la brèche de la seconde enceinte de nouveau praticable, et à dégrader les talus de la troisième enceinte de manière à pouvoir les franchir sans trop de difficulté (2).

Le 18, Wellington dicta l'ordre de l'assaut sur le terrain même des attaques (3). A quatre heures et demie du soir, on mit le feu à la mine sous l'église de San-Roman. L'explosion fit une brèche considérable dans le mur crénelé servant de clôture; à ce signal, huit bataillons, divisés en trois colonnes, s'élancèrent au pas de course. La première gravit la brèche de la deuxième enceinte, força les défenseurs à se retirer, s'élança ensuite sur le talus dégradé de la troisième enceinte et pénétra jusque sur le terre-plein du réduit, où elle fut attaquée de front en même temps que prise en flanc par les défenseurs des redans n°s 14, 15 et 16 de la deuxième enceinte : cette double attaque rejeta les assaillants au delà des brèches avec une perte considérable (4).

---

(1) Belmas fait observer que les assiégés n'avaient pas le moyen de faire des contremines.

(2) Belmas parle d'une brèche faite à la courtine 1-2, brèche dont Jones ne fait aucune mention. Peut-être ce dernier n'a-t-il pas considéré comme brèche les dégâts que nous venons de mentionner.

(3) Cette instruction, en vingt articles, était basée sur le principe de l'emploi des troupes par détachements de 30 à 50 hommes. Le colonel Jones, et après lui le colonel Reid (*Papers of Engineers*) ont critiqué ce principe, qui, en effet, est condamné par l'expérience.

(4) Jones dit que ce furent seulement quelques Allemands qui franchirent la troisième enceinte; mais nous croyons la version de Belmas, appuyée sur le *Journal de la défense*, plus exacte cette fois que la version de l'auteur anglais.

La seconde colonne, après avoir tenté l'escalade de la deuxième enceinte, en arrière de la première brèche ouverte à la mine (1), fut également obligée de se retirer sous le feu meurtrier de l'ennemi (2).

Pendant ce temps, la 3e colonne, sous les ordres du lieutenant-colonel Brown, s'était avancée contre l'église de San-Roman, par la brèche du mur crénelé, et avait fait replier les défenseurs de ce poste derrière la seconde enceinte. Mais à peine eut-elle pénétré dans l'édifice, pour se mettre à couvert d'un feu très-vif, que le chef de bataillon du génie Pinot mit le feu aux mines, préparées à cet effet, et ensevelit sous un amas de décombres plus de 300 hommes : le reste de la colonne s'enfuit épouvanté (3).

Le 19, les assiégés reprirent l'église, mais les alliés y rentrèrent le même jour.

Le lendemain, on apprit que l'armée française avait fait, dans la journée du 18, un mouvement offensif sur Monasterio, ce qui annonçait le dessein bien arrêté de faire lever le siége de Burgos. Toutefois, Wellington ne fit ses préparatifs de départ que lorsque déjà les coureurs de l'ennemi étaient en vue de la place (4). Le 21 (5), il donna l'ordre formel de commencer la retraite le lendemain à la pointe du jour (6).

Pendant ce siége, les Anglais avaient fait jouer 4 mines et tiré 4,062 coups de canon, dont 903 avec des projectiles français; ils avaient ouvert 5 brèches et livré 5 assauts, dont

---

(1) C'est-à-dire l'escalade des redans 12, 13 et 14.

(2) Elle eut surtout beaucoup à souffrir du retranchement D, construit pendant le siége. (Voir, pour les détails de cette attaque, la *lettre* écrite par Wellington à *lord Bathurst*, le 26 octobre 1812.

(3) D'après Belmas. Le colonel Jones ne parle pas de ces 300 hommes ensevelis : le fait cependant est indubitable.

(4) Journée du 20.

(5) Ce jour, au matin, Wellington avait reçu une lettre de Hill, annonçant le projet de l'ennemi de se diriger vers le Tage, déjà guéable en plusieurs endroits.

(6) Dubreton dit que Wellington, avant de partir, mit le feu à l'arsenal de la ville, où il était resté beaucoup d'objets lors de la retraite de l'armée française. (Voir son *Rapport* du 22 octobre 1812.)

un seul couronné de succès (1). Leur perte s'élevait à 24 officiers et 485 soldats tués, 68 officiers et 1,487 soldats blessés (2).

La garnison avait fait cinq sorties, toutes heureuses; elle comptait 193 hommes tués et 443 blessés (3). Au moment de la levée du siége, elle avait encore 1,200 hommes sous les armes (4).

La belle défense de Burgos fit perdre à Wellington une partie des résultats que lui avait assurés la bataille de Salamanque; elle produisit en Angleterre une émotion qui se révéla bientôt par des attaques violentes contre l'armée de la Péninsule (5).

Le général Dubreton reçut de grands éloges pour ce beau fait d'armes, et Wellington lui-même trouva plus tard une occasion de le féliciter (6).

Les circonstances que nous venons d'exposer avec une scrupuleuse bonne foi servent de réponse aux attaques qui ont été dirigées contre Wellington et contre les ingénieurs anglais, à propos de ce malheureux siége.

Dans les conditions où se trouvaient les alliés, il eût été difficile de faire mieux, et en tout cas impossible d'observer

---

(1) Belmas. « La perte des alliés, dit le général Sarrazin, fut certainement très-considérable, mais elle n'est pas le quart de ce qu'aurait coûté une bataille contre Soult pour obtenir dans le Sud ce que lord Wellington sut lui arracher par ses mouvements stratégiques dans le Nord. » P. 317.

(2) Jones.

(3) D'après Dubreton, les défenseurs eurent 16 officiers et 607 sous-officiers et soldats hors de combat, dont 304 tués ou morts des suites de leurs blessures.

(4) Belmas.

(5) Le général Sarrazin prétend que ce fut par la négligence de Wellington que la place ne tomba point entre les mains des Anglais. « S'il avait envoyé un parlementaire pour sommer « la place de se rendre, le général Dubreton se serait rendu étant décidé, depuis la journée « du 18, à accepter une capitulation honorable. » Nous n'avons trouvé nulle part la confirmation de ce témoignage, qui doit être inexact.

(6) Ce fut en 1816, pendant le séjour de Wellington en France.

Sherer prétend que le duc, pendant le siége de Burgos, paya de sa personne tout autant que le général Dubreton. « Il fut si souvent exposé, di-il, qu'il n'échappa que par un hasard remarquable. » — T. II, p. 203.

strictement les règles de l'art. Vauban lui-même, sans outils, sans canons, sans projectiles et sans sapeurs-mineurs, avec un nombre insuffisant d'officiers du génie et des soldats exécutant les travaux de siége à contre-cœur, n'aurait peut-être pas obtenu de meilleurs résultats.

Le seul tort de Wellington est d'avoir entrepris le siége avec des ressources qu'il jugea lui-même insuffisantes en arrivant sur les lieux.

Faute de bons renseignements, il s'était trompé sur l'état réel des ouvrages de la place; et lorsqu'il eut reconnu son erreur, il commit la faute de ne pas faire venir des canons de Santander et de ne pas repousser, en attendant, l'armée de Clausel de l'autre côté de l'Èbre, opération conforme aux principes généraux de la guerre et qui, dans le cas particulier dont il s'agit, aurait eu l'avantage de retarder l'organisation de l'armée française (1).

Quant à l'opération même de la levée du siége, elle était devenue nécessaire après la lettre de Hill, annonçant que Joseph, parti de Requena le 18 octobre, se dirigeait par Cuença sur Tolède, avec 50,000 hommes d'infanterie, 8,000 cavaliers et 84 bouches à feu, dans le but de chasser les alliés du Tage (2). Presque simultanément d'ailleurs, Wellington avait reçu avis que Caffarelli était à Vittoria avec 8,000 hommes d'infanterie, 1,000 chevaux et 16 bouches à feu, et que l'armée de Portugal, nouvellement renforcée, comptait environ 35,000 combattants (3).

---

(1) On doit critiquer aussi les détails de l'attaque, et notamment l'emploi des galeries de mine pour faire brèche; mais cette critique atteint moins le général en chef que les chefs de l'artillerie et du génie.

(2) 35,000 fantassins, 6,000 cavaliers et 72 pièces de canon provenaient de l'armée d'Andalousie. D'après les *Mémoires de Joseph*, l'armée du roi comptait 50,000 hommes et 84 canons.

(3) D'après Belmas, l'armée du Portugal reçut de France 10,500 hommes d'infanterie et 1,300 chevaux; elle fut rejointe par 9,500 hommes, 1,300 chevaux et 16 canons de l'armée du Nord. Se trouvant ainsi forte de 41,000 hommes, elle se mit en marche, le 17, vers Burgos. Soult, à la même époque, s'avançait avec 45,000 hommes, et l'armée du Centre avec 12,000.

Toutes ces circonstances devaient nécessairement l'engager à battre en retraite, puisque Souham, qui avait succédé à Clausel (1), pouvait d'un moment à l'autre se porter au secours du château, et que les forces alliées ne s'élevaient qu'à 20,000 Anglo-Portugais et 11,000 Galiciens, aussi peu redoutables en ligne que des guérillas. Les forces disponibles en arrière montaient à 3,000 hommes seulement. Ce n'était pas assez pour braver 44,000 Français. Hill, de son côté, ne se trouvait pas en mesure de tenir tête aux armées du roi (2), d'autant plus que les 30,000 Espagnols chargés de menacer le flanc de l'ennemi et de retarder sa marche sur Madrid étaient restés à Grenade, par suite de l'insubordination de Ballesteros (3).

Pour faire face à cette situation, le général en chef ordonna à Hill d'abandonner la défense du Tage, pour se joindre à l'armée principale sur l'Adaja.

Le général Souham était convaincu que son adversaire avait plus de 60,000 hommes et attendait encore trois divisions de Madrid ; il ne songeait donc pas à attaquer, et craignait au contraire de l'être. Sa situation, du reste, commandait beaucoup de réserve, car la défaite de l'armée de Portugal eût ouvert aux alliés les portes de la France. Plus tard, informé de l'état véritable des forces de Wellington par la voie des journaux anglais (dont l'indiscrétion habituelle rendait les plus grands services aux armées françaises), il rappela de Vittoria les troupes de Caffarelli, concentra les siennes à Briviesca, et se disposa à faire lever le siége de Burgos.

---

(1) Clausel était toujours souffrant de la grave blessure qu'il avait reçue au combat d'arrière-garde, livré le lendemain de la bataille de Salamanque.

(2) La brigade Skeret, venue de Cadix, avait porté son armée à 40,000 hommes, y compris les troupes espagnoles irrégulières. Une multitude de guerillas occupaient les environs.

(3) Ballesteros devait se porter entre Alcaraz et le fort de Chinchilla, qu'il avait mission de protéger. Soult enleva ce fort sans difficulté, le 9 octobre. (Voir la *dépêche de Wellington* du 26 octobre, *à lord Bathurst.*)

DE BURGOS,

pt. et Oct. 1812.

PL. X

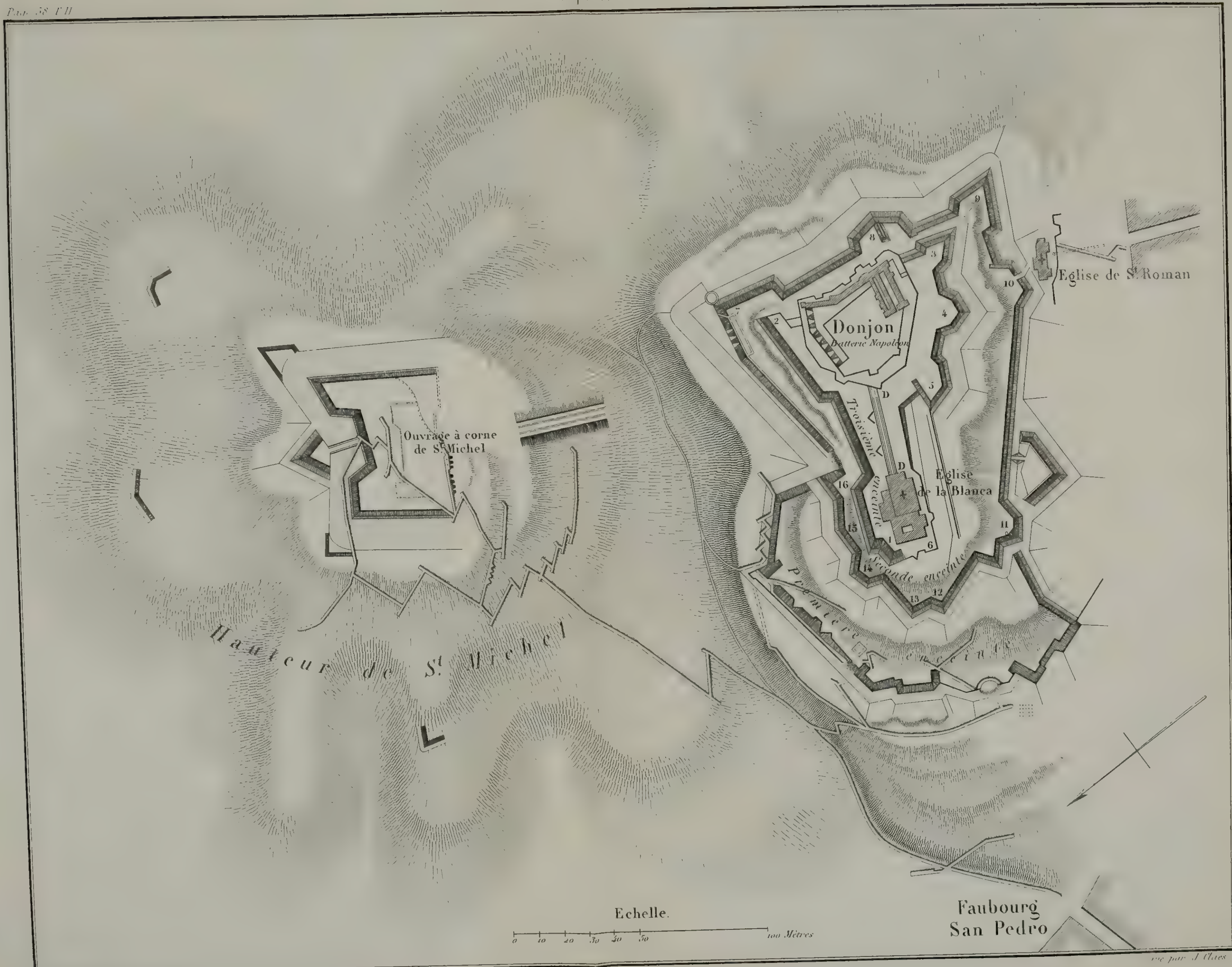


SIÉGE DE BURGOS,

Sept et Oct. 1812.

Pag. 38 T II

PL. XIV



Lith de Guyot et Stapleaux fils

...ié par J. Claes

Le général anglais, avec moins de troupes et surtout moins d'artillerie que n'en avait Souham, occupait une position dangereuse en cas de revers (1), et avait des lieutenants qui ne valaient pas à beaucoup près ceux de l'armée française (2); il ne pouvait donc raisonnablement accepter la bataille. Aussi prit-il la résolution de battre en retraite, pour opérer sa jonction avec Hill, jonction qu'un plus long séjour à Burgos aurait compromise.

L'armée alliée quitta ses positions le 21, à la nuit close, et gagna dans le plus grand silence la route de Valladolid, qui passait sous le canon du château (3). Wellington fit envelopper de paille les roues des affûts et prit si bien ses mesures, que la première division traversa la rivière sans être entendue; les autres en auraient fait autant si quelques guérillas, en galopant sur le pont, n'avaient donné l'éveil à la garnison. Toutefois les pertes qu'essuyèrent ces divisions ne furent pas considérables, et n'apportèrent aucun retard dans la marche.

Souham, prévenu seulement le 22 au soir, commença la poursuite, quand déjà les alliés étaient hors de danger. Cette poursuite, au reste, peut être citée pour la vivacité et le talent qu'y déploya le général français.

Le 23, à Venta de Pozo, l'arrière-garde des alliés fut si rudement pressée, que l'armée elle-même eût été entamée par la cavalerie française, sans les bonnes dispositions que prit Wellington pour arrêter au dernier moment cette cavalerie victorieuse. Le même jour, le duc passa le Pisuerga; le lendemain au soir, il établit toute son armée dans une bonne position derrière le Carrion, où il fut rejoint pres-

---

(1) Il avait sur ses derrières le château de Burgos et la rivière d'Arlanzon, dont les gués et les ponts étaient soumis au feu des assiégés.

(2) Les généraux français s'appelaient Foy, Clausel, Maucune, Caffarelli, etc. Ils étaient supérieurs à ceux de l'armée anglaise, si l'on en excepte Hill et Paget.

(3) S'il avait pris la route de Gamonal à Villasur, qui était plus longue, Wellington aurait été probablement devancé par Souham.

que aussitôt par une brigade de la garde, débarquée récemment à la Corogne, sous les ordres de Dalhousie.

Le 25, Wellington se disposa à recevoir la bataille : c'était un acte de vigueur digne d'éloges; malheureusement on négligea de rompre les ponts de Palencia et de Tariego (1), et cette circonstance permit à Foy de tourner la gauche des alliés. Presque en même temps, la cavalerie française passa le pont de Banos et menaça leur droite (2).

La position n'étant plus dès lors assez forte, et la retraite pouvant être compromise par un plus long séjour, Wellington se replia, le 26 de grand matin, sur Cabezon. Il donna en même temps l'ordre de garder les ponts de Tudela, de Valladolid, de Simancas, de Tordesillas, qui assuraient sa marche au delà du Douro. Afin de gagner du temps, il se proposa de garder le plus longtemps possible sa position de Cabezon; mais Souham, qui avait ordre d'éviter la bataille (3), s'étendit de plus en plus à droite, et tâcha de le déloger en surprenant les ponts de Valladolid, de Simancas et de Tordesillas : heureusement pour le duc, le premier de ces ponts résista et les autres furent rompus à temps; cependant, à Tordesillas, il se forma tout à coup, dans les rangs des Français déconcertés, une troupe d'élite composée de 60 officiers et sous-officiers. Ces braves, conduits par l'intrépide capitaine Guingret, construisirent un radeau sur lequel ils déposèrent leurs effets et leurs armes; se jetant ensuite dans les eaux froides du Douro, en ce moment débordé, et tenant leurs épées entre les dents, ils poussèrent le radeau devant eux à la nage. Sous la protection de l'artil-

(1) Ces ponts devaient être détruits comme ceux de Villa-Muriel et de Duenas; mais les Français y arrivèrent avant que les travaux de mine fussent achevés.

(2) La mine préparée pour démolir ce pont manqua son effet. Ici encore les ordres de Wellington furent mal exécutés.

(3) Le 1er, Joseph lui avait écrit d'éviter une action générale et de combiner ses mouvements avec les siens. Cette lettre n'arriva que le 20 au matin, c'est-à-dire le jour même où Souham avait résolu de livrer bataille. (Voir plus loin.)

lerie, ils gagnèrent ainsi le pied d'une vieille tour défendue par un poste ennemi. Attaquer ce poste dans l'état de nudité où ils se trouvaient, s'en rendre maîtres et rétablir le passage fut l'affaire d'un instant. Quand Wellington qui, dans ces entrefaites, avait détruit les ponts de Valladolid et de Cabezon (le 28), et passé le Douro à Tudela et Puente de Douro (le 29), apprit ce beau fait d'armes, il changea soudain de résolution, marcha par sa gauche et concentra son armée à Rueda, en arrière de Tordesillas, où il fut, dès le 30, en mesure de disputer le passage de la rivière (1). Cette prompte décision et la destruction des ponts de Toro et de Zamora assurèrent enfin la jonction de ses troupes avec celles du général Hill (2).

En annonçant ce résultat à lord Bathurst (le 31 octobre), Wellington écrivit : « Si je considère la force de l'ennemi, « l'état des troupes espagnoles, le grand nombre d'étrangers « qui se trouvaient dans mes divisions d'infanterie et la « faiblesse de ma cavalerie, *je pense que j'ai échappé à la « plus mauvaise situation militaire qui fût jamais.* »

Le duc garda sa position jusqu'au 6 novembre. Les ponts de Toro et de Tordesillas ayant été rétablis ce jour-là, il put gagner le 7 Torrecilla de la Orden, et, le lendemain, son ancienne position de San-Christoval, près de Salamanque. Le même jour, sir Rowland Hill, qui dès le 3 avait été en communication avec Wellington et dont la jonction s'était effectuée le 5, passa la Tormès, laissant à Alba un corps anglais et une division portugaise (3).

---

(1) A cette date, le pont était réparé, mais le gros de l'armée de Souham ne se trouvait pas encore sur les lieux.

(2) Du 22 au 29 inclusivement, l'armée alliée eut 127 hommes tués, 522 blessés et 243 manquants. — JONES.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* se trompent donc en affirmant que la retraite de Burgos coûta aux alliés plus de 3,000 hommes, dont 1,800 prisonniers. Le pont de Zamora était le onzième détruit par ordre de Wellington depuis le commencement de la retraite.

(3) SHERER.

On a vu que ce général avait été menacé par les forces réunies du roi et de Soult (1), en marche vers le Tage pour opérer contre Wellington, s'il continuait le siége de Burgos, ou, s'il abandonnait ce siége et Madrid en même temps, le refouler en Portugal, de concert avec l'armée de Souham. Hill, avec beaucoup de discernement, avait préféré la retraite par la Guadarrama à celle par la vallée du Tage, qui cependant offrait l'avantage de couvrir Lisbonne (2). Après avoir détruit ses munitions et brûlé ses pontons, il avait traversé Madrid (3) et réuni ses troupes à Majadahonda (le 31 octobre); Soult s'était mis à sa poursuite dans la direction d'Arevalo, mais avec une prudence qui annonçait la crainte de livrer bataille (4).

Pendant ce temps, Joseph était entré à Madrid. Son séjour dans cette ville toutefois ne fut pas long.

Le 4 novembre, il opéra sa jonction avec le maréchal Soult sur la Guadarrama.

Hill continua son mouvement avec assez de bonheur. Il était presque hors de danger, quand Wellington apprit que Souham avait rétabli, dans la journée du 4, le pont de Toro. Cette circonstance ne lui permettait pas, sans compromettre ses derrières, de rester plus longtemps sur l'Adaja. Il envoya donc à Hill l'ordre de se diriger sur Alba de Tormès, pendant que lui-même se replierait de Tordesillas sur San-Christoval.

Joseph, n'espérant plus dès lors séparer les deux généraux, marcha de Ségovie sur Arevalo. Le 8, il rencontra les éclai-

---

(1) Ces forces réunis s'élevaient à 70,000 hommes.

(2) Hill savait que Wellington était pressé dans le Nord par des forces supérieures, et que les Français, à cause de la saison avancée, ne trouveraient pas de vivres dans la vallée du Tage.

(3) Dans les premiers jours d'octobre, le corps de Hill avait pris position sur le Tage, entre Aranjuez et Tolède. Trois divisions étaient restées à Madrid.

(4) Comme Soult avait seulement 35,000 hommes, et qu'il croyait Ballesteros avec Hill, son devoir lui commandait d'agir ainsi. Pour les Français, la perte d'une bataille eût amené l'évacuation de la Péninsule. Les alliés risquaient moins.

reurs de Souham à Medina del Campo. Les forces réunies des Français s'élevaient en ce moment à 90,000 hommes, dont 12,000 de cavalerie, soutenus par 120 pièces de canon (1).

L'armée alliée comptait seulement 64,000 hommes d'infanterie, 4,000 cavaliers et 70 bouches à feu (2); elle avait d'ailleurs besoin de repos et de soins : « Les hommes manquaient de souliers, leur équipement était délabré, la cavalerie avait perdu de sa consistance, les chevaux pouvaient à peine faire le service, et la discipline était partout relâchée (3). » Nonobstant ces difficultés, Wellington désirait être attaqué sur la rive droite de la Tormès, parce que sa position était très-forte et rappelait à ses soldats de glorieux souvenirs (4).

Le roi, de son côté, jugea l'occasion favorable pour livrer une bataille et venger le désastre de Salamanque. Toutefois, n'ayant pas assez de confiance dans ses capacités militaires, il donna le commandement des troupes à Soult, malgré les justes et nombreux sujets de plainte qu'il avait contre ce maréchal (5).

On fut quelque temps indécis sur le choix du point d'at-

---

(1) Thibaudeau estime les forces françaises à 90,000 hommes, dont 10,000 cavaliers. Sherer à 78,000 fantassins et 12,000 chevaux; Belmas à 95,000 hommes en tout; l'auteur des *Mémoires de Joseph* à 80,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie, et à 120 canons; le général Sarrazin à 70,000 hommes seulement; Toréno à 80,000 fantassins et 12,000 cavaliers; Jones à 80,000 hommes et 10,000 chevaux.

(2) Sur ces 68,000 hommes, il y avait 52,000 Anglo-Portugais. Wellington, dans sa *lettre* du 19 novembre *à lord Bathurst*, prétend que son armée de la Tormès comptait 52,000 Anglo-Portugais, dont 4,000 hommes de cavalerie, et 12 à 16,000 Espagnols.

D'après Toréno, il y avait 18,000 Espagnols, non compris les guérillas et les troupes de l'Estramadure amenées par Hill. Jones porte l'effectif des alliés à 50,000 hommes; Belmas à 60,000, et l'auteur des *Mémoires de Joseph*, à 70 ou 75,000.

(3) Napier, t. IX, p. 398, et Wellington, *lettre* du 8 novembre *au comte Bathurst*.

(4) Wellington ne risquait rien : battu, il se retirait en Portugal ; vainqueur, il retournait à Madrid.

(5) Le 12 septembre, un capitaine de navire, jeté à la côte près de Valence, remit au roi, dans cette ville, diverses lettres que Soult l'avait chargé de porter en France. Joseph, qui était sans nouvelles de son lieutenant, ouvrit ces lettres (écrites le 12 août), et vit, à son grand étonnement, que le duc de Dalmatie le dénonçait au ministre de la guerre comme un traître en correspondance avec l'ennemi. (Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 235 et 267; t. IX, p. 71 et 86.)

taque. Jourdan, faisant observer que la position de Wellington s'étendait sur une longueur de 5 lieues, depuis Alba jusqu'à San-Christoval, proposait de passer nuitamment la Tormès à gué, et de tomber sur le centre à Calvariza de Ariba, pour forcer le général anglais à recevoir la bataille. Soult, au contraire, jugeant la position trop forte, était d'avis de tourner la droite des alliés en passant la rivière à deux lieues au-dessus d'Alba (1), opération analogue à celle que Marmont avait tentée précédemment sur le même théâtre, mais moins dangereuse, à cause du grand rayon sur lequel elle devait avoir lieu (2). Ce plan devait avoir pour résultat de forcer Wellington d'accepter la bataille sur un terrain moins avantageux; c'est ce qui engagea le roi à lui donner la préférence, bien qu'il eût l'inconvénient de laisser aux alliés le moyen de prévenir l'armée française sur la ligne de communication de Ciudad-Rodrigo (3).

Le 14 de grand matin, le duc de Dalmatie commença l'opération par le passage de la Tormès, au gué de Galisancho, en amont d'Alba. La trop grande confiance de Wellington (4) rendit ce passage moins difficile qu'il eût dû l'être. Les postes d'observation de l'armée anglaise furent enlevés, et les défenseurs d'Alba de Tormès (5) débordés sur la droite, ce qui les mit dans une situation fâcheuse. Quand le général en

---

(1) En dirigeant un corps sur Tamamès, Soult aurait pu devancer Wellington à San-Munos, où la route de Ciudad traverse la Huebra, qui, bordée de marais sur les deux rives, forme un défilé extrêmement dangereux; mais, craignant que les chemins ne fussent mauvais, il préféra tenir ses troupes réunies et se rapprocher de Salamanque.

(2) Soult suivit une chaine de hauteurs enveloppant celle sur laquelle Marmont avait fait son évolution à la bataille de Salamanque, et par conséquent hors de portée d'une attaque subite.

(3) On peut lire au t. VIII, p. 263, des *Mémoires de Joseph,* les raisons qui engagèrent le roi et Jourdan à ne pas rejeter le plan de Soult, dont ils avaient cependant reconnu le danger. (Voir t. IX, p. 99 et suiv., et p. 113 et suiv.)

Dans le même ouvrage, t. VIII, p. 270, se trouve une note intéressante du comte de Mélito, indiquant les causes de l'insuccès de l'attaque projetée par Soult.

(4) Il était à Salamanque, et il semblait si sûr de pouvoir empêcher le passage, qu'il laissa, pendant toute la journée du 14, le gros de ses troupes à San-Christoval sur la gauche de sa position.

(5) Il y avait sur ce point 8,000 hommes.

chef arriva sur les lieux, le mal était sans remède. Il retira en conséquence la garnison d'Alba et fit occuper pendant la nuit la position des Arapiles.

Wellington comptait être attaqué dans cette position le lendemain; mais Soult ne se laissa point tenter par le désir de prendre la revanche de Salamanque; il fortifia sa position de Mozarbes et étendit sa gauche jusque près de la route de Ciudad-Rodrigo.

En voyant ce mouvement, Wellington prit la résolution hardie de faire filer en plein jour (à 2 heures) son armée sur trois colonnes, parallèlement à la ligne de bataille de Soult, et pour ainsi dire à portée de canon. Cette opération, qui aurait pu avoir des suites désastreuses, réussit complétement, parce qu'on ne chercha point à la contrarier, et qu'il tomba subitement un brouillard épais et de fortes pluies qui rendirent les sentiers et les champs presque impraticables (1).

On doit reprocher à Wellington d'être resté aux Arapiles assez longtemps pour qu'un pareil mouvement devînt nécessaire au salut de son armée.

Les alliés campèrent la nuit sur la Valmusa, derrière la gauche de l'armée française, qui, peu d'heures auparavant, les avait menacés en front; ils gagnèrent ensuite, sans être inquié-

---

(1) Le roi Joseph, dans une lettre, du 23 décembre 1812, *au général Clarke*, dit : « Trois causes ont contribué à favoriser la retraite de lord Wellington dans la journée du 15 : la pluie, la trop grande circonspection du duc de Dalmatie et le manque d'un bon officier de cavalerie.

« Le duc de Dalmatie a perdu deux heures sur les hauteurs en arrière de Nuestra-Señora de Valuena, sous prétexte qu'il ne pouvait s'engager avant que l'armée de Portugal fût en mesure de le soutenir...

« Le soir, les moindres ruisseaux étaient impraticables. »

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* n'ont pas un mot de blâme pour le duc de Dalmatie, et Belmas fait preuve de la même indulgence, en disant : « La brume qui régnait depuis le « matin se convertit en un orage affreux, tel qu'on n'en vit jamais de semblable. La pluie, « qui tombait par torrents, ne fit bientôt du champ de bataille qu'un bourbier inextricable. « L'obscurité toujours croissante ne tarda pas à augmenter l'horreur de cette scène. »

tés, la place de Ciudad-Rodrigo (1). Cette retraite, comme celle de Burgos, fut signalée par de graves désordres et des actes d'indiscipline (2), dont les meilleures troupes offrent malheureusement le triste exemple quand elles sont privées du nécessaire. Après Salamanque, l'armée française ne se trouva pas, sous ce rapport, dans de meilleures conditions. C'est ce qui résulte de l'extrait suivant d'une lettre écrite par le général Clausel au ministre de la guerre (3). « Il est ordinaire de voir, après « un échec, des armées découragées : il est difficile d'en voir « une dont le découragement soit plus grand, et je ne puis « ni ne dois taire à Votre Excellence qu'il règne dans celle- « ci, depuis longtemps, un bien mauvais esprit; les désor- « dres, les excès les plus révoltants ont marqué partout « notre retraite. J'emploierai tous les moyens que me donne

---

(1) « L'avant-garde française ne s'arrêta qu'à une lieue de Ciudad ; elle ramassa une grande quantité de bagages et de voitures abandonnées et 4,000 prisonniers, au nombre desquels se trouvait lord Paget. » — BELMAS.

L'*état officiel* des Anglais réduit de beaucoup ce nombre de prisonniers, puisqu'il fixe les pertes du 15 au 19 inclusivement à 50 tués, 139 blessés et 178 manquants, évaluation qui correspond du reste à celle de Jones. (*Journaux des siéges*, etc., p. 286.)

(2) Wellington, dans un ordre du jour du 16 novembre, attribua ces désordres *à la négligence des officiers à faire observer ce qui est du devoir du soldat.* « Ce document, dit Sherer (t. II, p. 210), rempli d'amers reproches, fut accueilli par l'armée avec dépit (*vexation*), car plusieurs corps avaient maintenu une sévère discipline. » Quoique Maxwell et Southey confirment cette opinion, nous tenons pour plus exacte celle du général en chef, qui n'avait aucun intérêt à dénigrer ou à vexer ses troupes.

Depuis Salamanque, les soldats, en cinq jours, n'avaient reçu que deux rations ; aussi, ayant rencontré des troupeaux de porcs, ils s'étaient débandés pour leur donner la chasse, malgré la présence de l'ennemi. En vain, Wellington fit pendre deux coupables : les soldats affamés continuèrent leurs désordres, pillant et buvant avec tant d'intempérance, qu'un jour on en trouva 12,000 ivres à la fois (Stocqueler). Les pillards et les ivrognes furent pour la plupart pris par l'ennemi ou tués par les habitants.

Des scènes analogues avaient eu lieu après Talavera. (Voir NAPIER, t. IX, p. 419.)

Stocqueler prétend que le nombre des soldats pris de boisson qui périrent ou tombèrent entre les mains de l'ennemi s'éleva à 7,000; mais ce chiffre doit être exagéré, puisque Jones affirme que Wellington, dans la retraite de 50 lieues qui suivit la levée du siége de Burgos ne perdit que 850 hommes. (*Hist. de la guerre d'Espagne.*)

Le fait suivant donnera une idée de l'indiscipline qui régnait dans l'armée anglaise : à la suite du combat livré sur la Huebra le 19 novembre, Wellington assigna à son armée une ligne de retraite qui parut défectueuse à quelques-uns de ses généraux. En conséquence, ces officiers prirent sur eux de faire filer les troupes par le chemin direct que le duc avait reconnu et qui était tout à fait impraticable. Cet acte d'insubordination aurait eu les conséquences les plus graves, si Wellington n'avait pris immédiatement des mesures pour en arrêter l'effet.

(3) *Lettre* du 6 août 1812.

« l'autorité pour changer les dispositions du soldat et mettre « un terme aux déplorables actions commises journellement « sous les yeux mêmes des officiers de tout grade, actions « que ceux-ci ne cherchent point à réprimer. »

Il n'est pas étonnant que des faits identiques se soient produits dans l'armée de Wellington. Cette armée, du reste, eut de grandes difficultés à surmonter par suite de la nature du terrain, de la continuité des pluies, du manque de vivres (1) et de l'insuffisance des moyens de transport. Sur certains points, les troupes durent passer les cours d'eau homme par homme sur des troncs d'arbres. Soult, heureusement, ne montra pas une grande vigueur dans la poursuite; il fut même obligé de s'arrêter sur l'Huebra, faute de vivres. Sans cette circonstance, Wellington serait arrivé à Ciudad dans un pire état que celui où se trouva John Moore quand il soutint le glorieux combat de la Corogne. Ces deux retraites mémorables offrent plusieurs traits de ressemblance, et nul doute que l'envie n'en eût fait une arme contre le vainqueur de Salamanque, s'il eût eu le malheur d'être tué, comme son illustre collègue, à la fin de la désastreuse et cependant honorable expédition de 1809.

L'armée française s'établit entre Valladolid et Tolède; Wellington prit ses quartiers d'hiver sur l'Aguada, et Hill se dirigea vers le Tage, avec ordre d'occuper Coria, Palencia et Bejar.

Ni Wellington, ni le roi ne désiraient continuer la campagne : l'un, parce que le tiers de ses troupes était à l'hôpital et que la situation morale des régiments était aussi peu satisfaisante que leur équipement et leur organisation (2);

---

(1) A cause de cette insuffisance de moyens de transport, l'armée alliée fut obligée de laisser en arrière une partie de ses blessés, qui succombèrent à d'horribles souffrances.

(2) Voir Napier, t. IX, p. 420, et *Wellington, lettre* du 23 novembre 1812, *à lord Bathurst*.

—l'autre, parce qu'il manquait de vivres et qu'il avait perdu son artillerie et ses magasins de Séville, Grenade, Madrid, Almaraz, Salamanque et Valladolid.

Si la campagne de 1812 n'eut pas les résultats que Wellington avait espérés, c'est-à-dire si les circonstances l'obligèrent à rester au Nord, au lieu de terminer les opérations par une grande bataille sur le Guadalquivir, cette campagne n'en fut pas moins utile pour la cause espagnole, glorieuse pour l'armée alliée, honorable pour le général qui la commandait.

En effet, l'ennemi avait levé le siége de Cadix, évacué l'Andalousie, perdu ses places de dépôt du Nord, de l'Ouest et du Sud. Il avait abandonné aux alliés, depuis le mois de janvier, 20,000 hommes (1) et près de 3,000 bouches à feu. Enfin, son armée se trouvait comme investie au milieu de l'Espagne, ayant les Anglo-Portugais sur son front, leurs escadres sur ses flancs, l'insurrection et des nuées de guérillas sur ses derrières, depuis les Pyrénées jusqu'à Gibraltar.

Ce résultat inespéré était l'œuvre de l'Angleterre. Elle l'avait obtenu par son expédition de Popham sur les côtes de la Biscaye, par la descente de Maitland en Catalogne, par l'appui généreux prêté aux défenseurs de Cadix, et surtout par la bravoure de son armée de terre, l'énergie persévérante et la haute capacité de son général en chef.

Si Wellington commit des fautes, et si sa retraite fut moins

---

(1) *Lettre* du 23 novembre *au comte de Liverpool*. Ces 20,000 prisonniers avait été envoyés en Angleterre.

remarquable peut-être que celle de John Moore, néanmoins il se distingua dans cette campagne par une rare sagacité, beaucoup de sang-froid et une grande aptitude à tirer parti des circonstances les plus diverses. « Waterloo, dit un auteur anglais, peut paraître un exploit plus glorieux à cause de l'homme extraordinaire qui fut vaincu dans cette journée; Assye peut être estimé une action plus étonnante; mais la bataille de Salamanque sera toujours citée comme celle où Wellington déploya le plus de talent et d'habileté. »

Plusieurs écrivains militaires de France se sont élevés contre ce jugement (1); mais dans des termes qui font douter de leur impartialité. Moins exclusif et plus juste, l'auteur du *Précis de l'art de la guerre* est convenu que la campagne de 1812 a délivré le midi de l'Espagne et donné un ascendant marqué à l'armée anglaise sur celles des maréchaux de l'empire. « Bien que lente et compassée, dit-il, cette campagne fait honneur à Wellington. Le choix de sa direction stratégique était sage, ses dispositions de combat étaient habiles. » Toutefois, M. Jomini blâme le général anglais d'avoir perdu 30 jours à Burgos, et donné à Clausel le temps de refaire son armée battue à Salamanque (2).

Sans la grande faute commise par l'empereur de déclarer la guerre à la Russie, dans un moment où les hostilités étaient encore flagrantes au delà des Pyrénées, l'Espagne n'eût pas été si promptement délivrée.

On a prétendu que Napoléon ne se dissimula point les avantages que donnait à Wellington l'occupation du Portu-

---

(1) Nous citerons notamment les généraux auteurs des *Victoires et conquêtes des armées françaises*, et le compilateur des *Mémoires de Joseph*. Ce dernier, après avoir fait à sa guise un résumé de la campagne de 1812, s'écrie : « De ce résumé, nous tirons la conséquence que lord Wellington ne lutta jamais dans cette campagne contre des forces supérieures; qu'il obtint des succès et évita des revers, par des causes autres que la supériorité de son génie et celle de la valeur de ses troupes... » T. VIII, p. 474.

M. Du Casse oublie qu'il n'est donné qu'aux hommes supérieurs de savoir profiter des fautes d'autrui.

(2) *Napoléon au tribunal de César.*

gal, de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz sur le flanc d'une ligne d'opérations de 200 lieues de profondeur, et que son premier plan fut de concentrer derrière l'Èbre, pendant la campagne de Russie, tout ce qui lui restait de forces en Espagne ; mais on ajoute, qu'à la suite des succès du duc d'Albuféra, dans le royaume de Valence, et après la destruction de l'armée de Blake, l'empereur changea d'avis et résolut de garder toute la Péninsule avec 231,000 hommes, dont 178,000 présents sous les armes. Ce n'était pas le moyen de frapper des coups décisifs, mais du moins on pouvait ainsi faire subsister plus facilement les troupes, et Napoléon se préoccupait plus de cet avantage que des dangers d'une trop grande dissémination, sans doute parce qu'il n'avait pas une haute opinion de Wellington, qui passait alors dans les conseils de l'armée française pour un général propre seulement à la guerre défensive.

CHAPITRE XI.

CAMPAGNE DE 1813.

VITTORIA.

CHAPITRE XI.

SOMMAIRE :

Effet produit par la retraite de Burgos en Angleterre et en Espagne. — Nouveaux déboires de Wellington. — Ses négociations avec les cortès.— Voyage à Cadix. — Réception qu'on lui fait dans cette ville et à Lisbonne. — Retour au quartier général. — Situation des armées belligérantes. — Mouvements offensifs. — Habileté avec laquelle Wellington déjoue les plans de Joseph. — Fautes de ce dernier. — Bataille de Vittoria. — Résultats de cette bataille. — Joseph se retire sur Pampelune. — Blocus de cette ville. — Opérations de Wellington et de Clausel. — Le duc établit son armée sur les Pyrénées, et remet la continuation de la guerre à la campagne suivante. — Commencement du siége de Saint-Sébastien.

La retraite de Burgos, mal interprétée en Angleterre et dans la Péninsule, donna lieu à de nouvelles difficultés politiques. La confiance illimitée produite par la victoire de Salamanque, fit bientôt place aux récriminations qui suivent d'ordinaire la perte d'une illusion ou d'un espoir longtemps caressé.

Le marquis Wellesley, Whitbread et le comte Grey reprochèrent au cabinet d'avoir compromis l'attaque de Burgos, en négligeant de fournir au général en chef les ressources nécessaires.

Lord Granville et lord Ponsonby s'en prirent à la guerre elle-même, qui, dans leur opinion, devait conduire fatalement à une catastrophe.

« Je maintiens, dit l'un, ma première opinion, et je suis « convaincu que la délivrance de la Péninsule est au-dessus « des moyens de l'Angleterre (*is beyond the utmost means of « the country to effect*); il est cruel et indigne d'embarquer « la population de ce pays dans une cause désespérée, et « cela pour obtenir seulement un avantage temporaire.... »

« Je trouve inutile, s'écria lord Ponsonby, de pousser plus « loin une guerre sans résultats, inutile de dissiper le sang « et les trésors de l'Angleterre pour un objet impossible à « atteindre : nous sommes évidemment hors d'état de chasser « les Français de la Péninsule.... »

La même thèse fut soutenue par MM. Freemantle et Francis « Burdett : « De tous nos avantages, dit ce dernier, il n'est « résulté jusqu'ici que calamités et détresse. Ou Wellington « ne mérite pas les remercîments que l'on sollicite pour lui, « ou la cause de nos revers doit être attribuée à la négli- « gence et à l'imbécillité des ministres.... »

Le marquis Wellesley demanda la formation d'un comité d'enquête (1), et à cette occasion fit un pompeux éloge de son frère, qu'il appelait avec emphase « un général qu'aucun autre « n'a surpassé dans les temps anciens et modernes, l'orgueil « de son pays et l'espoir de l'Europe (2). »

Cette motion fut appuyée par le comte Grey, par Whitbread, Heathcote et Ponsonby; mais lords Bathurst, Castlereagh et Liverpool la firent écarter, à la majorité de 115 voix contre 39, soutenant qu'ils avaient fait de leur mieux; que Welling-

---

(1) A ce propos, il accusa le ministère d'avoir négligé l'armée, dédaigné les conseils du général en chef et prêté l'oreille à tous les intrigants qui lui suggéraient de nouveaux moyens pour sortir de la détresse que son propre manque d'habileté avait produite.

(2) « *A general pronounced by the whole world to be unsurpassed in ancient or modern, « times; — the pride of his country and the refuge of the hope of Europe.* »

ton ne se plaignait pas ; que l'Espagne, d'ailleurs, n'était pas le seul point dont ils eussent à s'occuper; qu'ils devaient exciter et soutenir l'Allemagne et la Russie contre Napoléon ; que l'insuccès de l'attaque de Burgos tenait aux circonstances bien plus qu'aux hommes ; que le défaut d'argent dont Wellington avait à souffrir provenait de l'énorme dépréciation (24 p. c.) des traites sur la Péninsule ; qu'après tout, on était mal venu de se plaindre, puisque jamais l'Angleterre n'avait obtenu sur le continent des succès comparables à ceux des campagnes de 1811 et de 1812 (1).

A la suite de ces observations, dont quelques-unes sont au moins contestables, la chambre vota les remercîments et le crédit de 100 mille livres demandés pour le général en chef.

Encouragé par ce succès, le gouvernement créa de nouvelles ressources pour augmenter l'effectif de l'armée. On engagea vingt-cinq mille hommes de milice avec des primes de douze à quinze guinées ; cet expédient, nécessité par l'insuffisance du recrutement volontaire, permit à la Grande-Bretagne de déployer dans les dernières années de la lutte un ensemble de forces réellement imposant (2). Mais, à mesure que ses moyens d'action augmentaient dans la Péninsule, son influence morale diminuait. Les démocrates espagnols et les nobles portugais s'attachaient à rendre la

---

(1) Voir *Débats du Parlement* : t. XXV, p. 25, 26, 66, 74 et 87.

(2) En 1793, l'Angleterre (Voir *Culloch's stat. of Great-Brit.*, T. II, p. 438) avait à peine 46,000 hommes de troupes en Europe, 10,000 dans les Indes et 58 vaisseaux de ligne en commission. En 1813 (voir ALISON, t. IX, p 346), elle comptait 268,000 hommes de troupes régulières, dont 28,000 dans l'Inde, 32,000 soldats étrangers, 93,000 hommes de milice et 200,000 cipayes : total 582,000 hommes, non compris 68,000 hommes de *yeomenry* et 300,000 hommes de milices locales. La flotte se composait, à la fin de 1812, de 244 vaisseaux de ligne dont 102 en commission et de 219 frégates ; en tout, avec les petits bâtiments, 1,009 voiles, dont 613 en commission. Ces bâtiments étaient montés par 140,000 hommes et 18,000 marins. — ALISON, t. IX, p. 347.

Le budget des dépenses pour l'année 1813 s'élevait à 118,000,000 sterling, dont 11,400,000, donnés en subsides aux puissances continentales. Les budgets des années 1814 et 1815 furent 117,587,979 et de 110,000,000 livres sterling, avec 10 et 11,000,000 livres donnés en subsides.

nation anglaise odieuse au peuple. Il semblait que chaque jour la situation générale empirât.

On ne se ferait pas une juste idée des travaux de Wellington, si l'on ne tenait compte de la lutte incessante qu'il avait à soutenir contre les cortès, la régence de Lisbonne, la cour de Rio-Janeiro et le gouvernement anglais lui-même, qui ne sut jamais donner à la guerre une impulsion vigoureuse.

Les cortès, en supprimant l'inquisition (1), provoquèrent un vif mécontentement dans le clergé, dont les membres les plus influents furent même arrêtés ou obligés de fuir en Portugal (2). Le général en chef et Henri Wellesley s'étaient vainement opposés à cette mesure, qui jeta un parti puissant dans l'opposition. La régence, en prenant fait et cause pour ce parti, devint impossible; elle fut supprimée et remplacée par un gouvernement provisoire, composé des trois plus anciens conseillers d'État : un vieil archevêque et deux hommes nuls (3). C'était ainsi que le voulait la constitution, œuvre informe et ridicule, dont les Espagnols se moquaient, et à laquelle Wellington attribuait une grande partie de ses embarras (4).

La princesse Charlotte, qui avait gagné du terrain dans les cortès, décida ses amis politiques à faire d'actives démarches pour qu'elle fût placée à la tête de la régence; mais l'oppo-

---

(1) Décret du 7 mars 1813, pris en conformité du vote du 22 janvier.

(2) En juillet 1813, la nouvelle régence expulsa le nonce du pape, qui s'était montré hostile au décret d'abolition.

(3) Les cortès renversèrent la régence en septembre 1812, parce qu'elle avait destitué, dans l'intérêt du clergé, Valdès, gouverneur de Cadix. En mars 1813, son autorité fut provisoirement remise aux trois plus anciens conseillers.

(4) Wellington fait une satire amère de la constitution espagnole, dans sa lettre du 27 janvier 1813, *au comte Bathurst*, et dans celle du 29, *à don Andreas-Angel de la Véga*.

Le comte Toréno lui-même, un des auteurs de cette constitution, est obligé de convenir qu'elle était *trop spéculative* (t. IV, p. 351). Il critique notamment l'existence d'une seule chambre, la non-éligibilité des représentants après deux années d'exercice (il fallait l'intervalle d'une session), et l'application uniforme de ce pacte fondamental aux Espagnols et aux habitants des colonies, qui n'avaient ni les mêmes besoins, ni les mêmes habitudes.

sition du peuple, qui détestait cette princesse, et les critiques violentes du parti whig, qui la regardait comme la personnification du vieux régime, firent de nouveau échouer ses projets ambitieux.

Toutes ces querelles diminuèrent l'autorité et le prestige de l'Angleterre à tel point, que les négociations secrètes entre les cortès et Joseph, suspendues après la bataille de Salamanque, se renouèrent insensiblement. On assure même qu'une forte partie de la nation se montrait prête à reconnaître le roi, pourvu qu'il accédât à la politique générale des cortès dans le gouvernement civil. Il est au moins certain que plusieurs généraux espagnols étaient disposés à traiter avec les Français (1), et que déjà ceux-ci avaient recruté des corps nombreux de nationaux, ainsi que des milliers de marins pour monter leurs vaisseaux corsaires.

Cependant les cortès accédèrent aux mesures proposées par Wellington pour la réorganisation des forces nationales, qu'un décret récent de cette assemblée avait mis sous son commandement (2). Le duc se rendit aussitôt à Cadix pour aviser au moyen d'organiser et de nourrir ces forces, avec le concours des autorités espagnoles. La population lui fit un accueil brillant (24 décembre 1812); une députation de la législature vint le complimenter chez lui, et les autorités donnèrent en son honneur des bals et des soirées splendides (3). Les cortès l'admirent dans leur sein et lui donnèrent place au milieu des députés. Cette cérémonie eut lieu le 30 décembre. « Lord Wellington, dit un témoin oculaire,

---

(1) Notamment le comte de Montijo et le duc del Parque (voir à ce sujet les révélations faites en 1834 à Joseph par le général Mina (*Mémoires de Joseph*, t. X).

(2) Décret du 22 septembre 1812. « Ce fut à cette même époque, dit SHERER, t. II, p. 214, que le prince régent du Portugal conféra à Wellington le titre de duc de *Vittoria*, du nom d'une petite ville que le triomphe de l'armée anglaise allait bientôt rendre célèbre.»

En quittant Cadix, Wellington écrivit à Th. Graham : « J'ai mis les affaires militaires sur un meilleur pied. Elles sont en voie d'organisation. J'ai indiqué quelques moyens de payer et de nourrir les armées, et nous commençons à avoir de la discipline... »

(3) TORÉNO, t. V, p. 139.

« prononça un discours en espagnol, simple mais énergique, « et dont la vigueur fut encore rehaussée par l'accent un peu « rude de l'orateur. Le président lui répondit par une haran- « gue aussi habile que pompeuse (1). »

Quelques jours après, Wellington quitta Cadix pour se rendre à Lisbonne. Toutes les villes qu'il traversa, depuis Elvas jusqu'au Tage, l'accueillirent avec enthousiasme. Dans la capitale du Portugal, les maisons furent illuminées trois jours de suite (2).

Le 25 janvier, le duc était de retour au quartier général, satisfait des promesses qu'on lui avait faites, et plein d'espoir dans le succès de la campagne qui allait s'ouvrir.

En vertu d'une décision des cortès, 50,000 hommes, soldés par le subside de l'Angleterre, furent placés sous les ordres du général anglais. Cette mesure, excellente en elle-même, qui n'avait que le défaut d'être un peu tardive, causa un vif mécontentement à certains chefs espagnols. Ballesteros entre autres, capitaine général de l'Andalousie, déclara ouvertement qu'il ne s'y soumettrait pas. Dans une lettre écrite le 23 octobre au ministre de la guerre, il attaqua la nation anglasie, et soutint que donner le commandement des troupes nationales à Wellington, c'était avilir le caractère espagnol. Justement froissée de cette inqualifiable protestation, la régence destitua Ballesteros et le fit même arrêter.

Cependant Wellington ne tarda pas à regretter d'avoir assumé sur lui une responsabilité aussi lourde que celle de l'organisation et du commandement de l'armée espagnole : « Je n'ai connu que fort tard le véritable état de cette armée, « écrivait-il de Cadix au ministre de la guerre (3); sans cela,

---

(1) TORÉNO, t. V, p. 141.
(2) TORÉNO, t. V, p. 142.
(3) A don J. de Carvajal, 4 décembre 1812. Voir aussi les *lettres* du 31 mars et du 2 avril à *Henri Wellesley*.

« j'aurais hésité à me charger d'un commandement qui est
« un véritable travail d'hercule. Toutefois l'ayant accepté, je
« ne l'abandonnerai pas, encore que la charge soit difficile et
« le succès désespéré; je m'en acquitterai tant que je possé-
« derai la confiance des autorités qui me l'ont confié. »

Le but du général était de mettre les armées d'Espagne sur le même pied de hiérarchie et de discipline que les autres troupes européennes, et de faire cesser les intrigues et les sollicitations qui avaient réduit ces armées à un état si déplorable. Il fallait pour cela que rien ne se fît sans son autorisation, ou du moins qu'il fût informé de tout ce qui intéressait les corps placés sous son commandement. Or c'est ce qu'il ne put jamais obtenir, malgré ses vives instances et les promesses écrites du gouvernement. « Je suis fâché de vous
« apprendre, écrivit-il à un membre des cortès (1), que mes
« intentions ont été entièrement faussées par le gouverne-
« ment, qui a rompu tous les engagements contractés avec
« moi, et cependant ratifiés par sa lettre du 1er janvier. »

Le ministre de la guerre, en effet, s'était permis de révoquer et de nommer les officiers, de changer la destination des corps et de suspendre les ordres du général en chef, sans lui demander son avis, même sans le prévenir. Il n'avait pris aucune des mesures convenues pour l'entretien et le payement de la solde des troupes ; enfin les choses étaient arrivées à ce point que Wellington, près d'entrer en campagne, manifesta les plus vives appréhensions au sujet des armées indigènes. Heureusement qu'il avait combiné ses plans de façon à ce que le concours de ces armées, quoique désirable, ne fût pas une condition absolue de succès.

La situation du Portugal n'avait guère changé. Les mêmes influences hostiles et la même apathie s'y faisaient sentir.

---

(1) *A don Andreas-Angel de la Vega,* 3 avril 1813.

Le peuple seul, dans les moments où il était abandonné à ses propres instincts, appréciait équitablement l'importance des services rendus par le général anglais et par sa vaillante armée. La régence, la cour de Rio-Janeiro, au contraire, influencées par les Souza, les nobles et les riches menacés de perdre leurs injustes priviléges en matière d'impôt, suscitèrent à Wellington des embarras d'autant plus sérieux, que n'ayant plus de crainte au sujet du Portugal, et ne s'étant jamais préoccupés des dangers de l'Espagne, ils ne se croyaient plus obligés de garder la moindre réserve.

Ces dispositions hostiles se faisaient surtout remarquer et avaient des suites graves quand le duc se trouvait à la tête de l'armée.

Pendant son séjour en Espagne, la régence de Lisbonne s'était emparée de l'administration militaire du pays et avait fait revivre les anciens abus. L'armée en campagne ne recevait plus aucun secours, et ses éléments se désorganisaient à vue d'œil. L'artillerie n'existait plus; la cavalerie était dans une situation déplorable; le nombre des fantassins avait diminué outre mesure; leur équipement était défectueux, presque hors d'usage; le service des transports était négligé; il n'y avait plus d'argent dans la caisse, plus de recrues dans les dépôts; enfin l'esprit des soldats avait passé de l'enthousiasme au découragement.

Ce n'était pas chose facile que de surmonter ces difficultés, et cependant Wellington, avec son admirable persévérance, se décida à l'entreprendre. Sentant qu'il avait besoin de toutes ses forces et de tous ses moyens d'influence pour frapper le coup décisif, et désespérant de venir à bout de la résistance que le gouvernement opposait à ses plans de réforme financière, il adressa au prince régent (1) un mé-

(1) 12 avril 1813.

moire, lucide et ferme, pour lui demander le redressement des abus et l'adoption de quelques mesures utiles, dont le ministre des finances ne voulait pas entendre parler.

« La solde, dit-il, est due à l'armée d'opération depuis « la fin de septembre dernier, aux troupes de ligne en gar- « nison depuis le mois de juin, et à la milice depuis le mois « de février.

« Le service des transports n'a jamais été régulièrement « payé, et je vais être obligé d'ouvrir une nouvelle campagne « avec des troupes auxquelles on doit plus d'arrérages qu'à « la fin de la campagne précédente, quoique le subside de la « Grande-Bretagne, accordé principalement pour le payement « et l'entretien d'un certain nombre de Portugais, ait été « régulièrement payé, et que le revenu de l'État ait été plus « considérable dans les trois derniers mois que dans aucun « autre trimestre. L'honneur des armes de Votre Altesse et la « cause des alliés sont ainsi gravement compromis. Le re- « fus unanime des administrateurs du royaume de faire « prendre aucune des mesures que j'ai recommandées, soit « pour un soulagement temporaire, soit pour une améliora- « tion durable, et l'impossibilité où je me trouve de contre- « balancer l'influence du chef de la trésorerie (M. Borda), « m'obligent enfin à soumettre cet exposé à Votre Altesse « Royale...

« J'ai recommandé la réforme complète du système des « douanes; de légères modifications y ont été seules ap- « portées. J'ai conseillé un moyen de percevoir réellement « et de suite les impôts, et de faire payer aux riches « marchands et aux capitalistes le dixième de leurs pro- « fits annuels, comme contribution extraordinaire de guerre. « On ne disconvient pas que le payement des impôts régu- « liers et de ceux établis extraordinairement sur les béné- « fices mercantiles ne soit éludé ; on ne disconvient pas non « plus que les mesures que j'ai proposées, si elles étaient

« exécutées avec vigueur, ne fournissent au gouvernement « des ressources financières importantes. Mais le gouvernement craint de se rendre impopulaire.... Il apprécie mal le « bon sens et la loyauté des sujets de Votre Altesse Royale. « Je suis prêt non-seulement à assumer sur moi toute la responsabilité des mesures que j'ai conseillées, mais encore « à braver les effets de la haine qu'elles pourraient faire « naître... Puisque toutes les mesures prises jusqu'ici à ma « recommandation, telles que la réforme des douanes, de « l'arsenal et de la marine, et le payement de l'intérêt de la « dette nationale en papier courant, ainsi que la formation « d'une caisse militaire ont réussi, je puis bien conclure que « les autres mesures auraient eu des résultats pareils. Il « est possible, toutefois, que je me trompe; dans ce cas, on « ne doit attribuer qu'à mon désir d'être utile à la cause « nationale la résolution que j'ai prise d'accuser le chef de « la trésorerie. »

Wellington finissait son mémoire en émettant le vœu que le prince régent vînt se mettre à la tête du gouvernement. On ne l'écouta point (1), et les réformes proposées échouèrent faute d'appui. La régence ne prit que des demi-mesures, et le mal resta le même, ou peu s'en faut.

Le gouvernement anglais ne fut guère mieux inspiré : accueillant tous les utopistes qui venaient lui proposer des remèdes pour améliorer la situation de l'armée dans la Péninsule; il soumit à Wellington une foule de projets qui ne méritaient pas son examen, et que le général en chef devait réfuter longuement, alors que les choses militaires réclamaient toute son attention (2). Ce fut ainsi qu'au milieu des préparatifs de la campagne de 1812, il donna son opinion motivée sur un

(1) La princesse Charlotte voulut venir à la place de son mari; mais le gouvernement anglais, craignant les intrigues de cette princesse, s'opposa fortement à son arrivée.

(2) Funchal, Villers, Souza et Vansittart étaient les principaux auteurs de ces projets.

ancien projet d'emprunt anglais, renouvelé par Funchal, frère de Souza; qu'à San-Christoval, sur le champ de bataille même, il démontra l'impossibilité d'établir une banque portugaise; que, dans les tranchées de Burgos, il examina en détail la proposition de vendre les biens de la couronne et de l'église, et qu'à la fin de la longue retraite qui suivit ce siége, il fit ressortir les inconvénients d'un système de réquisitions forcées (1), conçu et proposé par le ministère.

Lord Stuart, qui entrait assez bien dans les vues du général en chef, l'aida puissamment à supporter les ennuis et les fatigues de ces discussions, où l'ignorance et la faiblesse du cabinet de Saint-James l'engageaient intempestivement. Ce fut lui aussi qui dirigea les opérations commerciales au moyen desquelles Wellington alimenta jusqu'à la fin de la guerre les caisses de l'armée, qui, sans cette ingénieuse ressource, auraient été presque toujours vides. Nous ne rappellerions pas ces faits, s'ils ne donnaient la preuve de l'activité du duc et de son aptitude à traiter les questions administratives, politiques et financières les plus délicates.

Malgré toutes les entraves qu'on leur opposait, les officiers anglais parvinrent à compléter l'armée portugaise, à rétablir sa discipline et à ranimer son moral abattu : 27,000 hommes d'excellentes troupes furent réunis au moment de l'entrée en campagne.

Les Espagnols sous les ordres de Wellington se trouvaient également dans un état qui annonçait des progrès notables (2). Mais ce qui surtout favorisa l'expédition projetée, ce fut l'enthousiasme produit par la nouvelle de la retraite de Moscou et de la défection de la Prusse.

Wellington eut hâte de profiter de cet effet et de se soustraire, par une brusque irruption en Espagne, à toutes les in-

(1) Ce système était le système français légèrement modifié.

(2) Le comte Toréno a constaté ce fait dans son *Histoire du soulèvement d'Espagne*, etc.

trigues qui s'ourdissaient autour de lui. Les circonstances étaient éminemment favorables : tandis que l'état des forces alliées s'améliorait tous les jours, celui des armées françaises, comme Wellington l'avait prévu, devenait de plus en plus alarmant. Les vieilles bandes étaient rappelées en Allemagne et remplacées par de jeunes soldats (1) ; d'autre part, les démêlés des généraux entre eux, et du roi avec les principaux chefs continuaient à produire les plus funestes résultats.

Le maréchal Soult était ouvertement contraire aux plans du roi, et celui-ci, donnant un libre cours à ses ressentiments contre l'ancien chef de l'armée d'Andalousie, écrivait à l'empereur : « Le duc de Dalmatie quittera l'Espagne ou bien « ce sera moi. » Il l'accusa même de trahison, et s'oublia au point d'insinuer que la conduite du maréchal *se liait probablement avec la conspiration de Mallet à Paris* (2). Napoléon rappela Soult dans l'intérêt de la guerre (3) ; mais en même temps et avec une confiance qui l'honore, il mit ce brave serviteur, si indignement calomnié, à la tête de la garde impériale en Allemagne (4).

Tandis que l'armée du roi s'affaiblissait ainsi sous le rapport du nombre, de la qualité des troupes et du talent des généraux, Wellington recevait d'utiles renforts, surtout en cavalerie, et se trouvait en outre admirablement secondé par les circonstances. L'action combinée des flottes anglaises et des corps de partisans avait réveillé l'esprit d'insurrection

---

(1) La situation au 1er mai était la suivante : *Armée du Midi*, 25,377 fantassins, 6,212 cavaliers ; *armée du Centre*, 11,223 fantassins, 1,317 cavaliers ; *armée de Portugal*, 29,424 fantassins, 3,202 cavaliers (ces derniers avaient reçu l'ordre de rentrer en France). Les trois armées formaient un total de 76,755 hommes et 100 canons. (*Mémoires de Joseph.*)

(2) Ces paroles sont extraites de Napier, qui doit avoir eu sous les yeux la lettre originale. Nous n'avons pas trouvé cette lettre dans les *Mémoires de Joseph*, lesquels, du reste, présentent de nombreuses lacunes.

(3) A la fin de février 1813.

(4) Soult eut pour successeur dans son commandement en Espagne le général Gazan.

dans toute l'Espagne, et principalement dans la Biscaye et la Navarre. Les guérillas étaient plus fortes, plus audacieuses, mieux organisées et plus disciplinées qu'elles n'avaient jamais été. Leurs bandes, grossies, méritaient presque le nom d'armées. Elles interceptaient les communications des troupes françaises (1) et s'emparaient de tous les approvisionnements. Pour avoir des vivres, il fallait disséminer les corps et livrer des combats incessants. Enfin, les lettres de Paris destinées au roi n'arrivaient souvent qu'après deux mois d'attente (2).

Informé par Caffarelli de cet état de choses, l'empereur écrivit à son frère (3) : « Gardez Madrid seulement comme point « d'observation ; fixez vos quartiers à Valladolid, non comme « roi, mais comme général des forces françaises ; concen- « trez les armées du Sud, du Centre et de Portugal autour « de vous. Les alliés ne veulent et ne peuvent faire aucun « mouvement sérieux d'ici à plusieurs mois ; c'est pourquoi « vous devez profiter de leur inactivité forcée pour réprimer « l'insurrection dans les provinces du Nord, rouvrir les com- « munications avec la France et rétablir une bonne base « d'opérations, avant le commencement d'une autre cam- « pagne, de sorte que l'armée française soit en état de com- « battre les alliés, si ceux-ci s'avançaient sur la France... »

Ces instructions, marquées au coin du génie et de la prévoyance, Joseph ne sut ni les comprendre ni les exécuter à temps. Il dédaigna l'insurrection des provinces du Nord, si habilement entretenue par les Anglais, et qui s'étendit bientôt

---

(1) La communication de Jacca à Sarragosse était la seule qui restât libre au commencement de 1813.

(2) Pour n'en citer qu'un exemple, le général Clarke accusa réception, à la date du 22 juin 1813, d'une lettre écrite par le roi le 16 mai.

(3) La première instruction dans ce sens fut adressée au roi par le duc de Feltre, le 4 janvier 1813; on la renouvela le 14 et le 29 janvier ; les 3, 12 et 25 février, et les 1er, 11, 12 et 18 mars. A la fin, le duc de Feltre fut obligé d'écrire directement à Reille et à Clausel pour leur donner l'ordre de renforcer les troupes chargées de réprimer l'insurrection de la Biscaye, de la Navarre et de l'Aragon.

à l'Aragon et à la Catalogne (1); il s'occupa de mesures administratives, quand il aurait dû être tout entier à la guerre; il ne prit aucune décision pour réunir ses troupes dispersées depuis Valence jusqu'au pied des montagnes de Galice (2); il soutint même, tant il poussait loin l'aveuglement, que Madrid était un meilleur centre d'opérations que Valladolid (3).

Wellington aurait pu mettre ces circonstances à profit et battre les Français en détail, en faisant venir Hill par Bejar, en passant la haute Tormès et en marchant ensuite sur Avila; mais ses troupes n'étaient pas encore suffisamment remises de leurs fatigues, ni ses mesures assez avancées pour prendre l'initiative à cette époque. Du reste, l'espoir d'obtenir un succès prompt et glorieux tentait moins son amour-propre que la certitude d'arriver à son but par des moyens lents et sûrs. Il voulait, une fois lancé, ne plus s'arrêter qu'il n'eût délivré

---

(1) Cependant le duc de Feltre avait écrit au roi le 12 février: « Que Votre Majesté emploie tous les moyens dont elle dispose pour mettre fin à cette guerre interne, qui trouble le repos des habitants paisibles, ruine le pays, fatigue nos armées et les prive de tous les avantages qu'elles trouveraient dans l'occupation tranquille de ces belles contrées...

« Valladolid et Salamanque deviennent aujourd'hui les points essentiels entre lesquels doivent être réparties des forces prêtes à prendre l'offensive contre les Anglais et à faire échouer leurs projets... »

(2) Suchet était opposé aux alliés à Alicante; Soult, commandant l'armée du Centre, avait son quartier général à Tolède; Foy surveillait Bejar et la haute Tormès; et le reste de l'armée de Portugal occupait divers points sur la basse Tormès, le Douro et l'Esla.

(3) Ce dernier fait est attesté par Napier, qui a pu consulter une partie de la correspondance du roi Joseph, prise à Vittoria. L'auteur des *Mémoires* conteste formellement cette assertion en s'appuyant sur la lettre du 23 mars, où le roi dit en propres termes: « J'aurais bien préféré, puisque le sacrifice de Madrid était fait, que l'on eût pris le parti de l'abandonner entièrement. » Mais nous ferons observer que ces mots, *puisque le sacrifice de Madrid est fait*, sont plutôt d'un homme résigné à une mesure mauvaise qu'ils ne sont l'opinion d'un général satisfait d'exécuter une mesure qu'il approuve. Au reste, Joseph mit une lenteur extrême à quitter Madrid. L'ordre lui arriva le 16 février, et sa première lettre, datée de Valladolid, est du 23 mars. Nous ajouterons que Clarke, dans une dépêche du 30 mars, fait allusion à deux lettres des 23 et 24 février, qui ne figurent pas dans la correspondance du roi, et où celui-ci paraît avoir élevé des objections contre l'évacuation de la capitale. Enfin nous trouvons, dans une lettre du 30 mars, écrite par le ministre de la guerre au roi, le passage suivant: « Qu'a dû penser l'empereur en apprenant que l'armée du Midi, presque tout entière, allait être concentrée dans la vallée du Tage, après avoir si positivement déclaré que Madrid ne devait être occupé que par l'extrémité de la ligne? » (Voir encore la *lettre* du 9 avril *de Clarke à Joseph.*)

Il résulte de ces divers documents que l'assertion de Napier se rapproche plus de la vérité que celle de Du Casse, empruntée probablement aux *Mémoires inédits de Jourdan*, mis à contribution par cet écrivain.

la Péninsule, et pour cela il lui fallait une armée dans le meilleur état possible.

Joseph, après une assez longue hésitation (1), quitta Madrid le 18 mars. L'armée du Centre (comte d'Erlon) alla s'établir à Burgos, et l'armée du Sud (Conroux et Gazan), entre la Tormès, le Douro et l'Adajo (2); l'armée de Portugal (Reille) était à Médina del Rio Seco et sur l'Esla, et celle du Nord (Caffarelli) observait la Navarre et la Biscaye (3).

Dans cet état de concentration, les embarras de vivres devenaient de plus en plus sérieux (4); néanmoins, le roi ne fit rien pour prendre l'offensive, ni pour éteindre l'insurrection des provinces du Nord, qui s'organisait sur ses derrières depuis plus de six mois, sous la protection des juntes et de la flotte anglaise (5). Entourée par cette insurrection menaçante,

---

(1) Dans sa lettre du 2 mai, Joseph indique les motifs qui l'empêchèrent d'arriver plus tôt à Valladolid ; ils sont en général peu concluants.

(2) Sauf 10,000 hommes sous les ordres de Leval, qui restèrent à Madrid.

(3) Une partie de l'armée de Portugal, sous les ordres de Clausel, était employée au même service.

(4) Les moissons n'étaient pas mûres, et le temps permettait aux flottes anglaises de garder la côte et d'intercepter tout secours venant de France par voie de mer. — NAPIER.

(5) Foy, Sarrut, Palombini et Clausel firent cependant assez de mal aux partisans; mais ces généraux avaient trop peu de monde et s'étaient mis trop tard en campagne pour étouffer l'insurrection du Nord. Clausel s'était engagé à le faire en quelques semaines avec une armée de 40,000 hommes: or Joseph ne put jamais se résoudre à tenter cet effort.

Ici se présente naturellement la question de savoir si l'empereur fit bien de tenir tant à la pacification des provinces du Nord. Le roi Joseph lui donna tort et agit en conséquence. Ce fut presque malgré lui que la guerre contre les bandes fut soutenue par Clausel et Reille: « Je nie, disait-il après la bataille de Vittoria (*lettre* du 29 juin *à Clarke*), que l'on ait eu aucun succès véritable contre Mina, et que cette guerre pouvait se terminer autrement qu'en chassant les Anglais... Or, pour battre les Anglais, il fallait que les trois armées devant lesquelles ils avaient opéré leur retraite, la campagne passée, restassent réunies ou prêtes à l'être au premier signal. Elles devaient être reposées, complétées: au lieu de cela, les poursuites contre Mina et les bandes les ont épuisées, et réduit les divisions à 3 et même à 2,000 hommes. »

Le général Clarke fit à cette lettre la réponse suivante : « Votre Majesté paraît ignorer absolument les succès remportés par le général Clausel en Navarre ; il ne leur a manqué, pour avoir le résultat le plus complet, que d'avoir commencé un mois ou six semaines plus tôt, comme l'empereur l'avait ordonné. Ainsi, de quelque manière qu'on veuille justifier ces longs retards, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont seuls causé tout le mal, et que les 15,000 hommes qui sont encore avec Clausel auraient pu renforcer l'armée avant les premières opérations des Anglais » (*lettre* du 9 juillet *au roi :* voir aussi celle du 7 juin). La vérité est que Joseph aurait pu exécuter les ordres de l'empereur sans perdre l'avantage de concentrer ses forces au moment décisif ; mais pour cela il fallait agir avec promptitude et commander avec énergie ; or, c'est ce que le roi ne savait pas faire.

l'armée française dut abandonner successivement tous les points qu'elle occupait sur la côte.

Au moment où les choses avaient pris cette tournure fâcheuse pour Joseph, les alliés étaient pleins de confiance dans leur général et dans l'issue de la campagne. La discipline et l'organisation laissaient peu à désirer, et Wellington avait profité de la saison d'hiver pour introduire dans son armée plusieurs changements heureux. Ainsi le train des pontons avait été complété; des charrettes, appropriées au terrain difficile que l'armée devait traverser, avaient été construites pour l'usage des divisions; de légères marmites de campement avaient remplacé les lourds chaudrons en fer, et les mules qui portaient ces chaudrons allaient être employées au transport de trois tentes de douze hommes par compagnie, amélioration notable, au point de vue de la santé du soldat. Enfin, les hôpitaux et les ambulances avait été mis sur un meilleur pied, grâce aux idées pratiques que le maréchal Marmont avait fait prévaloir dans son commandement, idées que le général anglais appliqua dans la mesure de ses pouvoirs et de ses moyens limités.

Les Français ne se trouvaient pas à beaucoup près dans la même situation. Leur général inspirait peu de confiance et d'autorité ; les discussions entre les chefs continuaient de plus belle (1), et le moral des soldats était influencé par les désastres de la campagne de Russie, par la défection de la Prusse et par les récentes victoires des Anglais dans la Péninsule.

En mars 1813, la force totale des armées d'Espagne ne s'élevait qu'à 231,000 hommes et à 29,000 chevaux : 187,000 hommes seulement, y compris la réserve de Bayonne,

---

(1) Voir la correspondance du roi Joseph, et notamment sa *lettre* du 1er avril 1813 *à Clarke*, ministre de la guerre.

étaient présents sous les drapeaux (1). Du côté des alliés, 200,000 soldats étaient prêts à entrer en campagne (2), et cette armée avait sur chacun de ses flancs une escadre pouvant agir avec d'autant plus d'efficacité, que les lignes de retraite de l'ennemi étaient parallèles à la mer et voisines du littoral (3).

Diverses considérations avaient engagé Wellington à diriger son attaque contre les provinces du Nord. En envahissant celles du Centre pour gagner Madrid par l'une des deux routes de Salamanque ou de Talavera, il eût eu plus de difficultés à nourrir ses troupes, se fût éloigné davantage de la flotte, aurait empêché les Galiciens et les partisans du Nord de le soutenir efficacement, et serait arrivé, somme toute, à un résultat moins décisif qu'en agissant sur la grande ligne de communication avec la France. Il avait parfaitement reconnu que le moindre avantage de ce côté suffirait pour menacer la retraite de Joseph, et qu'une victoire comme celle de Salamanque rejetterait infailliblement les Français sur les Pyrénées.

Cependant Joseph crut d'abord que le but objectif du général anglais était Madrid, et c'est ce qui l'engagea à établir son corps principal sur la rive septentrionale du Douro (4), et à prendre des mesures pour déboucher par les têtes de pont de Toro et de Zamora, dans le cas où l'ennemi se dirigerait sur Salamanque.

---

(1) Y compris les blessés et les troupes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, s'élevant à 68,000 hommes.

« Il est probable, dit Napier, que le chiffre réel des sabres et baïonnettes, au mois de juin, ne s'élevait qu'à 160,000, dont 110,000 sur la ligne d'invasion du Nord. »

(2) 6,000 Espagnols sous Copons étaient en Catalogne; 20,000 sous Elio en Murcie; 16,000 Anglo-Siciliens sous John Murray, près d'Alicante; 12,000 Espagnols sous del Parque, dans la Morena; 15,000 hommes sous le comte de l'Abisbal, en Andalousie, et 40,000 sous Castanos, Sanchez, Giron, Porlier, Mina, etc., en Estramadure, en Galice, en Asturie, dans la Navarre et en Biscaye.

L'armée anglo-portugaise proprement dite s'élevait à 70,000 combattants avec 90 bouches à feu. Maxwell porte la force de cette armée à 45,000 Anglais et 28,000 Portugais, et Jomini, à un total de 75,000 hommes.

(3) Napier, t. X, p. 205.

(4) Voir la *lettre de Clarke au roi*, 30 mars 1813.

Wellington se montra fort habile à profiter de cette faute, et à mettre de son côté les chances de la fortune. Tandis que, par la disposition de ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, par de faux rapports et de faux mouvements, il faisait croire aux Français que son intention était de tourner leur gauche, en traversant la haute Tormès et en côtoyant les montagnes vers le haut Douro, il fit en secret ses dispositions pour attaquer et déborder leur droite, en passant le Tras-os-Montès. Son plan était de franchir le Douro avec une partie de l'armée, en dedans de la frontière portugaise, de s'avancer par la rive droite vers Zamora, et traversant l'Esla, de s'unir ensuite aux forces galiciennes, pendant que le reste de l'armée, venant de l'Agueda, forcerait le passage de la Tormès. Par ce grand mouvement, qu'il espérait effectuer avant que le roi eût concentré les armées françaises, le Douro et la Pisuerga devaient être tournés et l'ennemi repoussé en désordre au delà du Carion. Dès lors, ayant toute son armée sous la main, il pouvait s'avancer avec d'autant plus de sécurité, que des corps de troupes irrégulières devaient le rejoindre, et qu'en donnant la main aux insurgés de la Biscaye, il était sûr de trouver dans chaque port un dépôt et des magasins (1). Les principales difficultés dans l'exécution de ce plan étaient de faire gagner quelques marches au corps du centre, à travers le terrain abrupt du Tras-os-Montès, et de tenir les Français assez longtemps dispersés et occupés par des combinaisons secondaires, afin de les mettre dans l'impossibilité de se concentrer à temps et de profiter de leur position centrale. Il fallait empêcher le duc d'Albuféra de réunir ainsi ses troupes aux armées françaises sur l'Èbre.

Wellington atteignit le premier but par une série de mesures habiles que nous allons exposer, et le second en jetant

---

(1) Napier, t. X, p. 209.

sur le flanc droit et les derrières de l'armée de Catalogne les troupes anglo-siciliennes, renforcées par celles de Copons, d'Elio, de del Parque et d'autres partisans, en tout 50,000 hommes environ (1).

La campagne eût été ouverte dans les premiers jours de mai, si de fortes pluies n'avaient défoncé les chemins au point de les rendre impraticables à la cavalerie, et même à l'infanterie. Cette situation ayant changé vers la fin du mois, 70,000 Anglo-Portugais, 8,000 Espagnols de l'Estramadure et 12,000 Galiciens (2) se portèrent en avant (3). Ils étaient pleins de confiance (4), et l'on rapporte que leur chef, pressentant que le sort de la guerre ne le ramènerait plus en arrière, s'écria avec émotion, en passant le ruisseau qui marque la frontière d'Espagne : *Adieu, Portugal, adieu!* (5)

Tandis que Wellington opérait avec tant d'habileté cette concentration de forces sur le Douro, l'armée de Joseph était encore éparpillée (6). Dédaignant les conseils et les ordres formels de l'empereur, le roi avait laissé l'insurrection des provinces du Nord s'étendre — oublié d'ouvrir avec Suchet une ligne de communication plus courte que celle de Saragosse —

(1) Voir les instructions si claires et si précises adressées par Wellington au général Murray, « le 14 avril 1813. Le but des opérations sur la côte orientale de l'Espagne, dit le duc, est en « premier lieu de s'emparer du royaume de Valence, en second lieu, de s'établir sur la côte, « au nord de l'Èbre, et d'ouvrir une communication avec l'armée de Catalogne (Copons); en « troisième lieu, d'obliger l'ennemi à se retirer de l'Èbre inférieur. »

(2) D'après Toréno, Wellington avait 48,000 Anglo-Portugais et 26,000 Espagnols (y compris les divisions qui occupaient le Vierzo et les Asturies).

Sherer évalue la force des Anglo-Portugais à 65,000 hommes d'infanterie et 6,500 de cavalerie ; les *Victoires et conquêtes* à 65,000 hommes d'infanterie et 6,000 de cavelerie (non compris les Espagnols).

(3) C'est le 18 mai que Joseph reçut les premières indications de la prochaine entrée de Wellington en campagne. — (*Mémoires de Joseph*, t. X, p. 145.) Le 24, il apprit d'une manière certaine que l'ennemi avait passé l'Agueda et marchait sur Salamanque.

(4) Cependant au moment d'entrer en campagne, plusieurs régiments portugais dont le temps de service était expiré et que le gouvernement avait laissés depuis un an sans solde, demandèrent avec instance à rentrer dans leurs foyers : Wellington, heureusement, parvint à conjurer ce danger.

(5) NAPIER et ALISON.

(6) Le 31, Wellington écrivit de Carvajales à lord Bathurst : « Les troupes de l'ennemi « étaient encore le 22 courant à Madrid et sur le Tage. »

emmené avec lui ses services, ses bagages, ses provisions et ses autres *impedimenta,* au lieu de les faire filer sur Burgos, Vittoria, Pampelune, Tolosa et Saint-Sébastien ; — il avait négligé enfin de tenir ses troupes concentrées du côté de la Tormès, dans une position offensive, menaçant les communications de l'ennemi. Aussi, quand les hostilités commencèrent, Joseph se trouva-t-il dans l'impossibilité de réunir plus de 35,000 hommes d'infanterie, 9,000 de cavalerie et 100 pièces de canon.

Le centre de cette armée incomplète était protégé par le Douro, la gauche par la Tormès et la droite par l'Esla.

Le mouvement des alliés commença par leur gauche. Le 15 mai, cette aile, forte de 40,000 hommes, sous les ordres de Graham, passa le Douro entre Lamego et l'embouchure de l'Agueda ; elle se dirigea ensuite par le Tras-os-Montès sur la basse Esla. Le 22, Wellington la trouva suffisamment avancée pour lever son quartier général de Freneda et mettre son aile droite, forte de 28,000 hommes, en mouvement vers la Tormès, dans la direction d'Alba et de Salamanque. Cette rivière, défendue par le général Villatte, ayant été forcée, les troupes alliées poussèrent, le 27 et le 28, sur Miranda, Zamora et Toro : leur droite couvrait ainsi la communication avec Ciudad-Rodrigo, tandis que leur gauche était en mesure de jeter un pont à l'embouchure de l'Esla pour donner la main au corps de Graham.

Wellington, inquiet sur le sort de ce général, donna le commandement de l'aile droite à Hill; et dans la journée du 29, il passa le Douro à Miranda au moyen d'un panier et d'une corde tendue entre deux rochers (1). Il trouva les forces de Graham le 30 entre Carvajales et Tabara : leur marche avait

---

(1) Méthode employée par les Péruviens quand les eaux des rivières sont gonflées, et que les moyens ordinaires offrent des dangers.

éprouvé quelque retard, par suite des obstacles de toute nature que présente le terrain si accidenté du Tras-os-Montès (1).

Le passage à gué de l'Esla offrait de grandes difficultés. Il se fit néanmoins avec assez de succès dans la journée du 31. Le lendemain l'avant-garde des alliés entra dans Zamora; dès ce moment, la jonction des deux ailes sur le Douro se trouva complétement assurée (2).

Cette opération délicate fut conduite avec autant de prudence que de célérité (3).

Les colonnes françaises ayant été réunies dans ces entrefaites, Wellington fit halte le 3, à Toro, pour donner aux Galiciens le temps d'arriver sur la gauche par Benavente, et de rejoindre son arrière-garde, retardée par la difficulté du passage de l'Esla. Le lendemain, il reprit sa marche avec une entière confiance dans le résultat de la campagne. Ses forces s'élevaient alors à 70,000 Anglo-Portugais, 20,000 Espagnols et plus de 100 pièces de canon (4).

Les ailes de cette armée étaient couvertes par des corps de troupes irrégulières.

Le roi, dont toutes les dispositions avaient été mal prises, ne pouvait opposer à ce torrent que 35,000 hommes d'infanterie, 9 à 10,000 chevaux et 100 pièces d'artillerie. Il est même probable que si Graham avait éprouvé moins de retards dans le Tras-os-Montès, — ou si Wellington, au lieu de faire halte à Toro, s'était porté rapidement sur Placencia et

---

(1) Le passage du Douro en-deça de la frontière portugaise et la marche de flanc à travers le Tras-os-Montès étaient des opérations jugées impraticables et auxquelles on n'avait pas même songé. — SHERER, t. II, p. 221.

(2) Le Douro était guéable, et d'ailleurs Wellington, dans la crainte d'échouer sur quelques-uns des points de passage, avait fait préparer un pont de bateaux au-dessus du confluent de l'Esla. Il aurait pu à la rigueur jeter ses pontons à Toro, et même en aval de cette ville. — Voir NAPIER, t. X, p. 228.

(3) Les Français crurent jusqu'au dernier moment que Wellington attaquerait la haute Tormès. Le roi ne fut informé que le 26, à Valladolid, du départ des alliés pour la basse Esla.

(4) Cette armée comptait 12,000 chevaux. Sarrazin estime sa force à 80,000 hommes.

Valladolid, pendant que Hill se fût dirigé sur Rueda, l'armée française aurait été complétement surprise et détruite (1).

Wellington marcha en ordre serré sur le Carion, laissant les Galiciens à l'extrême gauche, Morillo et Sanchez à l'extrême droite. Comme l'ennemi était déjà en pleine retraite sur Burgos, le passage de ce cours d'eau ne présenta aucune difficulté.

Cependant Joseph ayant rassemblé 55,000 hommes (2), et supposant les forces alliées inférieures à ce qu'elles étaient réellement, crut devoir accepter la bataille derrière la Pisuerga. Il prescrivit en conséquence à Foy et à Sarrut (3) de marcher incontinent sur Burgos, et à Suchet de se porter dans la direction de Saragosse (4). Mais ces ordres arrivèrent trop tard, et d'ailleurs le duc d'Albuféra était si fortement occupé dans la Catalogne, qu'il n'aurait pu les exécuter.

En ce moment, le roi fut informé par Jourdan que le château de Burgos n'était pas tenable (5). Cette nouvelle inattendue engagea Joseph à se retirer derrière l'Èbre, quoique le terrain fût extrêmement favorable à une guerre défensive,

---

(1) Cette halte, en effet, permit à quelques détachements, et notamment au corps de Leval, sorti le 27 de Madrid, de rejoindre l'armée de Joseph avec l'artillerie, les ministres, les personnes attachées à la cour et un immense convoi de bagages.

(2) Non compris la division espagnole qui escortait le convoi dirigé sur Burgos.

(3) Leurs divisions appartenaient au corps du général Clausel. Joseph donna (le 27 mai) à ce général l'ordre dubitatif, et le 30 mai seulement l'ordre formel de le rejoindre. Clausel reçut ces ordres à Pampelune le 30 juin. Le lendemain, il informa le ministre de la guerre qu'il serait le 20 avec toutes ses forces disponibles à Logrono. Il avait écrit la veille au roi : « Je vais interrompre la chasse qu'on donne de toutes parts aux insurgés, et porter les « troupes de l'armée de Portugal vers Burgos... »

Conformément à ces promesses, Clausel se trouva le 20 à Logrono. Le roi, qui a cherché à rendre ce général responsable de la perte de la bataille de Vittoria, prétend qu'il aurait dû être plus tôt à Logrono; mais Clausel, dans son *Rapport du* 30 *juin* (t. IX, p. 453, des *Mémoires de Joseph*), prouve clairement que s'il n'avait pas pris ses mesures d'avance, il n'aurait pu être le 20 à Logrono. Au reste, le ministre Clarke et Napoléon ont reconnu depuis que, sous ce rapport, il n'y avait aucun reproche à faire à Clausel. (Voir le t. IX des *Mémoires de Joseph*.)

(4) Voir les *lettres de Joseph*, en date du 6, du 13 et 14 juin.

(5) Il n'avait pas de magasins de vivres, et les nouveaux ouvrages, encore inachevés, commandaient les anciens.

Napoléon cependant avait ordonné que ce point fût approvisionné et fortifié avec le plus grand soin. Clarke reproche au roi, dans sa *lettre du* 22 *juin* 1812 (*Mémoires de Joseph*, t. IX), de n'avoir pas exécuté cet ordre.)

et que le moral des troupes eût été ranimé par l'annonce de la victoire de Bautzen.

Wellington suivit de près l'armée française, en dirigeant les Galiciens et son aile gauche par les chemins de traverse. Il franchit la haute Pisuerga le 8, le 9 et le 10. Par ce mouvement, la rivière se trouva tournée et Reille débordé. Une simple escarmouche le rendit maître ensuite de Burgos (1).

Les Français, en se retirant, firent sauter le château de cette ville; mais l'explosion des mines ayant eu lieu trop tôt, et le feu ayant pris à un amas de bombes et d'obus, plusieurs centaines de soldats de l'arrière-garde furent atteints par des éclats de pierres et de projectiles (2). Si toutes les mines avaient joué, la ville entière eût été détruite, résultat qui certainement n'entrait pas dans les prévisions des officiers du génie français.

Parvenu derrière l'Èbre, le roi s'arrêta pour attendre des renforts, et il prolongea sa ligne de cantonnements afin de faire vivre plus facilement ses troupes.

L'état-major espérait que Wellington déboucherait sur le front de la forte position qu'occupait en ce moment l'armée française; mais le duc, par une marche des plus hardies, trompa cet espoir.

Ayant reconnu combien il serait difficile de franchir la passe de Pancorbo et de forcer le passage de l'Èbre en face de l'ennemi, il porta subitement sa gauche et puis toute son armée (par une route non fréquentée et que l'on avait jusqu'alors cru impraticable pour les voitures), vers les ponts de San-Martin Rocamade et Puento de Arenas, non loin des

(1) Tel est l'influence d'une opération stratégique bien conçue et bien exécutée, qu'il suffit de quelques démonstrations sur la droite de l'armée française pour obliger le roi à quitter précipitamment une ville qui, dans la campagne précédente, avait arrêté toute l'armée de Wellington.

(2) D'après quelques auteurs, 300 Français furent tués; d'après Belmas, le nombre des morts et des blessés ne s'éleva qu'à 120.

sources du fleuve. Les Anglo-Portugais franchirent ces ponts avec leur artillerie et leurs voitures, dans les journées du 14 et du 15, sans rencontrer un seul poste français. Cette marche, toutefois, présenta autant de difficultés que celle du Tras-os-Montès. Son premier résultat fut d'intercepter les communications des Français avec la côte (1), et de les forcer à évacuer tous les ports, à l'exception de Santona et de Bilbao. La flotte anglaise entra dans Santander, et le commissariat établit aussitôt dans cette ville un dépôt et un hôpital militaires. A partir de ce moment, la libre communication des alliés avec le Portugal n'était plus nécessaire. Assuré d'une nouvelle base, Wellington pouvait continuer ses opérations et déployer une grande énergie sans rien compromettre. Son plan était de tourner la droite de Joseph, d'entrer dans Guipuscoa, puis d'établir l'armée sur la grande communication avec la France, tandis que la flotte, naviguant de concert, formerait de nouveaux dépôts à Bilbao et sur d'autres points. Il exécuta ce plan avec une précision et une vigueur d'autant plus remarquables, que des torrents encaissés, des ravins profonds, des escarpements dangereux, et une foule d'obstacles naturels entravaient la marche de ses colonnes dans cette âpre et sauvage contrée de la Péninsule. Pendant six jours, ses soldats firent les plus grands efforts pour se frayer un passage à travers les défilés et les gorges des montagnes. Il fallut quelquefois cent hommes pour traîner une seule pièce de canon (2).

Le 18 au soir, on apprit, au quartier général français, que Wellington avait passé l'Èbre et marchait sur le flanc de l'armée du roi. « L'état-major, dit Sherer (3), fut frappé d'é-

---

(1) En effet, elle plaça l'armée alliée entre les sources de l'Èbre et les montagnes de Reynosa.

(2) MAXWELL, t. III, p. 126.

(3) T. II, p. 223.

tonnement, et, dans la nuit même, il porta l'armée en arrière par une marche forcée, qui jeta dans les rangs des Français l'alarme et la confusion. »

Le 19, les alliés atteignirent le village de Bayas, situé sur la rivière de ce nom. S'ils avaient pu forcer immédiatement le passage de cette rivière, les armées du Centre et du Sud auraient été coupées, probablement détruites.

Reille prévint ce désastre en occupant, de l'autre côté de la Bayas, une belle et forte position. Les lettres du roi nous apprennent que ce même général lui proposa, le 18, de rapprocher l'armée française de la Navarre, en marchant par la rive droite de l'Èbre, plan que Joseph refusa de suivre, dans la crainte de livrer aux Anglais tout son matériel et l'immense convoi d'Espagnols retenu à Vittoria. Le roi objecta aussi qu'en se retirant sur la Navarre, il abandonnerait sa grande communication avec la France, et exposerait Clausel, en marche sur Vittoria, à trouver dans cette ville les Anglais au lieu de ses compatriotes. En conséquence, Joseph résolut de livrer bataille dans la position où il se trouvait, convaincu d'ailleurs qu'il y serait rejoint à temps par l'armée de Portugal, dont les colonnes s'avançaient à marches forcées sur Logrono.

Dans la nuit du 19 au 20, l'armée française se déploya derrière la Zadora, petite rivière, à lit étroit et à bords difficiles, qui coule au fond du bassin de Vittoria. Son centre s'étendait le long de la rive gauche ; sa droite était portée sur l'autre rive, en avant du village d'Abechucho, et sa gauche se trouvait entre Arinez et la Puebla de Arganzon, ayant un petit corps détaché dans les hautes montagnes de la Puebla *(voir le plan)* (1). Ainsi postée, l'armée française couvrait chacune des trois routes aboutissant à Vittoria : celle de Logrono avec sa gauche, celle de Madrid avec son centre, et celle de

---

(1) *Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 247.

Bilbao avec sa droite; elle couvrait en outre par l'ensemble de sa position la grande route de Bayonne, qui, après avoir quitté Vittoria, se prolonge sur une certaine longueur, dans une direction parallèle au cours de la rivière. Il y avait sur cette route d'immenses convois en marche vers la France : d'autres convois, réunis autour de la ville, où ils produisaient un fâcheux encombrement, étaient prêts à suivre la même direction (1).

Il serait difficile d'imaginer une plus mauvaise position que celle où le roi se décida à recevoir l'attaque de Wellington. En effet, le front de sa ligne de bataille s'étendait sur une longueur de deux lieues et demie, parallèlement à la chaussée de Bayonne, la seule par laquelle une armée aussi encombrée que la sienne pût convenablement opérer sa retraite (2); or, comme les alliés occupaient une position analogue, mais moins étendue, derrière les montagnes qui limitent le bassin sur la rive droite de la Zadora, il leur suffisait de faire un mouvement par la gauche pour couper les Français de Bayonne : opération d'autant plus facile, que la droite de Joseph était trop éloignée du centre pour être soutenue efficacement, et que Vittoria est entourée d'une ceinture de hautes montagnes, dont le prolongement se trouvait précisément dans la direction de la gauche des Anglais, et du côté par où ils devaient arriver (3). Ajoutons que le roi avait commis l'énorme faute d'entasser derrière la ville ses bagages, ses convois et ses parcs, toutes choses qui obstruaient le terrain, barraient les routes et gênaient les mouvements des diverses armes.

Joseph demeura plusieurs jours dans cette position défec-

---

(1) Voir JONES, t. II, p. 112.

(2) Les autres routes, et notamment celle de Pampelune, étaient praticables, mais difficiles et fort emcombrées.

(3) JOMINI, *Napoléon au tribunal de César*, etc.

tueuse, sans prendre aucun parti. Quelques-uns de ses généraux lui proposèrent de renoncer à la route de Bayonne, et de se retirer parallèlement à l'Èbre jusque près de Saragosse, pour rallier Suchet, et tomber sur Wellington quand il aurait été à 150 lieues de ses vaisseaux et de ses magasins. Jourdan conseilla de baser les opérations sur Bayonne, d'éviter une bataille, ou du moins de la recevoir sur les hauteurs de Salinas. D'autres projets encore furent mis en avant, mais rien ne put tirer le roi de sa désolante inertie. Du 19 au 21, il envoya 4,000 hommes (1) escorter des convois dirigés sur la France; et, par suite de cette nouvelle faute, son armée, au moment de la bataille, se trouva réduite à 55,000 fantassins et cavaliers présents sous les drapeaux (2).

Wellington comptait 80,000 hommes, dont 20,000 auxiliaires espagnols (3). Il fit halte, le 20, pour rallier les colonnes éparpillées de son arrière-garde et reconnaître la position de l'ennemi. Toréno (4) prétend que le duc hésitait encore en ce moment à livrer bataille, mais qu'il se décida promptement, lorsque, sur la hauteur de Nanclares de la Oca, il reçut avis de l'alcade de San-Vincente que le général Clausel était

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. IX.

(2) C'est l'effectif, déduction faite des officiers, des artilleurs, des sapeurs-mineurs et des non combattants, que les Francais ont l'habitude de porter sur les rôles.

D'après Maxwell, les alliés avaient 80,000 hommes, dont 20,000 Espagnols, et 90 canons; les Français, 90,000 hommes et 150 canons.

D'après Belmas, l'armée française avait 55,000 hommes, et l'ennemi 90,000, dont 40,000 Anglais, 23,000 Portugais et 25,000 Espagnols (non compris les guerillas).

D'après Sherer, les Français avaient 70,000 hommes et 100 canons, et les alliés 74 à 75,000 hommes, en comptant les trois divisions espagnoles de Giron, Longa et Morillo.

D'après Joseph (voir sa *lettre* du 6 juillet *à Clarke*), l'armée française n'avait à Vittoria que 35,000 hommes. Mais Clarke, dans sa lettre du 9 juillet, prouve que ce chiffre est inexact. Jourdan convient, au surplus, qu'il y avait le 20 juin à Vittoria 55,000 Français.

Sarrazin porte l'effectif des Français à 60,000 hommes, et les *Victoires et conquêtes* à 45,000 environ.

Avec un peu d'habileté, Joseph aurait pu réunir à Vittoria des forces que Sarrazin estime à 100,000 hommes, les *Victoires et conquêtes* à 75 ou 80,000.

(3) Wellington avait 90 bouches à feu: le roi en avait un plus grand nombre.

(4) T. V, p. 275.

arrivé dans cette localité, et semblait vouloir s'y reposer toute la journée.

L'armée alliée fut divisée en trois colonnes :

Celle de gauche, sous les ordres de Graham, devait attaquer Reille qui, défendant la haute Zadora, pouvait seul empêcher la droite de Joseph d'être tournée et coupée du centre ;

La colonne de droite, commandée par Hill, devait attaquer les hauteurs de la Puebla, sur lesquelles se trouvait l'autre aile ;

Enfin la colonne du centre, sous Wellington en personne, devait enfoncer le centre ennemi, au moment où les deux colonnes extrêmes déboucheraient sur la position.

Malgré l'étendue de la ligne de bataille, le centre de Joseph était défendu par tant de troupes et de si redoutables batteries, qu'il fallait un effort extraordinaire pour le culbuter. Aussi Wellington composa-t-il cette attaque de quatre divisions d'élite.

Le terrain était si coupé et les communications entre les différentes colonnes si difficiles, que, ne pouvant espérer un ensemble parfait, on devait laisser chaque général en quelque sorte maître de ses mouvements.

Les troupes franchirent cependant les défilés abrupts qui séparaient les camps de la Bayas du bassin de Vittoria avec assez d'ordre, pour que la gauche et la droite des alliés pussent faire leur attaque simultanément. Il est vrai que Joseph facilita beaucoup leur tâche, en ne démolissant aucun des sept ponts de la Zadora, situés à portée de l'ennemi. Le bon sens indique qu'il aurait dû rompre quelques-uns de ces ponts, et mettre à profit les journées des 19 et 20 pour couvrir les autres par des ouvrages de campagne propres à favoriser les mouvements offensifs. Il aurait dû aussi retrancher le défilé de la Puebla et occuper solidement les hauteurs voisines. Ainsi protégée, sa position eût été notablement améliorée, bien que toujours défectueuse, à cause des

hauteurs à portée de canon qui la dominaient, et de la direction que suivait la ligne de retraite (1).

Le général Hill, ayant sous ses ordres la 2e division anglaise, la division portugaise du comte d'Amaranthe, la brigade espagnole Morillo, la brigade légère de Victor Alten et la cavalerie non employée aux attaques du centre et de la gauche (2), se mit en marche à l'heure convenue; bientôt après il engagea le combat avec les défenseurs des postes avancés de la Puebla. Ces postes furent aisément chassés des montagnes, mais quelques renforts étant arrivés à leur secours, le combat reprit avec acharnement : il se termina toutefois à l'avantage des alliés, qui traversèrent la Zadora, et se rendirent ensuite maîtres du village de Subijana de Alba.

Le général Gazan, chef de l'armée du Sud et commandant de l'aile gauche de Joseph, rapporte (3) que cette vigoureuse initiative de Hill, précédant les autres attaques, lui donna la conviction que Wellington cherchait à attirer de ce côté les forces du roi, pour dégarnir la droite des Français, où le véritable coup allait être porté. Il communiqua cette opinion à Joseph, qui ne la goûta point, le maréchal Jourdan ayant annoncé hautement que les mouvements de l'ennemi, sur la droite de l'armée française, étaient de fausses démonstrations dont il ne fallait pas s'inquiéter. En conséquence, Gazan reçut l'ordre de se maintenir avec toutes ses forces, le plus longtemps possible, sur la montagne à gauche de Subijana, et de

---

(1) Napier se trompe en disant, t. X, p. 291, que les travaux détaillés ci-dessus auraient rendu la position de Joseph *formidable*. Une position mal choisie ne peut jamais être rendue formidable par des travaux d'art.

(2) Voir, pour la composition des colonnes alliées, l'ordre du quartier-maître général Murray, daté de Subijana-Murillos, 20 juin, veille de la bataille. (*Memoirs of the wars*, etc., p. 97.)

(3) Voir son *Rapport sur la bataille*, rapport extrait de son livre de correspondance pris par les alliés, avec le bagage, aux environs de Pampelune, et reproduit par Murray dans ses *Memoirs of the wars*, p. 101.

tenter les plus grands efforts pour reprendre le village de ce nom, tombé aux mains de Hill.

La perte de Subijana affaiblit le centre de l'armée française et facilita le mouvement offensif du centre des alliés (1). La division Cole passa la première sur les ponts restés intacts et assaillit vigoureusemeut l'ennemi. La division de lord Dalhousie, qui la suivait de près, se mêla au combat et força le centre de Joseph à se replier sur Vittoria (2). Derrière ces deux divisions marchaient celles de Picton et la division légère d'Alten.

Pendant ce temps, Villatte, du corps de Gazan, avait repris Subijana; position qui devait, au dire de Jourdan et de son état-major, assurer le gain de la bataille. Mais à peine cet avantage eut-il été obtenu, que Joseph, averti du passage de la Zadora à Trespuentes et à Villados, ordonna à l'armée du Midi « de se porter en arrière. » Gazan, d'après cet ordre vague, se replia sur Arinez, dans le but de contenir la colonne ennemie qui suivait la grande route, ainsi que celle qui allait déboucher par le pont de Villados. Mais bientôt, voyant sa droite menacée par les troupes qui avaient passé la Zadora, il prit position en arrière de Margarita, village occupé par les troupes de l'armée du Centre, alors fortement engagées avec l'ennemi.

Quarante-cinq pièces disposées en batterie contenaient sur ce point les masses anglaises du centre et de la droite, quand une division française, au lieu de s'arrêter dans la position qui lui avait été assignée, continua son mouvement et laissa un vide qui mit à découvert le flanc des troupes

---

(1) Le centre des alliés se composait : 1° *Du centre droit,* dont faisaient partie la division légère et la 4e division anglaise, les 10e, 15e et 18e hussards, la brigade de cavalerie de Ponsonby, une brigade de cavalerie portugaise, sous d'Urban, et une brigade de cavalerie espagnole;

2° *Du centre gauche,* formé des 3e et 7e divisions, sous Dalhousie.

(2) Voir Jones, t. II, p. 114.

d'Erlon (1). Le général Hill profita de cette faute pour culbuter l'aile gauche des Français et la pousser dans la direction de Vittoria.

L'attaque de Graham ne fut pas moins heureuse. Ce général, avec les 1re et 5e divisions anglaises, les brigades portugaises de Pack et Bradford, les brigades de cavalerie de Bock et d'Anson et les guérillas de Longa (2), s'était porté de Murguia sur Vittoria par la route de Bilbao, et avait chassé l'aile droite de Joseph des hauteurs au-dessus d'Abechuco. Voyant sa communication avec Bayonne gravement menacée par ce mouvement, le roi envoya une partie de ses troupes, sur la droite, prendre possession de Gamara-Mayor et de Gamara-Minor. L'appui de ces postes était nécessaire en effet pour disputer le passage de la Zadora et couvrir la retraite des bagages et des troupes sur Bayonne; mais à peine les Français y furent-ils établis que Graham, par une attaque vigoureuse, les obligea de lâcher prise. En vain le roi massa des forces considérables derrière Gamara-Mayor; le seul résultat qu'il obtint fut de contenir l'aile gauche des Anglais jusqu'à ce que leur centre eût pénétré dans Vittoria (3).

Ainsi la route de Bayonne se trouva interceptée dans le moment même où Wellington dépassait Vittoria, à la poursuite du centre et de la gauche de l'armée française (4).

« Dès lors, dit le général Jomini, l'alarme se répandit dans la ligne, et chacun s'empressa de prendre en désordre le chemin de Pampelune, le seul qui restât pour atteindre les

---

(1) Cette circonstance est rapportée dans les *Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 249; mais le *Rapport du général Gazan* établit que l'aile gauche ne reçut aucune indication sur la conduite à tenir et sur les positions à occuper après l'évacuation de Subijana.

(2) Le corps espagnol de Giron, subordonné à Graham, suivait ce général de loin comme réserve. (*Ordre de Murray*, du 20 juin.)

(3) Jomini prétend que ce fut la nouvelle de la perte de Vittoria qui décida les troupes de l'aile droite à battre en retraite (*Napoléon au tribunal de César*, etc.), et Jones confirme cette opinion, en disant que Reille ne se retira que dans la crainte d'être pris en queue par les colonnes maîtresses de Vittoria.

(4) Voir la *lettre de Wellington*, 22 juillet 1813, *à lord Bathurst*.

Pyrénées (1). La colonne entière d'équipages, encombrée autour de Vittoria, n'ayant aucune issue, devint la proie du vainqueur (2) : canons, bagages, caissons, tout en un mot fut abandonné, et Joseph arriva à Bayonne en aussi mauvais état que Napoléon devant la Bérésina. »

La nature du terrain n'avait pas permis à la cavalerie anglo-portugaise de prendre part à la bataille; elle ne fut utile que dans la poursuite (3). Cependant, on a fait observer avec raison que Wellington eût obtenu un résultat plus décisif s'il avait lancé une partie de cette cavalerie sur l'aile gauche de Joseph, au moment où les brigades Picton et Kempt venaient de prendre le village d'Arinez, de rompre le centre des Français et de gagner la grande route de Bayonne. Cette aile, attaquée en ce moment de front par Hill et par Cole, se trouvait, en effet, plus éloignée de Vittoria que ne l'était Picton, de sorte que la retraite de l'ennemi sur ce point eût été facilement interceptée.

On a prétendu aussi que Wellington aurait dû éviter les combats de Subijana et de Gamara-Mayor, son véritable objet étant la destruction de l'aile gauche : « Pour atteindre ce but, il suffisait de faire de fausses attaques sur les deux ailes, tandis que l'élite de l'armée aurait franchi la Zadora sur les ponts de Villodas et de Trespuntès, et eût pris position entre la gauche et le centre français. Par cette

---

(1) « Par la plus fatale imprévoyance, le grand parc de réserve de l'armée, où se trouvaient plus de 80 pièces d'artillerie de différents calibres et toutes les munitions, avait été placé près d'un marais... Lorsque vers 4 heures, on envoya l'ordre au directeur de ce parc de commencer son mouvement sur Pampelune, un chariot fut culbuté et renversé de manière à empêcher le convoi d'avancer. » (*Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 249.) Voir aussi *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 166.

Joseph, dans sa *lettre* du 27 juin *à Napoléon*, prétend que le maréchal Jourdan avait donné à l'armée du Midi l'ordre de faire évacuer le parc à la pointe du jour.

(2) « Ce chemin n'avait pas été reconnu : il en résulta quelque désordre au commencement de la retraite » *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 473 et 166.

(3) Wellington dirigea lui-même cette poursuite à la tête de l'avant-garde; mais ses troupes étaient si fatiguées qu'elles durent s'arrêter pendant la nuit. Elles avaient été seize heures sous les armes, et avaient fait trois lieues pour arriver sur le champ de bataille.

manœuvre hardie, qu'indiquait la nature du terrain, les troupes ennemies, postées à Subijana, auraient été forcées de mettre bas les armes. En passant la Zadora, vis-à-vis d'Yruno, avec 50,000 hommes, lord Wellington renouvelait la brillante manœuvre de Marlborough à Blenheim, en 1704 (1). »

Une circonstance heureuse pour l'armée française fut l'énergie avec laquelle Reille se défendit sur la haute Zadora; les positions qu'il prit successivement, afin de couvrir la retraite, furent aussi très-habiles; rarement on montra plus de courage et d'intelligence : Reille empêcha véritablement l'armée française d'être enveloppée comme le fut celle de Mack à Ulm. Joseph put se féliciter de ce résultat; cependant, envisagée dans son ensemble, la bataille de Vittoria fut humiliante et désastreuse pour le roi : « Le désordre le plus scandaleux, écrit un célèbre critique (2), a flétri dans cette journée les lauriers de l'armée d'Espagne, sans autre motif qu'une terreur panique à peu près semblable à celle des Autrichiens à Marengo. »

« Les Français, qui auraient pu s'opposer énergiquement au passage de la Zadora, restèrent comme engourdis au commencement de la lutte; leur cavalerie montra peu de vigueur; leurs généraux, à l'exception de Reille, peu d'opiniâtreté, et

(1) Le général Sarrazin, qui préconise cette manœuvre, n'est pas conséquent avec lui-même quand il dit, un peu plus loin : « Wellington nuisit à ses intérêts en coupant les Français de la grande route de Bayonne : il en aurait eu bien meilleur marché dans cette direction que dans le pays fourré qui conduit à Pampelune. »

Ce jugement n'est pas plus admissible que cet autre du même auteur : « Wellington tâtonne sur le terrain, s'en rapporte trop à ses lieutenants et ne sait pas profiter de la victoire. » P. 338.

(2) Général JOMINI.

Le général Gazan s'exprime dans le même sens. « Les Français, dit-il, perdirent tous « leurs équipages, tous leurs canons, tout leur argent, toutes leurs provisions, tous leurs « papiers; de sorte que personne ne pouvait prouver ce qui lui était dû, et que généraux, « officiers, tous enfin, étaient réduits à ce qu'ils avaient sur le corps; la plupart manquaient « même de chaussures. »

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* évaluent les pertes des Français à 120 pièces d'artillerie, 400 caissons, 14,000 gargousses, 2,000,000 de cartouches et 1,500 voitures de bagages, parmi lesquelles se trouvaient les fourgons du trésor et tous les équipages du roi.

leur commandant en chef, peu de résolution et encore moins de talent. »

Le roi resta jusqu'au dernier moment indécis sur le choix de sa ligne de retraite; il joignit au tort irréparable d'avoir pris une position défectueuse, la faute grave de replier ses troupes dès qu'il vit leurs flancs en danger. Joseph a essayé de justifier sa conduite, en alléguant d'abord la nécessité où il se trouva de faire des détachements considérables au Nord pour combattre Mina, et ensuite la lenteur avec laquelle le général Clausel s'était mis en mouvement. Mais nous avons vu que la première de ces raisons n'est guère admissible, puisque le roi, tout en suivant les instructions de l'empereur, aurait pu attirer à lui l'armée de Portugal et la diriger de façon à arrêter le corps de Graham : quant à l'autre raison, elle est moins admissible encore, puisque Clausel fit tout ce qui dépendait de lui pour rallier l'armée principale, et que nonobstant les entraves qu'on lui opposa, il serait arrivé à Vittoria le 21, s'il avait trouvé à Logrono les ordres du roi, expédiés le 19 au soir (1). Pourquoi Joseph en transmettant ces ordres ne donna-t-il pas suite au projet qu'il eut un moment de les faire escorter par un ou deux régiments de cavalerie (2)? Ainsi toujours de l'hésitation et des demi-mesures ! Le roi avait souvent d'excellentes idées, mais il ne savait pas en tirer parti : or, à la guerre, le mérite de l'exécution est la première garantie du succès.

En rendant compte de sa victoire à lord Bathurst, Wellington s'exprima dans les termes suivants :

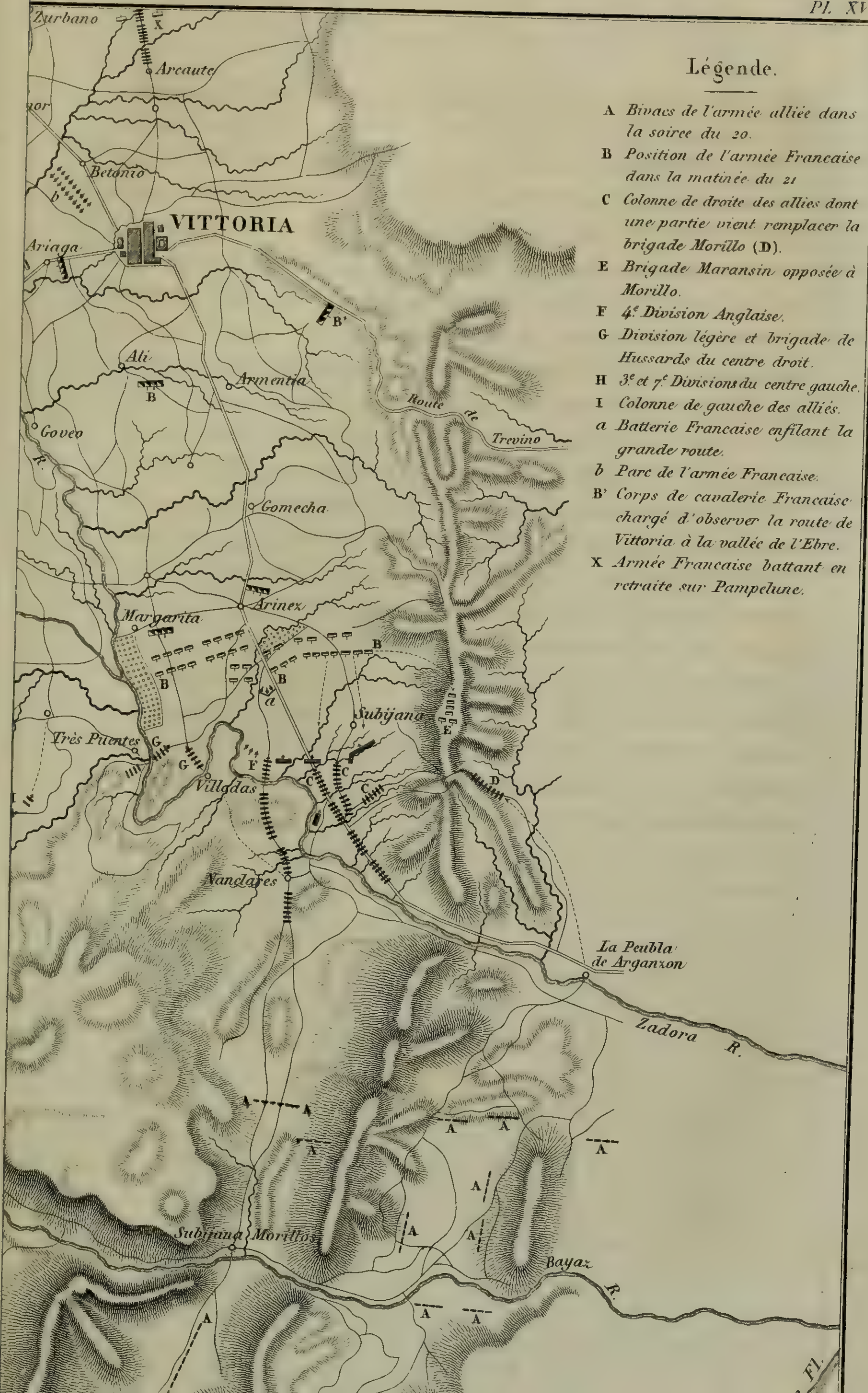
« Nous avons chassé l'ennemi de toutes ses positions;

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 380 et 381.
(2) *Mémoires de Joseph*, t. IX.

DE VITTORIA,

21 Juin 1813.



BATAILLE DE VITTORIA,

21 Juin 1813.

PL. XV



Imp. de E. Guyot et Stapleaux fils

Gravé par J. Claes

nous lui avons pris 151 pièces de canon, ses caissons de munitions, tout son bagage, ses provisions, son bétail, son trésor (1), ainsi qu'un nombre considérable de prisonniers. »

Les Français n'emportèrent qu'un obusier, et encore leur fut-il pris avant d'arriver à Pampelune. Ils perdirent dans cette journée plusieurs drapeaux, tout le matériel provenant des dépôts de Madrid, de Burgos, de Valladolid; les archives de l'état-major, une somme d'argent estimée, d'après les états de situation, à cinq millions et demi de dollars, et l'immense butin qu'ils avaient amassé pendant quatre ans dans la Péninsule. Le champ de bataille, jonché d'objets de toute espèce, provenant des 200 voitures de bagages de la cour, des généraux et des particuliers, ressemblait au champ de bataille d'Issus, décrit par Plutarque. Des actrices, des nonnes, des femmes galantes erraient parmi les fourgons abandonnés, et des paniers de champagne étaient mêlés aux coffres de munitions. Dans les équipages de cette royauté en déménagement, on trouva des tableaux, de la vaisselle, des décors de théâtre, des bijoux, une foule d'objets de luxe et de fantaisie. Le roi lui-même faillit tomber au pouvoir d'un escadron de hussards, qui surprit et entoura sa voiture sur la route de Pampelune. Il n'eut que le temps d'ouvrir la portière et de sauter sur un cheval de troupe, laissant entre les mains de l'ennemi ses papiers intimes, son épée, un superbe tableau du Corrége et le bâton du maréchal Jourdan, trophées qu'on peut voir encore aujourd'hui dans le palais d'Aspley-House, à Londres (2).

Le chiffre des pertes s'éleva, du côté des Français, à

---

(1) Le trésor fut pillé par les gens à la suite de l'armée et les non-combattants : « On vit même, dit Napier, des officiers lutter avec la populace pour rester maîtres de ce honteux butin. » (T. X, p. 279.) Outre le numéraire appartenant à la caisse de l'armée, les soldats enlevèrent des sommes considérables aux personnes qui formaient la suite du roi.

(2) A l'exception toutefois du bâton du maréchal, dont le duc fit cadeau au prince régent. Celui-ci, en échange, conféra à Wellington le titre de feld-maréchal, qui jusque-là avait été accordé à bien peu d'hommes en Angleterre. Les cortès lui donnèrent en toute propriété le domaine royal de Soto de Roma. — TORENO, t. V, p. 282.

6,960 hommes, dont 1,904 prisonniers (1), et, du côté des alliés, à 5,176 hommes (2). Depuis la journée de Blenheim, la France n'avait pas essuyé un pareil échec. « Les campagnes de Marlborough, dit Alison, n'offrent pas l'exemple d'un triomphe si mémorable. Celles de Crécy et d'Azincourt sont, en comparaison, des campagnes stériles (3). »

La bataille de Vittoria dissipa les doutes et vainquit les dernières répugnances de l'Autriche; elle amena la dissolution du congrès de Prague, disposé à traiter avec l'empereur, et prépara la journée de Leipzig, à laquelle se rattache la délivrance de l'Allemagne et la chute de l'empire français.

Plusieurs écrivains militaires ont attribué le triomphe de Wellington au hasard et aux mauvaises dispositions prises par le roi : mais l'histoire impartiale n'acceptera point ce jugement. Le maréchal Soult se montra plus juste, en attribuant le succès des alliés au mérite de leur général en chef. Dans sa proclamation du 23 juillet 1813, où il traite si mal le roi et Jourdan, il dit : « Ne privons pas l'ennemi de l'éloge qui « lui est dû. Les dispositions et les arrangements du général

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 166. Nous ferons observer, toutefois, que cette évaluation de M. Du Casse est en opposition avec un état qu'il donne, t. IX, p. 434, et d'où il résulte que l'armée du roi ne perdit, du 27 mai au 1er juillet, que 214 officiers et 6,746 soldats.

Sarrazin porte les pertes des Français à 6,000 hommes, dont 3,000 prisonniers.

(2) D'après la situation officielle, les alliés eurent 501 Anglais, 150 Portugais et 89 Espagnols tués; 2,807 Anglais, 899 Portugais et 464 Espagnols blessés, ainsi que 266 manquants.

On trouva entre autres sur le champ de bataille: 151 canons en bronze, 415 caissons, 14,249 gargousses, 1,973,400 cartouches, 40,668 livres de poudre à canon, 44 forges, 56 voitures de fourrage, etc.

Belmas évalue le nombre des voitures de bagage perdues à 1,500.

D'après Toréno, les Français eurent 8,000 morts et blessés, et les alliés un peu moins de 5,000, dont 3,300 Anglais, 1,000 Portugais et 600 Espagnols. On ne fit, d'après lui, que 1,000 prisonniers.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* estiment les pertes des Français à 6,000, et celles des alliés, à 4,000 hommes.

Belmas évalue à 4,000 hommes, dont 800 prisonniers, la perte des Français, et à 5,000 hommes celle des alliés. Sherer prétend que les Français eurent 8,000 hommes hors de combat, dont 1,000 prisonniers; enfin Wellington, dans son *Rapport à lord Bathurst*, estime les pertes des Français à 4,069 blessés et 800 tués.

(3) T. VIII, p. 247.

« anglais ont été prompts, habiles et suivis. La valeur et la
« fermeté de ses troupes ont été dignes de louanges (1). »

Le 22, l'armée française continua sa retraite sous la protection d'une forte masse de cavalerie. Le 24, elle atteignit Pampelune, mais dans un tel état de désordre, que le gouverneur de cette place ne voulut admettre que les troupes absolument nécessaires à la défense. Le 25, toute l'armée s'engagea dans la vallée de Roncevaux, sans rencontrer de difficultés sérieuses.

Comme toujours, la poursuite des alliés fut lente et molle. Nous avons déjà fait observer que ce défaut tenait à la nature physique et aux habitudes du soldat anglais, bien plus qu'à un manque d'énergie ou de résolution de la part du général en chef.

Le roi avait envoyé lettres sur lettres à Clausel et à Foy pour les appeler à Vittoria ; mais, trop éloignés, ces généraux n'avaient pu lui obéir à temps, de sorte que Joseph s'était vu obligé de livrer bataille sans le concours de 27,000 hommes, dont l'arrivée opportune eût exercé une grande influence sur les opérations (2).

Le 21, Foy était encore à Bergara et Clausel à Logrono (3). La perte de la bataille les mit l'un et l'autre dans une très-fausse position ; ils en sortirent néanmoins avec honneur.

Après avoir détaché Hill pour faire le blocus de Pampe-

(1) C'était aussi l'opinion de Clarke, ministre de la guerre, écrivant au roi, le 2 juillet 1813 : « Il sera pénible à l'empereur de penser, dit-il, que l'ennemi ne doit nullement ses succès à « la supériorité de ses forces, mais plutôt à la manière dont elles ont été dirigées de part et « d'autre. »

(2) D'après les *Victoires et conquêtes*, Foy avait 12,000 hommes et Clausel 15,000.

(3) Clausel avait reçu, le 15 juin, la première lettre du roi, et aussitôt il s'était arrêté dans la poursuite de Mina *pour attendre des ordres positifs*. Ces ordres se firent attendre ou n'arrivèrent point, car le général Clausel affirme que, dans la journée du 20, il n'avait reçu aucun des six courriers envoyés par Joseph. (Voir la *lettre* du 5 juillet, adressée par le roi à *Clarke*.)

lune (1), Wellington se porta de sa personne sur Taffala et Olite, à l'effet de détruire Clausel, qu'il croyait à Tudela, et qui en réalité était retourné de Vittoria (2) à Logrono, où il se trouvait encore le 25 au soir (3). En ce moment, Sanchez et Mina se portaient vigoureusement sur les derrières du corps français. Clausel se tira de ce mauvais pas en faisant une marche forcée de vingt lieues en quarante heures sur Tudela, et en gagnant ensuite Saragosse (4). Wellington, qui aurait pu l'intercepter par la route de Jacca, mais en le rejetant sur Suchet, se contenta de le faire serrer de près par Mina, qui déploya dans cette circonstance une grande habileté.

Les détracteurs du général anglais prétendent que s'il avait montré plus d'audace et de résolution, les troupes de Clausel auraient dû mettre bas les armes. Il est certain que le duc fut informé assez à temps de la marche de ces troupes pour intercepter leur ligne de communication (5); mais le colonel Murray, quartier-maître général de l'armée anglaise, fait observer que le mauvais état des routes et les fortes pluies tombées les 24 et 25 retardèrent la marche des alliés (6); c'est une circonstance dont il faut tenir compte, bien qu'elle n'excuse pas entièrement Wellington. La pluie et le mauvais état des routes, en

---

(1) Place défendue par 4,000 hommes et 250 pièces de canon : trop forte pour être assiégée avec les moyens dont Wellington pouvait disposer. Dalhousie continua le blocus avec les 2e, 6e et 7e divisions ; quand il eut achevé les redoutes et les ouvrages de la ligne d'investissement, il partit, laissant les Espagnols seuls devant la place, sous les ordres du général O'Donnel.

(2) Il s'était approché de Vittoria le 22 au soir.

(3) Ce même jour, Wellington apprit la véritable position de Clausel.

(4) Il arriva à Tudela le 27 au soir ; de là il voulut se rendre à Olite et à Taffala ; mais, prévenu à temps que Wellington l'y attendait, il repassa l'Èbre et marcha en toute hâte sur Saragosse.

(5) On lui avait envoyé le billet suivant de Clausel, écrit en chiffres, et dont le porteur était tombé entre les mains des Espagnols.

23 juin.

Sire.....

« Je me suis porté, hier 22, à une demi-lieue de Vittoria, par la route de la Guardia. Si j'apprends que Votre Majesté se trouve vers Salvatierra, ou dans la vallée d'Araquil, je m'y rendrai en traversant les montagnes ; dans le cas contraire, je me porterai sur Pampelune. »

(6) *Memoirs of the war*, p. 105.

effet, exerçant la même influence sur la marche des deux armées, ne peuvent être invoqués par l'une d'elles comme un empêchement absolu à la poursuite de l'autre. Plus admissible, à coup sûr, serait une explication basée sur la différence que présentaient les soldats anglais et français, au point de vue de l'aptitude physique, des ressources en vivres, habits, chaussures, etc.

Quoi qu'il en soit, le général Clausel parvint à se retirer sain et sauf du mauvais pas où il se trouvait; et Wellington, à partir de ce moment, s'adonna exclusivement aux soins que réclamaient les siéges de Pampelune et de Saint-Sébastien.

Ainsi finit la mémorable campagne de 1813, qui porta les alliés au sommet des Pyrénées, et renversa définitivement le trône mal étayé de Joseph. En moins de six semaines, les Anglais avaient fait deux cents lieues dans un pays accidenté, traversé six grandes rivières, investi deux places et repoussé de l'Espagne 120,000 Français : résultat immense, qu'ils n'auraient pas obtenu si Joseph avait suivi les instructions de l'empereur, ou s'il s'était arrêté sur le Carion et la Pisuerga assez longtemps pour donner à Foy et Clausel le temps de le rejoindre.

En quittant Madrid et en concentrant toutes ses forces à Burgos, le roi ne fit que se conformer aux principes de la stratégie; mais en acceptant la bataille sans Foy et Clausel, dans le bassin de Vittoria, après avoir abandonné d'excellentes et fortes positions, il commit une faute impardonnable. L'armée française eut mieux fait de se retirer franchement sur Bayonne et de se baser sur cette ville, ainsi que l'avait conseillé Jourdan, ou de marcher parallèlement à l'Èbre jusqu'à Saragosse, pour donner la main à Suchet et

tomber sur les alliés, aussitôt qu'ils auraient été à 150 lieues de leurs dépôts. Ce dernier plan fut préconisé par les officiers les plus distingués de l'état-major de Joseph. Tous étaient convaincus que Wellington n'oserait pas s'avancer dans les Pyrénées en laissant des forces aussi considérables derrière lui; et, de fait, l'importance qu'il mit à éloigner Foy et Clausel semble justifier cette opinion. Mais le roi et Jourdan ne croyaient pas un mouvement de retraite sur Saragosse exécutable dans les circonstances où ils se trouvaient; ils craignaient en outre de perdre leur grande communication avec la France, et de laisser Foy abandonné à lui-même dans les provinces insurgées du Nord. Cette crainte était fondée, et cependant le roi eût bien fait de n'en pas tenir compte, puisque le plan suivi donna des résultats si désastreux. Au reste, l'incapacité militaire de Joseph se révéla plus encore dans l'exécution que dans la combinaison des mouvements.

Bien différente sous ce rapport fut la conduite de Wellington : sa marche de concentration sur le Douro, les mouvements à l'aide desquels il tourna l'Èbre et le soin qu'il prit de former une nouvelle base d'opération sur la côte d'Espagne, doivent être loués comme de belles applications des principes de la stratégie (1). On lui a reproché cependant d'avoir fait un mouvement rétrograde pour éloigner de ses flancs Clausel et Foy, au lieu de marcher sur Bayonne, qui n'était pas en état de se défendre (2); mais cette critique

---

(1) « Les mouvements de lord Wellington, dans le commencement de cette campagne, dit le général Sarrazin, sont un chef-d'œuvre de stratégie; il n'ambitionne point le triomphe éphémère d'entrer à Madrid; il prend des positions solides qui forcent les Français à évacuer cette capitale; il menace tout leur flanc droit, depuis Santander jusqu'à Valence ; il s'approche de Burgos, où était un dépôt immense de munitions; il a même la hardiesse de pousser la gauche de son armée jusque sur la ligne d'opération des Français, etc. »— P. 336.

« La marche du général anglais, sur la rive droite du Douro, fut savamment calculée, mais ses manœuvres dans la journée de Vittoria ne méritent pas tout à fait les mêmes éloges. Les Français furent mal attaqués et encore plus mal poursuivis. » *Vict. et conq.*, t. XXII, p. 251.

(2) Les auteurs français assurent que Bayonne n'était pas tenable, mais Wellington pouvait ignorer cette circonstance.

tombe devant la considération que l'armée alliée était hors d'état de continuer la campagne, surtout dans les Pyrénées, où elle aurait éprouvé beaucoup de fatigues, de dangers et de privations. « Mes soldats, écrivait Wellington, au lieu de pré-
« parer leur nourriture et de se reposer après la bataille de
« Vittoria, se dispersèrent pendant la nuit pour se livrer
« au pillage; ils se fatiguèrent tant, qu'il leur fut impos-
« sible de soutenir une marche difficile; il en résulta que
« l'armée victorieuse compta plus de traînards que l'armée
« vaincue. Dix-huit jours après la bataille, 12,500 hommes
« (presque tous Anglais) étaient encore absents, la plupart
« maraudant dans les montagnes... »

D'un autre côté, le système de guerre de Wellington ne comportait pas une opération aussi hardie que l'invasion de la France, dans l'état d'incertitude où se trouvaient les affaires d'Allemagne (1). Un armistice venait d'être conclu, et il n'était pas impossible que cet armistice fût suivi d'une paix à laquelle l'Angleterre n'eût point adhéré; or, dans ce cas, l'empereur aurait pu diriger toutes ses forces contre l'armée de la Péninsule. Il était donc prudent d'établir solidement l'armée anglaise dans les Pyrénées, et de lui assurer un bon port. Quelle n'eût pas été, en effet, la situation de Wellington au delà des frontières, si le roi se fût retiré par Jacca sur l'armée de Suchet, et si Foy et Clausel se fussent emparés des trophées de Vittoria, gardés par une seule division anglaise! Même avec toute la sagacité qu'il montra dans la suite, Wellington eût été battu, si le duc d'Albuféra et Clausel s'étaient portés de concert sur son flanc droit, quand Soult l'attaqua de front: or, en envahissant la France, au lieu de Soult avec l'armée de Joseph, c'était peut-être l'empereur avec l'armée

---

(1) Voir les *lettres de Wellington*, du 8 juillet 1813, *au général Bentinck*, et du 12 juillet *au comte Bathurst*.

de Bautzen qu'il aurait eu sur les bras (1); cette considération suffit pour justifier la lenteur du duc après le combat du 22. Il ne s'était pas attendu, d'ailleurs, à ce que les Français, par leurs fautes, lui permissent d'aller si loin; ses préparatifs n'avaient été faits qu'en vue du siége de Burgos.

Pour assurer sa nouvelle base, Wellington résolut de s'emparer de Saint-Sébastien (2); et, pour garantir son flanc droit, il envoya O'Donnel, avec des troupes espagnoles et portugaises, bloquer Pampelune. Les corps des partisans non employés furent mis en observation pour couvrir ce blocus et empêcher la jonction du duc d'Albuféra et de Clausel à Saragosse. Enfin, sir John Murray fut chargé de tenir Suchet en haleine par des opérations en Catalogne (3).

Murray était parti le 21 mai d'Alicante pour assiéger Tarragone; mais, soit faiblesse, soit incapacité, à l'approche de l'armée du duc d'Albuféra, il avait abandonné son équipage de siége et rembarqué ses troupes dans le plus grand désordre (le 12 juin), mettant par cette retraite le général Copons dans une situation fâcheuse (4). William Bentinck, qui lui succéda dans le commandement de l'armée anglo-sicilienne, montra sinon plus d'intelligence, au moins plus de résolution et d'énergie. Il investit Tortose, força le

---

(1) Wellington avait écrit le 20 juillet au général lord Bentinck : « Si la guerre se rallume dans le Nord, je ferai très-bien de m'avancer en France, et je pourrai sans doute m'y établir. Si elle ne se rallume point, je n'irais en France que pour m'en faire chasser... Dans ce cas, je me propose de me rendre maître de toutes les garnisons de l'Aragon, de manière à me joindre plus étroitement à vous, en maintenant toutefois le blocus de Pampelune. » — Voir aussi sa *lettre* du 22 novembre 1813 *au général Dumouriez*.

(2) Cette place était alors bloquée par Mendizabal.

(3) Wellington lui avait donné, le 14 avril 1813, des instructions très-précises et fort bien conçues, mais qui furent mal exécutées.

(4) Murray fut, pour ce double fait, traduit devant une cour martiale, qui, tout en le déclarant non coupable, blâma sa conduite comme imprudente et peu judicieuse. Wellington énuméra, dans sa *lettre* du 8 août 1813 *au colonel Torrens*, toutes les fautes commises par Murray, et montra combien ce général s'était écarté de ses instructions. Consultez également sa *lettre* du 1er juillet *à John Murray*, et celle écrite, le 19 août, par *Suchet au duc de Feltre*. — BELMAS, t. I, p. 699.

duc d'Albuféra à détruire les ouvrages de Tarragone, et parvint à tenir l'armée d'Aragon éloignée de la Navarre. Avant son arrivée, le duc del Parque, contrairement aux ordres de Wellington, avait fait un mouvement offensif de concert avec Elio, et s'était fait écraser par le général Harispe à Alcira, sur le Xucar (9 juin 1813). Suchet aurait complété cet avantage si la nouvelle de la bataille de Vittoria n'était venue déranger ses plans. Il abandonna Valence le 5 juillet (1), et marcha avec 20,000 hommes d'excellentes troupes sur Saragosse pour se réunir à Clausel (2). Mais, avant d'atteindre cette ville, il apprit que Clausel s'était porté sans nécessité (3) sur Jacca, et que les partisans de Mina assiégeaient le château de Saragosse. Au lieu de dégager immédiatement ce point et de faire une démonstration sur le flanc droit de Wellington (4), Suchet concentra toutes ses forces entre Caspe et Tortose (le 12 juillet); faute grave, dont les conséquences ne tardèrent point à se faire sentir. Le château se rendit le 30, et le fort Daroca le 11 du mois suivant. Dès lors il fallut renoncer au projet de jonction avec Clausel et à toutes les espérances que ce projet avait fait naître. L'armée d'Aragon passa l'Èbre les 14 et 15 août à Tortose et alla s'établir aux environs de Tarragone. « On s'étonne, dit Napier, qu'un général jouissant d'une si haute réputation ait, dans des circonstances critiques, laissé sans emploi des forces aussi imposantes. »

Il est vrai que Suchet avait plus de 27,000 hommes dans

---

(1) Lord Bentinck y entra le 9.

(2) L'armée d'Aragon avait alors 12 à 13,000 hommes dans les places. Suchet voulait conserver le royaume de Valence pour faciliter les négociations générales, en trompant les alliés sur la force réelle des Français en Espagne. Il affaiblit en conséquence son armée active, mesure qui influa d'une manière fâcheuse sur l'ensemble des opérations.

(3) Il n'était alors poursuivi que par les troupes de Mina.

(4) Ses 20,000 hommes, joints à la division Paris et aux troupes de Clausel, lui auraient permis de jeter une armée de 40,000 combattants sur le flanc des alliés, au moment où Soult les attaquait de front. Évidemment le général anglais n'eût pas résisté à ce coup.

les places fortes (1); mais il lui en restait encore 32,000 disponibles (2) quand la guerre se décida en Navarre. Si donc avant la fin de juillet il avait marché sur cette province par l'Aragon, l'armée anglo-portugaise eût été infailliblement écrasée (3).

A cette époque, les alliés firent transporter à Bilbao, à Santander et à la Corogne les établissements militaires et les approvisionnements du Portugal (4). Saint-Sébastien devait compléter leur ligne de dépôts, et c'est ce qui engagea Wellington à en faire le siége immédiatement.

La forteresse de Saint-Sébastien est bâtie sur une presqu'île au pied du mont Orgullo, sur lequel se trouve le château de la Mota, servant de réduit. La partie nord était couverte par l'Uruméa et le côté sud par la mer. Les fortifications étaient composées d'une double enceinte avec contrescarpe, chemin couvert et glacis, excepté dans le sens de la longueur de la presqu'île, où elles ne présentaient qu'une seule enceinte rendue inaccessible par les eaux. Dans cette partie, l'escarpe était découverte jusqu'au pied et vue entièrement d'une chaîne de hauteurs situées sur la rive droite de l'Uruméa, à la distance de 6 ou 700 verges. Le défaut de terre pour couvrir cette portion de l'enceinte avait d'autant plus d'inconvénients, que l'Uruméa était guéable pendant plusieurs heures à chaque marée, et que les eaux en se retirant laissaient à sec, sur la rive gauche de la rivière, un espace considérable, par où les troupes pouvaient monter à l'assaut (5).

---

(1) Dans ce chiffre est compris l'effectif de la division Paris.

(2) L'armée d'Aragon avait à cette époque 32,362 hommes et 4,919 chevaux présents à l'effectif; l'armée de Catalogne 29,910 hommes et 1,869 chevaux.

État de situation, juillet 1813.

(3) Il faut noter cependant que Suchet, à cette époque, ignorait que Soult avait pris le commandement de l'armée d'Espagne et faisait des préparatifs pour secourir Pampelune. Il n'en aurait pas moins dû marcher en avant, pour empêcher Wellington de tirer parti de la bataille de Vittoria.

(4) Les Français occupaient encore Santona, et leurs corsaires interceptaient les communications le long de la côte d'Espagne.

(5) JONES, p. 289.

La garnison, forte d'abord de 2,300 hommes, fut portée à 3,000 hommes, le 27 juin, par un détachement de la division Foy. Il lui manquait des abris pour les malades, des approvisionnements, du bois pour palissades et de l'eau potable. L'aqueduc servant à l'alimentation des réservoirs publics avait été coupé dès le premier jour par les alliés, et les puits qui auraient pu y suppléer étaient envasés, ou ne fournissaient qu'une eau saumâtre. La plus grande confusion régnait dans la ville; et tant de fuyards s'y étaient retirés, que le gouverneur (général Rey) fut obligé d'expulser toutes les bouches inutiles. Les fortifications étaient en mauvais état (1), les approvisionnements de siége et le matériel insufisants; le personnel était plus insuffisant encore, puisqu'il ne comportait que 100 artilleurs pour le service de 76 bouches à feu (2); par compensation, les habitants étaient bien disposés, «ils montraient un dévouement sans bornes pour les Français (3). »

Le 28, la place fut bloquée du côté de terre par 7 à 8,000 Espagnols, sous Mendizabal, que suivaient à petite distance 9 à 10,000 Anglo-Portugais, commandés par le général Graham.

En ce moment, l'artillerie destinée au siége se trouvait encore sur les vaisseaux dans le port du Passage; elle consistait en 34 bouches à feu (4), pourvues d'un approvisionnement limité entre 500 et 1,500 coups par pièce.

Le général Rey mit un bataillon dans le couvent Saint-

---

(1) Voir le *Rapport* du chef de bataillon du génie Pinot, *au ministre de la guerre* (27 juin 1813), et celui du général Rey au même (29 juin). D'après Belmas (p. 650), la place était réputée pouvoir tenir 8 ou 10 jours contre des moyens d'attaque ordinaires.

(2) Des 76 bouches à feu, 13 occupaient les batteries du mont Orgullo.

Le 1er juillet, il arriva encore une cinquantaine de canonniers par mer.

(3) BELMAS, p. 594.

(4) A savoir : 20 pièces de 24, approvisionnées à 1,500 coups, 6 obusiers de 8 pouces, approvisionnés à 1,000 coups, et 8 mortiers approvisionnés à 500 coups.

JONES, *Journaux des siéges*, p. 288.

Les assiégés avaient, dans le commencement, 76 pièces en batterie. Ils en reçurent d'autres par mer, après l'ouverture de la tranchée.

Bartholomé, à l'entrée de la presqu'île; 40 hommes dans la tête de pont de Santa-Catalina et dans le couvent de San-Francisco, sur la droite de l'Uruméa, et 25 hommes dans l'île Santa-Clara, dont la chapelle fut convertie en blockhaus. Le 28, il fit brûler les deux faubourgs de Saint-Martin et de Sainte-Catherine, qu'on n'avait pas eu le temps de démolir. Enfin, tous les bras disponibles furent requis pour fortifier les ouvrages du château de la Mota et d'autres points de la place.

Le 29, à 7 heures du soir, les assiégeants firent une tentative infructueuse pour enlever de vive force le couvent de Saint-Bartholomé.

Le 3 juillet, la marine anglaise vint bloquer le port, mais elle n'avait pas assez de bâtiments pour empêcher les marins de Saint-Jean-de-Luz de s'introduire de temps en temps dans la place à la faveur de l'obscurité.

Le 7, les Espagnols démasquèrent une batterie qui tira sans résultat à boulets rouges sur le couvent Saint-Bartholomé.

Le 9, l'arrivée des troupes de Graham permit de resserrer les lignes d'investissement. Aussitôt Wellington quitta Ernani pour faire la reconnaissance de la place et déterminer le choix du front d'attaque. Il adopta, sur l'avis du major Smith, le plan qu'avait suivi le maréchal Berwick au siége de 1719, plan basé sur la possibilité d'approcher à marée basse de la partie nord-est de l'enceinte, et de battre en brèche l'escarpe d'une chaîne de hauteurs située sur la rive droite de l'Uruméa.

Napier trouve ce plan extrêmement défectueux. Il est certain qu'une attaque régulière dans la presqu'île aurait conduit plus sûrement au but; mais, — nous ne saurions trop le répéter — les ingénieurs anglais n'avaient pas le moyen de réduire une place par la méthode de Vauban. Ils devaient donc forcément donner beaucoup au hasard et préférer les attaques promptes, toujours meurtrières, aux attaques mé-

thodiques, possibles seulement avec un matériel et un personnel convenables.

Dès que les Anglais eurent dévoilé leur plan, la garnison fit un retranchement en arrière de la muraille et pratiqua des créneaux dans toutes les maisons ayant vue sur l'emplacement présumé de la brèche.

Le 14, Wellington reprit le chemin d'Ernani, confiant la direction des travaux à Graham, qui, le même jour, par un feu soutenu, parvint à faire brèche au couvent de Saint-Bartholomé. Le lendemain, à une heure, trois colonnes essayèrent d'enlever ce couvent ainsi que les petits postes qui le soutenaient; mais, attaquées avec une extrême vigueur, ces colonnes ne tardèrent point à rebrousser chemin. Une sortie de la garnison compléta cet échec, qui coûta aux alliés plus de 150 hommes (1).

Le 16, les batteries d'attaque parvinrent à mettre le feu au couvent; l'incendie se propagea si rapidement, que le soir il ne restait plus qu'une moitié de l'édifice, et que la garnison fut sur le point de l'abandonner.

Le 17, on fit une nouvelle tentative avec trois colonnes, sous les ordres des généraux Oswald, Hay et Bradford (2). La colonne de droite attaqua la lunette du cimetière, celle du centre le couvent, et celle de gauche les petites maisons crénelées. Les Français présentèrent une résistance vigoureuse; néanmoins ils furent obligés de battre en retraite avant même d'avoir fait jouer les fougasses préparées sous les murs du couvent. Cette lutte dura quatre heures; elle fut secondée de part et d'autre par l'action de 60 bouches à feu (3).

---

(1) D'après Belmas, les alliés laissèrent 150 morts sur le terrain, tandis que les Français n'eurent que 8 tués et 59 blessés.

(2) *Lettre de Graham au duc de Wellington,* 18 juillet 1813.

(3) Elle coûta aux Français 40 hommes tués et 200 blessés. Les Anglais, qui avaient mis en ligne 6,000 hommes, firent des pertes plus considérables; ils laissèrent, en outre, 14 hommes entre les mains de l'ennemi.

Après l'enlèvement de Saint-Bartholomé, Graham fit battre le front en terre de la place, tout en continuant l'attaque principale sur la rive droite de l'Uruméa.

Le 20 au matin, 30 pièces ouvrirent le feu contre le mur non terrassé.

Le lendemain, la place fut sommée de se rendre; mais, fidèle à son devoir, le gouverneur repoussa énergiquement cette sommation.

Le 22 au soir, le mur était battu en brèche et renversé sur une étendue de 50 mètres.

Wellington, dans ces entrefaites, était revenu d'Ernani, et avait visité les travaux en détail.

D'après ses ordres, une nouvelle brèche de 10 mètres de largeur fut ouverte le 23, entre la tour Los-Hornos et le bastion Saint-Elme. Presque au même instant, le feu prit aux maisons crénelées en arrière de la grande brèche. Comme on n'avait pas assez d'eau dans la place, l'incendie se propagea rapidement : ce fut une circonstance fâcheuse pour les défenseurs; ils comptaient occuper ces maisons pendant l'assaut (1).

Les ingénieurs avaient profité d'un aqueduc pour établir une mine sous le terre-plein du chemin couvert. Cette mine fit explosion le 25 de grand matin; elle renversa la contrescarpe dans le fossé. Les colonnes anglaises débouchèrent aussitôt de la parallèle et se portèrent vivement à l'attaque des brèches (2). Pour y atteindre, elles devaient traverser un espace de plus de 200 mètres, coupé de flaques d'eau, et parsemé de rochers couverts de plantes marines qui les rendaient fort glissants. Elles devaient en outre longer la fausse-braie

---

(1) Après l'incendie des maisons crénelées, les défenseurs allèrent occuper des postes en arrière, dont ils ne purent tirer aucun parti.

(2) D'après Belmas, cette attaque fut combinée avec une escalade contre l'ouvrage à cornes. « Les échelles, dit-il, furent renversées, et le plus grand désordre se mit dans la colonne, « qui fut obligée de se retirer, après avoir essuyé une perte énorme. »

Le colonel ingénieur Jones ne fait aucune mention de cette attaque.

de la branche gauche de l'ouvrage à cornes, d'où l'on pouvait lancer sur les assaillants une grêle de projectiles.

Les Français laissèrent avancer la colonne, forte de 2,000 hommes, jusqu'à ce que sa tête eût atteint le pied de la brèche; puis, à un signal donné, ils dirigèrent sur son front et sur ses flancs une quantité innombrable de bombes, d'obus et de grenades, dont l'effet meurtrier se combina avec celui de la mitraille, vomie par un bastion, deux tours et un cavalier. Surprise, écrasée par cette tempête, la colonne s'arrête, se divise, se trouble; les plus braves montent à la brèche, où ils trouvent la mort; les autres hésitent et fuient. Le désordre alors devient si grand, qu'il est impossible à Graham de faire avancer les colonnes tenues en réserve. Les morts, les mourants, les blessés et les fuyards roulent confondus sur les pierres glissantes que la mer vient à peine de quitter. Un grand nombre d'Anglais se précipitent dans les flots pour échapper à la mitraille, et trouvent ainsi la mort en voulant l'éviter. Enfin, Graham ayant perdu l'élite de ses troupes, se décide à battre en retraite; le carnage cesse...

Bientôt les scènes de destruction font place à un spectacle nouveau, touchant, admirable! Les soldats de la garnison se précipitent à l'envi du haut des brèches et de la fausse-braie pour aller porter secours aux blessés : amis et ennemis sont également relevés et accueillis. Ces mêmes Anglais qui peu d'instants auparavant étaient repoussés avec toute l'intrépidité du désespoir, sont maintenant soignés par leurs vainqueurs avec la sollicitude que l'on témoignerait à des compagnons d'armes. On s'empresse de les retirer d'entre les morts; un premier pansement est appliqué sur leurs blessures, et, par un rapprochement bizarre, on les transporte sur ces mêmes échelles qu'ils avaient préparées pour donner l'assaut à la place. Le général Rey, sur la brèche, dirige et encourage cet élan d'humanité, tandis que le général anglais, avec plusieurs de ses officiers, placé sur l'épaulement d'une

tranchée, exprime hautement sa surprise et son admiration d'une pareille conduite (1).

Cette affaire coûta aux Anglais 400 blessés et 100 tués (2), parmi lesquels le chef ingénieur colonel Fletcher. Les Français n'eurent que 18 tués et 49 blessés (3).

Le général Rey accorda aux assiégeants un armistice de quelques heures pour enlever leurs blessés et enterrer leurs morts que la marée montante eût engloutis.

Napier attribue l'échec de Graham aux mauvaises dispositions prises pour l'attaque : « Ni les instructions de Wellington, dit-il, ni le plan du major Smith ne furent suivis. L'exécution manqua de vigueur et d'ensemble, et le commandement d'intelligence. Les officiers du génie se firent tuer ; mais aucun général, aucun officier d'état-major ne sortit des tranchées pour se mettre à la tête des colonnes. La plupart condamnaient d'ailleurs le mode d'attaque irrégulier que l'on avait adopté, et cette opinion, connue des soldats, exerça quelque influence sur leur moral. »

Lord Wellington, arrivé de Lazaca le 26 à deux heures du matin, aurait renouvelé l'attaque, si le manque de munitions ne l'avait obligé d'attendre un approvisionnement supplémentaire de poudre et d'artillerie, demandé au gouvernement anglais depuis un mois (4) ; le lendemain, du reste, on l'informa que Soult, après avoir chassé devant lui l'armée d'observation, avait franchi les Pyrénées et se dirigeait sur Saint-Jean-Pied-de-Port. Cette nouvelle obligea Wellington à convertir immédiatement le siége en blocus,

---

(1) *Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 272.

(2) D'après Jones. Le major Belmas évalue les pertes à 2,000 hommes, dont 118 furent faits prisonniers; ce chiffre est exagéré.

Le comte Toréno estime les pertes à 49 officiers et 520 hommes tués, blessés ou pris ; les *Victoires et conquêtes*, à 900 tués et blessés, non compris plusieurs centaines de prisonniers.

(3) D'après Belmas. Quelques auteurs estiment les pertes des Français à 250 hommes.

(4) Voir sa *lettre au comte Bathurst*, 1er août 1813.

pour rendre disponible une partie des forces de Graham (1).

Les assiégés profitèrent de ce délai pour éteindre l'incendie qui s'était déclaré dans la ville, améliorer la défense de la brèche et des remparts contigus, réparer le matériel, construire des barricades, etc. A l'exception d'une sortie qui eut pour résultat la prise de 189 soldats alliés, et la destruction d'une partie des travaux d'approche (2), il ne se fit rien de remarquable pendant trois semaines.

De temps à autre seulement, il arrivait des navires de Saint-Jean-de-Luz qui apportaient aux assiégés des outils, des provisions et des renforts.

Le 15 août, on célébra dans la place la Saint-Napoléon avec un éclat extraordinaire. Pendant toute la journée, le son des cloches se mêla aux cris joyeux de la garnison; à la nuit tombante le château fut illuminé, et du camp des alliés on vit briller sur les remparts, en grandes lettres flamboyantes, les mots : *Vive l'Empereur!*

Graham crut le moment favorable pour tendre une surprise, mais cette opération ne réussit pas mieux que les précédentes (3).

---

(1) Jones ne signale pas ce départ d'une fraction de l'armée de siége ; il dit que ce fut Graham et non Wellington qui, le 28, apprenant l'attaque de Soult contre les alliés (attaque dont il ignorait encore le résultat), fit embarquer les bouches à feu et le parc, et convertir le siége en blocus.

(2) Cette sortie eut lieu le 27 juillet.

(3) Les alliés avaient perdu jusque-là, devant Saint-Sébastien, 1,300 hommes, non compris ceux tués pendant le blocus (sous Mendizabal).

D'après un *état des pertes* cité par Gurwood, le nombre des tués, du 7 au 27 juillet, s'éleva à 204, celui des blessés à 774, et celui des manquants à 300.

CHAPITRE XII.

CAMPAGNE DES PYRÉNÉES. — 1813.

SAINT-SÉBASTIEN.

CHAPITRE XII.

SOMMAIRE :

Soult est nommé commandant en chef de l'armée d'Espagne. — Activité qu'il déploie. — Son mouvement offensif pour délivrer Pampelune et Saint-Sébastien. — Combats de Roncevaux et de Maya. — Bataille de Sauroren. — Retraite de Soult. — Considérations qui déterminent Wellington à remettre l'invasion de la France au printemps prochain. — Soult prend une seconde fois l'offensive. — Attaque de San-Martial. — L'insuccès de cette attaque engage le duc de Dalmatie à rester sur la défensive. — Prise de Saint-Sébastien. — Wellington, assuré de ce point d'appui, se décide à marcher en avant. — Passage de la Bidassoa. — Les alliés se disposent à pénétrer en France. — Situation générale de la Péninsule.

Napoléon, en apprenant la nouvelle du désastre de Vittoria, priva Joseph et Jourdan de leurs fonctions, et nomma Soult commandant en chef des armées de la Péninsule (1). Le duc de Dalmatie se rendit à son poste le 13 juillet, et, dix jours après, publia un ordre du jour pompeux, où le roi est qualifié de général incapable, et sa retraite de fuite honteuse.

(1) Cette nomination était datée de Dresde, le 1er juillet 1813.
Un historien digne de foi affirme que Napoléon, prévoyant le cas où Joseph refuserait de se démettre de son commandement, avait autorisé, par lettres du 1er juillet, l'archichancelier, les ministres de la guerre et de la police à recourir à la force, si cela était nécessaire.— THIBAUDEAU, t. IX, p. 327.

L'armée comptait alors 77,500 hommes, dont 7,000 de cavalerie (1); son administration était désorganisée, son moral affaibli, et sa discipline relâchée. Mais Soult, à peine arrivé, lui communiqua une impulsion vigoureuse, et parvint même à lui donner une certaine confiance dans le succès des opérations. Jamais, dans sa longue et brillante carrière, il ne montra plus de talents, de résolution, de patriotisme (2).

Le duc de Dalmatie aurait voulu avoir quelques semaines devant lui pour rétablir entièrement l'ordre, compléter le matériel et assurer sa base d'opérations; mais l'empereur exigea qu'il prît immédiatement l'offensive. En conséquence, tout fut préparé pour commencer le mouvement général dans la journée du 16 juillet.

Clausel, qui commandait l'aile gauche, se trouvait à Saint-Jean-Pied-de-Port; Drouet, avec le centre, occupait les hauteurs près d'Espelette et d'Ainhoé; Reille, avec l'aile droite, se tenait sur les montagnes qui dominent Véra. Enfin la réserve, sous les ordres de Villatte, gardait la Bidassoa, depuis la mer jusqu'à Irun. (Voir le *Plan* n° 17.)

L'armée alliée chargée de couvrir le blocus de Pampelune et le siége de Saint-Sébastien, occupait les gorges des montagnes sur une étendue de 20 lieues. Le terrain était si désavantageux, qu'en arrière des gorges il ne se trouvait pas une seule position centrale susceptible d'être défendue par une forte masse de troupes. En outre, les communications entre les divisions anglaises étaient lentes et pénibles, tandis que

(1) 1,700 hommes, compris dans cet effectif, étaient répartis entre les garnisons de Pampelune, Saint-Sébastien, Santona et Bayonne.

Le nombre des bouches à feu de campagne s'élevait à 86.

(2) Pour être juste cependant, il faut dire que le roi et Jourdan, après la bataille de Vittoria, firent de louables efforts pour améliorer le personnel et le matériel de l'armée. Quand Soult arriva, le changement était déjà notable.

Lapène, p. 53 et suivantes, énumère toutes les mesures que prit le maréchal pour compléter et réorganiser le personnel et le matériel de son armée.

Le même écrivain porte à 60,000 hommes l'effectif de l'armée de Soult en juillet 1813. P. 64.

celles entre les corps français, sur le front des passages, étaient courtes et faciles (1).

La brigade de Byng et la division espagnole de Murillo, formant l'extrême droite des alliés, occupaient la passe de Roncevaux. La division Cole était stationnée à Biscaret pour appuyer ces troupes, et la division Thomas Picton se trouvait en réserve à Olaque.

Sir Rowland Hill occupait la vallée de Bastan, ayant la brigade Walker et les compagnies légères de la brigade Pringle dans le Puerto de Maya. Le reste de la seconde division (Stewart) était en réserve dans la vallée. La division portugaise du comte Amarante (Sylviera), faisant également partie du corps de Hill, se trouvait à 5 lieues sur la gauche de Roncevaux. La brigade portugaise de Campbell était détachée à Los Alduides (ou les Aldudes), poste situé sur le territoire français. La division légère (Alten) et la 7me division (Dalhousie) occupaient Véra et les hauteurs de Santa-Barbara, situées sur la droite de cette ville, ainsi que le Puerto de Echallar; enfin la 6me division (Packenham) était en réserve à San-Estevan.

Les troupes de Longa établies à Véra communiquaient par leur droite avec la division espagnole de Giron, campée sur la grande route, et, par leur gauche, avec le corps du général Graham, occupé au siége de Saint-Sébastien (2).

Après avoir examiné attentivement la position des alliés, le maréchal Soult résolut d'opérer par sa gauche pour délivrer Pampelune, et de s'emparer ensuite de la route d'Irurzun pour tomber en masse sur les divisions du centre, à mesure qu'elles descendraient des montagnes, ou pour menacer les derrières de l'armée occupée au siége de Saint-Sébastien,

---

(1) *Wellington au comte Bathurst*, 1er août 1813.
(2) Voir SHERER, t. II, p. 242.

pendant qu'un corps d'observation laissé sur la Basse-Bidassoa attaquerait cette armée de front. « Cette manœuvre devait avoir pour résultat la levée du siége de Saint-Sébastien, du blocus de Pampelune, et probablement de celui de Santona. L'armée française, concentrée dans un pays riche, ayant ses communications assurées avec Suchet, pourrait alors concourir aux opérations de ce maréchal, ou poursuivre ses propres opérations (1). »

Wellington avait en ce moment 57,000 Anglo-Portugais (2) et 25,000 Espagnols réguliers. Les partisans occupaient les environs de Saragosse et de Daroca.

Suchet, dont l'arrivée opportune eût détruit les chances favorables des alliés, opérait alors tranquillement sa retraite sur la Catalogne.

Le maréchal Soult se trouvait par conséquent dans une position difficile, obligé de prendre l'offensive contre un adversaire plus fort que lui, et qui avait pris d'excellentes mesures pour le recevoir. Il parvint néanmoins à lui donner le change par d'habiles et promptes démonstrations sur la droite des alliés.

Wellington, occupé à réunir 60,000 combattants (3) et 66 bouches à feu, pour forcer les défilés de Roncevaux et de Maya, prit ces démonstrations pour une feinte, croyant que le véritable but de l'ennemi était de faire lever le siége de Saint-Sébastien. Le maréchal résolut de profiter de cette erreur pour brusquer le passage des gorges; il y serait parvenu, selon toute probabilité, si Reille et le comte d'Erlon avaient mieux suivi ses instructions (4), et surtout si un épais brouillard, tou-

---

(1) NAPIER, t. XI, p. 129.

(2) Dont 7,000 cavaliers. Dans ces chiffres ne sont pas compris les officiers, les artilleurs, les soldats du génie, et ceux de l'ambulance, que les Anglais n'ont pas l'habitude de porter sur leurs états de situation.

(3) En y comprenant la cavalerie, la garde nationale et les gendarmes.

(4) Reille perdit un temps précieux à incorporer des bataillons de conscrits dans ses divisions, et le comte d'Erlon exécuta ses opérations avec une lenteur extrême.

jours dangereux en pays de montagnes, n'avait empêché, pendant deux jours, ses troupes d'avancer (1). Néanmoins, le 25 au matin, Soult obligea le général Cole, tourné dans sa position de Roncevaux, à rétrogrer vers Zubiri; dans l'après-midi du même jour, il força sir Rowland Hill, qui défendait Puerto de Maya (au débouché de la vallée de Bastan), à se retirer vers Irurita (2). Sur ce dernier point, la lutte fut très-vive; elle coûta au général anglais 2,000 hommes et 4 pièces de canon (3). Après ce premier succès, le maréchal Soult se dirigea sur Pampelune, par un chemin que dominaient de fortes positions défensives. Cette ville était alors bloquée par 11,000 hommes (4), sous les ordres d'O'Donnel, et auxquels s'étaient jointes, dans la journée du 26, les troupes de Cole et de Picton, qui avaient eu le bonheur d'échapper aux Français.

Wellington apprit ces événements dans la nuit du 25 au 26 (5). Il donna aussitôt l'ordre de concentrer son armée sur la droite, pour assurer le blocus de Pampelune, sans abandonner cependant les travaux de Saint-Sébastien. Toutes les forces disponibles furent à cet effet dirigées sur Pampelune, et, afin qu'il n'y eût pas d'erreur, on désigna la

---

(1) Ce brouillard régna le 25 et le 26.

Les pluies, en détruisant les routes, avaient retardé de deux jours la concentration de l'armée à Saint-Jean-Pied-de-Port. Si Soult s'était mis en mouvement le 23, au lieu du 25, la surprise eût été complète.

De Vaudoncourt est trop sévère en attribuant l'insuccès de l'attaque de Soult « à un manque d'ensemble et de vigueur, imputable au général en chef seul. » (T. I, p. 222.)

(2) Ce dernier combat fut assez mal conduit du côté des alliés, qui se laissèrent pour ainsi dire surprendre; mais le courage des soldats anglais y brilla d'un vif éclat.

(3) Voir la *lettre de Wellington au général Graham*, 4 août 1813. Sherer évalue les pertes de Hill à 1,740 hommes (dont 140 prisonniers) et à 4 pièces de canon.

Lapène affirme que les Français eurent ce jour-là 12 à 1,500 hommes hors de combat. — La lutte avait duré sept heures.

(4) Y compris la division Carlos, arrivée au dernier moment. Sur ces 11,000 hommes, 7,000 pouvaient agir en campagne, 4,000 seulement étant nécessaires pour maintenir le blocus.

(5) Un assaut donné à cette place, le 25, avait échoué. Wellington, en partant (le 26 au matin) avait donné à Graham l'ordre de convertir le siége en blocus, d'embarquer son artillerie et ses vivres, et de réunir ses troupes à celles de Giron, près de la Bidassoa.

vallée de Lanz, comme la ligne générale du mouvement.

La situation des alliés était en ce moment très-difficile.

Wellington, accompagné d'une seul officier d'état-major, lord Fitzroy-Sommerset, arriva le 27 à Sauroren. Comme il entrait dans ce village, il aperçut les divisions de Clausel qui s'avançaient de Zabaldica, le long de la crête de la montagne. Convaincu dès lors que les troupes alliées étaient coupées dans la vallée de Lanz, il arrêta son cheval, mit pied à terre et écrivit sur le parapet du pont de Sauroren de nouvelles instructions, d'après lesquelles tous les corps engagés dans la vallée devaient tourner à droite. Puis, sans perdre une minute, il reprit seul le chemin de la montagne pour rejoindre ses troupes. Un des bataillons portugais apercevant le premier le général en chef, poussa des cris de joie. Ces acclamations, répétées par les régiments voisins, se prolongèrent sur toute la ligne, et se convertirent en ce cri formidable que les Anglais ont coutume de pousser avant la bataille, et que l'ennemi n'a jamais entendu sans émotion ! Lord Wellington s'arrêta sur un point élevé, désirant que les deux armées eussent connaissance de son arrivée..... De ce point, on lui montra Soult, si rapproché de lui, qu'il pouvait parfaitement distinguer ses traits.

« Le général anglais, dit Napier, fixa attentivement les yeux sur son illustre adversaire, et dit, comme s'il se fût parlé à lui-même : « Nous avons en face de nous un grand général ; « mais il est aussi prudent qu'habile, et il différera certai- « nement son attaque pour connaître la cause de ces accla- « mations ; ce délai donnera à la 6e division le temps d'ar- « river, et l'avantage sera de mon côté (1). »

Les choses, en effet, se passèrent ainsi. Quand, le 28 au matin, le duc de Dalmatie donna l'ordre d'attaque, la 6e divi-

---

(1) NAPIER, t. XI, p. 174. Voir aussi SHERER, t. II, p. 249.

sion était arrivée, et Hill se trouvait en communication avec la gauche de cette division (1).

La veille, Soult avait vainement essayé d'enlever une hauteur importante, occupée par les Espagnols, en avant du centre de la ligne ennemie. Il aurait attaqué ce jour-là, s'il n'avait dû attendre la division d'Erlon, restée en observation près d'Élizondo.

Cette division n'étant pas encore arrivée le 28, et Wellington recevant sans cesse de nouveaux renforts, il fallait agir promptement, accepter la lutte ou battre en retraite. Soult jugea sainement que le premier parti seul était acceptable; il donna donc l'ordre d'attaquer la position des Anglais, qui était forte et bien occupée. Clausel tourna rapidement la gauche et chercha à l'envelopper, mais il fut enveloppé lui-même et forcé de se replier. Ce mouvement ayant été fait trop tôt, il n'y eut pas d'ensemble dans les opérations. Sans doute les soldats français gravirent avec audace les rochers escarpés derrière lesquels se tenaient les alliés, et firent plusieurs charges admirables qui frappèrent d'étonnement leurs adversaires ; mais ces efforts héroïques échouèrent devant l'invincible opiniâtreté de l'armée anglaise.

« Tous mes régiments, dit Wellington, chargèrent à la « baïonnette, et plusieurs à quatre reprises différentes. Deux « perdirent, en trois charges, au moment décisif du combat, « plus de la moitié de leur effectif. »

Cette bataille, que le duc appela *un coup de massue,* fut livrée le jour anniversaire de Talavéra ; elle porte la désignation de bataille de Sauroren, du nom d'un village rapproché du lieu de l'action. Les troupes engagées du côté des Français montaient à 20,000 hommes, et du côté des alliés à

(1) La 6e division, forte de 6,000 hommes, arriva dans la matinée du 28; les troupes de Hill, au nombre de 15,000 hommes, n'entrèrent en ligne que le soir, c'est-à-dire après la bataille.

16,000 seulement (1). Les premiers eurent 1,800 blessés et tués; les autres, 2,600.

Les deux armées restèrent en présence le 29, sans tirer un coup de fusil. Vers la fin du jour, celle des alliés, qui la veille comptait à peine 16,000 hommes, fut portée au chiffre de 30,000; d'autres troupes encore approchaient; dès lors, tout danger était passé pour Wellington : Soult le comprit; il se décida immédiatement à battre en retraite. Cependant l'armée française, qui venait d'être renforcée par les 18,000 hommes du comte d'Erlon, avait mieux à faire que de retourner simplement sur ses pas. Soult se proposa donc de dégager ses troupes, tout en les faisant concourir à la délivrance de Saint-Sébastien. Pour cela il fallait écraser Hill, gagner la route d'Irurzun à Saint-Sébastien par Tolosa, ou, en cas d'impossibilité, assurer la concentration de toute l'armée, et donner à la retraite une apparence de mouvement offensif. C'était une opération habile mais dangereuse, en ce qu'elle forçait le duc de Dalmatie à présenter le flanc aux alliés.

Wellington, avec sa pénétration ordinaire, saisit la pensée du maréchal. Il donna, en conséquence, à Rowland Hill l'ordre de tourner la droite de l'ennemi; mais Clausel, qui se trouvait à cette aile, attaqua sir Rowland à Buenza, le délogea de sa position et se jeta derrière son flanc gauche. Cet avantage assurait au duc de Dalmatie une nouvelle ligne de retraite, des communications plus courtes avec Villatte (2), par le défilé de Dona-Maria, et le libre usage de la grande route d'Irurzun à Tolosa, dont il n'était éloigné que de six quarts de lieue.

Wellington découvrit sur-le-champ le côté faible de cette opération, et prit des mesures efficaces pour en tirer parti. Picton reçut l'ordre de pénérer dans la vallée de Zubiri, et

(1) Évaluation de Napier.
(2) Ce général était resté avec la réserve sur la Basse-Bidassoa.

de tourner la gauche des Français par la route de Roncevaux; Dalhousie fut chargé d'enlever une hauteur qui défendait leur droite, et Cole eut pour mission de les attaquer de front, dès que l'effet des mouvements de flanc commencerait à se faire sentir.

Dalhousie était appuyé par la 6e division, sous Packenham, et par la brigade Byng, qui avaient pris et débordé le village de Sauroren.

Toutes ces dispositions obligèrent le maréchal Soult à abandonner une position que Wellington qualifia « l'une des « plus fortes qu'il eût jamais vues occupées par des trou- « pes (1). »

Par suite de ce mouvement rétrograde, les 8,000 hommes du général Foy (2) se trouvèrent coupés du reste de l'armée, ce qui réduisit les forces de Soult à 35,000 combattants, dont 15,000 sous les ordres de Reille et de Clausel, extrêmement découragés de l'échec qu'ils venaient d'éprouver. Soult avait le corps de Hill devant lui et 30,000 hommes sur ses derrières; sa situation était donc fort critique. Le seul moyen qui lui restât, pour se dégager, était de se retirer sur San-Estevan, par la gorge de Dona-Maria, opération difficile, et pouvant, en cas d'échec, donner lieu à une catastrophe.

Wellington, jugeant que cette opération lui fournissait une chance de couper la ligne de retraite de Soult, ordonna une manœuvre dont le succès fut tel, que le 31 il occupait, à l'insu de son adversaire, les montagnes que traverse la route d'Élizondo à San-Estevan. L'armée française se trouvait dans

---

(1) *Lettre* du 1er août *au comte Bathurst*. Les deux combats livrés ce jour coûtèrent aux alliés 1,900 hommes, dont 1,200 Portugais. Les Français eurent 2,000 tués et blessés, et 3,000 prisonniers.—NAPIER.

Sherer évalue les pertes des Français à 8,000 hommes et celles des alliés à 6,000.

(2) Foy était resté, à petite distance, spectateur de la lutte. Dans les 8,000 hommes qu'il commandait se trouvaient beaucoup de fuyards, ralliés chemin faisant.

le voisinage de ce dernier point, entassée au fond d'une étroite et profonde vallée (1)... Encore quelques heures de marche, et les alliés auraient obtenu un résultat décisif. Malheureusement pour eux, trois maraudeurs anglais, par leur imprudence, firent manquer l'opération. Toutefois, la retraite de l'armée française, à partir de ce moment, se fit avec plus ou moins de désordre et de précipitation, par des chemins âpres et encaissés. Une grande partie des bagages tomba entre les mains des alliés, et l'artillerie ne fut sauvée que parce que Soult, après le combat du 28, avait eu la précaution de faire filer la presque totalité de ses bouches à feu par Roncevaux sur Saint-Jean-Pied-de-Port.

Après avoir détaché deux divisions et le corps de Hill pour occuper de nouveau les défilés de Roncevaux, les Aldudes et le col de Maya, Wellington repoussa, le 2 août, avec le reste de ses troupes, le général Clausel des positions d'Echallar et d'Ivantelli. Le même jour, Wellington faillit être enlevé et fait prisonnier par un détachement français, qui le surprit au moment où il examinait ses cartes.

Après ces divers combats, dans l'un desquels (2) on avait vu 1,500 Anglais, de la brigade Barnes, chasser d'une position formidable 6,000 Français (accablés de fatigue, il est vrai, et dépourvus de munitions), l'armée alliée renonça à la poursuite.

De l'aveu même des auteurs français, et, parmi eux, nous citerons le général de Vaudoncourt (trop sévère cependant pour Soult), le duc de Wellington montra plus de vigueur et de talent dans cette première phase de la guerre des Pyrénées que son illustre adversaire.

Les résultats, au surplus, dépassèrent toute attente; car,

---

(1) Elle avait soutenu, dans la matinée du 31, à Dona-Maria, un combat d'arrière-garde contre Hill.

(2) Combat d'Échallar.

après dix combats livrés en neuf jours, l'armée alliée était parvenue à maintenir sa position dans une contrée où tous les avantages semblaient être pour l'assaillant.

Les pertes totales en tués, blessés et prisonniers s'étaient élevées, du côté des alliés, à 7,300 officiers et soldats, et du côté des Français, à plus de 13,000 (1).

C'est vers cette époque que le duc de Berry écrivit à Wellington pour l'engager à pénétrer en France, lui offrant l'appui de 20,000 partisans qui, au dire de son Altesse Royale, étaient déjà armés et organisés. Le duc envoya (le 8 août) copie de cette lettre à lord Bathurst, en lui exposant les nombreuses raisons qui le portaient à ne pas envahir immédiatement le territoire français. C'étaient les mêmes qui l'avaient déterminé à s'arrêter après le gain de la bataille de Vittoria.

Le cabinet de Londres (2) et les souverains alliés ne goûtèrent pas ces raisons; mais Wellington persista et fit bien, car l'armistice avait été prolongé en Allemagne, et les négociations de Prague avaient révélé un défaut d'entente qui pouvait tourner au préjudice des alliés. « Il me paraît, écrivit

---

(1) BELMAS, *Journaux des siéges de la Péninsule.* « Je crois, écrivait Wellington, le 4 août, à Graham, que nous avons 4,000 prisonniers environ. Les officiers français disent qu'ils ont perdu 15,000 hommes... De notre côté, le nombre des morts s'est élevé, je crois, à 6,000. »

D'après *l'état officiel*, donné par Gurwood, il y eut, du 25 juillet au 2 août, 559 Anglais et 22 Portugais tués, 3,693 Anglais et 1817 Portugais blessés, 504 Anglais et 201 Portugais manquants.

Lapène et l'auteur des *Victoires et conquêtes* se trompent en évaluant les pertes des Français, l'un à 6,000 et l'autre à 8,000 hommes. Les chiffres officiels, d'après Belmas, sont 1,908 tués, 8,540 blessés et 2,700 prisonniers.

(2) Voir la *lettre de Wellington à Bathurst*, 22 août 1813.

« Wellington à lord Bathurst (1), qu'il n'y a ni accord, ni « cause commune dans les négociations pour la paix, et quant « aux opérations de la guerre.... je crois qu'il n'existe rien, « si ce n'est des conversations en l'air entre princes. Pour « moi, je ne ferais pas marcher une escouade sur une pareille « donnée.... à moins que je n'en reçusse l'ordre. »

Le duc craignait surtout que Bonaparte ne fît à l'Autriche, à la Prusse et à la Russie des concessions qui engageassent ces États à conclure une paix où l'Angleterre et la Péninsule n'auraient pas été comprises (2). Dans cette éventualité, le maréchal Soult se serait renforcé de tous les détachements devenus disponibles en Allemagne, ce qui lui eût donné l'avantage du nombre.

Au surplus, l'armée alliée ne pouvait alors s'avancer en France sans exposer son flanc droit, l'ennemi pivotant sur Saint-Jean-Pied-de-Port, et sans perdre ses communications avec la côte d'Espagne, menacées par les garnisons françaises des places qui commandaient les grandes routes. Puis l'armée anglo-portugaise manquait de chaussures et de munitions, et avait besoin de se reposer quelque temps pour reprendre l'offensive. Ces raisons justifiaient parfaitement la résolution qu'avait prise Wellington de rester sur le territoire espagnol; néanmoins, on persista à vouloir le pousser en avant. « Il y « a des gens, écrivait-il à cette occasion, qui s'imaginent que « dans un mois nous serons à Paris....; mais remarquez « donc qu'il s'agit de l'invasion de la France, pays où « chaque homme est soldat, où la population entière est ar- « mée et organisée sous des chefs qui ont l'expérience de la « guerre.... Je puis, sans doute, établir l'armée sur l'Adour, « mais je n'irai certainement pas plus loin, et si la paix se

(1) Le 14 août 1813.
(2) *Lettre* de Wellington à *Charles Stuart*, 15 août.

« fait avec les puissances du Nord, je devrai nécessairement « me retirer en Espagne (1). »

C'était un langage plein de sens et de raison. Le seul reproche qu'on puisse adresser à Wellington, c'est de n'avoir pas complété le succès de ses habiles manœuvres en continuant la poursuite de Soult après l'affaire du 2. Dans l'état de désordre où était l'armée française, elle aurait été probablement détruite; et en effet, si le duc de Dalmatie avait rejoint sa réserve, sa cavalerie et son artillerie, Wellington, de son côté, avait été renforcé par Graham, et se trouvait, somme toute, dans de meilleures conditions que son adversaire.

Pendant que Soult réorganisait ses troupes, mettait en état de défense Saint-Jean-Pied-de-Port, Navarreins et Bayonne, qu'il fortifiait sa ligne de défense depuis l'embouchure de la Bidassoa jusqu'à la Nive, Suchet, occupé par William Bentinck, avait perdu le moyen de communiquer avec le duc de Dalmatie autrement que par la France.

Wellington résolut de profiter de ce moment favorable pour continuer le siége de Saint-Sébastien, interrompu depuis le 28 juillet.

Dans la journée du 6 août, on débarqua les équipages. Immédiatement après, les travaux d'attaque furent repris. Mais lord Melville, chef de l'amirauté, avait montré tant de négligence et de mauvais vouloir, que les munitions et le matériel demandés depuis plusieurs mois étaient encore en Angleterre. Il en résulta que, pendant plusieurs jours, l'attaque eut si peu de vigueur, que la garnison put réparer les ouvrages de la place et construire de nouvelles défenses. D'un autre côté, le refus de lord Melville d'envoyer une force navale au secours de l'armée de siége (2), permit à Saint-Sébastien

(1) *Au comte Bathurst*, 8 août.

(2) Il n'y avait devant Saint-Sébastien qu'une frégate et quelques bricks et cutters servant à transporter des dépêches. Cependant Wellington s'était adressé, depuis huit mois, au mi-

de conserver une libre communication avec Saint-Jean-de-Luz et Bayonne (1), et priva Wellington de l'avantage d'attaquer la ville simultanément par terre et par eau. Cette absence de protection maritime fut cause aussi de la perte d'un grand nombre de bâtiments de transport, chargés de vivres et d'effets d'habillement pour la troupe. Les côtes offraient si peu de sûreté, que les approvisionnements et les secours étaient retenus dans les ports faute d'escortes suffisantes. Enfin, les autorités espagnoles, pour aggraver encore cette situation, refusaient de fournir des charrettes pour le transport des matériaux de siége (2). « Depuis que la Grande-Bre-
« tagne est devenue une puissance maritime, disait Welling-
« ton, jamais l'armée anglaise n'avait été laissée dans une
« semblable situation, au milieu de circonstances aussi im-
« posantes (3). »

Le 18, arriva un convoi d'artillerie de siége qui porta le nombre des bouches à feu à 117 (4). Mais, par suite d'une nouvelle négligence du gouvernement, ce matériel était sorti des ports anglais avec un nombre de projectiles à peine suffisant pour la consommation d'un jour (5)!

---

nistère pour avoir une flottille sérieuse. (Voir sa *lettre* du 20 août *au général Graham*.)

(1) Les Français purent entretenir librement le cabotage entre la Garonne, Bayonne et Saint-Jean-de-Luz, ce qui était un grand avantage pour l'approvisionnement des troupes. (*Dépêche de Wellington*.)

(2) Il fallut employer à ce travail les soldats portugais.

Les Espagnols refusèrent aussi à Wellington les bateaux du pays, et s'opposèrent même à ce qu'il utilisât les édifices publics pour y établir des hôpitaux.

Voir sa *lettre* du 21 *à lord Melville*, et celle du 19 août 1813, où il se plaint officiellement « des embarras et des désavantages auxquels l'armée était exposée, à défaut d'une flotte « capable de protéger les côtes. »

(3) Lord Melville appréciait assez peu les glorieux travaux de l'armée dans la Péninsule pour dire à Wellington « que ses besoins étaient la dernière chose dont il dût s'occuper. » — NAPIER, t. XI, p. 247.

(4) Vers cette époque arrivèrent aussi deux compagnies de sapeurs-mineurs, les premières que Wellington eût obtenues, malgré ses demandes réitérées.

(5) Dans sa *lettre* du 10 septembre *à lord Bathurst*, Wellington dit que les assiégeants durent attendre des munitions du 25 juillet au 26 août.

MAXWELL, t. III, p. 217, affirme que, pendant plusieurs jours, les alliés durent se servir de cartouches françaises dont le calibre était inférieur à celui des cartouches anglaises.

Du 22 au 24, on réarma les anciennes batteries et on construisit des batteries nouvelles sur la hauteur de San-Bartholomé pour faire brèche au demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes.

La garnison avait en ce moment 2,619 hommes valides; le nombre des pièces en batterie s'élevait à 67, dont 4 mortiers et 3 obusiers.

Le 26, 63 bouches à feu tonnèrent à la fois contre Saint-Sébastien. Celles du San-Bartholomé, à cause de leur éloignement, produisirent peu d'effet; en revanche, les autres firent promptement de larges trouées aux tours de Los Hornos et de Las Mezquitas, à la face gauche du bastion Saint-Jean et à la tête de la courtine haute.

L'artillerie de la place fut en partie éteinte, et le feu prit de nouveau à la ville *en plusieurs endroits* (1).

Wellington, arrivé le 26, fit enlever par 200 hommes la petite île de Santa-Clara, seul moyen de communication de la place avec la mer.

Le 30, presque toute l'artillerie de la défense était ruinée; la ville en ce moment ressemblait à un amas de décombres (2).

La face droite du demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes était ouverte sur la moitié de sa longueur; les deux anciennes brèches n'en formaient plus qu'une, augmentée encore de tout l'espace occupé par le bastion Saint-Jean, dont le parapet avait été complétement effacé. La portion de courtine située en arrière était également démolie. Cet ensemble de ruines présentait un développement de 250 mètres, que la garnison cherchait vainement à retrancher.

Le 31, à deux heures du matin, les Anglais firent sauter trois

---

(1) BELMAS, p. 634. On verra plus loin pourquoi nous insistons sur ce point.
(2) BELMAS.

mines pour ouvrir le mur du quai et former une rampe qui leur permît de descendre sur la plage (1). L'assaut dès lors pouvait être livré avec quelques chances de succès.

Les colonnes débouchèrent des tranchées, entre dix et onze heures, sans tenir compte de l'ouvrage à cornes, ce qui était une faute; elles se dirigèrent ensuite sur les brèches du bastion Saint-Jean et de la grande courtine, pour tourner le retranchement intérieur et les traverses élevées par les Français dans la ville.

Le gouverneur, ayant prévu cette attaque, était parfaitement en mesure de la recevoir. Il fit jouer deux fourneaux qui renversèrent sur le milieu de la colonne une partie du mur du quai, et, au même instant, il démasqua plusieurs pièces dont les alliés ignoraient l'existence (2). Les défenseurs du demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes accoururent sur la longue branche et sur la fausse braie, d'où ils prirent la colonne assaillante à revers. Alors commença une affreuse tuerie. « Trois colonnes, dit Belmas, furent successivement écrasées et vinrent entasser leurs morts sur cet étroit théâtre de carnage... »

Pendant ce temps, cinq cents Portugais franchirent l'Uruméa à gué, près de son embouchure, avec l'intention d'assaillir à découvert la brèche formée entre la tour Los Hornos et le bastion Saint-Elme; mais cette entreprise n'eut aucun succès, et fit éprouver des pertes considérables à l'assiégeant.

La lutte sur la grande brèche fut extrêmement opiniâtre; elle durait depuis trois heures; quatre assauts avaient été repoussés, et les alliés commençaient à perdre l'espoir de s'en

---

(1) Ce mur, construit en bonne maçonnerie, avait quatre pieds d'épaisseur et dix pieds de hauteur au-dessus du niveau de la mer haute.

(2) On démasqua deux pièces sur le cavalier casematé du front en terre ; une pièce fut remise en batterie dans le bastion Saint-Elme, et une autre dans le demi-bastion de gauche de l'ouvrage à cornes.

rendre maître, quand sir Thomas Graham voulut tenter un dernier effort. Il dirigea le feu de toutes ses batteries sur le haut des rampes, et forma ses troupes en colonne pour un nouvel assaut. Après un tir de vingt minutes, un obus mit le feu à un amas de projectiles creux et de cartouches, établi en arrière de la brèche, et qui, en éclatant, mit hors de combat la plus grande partie des défenseurs (1). Cette explosion occasionna un moment de trouble (2), dont Graham profita pour lancer ses colonnes sur les brèches. Après une courte résistance, le gouverneur donna l'ordre de battre en retraite, n'ayant plus assez de monde pour défendre la ville pied à pied (3). Toutefois, la garnison s'arrêta quelque temps encore derrière les barricades, au pied du mont Orgullo, pour rallier ses postes extérieurs.

Les pertes essuyées par les alliés dans cette journée sanglante s'élevaient, d'après les calculs de Graham, à 2,573 hommes, tués ou blessés. Au nombre des morts se trouvait le colonel Fletcher, et au nombre des blessés, les généraux Leith, Oswald et Robinson. Du côté des Français, il n'y avait que 250 hommes tués, et 270 prisonniers (4).

La garnison, au moment de la prise de la place, ne comptait plus que 1,280 hommes; elle avait 400 prisonniers et 366 blessés à garder.

Le château du mont Orgullo était petit, et ses casemates suffisaient à peine pour mettre à l'abri les munitions et les vivres. Il n'y avait plus que 10 bouches à feu en état de ser-

---

(1) Graham ne signale pas cette circonstance dans son rapport. Il dit seulement qu'après une première tentative inutile, il fit écréter et aplanir la brèche à coups de canon, parce que d'abord, malgré la largeur de la brèche, « il n'y avait qu'un seul point par où l'on pût monter et sur une file de front. » (Voir son *Rapport* du 1er septembre à Wellington.)

(2) Voir les deux *lettres* écrites par le général Rey *au maréchal Soult*, à la date du 31 août 1813. (Belmas, p. 720). — « Sans cette explosion, dit Rey, l'ennemi n'aurait pas pénétré dans la place. » C'est aussi l'opinion du colonel Jones. (*Journaux de sièges*, p. 416.)

(3) La lutte durait depuis cinq heures; elle allait être interrompue par la marée montante, lorsque les premières colonnes se ruèrent sur les retranchements et sur les barricades qui protégeaient la retraite des Français vers le château.

(4) D'après J. Jones, les alliés eurent 500 tués, 1,500 blessés et 700 prisonniers. D'après les *Victoires et conquêtes*, 640 tués et blessés, dont 24 officiers.

vice, dont 3 battaient la digue de mer. L'eau manquait, et les troupes étaient obligées de se coucher sur le rocher nu, exposées au feu des assiégeants ou couvertes seulement par les aspérités du terrain (1). Néanmoins le brave Rey essaya de se défendre dans ce réduit, qui ne pouvait pas tarder cependant à devenir inhabitable.

Mais entre ces deux épisodes (la prise de la ville et la reddition du château) se passa un fait que l'histoire est obligée de flétrir.

Dès que les premières colonnes eurent pénétré dans Saint-Sébastien, les soldats anglais, surexcités par un combat meurtrier, se ruèrent sur tout ce qui se présentait, égorgeant, pillant, brûlant et se vautrant dans le crime avec une barbarie sans égale. Les compagnons d'Attila n'auraient pas commis plus d'atrocités. Les officiers qui essayèrent de mettre un terme à cette scène horrible furent insultés, poursuivis, quelques-uns même tués par leurs propres soldats (2).

La rage des pillards ne s'apaisa que lorsque toute la ville ne présenta plus qu'un amas de cendres (3).

Cependant, les ingénieurs et les officiers d'artillerie prirent toutes les mesures nécessaires pour réduire le château. Le

---

(1) NAPIER.

(2) Voir MAXWELL, t. III, p. 227, et la *lettre de Wellington*, du 6 octobre 1813, *au général Barnès*.

(3) Quarante maisons seulement sur 600 échappèrent : 60 seulement avaient été détruites pendant le siége.—TORÉNO, t. V, p. 323.

« Les rues étaient remplies de cadavres. Dans les hôpitaux, les blessés, pendant trois jours, restèrent sans soins et sans nourriture. » — SOUTHEY.

« La moitié de la population périt ; de 600 maisons, 7 ou 8 seulement restèrent debout ; 1,500 familles se trouvèrent sans asile et sans ressources. La perte des habitants fut évaluée à 200 millions de réaux. » — BELMAS.

« La moitié de la ville est totalement détruite par le feu, et la plus grande partie des maisons restantes sont extérieurement endommagées. » — REY, *lettre* du 26 juillet, *au ministre de la guerre*.

« De 600 et quelques maisons que contenaient les remparts de Saint-Sébastien, il n'en reste plus que 36. » — *Manifeste de la junte constitutionnelle.*

1er septembre, ils ouvrirent sur le mont Orgullo un feu redoutable auquel la garnison ne put répondre. Les bombes et les obus, lancés sur le terre-plein de l'ouvrage, firent beaucoup de mal aux défenseurs, qui n'avaient aucun moyen de se mettre à couvert.

Dans la nuit du 2 au 3, le général Rey fut sommé de se rendre : il refusa. Trois nouvelles batteries furent aussitôt commencées; elles ouvrirent leur feu le 8, à neuf heures du matin.

Voyant enfin ses troupes accablées par cinquante-neuf bouches à feu (1), ses défenses ruinées, son artillerie éteinte, ses fours enfoncés, un magasin à poudre détruit, la ville en cendres, la garnison épuisée, l'intérieur du château couvert de morts et de blessés, l'intrépide gouverneur, désespérant de pouvoir tenir plus longtemps, réunit le conseil de défense pour aviser aux mesures à prendre. Le conseil, à l'unanimité, se prononça pour la capitulation. En conséquence, le drapeau blanc fut arboré au moment même où les alliés se disposaient à donner l'assaut.

Sir Thomas Graham, émerveillé de tant d'héroïsme, embrassa l'officier qui vint pour traiter avec lui de la capitulation, et lui dit avec une émotion profonde : « Monsieur, lorsqu'on s'est défendu ainsi que vos troupes l'ont fait, on n'est pas vaincu, et l'on a le droit de dicter des conditions : écrivez-les. »

Le colonel Songeon (c'était le nom du négociateur) demanda les honneurs de la guerre et le transport des blessés en France; ce qui lui fut accordé sans observation (2).

La garnison sortit avec armes et bagages. « A sa tête, dit un témoin oculaire (3), s'avançait, l'épée haute et le pas ferme,

---

(1) Dont 28 mortiers et obusiers.
(2) Belmas, t. IV, p. 649.
(3) Le colonel Leith-Hay.

l'intrépide général Rey. Comme une marque de respect, nous le saluâmes quand il passa. Le vieux général baissa l'épée pour répondre à la civilité des officiers anglais et conduisit les restes de ses braves bataillons sur les glacis, où ils déposèrent les armes, avec la confiance d'avoir noblement rempli leur devoir. »

L'attaque avait duré soixante et treize jours, dont trente-six de tranchée et trente-neuf de brèche. On avait livré neuf assauts, six au corps de la place. Deux capitulations honorables avaient été rejetées, et la garnison s'était affaiblie des deux tiers (1). Jones estime les pertes des Anglais à 3,810 hommes; mais le général Graham, dans son rapport du 1er septembre, avoue avoir perdu 5,069 hommes, du 21 juin au 1er septembre (2).

Le siége de Saint-Sébastien fut plus remarquable par la défense que par l'attaque. Les ingénieurs anglais apprécièrent avec peu d'exactitude les ressources de la place et commirent d'assez grandes fautes dans la direction des travaux; d'autre part, le général en chef eut le tort de donner l'assaut avant que les brèches fussent praticables; mais les plus sérieux reproches doivent être adressés au gouvernement et à l'amirauté, qui laissèrent Wellington sans munitions, sans équipages, sans matériel, et refusèrent jusqu'au dernier moment de lui donner des forces navales suffisantes pour maintenir le blocus de la ville et la sécurité de la côte.

Le pillage et la destruction de Saint-Sébastien furent exploités à Cadix par la faction hostile à l'Angleterre. Les

---

(1) Rey sortit avec 1,135 hommes, dont 570 blessés.—*Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 282. LAPÈNE, p. 115. D'après Jones, la garnison du château, lors de la reddition, se composait de 80 officiers et 1,756 soldats; sur ce nombre 23 officiers et 512 soldats étaient à l'hôpital.

(2) D'après les états de Gurwood, les alliés eurent, du 28 juillet au 31 août, 761 tués, 1,697 blessés et 45 manquants. D'après Jones, les pertes totales des alliés, pendant le siége, s'élevèrent à 898 soldats tués, 2,340 blessés, 332 égarés; à 53 officiers tués, 150 blessés et 7 faits prisonniers. Il y a loin de ces chiffres à ceux des *Victoires et conquêtes*, qui portent les pertes des alliés à 8,000 hommes!

journaux de ce parti accusèrent Wellington d'avoir mis le feu à la ville et encouragé les massacres. La même imputation fut reproduite par la junte de Saint-Sébastien, qui, dans son manifeste du 16 janvier 1814, osa soutenir « que les Anglais avaient répondu par des coups de fusil aux démonstrations sympathiques des habitants ; — que l'on découvrit *pour la première fois* le feu à l'entrée de la ville, après la retraite des Français ; — que ces excès paraissaient *autorisés* par *les chefs*, les effets volés dans la ville ayant été vendus publiquement dans le voisinage du quartier général ; — que la spoliation terminée, les Anglais et les Portugais, trouvant que les flammes ne faisaient pas assez de progrès, *avaient jeté dans les maisons un mélange d'artifices*, au moyen duquel le feu s'était propagé avec une rapidité effrayante, etc., etc... »

Le ministre de la guerre d'Espagne accepta sans contrôle ces indignes calomnies et les reproduisit dans une brochure (1), que le général anglais crut devoir réfuter, sous forme de lettre adressée à son frère Henri.

Wellington prouva (2) que le feu avait été mis à la ville par les Français dès le 22 (3), dans le but de défendre le derrière des brèches ; que, le 30, l'incendie avait pris de fortes proportions ; que les assiégés avaient élevé dans les rues des barricades en matières combustibles, auxquelles ils devaient mettre le feu, et que beaucoup de ces barricades firent explosion pendant le combat qui suivit la prise des remparts ; que l'armée anglaise avait été la première victime de cet incendie (4),

---

(1) Wellington (*lettre* du 19 novembre 1813, *à Henri Wellesley*) affirme que cette brochure avait été écrite « sous la dictée du plus indigne de tous les goujats, le ministre de la guerre. »

(2) *Lettre* du 9 octobre 1813, *à Henri Wellesley*.

(3) Le fait est confirmé par Jones et par Belmas : ce dernier, qui n'est pas suspect d'un excès de bienveillance pour Wellington, affirme, p. 634, que « le 26, le feu prit de nouveau à la ville en plusieurs endroits. »

Le comte Toréno fait par conséquent erreur en fixant le commencement de l'incendie « au 31, vers l'entrée de la nuit. » (Voir t. V, p. 323.)

(4) En effet, Jones constate que « le feu de l'incendie s'opposa puissamment aux progrès de l'attaque du château. » — P. 307.

et que lui personnellement avait fait tous les efforts imaginables pour l'éteindre (1); que loin d'être hostile aux habitants, il avait, par pitié pour eux, refusé de bombarder la ville (comme il avait dans un cas semblable refusé de bombarder Ciudad-Rodrigo et Badajoz); enfin qu'il n'avait pas tenu à lui ni aux officiers de prévenir le pillage et les massacres (2) : « Tous les soldats coupables, dit-il, ont été punis, « et il est indigne de voir attaquer, dans d'infâmes li- « belles (3), des hommes braves et pleins d'honneur, inca- « pables de brûler une ville pour satisfaire, comme on le « prétend, une vengeance commerciale ou toute autre ven- « geance..... »

Le mouvement du maréchal Soult sur Pampelune avait eu pour résultat d'interrompre le siége de Saint-Sébastien, commencé depuis la fin de juin; mais, à part cet avantage, l'opération n'avait servi qu'à prouver la supériorité des alliés. Désespérant de forcer les positions de Wellington avec ses seules ressources, et voulant frapper un grand coup par

---

(1) Wellington confirme ces faits dans sa *lettre* du 2 novembre, *aux magistrats de Saint-Sébastien*.

(2) « Il était impossible, disait-il, de rétablir l'ordre au milieu d'un vaste incendie, quand les deux tiers des officiers étaient tués ou blessés (170 environ sur 250), et quand un certain nombre d'habitants, prenant parti pour les Français, tiraient eux-mêmes sur les troupes. »

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* ne sont donc pas en droit de dire que « les officiers « ne tentèrent aucun effort pour réprimer de si honteux excès. » Plusieurs, au contraire, se firent tuer en essayant d'accomplir ce devoir.

On doit s'étonner que ces graves historiens, acceptant comme vraie une basse calomnie des Espagnols, aient soutenu, sept ans après le siége, que « les Anglais livrèrent Saint-Sébastien aux flammes. » T. XXII, p. 279.

(3) Il faisait allusion à une lettre du comte de Villa-Fuentes, *xefe politico* de la province de Guipuscoa, lettre où Graham était fort maltraité, et où l'on attribuait l'incendie de la ville à une jalousie commerciale de l'Angleterre « fâchée, disait-on, de ce que le commerce de Saint-Sébastien se faisait avec la France, à l'exclusion de l'Angleterre. »

d'autres combinaisons, le duc de Dalmatie avait proposé au maréchal Suchet (1) de faire un mouvement sur le flanc droit des alliés, avec l'armée d'Aragon et les troupes disponibles de l'armée de Catalogne.

Le ministre de la guerre était favorable à cette proposition, comme le prouve sa lettre du 13 août, dans laquelle il engage le maréchal Suchet à faire tous ses efforts pour battre l'armée qui lui était opposée, et à voir ensuite « si l'armée d'Aragon « ne se trouverait pas dans la possibilité de tenter une di- « version favorable aux opérations du maréchal duc de Dal- « matie. » Le ministre ajoutait : « Que c'était à lui, Suchet, « de juger sur les lieux ce qui était possible, et surtout ce « qui convenait le mieux au service de l'empereur. »

Le maréchal venait de débloquer Tarragone et de rejeter les Anglo-Espagnols dans les défilés de l'Hospitalet ; au lieu de profiter de cette circonstance favorable et de la réunion des armées d'Aragon et de Catalogne pour exécuter le mouvement projeté, Suchet soutint que ce mouvement entraînerait la perte de son armée, trop faible pour tenter une pareille aventure (2). Les renseignements qu'il donna au ministre de

---

(1) Suchet avait reçu, le 11 août, à Villafranca, au moment de partir pour Tarragone, une lettre du 6, par laquelle Soult lui annonçait son arrivée à la tête de l'armée d'Espagne. Le 10 août, ce même maréchal lui avait écrit : « Je considère qu'il serait de la plus grande « importance, pour le rétablissement des affaires en Espagne et le succès des armées impé- « riales, que vous vous portiez avec la totalité des forces dont vous pouvez disposer sur Sa- « ragosse, s'il y a possibilité, ou du moins sur l'Isuela pour ouvrir vos communications avec « nous par Jacca, où est le général Paris, et ensuite manœuvrer dans le sens des opérations « de l'armée d'Espagne, en menaçant la Navarre et les communications des armées ennemies « sur l'Èbre... Ces mouvements produiraient infailliblement notre jonction, et alors nous « pourrions manœuvrer avec avantage. »

Le lendemain 11, nouvelle lettre de Soult à Suchet, où l'on remarque le passage suivant : « Considérez qu'il faut agir sans différer, et que le temps perdu occasionnerait les consé- « quences les plus graves. »

Ces lettres et celle du 9 février 1814, qu'on trouvera dans les *Considérations*, etc., de Choumara, prouvent combien le duc d'Albuféra se trompait en affirmant, dans ses Mémoires, que ce fut seulement le lendemain de la bataille de Toulouse que « Soult lui fit pour la première fois une proposition formelle pour réunir les deux armées. »

(2) Voir dans les *Considérations* de Choumara les *lettres* du 23 août, adressées par Suchet *au duc de Dalmatie et au ministre de la guerre,* lettres remplies d'erreurs et d'exagérations.

la guerre et au maréchal Soult étaient évidemment inexacts, puisqu'il déclarait qu'en cas d'attaque les armées d'Aragon et de Catalogne ne pourraient réunir au delà de 16 à 17,000 hommes, tandis que par ses Mémoires (1), il constate qu'après la réunion des deux armées, en novembre 1813, elles présentaient dans leur ensemble 32,588 hommes et 3,287 chevaux disponibles pour les opérations actives (2).

Suchet, en outre, avançait une chose qu'il savait n'être pas exacte, en écrivant que « si les 11,000 hommes (lisez « 18,427 hommes et 2,411 chevaux) tentaient un mouve- « ment sur Saragosse, ils devraient s'attendre *au sort iné-* « *vitable de Baylen.* » Et, en effet, le maréchal lui-même nous apprend dans ses Mémoires que, placé sur la ligne de Llobregat, « *il conservait ses communications avec Lérida,* et couvrait la place de Barcelonne », ce qui évidemment le garantissait contre toute mésaventure du genre de celle de Baylen.

Au reste, le duc d'Albuféra, tout en exagérant les forces de l'ennemi et en diminuant les siennes pour tromper Soult, n'a jamais contesté que l'opération conseillée par ce dernier ne fût de nature à produire un grand effet. Au contraire, dans sa lettre du 28 octobre 1813 à Soult, il dit en propres termes : « Je regrette vivement de ne pouvoir dispo- « ser de 40,000 hommes pour marcher tout de suite ; ce « mouvement *aurait un succès infaillible;* il obligerait bientôt « Wellington à quitter la portion de notre territoire où il « s'est établi. »

Cette lettre constate ce fait, que Suchet aurait pu envoyer à Soult, sinon 40,000 hommes, au moins 32,500, et cet autre fait, également indubitable, que le ministre de la guerre

---

(1) T. II, p. 484 et 485.

(2) Il résulte d'un calcul fort exact, fait par Choumara, que les forces totales du duc d'Albuféra, en prenant pour bases les données de ses *Mémoires*, s'élevaient à 48,350 hommes.

lui avait laissé carte blanche (1); elle condamne le duc d'Albuféra et fait retomber sur lui la responsabilité des événements ultérieurs.

Le maréchal Suchet ayant reçu les propositions de Soult le 21 août, pouvait commencer son mouvement avant le 25, être en ligne avant la prise de Saint-Sébastien, et sauver par conséquent cette place, ainsi que Pampelune.

Le duc de Dalmatie, trompé par les renseignements inexacts de son collègue, attribua son refus de concours à l'insuffisance des moyens dont l'armée d'Aragon disposait; il proposa en conséquence une autre combinaison, qui consistait à joindre ses forces aux armées d'Aragon et de Catalogne, en deçà des Pyrénées, à Tarbes et à Pau, pour entrer de commun accord en Aragon par Oléron et Jacca, et marcher ensuite par la Navarre au devant de Wellington (2).

Cette nouvelle combinaison présentait de grandes difficultés, parce que la route d'Oléron à Jacca était impraticable pour l'artillerie; toutefois, il n'était pas impossible de vaincre un pareil obstacle avec des moyens analogues à ceux employés pour le passage du Saint-Bernard (3). Ces moyens auraient eu d'autant plus de chances de succès, que l'ennemi, ne pré-

---

(1) La preuve de ce fait est dans la *lettre* du 13 août 1813, citée plus haut, et dans celles du 11 février 1814 et du 1er mars de la même année, citées par Choumara, p. 86 de ses *Considérations*.

La dernière de ces lettres renferme le paragraphe suivant, qui mérite d'être rapporté :

« Il me paraît très-important qu'en de telles circonstances vous combiniez de plus en plus « vos opérations avec celles du duc de Dalmatie, et que vous vous prêtiez l'appui mutuel « qu'exigent des circonstances aussi critiques... »

La lettre du 1er mars était plus explicite encore, puisqu'elle portait : « Cet état des choses « vous autorise à vous tracer vous-même votre système d'opérations et à user de toutes les « ressources qui vous restent, de la manière qui vous paraîtra la plus utile au service de « Sa Majesté. »

(2) Soult fit cette proposition par sa *lettre* du 3 septembre, datée de Saint-Jean-de-Luz; cette lettre fait honneur à la sagacité du maréchal. On y trouve ce passage, reproduit dans presque toutes les lettres de Soult, et qui aurait dû frapper le duc d'Albuféra : « Ce n'est que « par la concentration générale de nos moyens que nous pouvons espérer de changer le théâ- « tre de la guerre et d'obtenir de nouveaux succès. »

(3) Soult, dans sa *lettre* du 2 septembre, *au ministre de la guerre*, avait indiqué le moyen de vaincre ces difficultés et exprimé l'espoir d'en venir à bout avec de la patience et une volonté inébranlable.

voyant pas un mouvement aussi hardi, n'eût pas été en mesure de le contrarier.

Le maréchal Suchet repoussa la deuxième proposition de Soult comme il avait repoussé la première; enfin, le 16 septembre, après plus d'un mois de tergiversations, il présenta un contre-projet, espèce d'amalgame des deux autres, qui consistait à marcher avec 100 pièces de canon à la rencontre du maréchal Soult, dont l'armée déboucherait de Jacca, laissant ses bouches à feu au delà des Pyrénées. Le duc d'Albuféra, pour faire réussir ce projet, demandait que son effectif fût porté au chiffre de 30,000 hommes, par l'adjonction des recrues.

Bien que cette combinaison offrît plus d'inconvénients que les deux autres, elle pouvait néanmoins donner de bons résultats, si elle était immédiatement mise à exécution. Le maréchal Soult eut donc le bon esprit de l'accepter, déclarant toutefois qu'il espérait faire passer son artillerie par Jacca (1).

Mais le duc d'Albuféra, malgré l'avantage qu'il avait remporté le 3 septembre, à Ordal, sur l'armée anglo-espagnole, continuait à présenter l'état de ses forces sous un jour défavorable et à disséminer ses régiments sans aucune nécessité. Il refusa de faire aucun mouvement avant d'avoir reçu des conscrits. C'était une véritable fin de non-recevoir, car il n'ignorait point qu'il avait bien peu de chances d'obtenir en temps utile les renforts attendus. Il pouvait d'ailleurs se passer de ces renforts, ayant le moyen de réunir 32,000 hommes, en ne gardant que les places indispensables, telles que Figuières, Barcelonne et Girone, et en renonçant momentanément à une foule de petits postes, nécessaires seulement

---

(1) Il avait écrit le 27 septembre au ministre de la guerre : « Il me paraît, d'après les renseignements que j'ai recueillis et les reconnaissances qui viennent de m'être présentées, que M. le duc d'Albuféra exagère les difficultés qu'il y a à surmonter pour rendre la communication d'Oléron à Jacca praticable pour l'artillerie. »

pour la correspondance, quand l'armée était en avant, et qu'on aurait pu reprendre sans difficulté au retour de l'expédition (1).

Nous avons cru devoir insister sur ces relations équivoques entre les deux maréchaux, parce qu'elles exercèrent une influence marquée sur les événements dont nous allons reprendre maintenant le récit.

Soult, qui déjà une première fois avait dégagé Saint-Sébastien, pensait qu'un nouveau mouvement offensif donnerait le même résultat (2). En conséquence, il porta, le 30 août, deux fortes colonnes sur la Basse-Bidassoa, à l'effet de surprendre la hauteur escarpée de San-Martial, d'où Wellington couvrait le siége (3). Cette hauteur était occupée par trois divisions espagnoles, sous les ordres de don Freyre; à droite, se trouvait la 4[e] division anglaise, et en arrière de l'aile gauche la 1[re] division (voir le *Plan* n° 17) (4).

Quelques ouvrages de campagne avaient fait de cette position un camp retranché solide et facile à défendre. Son front et son flanc gauche étaient couverts par la rivière; sa droite était protégée par la hauteur de Pena de Haya et le village de Saint-Antonio.

Le 31, au point du jour (5), Reille passa la rivière à gué et

---

(1) Voir CHOUMARA, p. 101.

(2) D'après Lapène, Soult serait resté sur la défensive, s'il n'avait reçu l'ordre impératif de tenter un nouvel effort pour dégager la place. — P. 98.

(3) Soult voulait faire de cette hauteur une tête de pont et un point d'appui pour ses opérations ultérieures.

(4) Napier évalue les forces totales du camp de San-Martial à 18,000 hommes.

(5) Wellington dit le 30, mais c'est une erreur. (Voir sa *lettre* du 2 septembre, *à lord Bathurst.*)

commença l'attaque de San-Martial (1), pendant que Clausel se portait avec 20,000 hommes aux gués en aval de Salinas. Mais cette tentative fut repoussée par les Espagnols de Freyre, qui n'eurent pas même besoin de l'assistance des divisions anglaises (2): Reille profita de l'obscurité répandue par un fort orage pour se retirer.

Le général Clausel, plus heureux au début de son entreprise, chassa devant lui la brigade anglaise de la 7e division, que Wellington avait fait venir d'Echallar pour renforcer sa droite; mais, apprenant l'insuccès de Reille et voyant Inglis, soutenu par Dalhousie, lui faire tête dans une position redoutable (3), il jugea nécessaire de battre en retraite, d'autant plus qu'il était inquiet du sort du comte d'Erlon.

Wellington, en effet, avait donné l'ordre de diriger trois attaques simultanées contre Drouet : par la gorge d'Echallar, par Zugara-Murdi et par Maya; il avait en outre chargé Hill de montrer ses têtes de colonnes vers Saint-Jean-Pied-de-Port, afin de déconcerter le plan de Soult et de jeter du vague dans ses opérations. Ce stratagème réussit complétement, car les généraux français crurent que les alliés exécutaient une marche agressive contre Bayonne. Clausel s'arrêta au milieu de son attaque, et le comte d'Erlon, posté à Maya, ne se montra guère plus rassuré. Soult reçut les rapports de ces deux chefs au moment où il préparait une attaque décisive contre Saint-Martial. Changeant aussitôt de résolution, il prit ses mesures pour livrer une bataille générale sur la Nivelle. Mais la prise de Saint-Sébastien et le mouvement de Hill sur Saint-Jean-Pied-de-Port, annoncés coup sur coup,

---

(1) Reille avait deux divisions françaises, une brigade allemande et une italienne.

(2) Dans cette action, il y eut, du côté des Français, 50,000 hommes engagés, et, du côté des alliés, 10,000.

« Les Espagnols perdirent, le 31, en morts et blessés, 1,658 hommes. Les Français firent des pertes encore plus sensibles. » — Comte TORÉNO.

(3) *Wellington à lord Bathurst*, 2 septembre 1813.

ne lui permirent pas d'exécuter ce projet. Il ne restait plus dès lors d'autre ressource que la retraite; car, pour sauver la garnison du château, il aurait fallu sacrifier, dans un combat sans utilité, plusieurs milliers de braves et exposer toute l'armée même à un grand désastre, Wellington pouvant, pendant l'action, jeter son aile droite et son centre (35,000 hommes environ) sur la gauche des Français et gagner Bayonne avant eux. Ce danger était une conséquence du plan d'attaque de Soult; aussi le maréchal s'empressa-t-il de reprendre ses anciennes positions (1). A partir de ce moment, il ne quitta plus la défensive.

Les opérations que nous venons d'indiquer sommairement révèlent sans doute de la part des alliés quelque hésitation; mais il ne faut pas perdre de vue que, dans les gorges de montagnes et au milieu d'orages violents, on ne manœuvre pas comme sur un champ d'exercices. Il serait donc injuste d'en faire la base d'un reproche contre Wellington, qui prit, au contraire, ses dispositions avec beaucoup de discernement et d'habileté. Cependant on doit reconnaître qu'il aurait tiré un meilleur parti de la faute de Soult, s'il avait été en mesure d'envahir la France, ou simplement disposé à le faire. Mais il avait alors d'excellentes raisons pour s'abstenir de cette entreprise. En effet, malgré la rupture du congrès de Prague, l'accession de l'Autriche à la coalition, la prise de Saint-Sébastien et d'autres circonstances favorables, l'invasion de la France constituait une opération des plus dangereuses (2), non-seulement à cause des places fortes ennemies

---

(1) Soult avait perdu dans cette nouvelle expédition 2,157 hommes, au nombre desquels les généraux Vander Maesen et Lamartinière. Voir LAPÈNE, p. 112.— Pellot évalue les pertes des Français, dans la journée du 31, à 3,800 hommes; mais le premier chiffre paraît seul exact.

(2) Jusque-là, jamais le succès n'avait couronné une invasion dans le midi de la France; Charles-Quint lui-même y avait échoué. M. Alphonse de Beauchamp prétend que Wellington « reçut de presque tous les pays de l'Europe des lettres d'exhortation et d'alarme très-pressantes, où les plus forts arguments étaient employés pour le détourner de pénétrer sur le sol français. » —T. II, p. 6.

que Wellington devait laisser sur ses derrières (1), mais encore parce qu'il n'avait aucune confiance dans le système militaire des alliés. Il pensait avec raison qu'une victoire de l'empereur en Allemagne pouvait dissoudre la coalition, et donner à la guerre d'Espagne une nouvelle énergie. « Je « pourrai bientôt décider, écrivit-il à lord Liverpool (25 juil- « let 1813), si nous dirigerons nos efforts en France ou en « Catalogne. Cela dépendra beaucoup de ce qui se passera dans « le nord de l'Europe. » Et quatre mois après (2), annonçant au général Dumouriez qu'il était enfin sur le territoire français : « Peut-être, dit-il, que si je regardais seulement l'Espagne, ou « même si je voyais les affaires sous un aspect militaire seule- « ment, j'aurais dû me retirer, parce que Bonaparte tient en Ca- « talogne, et tiendra les facilités pour rentrer en Espagne (3). »

Le danger de laisser la Catalogne sur son flanc droit méritait une sérieuse attention ; aussi Wellington eut-il un moment le projet de soumettre cette province avant de passer la frontière. La Catalogne offrait d'ailleurs le chemin le plus avantageux pour envahir la France; car en avançant de ce côté, on tournait les fortes positions de Soult, — on empêchait la jonction de ce maréchal avec le duc d'Albuféra, — on évitait les difficultés qui attendaient les alliés au delà de la Bidassoa, par suite du manque de vivres et de moyens de transport, — enfin on se soustrayait aux dangers du soulèvement que provoquerait inévitablement les brigandages des Espagnols, si l'on se portait immédiatement au delà des Pyrénées. Trouvant ces avantages bien plus importants que le périlleux honneur de passer la frontière quelques mois plus tôt, Wellington voulut garder sa position actuelle jusqu'à ce que la reddition de

(1) C'étaient Pampelune, Santona, Jacca, Venasque, Monzon, Fraga, Lérida, Mequinenza, Figuières, Girone, Ostalrich, Barcelonne, Tortose, Morella, Peniscola, Sagonte et Dénia.
(2) *Lettre* du 22 novembre 1813.
(3) Cette lettre est écrite en français.

Pampelune lui permît d'opérer par l'Aragon et la Catalogne. Il aurait sans aucun doute persisté dans cette résolution, si les souverains alliés n'avaient insisté pour l'invasion immédiate de la France, et si les affaires d'Allemagne n'avaient pris une tournure décidément favorable à l'Europe coalisée. Jugeant que le moment était venu de donner quelque satisfaction à des désirs si vivement exprimés, le duc résolut de passer la Bidassoa, de s'emparer de la grande Rhune et de ses contreforts, et d'établir son aile gauche sur le territoire français. Ce n'était de sa part qu'un acte de condescendance, auquel, militairement, il attachait peu de prix, et qui l'exposait même à de grandes difficultés.

Le maréchal Soult ayant employé tout son temps et toutes ses ressources à fortifier les hauteurs et les abords de la Bidassoa (1), le passage de ce fleuve exigeait une prudence extrême. Fort habile dans ce genre d'opérations, Wellington prit ses mesures avec tant de discrétion, qu'il surprit complétement son illustre adversaire, qui ne s'attendait point, et de fait ne devait pas s'attendre à voir les alliés quitter une bonne ligne d'opération pour traverser la Bidassoa près de son embouchure. Soult était donc fort tranquille de ce côté, et préoccupé seulement du sort de Pampelune, quand Wellington, à la tête de 15,000 hommes, traversa le fleuve sur trois gués, en amont de Fontarabie.

C'était le 7 octobre de grand matin. Une nuit orageuse, mêlée de pluie et de coups de tonnerre, avait caché les préparatifs du passage, qui s'effectua sans opposition de la part de l'ennemi. Conformément au plan arrêté, la colonne de Graham traversa le fleuve sous la protection de l'artillerie de Saint-Martial, attaqua et culbuta les postes de Reille (2). Si cette colonne

---

(1) Nous devons faire observer cependant que ces fortifications étaient pour la plupart inachevées quand l'attaque eut lieu. (Voir LAPÈNE, p. 135 et suiv.)

(2) Ce général perdit 8 pièces de canon et 400 hommes. Les alliés en perdirent 600.

avait continué sa marche, elle serait entrée dans Saint-Jean-de-Luz et aurait tourné la droite des Français, mais il n'entrait pas dans les desseins de Wellington de pousser les opérations aussi loin.

Quand Soult arriva d'Espelette avec une partie de la réserve, ses camps de la Bidassoa étaient perdus; il empêcha seulement que la retraite se fit avec précipitation et désordre.

Pendant que la gauche et le centre des alliés atteignaient ainsi le but que le général en chef s'était proposé, la droite, sous les ordres du général Alten, se dirigait, à travers le Puerto de Vera, sur la Rhune et sur ses contreforts, le mont *Baïonnette* et le *Commissaire*. Cette attaque eut autant de succès que les autres; mais elle fut beaucoup plus meurtrière et plus contestée. La grande Rhune, assaillie par les Espagnols sous Giron, était presque imprenable : aussi, malgré leur bravoure, ces troupes durent-elles s'arrêter au pied du roc, occupé par le poste important de l'*Hermitage*.

Le lendemain, Wellington ayant reconnu que la montagne sur laquelle se trouvait ce roc ainsi qu'un autre pic (également occupé par l'ennemi), étaient d'un accès plus facile vers la droite des Espagnols, il donna à Giron l'ordre de se concentrer de ce côté, d'enlever le second rocher et d'assaillir en même temps les ouvrages avancés du camp de Sarre. L'une et l'autre opérations furent exécutées d'une manière brillante (1). Après avoir pris le rocher à gauche de l'Hermitage, les troupes espagnoles poursuivirent leur succès en enlevant quelques retranchements sur la colline qui protégeait la droite du camp. Aussitôt l'ennemi évacua ses ouvrages avancés, dont une partie de la division Dalhousie, envoyée à travers le Puerto d'Echallar, vint prendre possession. La nuit suivante,

(1) *Wellington à lord Bathurst*, 9 octobre 1813.

il abandonna également l'Hermitage et tout le camp retranché. On s'étonne avec raison que les Français n'aient pas cherché à défendre plus longtemps cette forte position (1).

Wellington fit preuve dans ces deux journées d'une remarquable habileté et d'une grande audace. Il combina ses mouvements de manière à prendre l'ennemi au dépourvu, et à le mettre dans l'impossibilité de résister sur aucun des points attaqués (2). Ni Reille, ni Clausel, en effet, ne purent engager leurs réserves à temps.

Le passage en lui-même était une opération délicate et périlleuse : non-seulement cette opération eût offert d'immenses difficultés, si Soult avait pu réunir une grande partie de ses forces ; mais la marée montante, arrivant deux heures après, eût élevé, en cas d'échec, un obstacle infranchissable sur les derrières de l'armée française. Ici, comme sur le Douro, le duc de Dalmatie fut trompé par les manœuvres imprévues et l'inaltérable sang-froid de son adversaire (3). Sous quelques rapports même, le dernier passage était plus difficile à effectuer que l'autre.

Nous avons dit plus haut, par anticipation, qu'après le

---

(1) Les Français perdirent dans ces différents combats environ 1,400 hommes. Beaucoup de blessés disparurent dans les fentes des rochers.

D'après un état officiel, inséré dans le recueil de Gurwood, les alliés n'eurent, dans les combats des 7 et 8 octobre, que 127 tués, 674 blessés et 13 manquants ; mais ce relevé ne comprend pas les Espagnols, dont la perte, d'après le comte Toréno, s'éleva à 750 hommes.

(2) Nous trouvons, à propos de cette affaire, la note suivante dans les *Victoires et conquêtes* : « Les événements du 8 octobre donnèrent lieu à divers commentaires sur une attaque faite, à point nommé, au moment où le général en chef était à cinq lieues des postes attaqués et où les régiments de sa division, chargés de défendre le passage de la Bidassoa, ne pouvaient qu'être surpris, les fusils étant démontés dans les mains des soldats, qui se préparaient à passer une revue. La manière surnaturelle dont Wellington avait été servi par ses émissaires devait être en effet un grand sujet d'étonnement pour toute l'armée. »

Tout aussi étonnante à nos yeux est la sécurité du général français, que le souvenir du passage du Douro aurait dû rendre plus vigilant et plus circonspect.

(3) On lit dans l'ouvrage de Pellot, commissaire des guerres de l'armée de Soult : « Le passage de la Bidassoa eut lieu, à marée basse, vis-à-vis d'Andaye. L'armée ni l'habitant ne se seraient jamais doutés que l'ennemi eût pu pénétrer si facilement par cette direction, et quoique ce fût une surprise et que l'honneur de nos armes n'en reçût aucune atteinte, le mal n'en était pas moins irréparable. » — P. 58.

combat de Saint-Martial et le passage de la Bidassoa, Soult comprenant que dans la situation morale où se trouvait son armée, la défensive lui convenait moins que l'offensive, avait consenti à joindre ses troupes à celles de Suchet par le défilé de Jacca, afin de faire de Saragosse la base de ses opérations ultérieures (1). Il espérait ainsi dégager Pampelune et quelques autres places, et forcer Wellington soit à repasser l'Èbre, soit à livrer une grande bataille dans des conditions favorables aux Français. Mais le duc d'Albuféra, persistant à déguiser l'état réel de ses forces et à montrer une inquiétude puérile au sujet de Peniscola, Sagonte, Morella, Denia et Tortose (dont les garnisons pouvaient facilement être abandonnées à elles-mêmes), déclara qu'il n'avait aucun moyen de concourir à l'exécution du plan de Soult. Cette conduite ferait douter du talent et du patriotisme de Suchet, s'il était possible d'en douter après tout ce qu'il avait fait, et si l'on n'avait en quelque sorte la preuve qu'il céda dans cette circonstance à un sentiment misérable, mais auquel les âmes les plus élevées sont parfois sujettes : le sentiment de l'envie et de l'animosité personnelle (2)!...

Pendant que les deux maréchaux perdaient ainsi leur temps en discussions stériles, Wellington, franchissant la Bidassoa, rendait impossible l'exécution du deuxième plan de Soult (3). Il ne restait plus dès lors qu'à suivre le premier plan de ce maréchal, qui consistait à opérer sur le flanc droit de Wellington, avec les armées réunies d'Espagne et d'Aragon. Ce plan n'avait perdu aucune de ses chances favorables, ainsi que

---

(1) Ce projet fut adressé à Suchet le 3 septembre, il lui parvint le 11,

(2) Le peu de sympathie de Suchet pour Soult est suffisamment démontré par la *lettre* que le duc d'Albuféra adressa, le 23 août 1813, *au ministre de la guerre.* — Voir *Considérations,* etc., par CHOUMARA, p. 42.

(3) Cette impossibilité tenait à l'approche de l'hiver et aux opérations exécutées par Wellington, après le passage de la Bidassoa.

Soult lui-même le fit observer dans sa lettre du 26 octobre au duc d'Albuféra (1). Et, en effet, si au lieu de faire de l'administration en Catalogne et de rêver aux moyens de dégager les petites garnisons, le duc d'Albuféra s'était mis en mouvement avec les 32,000 hommes dont il pouvait disposer, sa jonction avec le maréchal Soult aurait eu lieu du 25 au 30 octobre, au plus tard; l'ennemi aurait été rejeté sur la rive gauche de la Bidassoa; Pampelune aurait été secouru à temps, et les Français seraient restés maîtres des Pyrénées (2).

Faute de cette résolution intelligente, la brave garnison de Pampelune, réduite à la dernière extrémité par un blocus de quatre mois, se trouva bientôt dans la plus triste situation : les soldats, forcés de prendre les plus vils aliments, étaient en proie à la faim et au scorbut. Le général Cassan essaya de négocier; ne pouvant obtenir la capitulation qu'il exigeait, il déclara qu'il allait faire sauter les fortifications et s'ouvrir un passage l'épée à la main. Le duc, informé de cette résolution, qu'il trouvait contraire aux lois de la guerre, ordonna à don Carlos d'Espagne, chef du blocus, de faire fusiller, après la reddition de la place, le gouverneur avec tous les officiers et le dixième des soldats, si les fortifications éprouvaient le moindre dommage.

La postérité aurait vivement blâmé l'exécution de cet ordre, qui ne peut avoir été donné que dans le but d'intimider le général Cassan, et pour sauver une forteresse importante. Soit par l'effet de cette menace, soit parce que l'intention de faire sauter les ouvrages n'était qu'une ruse imaginée pour obtenir de meilleures conditions, le gouverneur prolongea

---

(1) « L'armée est aujourd'hui beaucoup plus concentrée qu'elle n'était sur la Bidassoa... Sous « ce rapport, nous avons plutôt gagné que perdu, d'autant plus qu'il m'est beaucoup plus « facile de me préparer aux opérations concertées que je ne le pouvais auparavant. »

(2) CHOUMARA, p. 59.

encore la défense de quelques jours et se rendit enfin avec toute la garnison le 31 octobre.

On doit reconnaître que les Français, dans la défense des places de la Péninsule, ont montré plus de courage et de persévérance que les Espagnols eux-mêmes, bien que ceux-ci aient soutenu deux ou trois siéges dignes de l'admiration universelle.

Wellington possédait maintenant trois ponts sur la Bidassoa ; il était solidement établi sur cette ligne et il pouvait disposer de tous les corps employés jusque-là au blocus de Pampelune. Le moment était donc venu pour lui de s'occuper sérieusement des préparatifs d'une expédition sur le territoire français.

Mais avant de le suivre dans cette mémorable entreprise, jetons un dernier coup d'œil sur la Péninsule, pour faire ressortir les difficultés politiques au milieu desquelles le général anglais devait continuer ses opérations.

En Portugal, la faction de Souza était devenue toute-puissante après le départ des troupes alliées. La régence, livrée à cette faction, se montra d'autant plus impérieuse, qu'elle croyait n'avoir plus rien à craindre de l'ennemi. Les Anglais furent ouvertement décriés à Lisbonne et à Rio-Janeiro ; et dans cette recrudescence de passions haineuses, Wellington ne fut pas plus épargné que les autres. On l'accusa notamment d'avoir été injuste envers les troupes portugaises, en ne faisant pas mention de leur belle conduite dans les combats de 1813. Le fait était vrai en partie, mais fort excusable, puisque les Portugais se trouvaient confondus avec les Anglais dans les mêmes divisions. Néanmoins, pour éviter le retour de cette prétendue injustice, la régence demanda que les troupes portugaises formassent une armée distincte. Le général en chef s'opposa formellement à cette prétention

que rien ne justifiait (1). A son tour, il se plaignit de ce que le gouvernement de Lisbonne, si susceptible à l'endroit de la réputation de ses soldats, avait négligé leur subsistance au point qu'ils seraient morts de faim, si l'intendance anglaise n'avait pourvu à leurs besoins en prélevant le montant de la dépense sur le subside de la Grande-Bretagne. Il soutint en outre que le recrutement ne s'était jamais fait d'une manière convenable, ce qui était vrai ; car en 1813, sur un contingent de 9,000 hommes, le duc n'avait pu faire rejoindre que 3,000 hommes, nonobstant ses vives remontrances : en mars 1814, le Portugal, obligé par ses engagements d'avoir une armée de 30,000 hommes, et pouvant, d'après Stuart, en fournir 100,000, n'avait que 20,000 combattants sous les drapeaux.

Au lieu de faire disparaître ces abus, le prince régent, loin du pays, continuait à récompenser les intrigants et à méconnaître les services rendus par les véritables patriotes.

Quant à la régence, donnant carrière à son esprit oligarchique, elle se montra de plus en plus hostile à l'Espagne, où les opinions libérales commençaient à gagner du terrain.

A cette hostilité réciproque des gouvernements, venait se joindre la haine instinctive des populations, haine que les dangers communs et les intérêts d'une cause identique n'avaient pas un instant assoupie.

Ces sentiments étaient même alors si vivaces, que le moindre incident aurait pu faire éclater une guerre terrible entre les deux pays.

---

(1) « Je crois, écrivit-il à son frère (11 octobre 1813), que je puis avoir la prétention de comprendre quelque chose à l'organisation d'une armée.... Eh bien, vous pouvez dire à don Forjas, que si les troupes portugaises avaient été séparées des divisions anglaises, et si les départements anglais ne les avaient pas assistées, elles n'auraient pu tenir la campagne dans un état respectable, lors même que le gouvernement portugais aurait fait dix fois plus de dépenses qu'il n'en fait maintenant...

« Tout ce que j'ai à dire, c'est que si nous devons nous brouiller pour les choses que contiennent ou ne contiennent pas certains journaux, je quitte pour toujours la Péninsule... »

Ce funeste état de choses inspira à Wellington les réflexions les plus sévères et les plus tristes :

« Je dois déclarer, écrivit-il le 20 juillet 1813 à Charles « Stuart, que l'armée anglaise dont j'ai l'honneur d'être le « chef, n'a jamais éprouvé que de l'ingratitude de la part du « gouvernement et des autorités du Portugal. Les fonction- « naires civils ont fait, dans ces derniers temps, tout ce qu'ils « ont pu pour opprimer les officiers et les soldats quand « l'occasion s'en présentait ; aussi j'espère que nous en avons « fini avec ce pays… »

En Espagne, l'opinion n'était pas plus favorable. L'influence anglaise y était si ouvertement attaquée, et les Anglais si peu respectés, qu'on avait fait d'*anglesimo* un terme de mépris. Au début de la campagne de 1813, Wellington avait eu toutes les peines du monde à faire renoncer les Cortès au projet de défendre par une loi aux troupes de Sa Majeste Britannique (1) l'entrée des places fortes espagnoles, de ces mêmes places qu'elles avaient la plupart cependant conquises à la baïonnette et arrosées de leur sang ; ingratitude et stupidité dont les gouvernements anarchiques sont seuls capables ! Et chose non moins indigne, pendant que Wellington se dévouait si noblement à la défense nationale, ces fiers tribuns des Cortès l'accusaient de vouloir usurper la couronne (2), ils poussaient l'infamie jusqu'à faire des vœux pour le retour de Joseph. Aucun des engagements pris par cette assemblée envers le général en chef n'avait été respecté (3). « Vous savez, écri- « vit le duc à don Juan O'Donosu (4), que je suis résolu « à servir la nation espagnole autant qu'il est en mon pou- « voir de le faire ; mais il est un terme à la patience et à

(1) Voir la *lettre de Wellington à son frère Henri*, 2 avril

(2) Voir la *lettre* du 16 octobre 1813, de *Wellington à son frère Henri*. Cette accusation avait été formulée aussi par le *Duende*, journal de Cadix.

(3) *A Henri Wellesley*, 2 juillet 1813.

(4) Le 2 juillet 1813.

« la soumission aux injures; or, je sens que j'ai été traité, « dans ces dernières affaires, même comme simple particu- « lier, de la manière la plus indigne par le gouvernement « espagnol... »

Les Cortès, livrées aux inspirations républicaines, ne travaillaient qu'à brouiller entre elles les diverses classes de la société par des projets de réforme intempestifs ; elles s'appliquaient surtout avec ardeur à l'abolition de l'inquisition (1), institution abominable sans doute, mais qui avait pour soutiens le clergé et le peuple des campagnes, les deux plus fermes appuis de l'insurrection nationale.

Cette hostilité acquit un moment des proportions telles, que Wellington exprima à son gouvernement la crainte de voir éclater une guerre civile dans laquelle, disait-il, le clergé et les campagnards auraient pris parti pour les Français (2).

« Les relations qui existent entre nous et les Espagnols, « écrivait-il à lord Bathurst, sont devenues si difficiles, que « je crois nécessaire d'appeler sérieusement votre attention « sur ce point. Vous avez eu connaissance des libelles publiés « à l'occasion de la prise de Saint-Sébastien, libelles que je « sais avoir été rédigés par un officier du département de la « guerre, et, j'ai lieu de le croire, sous l'inspiration du mi- « nistre de la guerre lui-même... On s'efforce d'irriter l'esprit « public contre les garnisons de Cadix, de Carthagène et de « Ceuta..., le moindre méfait d'un patron de barque, dans « un port espagnol, est représenté comme une atteinte à la « souveraineté de la nation... Cependant les troupes espa- « gnoles signalent en tous lieux leur présence par le pillage ;

---

(1) L'inquisition fut abolie le 22 janvier 1813, par 90 voix contre 60. Pour obtenir ce résultat, les libéraux des Cortès furent obligés de consentir à l'institution de tribunaux protecteurs de la religion.

(2) On lit dans une lettre écrite à cette époque par Vegas, membre influent des Cortès : « Les partisans de la France sont beaucoup plus nombreux qu'on ne le suppose, et fort ha- « biles à se recruter. »

« elles n'épargnent ni leurs propres magasins, ni les nôtres...
« On ferme les yeux sur tous ces actes coupables, et ils ne
« sont réprimés que quand je fais intervenir mon autorité
« comme commandant en chef de l'armée espagnole.

« Les fonctionnaires civils du pays non-seulement nous
« ont refusé leur concours, mais ils ont encore ordonné aux
« habitants d'agir de la même manière..... Ce qu'il y a de
« plus extraordinaire et de plus incroyable est le fait qui
« s'est passé dernièrement à Fontarabie. Il était convenu que
« des hôpitaux anglais et portugais seraient établis dans
« cette ville. Un bâtiment, qui avait servi d'hôpital aux Es-
« pagnols, nous fut à cet effet cédé par l'autorité locale; mais,
« avant de le livrer, elle fit enlever tous les bois de lit pour
« les brûler, afin que nos soldats ne pussent en profiter.
« C'est ainsi que les Espagnols agissent envers nous, qui
« avons prodigué nos soins à leurs soldats, qui leur avons
« fourni des instruments de chirurgie et toutes sortes de se-
« cours pour leurs hôpitaux, qui avons recueilli parmi les
« nôtres leurs malades et leurs blessés, qui leur avons enfin
« rendu tous les services qu'il était en notre pouvoir de leur
« rendre, après avoir délivré leur pays de l'invasion! »

Wellington attribuait ces fâcheuses dispositions à l'influence du gouvernement; il terminait sa lettre en disant :
« Nos relations avec l'Espagne sont menacées d'une crise
« imminente, et si vous ne mettez le gouvernement et le peu-
« ple à la raison avant qu'ils aillent trop loin, vous perdrez
« inévitablement tous les avantages que vous pourriez retirer
« des services que vous leur avez rendus. »

Les Cortès subissaient tellement l'influence de la presse démagogique, que les partisans de l'Angleterre, si longtemps opposés au retour de la princesse Charlotte, se décidèrent à soutenir les prétentions de cette princesse, uniquement parce qu'elle était hostile aux démocrates. Les agents du Foreing-office cédèrent pour la même raison. Wellington néanmoins

s'abstint, ne voulant pas, disait-il, avoir à se reprocher l'arrivée au pouvoir de « la plus méchante femme qui existât au « monde (1). » Son opinion était qu'il fallait éviter de trancher la question de la régence, et se borner à neutraliser, par tous les moyens possibles « *les principes démocratiques et les mesures des Cortès.* »

Voyant beaucoup d'Espagnols notables, Ballesteros, O'Donnel et Castanos même disposés à renverser le gouvernement (2), Wellington pria lord Bathurst de lui dire « si, dans le cas où il trouverait l'occasion de porter un coup décisif à la démocratie espagnole, le gouvernement l'approuverait. » (5 septembre 1813). Il ne paraît pas que le cabinet de Londres ait accueilli cette ouverture, puisque les choses restèrent au même point, et que la correspondance ultérieure du duc n'y fait plus aucune allusion.

Les Cortès (3), à la suite de l'invasion de la fièvre jaune dans l'île de Léon, avaient résolu de siéger à Madrid ; elles tinrent, le 29 novembre 1813, leur dernière séance à Cadix. Les nouvelles élections ne firent que renforcer, dans cette assemblée, l'influence des Jacobins et du bas peuple (4). Son antipathie pour Wellington alla si loin, qu'après la bataille de Vittoria, méconnaissant ouvertement ses droits et ses prérogatives de chef de l'armée espagnole, elle donna des ordres directs aux

---

(1) Wellington conseilla à son gouvernement (*lettre* du 5 septembre 1813, *à lord Bathurst*) de ne prendre fait et cause ni pour ni contre la princesse.

(2) Wellington, dans sa *lettre* du 5 septembre 1813, *à Bathurst*, affirme que Ballesteros voulait renverser le système de gouvernement, et « je me trompe fort, disait-il, ou O'Donnel et « Castanos en désirent faire autant. »

(3) Les pouvoirs des Cortès *extraordinaires* avaient expiré le 14 septembre 1813. Les Cortès *ordinaires* furent installées à Cadix le 1er octobre.

(4) Les Cortès ordinaires ouvrirent leurs séances à Madrid le 15 janvier 1814. Les nouveaux députés, dit le comte TORENO, t. V, p. 355 et 356, étaient en général contraires aux réformes. Cela résulte aussi de la lettre suivante, écrite par Wellington le 5 septembre, *à lord Bathurst* : « Les *libérales*, dit-il, ont fait échouer la princesse Charlotte cet hiver, et, *quoiqu'elle eût la majorité* dans l'assemblée, pas une âme n'a osé prononcer son nom. » Cependant, bien que toujours en minorité dans les assemblées législatives, le parti démocratique obtenait gain de cause sur presque tous les points, grâce à la terreur qu'il inspirait.

généraux et apporta, sans même le consulter, des changements notables dans le commandement et dans la destination des troupes ; et cependant si ces troupes avaient rendu quelques services après 1812, c'est uniquement parce qu'elles étaient payées, habillées, armées par l'Angleterre, commandées et tenues en bride par un général dont la fermeté égalait le talent (1). Le gouvernement espagnol, bien qu'il eût seulement à pourvoir à leur nourriture, les laissait, ainsi que les alliés, dans le plus grand dénûment. « Partout les récoltes « sont abondantes, écrivait Wellington au ministre de la « guerre, à Madrid (2), et cependant les armées, malgré leur « faiblesse numérique, paraissent condamnées à mourir « de faim. L'armée anglo-portugaise, sous mon commandement, a été approvisionnée, surtout dans ces derniers « temps, presque exclusivement au moyen des transports « venus par mer, et je dois informer Votre Excellence, « qu'indépendamment de l'argent sorti de nos caisses militaires pour solder toutes les armées, qui n'ont rien reçu « d'ailleurs, nos magasins ont fourni quantité de vivres aux « troupes espagnoles, pour les mettre en état de tenir la « campagne. Malgré tous ces secours, j'ai eu souvent la « mortification de voir des soldats espagnols, placés aux « avant-postes, obligés de dépouiller, dans la campagne, les « pommiers et les noyers pour se nourrir... »

Le gouvernement anglais, après tous les sacrifices qu'il s'était imposés, n'avait obtenu aucune influence sur les affaires d'Espagne; et l'administration intérieure du pays se trouvait dans le même état d'anarchie et de confusion où elle était au début de la guerre.

Il n'avait surgi aucun général espagnol capable de com-

---

(1) Quoiqu'il y eut à cette époque en Espagne 160,000 hommes armés, on ne pouvait compter sur plus de 50,000 pour tenir la campagne.

(2) *Lettre* du 30 août 1813.

mander une armée, ni même de former convenablement les troupes. Il n'existait, dans les corps indigènes, aucun officier d'état-major, aucun administrateur digne de ce nom; et pour comble de maux, personne n'avait honte de pareil état de choses (1). Wellington et son armée soutenaient seuls tout le poids de la lutte, aussi peut-on dire qu'aux yeux de la postérité, le plus beau titre de gloire de cette armée et de son illustre chef, sera d'avoir affranchi l'Espagne sans le secours des Espagnols, et, pour ainsi dire, malgré eux.

Les excès commis à Saint-Sébastien servirent de prétexte aux plus violentes déclamations contre Wellington. Les régents eurent même l'intention de lui retirer le commandement de l'armée (2). Les soldats anglais furent journellement insultés ; quelques-uns même tombèrent sous le poignard des assassins, tant la haine était forte, dans certaines classes, contre les sauveurs de l'Espagne.

Quant au gouvernement anglais, il ne se montra guère plus intelligent que ceux de la Péninsule. Wellington eut à s'en plaindre sous plusieurs rapports. Il lui reprocha notamment d'avoir privé son armée des vaisseaux dont elle avait besoin pour entretenir ses communications avec Lisbonne, assurer la sécurité des côtes, et maintenir le blocus des villes maritimes au nord de l'Espagne (3). Il trouva singulier aussi, qu'au moment le plus décisif de la guerre de la Péninsule, le cabinet annonçât l'intention de le mettre à la tête d'une armée en Allemagne. « Tels étaient alors les embarras financiers de l'Angleterre, dit Alison, que pour se décharger des énormes dépenses qu'exigeait la guerre dans le sud de la France, le gouvernement, rassuré d'ailleurs sur le sort de l'Espagne, et

---

(1) NAPIER, t. XII, p. 109.

(2) Wellington donna sa démission (qui fut acceptée) vers la fin de septembre ; mais en décembre, les nouvelles Cortès décidèrent qu'il conserverait le commandement, et lui donnèrent raison contre les régents sur plusieurs points en litige.

(3) Voir ses *lettres* des 2, 3 et 10 juillet 1813, *à Bathurst*.

persuadé que le point décisif de la lutte était plus près de Paris, accepta et transmit à Wellington un plan suggéré par l'empereur Alexandre, d'après lequel sir Arthur devait transporter par mer son armée dans les Pays-Bas, et former l'aile droite de la grande armée chargée d'envahir la France. » Mais le duc fit ressortir avec une grande force de logique les défauts de ce système d'opération, et le danger qu'il y aurait à quitter un théâtre de guerre où, avec 35,000 Anglais, il tenait en échec 100,000 Français, qui, devenant libres après le départ de cette petite armée, pourraient coopérer aux plans de Napoléon, se joindre aux troupes de la réserve en voie de formation dans les provinces méridionales, s'avancer avec tout l'avantage des *lignes intérieures* contre les alliés, et entrer en action avant les forces anglaises, obligées de faire un long détour par mer et par terre. Wellington, du reste, termina sa lettre par la phrase suivante, qui marque sa soumission respectueuse et sa modestie pleine de simplicité et de bon sens : « Je suis aux ordres du prince régent, et je « ferai tout ce que lui et son gouvernement voudront; mais « je le prie de se rappeler que le grand avantage que j'ai ici « réside dans la confiance dont chacun est pénétré que je « fais tout ce qu'il faut, avantage que je n'aurais pas ailleurs, « du moins pendant quelque temps. Personne n'aurait le « même avantage ici, et je ne ferais pas mieux qu'un autre « en Allemagne. Si donc on laisse une armée anglaise dans « la Péninsule, il vaut mieux que j'y reste avec elle (1). »

Ces raisons parurent assez importantes au ministère anglais pour qu'il abandonnât son plan; néanmoins, la plupart des renforts destinés à l'armée de la Péninsule débarquèrent en Hollande; ils servirent à former le malheureux corps détruit peu après sur les remparts de Berg-op-Zoom...

---

(1) 12 juillet 1813, *à lord Bathurst.*

Wellington seul croyait à cette époque qu'il pouvait jouer dans le midi de la France un rôle plus décisif que dans le nord de l'Europe, et concourir plus efficacement à la paix générale, en descendant du haut des Pyrénées, que ne le feraient les souverains alliés en passant l'Oise et la Marne. Sur ce point, les événements ne tardèrent pas à lui donner une satisfaction éclatante.

CHAPITRE XIII.

INVASION DE LA FRANCE.—CAMPAGNE DE 1814.

TOULOUSE.

CHAPITRE XIII.

SOMMAIRE :

Reddition de Pampelune. — Mouvement offensif de l'armée alliée. — Passage de la Nivelle.—Retraite de Soult derrière la Nive.—Passage de cette rivière par Wellington. — Bataille de Saint-Pierre. — Situation respective des armées belligérantes.—Passage de l'Adour.—Bataille d'Orthez. — Investissement de Bayonne. — Combat d'Aire. — Expédition de Beresford contre Bordeaux. — Menées légitimistes. — Combats de Vic-de-Bigorre et de Tarbes. — Retraite de Soult sur Toulouse. — Lenteur de Wellington.—Bataille de Toulouse. — Réflexions sur cette bataille.

Les alliés ayant suspendu leur mouvement offensif après le passage de la Bidassoa, Soult employa son armée à compléter les ouvrages du camp retranché de Saint-Jean-Pied-de-Port et à fortifier les approches de Saint-Jean-de-Luz, ainsi que tous les points susceptibles d'être attaqués entre la mer et la Nive (1). Il était toujours décidé à porter la guerre en Aragon ; mais il fut obligé de renoncer à ce projet, parce que l'hiver arriva plus tôt cette année que de coutume. Sa situation d'ailleurs devenait de plus en plus difficile : si la marine anglaise avait empêché le cabotage entre Bordeaux et

(1) Ces retranchements avaient un développement de seize milles. Pour les construire, Soult avait mis en réquisition tous les ouvriers et tous les matériaux du pays.

Bayonne, il aurait même dû se retirer derrière l'Adour; car ses troupes manquaient de vivres et d'argent, à ce point que, dans un rapport au ministre de la guerre, il qualifia de *honteuse* la misère des officiers et des soldats (1). Le maréchal était profondément affecté de cette situation, toute nouvelle pour une armée défendant son propre territoire.

Des privations semblables faisaient autant de ravages dans l'armée alliée. La désertion s'était mise dans ses rangs (2), et un certain mécontentement commençait à s'y faire jour.

Le 20 octobre, Wellington apprit, par une lettre interceptée, que le gouverneur de Pampelune ne pouvait pas tenir au delà d'une semaine (3). Cette circonstance et les nouvelles d'Allemagne le décidèrent à envahir la France, conformément au désir, de plus en plus vivement exprimé, des souverains alliés. Il ne consentit toutefois à ce mouvement que dans un intérêt politique (4), et sur la promesse formelle qu'on lui enverrait des renforts considérables. Cette défiance parut exagérée alors à certains esprits, qui regardaient l'occupation des provinces du Midi comme une chose facile; mais Wellington, qui était sur les lieux, appréciait différemment les chances de l'entreprise, et l'on doit reconnaître qu'il avait raison, car si le duc de Dalmatie avait conservé les 30,000 hommes qui lui furent enlevés en janvier 1814, si le duc d'Albuféra s'était joint à son collègue, et si la population avait fait cause commune avec l'armée française, très-probablement les Anglais auraient été ramenés au delà des Pyrénées.

---

(1) *Lettre* du 22 décembre 1813.

(2) Voir l'ordre de Wellington du 4 octobre 1813.

(3) Pampelune se rendit le 31 octobre. La garnison était dans la plus grande détresse. Depuis le commencement d'octobre, la ration, par homme, avait été réduite à quatre onces de viande de cheval. Les herbes sauvages avaient remplacé les légumes; tous les chevaux domestiques, les rats mêmes étaient mangés. Les maladies et le feu de l'assiégeant avaient réduit la garnison à 600 hommes.

(4) Voir sa *lettre* du 22 novembre 1813, *à Dumouriez*.

Les pluies avaient tellement détrempé les routes, que Wellington dut remettre au 8 novembre, et ensuite au 10 le commencement de ses opérations contre les lignes de Soult (1). Les forces de l'armée alliée s'élevaient alors à 90,000 hommes (dont plus de 74,000 Anglo-Portugais) et à 95 pièces de canon; l'armée française ne comptait guère plus de 60,000 hommes d'infanterie, soutenus par un nombre convenable de pièces attelées (2). La cavalerie et la division Foy, cantonnées en dehors de la ligne de défense, faisaient monter cet effectif à 79,000 hommes.

La position du duc de Dalmatie décrivait un demi-cercle depuis Urugne jusqu'à Espelette et Cambo : le point saillant de ce demi-cercle était à Sarre. Tout le front était fortifié à l'aide de plusieurs lignes de redoutes et de retranchements susceptibles d'une bonne défense (3).

La faiblesse de ces lignes, en avant de Sarre, n'avait point échappé à l'œil exercé du général anglais (4). Wellington avait compris aussi que, maître du village de ce nom, il pourrait marcher par Saint-Pé et Amotz directement sur Bayonne, et couper en deux l'armée française, forcée d'agir sur un front de cinq lieues, entre Urugne et Cambo. En conséquence, il avait fait commencer, immédiatement après le passage de la Bidassoa, un chemin praticable pour l'artil-

---

(1) L'attaque avait été décidée pour le 29 octobre, mais les pluies ne cessèrent que le 6 novembre. Wellington aurait franchi la Nivelle le 8, si les divisions espagnoles avaient été prêtes; il fallut attendre jusqu'au 10.

(2) D'après les auteurs des *Victoires et conquêtes*, Soult avait reçu depuis peu un renfort de 30,000 conscrits.

(3) La première ligne fut achevée le 20 octobre; la deuxième était incomplète et la troisième à peine commencée quand l'attaque eut lieu. La première ligne s'étendait depuis Urugne jusqu'au mont Daren, la seconde, depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'à Cambo, et la troisième s'élevait près d'Abancen-Borda, en arrière de Saint-Pé, sur le chemin d'Ustaritz. La seconde ligne comprenait les camps en avant d'Espelette et de Sourante, les ouvrages à hauteur de Sarre et le camp de Serres.

(4) « La position de Sarre laissait ouverte un intervalle de plus d'une demi-lieue entre la hauteur de la Rhune et le pont d'Amotz sur la Nivelle, en présentant à l'ennemi un débouché facile pour pénétrer en France et tourner la ligne des Pyrénées : une seule redoute, dite de Sainte-Barbe, défendait ce passage. » (*Victoires et conquêtes*, t. XXII, p. 286.)

lerie dans le bas-fond qui communique de Beyra aux débouchés en face de Sarre. Et, afin de détourner l'attention de Soult des points importants qui avoisinent ce dernier village, il avait dirigé sur Mondarrain de nouvelles troupes, appartenant au corps d'observation établi à Maya. Le plan de Wellington était de tenir la droite en échec (1), de tourner cette aile, en forçant le centre et la gauche, et de s'avancer ensuite le long de la Nivelle jusqu'à Saint-Pé. C'était incontestablement celui qui offrait le plus de chances de succès.

Le duc donna le commandement de la droite à Hill, celui du centre à Beresford, et celui de la gauche à Hope. Il dirigea les deux premiers généraux avec 40,000 hommes sur le point faible de la ligne ennemie (2). Grâce à cette concentration, habilement exécutée, la droite d'Erlon et la gauche de Clausel furent enfoncées, et les deux corps séparés l'un de l'autre. En même temps, Hope, avec 19,000 hommes et 54 bouches à feu et sous la protection de l'escadre anglaise, attaquait la droite de Reille.

Clausel défendit le terrain pied à pied, et ne se retira que lorsque la perte des redoutes de Sainte-Barbe et de la Rhune (trop tôt abandonnées par les troupes de Conroux) eut exposé son flanc gauche et tourné toute la ligne de Sarre à la mer. Il alla prendre position au delà d'Ascain et de Sarre, un peu au-dessus de Saint-Pé. Reille se retira en arrière de Saint-Jean-de-Luz, sur Bidard.

En ce moment, Soult arriva de Saint-Jean-de-Luz au camp de Serres avec sa réserve d'artillerie et toutes ses troupes disponibles pour menacer le flanc gauche des alliés; mais les dispositions de Wellington (3) et la nuit tombante empêchèrent

---

(1) Soult avait rendu cette partie formidable. Voir la *lettre de Wellington à Bathurst*, 13 novembre 1813.

(2) Hill était opposé à Clausel avec 24,000 hommes, et Beresford à d'Erlon avec 16,000.

(3) Wellington passa la Nivelle à Saint-Pé avec deux divisions. Toutefois, il n'opéra ce pas-

ce mouvement de produire son effet ; il en résulta que trois divisions anglaises purent s'établir solidement derrière l'aile droite de Soult.

Les ouvrages de la seconde ligne, débordés de tous côtés par des forces supérieures, étaient tombés en grande partie au pouvoir des Anglais. Ce fut en défendant avec vigueur ces derniers retranchements que le brave général Conroux reçut une blessure, dont il mourut quelques jours après.

Le soir, l'armée française se trouva établie dans une position à peu près concentrique à celle du matin : sa gauche était appuyée à la Nive et au village de Larressore ; son centre se trouvait sur la route de Saint-Pé à Bayonne, près d'Abancen-Borda, et sa droite occupait la Nivelle, de Serres à Saint-Jean-de-Luz.

Le résultat de la journée pour les alliés fut la possession des villages d'Urugne, de Sarre, d'Ascain, de Saint-Pé, d'Ainhoé, d'Espelette et de Sourante, tous situés sur le territoire français (1).

Les Français perdirent ce jour-là 4,265 hommes (y compris 1,400 prisonniers), 51 bouches à feu, 6 caissons de munitions, leurs magasins de Saint-Jean-de-Luz et ceux d'Espelette (2). Du côté des alliés, les pertes ne s'élevèrent qu'à 2,694 hommes (3).

De l'aveu même de Clausel, les troupes de sa division « ne firent pas tout ce qu'elles aurait pu faire » dans les fortes positions qu'elles eurent à défendre (4).

Si Wellington avait eu plus de monde sous la main, ou si

---

sage que quand il fut certain que la 6e division, dont il attendait l'arrivée, était à portée de le soutenir. Ce retard sauva le duc de Dalmatie.

(1) LAPÈNE, p. 159.

(2) *Rapport* du 13 novembre, *de Wellington à lord Bathurst*. Pellot estime les pertes des Français à 3,000 ou 3,500 hommes mis hors de combat. Au nombre des Français tués se trouvait le général Conroux.

(3) 289 tués, 1,991 blessés et 69 manquants (*état officiel publié par Gurwood*).

(4) PELLOT, p. 73.

le jour n'avait pas été aussi avancé, il aurait atteint complétement son but en coupant la droite des Français. On doit admirer l'excellent parti qu'il sut tirer de ses troupes et la vigueur extraordinaire que celles-ci déployèrent dans l'attaque des redoutes, des forts, des abattis et des retranchements en terre ou en pierres sèches que les Français avaient élevés sur deux et trois lignes successives, au milieu d'un pays de rochers, de hautes montagnes et de précipices.

La conduite du maréchal Soult ne fut pas exempte de reproches; il commit notamment une faute grave en n'engageant pas les deux belles divisions de Daricau et de Foy. Dans le moment décisif, il ne put opposer aux 50,000 hommes réunis par Wellington que 18,000 Français, découragés par de nombreux échecs et par le spectacle de la trahison de leurs concitoyens.

Pendant la nuit, les troupes françaises, craignant que Beresford ne s'interposât entre Saint-Jean-de-Luz et Bayonne, abandonnèrent leurs ouvrages et leurs positions sur la rive droite de la Nivelle, après avoir démoli tous les ponts de cette rivière entre Saint-Jean-de-Luz et Ascain.

Le 11, à dix heures du matin, l'armée de Soult s'étendait depuis la mer jusqu'à la Nive, la droite appuyée à Bidard, et la gauche postée en avant du village d'Araunts, sur le monticule appelé Sainte-Baabe. La tête de pont de Cambo était gardée par le général Foy (1).

Le 11, au matin, Hope, qui, dans sa fausse attaque, avait obtenu quelques avantages sur Reille, passa la Nivelle à gué au-dessus de Saint-Jean-de-Luz. Le même jour, le restant de l'armée alliée se mit en mouvement : Beresford au centre, Hill et Morillo sur la droite. Mais les fortes pluies tombées le 10, et l'épais brouillard du 11 interrompirent la marche

---

(1) Le 11, Foy se retrancha dans le bas Cambo après avoir fait sauter le pont.

des colonnes. Malgré cette circonstance favorable, le maréchal Soult ne jugea pas ses troupes en état de soutenir une seconde bataille sur le terrain étendu qu'il occupait (1); poursuivant donc sa retraite, il s'établit le lendemain dans une nouvelle position entre Anglet et le camp retranché de Bayonne, position défendue par la Nive, dont les eaux, débordées en ce moment, formaient une excellente ligne de défense. Le duc de Dalmatie ne s'était pas attendu à cette prompte évacuation d'une série d'ouvrages sur lesquels il avait fondé le plus brillant espoir. D'après l'exemple donné par Wellington en 1810, il avait pendant trois mois employé toute son armée à construire un camp retranché qui, par la nature et la disposition des ouvrages, autant que par la constitution physique du terrain et par les défenses naturelles dont on avait tiré parti, ressemblait beaucoup au camp de Torrès-Vedras; mais le temps n'avait pas permis au général français de donner aux éléments de cette vaste ligne la consistance nécessaire; et, d'un autre côté, le nombre de ses troupes n'était pas en rapport avec les besoins d'une défense aussi étendue. Les soldats français, au surplus, n'avaient pas grande confiance dans ces lignes, et, pour surcroît, leur moral s'était affaibli par des circonstances qu'il n'était pas au pouvoir de Soult de conjurer. Néanmoins, le maréchal pensa qu'ils auraient pu montrer plus d'opiniâtreté. « Il est à peine croyable, écrivit-il au ministre de la guerre, que des retranchements tels que ceux que défendaient Clausel et d'Erlon aient pu être enlevés. »

Après la perte de la Nivelle, le duc de Dalmatie employa une partie de ses troupes à renforcer les ouvrages du camp retranché de Bayonne.

Wellington ne lui aurait pas donné le temps de prendre

(1) Cette troisième ligne de camps avait huit milles de longueur ; toutefois, ses ouvrages n'étaient pas encore terminés.

ces mesures de précaution, si le terrain argileux qui se trouve au pied des Pyrénées n'eût été détrempé au point de rendre impossible les mouvements de l'artillerie et de la cavalerie (1). Il avait d'ailleurs besoin de rétablir dans son armée la subordination et la discipline, fortement ébranlées par le manque de vivres et le mauvais exemple des Espagnols. Ces derniers commirent de tels excès sur le territoire ennemi (2), que Wellington, préférant une diminution de force matérielle à la perte de l'influence qu'il espérait obtenir en respectant la vie et les propriétés des citoyens français, fit passer par les armes tous les maraudeurs pris sur le fait; et quand cette sévérité même demeura sans résultat, il n'hésita point à renvoyer les corps espagnols chez eux (3). Rien n'est plus honorable que cette résolution, ni plus digne d'éloges que la sévérité du duc à l'égard des maraudeurs, et les peines qu'il se donna pour éviter de recourir aux réquisitions dont le droit de la guerre et l'exemple des Français auraient cependant légitimé l'emploi.

Toutes ses proclamations avaient pour but de rassurer le peuple: « Je vous prie, disait-il dans celle du 1er novembre, « de faire arrêter et conduire à mon quartier-général tous « ceux qui vous font du mal... » Et dans sa lettre au général Freyre : « Je ne viens pas en France pour piller les Fran- « çais... au contraire, mon devoir et le devoir de tous est « d'empêcher le pillage... » Les mêmes sentiments se trou-

---

(1) Voir la *lettre* de Wellington du 21 novembre, *au comte Bathurst*, et celle du 22, *à Dumouriez*. On lit dans cette dernière : « Nous sommes arrêtés par les pluies et absolument embourbés. »

(2) Non contents de piller, ils commettaient encore de nombreux assassinats.

(3) Voir sa *lettre* du 22 novembre 1813, *à Dumouriez*.

Voir aussi MAXWELL, t. III, p. 277 et 278. Wellington fit exécuter à cette époque deux soldats anglais convaincus d'avoir pillé. On leur mit sur la poitrine un écriteau indiquant les méfaits qu'ils avaient commis. Le quartier-maître Surtees, dans son ouvrage intitulé *Twenty five years in the rifle brigade*, raconte que vers ce temps les relations entre les Français, les Anglais et les Portugais étaient devenues si amicales, qu'aux avant-postes on ne s'opposait plus au placement des sentinelles; que les soldats des trois nations échangeaient de l'eau-de-vie contre du thé, et *qu'ils pillaient en parfaite harmonie*. Or, c'est précisément cette fraternité de pillards que Wellington eut à cœur de faire cesser par tous les moyens possibles.

vent exprimés dans une foule d'autres lettres. Le but qu'il voulait atteindre par cette conduite, si opposée à celle des conquérants ordinaires, se révèle dans les lignes suivantes, adressées au gouvernement britannique : « Je dois dire que « *nos succès dépendront surtout de notre modération et de* « *notre esprit de justice,* ainsi que de la bonne conduite et de « la discipline de nos troupes (1). » Ce but, à ce qu'il paraît, fut complétement atteint, car, le 21 novembre 1813, Wellington écrivit de Saint-Jean-de-Luz à Bathurst : « Les indigènes de « cette partie du pays sont non-seulement réconciliés avec « l'invasion, mais encore il désirent que nous réussissions. Ils « nous procurent tous les vivres qu'ils peuvent, et ils s'em- « ploient eux-mêmes à nous donner des renseignements. » Le 1er janvier 1814, s'adressant au même ministre : « Nous proté- « geons, dit-il, les propriétés des habitants contre le pillage « de leurs armées. Ils viennent mettre à l'abri de nos lignes « leurs bestiaux et tout ce qu'ils possèdent... » Cette modération, sans exemple dans l'histoire, favorisa puissamment la restauration des Bourbons, et contribua dans une large proportion au succès de la campagne de 1814 en France.

Dès que le temps se fut un peu remis, Wellington songea à poursuivre le cours de ses victoires. Reconnaissant qu'il serait difficile d'attaquer Soult dans la forte position que ce maréchal avait prise en avant de Bayonne, il pensa que le meilleur moyen de l'en déloger ou de l'affaiblir assez pour donner aux alliés une occasion de le battre , serait de passer la Nive et d'établir sa droite sur l'Adour.

Ainsi l'armée française, qui déjà éprouvait beaucoup de difficultés à se procurer le nécessaire, perdrait ses communications avec l'intérieur par l'Adour, tandis que l'armée alliée

---

(1) Le 21 novembre, *à lord Bathurst*.

aurait toute facilité de recevoir des subsistances et des renseignements des provinces du centre (1).

Cette opération permettait aussi d'encourager les mécontents et d'entrer en relation avec eux. Sur ce point, toutefois, Wellington montra une grande réserve, et nous verrons plus loin qu'il eut de puissantes raisons pour agir de la sorte. En se mettant trop tôt à la tête du mouvement bourbonnien qui s'opérait dans le midi de la France, il aurait exposé ses partisans et la cause même de la légitimité à des périls imminents. Sa prudence lui fit éviter cet écueil de la manière la plus heureuse.

Le 9 décembre, les troupes alliées sortirent de leurs cantonnements pour effectuer le passage de la Nive. La droite, sous les ordres de Hill, reçut l'ordre de traverser la rivière à gué, entre Cambo et Itsassu, pendant que Beresford appuierait et favoriserait cette opération, en faisant passer la division Clinton à Ustaritz. Hope fut chargé de repousser les avant-postes sur tout le front du camp retranché entre la Nive et la mer, et de tenir Soult en échec, pendant que Hill et Beresford traverseraient la rivière. Les opérations de ces derniers obtinrent un plein succès. L'ennemi fut chassé de la rive droite et obligé de se retirer sur Bayonne par la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Ces divers mouvements avaient été si bien conçus et si promptement exécutés, que les Français furent réellement surpris. Quand Soult arriva de Bayonne en toute hâte, Wellington était déjà en possession du terrain. Cependant le mauvais état des routes empêcha Hill d'arriver à temps pour occuper les hauteurs de Saint-Pierre. La nuit, accélérée par un temps nébuleux, mit fin au combat.

---

(1) *Wellington au comte Bathurst*, 14 décembre 1813.— Par ce mouvement, Wellington obtenait aussi l'avantage d'établir sa cavalerie dans des plaines fertiles.

Cette journée rendit les alliés maîtres de la Nive, depuis Cambo jusqu'à Villefranque, et leur assura un point d'appui sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, à deux lieues de Bayonne.

Au nombre des Anglais blessés se trouvait le général Hope, qui avait montré un courage tel, que Wellington écrivit à Torrens (1) : « Nous le perdrons s'il continue à s'exposer au « feu comme il l'a fait ces trois derniers jours. Outre la « blessure qu'il a recue à la jambe, son habit et son chapeau « étaient criblés de balles. »

Les pertes de chaque côté s'élevaient à 800 hommes environ.

Par suite de l'opération du 9, les ailes de l'armée alliée se trouvaient éloignées de près de trois lieues, et séparées par la Nive. Soult résolut de profiter de cette circonstance et de tomber le lendemain avec toutes ses forces réunies sur l'aile qui occupait la rive gauche (2). Sa confiance dans la réussite de cette opération était si grande, que la veille au soir, il écrivit au duc de Feltre : « *J'ai l'espoir que j'aurai des succès à vous annoncer;* » et, de fait, l'attaque projetée eût été funeste aux alliés, si elle avait été convenablement exécutée; car Wellington, en prenant une fausse position, avait perdu l'avantage de la supériorité numérique (3).

---

(1) Le 15 décembre.

(2) En ce moment, le front des alliés était de trois lieues.

(3) Voici en quels termes le général de Vaudoncourt a critiqué cette faute de Wellington (*Hist. des campagnes de* 1814 *et* 1815, t. 1er, p. 233) : « Quoique Wellington ait pu compter sur la supériorité de ses forces pour hasarder une opération de flanc, cette supériorité n'était pas assez prononcée pour oser couper son armée en deux et la mettre ainsi à la merci d'un événement que pouvait amener une crue d'eau. Il aurait fallu pour cela que chacune des moitiés de son armée fût en état de lutter contre l'armée française toute entière ; il était bien loin d'être dans ce cas-là. Les deux lignes de communication de sa base d'opérations étaient Irun et le col de Maya; car le col de Roncevaux ne pouvait lui être d'aucune utilité dans une retraite, puisque le passage était barré par Saint-Jean-Pied-de-Port. Une tentative hasardée pouvait rendre le duc de Dalmatie maître des deux ponts d'Ustaritz et de Cambo ; il pouvait, avec toute son armée réunie, battre les troupes anglaises qui étaient sur la rive gauche de la Nive. Alors celles que Wellington avait poussées sur la droite se seraient trouvées fort compromises. Un mouvement en avant sur l'Adour ne la sauvait pas, puisque le duc de Dalmatie

Mais Soult, au lieu de marcher sur le point décisif d'Arcangues, ainsi qu'il en avait eu d'abord le projet, dirigea sa principale attaque sur Barouilhet; attaque, qui, par suite du mauvais état des routes (défoncées par les pluies), manqua de vigueur et d'ensemble (1). Le corps de Hope soutint sur ce point une lutte acharnée contre deux divisions de Reille, et, quoiqu'il n'eût que 10,000 hommes successivement engagés, il força ces divisions à battre en retraite, vers deux heures après midi. En ce moment Soult, rejoint par toutes ses colonnes, donna l'ordre de renouveler le combat. Mais, apprenant aussitôt que Wellington accourait avec des troupes fraîches, il hésita et suspendit son ordre. La nuit survint, et les deux armées restèrent en présence.

Dans cette journée, les alliés eurent 1,200 tués et blessés, et 300 prisonniers (2). Les Français perdirent environ 2,000 hommes, et sur la fin de la bataille trois régiments allemands passèrent à l'ennemi (3).

Le lendemain un nouveau combat fut livré.

Les Français dirigèrent la totalité de leurs forces sur la gauche des alliés, commandée par Hope, mais malgré leur supériorité numérique, ils furent obligés de reprendre les positions de la veille.

De part et d'autre, 800 hommes environ restèrent sur le terrain.

---

ne devait rien tant désirer que de voir l'ennemi quitter sa base et abandonner ses communications. »

Ces réflexions sont en général très-judicieuses.

(1) Le général de Vaudoncourt reproche encore à Soult de n'avoir pas commencé l'attaque assez tôt.

(2) Lapène fixe les pertes des alliés à 5,000 hommes hors de combat et à 1,000 prisonniers, et les pertes des Français à 3,000 hommes. Les *Victoires et conquêtes* donnent les mêmes chiffres, sauf celui des pertes essuyées par les Français, qu'elles portent à 2,500. D'après de Vaudoncourt, Soult mit 2,000 alliés hors de combat et leur fit 800 prisonniers. Les pertes des Français ne s'élevèrent qu'à 1,200 hommes. Ces chiffres se rapprochent bien plus de la vérité que les précédents.

(3) D'après Lapène, 1,600 hommes seulement passèrent à l'ennemi; à la suite de cette désertion, les autres troupes allemandes furent envoyées à Bayonne.

Le 12, un malentendu amena une troisième collision sans objet comme sans résultat, et à laquelle le gros de l'armée française ne prit aucune part (1).

Le même jour, Soult, après avoir laissé deux divisions et la réserve dans son camp retranché, marcha avec sept autres divisions ou 35,000 hommes et 22 pièces de canon sur Mousserolles pour attaquer le général Hill, qui avait seulement 13,600 hommes et 14 bouches à feu sous la main (2). Mais à cause du mauvais état des routes, cinq divisions seulement furent en état d'agir; et de ce nombre trois seulement purent être sérieusement engagées, parce que le terrain était trop resserré pour déployer les autres. La rencontre eut lieu à Saint-Pierre. Elle fut remarquable par l'acharnement et l'intrépidité des combattants. On peut la citer comme une des plus meurtrières de la Péninsule.

La bataille commença vers huit heures et demie du matin. A midi, Hill apprenant que Wellington approchait avec la 6e division, engagea sa réserve et força le maréchal Soult à faire un mouvement rétrograde, bien que la brigade d'Armagnac, les divisions Foy et Maransin fussent en position d'écraser les colonnes anglaises. Au moment où Hill obtenait ce résultat inespéré, arriva la 6e division, en marche depuis l'aurore et suivie à quelque distance par la 4e, par deux brigades de la 3e et par la 7e (3).

Wellington, jugeant du premier coup d'œil que la bataille

---

(1) Il y eut cependant de chaque côté 3 à 400 hommes tués et blessés.

(2) Il avait en outre 4,000 Espagnols et la cavalerie de Vivian ; mais ces troupes étaient tenues en échec à Urcuray par les généraux Paris et Soult.

(3) De Vaudoncourt prétend que ces troupes le rejoignirent dans la nuit du 12 au 13 : de sorte que Hill aurait eu 6 divisions engagées depuis le commencement de l'affaire. C'est une erreur dans laquelle a versé également Lapène, qui évalue l'effectif de l'armée alliée à 40,000 hommes.

La même erreur a été reproduite encore par M. de Beauchamp et par les auteurs des *Victoires et conquêtes*. Ces derniers portent les forces primitives de Hill à 20,000 hommes, et celles qui lui arrivèrent successivement pendant le combat à 30,000 : ils prétendent que la bataille dura toute la journée et que Wellington y joua le rôle principal.

était gagnée, félicita chaudement son brave camarade sur le succès qu'il venait de remporter, et ordonna aussitôt un mouvement général en avant (vers deux heures). Les colonnes françaises, vivement poursuivies, essuyèrent des pertes considérables; mais l'obscurité et le mauvais état des routes ne permirent pas de continuer la poursuite.

Les alliés perdirent environ 2,000 hommes; trois généraux et presque tous les officiers d'état-major furent mis hors de combat. Les Français eurent en tout 3,000 hommes tués et blessés (1), chiffre important, si l'on considère que la moitié seulement de leur effectif, ou 16,000 hommes, furent sérieusement engagés. Au nombre des blessés se trouvaient les généraux Maucune et Maucomble.

On peut reprocher à Wellington d'avoir laissé Hill dans cette position critique sur la Nive, où il aurait été battu sans un concours de circonstances heureuses et sans le courage vraiment héroïque des soldats anglais. Quant au maréchal Soult, il n'eut que le tort de n'avoir pas exécuté avec assez d'ensemble et de promptitude le plan d'attaque judicieux qu'il avait conçu (2).

Wellington, en menaçant les communications de Soult, espérait forcer le duc de Dalmatie à lever son camp de Bayonne.

---

(1) D'après Pellot, les Français eurent 4 à 500 hommes tués et 2,500 blessés. D'après Lapène, ils eurent 3,700 hommes hors de combat et deux généraux blessés. Le même auteur évalue les pertes des alliés à 6,000 hommes, ce qui est une erreur manifeste, puisqu'il résulte d'un état officiel, publié par Gurwood, que les alliés eurent, du 9 au 13 décembre, 650 tués, 3,907 blessés et 504 manquants.

Ces chiffres servent également de réfutation à de Vaudoncourt, qui estime les pertes essuyées par les alliés dans la journée du 12, à 4,000 hommes, et à Belmas, qui prétend « que les alliés, de leur propre aveu, perdirent à Saint-Pierre 8,000 hommes, tandis que les Français eurent seulement 5,900 hommes hors de combat. »

Thibaudeau évalue les pertes des Français, du 9 au 13, à 12,000 hommes. Lapène à 10,000, et Pellet à 5,914, dont 4,600 blessés, chiffre dans lequel ne sont pas compris les déserteurs et les prisonniers.

(2) De Vaudoncourt lui reproche encore de n'avoir pas attaqué le corps de Hill dès le 11, au point du jour. Mais, même en attaquant le 12 à 8 heures et demie du matin, comme il le fit, Soult avait la chance de battre Hill avant midi, c'est-à-dire avant l'arrivée des premiers renforts.

Il lui était en quelque sorte impossible d'obtenir ce résultat par le siége de la ville, parce que toute l'armée française se trouvait réunie sur ce point, et que la place tirait en outre un immense avantage de ses inondations et de la nature marécageuse du terrain. Le passage de la Nive était un premier pas vers la réalisation du système contraire; aussi le duc se montra-t-il fort content du résultat obtenu dans la journée du 12.

Après le combat de Saint-Pierre, les alliés furent de nouveau arrêtés par les pluies. Des deux côtés, on mit ce temps à profit pour élever des ouvrages de campagne sur le front des positions respectives (1).

Wellington fit revenir, à cette époque, les 20,000 Espagnols qu'il avait renvoyés pour cause de pillage. Il avait besoin de ces forces pour continuer ses opérations ; et, d'ailleurs, il pensait que la leçon avait été suffisante pour produire de l'effet; mais il ne tarda pas à reconnaître son erreur sur ce point, car dans le premier village français où les Espagnols de Morillo s'établirent, ils massacrèrent quinze personnes, au nombre desquelles se trouvaient des femmes et des enfants. Les bandes de Mina, par des horreurs semblables, avaient tellement exaspéré les Basques, que ces montagnards furent sur le point de commencer une guerre de partisans. Afin de prévenir ce résultat fâcheux, Wellington sévit contre les pillards, et en même temps publia un ordre du jour dans lequel il prévint les Basques qu'ils eussent à se joindre à l'armée française, ou à rester en paix chez eux; que tous les individus trouvés les armes à la main et faisant le métier de partisan seraient fusillés, et que les maisons des coupables seraient livrées aux flammes sans miséricorde. Cette menace terrible,

(1) Wellington augmenta ses ouvrages à Barouilhet, et Soult fortifia Hastingues, Peyrehorade et plusieurs points sur la Bidouze. Il augmenta en outre les ouvrages de Navarreins.

que justifiait la position délicate de l'armée alliée, engagea les Basques à rester neutres, au grand préjudice de Soult, qui avait déjà songé à tirer parti de ces populations vigoureuses.

Un plus grand embarras fut suscité à Wellington par le traité de Valençay, que l'on avait soumis secrètement à la régence dans le courant de décembre 1813. Ce traité, négocié par le comte Laforêt, et signé le 8 décembre 1813, avait pour but de diviser les ennemis de l'empereur et de mettre à sa disposition les troupes laissées en Espagne (1). Il portait restitution du trône à Ferdinand VII et prompte évacuation du territoire de la Péninsule, à la condition d'expulser d'Espagne ceux qui venaient d'en chasser l'usurpateur.

Ce traité devait irriter nécessairement les véritables patriotes et les ministres de la Grande-Bretagne.

La régence de son côté le condamna, parce qu'il était peu favorable aux idées démocratiques; et Wellington, malgré sa répugnance pour ces idées et les griefs qu'il avait à reprocher à la régence, n'hésita point à soutenir cette autorité, uniquement parce que les intérêts dont il avait embrassé la défense exigeaient le sacrifice de ses ressentiments particuliers. Divers renseignements lui donnèrent d'ailleurs la conviction que l'arrangement proposé avait des chances de succès, et que dans l'armée notamment, il trouverait de chaleureux appuis (2). Il signala au gouvernement anglais tous les dangers dont ce traité menaçait

---

(1) Le 12 novembre 1813, Napoléon avait annoncé à Ferdinand l'intention de lui restituer le trône d'Espagne, « pour ôter tout prétexte à l'influence anglaise et rétablir les liens d'amitié et de bon voisinage qui avaient existé longtemps entre les deux nations. »

(2) Wellington affirme, dans une *lettre à lord Bathurst*, que la plupart des officiers espagnols sous ses ordres étaient favorables à ce traité. Dans une autre lettre au même ministre (10 janvier 1814), il dit : « J'ai longtemps soupçonné que Bonaparte adopterait cet expédient, et s'il avait eu moins d'orgueil et plus de bon sens, et s'il eût mis cette mesure à exécution, comme il le devait, elle aurait réussi. Je ne suis pas certain qu'elle ne réussira pas maintenant. »

l'Angleterre et l'Espagne. Ces dangers furent heureusement écartés par la marche rapide des événements et par la résistance des Cortès, qui refusèrent de sanctionner un traité que Ferdinand, prisonnier, avait eu la faiblesse d'accepter des mains de l'empereur. Sans cette circonstance, les difficultés se seraient accumulées sous les pas de Wellington; car, malgré les services éminents qu'il ne cessait de rendre, son influence sur les ministres anglais était faible (1), et sur les ministres espagnols complétement nulle. Les premiers avaient une idée si fausse de la situation générale et des besoins de la guerre, que tantôt ils voulaient opérer en Hollande et dans la Péninsule à la fois (2), tantôt pressaient le général de marcher en avant, sans tenir compte de rien (3); tantôt encore ils formaient le projet de l'employer avec son armée sur un autre point de l'Europe. Ils répandaient de l'or à profusion en Allemagne et laissaient l'armée de la Péninsule dans le plus grand dénûment. Le salaire des muletiers était en arrière de vingt-six mois, et la solde de la troupe de sept mois. Les soldats, en guenilles, marchaient pieds nus dans les froides gorges des Pyrénées par la faute de l'amirauté, qui apportait de continuels retards dans l'expédition du numéraire et des objets d'habillement. Obligé de tout payer, le général en chef avait contracté des dettes énormes. Dans une lettre au comte

(1) « Ceux qui à cette époque se trouvaient en relation avec les ministres savent bien que le duc était regardé comme un visionnaire dont les projets avaient besoin d'être contrôlés par des hommes plus sages et plus expérimentés. » — NAPIER, t. XII, p. 229.

(2) En effet, une armée commandée par Graham, et primitivement destinée à renforcer l'armée de la Péninsule, fut envoyée en Hollande pour y soutenir l'insurrection. Wellington se montra contraire à ce projet, et le résultat lui donna raison, car Graham ne contribua en rien au résultat définitif de la guerre. Voir les *lettres* du 21 décembre 1813, du 10 janvier et du 7 avril 1814, *au comte Bathurst*. Dans cette dernière lettre, Wellington se plaint de ce qu'on eût dirigé sur la Hollande les recrues levées pour les régiments de la Péninsule qui cependant en avaient le plus grand besoin.

(3) Pour mettre un terme à ces impatiences, il écrivit le 21 décembre 1813 : « ... Que veulent les alliés? Je suis déjà plus avancé sur le territoire français qu'aucune des puissances!... A la guerre, il y a des choses dont l'exécution est impossible, comme, par exemple, de faire mouvoir des troupes dans le pays où je me trouve, pendant et après de fortes pluies. »

Bathurst (1) : « C'est à peine, dit-il, si je puis sortir de chez « moi, à cause des créanciers publics qui attendent pour me « demander le payement de ce qui leur est dû. » Il avoue même, dans sa correspondance intime, qu'il fut obligé d'emprunter à un particulier l'argent nécessaire pour payer un courrier destiné au général Clinton (2). « C'est dans ce moment, dit Napier, qu'on députa vers lui le sous-secrétaire d'État, colonel Bunbury, avec mission de lui reprocher les dépenses de l'armée, et de voir s'il était possible d'opérer une réduction sur le subside mensuel de 100,000 livres qu'il recevait (3). »

Les autorités espagnoles ne traitaient pas mieux le duc et ses braves soldats. A Santander, elles mirent les hôpitaux anglais en quarantaine, et cherchèrent ensuite à s'en débarrasser, sous prétexte de l'invasion de la fièvre jaune, bien que Wellington, pour diminuer la charge des habitants, eût poussé la complaisance jusqu'à faire venir d'Angleterre des baraques portatives en bois, où ses malades et ses blessés étaient fort mal logés (4). Le chef politique (*xefe politico*) de Guipuscoa avait ordonné en outre la mise en quarantaine de tous les vaisseaux venant de Santander ; ce qui interrompait les communications de l'armée avec ses magasins, et l'eût obligée finalement de se retirer de la position avancée qu'elle occupait. Le duc, heureusement, prévint les conséquences de ces résolutions aussi malveillantes qu'absurdes, en déclarant qu'il ne les respecterait point.

L'armée anglo-sicilienne de Catalogne était dans le plus

---

(1) Du 21 décembre 1813. Voir encore sa *lettre* du 8 janvier 1814, au même.

(2) « I yesterday wanted to send of a courier to general W. Clinton in Catalonia, and the money for expenses was borrowed from those who happened to have a little to lend. » (*Lettre* du 27 janvier.)

(3) ALISON, t. X, p. 151, dit que l'Angleterre était alors dans l'impossibilité de faire de plus grands sacrifices. Il est certain que jamais aucune puissance n'en avait fait d'aussi considérables; on peut lui reprocher seulement d'avoir donné trop aux alliés et aux armées qui opéraient dans le Nord et trop peu à l'armée de Wellington, qui jouait cependant le premier rôle.

(4) Voir la *lettre* du 14 janvier 1814, *à Henri Wellesley*, et celle du 22, au conseil de santé de Santander.

grand dénûment, et les troupes nationales qui opéraient dans cette province mouraient pour ainsi dire de faim. Le gouvernement espagnol n'avait pas même voulu fournir à cette armée les munitions et l'artillerie nécessaires pour défendre Tarragone (1).

Le duc d'Albuféra, mettant ces circonstances à profit, continua les hostilités contre Clinton et Copons, sans obtenir toutefois sur eux aucun succès digne d'être mentionné (2). A la suite du traité de Valençay, il reçut l'ordre de négocier avec Copons la remise de toutes les places, excepté celles de Figuières et Roses, à la condition que leurs garnisons rejoindraient l'armée active ; mais cette proposition ayant été rejetée par la régence sur l'avis de Wellington, Suchet détruisit les ouvrages de quelques petites places, démantela Gironne et Roses, et concentra ses troupes à Figuières, où il resta dans l'inaction plutôt que d'appuyer Soult avec les 12 à 13,000 vétérans dont il disposait.

Dans ces entrefaites, Napoléon voyant l'orage éclater sur tous les points à la fois, s'était hâté de conclure la négociation ouverte avec Ferdinand, en lui rendant la liberté. Ce prince astucieux et faible quitta Valençay le 13 mars, et entra le 19 à Perpignan où l'attendait le duc d'Albuféra. Le 22, il pénétra sur le territoire espagnol en compagnie du maréchal, qui, après avoir obtenu de lui les garanties qu'il avait ordre de demander pour la restitution des garnisons, l'escorta sur les bords de la Fluvia. Là se trouvait réunie l'armée de Copons, chargée de le recevoir. L'armée française était en bataille sur la rive opposée : toutes deux rendirent à Ferdinand les hon-

---

(1) Napier.

(2) Suchet occupait encore à cette époque plusieurs forteresses importantes. Trois de ces forteresses, Lérida, Mequinenza et Monzon lui furent enlevées en février 1814, à l'aide de faux ordres fabriqués par Van Halen, qui s'était procuré au service du duc d'Albuféra le chiffre de la correspondance officielle : action que le comte de Toréno a tort de louer, bien que sa patrie « *en tirât un service signalé.* »

neurs dus à son rang. Le nouveau roi se rendit ensuite à Gironne, à Tarragone, à Reus, à Saragosse, à Teruel et à Valence. A peine arrivé dans cette dernière ville (le 16 avril), il s'appuya sur l'armée d'Élio pour se déclarer hautement ennemi des réformes et des Cortès (1). Il se remit en route le 5 mai, accompagné des troupes d'Élio et des grands du royaume accourus près de lui.

Un corps de 25 à 30,000 hommes fut chargé d'occuper Madrid. Dès le 4 mai, Ferdinand avait expédié, comme avant-coureur de ses violences, un manifeste célèbre, où, après avoir critiqué avec amertume la conduite des Cortès, il déclarait nuls et non avenus leur constitution et leurs décrets, défendant, sous peine de mort, d'en jamais parler. Ce manifeste réactionnaire fut publié le 10; immédiatement après, les troupes envahirent le local des Cortès et celui de la régence. Plus de trente députés, deux régents et tous les ministres furent arrêtés par le général Eguia; les autres membres du gouvernement prirent la fuite.

Les Cortès n'avaient pris aucune mesure pour défendre leurs droits et leur existence menacés. De l'aveu d'un député libéral, le comte Toréno, elles ne pouvaient se fier ni au peuple, ni à l'armée.

Le roi fit son entrée le 14, au milieu d'un vif enthousiasme, et cette réception, interprétée dans le sens des idées de la cour, devint le point de départ d'une réaction violente contre le parti avancé. Ferdinand en donna le signal, et, loin de pacifier une nation qui avait besoin de calme et de repos, il l'entraîna à de nouvelles luttes par son ingratitude et sa duplicité.

Après la cérémonie de la Fluvia, le duc d'Albuféra re-

---

(1) TORÉNO, t. V, p. 484, dit que le conseil de briser les Cortès lui fut donné par Napoléon.

passa les Pyrénées, laissant une division à Figuières et des garnisons à Barcelonne, Tortose, Morella, Péniscola, Sagonte et Denia. Les troupes de Lérida, de Mequinenza et de Monzon se mirent en marche sur un faux ordre, fabriqué par Van Halen; mais, enveloppées dans un chemin creux par Copons (1) et Clinton, elles furent obligées de se rendre. Cet épisode marqua la fin de la guerre d'Espagne. Santona, toujours assiégée (2), se rendit à la paix générale avec les autres places, et, le 14 avril, les troupes de Clinton se mirent en marche, les unes pour s'embarquer à Tarragone, les autres pour rejoindre Wellington.

Pendant ce temps, l'armée alliée avait été arrêtée sur la Nive par le manque d'argent, et surtout par le mauvais état des routes. Quelques auteurs ont expliqué ce retard en l'attribuant à la lenteur et au défaut de résolution du général en chef; mais, sur ce point, on nous permettra de préférer l'opinion du maréchal Soult, qui se connaissait en opérations militaires et n'avait aucun intérêt à flatter son redoutable antagoniste: « Il paraît certain, écrivit-il le 22 décembre 1813 au « ministre de la guerre, que, malgré le mauvais temps, les « ennemis ont le projet de continuer les opérations. L'entre« prise qu'ils méditent est bien difficile, et je ne pense pas « qu'ils puissent réussir sans perdre beaucoup de monde. « Cependant il ne faut pas se dissimuler qu'ils ont de puis-

(1) Le général Copons, se fondant sur un décret des Cortès, refusa d'exécuter la promesse faite par le roi à Suchet de faire rentrer en France les garnisons des diverses places de Valence et de Catalogne.

(2) Cette place, si importante pour les Français et si nuisible aux alliés, ne fut pas enlevée à temps, parce que l'amirauté négligea de prendre des mesures efficaces pour maintenir un blocus rigoureux du côté de la mer.

« sants moyens et qu'ils font de grands sacrifices pour par-
« venir à leur but. En ce moment, ils doivent payer fort cher
« le séjour qu'ils font sur le territoire français, car leurs
« troupes souffrent beaucoup, et ils perdent continuellement
« une grande quantité de chevaux et de bestiaux. »

Au commencement de 1814, la position du général anglais fut améliorée par le rejet du traité de Valençay, par l'envoi d'une somme considérable en lingots (1), et par l'arrivée de quelques renforts (2).

La situation de Soult, au contraire, s'aggrava par le départ de 10,000 hommes d'infanterie et 3,000 de cavalerie (3), et surtout par les sentiments hostiles que les populations du Midi commençaient à faire éclater (4). Ne jugeant plus dès lors ses forces en état de combattre régulièrement les alliés (5), le maréchal proposa de laisser 14,000 hommes dans le camp de Toulouse, et de diriger les forces restantes (trop faibles pour tenir la campagne) sur la gauche, avec ordre de former un grand corps de partisans qui, appuyé aux Pyrénées, se jetterait sur les flancs et les derrières de Wellington, si ce dernier essayait de pénétrer en France. Ce projet, que le duc de Dalmatie voulait étendre à la défense de tout le territoire, et compléter par une espèce de levée en masse, fut soumis à

---

(1) Pour éviter les pertes et les embarras qu'il eût éprouvés, si ces lingots avaient été frappés à un coin étranger, Wellington établit une fabrique secrète de monnaie et frappa des napoléons en or. Dans l'Inde, il avait eu recours à un expédient analogue.

(2) 6,000 hommes d'infanterie et 1,400 cavaliers venus d'Angleterre.

(3) Cet effectif comprenait deux divisions d'infanterie, la cavalerie de Treilhard, 2,000 soldats d'élite, désignés pour la garde impériale, et quelques bataillons d'artillerie. Le départ eut lieu par ordre de Napoléon dans le courant de février. Ce fut une perte irréparable pour l'armée du duc de Dalmatie.

(4) Voir LAPÈNE, p. 212 et suivantes. Pellot dit que, le 1er janvier 1814, les réquisitions cessèrent, qu'on passa des marchés, que le propriétaire commença à respirer, et que la discipline se raffermit.—P. 92.

(5) D'après de Vaudoncourt, il ne restait plus à Soult que 38,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux. D'après Lapène, 35,000 fantassins, 1,800 chevaux et 50 bouches à feu. D'après les *Victoires et conquêtes*, 40,000 fantassins et 300 chevaux. Mais toutes ces évaluations sont trop faibles, parce qu'elles ne comprennent point les miliciens qui avaient remplacé les vieux soldats appelés au Nord.

l'empereur, qui refusa de le sanctionner, le trouvant révolutionnaire, et de nature à engendrer la guerre civile (1). Il fallut donc reprendre le système des opérations régulières, mais dans des conditions de plus en plus défavorables pour l'armée française.

Wellington méditait en ce moment un coup hardi.

Pour bien s'en rendre compte, il faut savoir quel était alors l'emplacement des armées belligérantes.

Celle des alliés, déployée autour de Bayonne sur un demicercle de trois lieues d'étendue, avait sa gauche appuyée à la mer, son centre à Ustaritz et Villefranque, sa droite établie dans l'intervalle de la Nive et de l'Adour supérieur, son grand quartier général à Saint-Jean-de-Luz, et la majeure partie de sa cavalerie, retenue par le manque de fourrage, en deçà des Pyrénées, sur les bords de l'Èbre (2).

L'armée française se développait également sur un arc de cercle, ayant sa droite appuyée à l'embouchure de l'Adour, son centre au confluent de ce fleuve et des *gaves* (3), sa gauche à Saint-Jean-Pied-de-Port, et son quartier général à peu près au centre de la ligne (4).

L'armée alliée ne pouvait s'engager sur le territoire français en laissant le camp retranché de Bayonne sur son flanc gauche. Mais, pour bloquer ou assiéger cette place, il fallait absolument en éloigner l'armée française et traverser l'Adour, fleuve profond, rapide, très-large à son embouchure, soumis

---

(1) Soult développa ce projet dans sa remarquable *lettre* du 17 janvier 1814, *au ministre de la guerre*. On y trouve ce passage, qui résume en quelque sorte l'ensemble de ses propositions :

« Les observations que je viens de vous soumettre tendent donc à proposer à l'empereur la formation d'une armée aussi forte que possible en avant de Paris, par la réunion de toutes les troupes disponibles des autres armées, ainsi qu'à la formation d'une multiplicité de corps de partisans sur tous les fronts de l'empire, où des troupes ennemies auraient pénétré ou qui seraient menacés. »

(2) LAPÈNE, p. 203.

(3) Le mot *gave* signifie torrent.

(4) Le quartier général de Soult avait été porté, le 20 décembre, à Peyrehorade.

à l'action de fortes marées, défendu en outre par une flottille de chaloupes canonnières et par un corps de troupes établi dans une excellente position défensive.

Le passage en amont de la ville pouvait se faire avec les moyens ordinaires, mais il offrait, au point de vue stratégique, des inconvénients sérieux. Le passage en aval, au contraire, ne présentait aucune chance favorable à cause de la rapidité du courant qui s'opposait à l'emploi des pontons. Il n'était possible qu'avec des bâtiments de fort tonnage ; or, l'embouchure de l'Adour, obstruée par les sables, opposait à l'arrivée de ces bâtiments des obstacles que les gens du pays regardaient comme presque invincibles. Le maréchal Soult lui-même croyait le passage du fleuve, en aval de Bayonne, impraticable, et cette fausse sécurité fut précisément ce qui engagea Wellington à tenter l'opération.

Quarante chasse-marée furent secrètement chargés de madriers et d'autres objets nécessaires à la construction d'un pont. Ces bâtiments et quelques chaloupes canonnières devaient, avec l'aide de la marine, remonter l'Adour et assurer le passage (1). En même temps, pour affaiblir de ce côté les moyens de résistance et tromper l'ennemi sur le véritable but des alliés, on devait diriger le gros des forces contre la gauche de Soult, attirer, par une démonstration sur le centre, son attention vers les parties inférieures des cours d'eau tributaires de l'Adour, et lui faire croire, par des réunions de bateaux et d'autres objets, qu'on avait l'intention de passer le fleuve au-dessus de Bayonne (2).

---

(1) On offrit secrètement à Wellington de lui livrer des bâtiments du commerce français mouillés dans l'Adour, s'il voulait délivrer des licences à ces bâtiments ; mais il dut renoncer à cet avantage et prendre même des mesures pour brûler et canonner les navires dont il s'agit, parce que le gouvernement anglais refusait d'approuver les licences que le duc avait accordées antérieurement.

(2) Ceci est la véritable explication du mouvement de Wellington sur Sauveterre, mouvement que le général de Vaudoncourt regarde comme une faute, et que nous trouvons au contraire fort habile. Si Soult dégarnit Bayonne et porta le gros de ses forces sur le gave

Les gelées qui survinrent au commencement de février facilitèrent l'exécution de ce projet.

Le 14, Hill, avec 20,000 hommes et 16 pièces de canon, se dirigea vers les sources des rivières qui couvraient la gauche de Soult (1); — Beresford reçut l'ordre de tenir le centre en échec; — et le général Hope fut spécialement chargé des opérations sur la droite de l'ennemi.

Après des marches rapides et des combats réitérés, Hill parvint à forcer le passage des rivières, au-dessus des points que Soult avait fortifiés. La Bidouze fut franchie le 16, et la Soissons le jour suivant. Hill put alors s'établir au delà de ces cours d'eau et prendre des mesures pour traverser le gave d'Oléron, que les Français avaient l'intention de défendre énergiquement. Wellington vint à Garris, dans la journée du 21, pour diriger cette opération, qui pouvait devenir très-importante si, comme on le craignait, le passage de l'Adour était entravé par le mauvais temps ou par d'autres difficultés. L'intention du général en chef était de franchir le gave aussitôt que son équipage de pont serait arrivé.

Pendant ce temps, Hope prenait, de concert avec l'amiral Penrose, toutes les mesures nécessaires pour exécuter le passage de l'Adour. Cette opération devait avoir lieu le 21 février, mais un vent contraire et une marée houleuse retinrent

---

d'Oléron, c'est parce qu'il vit se diriger de ce côté le gros des forces ennemies. Il ne l'aurait point fait si l'armée de Wellington était restée concentrée devant Bayonne, et, dans ce cas aussi, l'Adour n'aurait pas été franchi. Le général de Vaudoncourt lui-même en doit convenir, puisqu'il dit, t. I, p. 449 : « Je prouverai qu'en faisant de Bayonne le centre des opérations défensives, il est impossible à un ennemi de pénétrer en France par ce côté, avant de l'avoir isolé par une grande bataille, dont les chances mêmes se présentent à son désavantage. »

Sans doute Soult aurait pu tirer parti du mouvement de Wellington sur Sauveterre en attaquant, avec le gros de ses forces, les quatre divisions restées devant Bayonne; mais le général de Vaudoncourt, qui préconise ce mouvement, n'a pas considéré d'abord que Wellington aurait probablement suspendu sa marche sur Sauveterre s'il avait vu Soult rester en position, et, en second lieu, qu'il eût été difficile au duc de Dalmatie, avec les troupes et les moyens dont il disposait, de prendre l'offensive au delà d'un fleuve aussi important que l'Adour.

(1) Voir la *lettre de Wellington à lord Bathurst*, 22 février 1814.

le convoi à Socoa. Pour éviter de nouveaux retards, sir John Hope résolut de tenter le passage avec les moyens dont il disposait (18 pontons et 6 petites chaloupes). En conséquence, il se dirigea sur Anglet (dans la nuit du 22 au 23), avec 20,000 hommes et 20 pièces de canon. Le lendemain, il mit ses bouches à feu en batterie et força la flottille française à gagner le haut de la rivière. Dans la soirée, six compagnies des gardes, deux de riflemen et une de tireurs de fusées (1), à peine établies sur l'autre rive (2), furent attaquées par deux bataillons français; mais elles finirent par repousser ces bataillons dans la ville. Dans le même moment, d'autres troupes passaient sur la rive ennemie à l'aide de pontons. Déjà trois brigades ou 8,000 hommes s'y trouvaient réunis quand les chasse-marée de Penrose vinrent jeter l'ancre à l'endroit du passage. Ces bâtiments, signalés le 24 à midi, s'étaient avancés avec des difficultés inouïes, à travers les brisants du fleuve: plusieurs, en voulant franchir la barre, s'étaient échoués sur les sables ou avaient été brisés par les vagues furieuses. La violence du vent et la destruction des signaux avaient augmenté encore les difficultés de cette opération, déjà si pénible et si dangereuse en elle-même.

Les chasse-marée, au nombre de 26, jetèrent l'ancre à trois milles au-dessous de Bayonne. Ils furent établis à 40 pieds les uns des autres (3). Sur ces supports flottants, on commença aussitôt la construction d'un tablier en câbles et en madriers. Le pont fut en état de servir le 26, à midi (4). Le lendemain, Hope renforça les troupes de l'autre

---

(1) On fit, dans cette circonstance, le premier essai des fuseés de guerre contre les navires et contre les troupes. Cet essai parut satisfaisant.

(2) Ces troupes s'élevaient à 600 hommes. Voir la *lettre de Wellington à Bathurst*, 1er mars 1814.

(3) L'Adour, à cet endroit, avait 135 toises de largeur.

(4) Sherer, t. II, p. 305.

« Le passage de l'Adour se fit à la stupéfaction des habitants. Ils accoururent de toutes

rive (occupées depuis le 25 à l'investissement de la citadelle) et envoya prévenir Wellington du succès de son opération.

Le général Thouvenot, commandant les forces laissées à Bayonne, n'avait pas fait grande opposition à l'investissement de la citadelle, ayant à peine assez de monde pour défendre les camps retranchés, menacés en ce moment par d'autres corps ennemis.

Hope, avec le secours des Espagnols de Freyre, se porta sur Saint-Étienne, d'où il chassa les Français. Il compléta ensuite l'investissement de Bayonne du côté de la citadelle, et renvoya à l'armée les deux divisions anglaises qui avaient jusqu'alors observé la place entre la Nive et l'Adour.

Wellington, de son côté, avait vigoureusement conduit ses opérations sur les gaves. Immédiatement après l'arrivée de ses pontons (le 24), il s'était mis en marche vers le gave d'Oléron.

Beresford, qui, depuis le mouvement de Hill (1), tenait en échec le centre de l'armée française sur la Bidouze inférieure, avait attaqué l'ennemi le 23, dans ses postes fortifiés, sur la gauche du gave de Pau, et l'avait obligé à se retirer dans la tête de pont de Peyrehorade.

En ce moment, tout le front de l'ennemi se trouvait menacé sur une étendue de 25 milles. Le but de ces opérations étendues était de masquer à Soult le véritable objet de l'attaque.

Le passage du gave d'Oléron tira enfin le maréchal d'incertitude. Il concentra immédiatement ses troupes à Orthez, dans le but de prendre l'offensive. C'était une grande faute, car l'ennemi avait intérêt à l'éloigner de Bayonne, pour dé-

---

parts pour se convaincre par leurs propres yeux d'un événement qu'on jugeait impossible. » —A. DE BEAUCHAMP, t. II, p. 81.

(1) Exécuté le 14 et le 15.

boucher en France par la route de Saint-Jean-de-Luz, seule ligne d'opération avantageuse.

Le passage du gave d'Oléron avait eu lieu le 24, à Montfort, au-dessus de Sauveterre, et au gué de Villenave. Soult aurait pu s'y opposer énergiquement; il ne le fit point, et perdit ainsi une bonne occasion d'obtenir, sinon un avantage décisif, au moins un succès partiel sur les alliés. Après avoir détruit tous les ponts du gave de Pau, le maréchal se retira le 25 sur Orthez, avec l'intention d'y livrer bataille. C'est là qu'il apprit, le 26, que la cavalerie de Cotton et la division d'infanterie de Picton avaient passé, la vieille au soir, le gave de Pau au-dessus de Berenx, pendant que le corps d'armée de Beresford avait franchi le même gave entre Puyo et Peyrehorade (1).

La situation de Soult était fort critique en ce moment. Son aile droite se trouvait débordée ou sur le point de l'être, et sa position d'Orthez n'offrait aucun moyen de parer à ce danger (2). L'armée française n'avait pour retraite, d'Orthez à Saint-Sever, qu'une route percée dans un terrain difficile et coupé de marais; sa droite, placée à Saint-Boës, était en l'air, et pouvait être abordée du côté où les hauteurs vont en diminuant. Or, cette aile culbutée, les alliés se trouvaient aussi près du seul point de retraite de Soult que sa gauche établie à Orthez; si un mouvement rapide faisait

(1) Prévenu à temps de ce passage, Soult aurait pu faire subir un échec aux colonnes anglaises, séparées par des obstacles et fort éloignées l'une de l'autre. — Voir Koch, t. II, p. 285.

(2) « Dès l'instant où la gauche de l'armée anglaise avait passé le gave de Pau à Peyrehorade, la position d'Orthez n'était plus tenable. Le duc de Dalmatie n'avait alors que deux partis à prendre. Le premier, et sans contredit le meilleur, était de se rabattre par un mouvement rapide sur le maréchal Beresford, de le pousser sur Peyrehorade et d'aller de nouveau prendre position derrière l'Adour, vers Bayonne.

« ... Le second parti était celui de se retirer derrière le Luy-de-Béarn, à Sault-de-Navailles, ou derrière le Luy-de-France. » — De Vaudoncourt, t. II, p. 159.

ensuite tomber en leur pouvoir le pont de Sault-de-Navailles, toute l'armée française était perdue (1). (Voir le *Plan* n° 18.)

Wellington saisit immédiatement les avantages que lui offrait cette situation ; mais comme il avait encore une partie de son armée en arrière, il fut obligé de gagner du temps. A cet effet, il mit les divisions Picton et Beresford en mouvement, comme s'il voulait attaquer immédiatement l'armée française. Cette démonstration habile lui permit d'attendre pendant deux heures la 6e division et la division légère, sans que Soult fît un mouvement offensif. Ses troupes étant arrivées, il donna à Beresford l'ordre de tourner et d'attaquer la droite de l'ennemi avec les 4e et 7e divisions, soutenues par la cavalerie de Vivian (2). Le général Picton, avec les 3e et 6e divisions, devait aborder les hauteurs occupées par le centre et la gauche des Français, pendant que Hill, avec la 2e division et la division portugaise de Le Cor, traverserait la gave de Pau à Souars, pour déborder la gauche de l'ennemi et couper sa retraite sur Pau (3). Enfin, la division légère d'Alten avait ordre de se tenir en réserve sur la rive droite.

L'armée française occupait une ligne de hauteurs, en partie boisées et en partie dénudées, depuis Saint-Boës jusqu'à Orthez. Le général Reille, avec les divisions Taupin, Roguet et Paris, tenait la droite de la ligne de bataille. Au centre était le comte d'Erlon avec les divisions Foy et d'Armagnac. Sur la gauche, appuyé à la ville d'Orthez, se trouvait le corps de Clausel, formé des division Villatte et Harispe (4).

Douze pièces de canon étaient attachées à cette dernière

---

(1) Voir le colonel Koch, t. II, p. 286, et *Victoires et conquêtes*, t. XXIII, p. 241.

(2) Beresford devait ensuite s'emparer de la route de Saint-Sever.

(3) Voir la *lettre* du 1er mars 1814, *au comte Bathurst.*

« Wellington, dit Napier, avait pris ses mesures de manière qu'il pouvait, en débordant la droite de l'ennemi, s'emparer du défilé de Sault-de-Navailles, couper les Français de leurs magasins à Dax, Mont-de-Marsan et Aire, et les forcer à se retirer par la route de Pau, en découvrant celle de Bordeaux. »—T. XIII, p. 93.

(4) *Rapport* de Soult.

division; douze autres se trouvaient sur la hauteur, occupée par le centre; les seize pièces restantes étaient en réserve sur la route de Dax.

L'action commença vers neuf heures du matin. Beresford, après une lutte acharnée, emporta le village de Saint-Boës; mais le terrain à gauche et derrière ce village était si resserré, que ses troupes ne purent se déployer pour attaquer les hauteurs occupées par la droite de l'ennemi; elles ne pouvaient pas davantage les tourner, car ce mouvement aurait séparé Beresford de Picton, et détruit par suite la liaison entre les diverses parties de l'ordre de bataille des alliés.

Soult, ayant remarqué ces diverses circonstances, dirigea son principal effort du côté de Reille. Les soldats anglais firent des prodiges de valeur; mais, attaqués par des soldats aussi braves qu'eux dans les défilés étroits qui conduisaient à la position, ils durent rebrousser chemin, laissant un grand nombre de morts et de blessés sur le terrain.

La bataille semblait perdue, et déjà Soult s'écriait: « *Enfin, je les tiens!* » quand, par une inspiration soudaine, Wellington, changeant son plan d'attaque, dirigea les deux divisions de Picton et une brigade de la division légère contre la gauche de la hauteur occupée par le corps de Reille. Cette tentative vigoureuse eut un résultat inespéré; elle fut particulièrement honorable pour le 52e régiment de ligne, chargé de prendre en flanc et à revers les troupes qui repoussaient la colonne d'attaque de Saint-Boës. Cet intrépide régiment traversa un marais sous le feu de l'ennemi, et se jeta avec tant de violence sur les divisions Foy et Taupin qu'il les obligea de se retirer.

Ce succès ouvrit à Wellington l'étroit passage derrière Saint-Boës; il en profita pour faire avancer et déployer les 4e et 7e divisions, la cavalerie de Vivian et deux batteries d'artillerie de campagne.

Immédiatement après l'abandon du village (où l'on avait

combattu pendant sept heures consécutives), Beresford, dégagé de tout obstacle, opéra sa jonction avec Picton et Alten sur la crête des hauteurs.

Pendant ce temps, Hill avec 12,000 hommes avait forcé le passage du gave au-dessus d'Orthez, et, après avoir jeté un coup d'œil sur l'ensemble de la bataille, s'était dirigé droit vers la grande route d'Orthez à Saint-Sever pour couper la retraite à l'armée française.

Ne jugeant plus dès lors sa position tenable, Soult se décida à l'abandonner (1). C'était une opération des plus difficiles, surtout à cause du terrain coupé de ravins et embarrassé de broussailles que la droite et le centre devaient traverser; elle réussit néanmoins parfaitement, grâce à l'habileté et à la promptitude avec lesquelles Soult changea sa ligne de retraite. S'il s'était dirigé sur Bordeaux au lieu de Toulouse, Wellington l'eût poussé dans les landes, où l'armée française aurait couru les plus grands dangers, la cavalerie anglaise ayant une incontestable supériorité sur la sienne (2).

« La retraite de l'ennemi, dit Wellington, se fit d'abord
« *dans un ordre admirable;* mais bientôt les attaques des
« Anglais et le mouvement de Hill les forçant à précipiter
« leur marche, cette retraite devint une fuite où les troupes
« se mêlèrent dans le plus grand désordre... Beaucoup de
« soldats jetèrent leurs armes, et la désertion depuis ce mo-
« ment augmenta notablement (3). »

---

(1) En ce moment, Hill avait coupé la route de Pau et tourné le village d'Orthez.

(2) Cette circonstance a échappé au général de Vaudoncourt, dont les critiques sont empreintes d'une trop grande sévérité pour le duc de Dalmatie. (Voir t. II, p. 172 et suivantes.) Il nous semble que si de puissantes raisons militaient en faveur de la retraite sur Bordeaux, il y en avaient d'autres, tout aussi puissantes, qui devaient décider le maréchal Soult en faveur de la retraite sur Toulouse. La retraite sur Bordeaux, en effet, eût attiré Wellington plus tôt au centre de l'empire et rendu impossible la jonction, encore probable, de l'armée des Pyrénées avec celle de l'Aragon.

(3) *Rapport de Wellington* sur la bataille d'Orthez.

Un auteur français, M. de Beauchamp, confirme ces détails. « Le maréchal Soult, dit-il, eut la douleur de voir la retraite, si bien commencée, dégénérer en déroute. Les conscrits jetaient leurs armes et fuyaient à la débandade. » — T. II, p. 81. (Voir aussi PELLOT, p. 115.)

La déroute dont parle Wellington fut le résultat d'une attaque vigoureuse de Hill. Bientôt cependant les troupes françaises se reformèrent derrière Luy-de-Béarn, et continuèrent leur mouvement sur Saint-Sever, en détruisant tous les ponts du Luy et de ses affluents. Cette dernière circonstance, jointe à un orage violent (1), qui gonfla les rivières et brisa les ponts flottants, rendit la poursuite lente et peu dangereuse pour les Français.

Soult avait perdu 4,000 hommes et 6 pièces de canon. Dans la retraite, plusieurs milliers de conscrits s'étaient débarrassés de leurs armes : un mois après, le nombre des traînards s'élevait encore à 3,000 (2). Les alliés n'avaient eu que 277 tués, 1,923 blessés et 70 manquants (3). Au nombre des blessés se trouvait leur général en chef ; une balle ricochant sur la garde de son épée lui avait fait une forte contusion à la cuisse. « Ce coup lui causa une telle secousse qu'il fut jeté par terre. Il était alors à pied, et en train de plaisanter le général Alava, blessé presqu'au même instant, mais peu grièvement, dans un endroit sensible et charnu où les accidents provoquent toujours le rire (4). »

Wellington s'arrêta à Saint-Sever et envoya Hill s'emparer de la ville d'Aire, où se trouvaient un parc d'artillerie et des magasins que le duc de Dalmatie avait fait protéger pendant sa retraite par le général Clausel (5). La rencontre eut lieu le

---

(1) Cet orage éclata le 1er mars.

(2) Soult. *Lettre* du 10 mars, *au mimistre de la guerre.*

(3) *État officiel* donné par Gurwood. Il y a loin de là aux 6,000 hommes hors de combat dont parle Belmas. De Vaudoncourt estime les pertes des Français à 2,500 hommes hors de combat ou faits prisonniers, et à cinq canons pris ou abandonnés. Lapène à 1,500 morts et à 2,500 blessés (dont 1,500 restèrent prisonniers). Belmas à 3,900 tués, blessés et pris. Koch, Pellot et les *Victoires et conquêtes* à 2,500 hommes en tout, et à cinq bouches à feu. Jones à 7,000 hommes, et celles des alliés à 2,300 seulement. Enfin, de Beauchamp à 4 ou 5,000 tués et blessés, sans les prisonniers et les déserteurs.

Nous citons ces chiffres pour montrer le peu de soin que certains historiens apportent dans l'examen des faits qui servent de base à leurs appréciations.

(4) Comte TORÉNO, t. V, p. 437.

(5) En même temps que Hill (par la rive gauche) et Cotton (par la rive droite) se dirigeaient

2 mars. D'abord, toutes les chances furent pour Clausel; mais, à la fin, l'opiniâtreté de Hill l'emporta; son adversaire battit en retraite, et les magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Ainsi, en 18 jours, Wellington effectua le passage de cinq grandes rivières et de plusieurs petits cours d'eau, força l'ennemi à abandonner deux têtes de pont et quelques ouvrages de moindre importance, livra avec succès une grande bataille et deux combats, enleva 6 pièces de canon, fit environ 1,000 prisonniers, s'empara des magasins de Dax, Aire et Mont-de-Marsan, jeta un pont sur l'embouchure de l'Adour, investit Bayonne, le boulevard de la France méridionale, obligea enfin l'armée française à découvrir Bordeaux et à se retirer avant d'avoir fait sa jonction avec le duc d'Albuféra, jonction sur laquelle Soult ne comptait plus guère à la vérité, mais que Wellington devait regarder comme imminente.

Ces résultats ne proviennent pas uniquement de la supériorité numérique des alliés; il s'en faut même beaucoup que cette supériorité fût aussi grande que certains auteurs l'ont prétendu. Et, en effet, il résulte de calculs très-exacts, fournis par l'historien le plus consciencieux des guerres de la Péninsule (1), que Soult avait, à la bataille d'Orthez, 40,000 hommes, dont 35,000 bons soldats; que Wellington comptait 4,000 hommes de cavalerie et 8 pièces de canon de plus que son adversaire; mais qu'en revanche, il avait 4 à 5,000 fantassins en moins (2). L'inégalité existait

---

sur Aire, Beresford se porta sur Mont-de-Marsan pour enlever un magasin de subsistances. Le colonel Koch critique cette marche divergente qu'il attribue à l'incertitude où était Wellington sur la direction prise par son adversaire. « Il est certain, dit-il, qu'en poursuivant les Français avec tous ses moyens, il les eut mis dans un grand embarras. »

Cette remarque ne laisse pas d'être fort judicieuse.

(1) NAPIER, t. XIII.

(2) Il faut noter que cinq régiments d'infanterie étaient absents au moment du combat, parce que Wellington, faute de moyens de transport, avait dû envoyer ces troupes à la côte pour chercher des effets d'habillement, dont l'envoi avait éprouvé des retards considérables.

donc plutôt dans les forces morales que dans les forces matérielles des belligérants (1). Mais la véritable cause du succès des alliés réside dans l'ensemble des mouvements ordonnés par leur général en chef. L'observateur impartial reconnaîtra, en effet, que Wellington se montra dans cette campagne plus habile que son illustre adversaire. Il profita avec une rare sagacité des circonstances favorables qui se présentèrent, et déploya dans l'exécution une vigueur bien propre à dérouter ceux qui le représentent comme un général timide et sans initiative. La seule faute qu'on puisse lui reprocher, c'est d'avoir, le jour de la bataille d'Orthez, donné si peu de troupes à Beresford, que le duc de Dalmatie aurait pu enfoncer le centre de l'armée alliée. Heureusement le général français ne songea point à profiter de cette faute, ou du moins ne prit pas les mesures nécessaires pour en tirer parti.

Le duc de Wellington montra peu de vigueur dans la poursuite ; mais cette circonstance déjà plusieurs fois signalée, tient à un défaut organique de l'armée anglaise, bien plus qu'à un manque d'énergie ou de résolution de la part du général en chef. L'armée péninsulaire, en effet, s'est presque toujours trouvée dans l'impossibilité de recueillir les fruits de sa victoire. Nous donnerons sur ce point tous les éclaircissements désirables dans un chapitre subséquent.

Wellington, ayant pour but, non de faire une pointe en France, mais de s'y établir solidement, crut utile de se mé-

(1) Les bataillons de Mina et de Murillo ne prirent part qu'aux premières opérations des alliés. Ils ne furent pas présents à la bataille d'Orthez.

Lapène est dans l'erreur quand il porte les forces de Soult à 35,000 hommes, et celles de Wellington à 70,000.

De Vaudoncourt évalue les forces de Soult à 30,000 hommes d'infanterie et à 3,000 chevaux, et celles de Wellington à plus de 40,000 hommes d'infanterie et à 4,500 chevaux.

nager toutes sortes d'influences que ne recherche point d'ordinaire un général en pays ennemi.

L'histoire offre peu d'exemples d'une invasion faite dans de pareilles conditions.

Les alliés, tout en combattant les forces militaires de la France, se présentaient en amis du peuple français. Leur général protégeait les habitants contre les excès de ses propres soldats ; il se faisait une loi de ne lever aucune contribution et de payer exactement tout ce qui était nécessaire à son armée. Par ces ménagements, conformes d'ailleurs à ses sentiments et à ses habitudes, Wellington espérait atteindre plus sûrement que par toute autre voie le but de sa mission, qui était de provoquer dans le midi de la France une réaction favorable à la maison de Bourbon.

Afin de juger de l'état des esprits, il avait, en passant la frontière, proposé à son gouvernement de faire venir le duc d'Angoulême. Cette idée ayant été accueillie favorablement, le fils aîné du comte d'Artois se rendit au quartier général des alliés, où il arriva dans le commencement du mois de février 1814 (1). Wellington fit à ce prince un accueil empressé; mais, tout en se montrant prêt à le soutenir quand le moment serait venu, il résista à ses trop pressantes sollicitations, et l'engagea même à garder quelque temps encore l'incognito sous le nom de comte de Pradel. Avec son rare bon sens, il comprit que vouloir tout brusquer, c'était s'exposer à tout compromettre. Au lieu donc de se déclarer ouvertement pour les Bourbons, ainsi qu'on le lui demandait instamment, Wellington se borna à établir des relations avec leurs principaux agents et à développer les sentiments hostiles du midi de la France contre le régime impérial.

---

(1) TORÉNO, t. V, p. 376.

Les membres de la famille royale exilée trouvèrent que ce n'était pas assez, et que le général anglais montrait une réserve et une timidité excessives. Le duc d'Angoulême surtout paraissait impatient de franchir l'Adour et de marcher sur Bordeaux. Mais Wellington resta inébranlable dans ce qu'il croyait la seule ligne de conduite prudente et loyale. Dès le 20 décembre 1813, il avait engagé le comte Bathurst à s'abstenir de mettre un Bourbon en avant, aussi longtemps que l'on aurait quelque espoir de conclure une paix raisonnable avec Bonaparte, et aussi longtemps que le peuple français n'aurait fait aucune manifestation publique en faveur des Bourbons. Il écrivit dans le même sens à plusieurs hommes d'État qui le pressaient de se déclarer hautement. A tous, il fit observer qu'il serait peu convenable et même peu loyal d'engager prématurément les provinces du Midi dans une révolte qui pourrait donner lieu à de sévères répressions, si la paix était conclue avec l'empereur. Il n'était pas certain d'ailleurs que l'esprit public fût tel qu'on se l'imaginait dans quelques cercles, et qu'une tentative de restauration ne pût amener une tentative contraire. L'émeute de Bordeaux vint prouver dans la suite qu'il avait bien jugé la situation et sagement agi en évitant de se prononcer. Peu à peu, cependant, les instances de son propre gouvernement, les sollicitations des Bourbons et des souverains alliés obligèrent Wellington à se départir de ce rôle. Dans une proclamation faite au commencement de mars, il dit aux Français : « Venez donc vous ranger sous la bannière de vos princes légitimes ! » et dans une autre, faisant appel aux intérêts froissés : « Plus de tyran, dit-il, plus de guerre, plus de conscription, plus d'impositions vexatoires ! »

Cet appel, de la part d'un homme qui s'était fait respecter et presque aimer des Français par la douceur et l'équité de sa conduite, produisit un effet excellent. On peut dire que le revirement opéré dans l'esprit public au midi de la France,

tenait moins au prestige de la royauté déchue qu'à l'habile politique du général anglais. Dans une lettre officielle, écrite de Bayonne à cette époque (1), on trouve cet aveu significatif : « La sage conduite du général anglais et l'excellente disci-« pline qu'il maintient parmi ses troupes nous font plus de « tort que dix batailles perdues. Tous les paysans cherchent « à se mettre sous sa protection. »

Wellington, dans ses proclamations, avait engagé les habitants à s'organiser contre les pillards et à les amener au quartier général, munis des preuves du délit (2). A la suite de cette recommandation, un maraudeur anglais fut tué par les paysans ; un autre, sur l'ordre du général en chef, fut passé par les armes ; on chassa même de l'armée un colonel qui avait souffert que ses soldats détruisissent les archives communales d'une petite ville. « Maintenez, écrivit Welling-« ton au général espagnol Freyre, maintenez la plus stricte « discipline, car, sans cela, nous sommes perdus. » Et, dans une autre lettre, indigné de ce qu'il ne pouvait empêcher les troupes de Morillo de piller : « J'ai perdu 20,000 hommes « dans cette campagne, dit-il ; mais ce n'est point pour que le « général Morillo, ni qui que ce soit, puisse venir piller les « paysans français... Tant que je commanderai, je ne le « permettrai pas. Si on veut piller, qu'on donne à l'armée un « autre chef. Il m'est absolument indifférent de commander « une grande ou une petite armée ; mais, qu'elle soit grande « ou petite, il faut qu'elle m'obéisse, et surtout qu'elle ne « pille pas (3). »

Grâce à cette politique intelligente et modérée (4), la situa-

---

(1) *Lettre* citée par Napier, t. XIII, p. 4.

(2) Voir sa proclamation du 23 février.

(3) *Lettre* du 24 décembre 1813.

(4) Voici une preuve de cette modération, qui était chez Wellington le résultat d'un calcul judicieux. Les premiers paysans français qui tirèrent sur les alliés (alors établis sur la Bidassoa) furent pris, au nombre de quatorze, et embarqués comme prisonniers pour l'An-

tion de Soult devint de plus en plus fâcheuse. La trahison et le mauvais vouloir de ses compatriotes se manifestèrent en toute circonstance. « Je ne serais pas surpris, écrivait-il au « ministre de la guerre, de voir d'ici à peu de temps les ha- « bitants prendre les armes contre nous. » La désertion à l'intérieur le privait d'un grand nombre de jeunes soldats (1), et les marchés pour les subsistances se concluaient avec une extrême difficulté. Bordeaux était devenu le foyer d'une conspiration légitimiste; le duc d'Angoulême, qui se tenait sur les derrières de l'armée anglaise, soutenait toutes ces intrigues et provoquait même les soldats à déserter leurs aigles. Soult, avec une énergie et un patriotisme trop rares à cette époque, fit des efforts inouïs pour ranimer l'esprit public et engager les Français à défendre au moins le sol de la patrie contre les armées étrangères. « Soyons Français, dit-il, et « mourons tous les armes à la main, plutôt que de survivre à « notre déshonneur... » Vain espoir! le gouvernement de Napoléon avait, comme toutes les tyrannies, énervé les caractères et remplacé le vrai patriotisme par une sorte de vanité nationale qu'entretenait seulement le prestige de la victoire. Au premier revers, l'engoûment disparut, et le Français, au milieu des nuages de fumée qui couvraient le sol de l'Europe, ne vit plus que son sang inutilement versé, sa famille réduite, ses biens obérés, son bonheur détruit. Quelques légitimes que fussent ces regrets, quelques torts qu'eût Napoléon, on doit néanmoins admirer ces bandes héroïques, esclaves du devoir et de l'honneur, qui, jusqu'au dernier moment, se groupèrent autour du drapeau tricolore... Un dévouement absolu à une cause, même injuste, inspirera tou-

---

gleterre. « Cette mesure, dit le comte Toréno, causa parmi les gens de la campagne un effet merveilleux et bien plus grand que s'il eût fait fusiller les coupables. » — T. V, p. 366.

(1) Dans quelques bataillons les pertes par suite de désertion s'élevaient aux deux tiers de l'effectif.

jours plus de respect qu'une défection tardive légitimée par des considérations importantes.

Ce fut en partie sur les instances du duc d'Angoulême et en partie pour s'assurer d'un point important que Wellington envoya, dans le commencement de mars, le maréchal Beresford, avec 12,000 hommes, prendre possession de Bordeaux. Le général Lhuillier, n'ayant pas assez de troupes (1) pour défendre la ville, se retira dans la citadelle de Blaye et dans quelques petits forts de la rive droite. Beresford, arrivé le 12, fut reçu avec acclamation (2). Le duc d'Angoulême se présenta le même jour et détermina ses partisans à proclamer Louis XVIII.

Wellington, qui avait ordre de ne point embarrasser les négociations par les gages qu'il pourrait donner au parti des Bourbons (3), avait mis Beresford en garde contre cette éventualité.

« En arrivant à Bordeaux, lui écrivait-il dans ses instruc-
« tions du 7 mars, dites que je suis prêt à seconder tout
« parti qui se montrera disposé à renverser Bonaparte...;
« ajoutez, toutefois, que j'invite les habitants à bien peser
« leurs démarches avant de lever l'étendard contre le gouver-
« nement établi et de s'engager dans des actes hostiles.....
« Enfin, si la municipalité déclare qu'elle ne proclamera pas
« Louis XVIII sans vos ordres, vous refuserez d'en donner
« à cet égard (4). »

---

(1) Ses forces ne s'élevaient qu'à 2,000 conscrits. — LAPÈNE, p. 292.

(2) « Tout concourut à favoriser la révolution préparée par le maire, et le jour de l'entrée des Anglais à Bordeaux fut une fête. » — Colonel KOCH, t. II, p. 302. (Voir aussi les *Victoires et conquêtes*, t. XXIII, p. 248.)

(3) Instructions secrètes du comte Bathurst. — Il faut remarquer que le congrès de Châtillon n'était pas encore rompu à cette époque.

(4) Napier affirme que Beresford avait néanmoins pour instructions de ne pas s'opposer à la reconnaissance du nouveau souverain, et de fournir même aux insurgés des armes et des munitions tirées des magasins de Dax, si une révolte éclatait.

Nous n'avons pas trouvé dans la *Correspondance* de Wellington la confirmation de ce fait.

Conformément à cette politique hautement avouable, le général en chef dut protester avec énergie contre une proclamation dans laquelle le maire de Bordeaux attribuait aux alliés un rôle qu'ils n'avaient point accepté (1). Sa lettre du 29 mars, au duc d'Angoulême, contient même l'aveu que la proclamation de Louis XVIII avait été faite *contre son avis et sa manière de voir*. Il ne cacha pas non plus à ce prince qu'il était mécontent de ce que, dans l'intérêt de la cause des Bourbons, et pour avancer leurs affaires, il engageât imprudemment la responsabilité de l'armée anglaise.

Enfin, pour rester conséquent jusqu'au bout, il refusa catégoriquement au duc d'Angoulême les secours en argent et en hommes que celui-ci avait réclamés peu de jours après le coup d'État de Bordeaux, et quand des germes de réaction se furent manifestés dans cette ville. La prudence et la fermeté de Wellington furent rarement soumises à une épreuve aussi difficile. Il en sortit avec honneur; mais la famille royale de France lui garda longtemps rancune de ce qu'elle appelait « sa froideur et son défaut de résolution. »

Vers ce temps, Wellington ayant appris l'arrivée à Lyon de 10,000 vétérans de l'armée de Suchet, sous les ordres de Beurman, se vit à regret obligé de faire descendre des Pyrénées plusieurs corps espagnols, toujours disposés à piller, bien que largement entretenus par le trésor anglais (2). Il ne reçut, toutefois, que le corps de Freyre; celui de l'Abisbal, cantonné sur la frontière, ayant refusé de marcher, sous prétexte du mauvais état de l'équipement et de la grande fatigue des troupes (3).

---

(1) Voir ses *lettres* des 16 et 19 mars, *au duc d'Angoulême*.

(2) Wellington n'aurait pas été obligé de prendre cette résolution, si le ministère anglais n'avait envoyé à cette époque en Hollande, pour soutenir la cause des Nassau, plusieurs renforts destinés à l'armée de la Péninsule.

(3) Le comte Toréno, t. V, p. 455, pense que l'Abisbal, chef de l'armée d'Andalousie, avait noué des intelligences secrètes avec les députés du parti antiréformateur, et qu'il désirait

Wellington et Soult passèrent quelque temps à s'observer. Ils se croyaient tous deux en présence de forces plus considérables qu'elles n'étaient réellement : Soult parce qu'il ignorait l'expédition de Beresford, et Wellington parce qu'il s'imaginait que Beurman avait renforcé l'armée du duc de Dalmatie. Le fait est qu'ils avaient à peu près le même effectif sous les armes. L'équilibre cependant fut rompu le 13 et le 14, par l'arrivée des 8,000 Espagnols de Freyre et de la grosse cavalerie de Ponsonby (1). La seule crainte du général anglais, en ce moment, fut de voir la régence espagnole accepter la convention proposée par Suchet pour l'évacuation des places fortes. Le retour de Ferdinand pouvait faire passer cet acte en dépit de ses observations, et, dès lors, 20,000 vieux soldats seraient venus se joindre à l'armée de Soult. Ce danger, heureusement, fut écarté par les événements.

Le duc de Dalmatie venait de recevoir de nouvelles instructions de l'empereur; elles lui enjoignaient de se porter sur Pau, en appuyant sa gauche aux Pyrénées (2).

Le duc de Wellington avait alors son quartier général à Aire et ses troupes cantonnées sur les deux rives de l'Adour.

Soult, jugeant cet emplacement des alliés favorable pour tenter un mouvement offensif, se porte, le 13, entre Aire et Pau. Mais, quand les deux armées se trouvèrent en

---

se rapprocher de la capitale pour soutenir les projets de ses compatriotes, et bouleverser le gouvernement et les Cortès à la première occasion. Wellington, averti de ce projet, refusa à O'Donnell l'entrée de la Castille et lui assigna pour cantonnements les rives de l'Èbre. C'était encore de sa part une grande preuve de modération, car il n'aimait pas et, de fait, n'avait aucune raison d'aimer les hommes du gouvernement espagnol.

(1) En même temps, Beresford fut rappelé avec la 4e division et la cavalerie légère de Vivian. On ne laissa à Bordeaux que la 7e division et la brigade de Vandeleur, sous le commandement supérieur de lord Dalhousie.

(2) De Vaudoncourt et le colonel Koch attribuent ce mouvement à l'initiative du duc de Dalmatie. Il avait pour but d'empêcher Wellington de faire un détachement sur Bordeaux ou de l'obliger à rappeler celui qu'il y aurait envoyé. Mais, exécuté comme il le fut, ce mouvement ne pouvait amener aucun résultat avantageux. Il aurait fallu l'entreprendre plus tôt et avec une vigueur que ne comportait point la situation morale où se trouvait l'armée des Pyrénées.

présence, ni l'une ni l'autre n'osa engager le combat. De nouveaux rapports avaient donné au duc de Dalmatie une opinion exagérée de la force de l'armée alliée (1), et Wellington attribuait la résolution hardie du maréchal à l'approche de l'armée de Suchet. Dans cette situation, Soult reçut la nouvelle de l'évacuation de Bordeaux et de l'arrivée successive de nouvelles troupes au camp des alliés. Ne jugeant plus dès lors convenable de rester dans sa position avancée, craignant peut-être aussi que son adversaire ne le tournât par la vallée de Bigorre et ne le prévînt à Tarbes, il se retira, le 16, avant le jour, par Saint-Gaudens, sur Toulouse, devenu son grand dépôt et la base de ses opérations ultérieures.

Wellington le poursuivit avec 40,000 baïonnettes, 6,000 sabres et 50 à 60 bouches à feu. Son plan était de se jeter, par une marche rapide, dans la vallée de l'Adour et de couper l'armée française de la grande route de Tarbes à Saint-Gaudens et Toulouse. Pour obtenir ce résultat, il fallait emporter Vic-de-Bigorre, petite ville située à trois lieues de Tarbes, et dont la défense avait été confiée au corps de d'Erlon. L'attaque de ce point eut lieu dans la journée du 19. Le général comte Drouet, après avoir disputé le terrain pied à pied, se retira en bon ordre sur Tarbes. Le 20, au matin, il se trouvait en position en arrière de cette ville, sur le plateau d'Oleac ; Clausel appuyait sa droite, Reille couvrait les approches de Tarbes, et la cavalerie touchait à la route de Trie (2).

Wellington s'avança le même jour sur deux colonnes : celle de droite, aux ordres de Clinton, prit la route de Rabastens, et celle de gauche, précédée du corps de Hill, suivit le chemin de Vic-de-Bigorre. L'avant-garde de cette dernière

---

(1) D'après Napier, Wellington n'avait alors que 36,000 hommes, y compris les Espagnols de Freyre et les dragons de Ponsonby ; mais ses forces augmentaient chaque jour par l'arrivée des détachements et des réserves.

(2) DE VAUDONCOURT, t. III, p. 94.

fut arrêtée quelque temps par les troupes postées dans les faubourgs de Tarbes; mais le duc de Dalmatie, se voyant menacé de nouveau en flanc, donna au général Reille l'ordre de quitter Tarbes, pendant que lui-même se replierait avec le gros de l'armée sur une position moins dangereuse.

Hill traversa la ville de Tarbes sans obstacle ; à quelque distance de là, il eut cependant un engagement avec le corps de Clausel. Ce dernier, obligé de battre en retraite, alla se poster à Clarac; Reille et d'Erlon s'établirent à Tournay, et la cavalerie prit position à Trie (1).

On a critiqué le mouvement de Soult sur Tarbes, et ce n'est pas sans raison; car si Wellington se fut dirigé promptement (2) de Vic-de-Bigorre et de Babastens sur Trie, il aurait prévenu les Français dans les plaines de Muret (3). Heureusement pour le duc de Dalmatie, l'armée anglaise, obligée de traîner à sa suite un équipage de pont, des matériaux pour réparer les routes et des bêtes de somme pour le transport des vivres, ne pouvait s'avancer que lentement et avec une très-grande circonspection. Elle était d'ailleurs inquiétée dans sa marche par des corps francs qui avaient réussi à s'emparer de plusieurs convois (4). Ces conditions fâcheuses permirent à l'armée française, débarrassée de presque tout son matériel, de gagner Toulouse trois jours avant les alliés; circonstance dont le duc de Dalmatie profita pour organiser la défense de cette ville.

Quelques écrivains ont pris texte de ce fait pour représenter Wellington comme un général timide et sans initiative; mais ces écrivains n'ont pas tenu compte de l'énorme matériel

---

(1) D'après un état officiel, l'armée de Wellington eut, du 7 au 20 mars, 51 hommes tués, 425 blessés et 38 manquants.

(2) Wellington ne quitta Tarbes que le 21. Quelques militaires pensent qu'il aurait pu être à Trie dès le 20 au soir. Nous ne sommes pas convaincu de ce fait, et nous en dirons le motif plus loin.

(3) De Tarbes à Toulouse, il y avait trois routes : celle de Saint-Gaudens, que prit le maréchal Soult, était la meilleure pour les transports, mais non la plus directe.

(4) DE VAUDONCOURT, t. III, p. 98, et KOCH, t. III, p. 642.

que le duc traînait à sa suite (pour épargner les provinces conquises), et de la crainte qu'il devait avoir d'engager ses troupes au milieu d'un pays inconnu, où des bandes de partisans commençaient à se former sur ses flancs (1), et où il pouvait rencontrer Suchet avec des forces assez imposantes pour l'attaquer en front. Peut-être jugea-t-il inutile de fatiguer ses troupes et de faire un si grand effort pour atteindre Toulouse, où il ne croyait pas trouver grande résistance. Il ignorait, en effet, que l'armée française eût commencé, dès le 3 mars, les travaux de défense de cette ville, et c'est probablement la raison pour laquelle il écrivit le 26 au général Hope : « J'espère entrer *immédiatement* dans Toulouse. » Quoi qu'il en soit, ayant plus d'artillerie et de cavalerie que son adversaire, il aurait dû entamer la poursuite avec beaucoup plus de vigueur.

On a reproché aussi à Wellington d'avoir laissé à Soult, après l'affaire d'Orthez, quinze jours pour réorganiser ses troupes, raffermir leur discipline, rallier les conscrits, former des bandes de partisans, mettre Toulouse en état de défense et réunir dans cette ville tous les dépôts de l'armée française ; mais ceux qui raisonnent ainsi ne considèrent point que Wellington fut retardé par le mauvais état des routes et par la nécessité de prendre Bordeaux, qui aurait pu inquiéter ses derrières. Il avait d'ailleurs la certitude de recevoir bientôt des renforts assez considérables pour affronter toutes les difficultés. Ici comme toujours, le duc préféra l'avantage d'un succès tardif, mais certain à la gloire d'un succès plus prompt, mais plus contesté.

En se retirant sur Toulouse, le maréchal Soult fit preuve de talent et de résolution (2) ; car il pouvait de là, suivant les

---

(1) Soult avait si activement travaillé à la formation de ces bandes, que Wellington, pour en arrêter le développement, se vit obligé de menacer plusieurs communes de les dévaster et de faire fusiller tous les habitants qu'il trouverait les armes à la main.

(2) Sur ce point, il nous est impossible d'admettre l'opinion du général de Vaudoncourt,

circonstances, se diriger vers Suchet par Carcassonne, ou se porter sur Lyon par Alby. Maître de ce point, il commandait plusieurs lignes d'opération, et se trouvait dans les meilleures conditions pour réorganiser ses troupes, surveiller les trames des légitimistes, affermir l'autorité chancelante du gouvernement dans les provinces méridionales, et enfin tenir en échec une armée supérieure à la sienne.

Soult fit ses préparatifs de défense avec une activité extraordinaire, ne négligeant rien de ce qui pouvait assurer le succès (1).

La ville de Toulouse est entourée sur trois côtés par le canal du Languedoc et par la Garonne. Elle avait encore, en 1814, une vieille enceinte flanquée de tours, qui fut mise en état de défense. On forma une seconde ligne en retranchant les ponts du canal, depuis son embouchure jusqu'au pont des Demoiselles. Cette ligne, à laquelle la ville servait de réduit, couvrait la route de Carcassonne par où devait se faire la jonction du maréchal Soult et du duc d'Albuféra, soit que ce dernier se décidât enfin à quitter la Catalogne pour faire une diversion en faveur de son collègue, soit que tous deux se retirassent sur Béziers (2).

Le canal était soumis en plusieurs endroits au feu de la mousqueterie, et, sur toute son étendue, au feu de l'artillerie de l'ancien rempart (3). Entre ce canal et la rivière de l'Ers se trouvait une hauteur appelée le mont Rave, fortifiée au

---

qui blâme très-vivement la retraite sur Toulouse. Peu de critiques, au reste, se sont ralliés à cette opinion.

(1) *Rapport de Wellington.*

(2) CHOUMARA, p. 177.

(3) « Dès son arrivée à Toulouse, le duc de Dalmatie, s'imaginant que le duc de Wellington voudrait forcer le passage de la Garonne à Toulouse même, avait fait achever les retranchements déjà commencés, non-seulement à l'enceinte du quartier Saint-Cyprien, mais sur une ligne avancée qui enveloppait toute l'étendue de ce faubourg. On a peine à concevoir le motif qui a pu engager le duc de Dalmatie à établir cette ligne avancée, dont le développement l'aurait obligé à employer presque toute son armée à sa défense. » — Général DE VAUDONCOURT, t. III, p. 100.

moyen de cinq redoutes liées par des retranchements (1). Enfin, sur la rive gauche de la Garonne, on avait formé une excellente tête de pont en avant du faubourg Saint-Cyprien, enveloppé lui-même par une ancienne muraille susceptible d'être défendue (2).

Ainsi, tous les points attaquables de la ville, les portes, les faubourgs, les ponts et les routes, étaient protégés par des ouvrages de campagne et par une nombreuse artillerie. Soult avait, en outre, fait un détachement pour occuper et retrancher la tête de pont de Montauban, au moyen de laquelle il pouvait assurer sa retraite derrière le Tarn et se ménager la possibilité de prendre une nouvelle ligne d'opération.

Dans cette situation suprême, le maréchal, fesant taire ses justes répugnances, écrivit une dernière fois à Suchet pour le prier de se joindre à lui; mais cette proposition ne fut pas mieux accueillie que les précédentes, et le duc de Dalmatie, de déception en déception, se trouva réduit enfin à ses seules ressources, combattant plutôt pour l'honneur du drapeau français que pour la défense du territoire, envahi sur tous les points à la fois...

Quand Wellington se présenta devant Toulouse, l'armée française était dans une position redoutable. L'attaquer de front par le faubourg de Saint-Cyprien, c'eût été courir au-devant d'un échec (3). Le moyen le plus avantageux était de passer la Garonne au-dessous de la ville pour couper Soult de Montauban, et aborder la ville du côté du nord et de l'est (4).

---

(1) Le duc de Dalmatie, toutefois, ne donna l'ordre de commencer cette ligne que le 2 avril, quand le mouvement de Hill sur Cintegabelle et Nailloux lui eut prouvé que Wellington n'avait pas le projet d'attaquer de front par le faubourg Saint-Cyprien.

(2) *Rapport de Wellington.*

(3) « Le peu de développement que le coude de la rivière lui aurait permis de donner à son attaque rendait la supériorité numérique de ses troupes à peu près nulle, et toutes les chances étaient contre lui. » — Général DE VAUDONCOURT.

(4) « La réussite de cette manœuvre, dit un témoin oculaire, en livrant à l'ennemi la route

« Par ce mouvement, dit le général de Vaudoncourt, Wellington eut rempli un triple but : d'abord il coupait la communication entre l'armée des Pyrénées et celle d'Aragon, et il obligeait cette dernière à rester dans les Pyrénées, qu'elle ne pouvait plus passer, puisqu'elle se serait trouvée prévenue à Narbonne; en second lieu, il rentrait dans le plan général d'invasion arrêté par les coalisés, qui était d'occuper le Languedoc, afin de donner la main aux troupes qu'ils devaient envoyer à Lyon; enfin il tournait la position qu'occupait le duc de Dalmatie, et il obligeait ce dernier à se retirer sur Alby et à abandonner la ligne de la Garonne.

Mais le passage du fleuve au-dessus de Toulouse et l'attaque par le sud ne pouvaient se faire qu'en obligeant les troupes à un grand détour (pour franchir l'Ariége à Cintegabelle), et à traverser des plaines humides, impraticables à l'artillerie. Ce nonobstant, et parce que le côté sud était le moins bien défendu, Wellington envoya, dans la nuit du 27, le général Hill tenter le passage à Portet; mais la rivière était trop large pour être franchie à l'aide des pontons qu'on avait amenés (1). Ce contre-temps vint en aide à Soult, qui ordonna la construction de nouveaux ouvrages, afin de se garantir contre un mode d'attaque qu'il n'avait pas prévu (2).

Cependant, le 30, Hill, avec 13,000 hommes et 18 bouches à feu, passa la Garonne sur un pont jeté à Pinsaguel. Le même jour, il reçut l'ordre de passer l'Ariége à Cintegabelle,

---

du bas Languedoc, nous forçait d'abandonner Toulouse et la Garonne supérieure. »—LAPÊNE, p. 344.

(1) Choumara nie ce fait. Il prétend que la tentative de Hill échoua, parce que le maréchal Soult avait dirigé à temps sur les hauteurs entre Vieille-Toulouse et Pech-David quatre divisions sous d'Erlon et Clausel. L'envoi de ces divisions eut lieu en effet, mais la cause réelle du départ de Hill n'en réside pas moins dans le manque de pontons, fait confirmé d'ailleurs par les écrivains français de Vaudoncourt, Koch et Lapène.

(2) C'étaient les ouvrages du mont Rave, commencés seulement le 2 avril. On aurait dû les entreprendre plus tôt, car, sans les retards dont nous parlerons ci-après, ils n'eussent point été en état de servir.

de descendre la rive droite de ce cours d'eau et d'attaquer Toulouse par le côté méridional. Wellington devait attaquer simultanément le faubourg Saint-Cyprien. Mais le mauvais état du terrain obligea Hill à revenir sur ses pas, circonstance fâcheuse que les alliés eussent évitée s'ils avaient fait reconnaître les lieux à l'avance (1).

Wellington était par conséquent dans une situation critique, lorsqu'on vint lui annoncer qu'en passant immédiatement la Garonne au-dessous de la ville, il pouvait prévenir l'achèvement des travaux du mont Rave, que Soult avait fait commencer seulement le 2 avril. Ayant trouvé entre Grenade et Merville un endroit propre à la construction d'un pont, il dirigea, le 4 au matin, sur ce point le maréchal Beresford avec les divisions Cole, Clinton et Picton, les brigades Sommerset et Vivian, suivies à petite distance par le corps espagnol de Freyre et la brigade Ponsonby. Les pluies et la hauteur extraordinaire des eaux rendirent l'opération du passage d'abord impossible. Dans la nuit du 4 au 5, cependant, la première colonne de Beresford put s'établir sur l'autre rive; mais presque en même temps, une crue subite rompit les *cinquenelles* et obligea l'artillerie à replier les pontons. Cet accident fâcheux isola Beresford sur la droite du fleuve avec 15,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux.

Attaqué en ce moment par le gros de l'armée française, sa perte eût été certaine. Mais, au lieu de mettre à profit une circonstance si favorable, le maréchal Soult se contenta de faire observer Beresford, qui, après quarante-huit heures de

(1) Soult, dans une *lettre* du 3 avril, dit : « Les Anglais, en faisant ce mouvement, avaient « l'espoir que j'enverrais à leur rencontre un fort détachement et qu'ils auraient eu plus de « facilité pour attaquer le restant de l'armée devant Toulouse; mais mon immobilité les « a obligés à se tenir concentrés et à revenir. »

mortelles angoisses, parvint à rétablir son pont et à se mettre en communication avec Freyre (1).

Le 10, au matin, se livra la mémorable bataille de Toulouse.

Wellington avait en tout 43,500 hommes d'infanterie, dont 12,000 Espagnols, 7,000 hommes de cavalerie et 64 bouches à feu.

Soult, d'après les calculs les plus dignes de foi (2), comptait seulement 38,000 hommes de toutes armes; mais son artillerie s'élevait à 80 pièces et sa position était fortement retranchée. Le terrain d'ailleurs n'offrait aucun avantage à la nombreuse cavalerie du général anglais (3) et le tiers des forces alliées était séparé de la masse principale par une large rivière (4). Ainsi la disproportion entre les forces belligé-

(1) On a prétendu que Soult agit de la sorte, pour attirer l'ennemi dans une position préparée à loisir et qu'il croyait assez forte pour être défendue avec des chances de succès. On a prétendu aussi que sa première résolution fut de disputer le passage de la Garonne et de garder la ligne d'opération par Montauban, mais que, le 7, apprenant la nouvelle de l'entrée des alliés à Paris, il se décida à ne point sortir de Toulouse.

Enfin, le capitaine Choumara, panégyriste ardent du maréchal Soult, a essayé de prouver, par la correspondance de ce maréchal, « qu'il ignorait encore la rupture du pont trois jours « après qu'elle avait eu lieu, et que, loin de supposer qu'il n'y avait qu'un corps de « 18,000 hommes sur la rive droite, il pensait que les principales forces de l'ennemi s'y « trouvaient. »

Si cela était vrai, le maréchal Soult ne serait pas moins blâmable. On n'excuse pas un général en disant qu'il a ignoré ce qui se passait à quelques kilomètres de sa position.

(2) Calculs faits par le colonel anglais Napier et le colonel français Koch.—Thibaudeau et de Vaudoncourt évaluent les forces de Soult à 22,000 hommes, sans la garnison de Toulouse, estimée à 4,000; Lapène les évalue à 21,000 seulement, ou à 25,000 avec la garnison.

Quant à l'effectif de Wellington, les auteurs français le portent généralement à 60 ou 70,000 hommes, chiffre exagéré en sens contraire. Les *Victoires et conquêtes* donnent à Soult 30,000 hommes de pied et moins de 3,000 chevaux. D'après le commissaire Pellot, les alliés avaient 75 à 80,000 hommes, et le duc de Dalmatie 23 à 24,000 seulement. Choumara porte l'armée anglo-espagnole à 71,000 hommes d'infanterie et 9,300 de cavalerie, et l'armée française à 25,000 hommes d'infanterie, 2,500 de cavalerie légère et 7,000 conscrits non instruits, dont seulement 4,000 armés. Enfin, de Beauchamp évalue les forces de Wellington à 10 ou 12,000 chevaux et à 50,000 fantassins, et les forces de Soult, après la bataille, à 22,000 hommes Aucun de ces chiffres n'est exact.

(3) On lit en effet dans le *Rapport* de Wellington sur la bataille : « Le terrain n'ayant pas permis à la cavalerie d'entrer en ligne, elle n'a pas eu l'occasion de charger. »

(4) Hill, qui se trouvait sur la rive gauche de la Garonne, ne pouvait communiquer avec le corps principal qu'en faisant un détour de dix à douze milles.

rantes ne fut pas à beaucoup près aussi grande que certains auteurs l'ont prétendu.

Le véritable champ de bataille était limité au mont Rave, sur le côté est de la ville. Ce mont, ou plutôt cette chaîne de hauteurs escarpées, défendue par des ouvrages de campagne et des abatis, et couverte par l'Ers, se trouvait à portée de canon des retranchements. Le lit de la rivière n'était point guéable, et il fallait pour attaquer le mont Rave gagner d'abord le pont de la Croix-Daurade (dont Wellington s'était emparé le 8), s'avancer par une marche de flanc sous le feu de l'ennemi, entre l'Ers et la hauteur en question, enlever cette hauteur de vive force, passer le canal du Languedoc au-dessus du faubourg de Guillemerie, porter enfin l'armée au sud de Toulouse, seul point où la ville pût être attaquée avec succès.

Quoique ce plan fût préférable à tout autre après la tentative infructueuse de Hill, il ne laissait pas d'être défectueux et même compromettant. Un général, en effet, ne doit pas s'exposer à faire une marche de flanc parallèle à une suite de hauteurs fortifiées, et d'où l'ennemi peut descendre avec des forces doubles des siennes. La science condamne ces opérations, dont la réussite est subordonnée à des circonstances exceptionnelles, et sur lesquelles il ne peut être permis de compter d'avance.

La marche projetée par Wellington était d'autant plus dangereuse qu'elle devait avoir pour résultat d'éloigner la colonne assaillante à plus de deux milles du reste de l'armée. Ce fut au maréchal Beresford qu'échut l'honneur d'en assurer le succès. Il eut pour instruction de tourner avec les divisions Cole et Clinton (4e et 6e) la droite des Français, pendant que Freyre, avec 9,000 Espagnols, soutenus par la cavalerie anglaise (1)

(1) Choumara, qui exagère tous les chiffres des alliés, porte l'effectif des troupes de Freyre à 18,000 hommes sans compter une brigade de cavalerie anglaise.

les attaquerait de front au nord de la ville (1). La brigade Vivian, commandée par Arentschild, avait mission de surveiller les mouvements de la cavalerie française, sur les deux rives de l'Ers, au delà de la gauche des alliés; enfin, deux divisions d'infanterie et la cavalerie allemande de Bock, sous les ordres du lieutenant général Picton, devaient observer l'ennemi sur la partie basse du canal, défendue par le général Berlier, et attirer son attention de ce côté en menaçant les têtes de pont, pendant que Hill ferait la même démonstration contre le faubourg Saint-Cyprien, où se trouvait la brigade Barbot.

Freyre commença l'attaque vers 7 heures; mais sa précipitation et le peu de solidité des troupes espagnoles lui firent éprouver un rude échec devant la hauteur de Calvinet. Il parvint cependant à rallier ses bataillons sous la protection de la division légère (2), placée immédiatement à sa droite.

Presqu'au même instant, Picton fut repoussé dans son attaque contre le pont des Jumeaux. Il avait conduit cette attaque beaucoup trop loin. Ses instructions lui prescrivaient simplement d'attirer l'attention de l'ennemi sur la partie basse du canal.

Après ce double échec des alliés, le sort de la bataille dépendait tout entier du mouvement de Beresford.

Soult, qui avait cherché à rendre ce mouvement en quelque sorte inévitable, comptait le faire tourner à son avantage; mais la fortune en décida autrement.

Les troupes de Beresford, réunies à la Croix-Daurade dès le point du jour, se dirigèrent sur le hameau de Mont-Blanc. Elles s'avancèrent ensuite avec beaucoup de difficultés parallèlement au front de l'ennemi et sur trois colonnes, dans le

---

(1) Cette partie de la ligne de bataille était défendue par les brigades Fririon de la division Daricau.

(2) Division Alten, placée, ainsi que la troisième division, sous les ordres de Picton.

bas fond marécageux qui s'étend entre l'Ers et le mont Rave. Le sol était si détrempé, que leur artillerie fut obligée de rester en arrière (1).

En ce moment, les batteries françaises dirigèrent sur ces colonnes un feu si violent, que la position de Beresford parut un moment désespérée.

« L'occasion étant favorable, dit Soult (2), je donnai ordre « au général de division Taupin de se porter au pas de « charge sur l'ennemi, de couper sa ligne, et d'enlever tout « ce qui s'était si imprudemment engagé (3). »

Une brigade appuya cette attaque (4), et un régiment de cavalerie, commandé par le frère de Soult, eut mission de couper la ligne de retraite des colonnes anglaises, pendant que deux autres régiments attaqueraient leur gauche. « Cette disposition promettait le plus beau résultat, mais l'ardeur de la division Taupin se ralentit bientôt; au lieu de déborder l'ennemi, elle appuya à droite, voulut prendre position, donna le temps aux Anglais de se former et de marcher contre elle (5). »

Le désordre se mit alors dans les rangs des Français; Taupin chercha vainement à l'arrêter : il tomba frappé d'un coup mortel; l'adjudant-commandant Gasquet, qui remplissait les fonctions de commandant de brigade, fut blessé au même instant.

Beresford, dans cette situation critique, montra autant d'é-

---

(1) A Mont-Blanc.

(2) Voir son *Rapport* sur la bataille, 11 avril 1814.

(3) Lapène, officier d'artillerie attaché à la division Taupin, dit que Soult s'écria en voyant Beresford s'avancer avec 8,000 hommes séparés du reste de la colonne : « Général Taupin, les voilà, je vous les livre... ils sont à nous ! »

(4) Brigade Rouget : faute d'indications précises, elle erra longtemps et ne put entrer en ligne que très-tard. Soult perdit, dans l'attente de cette brigade, un temps précieux, dont Beresford profita pour reformer ses colonnes, un moment désunies.

(5) *Rapport* de Soult.

De Beauchamp est dans une erreur complète, en affirmant que Taupin manqua son attaque *par trop d'impétuosité*.

nergie que de talent ; son opération était en elle-même une faute, mais une faute en quelque sorte inévitable. Les alliés auraient payé cher cette faute si le maréchal Soult avait eu la précaution de soutenir Taupin d'une manière efficace, et surtout s'il s'était souvenu de la journée de Salamanque, où Wellington avait obtenu un succès décisif, en jetant le gros de ses forces sur Thomières, placé dans une situation analogue à celle de Beresford.

Le duc de Dalmatie avait en ce moment 15,000 hommes disponibles ; mais, au lieu de diriger ces troupes sur les longues et faibles colonnes anglaises, il se borna à prendre une demi-mesure, laissant ainsi échapper une des plus belles occasions que la fortune lui eût offertes jusqu'alors. « Le général français, dit Picton (1), montra dans cette occurrence un degré d'hésitation qu'on ne devait pas attendre de son habileté bien connue (2). »

Encouragées par un premier succès et soutenues par de nouveaux renforts, les troupes de Beresford gravirent les pentes du mont Rave et s'emparèrent des hauteurs à droite de l'ennemi, ainsi que de la redoute Sypière qui les protégeait. Elles attendirent dans cette position que leur artillerie les eût rejointes, et que Freyre eût dessiné sa seconde attaque ; puis, continuant leur mouvement le long des hauteurs, elles enlevèrent les deux principales redoutes et les maisons fortifiées au centre de la ligne (3). Le général Harispe, faisant un effort désespéré, reprit ces redoutes à la baïonnette, mais il

---

(1) *Picton's Memoirs*, t. II, p. 299.

(2) Un officier français, le colonel Koch, exprime la même opinion : « La perte de la bataille « de Toulouse, dit-il, ne provient pas du manque de troupes, mais des fautes du maréchal « Soult, qui laissa échapper deux fois l'occasion d'écraser Beresford. »

(3) Cette seconde attaque commença vers trois heures. Dans l'intervalle, Beresford avait essayé de mettre à profit le désordre produit dans l'armée française par l'attaque de Taupin, pour marcher immédiatement à l'attaque du faubourg Guillemerie et surpendre le passage du canal au pont des Demoiselles. Mais Soult, par des secours dirigés à temps sur ce point, avait repoussé les colonnes anglaises jusque sur le plateau de Sypière.

ne tarda pas à les abandonner de nouveau avec une perte considérable (1).

Cependant la 6e division continuait à gagner du terrain sur les hauteurs, pendant que les troupes espagnoles opéraient sur le front de la position. Menacé par ce double mouvement, Soult fut à la fin obligé d'abandonner les deux redoutes et les retranchements de la gauche. Ainsi, tout le mont Rave tomba au pouvoir des alliés.

En ce moment, le général Hill se trouvait arrêté devant la seconde ligne de défense du faubourg Saint-Cyprien. Il conserva cette position pendant le reste de la journée.

La lutte sur le mont Rave avait été extrêmement vive et opiniâtre. Elle fait d'autant plus d'honneur aux troupes anglaises, que l'avantage du nombre, de l'artillerie (2) et du terrain ne fut pas de leur côté.

Vers quatre heures et demie, l'armée française se retira derrière le canal, et Wellington prit possession de la totalité du mont Rave. Dès ce moment, il n'y eut plus entre les deux armées qu'un échange de coups de fusil, entretenu par les cordons de tirailleurs. La nuit survint, et Soult profita de ce répit pour fortifier sa nouvelle ligne de défense, comme si le lendemain une seconde bataille devait être livrée (3).

Quelques auteurs se sont appuyés sur ce fait pour insinuer que la bataille de Toulouse n'a point été perdue par l'armée française; mais cette opinion n'est pas soutenable. Choumara et tous ceux qui ont disputé à Wellington l'avantage

---

(1) Plusieurs témoins constatent que dans ces diverses attaques, Beresford tira un grand parti des fusées à la Congrève, dont les Français ne connaissaient pas encore l'usage.

(2) L'artillerie n'arriva qu'après l'enlèvement de la première redoute du plateau; c'est ce qui fit dire au maréchal Soult dans son rapport : « *Nous avons eu constamment l'avantage du feu ; l'artillerie a consommé* 10,000 *coups de canon et toute sa mitraille.* »

(3) LAPÈNE, p. 414.

de la journée n'ont pas fait attention que le mont Rave était le véritable champ de bataille, et que l'abandon de cette hauteur constituait la défaite. Prétendre que « le plateau du Calvinet n'était qu'*une position d'avant-garde;* que *la vraie ligne de bataille* de Soult était *le canal du Languedoc*, et que dans leur ensemble les mouvements du 10 doivent être jugés comme on juge la défense des ouvrages avancés d'une place forte, ouvrages qu'on peut perdre sans être battu » (1); prétendre cela, c'est méconnaître les faits historiques et proclamer une véritable hérésie militaire. Le duc de Dalmatie, au reste, mieux renseigné que ses maladroits apologistes, n'a jamais élevé la moindre prétention au gain de la bataille de Toulouse (2). Il n'a pas même invoqué en sa faveur l'argument *de l'immense supériorité numérique* des alliés, et de fait, cet argument a peu de valeur, puisque 24,000 hommes et 52 pièces de canon seulement furent sérieusement engagés par Wellington. Certes, il a tenu à peu de chose que les Anglais ne fussent battus; car si Soult avait laissé moins de forces à Bayonne (3), et s'il avait mieux soutenu l'attaque de Taupin, Beresford eût été repoussé et la bataille perdue; mais enfin, tout honorable que soit la journée de Toulouse pour les troupes françaises, ce n'est point elles qui l'ont gagnée : l'histoire est désormais fixée sur ce point. Il est beau de revendiquer les gloires de son pays; mais il ne faut pas que ce soit aux dépens de la gloire des autres, et surtout aux dépens de la vérité.

---

(1) CHOUMARA, t. IX, p. 201, 186. Cet écrivain pousse l'enthousiasme pour Soult jusqu'à dire : « *La bataille de Toulouse est une des plus glorieuses qu'on puisse inscrire dans nos annales et graver sur nos monuments nationaux.* » — P. 200.

(2) Le général de Vaudoncourt, t. III, p. 128, dit que la bataille de Toulouse fut *incontestablement gagnée* par Wellington. De Beauchamp, d'Aldiguier, le général Saint-Deny, le colonel Koch et Thibeaudeau font le même aveu, et Suchet va jusqu'à prétendre que l'armée de Soult fut *écrasée* à Toulouse; ce qui n'est pas rigoureusement vrai.

(3) Napoléon lui fit une observation à cet égard, mais sa lettre n'arriva pas à temps.

Les Français eurent un général tué, 4 blessés et environ 3,200 hommes mis hors de combat (1).

Les alliés eurent 4 généraux et 4,659 hommes tués et blessés, dont 2,000 Espagnols (2).

Quelques écrivains estimables, entre autres le comte Toréno (3), Belmas (4) et de Beauchamp (5), assurent que Wellington connaissait le fait de l'abdication de Napoléon avant de livrer la bataille de Toulouse. Mais le généralissime des alliés a protesté contre cette allégation, qui est de tous points inadmissible; le duc en effet ne savait pas même, à la date du 10, la nouvelle de l'entrée des alliés à Paris (6). Au reste, l'eût-il su, sa conduite n'en serait pas moins exempte de blâme; car l'entrée des alliés à Paris ne terminait pas *nécessairement* la campagne, puisque Napoléon et ses lieutenants pouvaient continuer la guerre, et avaient même annoncé l'intention de la continuer (7).

---

(1) Thibeaudeau, de Vaudoncourt et Belmas évaluent les pertes des Français à 3,200 hommes, et celles des alliés à 4,500 et 4,400. Koch porte le chiffre des pertes, du côté des Français, à 321 tués, 2,369 blessés et 541 prisonniers. Lapène met au compte des Français 3,400 hommes, et à celui des alliés 8,000! Les *Victoires et conquêtes* se rapprochent plus de la vérité, en attribuant aux Français 3,231 hommes blessés et tués, et aux alliés 4,458. De Vaudoncourt et Choumara sont évidemment dans l'erreur, lorsqu'ils affirment que les alliés eurent plus de 10.000 hommes hors de combat. Enfin, Pellot tombe dans la même exagération en estimant les pertes des Français à 2,000 ou 2,100 tués et blessés, et celles des alliés à 10,000 « *de leur aveu,* » et probablement à 14 ou 15,000!

(2) L'état officiel des pertes attribue aux Anglais 312 tués, 1,795 blessés, 17 manquants; aux Espagnols 205 tués, 1,722 blessés, 1 manquant; aux Portugais 78 tués et 529 blessés.

(3) T. V, p. 468.

(4) T. I, p. 282.

(5) *Histoire des campagnes de* 1814 *et* 1815.

(6) Quelques écrivains anglais ont prétendu que Wellington était informé de ce fait; mais ils sont dans l'erreur ; et la preuve, c'est que le duc répondit, le 12, au conseil communal de Toulouse : « Braves habitants, je serais fâché que des Français si dévoués à la « cause de leur roi fussent victimes d'un zèle empressé, mais louable. Je ne dois pas vous « dissimuler qu'on traite encore à Châtillon, *et qu'on regarde la paix avec Bonaparte* « *comme une chose possible.* Je vous soutiendrai néanmoins autant qu'il dépendra de moi. « Mais peut-être le temps n'est-il pas encore venu d'exprimer avec cette énergie vos nobles « sentiments. » (A. DE BEAUCHAMP, t. II, p. 469.)

Il est évident que Wellington n'aurait pas tenu ce langage s'il avait su les alliés à Paris.

Au reste, le *Moniteur français,* du 18 avril 1814, constate que toutes les lettres envoyées à Soult et à Wellington furent interceptées.

(7) Soult, par exemple, avait écrit le 7 avril à Suchet : « J'ai reçu la fâcheuse nouvelle que « les ennemis sont entrés à Paris... Ce grand malheur m'affermit dans la résolution de dé- « fendre Toulouse, quoi qu'il puisse arriver. »

BATAILLE DE TOULOUSE,

10 Avril 1814



Lith. de J. Gayot et Stapleaux

Gravé par J. Geisler

Wellington, qui avait eu le tort de prodiguer ses munitions dans le commencement de la journée, ne se trouva point en mesure de continuer l'attaque au delà du canal avant le 12 (1). On dit qu'il employa la journée du 11 à préparer les matériaux incendiaires pour ses batteries à la congrève, et qu'il eut soin de faire annoncer, par ses sentinelles avancées, le dessein de brûler Toulouse (2). Nous n'avons point trouvé la confirmation de cette menace, qui, du reste, de la part du général anglais, n'eût été vraisemblablement qu'une ruse pour engager la population à se soulever.

Un historien français, mieux renseigné, croyons-nous, prétend que le duc montra à l'égard de Toulouse des sentiments tout autres que ceux qu'on lui prête :« L'histoire im-
« partiale, dit-il, doit l'attester à la louange de Wellington :
« il accomplit avec une rigoureuse exactitude la promesse
« qu'il avait faite au duc d'Angoulême. Cet auguste prince
« l'avait conjuré de ménager la bonne ville de Toulouse.
« Wellington ne songea plus dès lors qu'à protéger et à ga-
« rantir la vie et les propriétés de ses paisibles habitants.
« Non-seulement il fit détourner le feu dirigé contre la ville,
« mais il laissa défiler, sans s'y opposer militairement, les
« troupes du maréchal Soult par la seule route qui leur fût
« encore ouverte (3). »

Quoi qu'il en soit, le duc de Dalmatie ne crut pas devoir prolonger la lutte (4). Craignant d'être enfermé dans Toulouse, et

---

(1) Les auteurs français ont omis cette circonstance et attribué l'inaction de Wellington à la crainte que lui inspirait la forte position de Soult. « Dans cette situation, dit Choumara, le général anglais prit la résolution de manœuvrer au lieu de combattre, de menacer les communications par la route de Carcassonne, au lieu d'attaquer la ligne du canal... Le maréchal Soult ne voulut point laisser l'ennemi se placer entre lui et le duc d'Albuféra... Il se décida à quitter Toulouse. »—P. 199 et 200.

(2) Voir Thibeaudeau et de Vaudoncourt.

(3) De Beauchamp, t. II, p. 461. Voir aussi p. 466.

(4) A neuf heures du soir, Wellington somma la ville de se rendre. Soult répondit qu'il était décidé à s'ensevelir sous ses décombres. Le lendemain, l'armée française se retrancha le long du canal. Les sommations furent renouvelées : même réponse.

Dans le camp de Wellington tout était prêt pour une attaque générale ; mais, à neuf heures

n'ayant pas encore perdu tout espoir de rallier Suchet, il se retira pendant la nuit du 11 sur Villefranche dans la direction de Carcassonne, avec une partie seulement de ses magasins et de ses hôpitaux (1). Ce mouvement, couvert par le canal du Languedoc, ne présentait aucun danger ; aussi Wellington n'essaya-t-il point de s'y opposer (2).

Le 12 au matin, le drapeau blanc fut arboré sur les clochers de Toulouse, et le même jour Wellington fit son entrée en ville. « Quarante mille personnes, dit un auteur français, se précipitèrent au-devant du général victorieux, ne sachant comment exprimer leur *joie* et la *sincérité de leur enthousiasme*. Simple dans ses vêtements, uni dans son maintien, Wellington attira tous les regards de la foule empressée. Les cris fortement prononcés de : *Vive le roi! Vive Wellington!* retentirent de toutes parts, et alarmèrent de plus en plus la prudence du général anglais qui, ignorant les événements de Paris, essaya de réprimer un élan dont il redoutait les conséquences pour Toulouse...

« Le duc entra à cheval avec son cortége dans la cour du Capitole. A l'instant il est enlevé, transporté par le peuple dans toutes les salles, et présenté plusieurs fois au balcon à la foule assemblée. L'ivresse était générale (3). »

Le soir, Wellington se rendit avec son état-major au théâtre, où l'on donnait *Richard Cœur de Lion*. A son en-

---

du soir, Soult assembla un conseil militaire : des députations vinrent le supplier de ne pas causer la ruine de Toulouse; quelques généraux opinèrent dans le même sens, et le maréchal céda. — Voir de Beauchamp, t. II, p. 460 et 461.

(1) Il laissa à Toulouse deux généraux et 1,600 hommes impotents, d'immenses magasins et huit pièces de canon.

(2) Jones explique autrement cette inaction. Il dit que Wellington ne voulut point inquiéter Soult, parce que la paix, sans être officiellement connue, était rapportée alors avec trop de probabilité pour qu'on en doutât. — T. II, p. 240. Cette explication cadre assez bien avec celle de M. de Beauchamp (voir l'extrait inséré dans le texte quelques lignes plus haut.

(3) De Beauchamp, t. II, p. 468.

trée, de chaleureux applaudissements éclatèrent sur tous les bancs (1).

Il fallait que l'esprit national fût tombé bien bas pour que des Français se livrassent à de pareilles manifestations. Mais l'effet ordinaire du despotisme est d'énerver les caractères ; et c'est ce que Napoléon eut deux fois la douleur de constater, en 1814 et l'année suivante après Waterloo !

Le 12, Wellington reçut à Toulouse le colonel Saint-Simon, envoyé par le gouvernement provisoire au duc de Dalmatie pour lui faire connaître l'état des choses à Paris. Ce courrier arriva au quartier général de Soult dans la matinée du 13.

Le maréchal convoqua immédiatement ses généraux pour leur donner connaissance des lettres du prince de Bénévent et de Wellington. Tous furent d'avis que cette communication n'avait rien d'officiel, et qu'on devait se borner à proposer un armistice, en attendant les ordres de Berthier. Soult adopta cet avis; mais Wellington, blessé de sa réserve extrême (2), refusa l'armistice et dirigea même une partie de ses forces sur Castelnaudary pour observer l'armée française, qu'il croyait prête à commencer une guerre civile.

Le même jour cependant arriva au quartier général de Soult une lettre du prince de Neufchâtel, avec injonction formelle de cesser les hostilités. En conséquence, le général comte Gazan se rendit le 17 à Toulouse, pour annoncer cette nouvelle à Wellington et lui renouveler la demande d'une suspension d'armes, avec promesse de la part du maréchal de reconnaître S. M. Louis XVIII. Le duc ayant accédé à cette proposition, un armistice en règle fut signé le 18. Le

(1) STOCQUELER, t. I, p. 329.

(2) Sherer fait observer que Wellington ne pouvait pas, sans alarmer l'esprit public, accorder un armistice à Soult aussi longtemps que celui-ci refusait de reconnaître le nouveau gouvernement.

lendemain, Soult envoya son adhésion au nouveau gouvernement. Le duc d'Albuféra avait déjà publié la sienne depuis le 14. Cependant il conserva vis-à-vis de Wellington une attitude hostile jusqu'à la conclusion de l'armistice séparé qu'il obtint de ce général, à la date du 18.

Lá conduite inexplicable de Suchet fut une des grandes causes de l'insuccès final de la campagne des Pyrénées. Déjà nous avons eu l'occasion de signaler cette conduite, et d'en faire ressortir les conséquences fâcheuses. Il nous reste à exposer ce que fit le maréchal depuis le passage de la Bidassoa.

Quand Wellington eut franchi ce cours d'eau, le duc d'Albuféra perdit complétement de vue sa jonction avec Soult. Cependant, à mesure que l'ennemi faisait des progrès sur le territoire français, cette jonction devenait plus urgente. Si elle avait eu lieu près de Bayonne, les deux maréchaux auraient pu rejeter Wellington au delà des frontières, puisque malgré la disproportion du nombre, Soult à lui seul tenait tête à toutes ses forces réunies.

Mais au lieu de soutenir cette armée, dont le sang coulait chaque jour, et sur laquelle reposait le sort du midi de la France, le maréchal Suchet resta inactif en Catalogne pendant quatre mois (1), avec 32,000 vieux soldats habitués à vaincre.

Du 29 novembre au 26 décembre 1813, son armée perdit 9,179 hommes, rappelés en France pour divers motifs : après ce départ, il lui restait encore 23,000 hommes disponibles pour les opérations actives, et cette force, jointe à celle de Soult devant Bayonne, eût été suffisante pour rejeter les alliés sur la rive gauche de la Bidassoa.

---

(1) Les mois d'août, septembre, octobre et novembre.

A la fin de janvier 1814, les armées des Pyrénées, d'Aragon et de Catalogne furent obligées de diriger de nouveaux détachements vers l'intérieur de la France. Le maréchal Suchet perdit ainsi 8,051 fantassins et 2,132 cavaliers. Avec les 13,000 hommes restant, il aurait pu compenser en partie les pertes de Soult; mais il était dit que pas un soldat de l'armée de Catalogne ne serait utilement employé dans cette malheureuse campagne.

Le duc de Dalmatie écrivit, le 9 février 1814, au ministre de la guerre et au maréchal Suchet pour leur faire sentir la nécessité d'évacuer la Catalogne, et de diriger *à marches forcées* toutes les troupes de cette province sur les Pyrénées occidentales. A cette lettre, le duc d'Albuféra répondit qu'il ne prévoyait pas qu'après avoir fourni les garnisons de Roses, Figuières, Perpignan, Port-Vendres, etc., il lui fût possible de disposer de plus de 2 à 3,000 hommes pour arrêter l'ennemi; et cependant, un mois plus tard, il détacha 9,661 hommes sur Lyon, conservant encore plus de 11,000 hommes, c'est-à-dire autant qu'il prétendait en avoir avant le départ de ce détachement.

Si la proposition faite par le maréchal Soult le 9 février (1) eût éte adoptée, les 13,000 hommes disponibles des armées d'Aragon et de Catalogne auraient pu faire leur jonction avant la bataille d'Orthez, laquelle se fût probablement décidée à l'avantage des Français. Wellington dès lors n'eut occupé ni Bordeaux, ni Toulouse; l'armée de réserve eût eu le temps de se former, et les conscrits auraient pu se rendre sous les drapeaux. Quelle différence entre cette situation et la situation réelle de Soult!

Après avoir échoué dans toutes ses tentatives pour réunir

---

(1) La lettre contenant cette proposition parvint à Suchet le 13 ; il aurait donc pu opérer sa jonction avec Soult avant la bataille d'Orthez.

les deux armées, le duc de Dalmatie prévint son collègue qu'il était décidé à livrer la bataille de Toulouse. Il l'invita en conséquence à diriger des troupes par l'Ariége sur les derrières de l'ennemi, afin d'inquiéter au moins ses communications, d'intercepter ses convois et de l'affaiblir en l'obligeant à faire un détachement considérable. Le maréchal Suchet, avec une persistance inouïe, allégua les mêmes raisons pour colorer son refus, et permit ainsi aux alliés de diriger toutes leurs forces contre Toulouse, où ils auraient pu et dû trouver les 10,000 hommes encore disponibles de l'armée de Catalogne...

Les discussions entre les deux maréchaux continuèrent jusqu'au dernier jour de la campagne. Le lendemain de la bataille de Toulouse, Soult proposa à Suchet de faire jonction à Carcassonne, pour de là se porter en avant et ramener le théâtre de la guerre sur la Haute-Garonne. A cette patriotique exhortation, le duc d'Albuféra répondit par lettre du 12, que l'état des routes ne lui permettait pas de se diriger sur l'Ariége, et que la diversion proposée sur les derrières de Wellington ne servirait qu'à désorganiser le peu de troupes qui lui restaient encore (1).

En présence de cette nouvelle preuve de mauvais vouloir, le duc de Dalmatie adressa à Suchet une dernière et bien triste lettre, sous la date du 14 avril :

« Je regrette, dit-il, bien vivement que vous n'ayez pas « jugé à propos de combiner nos opérations. Je crois que « vous êtes dans l'erreur au sujet des routes, ainsi que sur « l'effet que produirait un grand mouvement sur la Haute- « Garonne; mais, à moi seul, je ne puis l'entreprendre, et je « dois me soumettre à votre refus, quoique j'en déplore

(1) Nous avons trouvé plusieurs documents relatifs à ces discussions dans l'ouvrage du capitaine Choumara, qui jette une vive lumière sur cette question.

« les conséquences : plus tard, vous le reconnaîtrez (1)... »

L'histoire impartiale a donné raison au duc de Dalmatie. Le vainqueur de l'Aragon, de Lérida, de Tortose, de Tarragone et de Valence montra sans doute en Espagne un rare talent, un courage éprouvé, une grande probité administrative et une aptitude remarquable à diriger de vastes entreprises ; mais, aveuglé par l'amour-propre, il manqua au dernier moment de résolution et de patriotisme. Il est vraiment déplorable, honteux pour l'espèce humaine, que la crainte d'élever un rival en le rendant victorieux ait pu agir aussi fortement sur un homme de la valeur du duc d'Albuféra, et que tant de qualités, de talents, de services remarquables aient été impuissants à le préserver de l'atteinte des plus vulgaires et des plus misérables passions !

Lord Ellesmere (2) prétend avoir entendu dire par Wellington, que si les hostilités avaient continué après l'affaire de Toulouse, il se serait dirigé sur Paris. Déjà même tous les détails de cette opération avaient été réglés. Bayonne ne pouvant être enlevé par une attaque brusque, le général anglais avait résolu de faire bloquer cette ville par 40,000 Espagnols, pendant qu'il se serait porté avec le reste de l'armée au Nord, en s'appuyant à la mer et en s'assurant de quelques points sur la côte, pour rester en communication avec la Grande-Bretagne.

---

(1) Il faut noter que, le 15 mars, le ministre de la guerre avait écrit à Suchet « *de combiner de plus en plus* ses opérations avec celles du maréchal Soult et de lui prêter l'appui qu'exigeaient des circonstances aussi critiques. » Cette lettre parvint à Suchet le 22, au plus tard. Le même jour, Soult écrivit à son collègue pour lui annoncer que le surlendemain (24) il espérait arriver à Toulouse avec toute son armée, bien résolu à défendre cette position énergiquement.

L'ensemble de ces circonstances ne nous permet pas d'admettre, avec le colonel Koch, (t. III, p. 661 et suivantes), que Suchet, en agissant comme il fit, se conforma aux ordres de l'empereur. Le duc d'Albuféra avait carte blanche, et rien ne l'empêchait de secourir Soult.

(2) *Life and character*, etc., p. 35.

La prise de Toulouse fut le dernier épisode remarquable de la campagne des alliés en France (1). Bientôt, les régiments espagnols et portugais rentrèrent dans leur pays. La cavalerie anglaise fut embarquée à Boulogne, et l'infanterie à Bordeaux. Une partie seulement de cette dernière retourna en Angleterre; l'autre fut lancée étourdiment contre les redoutes de la Nouvelle-Orléans, et plusieurs régiments allèrent périr dans les rizières d'Antigua.

Wellington ressentit un profond chagrin de la dispersion de cette brave armée, avec laquelle il pouvait, suivant ses propres expressions, *tout entreprendre et tout oser*. Elle comptait encore dans ses rangs les soldats de Vimeiro et de Talavera. Jamais l'Angleterre n'avait eu de pareilles troupes. « C'étaient, comme le remarque Napier, les Macédoniens d'Alexandre à Arbelles, les Africains d'Annibal à Cannes, les Romains de César à Pharsale et la garde de Napoléon à Austerlitz! »

Le duc d'Albuféra sortit de l'Espagne avec les restes de son armée dans le courant du mois d'avril, après avoir fait sauter les fortifications de Roses. Il ne laissa de garnisons qu'à Figuières, Hostalrich, Barcelonne, Tortose, Benasque, Murviédro et Peniscola; mais, en vertu du traité signé le 19, toutes ces places furent évacuées et remises aux troupes du roi Ferdinand.

Ainsi, après sept années de luttes ardentes, la Péninsule se trouva complétement délivrée, grâce à l'appui de l'Angleterre, au génie prudent de Wellington, à la bravoure admirable de ses troupes et au patriotisme trop exalté peut-être, mais très-glorieux cependant de la nation espagnole.

---

(1) La lutte cependant ne finit pas sur tous les points après cette bataille. Ainsi, les troupes de Clinton en Catalogne, et celles de Hope occupées à faire le siége de Bayonne ne furent informées que postérieurement de l'abdication de l'empereur, de sorte que là aussi il y eut du sang inutilement répandu. La garnison de Bayonne ne connaissant pas les événements de Paris, tenta, le 14 avril, une sortie générale, qui mit 912 Français et 843 alliés hors de combat. Le brave général Hope fut blessé et fait prisonnier.

La campagne de France mit le sceau à la gloire de Wellington et fit ressortir ses talents militaires, non moins que son intelligence politique.

Avec 60,000 Anglo-Portugais, il avait obtenu plus de succès au Midi que les souverains alliés avec un demi-million de soldats sur les frontières du Nord et de l'Est; et cependant l'armée de Soult était plus forte, au 10 novembre 1813, que celle avec laquelle Napoléon livra la bataille de Brienne! Ce simple rapprochement suffit pour établir la supériorité des combinaisons militaires du duc de Wellington (1). Mais il est une autre supériorité qu'il a droit de revendiquer, c'est celle qui résulte de sa conduite libérale à l'égard de la nation française. Tandis que les alliés, au Nord et à l'Est, molestaient les habitants et laissaient des traces de leur haine barbare jusque sur les monuments publics, le héros de la Péninsule donnait au midi de la France l'exemple du respect des individus et des propriétés.

Jamais troupes n'eurent autant de ménagement pour leurs compatriotes que les soldats de Wellington en montrèrent pour une nation avec laquelle cependant ils étaient en guerre. Ce sera toujours un des plus beaux titres de gloire de l'armée britannique et de son illustre chef!

On estime que la guerre de la Péninsule a coûté à l'Angleterre plus de 100 millions de livres sterling, non compris les subsides considérables qu'elle fournit aux gouvernements d'Espagne et de Portugal (2). Il faudrait toutefois, pour réduire

---

(1) Wellington, dans sa *lettre* du 11 janvier 1814, *à lord Bathurst*, signala quelques-uns des vices du plan d'opération des alliés. Les critiques militaires ont depuis confirmé ces observations.

(2) On lit dans une note adressée en juin 1812 par Henri Wellesley au gouvernement espa-

ces sacrifices à leur juste valeur, mettre en balance le remboursement successif des avances du trésor, opéré en lettres de change, valeurs reçues d'Amérique, ou en rescriptions délivrées sur les caisses publiques du Pérou et du Mexique, qui, en général, furent exactement payées. Il faudrait en outre tenir compte des débouchés nombreux que la guerre ouvrit à l'industrie et au commerce anglais dans toute l'Amérique, aussi bien que dans la Péninsule, débouchés qui seraient restés fermés, si les Espagnols ne s'étaient pas soulevés contre Napoléon (1).

Quoiqu'il en soit, jamais l'Angleterre ne fit un pareil effort sur le continent. Ses troupes livrèrent dix-neuf batailles rangées et un grand nombre de combats, tous honorables pour elles, et presque tous décidés en faveur de la cause espagnole; elles prirent quatre places importantes et soutinrent le siége de plusieurs autres (2); elles tuèrent, blessèrent et firent prisonniers environ 200,000 Français; enfin elles laissèrent 40,000 des leurs sur les divers champs de bataille (3); témoignages irrécusables d'héroïsme, de persévérance et de résignation.

La flotte anglaise inquiéta l'ennemi par de continuelles descentes sur les côtes; et nonobstant ces sacrifices, la Grande-Bretagne eut encore à pourvoir à tous les besoins de l'armée portugaise, dont l'organisation et la discipline étaient l'œuvre de ses seuls officiers.

---

gnol : « Les frais de l'armement des troupes de terre et de mer de la Grande-Bretagne pour la Péninsule ne s'élèvent pas à moins de 17,000,000 de livres sterling par an, à laquelle somme il faut ajouter le secours annuel de 2,000,000 de livres au Portugal et de 1,000,000 à l'Espagne, en lettres de change tirées sur la trésorerie anglaise, pour armes, préparatifs, etc., etc.

(1) TORÉNO, t. V, p. 166.

(2) Les siéges entrepris et soutenus par l'armée anglaise sont au nombre de dix.

(3) Le nombre total des malades et des blessés qui passèrent par les hôpitaux du Portugal de 1808 à 1814 s'élève à 360,000 hommes. (*James M'Gregor's Evidence before the house of commons.*) Il y eut dans certains moments 20,000 hommes à la fois dans les hôpitaux; ce résultat tenait à l'intempérance des soldats anglais, aux influences délétères du climat (notamment dans l'Estramadure) et un peu aussi à la mauvaise organisation du service sanitaire.

Quant aux armées d'Espagne, Wellington fut obligé de leur fournir des vivres, des armes, des munitions et des objets de toute espèce, chaque fois qu'il voulut en tirer parti; c'est ce que prouvent notamment les campagnes de 1812, 1813 et 1814, les seules où les troupes nationales aient obtenu quelques succès.

CHAPITRE XIV.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

SUR

LA GUERRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE XIV.

SOMMAIRE :

Considérations générales sur la guerre d'Espagne. — Causes de faiblesse de l'armée française. — Inconvénients du système qui consiste à nourrir la guerre par la guerre. — Caractère du roi Joseph ; sa prévoyance politique ; son insuffisance militaire. — Joseph prédit l'insuccès de la guerre d'Espagne. — Napoléon s'obstine à croire son frère mal informé. — Il méconnaît l'autorité du roi et lui ôte tout prestige. — Les liens de la discipline se relâchent. — Joseph n'a aucune influence, et Jourdan, son major-général, est placé dans une position inférieure à celle que son rang et ses anciens services lui assignaient. — Mésintelligence entre le roi et l'empereur. — Anarchie du commandement. — Indiscipline de l'armée entretenue par les réquisitions. — Vices radicaux du système de guerre des Français. — Création des gouvernements militaires séparés ; fâcheux résultats que cette mesure produit. — Inconvénients de la direction éloignée que l'empereur donne à la guerre en transmettant ses ordres de Paris et du fond de l'Allemagne. — Guérillas : embarras qu'elles suscitent à l'armée française. — Le gouvernement espagnol, la régence portugaise et le cabinet de Londres opposent de nombreuses entraves à l'action du général en chef. — Wellington ne trouve pas dans son armée toutes les ressources nécessaires. — État de cette armée. — Mauvaise organisation des divers services. — Négligence et incapacité des officiers. — Situation déplorable du matériel. — Services que rendent à Wellington les guérillas, la flotte, le camp retranché de Lisbonne, etc. — Mobilité de l'opinion publique en

Espagne. — Faiblesse des armées nationales. — Incapacité des généraux nommés par les juntes. — Les guérillas n'eurent pas l'influence qu'on leur attribue généralement. — Excès qu'elles commirent. — Fautes des généraux français.—Fautes de l'empereur.—Causes finales de l'insuccès des armées françaises en Espagne.

Nous venons de voir comment se termina, après sept années de luttes continuelles, cette mémorable guerre d'Espagne, si fatale à l'empereur et si glorieuse pour l'armée britannique. Ce sera l'éternel honneur de Wellington d'avoir soutenu et mené à bonne fin cette vaste entreprise, dans un moment où Napoléon écrasait l'une après l'autre toutes les nations de l'Europe. Mais comme le succès en aucune chose n'est l'œuvre du hasard, nous devons, en historien consciencieux, faire la part des circonstances qui permirent à une armée, rarement supérieure à 50,000 hommes, de délivrer un territoire occupé par 2 à 350,000 soldats aguerris, commandés par les meilleurs généraux de l'empire.

Les Français eurent à lutter dans la Péninsule contre d'immenses difficultés, qui balancèrent en quelque sorte l'avantage résultant de leur grande supériorité numérique. La principale de ces difficultés fut la résistance de la nation espagnole, dont le patriotisme se réveilla tout à coup, et dont les passions, fortement surexcitées par la conduite déloyale de Napoléon, se déchaînèrent avec une violence extrême. Pour corriger les Espagnols de leur barbarie, il fallut devenir aussi barbare qu'eux-mêmes. La lutte prit ainsi dès l'origine un caractère d'atrocité qui faussa la discipline et altéra profondément le sentiment militaire.

Le système de nourrir la guerre par la guerre, adopté par l'armée française, ne fut pas de nature à calmer ces ressentiments : il donna lieu en effet à des actes de violence et de brigandage, d'autant plus faciles à commettre qu'à l'approche de l'ennemi, toutes les autorités locales pre-

naient la fuite. Ces maraudages, chaque jour renouvelés, produisirent une irritation profonde, qui bientôt fut suivie d'une explosion de haine et de colère impossible à décrire.

L'Espagnol, naturellement orgueilleux et vindicatif, ne pardonne pas, et sa vengeance ne recule ni devant le danger ni devant le crime. Au reste, le système des réquisitions, fort commode dans un pays que l'on ne fait que traverser, offre de graves inconvénients pour subvenir aux besoins d'une armée d'occupation. Il épuise les zones stratégiques, et par là force l'armée envahissante à parcourir, en cas d'insuccès, des provinces complétement dévastées; — il rend la concentration des troupes pour une opération de quelque durée impossible; — il nécessite la formation de cantonnements étendus qui exposent les généraux à être battus séparément; — il oblige les corps d'armée à envoyer de si forts détachements en maraude, que souvent ils ne peuvent opposer à une attaque imprévue que la moitié de leur effectif; — il expose journellement le soldat à des luttes meurtrières qui le rebutent d'autant plus vite qu'elles ne lui procurent ni gloire ni avantage durable; enfin, il relâche les liens de la discipline et engendre des habitudes de brigandage, incompatibles avec les sentiments et les devoirs militaires (1).

L'armée française en Espagne fut non-seulement obligée de se procurer par voie de réquisition ses vivres et ses fourrages; elle eut encore à pourvoir de cette manière à tous les autres besoins de son administration (2). Ainsi la solde des troupes, les achats de chevaux et de matériel étaient à sa

(1) Nous en citerons pour preuves les désordres qui signalèrent l'expédition de Masséna et la retraite de l'armée française, après Salamanque. A propos de cette dernière, le général Clausel écrivit, le 18 août 1812, au ministre de la guerre : « L'armée manque de tout... elle a « un esprit abominable. Je suis cependant parvenu à arrêter les premiers désordres. Plus « de 50 soldats ont été jugés prévôtalement et exécutés : l'exemple a produit un bon effet... « Depuis, j'ai eu la satisfaction de voir l'armée marcher en bon ordre; les habitants et leurs « maisons respectés, et beaucoup moins de pillage qu'auparavant. »

(2) Wellington a fait la remarque que, dans le budget de 1809, la somme portée pour les

charge. C'est ce qui obligea le roi à disperser continuellement ses forces pour mettre tout le pays à contribution, nécessité fâcheuse qui, entre autres fautes, provoqua l'invasion de l'Andalousie (1), dans un moment où Wellington avait encore toute son armée réunie en Portugal (2).

Le maréchal Jourdan caractérise assez bien ce système d'occupation étendue dans ses *Mémoires* manuscrits, cités par M. Thiers et reproduits en grande partie dans les *Mémoires de Joseph* : « Plus les revers, dit-il, essuyés par les armées espagnoles étaient grands, plus les populations se montraient disposées à se soulever et à prendre les armes, *plus les Français gagnaient du terrain, plus leur position devenait dangereuse.* »

A cette grande cause de faiblesse : l'obligation de disperser l'armée pour vivre et la difficulté de la réunir pour combattre, il faut joindre deux autres causes qui agirent d'une manière tout aussi défavorable sur l'ensemble des opérations. Ce sont le manque d'un général en chef capable de donner une impulsion vigoureuse à la guerre, mais surtout la création de gouvernements militaires séparés, mesure qui affaiblit l'autorité du roi et engendra des inimitiés profondes entre les maréchaux.

Joseph, quoique doué de qualités précieuses, n'avait rien de ce qui fait les bons rois et les grands capitaines. Il manquait de résolution, d'activité, de vigueur. Sans

---

hôpitaux d'Espagne était plus grande que celle exigée pour l'ensemble de l'établissement militaire de la France, preuve que la guerre était pour Napoléon une ressource financière et non une dépense.

(1) Quand Joseph envahit l'Andalousie, son armée était sans solde depuis treize mois. Nous avons prouvé, du reste, dans un des chapitres précédents, que la responsabilité de l'invasion de l'Andalousie tombe sur Napoléon et non sur le roi d'Espagne.

(2) Quelques écrivains ont voulu justifier la dispersion des corps français par la nécessité de soumettre les provinces révoltées. Au point de vue politique, cette nécessité pouvait exister, mais au point de vue militaire, on ne peut pas l'admettre. Il fallait, avant de songer à soumettre l'Espagne, la débarrasser des Anglais ; or, rien n'était plus contraire à ce but que la dispersion des corps d'armée.

expérience de la guerre et sans aucun des dons naturels qui la suppléent, il se trouvait comme général en chef dans les conditions les plus fâcheuses. « Il ne savait pas, dit M. Thiers, embrasser l'ensemble de sa position ni mettre d'accord les intérêts de l'armée française et ceux du gouvernement espagnol. »

Sa tâche, à la vérité, était si vaste qu'un homme de génie peut-être y aurait succombé. L'historien du consulat et de l'empire n'a pas assez tenu compte de cette difficulté en jugeant le roi, et nous croyons même qu'il a été injuste au plus haut degré, en affirmant que Joseph manqua de *pénétration politique.*

Comme notre but est de rechercher toutes les causes qui ont agi sur le dénoûment de la guerre de la Péninsule, on ne trouvera pas mauvais que nous entrions dans quelques détails pour combattre cette opinion, assez généralement admise par les historiens français. Nous prouverons que si les armées impériales ont essuyé tant de revers en Espagne, et que si cette contrée est devenue, selon l'expression même de Napoléon, *le cancer de l'empire,* la faute en est à l'empereur qui, malgré les avertissements de la fortune et les conseils de la prudence, si souvent rappelés par ses amis les plus dévoués, entreprit et continua jusqu'au bout cette guerre déloyale, injuste, condamnable à tous les points de vue.

Le roi Joseph ne montra jamais beaucoup d'enthousiasme pour la conquête de l'Espagne; s'il accepta la couronne de Charles IV, ce fut moins par ambition que par déférence pour son frère. Le trône de Naples eût suffi à son bonheur, et bien que la modestie dont il faisait parade ne fût pas exempte d'affectation, on voit par sa correspondance que maintes fois, durant son règne tourmenté, il aspira après les douces émotions de la vie domestique.

Les soucis du trône n'allaient point à sa nature indo-

lente et quelque peu sensualiste. « Chaque animal, écri-« vait-il à l'empereur (1), a son instinct qu'il doit suivre. Je « serai roi comme le doit être le frère et l'ami de Votre « Majesté, ou je retournerai à Mortefontaine, où je ne de-« manderai rien que le bonheur de vivre sans humiliation, « et de mourir avec la tranquillité de ma conscience..... « Quarante années de vie ne m'ont rien appris que ce que « j'ai su à tout âge : *tout est vanité;* il n'y a de vrai que la « bonne conscience et l'estime de soi-même. »

Ses lettres à sa femme sont remplies des mêmes sentiments : « Je n'ai pas besoin de couronne, lui dit-il, pour être « homme (2), et je me sens assez grand par moi-même pour « ne pas vouloir monter sur des échasses. »

Le 8 août 1810, il écrivait à son frère : « Je prie Votre « Majesté de trouver bon que je me réunisse à ma famille, « dont je suis séparé depuis six ans, et que je retrouve dans « l'obscurité domestique des affections et un calme que le « trône m'a fait perdre, sans m'avoir rien donné en échange, « puisque ce n'est pour moi qu'un lieu de supplice... »

Ainsi, la couronne d'Espagne que Louis avait rejetée avec dédain, Joseph ne l'accepta et ne la conserva qu'avec répugnance. Quant au succès final de la guerre, on peut dire que le roi n'y crut jamais, et que dès le premier jour il précisa les causes qui la feraient échouer. Ce fait est trop important pour qu'il ne soit pas nécessaire de l'établir par quelques extraits significatifs.

A peine le nouveau roi eut-il franchi les Pyrénées qu'il écrivit de Vittoria à l'empereur (3) : « Personne n'a dit jus-« qu'ici toute la vérité à Votre Majesté. Le fait est qu'il n'y « a pas un Espagnol qui se montre pour moi, excepté le

---

(1) 19 février 1809.
(2) *Lettre à Julie*, 8 novembre 1809.
(3) 12 juillet 1808.

« petit nombre de personnes qui ont assisté à la junte et « qui voyagent avec moi. Les autres, arrivés ici et dans les « autres villes avant moi, se sont cachés, épouvantés par « l'opinion unanime de leurs compatriotes. »

Napoléon ayant trouvé de l'exagération dans ce langage, Joseph insista en ces termes (1) : « La besogne taillée est très- « grande; pour en sortir avec honneur, *il faut des moyens* « *immenses* (2). La peur ne me fait pas voir le double...., « et je ne suis pas épouvanté de ma position; mais elle est « unique dans l'histoire : je n'ai pas ici un seul partisan. »

L'on voit déjà dans cette lettre le jugement droit et la clairvoyance politique de Joseph aux prises avec l'aveugle obstination de l'empereur, qui semblait décidé à ne tenir aucun compte des avis inspirés par le bon sens et le dévouement de ses serviteurs. Ainsi, après la réception de la lettre si profondément triste que nous venons de citer, Napoléon écrivit à son frère : « Portez-vous bien; ayez courage « et gaieté, et ne doutez jamais d'un plein succès (3). » Conseil étrange, auquel Joseph répondit avec une conviction de plus en plus ferme : « Des vieilles troupes et des millions, « sans quoi nous ne conserverons pas l'Espagne (4)... » Jusqu'à la fin de la guerre, la correspondance échangée entre les deux souverains présenta ce même contraste : excès de confiance chez l'un; appréhensions vives et justifiées chez l'autre. Presque toutes les lettres de Joseph ont un cachet prophétique. Dès le 24 juillet 1808, il avait fait entendre à son frère ces paroles alarmantes : « Les honnêtes gens « ne sont pas plus pour moi que les coquins. Non, Sire,

---

(1) Lettre du 18.

(2) Déjà le 13 juillet, le roi avait écrit : « Je répète à Votre Majesté qu'elle ne saurait faire « trop d'efforts pour pacifier l'Espagne. Il faut des troupes et de l'argent. » Cette recommandation se trouve dans plus de vingt endroits de la correspondance de Joseph.

(3) *Lettre* du 21 juillet. Dans celle du 19, il exprime la même pensée : « Ne doutez pas un « instant que les choses finiront mieux et plus promptement que vous ne pensez. »

(4) *Lettre* du 23 juillet, *à l'empereur*.

« vous êtes dans l'erreur, *votre gloire échouera en Espagne!* » Et le 18 juillet 1809, toujours à son frère : « Je crois que « cela finira mal, et très-mal. » Et l'année suivante à sa femme Julie (1) : « Si l'on continue dans le système com- « mencé en février (2), toute l'Espagne sera bientôt une « ardente fournaise d'où personne ne sortira avec honneur. » Et le 4 juillet 1813, au ministre Clarke : « La pacifica- « tion de l'Espagne par la force des armes est impossible ; « je ne puis que répéter aujourd'hui ce que je dis depuis « longtemps (3). »

Cette opinion, reproduite à chaque page de la correspondance du roi, malgré l'opinion contraire de Napoléon, est certainement une preuve de jugement et de clairvoyance politique. Mais nous avons d'autres preuves encore à citer, qui toutes infirment l'arrêt iujuste porté contre Joseph par l'historien du consulat ct de l'empire. La correspondance du roi atteste en effet, que non-seulement ce prince a signalé la plupart des fautes commises durant la guerre, mais qu'il a de plus indiqué parfaitement les moyens propres à rendre la nation espagnole docile au joug de la France.

Il s'éleva d'abord avec une grande force contre la prétention de soumettre avec 80,000 hommes de jeunes troupes une monarchie de 10,000,000 d'habitants, qui, au moment de l'invasion, avait encore 50,000 hommes de troupes régulières.

---

(1) *Lettre* du 21 août 1812.

(2) Celui des grands commandements séparés qui eut de si funestes résultats.

(3) C'est ici le lieu de faire observer que cette opinion fut soutenue, dès le premier jour, par les Espagnols de distinction qui s'étaient rangés du côté de Joseph. Nous en trouvons une preuve remarquable dans l'extrait suivant d'un *Rapport* du 2 août 1808, signé par cinq ministres du roi : « Nous ne concevons que la possibilité de l'un de ces trois résultats : *renoncer*, « *négocier* ou *conquérir*..... La conquête de l'Espagne est impossible..... Elle donnerait lieu à « des siècles de guerre, tels que les Romains en éprouvèrent pour la même entreprise..... « Mais les Romains furent favorisés par des discordes intestines, et Votre Majesté voit cet « étonnant accord d'une résistance ouverte ou cachée, cette interceptation unanime d'avis, « de communications et de fonds ; elle voit que la force ne possède que l'espace qu'elle foule, « qu'à deux pas on l'élude ou la brave, etc. »

Il fit ressortir tous les inconvénients du système de réquisition à l'aide duquel Napoléon persistait à vouloir entretenir son armée dans la Péninsule.

Il représenta à diverses reprises qu'il fallait traiter la nation avec douceur et justice, pour la rendre favorable au nouveau gouvernement;—qu'il était nécessaire d'entourer le pouvoir royal de plus d'autorité et de prestige; —que le commandement de l'armée serait incompatible avec l'exercice du pouvoir suprême, du moment que cette armée ne pourrait vivre qu'en ravageant et en pillant le pays;—que, dans tout état de choses, il convenait que l'autorité militaire fût unique comme l'administration;—enfin, qu'il était de bonne politique de donner les emplois civils à des Espagnols plutôt qu'à des Français, les uns mal disposés, les autres complétement ignorants des besoins, du caractère, des intérêts de la nation soumise. Guidé par ces inspirations, hautement avouables, et convaincu qu'il fallait pour rattacher l'Espagne à la France la gouverner avec douceur, Joseph se montra l'ennemi de toutes les violences particulières et de toutes les injustices collectives qu'on voulait commettre. L'empereur avait beau lui dire *tout est moral à la guerre* (1), son âme se révoltait contre ce qui était barbare ou déloyal. Il blâma hautement les excès commis par Murat, à Madrid, dans la journée du 2 juillet (2); et il se montra ennemi des représailles sanglantes au point de résister aux ordres précis de Napoléon, qui lui écrivit coup sur coup, au commencement de l'année 1809 : « Faites donc pendre une douzaine d'individus à « Madrid (3)... je trouve ridicule qu'on livre les *brigands* à « la justice; on doit les traduire devant une commission

(1) *Lettre* du 10 octobre 1809.
(2) Il écrivit le 24 juillet à Napoléon : « Tout ce qui a été fait ici le 2 juillet est odieux; on « n'a eu aucun des ménagements qu'il fallait avoir pour ce peuple... »
(3) *Lettre* du 11 janvier 1809.

« militaire et les faire pendre (1)... Il faut nommer une com-
« mission militaire pour faire juger de nouveau les trente
« coquins acquittés ou seulement condamnés à la prison
« par la cour des alcades : faites fusiller les coupables... Je
« ne suis pas content de la police de Madrid ; Belliard est
« trop faible avec les Espagnols ; il faut être sévère. J'ai fait
« arrêter à Valladolid quinze des plus méchants, et je les
« fais fusiller. Faites-en arrêter trente à Madrid... Quand
« on la traite avec douceur, cette canaille se croit invulné-
« rable. Quand on en pend quelques-uns, elle commence à
« se dégoûter du jeu et devient soumise et humble comme
« elle doit être, etc., etc. (2) »

Si Joseph n'a pas réussi en Espagne, il a du moins le mérite d'avoir résisté aux ordres barbares de son frère qui, vraisemblablement, n'auraient servi qu'à rendre sa chute plus odieuse.

Le roi condamna avec la même énergie le projet de morceler le territoire espagnol, pour étendre la France jusqu'aux rives de l'Èbre, ainsi que le projet de former, en vue de ce morcellement, des provinces administrées et commandées séparément.

Enfin, Joseph eut à essuyer, pendant toute la durée de son règne, les reproches les plus durs et les accusations les plus injustes, parce qu'il ne savait pas arracher assez d'argent aux Espagnols. Napoléon aurait voulu qu'il pressurât la nation et qu'il se montrât sur toutes choses aussi impitoyable que l'avaient été certains généraux. Voilà ce qui rendit la position du roi si fausse, son autorité si nulle, son influence si faible et son administration si stérile, qu'il put dire lui-même vers la fin de la guerre : « Je n'ai

(1) *Lettre* du 15 janvier. Napoléon emploie toujours le mot *brigands* pour désigner les patriotes révoltés contre la France.
(2) 10 janvier 1809.

« fait aucun bien et je n'ai pas l'espoir d'en faire jamais (1)...
« Il est impossible d'être roi d'Espagne et commandant en
« chef de l'armée française... On doit finir par n'être ni l'un
« ni l'autre (2)... »

Cependant, au milieu de ses bonnes intentions et de ces éclairs de bon sens politique, le roi avait des moments de faiblesse et d'irrésolution qui le rendaient impropre au gouvernement d'une nation violemment agitée. Ce n'était pas l'homme des temps difficiles et des situations désespérées. Il ne savait ni prendre un parti extrême, ni se faire obéir promptement, ni communiquer ses sentiments aux personnes avec lesquelles il se trouvait en contact. Napoléon, connaissant ces imperfections, aurait dû s'attacher à les masquer par ses conseils d'abord, ensuite par les témoignages extérieurs d'une confiance qui eût donné au trône de son frère le prestige dont il avait besoin pour frapper l'imagination ardente des Espagnols. Or, loin de suivre cette sage ligne de conduite, l'empereur s'attacha, dès les premiers jours, à prouver que Joseph n'était qu'une ombre de roi, et qu'il le tenait dans une dépendance plus étroite que celle où végéta Philippe V sous le protectorat de Louis XIV.

A peine entré en Espagne, Joseph, aux prises avec Savary, dont les pouvoirs étaient considérables, dut écrire à l'empereur : « Est-ce moi ou lui qui a le droit de commander (3) ? »

Mais cette humiliation n'était rien auprès de celles qu'il eut à dévorer quand Napoléon vint se mettre à la tête de l'armée d'Espagne. De prime abord, l'empereur affecta de laisser le roi à l'arrière-garde (4), injure que celui-ci ne

---

(1) 23 mars 1812, *à Napoléon*.

(2) *Lettre* du 4 juillet 1813, *au général Clarke*.

(3) *Lettre* du 19 juillet 1808.

(4) M. Thiers attribue la conduite de l'empereur, dans cette circonstance, à des raisons de haute politique et presque de bienveillance. « Napoléon, dit-il, voulut assumer sur lui l'odieux de la guerre, et laisser à son frère le beau rôle de la douceur. » Mais quand on lit

crut pas devoir accepter en silence : « Sire, écrivit-il (1), je « me suis trouvé bien déplacé à Vittoria et ici (à Miranda) « après votre départ; un sentiment invincible, plus fort que « toutes les considérations humaines, me dit que je ne dois « pas me trouver sur les derrières de l'armée. L'Espagne et « la France, et moi-même, tout veut que je sois au poste de « l'honneur; c'est celui du danger et l'école où je dois me « trouver. Il n'est pas de danger pour moi où il en est pour « Votre Majesté. Sa tête est plus précieuse que toute autre « chose et, quand elle veut l'exposer, le prince son frère, « qu'elle fait roi, se tiendrait hors de péril! Cet homme « serait déshonoré, et il ne serait ni votre frère, ni Français, « ni Castillan !... J'ai vu sur le visage de mes propres mi- « nistres, ce matin, leur étonnement de me voir à Vittoria « quand Votre Majesté était aux avant-postes... J'ai tou- « jours été avec les corps agissants de l'armée, et ce n'est « pas aujourd'hui que je me traînerai misérablement, comme « un roi *fainéant* ou un administrateur, à trois marches « de l'armée... »

Nonobstant cette énergique protestation, Napoléon affecta, pendant son séjour à Madrid, de ne mêler le nom du roi à aucune des résolutions qu'il prit dans l'intérêt de sa conquête.

Joseph, voyant qu'on lui refusait obstinément l'occasion de se distinguer par la guerre, et qu'on poussait l'oubli des convenances jusqu'à écarter toute allusion à son autorité politique dans des mesures qui le concernaient, voulut renoncer à une couronne qu'il ne pouvait garder qu'au prix de tant d'humiliations et de sacrifices (2) ! Mais, soit faiblesse,

---

avec attention la correspondance des deux souverains, on ne peut pas admettre cette explication. (Voir pour de plus amples détails, les *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 200 et 201.)

(1) Miranda, 10 novembre 1808.

(2) Voici la lettre qu'il écrivit à l'empereur, le 8 décembre 1808 : « Sire, M. Urquijo me

soit soumission, il abandonna presque aussitôt cette résolution, que son bonheur intime et sa dignité personnelle lui avaient inspirée. Toutefois, à partir de ce moment, l'autorité morale du souverain se trouva considérablement affaiblie, non-seulement aux yeux de ses sujets, mais encore aux yeux des soldats et des généraux français.

De là ces germes d'opposition qui bientôt se développèrent dans l'armée, et produisirent le relâchement de la discipline.

L'empereur lui-même porta un rude coup à « cette reine des armées, » en écrivant directement aux généraux Belliard, Bessières et Monthion qu'il désapprouvait les opérations ordonnées par le roi après l'affaire de Baylen (1), et en permettant à son major-général Berthier de correspondre directement avec les chefs des corps détachés, qui opposaient sans cesse la volonté de l'empereur à celle du commandant en chef de l'armée d'Espagne. Au reste, ce titre ne fut jamais pour Joseph qu'une lettre morte : « Le « clergé et les habitants me demandent protection, écrivit-il à l'empereur (pendant que celui-ci était encore en Espagne) (2); mais, en vérité, ai-je le droit de disposer d'un « soldat?... Je vois tous les désordres sans en pouvoir réprimer aucun... Je n'ai pas l'autorité d'un sous-lieutenant. « Mérité-je par mon caractère d'être la fable de l'armée, « dans un pays où je serai le roi ? »

« Napoléon se plaisait à répéter autour de lui, dit l'auteur des *Mémoires de Joseph* (3), que son frère n'était pas soldat,

---

« communique les mesures législatives prises par Votre Majesté. La honte couvre mon front « devant mes prétendus sujets. Je supplie Votre Majesté de recevoir ma renonciation à « tous les droits qu'elle m'avait donnés au trône d'Espagne. »

(1) Voir la lettre du 23 août 1808, où Joseph se plaint de ce fait à Napoléon. Voir encore la lettre du 22 septembre de la même année, contenant le passage suivant : « C'est toujours la « volonté de Votre Majesté qu'on oppose à la mienne. Je prie Votre Majesté de ne donner « des ordres qu'à moi, et je les ferai exécuter. »

(2) Briviesca, 10 novembre 1808.

(3) T. VI, p. 7, 8 et 9. L'opinion de cet écrivain est formée d'après celle du maréchal Jourdan, dont il a compulsé les *Mémoires inédits*. Nous faisons cette remarque une fois pour toutes.

et qu'il n'entendait rien à la guerre. A son entrée en Espagne, au lieu de le tenir auprès de lui, de l'entourer d'une grande considération aux yeux des troupes dont il était destiné à devenir le chef, il l'avait relégué à la suite de l'armée.

« Les fâcheuses impressions que ces discours et cette conduite produisirent sur l'esprit des généraux et des officiers ne pouvaient plus s'effacer, quand même le roi aurait été revêtu de l'autorité la plus absolue; car, chez les militaires, l'obéissance et le dévouement sont proportionnés au degré de confiance qu'ils accordent à leur chef. Quelle énergie le roi pouvait-il déployer dans son commandement, lorsqu'il savait que ses subordonnés se croyaient bien supérieurs à lui, en talents et en expérience militaires?

« N'était-il pas évident que, quand il leur prescrirait des opérations qu'ils n'approuveraient pas, ils les exécuteraient mollement, si tant est qu'ils consentissent à obéir? Ne pourraient-ils pas dire au surplus pour se justifier auprès de l'empereur en cas de revers : « Je désapprouvais ce projet; « j'ai dû obéir! C'est la faute du roi et non la mienne? »

« Pour prononcer sur ces discussions, ce qui, du reste, n'aurait remédié à rien, l'empereur aurait-il mis de côté toute prévention contre son frère? Cela n'était pas admissible, et l'on a vu qu'effectivement cela ne fut pas. Joseph restait donc chargé d'une immense responsabilité envers Napoléon, tandis que celle des maréchaux envers lui était complétement illusoire... »

Le maréchal Jourdan, chef d'état-major de Joseph, placé auprès de ce prince pour le seconder, l'aider de ses conseils, était, lui aussi, dans une fausse position; son mérite et ses services antérieurs n'avaient pu le sauver d'une disgrâce, et l'empereur, pour nous servir des expressions de M. Thiers, « avait l'habitude d'être injuste à son égard. »

Tout ce qu'il faisait était critiqué avec amertume. On

l'avait même placé à dessein dans un état d'infériorité morale vis-à-vis des autres maréchaux, ses collègues (1). Ces derniers, en effet, avaient tous obtenu le titre de duc avec de riches dotations : Jourdan seul était resté dans une position modeste. Les maréchaux devaient naturellement attribuer à leur mérite les honneurs et les bienfaits dont l'empereur les comblait, et avoir une mince opinion du collègue qui se trouvait, malgré ses anciens services, privé de ces avantages. Ainsi fut détruite à l'avance l'autorité qu'aurait dû avoir sur eux l'organe des volontés du roi ; et cependant, c'était sur Jourdan que Napoléon faisait peser la responsabilité des opérations quand le succès ne répondait pas à ses désirs.

Aux inconvénients produits par ce défaut de confiance et d'harmonie entre le roi, son major-général et les maréchaux commandant les corps d'armée, il faut ajouter ceux résultant de l'impossibilité où se trouvait le général en chef de récompenser les militaires qui se distinguaient.

D'autre part, les officiers et les soldats envoyés en Espagne ne tardaient point à s'apercevoir qu'on les négligeait complétement, tandis que leurs camarades des autres armées recevaient des décorations, des grades et des récompenses de toute espèce.

Bientôt le dégoût et le découragement s'infiltrèrent dans les meilleurs corps, et l'Espagne devint une terre proscrite, d'où chacun cherchait à s'éloigner pour aller combattre sous les yeux de l'arbitre suprême des fortunes militaires (2).

---

(1) En 1810, il fut rayé sans motif de la liste des maréchaux, bien qu'il eût le droit d'en faire partie, et qu'il exerçât un commandement difficile. Joseph ne put rien obtenir pour cet honnête et loyal serviteur, qui lui rendait les plus grands services.

(2) L'armée de Suchet seule obtenait des récompenses, parce qu'ayant affaire uniquement aux troupes espagnoles, elle remportait plus de succès que les autres armées. Le général Jomini fait observer, avec raison, qu'une guerre où les moindres dangers que les soldats eussent à courir furent ceux du champ de bataille, devait répugner à des hommes que l'empereur avait habitués à vaincre dans les riches plaines de la Lombardie et de l'Allemagne. « Soldats et officiers, dit M. Thiers, se regardaient en Espagne comme sacrifiés d'avance à

Le roi ne laissa pas de signaler tous ces faits et d'en exprimer son chagrin dans les termes les plus vifs, quoique toujours respectueux. Ainsi, dans le courant de l'année 1809 (1), il écrivit à l'empereur :

« Sire, si ma vie entière ne vous donne pas en moi la con-
« fiance la plus aveugle; si vous jugez avoir besoin de m'en-
« tourer de petits êtres qui me feraient rougir de moi-même;
« si je dois être insulté jusque dans ma capitale; si je n'ai
« pas le droit de nommer les gouverneurs, les commandants
« qui sont toujours sous mes yeux, qui me font rougir aux
« yeux des Espagnols et m'ôtent tous moyens de faire le bien;
« si vous ne voulez pas me juger sur les résultats, et si vous
« voulez permettre qu'on m'élève un procès sur chaque objet :
« dans ce cas, Sire, je n'ai pas deux partis à prendre...

« *Je ne suis roi d'Espagne que par la force de vos armes;*
« *je pourrais le devenir par l'amour des Espagnols; mais,*
« *pour cela, il faut que je gouverne à ma manière.* »

Or, c'est là précisément ce que Napoléon ne voulait pas. Il n'admettait qu'une manière de gouverner les Espagnols : c'était de les mener militairement, de pendre les insurgés, qu'il appelait la *canaille*, et de pressurer les autres, les *honnêtes gens*, qui tenaient pour le roi. Ce fut en grande partie la divergence d'opinion des deux frères sur ce point qui amena les premiers froissements et les premières querelles.

Le maréchal Jourdan explique fort bien cette particularité (2).

« Comme le roi, dit-il, occupant le trône, crut reconnaître que la principale cause des obstacles qu'il allait avoir à surmonter, résidait dans l'aversion que les Espagnols portaient

---

« une mort inutile et sans gloire. La certitude ou presque certitude de n'y être jamais sous
« les yeux de Napoléon n'ajoutait pas peu à ce sentiment de répulsion et de désespoir. »

(1) 19 février 1809.

(2) *Mémoires de Joseph,* t. V, p. 258.

aux étrangers, et alors, par-dessus tout, aux Français, il pensa qu'il devait chercher, autant que possible, à se séparer de ces derniers, afin que les Espagnols pussent, à leur tour, le séparer d'eux dans leur haine. Ce principe, qu'il chercha à appliquer dès les premiers instants, et qui était diamétralement opposé aux idées de Napoléon, fut une des principales causes du froid, puis de l'espèce de mésintelligence sourde qui régna entre eux pendant trois années consécutives. »

Cette mésintelligence, toutefois, eut des résultats moins déplorables que celle dont les généraux donnèrent le fâcheux spectacle, et qui provoqua, peu à peu, des actes d'indiscipline de la pire espèce. Il convient, pour donner une juste idée de l'ensemble des causes qui amenèrent l'évacuation de la Péninsule, de faire connaître quelques-uns de ces actes regrettables.

En 1809, l'armée de Soult fut profondément divisée par un complot, dont le but était de renverser le maréchal et de mettre Saint-Cyr à la tête de l'armée d'Espagne.

La même année, après l'évacuation de la Galice, Ney, se croyant trahi par Soult, écrivit à Joseph : « Quels que soient les ordres de l'empereur, je suis décidé à ne plus servir avec le duc de Dalmatie. »

La querelle violente qui éclata dans cette circonstance entre les deux maréchaux sauva les corps de la Romana et de la Norona, et mit les Français dans l'obligation d'abandonner la Galice.

La même année, les opérations de la Catalogne furent entravées par la mésintelligence de Saint-Cyr et d'Augereau, et le siége de Gironne rendu plus difficile par l'hostilité de Saint-Cyr et de Verdier (1).

Le défaut d'accord entre Soult et Jourdan, Victor et Mor-

---

(1) BELMAS, t. II, p. 496.

tier, fut, de l'aveu d'un aide de camp de Joseph (1), la cause principale de l'insuccès de la campagne de Talavera.

M. Thiers n'hésite pas à attribuer à la même cause le peu d'appui que prêta Soult au maréchal Victor pendant le siége de Cadix.

On a vu (chap. IX) que la jalousie de Dorsenne et de Marmont provoqua la retraite de l'armée française devant Guinaldo, où Wellington se trouva pendant quelques heures dans la position la plus critique (2).

En 1811, les alliés prirent, les unes après les autres, les places de Ciudad et de Badajoz, parce que les maréchaux Soult et Marmont, dominés par une antipathie mutuelle, ne parvinrent pas à se mettre d'accord sur un système d'opérations combinées.

Nous avons signalé (chap. VIII) le peu d'empressement que mit le duc de Dalmatie à venir au secours de Masséna, à Santarem, en 1810. La jalousie ne fut pas étrangère à ce résultat; car Soult, qui avait échoué dans la deuxième invasion du Portugal, était froissé de ce que, pour une troisième tentative, l'empereur eût donné la préférence au prince d'Essling.

On lit dans les *Mémoires de Masséna* (t. VII, p. 38): « Si cela eût dépendu de Joseph, l'armée de Portugal eût certainement reçu des secours; mais tous ses ordres étaient regardés comme non avenus par les moindres personnages. En voici un exemple : le général Éblé pria le général Sénarmont, commandant de l'artillerie des armées d'Espagne, de former un parc de réserve et de dépôts pour l'armée de Portugal. Celui-ci fit la sourde oreille, et Masséna s'adressa directement au roi, qui donna les ordres les plus précis à Sénarmont d'avoir

(1) Le général Desprez.
Témoin de ces rivalités, le roi demanda plus d'une fois qu'on réduisît le nombre des maréchaux. (Voir entre autres les *Mémoires de Joseph*, t. VI, p. 274 et 275.)
(2) *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 32.

égard à la demande d'Éblé; cependant, malgré son injonction pressante, l'armée de Portugal ne reçut pas un projectile, pas un seul baril de poudre de Madrid. »

Vers la même époque, le prince d'Essling envoya un de ses aides de camp à Valladolid pour inviter Kellermann à diriger en toute hâte sur Salamanque, par les voitures du pays, les grains et les fourrages que l'intendant général avait requis dans sa province. Cet ordre demeura sans effet; les denrées s'entassèrent à Medina del Campo et finirent par se gâter, faute de magasins. Tout en protestant de ses bonnes intentions, Kellermann avait ordonné au commandant de Medina del Campo de lui renvoyer les voitures, à mesure qu'elles seraient déchargées. L'ordonnateur Lambert s'en plaignit à Masséna : « Les ordres du général Kellermann, dit-il, para-
« lysent les transports et feront tout manquer. Je ne crains
« pas de l'en accuser; il détruit toute administration par sa
« résistance inouïe et coupable. Des subsistances existent;
« elles abondent à Medina del Campo, et on veut nous affa-
« mer, pardonnez-moi le mot (1). »

Vers la fin de la campagne, les discussions irritantes du prince d'Essling et du maréchal Ney provoquèrent le remplacement de ce dernier, et ajoutèrent une nouvelle difficulté aux embarras déjà si cruels de la retraite.

A Fuentès d'Onoro, Loison, Drouet et Régnier se rendirent coupables d'actes d'indiscipline et de négligence tout aussi graves.

Cette même année encore, Bessières refusa tout secours à Masséna pour délivrer Alméida, seule acquisition de la campagne, ainsi que pour écraser l'armée de Wellington, affaiblie en ce moment par le départ d'un fort détachement dirigé sur Badajoz. Plusieurs jours avant la bataille de Fuen-

(1) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 121.

tès d'Onoro, le prince d'Essling avait adressé au duc d'Istrie les lettres les plus pressantes. N'ayant obtenu aucun résultat, il lui écrivit, la veille de son départ de Salamanque (le 24 avril) : « Je n'ai pas ménagé mes instances auprès de « vous. Si mes efforts n'étaient pas heureux, votre dévoue- « ment pour le service de l'empereur vous ferait certaine- « ment regretter de ne pas les avoir secondés avec les « moyens que vous m'aviez fait espérer avant que j'en eusse « besoin... »

Et comme ces remontrances ne produisirent pas plus d'effet que les précédentes, Masséna écrivit de nouveau à Bessières le 29, de Ciudad-Rodrigo : « Je vous ai demandé de l'artillerie « et des bagages, et encore plus positivement de la cavalerie; « vous avez, sous différents prétextes, éludé ma demande. « Toutes les troupes en Espagne sont cependant de la même « famille. »

A la suite de toutes ces lettres, et bien que les instructions de Napoléon enjoignissent à Bessières d'envoyer 15,000 hommes à l'armée de Portugal en cas de nécessité, le duc d'Istrie se décida à faire partir 1,200 chevaux et une batterie de la garde impériale, qui ne rejoignirent le gros de l'armée que le 4 mai, veille de la bataille de Fuentès.

A propos du désaccord qui régnait avant la funeste journée de Salamanque entre les commandants des trois armées françaises, nous avons fait observer que chacun de ces maréchaux voulait subordonner les mouvements de ses collègues aux siens; il résulta de ces tiraillements que leurs plans secrets furent entravés, et que Wellington les surprit au moment où ils discutaient encore.

Une circonstance malheureuse de la campagne de 1812 fut l'obstination du duc de Dalmatie à retenir la division Drouet, demandée à plusieurs reprises par le roi. Si cette division était arrivée à temps, Joseph eût amené 24,000 hommes au duc de Raguse avant la bataille de Salamanque, et

très-probablement cette journée n'aurait pas eu lieu, ou se serait terminée d'une autre manière.

Dans la même campagne, Marmont se rendit coupable de la plus grave insubordination, en attaquant Wellington avant d'avoir reçu les secours de l'armée du Centre. Les suites de ce coup de tête ayant rendu l'évacuation de l'Andalousie nécessaire, Joseph donna des ordres dans ce sens au duc de Dalmatie, qui refusa d'obéir, et cela, avec tant de persistance, qu'il fallut le menacer de donner son commandement à un autre général.

En octobre 1812, Joseph, malgré ses vives répugnances pour Soult, pensa donner à ce maréchal le commandement supérieur des troupes disponibles en Espagne; mais il fut obligé de renoncer à ce plan (qui aurait pu rétablir les chances de la lutte), parce que Jourdan et Suchet refusèrent l'un et l'autre de servir sous les ordres du duc de Dalmatie.

On peut affirmer que la déplorable antipathie de Suchet pour le duc de Dalmatie fut une des causes de l'invasion de la France en 1813. Et, en effet, si le duc d'Albuféra avait joint ses forces disponibles à celles de Soult, il est probable que Wellington n'aurait pas franchi les Pyrénées. L'histoire reprochera à Suchet d'avoir même refusé de tenter une diversion en faveur de son collègue, quand celui-ci était engagé dans une lutte inégale pour la défense du territoire français.

Les conséquences fâcheuses de la rivalité des maréchaux se manifestèrent jusqu'au dernier jour de la guerre. Ainsi, quand Soult eut remplacé Joseph, et qu'il s'agit moins de reprendre l'Espagne que de sauver la France, les partisans du roi cherchèrent encore à entraver par de viles intrigues les vues intelligentes et patriotiques du duc de Dalmatie.

Le contre-coup de ces discussions irritantes se fit sentir dans toute l'armée. Les soldats épousaient les querelles de leurs chefs, et la discipline s'en ressentit. On a vu dans quel

état se trouvait l'armée de Soult, en 1809, sur le Douro. Celle de Joseph, en 1812, n'était pas dans une situation meilleure, s'il faut en juger par l'extrait suivant d'une lettre du maréchal Marmont au prince de Neufchâtel : « Jusqu'à présent, le roi « n'a rien pu contre les désordres qui ont eu lieu à Madrid et « contre l'anarchie qui règne dans l'armée du Centre (1). »

Après Salamanque, le général Clausel fit une peinture moins favorable encore de l'armée du duc de Raguse (2) : il la représenta comme une bande de pillards et d'assassins, qui n'écoutaient plus la voix de leurs officiers.

Lors de l'évacuation de la Galice par Ney, l'irritation des troupes de ce maréchal devint si grande contre le duc de Dalmatie (qu'elles accusaient de les avoir abandonnées), qu'il eût été dangereux de mettre les deux corps d'armée en présence.

Après la bataille d'Albuéra, la garnison de Villalba refusa de protéger la retraite du duc de Dalmatie en défendant le château de cette ville; et à Fuentès d'Onoro, la vieille garde resta immobile quand Masséna voulut la porter en avant.

Tels furent les effets déplorables de l'inimitié des chefs ! Napoléon seul aurait eu assez d'influence pour imposer à ces généraux sa volonté et mettre de l'ensemble dans leurs opérations. Il fut profondément affligé de cet état de choses, qu'il attribuait à l'insuffisance de son frère, insuffisance réelle sans doute, mais qui lui était connue, et dont il aurait dû apprécier les effets quand il l'investit des hautes fonctions de chef politique et militaire de la Péninsule. Au reste, loin de porter remède à la situation, en augmentant le prestige du roi et en défendant sa cause avec énergie, Napoléon, quand les premières velléités de résistance de Joseph se furent manifes-

---

(1) *Lettre* du 23 février : « On consomme, dit-il, 22,000 rations par jour à Madrid, et il n'y a pas 3,000 hommes : c'est qu'on donne et laisse prendre à tout le monde, excepté à ceux qui servent. » (Voir encore NAPIER, t. VIII, p. 186.)

(2) Nous avons rapporté sa lettre, p. 249, note 1.

tées, s'ingénia, pour ainsi dire, à rendre chaque jour l'autorité de son frère plus incertaine et plus contestable (1).

Rien ne pouvait compromettre davantage cette autorité que le système des gouvernements militaires, une des plus malheureuses conceptions de l'empereur (2). Joseph et les Espagnols sincèrement attachés à sa cause avaient inutilement essayé de faire comprendre à Napoléon les dangers de ce système (3). Il tint ferme, et le décret parut. Son avis était qu'il fallait, pour intimider les Espagnols, leur inspirer la crainte de perdre quelques provinces (4). Ce fut même la principale raison qu'il opposa aux instances si vives et si pressantes du roi. Ici encore l'intelligence politique du grand capitaine parut en défaut. Les Espagnols ne se soumirent point, et la situation du roi empira tous les jours.

Les nouveaux gouverneurs étaient de véritables vice-rois, astreints seulement à se concerter avec l'état-major de l'armée d'Espagne pour les opérations militaires (ce qui, de la part des gouverneurs de l'Aragon, de la Navarre, de la Catalogne et de l'Andalousie ne fut même jamais observé). « Quant à l'administration intérieure, à la police, aux reve- « nus, à la justice, à la nomination des employés et à toute « espèce de règlements, ils devaient s'entendre avec l'em- « pereur, par l'entremise du prince de Neufchâtel (5). »

Napoléon leur donna cette grande autorité pour plusieurs

(1) L'extrait suivant d'une lettre du 3 octobre 1811, à Clarke, fait voir comment Napoléon traitait l'autorité de Joseph : « Répondez au duc de Tarente qu'il ne doit correspondre en « rien avec le roi d'Espagne, ni répondre à aucune lettre de ses ministres... Vous donnerez « la même instruction au général Decaen..... »

(2) Ce système a été condamné par les lieutenants mêmes de l'empereur. Ainsi nous lisons dans une lettre écrite par Marmont, le 23 février 1812, au prince de Neufchâtel : « La guerre « d'Espagne est difficile dans son essence ; mais cette difficulté est augmentée de beaucoup « par la division des commandements. »

(3) Joseph envoya à Paris deux de ses ministres, MM. d'Azanza et d'Almenara pour tâcher de faire rapporter le décret du 8 février ; mais l'empereur accueillit froidement cette démarche et ferma l'oreille à toutes les protestations de son frère.

(4) M. THIERS, t. IV, p. 84.

(5) Texte même du décret.

raisons : il pensait qu'ayant moins de ménagements à garder que Joseph, les gouverneurs généraux pourraient concourir plus efficacement aux fins de la guerre, et qu'ayant intérêt à augmenter leur influence par une bonne administration, ils procureraient à l'armée plus d'argent sans froisser autant les populations. Sous ce dernier rapport, le système donna raison à l'empereur : l'ordre et la paix intérieurs furent rétablis dans une grande partie de l'Espagne; mais les ressources générales n'augmentèrent point : chaque gouverneur ne voyait que lui, ne songeait qu'à lui. Au milieu de ces souverains improvisés, le roi d'Espagne et des Indes ressemblait à un de ces princes du moyen âge, dépouillés par leurs grands vassaux, et n'ayant plus même, à défaut d'autorité réelle, le prestige du pouvoir suprême.

« Les Espagnols, dit le comte Toréno (1), accueillirent fort mal ce système, parce qu'ils savaient que la résolution de l'empereur cachait la pensée d'incorporer à l'empire français les provinces de la rive gauche de l'Èbre, et peut-être d'autres provinces, si les circonstances le permettaient (2). » Les ministres de Joseph envoyèrent à Paris, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, M. Azanza, qui, après cinq mois d'inutiles démarches, écrivit au roi : « Le duc de Cadore, « dans une conférence que nous avons eue mercredi, nous a « dit expressément que l'empereur exigeait la cession des « provinces en deçà de l'Èbre, afin d'indemniser la France

---

(1) T. III, p. 244.

(2) Déjà le 19 février 1810 (voir BIGNON, t. IX, p. 273), le duc de Cadore avait écrit à M. de la Forest, ambassadeur de France à Madrid, en lui adressant le décret qui établissait des gouvernements militaires en Espagne : « L'intention de l'empereur est de réunir à la France la « rive gauche de l'Èbre et peut-être même le pays jusqu'au Douro. L'un des objets du décret « est de préparer cette réunion, et vous devez, sans rien dévoiler des desseins de l'empe- « reur, régler cependant vos démarches sur les communications que je vous fais.» (Voir également la note secrète que donne BIGNON, t. IX, p. 195.)

Napoléon aurait accompli sans doute le démembrement de l'Espagne, si fermement arrêté dans son esprit (quoique par le traité de Bayonne il eût garanti l'intégrité de ce royaume), si les événements du Nord n'avaient appelé son attention ailleurs.

« de ce qu'elle a dépensé et dépensera en hommes et en « argent pour la conquête de l'Espagne (1). »

Cette même pensée se retrouve dans les lettres secrètes que l'empereur adressa à Suchet, à Augereau, à Reille et à Thouvenot, après la création des quatre gouvernements séparés. M. Thiers a raison de dire que « la prétention de vouloir que l'Espagne indemnisât l'empereur du mal qu'il lui faisait en la forçant d'accepter Joseph, était *une folie d'ambition...* (2) »

Aux gouvernements séparés de la Navarre, de la Biscaye, de l'Aragon et de la Catalogne, Napoléon ajouta bientôt ceux de la Vieille-Castille, sous Dorsenne, et de Valladolid, sous Kellermann. Ainsi toutes les autorités militaires, moins les chefs des armées du Midi et de Portugal, furent dispensées d'entretenir avec Madrid des relations d'obéissance et de comptabilité !

Quand le roi apprit à Séville la création des gouvernements séparés, il fut consterné. Abandonnant aussitôt sa nouvelle conquête, il retourna morne et silencieux dans sa capitale, où il se trouva isolé, sans ressources et sans pouvoir (3). Les généraux français, à partir de ce moment, ne le tinrent même plus au courant de rien : « Je n'ai aucune « notion, écrivit-il à Berthier, sur les forces ennemies *ni* « *sur les forces de l'armée française*, chaque général s'étant « absolument isolé de moi depuis l'institution des gouver- « nements militaires (4)... Dorsenne me dit qu'il n'est pas

---

(1) *Lettre* du 24 septembre, citée par le comte Toréno.

(2) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 380.

(3) « Mon pouvoir réel, dit le roi, ne s'étend qu'à Madrid, et à Madrid même je suis jour- « nellement contrarié par des gens qui sont fâchés que leur système ne soit plus en vogue. « On m'accuse d'être trop doux. A l'heure qu'il est, ils seraient déshonorés si j'étais plus sé- « vère et que je voulusse les livrer aux tribunaux. » (*Lettre* du 19 février 1809, *à Napoléon*.)

A cette époque, Joseph n'avait pour toute ressource que l'octroi de Madrid, qui s'élevait à un million par mois, et pour toute armée que la division Dessoles et les dépôts établis dans la capitale, en tout 20 à 25,000 hommes, dont 12,000 en état d'agir.

(4) *Lettre* du 17 avril 1812.

« sous mes ordres; Suchet ne m'a pas écrit depuis vingt « jours et ne me rend compte de rien; le duc de Dalmatie « n'a jamais correspondu avec moi et paraît ignorer mon « commandement (1).

« Je le dis avec regret, mais je le dis avec vérité : les af- « faires vont mal, et très-mal en Espagne. Il y a autant de « despotes qu'il y a de gouverneurs, de généraux et même « d'intendants; chacun fait des lois à sa guise, il n'y a nulle « unité, nul ensemble. Les peuples tiraillés dans tous les « sens, fatigués, dégoûtés, reprendront leur dernier cou- « rage, celui du désespoir (2). »

Les mêmes plaintes se font jour avec plus de vivacité encore dans les lettres intimes du roi à l'empereur : « Votre « Majesté, dit-il, ne peut pas vouloir que son frère soit à « chaque instant humilié par des ordres que lui transmettent « des généraux qui lèvent des impôts, font des proclama- « tions, décrètent des lois et me rendent ridicule aux yeux de « mes nouveaux sujets (3) »... « Le maréchal Ney a poussé « l'insulte jusqu'à faire enlever les caisses de mon receveur « dans la ville même d'Avila (4). »

Ces infractions aux convenances et aux règles de la hiérarchie parurent à certains généraux fort naturelles, et même nécessaires; témoin la lettre suivante, adressée par Soult au prince de Wagram (5) : « J'ai à combattre des prétentions et « des intérêts qui sont évidemment en opposition avec ceux « de l'armée, et, par conséquent, avec ceux de l'empereur; « je suis forcé, par mes propres devoirs, de m'opposer à l'exé-

---

(1) *Lettre* du 18 mai, *à Berthier*.
Il faut noter que Napoléon avait, depuis le mois de mars, conféré à Joseph le commandement de toutes les armées en Espagne. (Voir sa *lettre* du 16 mars, *à Berthier*, dans les *Mémoires de Joseph*.)

(2) *Lettre* du 5 septembre 1811, *à Berthier*.

(3) *Lettre* du 18 février 1810, *à Napoléon*.

(4) *Lettre* du 30 avril 1810, *à Napoléon*.

(5) Séville, 4 août 1810.

« cution de divers ordres que le roi donne, et de faire sou-
« vent le contraire..... »

Non content de méconnaître ainsi l'autorité de Joseph, le duc de Dalmatie écrivit de Séville, le 12 août 1812, au duc de Feltre, une lettre dans laquelle il accusa le roi de trahir la cause de l'empereur. Presqu'au même instant, le duc de Feltre répondait à une dénonciation semblable de Joseph contre le chef de l'armée du Midi : « Si la conduite du duc « de Dalmatie est équivoque et cauteleuse..... il viendra « un moment où l'empereur pourra l'en punir (1). »

A ces désagréments personnels vinrent se joindre bientôt des embarras d'une nature plus grave. Les Espagnols soumis à l'autorité du roi, et surtout ceux qui avaient accepté des fonctions publiques, furent profondément affectés de la détermination de l'empereur à l'égard des provinces septentrionales. Ils ne s'étaient ralliés à la nouvelle dynastie que parce que la promesse de Napoléon leur avait donné la conviction que le seul moyen de sauvegarder l'indépendance de la nation et l'intégrité du royaume, était de soutenir Joseph. Or, les dispositions du décret du 8 février ayant été interprétées par la nation comme une menace, sinon comme un premier pas dans la voie du morcellement de la Péninsule, ils devaient s'attendre à ce qui leurs compatriotes, ne tenant aucun compte des motifs que les avaient dirigés, leur reprochassent d'avoir concouru à l'asservissement de la patrie.

La régence de Cadix, en effet, présenta aux Espagnols l'institution des gouvernements séparés comme un commencement d'exécution des menaces faites par l'empereur aux députés de Madrid, pendant son séjour dans cette ville; elle engagea en conséquence la nation à redoubler d'énergie pour s'affranchir de la domination étrangère. Les Espa-

---

(1) Le 10 novembre 1812.

gnols, fiers et bravés, répondirent à cet appel, et bientôt les guerillas se multiplièrent, au point qu'il fallût employer une armée entière à les combattre pour maintenir les communications avec la France.

Le cabinet de Londres, de son côté, fit remarquer aux cabinets européens que la création des gouvernements séparés était une preuve manifeste de l'intention de l'empereur de placer sur sa tête la couronne d'Espagne, malgré les assurances contraires données par lui dans diverses occasions (1).

Tous ces dangers eussent été prévenus, si, plus confiant dans son frère, qui s'était formé une idée juste du caractère espagnol dès les premiers jours de son règne, Napoléon eût tenu compte des sages conseils du roi et des observations respectueuses des ministres attachés à sa cause. Mais la destinée de l'empereur était de ne prendre à l'égard de l'Espagne que des résolutions et des mesures funestes.

Outre les embarras politiques et militaires dont nous venons de parler, le roi eut à subir, par suite de l'institution des gouvernements militaires, des embarras financiers considérables.

Il avait à pourvoir aux besoins de sa cour, aux services généraux et à l'entretien de l'armée du Centre, avec les ressources insuffisantes de la Nouvelle-Castille; bientôt il fut réduit aux seuls revenus de l'octroi de Madrid. Les minimes sommes que Napoléon s'était engagé à fournir au roi d'Espagne (2) venaient par fractions, et très-irrégulièrement; quant aux impôts levés dans les provinces éloignées, les gouverneurs les retenaient dans leurs propres caisses. De sorte que Joseph se trouva, dans bien des circonstances, livré

---

(1) Ducasse. *Mémoires de Joseph,* t. VII, p. 148 et 149.

(2) Un million par mois.

aux dédaigneuses obsessions de ses créanciers. Sa correspondance fournit à cet égard une foule d'éclaircissements : « Je n'ai pas un sou à donner à personne, écrivait-il à son « frère... Je suis à ma quatrième année de règne; je vois « encore ma garde avec le premier frac que je lui ai donné « il y a quatre ans... (1). » Plus tard, écrivant à Berthier : « Il faut cependant que l'empereur sache qu'aujourd'hui « même (9 mars 1811), j'ai été obligé de faire vendre les « vases sacrés de ma propre chapelle pour payer le pain des « troupes qui sont à Madrid. Comment ferons-nous demain ? « Je n'en sais rien à l'heure qu'il est... »

« Les troupes à mon service ne sont ni payées, ni vêtues « depuis huit mois... (2). »

« Si cet état de choses dure, avant six mois nous évacue- « rons l'Espagne, faute de vivres... L'ennemi n'épargne pas « l'argent. Quant à moi, pour tout dire d'un mot, je ne sais « pas comment je payerai ma table dans huit jours... »

« L'opinion cependant venait à moi, et un grand change- « ment allait se produire; mais l'opinion cède à la force des « choses. *Sans argent, sans territoire, sans troupes, sans « autorité, comment l'opinion peut-elle longtemps entourer « un homme* (3)? »

« Je suis aujourd'hui réduit à Madrid. Je ne vois que des « malheureux autour de moi; les principaux de mes fonc- « tionnaires sont condamnés à n'avoir pas de feu chez eux. « J'ai tout donné, tout engagé. Je suis moi-même tout près « de la misère (4). »

« La famine est dans les villes; le désespoir est dans les « campagnes, privées de tous moyens de transport et des

(1) *Lettre* du 19 février 1809, *à Napoléon.*
(2) *Lettre* du 13 mars 1811, *à Berthier.*
(3) *Lettre* du 24 août 1811, *à Berthier.*
(4) *Lettre* du 24 décembre 1811, *à Napoléon.*

« moyens de labourage. L'armée n'est pas soldée depuis
« plus d'un an et l'officier est malheureux (1). »

Vers la fin de 1811, à bout de ressources et d'expédients, Joseph fit vendre un magasin de blé que Marmont avait formé à Tolède. Le duc de Raguse, sans se préoccuper du scandale qui devait en résulter, prit le magasin de force et envoya les acquéreurs frustrés faire valoir leurs titres auprès de Joseph. Voilà où en étaient réduits l'autorité et le prestige de ce pauvre roi, dans un pays où la couronne avait si longtemps ébloui les masses par un pouvoir et un faste vraiment extraordinaires.

La prétention de Napoléon de diriger la guerre d'Espagne sans y assister fut aussi, dans mainte circonstance, nuisible au succès des opérations.

Des ordres donnés à 600 lieues du théâtre de la guerre et venant six semaines après la situation qui les avait motivés, ne pouvaient, en effet, malgré le génie de l'empereur, valoir les résolutions qu'aurait prises sur les lieux un général, même ordinaire. Tantôt ces ordres étaient intempestifs, tantôt inexécutables à cause de certaines circonstances dont Napoléon ne pouvait pas se rendre compte à Paris ou en Allemagne : « Le plus souvent ses instructions étaient
« vagues, parce qu'il n'osait pas être absolu, sachant que
« peut-être il commanderait des désastres, en ordonnant de
« loin ce qui, sur les lieux, serait reconnu impossible (2). »

Une des causes les plus directes de la perte de la bataille de Talavera fut la réunion des corps de Soult, de Mortier et de Ney, ordonnée par Napoléon pendant qu'il était à Schoenbrunn. Cet ordre, en effet, arriva à Joseph quand déjà l'inva-

---

(1) *Lettre* du 17 avril 1812, *à Berthier*.
(2) THIERS, t. III, p. 516.

sion de Soult en Portugal avait échoué, et que la Galice était évacuée.

Les malheurs de Masséna, dans la campagne de 1811, proviennent en grande partie du vague des ordres donnés de Paris aux généraux chargés de le seconder. Ainsi l'empereur recommanda à Drouet « de secourir le prince d'Essling, mais sans perdre ses communications; » il recommanda au maréchal Soult de venir en aide à l'armée de Portugal, mais sans lui imposer ce devoir sous peine de désobéissance, sans l'autoriser surtout aux sacrifices qui auraient rendu ce secours possible, efficace : « Il laissa de la sorte à la mauvaise volonté ou à la timidité le moyen d'éluder des ordres trop peu formels, donnés à travers le vague des distances et du temps écoulé; car ces ordres, quand ils arrivaient à cinq cents lieues et à deux mois de leur date, portaient le plus souvent avec eux la dispense de leur exécution (1). »

Il est certain que les ordres donnés par Napoléon (le 20 novembre 1811) à Reille, à Marmont et à Joseph pour diriger des forces considérables sur Valence, hâtèrent la chute de Ciudad-Rodrigo (2); de même, nous avons établi que les instructions des 18 et 21 février 1812, données par l'empereur à Marmont, et le refus d'admettre le plan de ce maréchal, qui consistait à réunir sous un même commandement les armées du Nord, du Centre et de Portugal, contribuèrent à la reddition de Badajoz (3); enfin, il est prouvé que la recommandation faite par l'empereur, au début de la campagne de 1812, de conserver l'Andalousie eut pour résultat d'isoler Marmont et

---

(1) THIERS, t. III, p. 516.

(2) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 151, et *l'Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. IV, p. 109 et 110.

(3) Voir les *Mémoires de Joseph*, t. VIII, p. 163, et la *lettre de Marmont au roi,* 5 avril 1812.

M. Thiers, t. IV, p. 124, dit qu'après la reddition de Badajoz, Napoléon s'en prit à Marmont de n'avoir pas su modifier des ordres donnés à trois cents lieues du théâtre de la guerre.

de favoriser la marche offensive de Wellington sur Salamanque.

Les instructions de Napoléon témoignent que, malgré son génie, il n'appréciait pas bien le genre de guerre qui convenait aux diverses provinces de l'Espagne. Ses ordres, quoique toujours admirables au point de vue de l'art et des principes généraux de la guerre, avaient le défaut d'être souvent inexécutables. Cela tint à ce qu'il mesura les difficultés à sa propre capacité, et regarda plutôt le but à atteindre que les éléments dont on pouvait disposer (1).

Ce n'est que vers la fin de 1812 qu'il s'abstint, ne pouvant faire autrement, de diriger par lui-même les opérations de la Péninsule. Mais, à peine revenu de sa désastreuse expédition de Russie, il envoya de nouveau à Clarke, du fond de l'Allemagne, des ordres pour le roi et les généraux commandant les provinces. C'est ainsi qu'en mars 1813, le duc de Feltre donna directement des instructions à Reille et à Clausel pour réprimer l'insurrection de la Biscaye et de la Navarre.

Le roi ne laissa pas de se plaindre de cette manière d'agir, qui amena souvent des complications fâcheuses. Déjà, au début de la guerre, il avait fait des représentations à cet égard, témoin la lettre suivante, du 19 avril 1809 : « Si le « ministre de la guerre, au lieu de transmettre des ordres qui « doivent être exécutés, se contentait de nous faire connaître « les intentions de Votre Majesté en masse, et nous donnait « des instructions et des directions générales qui dussent être « modifiées suivant les changements survenus dans les affaires « de l'Espagne, depuis que ces instructions ont été tracées à

---

(1) Pour être convaincu que l'empereur donnait quelquefois des ordres à contre-sens, il faut lire, dans Belmas, t. Ier, p. 628, la lettre écrite le 26 février 1812 par le duc de Raguse au major général : « Si Sa Majesté était sur les lieux, dit Marmont, elle envisagerait la position « de son armée du Portugal sous un tout autre point de vue. » Dans cette lettre et dans celle du 2 mars 1812, le duc de Raguse prouve que Napoléon lui avait ordonné une foule de choses *inexécutables*.

« Paris; si Votre Majesté, me donnant ses conseils, me lais-
« sait la faculté de les suivre ou non, selon les événements,
« et qu'elle me témoignât la confiance dont j'ai besoin pour
« moi-même et pour les autres; alors il pourrait y avoir une
« direction centrale et instantanée...; alors je pourrais avec
« plus de justice être responsable des mesures que j'aurais
« ordonnées..... »

Mais à toutes ces plaintes, comme à toutes les demandes que faisait le roi pour obtenir soit de l'argent, soit une autorité plus réelle sur les commandants militaires, Napoléon répondait invariablement : que Joseph ne comprenait pas sa position ; — que Dieu ne l'avait pas fait général ; qu'il était doux et spirituel, mais indolent, qu'il lui fallait des plaisirs et pas trop de travail ; — que les hommes devinaient instinctivement ses dispositions, et que s'il lui confiait la direction des armées, personne ne se croirait commandé par un tel chef ; que, derrière lui, on verrait toujours l'officier chargé de le conseiller, et que personne n'obéirait, parce qu'on se rirait du roi général, et qu'on jalouserait le général roi, exerçant en réalité l'autorité suprême ; — qu'il ne pouvait donc pas lui accorder au delà du commandement de l'armée du Centre, étendant son action à vingt ou trente lieues de Madrid ; — que, pour de l'argent, il n'en avait pas ; — que ses frères, régnant sur les pays les plus riches de l'Europe, étaient sans cesse à lui en demander ; — que l'Espagne en avait assez pour en fournir à tout le monde ; — que si Joseph savait administrer, il trouverait des ressources ; qu'il avait bien su se procurer de l'argent pour en donner à des favoris, pour bâtir des résidences royales, et pour payer un luxe inutile dans l'état de ses affaires ; — que si l'Espagne souffrait, c'était un malheur auquel il n'y avait pas de remède ; que les soldats français souffraient aussi, et que la guerre était la guerre ; — que si les Espagnols étaient las de souffrir, ils n'avaient qu'à se soumettre ; — que ces prétentions de Joseph à la bonté, à l'art

de séduire les peuples, étaient ridicules ; — que son espoir de faire avec des millions ce qu'on ne faisait pas avec des milliers d'hommes ne l'était pas moins ; — que si on lui envoyait de l'argent et qu'on lui retirât des troupes, cet argent serait bientôt mangé, et lui, Joseph, avec sa cour, reconduit honteusement à Bayonne par quelques bandes armées ; — qu'il fallait beaucoup de soldats, beaucoup de vigueur, et de la terreur même pour réduire les résistances de l'Espagne ; — que la terreur amènerait la soumission, et que, la soumission venue, la bonne administration, qu'on devait à tous les peuples, s'ensuivrait ; — que l'Espagne rattachée par ces moyens à son nouveau roi, le temps viendrait alors pour Joseph de suivre ses vues personnelles (1).

Il y avait dans tout cela quelques vérités, beaucoup de persifflage, une très-grande exagération, et puis la plus fatale de toutes les erreurs de Napoléon, qui était de vouloir soumettre la Péninsule par la terreur, et de faire subsister l'armée par la maraude, dans un pays qu'elle avait pour mission de rattacher à la France.

Un autre fléau des armées françaises était la guerre de partisans, venant en aide à la guerre régulière. A peine l'insurrection eut-elle pris un caractère général, qu'il se forma sur tous les points des bandes de guerillas, d'autant plus faciles à réunir que le paysan espagnol est toujours armé, qu'il ne tient guère à sa misérable cabane, et que le climat doux de l'Espagne permet de bivaquer, pour ainsi dire, toute l'année.

Ces bandes n'ayant ni magasins à garder, ni places à couvrir, ni dépôts à former, pouvaient se masser partout où elles voulaient, et tenter les coups les plus audacieux. Sans

---

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. IV, p. 83.

influence sur le champ de bataille, elles pesaient néanmoins lourdement dans la balance des opérations secondaires. Leur mission était d'enlever les postes isolés, de tomber en masse sur les détachements, les convois, les dépôts, les magasins, etc., d'intercepter les courriers et les secours, de brûler et de piller les villages que l'ennemi devait traverser, de rompre les gués, les ponts, d'obstruer les routes, les passages, les défilés, de tendre des embuscades, de harceler par de continuelles chicanes les troupes en marche, de faire, en un mot, le plus de mal possible à l'ennemi sans tenir compte d'aucune des lois que l'honneur et l'humanité imposent aux généraux des peuples civilisés. Les plus indignes moyens étaient mis en œuvre par ces guerillas, et justifiés par le sentiment public, lorsqu'ils avaient pour but la mort ou la ruine d'un Français. C'est ainsi qu'elles égorgèrent les traînards, même quelquefois les blessés et les malades ; qu'elles empoisonnèrent les puits et les sources où les Français venaient se désaltérer ; qu'elles soumirent aux tortures les plus cruelles et les plus révoltantes les malheureux soldats qui tombaient entre leurs mains.

On ne saurait se faire une idée des pertes que la vengeance et le meurtre occasionnèrent à l'armée impériale !

Les fatigues, les maladies et les longues privations n'ont pas fait dans cette armée moins de ravages. Il paraît, au surplus, que, de tout temps, ces deux fléaux, la vengeance et la misère furent les inévitables compagnons des armées belligérantes en Espagne : « *Dans ce pays,* disait Henri IV, *les grandes armées sont toujours affamées, et les petites toujours battues.* » Jugement profond, qui devait recevoir, deux siècles plus tard une éclatante confirmation, aux dépens de la gloire et de la prospérité de la France !

Assaillis de tous côtés par les bandes espagnoles, les Français établissaient, de distance en distance, des postes retranchés dans de vieux forts, dans des couvents ou des châteaux. Ils

assuraient ainsi leurs routes militaires, leurs dépôts de vivres et de munitions. Mais que d'hommes il fallut employer pour obtenir ce résultat ! La moitié de l'armée se trouvait quelquefois occupée à garder l'autre moitié, et de celle-ci, les deux tiers étaient souvent en maraude pour subvenir aux besoins de tous.

Le plus grand mal cependant que les guerillas firent à l'armée de Joseph, fut d'interrompre les communications entre les différents corps. Les généraux commandant ces corps étaient presque toujours dans l'impossibilité de correspondre entre eux et d'obtenir des renseignements exacts sur la position de l'ennemi. Ils ne savaient pas quelquefois ce qui se passait à deux lieues de leur quartier général. M. Jomini cite un cas où il aurait fallu 4,000 hommes à Joseph pour faire tenir une dépêche au maréchal Ney, qui cependant opérait de concert avec lui.

Le roi éprouva plus d'une fois le même embarras. Ainsi, peu avant la bataille de Vittoria, il fut obligé de distraire 1,500 hommes de son armée pour envoyer un ordre à Clausel (1).

Dans une de ses lettres (2), il affirme que Bessières, en 1808, « se trouva en présence d'une armée de 40,000 hommes « sans s'en douter, et que le général Merlin, envoyé auprès « de lui, ne put trouver un guide, quoiqu'il offrît de l'or à « pleines mains... »

Des documents officiels constatent (3), que le roi ne fut informé du passage du Douro et de la retraite de Soult que par la voie de Paris.

Le général Thiébault, chef d'état-major du duc d'Abran-

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 152.
(2) Voir le t. VI des *Mémoires de Joseph*.
(3) Datée de Burgos, 18 juillet 1808. Sherer (t. II, p. 125) cite un ordre général d'après lequel il fallait au moins 250 hommes pour escorter un courrier.

tès, cite un fait semblable (1). « Nous étions depuis un « mois, dit-il, sans nouvelles de Loison et d'Almeida... « Vingt-cinq copies du même ordre avaient été expédiées, « par tous les moyens possibles, à lui et au général Charlot, « et tout annonçait qu'aucune n'était parvenue. »

La surprise de Masséna en voyant les lignes de Torrès-Vedras, est plus remarquable encore. Ce maréchal avait le plus grand intérêt à savoir quels obstacles il allait rencontrer dans sa marche sur Lisbonne. Or, ce fut seulement à Leiria qu'il apprit l'existence de ces fameuses lignes, auxquelles Wellington travaillait depuis dix mois avec une masse de troupes et de paysans.

Tout aussi extraordinaire fut la marche du corps de la Romana, qui se glissa le long des colonnes de Ney sans être aperçu, et vint s'établir dans les positions que le maréchal avait évacuées pour aller à sa recherche.

En 1812, Marmont apprit seulement le 15, à Valladolid, la nouvelle du siége de Ciudad-Rodrigo, commencé le 8, et seulement le 26 la nouvelle de la capitulation signée le 19.

Le 1er octobre de la même année, Joseph expédia une lettre au général Souham : six duplicata la suivirent jour par jour; ce fut le dernier, porté par le colonel Lucotte, qui arriva le premier, tandis qu'une lettre écrite le 17, par Hill à Wellington, arriva le 18, au moment où Souham recevait la missive de Joseph (2).

Le général Mathieu Dumas cite le fait suivant, qui offre une nouvelle preuve de l'impossibilité où se trouvaient quelquefois les maréchaux français de se transmettre, même à des distances très-rapprochées, les informations les plus essentielles : « Après Salamanque, on vit l'arrière-garde du

---

(1) *Relation de l'expédition de Portugal*, p. 144.
(2) Voir NAPIER, t. IX, p. 367.

« général Clausel passer à quelques milles de l'armée du « roi, sans que ni l'un ni l'autre eussent connaissance de « leur proximité; et cette ignorance de leur position réci- « proque entraîna bientôt l'entière séparation des deux corps « et la perte de Madrid. »

Au printemps de 1813, les communications de Joseph avec la France furent si complétement interrompues, que les dépêches expédiées de Paris le 4 janvier ne parvinrent au roi que le 18 mars, par l'entremise de Suchet (1), et que le duc de Feltre informa Joseph que la dernière lettre de Madrid, reçue le 18 mars, était datée du 1er février.

Il est également constaté, par les dépêches de Napoléon, par le témoignage des généraux français et par la correspondance de Wellington, que les renseignements les plus exacts et les plus détaillés sur la force et la position des troupes alliées étaient fournis au quartier général par les journaux de la Grande-Bretagne (2).

Cette circonstance fait assurément honneur au patriotisme des Espagnols, qui ont constamment refusé de servir de guides ou d'espions, malgré les offres les plus séduisantes.

« Ce pays et ce peuple, écrivit Joseph en 1808 (3), ne res- « semblent à aucun autre; on ne trouve pas un espion ni un « courrier... » et dans une autre circonstance : « ... Deux « mille domestiques m'ont quitté à la fois, malgré les forts « appointements que j'avais donnés : nous ne trouvons pas « un guide, pas un espion. Tout ce qui écrit ou parle diffé- « remment, ment ou n'a pas d'yeux (4)... »

Cette situation exerça sur les mouvements de l'armée fran-

---

(1) Voir Napier, t. X, p. 118.

(2) Voir aux annexes une série de lettres qui établissent clairement ce fait.

(3) *Lettre* du 29 juillet, *à l'empereur.*

(4) *Lettre* du 5 août 1808, *à Napoléon.* Nous devons faire observer toutefois que dans le courant de la guerre d'Espagne, il se présenta des circonstances où le patriotisme des Espagnols se montra beaucoup plus accommodant. C'est ce qu'on verra plus loin.

çaise une influence des plus fâcheuses; car à la guerre, le général le mieux informé est presque toujours le plus fort. Combien de victoires ont été la conséquence d'un renseignement venu à propos, et combien de désastres le produit d'une information tardive ou incomplète! On doit tenir compte aux Français de ces circonstances, ainsi que de l'effet moral qu'elles produisirent sur leurs troupes. La guerre d'Espagne est la plus pénible que les généraux et les soldats français aient eue à soutenir. Des misères continuelles, des dangers sans cesse renaissants, et dont les moindres étaient ceux du champ de bataille, le spectacle du meurtre et du pillage toujours devant les yeux, la haine féroce et l'esprit de vengeance des Espagnols ôtaient aux soldats toute sécurité avant comme après la lutte; et d'autre part, point de victoires décisives, point de satisfactions, point de récompenses même accordées à la bravoure : voilà ce qui distingua cette guerre et la rendit si fatale! Napoléon, du reste, était prévenu contre l'armée de la Péninsule, qui ne put lui rendre un seul des avantages par lui rêvés, et ne cessait de mêler ses plaintes importunes aux chants de victoire que provoquait sa marche triomphale au cœur de l'Allemagne.

« La gloire, dit le général Jomini, et les récompenses « étaient réservées pour les autres guerres; de là, un certain « découragement et une certaine défaveur jetés sur l'armée « d'Espagne, qui cependant surpassait toutes les autres en « courage et en résignation. »

L'armée anglaise se trouvait dans une situation toute différente.

D'abord elle combattait pour une bonne cause, et cet avantage, quoi qu'en disent certains militaires, a une très-grande importance : toute entreprise déloyale, injuste, est un far-

deau qui agit défavorablement sur le moral du soldat et sur l'ensemble des opérations. L'armée française ne tarda point à reconnaître cette vérité.

Il faut remarquer ensuite que toutes les nations continentales avaient été blessées par l'épée de Napoléon, et qu'aucune, sauf la Prusse, n'était écrasée. Un sentiment commun d'humiliation, l'espoir d'une vengeance éclatante, ainsi que les prompts et abondants subsides de l'Angleterre unirent ces nations par des liens plus forts que les traités.

La France ne pouvait compter que sur leurs craintes, tandis que l'Angleterre avait mis de son côté leurs intérêts et leur amour-propre.

L'Allemagne, frémissante sous le joug, préparait dans l'ombre les éléments d'une prochaine résurrection. Les autres États ne se montraient pas moins ardents à secouer leurs chaînes. D'autre part, le blocus continental avait indisposé contre l'empire les négociants, les manufacturiers et les populations maritimes d'une grande partie de l'Europe (1). Enfin, la haine pour les principes français était à cette époque dans toute sa force. Les classes privilégiées détestaient Napoléon, parce que son génie avait donné de la stabilité aux institutions nées de la révolution, et aussi parce que ses victoires avaient déjoué leurs calculs et fortement ébranlé ce qui leur restait encore de pouvoir et d'influence.

Toutes ces circonstances vinrent en aide à l'armée anglaise, qui eut en outre l'avantage d'être commandée par un général inspirant à ses subordonnés une confiance absolue, joignant à des talents militaires hors ligne les qualités non moins précieuses de l'administrateur, du financier et de l'homme d'État. Cette armée recevait du pays où elle faisait la guerre

(1) En Espagne, le blocus continental menaçait, outre le commerce déjà très-appauvri des villes maritimes, le commerce de la contrebande, fort important dans ce pays, et le sort de 100,000 individus employés dans l'accise et les douanes.

des secours en hommes, en vivres, en numéraire; et alors même que ces ressources lui faisaient momentanément défaut, elle pouvait toujours compter sur une neutralité bienveillante. Cet avantage permettait au général en chef d'avoir toujours ses troupes sous la main, de ne laisser que de faibles détachements dans les places les plus importantes, et de combiner ses opérations sans tenir compte de l'état des récoltes. Cependant l'obligation de nourrir et de payer les soldats sans recourir à la maraude ni aux réquisitions (1), lui créa souvent des difficultés comparables à celles dont se plaignaient les généraux français. Quand l'argent n'arrivait pas, quand les valeurs anglaises étaient subitement dépréciées, ou que les transports de grains ne se faisaient pas régulièrement, soit par la faute des autorités locales, soit par celle de l'amirauté anglaise, Wellington était forcé de recourir aux expédients les plus variés pour nourrir et payer ses troupes. Or ces circonstances ne se présentèrent que trop souvent dans le courant de la guerre d'Espagne (2). Les faits suivants en donneront la preuve.

En 1809, il y eut un moment où l'armée anglaise, par suite de l'épuisement du Portugal, n'eut d'autre ressource, pour nourrir les hommes et les chevaux, que de faire venir quelques bêtes à cornes et un peu de paille des provinces du nord.

A la fin de cette campagne, la nation presque toute entière était nourrie par le secrétariat anglais. La Grande-Bretagne fit des sacrifices énormes pour subvenir à ces besoins, et,

---

(1) Belmas prétend que Wellington « frappa Madrid d'une forte contribution, et que l'allégresse fit bientôt place à d'autres sentiments. » Mais le colonel Gurwood, éditeur des *lettres de Wellington*, combat cette assertion; il prétend que « jamais le général en chef n'a levé ou permis qu'on levât de contributions à Madrid, non plus que dans aucune autre partie de la Péninsule. »

(2) On ne doit pas perdre de vue que l'entretien d'une armée anglaise est bien plus onéreux que celui de toute autre armée. Ainsi la petite armée de Wellington coûtait, en 1809, 300,000 livres sterling par mois. (ALISON, t. VII, p. 380.)

recrutement était vicieux; il se composait de soldats qui, par leurs habitudes antérieures, étaient enclins à franchir sans cesse les bornes du devoir. Ces soldats auraient, sans nul doute, aggravé les horreurs inséparables du système des réquisitions, et rendu ainsi l'armée anglaise odieuse à tous les Espagnols (1).

Il résulte de ce qui précède, que le système d'alimentation adopté pour l'armée anglaise, tout en offrant des avantages remarquables, donnait au général en chef d'énormes embarras, et l'astreignait à régler ses mouvements sur la marche des convois.

Cet inconvénient fut encore aggravé par la faute des gouvernements indigènes et par l'incurie, voire même, dans certains cas, la négligence et l'hostilité secrète du ministère anglais. En parcourant la volumineuse correspondance de Wellington avec les membres des divers cabinets qui se sont succédé de 1807 à 1815, on se demande souvent si le duc n'eut pas plus de peine à satisfaire les hommes d'État de son pays qu'à tenir tête aux armées francaises.

« Les ministres de cette époque, dit Alison, étaient incapables de juger les affaires militaires; ils s'en rapportaient à des hommes spéciaux, plus incapables encore, ou noyés, par suite d'une longue inactivité, dans une mer de détails insignifiants (2). » Ils n'étaient jamais prêts à temps et attendaient toujours, pour s'exécuter, que les pressantes sollicitations de Wellington les missent dans l'impossibilité de rester plus longtemps inactifs. Il est vrai que la situation des finances,

---

(1) Le caractère de Wellington répugnait d'ailleurs à l'emploi d'un moyen aussi violent et aussi injuste. Sa pensée à cet égard se trouve clairement exprimée dans le passage suivant d'une lettre écrite, le 31 janvier 1812, au baron Constant de Rebecque : « La guerre est « pour le gouvernement français une ressource de finance, et c'est, ce me semble, le plus « grand malheur que la révolution française ait légué à la génération présente. »

(2) T. VIII, p. 5.

la diversité des intérêts engagés dans la grande lutte européenne, ainsi que les exigences du Parlement, qui voulait se rendre compte de tout, expliquent jusqu'à un certain point ces lenteurs et ces hésitations. Cependant, on ne saurait nier que plusieurs fois le ministère ne se conduisît de façon à mériter les reproches de l'armée qui soutenait si vaillamment dans la Péninsule l'honneur et les intérêts de la Grande-Bretagne. On doit blâmer surtout la prétention qu'il eut, jusqu'au dernier moment, de donner à ses généraux des instructions complètes sur toutes les parties du service, et de leur tracer même des plans de campagne qui, par le peu d'intelligence avec laquelle ils furent combinés, devinrent tantôt un embarras, tantôt un danger sérieux.

On a vu que par des ordres contradictoires et des idées fausses, le cabinet de Londres aurait compromis le succès de la campagne de 1808, si Wellesley n'avait pris sur lui de suivre ses propres inspirations. Au lieu de soutenir cet habile général dans l'affaire de la convention de Cintra, le gouvernement eut la faiblesse de le rappeler, et de lui donner pour remplaçant John Moore, qui n'eut pas plus que son prédécesseur à se louer de l'intelligence et de l'activité des hommes d'État de son pays.

Le ministère avait inondé l'Espagne d'agents incapables; ces agents fournissaient les renseignements les plus faux sur l'état des esprits et des forces insurrectionnelles; c'est d'après ces données inexactes que furent rédigées les instructions des généraux. John Moore sut bientôt à quoi s'en tenir sur la valeur de ces instructions, sur l'enthousiasme des Espagnols, sur la bravoure de leurs troupes et sur l'efficacité des secours envoyés par l'Angleterre aux juntes et aux autorités locales. Il paya de sa vie les erreurs et les illusions des ministres anglais qui, pour couvrir leurs fautes, et ne pouvant s'en prendre à lui personnellement, eurent la lâcheté de calomnier sa mémoire!

John Cradock ne fut pas mieux traité. On le laissa sans instructions (1), avec 14,000 hommes, en présence de Soult et de Victor, qui s'apprêtaient à marcher sur Lisbonne à la tête d'une armée quatre fois plus forte que la sienne.

Cette coupable insouciance provenait de ce que le cabinet, après l'échec de John Moore, ne croyait plus à la possibilité de maintenir son armée en Portugal : « Vous êtes averti par ma « dépêche du 24 décembre, écrivait Canning à l'un de ses « agents (2), que dans le cas où les forces commandées par « J. Cradock évacueraient le Portugal, *événement que ren-* « *dent probable les affaires de la Galice*, etc. »

Sir Arthur Wellesley craignant que cette opinion ne devînt générale, prouva qu'il était possible de défendre le Portugal contre les armées françaises, quelque nombreuses qu'elles fussent (3). Les ministres, convaincus à moitié par cette démonstration, lui rendirent son commandement à titre d'essai; mais, au lieu de s'en rapporter désormais à son expérience, ils l'entravèrent dès son début par des instructions qu'il se vit le plus ordinairement dans la nécessité de modifier, « pour ne « pas être obligé de s'arrêter au moment où un mouvement « offensif pouvait être le plus important à la cause des Espa- « gnols (4). »

Plus d'une fois, Wellington eut à se débattre au milieu de pareilles entraves. Une des idées favorites du ministère était d'occuper l'île de Léon, et de faire de Cadix la base de toutes les opérations contre l'armée française. Le duc combattit cette idée, en s'appuyant sur les principes de la

(1) Il écrivit le 26 février 1809, au général Mackenzie : « Depuis le 14 janvier, nous sommes « sans instructions. »

(2) *Lettre* du 24 janvier 1809, *à lord Villiers*.

(3) John Moore semble avoir émis une opinion contraire en déclarant qu'il lui serait impossible de défendre le Portugal avec l'armée dont il avait le commandement ; mais il faut noter que cette armée n'était pas aussi forte que celle de Wellington.

(4) *Lettre de Wellington à Castlereagh*.

stratégie et en faisant observer que l'hostilité jalouse des Espagnols ne lui permettrait pas de créer à Cadix un établissement aussi sûr et aussi solide qu'à Lisbonne. Les faits lui ont donné complétement raison, et l'on doit regarder comme une des grandes causes du succès de la guerre d'Espagne, la résolution que prit le général anglais de renoncer à Cadix pour s'établir en Portugal, sur le flanc des lignes d'opérations françaises (1).

Une autre erreur du cabinet de Londres fut d'employer constamment ses troupes à des expéditions secondaires, et d'affaiblir sans nécessité l'armée principale dans des circonstances où il aurait dû, au contraire, la renforcer par tous les moyens possibles. Ainsi, à peine arrivé dans la Péninsule, Wellington eut à se prononcer contre la guerre impolitique où la junte centrale et quelques hommes d'État voulaient entraîner la Grande-Bretagne, dans le but de soumettre les colonies espagnoles révoltées. En 1812, le duc s'opposa avec la même énergie à l'invasion de l'Italie, décidée par le gouvernement anglais, sur la proposition de William Bentinck. L'expédition n'eut pas lieu, mais ses apprêts firent reculer au delà du terme opportun une autre entreprise à laquelle Wellington tenait beaucoup. « La Catalogne, dit Napier (2), renfermait les meilleurs éléments d'organisation militaire ; si, à quelque époque que ce fût de 1809 et de 1810, on avait eu sur la côte 10,000 Anglais prêts à attaquer les Français à dos, ou à contenir les Catalans, les opérations du 7e corps auraient été paralysées, et Gironne, Hostalrich, Tortose, Tarragone, Lérida même auraient été sauvées. » Wellington fit valoir cette considération ; mais on trouva plus utile d'em-

(1) Cadix, au point de vue militaire comme au point de vue politique, fut plutôt un embarras qu'un appui pour Wellington. Les troupes employées à la défense de cette ville auraient rendu de meilleurs services si on les avait employées en campagne.

(2) T. V, p. 202.

ployer l'armée anglaise de Sicile à soumettre les îles Ioniennes, à se promener çà et là sur les côtes d'Italie, que de renforcer les Catalans, lorsqu'ils étaient encore maîtres de toutes leurs places fortes, lorsqu'ils avaient entière confiance dans le succès de l'insurrection.

Ce ne fut qu'après la chute de ces places, après la destruction des armées espagnoles, et quand la population, désillusionnée, eût éprouvé toutes sortes de souffrances, que l'on dirigea sur la côte orientale de l'Espagne un corps d'armée dont la présence aurait été beaucoup plus utile ailleurs.

Tant d'années passées en hostilité avec la France n'avaient pu inculquer au cabinet anglais les premières notions de l'art de la guerre ; et, loin de convenir de ce fait, rendu évident par ses fautes, il poussait l'aveuglement au point de dédaigner de prendre l'avis des hommes spéciaux. Ce ne fut qu'après la mort de Perceval que Wellington put agir selon son propre jugement ; et même après la victoire décisive de Salamanque, le chef du cabinet avait si peu de confiance dans le résultat final de la guerre et dans l'habileté du général en chef, qu'il ne cessait de lui écrire, *qu'en cas de revers, la responsabilité retomberait sur sa tête.*

En 1813, il fut de nouveau question d'envahir l'Italie méridionale, et Wellington fut une seconde fois obligé de faire ressortir l'absurdité de ce projet.

Enfin, au commencement de 1814, le ministère avait une si fausse idée de l'importance du rôle que son armée jouait au midi de la France, qu'il proposa de l'envoyer en Belgique pour former l'aile droite des forces alliées (1). Et quand Wellington

(1) Cette idée datait de plus loin. Il résulte en effet d'une lettre de Wellington, adressée au comte Bathurst, le 7 novembre 1812, que déjà à cette époque le ministère avait résolu d'envoyer l'armée anglaise, après l'évacuation de la Péninsule, en Italie ou dans le Nord. Plus tard, il fut question de l'envoyer en Hollande, dans le Nord, puis en Belgique. (Voir *Characteristics,* p. 45, et *Despatches,* t. X, p, 523, et t. XI, p. 384.)

eut combattu victorieusement cette idée, ainsi que le projet de réduire le subside mensuel de 100,000 livres affecté à son armée, le ministère, donnant une autre direction aux renforts destinés aux régiments de la Péninsule, les envoya se faire écraser, sans but et sans utilité, à Berg-op-Zoom.

A ces témoignages nombreux de l'incapacité militaire du gouvernement anglais viennent se joindre des preuves convaincantes de son imprévoyance et son mauvais vouloir.

En 1808, après Vimeiro, l'armée britannique passa en vingt-quatre heures du commandement de Wellesley à celui de Burrard et de Dalrymple, sans qu'il y eût aucune raison pour agir de la sorte.

En 1812 et 1813, l'armée anglo-sicilienne, par suite d'une inconséquence pareille, changea sept fois de chef en quinze mois; cette circonstance ne fut pas étrangère aux désastres successifs de cette armée.

La conduite de l'amirauté anglaise mérita de plus graves reproches encore. Le général en chef eut à s'en plaindre jusqu'à la fin de la guerre. Il est certain que lord Melville (1) entrava de toute manière les opérations du duc, et notamment le siége de Saint-Sébastien. « Il osa même prétendre que les besoins de l'armée de la Péninsule étaient la dernière chose dont il dût s'occuper (2). »

Quoique Wellington eût le plus grand intérêt à disposer librement de la partie de la flotte chargée de pourvoir à la sûreté et à la subsistance de son armée, il se vit jusqu'à la fin obligé de recourir, pour l'exécution des mesures les plus urgentes, à la voie si longue et si formaliste des bureaux du ministère de la marine (3).

Le comte Grey signale encore une autre erreur de ce mi-

---

(1) Lord Melville était alors chef de l'amirauté.
(2) NAPIER, t. XI, p. 247.
(3) *Despatches*, t. IX, p. 456, et t. XI, p. 118, 123, 239.

nistère : c'est d'avoir formé de la côte nord d'Espagne et de la côte ouest du Portugal, deux commandements maritimes séparés ; de telle sorte qu'un bâtiment allant de Lisbonne à Oporto était sous les ordres d'un commandant, et tombait sous les ordres d'un autre quand il touchait la Corogne (1). Il est presque inutile d'ajouter que les représentations de Wellington à cet égard n'obtinrent aucun succès.

Tout aussi tracassière fut l'administration de la guerre, dite *Horse guards*. Ne laissant aucune liberté, aucune prérogative au général en chef, elle nommait ou remplaçait les officiers, détachait ou rappelait les régiments presque toujours sans le consulter. Il existe un grand nombre de lettres où le duc se plaint de cette manière d'agir, du mode peu convenable suivi dans les nominations, et de l'impossibilité où il se trouvait de récompenser les services rendus (2).

Les plus vulgaires détails étaient soumis au contrôle du ministère : « Il semble réellement extraordinaire, dit le comte Grey (3), que des ministres chargés du gouvernement d'un empire tel que la Grande-Bretagne aient jugé nécessaire d'imposer au commandant de la plus grande armée de cet empire l'obligation de s'adresser au secrétaire d'État, membre du cabinet, pour savoir comment les soldats doivent faire leur dîner ; et cependant il existe une lettre du 14 mars 1810 à lord Liverpool, dans laquelle Wellington se plaint de n'avoir pas encore reçu de réponse à une lettre du 24 septembre de l'année précédente, adressée au commandant en chef, relativement aux *marmites de campement*... « Ce retard, « dit-il, nous cause des inconvénients qui se font journel- « lement sentir... les soldats ne peuvent évidemment cuire

---

(1) *Characteristics*, p. 104.

(2) *Despatches*, tome VI, pages 304, 389, 417, 566 ; t. VII, page 262 ; tome IX, page 625 ; tome X, page 72.

(3) *Characteristics*, p. 83.

« leur nourriture s'ils n'ont pas de marmites de campe-
« ment (1). »

Ces niaiseries montrent combien l'administration de la guerre était alors esclave des règles et des pratiques surannées. Les bureaucrates de cette administration prétendaient qu'une armée en campagne observât toutes les formalités administratives imposées aux troupes en garnison à Londres; il résulta souvent de ces exigences les ordres les plus absurdes (2).

Le ministère exigeait des rapports hebdomadaires sur les opérations de l'armée, et des notes détaillées sur les projets du général en chef. Or, plus d'une fois ces documents, livrés aux journaux, devinrent une excellente source d'information pour les généraux ennemis (3). « Il est bien à
« souhaiter, écrivit le duc à lord Liverpool (4), que vous ne
« rendiez pas publics les détails que je donne dans mes
« dépêches. Vous ne pouvez vous figurer combien les Fran-
« çais manquent de renseignements précis. Toutes celles de
« mes dépêches qu'on publie sont envoyées de Paris à Mas-

---

(1) Voici d'autres faits cités au hasard :

1° Il y avait des officiers anglais attachés à l'armée espagnole pour diverses missions spéciales. Il était tout naturel que ces officiers fussent placés sous le contrôle de Wellington et ne correspondissent que par son intermédiaire avec le gouvernement anglais. Or c'est ce qui n'eut jamais lieu.—Voir Gurwood, t. V, p. 402.

2° Tout officier anglais entrant dans l'armée portugaise obtenait un grade d'avancement. Il en résultait que, lorsque les deux armées devaient agir ensemble ou de concert, d'anciens officiers anglais se trouvaient sous les ordres de leurs plus jeunes camarades. Wellington proposa un remède à ce mal; après bien des retards, il reçut une solution contraire à ses vues.—Voir *Characteristics*, p. 82; *Despatches*, t. V, p. 87.

3° Plus d'une fois le duc eut à se plaindre de ce que les *horse guards* lui renvoyaient des militaires qu'il avait éloignés de la Péninsule par disgrâce ou punition (*Despatches*, t. V, p. 424).

4° L'administration de la guerre refusa constamment de régler la position équivoque de Beresford, qui étant à la fois maréchal portugais et général anglais, se trouvait, par le premier titre, supérieur à Tilson, Murray, Hill et Cotton, et, par le second, inférieur à ces généraux, étant moins ancien qu'eux. Cette anomalie provoqua une discussion à la suite de laquelle un excellent officier, le colonel Murray, demanda et obtint son rappel en Angleterre.

(2) Le *Recueil* de Gurwood en fournit une preuve, t. IX, p. 423.

(3) Voir la *lettre* adressée par *Wellington à Bathurst*, le 12 septembre 1812.

(4) Le 25 avril 1811.

« séna, et c'est de cette manière qu'il est informé de tout ce « qui se passe (1). »

Vingt lettres de Wellington, écrites à toutes les époques de la guerre d'Espagne, signalent les mêmes faits et renouvellent les mêmes plaintes, sans qu'aucune d'elles ait jamais produit le moindre résultat.

On doit encore signaler, comme très-nuisibles aux succès de l'armée anglaise, l'insuffisance et la mauvaise qualité de son matériel, que le duc, malgré ses efforts, ne parvint pas à rendre meilleur ni plus complet. « De l'avis de tous les ingénieurs, dit le colonel Jones, sir Hew Dalrymple eût été dans l'impossibilité de prendre, avant quelques mois et sans pertes énormes, les places d'Alméida et d'Elvas, parce que l'Angleterre n'aurait pu réunir le matériel nécessaire au siége de ces places. Ce fut même la principale considération que Dalrymple fit valoir en faveur de la convention de Cintra (2). »

Le même ingénieur fait observer « que la retraite de la Corogne, pendant laquelle on fut obligé de conserver un pont, *faute d'outils* pour le démolir, fournit un exemple mémorable des funestes résultats que peut produire une administration incapable et parcimonieuse (3). »

Enfin, Jones prétend que « si, durant l'hiver de 1810 à 1811, et lorsque l'armée était renfermée dans les lignes de Lisbonne, on eût proposé d'approvisionner le parc du génie d'une quantité suffisante de mineurs, de sapeurs, d'artificiers, de chevaux de trait, de fourgons et de pontons, on eût considéré cette proposition comme déraisonnable. Cependant, il est facile de prévoir la tournure différente qu'eussent prise les événements si le maréchal Beresford

(1) Voir aux annexes une note qui confirme ce fait et met au jour un grand nombre d'autres abus du même genre.

(2) *Journaux des siéges*, p. 450.

(3) *Journaux des siéges*, p. 440.

eût passé la Guadiana le 26 mars. Badajoz ayant encore à cette époque sa brèche ouverte, ses tranchées comblées et ses magasins dépourvus d'approvisionnements n'aurait fait que peu ou point de résistance ; la bataille d'Albuéra n'eût pas été livrée, et l'armée anglaise n'eût pas sacrifié ses meilleurs soldats dans des assauts meurtriers (1). »

Le parc de siége offrait si peu de ressources et était en si mauvais état, qu'à Badajoz Wellington dut employer des canons qui dataient de Philippe II, et que, faute de mortiers, il se vit dans la nécessité de faire monter des obusiers sur des blocs de bois (2).

A Burgos, il se trouva obligé de suspendre les attaques jusqu'à l'arrivée d'un convoi de munitions, attendu depuis six semaines.

Il dut patienter aussi jusqu'à la fin de la guerre pour obtenir l'autorisation de former un corps spécial de sapeurs-mineurs. Les cent premiers hommes de ce corps n'entrèrent en fonctions qu'à la reprise du siége de Saint-Sébastien, en septembre 1813.

Les autres services n'étaient pas mieux organisés que celui du génie.

Le commissariat (3) se recrutait d'employés civils qui n'avaient aucune expérience, aucune idée saine de la guerre, et sur lesquels le commandant en chef n'exerçait qu'une autorité insuffisante. Il lui était interdit de démissionner ces employés, quelque faute qu'ils commissent; et les généraux auxquels ils étaient attachés n'avaient pas même le droit de les punir disciplinairement (4). On n'exigeait des candidats aucune espèce de garantie. Nous avons sous les yeux une

(1) *Journaux des siéges*, p. 451.
(2) *Journaux des siéges*, p. 451.
(3) Le commissariat avait pour chef le colonel Gordon.
(4) Voir *Despatches*, t. IV, p. 483. Les généraux devaient, pour ces punitions, en référer au commandant en chef.

lettre où Wellington exprime son étonnement de ce qu'on eût envoyé à Cadix comme député-commissaire général un ancien *coupeur de bourses* (1). Dans une autre lettre (2), il se plaint de ce qu'on n'eût pas voulu donner de l'avancement au commissaire adjoint, *le plus capable de tout le département*, sous l'unique prétexte qu'il n'avait pas cinq ans de grade. Dans une autre lettre encore, il proteste contre la résolution des *Horse guards* de ne pas ratifier certaines nominations provisoires qu'il avait dû faire dans l'intérêt du service : « J'ignore, dit-il, ce qui en est ; mais si l'on a réellement cette intention, je désire sincèrement que le gouvernement cherche à nommer quelque autre officier pour conduire ses affaires dans ce pays, car je suis tout à fait incapable d'en prendre soin si l'on me traite de la sorte (3). »

Est-il étonnant, après cela, que Wellington fût si souvent obligé de signaler *l'incapacité et la négligence* (4) du commissariat, dont le service cependant aurait dû occuper le premier rang dans une armée vivant aux dépens de ses magasins ?

Le système des hôpitaux laissait aussi beaucoup à désirer ; il était notablement inférieur à celui des hôpitaux français, desservis par des ambulances qui excitaient l'admiration des alliés.

Faute d'argent et d'appui dans le corps des chirurgiens,

---

(1) *Lettre* du 17 avril 1810, *au colonel Gordon*. Voici un extrait de cette lettre : « I think that a person who has an itch for purses is not a fit person to be a deputy commissary-general, in charge of the departement. »

(2) *Despatches*, t. VI, p. 566.

(3) *Despatches*, t. VII, p. 262.

(4) *Despatches*, t. IV, p. 483 et 445. Dans une autre lettre (t. V, p. 421) Wellington dit : « The most important objects are des appointed by the inefficiency or neglect of the officiers of the commissariat. »

Le 8 août 1808, il écrivit à Castlereagh : « Nos administrateurs sont incapables d'administrer autre chose que des comptoirs de négociant ; » — Et le 5 septembre suivant : « Avec de tels employés, l'armée, eût-elle des vivres en abondance, mourrait de faim. » On retrouve les mêmes plaintes articulées dans les lettres de John Moore. Voir notamment celles des 18 et 22 octobre 1808.

Wellington ne parvint pas à modifier cet état de choses. Ses blessés étaient enlevés lentement et mal soignés ; on ne lui envoyait de Londres que des étudiants non diplômés, ignorant les premiers besoins de la guerre, ne connaissant rien de leur métier (1).

Le corps des ingénieurs n'était pas non plus à la hauteur de sa mission ; c'est ce qui explique l'insuccès ou la mauvaise direction donnée à la plupart des attaques : « J'espère, écrivait « Wellington, en 1812, qu'à l'avenir nos armées seront « mieux équipées pour faire des siéges ; qu'elles auront le « monde nécessaire pour les diriger comme il faut, et que « nos ingénieurs apprendront à placer les batteries sur la « crête du glacis pour renverser l'escarpe, au lieu de les « établir partout où le mur peut être vu, en laissant aux « pauvres soldats le soin de traverser le fossé comme ils « peuvent (2)... »

Enfin, pour compléter cet exposé fidèle des imperfections de l'armée anglaise, nous ajouterons que le corps d'état-major, chargé de transmettre la pensée du général et de veiller à l'exécution des ordres, était faible et recruté de mauvais éléments. A part quelques officiers supérieurs, tels que Murray et Packenham, d'un incontestable mérite, les autres, et surtout ceux provenant de High Wycombe, ne montraient que négligence et incapacité : « Si l'on était autorisé à les « prendre dans la ligne, écrivait Wellington (3), tout irait « bien. Les pédants de High Wycombe peuvent bien être « versés dans la théorie, mais plusieurs d'entre eux manquent « d'activité et de connaissances pratiques. Un jeune état-« major est la ruine d'une armée. »

---

(1) NAPIER, t. IX, p. 313, 314, 315.

(2) Le 28 mai 1812, *au général Murray*. — Pas un seul siége en Espagne, dit Napier, n'a pu être conduit régulièrement par l'armée anglaise. » — T. XI, p. 260.

(3) *Lettre* citée par STOCQUELER t. I, p. 315.

Nous venons de signaler quelques-unes des causes d'infériorité de l'armée anglaise. Il en reste une dernière à mentionner, la plus importante de toutes, à savoir les vices du recrutement et la mauvaise composition des cadres.

Comme certains critiques ont attribué les succès de Wellington aux qualités exceptionnelles des troupes anglaises, il importe de nous arrêter un moment sur cette question.

Il est certain que le soldat anglais, bien commandé, est admirable *sur le champ de bataille*, et qu'il possède à un haut degré le sang-froid, la tenacité, le courage et cette qualité si rare que le général Foy appelle *le calme dans la colère*. Mais à côté de ces vertus, que de défauts! L'ivrognerie, la cupidité, la débauche, et une disposition fréquente à méconnaître l'autorité des chefs. Tous ces vices, Wellington eut à les combattre sa vie durant, et quoiqu'il fût doué d'autant d'énergie que de persévérance, il ne réussit point à les faire disparaître ni même à les atténuer notablement.

Le duc d'York avait introduit de grandes améliorations dans la discipline et dans l'organisation des troupes (1); Wellington continua cette réforme; sous son habile direction, l'armée anglaise acquit un degré de force et de prestige qu'elle n'avait pas encore atteint jusque-là. Mais ni l'un ni l'autre de ces deux hommes de guerre ne purent dompter les mauvaises habitudes que les soldats anglais empruntent au milieu dans lequel ils vivent avant leur entrée au service.

A côté de ces entraves, qui tiennent au mode de recrutement, il en est une qui a sa source dans la nature physique des hommes enrôlés. Quoique possédant une grande force corporelle, et peut-être même à cause de cette circonstance, le soldat anglais a besoin d'une nourriture abondante et substantielle. Les privations lui enlèvent une partie de ses qua-

---

(1) ALISON, t. VI, p. 304.

lités; et alors même que ses appétits sont satisfaits, il a beaucoup de peine à faire des marches longues et rapides (1). Nous ne dirons pas avec M. Thiers, *qu'il ne sait se battre qu'après avoir bien mangé* (2), car Talavera prouve le contraire; mais nous affirmerons, sans crainte d'être démenti, qu'il n'a pas assez de vivacité et d'enthousiasme pour être entreprenant.

Wellington eut à tenir compte de ces empêchements et de ces défauts naturels. S'il n'exécuta point de ces opérations rapides qui ont illustré l'armée française, c'est qu'il ne le pouvait absolument pas. Tout ce qu'il était possible de faire avec les soldats de son pays, il l'a fait dans l'Inde et dans la Péninsule. Durant la guerre des Mahrattes, il exécuta des marches dont on n'avait pas eu d'idée jusqu'alors dans ces contrées. En Espagne, toutes les fois que ses opérations l'exigèrent, il continua le même système; nous citerons entre autres comme exemples remarquables de mobilité pour des troupes anglaises, les faits suivants, dont l'authenticité ne saurait être mise en doute.

En 1811, la division légère de Crawfurd, sous les ordres de Spencer, quitta les environs d'Almeida dans la saison des fortes chaleurs, fit pendant plusieurs jours des étapes de 7 à 9 lieues, et atteignit Badajoz *sans laisser un seul homme en arrière* (3).

A la bataille de Barosa, les troupes du général Graham, arrivées sur le terrain après une marche de nuit de seize heures, soutinrent avec succès un combat des plus meurtriers (4).

---

(1) « L'infanterie anglaise est la première du monde pour le jour du combat. Du reste, elle marche mal, et ses besoins, tant réels que factices, lui enlèvent une grande partie de son élasticité, de sa mobilité et rendent son entretien ruineux. » — Comte de WARREN, t. II, ch. IX.

(2) *Hist. du Consulat et de l'Empire*, p. 786.

(3) NAPIER, t. VII, p. 249.

(4) Voir la *lettre de Graham à Wellington*, 6 mars 1811.

En 1812, les troupes de Hill firent dans la vallée du Tage 13 lieues en un seul jour (1).

La même année, plusieurs régiments anglais se portèrent sans s'arrêter de Cadix sur Burgos, et de Burgos sur Ciudad-Rodrigo. A partir de Salamanque, les soldats, en cinq jours, ne reçurent que deux rations et se virent même réduits à manger des glands (2).

Cependant malgré ces faits, il est prouvé que l'armée anglaise marchait plus difficilement que celles de Napoléon, bien que chaque homme ne portât sur lui que pour trois jours de vivres au plus, tandis que les soldats français étaient quelquefois chargés de rations pour dix et quinze jours (3).

Cette circonstance, jointe à l'indiscipline et à la cupidité des volontaires anglais, empêcha Wellington de tirer de ses victoires autant de parti qu'il eût fait dans d'autres conditions et avec d'autres éléments.

Pour ne citer qu'un seul exemple, à l'issue de la bataille de Vittoria, la plupart des régiments se débandèrent, et 18 jours après, de l'aveu du général en chef, il y avait encore 12,500 maraudeurs dans les montagnes. Voici en quels termes Wellington signala ce fait à lord Bathurst (4) :

« La bataille de Vittoria a, comme d'ordinaire, anéanti dans « l'armée tout ordre et toute discipline. Les soldats ont eu à « se partager environ un million sterling en argent, déduc- « tion faite d'une somme de 100,000 dollars, versée dans la « caisse militaire. Au lieu de passer la nuit de la bataille à « se reposer et à manger, pour être en état de poursuivre

(1) Napier, t. IX, p. 392.

(2) Napier, t. X, p. 24.

(3) « En marche, les soldats anglais emportent du pain pour trois jours, les soldats portugais pour six et les soldats français pour quinze. » (*Wellington* au docteur *M'Gregor*, 9 juin 1812.) L'armée française, dit Napier, était, sous le rapport de l'organisation et du moral, une ma- « chine militaire bien supérieure à l'armée anglaise. » — T. X, p. 168.

(4) *Lettre* du 29 juin 1813.

« l'ennemi le lendemain, les soldats ont employé cette nuit « à piller; aussi *furent-ils incapables de se porter en avant* « et totalement abattus.

« La pluie survint et augmenta leurs fatigues. Je suis bien « certain que nous avons maintenant hors des rangs le double « des hommes tués dans la bataille, et que nous avons perdu « plus de monde que l'ennemi dans la poursuite, bien que « nous n'ayons jamais fait plus d'une marche ordinaire par « jour. »

Ce fait, dont la guerre d'Espagne offre plusieurs exemples, vient à l'appui de ce que disait Wellington dans une de ses lettres : « Nous avons une très-bonne armée pour parader, « très-bonne pour combattre, mais que la défaite ou le succès « désorganise également (1). »

Le duc attribuait en partie cette cause d'infériorité à la négligence avec laquelle les officiers remplissaient leur devoir : « Nous ne ferons rien de bon, disait-il, tant que nous ne « changerons pas notre système au point d'obliger tous « les grades à faire leur devoir. » Le livre d'ordre de Wellington et sa correspondance officielle attestent que les officiers anglais, quoique braves et intelligents un jour de bataille, ignoraient une foule de choses nécessaires à leur état, et se montraient fort peu soucieux de veiller à l'instruction et à la discipline des troupes. C'est un point généralement ignoré, et sur lequel nous aurions conservé des doutes, si le témoignage de Wellington ne les avait entièrement dissipés. Nous lisons, en effet, dans un ordre du jour du 17 août 1812 : « Remplir son devoir avec bravoure dans « l'action n'est qu'une petite partie de ce qu'on exige... Les « officiers de tous grades et dans toutes les situations ont trop

---

(1) « We are an excellent army on parade, an excellent one to fight, but take my own woord for it, that either defeat or success would dissolve us. » Cité par le comte Grey, p. 80.

« l'habitude de laisser à leurs inférieurs la tâche d'accomplir « les devoirs les plus importants, sans même prendre la peine « de surveiller leur conduite. Il en résulte que tous les ser- « vices se font négligemment et sans exactitude (si tant est « qu'ils se fassent), ce qui entraîne les plus graves inconvé- « nients. » ... « Nos officiers de cavalerie, dit-il encore (1), « ont acquis l'habitude de galopper à tout propos, et de « galopper en arrière aussi promptement qu'ils galoppent en « avant. Ils ne considèrent jamais leur situation, jamais ne « pensent à manœuvrer devant l'ennemi, de telle sorte qu'on « pourrait croire qu'ils ne savent commander des troupes « que sur le champ d'exercice de Wimbledon. (*So little that* « *one would think they cannot manœuvre except on Wim-* « *bledon common.*) »

En 1813, le duc se plaignit au colonel Torrens, directeur des bureaux de la guerre, en termes plus vifs encore : « Le « fait est que si par discipline on entend l'habitude d'obéir « jointe à une certaine instruction militaire, nous avons fort « peu de discipline dans l'armée. Personne ne songe à exé- « cuter les ordres donnés, et tous les règlements des *Horse* « *guards* et du bureau de la guerre, ainsi que tous les ordres « de l'armée ayant rapport au service sont autant de papier « perdu (2). »

On aurait tort de croire que ces jugements sévères ont été portés dans un accès de mauvaise humeur, ou qu'ils avaient pour but unique de stimuler l'amour-propre des officiers anglais. Quinze ans après la guerre, le 22 avril 1829, Wellington écrivait, à tête reposée dans son cabinet, une lettre remarquable sur la discipline de l'armée anglaise, où se trouve entre autres le passage suivant : « Dans mon opinion, le devoir d'un

---

(1) *Despatches*, t. IX, p, 240.
(2) *Lettre* du 18 juillet 1813.

« officier subalterne n'est pas du tout compris dans la cavalerie « et dans l'infanterie de ligne comme il l'est dans les armées « étrangères. Ce sont les sergents qui le remplissent dans les « gardes. Il en résulte que nos officiers, gens comme il faut, « tout admirable que soit leur conduite sur le champ de « bataille, tout honorables qu'ils soient eux-mêmes, quelque « gloire et quelque avantage qu'ils procurent au pays, ne « sont que de pitoyables créatures, lorsqu'il s'agit de main- « tenir la discipline parmi leurs compagnies dans les camps, « dans les villes ou dans les cantonnements (1). »

On trouvera à la fin du tome III une note servant à corroborer ces témoignages.

Pour ne pas fatiguer l'attention du lecteur, nous donnerons également, sous forme d'annexes, les faits servant à mettre en lumière les vices nombreux et les imperfections de tout genre que présente une armée anglaise en campagne. Il suffira, pour justifier l'opinion que nous avons émise à cet égard, de citer les extraits suivants de la correspondance de Wellington.

Le 31 mai 1809, le duc écrivit à lord Castlereagh : « L'ar- « mée se conduit horriblement mal. C'est une bande de « vauriens... Elle pille partout... » Le même jour, il écrivit à lord Villiers : « Il y a longtemps que j'ai l'opinion qu'une « armée anglaise ne saurait endurer ni le succès, ni la dé- « faite. » Dans une autre lettre à Castlereagh (2) : « Nous « sommes, dit-il, plus à craindre que l'ennemi. »

Et dans un ordre du jour adressé, le 28 novembre 1812, aux commandants des divisions et des brigades : « J'ai remar- « qué avec peine que l'armée sous mes ordres était tombée,

(1) Nous pouvons bien faire observer que ce jugement n'a pas été infirmé par la guerre de Crimée, où les soldats et les officiers anglais se sont montrés tels que Wellington les a dépeints dans sa correspondance.

(2) Le 17 juin 1809.

« sous le rapport de la discipline, dans la dernière campagne,
« au-dessous de ce qui s'est jamais vu dans aucune autre
« armée... Je n'hésite pas à attribuer le mal à la négligence
« habituelle que les officiers des régiments apportent dans
« l'accomplissement de leur devoir. »

Rien n'est mieux prouvé, du reste, que l'état permanent d'indiscipline des troupes anglaises pendant la guerre de la Péninsule. Le 28 novembre 1813, Wellington écrivait au général Lambert : « Je demande à faire savoir à la cour mar-
« tiale, qu'un crime très-commun et fort alarmant du soldat
« anglais est de se porter à des voies de fait, non-seulement
« contre les sous-officiers, mais encore contre les officiers,
« dans l'exercice de leurs fonctions, et de leur résister même
« quelquefois jusqu'à tirer sur eux.... »

Le duc attribuait ces crimes à l'ivrognerie : « Il n'y a pas
« un soldat, écrivait-il, au lieutenant-colonel Torrens (1),
« qui puisse résister à la tentation du vin ; c'est leur unique
« passion dans ce pays ; ils sont toujours ivres quand ils
« sont détachés de leurs régiments, et il n'y a pas de crimes
« qu'ils ne commettent pour se procurer de l'argent, afin
« d'acheter du vin, ou s'ils n'ont pas d'argent, pour obtenir
« du vin par la force... »

Inférieure à l'armée française par le recrutement et par l'instruction des cadres, l'armée britannique était inférieure encore par le mérite de ses généraux, qui tous, à l'exception de Hill et de Hope, ne possédaient que des qualités ordinaires ; or, le premier fut presque toujours détaché sur le flanc de l'armée principale, et le second ne vint offrir ses services à Wellington qu'après le passage de la Bidassoa. Le maréchal Beresford et les généraux Alten, Crawfurd, Picton, Campbell, Paget et Cotton étaient braves, intelligents, dé-

(1) Le 2 novembre 1810.

voués, mais incapables d'agir seuls. Plusieurs divisionnaires de l'armée française leur étaient sous ce rapport incontestablement supérieurs ; nous citerons notamment Foy, Clausel, Maucune, Laborde, Harispe, Caffarelli, Lasalle, Dorsenne, Souham et Montbrun.

On peut conclure de ce qui précède que les maréchaux français furent mieux secondés que Wellington (1) ; qu'ils eurent de meilleures troupes, des soldats plus faciles à conduire, un matériel plus convenable, des ambulances mieux organisées, une cavalerie plus solide et une infanterie plus maniable, quoique moins opiniâtre sur le champ de bataille et moins habile dans la défense des positions.

Nous avons cru nécessaire d'exposer tous ces détails pour faire comprendre que la cause de la supériorité de Wellington, dans la guerre de la Péninsule, ne tient pas à la nature de l'armée anglaise, ni à la qualité de ses officiers. Il faut chercher ailleurs l'explication de cette supériorité longtemps méconnue, et qu'il serait puéril de contester aujourd'hui. Le concours des populations, le système de nourrir la guerre par les magasins, la tenacité extraordinaire du soldat anglais sur le champ de bataille et le génie multiple, le caractère prudent, l'excessive opiniâtreté du général en chef : voilà quelles furent les véritables causes des succès remportés par les alliés en Espagne.

On doit également signaler, comme ayant exercé une grande influence sur le résultat final, le terrain accidenté de la Péninsule, si favorable à la défensive, et la nature parti-

---

(1) On a prétendu que Wellington devait une grande partie de ses succès à son chef d'état major sir *George Murray*. Mais nous ferons observer que ce général ne se trouvait pas à Salamanque, et que toute la campagne de 1812, la plus belle de Wellington, se fit sans lui, preuve qu'il n'était pas indispensable au duc.

culière des troupes anglaises, plus aptes à ce genre de guerre que les troupes impériales.

Wellington tira aussi un grand avantage de la présence continuelle de la flotte britannique sur les côtes d'Espagne. La supériorité incontestable de cette flotte lui permit d'établir autour de la Péninsule une ligne mobile de dépôts; et cette circonstance, jointe à l'appui des habitants, lui donna le moyen de changer à volonté ses lignes d'opérations (1).

Mais tous ces avantages n'auraient pu contrebalancer l'immense supériorité numérique des Français, si Wellington n'avait multiplié les ressources de son génie pour rendre Lisbonne inexpugnable, pour remédier à l'insuffisance du gouvernement anglais, pour combattre le mauvais vouloir des autorités locales, pour améliorer l'organisation, le commandement et la discipline des troupes, enfin pour s'assurer tous les éléments qui procurent et consolident la victoire.

Les travaux des ingénieurs anglais, sous l'habile direction de ce chef, transformèrent le Portugal en un immense camp retranché, d'où l'on pouvait inquiéter le flanc de la longue ligne d'opérations des Français, comprise entre Bayonne et Cadix (2). Badajoz et Ciudad-Rodrigo étaient comme les postes avancés de ce boulevard, qui menaçait à la fois Soult dans l'Andalousie, Ney dans la Galice, Marmont dans l'Estramadure et Joseph dans Madrid. Appuyé sur cette base, Wellington pouvait opérer avec avantage contre un ennemi dispersé dans tout le royaume, entouré d'une multitude de piéges, n'ayant pas le moyen de former un système de grands magasins et de convois, ne pouvant à cause de cela réunir

---

(1) « Ce n'est pas tant, dit Lloyd, par sa force numérique que par la variété de ses lignes « d'opérations que toute une population s'oppose avec avantage à des armées régulières. » La guerre d'Espagne a pleinement confirmé cette opinion.

(2) Le Portugal a 800 lieues de côtes. Les Anglais, maîtres de la mer, pouvaient débarquer sur tous les points accessibles de ce littoral : c'était pour eux un avantage immense.

ses troupes en fortes masses, obligé enfin de prendre des positions étendues pour assurer ses approvisionnements et couvrir sa ligne de retraite, sans cesse menacée par les guérillas.

Tandis que Wellington avait une flotte pour s'approvisionner, les eaux du Tage et du Douro (1) pour faciliter ses transports, les Français, obligés de se servir de voitures ou de mulets, et d'escorter en force les plus petits convois, mouraient de faim dans leurs cantonnements. Ils trouvaient des ennemis partout, de l'appui nulle part. Vivant au milieu d'un pays insurgé, sans subsistances, sans moyens de transport et de navigation, ils ne pouvaient avoir que des établissements passagers. Eussent-ils d'ailleurs réussi à créer une position permanente, jamais cette position n'aurait eu l'importance ni offert les ressources de celles des Anglais, qui tiraient leur principale force de l'appui des habitants et du concours de la marine britannique, devenue toute-puissante depuis la destruction de la flotte française à Trafalgar.

On a eu raison d'attribuer une partie des succès de Wellington à la facilité avec laquelle ce général obtenait des renseignements exacts sur la force, l'emplacement et les projets des corps d'armée ennemis. Cependant, il faut observer que ces renseignements étaient presque toujours fournis par les agents de l'état-major anglais, attendu qu'on ne pouvait avoir aucune confiance dans les avis émanant d'autres sources, et même des généraux espagnols. Wellington ne fut si bien informé que parce qu'il avait organisé le service de la correspondance et de l'espionnage avec plus de soin et d'habileté que ses adversaires. Il avait des agents secrets partout, à la

---

(1) Wellington avait rendu le Douro navigable jusqu'à Miranda.

cour de Joseph, et même parmi les officiers supérieurs de l'armée française (1). Cependant, malgré ces nombreuses précautions, Wellington fut souvent, comme les généraux français, dans une ignorance absolue des plans et des dispositions de l'ennemi (2). Cette circonstance tenait à l'indolence du peuple espagnol, mais plus souvent encore à son mauvais vouloir envers les Anglais. Il avait déjà donné des preuves de ces fâcheuses dispositions à l'infortuné John Moore. M. Thiers (3) constate, en effet, que ce général eut autant de peine que les Français à obtenir des renseignements exacts, « parce que ses compatriotes étaient haïs comme étrangers. » On trouve au surplus la confirmation de ce fait dans la correspondance même de Moore. Ainsi, le 9 décembre 1808, il écrivait dans son *journal :* « Ici, le peuple ne prend part à rien. Nous avons la plus grande peine à trouver des gens qui nous donnent des renseignements (4). »

John Moore apprit seulement une semaine après l'événement, et par la voie des journaux, la défaite du comte de Belvéder, qui ouvrait la Castille aux Français et compromettait la sûreté des troupes anglaises.

Il fallut le même temps pour que la nouvelle de l'échec

---

(1) Napier, t. XII, p. 64.

Stocqueler donne l'extrait suivant d'une lettre interceptée, écrite par un maréchal de France : « Il (Wellington) doit lire notre correspondance ou plonger dans nos cœurs, car dès que nous avons formé un dessein, il le connaît, et dès que nous avons pris une mesure, il l'annule. » — T. I, p. 203.

(2) Un général de l'armée péninsulaire (Londonderry, t. II, p. 62) s'exprime à cet égard dans les termes suivants : « Lorsque les Français se mettaient en mouvement, nous manquions rarement de le savoir... Mais les Espagnols ne nous informaient jamais lorsqu'il y avait un rassemblement de troupes dans l'intérieur; de sorte que nous étions obligés de deviner les intentions de l'ennemi et de calculer à l'avance ce qu'il faudrait faire en cas que nous nous fussions trompés. »

(3) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, p. 782.

(4) A l'appui de cette *lettre*, nous citerons la suivante, adressée par *David Baird à John Moore :*

Astorga, le 19 novembre 1808.

« Les autorités locales n'ont pas seulement négligé de nous procurer des vivres, mais en-
« core de nous donner les moindres renseignements sur les opérations des armées et les
« mouvements de l'ennemi. »

de Blake parvînt à Salamanque, non par la rumeur publique, ni par un avis direct des chefs espagnols, mais par Charles Stuart, un des agents de l'Angleterre. La junte centrale elle-même ne donna avis de cet événement au représentant de la Grande-Bretagne que trente heures après l'arrivée du courrier porteur de l'annonce officielle de la déroute.

Enfin, chose plus inconcevable encore, John Moore n'apprit d'une manière certaine la capitulation de Madrid qu'au bout de dix jours, grâce à une dépêche du prince de Neufchâtel au maréchal Soult, dépêche interceptée par les Espagnols et tombée par hasard entre les mains d'un officier anglais, qui l'obtint à prix d'argent (1).

John Cradock, successeur de Moore, éprouva les mêmes embarras : « Il est certain, écrivait-il au colonel Donkin, que « nous ne pouvons nous reposer sur le gouvernement portu- « gais pour obtenir des renseignements prompts et exacts (2). »

Wellington eut à se plaindre de faits analogues : « Quand « vous aurez passé quelque temps dans ce pays, écrivait-il à « Burrard (3), et quand vous aurez constaté combien on met « en circulation de faux rapports, vous ne serez point étonné « de la pénurie de nouvelles exactes où je me trouve. »

La prise de Valence (1812) ne fut connue à Madrid qu'une semaine après, et l'on n'en reçut avis à Cadix qu'au bout d'un mois.

En 1809, Soult put réunir trois corps d'armée à Salamanque sans que le gouverneur de Ciudad-Rodrigo, ou la

---

(1) « Il y eut telle province, dit le comte TORÉNO, t. II, p. 186, où il se passa plus d'un mois avant qu'on apprît avec certitude la reddition de Madrid, non-seulement parce qu'il y avait peu de communications d'une province à l'autre, mais encore parce qu'on recevait assez mal ceux qui avaient de mauvaises nouvelles à apporter. »

(2) Ce même colonel Donkin écrivit, le 1er janvier 1809, de Lisbonne à J. Cradock : « L'expérience nous a démontré qu'il est tout à fait impossible d'obtenir ici de bons renseignements. L'ennemi peut être à trois ou quatre jours de marche de cette ville sans qu'on en soit instruit ; il faudrait pour l'être qu'il attaquât la ligne même occupée par nos troupes. »

Voir encore dans Napier, la *lettre* du 29 mars 1809, écrite par *J. Cradock à M. Freyre.*

(3) *Lettre* du 8 août, 1808, datée de Lavos.

junte de Castille en fussent instruits, et cette circonstance faillit devenir fatale à l'armée anglaise (1).

« Dans la campagne de Talavera, dit Napier, il n'y eut jamais que la crainte qui put déterminer les Espagnols à donner des renseignements exacts; par conséquent, les Français furent mieux servis que les Anglais, et même que les généraux espagnols qui, le plus souvent, n'apprirent l'arrivée de l'ennemi que lorsqu'ils ne pouvaient plus se soustraire à ses coups. »

Jusqu'à la fin de la guerre, les meilleures sources d'information pour sir Arthur Wellesley furent les lettres interceptées des généraux français (2).

En 1810, les habitants de la Castille, mécontents de ce que les Anglais n'avaient fait aucun effort pour délivrer Ciudad-Rodrigo, « refusèrent, dit Wellington (3), de correspondre avec les Anglais, de leur donner des renseignements, et même de leur désigner les gens qu'ils employaient pour en avoir. »

En parlant des généraux espagnols, Napier dit « qu'ils ne purent jamais obtenir des renseignements exacts sur les mouvements de l'ennemi, tandis que leurs plans étaient communiqués aussitôt aux Français, parce qu'au quartier général espagnol on discutait tous les projets ouvertement, et même avec ostentation (4). » Le fait est que Reding, à son lit de mort, déplora que les *Somatènes* ne l'eussent point aidé; que ses plans eussent été découverts à l'ennemi; que ses ordres eussent été mal exécutés, et qu'on ne lui eût jamais fourni de bons renseignements.

On doit conclure de là que si Wellington obtint dans la

(1) WELLINGTON : Voir sa *Relation des opérations de* 1809.
(2) NAPIER, t. IV, p. 81.
(3) *Lettre* du 25 juillet 1810 au *comte Liverpool*.
(4) T. III, p. 101.

suite d'exactes et promptes informations, ce fut moins par l'appui des Espagnols et le concours de leurs généraux, que par l'intelligence avec laquelle il avait organisé le service de l'espionnage et de la correspondance.

Cependant, il est certain que le chef de l'armée alliée eut, sous le rapport des renseignements, plus de facilités et plus de ressources que les maréchaux français.

D'autre part, ayant des magasins pour nourrir son armée, il n'était pas obligé de subordonner ses mouvements à l'état des récoltes (1).

Malgré ces conditions favorables, la guerre d'Espagne offrait d'immenses difficultés, au nombre desquelles nous citerons en première ligne l'anarchie où était tombée la Péninsule et l'hostilité secrète des Espagnols envers les troupes anglo-portugaises. Les juntes, avec l'imprudente témérité qui distingue la plupart des pouvoirs issus d'un mouvement populaire, croyaient l'insurrection seule plus que suffisante pour venir à bout des armées françaises. La capitulation de Baylen leur avait donné le vertige. Elles étaient à ce point jalouses de l'indépendance nationale, « qu'elles traitaient les Anglais « en auxiliaires qui affectaient pour l'Espagne un faux désin« téressement. » Les généraux espagnols, de leur côté, montraient autant de hauteur que d'ignorance et de présomption. Au lieu d'agir avec ensemble vers un but commun, ils opéraient chacun pour sa province, et ce système funeste fut non-seulement toléré, mais encouragé par les juntes (2).

La convocation des Cortès n'améliora point la situation sous ce rapport. Le fait suivant en donnera la preuve. Au mois

(1) Cet avantage fut surtout extrêmement utile à Wellington, en 1812, dans ses opérations contre le duc de Raguse. (Voir notre relation de cette campagne.)

(2) Voir aux *Annexes* une lettre où Palafox signale à Ferdinand VII le vice résultant du manque de centralisation dans le commandement de l'armée et du manque d'unité dans le gouvernement.

de mars 1811, Henri Wellesley, envoyé de la Grande-Bretagne, demanda qu'on remît à son frère le commandement des provinces limitrophes du Portugal, afin d'utiliser les ressources qu'elles renfermaient, et de combiner les opérations avec plus d'efficacité. La régence et les Cortès répondirent à cette demande, si bien motivée et si opportune, par un refus que le comte Toréno lui-même qualifie d'*humiliant* (1).

Les Cortès, tout en décrétant une foule de mesures propres seulement à diminuer les ressources et l'élan de la guerre, ne cessaient d'exiger qu'on se mesurât avec l'ennemi en rase campagne; mais Wellington ne se laissa point aller à cette ardeur belliqueuse ; il essaya au contraire de prouver aux Cortès et à la nation espagnole que la guerre défensive était la seule qui convînt à leurs troupes et à l'ensemble des forces alliées. Ses observations malheureusement ne produisirent aucun résultat. Toujours vains et présomptueux, les généraux espagnols continuèrent à livrer des batailles et à se faire écraser honteusement; c'est ainsi qu'ils perdirent en quelques mois les Asturies, l'Andalousie, l'Estramadure, l'Aragon et les meilleures forteresses de la Catalogne. Il fallut qu'une longue suite de désastres démontrât leur insuffisance militaire, pour que les Cortès prissent enfin la résolution de les mettre sous les ordres de Wellington. Mais telle fut la répugnance avec laquelle certains généraux acceptèrent cette résolution, que la régence dut, pour l'exemple, destituer Ballesteros, qui avait osé adresser au peuple espagnol un manifeste violent, où il en appelait à l'orgueil national contre l'humiliation de servir sous un chef étranger (2).

L'hésitation que Wellington montra dans quelques cir-

---

(1) T. IV, p. 53.

(2) Dans sa *lettre*, du 24 octobre 1812, *au ministre de la guerre*, ce même général disait : « Pouvons-nous donner le commandement de notre armée à un étranger, quelle que soit « d'ailleurs notre situation politique, sans déshonorer la nation? »

stances provient de la situation embrouillée de l'Espagne, du conflit des autorités, et surtout de la nécessité où il fut de s'entendre avec les juntes et les commandants des troupes nationales.....

Toutes le fois qu'il put agir librement, il montra autant de résolution et d'audace qu'il est possible d'en montrer à la tête d'une armée anglaise.

Ils n'avait pas d'ailleurs, comme les généraux français, l'avantage de commander à des troupes homogènes, imbues des mêmes sentiments, obéissant à la même impulsion et soumises à la même discipline. Son armée hétérogène se composait de troupes réglées, de milices et d'ordonnanzas, d'Anglais difficiles à conduire, d'Espagnols et de Portugais jaloux les uns des autres, animés d'une haine réciproque, vieille de plusieurs siècles. Il n'avait pas non plus l'avantage d'être soutenu, encouragé comme les généraux français, par une nation guerrière, dont le souverain joignait à un pouvoir sans contrôle le prestige d'un génie extraordinaire.

Livré à lui-même, sans conseils, sans direction, et presque sans appui, Wellington a pendant longtemps soutenu la guerre par sa seule fermeté ; car le ministère anglais même, dans les moments où il fut le plus favorablement disposé pour son général, ne put pas lui envoyer des secours en rapport avec la grandeur et la difficulté de l'entreprise. Il avait à lutter au Parlement contre une opposition qui ne manqua jamais, quand elle en trouva l'occasion, de charger l'avenir de sinistres prédictions. En Espagne même, la calomnie prit toutes espèces de formes pour dénigrer le héros qui défendait la cause de l'indépendance avec tant de courage et d'opiniâtreté (1). Les généraux espagnols s'efforçaient d'embarras-

(1) Un écrivain anglais constate qu'en 1812, on faisait circuler en Angleterre le bruit, accrédité par quelques officiers supérieurs, que chaque défaite des Français n'était qu'un piége pour attirer les Anglais au cœur de l'Espagne.

ser ses mouvements, tandis que les autorités locales, sous la pression de la populace de Cadix, déclinaient leurs engagements à peine conclus.

On ne se rend pas compte aujourd'hui des embarras que donnèrent au général en chef cette situation des esprits en Angleterre et en Espagne. Longtemps il paya de sa personne sur le champ de bataille avec la conviction que ses moindres revers seraient exagérés ou taxés de crimes, tandis que ses plus beaux triomphes ne lui procuraient aucun avantage solide. Mais cette conviction, toute pénible qu'elle fût, n'agit point sur son caractère; et jusqu'à la fin de la campagne, il se signala par la même activité, la même persévérance, le même courage devant l'ennemi, le même sang-froid dans la mauvaise fortune, la même retenue et la même modération dans la prospérité. Il ne désespéra jamais du salut de la Péninsule, et cette confiance, première vertu du général, lui fit endurer avec une rare philosophie des déceptions et des contrariétés sans nombre. Par la fermeté de ses convictions et le succès inespéré de ses entreprises, il parvint à rassurer ses compatriotes et à vaincre la tiédeur du gouvernement anglais; tandis que, par l'aménité de son caractère et les services de plus en plus significatifs qu'il rendit à la cause nationale, il finit par obtenir l'estime des Espagnols, le concours loyal et la sympathie de leurs généraux.

L'armée anglaise, qui même après les réformes introduites dans son organisation par le duc d'York laissait beaucoup à désirer (1), devint, sous l'habile direction de Wellington, la machine de guerre la plus parfaite que l'on eût vue jusqu'alors dans le Royaume-Uni (2). Toutefois, l'infériorité numérique

(1) Voir ALISON, t. VIII. p. 151.
(2) Son infanterie était supérieure à celle de l'armée française; mais sur le champ de bataille

de cette armée obligea le général en chef à former un contingent portugais. L'organisation et l'instruction de ce contingent furent si bien dirigées, qu'il put être incorporé dans l'armée britannique sans amener aucune perturbation. A la fin de la guerre, les bataillons anglais et portugais, confondus dans les mêmes divisions, ne formaient plus qu'une seule masse, parfaitement homogène, malgré l'énorme différence qui existait entre le caractère des recrues des deux nations : résultat fort honorable pour le général en chef, et surtout pour le maréchal Beresford, qui avait été spécialement chargé de l'organisation des troupes portugaises.

« C'est en créant ces ressources d'influence morale et de puissance matérielle, que Wellington éleva progressivement le caractère de la guerre d'Espagne. Parti avec une poignée de troupes, il revint dans sa patrie commandant la plus forte armée qui eût été mise sur pied jusque-là en Angleterre, et vainqueur de la plus grande guerre à laquelle eussent pris part jusqu'alors les armes de son pays (1). »

Désormais l'Angleterre, grâce aux talents de son général, ne figurait plus au second rang des puissances militaires!

Ce triomphe surprit tout le monde, excepté peut-être celui qui l'avait préparé. Dans un moment où l'idée de combattre Napoléon sur terre semblait une folie à la plupart des hommes d'État anglais (2), et alors que toute l'Europe, pour ainsi dire,

---

seulement. Sa cavalerie fut toujours inférieure, de l'aveu même des Anglais. « Il serait « injuste, dit Napier (t. V, p. 327), de ne pas reconnaître que la cavalerie française l'emporte « sur la nôtre. »

(1) *Mémoir of the duke of Wellington*, publié par le *Times*.

(2) « Avant que la campagne de la Péninsule n'eût prouvé l'excellence du système militaire de la Grande-Bretagne dans les différentes branches de l'art de la guerre, l'armée anglaise était de la manière la plus absolue, mal appréciée chez l'étranger et méprisée dans son propre pays. Il était raisonnable de supposer qu'elle n'avait pas cette facilité d'exécuter les grands mouvements que les Français avaient acquise par une longue pratique ; mais le soldat anglais était (et est encore) très-faussement considéré comme manquant d'intelligence et d'activité. L'officier était ridiculisé ; et l'idée que même, pendant la durée d'une seule campagne, une armée anglaise pût se mesurer avec une armée française, était considérée comme une chimère. — NAPIER : *Histoires des guerres de la Péninsule*, t. Ier, liv. I, chap. Ier.

se courbait résignée sous le joug impérial ; en 1808, peu après Tillsit, Wellington avait remarqué les défauts du système de l'occupation française, et conçu l'espoir de délivrer la Péninsule de ses hôtes importuns. Cet espoir, il eut le talent de le faire partager à ses troupes et à ses concitoyens.

L'Angleterre, convertie par l'opiniâtreté de son général et la grandeur du résultat obtenu, finit par se rendre compte de la nature de la guerre, de son importance européenne, et de l'étendue des devoirs qu'elle lui imposait.

Les princes alliés, non moins incrédules dans les premiers moments, et l'empereur Napoléon lui-même, si dédaigneux quand il parlait des troupes anglaises, comprirent enfin que la lutte engagée dans un coin de la Péninsule pouvait conduire au dénoûment de la guerre, et changer complétement la face du monde.

Voilà ce que Pitt avait prévu dès 1805, et ce que Wellington eut le mérite de saisir après lui, de rendre évident par ses victoires, de plus en plus décisives.

Que de prudence, que de résolution, que de génie, il a fallu pour arriver à ce résultat !

En butte à l'hostilité des partis, à l'ombrageuse susceptibilité du peuple espagnol, mal secondé par le cabinet de Londres, quelquefois même injustement accusé, il devait, chose plus difficile que de vaincre, résister aux excitations de la démocratie espagnole, aux sarcasmes de l'opposition anglaise, aux clameurs du peuple, que cette opposition avait subjugué en le flattant, aux intrigues plus dangereuses des cours, aux entraînements de l'amour-propre, au découragement que fait naître l'ingratitude, et à l'irritation que provoque, même dans les âmes au-dessus du vulgaire, les déceptions et les calomnies réitérées. Selon nous, il serait difficile de dire si la guerre d'Espagne fait plus d'honneur aux talents militaires de Wellington qu'à la fermeté de son caractère et à sa perspicacité politique.

Quelques écrivains, jaloux de la gloire des armées anglaises, ou intéressés à faire une trop large part à l'influence des masses insurrectionnelles, ont attribué le succès final de la guerre au patriotisme des Espagnols. Certainement on doit reconnaître que sans la persévérance et l'hostilité résolue du peuple espagnol, les Anglais n'auraient pas expulsé de la Péninsule des forces trois et quatre fois plus considérables que les leurs; mais, d'un autre côté, il est certain aussi que, sans les secours en hommes et en argent de l'Angleterre, et sans le génie de Wellington, la guerre eût fini après l'évacuation de la Corogne.

Les Espagnols montrèrent pendant la lutte plus de cruauté que de véritable bravoure. Trop souvent la tenacité de la vengeance leur tint lieu de cette intrépidité calme et persévérante, sans laquelle on ne fait rien de durable à la guerre. Il semble même qu'ils eurent plus de haine pour les Français que d'enthousiasme pour leur propre cause.

« Dans leur fol orgueil, dit M. Thiers, ils étaient incapables d'apprécier ce que valait l'armée française, et leur ignorance les sauvait du découragement. S'enfuyant presque sans se battre, ils souffraient peu, car il n'y a que les défaites fortement disputées qui soient profondément senties; et ils étaient prêts à recommencer indéfiniment une guerre qui ne coûtait de désastres qu'aux villes, qui plaisait à leur activité, qui répondait à tous leurs sentiments religieux et patriotiques. »

Dans la guerre de la Péninsule, il y eut plusieurs époques où l'enthousiasme fit place au découragement, et la haine contre l'étranger à un commencement d'entente avec le roi Joseph. Des témoignages irrécusables prouvent que la perte de la bataille de Rio-Seco, la détresse de Saragosse, les préparatifs de Moncey pour une seconde attaque contre Valence, le désordre des affaires, et par-dessus tout la terreur et le dégoût inspirés par les excès de la populace avaient produit un

tel abattement, qu'une seule victoire eût suffi aux Français pour triompher complétement des forces morales et physiques de l'insurrection (1). Si la lutte continua malgré ces époques de crise, c'est que les efforts de l'Angleterre et les succès de son armée ranimèrent chaque fois les courages amollis et les espérances trompées. Sans doute les Espagnols en se révoltant, ouvrirent un vaste champ aux efforts de l'armée anglaise et présentèrent un point d'appui au levier qui devait ébranler le monde civilisé; mais le génie qui présida à leur défense, le pouvoir qui les fit triompher vinrent d'ailleurs. Utiles seulement comme auxiliaires, ils ne déployèrent comme acteurs principaux, ni assez de sagesse, ni assez de courage et d'habileté pour résister à la force prodigieuse qui les assaillait (2).

L'enthousiasme, même chez le peuple le plus impressionnable, ne saurait créer une résistance capable de lutter avec avantage contre des troupes régulières, parfaitement disciplinées. L'histoire de tous les temps et de tous les pays atteste cette vérité; mais nulle part elle ne reçut une plus éclatante confirmation que dans la Péninsule.

Après les troubles d'Aranjuez, après Baylen, après le départ de Napoléon et l'évacuation de Madrid, le peuple tout entier se leva dans un sublime élan de patriotisme; le dernier jour de la domination française semblait arrivé : c'étaient une confiance, un délire universels! Malheureusement, comme toutes les fortes émotions, celle-ci fut de courte durée et suivie d'une grande prostration morale et physique.

En Espagne et en Portugal, l'enthousiasme ne brilla que par éclairs. A peine la lutte fut-elle commencée, que la réac-

---

(1) Le même fait se produisit après la campagne de Somo-Sierra et après la retraite de John Moore.

(2) Napier.

tion se fit jour. C'est ce que prouve à l'évidence le témoignage des personnes les mieux renseignées.

Le 14 décembre 1808, M. Frère, agent de la Grande-Bretagne, sincère admirateur des Espagnols, écrivait de Mérida à John Moore: « L'extinction de l'enthousiasme po-« pulaire dans ce pays et les moyens qui existent de le faire « renaître, nous entraîneraient dans une trop longue discus-« sion. »

Vers la même époque, le brigadier portugais Francisco de Paulo Leyte se plaignait au général Moore (1) de ce que « les Espagnols, après avoir promis beaucoup, ne faisaient rien. »

Le fait est que sir John ne rencontra nulle part l'enthousiasme et l'appui sur lesquels il avait compté. S'adressant à son gouvernement : « Nous ne devons rien attendre des « habitants, disait-il. On ne peut se fier à eux: ils sont apa-« thiques, prompts à promettre, lents à agir; ils reculent lors-« qu'il faut avancer; ils n'ont aucune prévoyance, sont insen-« sibles à la honte de fuir devant l'ennemi, et refusent toute « assistance. Je suis forcé de leur laisser des munitions, des « provisions et de l'argent; les armées espagnoles n'ont mon-« tré aucune résolution; le peuple n'a fait preuve d'aucun « enthousiasme, d'aucune hardiesse, et je ne sais pourquoi « on espérerait rencontrer chez lui, dans la suite, les vertus « qu'il aurait dû montrer tout d'abord. »

Ce jugement fut corroboré par Wellington, après la campagne de Talavera, pendant laquelle il avait éprouvé toutes les difficultés et toutes les déceptions dont s'était plaint son prédécesseur. Il écrivit à ce sujet à son frère et au ministre de la guerre de longues lettres, que le passage suivant résume parfaitement :

« Notre position est pire ici qu'en pays ennemi... Jamais

---

(1) *Lettre* du 16 septembre 1808.

« on n'a aussi mal agi avec une armée; nous ne sommes nul-
« lement aidés par les armées espagnoles... tout doit être fait
« par l'armée anglaise. »

Certaines provinces ne firent jamais aucun effort pour soutenir l'insurrection. Contreras raconte dans ses Mémoires qu'il avait l'habitude d'envoyer, dans les villages de la Galice qui devaient fournir un contingent de recrues, des colonnes mobiles, accompagnées d'un bourreau pour punir les réfractaires.

Souvent aussi la désertion se mit dans les troupes nationales. C'est ce que constate, notamment, un historien espagnol, membre des Cortès à l'époque de la guerre : « Après la prise de Tarragone, dit le comte Toréno, le découragement gagna l'armée et *les désertions devinrent nombreuses* (1). » Les mémoires de Joseph signalent d'autres circonstances où la désertion serait devenue presque générale, si l'on avait eu de l'argent pour entretenir et payer les déserteurs.

En Portugal, le recrutement fut toujours difficile, malgré la haine du peuple pour les Français : « On eut constamment sous les yeux, dit Napier, l'odieux spectacle d'hommes qu'on chargeait de chaînes pour les forcer à rejoindre les armées qui soutenaient la cause nationale (2). »

Dans les Asturies, le peuple se montra jusqu'à la fin hostile aux Anglais. Sur d'autres points, les armes et les munitions envoyées par la Grande-Bretagne furent gaspillées, détournées de leur destination naturelle, ou même vendues à des marchands étrangers. (Voir les *Annexes*.)

Dans les provinces du Centre, du Midi et de l'Est, la population finit même par prêter aide et assistance à l'usurpateur. Ainsi, après la bataille d'Ocana, les paysans de la

---

(1) T. IV, p. 146.

(2) En 1811, les abus de la désertion furent tels dans la cavalerie portugaise, qu'une division dut être supprimée, faute de cavaliers. — NAPIER, t. VIII, p. 388.

Manche indiquèrent eux-mêmes à la cavalerie française les routes suivies par les fuyards d'Areyzaga, circonstance qui permit de les tailler en pièces (1).

Joseph avait une garde espagnole; Suchet était parvenu à former en Catalogne un corps semblable, et Soult avait, en 1812, 6,000 *escopiteros* en campagne, et 30,000 gardes nationaux dans les postes fortifiés (2).

Toutes ces troupes, malgré leur origine, se battirent contre les partisans et les armées régulières d'Espagne avec plus de vigueur qu'elles n'en avaient déployé auparavant contre les armées du monarque intrus. Leur fidélité devint douteuse seulement lorsque la solde cessa d'être régulièrement payée. C'est ce que nous apprend la correspondance du roi Joseph : « Les Espagnols qui prennent du service, écri-« vait-il, ne désertent plus ; tant qu'ils sont payés, l'opinion « publique ne leur fait plus abandonner les drapeaux (3).... « Si j'avais reçu les secours qui m'ont été promis, j'aurais « 10,000 Espagnols au lieu de 5,000 (4)... L'opinion est « très-améliorée ; avec quelques millions, nous ferions des « progrès prodigieux qui épargneraient bien du sang et des « peines par la suite. Toutes les bandes demandent à entrer « à mon service ; elles suivent le mouvement de l'opinion ; « mais je n'ai pas le sou, etc. (5). » (Voir aux *Annexes*, les extraits de la correspondance du roi, à la fin de l'ouvrage.)

On a vainement cherché à nier (6), qu'avant la bataille de Salamanque, les Cortès furent sur le point de traiter avec

---

(1) Ce fait est attesté par Thiers, t. III, p. 366.

(2) Le comte Toréno constate que Soult, en Andalousie, et Suchet, à Valence, furent bien reçus par la population. — T. IV. p. 292.

(3) *Lettre* du 24 février 1811, *à Berthier*.

(4) *Lettre* du 28 juillet 1811, *à Napoléon*.

(5) *Lettre* du 10 août 1811, *à Berthier*.

(6) Le fait des négociations avec les Cortès est nié par le comte Toréno, mais confirmé par Thibaudeau (chap. LXXXIII) et par le général Hugo, dernier commandant de Madrid. Celui-ci prétend en outre dans ses *Mémoires*, que, peu avant le départ de Joseph, il avait reçu des propositions d'après lesquelles un corps entier de troupes espagnoles (celui de del Parque)

Joseph. La victoire décisive de Wellington mit seule obstacle à cet arrangement, qui aurait terminé la guerre. Après l'échec de Burgos, l'esprit public se modifia de nouveau dans un sens favorable à la France; et la preuve, c'est que Joseph écrivit de Valladolid, en 1813, au ministre Clarke (1). « Les nou« velles du Midi sont on ne peut plus avantageuses. Le parti « anglais a le dessous, et les troupes de l'insurrection se « désorganisent. »

Une déclaration importante pour l'histoire est venue corroborer ces faits : le 16 janvier 1834, Joseph reçut à Londres la visite de *Mina*. Ce célèbre partisan lui assura qu'en 1812, l'Infantado, Ballesteros, Montijo et lui auraient reconnu l'autorité du monarque, si l'empereur eût consenti à retirer les troupes françaises. « Il prétendit, en outre, qu'à « la même époque, le roi avait entièrement conquis l'opinion « de l'*Impecinado,* qui était prêt à faire cause commune avec « eux (2). »

On sait que les bandes insurrectionnelles furent en grande partie armées, équipées, entretenues (3) par l'Angleterre. Si l'on compare les sacrifices énormes qu'elle s'imposa de ce chef (4) à ceux que les Espagnols et les Portugais firent pour

---

offrait de passer sous les drapeaux du roi. Toréno lui-même reconnait que Joseph, après son retour de Paris, découragé et indisposé contre son frère, voulut transiger avec les Cortès, et qu'il envoya à cet effet à adix Thomas de la Pena, qui s'aboucha avec la régence. Seulement, il ajoute que la régence écarta les offres de ce personnage, sans même en informer les Cortès. A cette affirmation, Belmas oppose le fait, rapporté d'ailleurs par Napier, qu'au commencement de 1812, les Cortès envoyèrent à Madrid des commissaires pour traiter avec Joseph. Les *Mémoires* du roi ne nous ont fourni aucune preuve de ce fait ; cependant plusieurs lettres de ce recueil permettent de le considérer comme probable.

(1) *Lettre* du 10 août.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. X, p. 240 et 241.

(3) « Jusqu'à la fin de la guerre, les armées espagnoles furent payées en grande partie avec les subsides de l'Angleterre. »—Napier, t. XI, p. 62. (Voir aussi la *lettre* du 23 juillet 1813 *de Wellington au comte Bathurst*.

(4) Elle payait non-seulement ce qui était nécessaire à ses propres soldats, mais elle devait encore fournir des armes, des munitions, des habits, des secours en argent et jusqu'à du pain aux troupes indigènes.

Un historien espagnol, le comte Toréno, constate que Wellington paya depuis l'ouverture de la campagne de 1813, jusqu'à la fin de celle de 1814, deux millions de réaux par mois à la

le soutien de leur propre cause (1), on verra que certains auteurs ont trop exalté l'enthousiasme des habitants de la Péninsule. Le fait suivant, au surplus, donnera l'exacte mesure de cet enthousiasme : l'Espagne, après l'affaire de Baylen, dans le plus beau moment de l'insurrection, put à peine réunir une armée de 100,000 hommes (2). Dans quelques circonstances même, le chiffre des citoyens armés pour la cause de l'indépéndance n'excéda pas le tiers de ce nombre. En 1813, il fut un moment de 160,000 (guérillas comprises), mais de cette armée le tiers au plus était capable de servir utilement; et, encore, ce tiers eût-il été souvent sans solde, sans vivres et sans vêtements, si Wellington n'y avait pourvu au moyen des subsides et des ressources de l'Angleterre (3). Évidemment, si l'enthousiasme avait été aussi général qu'on l'a prétendu, ou s'il ne s'était pas évaporé en vaines déclamations, en fanfaronnades ridicules, il n'eut pas été difficile de réunir et d'entretenir dans la Péninsule une armée régulière d'un demi-million d'hommes (4).

---

quatrième armée espagnole pour la solde et autres dépenses de même espèce : « Des secours « particuliers, dit-il, furent également avancés aux divisions Morillo, d'Espagne et Julian San- « chez qui, bien qu'appartenant à cette armée (la quatrième, sous Freyre), guerroyaient sé- « parément et d'habitude auprès des troupes anglaises. — T. V, p. 454.

En 1814, Wellington fournit en outre à la quatrième armée des vivres et autres ressources (Comte Toréno, t. V, p. 455), et à la troisième armée (appelée *armée de France*) un secours de 6,000,000 de réaux et de 6,000 habillements.

Cette insuffisance des ressources du gouvernement espagnol tenait à la négligence et aux vices de l'administration publique « qui, toujours mal entendue en ses diverses branches, ne s'était pas améliorée à la fin de la guerre. » — (Comte Toréno, t. V, p. 377.)

(1) Encore faut-il retrancher de ces sommes l'argent fourni par les colonies, et surtout par la Nouvelle-Espagne : « Les naturels de l'Amérique, dit Toréno (t. II, p. 269), envoyèrent plus de 280 millions de réaux au gouvernement de la junte centrale dans le cours de l'année 1809. »

(2) C'est le chiffre le plus large ; car, d'après Jones, « à aucune époque de la guerre, l'Espagne n'eut plus de 50,000 hommes complétement équipés. » — T. I, p. 47.

Vers la fin de la campagne, l'effectif des troupes régulières et des guérillas ne s'elevait, d'après les calculs de Wellington, qu'à 160,000 hommes. — *Despatches*, t. X, p. 415. — Cette évaluation a été confirmée en quelque sorte par le gouvernement espagnol, qui, dans le projet de budget de 1814, estimait la force de l'armée approximativement à 150,000 fantassins et 12,000 chevaux, et la dépense à 560,000,000 réaux.

(3) *Wellington à Bathurst*, 25 juillet 1813.

(4) Avec un système de recrutement *ordinaire* on serait arrivé à ce chiffre : il ne fallait pour cela ni levée en masse ni contingent exceptionnel.

En réalité, ce sublime enthousiasme n'existait que dans les proclamations.

Les troupes insurrectionnelles, déjà faibles par le nombre, étaient plus faibles encore par leur mauvaise organisation, leur manque de discipline, le défaut d'expérience des officiers, le désordre et la confusion qui régnaient dans toutes les branches du service. Les chefs n'avaient aucun prestige et n'inspiraient aucune confiance à leurs subordonnés. Élus et destitués par les juntes, jaloux les uns des autres et sans cesse en butte à l'hostilité des partis, trop vains pour accepter de bons conseils, trop ambitieux pour obéir à une volonté générale, ils suivaient tantôt leur propre impulsion, tantôt celle des hommes politiques dont ils dépendaient. La machine militaire aboutit ainsi où elle devait aboutir, à une ruine totale et sans remède. « Après chaque défaite, les généraux s'accusaient mutuellement de n'avoir pas réussi (1). » Témoin les querelles des principaux chefs après l'affaire de Tarançon,— celles de Venegas et du duc del Infantado après Uclès, — celles de Castanos et de Palafox après Tudela, — celles de Blake et de Cuesta après Rio-Seco, etc., etc. Dès la fin de 1809, la guerre aurait cessé en Espagne, si les Anglais n'avaient eu les moyens et la volonté de la continuer.

Les forces insurrectionnelles auraient pu servir avec succès dans les postes fortifiés, et devenir ainsi d'utiles auxiliaires pour l'armée anglaise; mieux organisées, elles auraient même, à la longue, été propres à la guerre de campagne. Mais la sottise et la vanité des généraux indigènes ne permirent pas d'arriver à ce résultat. Il fallait à tout prix livrer des batailles, faire de grandes manœuvres, envelopper l'ennemi (2). On sait ce qui en advint. Napoléon d'abord, et ses généraux ensuite

---

(1) TORÉNO, t. II, p. 213.

(2) Envelopper l'armée française était le projet favori des généraux espagnols : preuve suffisante de leur profonde ignorance de l'art de la guerre.

écrasèrent l'un après l'autre tous les corps espagnols; à la fin, ces corps durent céder le terrain aux Anglais pour la guerre de campagne, et aux guérillas pour la guerre de partisans. Rio-Seco, Somo-Sierra, Santa-Cruz, Tudela, Epinosa, Almonacid, Cardadeu, Uclès, Valls, Albacon, Gevora (1), Medellin (2), Ciudad-Real, Salinas, Puelo (3), Falces, Belchite (4) et plusieurs autres batailles, les unes désastreuses, les autres désastreuses et honteuses à la fois, sont des témoignages irrécusables de la faiblesse, disons le mot, de la nullité des armées régulières d'Espagne.

Ce jugement, quoique appuyé sur des faits, nous aurait paru trop sévère, s'il n'avait été confirmé par le témoignage de John Moore, de Wellington, de Napoléon, des généraux français et des officiers espagnols eux-mêmes.

« Toute la masse des forces insurrectionnelles, dit Napo-« léon (dans une note écrite le 30 août 1808) n'est pas capable « de battre 25,000 Français dans une position convenable. »

Plus explicite encore, Berthier écrivit à Joseph, le 31 janvier 1810 : « L'empereur considère qu'il n'y a de dangereux « en Espagne que les Anglais; le reste n'est que de la canaille « qui ne peut jamais tenir en campagne (5). »

---

(1) Bataille qui, au témoignage de Toréno, fut « ignominieusement » perdue.—T. IV, p. 22.

(2) A Medellin, les Espagnols se battirent bien au commencement de la journée; « mais à la fin, dit le comte Toréno, ce n'était plus qu'une multitude débandée » — T. II, p. 289.

(3) Au combat de Puelo, livré dans les Asturies le 19 mars 1811, 5,000 Espagnols se débandèrent, quand ils apprirent que leur chef, don Pedro de la Barsena, avait été blessé au talon. — TORÉNO, t. IV, p. 90.

(4) Voici un fait pris au hasard et qui ne paraîtra pas suspect, venant d'un des hommes les plus favorables à la cause espagnole.

Il s'agit de la bataille de Belchite. « Au bout d'un instant, dit le comte Toréno, l'éclat de deux ou trois obus, dont l'un était tombé au milieu d'un régiment, jeta l'épouvante dans une partie de nos troupes, intimida les autres, et il se répandit de rang en rang une terreur panique qui entraîna malgré eux jusqu'aux plus résolus. » — T. III, p. 24.

« A Almonacid, dit le même auteur, la cavalerie chargeait et la victoire semblait se prononcer de notre côté, lorsque l'officier qui la commandait, le vicomte de Zolina, homme d'une grande superstition, malgré son courage, eut son cheval tué; il s'arrêta à l'instant même, prenant la mort de cet animal pour un avertissement. Cet acte puéril amena la déroute, qui fut un véritable *sauve qui peut.* » — T. III, p. 58.

(5) *Mémoires de Joseph*, t. IV, p. 86.

Le maréchal Marmont exprime en d'autres termes la même opinion : « Les armées espagnoles n'ont rien fait de bien nulle part, excepté dans la défense des places (1). »

« Une considération des plus graves, dit Wellington, c'est « la conduite constamment honteuse des Espagnols devant « l'ennemi. Nous n'entendons jamais parler en Angleterre de « leurs défaites et de leurs fautes, et, ici, des officiers espa- « gnols m'ont cité une vingtaine d'affaires du genre de celle « d'Arzobispo, dont on n'a, je crois, publié aucun détail. A « la bataille de Talavera, où les Espagnols n'ont presque pas « donné, des corps entiers ont jeté leurs armes et se sont « enfuis, bien qu'ils ne fussent ni attaqués ni menacés. Dans « leur fuite, ces lâches soldats ravageaient tout; ils pillaient « même les bagages de l'armée anglaise, bravement engagée « pour le soutien de leur cause (2). »

Vers la même époque : « Je ne vous conseille pas, écrivait « le duc à lord Castlereagh, de vous mêler aujourd'hui de « leurs opérations... Ce sont de vrais enfants dans l'art de la « guerre; ils ne savent qu'aller en avant, s'enfuir et se ras- « sembler de nouveau, comme dans l'état de nature (3). »

En 1812, rendant compte du mouvement offensif exécuté par Clausel après Salamanque, et du siége d'Astorga, entrepris par les Espagnols de Castanos : « Il est peu encoura- « geant, dit-il, de voir que la meilleure armée espagnole ne

---

(1) *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 86.

Voici, sur l'armée espagnole l'opinion du général anglais Picton : « The spaniards instead of being of any service to us in our operations, are a perfect dead weight, and do nothing but run away and plunder. We should do much better without these vapouring poltroon rascals, whose irregular conduct will indispose every one towards us... » *Letter to M. Marryat in H. B. Robinson's memoirs of Picton.*

(2) Cité par Napier, t. IV, p. 164. Dans sa *lettre* du 25 août 1809, *à lord Castlereagh*, Wellington dit que, le 27 au soir, 2,000 Espagnols se sauvèrent du champ de bataille, où cependant ils ne furent ni attaqués, ni menacés d'une attaque; qu'ils s'effrayèrent du bruit de leur propre feu (they were frightened only by the noise of their own fire), qu'ils laissèrent leurs armes et leurs accoutrements sur le terrain ; que les officiers s'enfuirent avec les soldats, et que tous ensemble pillèrent les bagages de l'armée anglaise, qui avaient été envoyés sur les derrières.

(3) *Lettre* du 25 août 1809.

« peut pas même tenir tête aux débris des troupes battues « de Marmont ; — qu'en deux mois de temps et plus qu'elle « est devant Astorga, elle n'a pu ouvrir la brèche, et qu'il faut « encore et toujours que les troupes anglaises fassent tout ce « qu'il y a d'important à faire. »

« Les Espagnols, ajoute Napier, quoique arrivés à la cinquième année de la guerre de l'indépendance, étaient encore tels que John Moore les avait décrits : *sans armée, sans gouvernement, sans général* (1) ! »

Une partie de ces faits est confirmée par le témoignage des généraux espagnols eux-mêmes.

Le duc d'Albuquerque dit, sans la moindre périphrase, à propos de l'armée de Cuesta, avec laquelle il avait fait la campagne de 1809 :

« Dans nos marches, nous nous arrêtons pour reposer « comme un troupeau de moutons, sans prendre aucune po- « sition; puis, nous nous remettons en route comme des « pèlerins, sans faire aucune attention aux distances, à l'ordre « ou à la formation (2). »

Le général Blake avec la même franchise rendit compte, dans les termes suivants, de la confusion qui se manifesta à Belchite, après l'attaque de Suchet : « Un régiment céda sans « tirer un coup de fusil; il fut suivi d'un second, puis d'un « troisième; tous s'enfuirent avant d'avoir déchargé un canon : « en quelques instants la position fut évacuée. Ainsi, généraux « et officiers, nous fûmes abandonnés sans pouvoir rallier un « noyau de troupes en état de faire quelque résistance; j'eus « la mortification de voir l'armée se disperser devant un seul « corps français, et abandonnant ses bagages, jetant ses armes « et même ses habits ; nous ne pûmes profiter des points les

---

(1) T. IX, p. 319.
(2) Extrait d'une lettre citée par SHERER, t. I, p. 271.

« plus forts, car nous n'avions pas 200 hommes pour faire « tête à une attaque. »

La déroute des volontaires de la Romana, attaqués en 1809 par la cavalerie de Ney, fit dire à leur commandant : « Je ne sais en quoi consiste ce patriotisme si hautement « vanté : le moindre revers, le moindre échec abat les Espa- « gnols ; ils ne songent qu'à se sauver, au risque de sacrifier « la patrie et de compromettre leur général. »

Copons, dont l'armée agissait en Catalogne, avait un chef d'état-major nommé Cabanes, qui écrivait au général Murray, en 1813 : « Nous avons de bons soldats, mais sans disci- « pline ni subordination, manquant de vêtements, d'artille- « rie, de munitions, de magasins, d'argent et de moyens de « transport. »

Copons lui-même déclara que ses troupes étaient hors d'état de combattre en rase campagne (1).

Parmi les généraux français, il n'en est guère qu'un seul qui ait jugé favorablement les armées espagnoles; c'est Gouvion Saint-Cyr; mais l'opinion de ce maréchal, ennemi secret de l'empereur, et qui en outre cherchait à donner du relief à ses moindres actions en prodiguant des éloges à ses adversaires, doit être accepté avec défiance, et particulièrement dans le cas dont il s'agit.

Ce n'est pas, du reste, sur un fait isolé qu'il faut juger les volontaires espagnols, car s'ils commirent un grand nombre d'actions déplorables, honteuses, ils montrèrent aussi dans quelques circonstances une bravoure et une audace dignes des meilleurs soldats. Nous citerons notamment comme très-honorable pour eux, sous certains rapports, le combat d'Alcanitz (1809), soutenu avec avantage par le général Blake, contre une partie de l'armée de Suchet ; — celui qui préluda

---

(1) NAPIER, t. XI, p. 15.

à la bataille d'Epinosa; — celui de Tudela, où ils firent preuve de beaucoup de courage, bien que battus par la faute de leurs généraux.

A Rio-Seco, à Almonacid, à Sagonte, à Medellin, les Espagnols se comportèrent bien au début, mais la fin ne répondit en aucune façon au commencement. Les troupes de Del Parque firent bonne contenance à Tamamès (1809), où elles repoussèrent une attaque du reste mal combinée du général Marchand; celles d'Areyzaga montrèrent à Ocana de l'élan, mais peu de fermeté (1). O'Donnel fit preuve de résolution et de talent à Margalef (1810), et son armée se comporta vaillamment. On doit citer encore avec éloge le combat livré en 1813 par les Espagnols, à Ordal, contre un détachement de l'armée de Suchet; celui de Castalla, où les Espagnols et les Anglais, conduits par George Murray, repoussèrent le duc d'Albuféra; enfin la plupart des rencontres qui eurent lieu dans l'intervalle des batailles de Salamanque et de Toulouse, sous l'impulsion immédiate de Wellington, et sous les yeux même de l'armée anglaise.

Toutefois ces actions isolées n'exercèrent aucune influence sur l'ensemble des opérations, et l'on ne peut véritablement appeler bonnes troupes celles qui se battent bien un jour, et se débandent le lendemain au premier coup de feu.

Dans les places fortes, la conduite des Espagnols fut tantôt d'une remarquable vigueur, et tantôt d'une mollesse excessive; on n'attribuerait jamais à la même nation les défenses de Saragosse et de Girone, et celles de Tarragone, de Valence (2), de Mont-Serrut, de Badajoz, de Tortose, de Peniscola, du fort San-Felipe et de Murviédro.

---

(1) La cavalerie et l'aile gauche se retirèrent sans avoir donné. Les Espagnols étaient d'ailleurs deux contre un dans cette bataille.

(2) Nous voulons parler dn siége de 1812 et non de celui de 1808, qui fut beaucoup plus honorable pour les Espagnols.

« A Tarragone, plusieurs colonels et autres officiers feignant d'être malades ou même ne

Les troupes portugaises qui, par leur solidité et leur bravoure, rivalisèrent à la fin de la guerre avec celles de l'armée britannique, n'auraient pas mieux valu que les contingents espagnols, si Wellington n'avait organisé, discipliné ces troupes et mis à leur tête des officiers anglais. Les premiers corps de volontaires portugais que le duc rencontra dans la Péninsule avaient, comme force agissante, la même valeur que les corps espagnols. Ainsi à Braga, l'explosion d'une seule pièce d'artillerie suffit pour mettre le désordre dans la petite armée de Freyre; elle se jeta à la débandade dans la ville, où elle commit des excès horribles. Freyre, accusé de trahison (ressource habituelle des soldats qui ont besoin de faire absoudre leur lâcheté), fut massacré dans les rues, au moment même où l'armée de Soult était en vue de la place.

Quant aux *ordenanzas* et aux milices portugaises, dont le général anglais se servit dans quelques-unes de ses expéditions, elles n'eurent jamais la moindre consistance. C'est ce qu'atteste notamment l'extrait suivant d'une lettre de Wellington à lord Liverpool : « Il y a encore avec nous divers « corps de milice, infanterie et artillerie, mais c'est à tort « que j'espérerais et que je ferais espérer à Votre Seigneurie « que nous pourrions retirer quelque avantage de leur assis- « tance dans une opération offensive contre l'ennemi. (1) »

Si les circonstances avaient permis à Wellington d'organiser une armée régulière en Espagne (2), il aurait sans doute obtenu des résultats analogues à ceux que produisit l'armée portugaise; mais ni les soldats, ni les généraux, ni les autorités espagnoles, n'eussent souffert qu'un général

---

colorant leur lâcheté d'aucun prétexte, avaient quitté la ville, abandonnant le commandement des régiments ou des bataillons à leurs inférieurs » — NAPIER, t. VII, p. 110 et 115.

(1) *Lettre* du 3 novembre 1810.

(2) NAPIER affirme que le gouvernement anglais avait offert, dans les premières années, de prendre à sa solde des troupes espagnoles, mais que cette offre demeura sans effet, parce que la régence exigea 3 millions de livres sterling par an, outre les armes et l'habillement.

anglais mît de l'ordre et de la discipline dans leurs bandes irrégulières.

« Je suis tout à fait convaincu, dit Wellington, que les « officiers espagnols préféreraient se soumettre à la France « plutôt que de consentir à nous donner la moindre auto- « rité sur leurs troupes... Ils ne conviendront jamais d'ail- « leurs que nos officiers en savent plus qu'eux (1). »

Le gouvernement encourageait cette forfanterie, en exaltant à tout propos la valeur de ses troupes et l'importance de leurs services.

Le même reproche doit être adressé aux Cortès; cependant, vaincues à la fin par l'évidence, elles se décidèrent à offrir à Wellington le commandement en chef de leurs armées. Le général anglais, malgré sa répugnance plusieurs fois exprimée (2), accepta ce dangereux honneur.

C'était au moment où la campagne de 1812 allait s'ouvrir. Wellington employa le peu de temps qui lui restait à améliorer l'organisation et la discipline des troupes. Le succès qu'il obtint, en dépit des entraves de toute espèce que lui suscitèrent le gouvernement et les généraux espagnols, atteste que la résolution des Cortès, si elle avait été prise au début de la guerre, aurait produit d'immenses résultats. En effet, c'est seulement à partir de ce moment que nous voyons les troupes espagnoles montrer quelque opiniâtreté sur le champ de ba-

---

(1) *Despatches*, t. VIII, p. 237. Dans une autre *lettre*, t. VIII, p. 309, Wellington exprime l'opinion que les officiers anglais ne sont bons que pour autant qu'ils sont tenus sous une autorité sévère, et qu'à cause de cela ils n'auraient pas fait dans l'armée espagnole le bien qu'on en attendait. Enfin, dans une 3e *lettre* (t. IX p. 112), il avoue qu'alors même que pour parer à cet inconvénient on lui donnerait le commandement de l'armée espagnole, les officiers anglais, en prenant la place des nationaux, dégoûteraient ceux-ci et diminueraient l'enthousiasme contre la France, entretenu principalement par les officiers (qui craignaient de perdre leurs emplois sous le régime impérial.)

(2) « Je considère des troupes, qui n'ont ni pain, ni nourriture, ni discipline, comme dangereuses seulement pour leurs amis quand elles sont réunies en grandes masses. Jamais je ne commanderai volontairement des troupes qui ne peuvent et ne veulent obéir ; et c'est pourquoi je ne désire pas la moindre autorité sur les troupes espagnoles. »— *Despatches*, t. IX, p. 112.

taille. A Salamanque, les corps d'Espana et de Julian Sanchez se conduisirent de façon à mériter une mention honorable dans le rapport du général en chef. A Vittoria, Hill se montra satisfait de l'appui qu'il avait reçu du général Morillo (1), et à Sauroren, Wellington loua hautement la conduite des régiments de del Principe et de Pravia (2). Dans la défense de San-Martial, la bravoure et la fermeté des Espagnols furent plus remarquables encore; le général en chef, dans son *Rapport* à lord Bathurst, les combla d'éloges (3). A l'occasion du passage de la Bidassoa, il leur témoigna de nouveau sa satisfaction dans les termes suivants (4) : « Les « troupes espagnoles sous les ordres de don Freyre, se sont « admirablement conduites. Elles ont tourné et enlevé les « retranchements de l'ennemi sur les collines avec beaucoup « d'habileté et de courage. » La division Morillo obtint une nouvelle mention honorable pour l'attaque de Helette (5). Enfin, quoique moins brillante, on peut encore citer avec éloge la conduite des corps espagnols à la bataille de Toulouse (6). Il ne faut pas oublier toutefois que, dans ces diverses circonstances, les Espagnols furent soutenus et encouragés par les troupes anglaises. Livrées à elles-mêmes, ou placées sous les ordres d'un commandant en chef espagnol, elles se seraient sans doute moins bien comportées.

L'insuffisance des armées nationales se trouvait aggravée encore par le défaut d'expérience et de talent de leurs géné-

---

(1) On lit dans le *Rapport* de Wellington sur la bataille de Vittoria : « Le lieutenant général Hill parle avec le plus grand éloge de la conduite du général Morillo et des troupes espagnoles sous ses ordres. »

(2) Voir sa *lettre* du 1er août 1813, *à lord Bathurst*.

(3) On lit dans ce *Rapport*, du 2 septembre 1813 : « La conduite des Espagnols dans cette circonstance a égalé celle des meilleures troupes que j'aie vues sur un champ de bataille. »

(4) *Rapport au comte Bathurst*, 9 octobre 1813.

(5) *Rapport au comte Bathurst*, 20 février 1814.

(6) Voir le *Rapport* du 12 avril 1814, *au comte Bathurst*.

raux. Si l'on en excepte Castanos, Reding, Albuquerque et la Romana, qui firent preuve d'une certaine habileté, tous les autres étaient, ou complétement nuls, ou propres seulement à la guerre de partisans (1). Ils n'exerçaient aucune influence sur leurs troupes et ne parvenaient pas même à s'entendre. Leurs divisions, plus encore que leur manque de talent, furent la cause des nombreux désastres qu'ils essuyèrent. Les querelles de Blake et de Cuesta amenèrent en grande partie la déroute de Rio-Seco (2), — les interminables discussions de Palafox et de Castanos aboutirent à l'échec de Tudela, — et la rivalité de Cartaojal et du duc d'Albuquerque exerça une influence décisive sur le résultat de la bataille de Ciudad-Real (3).

Wellington eut aussi plus d'une fois à se plaindre des effets de la zizanie et de l'ignorante présomption des chefs espagnols.

Dans la campagne de Talavera, Cuesta fut plutôt pour lui un embarras qu'un appui. Ce général ne comprenait ou ne voulait exécuter aucun ordre. Pour ne citer qu'un seul fait, l'abandon des défilés de Banos, qu'il avait promis de garder, permit à Soult de déboucher par Placencia sur le flanc de la ligne d'opérations de l'armée anglaise.

Tout aussi coupable fut la conduite de Jose de Imar, gouverneur de Badajoz, qui consentit à se rendre au moment où Wellington lui donnait avis que les secours étaient en marche. D'autre part, Mendizabal n'observa aucune des précautions qui lui avaient été indiquées pour couvrir la place, et Ballesteros, moitié par sa faute, moitié par celle de la junte, exécuta si mal le plan convenu, que Wellington fut obligé de

---

(1) On trouvera dans une note, à la fin de l'ouvrage, quelques détails biographiques de nature à faire apprécier la valeur de ces généraux.

(2) TORÉNO, t. I, p. 353.

(3) TORÉNO, t. II, p. 281.

détacher Beresford sur la Guadiana et de livrer avec une partie seulement de ses forces la bataille de Fuentès d'Onoro, où il faillit être battu.

A Barrosa, le général espagnol de la Pena laissa Graham exposé à tous les coups de Victor, quand il lui eût été si facile de venir à son secours et de repousser les Français (1).

Après Salamanque, le général d'Espana retira la garnison d'Alba de Tormès sans en informer lord Wellington, qui perdit ainsi l'occasion de couper la retraite aux deux tiers de l'armée de Clausel.

Enfin l'obstination de Morillo à ne pas sévir contre les pillards obligea le duc à renvoyer l'armée de ce général derrière les Pyrénées, et à livrer la bataille d'Orthez avec des forces insuffisantes.

Voilà comment les généraux indigènes vinrent en aide à l'armée anglaise, qu'ils affectaient cependant de traiter avec tant de hauteur (2). Le fait est que la guerre d'Espagne ne produisit pas un seul officier ni un seul homme d'État hors ligne (3) : « Rien, dit Napier, ne prouve mieux la nature hétérogène des sentiments et des intérêts des habitants de la Péninsule que ce dernier fait, qui ne saurait être attribué à

---

(1) Cette indigne conduite n'empêcha pas la régence de Cadix de conférer à de la Péna la grand'croix de Charles III, ni les Cortès d'honorer ce général d'une approbation publique, excessivement injurieuse pour Graham, qui seul avait fait son devoir, et de la manière la plus admirable. (Voir TORÉNO, t. IV, p. 36 et 37.)

(2) Nous ne citons que les faits principaux. Que serait-ce si nous voulions rappeler les petites tracasseries journalières! Blake refusant, après Albuera, de prêter des hommes à Beresford pour l'aider à transporter les blessés (NAPIER, t. II, p. 361); — les soldats de Cuesta pillant les bagages des Anglais, la veille de Talavera, — et Cuesta lui-même leur laissant dépouiller et massacrer les braves soldats de Wellington, couchés et mutilés sur le champ de bataille, et tant d'autres traits semblables.

(3) Wellington constate dans une de ses lettres, écrite en septembre 1812, que ses rapports avec le peuple espagnol, depuis le commencement de la révolution, ne lui avaient pas fait découvrir un seul homme capable, tandis qu'il en avait trouvé plusieurs parmi les Portugais. — NAPIER, t. IX, p. 327.

Voir également la *lettre* du 22 septembre 1809 où le duc écrit au marquis Wellesley: « L'Espagne manque réellement d'hommes d'une capacité même ordinaire qui prennent en « main les rênes du gouvernement. »

un manque de talent, car l'esprit du peuple espagnol est évidemment prompt, ardent et plein de vigueur. Mais il n'y avait aucun intérêt assez fort pour servir de lien entre tous, et dont un homme habile pût se prévaloir pour influencer de fortes masses. Les personnes douées de quelque sagacité virent tout d'abord que, semblable à un arbrisseau agité par la tempête et qui laisse voir à travers son épais feuillage quelques tiges divisées, la révolution espagnole n'offrait aucune prise à l'ambition d'un génie dominateur, s'il s'en trouvait de tels en Espagne. Il était clair que cette cause aurait le dessous, si l'Angleterre ne la soutenait pas. »

Les seuls hommes qui montrèrent du talent et de l'énergie furent les chefs des grandes guérillas, parmi lesquels il faut distinguer O'Donnel, Juan Martin, Rovera, Julian Sanchez, Mina et Longa (1). Les chefs des petites bandes n'étaient la plupart que des malfaiteurs ou des patriotes, remarquables seulement par leur férocité.

Le système de guerre appuyé sur ces bandes, système auquel les Espagnols se montrèrent toujours enclins, prit naissance en 1809, dans la zone comprise entre l'Èbre et la frontière française. On dit que la Romana fut le promoteur ou du moins le premier organisateur de ce système. Il s'étendit bientôt sur toute l'Espagne, grâce au mécontentement produit par le décret sur les gouvernements séparés, et par l'an-

---

(1) Julian Sanchez explorait la Vieille-Castille et le royaume de Léon ; — Longa, une partie de la Biscaie et le haut Aragon ; — Espoz-y-Mina, la Navarre et la route de Bayonne à Burgos ; — Porlier et Barcena les Asturies, Montana et le royaume de Léon ; — Juan Martin, dit l'*Impecinado*, la Nouvelle-Castille ; — El-Pastor, la Castille. Les autres chefs plus ou moins célèbres sont : El-Medico, Francesquito, El-Manco, El-Cocerino, El-Capucino et l'Abuelo.

« Mina et Longa commandaient à des armées de 6,000 à 8,000 hommes avec l'habileté de tacticiens consommés. Favorisés par la configuration du terrain et par les connaissances locales qu'ils avaient d'un pays aussi accidenté, ces chefs firent quelquefois pendant des mois entiers, pour tromper la poursuite de plusieurs corps français, des manœuvres que n'auraient peut-être pas désavouées les généraux les plus célèbres. » *Victoires et conquêtes*, t. XXI, p. 163.

nonce du prochain morcellement du territoire. Le ministère anglais se montra de prime abord favorable à l'organisation des partisans, et il l'encouragea de tous ses moyens, parce qu'elle était moins dispendieuse que le système des troupes nationales réglées, et peut-être aussi parce que les partisans, conduits par les prêtres et les nobles, étaient plus franchement opposés au régime impérial, dont la bourgeoisie, avec ses idées démocratiques, aurait fini par s'arranger beaucoup mieux que de l'ancien régime théocratique.

Wellington ne partageait pas cet enthousiasme pour les guérillas, parce qu'il ne voyait de garantie que dans une force régulièrement organisée, disciplinée, entretenue, et qu'il répugnait par caractère à l'emploi des moyens barbares auxquels ces bandes avaient recours, et qui seuls, du reste, pouvaient les rendre utiles à l'insurrection. Il s'en servit néanmoins dans certaines circonstances comme pis aller; mais jamais il ne combina ses opérations de manière à rendre leur concours décisif.

Au surplus, tous les partisans n'étaient pas des citoyens animés du noble désir de venger la patrie; un grand nombre n'avaient d'autre but que de piller leurs compatriotes et de vivre à la façon des brigands. Ceux-là étaient la terreur des villes et des campagnes. Ils faisaient plus de mal aux Espagnols qu'aux Français; aussi n'était-il pas rare de voir les paysans se joindre aux colonnes mobiles de l'ennemi pour leur donner la chasse. Le colonel Jones affirme qu'en 1812, Wellington reçut de nombreuses adresses de la part des habitants, réclamant l'appui de la cavalerie anglaise « pour délivrer le pays des bandes de guérillas, dont ils représentaient les exigences comme plus vexatoires que celles des Français (3). » Sydenham, témoin des excès de tout genre

---

(2) T. II, p. 45.

commis par les bandes armées qui entrèrent dans Burgos à la suite de l'armée de Wellington, n'hésite pas à dire « que les guérillas ne valaient pas mieux que les Tartares et les Cosaques de la Kischack ou que les hordes zagataies. » Napier porte sur ces troupes un jugement non moins sévère, et qui cependant n'a rien d'exagéré : « Le système des guérillas, dit-il, fatiguait les Français, mais sans les affamer, tandis qu'il fatiguait le peuple et le faisait mourir de faim. La plupart de ces chefs de bande, outre le pillage auquel ils se livraient, massacraient les prisonniers et les traînards, pour faire retomber la colère des Français sur un village ou un district dont ils avaient à tirer vengeance, au sujet de prétendus affronts ou de simples querelles (1). »

Au reste, les guérillas étaient bien moins nombreux qu'on le croit généralement. Leur effectif ne s'est jamais élevé à plus de 30,000 hommes (2), parmi lesquels un tiers de déserteurs anglais et français. Cet effectif suivait les oscillations de l'esprit public : quand Wellington battait en retraite, les guérillas disparaissaient; quand il remportait une victoire, de nouvelles bandes se formaient.

Après Salamanque et surtout en 1813, l'organisation des bandes reprit faveur. Celles de la Navarre et de la Biscaye surtout devinrent nombreuses et disciplinées. « L'esprit public, dans ces provinces, changea à tel point, que les pères envoyèrent leurs fils se joindre aux bandes qui jusque alors avaient été composées uniquement de voleurs et de déserteurs (3). »

Ce ne sont donc pas les guérillas qui ont fait les succès de Wellington, mais bien les succès de Wellington qui ont déve-

(1) T. IX, p. 36.
(2) NAPIER, t. VII, p. 68. En 1809, il y en eut un moment 50,000 (voir SHERER, tome I page 274.)
(3) NAPIER, t. X, p. 184.

loppé la force et l'importance des guérillas. Au surplus, dans les campagnes de 1813 et de 1814, alors que les partisans avaient le plus de force et d'importance, leur rôle se bornait à la défense des postes et des défilés (1).

Les guérillas de la Biscaye, de la Navarre, de l'Aragon et de la Catalogne, bien qu'au nombre de plus de 30,000 hommes aguerris, souvent commandés par des chefs courageux et entreprenants, n'ont jamais forcé l'ennemi à déployer contre eux un effectif supérieur à la moitié de leurs propres forces ; ils ne sont jamais parvenus à battre complétement une seule division française ; ils n'ont entravé aucune opération importante, et à l'exception du coup de main de Figuières, ils ne se sont signalés par aucun exploit susceptible d'exercer une grande influence sur les opérations principales (2).

Les partidas auraient été promptement exterminés, si les Français, pressés par les bataillons de lord Wellington, n'avaient été obligés de se tenir réunis en grandes masses. Tel est le secret de la constance espagnole.

Il résulte des considérations qui précèdent que le succès de la guerre d'Espagne doit être attribué à des causes multiples : au génie militaire de Wellington, à la bravoure de l'armée anglo-portugaise, aux immenses sacrifices que la Grande-

---

(1) Voir la *lettre de Wellington* du 25 juillet 1813, *au comte Bathurst*.

(2) « On a trop vanté ces partisans, dit Jones. Quand ils agirent avec les Anglais en France, ils montrèrent moins de fermeté que les corps réguliers des Espagnols. Les officiers anglais furent bien étonnés de voir souvent les bandes si vantées de Mina et de Longa tourner le os à des troupes françaises inférieures en nombre. » — T. II, p. 251.

Bretagne s'imposa pendant la durée de cette guerre (1), à la constance, à la fermeté, à la résignation des Espagnols, aux fautes commises par Napoléon et par ses maréchaux, enfin à des circonstances accidentelles, favorables aux alliés, désastreuses pour la France.

Parmi ces dernières, nous citerons la déclaration de guerre de l'Autriche, qui força l'empereur à quitter l'Espagne, au moment même où les affaires prenaient une tournure favorable à ses desseins ; — la cérémonie du mariage, qui empêcha le souverain de commander en personne la troisième expédition du Portugal ; — enfin la rupture de la France avec la Russie, qui nécessita le rappel des meilleures troupes de la Péninsule.

Le désastre de Moscou et les embarras politiques auxquels ce désastre donna lieu exercèrent également une influence salutaire sur les opérations des alliés en Espagne, car l'intention plusieurs fois annoncée de l'empereur était de terminer *par un coup de foudre* cette longue et funeste guerre, aussitôt qu'il aurait mis fin à ses démêlés avec Alexandre.

« Si la Russie, dit Napier, dut en quelque sorte son salut à la lutte qui se poursuivait en Espagne, il n'est pas douteux, d'un autre côté, que le sort de la Péninsule ne fut, en retour, décidé dans les plaines de la Russie (2). »

Nous ne rappellerons pas toutes les fautes commises par les généraux français : elles se trouvent exposées dans le corps de cet ouvrage. Il nous suffira de citer comme ayant exercé une influence plus décisive que les autres :

1° L'invasion de l'Andalousie, qui, rendant immobile une grande partie de l'armée française, empêcha Soult de soutenir

---

(1) Il suffit pour avoir une idée de ces sacrifices de se rappeler que l'Angleterre dépensa pour son armée et sa flotte, de 1793 à 1815, 928 millions de livres sterling, et que sa dette nationale s'éleva, dans la même période, de 16 millions de livres sterling à près de 800 millions !

(2) T. X, p. 49.

efficacement l'armée de Portugal dans l'expédition contre Lisbonne, et de venir en aide au roi après la bataille de Salamanque;

2° Le défaut d'entente et de résolution des corps de Victor, de Ney, de Mortier et de Soult, avant et après la bataille de Talavera. Poussées avec intelligence et vigueur, les opérations de l'armée française, dans le cours de cette campagne, auraient amené la destruction des forces ennemies;

3° Le défaut de vigilance de Marmont, qui laissa prendre Ciudad-Rodrigo sans faire aucune tentative pour délivrer cette place importante;

4° Les ordres contradictoires et presque toujours inexécutables donnés par Napoléon au duc de Raguse, à la fin de 1811 et au commencement de 1812. Ces ordres contribuèrent à la perte de Badajoz, et, jusqu'à un certain point, à la perte de la bataille de Salamanque (1);

5° L'hésitation de Soult, qui, en 1812, pouvant écraser Wellington dans une marche de flanc, exécutée aux Arapiles, lui laissa le temps de gagner Ciudad-Rodrigo;

6° Enfin, le mauvais vouloir de Suchet, qui s'obstina, malgré les vives et pressantes sollicitations du duc de Dalmatie, à garder ses troupes dans la Catalogne, où elles n'avaient aucun but essentiel à remplir, tandis qu'il aurait pu, en appuyant son collègue avec 32,000 hommes disponibles, empêcher les alliés de franchir les Pyrénées.

Cette énumération serait incomplète, si nous ne faisions connaître ici les graves reproches que le penseur et l'homme d'État sont en droit de faire à Napoléon.

Sa première faute, ou sa principale erreur, fut d'avoir mal jugé le peuple espagnol, et de s'être imaginé qu'avec

---

(1) Le 4e volume des *Mémoires de Marmont* (publié depuis que notre *Relation de la campagne de* 1812 a paru) jette une vive lumière sur ce point.

une poignée de soldats, il le courberait sous son joug (1).

Une fois cette illusion détruite par les troubles de Madrid et l'insurrection des provinces, il eut le tort de ne pas envoyer dans la Péninsule une masse imposante de ces vétérans aux moustaches grises, au teint basané, au front sillonné de rides et de cicatrices, qui avaient vaincu à Austerlitz, à Iéna et à Friedland les meilleurs soldats de l'Europe. La première impression est souvent décisive, et l'appareil de la force impose quelquefois plus que la force même. Cette vérité morale, que le général Bonaparte avait si habilement exploitée en Égypte par ses discours et ses actions théâtrales, il la dédaigna complétement dans la Péninsule, en montrant aux Espagnols et aux Portugais des régiments de jeunes soldats épuisés par les fatigues et les privations. Ce spectacle fit une impression forte et durable sur les habitants de la Péninsule, qui avaient eu jusque-là une toute autre idée des légions de César. Il leur inspira une confiance exagérée, et peut-être contribua à l'organisation si prompte et si générale du mouvement insurrectionnel (2).

Une autre faute de l'empereur fut d'avoir appliqué à la guerre d'Espagne le système généralement suivi en France depuis 1789, et qui consiste à *nourrir la guerre par la guerre*. Ce système, excellent pour une armée qui traverse un pays,

---

(1) Napoléon, causant un jour avec M. de Hervas, bon Espagnol, et depuis connu sous le nom de marquis d'Almenara, lui dit : « Avec 30,000 hommes, je ferais, si je voulais, la conquête de l'Espagne. » — « Vous vous trompez, lui répondit Hervas : s'il est question de soumettre le gouvernement espagnol, les 30,000 hommes sont inutiles; une lettre de vous et un courrier suffisent; si c'est la nation que vous voulez soumettre, 300,000 hommes ne vous suffiront pas... » L'avenir a prouvé que l'Espagnol avait dit vrai. (*Mémoires du duc de Raguse*, tome IV, page 6.)

(2) Le roi Joseph avait prévu ce résultat. Nous voyons en effet dans sa correspondance que, dès le 5 août 1808, il avait écrit à son frère : « Ce sont surtout de vieilles troupes qu'il faut : les insurgés volontaires se mesurent avec nos conscrits. » Mais l'empereur avait ces insurgés en si grand mépris, qu'il ne les appelait que du nom de *canaille*, et qu'il ne cessait de prédire leur anéantissement complet. Ainsi, le 27 août, après la réception de la lettre mentionnée ci-dessus, il écrivit à Joseph : « Avant le mois de janvier, vous aurez 100,000 hommes, et, dans toute l'Espagne, il n'y aura plus un village insurgé ! »

Joseph ne le crut point et le résultat lui a donné complétement raison.

ou n'y fait qu'un séjour momentané, est détestable lorsqu'il s'agit de soumettre une contrée où la résistance peut prendre le caractère d'une lutte nationale. Si Napoléon, au lieu de piller et de dévaster l'Espagne pour nourrir ses soldats, avait traité les populations avec douceur et justice ; s'il avait eu soin de payer exactement la nourriture et en général tous les objets nécessaires à son armée; s'il s'était uniquement déclaré l'ennemi des Anglais et si, au début de la guerre, il avait dirigé des forces imposantes sur le Tage pour occuper Lisbonne, il est probable que l'insurrection eût été promptement réduite, si tant est qu'elle eût jamais éclaté. Une fois maître du Portugal, il aurait été facile ensuite à Napoléon de tenir les Anglais à l'écart, et d'agir sur l'Espagne avec toute l'autorité que donne une position forte et l'ascendant moral d'un premier succès.

Mais l'empereur suivit une marche toute différente. Il envoya en Portugal une armée trop faible pour résister à 16,000 Anglais ; puis il dirigea sur l'Espagne diverses colonnes qui tantôt s'emparèrent des villes fortifiées par des moyens que la loyauté réprouve, et tantôt concoururent sous les dehors d'une bienveillance affectée à l'exécution de projets hostiles, dont les chefs eux-mêmes devaient ignorer le but et la portée (1). A cette agression cauteleuse et fourbe vinrent se joindre bientôt les scènes de violence et les actes de brigandage de toute espèce que nécessitait le mode de subsistance de l'armée. Enfin, pour ôter aux crédules Espagnols leurs dernières illusions, le chef de l'armée française soutint ouvertement l'infâme Godoy; et, s'immisçant dans les querelles de la cour, flattant les uns, menaçant les autres, les trompant tous, il finit par attirer la famille royale à Bayonne, où, pesant de toute son autorité sur un prince imbécile et sur

(1) On se rappelle que Murat ne connut les intentions de l'empereur que lorsqu'il était déjà depuis quelque temps à Madrid.

un roi dégradé, il obtint du premier une renonciation, et du second une abdication, dont la conséquence fut de placer la couronne de Charles-Quint sur le front de Joseph !

Ce prince faible et sans expérience devint ainsi, par le seul fait de sa parenté avec le héros du siècle, roi des Espagnes, puis commandant en chef des armées impériales dans la Péninsule !...

La résistance, dès ce moment, prit un caractère décidé. Dupont succomba à Baylen, Junot fut obligé d'évacuer le Portugal, et les Anglais s'établirent sur le flanc des lignes d'opérations françaises.

Les troupes, dont on avait été si avare au commencement, se ruèrent alors en foule sur la Péninsule.

Pour les nourrir, il fallut les éparpiller, occuper à la fois la Catalogne, l'Aragon, la Murcie, la Castille, le royaume de Léon, la Biscaye, la Navarre et enfin l'Andalousie : faute immense, mais inévitable avec le système impérial (1), et à laquelle, d'ailleurs, Napoléon fut poussé par Joseph, toujours avide d'étendre sa domination sur de nouveaux États, et par Soult, qui brûlait du désir de faire oublier l'insuccès de sa campagne de Portugal (2). Dans cette situation, les corps de l'armée française ressemblèrent, en quelque sorte, à des brigades de gendarmerie, occupées à surveiller la rentrée des

---

(1) Voici en quels termes ce système fut jugé par un des meilleurs généraux de l'armée française dans la Péninsule. Le 6 juin 1811, Bessières écrivait à Berthier : « On fait illusion à « l'empereur. Ce n'est plus d'une bataille contre les Anglais que dépend la pacification de la « Péninsule . . . L'esprit du pays est affreux . . . tout le monde connait le mode vicieux de « nos opérations ; tout le monde convient que nous sommes trop disséminés. Nous occupons « trop de pays ; nous usons nos moyens sans profit et sans nécessité ; nous tenons à des rêves. « Cadix et Badajoz engloutissent toutes nos ressources. »

(2) On a vu ailleurs les raisons qui nous portent à faire remonter jusqu'à Napoléon la responsabilité de l'expédition de l'Andalousie. Notre impartialité nous fait un devoir cependant de dire que Joseph revendiqua cette responsabilité pour lui seul. Le 29 août 1834, il écrivit à la duchesse d'Abrantès : « C'est moi, et moi seul, qui ai assumé la responsabilité de la campagne d'Andalousie, et qui l'ai voulue; le maréchal Soult ne la voulait pas. » (*Mémoires de Joseph*, t. X.) Cette lettre du roi donne un démenti à l'assertion malveillante du duc de Raguse, qui prétend (t. IV, p. 16 de ses *Mémoires*) que Soult conseilla à Joseph l'expédition d'Andalousie « dans l'intérêt de son avenir. »

impôts, et à faire respecter l'autorité du roi. Les chefs de ces corps, indépendants les uns des autres, finirent par se soustraire à l'autorité du roi. Uniquement occupés d'intérêts locaux, ils perdaient de vuè l'intérêt général. Tous regardaient leur commandement comme le plus important, et voulaient régler en conséquence les opérations des autres; tous voulaient commander, aucun n'entendait obéir : c'était l'anarchie des intérêts et des amours-propres froissés. Sous l'influence de ce régime, les grandes opérations exigeant le concours de plusieurs corps devinrent impossibles; toutes celles qu'on entreprit échouèrent, faute d'entente et d'unité dans le commandement. En outre, comme l'armée française vivait des produits du sol, il fallut presque toujours attendre la maturité des céréales pour entrer en campagne. C'est ce qui arriva notamment à l'armée de Marmont, laquelle, faute de vivres, ne put entamer la lutte en temps opportun, et finit par être écrasée à Salamanque.

Le système de nourrir la guerre par la guerre eut une autre conséquence fâcheuse : ce fut de rebuter l'armée par des fatigues et des dangers continuels, d'affaiblir l'autorité et la discipline par de funestes habitudes de pillage. Souvent la moitié d'un corps devait aller à la maraude, et cela dans un moment où le reste pouvait être attaqué d'un instant à l'autre. Misère, faiblesse, désordre, anarchie, tels furent et tels devaient être les résultats de ce système. Nous avons sous les yeux une lettre importante du commandant en chef de l'armée de Portugal, adressée au duc de Feltre, le 27 décembre 1812. Après avoir énuméré la misère de ses soldats, le général Reille disait en propres termes : « Les officiers sont dans un état plus « malheureux encore; ils ne peuvent se procurer les effets de « première nécessité, tels qu'habillement et chaussure. Obli- « gés souvent de vivre de ce que prend le soldat, la discipline « se relâche, et il est presque impossible que le bon ordre « s'accorde avec un tel état de besoin. »

Le maréchal Marmont, témoin des mêmes calamités, écrivait au prince de Neufchâtel (1) : « Le système des réquisitions, qui laisse un arbitraire immense et qui est subversif de tout ordre, est tout à fait impraticable à la longue, lorsqu'une armée est stationnaire; car, comme les réquisitions nécessitent toujours l'emploi de la force, elles ne peuvent se faire qu'à petite distance, et alors la totalité des ressources d'un pays est bientôt épuisée. Il en résulte l'impossibilité de vivre, à moins d'une dispersion totale de l'armée, et l'armée n'est plus en état d'agir. Indépendamment de cela, ce système, en faisant naître beaucoup de désordres, entraîne presque toujours une double consommation. C'est par suite de ce système que les provinces de Salamanque et de l'Estramadure sont ravagées et que les deux tiers de ces pays sont incultes. Si, au contraire, on paye tout, on a sans violence et sans l'emploi de la force des moyens de subsistance suffisants, et l'empereur n'y perd rien, puisqu'on peut établir des impôts en conséquence; car en supposant que la charge fût trop forte, elle serait au moins plus supportable, puisque tout le monde y contribuerait, tandis que par les réquisitions, elle est soutenue par un petit nombre d'individus. C'est ainsi que l'Andalousie est dans un ordre parfait, parce que, depuis un an, le système des réquisitions y a cessé. »

Sous l'influence de ce système funeste, les armées d'Espagne, quand leurs cantonnements étaient épuisés, devaient changer de place et « opérer absolument comme un berger qui change son troupeau de pâturage, quand il a dévoré l'espace qu'il a parcouru pendant quelque temps (2). »

Il était d'ailleurs peu logique d'introduire le système des

---

(1) Le 21 juin 1811.
(2) *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 311.

réquisitions forcées dans un pays que l'on voulait rattacher à la France par des liens solides et durables. Ce n'est pas en dévastant une contrée qu'on se la rend favorable, et ce n'est pas en donnant chaque jour aux habitants le spectacle du pillage, des violences et des excès de tout genre, inséparables de ce mode de subsistance, qu'on parvient à ramener la paix et la concorde dans des provinces agitées.

Il ne suffisait pas d'envoyer Joseph au milieu d'une grande pompe à Madrid, et d'annoncer emphatiquement aux Espagnols qu'on voulait couper court à tous les abus et régénérer l'Espagne à l'aide de la constitution de Bayonne ; il fallait commencer par donner soi-même l'exemple du respect des propriétés et des individus, au lieu de chercher à se raffermir par des actes de représailles et d'intimidation. C'était un mauvais moyen de faire accepter et réussir un nouveau roi, que de lui donner pour escorte des centaines de mille hommes transformés en pillards par la force des choses, et malgré qu'ils en eussent.

Il fallait aussi ne pas violer cette constitution que l'on avait fait jurer aux autres, et, après avoir promis le maintien de l'intégrité du territoire, ne pas annoncer hautement (comme on le fit en 1810) l'intention d'incorporer à la France toute la rive gauche de l'Èbre.

L'institution des gouvernements séparés, dont nous avons fait ressortir tous les vices, fut un premier pas vers la réalisation de cette menace; elle exaspéra le peuple sur le point de se calmer, donna une nouvelle impulsion aux bandes de guérillas, et plaça le roi dans la position la plus fausse et la plus humiliante. Ce fut incontestablement une des grandes fautes de l'empereur : faute militaire et faute politique tout à la fois.

Mais la plus grande de ses erreurs, nous ne saurions trop le répéter, celle qui donna en quelque sorte naissance à toutes les autres, fut d'avoir entrepris la guerre d'Espagne

à une époque où la France avait ses meilleures troupes engagées en Italie et en Allemagne, et d'avoir, dans un moment où il aurait fallu amoindrir, isoler l'Angleterre, transformé en alliés de cette puissance tous les peuples maritimes, froissés, humiliés, ruinés par le blocus continental.

Les faits et les circonstances que nous venons de rappeler ont sans doute rendu la tâche de Wellington plus facile. Néanmoins, pour réussir dans de pareilles conditions, il ne lui suffit pas d'être, comme on l'a dit si souvent, *un général heureux*. Ce n'est pas le bonheur qui fait qu'on profite des bévues des autres et des chances favorables qui se présentent ! Napoléon, à qui l'on n'a jamais contesté le titre de premier capitaine du monde, qu'a-t-il fait en Italie, en Égypte, en Allemagne, en Prusse, dans toutes ses campagnes mémorables, sinon battre des généraux qui firent des fautes et profiter des avantages que lui offrait la fortune? Mais c'est précisément le propre des génies supérieurs dans la guerre comme dans la politique, comme en toute chose, de saisir le côté faible des hommes et le côté avantageux des événements. Voilà ce que fit Wellington en Espagne et à Waterloo. S'il réussit moins bien que Napoléon n'eût fait dans la même position (ce qui est encore douteux), on ne peut pas du moins lui refuser l'honneur d'avoir fait mieux, dans les circonstances où il fut placé, que ne firent les généraux qu'il eut à combattre. L'envie et le dénigrement ne lui arracheront pas cette gloire, et l'avenir impartial dira qu'il fut le premier capitaine de l'Angleterre et le second de son siècle.

CHAPITRE XV.

CAMPAGNE DE 1815.

WATERLOO.

CHAPITRE XV.

SOMMAIRE :

Wellington représente l'Angleterre dans les conseils des alliés à Paris. — Il se rend à Madrid et de là, par la France, en Angleterre. — Brillante réception que lui fait le Parlement. — Enthousiasme du peuple. — Récompenses nationales. — Le duc est envoyé dans les Pays-Bas pour étudier le système de défense de cette contrée. — Il jette à Paris les bases d'un arrangement pour l'abolition de la traite des nègres. — Il remplace lord Castlereagh au congrès de Vienne. — Napoléon quitte l'île d'Elbe. — Sa marche triomphale sur Paris. — Préparatifs des alliés. — Ouverture de la campagne. — Batailles de Ligny et des Quatre-Bras. — Waterloo. — Observations critiques sur les mouvements des armées belligérantes. — Examen des fautes reprochées par Napoléon à Blücher et à Wellington. — Retraite de l'armée française. — Marche des alliés sur Paris. — Conduite généreuse de Wellington à l'égard du peuple français. — Sages conseils qu'il fait prévaloir. — Abdication de Napoléon. — Entrée des alliés à Paris. — Avénement de Louis XVIII. — Traité de Paix. — Occupation du territoire français par 150,000 alliés. — Wellington nommé commandant en chef de cette armée. — Il retourne en Angleterre où les plus grands honneurs lui sont rendus.

Le rôle politique de Wellington, après les événements de 1814, devint aussi important que l'avait été jusque-là son rôle militaire. Les cabinets étrangers demandaient ses conseils ou les recevaient avec déférence. Plus rien d'important ne se faisait sans sa coopération.

Quatre jours après son départ de l'armée, il fut envoyé à

Paris comme ambassadeur de la Grande-Bretagne, chargé de concourir aux mesures que réclamait la dissolution de l'empire français; mais à peine investi de ces nouvelles fonctions, il dut se rendre en toute hâte à Madrid (1) pour aplanir les difficultés survenues entre la nation espagnole et son nouveau souverain. La correspondance du duc prouve qu'il était peu satisfait des mesures réactionnaires prises à l'égard des membres libéraux des Cortès, ainsi que de l'hésitation que témoignait Ferdinand à donner aux Espagnols la constitution qu'il leur avait promise par son décret du 4 mai. Ses démarches pour obtenir cette concession nécessaire au bonheur de la nation espagnole, restèrent infructueuses; mais il eut la satisfaction d'atteindre le but principal de son voyage, en empêchant la guerre civile d'éclater (2).

Pendant son séjour à Madrid, Wellington donna d'excellents conseils au ministre de la guerre pour la réorganisation de l'armée nationale (3). Il s'employa très-activement aussi pour engager Ferdinand, dont les sympathies étaient acquises aux Bourbons de France, à conclure une alliance étroite avec la Grande-Bretagne (4). Enfin, la veille de son départ, il adressa au roi un mémoire que don Miguel de Alava remit au duc de San-Carlos, « mémoire très-remarquable, dit un his-« torien espagnol (5), et plein d'excellents conseils de to-« lérance et de bonne administration. Mais ceux qui ne « voulurent point écouter ces conseils, Wellington présent,

---

(1) Voir sa *lettre* du 9 mai, *au comte de Liverpool*, où il dit : « Je me propose d'aller à Madrid pour engager tous les partis à être plus modérés, à adopter une constitution plus facile dans la pratique et à contribuer à la paix et au bonheur de la nation. »

Wellington arriva à Paris, le 4 mai, à Toulouse le 13, et à Madrid le 24. Il quitta cette dernière ville le 5 juin.

(2) Voir sa *lettre* du 25 mai, *à Charles Stuart*.

(3) Voir sa *lettre* du 2 juin, *au ministre de la guerre*.

(4) Voir le *Memorandum* adressé par le duc *au roi Ferdinand*.

(5) Comte TORENO, t. V, p. 494.

« le voudraient encore moins en son absence, et lorsqu'il « serait déjà loin. Le memorandum fut donc enfoui dans les « cartons des secrétaires comme chose de nulle valeur. »

Wellington à son retour de Madrid s'arrêta quelques jours à Bordeaux, où il prit congé de sa brave armée, dans un ordre du jour très-simple et très-digne (1). Il chargea lord Dalhousie de tous les arrangements relatifs à l'embarquement des troupes, et se rendit ensuite à Douvres, où il arriva le 23.

Des milliers de curieux, avertis de son retour, s'étaient portés sur ce point et lui firent une réception des plus enthousiastes (2). Sa présence à Londres produisit une sensation immense. Pendant plusieurs jours, il fut l'objet de toutes sortes de manifestations populaires, auxquelles voulurent s'associer les grands corps de l'État et les princes alliés réunis en ce moment dans la capitale de la Grande-Bretagne (3).

Le 28 juin, une cérémonie imposante eut lieu pour la réception du duc à la Chambre des Pairs (4). « Vos exploits il- « lustres, dit le lord chancelier, ont attaché l'immortalité au « nom de Wellington et porté la gloire du pays à une hauteur « sans exemple dans les annales de ce royaume...... Ils ont « eu pour résultat final d'assurer la paix, la prospérité et la « gloire de la Grande-Bretagne, tandis que, d'un autre côté, « l'exemple de Votre Grâce a excité les autres nations de « l'Europe à faire de grands efforts pour se soustraire à la « tyrannie et recouvrer leur indépendance. »

Le duc, visiblement ému et comme intimidé par ces éloges

---

(1) *Ordre* du 14 juin.

(2) Voir l'*Annual register* 1814 et STOCQUELER, t. I, p. 342.

(3) Les hôtes illustres de la Grande-Bretagne étaient alors : l'empereur de Russie, le roi de Prusse, quelques proches parents de ces souverains, le prince d'Orange, le chef des cosaques Platoff et le maréchal Blücher, qui partageait avec Wellington les honneurs de la popularité.

(4) Les honneurs de la pairie avaient été conférés en même temps aux meilleurs généraux de Wellington : Hope, Graham, Cotton, Hill et Beresford.

fit au lord chancelier une courte réponse, empreinte de ce caractère de simplicité modeste qui distingue tous les écrits et toutes les actions de l'illustre général : « Quelque grandes, « dit-il, qu'aient été les difficultés contre lesquelles j'ai eu à « lutter, les moyens de combattre ont été suffisants pour sur- « monter ces difficultés, et je crains, à cause de cela, de ne « pas mériter votre faveur autant que je le souhaiterais. Mais « si mon mérite n'est pas grand, ma reconnaissance est sans « bornes, etc...... »

La femme du duc de Wellington et sa vieille mère, qui assistaient à cette mémorable séance, eurent peine à cacher leur émotion. Quelle mère, quelle épouse n'eussent pas été attendries au magnifique spectacle d'un peuple décernant de pareils honneurs à l'objet d'une si vive et si légitime affection (1) !

Le prince régent, ne voulant pas rester au-dessous de l'enthousiasme général, conféra au libérateur de la Péninsule le titre de duc et marquis du Royaume-Uni, et les Chambres des Lords et des Communes, pour le mettre à même de soutenir dignement ce titre, lui votèrent *à l'unanimité* une somme de 500 mille livres sterling. Non contentes de cette manifestation, les Communes résolurent de lui donner la plus haute marque de respect et d'approbation qu'un citoyen puisse obtenir. Elles lui adressèrent des félicitations, et envoyèrent une députation pour le congratuler sur son retour en Angleterre (2).

Wellington ayant manifesté le désir de répondre en personne à la Chambre, celle-ci le reçut en audience solennelle le 1er juillet (3). A son entrée, tous les membres, en grand

---

(1) Voir, pour les détails de cette cérémonie, l'*Annual register* et les *Annals of Parliament*.

(2) Cette motion, faite le 27 juin par lord Castlereagh, avait été votée à l'unanimité.

(3) Voir les détails dans l'ouvrage de SOUTHEY, t. VI, p. 468.

costume, se levèrent en poussant des hourras énergiques. Un fauteuil avait été placé pour lui à côté du président. Quand les députés se furent rassis, le duc se leva. Il remercia l'assemblée des efforts prodigieux qu'elle avait faits pour soutenir la guerre; et comme à la Chambre des Lords, il as-« socia *ses braves amis les généraux et sa vaillante armée* » au triomphe que lui décernait en ce moment la nation, par l'organe de ses mandataires. Le président se leva ensuite et, dans un discours chaleureux, fit l'éloge des travaux et surtout du caractère de Wellington. « On ne peut, dit-il, assez admirer « cet esprit généreux et sublime, qui inspirait une confiance « sans bornes aux soldats et leur apprenait qu'un jour de « bataille était pour eux un jour de victoire; ce courage « moral et cette force patiente qui, dans les temps périlleux, « alors que l'obscurité et le doute accablaient les esprits « ordinaires, demeuraient inébranlables; et enfin cet ascen-« dant de caractère qui, unissant l'énergie de nations rivales « et jalouses, dirigeait à son gré le destin et la fortune de « puissants États. »

Après ce discours, les membres des Communes se levèrent de nouveau, et l'huissier reconduisit le duc jusqu'à la porte.

Le 9 juillet, le conseil communal de Londres offrit à Wellington un banquet splendide, à la fin duquel on remit à l'illustre capitaine une épée renfermée dans une boîte d'or.

Les temps étaient bien changés! Ce même conseil, si enthousiaste maintenant, avait fait en 1810 une démarche auprès du roi pour priver le vainqueur de Talavera de la récompense due à ses services et à ses talents militaires...

Pendant son séjour en Angleterre, toutes les fois que Wellington se montrait en public, les rues se remplissaient de monde sur son passage, les fenêtres se garnissaient de figures animées, les gamins se huchaient sur les toits, et les mères

élevaient leurs jeunes fils sur les bras pour leur faire voir l'homme que tout le pays admirait (1).

Wellington se montra touché et reconnaissant de ces ovations, mais n'en fut point ébloui; son caractère simple et réservé le mettait à l'abri des atteintes de l'orgueil et des hallucinations de l'amour-propre. C'est le guerrier le moins vain et le moins théâtral qui ait jamais existé.

Après quelques semaines de séjour en Angleterre, Wellington se rendit dans les Pays-Bas afin d'arrêter les bases du système de défense de ce pays (2). On lui avait adjoint les colonels Pasley, Chapman et Carmichaël Smyth. Il parcourut avec eux la frontière belge depuis Ostende jusqu'à Dinant. A la suite de cette reconnaissance, faite dans les premiers jours du mois d'août, le duc se rendit à Paris, d'où il adressa, le 22 septembre, à lord Bathurst, un mémoire très-étendu, qui a servi de point de départ à l'établissement des forteresses méridionales des Pays-Bas.

Ce mémoire toutefois n'est pas ce que le général anglais a fait de mieux. Il consacre le principe de la dissémination des forces, connu sous le nom de *système de cordon*. On ne dirait pas qu'il émane du stratégiste qui avait si admirablement défendu le Portugal par la concentration des troupes alliées sur Lisbonne.

En arrivant à Paris (le 24 août), Wellington se mit en rapport avec le prince de Bénévent pour jeter les bases d'une convention, entre la France et l'Angleterre, au sujet de la traite des nègres.

---

(1) SHERER, t. II, p. 344.

(2) Il quitta Londres le 8 août; le 24, il fut présenté en audience solennelle à Louis XVIII.

L'opinion en Angleterre s'était fortement prononcée contre ce trafic abominable (1), que Wilberforce avait si souvent et si énergiquement flétri dans le Parlement.

En France, il y avait beaucoup moins d'enthousiasme pour la cause des noirs, parce qu'on attribuait les intentions philanthropiques de la Grande-Bretagne à une certaine jalousie commerciale et à son désir de garder le monopole des denrées coloniales (2). Louis XVIII se montra aussi très-réservé sur cette question (3); en conséquence, Wellington ne put obtenir qu'une partie de ce que son gouvernement désirait (4).

Le duc resta à Paris jusqu'à la fin de janvier 1815. A cette époque, il reçut l'ordre d'aller remplacer, au congrès de Vienne, lord Castlereagh, appelé en Angleterre pour l'ouverture du Parlement (5).

Wellington accepta avec plaisir cette mission, qui l'éloignait d'une ville où le sentiment général était hostile à la Grande-Bretagne (6).

Les travaux des plénipotentiaires, bien que commencés

---

(1) *Lettre de Wellington à son frère Henri*, Londres, 20 juillet 1814. Voir aussi sa *lettre* du 4 août, *au duc de San Carlos*, où il dit « que toute l'Europe commençait à voir la traite des « nègres avec horreur. »

(2) Paris, 31 août 1814, *à Ch. Villiers*, et 8 octobre, *à Wilberforce*.

(3) Voir la *lettre* du 15 septembre, *de Wellington à Wilberforce*.

(4) La question au reste devait être traitée à fond par ce congrès de Vienne ; mais le congrès fut dissous avant d'avoir donné satisfaction aux abolitionnistes.

En 1823, au congrès de Vérone, ils revinrent de nouveau à la charge, sans obtenir plus de résultat. « C'était une chose singulière, dit Châteaubriand, que la persévérance du cabinet de Saint-James à introduire dans tous les congrès, au milieu des questions les plus vives et des intérêts les plus actuels, cette question de la traite des noirs, incidente et éloignée. L'Angleterre avait peur que le commerce auquel elle avait renoncé à regr. t ne tombât entre les mains d'une autre nation ; elle voulut forcer la France, l'Espagne, le Portugal, la Hollande à changer subitement le régime de leurs colonies, sans s'embarrasser si ces États étaient arrivés au degré de préparation morale où l'on pouvait donner la liberté aux nègres, en abandonnant à la grâce de Dieu la propriété et la vie des blancs. » *Congrès de Vérone*, t. I, p. 78.

(5) Il arriva à Vienne le 5 février.

(6) Stocqueler, t. I, p. 359.

depuis le mois d'octobre, étaient encore peu avancés. Wellington y prit une part active, et se fit remarquer par sa modération non moins que par la sûreté de son jugement.

Le duc trouva, dans les notes qu'on lui avait remises, un mémoire de l'amiral Martin sur la nécessité de détruire les bassins d'Anvers. Jugeant cette mesure inutile et de nature à compromettre la bonne réputation de l'Angleterre dans les Pays-Bas, il écrivit à Castlereagh (1) pour savoir ce que pensait le gouvernement. On convint d'en référer à la *commission des rivières,* qui, peu de temps après, fit un rapport dont les conclusions étaient favorables à la ville d'Anvers. Peut-être que, sans l'intervention du duc, le congrès se serait arrêté à une solution toute différente. La Belgique gardera un souvenir reconnaissant de ce précieux service rendu à son commerce maritime.

Le congrès était sur le point de terminer ses travaux quand, le 7 mars, Wellington reçut avis de lord Burgherst que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe (2).

Cette nouvelle, arrivée le même jour au prince Metternich par la voie de Livourne, jeta les souverains et les diplomates alliés dans la plus grande perplexité. Le lendemain, une autre dépêche annonça que Bonaparte était débarqué en France et marchait sur Paris. Personne ne douta plus dès lors que les armées fidèles de Louis XVIII ne parvinssent à réprimer la folle tentative de *l'échappé de l'île d'Elbe.*

Les choses cependant prirent une toute autre tournure.

Avec un millier de braves seulement, Napoléon avait touché la terre de France, où l'appelaient les vœux du peuple et

---

(1) Le 3 mai 1815.

(2) *Lettre de Wellington à Castlereagh,* 12 mars 1815.

de l'armée. Labédoyère était venu se jeter dans ses bras à Grenoble, et le maréchal Ney, au mépris de ses devoirs et de sa parole, entraîné par l'élan irrésistible de sa troupe et dominé lui-même par un sentiment dont il ne se rendait pas compte, avait livré à son ancien maître les clefs de l'importante ville de Lyon. Depuis cette ville jusqu'à Paris, la marche de Napoléon ne fut qu'une suite de triomphes. Il entra dans sa capitale le 20 au soir, et remonta sur le trône sans avoir versé une goutte de sang. Les Bourbons avaient mis sa tête à prix, et un sous-préfet, nommé Buguet, se vanta publiquement, dans une brochure écrite en 1816, d'avoir été choisi par M. de Blacas pour assassiner l'usurpateur. Misérables moyens employés par tous les gouvernements qui sentent leur faiblesse et leur impopularité. Il suffit au prisonnier de l'île d'Elbe de se montrer pour reconquérir le trône et l'armée, et telle fut la rapidité avec laquelle s'opéra cette merveilleuse révolution, que Louis XVIII eut à peine le temps de se réfugier en Belgique.

La France n'aurait pas abandonné ainsi le roi qu'elle avait reçu naguère avec transport, si ce roi et sa cour avaient su oublier et pardonner. Mais au lieu de tenir compte au règne précédent de ses travaux utiles et de sa gloire noblement acquise, ils poursuivirent d'une haine stupide des hommes dont le seul tort à leurs yeux était d'avoir servi avec courage et fidélité la *cause de l'usurpateur*.

Il n'y a pas d'humiliation que les braves soldats de l'empire ne dussent essuyer. En rentrant dans Paris, l'épée teinte du sang des alliés, ils virent la capitale de la France prodiguer à leurs ennemis l'encens de la bassesse et de la flatterie. Les maisons étaient pavoisées, les cloches mises en branle, et les balcons garnis de curieux comme aux jours de fête et de triomphe.

Quelques femmes, la honte de leur sexe, se jetèrent publiquement dans les bras des cosaques ; les salons et les bou-

doirs eurent de gracieuses attentions pour les vainqueurs titrés ; les théâtres et les lieux publics accueillirent les généraux alliés par des applaudissements; l'Institut lui-même alla féliciter Alexandre et lui porter le tribut « de son amour et de son admiration. » Des barbares auraient eu plus de pudeur!... Et comme s'il ne suffisait point que la cour et le gouvernement montrassent de viles complaisances pour les souverains alliés, que les hautes classes de la société accueillissent avec transport les ennemis de la France, que les Fontane, les Séguier, les Lacretelle, les Garat, les Villemain fissent assaut de bassesses, que la garde nationale de Paris donnât une épée d'or et un banquet au général Sacken; il fallut encore, pour surcroît de honte, qu'à la tourbe des intrigants et des adorateurs de la puissance, on vît se mêler les Berthier, les Augereau, les Soult, les Marmont, les Victor, les Suchet, les Oudinot, les ducs de Trévise et les princes d'Essling, tous ces noms glorieux que l'armée avait confondus si longtemps dans le même respect et la même admiration.

Cette absence de caractère et de dignité exaspérait les patriotes et surtout les militaires. En revanche, elle servait admirablement les desseins de la cour, dont l'unique préoccupation était de ravaler ce qui avait fait la force et la gloire du régime précédent. L'armée devint l'objet de ses premières persécutions. Insensiblement on la réduisit à 140, à 100, puis à 80,000 hommes; la marine descendit au niveau de celle de la Hollande et de la Suède; les places fortes ne furent plus entretenues; les arsenaux, les dépôts de remonte, les établissements de l'armée et de la flotte périclitèrent; et le roi, n'osant confier sa garde à des soldats français, s'entoura de régiments suisses. Les braves et vigoureux officiers de l'empire furent mis à la demi-solde, et remplacés par de jeunes officiers sans titres, ou de vieux gentilshommes dont le seul mérite était d'avoir émigré. Le comte d'Artois réintégra de son propre mouvement des hommes destitués comme

lâches ou ineptes sous le régime précédent. Le général Dupont, si tristement célèbre par la capitulation de Baylen, devint ministre de la guerre; les Laborie et les Bourienne obtinrent les premières faveurs de la restauration, et, chose véritablement honteuse, la famille de George Cadoudal reçut des lettres de noblesse! On introduisit dans les rangs de l'armée les fauteurs de tous les partis qu'elle avait détestés et combattus. La Légion d'honneur fut avilie par des choix indignes et par une scandaleuse prodigalité. On remplaça, sur toutes les croix, l'effigie de l'empereur par celle de Henri IV, et pour humilier davantage encore les vieux serviteurs on nomma l'abbé de Pradt *grand chancelier!* On eut même la pensée de supprimer la Légion d'honneur comme ordre militaire, et de rendre à l'ordre de Saint-Louis sa splendeur primitive. Mais on recula devant cette énormité comme devant le projet de réduire de 800 le nombre des orphelines de la Légion d'honneur réunies aux Barbeaux et aux Loges. On essaya aussi, mais sans succès, de rendre les écoles militaires accessibles seulement aux fils des généraux et des officiers supérieurs, afin d'en exclure ceux des pauvres militaires qui avaient servi l'empire avec le plus de fidélité et de désintéressement.

Cette haine aveugle de tout ce qu'avait créé, protégé, glorifié le régime précédent se révélait dans les moindres actions du pouvoir. Ce n'était rien pour lui d'avoir transformé la cocarde tricolore en emblème factieux, d'avoir changé les numéros illustres des régiments, d'avoir substitué des drapeaux vierges aux aigles déchirées d'Austerlitz et de Borodino, d'avoir condamné les vieux officiers à un état voisin de la misère, et pris à leur égard une foule de mesures vexatoires; ce n'était rien d'avoir avili la Légion d'honneur, d'avoir voulu chasser de leurs asiles les orphelines de la bravoure française, et d'avoir essayé de proscrire le fils du peuple des écoles créées pour lui; ce n'était rien d'avoir frappé l'ar-

mée dans ses sentiments les plus chers et d'avoir tari la source de sa grandeur et de sa force, en supprimant la conscription : il fallut encore expulser de l'hôtel consacré à la vieillesse et aux souffrances militaires, une foule de soldats mutilés sur les divers champs de bataille de l'Europe. Oui, la restauration poussa l'indignité au point de renvoyer 2,500 invalides, les uns sans pensions, parce qu'ils étaient nés sur les territoires enlevés à la France, et les autres avec des pensions illusoires, quoiqu'ils appartinssent à l'élite de l'armée française.

A toutes ces infamies venaient se joindre de petites vexations qui entretenaient la haine des militaires et des patriotes contre le régime nouveau. A la cour, les nobles de l'empire étaient proscrits comme indignes ; les femmes mêmes des maréchaux ralliés s'y trouvaient en butte aux sarcasmes des vieux gentilshommes et des marquises de l'ancien régime. On obligea les soldats à fréquenter la messe et le confessionnal; on leur fit des *théories* sur le catéchisme, et on introduisit dans les régiments des aumôniers avec le titre de *premier capitaine*. On poussa même l'exagération du prosélytisme jusqu'à donner une somme d'argent pour la conversion de chaque militaire.

La police, si sévère dans la répression de tout ce qui portait atteinte à la légitimité, autorisait et encourageait la publication de libelles et de caricatures ignobles contre Napoléon et la grande armée. Les *brigands* et *l'usurpateur* étaient joués chaque jour, dans des farces bouffonnes, sur les théâtres du boulevard. Le peuple goûtait peu ces parodies ; l'armée en était exaspérée ; la cour et les légitimistes seuls y applaudissaient.

Mais le moment approchait où toutes ces fautes et toutes ces bravades allaient être châtiées. La partie virile de la nation, aigrie par les mesures réactionnaires de Louis XVIII, par sa loi sur l'observation du dimanche, par sa tentative

de supprimer la Cour de cassation, par son idée fixe de spolier les détenteurs des biens nationaux dans l'intérêt des nobles et des prêtres; par les vues étroites et la bigoterie de ses conseillers ne cherchait qu'une occasion pour se soulever. A Paris, dans la province, à la cour même, on disait : *cela ne peut pas durer*. La France était à bout de patience et de résignation. Les injustices et les outrages du pouvoir l'avaient à tel point surexcitée, qu'elle se fût insurgée quelques jours plus tard, si l'arrivée de Napoléon n'était venue mettre le feu aux poudres.

Le gouvernement et les politiques à courte vue dont il s'était entouré, ne se rendirent pas bien compte de l'influence que cette situation devait exercer. De là cette extrême imprévoyance qui leur fit dédaigner les avertissements des personnes les plus dévouées. De Beauchamp (1) affirme que, dès le mois d'août 1814, la police avait arrêté des émissaires de l'île d'Elbe, porteurs de papiers indiquant que Bonaparte avait le projet de rentrer en France. Mais le gouvernement s'obstina à regarder ces indices et d'autres qui se manifestèrent successivement comme des alarmes vaines et ridicules, propres seulement à faire dévier le char de l'État.

En novembre, il ne fut plus possible de nier que Napoléon songeât à faire une tentative pour ressaisir le pouvoir; mais les ministres, persuadés qu'il n'oserait rien entreprendre pendant la réunion du congrès, furent d'avis que l'usurpateur attendrait la fin de cette assemblée pour prendre la route de Naples, soulever l'Italie et le Piémont, et rentrer en France par le Dauphiné (2). Ils pensèrent, du reste, qu'il serait facile de prévenir une tentative de ce genre par les moyens de surveillance que la police avait organisés.

---

(1) T. III, p, 58.
(2) De Beauchamp, t, III, p. 107.

Ce fut à cette époque que les ministres de France et d'Espagne s'adressèrent au congrès pour demander l'éloignement de l'empereur. Les conjurés ayant, dit-on, eu connaissance de cette demande (1), engagèrent vivement leur chef à hâter l'exécution de son projet. Il est certain qu'on distribua à Grenoble des lettres de Paris annonçant l'expulsion des Bourbons pour le 1er mars.

Tous ces indices ne purent émouvoir le gouvernement, qui se croyait sûr de l'armée et du peuple. Les apparences devaient jusqu'à un certain point le confirmer dans cette opinion, car les principaux agents de l'autorité faisaient assaut de servilité, et les autres, désirant le triomphe des conspirateurs, cachaient ce qui aurait pu donner l'éveil.

La sécurité des ministres ne les abandonna pas même lorsqu'ils apprirent le retour de l'empereur. Ils en furent presque joyeux, s'imaginant que Bonaparte venait se jeter dans la gueule du loup. M. de Blacas traita l'entreprise de folie, et la cour la ridiculisa (2). Le roi, s'adressant aux ambassadeurs, dit en souriant : « Rassurez vos souverains sur ce qui se passe ici ; le repos de l'Europe ne sera pas plus troublé que celui de la France. »

Ordre fut donné de *courir sus* à Napoléon, « formule des anciennes lois qui montre, dit Châteaubriand, la portée des hommes de cette époque (3). » Soult qui, en 1814, s'était écrié devant les magistrats de Toulouse : « On nous menace des « Bourbons, eh bien, j'irai plutôt me faire chef de brigands

---

(1) On prétend que Napoléon fut directement informé de la demande des ambassadeurs de France et d'Espagne par la voie de Vienne, probablement par son fils adoptif.

(2) Le gouvernement publia, dans une note du 7 mars, les absurdités que voici : « Le lâche guerrier de Fontainebleau... s'expose à mourir de la mort des héros ; Dieu permettra qu'il meure de la mort des traîtres. La terre de France l'a rejeté ; la terre de France le dévorera ! »

(3) « Louis XVIII, sans jambes, *courir sus* le conquérant qui enjambait la terre... *Courir sus* en 1815 ! *Courir sus* et *sus* qui ? *Sus* un loup ? *sus* un chef de brigands ? *sus* un seigneur félon ? Non, *sus* Napoléon, qui avait *couru sus* les rois, les avait saisis et marqués pour jamais à l'épaule de son N ineffaçable. » — *Mém. d'Outre-Tombe,* t. VI.

« dans les montagnes de Cahors, que de me soumettre à de « tels princes (1); » ce même maréchal, apprenant l'arrivée de son ancien maître, fit un ordre du jour où, après avoir qualifié la tentative de *cet homme* (il ne daigne pas même le nommer!) *un dernier acte de démence*, il félicita l'armée d'avoir à sa tête, pour écraser l'*usurpateur*, le comte d'Artois, *ce modèle des chevaliers français*. . . . .

. . . « Bonaparte, disait encore le duc de Dalmatie, « nous méprise assez pour croire que nous pourrions aban- « donner un souverain légitime et bien-aimé pour partager « le sort d'un homme qui n'est plus qu'un aventurier. Il le « croit, l'insensé! et son dernier acte de démence achève de « le faire connaître (2)...... »

Le maréchal Ney alla plus loin dans cette voie déplorable:

« Partez, lui avait dit le roi, je compte sur votre fidélité « et sur votre dévouement. » Et le maréchal, en s'inclinant, avait promis « de ramener l'usurpateur dans une cage de fer (3). »

Toutes ces forfanteries, inspirées par un dévouement factice, et colportées par les gens de la cour, aboutirent à la plus humiliante déception. *Le modèle des chevaliers français*, envoyé à Lyon pour rallier les troupes du Midi, fut obligé de quitter la ville suivi d'un seul gendarme (4), la duchesse

---

(1) De Beauchamps, t. III, p. 98.

(2) *Ordre du jour* du 8 mars.

Bien que la conduite du maréchal Soult dans cette circonstance fût inexplicable, nous ne voulons pas, par notre silence, confirmer l'opinion de quelques historiens, qui prétendent que le duc de Dalmatie fut complice de Napoléon; qu'il poussa la violence à l'extrême pour provoquer une réaction; qu'il plaça sur la route de Napoléon les corps et les chefs les plus dévoués à l'usurpateur, etc., etc.

Nous croyons que Soult servit loyalement, quoique très-maladroitement, la cause des Bourbons, jusqu'à ce que les débats de la Chambre des députés, au sujet de la révolte de d'Erlon et de Lefebvre-Desnouettes, l'obligeassent à donner sa démission. Il fut, à la vérité, dénoncé dans cette séance comme *traître;* mais on ne peut pas, dans de pareils moments, demander la justice aux passions déchaînées.

(3) Ces paroles avouées par le maréchal lui-même, dans sa déposition devant la Cour des Pairs, furent prononcées le 7 mars.

(4) « Ce gendarme fut décoré dans la suite par Napoléon. » *Histoire de la Restauration*, par Capefigue, t. II, p. 268.

d'Angoulême, en essayant de haranguer les vieux soldats de Napoléon, ne provoqua que des railleries tant à son adresse qu'à l'adresse des Bourbons; enfin, le brave Ney, d'abord exaspéré contre Napoléon, puis cédant à la funeste contagion de l'exemple, donna pendant quelques jours le spectacle de la plus honteuse versatilité. A Bourg, parlant de Bonaparte, il avait dit : « *Cet homme* ne peut exister sur la même terre avec moi. Si mes soldats ne faisaient pas leur devoir, je l'appellerais en duel; c'est à moi de le tuer (1); » et, à Lons-le-Saulnier, s'adressant au préfet : « Que voulez-vous que je fasse? dit-il. Je ne puis arrêter l'eau de la mer avec la main. » Le lendemain, Ney forma ses troupes en carré sur la place pour leur donner lecture d'une proclamation que les émissaires de Bonaparte lui avaient présentée, et que les soldats accueillirent avec enthousiasme. A la suite de cette défection (explicable peut-être si elle s'était produite à la vue de l'empereur), le prince de la Moskowa rédigea un ordre du jour débutant ainsi : « *Soldats, la cause des Bourbons est à jamais perdue* (2)..... »

Paris connaissait par de vagues rumeurs ces défections et les progrès rapides de l'empereur; mais le gouvernement essaya de lui donner le change, en faisant proclamer à chaque instant que Bonaparte et sa *bande* étaient dispersés dans les montagnes : « Il entre en France comme un aventurier, disait-on, côtoyant les frontières, évitant les regards et courant chercher des renforts que lui amène la défection. » Moins crédule et plus pénétrant que son entourage, le roi jugea l'un des premiers que l'entreprise était conçue de sang-froid, préparée longtemps d'avance, et fondée sur la garantie

(1) DE BEAUCHAMP, t. III, p. 234.

(2) Il résulte de la déposition de Bourmont, de Lecourbe, des préfets de l'Ain, du Jura et du Doubs, que Ney, au moment de sa défection, avoua connaître la conspiration depuis trois mois. Cette circonstance ajoute encore à l'odieux de la conduite du maréchal.

que l'armée ferait défection. Cette pensée lui laissa peu d'espoir; néanmoins, pour frapper un grand coup, il se rendit, le 16 mars, au sein de la Chambre, fesant un appel au dévouement de tous, et promettant de mourir *pour la défense du peuple* (1). On répétait en ce moment autour de lui cet autre mot, dit en présence des maréchaux au début de son règne : « Si jamais on nous forçait à tirer l'épée, tout gout-« teux que je suis, je marcherais avec vous. » Inutiles protestations. La France n'était plus à lui; elle volait au-devant d'un autre défenseur! L'empereur se présenta le 20, suivi d'une faible escorte, et la cour, qui avait promis de mourir à son poste, fut trop heureuse de gagner Lille et la frontière belge sans être inquiétée (2).

Telle est en peu de mots l'histoire de cette prompte restauration, où quelques historiens n'ont vu que l'effet d'une révolte organisée par une armée « furieuse d'être à la demi-solde (3). »

Napoléon, instruit par ce qui venait d'arriver, essaya de gouverner la France avec des moyens opposés à ceux qu'avait employés la restauration. Au lieu de s'abandonner au ressentiment légitime que devaient lui inspirer tant de lâchetés et de trahisons accomplies sous ses yeux, il oublia tout et se montra magnanime même envers ceux qui avaient dirigé contre lui le poignard de l'assassin (4). Le duc d'Angoulême,

---

(1) Le roi dit textuellement dans cette séance : « Pourrais-je, à soixante ans, mieux termi-« ner ma carrière qu'en mourant pour la défense de mon peuple. »

(2) Quelques légitimistes ont blâmé cette fuite. Sa Majesté, d'après eux, aurait dû se retirer sur la Rochelle, alors sous les ordres du brave général Rivaud. Cette place en effet, située entre les loyaux Bordelais et les fidèles Vendéens, eût été un excellent point de ralliement des royalistes et des troupes fidèles. Mais Louis XVIII, craignant la guerre civile, préféra devoir son salut à la guerre étrangère.

(3) Castlereagh dit en propres termes à la Chambre des Communes : « Le rétablissement de Napoléon n'est en réalité que l'acte d'une armée corrompue, mécontente d'être réduite à la demi-solde. » Lord Granville, aussi inconvenant dans son langage, appela l'armée française « une soldatesque accoutumée à la rapine. »

(4) La principale mesure de rigueur qu'il prit fut de mettre sous séquestre les biens de quatorze individus, auteurs de la première restauration ou négociateurs du congrès de

pris les armes à la main, put regagner librement la terre de l'exil.

En quittant l'île d'Elbe, Napoléon avait chargé Murat d'envoyer de sa part à Vienne l'engagement d'adhérer aux traités de Paris, avec la promesse de ne plus s'occuper désormais que du bonheur intérieur de la France (1). Cette démarche et celles qu'il fit faire par Marie-Louise (2), par son frère Joseph, par le prince Eugène, par la reine Hortense et par la grande-duchesse de Bade auraient pu avoir quelque résultat, si le congrès avait été dissous, comme il le pensait, d'après un avis reçu au moment de son départ de l'île d'Elbe; mais communiquées à une réunion de souverains unis par de vieilles rancunes et des liens encore récents, ses propositions devaient nécessairement échouer. L'amour-propre s'irrita, et les intérêts divisés se rapprochèrent spontanément. La déclaration du 13 mars, rédigée en termes violents, mit l'*usurpateur* au ban des nations et ferma la porte à tout arrangement (3). Ce fut comme une barrière d'airain élevée entre la France et l'Europe. Castlereagh, chargé d'attiser le feu, s'exprima sur le compte de Napoléon avec une violence extrême : « Le retour de cet homme en France, dit-il, au

---

Vienne, et de décréter la mise en jugement de ces personnes comme suspectes de trahison. Ce décret, au surplus, qu'aucun ministre n'avait voulu contresigner, demeura sans effet.

Quant à l'abolition de la noblesse, la suppression des titres féodaux, la mise sous séquestre des émigrés rentrés depuis le 1er janvier 1814 et la destitution des officiers admis dans l'armée française depuis le 1er avril, ces mesures étaient tellement dans la nécessité de la situation, qu'on ne peut pas leur donner le caractère d'actes de représailles ou de vengeance.

(1) D'accord avec cet engagement, Napoléon dit quelque temps après à son armée : « Nous « devons oublier que nous avons été les maîtres des nations, mais nous ne devons pas « souffrir qu'on se mêle de nos affaires. »

(2) Marie-Louise avait fait une tentative pour rejoindre Napoléon en France. Le 19 mars, à 11 heures du soir, tout était préparé pour la fuite de l'ex-impératrice et du roi de Rome. Mais une des femmes du château ayant eu vent de la chose, l'entreprise échoua avant l'exécution. La présence du roi de Rome à Paris aurait donné une grande force à l'empereur, surtout dans la crise qui suivit la déroute de Waterloo.

(3) L'authenticité de cette *declaration* fut longtemps révoquée en doute. On pourrait en effet douter que l'Europe eût formé une coalition contre un homme, car ce fait était sans précédent dans les annales du monde.

mépris de tous ses engagements (1), est une véritable insulte faite à l'Europe, insulte qui surpasse tout ce qui a été fait par les gouvernements révolutionnaires qui l'ont précédé, quelque vils et dégradés qu'ils fussent... »

Les politiques les plus éclairés, et de ce nombre était Fouché, virent dès lors que tout espoir de maintenir la dynastie impériale était perdu, et que, pour sauver la nation, il ne fallait qu'abandonner un homme. Napoléon se flatta néanmoins que les alliés reviendraient à d'autres sentiments quand ils seraient instruits de la rapidité de son triomphe et de ses intentions pacifiques (2). Mais cette lueur d'espoir s'évanouit par la brusque attaque de Murat contre l'Autriche. On croyait d'ailleurs généralement parmi les alliés que Napoléon ne cherchait qu'à gagner du temps, et que fût-il sincère, il lui serait impossible de maintenir les traités de Paris, dont l'impopularité avait été l'une des causes de la chute des Bourbons (3).

La guerre était donc une conséquence fatale de la nouvelle restauration. On s'y prépara des deux côtés avec une égale ardeur. Tandis que Napoléon consacrait seize heures par jour à la réorganisation des troupes et du matériel, Haxo

---

(1) Lord Grey, dans cette même séance, contesta aux alliés le droit de déclarer la guerre à Napoléon, faisant observer que si Napoleon avait violé le traité de Fontainebleau, les alliés l'avaient violé avant lui : « Ses pensions, dit-il, n'ont jamais été payées, ses propriétés ont été confisquées ; les droits de son fils ont été compromis en le privant des duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla. »

(2) Caulincourt offrit, au nom de son maître, l'exacte observation du traité de 1814 et le respect absolu de toutes les stipulations du congrès de Vienne... Napoléon lui-même écrivit, le 4 avril, des lettres autographes aux souverains alliés. Dans ces lettres, où l'empereur représente son retour comme l'ouvrage d'une *irrésistible puissance*, on remarque entre autre le passage suivant : « Le principe inviolable de ma politique sera le respect le plus « absolu pour l'indépendance des autres nations... Après avoir présenté au monde le spec- « tacle de grands combats, il sera plus doux de ne connaître désormais d'autre rivalité que « celle des avantages de la paix, d'autre lutte que la lutte sainte de la félicité des peuples. »
On trouva généralement que Napoléon, après avoir violé le traité de Fontainebleau, n'était pas dans des conditions à proposer aux souverains de se fier à lui pour l'observation du traité de Paris.

(3) Castlereagh dit à la Chambre des Communes : « Nous sommes autorisés à croire qu'il ne « conserverait la paix que jusqu'au moment où il aurait l'occasion favorable de la violer... »

et Lery s'occupèrent à fortifier Paris et Lyon: deux points où, suivant toute probabilité, le sort de la France allait être décidé. D'autres ingénieurs reçurent l'ordre d'armer les forteresses et de retrancher les principales positions des frontières. Des ouvrages de campagne furent construits dans la forêt Mormale et dans les cinq passages des Vosges. On donna des instructions pour la défense des défilés du Jura et de toute la frontière des Alpes. Des travaux poussés avec une extrême activité mirent Soissons, Laon, la Fère, Saint-Quentin, Guise, Château-Thierry, Vitry et Langres en état d'opposer une vive résistance; on travailla même à la défense de Châlons, Reims et Dijon, quoiqu'on eût peu d'espoir de terminer la plupart de ces fortifications en temps opportun.

Les ateliers d'armes, abandonnés sous la restauration, reprirent une telle activité qu'ils confectionnèrent 4,000 fusils par jour. Les gardes nationales mobiles s'organisèrent dans tout l'empire, et le recrutement tant volontaire que forcé procura des masses énormes de soldats aux dépôts régimentaires. Afin d'activer ce mouvement national, l'empereur donna des gages au parti de la révolution en appelant au ministère Carnot et Fouché, et en faisant la promesse solennelle de gouverner à l'avenir avec les libertés constitutionnelles de la presse et de la tribune.

En moins de soixante jours, l'armée fut portée du chiffre de 149,000 hommes à celui de 414,000 (1); en septembre,

---

(1) D'après Gourgaud, l'armée française comptait, en avril 1815, 100,000 hommes environ, effectif à peu près suffisant pour la défense des places fortes. En juin, d'après le même auteur, elle comptait 350,000 hommes, dont 180,000 destinés à faire campagne et 150,000 disséminés dans les places.

D'après les *Victoires et conquêtes*, l'effectif sous les armes, au 1er juin, était de 559,000 hommes, dont 363,000 appartenant à l'armée de ligne et 196,000 à l'armée extraordinaire (employée à la garde des places et des côtes). Sur l'effectif de l'armée de ligne, 217,000 étaient présents sous les armes, habillés, armés, instruits, disponibles pour entrer en campagne.

Napoléon forma quatre armées et quatre corps d'observation : *la grande armée*, forte de

il eût été de 700,000 hommes. Mais les alliés, instruits par l'expérience, montrèrent autant d'énergie et d'activité que l'empereur. A peine ce dernier eut-il débarqué dans le golfe Juan, qu'ils se décidèrent à soutenir le roi de France de tout leur pouvoir (1). Cet accord fut consigné dans la déclaration du 13 mars, par laquelle les signataires du traité de Paris s'engageaient à maintenir ce traité, ainsi que toutes les mesures déjà prises pour assurer le maintien de la paix générale. Voyant les souverains si fortement unis et si bien disposés, Wellington écrivit à Castlereagh le 12 mars, « qu'il n'avait pas le moindre doute sur l'insuccès final de la tentative de Bonaparte. — *He must fall,* disait-il, *under the cordially united efforts of the souvereings of Europe* (2). » Le duc, par son expérience de la guerre et son imperturbable sang-froid, rendit de grands services aux alliés dans la situation perplexe où ils se trouvaient. Il devint en quelque sorte l'âme de la nouvelle coalition. Ses avis, demandés et reçus avec déférence, servirent de point de départ aux mesures militaires de la coalition (3). On lit, en effet, dans une lettre

---

100,000 hommes, non compris 14,000 hommes d'infanterie et environ 4,000 chevaux de la garde impériale ; *l'armée des Alpes,* sous le duc d'Albuféra, forte de 15,000 hommes ; *l'armée du Rhin,* sous le général Rapp, forte de 18,000 hommes : *l'armée de l'Ouest,* sous le général Lamarque, forte de 16,600 hommes ; le corps d'observation, placé à Béfort sous Lecourbe (4,500 hommes et 13,500 gardes nationaux); celui du Var, sous le maréchal Brune, à Marseille (5,300 hommes et 11,700 gardes nationaux) ; celui des Pyrénées orientales, sous Decaen (2,700 hommes et 20,300 gardes nationaux), et celui de la Gironde, sous Clausel (2,700 hommes et 20,300 gardes nationaux).

D'après Napoléon, l'effectif général était, en avril, de 149,000 hommes, dont 93,000 présents sous les armes : « force à peine suffisante, dit-il, pour garder les places et les principaux établissements maritimes. » Au 1er juin, l'effectif général était de 559,000 hommes ; l'armée de ligne comptait 363,000 hommes, dont 217,000 disponibles pour entrer en campagne.

D'après Thibaudeau, la France, à la date du 20 mars, sur un effectif de 149,000 hommes, n'aurait pu mettre en campagne que 94,000 hommes. Au 1er juin, l'effectif était de 414,000 hommes, dont 217,000 habillés, instruits, propres à la guerre de campagne.

(1) En apprenant le retour de l'île d'Elbe, Wellington dit à Talleyrand : « Quant à moi, monsieur, je suis soldat du roi de France. »

(2) Dans cette même lettre, Wellington dit : « Je vous recommande de mettre toutes vos forces dans les Pays-Bas à la disposition du roi de France. J'irai le rejoindre, si vous le désirez, ou je ferai tout ce que le gouvernement jugera convenable. »

(3) Voir entre autres la *lettre* adressée par Wellington, le 15 janvier 1815, à *l'empereur d'Autriche.*

de lord Stewart, ambassadeur d'Angleterre à Vienne (1) : « Les dernières nouvelles ont causé une grande consternation, et je pense que le duc de Wellington, qui envisageait d'abord les choses sous un jour favorable (il crut dans les premiers moments que l'insurrection militaire serait comprimée par les troupes fidèles au roi), s'est jeté dans l'autre extrême. Tout le monde le presse de partir sur-le-champ pour la Belgique, afin d'organiser la masse des forces qui doivent agir sur ce point. Le prince de Talleyrand paraît regarder son départ comme l'unique moyen de salut. Je suis aussi de cet avis, puisque les cabinets militaires assemblés ici ont arrêté entre eux un système commun d'opérations. Plusieurs conférences ont déjà eu lieu. Knesebeck, Swartzenberg, etc., ont assisté le roi et l'empereur de leurs conseils, et *le duc de Wellington a été d'une immense utilité*..... »

Le 25, fut conclu à Vienne un nouveau traité d'alliance entre les divers souverains. Quatre jours après, le duc se mit en route pour Bruxelles, où il arriva le 5 avril (2). Il s'occupa aussitôt de la rédaction d'un *memorandum* qui définît clairement le but et l'esprit de la guerre. « Puisque le pouvoir de « Bonaparte, dit-il, n'a plus d'autre base que l'armée, il faut « battre cette armée, et par suite les seules mesures à prendre « sont : 1° de jeter en France, dans le plus court délai possible, le nombre d'hommes le plus considérable que l'on « pourra réunir; 2° d'exécuter cette opération de telle manière « qu'elle puisse être soutenue par les forces alliées, qui suivront immédiatement, et 3° de faire en sorte que les troupes « chargées d'envahir la France aient, en cas de malheur, une

---

(1) *Lettre* du 19 mars 1815.

(2) Les troupes anglaises et néerlandaises, stationnées dans les Pays-Bas, étaient commandées par le prince d'Orange, qui se mit avec empressement sous les ordres du duc de Wellington.

« retraite assurée sur les armées qui les appuieront (1). »

Le 16 avril, Wellington informa le prince régent de Portugal qu'il avait prié son gouvernement de s'adresser à la régence de Lisbonne pour obtenir l'envoi immédiat des troupes portugaises, lesquelles seraient employées en Belgique sous leurs anciens chefs, et avec leurs vieux compagnons de la Péninsule. Mais il était dans la destinée de Wellington d'être contrecarré jusqu'à la fin par les agents de la politique anglaise. Canning, plus orateur qu'homme d'action, était alors ambassadeur à Lisbonne. Il avait été convenu que 15,000 Portugais viendraient se joindre comme force auxiliaire à l'armée anglo-prussienne. Le maréchal Beresford avait réuni à cet effet l'élite des vieilles troupes, avec les bagages et l'artillerie nécessaires. Les vaisseaux étaient prêts; le maréchal informa l'ambassadeur qu'il n'avait qu'à donner l'ordre d'embarquer. Au lieu de saisir cette occasion avec empressement, Canning objecta que « la transaction devait être faite dans les formes prescrites par la diplomatie (2). » La faction Souza profita de ce délai pour faire un nouvel essai de ses forces; elle s'opposa au départ, et l'illustre homme d'état de la Grande-Bretagne eut la mortification d'être battu avec les armes qu'il avait fournies à ses adversaires.

Wellington ne reçut avis de ce regrettable incident que le 13 juin (3); il en fut d'autant plus contrarié, que malgré ses demandes réitérées, les forces anglaises étaient bien au-dessous de ce qu'elles auraient pu être. « Je possède, écrivit-il, « une abominable armée (*an infamous army*), très-faible, « mal équipée et un état-major sans expérience. Ils ne font « rien à Londres; ils n'ont pas levé un homme; ils n'ont pas

---

(1) Son plan d'invasion de la France se trouve indiqué dans sa *lettre* du 8 mai 1815 *au lieutenant général Stewart*, dans celle du 9, *au prince de Schwartzenberg*, et dans celle du 5 juin, *à l'empereur d'Autriche*.

(2) NAPIER.

(3) Voir sa *lettre* du 30 juin, *à lord Bathurst*.

« appelé sous les armes ni la milice d'Angleterre, ni celle « d'Irlande ; ils sont incapables de m'envoyer quoi que ce « soit, et ils n'ont pas même adressé de message au Parle- « ment pour obtenir de l'argent (1). »

Tel était le mauvais vouloir d'une partie de la Chambre, qu'on reprocha à Wellington d'avoir signé la déclaration du 13 mars, où se trouvaient les mots : *hors la loi* et *vindicte publique*, que l'opposition interprétait comme une sorte d'appel à l'assassinat (2). Toutefois, habitué à mépriser l'injure et à lutter contre la mauvaise fortune, le duc poursuivit avec une très-grande activité ses préparatifs de guerre. Pour avoir un certain nombre de pivots de manœuvre, il avait donné l'ordre de mettre les places fortes méridionales des Pays-Bas (démantelées par Joseph II) à l'abri d'un coup de main, en déblayant les fossés, en exhaussant et en complétant les terrassements, en tendant les inondations et en construisant à la hâte quelques ouvrages de campagne en avant des fronts d'attaque. On tira de Londres toutes les bouches à feu nécessaires à l'armement de ces places improvisées. Et bientôt, grâce à l'activité prodigieuse du corps des ingénieurs, la frontière se trouva dans un état de défense respectable, au début des hostilités (3).

Ypres était restauré et convenablement armé ; Ostende, Nieuport, Ath et Tournai avaient subi quelques réparations ; Mons était environné d'eau et protégé par un fort construit sur le *mont Panisel ;* Anvers avait été mis en bon état, dans la prévision de la retraite des Anglais sur ce point. La Lys seule ne possédait aucun ouvrage de défense, parce qu'il ne

---

(1) *Lettre* du 8 mai, de *Wellington au général Stewart.*

(2) *Lettre* du 5 mai, de *Wellington à Wellesley-Pole.*

(3) Déjà, le 20 mars, près de 10,000 hommes étaient occupés aux fortifications en Belgique. On y employa plus tard 20,000 paysans, 11 compagnies de sapeurs et 60 officiers du génie. (Colonel CARMICHAEL-SMYTH, p. 296.)

restait plus de vestiges des anciennes forteresses de Menin et de Courtrai ; cependant, comme il n'était pas impossible que les Français ne poussassent un corps de troupes sur Gand, alors que leur principale attaque aurait lieu par Mons et Charleroi (ainsi qu'il arriva dans d'autres occasions), on construisit quelques solides ouvrages de campagne bien palissadés et fraisés en avant de la ville, les appuyant d'un côté à la Lys et de l'autre à l'Escaut.

Enfin, pour faciliter les mouvements sur les deux rives du fleuve, Audenaerde fut fortifié aussi solidement que les circonstances le permettaient.

« Le but de ces divers travaux, dit le colonel Carmichaël-Smith (1), n'était pas d'empêcher les Français d'envahir la Belgique, mais de les arrêter assez longtemps pour donner aux alliés le temps de se concentrer sur leur ligne d'opérations. »

Ce but toutefois ne fut point atteint, parce que Napoléon, contrairement à la prévision de Wellington, entra par Charleroi, qu'on n'avait pas eu le temps de mettre à l'abri d'un coup de main (2).

Dès la fin de mai, Blücher et Wellington avaient rassemblé 220,000 Anglais, Prussiens, Belges, Hanovriens et Brunswickois entre Liége et Courtrai. Les Bavarois, les Wurtembergeois et les Badois se réunissaient dans la forêt Noire et dans le Palatinat ; les Autrichiens étaient en marche pour les rejoindre, et les Russes accouraient par la Franconie et la Saxe. Un million d'hommes allait donc s'abattre sur la France !

---

(1) P. 298)

(2) C'est la version de la plupart des auteurs ; cependant, le colonel ingénieur Carmichaël-Smyth, sous la direction duquel les travaux de défense furent exécutés, affirme que l'on ne fit rien à Namur et à Charleroi, parce que ces deux places étaient défendues par des corps de troupes prussiennes. — P. 298.

Dans cette situation, l'empereur avait trois partis à prendre :

1° *Négocier;* — mais ce parti n'offrait plus de chances depuis le traité du 25 mars, et surtout depuis le rejet de la singulière déclaration par laquelle les alliés s'engageaient à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, pourvu qu'elle se donnât un autre chef (1) ;

2° *Rester sur la défensive et recevoir le choc des alliés, sous Paris et Lyon;* — mais c'était livrer la moitié de la France à l'ennemi, consterner les populations, décourager les troupes (2);

3° *Aller au-devant des Anglo-Prussiens et les battre avant l'arrivée des autres contingents;* — mais c'était entamer la guerre avant la réunion d'une armée suffisante pour soutenir la lutte avec des chances de succès.

Ce dernier inconvénient, toutefois, parut moins grave que les autres, ou plutôt l'empereur se laissa entraîner par cette considération puissante : « que le système d'aller au-devant « des Anglo-Prussiens était seul conforme au génie de la « nation, à l'esprit et aux principes de la guerre dans la- « quelle il se trouvait engagé, et qu'il remédiait au terrible « inconvénient attaché au second projet d'abandonner la « Flandre, la Picardie, l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, « la Bourgogne, la Franche-Comté et le Dauphiné sans tirer « un coup de fusil (3). »

Ce système avait en outre l'avantage de stimuler les Français, en général peu sympathiques aux Fabius; de prendre les alliés au dépourvu (4); de porter la guerre sur le territoire

---

(1) Nous n'avons pas besoin de dire pourquoi cette proposition, qui eût été sérieuse avant la déclaration du 13 mars, ne put être admise par Napoléon après l'*Acte additionnel.*

(2) Par contre, ce plan permettait de gagner le mois d'août, pour compléter les levées, terminer les préparatifs et combattre, avec toutes les ressources de la France, des armées affaiblies par de nombreux détachements et des corps d'observation. (*Mémoires de Napoléon*, t. IX, p. 48.)

(3) *Mémoires de Napoléon,* t. IX, p. 51.

(4) Napoléon croyait qu'en prenant l'offensive au milieu de juin, il gagnerait six semaines

de l'ennemi et de provoquer, en cas de succès, le soulèvement de la Belgique et des provinces rhénanes, que Napoléon supposait favorables à sa cause, prêtes même à se déclarer pour lui (1).

Pour exécuter ce plan, l'empereur disposait de 200,000 hommes (2). Mais, dès le mois de mars, il dut envoyer le général Lamarque, avec 15,000 hommes, en Vendée ; au commencement de juin un détachement de la jeune garde prit le même chemin. On fut obligé aussi de laisser quelques régiments à Bordeaux, à Toulouse, sur le Var, à Strasbourg, en Savoie et à Béfort, tant pour observer les frontières menacées que pour servir de points d'appui à la levée des gardes nationales. Tous ces détachements réduisirent à 120,000 combattants (3) les forces destinées à agir en Belgique.

L'empereur avait le choix entre trois lignes d'opérations (4). Il pouvait attaquer par la Meuse pour couper les Prussiens de leur base — entrer par Mons, pour repousser Wellington sur Anvers — ou s'avancer, par la Sambre, sur le point de jonction des deux armées.

Les deux premières lignes avaient le défaut de rendre possible la réunion des Prussiens et des Anglais. Pour ce

---

sur les alliés ; mais on a su depuis que les alliés étaient décidés à envahir la France le 1er juillet, de sorte que l'empereur, sous le rapport de la force numérique de son armée, n'aurait presque rien gagné à rester sur la défensive. (Voir THIBAUDEAU, t. X, p. 369.)

(1) Napoléon nous représente ces provinces comme *soupirant après leur libérateur*. Illusion de conquérant. La Belgique n'a jamais *soupiré* qu'après son indépendance.

(2) Les gardes nationaux, bien que réunis dans les places depuis le milieu de juin, n'auraient pu entrer en ligne qu'à la fin de juillet : 150,000 hommes de l'armée permanente étaient encore dans les dépôts.

(3) Chiffre donné par le général Jomini. D'après les calculs du *Journal des sciences militaires* et de van Lobensels, Napoléon avait 121,634 hommes ; d'après von Damitz, 130,000 ; d'après Carmichaël-Smyth, 136,000 hommes et 350 canons ; d'après Gourgaud et de Vaulabelle, 115,000 hommes et 350 bouches à feu ; d'après les *Victoires et conquêtes*, 84,600 hommes d'infanterie, 21,600 de cavalerie et 16,204 d'artillerie, du génie et des équipages, plus 350 bouches à feu.

(4) Nous ne croyons pas devoir discuter l'opinion de ceux qui prétendent que Napoléon aurait dû se jeter sur le centre des alliés et porter ses premiers coups en Allemagne. Le beau projet, en vérité, que d'envahir l'Allemagne avec 120,000 hommes, en laissant 140,000 Anglo-Prussiens sur le flanc de la ligne d'invasion !

motif, l'empereur donna la préférence à la troisième ligne (1).

On ne saurait trop admirer la promptitude et la sagacité des résolutions qui furent la conséquence de ce choix. Au moment où on le croyait encore à Paris, tout occupé de fêtes et de représentations, il passe la frontière (2) et tombe comme la foudre au milieu des cantonnements ennemis.

Les quatre corps de Blücher, forts de 115,000 hommes (3), se trouvaient à Charleroi, à Namur, à Dinant et à Liége; —ceux de Wellington, estimés à 92,000 hommes environ (4), étaient cantonnés depuis l'Escaut jusqu'à Nivelles: Hill, avec l'aile droite, occupait les environs d'Ath; le prince d'Orange, avec l'aile gauche, se trouvait à Braine-le-Comte et à Nivelles; une masse imposante de cavalerie était cantonnée à Grammont, sous les ordres de lord Uxbridge, et une réserve de toutes les armes occupait les environs de Bruxelles, où le duc avait établi son quartier général.

On a reproché avec raison aux généraux alliés d'avoir dispersé leurs forces de cette manière, quand, depuis le 6 juin, (5) ils étaient prévenus de la concentration des troupes françaises sur Maubeuge. Alison et von Damitz (6) expli-

---

(1) Napoléon aurait pu obtenir encore de grands résultats en attaquant soit le centre des cantonnements anglais, soit le centre des cantonnements prussiens. C'eût été le moyen de mettre immédiatement une des deux armées hors de cause, en l'empêchant de se concentrer; mais, d'un autre côté, adoptant ce plan, Napoléon eût eu affaire à de plus grandes difficultés de terrain, et se serait trouvé dans l'impossibilité de dérober les marches qui devaient porter l'armée française au point d'attaque, à l'insu des généraux ennemis.

(2) Il quitta Paris le 12, avant le jour; le 14, il se trouvait à la tête de l'armée.

(3) En prenant pour base les données de von Damitz, de Carl von Plotho et de Wagner, on arrive au chiffre de 116,897 hommes et 312 bouches à feu. Cet effectif est adopté comme exact par van Lobensels (voir page 80). D'après Gourgaud, l'armée prussienne avait 120,000 hommes, dont 18,000 de cavalerie; d'après de Vaulabelle, 134,000 hommes et 300 bouches à feu; d'après les *Victoires et conquêtes*, 120,000 hommes, dont 20,000 de cavalerie.

(4) D'après les états fournis par van Lobensels, l'armée néerlandaise comptait, à la date du 12 juin, 29,566 hommes, 6,248 chevaux et 72 canons. Le même auteur évalue les forces totales de Wellington à 91,228 hommes et 27 batteries; mais il oublie de compter une partie des troupes hanovriennes laissées à Anvers et dans les places de la Flandre. Von Damitz porte l'armée de Wellington à 100,000 hommes; de Vaulabelle, à 102,500 hommes et 258 canons; de Vaudoncourt, à 107,900 hommes; Gourgaud, à 102,500 hommes et 258 canons, et les *Victoires et conquêtes*, à 104,000 hommes.

(5) Wellington : *Lettre* du 6 juin 1815, *au colonel Hardinge*. — ALISON, t. X, p. 456.

(6) T. I, p. 103.

quent cette inaction par la duplicité de Fouché, qui, après avoir promis à Wellington de lui faire connaître non-seulement le jour de l'invasion, mais encore le plan de l'empereur, s'arrangea de façon à ce que le porteur du message fût arrêté à la frontière. Cette version est confirmée par l'auteur apocryphe des mémoires de Fouché (1); mais lord Ellesmere, qui a vécu trente années dans l'intimité de lord Wellington affirme (2) que jamais le duc ni les officiers de son état-major n'ont compté sur des renseignements de Fouché. On pourrait donc plutôt admettre la version de Mudford, qui explique la tardive concentration de Blücher et de Wellington par ce fait, que ni l'un ni l'autre ne s'attendaient à voir Napoléon prendre l'offensive. La correspondance du duc prouve en effet qu'il considérait l'hypothèse de la défensive comme seule probable. Cependant, il ne perdit jamais de vue l'éventualité d'une invasion dans les Pays-Bas. Ainsi, dès le 30 avril, il indiqua au prince d'Orange, au comte Uxbridge, au général Hill et au quartier-maître général les mouvements de concentration à faire en cas d'attaque, soit par la zone comprise entre la Lys et l'Escaut, soit par celle comprise entre l'Escaut et la Sambre, soit par l'une et l'autre zone en même temps. Le 9 du mois suivant, il écrivit au duc de Berry : « *Je ne serais pas surpris que nous fussions attaqués ;* » et, le 7 juin, il rédigea, pour les gouverneurs des places fortes belges, une instruction commençant par ces mots : « *Au moment où l'ennemi mettra le pied sur le territoire des Pays-Bas les places ci-dessous nommées doivent être mises en état de siége...* » (Sic.)

Les troupes étaient donc prévenues de ce qu'elles auraient à faire en cas d'invasion, et c'est ainsi que les ordres expé-

---

(1) *Mémoires de Fouché*, t. II, p. 340, 342.
(2) *Life and character of the duke of Wellington*, p. 37.

diés dans la soirée du 15 purent être exécutés avec tant de promptitude et d'ensemble (1). Cependant, le jour même du passage de la Sambre, Wellington écrivit une longue lettre à l'empereur d'Autriche sur l'invasion du territoire français ; et cette missive, où il n'est point question de l'éventualité d'une attaque de la part de l'ennemi, ainsi qu'une lettre écrite quelques jours auparavant, et dans laquelle lord Wellington exprima l'opinion qu'en présence des forces anglo-prussiennes Bonaparte n'essayerait pas d'envahir la Belgique (2), viennent à l'appui de la version de Mudford. Il résulte au moins de ces documents, que le général anglais avait l'espoir de prendre l'offensive avant l'empereur.

Quoique l'événement trompât cet espoir, et que l'invasion de la Belgique par la Sambre fût contraire aux prévisions des alliés, il n'est pas exact de dire que l'annonce des événements du 15 vint surprendre Wellington au milieu du bal de la duchesse de Richemont. Le duc, depuis le 10 juin, était sur ses gardes; mais il affectait une grande sécurité pour ne pas encourager les partisans de France, assez nombreux dans la ville de Bruxelles. Ce motif le détermina à se rendre au bal de la duchesse, bien qu'à la fin de son dîner il eût reçu avis des combats d'avant-poste livrés à Thuin et à Lobbes (3).

---

(1) Il résulte de ce qui précède que le général Jomini a eu raison de dire (p. 151 de son *Précis sur la campagne de* 1815) : « Si les généraux alliés furent pris en défaut sur l'instant « de l'irruption, on doit avouer qu'ils étaient bien préparés au fond pour le cas où elle au- « rait lieu. »

(2) Citons encore la *lettre* du 12 mai, *à Henry Wellesley*, dans laquelle il dit : « Il y a eu « beaucoup de mouvement sur la frontière la semaine passée, mais je suis tenté de croire « que ce sont des mouvements défensifs , et que Bonaparte ne peut se hasarder à quitter « Paris. » Dans sa *lettre* du 11, *à H. Hardinge*, le duc évalua à 110,000 hommes l'effectif de l'armée avec laquelle Bonaparte pouvait attaquer les Pays-Bas, et, dans celle du 2 juin , *à Henry Wellesley*, il annonça qu'il attendait des nouvelles certaines des mouvements de Schwartzenberg pour entrer en France avec 70 à 80,000 hommes.

(3) Von Damitz prétend que déjà, à quatre heures du matin, Blücher avait envoyé, par une ordonnance, des nouvelles à Bruxelles, et que cette ordonnance était arrivée à onze heures. Ce renseignement est confirmé par un rapport anglais, publié dans l'*United service journal*, en 1841. Mais diverses lettres , écrites par Wellington dans la journée du 15 , permettent de supposer qu'il ignorait encore la nouvelle dont il s'agit à une heure et même plus tard. Le

Booth, et d'autres témoins oculaires, affirment qu'un second courrier (1) de Blücher arriva pendant le bal, à minuit; que Wellington parut visiblement préoccupé à la lecture de cette lettre, mais qu'il reprit sur-le-champ sa sérénité ordinaire, et qu'il ne se retira qu'après le souper (2). En ce moment même, on put entendre de la salle de danse le roulement des canons et la marche cadencée des régiments, qui, en vertu d'ordres donnés avant le bal, se portaient en toute hâte vers la forêt de Soignes.

On ne conçoit pas que Wellington, informé depuis sept heures du soir de l'attaque des avant-postes du corps de Ziethen, n'ait pas immédiatement dirigé ses troupes sur Waterloo ou sur les Quatre-Bras. Son premier ordre, donné vers huit heures, prescrivait seulement de réunir les troupes dans les cantonnements et de les tenir prêtes à marcher. A neuf heures et demie, il écrivait au duc de Berry : « J'ai ordonné « à mes troupes de se *préparer à marcher* à la pointe du « jour. »

Van Lobensels explique cette lenteur en faisant observer que le duc était imbu de l'idée que la première agression

---

duc affirme d'ailleurs, dans son *rapport sur la bataille de Waterloo*, qu'il n'apprit les attaques de Thuin et de Lobbes que dans la soirée : « *I did not hear of the events till in the evening of the 15 th.* » Et dans une lettre écrite à dix heures du soir au duc de Feltre, pour lui annoncer l'attaque des avant-postes prussiens, il dit : « *Je n'ai rien reçu depuis neuf heures du matin de Charleroi;* » ce qui veut dire évidemment qu'il ne savait pas, à dix heures du soir, ce qui s'était passé à Charleroi après neuf heures du matin. A quelle heure cette lettre est-elle parvenue au duc ? Le général de Vaudoncourt dit à quatre heures et demie ; Jomini, à cinq heures; les *Victoires et conquêtes*, à sept heures environ ; Wellington et les auteurs anglais, vers le soir. Ces différences importent peu. Le fait essentiel est constaté, c'est que le duc fut informé de l'attaque du 15, le jour même *avant* sept heures et demie du soir.

(1) D'après quelques auteurs, cet avis fut le troisième ; c'est là, au reste, une question peu importante.

(2) D'après un article publié dans la *Quarterly Review* en juin 1845, article commencé par Gurwood, continué par Ellesmere et revu par Wellington lui-même (ainsi que l'affirme STOCQUELER, t. II, p. 330), cet avis arriva à onze heures, et fut envoyé par le prince d'Orange.

Il est dit dans ce même article que le prince d'Orange arriva de Binche à trois heures pour dîner avec le duc, et qu'à cinq heures Wellington reçut le rapport de Ziethen, écrit à dix heures du matin.

On ne s'explique pas que le courrier porteur de cette missive ait mis treize heures pour faire un trajet de 40 milles.

serait dirigée contre l'armée anglaise (1). Dans cette situation d'esprit, le général en chef pouvait supposer que l'attaque dont parlaient les premiers rapports prussiens n'était que simulée, et que l'attaque réelle se ferait sur un autre point (2).

Ainsi, l'ordre donné à huit heures n'aurait été si vague, que parce que le duc attendait alors une information précise pour donner à ses troupes un point de rassemblement unique (3). Cette information lui arriva pendant le bal (4), et comme elle était assez alarmante, elle eut pour effet de hâter de deux heures le départ des troupes de Bruxelles, fixé primitivement à quatre heures du matin.

Le duc montra, dans cette circonstance, un flegme extraordinaire; cependant, on ne peut nier qu'il n'eût été conforme à la prudence d'opérer plus tôt la concentration des troupes, car il s'en fallut de bien peu que le prince d'Orange, attaqué dans un moment où il n'avait que 7,300 hommes sous la main, n'essuyât un échec qui aurait évidemment compromis le sort de la campagne. Le résultat de cette négligence fut que l'armée française, avec des forces inférieures de 70,000 hommes à celles des alliés, put combattre à chances égales à Ligny et aux Quatre-Bras.

---

(1) A l'appui de cette opinion, nous rappellerons que Wellington avait fait reconnaître les positions de Blaton, d'Arquennes, de Mont-Saint-Jean et de Vleurgat, comme si l'invasion devait avoir lieu par Mons et Nivelles. Un autre fait, bien prouvé aujourd'hui, c'est que les Quatre-Bras furent occupés, le 15 au soir, par la 2e division néerlandaise, malgré l'ordre de Wellington, qui avait indiqué Nivelles pour premier point de concentration.

(2) Ce doute était permis, car Napoléon lui-même paraît avoir hésité s'il attaquerait d'abord Wellington ou Blücher. Il se décida pour l'attaque des Prussiens, uniquement parce qu'il pensait, disait-il, que Blücher, « *avec ses habitudes de hussard,* » serait le premier concentré.

(3) Cependant, van Lobensels affirme que les deux généraux en chef étaient convenus qu'en cas d'agression, l'armée prussienne se concentrerait à Sombreffe, et l'armée anglo-néerlandaise aux Quatre-Bras. Le général Jomini confirme ce renseignement et fait observer que la concentration sur les deux points dont il s'agit convenait aussi bien, en cas d'invasion par Mons qu'en cas d'invasion par Charleroi.

(4) Elle portait que les Français avaient pris Charleroi et s'étaient avancés jusqu'aux Quatre-Bras. (VAN LOBENSELS, p. 173; DE VAUDONCOURT, t. III, p. 132; *Victoires et conquêtes,* t. XXIV.)

L'entrée en campagne de Napoléon doit être regardée comme l'une des opérations stratégiques les plus remarquables de sa vie (1). Neuf corps d'infanterie et de cavalerie, établis entre Lille et Metz, arrivèrent par des marches habilement dérobées devant Charleroi, en même temps que la garde, partie de Paris le 5.

Ces troupes occupaient, dès le 14, les positions suivantes : la droite, forte de 16,000 hommes, sous les ordres du comte Gérard, à Philippeville; — le centre, d'environ 60,000 hommes, sous Napoléon, aux environs de Beaumont — et la gauche, de 45,000, à Ham-sur-Eur et Solre-sur-Sambre.

Le corps de Reille, établi à Ham-sur-Eur, devait franchir la Sambre à Marchienne; — celui d'Erlon, cantonné à Solre-sur-Sambre, devait suivre la même direction; — le centre ou corps de bataille, avec les réserves de cavalerie, sous les ordres de Grouchy, devait passer la Sambre à Charleroi;— enfin, la droite devait opérer son passage à Châtelet.

L'empereur entendait que ces différentes opérations fussent terminées à midi (2); mais les obstacles que rencontrèrent Gérard et Grouchy dans leur marche (3) produisirent un retard fâcheux. Sans cette circonstance, une partie de l'armée française aurait occupé, dès le 15 au soir, les points stratégiques décisifs de Sombreffe et des Quatre-Bras. (*Voir plan* XXI).

Maître du premier de ces points, Napoléon empêchait les Prussiens venant de Namur de se joindre aux Anglais; et maître du second, il ôtait aux Anglais venant de Bruxelles le moyen de se réunir aux Prussiens.

Grouchy reçut, le 15 au soir, l'ordre *verbal* de se diriger

---

(1) JOMINI, p. 146.

(2) Voir l'ordre de mouvement du 14.

(3) Napoléon et Gourgaud accusent le général Vandamme, chargé de prendre la tête du corps de bataille, d'être parti trop tard de son camp.

sur Sombreffe, mais cet ordre ne put être exécuté, parce que sa colonne fut arrêtée, à Gilly, par une fraction du corps de Ziethen (1).

Le maréchal Ney, venu de Paris en chaise de poste dans la journée même, sans équipages ni chevaux, prit le commandement de l'aile gauche, dont il ne connaissait ni les troupes, ni les chefs, ni les emplacements. Il fut envoyé sur-le-champ, avec une partie du 2e corps, dans la direction de Gosselies, pour contenir les Anglais et empêcher leur réunion avec les Prussiens. Le lendemain, le corps de cavalerie du général Kellermann vint renforcer ces troupes à Gosselies, où Ney attendait de nouveaux ordres. Il est prouvé aujourd'hui que c'est seulement dans cette ville, à onze heures du matin, que le prince de la Moskowa reçut les premières indications sur les mouvements qu'il devait exécuter dans la journée du 16. Elles lui furent données par une lettre que l'empereur dicta au général Flahaut, entre huit et neuf heures du matin (2). Cette lettre était conçue en termes assez vagues : « J'attaquerai l'ennemi, *si je le rencontre*... Là, d'après ce qui se « passera, je prendrai mon parti à trois heures après-midi, « peut-être ce soir. Mon intention est que, immédiatement « *après que j'aurai pris mon parti,* vous soyez prêt... Je dé- « sire que vos dispositions soient faites *pour qu'au premier* « *ordre,* vos huit divisions puissent marcher rapidement et « sans obstacle sur Bruxelles (3). »

---

(1) Cette circonstance aurait rendu sans objet l'arrivée de Ney aux Quatre-Bras dans la soirée du 15; et, en effet, l'occupation de ce point, pour être efficace, devait avoir lieu simultanément avec celle de Sombreffe.

(2) Fait confirmé par le général de Flahaut, dans une lettre écrite le 24 novembre 1829 au duc d'Elchingen. (*Documents*, etc., page 63.) La missive dictée par Napoléon arriva vers onze heures à Gosselies, et plus tard à Frasnes, où se trouvait Ney.

(3) Une lettre de Soult, expédiée presque en même temps, mais qui arriva plus tard, contient ce passage, pris par quelques auteurs pour un ordre d'attaque : « Réunissez les corps « des comtes Reille et d'Erlon à celui du comte de Valmy, *qui se met à l'instant en route* « pour vous rejoindre ; avec ces forces : vous devez battre et détruire tous les corps enne- « mis qui doivent se présenter. » On remarquera qu'il n'est pas question dans cette lettre d'envoyer des troupes vers Ligny.

Ce fut seulement à deux heures que Soult, major général de l'armée, envoya de Fleurus au maréchal Ney l'ordre formel d'enlever la position des Quatre-Bras, et de se rabattre sur le gros de l'armée, *après avoir poussé vigoureusement l'ennemi*. Cet ordre, adressé à Gosselies, ne pouvait parvenir au maréchal qu'entre trois et quatre heures. Or déjà, depuis deux heures, Ney, que l'on a depuis accusé de lenteur, était aux prises avec l'ennemi (1). Le maréchal immédiatement après la lecture de la lettre confidentielle de l'empereur, avait pris ses mesures pour attaquer les Quatre-Bras, encore qu'il n'en eût pas reçu l'injonction formelle (2). « Vers onze heures « ou midi, dit le comte d'Erlon, le prince de la Moskowa m'en- « voya à Gosselies l'ordre de faire prendre les armes à mon « corps d'armée, et de le diriger sur Frasnes et les Quatre- « Bras (3). » Ce corps n'avait que deux petites lieues à faire.

Ney qui, au témoignage de son premier aide de camp, avait évalué les forces de l'ennemi à 25,000 hommes, crut devoir attendre Drouet. « Il était une heure, dit ce témoin, et ce- « pendant le premier corps n'arrivait pas; on n'en avait pas « même de nouvelles, mais il ne pouvait plus être éloigné. « Le maréchal, dès lors n'hésita pas à engager l'action (4). » Ses forces s'élevaient à 18,000 hommes environ (5).

Napoléon explique les choses tout autrement : « Le maréchal, dit-il, reçut, dans la nuit du 15, l'ordre de se porter le lendemain, à la pointe du jour, en avant des Quatre-Bras, et

---

(1) *Rapport du prince d'Orange au roi des Pays-Bas*, 17 juin 1815.

(2) La lettre arrivée à onze heures ne parle pas, en effet, d'attaquer : elle prescrit seulement d'établir les troupes en *avant* et *autour des quatre chemins* (Quatre-Bras), comme s'il n'y avait pas de résistance à craindre sur ce point.

(3) *Lettre* du 9 février 1829, *au duc d'Elchingen*. (*Documents*, etc., p. 64.)

(4) *Relation du colonel Heymès*.

(5) D'après un tableau publié dans les *Mémoires de Napoléon*, Ney avait 43,756 hommes, dont 7,800 de cavalerie; mais il faut retrancher de cet effectif 2,000 hommes de cavalerie de la garde, dont Ney (par ordre de Napoléon) ne pouvait disposer, 3,925 hommes d'infanterie de la division Girard, et 19,454 hommes du 1er corps. Gourgaud estime les forces de Ney à 42,200 hommes et 108 canons, et de Vaulabelle, à 47,450 hommes et 116 canons.

d'occuper une bonne position sur la route de Bruxelles. Pendant ce temps, l'empereur se porta avec le gros de l'armée, du côté de Blücher, pour rendre la séparation des deux armées de plus en plus prononcée. Dès dix heures du matin, il fit faire halte à son armée et se forma en face des Prussiens, qui ne s'attendaient pas à être attaqués ce jour-là. »

« En ce moment, l'empereur apprit que Ney était arrêté, « par suite de divers renseignements qui lui faisaient sup- « poser que les Anglo-Belges avaient opéré leur jonction « avec les Prussiens. Craignant d'être tourné, le prince de « la Moskowa demanda de nouvelles instructions à l'empe- « reur (1); celui-ci le blâma d'avoir perdu huit heures. Il lui « réitéra l'ordre de se porter en avant des Quatre-Bras, et lui « prescrivit, aussitôt qu'il aurait pris position, de détacher « une colonne de 8,000 hommes d'infanterie, avec la divi- « sion de cavalerie de Lefebvre-Desnouettes, et 28 pièces « de canon, par la chaussée des Quatre-Bras à Namur. « Cette colonne devait quitter la chaussée au village de Mar- « bais pour attaquer les hauteurs de Bry, sur les derrières « de l'armée ennemie. Après le départ de ce détachement, il « restait encore à Ney, dans sa position des Quatre-Bras, « 32,000 hommes et 80 pièces de canon. »—« Le maréchal, « ajoute Napoléon, reçut cet ordre à onze heures et demie. « D'après les calculs de l'empereur, il devait avoir pris po- « sition à midi, et, deux heures après, le corps détaché devait « être à Marbais (2). »

Les faits cités précédemment, et que nous compléterons à la fin de ce chapitre, établissent à l'évidence que la version de Napoléon, acceptée par Gourgaud, est inexacte sous plus

(1) *Mémoires de Napoléon*, t. IX, p. 79.

(2) On ne connait pas les termes de cette demande. Elle a dû arriver au quartier général avant huit heures du matin, puisque la réponse fut dictée au général de Flahaut entre huit et neuf heures.

d'un rapport. La lettre apportée à onze heures par de Flahaut est bien moins détaillée en effet et moins précise surtout qu'on le prétend; d'autre part, il n'existe aucune trace d'un ordre antérieur qui aurait enjoint au maréchal de se porter « en avant des Quatre-Bras (1). » Le prince de la Moskowa, en arrivant à Gosselies, le 16, à deux heures du matin (2), ignorait quels mouvements il devait exécuter. Il suffit de lire attentivement la lettre dictée au général de Flahaut, entre huit et neuf heures du matin, pour en être convaincu. Au reste, l'empereur lui-même semble confirmer ce fait en avouant que, dans la matinée du 16, le prince de la Moskowa lui envoya demander de *nouvelles instructions*, ce qui évidemment n'aurait pas eu lieu si, comme certains critiques le supposent, Ney avait reçu dans la nuit l'ordre formel d'occuper les Quatre-Bras.

Ce point éclairci, nous devons retourner à l'armée prussienne, qui se trouvait encore disséminée entre Liége et Charleroi, au moment où l'orage allait fondre sur elle.

Blücher avait été prévenu, le 14 au soir, par un déserteur français, du mouvement qui se préparait pour le lendemain (3).

---

(1) De Vaulabelle cite, pour seule preuve de l'existence d'un ordre *verbal* de ce genre, l'extrait suivant d'une lettre écrite le 15 au soir par le maréchal Soult, lettre qui figure dans le *Moniteur* du 18 : « L'empereur a donné le commandement de la gauche au prince de la « Moskowa, qui a eu le soir son quartier général aux *Quatre Chemins*, sur la route de « Bruxelles »

Cet extrait n'a pas à nos yeux autant d'importance que l'ensemble des faits exposés dans le texte et la déclaration du duc de Dalmatie; cette déclaration porte « *que l'empereur n'avait pas eu la pensée de faire occuper les Quatre-Bras le* 15 *au soir, et qu'il n'en avait pas donné l'ordre.* » (*Documents*, etc., p. 30.) Au reste, si telle avait été son intention, aurait-il passé une partie de la nuit du 15 au 16 avec le maréchal Ney à Charleroi ? Cela n'est pas vraisemblable.

(2) Déclaration du colonel Heymès.

(3) Quelques écrivains prétendent que Blücher fut informé seulement de la marche des Français dans la journée du 15, par le lieutenant général de Bourmont, qui, ce jour-là, à six heures du matin, quitta son poste avec plusieurs officiers attachés à sa personne. C'est une erreur; la première information lui vint d'un tambour de la garde impériale, le 14 au soir. (*Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 179.)

A minuit, des ordres furent expédiés de son quartier général pour hâter la concentration de l'armée en arrière de Fleurus.

Ce point était beaucoup trop rapproché de l'ennemi. Si Napoléon avait pris, le 16 au matin, une prompte et vigoureuse initiative; s'il s'était montré l'égal de ce qu'il fut en Italie, à Ulm, à Ratisbonne, à Jéna, à Champ-Aubert et à Montmirail, tous les corps prussiens eussent été battus l'un après l'autre. Mais l'empereur était tellement dominé par la conviction que Blücher opérait sa concentration autour de Namur (1), qu'il ne donna aucun ordre positif avant le milieu du jour, et qu'il dédaigna même l'avis par lequel Grouchy lui annonça à six heures du matin que les Prussiens débouchaient en forces considérables par Sombreffe et Saint-Amand.

Tandis que l'empereur perdait ainsi un temps irréparable, Blücher opérait sa concentration avec une rare célérité. Le 16, à dix heures du matin, trois de ses corps d'armée se trouvaient réunis entre Bry et Tongrinne.

Napoléon arriva devant Fleurus le même jour, à onze heures; vers midi, il alla reconnaître la position, et une heure après, il rentra au camp pour faire ses préparatifs d'attaque. Cette reconnaissance toutefois paraît avoir été faite avec négligence, puisqu'elle donna à l'empereur une idée peu exacte des forces de Blücher. On lit, en effet, dans une lettre au maréchal Ney, écrite de Fleurus à deux heures de l'après-dînée par le major général de l'armée française : « L'empereur « me charge de vous prévenir, M. le maréchal, que l'ennemi « a réuni un *corps de troupes* entre Bry et Sombreffe, et qu'à « deux heures et demie le maréchal Grouchy, avec les 3me et « 4me corps, l'attaquera. » Napoléon — et c'est assurément

(1) On en voit la preuve dans la lettre dictée à de Flahaut, entre huit et neuf heures du matin.

une circonstance extraordinaire — n'avait pas vu que ce *corps de troupes* était une armée de 80,000 hommes, prête à recevoir la bataille (1).

L'empereur avait trois partis à prendre :

1° Tourner la droite des Prussiens avec les deux corps de Ney, en laissant à Frasnes celui de Kellermann pour couvrir la route de Charleroi, qui était la ligne de retraite de l'armée française;

2° Attirer seulement à Ligny le corps de d'Erlon, en laissant ceux de Reille et de Kellermann défensivement vers Frasnes et les Quatre-Bras, pour observer l'ennemi et couvrir la ligne de retraite ;

3° Prescrire à Ney de fondre avec impétuosité sur les Anglo-Néerlandais, de les refouler vers Bruxelles, et de se rabattre ensuite sur Bry, pour prendre les Prussiens à revers.

Le premier plan favorisait la jonction des deux armées ; le troisième exposait l'empereur à être secouru trop tard, et le mettait dans le cas de ne remporter qu'une victoire incomplète. Le second seul offrait des avantages réels ; aussi le chef de l'armée française l'eût-il adopté sans nul doute, s'il avait connu l'état réel des forces ennemies. La preuve, c'est qu'à trois heures et quart, lorsqu'il fut fixé sur le nombre des Prussiens, il donna, mais trop tard, l'ordre positif de rappeler le 1er corps.

L'armée française avait 70,000 hommes et l'armée de Blücher au delà de 80,000 (2). Cette dernière se trouvait

---

(1) Après la bataille, Soult tomba dans une exagération en sens contraire. On trouve en effet, t. X de la *Correspondance de Joseph,* ce billet inexplicable, écrit au roi le 16 à huit heures et demie du soir : « Monseigneur, l'empereur vient de remporter une victoire complète sur « les armées prussienne et anglaise, réunies sous les ordres de lord Wellington et du maré- « chal Blücher. »

(2) Blücher, dans son *rapport,* évalue ses forces à 80,000 hommes, et celles de l'armée française à 130,000. C'est une erreur; il croyait avoir devant lui toutes les forces de l'ennemi.

D'après Gourgaud, Napoléon eut à Ligny 59,310 hommes engagés et 204 canons, plus 11,770 hommes et 30 canons, laissés en réserve, qui ne prirent aucune part à la bataille ; —

déployée entre Saint-Amand et Sombreffe, faisant face à la Sambre. Son front, de plus d'une lieue de longueur, était couvert par le ravin de Ligny.

Le général Jomini trouve cette position « détestable » et, en effet, elle offrait l'inconvénient d'avoir son flanc droit en *l'air* et son front hérissé d'obstacles, paralysant l'action de la belle et nombreuse cavalerie prussienne.

Le point d'attaque stratégique de cette position était évidemment la droite. En faisant un grand effort sur ce point, et en tenant seulement le centre et la gauche en échec, on pouvait séparer les armées de Blücher et de Wellington, puis agir par masses concentrées sur chacune d'elles séparément (1).

Napoléon espérait atteindre le même but par une attaque combinée sur la droite et le centre; la chose était possible, mais il prit mal ses dispositions.

L'attaque sur la droite ne se fit point avec des forces suffisantes; on y employa seulement la division Girard et le corps de Vandamme. Gérard, avec le 4e corps, se trouvait au centre, et la cavalerie des généraux Pajol et Excelmans occupait la droite. Toute la garde et le corps des cuirassiers du général Milhaud étaient en seconde ligne derrière Fleurus.

La bataille commença vers deux heures et demie, par une attaque vigoureuse de Vandamme sur Saint-Amand. Ce village, après une lutte opiniâtre, fut enlevé à la baïonnette; mais l'ennemi y rentra presque aussitôt.

---

d'après de Vaudoncourt, il y eut à Ligny 42,500 hommes d'infanterie, 14,850 de cavalerie et 204 bouches à feu; — d'après les *Victoires et conquêtes*, 71,000 hommes, dont 60,000 au plus prirent part au combat; — d'après Wagner et les auteurs allemands, 74,000 hommes; — d'après Carmichaël-Smyth, 93,000 hommes et 242 canons.

On est plus d'accord sur la force de l'armée de Blücher, que les Français et les Allemands portent à 80,000 hommes; de Vaulabelle cependant l'évalue à 95,000 hommes; de Vaudoncourt, à 96,200 et les *Victoires et conquêtes*, à 90,000; mais ces trois derniers chiffres sont exagérés.

(1) Cette opinion est partagée par le général Muffling. (*Histoire de la campagne*, etc., par C. de W., p. 17.)

Vers trois heures et demie, le combat s'engagea sur toute la ligne (1). Ce fut alors que Napoléon, jugeant que la résistance serait plus forte qu'il ne l'avait cru, fit appeler le comte d'Erlon, qui n'avait pas encore passé Frasnes.

Le général Vandamme se rendit une seconde fois maître de Saint-Amand par une attaque vigoureuse, qui coûta la vie à l'intrépide Girard. Blücher cependant dirigea sur ce point une partie de ses réserves, et finit par l'occuper de nouveau.

La lutte fut plus vive encore devant Ligny, au centre de l'armée prussienne. Le général Gérard, avec un courage admirable, emporta plusieurs fois ce village sans pouvoir s'y maintenir. Ici, comme sur la droite, les troupes prussiennes combattirent avec un acharnement qui s'explique par la haine violente qu'elles portaient à l'armée française. « On s'atta-
« quait homme par homme, avec toute la fureur de l'animosité
« personnelle. Il semblait, dit un témoin oculaire, que chacun
« eût rencontré dans son adversaire son ennemi mortel (2). »

A cinq heures et demie, l'empereur allait porter un coup décisif avec la garde sur Ligny, quand Vandamme donna avis que, sur la gauche de l'armée française, on remarquait un corps de troupes d'environ 30,000 hommes. « Cette colonne

---

(1) Le général Rogniat fait observer avec raison, qu'en attaquant les Prussiens sur tous les points, en ordre parallèle, Napoléon manqua l'occasion d'obtenir une victoire décisive. Ce mode d'attaque, en effet, ne pouvait avoir pour conséquence que de rejeter Blücher sur Wellington, résultat qu'il fallait éviter à tout prix. Le général de Vaudoncourt a fait beaucoup d'efforts pour démontrer que la bataille de Ligny ne devint une bataille de front que par la non coopération d'une partie de l'aile gauche. « Il était dans l'intention de l'empereur, dit-il, que le 1er corps enveloppât la droite de Blücher, pendant que Gérard et la garde, par une attaque sur Ligny, isoleraient cette aile du reste de l'armée. » C'eût été, en effet, le moyen de faire le plus de mal aux Prussiens et de les mettre hors de cause. Mais Napoléon ne prit aucune mesure pour assurer l'exécution de ce plan, puisque son ordre, expédié à deux heures, prescrivit seulement à Ney de se rabattre sur Ligny, *quand il aurait attaqué et vigoureusement poussé l'ennemi* qui était devant lui aux Quatre-Bras. Ce ne fut que vers trois heures et demie qu'il donna l'ordre *positif* de faire venir le 1er corps. Ainsi, nos observations sur l'insuffisance de l'attaque dirigée contre la droite de Blücher conservent toute leur valeur.

(2) *Journal militaire autrichien*, 1819, VIe cahier, p. 202.

« dit Napoléon, avait été prise d'abord pour la colonne déta-
« chée de la gauche; mais outre qu'elle était beaucoup plus
« forte, elle arrivait par une route différente. » La division Girard l'ayant reconnue pour ennemie, l'empereur suspendit le mouvement de sa garde, et envoya un général (1) examiner de près cette colonne. Il apprit ainsi, à six heures et demie, qu'il avait affaire, non pas aux Anglais, mais au corps de d'Erlon, accouru pour soutenir l'attaque de Saint-Amand (2).

« L'empereur, a écrit Gourgaud, ne put se rendre raison
« d'un tel mouvement (3), » et cependant il est prouvé qu'il l'avait ordonné lui-même. Le doute n'est permis que sur la question de savoir si c'est par Bry ou par Saint-Amand que Drouet devait opérer. Le général Jomini et le duc d'Elchingen se prononcent en faveur de la première hypothèse ; mais l'ordre écrit par Soult, à trois heures et quart, n'est pas si absolu, puisqu'il enjoint au maréchal de se diriger par les hauteurs de *Bry et Saint-Amand*.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée du 1er corps, ou plutôt l'erreur de ceux qui le prirent pour une colonne ennemie, causa un retard fâcheux dans l'attaque du village de Ligny.

Il y a dans ce fait quelque chose d'incompréhensible. On se demande aussi pourquoi l'empereur, dans un moment si

---

(1) L'empereur dit qu'il envoya le général Dejean ; mais celui-ci, dans une lettre écrite au duc d'Elchingen (le 26 juillet 1839), affirme que ce ne fut point lui.

(2) C'est la version de Napoléon, de Jomini et de Gourgaud. Le général de Vaudoncourt soutient, au contraire, que Napoléon comptait sur l'arrivée du 1er corps, et fut surpris seulement lorsqu'il apprit que ce corps avait fait volte-face, sauf la division Durutte et un détachement de cavalerie de Jacquinot. Cette opinion est corroborée par plusieurs témoignages importants, et surtout par le fait que Napoléon ne donna aucune instruction au comte d'Erlon lorsqu'il fut en vue, chose qui n'aurait pas eu lieu évidemment, si l'apparition du 1er corps avait été un malentendu, un *événement inexplicable*, comme dit Gourgaud. Jomini prétend que d'Erlon avait pris, par erreur, la direction de Saint-Amand ; mais l'empereur ne lui adresse pas ce reproche, et Soult, dans sa lettre du 17 juin à Ney, dit formellement que si le comte d'Erlon avait exécuté le mouvement sur Saint-Amand, que l'*empereur avait ordonné*, l'armée prussienne eût été détruite.

(3) « La manœuvre de cette colonne parut inexplicable. Elle avait donc passé entre Ney et le maréchal Blücher, ou bien entre les Quatre-Bras et Charleroi. » (*Mémoires de Napoléon.*)

décisif, laissa le 1er corps sans instructions et négligea de le diriger sur Bry. « Cet oubli, dit le général Jomini, quoi qu'on « puisse alléguer, était une faute manifeste, qui empêcha la « bataille de produire tous les résultats qu'elle aurait pu « avoir. »

Il était près de sept heures quand Napoléon retira la garde de devant Saint-Amand (1) pour la jeter sur Ligny. Blücher prit ce mouvement pour un commencement de retraite. Il se porta, avec ce qui lui restait de forces disponibles, sur sa droite, dans l'intention de suivre les Français, qui, pendant ce temps, massaient leurs troupes contre le centre affaibli. Dès que le général prussien vit son erreur, il accourut au point menacé avec le peu de cavalerie qu'il avait pu recueillir à la hâte (2). Mais, trop faible pour résister aux cuirassiers français, ce petit corps fut culbuté. Blücher, démonté par un coup de feu, resta sur le champ de bataille (heureusement sans être reconnu), jusqu'à ce que son aide de camp lui eût amené un cheval de dragons.

La garde, pendant ce temps, avait pris le village et percé le centre de l'armée prussienne. Si elle s'était mise en mouvement quelques heures plus tôt, la victoire eût été complète.

La poursuite néanmoins aurait pu donner d'immenses résultats; mais elle fut arrêtée par l'obscurité, par le mouvement qu'opéra du côté de Sombreffe la gauche encore intacte de l'ennemi, et par la bonne contenance que firent les débris de Ziethen et de Pirch entre Bry et Sombreffe.

On doit reconnaître, du reste, que Napoléon ne montra pas, après la victoire de Ligny, l'ardeur qu'il avait déployée dans

---

(1) Napoléon avait dirigé sa garde sur Saint-Amand, afin d'engager Blücher à dégarnir son centre. Le maréchal s'y était laissé prendre : quarante bataillons et soixante escadrons étaient accumulés sur la droite quand Ligny fut attaqué.

(2) Six escadrons seulement.

d'autres circonstances (1). Les alliés, profitant de ses immortelles leçons, ont fait dans la nuit de Waterloo ce qu'il aurait pu faire dans la soirée du 16.

On verra plus loin comment le corps de d'Erlon fut rappelé par Ney, au moment où il aurait pu rendre d'immenses services à l'empereur (2).

L'armée prussienne eût été en effet dans une bien fâcheuse position, si ce corps avait été dirigé sur Bry dès qu'on l'aperçut. Mais on le laissa sans instructions et sans guide. La division Durutte, que le comte d'Erlon avait seule maintenue devant Saint-Amand, ne prit aucune part à l'action; elle resta la nuit sur le flanc des colonnes en retraite, sans faire aucune tentative pour les arrêter. Ainsi, dans cette fatale campagne de 1815, tous les incidents tournèrent contre l'armée française : la fortune, évidemment, n'était plus de son côté (3).

Nous avons laissé le maréchal Ney au moment où il donnait l'ordre d'attaquer la position du prince d'Orange (4). On prétend qu'il y avait alors dans cette position 30,000 hom-

---

(1) Le général Jomini fait observer cependant que les troupes prussiennes, qui tenaient Bry à leur droite et Sombreffe à leur gauche, étaient en bon ordre et suffisaient pour arrêter toute poursuite trop audacieuse.

(2) Quelques historiens prétendent que le comte d'Erlon n'aurait pas dû obtempérer à l'ordre de Ney. Il eut sans doute par ce refus rendu un immense service à l'empereur ; mais qui oserait poser en principe qu'un commandant de corps détaché est juge des cas où il doit ou ne doit pas obéir à ses chefs. Le comte d'Erlon fut peut-être influencé aussi par ce fait singulier, qu'il ne reçut, en arrivant sur le champ de bataille, aucune instruction de l'empereur.

(3) Les Français, d'après Napoléon, perdirent 6,950 hommes. D'après les *Victoires et conquêtes*, ils en perdirent 7 à 8,000. Les Prussiens, d'après la même autorité, eurent plus de 20,000 hommes tués, blessés, pris ou égarés.

Gourgaud estime la perte des Français à 6,800 hommes, et celle des Prussiens à 25,000; Vetter (t. II, p. 307), Kausler (p. 674) et Sporchil (p. 102) portent les pertes de Blücher à 372 officiers, 11,706 hommes et 16 canons: estimation peu différente de celles de Von Damitz, de Wagner et de Clausewitz. Plotho (t. IV, p. 43) évalue les pertes de ses compatriotes en blessés et tués à 14,000 hommes. Il est à remarquer toutefois que dans les évaluations précédentes on n'a pas tenu compte des prisonniers.

(4) Entre une et deux heures, d'après les auteurs hollandais ; à deux heures, d'après le prince d'Orange; à trois heures, d'après Napoléon.

mes (1), tandis que le matin on n'en aurait trouvé que 10,000. C'est une erreur. Quand Ney engagea le combat (à deux heures), le prince d'Orange n'avait que 9 bataillons, ou 7,312 hommes et 16 pièces de canon. Ce fut seulement entre trois et quatre heures qu'arrivèrent la brigade de cavalerie du général Van Merlen, forte de 1,122 chevaux, et la 5e division anglaise de Picton, ayant 7,282 combattants. La jonction de ces troupes porta le nombre des bouches à feu à 22 ou 30 (2), et l'effectif total des forces engagées à 16,000 hommes environ. Le contingent de Brunswick composé de 8 bataillons, 5 escadrons et 2 batteries (en tout 6,658 hommes), et celui de Nassau, composé de 3 bataillons (2,900 hommes), n'entrèrent en ligne qu'après l'échec de la brigade Van Merlen, dont il sera question plus bas.

Au moment de l'attaque, le prince de la Moskowa se crut suivi de près par les troupes du comte d'Erlon; ses dispositions furent prises en conséquence.

Après une lutte opiniâtre, qui fait honneur aux troupes néerlandaises, la 2e division du prince d'Orange fut culbutée : au même instant arriva de Nivelles la brigade de cavalerie de Van Merlen, qui déboucha sur la position, presque simultanément avec la division anglaise de Picton, partie de Bruxelles pendant la nuit. Ces renforts déterminèrent le prince d'Orange à prendre l'offensive; mais, attaqué par un nombre supérieur de soldats aguerris, il dut battre une seconde fois en retraite.

---

(1) D'après Jomini; d'après Napoléon, il y avait, de trois à six heures, 25,200 hommes d'infanterie, 1,500 de cavalerie et 12 canons ; et de six à neuf heures, 37,500 hommes d'infanterie et 1,500 de cavalerie et le même nombre de canons. D'après Gourgaud, les forces alliées, à la fin de la bataille, s'élevaient à 50,000 hommes. Ney eut, d'après le même auteur, seulement 22,840 hommes engagés; d'après Van Damitz, 24,700 et 44 canons; d'après Clausewitz, 23,000 et 48 canons ; d'après Napoléon, 22,000, et d'après Plotho, 20 à 30,000. Tous ces chiffres sont exagérés. Ney eut seulement 18,000 hommes disponibles pour le combat. Quant au prince d'Orange, dans les premiers moments, il ne put lui opposer que neuf bataillons et seize bouches à feu. (VAN LOBENSELS, p. 186 et 215.)

(2) VAN LOBENSELS, p. 197.

Il était alors quatre heures. Le duc de Wellington, qui avait quitté les Quatre-Bras entre dix et onze heures du matin pour s'entendre avec Blücher à Sombreffe (1), revint en ce moment et prit la direction de la bataille. Dès lors les troupes néerlandaises se retirèrent sur le second plan (2); elles furent remplacées, au premier, par trois bataillons du contingent de Nassau, et par l'infanterie du duc de Brunswick, venue en toute hâte de Bruxelles (3).

La division Jérôme, restée jusqu'alors en réserve, donna vigoureusement sur ce nouveau corps, le fit plier, et, soutenue ensuite par quelques escadrons de cavalerie, le força à battre en retraite sur les Quatre-Bras. Heureusement que

---

(1) Il arriva à neuf heures. D'après un témoin oculaire, cité par van Lobensels, entre dix et onze heures, et, d'après Siborne, entre onze heures et midi. Il inspecta les troupes et fit compliment au prince d'Orange sur les bonnes dispositions qu'il avait prises. De Vaulabelle assure qu'il s'écria : « Si l'ennemi a plus d'une division, nous ne pourrons jamais tenir ; » et qu'ayant reconnu ensuite la présence de tout un corps d'armée, il ajouta : « C'est un maréchal qui est devant nous... s'il attaque, nous sommes perdus. » Mais tous ces propos doivent être accueillis avec circonspection. Nous croyons que le duc, en partant, recommanda seulement au prince de tenir ferme jusqu'à l'arrivée des secours. A l'égard des dispositions du prince, nous devons faire observer, pour être juste, qu'elles furent en partie l'œuvre du lieutenant général Perponcher. Cet officier ayant pris position aux Quatre-Bras, en vertu d'un ordre donné le 15 dans l'après-dînée par le quartier-maître général de l'armée néerlandaise, « reçut (vers minuit) du prince héréditaire d'Orange et du duc de Wellington l'ordre « de marcher des Quatre-Bras sur Nivelles. Il sentit que le duc avait donné cet ordre sans la « moindre connaissance de la situation de l'armée ; il comprit le danger qu'il y aurait si « l'ennemi, trouvant les routes de Bruxelles et de Namur libres, se portait en avant et séparait les deux armées. Il en assuma donc la responsabilité et demeura dans la position des « Quatre-Bras. » (*Lettre du général Gneisenau au roi de Prusse*, 12 juin 1817.)

Si Perponcher avait agi différemment, la journée du 16 aurait pu avoir un autre résultat ; car ce furent sa présence aux Quatre-Bras, dans la nuit du 15, et sa bonne contenance dans la matinée suivante qui, trompant le maréchal Ney, favorisèrent la concentration de l'armée anglaise.

Le prince d'Orange, retenu à Bruxelles par le duc de Wellington, n'était rentré à son quartier général de Braine-le-Comte qu'à deux heures du matin. Il approuva les dispositions prises par le général Perponcher, et fit donner plus d'extension à la défense des Quatre-Bras.

Il est très-probable, du reste, que le duc, mieux renseigné par les lettres reçues dans la soirée, avait donné au prince l'ordre d'en agir ainsi.

(2) Van Lobensels, p. 202.

(3) Napoléon affirme que cette infanterie quitta Bruxelles le 16, à dix heures du matin; Gourgaud, sans préciser l'heure, dit seulement qu'elle se mit en route dans la matinée. Ces données doivent être exactes, car c'est le 15, vers dix heures du soir, que Wellington donna au contingent de Brunswick, établi entre Malines et Bruxelles, l'ordre de se concentrer entre cette dernière ville et Vilvorde. Or, en partant de là à dix heures du matin, le contingent devait, en effet, arriver aux Quatre-Bras vers quatre heures et demie.

la division Alten se trouva là juste à point pour arrêter ce mouvement. Elle attaqua les troupes françaises avec tant de vigueur, qu'elle les força de reculer avec des pertes sensibles. La division Cook, arrivée presque en même temps, compléta ce succès et mit le prince de la Moskowa dans l'impossibilité de tenter un nouvel effort.

Wellington fit suivre l'ennemi avec assez de résolution; mais la division Roussel protégea si efficacement la retraite, que l'armée française put reprendre la position qu'elle occupait le matin (1).

Il était neuf heures quand Ney quitta le terrain; l'armée anglo-néerlandaise comptait alors 50,000 hommes.

Peu s'en fallut que cette bataille ne prît une autre tournure. Le prince d'Orange, comme on l'a vu, resta seul jusqu'à quatre heures en présence de forces plus que doubles des siennes. La cavalerie et l'artillerie anglaises n'arrivèrent qu'à six heures (2). Toutes les troupes qui entrèrent successivement en action avaient fait des étapes forcées de huit à neuf lieues; la brigade des gardes de Maitland soutint une lutte opiniâtre, après avoir marché quinze heures consécutives, sans boire ni manger (3).

Déjà, vers six heures de l'après-dînée, le maréchal, voyant l'ennemi se renforcer graduellement, avait compris que sans l'arrivée du 1er corps, il lui serait difficile d'enlever la position. Aussi attendait-il ce corps avec la plus vive impatience (4),

---

(1) D'après les états officiels publiés par Gurwood, les Anglo-Hanovriens eurent aux Quatre-Bras 350 tués, 2,380 blessés et 181 manquants. Van Lobensels évalue les pertes des Néerlandais à 750 hommes. De Vaulabelle prétend que les Français perdirent 3,400 hommes, ce qui est trop peu, et les Anglo-Hollandais 9,000 hommes, ce qui est évidemment trop. Gourgaud porte les pertes de Ney à 4,140 hommes, et de Vaudoncourt, à 4,040.

(2) *Victories of the British armies.*

(3) MAXWELL, t. III, p. 466.

(4) Napoléon commet une grave erreur dans ses *Mémoires*, en affirmant :

1° Que le maréchal Ney laissa en réserve en avant de Gosselies, pour observer Fleurus et assurer sa retraite, tout le 1er corps, la 1re division de cavalerie légère et une division de cuirassiers, en tout 16,000 hommes d'infanterie, 4,500 hommes de cavalerie et 64 bouches à

quand il reçut une lettre, datée de Fleurus (trois heures et quart), par laquelle le major général lui ordonnait : « de ma-« nœuvrer sur-le-champ de manière à envelopper la droite de « l'ennemi et *à tomber à bras raccourcis sur ses derrières par* « *Bry et Saint-Amand.* » Le général Labédoyère, porteur de cet ordre (1), avait rencontré en arrière de Frasnes le corps de d'Erlon qui se dirigeait sur les Quatre-Bras. En officier intelligent, il avait pris sur lui d'arrêter la marche de ce corps et de le mettre en mouvement sur Wagnelée et Bry. Il était alors cinq heures.

Voici en quels termes le comte d'Erlon rapporte cet incident (2) : « Au delà de Frasnes, je m'arrêtai avec des géné-« raux de la garde ; j'y fus rejoint par le général Labédoyère, « qui me fit voir une note au crayon qu'il portait au maré-« chal Ney, et qui enjoignait à ce maréchal de diriger mon « corps d'armée sur Ligny. Le général Labédoyère me pré-« vint qu'il avait déjà donné l'ordre pour ce mouvement, en « faisant changer de direction à une colonne. » (Il faut noter que Drouet avait devancé ses troupes.) « J'envoyai aussitôt « au maréchal mon chef d'état-major, le général Delcambre, « pour le prévenir de ma nouvelle destination. »

Ney, jugeant d'après l'ordre donné à deux heures (au moment où la bataille de Ligny allait s'engager), que l'intention de l'empereur était qu'il refoulât les alliés avant de se porter sur Bry et Saint-Amand, renvoya le général Del-

---

feu ; — 2° Que Ney envoya chercher cette seconde ligne à six heures ; qu'il était alors trop tard, et que d'Erlon ne pouvait arriver sur le champ de bataille que vers huit heures.

Notre récit, appuyé sur des faits irréfragables et des documents authentiques, détruit ces allégations, que nous nous bornons à signaler, ne jugeant pas nécessaire de les combattre séparément.

(1) Quelques écrivains prétendent que l'ordre dont il s'agit fut porté par le colonel Forbin-Janson. D'après Heymès, c'est le colonel Laurent qui « vint informer le maréchal que le « 1er corps, par un ordre de l'empereur qu'il avait transmis au comte d'Erlon, se portait dans « la direction de Saint-Amand. »

Nous avons adopté la version de Drouet, admise également par le général Jomini.

(2) *Lettre* du 9 février 1829, *au duc d'Elchingen.*

cambre au comte d'Erlon, avec l'ordre impératif d'arrêter le premier corps et de le diriger en toute hâte sur les Quatre-Bras. On prétend que Ney, dans cette occurrence, fut dominé par la conviction que tout ce qu'il pouvait faire alors était de s'opposer à la jonction des deux armées (1).

Quoi qu'il en soit, Drouet rebroussa chemin, quand déjà il était en vue de l'armée française à Ligny. Durutte seul continua de s'avancer avec une division d'infanterie et trois régiments de cavalerie de Jacquinot (2); malheureusement, il perdit du temps et n'arriva à Bry qu'après l'évacuation du village (3).

Le restant du 1[er] corps éprouva la même contrariété : quand il déboucha sur les Quatre-Bras, la bataille était finie. Cependant la cavalerie arriva encore à temps (vers neuf heures) pour couvrir la retraite de la division Jérôme, poursuivie par les troupes d'Alten et de Cook.

Ce fut ainsi que le 1[er] corps oscilla toute la journée du 16 entre les deux armées, comme le corps de Bernadotte avait oscillé, le 14 octobre 1806, entre les champs de bataille d'Iéna et d'Auerstaedt.

Le comte d'Erlon pense que Labédoyère n'avait pas mission de changer la direction de sa colonne avant d'avoir vu le maréchal. Il restera toujours quelque doute sur ce point, comme sur la plupart des incidents remarquables de la campagne de 1815.

Le maréchal Ney reproche à l'empereur d'avoir disposé

---

(1) Le fils du maréchal Ney pense que le duc d'Elchingen rappela le 1[er] corps, parce que l'ordre écrit à trois heures un quart lui prescrivait « de manœuvrer de façon à envelopper la droite de l'ennemi, » et que, pour atteindre ce but, le 1[er] corps devait prendre la chaussée de Namur et non la route de Saint-Amand. Mais cette explication est inadmissible, puisqu'on pouvait atteindre Bry sans revenir aux Quatre-Bras. (*Voir la carte.*)

(2) Le fils du maréchal Ney (p. 67 de ses *Documents*, etc.) donne à entendre que ce fut son père qui laissa ces troupes en arrière ; mais le général Durutte, dans sa relation, dit formellement que cette mesure fut prise par le comte d'Erlon pour empêcher que l'ennemi ne se jetât entre Bry et les bois de Delhutte (ce qui aurait coupé l'empereur d'avec Ney).

(3) Voir la relation du général Durutte. (*Documents*, etc., p. 72 et 73.)

de ses forces dans un moment où elles auraient pu lui assurer la victoire; ce reproche est fondé. Napoléon savait, ou devait savoir, dès le matin, qu'il se trouvait en présence de trois corps de l'armée prussienne : s'il avait eu alors des doutes sur la réussite de son attaque, il aurait dû faire venir immédiatement le 1er corps et donner à Ney l'ordre de masquer seulement les troupes du prince d'Orange, en prenant position à Frasnes. A trois heures et quart, il n'était plus temps de rappeler ce corps, puisqu'on devait le croire engagé avec l'ennemi, et qu'on ne retire pas impunément une troupe du feu. Dans tous les cas, ce secours ne pouvait arriver avant sept heures du soir; or, à cinq heures déjà, Napoléon voulait porter le coup décisif sur Ligny. La seule chose qu'il fût permis d'espérer de l'intervention tardive du 1er corps, c'est qu'il eût rendu la retraite désastreuse.

On a prétendu que, sans le contre-ordre de Ney, l'empereur eût *détruit* l'armée prussienne. Mais Clausewitz fait observer avec raison que l'apparition d'une force considérable sur les derrières de cette armée « aurait pu au contraire occasion-
« ner une bataille douteuse, en obligeant Blücher à se retirer
« plus tôt; or, delà à une destruction complète comme à
« Iéna, il y avait encore loin. »

Quant à l'ordre donné par Ney de faire revenir le 1er corps sur ses pas, il faut considérer que le maréchal ne savait pas au juste en ce moment à quelle distance se trouvait ce corps, et que, d'un autre côté, l'essentiel pour lui était de terminer glorieusement l'action commencée. « Cette résolu-
« tion, dit le général Jomini, est du nombre de celles qui
« peuvent ne pas être opportunes, selon la tournure des af-
« faires, mais qu'aucun militaire éclairé ne saurait condam-
« ner (1). »

---

(1) Voir sa *Correspondance avec le duc d'Elchingen*, p. 19.

On voit par ce qui précède, que le décousu des mouvements du 16 et la perte de la bataille des Quatre-Bras ont pour causes : d'abord la conviction de l'empereur que l'aile gauche n'éprouverait qu'une faible résistance de la part des alliés (1), et ensuite la conviction de Ney que cette aile devait refouler l'ennemi sur Bruxelles avant de marcher sur Ligny.

Cependant, malgré l'insuccès de l'attaque du 16 et les ordres fâcheux qui paralysèrent le corps de Drouet, la bataille des Quatre-Bras eut un résultat favorable aux Français. En effet, les instructions du prince de la Moscowa avaient pour objet général d'empêcher que les Anglais ne se portassent, le 16, au secours de Blücher, et cet objet fut atteint; seulement, il l'eût été d'une manière bien plus complète si Ney avait occupé les Quatre-Bras dans la matinée. Dans ce cas, la concentration de l'armée anglaise n'aurait pu se faire qu'à Waterloo, et la gauche des Français, devenue libre de ses mouvements, se serait jetée sur le flanc droit de l'armée prussienne, qu'elle aurait mise hors de cause.

Le même résultat eût été obtenu si Napoléon, au moment où Reille l'informa que les Prussiens se réunissaient derrière Fleurus (2), avait donné au maréchal Ney l'ordre de diriger Drouet et Kellermann sur Bry, et de masquer le prince d'Orange avec le 2e corps et la cavalerie légère à Frasnes (3).

Les pertes de la bataille s'élevèrent du côté des Fran-

---

(1) Son ordre, daté de Charleroi, le 16, remis à Ney presque en même temps que les instructions dictées à de Flahaut (ordre où, soit dit en passant, il n'est pas question de l'attaque des Quatre-Bras) prescrit au prince de la Moscowa « *de porter des reconnaissances aussi* « *loin que possible sur la route de Bruxelles et sur Nivelles*, D'OU PROBABLEMENT L'ENNEMI « S'EST RETIRÉ. »

(2) Cet avis, expédié à neuf heures, a dû parvenir à l'empereur vers dix heures.

(3) M. le général Jomini, dans sa *Correspondance* avec le fils de Ney, prétend « qu'un engagement sérieux aux Quatre-Bras (à deux heures, au moment où commençait la bataille de Ligny), était un véritable malheur à cette heure-là. »

çais, à 4,140 hommes (1), et du côté des alliés, à 3,750. Les Anglais eurent 316 tués et 2,156 blessés; un de leurs régiments, le 92e (écossais), eut 28 officiers et 300 soldats hors de combat. Parmi les morts se trouvait le duc de Brunswick.

Napoléon, qui avait donné la matinée du 16 à Blücher, donna celle du 17 à Wellington. Il était dix heures quand il résolut de se porter avec sa réserve et les corps de Ney contre les Anglais, pendant que Grouchy, avec ses 7 divisions d'infanterie et ses 2 corps de cavalerie, se mettrait à la poursuite des Prussiens. Ce fut seulement après midi que les troupes de ce dernier, fortes de 32,000 hommes (2), se mirent en route (3). Grouchy prétend qu'il reçut « sans autres « commentaires, l'ordre de diriger sa poursuite sur *Namur* « *et la Meuse,* et que s'étant permis de témoigner le désir « de ne pas s'éloigner autant de l'armée, Napoléon lui de- « manda avec humeur s'il prétendait lui donner des le- « çons. »

Une lettre, écrite le 17 par Soult au maréchal Ney, confirme ce renseignement (4).

L'ordre de marcher sur Gembloux, donné seulement dans l'après-midi, ne changea rien, d'après Grouchy, à l'objet primitif de sa mission, qui était « *de suivre* les Prussiens. » Cet ordre, trop ponctuellement exécuté, eut des conséquences désastreuses; il fut modifié, à la vérité, par d'autres instruc-

---

(1) Gourgaud estime les pertes des Français à 4,140 hommes, et celles des alliés à 8,000 environ; les *Victoires et conquêtes* portent le chiffre des pertes à 4,000 du côté des Français, et à près de 9,000 du côté des alliés.

(2) D'après Gourgaud, 36,000 hommes; — d'après de Vaudoncourt, 25,460 hommes d'infanterie, 4,870 de cavalerie et 96 canons; — d'après Grouchy, 32,000 hommes de toutes armes.

(3) Le gros des forces de Napoléon se mit en route à onze heures. Le corps de Gérard ne quitta Sombreffe qu'après trois heures.

(4) *Documents*, etc. p. 46.

tions, mais aucune ne parvint au maréchal en temps opportun, de sorte qu'il se trouva jusqu'au 18, à sept heures du soir, en présence de l'instruction formelle reçue la veille.

On doit attribuer les retards de la journée du 17 et la fausse direction de l'aile droite au jugement que l'empereur avait porté sur l'armée prussienne. Il croyait cette armée en pleine déroute, se repliant vers la Meuse et ne songeant plus à se présenter sur le champ de bataille; opinion erronée, qui domina l'ensemble de ses dispositions jusque bien avant dans la journée de Waterloo.

Les troupes de Wellington passèrent la nuit du 16 au 17 sur le terrain où elles avaient combattu; leur quartier général fut établi à Genappes.

Il semble résulter de deux ordres expédiés de cette dernière ville, le 16, avant minuit, que le duc s'attendait à ce que toute l'armée prussienne se réunît aux Quatre-Bras (1). Von Damitz affirme (2) que ce fut seulement le 17, à sept heures du matin, qu'il reçut avis de la perte de la bataille de Ligny et de la retraite de Blücher sur Wavre (3). Cette marche, qui éloignait l'armée prussienne et l'obligeait à chercher en arrière un point de ralliement avec l'armée anglo-néerlan-

---

(1) Il avait, en effet, été convenu, entre Blücher et Wellington, au moulin de Bussy, que le premier qui serait libre d'agir marcherait au secours de l'autre, et que, dans tout état de choses, la concentration se ferait à Mont-Saint-Jean.

(2) t. V, p. 221.

(3) Il paraît que l'avis *certain* de la retraite sur Wavre n'arriva que deux heures après. Une reconnaissance envoyée par Wellington, le 17, à sept heures du matin, dans la direction de Sombreffe, n'apprit rien, sinon que la nuit on avait tué un aide de camp de Blücher, et porteur de lettres pour le commandant en chef de l'armée anglaise. (SHERER, DE VAUDONCOURT et les auteurs allemands.) La version de l'article de la *Quarterly Review*, publiée sur les données de Wellington, est un peu différente. L'auteur de cet article prétend que le duc avait vu des Quatre-Bras, avec sa lunette, le combat de Ligny et la retraite de Blücher; que l'escadron de Gordon, envoyé en reconnaissance, le matin à sept heures, s'était mis en rapport, à Sombreffe, avec l'arrière-garde prussienne, commandée par Ziethen, et que cet escadron revint par conséquent avec des indications *complètes* et non *vagues*, comme le dit Siborne.

daise (1), engagea Wellington à faire un mouvement correspondant. Il commença la retraite vers dix heures, en ayant soin toutefois de la dérober le mieux possible à l'ennemi.

Napoléon était arrivé aux Quatre-Bras vers neuf heures. Il aurait attaqué immédiatement, si les troupes du 6e corps et de la réserve eussent été présentes.

On put voir, des hauteurs au-dessus de Frasnes, que les Anglais étaient en pleine retraite. Wellington, pour masquer son mouvement et donner le change à l'ennemi, avait laissé une forte arrière-garde devant les Quatre-Bras, et posté sur les hauteurs des dragons démontés et quelques pièces volantes.

L'armée alliée se retira sur Genappes, et de là sur Waterloo, pour prendre position en avant de la forêt de Soignes (2).

Une division, composée de 4 bataillons anglais et de 5 hanovriens, avec 3 brigades d'artillerie anglaise (comptant 18 pièces), se trouvait, sous les ordres de Colville, à Tubise, où elle couvrait la chaussée de Mons (3).

Le prince Frédéric, à la tête d'un corps de l'armée des Pays-Bas, se tenait en communication avec cette division pour le même objet (4).

Wellington, craignant d'être tourné par la route de Ni-

---

(1) Cette marche a été vivement critiquée par l'empereur; nous y reviendrons plus loin. Pour le moment, il suffit de constater que Blücher, en se retirant sur Wavre, avait pour but de rallier le corps de Bulow, laissé en arrière.

(2) La retraite sur Mont-Saint-Jean a été glorifiée par Siborne comme un des plus beaux faits d'armes de Wellington. Il y a beaucoup d'exagération dans ce jugement ; on doit reconnaître, cependant, que l'opération offrait des difficultés sérieuses. Si le maréchal Ney avait poursuivi immédiatement l'armée anglaise, il lui eût fait éprouver des pertes considérables. Wellington fut, au reste, admirablement secondé dans sa retraite par la cavalerie de lord Uxbridge.

De Vaudoncourt prétend que ce fut la pluie qui empêcha Ney de voir le commencement de la retraite des alliés. Le fait est que la poursuite ne commença que deux heures après.

(3) C'est par erreur que la *Situation* anglaise porte les quatre bataillons de la 4e division comme ayant occupé Braine-le-Comte pendant la journée du 18. (Voir GURWOOD, t. XII, p. 487.)

(4) CARMICHAEL-SMYTH, p. 315.

velles, ouverte aux Français depuis l'abandon des Quatre-Bras (1), n'osa point rappeler ces troupes, dont le concours lui était cependant bien nécessaire.

Napoléon se trouva en présence des alliés le 17 au soir. La journée était trop avancée pour livrer la bataille; il fallut attendre jusqu'au lendemain.

L'illustre chef de l'armée française avait l'espoir d'écraser les Anglais sans être inquiété par les Prussiens, qu'il croyait hors de combat depuis l'affaire de Ligny. Wellington, d'un autre côté, se flattait de garder sa position jusqu'après midi, époque de la journée où il devait, d'après les conventions faites avec Blücher, être rejoint par l'armée prussienne (2). Ses forces étaient numériquement un peu supérieures à celles de Napoléon (3), mais moins aguerries et composées d'éléments hétérogènes : Belges, Hanovriens, Allemands et Anglais. Les

---

(1) Cette crainte est exprimée dans plusieurs lettres de Wellington.

(2) Von Damitz prétend que, déjà dans la matinée du 17, Wellington fit connaître à Blücher son intention d'attendre l'ennemi, le lendemain, dans la position de Mont-Saint-Jean, si l'armée prussienne pouvait lui envoyer deux corps, ce à quoi Blücher aurait répondu qu'il viendrait avec toute son armée. D'autres affirment que cette promesse ne fut faite que dans la soirée du 17 (*Militair Wochenblatt*, 1845, n° 17). Capefigue, dans son histoire des *Cent jours*, t. II, p. 188, prétend que tous les mouvements à exécuter le 18 furent réglés entre Wellington et Blücher par l'intermédiaire du comte Pozzo di Borgo, qui fit, le 17, deux voyages au camp des Prussiens; Blücher lui-même, d'après cet auteur, vit le général anglais à Bruxelles. Sur ce point, Capefigue a été mal renseigné.

D'après l'article de la *Quarterly Review*, Wellington resta, pendant la nuit du 17, en communication avec le corps de Bulow par l'intermédiaire de patrouilles dirigées sur Ohain; le 18, une heure avant le commencement de la bataille, il vit la cavalerie de ce corps massée en deçà du défilé de Saint-Lambert, où les Français, d'après le témoignage de Soult, ne l'aperçurent que vers midi et demi.

(3) D'après Wagner, Wellington avait 68,000 hommes; — d'après C. Smyth, 60,750; — d'après de Vaudoncourt, 80,000; — d'après les *Victoires et conquêtes*, 68,000 et 240 canons; — d'après Gourgaud, 85 à 90,000 avec 250 canons; — d'après Sherer, 74,000; — d'après Von Damitz, 62,000; — d'après le général Jomini, 80,000.

Gourgaud évalue les forces de l'armée française à 67,100 hommes et 240 canons; — C. Smyth, à 82,000 et 246 pièces; — Jomini, à 70,000; — de Vaudoncourt, Craan, Wagner, Von Damitz et Van Lobensels à 68,000; — Sherer à 76,000.

Les états officiels portent le nombre des bouches à feu de l'armée alliée à 200; — de Vaudoncourt, à 258; — Von Damitz, à 230 ou 240; — les *Victoires et conquêtes*, à 250. D'après Napoléon (t. IX, p. 101 de ses *Mémoires*), l'armée française comptait 68,906 hommes, et l'armée alliée, 90,000. Celle-ci avait 255 canons, et celle-là 242 seulement. D'après les *Victoires et conquêtes*, Wellington avait plus de 80,000 hommes. Blücher, dans sa *relation officielle*, évalue les forces anglaises à 80,000 hommes, et les forces impériales à plus de 130,000,

derniers seuls étaient bien commandés et bien équipés. C'est à peine s'il pouvait compter sur le dévouement de tous les corps de cette armée (1). Quant à l'unité d'action, si nécessaire un jour de bataille, il ne devait pas espérer l'obtenir avec des chefs qu'il ne connaissait pas, des soldats pour la plupart sans expérience, et des corps n'ayant jamais combattu ensemble (2).

Wellington croyait avoir affaire (sa correspondance le constate) à toute l'armée française, sauf le 3e corps, c'est-à-dire à un effectif de troupes bien supérieur au sien; et néanmoins il attendit avec une entière confiance le choc de cette redoutable armée, conduite par le plus grand capitaine de l'époque! Cette confiance admirable, téméraire peut-être, l'empereur la qualifia de faute, tant il se croyait sûr de vaincre. Voyant l'armée anglaise en position devant la forêt de Soignes, il s'écria, comme Soult à Orthez : *Enfin, je les tiens! Neuf chances sur dix sont en ma faveur* (3).

---

erreur provenant de ce qu'il croyait avoir eu affaire à toute l'armée française. D'après les états cités par Maxwell, les Français, au commencement de la bataille, eurent 70,428 hommes et 240 canons, les alliés 69,894 hommes et 164 canons. A quatre heures et demie, arrivèrent 16,546 Prussiens avec 83 canons; à 6 heures et demie, il y eut 44,232 Prussiens et 107 canons, et à 7 heures, 49,886 Prussiens et 123 canons. Dans l'effectif des alliés, les Anglais entrèrent pour 25,389, la légion germanique pour 6,793, les Hanovriens pour 10,995, les Brunswickois pour 6,303, les Nassau pour 2,926, et les Néerlandais pour 17,488.

(1) Napoléon, dans ses *Mémoires*, t. IX, p. 52, dit : « la Belgique et les quatre départements « du Rhin tendaient les bras, appelaient à grands cris leur libérateur, et l'on avait des intel- « ligences dans l'armée belge. » En dépit de cette affirmation, nous croyons que les troupes néerlandaises étaient bien disposées à faire leur devoir. Rien, dans leur belle conduite aux Quatre-Bras et à Waterloo, ne prouve qu'elles fussent travaillées par l'influence française; au contraire.

(2) « Je crois vraiment, écrit-il à lord Bathurst, neuf jours après la bataille (Jaucourt, « 25 juin), qu'à l'exception de ma vieille infanterie espagnole, j'ai non-seulement la plus mau- « vaise armée, mais encore la plus mal équipée et le plus mauvais état-major qu'on ait « jamais réuni. » — Voir également sa *lettre* du 6 mai, *au comte de Blacas*.

Napoléon lui-même, dans ses *Mémoires*, déclare que deux soldats hollandais, prussiens ou de la confédération ne pouvaient compter que pour un Français.

(3) Paroles citées par Napoléon lui-même dans le t. IX de ses *Mémoires*.

Mais son major général, dit-on, répondit : « Sire, je les connais ces Anglais; ils mourront « sur le terrain avant de le quitter. » CAPEFIGUE, t. II, p. 189 et 191.

Quelques auteurs ont fait dire à Foy : « L'infanterie anglaise, en duel, c'est le diable. » Si ce mot n'a pas été prononcé devant l'empereur, du moins il est admissible que Foy et Soult,

Cependant Grouchy, au lieu de se lancer résolument à la poursuite de l'armée prussienne, s'était arrêté à Gembloux, sans savoir où se trouvait cette armée. Il apprit seulement, le 17 au soir que Blücher, après avoir rallié le 4me corps, s'était concentré autour de Wavre. L'empereur, qui supposait le commandant de son aile droite aux environs de cette même ville, lui expédia, à dix heures du soir, un courrier pour l'informer qu'il y aurait le lendemain une grande bataille ; — que l'armée anglo-hollandaise était en position devant la forêt de Soignes, sa gauche appuyée au village de la Haye, — et qu'il devait, en conséquence, diriger avant le jour, un détachement de 7,000 hommes de toutes armes et 16 pièces de canon sur Saint-Lambert, afin de renforcer la droite de l'armée, et pour agir de concert avec elle. Napoléon recommandait en outre à Grouchy d'appuyer le détachement fait sur Saint-Lambert aussitôt qu'il serait assuré que le maréchal Blücher aurait évacué Wavre, soit pour continuer sa retraite sur Bruxelles, soit pour se porter dans toute autre direction (1).

On a su depuis que cet ordre n'arriva point à destination.

A onze heures du soir, l'empereur reçut une lettre datée de Gembloux, cinq heures de l'après-dînée, par laquelle Grouchy lui fesait savoir qu'il ignorait la position de l'armée prussienne, circonstance à peine croyable, puisque cette armée n'était qu'à trois lieues de ses cantonnements.

---

comme vétérans des guerres de la Péninsule, aient eu une plus haute opinion que Napoléon de la bravoure du soldat anglais et du talent de Wellington.

Châteaubriand rapporte que Soult ayant fait quelques observations sur le plan d'attaque de l'empereur, reçut pour toute réponse ces mots dédaigneux. « Parce que Wellington vous a battu, vous croyez que c'est un grand général. » Quoique le témoignage de l'illustre romancier n'ait pas une grande valeur à nos yeux, cependant il paraît certain que Soult fit observer que ce serait perdre inutilement de la cavalerie, que d'essayer d'enfoncer les régiments anglais, observation dont l'empereur ne tarda point à reconnaître la justesse.

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 102.

L'aile droite avait fait à peine 10 kilomètres dans la journée du 17.

Un second courrier fut envoyé au maréchal le 18, à quatre heures du matin, pour lui réitérer l'ordre expédié la veille.

A cinq heures, on reçut au quartier général un nouveau rapport, daté de Gembloux, deux heures du matin : « Dans ce rapport, Grouchy rendait compte qu'il avait appris, à six heures du soir, que Blücher s'était dirigé avec toutes ses forces sur Wavre ; qu'en conséquence, il avait voulu l'y suivre à l'heure même ; mais que les troupes ayant déjà pris leur camp et fait la soupe, il ne partirait qu'au jour pour arriver de bonne heure devant Wavre, ce qui aurait le même effet : que le soldat serait bien reposé et plein d'ardeur (1). »

Il pleuvait sans interruption depuis le 17 à midi; le terrain était fortement détrempé; les soldats, d'un autre côté, avaient beaucoup souffert dans les marches et au bivouac. Est-ce la raison qui empêcha l'empereur d'attaquer de grand matin? Plusieurs écrivains le prétendent (2) ; mais, en étudiant les ordres donnés depuis la veille, on a quelque peine à admettre cette explication (3). Il semble résulter, en effet, de ces documents, que l'empereur s'attendait à n'avoir que les Anglo-Néerlandais à combattre, soit qu'il jugeât l'armée prussienne désorganisée, ou qu'il crût Wavre occupée seulement par une fraction de cette armée, ou qu'il regardât la jonction de Blücher et de Wellington *en avant* de la forêt de Soignes comme impossible. De toutes ces suppositions, la dernière est la plus admissible, parce que, pour se réunir aux Anglais,

---

(1) *Mémoires* de *Napoléon*. Gourgaud donne la même explication.

(2) Entre autres les auteurs des *Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 201.

(3) D'après de Vaudoncourt (t. IV, p. 23) l'empereur, assuré par la dépêche du maréchal Grouchy (reçue à cinq heures du matin) que son aile droite serait à Wavre vers midi, voulut attendre jusqu'à ce moment pour attaquer. Il fallut d'ailleurs accorder aux soldats quelques heures pour faire leur repas et nettoyer leurs armes.

l'armée de Blücher devait longer la forêt et prêter le flanc à Grouchy, qui était censé sur ses talons (1). Au reste, que l'empereur ait eu ou n'ait pas eu cette opinion, il paraît certain que, dans la matinée du 18, il ne comptait pas sur l'arrivée des Prussiens; dès lors, on ne doit pas s'étonner qu'il ait attendu pour engager la bataille que le ciel se fût éclairci et le terrain un peu séché (2).

Wellington occupait en avant de Waterloo une position que traversent les grandes routes de Charleroi et de Nivelles. La droite de cette position était rejetée derrière un ravin près de Merbes-Braine, et la gauche s'étendait jusqu'au château de Frichermont, situé sur une hauteur au-dessus de la Haye. Des détachements gardaient les hauteurs de Merbes-Braine, de la Haye, de Smohain, ainsi que la ferme de Papelotte, les bâtiments et les jardins du château d'Hougoumont (3), situé en avant du centre droit, près de la route de Nivelles, et la ferme de la Haie-Sainte, établie en avant du centre gauche, sur la route de Genappes (4). (*Voir plan* n° XX.)

La division Chassé et la brigade d'Aubremé occupaient les environs de Braine-l'Alleud, sur l'extrême droite.

Cette aile était parfaitement appuyée; l'autre se trouvait plus ou moins en prise. Il aurait fallu y placer un corps de troupes, non-seulement pour la couvrir, mais encore pour assurer l'approche des secours avec lesquels cette aile devait rester en communication.

Wellington avait divisé l'armée anglo-néerlandaise en trois corps : celui de droite était sous les ordres de Hill; — celui

---

(1) La preuve que telle était bien la pensée de Napoléon, c'est que, dans ses *Mémoires*, il reproche à Wellington d'avoir accepté la bataille en avant de la forêt, au lieu de l'accepter en arrière.

(2) Le général Jomini n'admet pas l'excuse de l'état du terrain, et il a raison. Ce n'était pas quelques heures d'un temps brumeux qui pouvaient rendre le terrain meilleur. L'hypothèse du général de Vaudoncourt est plus admissible.

(3) Le véritable nom de ce château est Gomont : ses propriétaires sont les comtes de Gomont.

(4) Voir le *Rapport* de Wellington à lord Bathurst, *sur la bataille de Waterloo*.

du centre obéissait au prince d'Orange, — et celui de gauche avait pour chef le général Picton. La cavalerie était commandée par lord Uxbridge, connu en Espagne sous le nom de sir Arthur Paget.

A la façon dont Wellington disposa ses troupes, on voit qu'il craignait d'être attaqué sur sa droite et tourné par Hal (1); c'est même en prévision d'une attaque de ce côté qu'il avait écrit, le matin de la bataille, au duc de Berry pour l'engager, le cas échéant, à faire filer la cour de France sur Anvers, par la rive gauche de l'Escaut. On ne s'explique pas que le duc ait pu attribuer à Napoléon un plan d'opération qui devait hâter la jonction des armées alliées, jonction que, depuis le commencement de la campagne, l'empereur cherchait à rendre impossible. Sauf cette réserve, on doit admettre, avec la plupart des historiens militaires, que la position de Mont-Saint-Jean fut bien choisie (2) et convenablement occupée. L'empereur, toutefois, et les généraux qui ont pris sa défense avec des idées préconçues, ne sont pas de cet avis (3); ils prétendent, au contraire, que ce fut une grande faute d'avoir livré bataille en avant de la forêt, qui, en cas d'échec, eût opposé à la retraite de l'armée vaincue un obstacle infranchissable.

« Wellington, dit l'empereur, ne pouvait rien faire de plus « contraire aux intérêts de son parti et de sa nation, à l'es-

---

(1) Il laissa aux environs de cette ville un corps de 19,000 hommes, commandé par le prince Frédéric d'Orange. Ce corps ne fut d'aucune utilité.

Wellington massa aussi plus de troupes sur sa droite que sur sa gauche, ce qui n'était pas très-judicieux.

S'il faut en croire les auteurs des *Victoires et conquêtes*, l'occupation de Hal fut la conséquence de l'envoi de 2,000 chevaux que Napoléon dirigea sur cette ville, dans la nuit du 17, pour menacer la droite anglaise et faire mine de gagner Bruxelles, en tournant la forêt de Soignes (t. XXIV, p. 196). Cette cavalerie, toutefois, rentra la nuit même dans son bivouac.

(2) « La position de Wellington, dit le général Jomini, était belle : c'est un glacis très-favo- « rable à l'artillerie, et d'où l'on voyait tous les mouvements des Français. » (*Napoléon au tribunal de César*, etc.)

(3) Nous faisons une exception en faveur du général de Vaudoncourt, qui juge Napoléon sans parti pris, et qui néanmoins trouve la position de Wellington *totalement contraire aux règles de la stratégie*. (t. IV, p. 64.)

« prit général de cette campagne, et même aux règles les plus « simples de l'art de la guerre, que de rester dans la position « qu'il occupait. Il avait derrière lui les défilés de la forêt « de Soignes : s'il était battu, toute retraite lui était impos- « sible... » A cette objection, le savant auteur du *Précis de l'art de la guerre* répond que l'armée alliée avait derrière son centre la route de Waterloo; derrière sa droite celle des deux Braine, et derrière sa gauche celle de la Hulpe; — trois chaussées convergeant vers Anvers, sa base d'opérations ; — elle avait, en outre, un grand nombre de chemins se dirigeant, à travers la forêt, sur Bruxelles. Cette armée se trouvait donc dans de meilleures conditions, pour opérer sa retraite, que si elle avait dû traverser une plaine découverte (1).

Presque tous les stratégistes dont les ouvrages font autorité se sont ralliés à cette opinion, confirmée d'ailleurs par quelques faits de guerre.

L'empereur forma son armée en bataille sur les deux côtés de la route de Bruxelles à Charleroi. En première ligne se trouvaient : à gauche de la chaussée, le corps de Reille avec les divisions Jérôme, Foy, Bachelu et la division de cavalerie Piré ; — à droite de la chaussée, le corps de Drouet avec quatre divisions d'infanterie déployées, comme les précédentes, sur deux lignes, à trente toises l'une de l'autre. En seconde ligne, derrière les ailes se trouvait la cavalerie, — et en troisième

---

(1) *Précis de l'art de la guerre*, t. II, p. 15.—Le général Jomini ajoute, sous forme d'observation générale, « que la retraite d'une armée en position devant une forêt serait d'autant « plus sûre, si, comme c'était le cas à Waterloo, la forêt formait une ligne concave derrière « le centre, car ce rentrant deviendrait une véritable place d'armes pour recueillir les « troupes et leur donner le temps de filer successivement sur la grande route.

Le colonel C. Smyth fait observer d'ailleurs que la forêt de Soignes était praticable pour la cavalerie, pour l'artillerie et pour l'infanterie dans presque toutes les directions. (p. 324.)

Lord Ellesmere assure (p. 40), « que Wellington était d'avis que ses troupes auraient parfaitement traversé et défendu la forêt, jusqu'à l'arrivée des Prussiens, s'il avait dû battre en retraite avant sept heures. »

ligne, derrière le centre, le 6e corps (Lobau) et la garde impériale formant réserve (1).

Napoléon dit (2) que son intention était de porter sur la Haie-Sainte deux divisions du 1er et deux divisions du 6e corps, soutenues par dix divisions d'artillerie, pendant que les deux autres divisions du 1er corps se seraient portées sur la Haie. Il espérait ainsi tourner la gauche de la position, séparer les Prussiens des Anglais, obliger ces derniers à se replier sur Hal, et favoriser la jonction de l'armée principale avec le corps de Grouchy.

Ce plan d'attaque, qui rappelait ceux de Wagram et de Borodino, offrait d'autant plus de chances de succès, que l'aile gauche des alliés était la plus faible. On a prétendu qu'en attaquant la gauche seule, l'empereur eût obtenu les résultats décisifs qui signalèrent une attaque semblable faite par Frédéric II à la bataille de Leuthen; mais le général Jomini fait observer, avec raison, que ce mouvement aurait laissé la ligne de retraite de l'armée française à découvert, et jeté cette armée dans le pays fourré de Saint-Lambert, où une défaite eût été sans remède.

Vers onze heures et demie (3), la division Jérôme, soutenue par celles de Foy et de Bachelu, commença l'attaque du poste d'Hougoumont. Le bois, défendu par les gardes anglaises, fut pris et repris plusieurs fois; il finit cependant par rester au pouvoir des Français; mais le château fit une résistance

---

(1) Les troupes se mirent en mouvement sur onze colonnes, destinées : quatre à former la première ligne, quatre la seconde ligne et trois la troisième. A neuf heures et demie, les têtes des quatre premières colonnes arrivèrent sur le terrain où elles devaient se déployer. A dix heures et demie, tout le mouvement était achevé : l'armée française se trouvait rangée sur six lignes, les deux premières d'infanterie ayant la cavalerie légère sur les ailes, la 3e et la 4e de grosse cavalerie, les 5e et 6e de cavalerie de la garde, avec six lignes d'infanterie de la garde et le 6e corps formé en colonne serrée. (*Victoires et conquêtes*, t. XXIV.)

(2) *Mémoires*, etc., t. IX, p. 118.

(3) D'après Wellington et Gneisenau, la bataille commença vers dix heures; d'après le général Alava et de Vaudoncourt, à onze heures et demie; d'après Napoléon et Drouet, à midi; d'après le maréchal Ney et le colonel Heymès, à une heure.

désespérée. Vers deux heures, il fallut suspendre l'attaque et songer à détruire ce bâtiment par d'autres moyens. Si de prime abord on l'avait foudroyé avec une batterie d'obusiers, on n'aurait pas eu ce fâcheux retard à déplorer. « L'opinion générale, dit Van Lobensels, est que Napoléon, après avoir pris le poste d'Hougoumont, voulait se rendre maître de la Haie-Sainte et décider ensuite la bataille par un coup violent de sa réserve sur le centre ennemi (1). » Mais, comme le château résistait plus longtemps qu'on ne l'avait cru, l'empereur jugea prudent de ne pas attendre la fin de cette attaque pour commencer le mouvement projeté. En conséquence, le maréchal Ney reçut l'ordre de se tenir prêt à marcher.

Vers midi et demi (2), Napoléon aperçut au loin, sur sa droite, une espèce de nuage que les uns prirent pour des troupes en marche, les autres pour une colonne au repos, et quelques-uns pour des arbres. Environ un quart d'heure après, on sut, par un hussard prussien, chargé d'une lettre pour Wellington, que c'était le corps de Bulow qui approchait. Le major général duc de Dalmatie expédia sur-le-champ au maréchal Grouchy le rapport verbal du hussard et la lettre interceptée, avec l'ordre de marcher sur Saint-Lambert et de prendre le corps ennemi à dos. L'officier porteur de cette missive (3) avait quatre ou cinq lieues à faire; il était donc impossible que Grouchy arrivât sur le champ de bataille avant huit heures du soir. Au reste, on a su depuis que cet officier, par suite

---

(1) *Précis de la campagne de* 1815, etc., p. 273. Cette opinion est confirmée par Gourgaud dans les termes suivants : « Ces dispositions indiquaient le projet de l'empereur de percer le centre de l'armée anglaise... et de couper la retraite à la droite et à la gauche de la ligne. »

(2) Napoléon et Gourgaud soutiennent que ce fut vers onze heures que l'on aperçut l'avant-garde de Bulow ; ils se trompent, car la lettre de Soult, écrite immédiatement après l'interrogatoire du hussard prussien, est datée de une heure. On peut, au reste, facilement rectifier cette erreur par le récit même de Napoléon. (Voir ses *Mémoires,* t. IX, p. 120 et suivantes.)

(3) Le colonel Zenowitz. — M. de Vaulabelle prétend que ce colonel fit un détour de onze lieues par Genappes, les Quatre-Bras, Sombreffe, Gembloux et Sart-lez-Walhain.

d'un retard inexplicable, ne rencontra le maréchal qu'à sept heures (1). Un retard semblable fut cause que la dépêche expédiée le matin, à dix heures, n'arriva que vers quatre heures.

Pour parer au danger qui menaçait sa droite, l'empereur envoya le 6me corps (Lobau), avec deux brigades de cavalerie légère (Domont et Subervic), « prendre une position où il pût, « avec 10,000 hommes en arrêter 30,000. » Ces forces devaient attaquer Bulow en front, dès que les 6 à 7,000 hommes de Grouchy l'attaqueraient par derrière (2).

Comme ces dispositions privaient Napoléon du corps dont il avait besoin pour l'attaque combinée du centre et de la gauche, il dut modifier son plan de bataille, « n'ayant plus, dès lors, assez de troupes sous la main pour remplir le vide qu'un mouvement à droite aurait laissé entre le 1er et le 2me corps (3). »

Ney reçut donc l'ordre de percer le centre et de pousser droit sur la route de Bruxelles (4). C'était évidemment le moyen de faire le plus de mal possible à l'armée anglaise. En débordant sa gauche, on l'aurait à la vérité séparée de Blücher; mais cette opération, la rejetant sur Braine-l'Alleud, lui eût permis de se retirer tout entière par Hal. Il ne faut pas oublier, du reste, qu'à cette heure de la journée, Napoléon avait encore la conviction que les trois autres corps prussiens n'arriveraient pas sur le champ de bataille.

Le maréchal Ney, avec beaucoup de peine, parvint à mettre 62 bouches à feu (5) en batterie sur un terrain détrempé, devant la gauche des Anglais. Une vive canonnade s'engagea

---

(1) *Rapport* de Grouchy, du 20 juin 1815.

(2) Napoléon raisonnait comme si son ordre de la veille avait été exécuté, et comme si les trois autres corps prussiens ne devaient pas suivre celui de Bulow.

(3) De Vaudoncourt.

(4) C'est par erreur, selon nous, que plusieurs historiens ont avancé que Ney attaqua le centre uniquement parce qu'il avait rencontré devant sa gauche un ruisseau formant un bas-fond bourbeux où il était impossible de passer avec de l'infanterie. Aucun témoignage solide ne confirme cette version.

(5) D'après de Vaudoncourt.—Von Damitz, la *Oestreichische militair Zeitung* et les *Victoires et conquêtes* en portent le nombre à 80; Jomini à 100.

sur ce point; mais elle n'eut pas de grand résultat, à cause de l'éloignement des pièces (1).

A deux heures, Ney forma le 1er corps en quatre colonnes serrées par bataillon, qui se portèrent en avant par échelons, l'aile gauche en tête. Ces colonnes étaient évidemment trop profondes pour l'attaque et trop rapprochées pour le déploiement (2). Celle de droite, sous les ordres de Durutte, se dirigeait sur Papelotte pour contenir l'extrême gauche de l'ennemi, de concert avec la cavalerie de Jacquinot; en queue des trois autres colonnes marchait la cavalerie de Milhaud. L'artillerie fut obligée de rester en place à cause de l'état du terrain, et cette circonstance, jointe à la profondeur des colonnes, fit essuyer aux Français des pertes considérables. La première colonne, sous les ordres de Quiot, laissant la Haie-Sainte à gauche, attaqua et mit en déroute la brigade néerlandaise de Byland; mais en arrière de cette brigade se trouvait, abritée par un pli de terrain, la division anglaise de Picton, qui brisa l'effort des assaillants par ses feux bien dirigés et par un habile mouvement qu'exécutèrent les 42me et 92me régiments sur la gauche de la colonne. Pendant cette lutte opiniâtre, l'intrépide commandant de la division anglaise tomba glorieusement à la tête de ses troupes. La deuxième colonne, formée de la division Doucelot, allait entrer en action quand Wellington, profitant de la faute qu'avait commise le maréchal Ney en négligeant la Haie-Sainte (d'où l'on pouvait déboucher sur le flanc des Français), envoya la brigade de dragons Ponsonby attaquer à revers la colonne à demi ébranlée de Quiot. Cette

---

(1) Cette faute, comme beaucoup d'autres commises dans cette mémorable journée, tenait à ce que l'armée française avait mal reconnu la position de l'ennemi et le terrain en avant.

(2) On ne connait pas au juste l'élément de formation de ces colonnes: d'après les uns, ce fut le bataillon; d'après les autres, la compagnie. Les écrivains militaires ne sont pas d'accord non plus sur la manière dont se fit l'attaque, ni même sur le nombre des colonnes.

colonne, mise en déroute par un choc si formidable, s'appuya sur la deuxième, qu'elle entraîna dans son mouvement rétrograde. Les escadrons anglais, passant alors entre les colonnes Marcognet et Doucelot, s'avancèrent jusqu'à la ligne d'artillerie, qui venait de se porter imprudemment en avant pour soutenir les troupes engagées (1). Ils sabrèrent un grand nombre de chevaux et désorganisèrent une quinzaine de pièces (2). Mais cette cavalerie fut arrêtée à son tour et ramenée vigoureusement par deux brigades de Milhaud et de Jacquinot, envoyées au secours du prince de la Moskowa par ordre de Napoléon. Le général Ponsonby reçut un coup mortel en chargeant à la tête de ses dragons.

Dès que le maréchal Ney eut reformé le 1er corps au pied de la hauteur et donné à son artillerie le temps de se remettre un peu, Napoléon lui expédia l'ordre d'attaquer la Haie-Sainte.

L'opération commença par une charge vigoureuse de la cavalerie de Milhaud et d'une brigade de la cavalerie légère de la garde. Cette vaillante milice traversa la première ligne anglaise au cri de *Vive l'empereur!* mais la seconde lui opposa une barrière infranchissable. Là se trouvait, formée en carrés, la célèbre division du général Alten, admirablement secondée par la cavalerie de Somerset et par celle du général néerlandais baron Trip. Pendant que les escadrons de Ney soutenaient le choc de ces troupes d'élite, son infanterie attaquait la Haie-Sainte avec un élan irrésistible. Les munitions des alliés commençaient à manquer sur ce point; leur feu se ralentit et

(1) D'après de Vaulabelle, ce fut Ney qui donna à ces pièces l'ordre de s'avancer pour prendre position sur le plateau et foudroyer l'ennemi de près. Comme elles étaient du calibre de 12, elles restèrent embourbées au pied de la hauteur. Quand Napoléon les vit dans cette situation, il envoya au maréchal l'artillerie légère de la garde qui, malheureusement, ne produisit que peu d'effet, à cause de la faible portée de ses bouches à feu.

(2) De Vaudoncourt. — D'après d'autres auteurs, la charge de Ponsonby mit trente à quarante pièces hors de combat; d'après les *Victoires et conquêtes*, sept pièces seulement.

bientôt la ferme tomba au pouvoir des Français. Il était quatre heures environ (1).

Pendant ce temps les batteries d'obusiers de la gauche avaient mis le feu au château d'Hougoumont, où les gardes anglaises continuaient à se défendre au milieu des flammes et des décombres. Cette résistance, toutefois, ne donnait plus d'inquiétude à l'empereur; son attention était entièrement concentrée sur le centre, où d'un instant à l'autre le dénoûment pouvait surgir.

La situation de Wellington, en effet, paraissait extrêmement grave. Les troupes anglo-néerlandaises commençaient à s'impatienter de rester sur la défensive, exposées à des pertes énormes (2). Il était temps que les secours arrivassent; aussi remarquait-on que le général en chef dirigeait fréquemment sa lunette vers la gauche.

Blücher avait promis de déboucher sur le champ de bataille vers une heure de l'après-midi; mais l'état des chemins lui avait fait éprouver des retards considérables (3). Il était sept heures quand le canon prussien se fit entendre du côté d'Ohain.

Pour détruire l'effet de cette diversion, l'empereur fit dire sur toute la ligne que c'était le corps de Grouchy qui approchait (4): inutile subterfuge, dont l'armée ne fut dupe qu'un

---

(1) Quelques auteurs prétendent que la ferme fut prise seulement vers sept heures; mais ils se trompent.

(2) La 5e division, forte de 5,000 hommes, après une charge, ne ramena que 1,800 combattants. Le 27e régiment perdit 400 hommes sans bouger et sans tirer un seul coup de fusil; il eut tous ses officiers, sauf un, hors de combat. Le 92e, au moment de charger, n'avait plus que 200 hommes. Le 53e dut rester sur place, faute d'un nombre suffisant de soldats pour manœuvrer. (Voir MUDFORD et MAXWELL, t. III, p. 486.)

(3) Ce retard peut être estimé à deux heures. Bulow en avait éprouvé un autre à Wavre, (entre sept et huit heures du matin); son avant-garde était déjà au delà de cette ville, quand un incendie violent éclata dans la grande rue par laquelle son corps d'armée devait forcément passer. La colonne principale se mit à éteindre le feu; pendant ce temps, l'avant-garde se forma à Saint-Lambert (onze heures), où elle ne fut rejointe par le restant des troupes que dans l'après-dînée (deux heures).

(4) Fait avoué par Napoléon, et confirmé par Heymès et par le comte d'Erlon.

instant. Il eût été plus habile, peut-être, de faire considérer cet événement comme une chose prévue et nullement inquiétante.

Dès que Wellington s'aperçut qu'il n'avait plus rien à craindre sur la droite, il renforça le centre pour faire face au danger qui menaçait ce point depuis la prise de la Haie-Sainte. Déjà, antérieurement, il avait fait venir la brigade Mitchell et le contingent de Brunswick, établis en arrière d'Hougoumont. Entre trois et quatre heures, la brigade hanovrienne de la division Picton prit position sur la chaussée en avant de Mont-Saint-Jean, pendant que les troupes de Clinton accouraient de la droite vers le centre (1), et que celles du général Chassé, demeurées à Braine-l'Alleud, s'établissaient entre Merbes-Braine et la route de Nivelles. (*Voyez et suivez la ligne AA du plan.*)

En voyant déboucher les premières colonnes de Bulow, vers quatre heures et demie, l'empereur eut un moment la pensée de faire un changement de front en arrière, en donnant Hougoumont pour pivot à la gauche et Planchenoit pour point d'appui à la droite; mais il abandonna bientôt cette idée, parce que, dit-on, il avait encore l'espoir d'être rejoint par Grouchy, et que, d'un autre côté, ses derniers renseignements lui donnaient la conviction que les alliés n'étaient pas en état de faire une plus longue résistance (2). Cette version, toutefois, ne semble guère admissible, au moins en ce qui regarde l'arrivée probable de l'aile droite, puisque l'empe-

---

(1) Le centre avait été affaibli par le départ de la brigade Byng, envoyée au soutien du poste d'Hougoumont.

(2) C'est la version de de Vaudoncourt (t. IV, p. 42). Celle de Gourgaud est un peu différente : « Napoléon, dit-il, balança un instant s'il ne changerait pas sa ligne d'opération « pour la placer sur la route de Nivelles, en débordant la droite de l'armée anglaise, au lieu « de la gauche, et en marchant sur Mont-Saint-Jean par la route de Nivelles, après s'être « emparé de Braine-l'Alleud. » Le général Gourgaud ajoute que ce plan fut abandonné, parce qu'il eût compromis Grouchy et favorisé la réunion des alliés ; au surplus, le terrain entre la Haie et Planchenoit convenait mieux que tout autre aux troupes chargées de contenir Bulow.

reur lui-même affirme que, vers quatre heures, il reçut la fâcheuse nouvelle qu'à dix heures (1) du matin, Grouchy n'avait pas encore quitté Gembloux, et que les éclaireurs de Domont n'en avaient aperçu aucune trace. Il est plus probable que Napoléon fut dominé par la conviction qu'il pouvait écraser les Anglais avant l'arrivée des Prussiens, et, dès lors, on comprend qu'il n'ait pas voulu perdre son temps à faire un changement de front en arrière.

Au reste, la concentration des troupes entre Hougoumont et Planchenoit n'aurait pas beaucoup amélioré l'état des choses. La bataille serait devenue indécise, Napoléon aurait gagné Genappes dans la nuit, et, avant le 19 au matin, la jonction de Grouchy eût été un fait accompli. Mais, pendant ce temps, Blücher et Wellington se seraient également réunis ; le but de la campagne eût été manqué, et l'empereur se serait vu obligé de rentrer en France pour garder la défensive contre un demi-million de soldats alliés (2).

Après l'enlèvement de la Haie-Sainte, le combat du 1er corps fut suspendu par ordre de Napoléon, qui voulait avoir des indications précises sur les mouvements de Bulow. Ney devait se borner à soutenir ce poste pendant que la division Durutte attaquerait les fermes de Papelotte et de la Haie.

Cependant, vers cinq heures, Wellington, ayant conçu l'espoir de reprendre le parc d'Hougoumont et la Haie-Sainte, lança les Hanovriens sur ce dernier poste en même temps qu'il dirigea les Anglais de lord Hill sur l'autre. Ney repoussa énergiquement cette attaque ; mais, contrairement à

---

(1) Le général Gérard, dans une *lettre au général Hulot* (voir le *Spectateur militaire* t. IX, p. 433), affirme que Grouchy donna à sept heures l'ordre de partir à huit, et que lui, Gérard, ne se mit en marche qu'une heure après. Il se peut donc très-bien que la totalité de l'aile droite n'ait quitté Gembloux qu'après dix heures.

(2) Gourgaud dit que Napoléon, en voyant approcher Bulow, eut un moment la pensée de changer sa ligne d'opération et de la transporter sur Nivelles ; mais ce mouvement aurait isolé complétement Grouchy, et par suite n'aurait pu être utile à l'armée française.

ses instructions, il résolut de profiter de son avantage pour occuper la position du centre, abandonnée par l'ennemi. N'ayant point d'infanterie à sa disposition, il fit demander une brigade de cavalerie, qui exécuta son mouvement au trot. On ne sait par quel mal entendu cette brigade fut suivie de toutes les réserves, sans en excepter celle de la garde, dont la règle invariable était de n'obéir qu'à ses propres officiers et aux ordres de l'empereur (1). Cette masse énorme de cavalerie, forte de 15,000 chevaux, se précipita avec plus de courage que de discernement sur le plateau, où elle exécuta sans résultat plusieurs charges brillantes. Le colonel Heymès pense que la garde s'était portée en avant, parce qu'à la suite d'une attaque de Ney, il lui avait semblé que l'ennemi était en retraite, opinion que l'appel d'une brigade de cavalerie tendait à confirmer. « Ce faux mouvement, dit-il, se fit sous « les yeux de l'empereur, qui aurait pu l'arrêter, et qui ne le fit « point (2)... » Mais Napoléon, dans ses *Mémoires*, prétend « qu'il envoya le général Bertrand rappeler sa réserve ; que malheureusement elle était engagée quand ce général arriva, et que tout mouvement rétrograde dans un pareil moment eût présenté de grands dangers. » Quoi qu'il en soit, cette faute, volontaire ou non, exerça une influence funeste et fut, comme nous le verrons plus loin, la cause principale, sinon de la perte de la bataille, au moins de la déroute qui la suivit.

---

(1) C'est la version de Heymès, premier aide de camp du maréchal Ney. D'après les *Victoires et conquêtes*, les cuirassiers de Milhaud (division Delort et Wattier) gravirent la hauteur sur l'ordre du duc d'Elchingen : ils furent suivis par les chasseurs et les lanciers de la garde (division Lefebvre-Desnouettes). Peu après, Napoléon fit soutenir ces divisions, prématurément engagées, par celles de Lhéritier et de Roussel d'Urbal, du corps de Kellermann. Dans le même moment, Ney fit également avancer la division de grosse cavalerie de la garde, sous le général Guyot (ce général a déclaré depuis, « qu'à partir de trois heures de l'après-midi, il avait été mis à la disposition du prince de la Moscowa. ») — T. XXIV, p. 217.

(2) D'après Gourgaud, Jomini et de Vaudoncourt, l'empereur fit au contraire soutenir Ney dès qu'il vit que celui-ci, malgré ses ordres, avait engagé sur le plateau les cuirassiers de Milhaud et la cavalerie légère de la garde. « Il envoya, dit Gourgaud, les cuirassiers de Kel- « lermann soutenir la cavalerie que nous avions sur le plateau, de peur qu'elle ne fût « repoussée par la cavalerie ennemie. »

Quelques auteurs ont soutenu avec raison, que si l'énorme masse de cavalerie engagée sur le plateau avait été appuyée par une réserve d'infanterie, le dénouement aurait pu avoir lieu entre cinq et six heures ; mais il ne paraît pas qu'à ce moment de la journée il y eut encore de l'infanterie disponible. Le colonel Heymès prétend en effet que, vers six heures, Ney l'envoya demander quelques bataillons à Napoléon, qui lui répondit en présence de Drouot et de Jérôme : *Où voulez-vous que j'en trouve? Voulez-vous que j'en fasse ?* Son opinion, d'ailleurs, était qu'il fallait repousser ou contenir Bulow avant de percer le centre anglais, et c'est ce qui lui fit dire aux officiers qui se réjouissaient de l'attaque de Ney : *Voilà un mouvement prématuré qui pourra avoir des résultats funestes pour cette journée* (1).....

Nous avons laissé le corps de Bulow attaquant les troupes établies en potence sur l'aile droite de l'armée française. Le comte Lobau, malgré l'infériorité de ses forces, lui opposa une résistance énergique. Peu à peu, cependant, il fut débordé par les lignes prussiennes et obligé de battre en retraite. Déjà Bulow s'était emparé de Planchenoit, quand Napoléon envoya Duhesme avec une division de la jeune garde, un régiment de la vieille garde et 24 pièces de canon soutenir le corps engagé. Les Prussiens, assaillis par ces troupes d'élite, furent obligés, à leur tour, de céder le terrain et d'évacuer le village qu'ils venaient d'emporter.

En ce moment, la division Durutte venait de prendre suc-

(1) Nous donnons ces paroles sous toute réserve, parce qu'elles sont rapportées seulement par Gourgaud, qui a consigné avec une grande inexactitude plusieurs faits relatifs aux événements de 1815. Le seul témoignage qui confirme le dire de Gourgaud, est ce mot attribué par M. Capefigue et par d'autres historiens à Napoléon, rentrant aux Tuileries : « *Ney*, « s'écria-t-il, *s'est conduit comme un fou; il a fait massacrer ma cavalerie.* » (*Les Cent jours*, t. II, p. 217.)

cessivement Papelotte, la Haie et Smohain (1). Il était alors six heures passées : les Prussiens paraissaient avoir engagé toutes leurs forces. Au centre, la cavalerie se soutenait sur le plateau, et, malgré le feu terrible des Anglais, avait enfoncé plusieurs carrés et pris trois drapeaux (2). Un certain flottement se remarquait dans la ligne ennemie; toutes ses réserves étaient engagées, et déjà, au dire de quelques témoins oculaires, beaucoup d'hommes et de voitures se précipitaient dans les chemins de la forêt (3). Enfin, le canon de Grouchy, entendu sur la droite, à deux ou trois lieues de distance, (croyait-on) faisait espérer que le restant de l'armée de Blücher serait contenu. Il était alors sept heures et demie.

L'empereur pensa que le moment était venu de faire une attaque décisive et de terminer la journée (4). Il rappela à cet

---

(1) Van Lobensels regarde ce fait comme inexact (quoique affirmé par tous les auteurs français), parce que les documents hollandais n'en font pas mention.

(2) « Sur ce point, dit de Vaudoncourt, on se battit avec un acharnement dont il n'y a « peut-être pas d'exemple dans l'histoire... La brigade du général Halkett reçut à elle seule « onze charges; le carré du 65e régiment anglais fut taillé en pièces, et les deux tiers des autres « couchés par terre. Ce combat effrayant dura dans le même état jusqu'à sept heures du soir. « Le duc de Wellington, le prince d'Orange et lord Uxbridge, au milieu de cette mêlée, obli- « gés de s'enfermer eux-mêmes à chaque instant dans un carré, ne pouvaient qu'encoura- « ger leurs troupes à tenir ferme... Un déploiement aurait entraîné la déroute de l'armée. « Il est probable que cette brillante charge aurait obtenu un résultat plus important si elle « avait été dirigée par une seule tête; mais, faute d'un homme tel que Murat, chaque régi- « ment et chaque escadron, pour ainsi dire, chargeait à volonté, où bon lui semblait. Il en « résulta un tournoiement nuisible à l'effet général. »

(3) M. le général Jomini prétend (dans son *Histoire de Napoléon*) qu'à la fin de la journée, la route de Bruxelles était *encombrée d'artillerie démontée, de chariots et de blessés, et qu'il n'y avait plus moyen de se retirer :* « Wellington sentait, dit-il, qu'il y allait de toute sa renommée. Il était décidé à vaincre ou à mourir. »

Nous croyons que telle était, en effet, la résolution du général anglais ; mais, quant à l'impossibilité de la retraite, nous n'en sommes pas convaincu.

Les auteurs des *Victoires et conquêtes* (t. XXIV, p. 214) prétendent que déjà, à quatre heures, la route de Bruxelles était couverte de fuyards, et que le duc de Wellington allait donner l'ordre de la retraite, quand il reçut une dépêche du feld-maréchal Blücher qui l'engageait avec instance à tenir jusqu'à la dernière extrémité. Le noble lord dit alors aux officiers qui l'entouraient : « Perdu pour perdu, autant vaut-il tenter une dernière chance ; « il y a plus de danger à s'en aller qu'à rester encore sur le champ de bataille. »

Rien, absolument rien ne confirme cet épisode, du reste en opposition avec tous les faits connus et les témoignages les plus respectables.

(4) Les auteurs des *Victoires et conquêtes* se trompent en disant que les mouvements dont il s'agit avaient pour but de faire faire à l'armée française un changement de front oblique sur le centre, l'aile gauche en avant, et que les huit bataillons de la garde

effet quelques bataillons et un certain nombre de batteries de la garde qui avaient été détachés vers Planchenoit.

Le général de Vaudoncourt, dont la relation est très-favorable aux Français, prétend que « plusieurs généraux, présents à la bataille, furent d'avis qu'à cette époque de la journée l'empereur montra un peu d'hésitation... Il était six heures, dit-il, quand Bulow fut ramené. » En portant, par un mouvement rapide, le deuxième corps et toute la garde sur le plateau, on aurait pu, avant sept heures, enfoncer le centre des Anglais avec une masse de 18,000 hommes. Il suffisait de laisser une division devant Hougoumont.

Ce plan fut exécuté, mais trop tard, et avec quatre bataillons de la garde au lieu de dix.

Peu d'instants auparavant, Wellington avait appris que le corps de Pirch était sur le point d'atteindre la colonne de Bulow, et que Blücher en personne, avec le corps de Van Ziethen (1), débouchait d'Ohain sur la gauche de la ligne anglaise. Cette heureuse nouvelle produisit un effet magique sur les Anglo-Néerlandais, qui commençaient à faiblir devant les charges réitérées de la cavalerie française.

A sept heures et demie, Reille reçut l'ordre d'aborder la ligne ennemie en débouchant par la droite d'Hougoumont, En même temps, et sans attendre que toutes les troupes destinées à la dernière attaque fussent réunies, Napoléon fit avancer quatre batteries de réserve et autant de bataillons de la moyenne garde, sous les ordres du général Friant. Lui-même accompagna ce faible noyau jusqu'à la Haie-Sainte pour le faire soutenir par tout ce qu'il y avait encore de cavalerie disponible. Des officiers d'état-major se répandirent

---

étaient destinés à former le marteau de la nouvelle ligne de bataille. Ce fut seulement après l'attaque dont nous allons parler que l'empereur se décida à faire un changement de front, et il était alors trop tard pour exécuter un pareil mouvement.

(1) De Vaudoncourt se trompe en disant que Blücher marchait avec la colonne de Bulow.

sur toute la ligne pour annoncer l'approche de Grouchy (1).

Les quatre bataillons de la garde, conduits par Ney en personne, prirent à gauche de la Haie-Sainte. Derrière eux marchait une ligne de cuirassiers, suivie elle-même à très-grande distance par six bataillons de la vieille garde (2). Ils attaquèrent les lignes anglaises avec une rare impétuosité; mais à peine furent-ils sérieusement engagés, qu'un cri d'alarme se fit entendre à la droite: c'était l'annonce de l'arrivée de Blücher qui, avec le corps de Ziethen (3), venait d'emporter sans grande résistance (4) la Haie et Papelotte. Un mouvement général s'ensuivit dans toute la droite des Français, qui se trouva bientôt coupée du sixième corps. Les bataillons de la vieille garde, au lieu de se porter en avant et de soutenir les quatre bataillons engagés de la moyenne garde, durent faire un mouvement à droite pour servir de réserve et de point de ralliement aux troupes expulsées de la Haie (5). Ils se formè-

---

(1) Il y eut un moment où toute la droite et l'entourage de Napoléon lui-même crurent à la réalité de cette nouvelle. En débouchant sur la gauche, Blücher se trouva en présence des Nassau, commandés par le prince de Saxe-Weimar; ces soldats avaient encore les uniformes qu'ils portaient dans l'armée impériale. Blücher les prenant pour des ennemis les chassa de leur position. Quelques officiers français, à la vue de ce mouvement rétrograde, se mirent à crier : *l'aile gauche recule; voilà Grouchy!* Ce mot vola de bouche en bouche; mais bientôt il fut remplacé par le cri décevant et sinistre : *Voilà les Prussiens!* (*Lettre* écrite par le prince B. de Saxe-Weimar à son père; citée par Van Lobensels.)

(2) Ces bataillons furent réunis et mis en marche un quart d'heure après ceux de la moyenne garde. Gourgaud et de Vaudoncourt en portent le nombre à huit, mais il paraît qu'il n'y en eut que six. (Voir VAN LOBENSELS, p. 299.)

(3) Presque en même temps, le corps de Pirch entra en action pour seconder Bulow.

(4) D'après le général Jomini, cette attaque avait déjà commencé et provoqué la retraite d'une partie du corps de d'Erlon, quand Napoléon porta les bataillons de la garde en avant. Nous croyons, sur la foi d'autres versions, que les choses se sont plutôt passées comme nous les racontons.

Le même auteur prétend qu'avant d'attaquer avec sa vieille garde, Napoléon s'était flatté de ramener la fortune sous ses drapeaux, en refusant sa droite et en portant ses efforts par sa gauche sur Hougoumont et Mont-Saint-Jean : changement de front hardi qui nécessitait l'abandon de la ligne de retraite sur Charleroi, pour en prendre un autre sur la chaussée de Nivelles, et qui de plus eût intercepté toute communication avec Grouchy. « Mais, ajoute « le général Jomini, il avait été impossible de mettre ce plan à exécution, et même d'attendre « que la réunion de toute la garde pût s'opérer. » — P. 214.

(5) Nous suivons ici la version de Gourgaud. Napoléon accuse la division Durutte d'avoir mollement défendu la Haie; il prétend en outre que c'est dans ses rangs qu'ont été poussés les cris de : *Sauve qui peut!* Mais le maréchal Ney, qui était près de là et qui abandonna le champ de bataille un des derniers, affirme ne pas avoir entendu ces cris. (Voir sa *lettre au duc d'Otrante.*)

rent en carrés, par bataillon, en travers du champ de bataille.

Sur ces entrefaites, la moyenne garde, soutenue par une ligne de cuirassiers, enfonça les Brunswickois et les bataillons de Nassau. Le prince d'Orange, menant ces derniers au feu, reçut une blessure à l'épaule qui l'obligea à quitter le champ de bataille.

La cavalerie française fut un moment sur le point de rompre la ligne ennemie ; mais la brigade Chassé arriva juste à point de la droite pour rétablir le combat. La garde soutint le choc de ce nouveau corps avec une énergie sans égale : ses rangs tombèrent comme foudroyés sous le feu des lignes ennemies. Le maréchal Ney, qui avait eu cinq chevaux tués sous lui, combattait à pied avec ces *triaires* de l'armée française. Comme à Iéna, à Elchingen, à Borodino, il resta pendant quelque temps exposé à tous les coups, ayant mille chances d'être tué et ne recevant pas même une égratignure. Que n'est-il mort ce jour-là, au milieu d'un des carrés de la garde ! c'eût été une fin digne de celui que l'armée avait surnommé *le brave des braves !*

En voyant la marche offensive des Prussiens et la retraite confuse de l'aile droite, les quatre bataillons engagés perdirent confiance. Les six autres, formés en carrés derrière la droite, se trouvaient dans une position tout aussi fâcheuse. Attaqués par un nombre croissant de troupes fraîches, leurs rangs s'éclaircirent à vue d'œil : bientôt il ne leur resta plus d'autre perspective qu'une mort glorieuse. Ce fut dans ce moment que Wellington dirigea sur le centre de sa position les deux brigades de cavalerie Vandeleur et Vivian, que l'arrivée des Prussiens rendaient inutiles à l'aile gauche. Ces brigades poussèrent entre la Haie-Sainte et le corps de Reille, et tournèrent les bataillons de la vieille garde pour se jeter sur l'extrême droite en retraite. Napoléon les fit charger par ses quatre escadrons de service, seule cavalerie encore disponible.

Mais que pouvait cette faible troupe contre la masse et l'ardeur croissantes des alliés? Il aurait fallu avoir en ce moment toute la réserve; or, depuis longtemps, cette force était engagée, épuisée, anéantie... Malheur irréparable qui, empêchant la retraite de se faire convenablement, changea un échec ordinaire en une déroute sans exemple (1)!

Tandis que Ziethen écrase le corps de d'Erlon et déborde la gauche du crochet formé par celui de Lobau et par la jeune garde, Pirch tourne Planchenoit, déjà attaqué de front par Bulow. L'extrême droite de l'armée impériale, débordée et entourée par des forces quadruples, se pelotonne enfin et cherche un refuge dans la fuite.

Le même désordre signale la retraite du corps de d'Erlon. La garde seule conserve une attitude imposante; le brave général Michel tombe devant ses rangs éclaircis en s'écriant: *La garde meurt et ne se rend pas!*

Cependant, le flot des alliés va sans cesse grossissant dans la plaine. Déjà cinq carrés sont rompus, exterminés... Voyant ce carnage affreux, ce dévouement héroïque devenu sans objet, ses derniers carrés encore debout, cernés de toutes parts, leurs officiers hors de combat et leurs rangs éclaircis par la mitraille, Napoléon veut mettre un terme à ce glorieux, mais inutile sacrifice. Il retire sa garde, toute rouge pour ainsi dire de cet ardent brasier, où elle eût laissé son dernier homme (2). *La garde recule!* dit-on, et ce mot, répété dans les ténèbres, vole de bouche en bouche et précipite la retraite (3).

---

(1) « Si à huit heures et demie, dit Napoléon, cette réserve eût existé, l'orage qui boule« versa le champ de bataille eût été conjuré... » Mais quelques lignes plus bas, il avoue que son intention avait été d'engager la réserve à six heures. Il y a une sorte de contradiction entre ces deux passages.

(2) Elle disputa le terrain pied à pied et ne fut désorganisée par la masse des fuyards que sur les hauteurs de la Belle-Alliance, où se fit, un instant après, la jonction des armées anglaise et prussienne.

(3) Jusqu'à ce moment, le corps de Reille avait fait bonne contenance. C'est par l'intervalle

Wellington saisit à propos ce moment pour passer à une offensive vigoureuse. Toute sa ligne d'infanterie, appuyée par la cavalerie et l'artillerie, se porte contre les masses françaises, attaquées en même temps à revers par la cavalerie prussienne. Ce ne fut plus alors qu'une immense déroute.

A Rossomme (1), Napoléon espère un moment arrêter ce débordement inouï, en formant un carré du dernier régiment de la garde et en ordonnant à Gourgaud d'appuyer ce carré avec quelques pièces à demi démontées, et qui se trouvaient sur les lieux (2): vaine tentative! l'obscurité empêche les fuyards d'apercevoir ce point de ralliement, et le tumulte du champ de bataille rend l'action des cadres impuissante... Napoléon veut mourir dans le carré de Cambronne (3) ; mais Soult détourne son cheval en s'écriant : *Ah! Sire, les ennemis sont déjà assez heureux* (4)*!* Alors l'homme du destin s'enfuit comme le reste... *L'aigle n'était plus dans le secret des dieux.*

Le carré cependant tient ferme pour donner à l'empereur le temps de s'éloigner. *Rendez-vous!* lui crie-t-on de toutes parts. Un mot soldatesque, mais digne de l'histoire, fut la seule réponse de Cambronne : aussitôt, comme si la mort n'arrivait pas assez vite au gré de ces héros, ils se précipitent tête baissée dans les rangs ennemis. Un dernier cri de *Vive l'empereur!* se fait entendre au milieu de la fumée et du cliquetis des armes; puis l'on n'entend plus rien : la garde est morte, l'empire est fini...

---

de ce corps et de la garde, formée en carrés, que la cavalerie de Wellington fit irruption sur le champ de bataille.

(1) D'autres disent sur la hauteur entre la ferme de la Belle-Alliance et la maison d'Écosse.

(2) Un des boulets tirés par ces pièces emporta la jambe de lord Uxbridge.

(3) D'après M. de Saint-Hilaire, auteur d'une *Histoire de la garde impériale*, le dernier carré de la garde fut commandé par le baron Martenot. Ce fait peut être vrai, mais toujours est-il que le général Cambronne s'est trouvé dans le carré avec l'empereur et un grand nombre d'autres officiers.

(4) Extrait du *Journal de Gourgaud*.

Cette glorieuse immolation console encore aujourd'hui la nation française du plus cruel échec qu'aient éprouvé ses armes illustres.

Si la valeur des troupes anglaises dans cette mémorable journée s'éleva jusqu'à l'héroïsme, l'armée française ne resta point au-dessous de sa brillante réputation, et on ne sait ce qu'on doit admirer le plus, ou de la fermeté de ces bataillons qui résistèrent pendant deux heures aux charges de 7,000 cuirassiers français, — ou de l'ardeur des troupes impériales, qui, après une nuit passée dans la boue, se mirent en route le matin, la plupart sans avoir mangé (1), et soutinrent les fatigues de onze heures de combat et de marche dans un terrain détrempé, sans se plaindre, sans faiblir sur aucun point, malgré les impressions fâcheuses qu'avaient laissées de récentes défections, malgré les poignantes déceptions du champ de bataille! Mémorable journée, où l'on vit de part et d'autre des soldats qui n'avaient jamais combattu égaler en audace, en constance, en courage les vétérans d'Austerlitz et de Wagram (2).

A neuf heures du soir, Wellington et le vieux Blücher se rencontrèrent à la Belle-Alliance, où ils purent s'adresser de mutuelles félicitations.

Le général Gneisenau, officier plein de talent et de résolution, se porta avec toute la cavalerie prussienne sur les derrières de l'armée française. Les charges vigoureuses de cette cavalerie, favorisées par un beau clair de lune, rendirent tout ralliement impossible. Wellington appuya avec une

---

(1) Par suite du mauvais état des chemins, il y eut un retard fâcheux dans l'arrivée des voitures de transport.

(2) L'armée impériale comptait un grand nombre de recrues : l'armée alliée en avait plus encore. De Vaulabelle évalue le nombre des soldats français n'ayant jamais vu le feu à la moitié environ de l'effectif. Dans la garde elle-même, il y eut sur 18,500 hommes 4 à 5,000 conscrits.

partie de ses troupes le mouvement de Gneisenau, et se mit lui-même à la tête des poursuivants ; mais la fatigue de ses soldats l'obligea de s'arrêter entre Rossomme et Genappes.

Les Prussiens continuèrent la poursuite avec une ardeur qui témoignait de leur empressement à venger les désastres d'Iéna, d'Auerstaedt et de Ligny (1). Arrivés à Genappes, ils trouvèrent les parcs de l'armée française abrités par des barricades; mais cette précaution, loin d'être utile aux vaincus, augmenta leurs pertes en encombrant le seul passage qui restât libre pour la retraite. C'est à Genappes que fut prise la voiture de l'empereur et les différents objets qu'on a depuis étalés dans un musée spécial, à Londres (2).

Jamais bataille ne fut livrée avec plus d'opiniâtreté et de courage. Environ 6,000 hommes des deux armées périrent dans l'attaque d'Hougoumont ; près de 10,000 Français y furent mis hors de combat ; la division Foy seule perdit 3,000 hommes (3). Les pertes totales s'élevèrent aux chiffres suivants : Anglais et Hanovriens, 11,678 (4); Néerlandais, 3,547; Brunswickois, 1,000; Nassau, 1,000; Prussiens, 7,454 ; total, 24,679. Les Français eurent 18,500 hommes tués ou blessés, et 7,800 faits prisonniers (5); ils perdirent en outre 227 bouches à feu (6).

(1) « Les soldats de l'ennemi qui voulaient se reposer, dit Blücher, furent successivement « repoussés de plus de neuf bivacs ; le clair de lune favorisait la poursuite, qui n'était qu'une « véritable chasse, soit dans les champs, soit dans les maisons. » Un grand nombre d'officiers et de soldats se dérobèrent par une mort volontaire aux coups furieux de cette cavalerie... Les Prussiens n'accordèrent pas de quartier. Le général Duhesme, entre autres, quoique blessé, fut massacré par eux à l'entrée de Genappes.

(2) Voir le *Rapport* de Gneisenau sur la bataille de Waterloo.

(3) Boot's *narrative*.

(4) D'après les états officiels, publiés par Gurwood, les Anglo-Hanovriens eurent à Waterloo 2,047 tués, 7,016 blessés et 1,623 manquants.

(5) 7,008, d'après Gourgaud.

(6) D'après Maxwell, les alliés prirent à Waterloo 142 bouches à feu, 195 voitures d'artillerie et 72 wagons de transport. Napoléon évalue les pertes totales pendant toute la campagne à 170 bouches à feu et à 41,000 hommes , dont 6,000 prisonniers. D'après la même source , les alliés eurent 63,000 hommes hors de combat, dont 38,000 Prussiens. D'après les *Victoires et*

Au nombre des morts se trouvaient, du côté des Français, les généraux Michel et Devaux, et, du côté des alliés, Ponsonby et Picton. Ce dernier s'était battu comme un lion, bien qu'il eût eu deux côtes enfoncées à la bataille du 16 (1).

En rendant compte de cette victoire au maréchal Beresford (2), Wellington écrivit : « Jamais je n'ai vu de mêlée aussi « effroyable. Des deux côtés, on ressemblait à ce que les « boxeurs nomment des *gloutons*. Napoléon n'a fait aucune « manœuvre. Il s'est avancé à la vieille manière, en colonnes, « et il a été repoussée à la vieille manière. La seule différence « c'est qu'il a mêlé sa cavalerie à son infanterie, et qu'il les « a soutenues par une énorme quantité d'artillerie. »

Non moins décisive que les journées d'Azincourt, de Poitiers, de Hochstedt et de Vittoria, la journée de Waterloo décida du sort de l'empire. On a attribué la perte de cette bataille à des causes diverses, les unes accidentelles, les autres provenant de fautes commises et d'ordres mal exécutés. D'après les historiens français, Napoléon eût été vainqueur sans les pluies qui rendirent le terrain impraticable avant le milieu du jour, sans la faute de Ney, qui engagea les réserves de cavalerie une heure trop tôt, et sans l'incurie de Grouchy, qui, après avoir négligé l'occasion d'être le 17 au matin à Wavre, dédaigna le conseil donné, vers onze heures et demie, par le comte Gérard, de marcher sur le canon de Waterloo. Mais on a vu plus haut que le retard de l'attaque ne doit pas être attribué au terrain : trois ou quatre heures d'un temps brumeux ne pouvaient guère le sécher. Quant à l'emploi intempestif des réserves, on ne sait encore s'il faut le reprocher à Ney ou à Napoléon. Des documents publiés jusqu'à ce

---

conquêtes, les Français perdirent du 15 au 19, 36,500 hommes, et les alliés près de 50,000, dont 25,000 Anglo-Hollandais.

(1) *Robinson's memoirs of Picton,* t. II, p. 362.

(2) 2 Juillet 1815.

jour, il semble résulter que c'est plutôt ce dernier qui doit en être responsable, puisqu'il n'arrêta point le faux mouvement de la cavalerie, et qu'il négligea de remplacer au commandement général de la garde le duc de Trévise, éloigné momentanément pour cause de maladie (1).

Les fautes reprochées à Grouchy ont certes une haute gravité, mais des juges impartiaux ont émis l'opinion, que si ce maréchal avait reçu des instructions précises, et si l'on avait pris toutes les précautions nécessaires pour lui faire parvenir les ordres expédiés dans la nuit du 17 et la matinée du 18, il serait arrivé à temps sur le champ de bataille. Toute la question est de savoir dans quelles circonstances il se serait présenté, et quel résultat aurait produit son apparition.

Au milieu des conjectures auxquelles ce problème a donné lieu, voici, d'après nous, la plus vraisemblable : le 17 au soir, Blücher était avec toute son armée autour de Wavre. Grouchy n'avait pu s'opposer à cette concentration, ayant reçu seulement vers midi l'ordre de quitter Sombreffe. Jusqu'ici, on n'a donc rien à lui reprocher. — Sa grande faute, dit-on, est de s'être arrêté à Gembloux. Eh bien, supposons que le maréchal, se conformant aux intentions de l'empereur, se fût présenté le 18 au matin devant Wavre; aurait-il empêché une armée deux fois et demie plus forte que la sienne (2) de l'écraser, ou d'envoyer un détachement au secours de Wellington (3)? Personne n'oserait le soutenir. La seule résolution qui

---

(1) Au moment de l'entrée en campagne, Mortier avait ressenti une attaque de sciatique. Cette maladie, selon quelques historiens, fut un prétexte pour ne pas suivre Napoléon, que la plupart de ses anciens lieutenants regardaient déjà à cette époque comme un homme fini.

(2) Quelques auteurs portent l'effectif de Blücher à 86,000 hommes; mais nous sommes portés à croire que ce général n'avait plus que 75,000 combattants: 50,000 furent dirigés sur Waterloo et 25,000 restèrent avec Thielman, à Wavre.

(3) Napoléon pensait que si Grouchy avait campé dans la nuit du 17 devant Wavre, Blücher n'aurait fait aucun détachement pour sauver Wellington. (T. IX, p. 174, de ses *Mémoires*.) — Cette opinion s'explique par la fausse idée qu'avait l'empereur de la force numérique et de la situation morale de l'armée prussienne.

dans cet état de choses aurait pu donner de grands résultats, c'était d'attaquer les colonnes prussiennes en flanc, par une marche exécutée le 18 au matin de Gembloux sur Mont-Saint-Guibert (1). On a lieu de croire, en effet, sans avoir toutefois la moindre certitude à cet égard (2), que Blücher aurait arrêté ou suspendu son mouvement sur Ohain et Saint-Lambert, si, dans l'après-dîner, il avait entendu le canon des Français dans cette direction. Mais, comme le dit fort bien le général Jomini, « bien peu de généraux eussent pris la « résolution de se jeter ainsi sur Saint-Lambert sans savoir « ce que le gros des forces de Blücher entreprendrait. » En résumé donc, Grouchy ne fit du tort à l'armée française que parce qu'il ne fut pas dans cette circonstance grand capitaine. Il est vrai qu'à onze heures et demie (3), à Sart-lez-Walhain, Gérard lui conseilla de marcher sur le canon de Waterloo; mais le maréchal invoqua de nouveau ses instructions, qui lui ordonnaient *de suivre les Prussiens et de se diriger sur Wavre* (4). Au reste, quand même Grouchy, se tenant à l'esprit de ses instructions plutôt que la lettre, eût suivi le conseil de Gérard, il ne serait point arrivé sur le champ de bataille avant

---

(1) « Il fallait, dit le général Jomini, à la pointe du jour, diriger Vandamme et Gérard sur « Moustier, la cavalerie de Pajol et la division de Teste sur Wavre, à la poursuite de l'ar- « rière-garde. »

(2) Une circonstance qui permet de croire que Blücher ne se serait point arrêté, c'est qu'il pensa, jusqu'au dernier moment, n'être suivi que par le 3e corps. C'était aussi l'opinion du duc de Wellington; car on lit dans une *lettre* adressée par lui *au comte Bathurst*, et datée du Cateau, le 22 juin : « Le 3e corps, qui, comme j'en ai informé Votre Seigneurie, « dans mes dépêches du 19, *a été détaché pour observer l'armée prussienne*..... fait sa « retraite par Namur et Dinant. »

(3) D'après les *Victoires* et *conquêtes*, Grouchy ayant mis le gros de son armée en mouvemement à dix heures, arriva seulement à Walhain entre midi et une heure.

(4) Ce mouvement rentrait si bien dans les intentions de l'empereur, qu'il le prescrivit de nouveau dans l'ordre expédié le 18, à dix heures du matin (ordre que le maréchal reçut à quatre heures de l'après-dîner). Voici l'extrait le plus important de cette pièce : « L'em- « pereur me charge de vous prévenir, qu'en ce moment Sa Majesté va faire attaquer l'ar- « mée anglaise... Ainsi, Sa Majesté désire *que vous dirigiez vos mouvements sur Wavre*, « afin de vous rapprocher de nous, de vous mettre en rapport d'opérations et lier les com- « munications, *poussant devant vous* les corps de l'armée prussienne qui ont pris cette « direction...» — Si cet ordre était arrivé à midi et demi, comme on l'avait espéré, et comme cela était possible, Grouchy n'aurait pas agi autrement qu'il n'a fait.

sept heures et demie du soir (1), puisque de Sart-lez-Walhain à Frichermont il y a six lieues et demie de poste, et que les chemins dans la journée du 18 étaient si mauvais, que l'armée prussienne mit neuf heures pour faire les quatre lieues qui séparent Wavre de Mont-Saint-Jean.

Il résulte de ce qui précède, que les 32,000 hommes détachés sur la droite, s'ils s'étaient conformés aux instructions de Napoléon, n'auraient point empêché les Prussiens de secourir Wellington; et que s'ils avaient suivi les conseils du commandant du 4e corps, ils seraient arrivés trop tard (2).

Napoléon n'aurait pu vaincre à Waterloo que s'il avait commencé l'attaque à neuf heures du matin, ou si Grouchy avait eu à un haut degré le génie des grandes combinaisons militaires.

La question de savoir ce qui serait arrivé si le commandant de la droite avait reçu à temps les ordres expédiés le 17, à dix heures du soir, et le 18, à dix heures du matin et à une heure de relevée, est beaucoup plus difficile à résoudre et ne sortira probablement jamais du champ des conjectures (3).

---

(1) Le comte Gérard pense qu'on serait arrivé plus tôt. D'après lui, il ne fallait que trois heures et demie pour aller de Sart-lez-Walhain à Frichermont; d'après les *Victoires et conquêtes*, trois heures seulement. C'est une erreur : la distance en ligne droite de ces deux points est de 11,000 toises; par les chemins existants, elle était de 13,000 environ : et ces chemins se trouvaient alors en si mauvais état, que le général d'artillerie Baltus déclara à Grouchy que les pièces n'y pourraient pas suivre l'infanterie. Comme la discussion s'était prolongée dans le jardin de l'hôtelier de Sart, il eût été environ une heure, quand on se serait mis en route, et au moins sept heures, croyons-nous, quand les deux corps auraient atteint Planchenoit. Les retards éprouvés par l'armée prussienne, en route depuis le matin, donnent à cette opinion une certaine autorité.

(2) Voici un autre fait invoqué contre Grouchy. Le 18, à 2 heures, le général Berthezène, arrivé à une lieue de Wavre, sur la hauteur de la Baraque, vit les colonnes de Ziethen et de Pirch se diriger en toute hâte vers Mont-Saint-Jean : elles étaient en ce moment engagées dans les défilés de Saint-Lambert. Le maréchal, prévenu de cette circonstance, répondit qu'il était sur la bonne route, et continua à marcher sur Wavre. Que serait-il arrivé s'il s'était jeté sur le flanc des colonnes en marche? Nous croyons qu'il aurait été attaqué par Thielman, et que Blücher n'en eût pas moins continué sa route. Le caractère aventureux du maréchal, la promesse faite à Wellington d'arriver à son secours avec au moins deux corps, et l'ordre donné à six heures, quand il entendit la canonnade de Wavre, tendent à justifier cette opinion.

(3) L'ordre expédié le 17 au soir n'arriva point. Celui, daté du Caillou le 18, à dix heures

Au reste, supposons que le retard apporté dans ce cas à la marche de Bulow eût rendu le 6e corps disponible pour l'attaque du centre, et que cette attaque eût obtenu le résultat qu'en attendait l'empereur; quel avantage l'armée française aurait-elle retiré de sa victoire? Probablement elle eût eu le lendemain une nouvelle bataille à livrer, et si ce n'eût été le lendemain, quelques jours après un demi-million de Russes et d'Autrichiens l'auraient forcée à rétrograder sur Paris.

La France était divisée par les factions, épuisée, ruinée par vingt années de guerre. Toute l'énergie de 1792 et toute l'activité du vainqueur de Rivoli eussent été impuissantes à la sauver. Les alliés, d'un autre côté, avaient la ferme résolution de rétablir les Bourbons; ils étaient plus unis que jamais, plus forts qu'à aucune époque de l'histoire; leurs armées étaient excellentes et leurs généraux avaient merveilleusement profité des dures leçons du passé. Aussi, malgré toute la confiance que devait avoir dans son génie le vainqueur de tant de coalitions, Napoléon n'a jamais pu croire au triomphe définitif de ses armes dans l'état d'isolement où la France se trouvait réduite par la déclaration du 13 avril. En passant la Sambre, il n'avait plus, en réalité, que la chance de bien finir. Sans doute des victoires éclatantes pouvaient encore illustrer ses aigles; mais de succès en succès, il devait aboutir fatalement à une catastrophe. Waterloo n'a trompé ses espérances qu'en avançant de quelques jours un dénoûment prévu, mais dans tous les cas inévitable!

L'historien impartial reconnaîtra que la campagne de 1815,

---

du matin, n'arriva qu'à quatre heures de l'après-dîner, et celui de une heure ne fut reçu qu'après sept heures du soir. La faute de ces retards doit être attribuée aux officiers chargés de transmettre les ordres, et surtout au maréchal Soult, qui les confia en un seul original et à un seul courrier.

quoique digne à son début des plus beaux exploits de l'empire, ne révèle pas à un haut degré les qualités et les talents extraordinaires qui ont immortalisé le vainqueur de Rivoli, de Marengo, d'Ulm, de Ratisbonne, de Champ-Aubert et de Montmirail.

Le 16 au matin, Napoléon perdit un temps précieux, qui permit à Blücher de se reconnaître, et qui favorisa la concentration de l'armée anglo-néerlandaise par l'inaction où ce retard laissa les corps du maréchal Ney (1). Le même jour, l'empereur commit la faute de rappeler les troupes du comte d'Erlon dans un moment où le prince de la Moscowa en avait le plus grand besoin, et la faute plus grave encore de les laisser partir après qu'elles se furent montrées derrière Saint-Amand.

A cette double circonstance se rattache la perte de la bataille des Quatre-Bras et la réorganisation de l'armée prussienne après Ligny.

On a dit avec raison que l'échec de Blücher eût été complet, irréparable si Napoléon, au lieu d'inspecter le champ de bataille et les troupes qui avaient combattu, se fût mis immédiatement à la poursuite des vaincus. On a reproché aussi à l'empereur d'avoir négligé l'occasion de séparer les Prussiens des Anglo-Néerlandais, en attaquant leur droite dans un ordre oblique prononcé; — d'avoir laissé en arrière le 6e corps, dont l'effectif était de 11,770 hommes, et d'avoir

---

(1) « Napoléon aurait dû, dès six heures du matin, se mettre aux trousses des Prussiens, « ou bien tomber de toutes ses forces sur Wellington, dont la réserve de cavalerie, l'artille- « rie et une partie de l'infanterie n'étaient arrivées que dans la nuit, harassées de fatigue. « La nécessité de ne pas laisser la ligne de retraite de Charleroi à la merci du général « anglais faisait une loi de se porter de préférence contre lui. » JOMINI, p. 185.

Cette opinion se rapproche de celle que le maréchal Ney exprima dans sa *lettre au duc d'Otrante*. Le prince de la Moscowa aurait voulu qu'au lieu de livrer deux batailles le même jour, l'empereur eût fait surveiller les Prussiens par un corps d'observation, et marché ensuite avec le gros de ses troupes au secours des 1er et 2e corps engagés aux Quatre-Bras. Ainsi l'armée anglaise eût été détruite entre les Quatre-Bras et Genappes, et séparée de Blücher. L'empereur se serait retourné ensuite contre cette dernière, dont il aurait eu facilement raison.

massé sa cavalerie sur la droite, où elle ne pouvait pas agir avec autant d'avantage qu'à l'autre aile.

Le gros de l'armée française resta toute la journée du 17 aux environs de Fleurus, et ce fut seulement à midi que le maréchal Grouchy reçut l'ordre de quitter Sombreffe et de poursuivre les Prussiens dans *la direction de Namur* (1). Ainsi, après avoir laissé la matinée du 16 à Blücher, Napoléon eut le tort irréparable de laisser la journée du 17 à Wellington.

A Waterloo, d'autres fautes furent commises. D'abord on ne se donna pas la peine de reconnaître exactement la position de l'ennemi. Ensuite l'empereur, convaincu que les Prussiens étaient hors de combat, commença la bataille plus tard qu'il n'aurait fait s'il avait craint l'arrivée de Blücher. Il fit la première attaque contre la Haie-Sainte avec des masses trop profondes; il engagea ou permit qu'on engageât trop tôt sa réserve de cavalerie; enfin, il montra quelque hésitation quand, vers six heures, il eut acquis la preuve qu'un effort général sur le centre pouvait réussir. Cet effort, du reste, ne se fit pas avec assez de troupes, ni avec assez d'ensemble. En général, toutes les attaques faites dans cette journée eurent le défaut d'être mal soutenues. Les auteurs français eux-mêmes sont obligés d'en convenir (2).

Le maréchal Grouchy a quelque raison d'accuser l'empe-

---

(1) Il aurait fallu, de grand matin, assigner à Grouchy la direction intermédiaire entre Liége et Bruxelles, qui convenait dans toutes les hypothèses de retraite de Blücher; l'occupation de la ligne de la Dyle aurait suffisamment couvert la droite de l'armée française.

Si Napoléon avait connu, le 17 au matin, la situation exacte de l'armée prussienne et les intentions de Blücher, il n'aurait pas dû envoyer 32,000 hommes à sa poursuite : c'était en effet un détachement trop faible pour empêcher 80,000 hommes d'arriver à Waterloo, et trop fort pour jouer seulement le rôle de corps d'observation. L'excuse de l'empereur est dans la fausse idée qu'il s'était faite de l'armée battue à Ligny.

(2) Le compte rendu de la bataille de Waterloo, publié par le *Moniteur universel* du 21 juin 1815, prouve que Napoléon n'avait pas, même à l'époque où il fit cette relation, une idée bien nette de ce qui s'était passé le 18. En effet, on a peine à s'expliquer les phrases suivantes, extraites textuellement du journal officiel : « Le comte d'Erlon attaqua le village « de Mont-Saint-Jean, et fit appuyer son attaque par 80 pièces de canon... » « Une brigade de

reur de n'avoir pris aucune mesure pour rester en communication avec l'aile droite. Cette aile ne fut ni défendue, ni couverte, et cependant la faiblesse de la gauche ennemie devait faire supposer que des secours arriveraient de ce côté.

On ne sait encore si c'est à l'empereur ou au major général que l'on doit attribuer le défaut de précision des ordres et la faute grave d'avoir confié à un seul courrier les dépêches destinées au maréchal Grouchy, d'où dépendait le salut de l'armée. Il aurait fallu, comme cela se faisait du temps de Berthier, envoyer plusieurs officiers porteurs du même ordre. Au reste, une des circonstances funestes de la campagne de 1815 fut incontestablement la faiblesse et la mauvaise organisation de l'état-major français. Du côté des alliés, au contraire, le service de ce corps se fit avec une intelligence et une précision dignes d'éloges. Les Prussiens surtout prouvèrent qu'ils avaient fait sous ce rapport de grands progrès depuis les funestes événements de 1806.

Dans la courte mais décisive campagne de 1815, lord Wellington et Blücher montrèrent autant d'activité que de talent.

Le maréchal prussien concentra ses forces avec une habileté remarquable. Attaqué à l'improviste le 15, il se trouva le lendemain avec 80,000 hommes à Ligny; et quoique battu

---

« la 1re division du comte d'Erlon, s'empara du village de Mont-Saint-Jean... » avant la charge de Ponsonby !

Le nom du maréchal Ney ne se trouve pas une seule fois cité dans cette relation, et on n'y parle que de l'arrivée du seul corps de Bulow. Ce n'est pas à l'attaque des corps de Pirch et de Ziethen que Napoléon attribue la déroute, mais « à la *terreur panique* que produisit l'échec de quatre bataillons de la moyenne garde, culbutés par plusieurs escadrons anglais. »

Un peu avant cette catastrophe, « toute l'armée, dit-il, voyait avec satisfaction la bataille « gagnée et le champ de bataille en notre pouvoir. »

On ne dirait pas que ce rapport émane du commandant en chef de l'armée française. Pour nous, c'est un document inexplicable.

ce jour-là avec des pertes considérables, il put réunir toute son armée, le 17, à Wavre. Son chef d'état-major alla s'entendre le même jour avec Wellington pour les dispositions du lendemain (1), et, le 18, avant quatre heures du matin, le corps de Bulow reçut l'ordre de se diriger sur Saint-Lambert. Deux autres corps prirent la même route quelque temps après; de sorte qu'avant midi 50,000 Prussiens se trouvèrent engagés dans des chemins détestables, longeant une forêt et présentant leur flanc à un corps de 32,000 Français. Cette marche, déjà si dangereuse en elle-même (2), Blücher eut la témérité de la poursuivre, bien que vers une heure (3) il entendît le bruit du canon dans la direction de Wavre. Le maréchal opéra sa jonction avec l'armée anglaise au moment décisif de la bataille; enfin, après la déroute de l'ennemi, il ordonna une poursuite remarquablement vigoureuse pour des troupes sur pied depuis dix-neuf heures. Ce sont là des faits qui rappellent les beaux jours du vainqueur de Lodi, et dont

---

(1) Voir Jomini, *Précis de la Campagne* de 1815, p. 224.

(2) Le général Muffling prétend que cette situation eût été *la plus désavantageuse possible*, si Wellington avait été battu, et si Grouchy était arrivé pendant la bataille. « Le 1er corps, dit-il, était séparé du 2e; celui-ci du 4e, et ce dernier à son tour du 1er par des défilés; tous l'étaient du 3e corps par l'ennemi même. Les chemins de traverse de la forêt de Soignes étaient devenus presque impraticables pour l'artillerie, par une pluie de deux jours, et les chaussées auraient été occupées par l'ennemi. » (*Campagne de Waterloo*, etc., p. 68.)

Il faut remarquer cependant que Blücher ne croyait avoir sur son flanc et ses derrières que le corps de Vandamme, ce qui diminue un peu l'audace de sa résolution.

(3) D'après Grouchy, c'est vers 10 heures et demie que le général Excelmans atteignit l'arrière-garde prussienne, à la Baraque, à une petite lieue de Wavre; mais le récit du général Gérard et d'autres témoignages prouvent que cette heure n'est pas exacte. Grouchy lui-même déclare que, pendant le combat livré à l'arrière-garde prussienne, il entendit le canon de Waterloo, lequel ne commença à tonner que vers midi. Au reste, le 3e corps n'arriva à la Baraque que vers 2 heures, et le 4e plus tard encore. Quant à l'attaque de Wavre, elle n'eut lieu que vers quatre heures.

D'après les auteurs allemands, Blücher ne reçut qu'à six heures l'avis officiel de cette dernière attaque; il donna aussitôt aux corps de Pirch et de Von Ziethen l'ordre de continuer leur marche, et à celui de Thielman l'ordre de soutenir seul le choc de Grouchy, sauf à se retirer, en cas de malheur, sur Liége.

Si cet avis de même que le bruit du canon, entendu vers une heure, ne changèrent point la résolution de Blücher de marcher sur Mont-Saint-Jean, il faut l'attribuer d'abord à la promesse qu'il avait faite à Wellington, et ensuite à ce qu'il se croyait suivi seulement par le 3e corps français. (Voir C. V. W. *Geschichte*, etc., p. 88, 97, 98.)

l'honneur revient en partie au général Gneisenau, l'habile chef d'état-major de l'armée prussienne.

Le duc de Wellington et l'armée anglaise ne méritent pas moins d'éloges. On doit reprocher cependant au duc la dispersion de ses cantonnements à une époque où les troupes auraient dû être campées ; — une certaine hésitation dans les premiers ordres, donnés le 15 au soir ; — enfin le détachement qu'il fit sur Hal, où 17,500 hommes restèrent l'arme au bras, pendant toute la journée du 18 (1). Son plan de campagne, du reste, était bien conçu et on peut dire qu'il prit toutes les mesures nécessaires pour en assurer le succès.

Le choix des Quatre-Bras et de Sombreffe pour points de réunion des troupes anglaises et prussiennes était conforme aux principes de l'art, et la position en avant de Mont-Saint-Jean offrait, quoi qu'on en ait dit, un champ de bataille avantageux. Cette position fut convenablement occupée et très-bien défendue. Toutefois, il eût été préférable de mettre plus de troupes sur la gauche et moins sur la droite, parce que le but essentiel de l'empereur était d'amener la séparation définitive des Anglais et des Prussiens.

Pour le reste, le vainqueur de Waterloo ne mérite que des éloges. Les tacticiens reconnaîtront qu'il eut le bon esprit d'épargner ses troupes, le plus longtemps possible, en mas-

---

(1) Le général de Vaudoncourt porte l'effectif du corps détaché sous les ordres du prince Frédéric à 19,000 hommes. Ce chiffre est trop élevé. Il y avait à Hal, dans la journée du 18 :

La 6e brigade anglaise de la division Colville,		forte de	2,673	hommes.
La 6e » hanovrienne	»	»	2,515	»
La brigade indienne d'Anthing	»	»	3,738	»
La 1re division néerlandaise	»	»	6,662	»
La brigade de cavalerie hanovrienne, sous les ordres du colonel Estorff.		»	1,877	»
		Total	17,465	hommes.

Quatre brigades hanovriennes, comptant 10,441 hommes, se trouvaient sous les ordres du général Van der Decken, à Anvers.

quant certains régiments derrière les plis du terrain; — que l'apparition inattendue de ces régiments dérangea les combinaisons de l'ennemi; — que tous les mouvements ordonnés depuis le matin jusqu'à l'arrivée de Blücher furent bien coordonnés, bien soutenus; — que le duc profita avec beaucoup de sang-froid et d'à-propos des circonstances favorables qui se présentèrent; — qu'il prolongea enfin très-habilement la défense, en faisant entrer ses réserves lentement et successivement en ligne. Les troupes anglaises, d'ailleurs, animées par son exemple et rassurées par son maintien stoïque, le secondèrent admirablement. Jamais, au témoignage des Français eux-mêmes, on n'avait vu des carrés soutenir plus longtemps les charges réitérées d'une cavalerie aussi nombreuse et aussi redoutable que celle de la garde impériale. « Vers sept heures, dit le général de Vaudoncourt, on vint annoncer au duc que la division Picton, forte de 7,158 hommes dans la journée du 15, ne présentait plus que 1,500 à 1,600 combattants. *Il faut qu'ils restent en place jusqu'au dernier* fut sa seule réponse, et ils restèrent... » Au général Hill, lui demandant ses intentions pour le cas où Sa Seigneurie serait mise hors de combat, il dit : *Je n'ai pas d'autre pensée que de tenir ici tant que je pourrai* (1). Obligé de s'enfermer à tout moment dans un carré pour se soustraire aux charges de la cavalerie française, il ne cessait d'exhorter ses braves soldats, en leur disant avec sa simplicité habituelle : *Si nous sommes battus, que dira-t-on de nous en Angleterre ? (Stand fast* 95 *th! we must not be beaten, my friends : what will they say of us in England?)* On rapporte que le spectacle du carnage accompli sous ses yeux l'impressionna si vivement, qu'il s'écria, ému jusqu'aux larmes : *Il faut encore quelques*

---

(1) Un officier général demande à faire relever sa brigade, réduite au tiers : *C'est impossible*, dit Wellington, *lui et moi, et nous tous, nous devons mourir sur la place que nous occupons en ce moment...* (*Campaigns of the duke*, etc.)

heures pour tailler en pièces ces braves gens : plaise au ciel que la nuit ou les Prussiens arrivent avant (1)*!*

Toutes les relations impartiales constatent que le duc ne montra jamais plus d'activité et de courage personnel que dans la mémorable journée du 18. Si nous avions besoin de réfuter les allégations de certains auteurs, qui représentent Wellington se tenant immobile et comme pétrifié sous un arbre, ne donnant aucun ordre et laissant faire ses soldats, jusqu'au moment où Blücher vint le tirer de sa léthargie ; s'il était de la dignité de l'histoire de réfuter de pareilles calomnies, nous invoquerions le témoignage unanime des officiers présents à la bataille. Parmi ces derniers, il en est un qui, en sa qualité d'étranger et de général espagnol, est peu suspect d'avoir montré un excès de bienveillance pour le duc de Wellington, c'est le général Alava. Après la bataille, cet officier écrivait à l'un de ses compatriotes, don Pedro Cevallos : « Vers sept heures du soir, Bonaparte, à la tête de sa garde, attaqua la position anglaise avec une telle vigueur que, pour un moment, la victoire fut indécise et même plus que douteuse. Le duc, sentant que le dénoûment approchait, parla aux troupes avec cet ascendant que possèdent tous les hommes supérieurs ; puis, se mettant à leur tête, il rétablit le combat, s'exposant aux plus grands dangers. Heureusement, à l'instant même, nous aperçûmes le feu du général Blücher qui attaquait la droite de l'ennemi avec son impétuosité ordinaire. Le moment d'une attaque décisive étant venu, le duc se mit à la tête des gardes anglaises à pied, leur dit quelques mots auxquels ils répondirent par un *hourra* général, puis Sa Seigneurie, les guidant avec son chapeau, les fit marcher à la baïonnette, pour attaquer corps à corps la garde impériale (2). »

---

(1) Paroles citées par de Vaudoncourt et Stocqueler.

(2) Lettre citée par Le Mayeur.

Un auteur français, M. de Beauchamp, rend à Wellington la même justice en disant que « dans les moments les plus cri-« tiques, il se porta au milieu du feu pour se montrer aux sol-« dats et les rassurer par sa présence. »

Le duc, avec cette parfaite équité et ce noble désintéressement dont il a donné tant de preuves, attribue, dans son *rapport*, le succès de la bataille de Waterloo *à l'assistance cordiale et opportune qu'il avait reçue de l'armée prussienne* (1).

Quelques historiens se sont emparés de cet aveu pour revendiquer en faveur du maréchal Blücher tout l'honneur de la victoire. Nous devons, dans l'intérêt de la vérité, protester contre cette injustice. Sans doute à l'arrivée du corps de Bulow, la position de Wellington était grave ; cependant, rien n'autorise à dire qu'elle fût désespérée. Jusque-là ses troupes n'avaient obtenu que des succès. La fortune, il est vrai, pouvait changer, et, suivant toute apparence même, elle se serait déclarée contre les alliés, si Blucher n'avait pas débouché sur la gauche de la position (2); mais enfin, si les Prussiens arrivèrent à propos et décidèrent la victoire, on le doit à Wellington plutôt qu'à l'initiative de leur général. Il est certain, en effet, que les opérations du 18 avaient été concertées entre les deux maréchaux. Cela résulte clairement du rapport de Wellington, où il est dit « qu'après l'affaire de Ligny, le lieutenant-colonel Gordon fut envoyé au quartier-général prussien pour s'entendre avec Blücher *relativement à la coopération de l'armée anglaise, qui avait ordre de se retirer dans la position en avant de Waterloo.* » Le général Gneisenau, d'un autre

---

(1) Blücher fut moins généreux; car dans son *Rapport* sur la bataille, il se plaît à constater qu'au moment de l'arrivée des Prussiens, la position de Wellington était très-menacée. On trouve à la vérité dans ce *Rapport* un éloge pompeux des troupes anglaises, mais pas un mot en faveur du général qui les avait si admirablement conduites.

(2) Châteaubriant, qui était alors à Gand avec Louis XVIII, affirme dans ses *Mémoires d'Outre-Tombe*, « que le 18, au matin, avant les premiers coups de canon, le duc de Welling-» ton déclara qu'il pourrait tenir jusqu'à trois heures, mais que si les Prussiens ne parais-« saient pas, il serait nécessairement écrasé. »

côté, affirme (1) que Wellington avait annoncé, le 17 à Blücher, sa résolution d'accepter la bataille, si l'on pouvait l'appuyer avec deux corps, et que le maréchal, en réponse à cette communication, avait promis de venir avec toute son armée(2). Il paraît même que le duc avait obtenu l'assurance que ce secours arriverait entre une et deux heures (3).

On ne peut donc refuser à Wellington le titre de vainqueur de Waterloo, puisque c'est lui qui arrêta les mesures collectives pour la journée du 18, qui choisit et occupa le champ de bataille, qui dirigea pendant sept heures les opérations tactiques, et qui ordonna l'attaque décisive au moment où les Prussiens, conformément à leurs promesses, débouchèrent sur la droite de l'ennemi. Du reste, pour se convaincre que le génie du duc a présidé à toute cette campagne, il suffit de la comparer à celle de 1814, où Blücher joua un rôle important. Que de fautes ont été commises dans cette dernière, et combien peu dans l'autre! A Montmirail, les corps de Sacken, d'York et de Kleist, forts de 40,000 hommes, furent attaqués, battus et jetés au delà de la Marne par 16,000 Français. Dans le même temps, Blücher, avec 20,000 hommes, était contenu par Marmont, qui n'en avait que 4,000, et l'armée de Schwartzenberg, forte de 100,000 combattants, tenue en échec par les corps de Macdonald, Oudinot et Gérard, comptant à peine 18,000 hommes. Napoléon avoue que le souvenir de ces victoires le décida en 1816 à attaquer les alliés avec une armée beaucoup plus faible que la leur.

On a dit que Wellington ne s'attendait pas à vaincre, et qu'il fut étonné du résultat de la bataille (4). Ceux qui savent

---

(1) Dans sa *Relation de la bataille de Waterloo*.

(2) Voir encore ALISON, t. X, p. 464; GURWOOD, t. XII, p. 477 et 478.

(3) Maxwell dit qu'en acceptant la bataille, Wellington comptait être livré à lui-même au plus pendant quatre heures. (T. III, p. 497.)

(4) L'opinion que Wellington avait gagné par hasard la bataille de Waterloo, et qu'il en fut lui-même tout surpris, a été générale en France, et s'y trouve encore acceptée par beau-

avec quel soin le duc a toujours cherché à mettre de son côté les chances de la victoire, n'accepteront pas ce jugement. Ils verront dans les dispositions même qu'il avait prises le gage d'un succès qui n'étonna que ses ennemis. Wellington eut si peu l'intention de faire un coup de tête et de finir sa carrière par un désastre éclatant, qu'avant la campagne, et le jour même du dénoûment, il avait écrit à plusieurs personnes pour témoigner de sa confiance inébranlable dans le résultat de la lutte.

On lit en effet dans une lettre du 8 mai, adressée au général Stewart : « Je n'ai rien à dire sur nos opérations défensives, « parce que je suis porté à croire que Blücher et moi nous « sommes si bien unis et si forts, que l'ennemi ne peut pas « nous faire beaucoup de mal. Je me trouve au premier poste. « La plus grande partie des forces ennemies est devant moi, « et *quand je suis rassuré nul ne doit avoir de crainte.* »

Deux jours après, il écrivait au prince de Metternich : « Il « me semble impossible qu'avec la prudence et les disposi- « tions les plus ordinaires, nous échouions dans nos opéra- « tions militaires. »

Dans la matinée du 18 juin, quand déjà l'armée impériale se déployait pour le combat, le duc adressa à Charles Stuart le billet suivant : « Tranquillisez, je vous prie, les Anglais, « si vous le pouvez : qu'ils se préparent à partir ; qu'ils n'y « mettent ni précipitation ni frayeur, *car les affaires tour- « neront bien pour nous.* » Enfin, au moment de monter à cheval, il envoya au duc de Berry une lettre finissant par ces

---

coup de personnes. Nous nous rappelons avoir vu un portrait du général anglais avec ce quatrain qui, sous une forme piquante, rendait une pensée alors très-commune :

D'où vient cet air d'étonnement
Sur ce visage où dut briller la gloire?
C'est que le peintre a, maladroitement,
Peint le héros le jour de sa victoire.

mots : « J'espère, et de plus *j'ai toute raison de croire que* « *tout ira bien* (1). »

Ces témoignages sont précieux; ils font non-seulement ressortir l'exagération des Prussiens, qui attribuent à Blücher le succès de Waterloo, mais ils mettent encore en lumière le jugement solide et la froide impassibilité du général anglais.

En face du plus grand capitaine qui ait jamais existé, et d'une armée supérieure sous tous les rapports à celle des alliés, il n'eut qu'une seule crainte, peu sérieuse en elle-même (exprimée dans sa lettre au duc de Berry) : c'est la crainte d'être *tourné par Hal.*

De nombreux témoins oculaires ont attesté que pendant la bataille, Wellington ne montra ni embarras ni hésitation (2). Presque toutes les personnes de sa suite furent mises hors de combat (3), et il y eut un moment où son état-major se trouva réduit à un seul officier. Après la charge décisive qui termina la journée, le duc se tint constamment à la tête des corps avancés, et comme on lui fit observer qu'il ne tarderait pas à être victime de cet empressement, *qu'importe,* dit-il, *la bataille est gagnée, ma vie n'a plus de valeur* (4)! Une nature plus vive et plus irritable ne permit pas à Napoléon de con-

---

(1) Napoléon paraît avoir eu la même confiance, puisqu'on a trouvé dans ses papiers une proclamation aux habitants de la Belgique et de la rive gauche du Rhin qui devait être publiée après la déroute des alliés. Cette pièce renferme entre autres le paragraphe suivant : « Napoléon est au milieu de vous ; vous êtes dignes d'être Français ; levez-vous en masse, « joignez-vous à mes phalanges invincibles pour exterminer le restant de ces barbares qui « sont vos ennemis et les miens. »

« Palais impérial de Laeken, 17 juin 1815. » — Voir MAXWELL, t. III, p. 559.

D'un autre côté, le général Gneisenau, dans sa *Relation officielle de la bataille,* affirme qu'à trois heures, Napoléon avait expédié à Paris un courrier pour annoncer que la victoire n'était pas douteuse.

(2) Le général anglais assigna lui-même à chaque régiment sa place de combat et surveilla l'exécution des moindres détails. Il s'est trouvé cependant des auteurs qui ont osé affirmer que, pendant toute la lutte, il s'était mis à l'abri dans un carré d'infanterie.

(3) ALISON, t. X, p. 468.

(4) Il dit au colonel Harvey : « Let them fire away; the battle is over and my life is of no value now. » Voir ALISON, t. X, p. 473.

server ce calme précieux. Il se montra à Waterloo moins actif et moins opiniâtre que son adversaire (1). Des Français lui ont même reproché d'avoir abandonné trop tôt la partie (2); mais l'histoire impartiale protestera contre cette injustice. Elle dira, en l'honneur de ce grand homme, qu'il a quitté le champ de bataille un des derniers, et qu'il a voulu mourir d'une manière digne de lui, dans le seul bataillon resté debout (3)...

Avant de suivre les alliés dans leur marche sur Paris, nous devons nous arrêter un moment aux opérations de l'aile droite de l'armée française.

Grouchy avait eu le 19 un nouvel engagement avec le corps de Thielman. Il allait poursuivre son succès, quand il reçut avec l'annonce de la défaite de Waterloo (4) l'ordre de se diriger par les Ardennes sur Laon.

Le prince Jérôme, qui avait réuni 25,000 hommes derrière Avesnes, fut également dirigé sur ce point, où devaient se réunir successivement toutes les forces disponibles de la France.

L'empereur espérait que Wellington, par crainte de s'engager au milieu des places fortes, avancerait avec beaucoup de précaution vers la Somme. Il s'arrêta en conséquence pour attendre Grouchy, qui avait besoin de huit jours pour re-

---

(1) Gêné par une affection hémorrhoïdale, il resta assis, de onze heures à trois heures, sur une élévation près de Rossomme, d'où il pouvait découvrir tout le champ de bataille. (DE VAULABELLE.)

(2) M. de Beauchamp, entre autres, prétend que Napoléon céda à la frayeur et se glissa à travers ses soldats : « Préférant la vie avant tout, dit-il, l'empereur abandonna ou trahit ceux « qui moururent pour lui. » T. IV, p. 343. Il faut pousser la passion bien loin pour accuser de lâcheté un homme tel que Bonaparte !

(3) Pour ne pas entraver le récit des événements, nous renvoyons à la fin du chapitre une note, dans laquelle nous apprécions le jugement que Napoléon a porté sur la conduite de ses généraux, ainsi que sur celle de Wellington et de Blücher.

(4) Grouchy affirme qu'il apprit seulement le désastre le 19, à onze heures du matin.

joindre. Mais, dans la nuit du 21, Napoléon jugea nécessaire de partir pour Paris, où de graves intérêts réclamaient sa présence.

Cette résolution a été blâmée par quelques historiens, louée par d'autres. Quoi qu'on en puisse penser, il est certain que l'empereur ne produisit pas l'effet qu'il attendait, et que, loin de contenir les passions, sa présence dans un pareil moment ne servit qu'à les encourager (1). En voyant ce rare génie, tant de fois vainqueur de l'Europe, rentrer seul dans sa capitale, laissant derrière lui son armée dans une déroute complète, les haines de parti, les ambitions longtemps contenues, toutes les passions dont le despotisme avait triomphé, se réveillèrent pleines d'espoir et d'énergie. Jamais l'empereur, même après les désastres de Moscou et de Leipzig, n'avait paru aussi amoindri, aussi près de sa fin. A la tête de l'armée, au contraire, il eût imposé à l'ennemi et rassuré ses partisans, car on pouvait attendre encore quelque prodige de celui qui tant de fois avait étonné le monde par les ressources imprévues de son génie militaire.

Le roi Joseph, qui avait blâmé le départ de Laon, prétend que Napoléon fut décidé à venir au sein de la capitale par le billet suivant du président de la Chambre des Députés : « Les « plus grands revers ne seraient pas capables d'ébranler le « dévouement de tous les membres du Corps législatif ; c'est « dans ce moment surtout que l'empereur reconnaîtrait qu'il « n'a dans le Corps législatif que des admirateurs passionnés « et des amis intrépides (2). »

---

(1) Le baron Fain, secrétaire de Napoléon, affirme dans les *Mémoires* publiés à Londres en 1819, que l'empereur dit à ceux qui lui conseillaient d'aller à Paris : « Puisque vous le « jugez nécessaire, j'irai à Paris, mais je suis persuadé que vous me faites faire une sottis... « Ma vraie place est ici. » Il est difficile d'admettre cependant que Napoléon ait pu agir et parler de la sorte.

(2) *Mémoires de Joseph*, t. X, p. 235.

Ce billet, écrit à la réception de la nouvelle victoire de Ligny, parvint à l'empereur immédiatement après l'échec de Waterloo.

L'empereur vit bientôt qu'il avait eu tort de prendre ces protestations au sérieux. Un premier coup d'œil lui donna la conviction que tout était changé à Paris, et que l'espoir d'opposer une résistance nationale aux derniers efforts de la coalition devait être complétement abandonné.

Les Français, qui lui avaient tout pardonné, tout, jusqu'à la confiscation de leurs libertés, jusqu'à ses folies guerrières, si ruineuses et si sanglantes, ne lui pardonnèrent point d'avoir été vaincu. Aux yeux de ce peuple inconstant, le succès tient lieu de toute chose. Il a des hommages sincères pour la liberté triomphante et des complaisances inouïes pour le despotisme, qui lui donne, ou lui promet seulement la gloire. Avec plus d'intelligence et de générosité qu'aucun autre peuple, il manque à un haut degré de constance dans les idées et de fixité dans les principes. La légitimité pour lui est dans le succès. Il passe tout aux forts jusqu'au jour où ils cessent de l'être. Napoléon avait exploité cette faiblesse ; il en fut la victime : c'était inévitable !

En 1808, l'empereur avait écrit à Ferdinand : « Votre Al-
« tesse n'aura plus d'amis si jamais elle est malheureuse. Les
« peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous
« rendent (1). » Sept ans après, il put se convaincre de l'amère vérité de ces paroles. L'homme du destin tomba comme il devait tomber. La victoire l'avait élevé au trône ; un désastre l'en fit descendre. Aucun pouvoir nouveau ne résiste à la mauvaise fortune. La débâcle de l'empire en offre une preuve éclatante. La fière nation, que Bonaparte croyait avoir accoutumée au frein, et qui longtemps en effet entretint par ses acclamations enthousiastes les illusions du grand capitaine, maintenant désabusée et libre, se vengea, mais de la plus mauvaise manière !

---

(1) *Lettre* du 14 avril.

Au lieu de soutenir le héros quand il pouvait encore défendre la patrie avec 70,000 bras dévoués, elle repoussa le secours de son génie, et sans pudeur comme sans honte ouvrit les portes de la capitale à ses ennemis triomphants. Les fonctionnaires que Napoléon avait comblés de faveurs, les agents que sa libéralité avait enrichis, son sénat si complaisant et si servile aux jours de sa puissance, ses maréchaux mêmes, qui les derniers auraient dû lui rester fidèles, furent les plus empressés à le trahir. « On peut encore tenter la fortune avec les ressources qui restent à la France! » s'écriaient Labédoyère, Carnot, Davoust..... « C'est faux, répondit Ney, « encore tout couvert du sang de Waterloo; on vous trompe, « Wellington est à Nivelles avec 80,000 hommes; les Prus- « siens sont loin d'être battus. En sept jours, l'ennemi sera « aux portes de la capitale; vous n'avez plus d'autre moyen « de salut que de lui faire des propositions (1).... » Indigne langage dans la bouche de celui que l'armée avait surnommé *le brave des braves,* et qui venait encore de justifier ce titre d'une manière si éclatante (2)! Lui et ses pareils prouvèrent en cette circonstance que le génie militaire ne s'allie pas toujours aux vertus du citoyen.

Ce n'est pas à Waterloo, c'est à Paris, au milieu des gens comblés de faveurs, que le cri *sauve qui peut* fut poussé. Le bouillant Labédoyère eut raison de dire, en jetant un regard de feu sur ses collègues du sénat: « Malheur à ces généraux vils « qui méditent peut-être en ce moment de nouvelles trahi- « sons! Depuis dix ans, il ne s'est fait entendre ici que des « voix adulatrices! »

---

(1) Ney se permit cette incroyable sortie après la lecture faite par Carnot d'un bulletin quelque peu rassurant sur la bataille de Waterloo. (*Séance de la Chambre des Pairs*, du 22 juin.)

(2) Cette conduite semble confirmer l'opinion de ceux qui prétendent qu'après sa défection, Ney ne fut plus le même homme. Il était atteint d'un sombre désespoir : « *Vous voyez ces boulets,* dit-il aux Quatre-Bras, *eh bien, je voudrais qu'ils m'entrassent tous dans le ventre!*

Désabusé, dégoûté peut-être par ces cruelles déceptions, par les honteuses intrigues qui s'ourdissaient autour de lui, Napoléon abdiqua pour la seconde fois, malgré les protestations de quelques-uns de ses anciens ennemis, devenus ses partisans au jour du malheur.

Il avait espéré qu'on proclamerait son fils, mais la majorité des pairs ne voulant rien préjuger, nomma, de concert avec l'autre chambre, un gouvernement de cinq membres, composé du duc de Vicence, du baron Quinette, du duc d'Otrante, du général Carnot et de M. Grenier.

L'un des premiers actes de ce gouvernement fut d'envoyer des commissaires, sous la présidence de La Fayette, aux souverains alliés pour obtenir une suspension d'armes et traiter de la paix (1). Mais ces délégués n'ayant pas même réussi à obtenir une audience des souverains, on nomma une autre commission, chargée de négocier un armistice avec les généraux vainqueurs.

Nous avons laissé l'armée alliée poursuivant les colonnes ennemies avec toute la vigueur dont elle était capable.

Le 21, contrairement aux prévisions de Napoléon, elle passa la frontière française sur plusieurs points (2). Cette précipitation avait un double but, l'un militaire, l'autre politique. Le but militaire était de profiter du morcellement de l'armée française et du désarroi produit dans la capitale par le désastre imprévu de Waterloo. Le but politique, qu'on n'avouait pas, mais que les diplomates russes et autrichiens ne tardèrent

---

(1) Cette commission écrivit de Laon, le 26 juin, à M. Bignon, ministre provisoire des affaires étrangères : « Il est de notre devoir d'observer que l'évasion de Napoléon, avant l'issue des « négociations, serait regardée comme une mauvaise foi de notre part et pourrait compro- « mettre essentiellement le salut de la France. » Ceci explique pourquoi Fouché fit garder l'empereur à vue dans la Malmaison.

(2) C'est le 20, à Bruxelles, que Blücher et Wellington avaient arrêté, de commun accord, le projet de marcher sur Paris.

point à signaler, était d'assurer, par une marche rapide, à la Prusse et à l'Angleterre une influence dominante dans la solution définitive des affaires à Paris. A cette époque, en effet, les Russes étaient encore sur le Mein près de Francfort, et les Autrichiens en deçà du pont de Bâle. Tout pouvait donc être fini avant leur arrivée. C'est ce que Wellington, avec sa pénétration ordinaire, avait parfaitement compris.

Le 23, Blücher et le duc eurent une conférence à Châtillon. Ils convinrent de marcher sur la capitale par la rive droite de l'Oise, en passant par Compiègne, et d'envoyer seulement dans la direction de Laon quelques détachements de cavalerie (1).

Blücher, après avoir pris Avesnes et Guise, cerna la Fère dans la journée du 25, et laissa en arrière une partie de ses troupes, sous les ordres du prince Auguste, pour assiéger Maubeuge, Landrecies, Mariembourg, Philippeville et Rocroy.

Depuis le 23, le 2me corps néerlandais, sous les ordres du prince Frédéric des Pays-Bas, avait fait quelques démonstrations sur le Quesnoy. Ces démonstrations n'ayant pas donné une haute opinion de l'énergie de la défense, on ouvrit contre la place une vive canonnade dans la journée du 27. Deux jours après, le Quesnoy se rendit.

A la même date, les troupes hollandaises commencèrent leurs opérations contre Valenciennes. La place fut canonnée pendant trois jours sans aucun résultat; puis le siége tourna en longueur faute de matériel. Il se prolongea sous forme de blocus jusqu'au 20 juillet. Ce jour-là, Condé reconnut également Louis XVIII pour roi des Français.

L'armée anglaise prit part à ces opérations, que l'insuffisance des garnisons, le mauvais état du matériel et le manque de patriotisme chez les habitants rendaient en général peu difficiles.

---

(1) Par ce mouvement, on tournait l'armée française qui était à Laon et à Soissons.

Le 25 juin, la division Colville s'empara par escalade de la citadelle de Cambray. Le lendemain, les troupes de Wellington entrèrent dans Péronne, après avoir enlevé de vive force l'ouvrage à cornes établi sur la rive gauche de la Somme.

Enfin, dans la journée du 28, Blücher s'empara par surprise de Villers-Cotterets.

Pendant ce temps, l'armée française se dirigeait de Laon (1) sur Soissons; Grouchy marchait de Reims vers Nanteuil-sur-Marne, et Vandamme remontait la Meuse, cherchant à gagner Lagny par la Ferté-Milon et Meaux.

Le 29, les premières troupes françaises prirent position devant Paris, sur la rive droite de la Seine. Le maréchal Davoust vint se mettre à leur tête par ordre de la *commission de gouvernement*.

Du 29 au 30, l'armée de Wellington passa l'Oise. Arrivé à Gonesse, le duc fut obligé de calmer l'ardeur guerrière du maréchal prussien, qui voulait immédiatement attaquer Paris: « Il ne faut pas, lui écrivit-il, nous exposer à des pertes sé-« rieuses sans nécessité. En attendant quelques jours, nous « aurons l'armée du prince de Schwartzenberg, et avec elle « les souverains alliés, qui décideront du parti à prendre..... « Il est vrai que nous n'aurons pas la vaine gloire d'entrer à « Paris à la tête de nos armées victorieuses; mais, ainsi que « je l'ai déjà expliqué à Votre Altesse, je doute que nous ayons « actuellement les moyens de réussir dans une attaque contre « cette ville (2). »

Pendant que Wellington adressait à son bouillant *collaborateur* (3) ces sages conseils, la commission de gouvernement, en vertu de ses pleins pouvoirs, lui envoya des commissaires

---

(1) Elle avait quitté Laon le 27.

(2) *Lettre* du 2 juillet.

(3) Qualification que lui donna le duc dans sa *lettre* du 26 juin 1815, *au prince de Schwartzenberg*.

pour obtenir un armistice et sonder les dispositions des souverains alliés à l'égard du gouvernement de la France. Émanation de deux chambres où les Bourbons avaient peu d'amis, les commissaires devaient insister sur ce point, « que la dynastie de Napoléon pouvait être conservée sans danger de guerre, et que les Bourbons, au contraire, étaient incompatibles avec le repos général de la France et de l'Europe (1). »

Wellington reçut les commissaires avec bienveillance, et leur déclara de prime abord qu'il était disposé à conclure un armistice *pour sauver Paris du danger qui le menaçait* (2). Sur les autres points, il ne fut pas moins explicite. Les commissaires lui ayant exposé l'état de l'opinion en France et la possibilité de fixer les bases d'une convention raisonnable en proclamant Napoléon II (3), Wellington répondit que, *comme individu,* il croyait que l'Europe, sous la régence de ce prince, ne pourrait jouir d'aucune sécurité et la France d'aucun repos (4). En conséquence il insista auprès des plénipotentiaires, *en son nom particulier,* pour la restauration immédiate et sans conditions du roi légitime. MM. de Valence et de Flaugergues objectèrent que, puisque la famille des Bourbons paraissait une condition essentielle aux alliés pour le rétablissement de l'ordre et de la paix, il était un autre prince de la famille, le duc d'Orléans, qui offrait plus de gages de sécurité pour la France. Wellington rejeta cette ouverture, en faisant observer que le duc d'Orléans ne serait qu'un usurpateur de bonne maison ; que du reste, son Altesse Royale n'accepterait pas la couronne, et que si elle l'acceptait momentanément, ce ne

---

(1) Extrait des *Instructions* données aux plénipotentiaires le 23 juin 1815.

(2) Voir sa *lettre*, datée de Gonesse le 12 juillet, *aux commissaires français*.

(3) Les commissaires étaient inspirés par Fouché, qui, dans le principe, se montra disposé à accepter n'importe quel roi, sauf Louis XVIII. M. de Beauchamp dit « qu'il fut question du duc d'Orléans, du roi de Saxe et d'un prince de la maison d'Orange. » (T. IV, p. 390 et 391.)

(4) Déjà, avant la bataille de Waterloo, Fouché avait pressenti Wellington sur ce point : il savait donc que le général anglais ne voulait ni de Napoléon, ni d'une régence présidée par Marie-Louise. (Voir Capefigue : *les Cent jours*, t. II, p. 245.)

serait que pour la rendre à Louis XVIII (1) : « Rappelez donc « votre roi légitime, leur dit le général, et cela sans perdre « de temps, parce qu'alors on ne croira pas que vous avez été « contraints par les alliés à prendre ce parti (2). »

Ce conseil excellent aurait épargné à la France bien des maux, si ses mandataires avaient eu assez d'intelligence et de patriotisme pour l'accepter. Les chambres, malheureusement, n'étaient pas à la hauteur des circonstances. Avant le départ de Napoléon pour l'armée, et pendant même qu'il se trouvait aux prises avec l'ennemi, elles avaient gaspillé leur temps en discussions sans but comme sans utilité. Ainsi, quand il s'agissait d'armer le pays pour résister à une agression formidable, les députés ne se préoccupèrent que de la nécessité de faire une constitution et de réprimer certains empiétements d'autorité. Après la catastrophe, leur contenance fut plus misérable encore. Au lieu de soutenir franchement le chef de l'armée, de l'investir même de la dictature, seul moyen de sauver une nation envahie par l'étranger, elles abandonnèrent le grand capitaine malheureux et se livrèrent à la discrétion d'un gouvernement provisoire, dont Fouché était l'âme et la tête. Dans un moment où il aurait fallu organiser fortement la résistance nationale, « la Chambre s'amusait, dit un historien, à examiner philosophiquement si les Antonin, les Trajan, les Marc-Aurèle avaient aboli la confiscation; et elle considérait comme une grande mesure de salut public, d'avoir remplacé la médaille des députés par l'écharpe tricolore... »

La proclamation immédiate, spontanée de Louis XVIII eût sauvée la situation, car les alliés avaient déclaré officiel-

---

(1) CAPEFIGUE : *les Cent jours*, t. II, p. 307.

(2) *Lettre de Wellington à lord Bathurst*, 2 juillet 1815.

(4) L'assemblée déclara, à la vérité, que Napoléon II était empereur par le fait de l'abdication de Napoléon Ier, mais elle ne le proclama point et ne nomma point de régence. C'était faire trop ou trop peu.

lement que leur seul but était de renverser l'usurpateur et de réintégrer les Bourbons. Ce but atteint, la marche de leurs armées sur Paris serait devenue sans objet, et peut-être même l'occupation de la France ne leur eût-elle point semblé nécessaire. Mais la Chambre, pusillanime jusqu'au bout, n'osa crier ni vive l'empereur, ni vive le roi (1) ; d'autre part, les plénipotentiaires de la commission de gouvernement ne cessaient de répéter à Wellington, « que toute forme de gouvernement, toute dynastie convenait mieux à la France que les Bourbons de la branche aînée... » Ainsi, après avoir renié l'homme de guerre, on n'osait pas proclamer franchement l'homme de paix. Le peuple seul parut un moment logique en proposant à Napoléon de le mettre à la tête des sections armées, et de lui conférer la dictature à des conditions révolutionnaires. Mais le restaurateur de l'autorité en France eut peur de la démocratie, et il préféra se résoudre à demeurer seul contre tous.

Le 25 juin, Napoléon se retira à la Malmaison avec quelques serviteurs fidèles. Son âme, moins ferme dans ce moment suprême qu'elle n'aurait dû l'être, semblait résignée aux derniers sacrifices.

Mais il ne suffisait point aux souverains alliés de voir celui qui naguère était le maître de l'Europe surveillé maintenant par Fouché dans sa résidence impériale.... Wellington, après avoir consulté Blücher, informa les commissaires, sous la date du 29 juin, « qu'aucun armistice ne pouvait se faire tant que « Napoléon Bonaparte serait à Paris et en liberté. »

En conséquence les opérations furent poursuivies, malgré le désir du général anglais de préserver Paris d'une attaque de vive force. Blücher, du reste, fit tout ce qu'il put pour arriver à une solution violente. Au moment même où son collègue

---

(1) Voir les ridicules procès-verbaux de la Chambre des Députés, du 28 juin au 8 juillet.

négociait avec les commissaires français, il passa la Seine au Pecq (1). Ce mouvement hasardé, entrepris pour tourner les ouvrages au nord de la capitale, isolait complétement l'armée prussienne. Le général Excelmans attaqua brusquement l'avant-garde de cette armée et lui fit éprouver des pertes considérables.

La faute de Blücher eût coûté cher aux alliés, si dans ce moment un bon général se fût mis à la tête des troupes françaises concentrées autour de Paris.

Napoléon jugeant l'occasion favorable pour prendre une revanche, offrit au gouvernement provisoire de ressaisir le commandement à titre de général et non d'empereur (2). Il comptait sur un succès, qui eût facilité les négociations et permis à la grande armée de prendre congé de la France par une victoire. Mais cette noble proposition fut écartée par les basses intrigues de Fouché. Carnot seul, un ancien proscrit de Bonaparte, devenu son appui dans le malheur, soutint qu'il fallait combattre encore, et toujours combattre!

Après cette dernière tentative, il ne restait à l'empereur qu'à se rendre une seconde fois en exil. Il quitta la Malmaison, le 29 juin, à cinq heures du soir. A peine eut-il pris le chemin de Rochefort, qu'un parti de Prussiens envahit sa résidence. On assure que les soldats de ce détachement se montrèrent furieux d'avoir manqué l'illustre victime que Blücher avait juré de prendre à la tête de ses colonnes (3).

---

(1) THIBAUDEAU, t. X, p. 436, affirme que ce mouvement fut concerté avec Wellington à Gonesse. Le général de Vaudoncourt prétend que ce fut une opération toute politique, ayant pour but d'intercepter les communications de Paris avec la moitié des départements et de forcer ainsi cette ville à capituler. Il pense toutefois que Wellington ne l'aurait pas conseillée s'il n'avait eu la certitude que le commandant en chef de l'armée française ne s'y opposerait pas. C'est aussi l'opinion du général Muffling (V. t. IV, p. 51) et celle des *Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 276 et 277.

(2) Ce fut le général Becker qu'il chargea de faire cette offre au gouvernement provisoire. (*Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 269.)

(3) THIBAUDEAU, t. X, p. 446; CAPEFIGUE, *Hist. de la Restauration*, t. II, p. 552; DE VAUDONCOURT, t. IV, p. 205.

Le départ de l'empereur, si habilement préparé par les intrigues de Fouché, aplanit une grande difficulté et simplifia la tâche des commissaires du gouvernement provisoire (1).

Wellington exigea, comme première condition, l'éloignement de toutes les troupes françaises derrière la Loire. On tomba d'accord sur ce point, ainsi que sur tous les autres; de sorte que, dans la nuit du 3 au 4 juillet, une *convention* put être signée entre Blücher, Wellington et le prince d'Eckmühl. Cette convention porte qu'en trois jours l'armée devait évacuer la capitale, et, en huit jours, se porter derrière la Loire avec son matériel, son artillerie, sa caisse et les propriétés des régiments.

C'était, sauf le mot, une *capitulation* véritable. Pour l'obtenir, Davoust s'était adressé par écrit au général Ziethen, commandant l'avant-garde prussienne et n'avait recueilli que l'humiliation de cette réponse laconique : « Je n'ose même « pas annoncer la demande d'une capitulation au prince Blü- « cher, mais si la ville et l'armée veulent se rendre, j'accep- « terai une suspension d'armes (2). »

Fouché fut plus heureux auprès de Wellington (3), parce que le duc voulait en finir avant l'arrivée des Russes et des Autrichiens, pour donner une impulsion anglaise au nouveau gouvernement et mettre son pays en possession de l'influence morale qu'Alexandre avait exercée en 1814.

Quelque humiliante que fût cette négociation pour l'armée française, on ne doit en rendre responsables ni Davoust, ni Fouché seul. Un conseil de défense, où siégeaient entre autres

---

(1) C'étaient de nouveaux commissaires; les autres avaient complétement échoué à Gonesse.

(2) *Lettre* du 2 juillet 1815. (DE VAUDONCOURT, t. IV, p. 262.)

Déjà, le 30 juin, Davoust avait fait une démarche analogue auprès des généraux alliés pour obtenir une suspension d'armes. Wellington rejeta cette demande en termes polis, mais Blücher fit une réponse grossière. (Voir DE VAUDONCOURT, t. V, p. 257.)

(3) Le secret de ces intrigues est révélé dans un livre intitulé : *Interressing facts*, etc., by Macirone. London, 1817, p. 47 et suivantes.

Soult et Masséna, avait signé, le 2 juillet, à trois heures du matin, un avis qui marque l'abaissement général des caractères à cette époque (1).

Pénible rapprochement : « En 1812, 45,000 Français avaient disputé le terrain à 150,000 étrangers sans craindre leur irruption dans Paris ; ils n'avaient capitulé que les armes à la main, couverts du sang de l'ennemi ; et avec 80,000 Français, Davoust n'avait pas osé combattre 100,000 Anglo-Prussiens : il s'était rendu l'épée dans le fourreau (2) ! » La postérité reconnaîtra que cette honte n'eût pas été infligée à la France, si les maréchaux Ney, Mortier, Grouchy, Masséna et Soult avaient eu le patriotisme des simples soldats et des ouvriers des faubourgs (3).

Les alliés s'établirent, dès le 4, dans les postes de Neuilly et de Saint-Denis. Les barrières furent occupées le 6. Le lendemain Wellington et Blücher entrèrent dans la capitale, où ils furent reçus avec des démonstrations peu honorables pour le caractère français.

Sa Majesté Louis XVIII arriva le 6 (4). Ce fut sur les instances de Wellington et contre l'avis de Talleyrand que le roi avait suivi de si près les armées conquérantes (5). Cette *imprudence*, comme on l'appela d'abord, eut tout le résultat qu'en attendait le duc. Elle dérouta les soutiens de Bonaparte, raffermit les partisans des Bourbons, décida enfin les timides

---

(1) DE VAUDONCOURT, t. IV, p. 239, donne de curieux détails sur ce conseil de guerre, qui fut une espèce de comédie arrangée pour les besoins de la cause par Fouché et Davoust.

Carnot seul, dans le gouvernement provisoire, vota contre la capitulation.

(2) THIBAUDEAU.

(3) Il est juste de faire observer cependant qu'un nouvel acte d'héroïsme de l'armée n'aurait point sauvé la France, car 60,000 Bavarois et Allemands étaient arrivés sur la Marne, et derrière eux venaient, à quinze marches de distance, 200,000 Russes et 185,000 Autrichiens. Mais il y a des cas où une armée doit combattre seulement pour sauver l'honneur national, et c'est ce que ne comprit point le gouvernement provisoire en 1815.

(4) Louis XVIII fut suivi, à quelques heures d'intervalle, par le roi de Prusse, les empereurs d'Autriche et de Russie.

(5) Voir la *lettre de Wellington au prince de Talleyrand*, 24 juin 1815.

et les intrigants à servir la cause de la légitimité. Nous avons constaté, dans d'autres circonstances, que les vues du général anglais étaient souvent plus justes que celles des hommes d'État à grande réputation. Cette fois encore, il prouva qu'il connaissait mieux l'état des esprits en France que le subtil et trop célèbre prince de Bénévent.

On n'a pas fait assez ressortir le rôle important que joua le duc de Wellington dans les deux restaurations. En 1814, ce fut dans son armée que s'éleva le premier cri de *vive le roi!* et, en 1815, ce fut encore lui qui, avec l'assistance de Fouché, prépara les voies à la rentrée de Louis XVIII. Dans cette dernière occurrence sa tâche offrait plus d'un genre de difficultés. Il fallait obtenir l'éloignement de l'empereur et de l'armée française, — neutraliser l'action des Chambres, où l'on ne cessait de crier : *pas de Bourbons* (1) ! — éviter un soulèvement du peuple, qui joignait ses vœux à ceux de l'armée pour le rétablissement de la dynastie impériale ;—il fallait tenir tête aussi aux exaltés du parti légitime, qui auraient tout compromis par leur exagération ; — il fallait même, jusqu'à un certain point, vaincre sinon la répugnance, au moins la tiédeur que montraient les souverains alliés à l'égard de Louis XVIII (2).

Pour surmonter ces difficultés Wellington avait l'appui de Fouché, depuis longtemps en relation avec lui par l'intermédiaire de deux agents secrets (Macirone et le général Tromeling). On a reproché au duc d'avoir choisi un intermédiaire

---

(1) Le 1er juillet, une adresse pour la proscription des Bourbons fut lue et applaudie à la Chambre des Députés.

(2) Cela résulte entre autres de la *lettre* suivante *de Wellington à Dumouriez :*

« A mon arrivée à Paris, je savais que les alliés n'étaient pas du tout déterminés en faveur du roi ; que les . . . . surtout ne voulaient pas la Restauration ; que l'armée et les assemblées étaient contraires ; qu'il y avait quatre provinces en état de rebellion ; que d'autres, y compris Paris, étaient très-froides. Il était très-clair pour moi que si je n'intéressais pas Fouché à la Restauration, Sa Majesté eût été obligée de rester à Saint-Denis, au moins jusqu'à l'arrivée des souverains; ce qui aurait en tout cas nui à son autorité et sa dignité... J'ai conseillé à Sa Majesté de prendre Fouché à son service... et je suis parfaitement certain que le roi doit sa restauration tranquille à ce conseil. »

si peu honorable; mais nous ne pouvons pas nous associer à ce reproche. Dans les moments de crise et lorsqu'il s'agit d'atteindre un but utile, on n'a pas toujours le choix des hommes et des moyens. Fouché montra sans doute peu de caractère et de probité politique au milieu des intrigues qui signalèrent cette époque; mais Wellington ne pouvait ni méconnaître ni dédaigner l'habileté de ce personnage. Nul mieux que lui n'était apte à préparer l'opinion dans le sens de la restauration de Louis XVIII; et cette raison seuledevait engager le général anglais à s'appuyer sur lui. Au reste, Wellington connaissait les idées libérales et la tolérance de Fouché. Il sentait que l'intervention de cet homme serait nécessaire pour contrebalancer l'influence des conseillers habituels du roi. C'est même, croyons-nous, la seule raison pour laquelle il proposa à Louis XVIII de le prendre pour ministre de la police, et d'exclure du conseil M. de Blacas, qui avait si mal servi la cause légitimiste par ses idées rétrogades. Wellington n'eut pas à regretter ce conseil.

Fouché, à peine investi de ses nouvelles fonctions, adressa au roi un long mémoire pour lui exposer son système de tolérance et de modération. Ce système, il l'avait annoncé au duc dans les termes suivants (1) : « Il est essentiel que les armées anglo-prussiennes hâtent leur mouvement sur Paris; il ne faut plus qu'il y ait du sang répandu. Je réponds de Paris et de sa soumission; que le roi donne des garanties, qu'il établisse dans ses proclamations un système large et constitutionnel, et la restauration se fera toute seule, etc... »

Ces idées étaient au fond celles du général anglais, qui non-seulement les approuva, mais encore fit tout ce qui dépendait de lui pour les faire prévaloir: « Il est essentiel, « écrivait-il au roi, que Votre Majesté se fasse précéder par « quelque document ou acte qui annonce des intentions

(1) *Lettre* du 24 juin 1815.

« d'oubli et de pardon, et qui promette de marcher dans les « voies de la Charte (1). »

De l'ensemble de ces faits, il résulte évidemment que Wellington fut le principal restaurateur du trône de Louis XVIII. Un historien français (2) dit à ce propos : « La seule tête politique que l'on voulait faire agir pour la solution de la « crise, c'était le duc de Wellington. Fouché avait pris une « haute opinion de lui; il le croyait appelé à un grand rôle, et « plus capable qu'aucun autre de comprendre la situation « réelle des affaires. »

Fidèle à ses principes d'ordre et de modération, le duc traita le peuple français avec les égards dus à des adversaires loyaux que le malheur accable. Avant de passer la frontière, il avait engagé les soldats sous ses ordres à se rappeler « que « leurs souverains respectifs étaient alliés de sa Majesté « Louis XVIII, et qu'en conséquence la France devait être « traitée comme un pays ami (3). » Il défendit « de rien prendre sans payer » et pour rendre cette défense plus solennelle, il la communiqua au peuple français par une proclamation datée de Malplaquet, 22 juin (4).

Dans toutes les négociations qui eurent lieu à cette époque, le général anglais fit pencher son influence du côté de la modération. Quand Blücher voulait prendre quelque parti violent, il essayait de le calmer ou de gagner du temps, en invoquant la nécessité d'attendre les souverains alliés et de n'agir que d'après leurs communes résolutions. C'est ainsi qu'il s'opposa au projet de frapper immédiatement un impôt de

---

(1) CAPEFIGUE. *Hist. de la Restauration*, t. II, p. 460.

(2) CAPEFIGUE. *Les Cent jours*, t. II, p. 306.

(3) *Ordre du jour*, daté de Nivelles, 20 juin 1815.

(4) Il tint la main à ce que cet ordre fût ponctuellement exécuté. Nous en trouvons la preuve dans la lettre excessivement sévère qu'il écrivit le 27 juin à un général néerlandais, pour se plaindre du manque d'ordre et de discipline de ses troupes, ainsi que de leur penchant irrésistible pour le pillage.

100,000,000 de fr. sur la ville de Paris, et qu'il empêcha la destruction de la colonne d'Austerlitz, que son collègue, par esprit de représailles, voulait immoler à l'orgueil de la coalition (1). Dans l'affaire du pont d'Iéna, le duc montra autant d'énergie que de fermeté. Déjà Blücher avait fait préparer les mines destinées à renverser les arches de ce pont. Wellington épuisa tous les moyens de conciliation pour prévenir un acte aussi barbare; ne pouvant rien obtenir, et voyant la ruine du pont imminente, il fit placer sur ce monument une sentinelle anglaise, déclarant que si on le faisait sauter, il considérerait ce fait comme une rupture avec la Grande-Bretagne (2).

Le duc avait horreur des actes de vandalisme. Bien loin d'exciter ses troupes à venger sur les monuments de Paris les échecs des alliés, il intervint au contraire énergiquement pour empêcher tout désordre et toute violence (3). Il ne permit pas même à ses officiers de prendre cet air et ce ton d'autorité que prend naturellement le soldat entrant vainqueur dans une capitale ennemie. Ainsi, dès son arrivée à Paris, il fit un ordre du jour pour se plaindre de méfaits qui auraient échappé à la sévérité de tout autre général : « Certains offi-
« ciers, dit-il, ont contraint les ouvreuses de théâtre à leur
« donner accès dans des loges particulières. C'est une chose
« contraire à la règle et au bon ordre qui recommande si bien
« l'armée anglaise, et dont elle est le modèle (4). »

Par un autre ordre du jour, publié dans un moment où les

(1) Voir la *lettre* du 5 juillet, *au général Muffling*, et celles du même jour et du 9, *au prince Blücher*. Le maréchal prussien voulait, en renversant le monument d'Austerlitz, venger la colonne de Rosbach, enlevée par les Français; et les 100,000,000 de fr. qu'il demandait à la ville de Paris pour l'entretien de son armée, n'étaient que la restitution de la somme exigée par Napoléon de la ville de Berlin.

(2) ALISON, t. X, p. 482.—CAPEFIGUE. *Les Cent jours*, t. II, p. 365.

De Beauchamp se trompe en affirmant que le pont d'Iéna fut sauvé « par la ferme contenance du roi. » (T. IV, p. 505.)

(3) C'est sans doute encore dans ce but qu'il fit camper ses troupes, hors de Paris, aux Champs Élysées, au bois de Boulogne. Les Prussiens, au contraire, bivaquèrent sur les places publiques et se montrèrent pleins d'arrogance.

(4) Paris, 18 juillet.

Prussiens se conduisaient en ennemis courroucés, Wellington enjoignit à ses officiers de donner l'exemple de la soumission aux lois en se laissant visiter paisiblement aux barrières de Paris par les employés de l'octroi. Il permit aussi aux maires de requérir ses soldats pour aider les paysans à faire la moisson (1). Enfin son respect pour la propriété alla si loin qu'il défendit, de la manière la plus impérieuse, aux officiers de tout grade, de chasser en France sans la permission des propriétaires (2).

Il nous a paru que ces détails faisant connaître le fond du caractère de Wellington, ne sont pas indignes de l'histoire.

L'âme bienveillante du duc n'éprouva jamais les accès de colère et de haine qui germent au fond des cœurs dominés par des passions vulgaires. Dans aucune circonstance, il ne fit éclater de ressentiment contre ses ennemis. Sa conduite à l'égard des Indiens et des Français est celle d'un général humain et philosophe.

La capitulation de Paris elle-même fut un acte de libéralisme et d'indulgence. C'est ainsi du moins que la jugèrent les souverains alliés, puisqu'ils s'empressèrent de déclarer, en arrivant à Paris, qu'elle ne les engageait en aucune façon, étant l'œuvre individuelle de Wellington et de Blücher. Cette protestation motiva un acte bien pénible pour la France, quoique juste au fond : la restitution des objets d'art enlevés par Napoléon aux États conquis (3).

L'obstination des chambres à ne pas vouloir proclamer

---

(1) *Ordre du jour*, 28 juillet. Dans une *lettre au préfet de police* : « Je vous annonce, dit le duc, que s'il y en a occasion (sic), je pourrai prêter les voitures pour ramener les récoltes. »

(2) *Ordre* du 28 octobre. Voir aussi sa *lettre* du 27 septembre *au comte de Nantouillet.*

(3) C'est bien injustement qu'on a reproché à Wellington de n'avoir pas empêché *cet acte de spoliation*, comme on l'appelle en France. Déjà, avant la capitulation de Paris, Louis XVIII avait promis au roi des Pays-Bas et au roi de Prusse la restitution des objets qui leur appartenaient (voir *Histoire de la Restauration*, par Capefigue, t. III, p. 86, et Stocqueler, t. II, p. 73). Wellington ne pouvait évidemment pas s'opposer à ce que de pareils engagements fussent tenus, ni se montrer surtout plus Français que le roi de France lui-même.

Louis XVIII (1), donna naissance ou servit de prétexte à des mesures plus rigoureuses encore.

La France continuant à menacer la paix publique par son esprit révolutionnaire et par son attitude hostile envers le roi légitime, les souverains alliés ne se crurent plus obligés de s'en tenir à leur déclaration officielle de respecter les limites du territoire.

Ils jetèrent en conséquence les bases suivantes :

1° Contribution de guerre.

2° Occupation militaire.

3° Rectification des frontières.

4° Ligne de places fortes, élevées aux dépens de la France, pour la contenir du côté de la Belgique.

Dures et fatales conditions que la France se fût épargnées, peut-être, si elle avait suivi les conseils donnés par Wellington aux commissaires du gouvernement provisoire.

Il y eut, à cette époque, de nombreuses conférences, où les bases indiquées ci-dessus furent débattues par les représentants des souverains alliés.

La modération que le général anglais fit éclater dans ces conférences est extrêmement honorable pour lui (2). Mais ce qui révèle surtout la noblesse de son caractère et sa haute ca-

---

(1) On sait que M. Decazes, préfet de police, fit occuper la Chambre des Députés, le 8 juillet par la force armée.

(2) « On n'a pas, en général, rendu assez de justice au duc de Wellington pour la manière large et loyale dont il protégea les intérêts de la France dans toutes les négociations avec l'étranger. Je ne parle pas d'abord de l'immense service rendu par Sa Seigneurie dans la fixation des créances étrangères. Le duc de Wellington se montra arbitre désintéressé... Il fut très-favorable aussi à la France dans tout ce qui touchait à l'évacuation de son territoire. Sa position de généralissime de l'armée d'occupation donnait un grand poids à son avis sur cette question. Il fut chaque fois consulté et chaque fois, également, il répondit par des paroles élevées, qui faisaient honneur à son caractère... Wellington, par la cessation de l'occupation armée, avait à perdre une grande position en France, celle de généralissime des alliés, ce qui le faisait en quelque sorte membre du gouvernement ; il avait à sacrifier un traitement immense ; de plus, le noble lord connaissait l'opinion personnelle de lord Castlereagh et d'une partie des membres de l'aristocratie anglaise sur la nécessité de l'occupation armée. Tous ces intérêts ne l'arrêtèrent point ; il fut d'avis que cette mesure de précaution devait cesser, etc. » CAPEFIGUE. *Hist. de la Restauration,* t. V, p. 355.

pacité politique, c'est l'opposition qu'il fit au démembrement du territoire français. La plupart des souverains alliés, craignant une nouvelle commotion, voulaient réduire l'importance territoriale et militaire de la France; et ils penchaient d'autant plus vers ce système, que chacun y trouvait le moyen de satisfaire son ambition.

L'Autriche insistait pour la restitution de l'Alsace et de la Lorraine; l'Espagne élevait des prétentions sur les provinces basques; la Prusse faisait observer que sa sécurité serait incomplète sans Mayence, Luxembourg et toutes les provinces contiguës à son territoire. Le roi des Pays-Bas réclamait les forteresses du nord de la France, et il était soutenu dans cette prétention par l'Angleterre, qui, au témoignage du prince Hardenberg (1) « voyait alors, aux pertes que ferait la France « de ses forteresses du nord, l'avantage de rendre le royaume « des Pays-Bas presque formidable à une nation dont, par « l'effet du voisinage, il deviendrait l'ennemi naturel. »

Wellington, qui ne partageait point cette opinion, ni celle des autres princes intéressés au partage, fit observer qu'il serait impolitique d'humilier la France au point de provoquer un nouveau soulèvement : « Dans mon opinion, écrivit-il à « lord Castlereagh (2), les alliés n'ont pas le droit de faire « une brèche importante au traité de Paris, quoique ce traité « laisse trop de force à la France, comparativement aux autres puissances; mais je crois pouvoir démontrer que les « intérêts réels des alliés doivent leur faire adopter les mesures que la justice, dans cette circonstance, exige d'eux..... « En imposant un trop grand sacrifice à la France, nous « manquerions le but que les alliés se sont proposé dans la « guerre actuelle et dans les précédentes. Ce but a été d'ob-

(1) *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État.*
(2) Le 11 août 1815.

« tenir la paix pour eux-mêmes et pour leurs sujets, en met-
« tant un terme à la révolution française, — de diminuer
« leurs forces militaires excessivement accrues, et de leur
« donner le temps de s'occuper des affaires intérieures et du
« bien-être de leurs peuples... » Or, ce but, d'après Wellington, ne pouvait être atteint par des mesures capables d'exaspérer le légitime orgueil de la nation française et de son gouvernement. « Il faut, disait-il, persister dans le grand ob-
« jet des alliés : la paix véritable et la tranquillité du monde.
« La France en état de révolution est plus dangereuse pour le
« repos de l'Europe que la France (si redoutables que soient
« du reste ses frontières) soumise à un gouvernement régu-
« lier. Nous devons donc chercher à la placer dans cette der-
« nière situation. »

A l'égard de la cession des forteresses du nord, Wellington fit observer qu'il ne suffisait pas de détacher des portions importantes de la monarchie française; qu'il fallait savoir à qui les donner; que le nouveau royaume des Pays-Bas n'était pas en état d'occuper et de défendre convenablement une ligne aussi étendue; que « cette mesure d'ailleurs fournirait
« à la France un prétexte plausible de déclarer la guerre, et
« de la soutenir avec toutes les ressources que produit l'or-
« gueil national humilié (1); » enfin que le seul moyen de couper court à ces difficultés et de suppléer avantageusement à la cession de plusieurs places françaises, serait de fortifier quelques villes sur la lisière des Pays-Bas (2)

Comme le duc exerçait alors une grande influence dans les conseils des alliés, son opinion prévalut. On le chargea même d'arrêter l'emplacement des nouvelles forteresses et on lui adjoignit à cet effet quelques ingénieurs anglais et hollandais.

---

(1) *Lettre* du 31 août 1815, *à lord Castlereagh.*
(2) Voir Capefigue. *Hist. de la Restauration,* t. III, p. 97.

Toutefois, en se prononçant énergiquement contre le morcellement de la France, Wellington insista pour le système de l'occupation militaire, pendant un certain nombre d'années. Ce système lui paraissait incontestablement supérieur à tout autre, en ce qu'il donnerait à Louis XVIII la force et la sécurité nécessaires pour réorganiser l'armée et poser les bases du nouveau gouvernement; — introduirait en France, après vingt-cinq années de guerres, des habitudes d'ordre et de paix; — garantirait les alliés contre le retour d'une nouvelle commotion révolutionnaire ou bonapartiste; — leur fournirait en même temps le moyen de contraindre au besoin la France au payement de la contribution dont ils la voulaient frapper; — leur donnerait enfin le temps nécessaire pour reconstruire les boulevards artificiels de leurs États respectifs, raffermir leurs gouvernements ébranlés par tant de secousses terribles, améliorer la situation de leurs peuples, et combiner les éléments de leur défense, en tenant compte des résultats obtenus pendant les dernières guerres.

Wellington d'accord avec Talleyrand, Castlereagh et Nesselrode, ayant fait triompher ce système, les souverains alliés lui donnèrent le commandement des troupes chargées de maintenir l'occupation temporaire (1). C'était une mission difficile, pénible surtout, qui le mettait en face de toutes les préventions et de toutes les colères d'un peuple, humilié plutôt que vaincu, frémissant plutôt que résigné sous le joug. Le duc s'acquitta néanmoins de cette mission de manière à ne froisser personne, pas même les Français, dont il sut ménager les intérêts et l'amour-propre avec autant de convenance que d'habileté. Ses nombreux ordres du jour témoignent de la bienveillance et de la douceur qu'il apporta dans

(1) L'armée d'occupation s'élevait à 30,000 Anglais, 30,000 Prussiens, 30,000 Russes, 30,000 Autrichiens et 30,000 hommes fournis par les petits États de l'Allemagne.

l'exécution de ses devoirs les plus rigoureux, et l'on peut dire que son nom ne fut mêlé à aucune des mesures réactionnaires qui ont signalé la seconde restauration. Les individus et les propriétés furent l'objet de sa constante sollicitude, et le moindre acte de violence, commis par le soldat ou par le fonctionnaire anglais, trouvait en lui un juge inflexible.

Ces sentiments, connus et appréciés d'Alexandre, contribuèrent beaucoup à l'allégement des charges et des malheurs de la France. En 1817, le czar ayant écrit à son ministre à Paris de provoquer l'évacuation d'un cinquième de l'armée d'occupation, le duc de Wellington, consulté, déclara que la mesure lui paraissait utile et dans les intérêts communs. Sur cet avis, les ministres étrangers décidèrent l'évacuation de 30,000 hommes pour le 1er avril 1817.

Vers le même temps, à la demande expresse d'Alexandre (1), Wellington se chargea « de la direction principale des négociations sur la question des créances particulières, et sur le mode le plus équitable de la décider d'un commun accord. » « Vous apprécierez, lui avait écrit le czar à ce propos, l'en-« semble des considérations majeures qui plaident à l'appui « d'un système de conciliation équitable. Vous répandrez « toute la lumière d'un esprit juste, toute la chaleur d'une « âme élevée, à la hauteur des circonstances, sur une question « de laquelle dépendent peut-être le repos de la France et « l'inviolabilité des engagements les plus sacrés. »

Wellington fut nommé président de la *commission diplomatique et financière*. Les pouvoirs étendus dont il jouissait en cette qualité servirent à faire prévaloir les idées libérales d'Alexandre, idées que du reste il partageait entièrement.

Bientôt une plus grave question vint occuper la diplomatie et fournir au duc le moyen de rendre un signalé service à la

---

(1) Cette lettre autographe du czar porte la date du 30 octobre 1817.

France. Nous voulons parler de l'évacuation complète du territoire, à laquelle se rattachaient d'immenses intérêts et des difficultés de premier ordre. On verra plus loin quel fut le rôle de Wellington dans cette négociation, qui, heureusement terminée en 1818, lui permit enfin d'aller goûter dans son pays le repos dû à ses éminents services (1).

Ici se termine la carrière militaire du duc de Wellington. Il fut dans la destinée de cet homme simple et laborieux de contribuer plus qu'aucun autre au renversement de l'empire français, et cependant il ne se trouva qu'une seule fois en présence du génie extraordinaire qui avait élevé ce puissant édifice. A vrai dire, ce ne fut pas dans cette journée que se décida le sort de Napoléon. Déjà en 1808, Wellington avait trouvé le point vulnérable du colosse, le foyer de la résistance européenne. Depuis ce moment, tout en coopérant à la délivrance de la Péninsule, il n'avait négligé aucune occasion de ranimer le zèle et les espérances des peuples éloignés de la lutte.

Il n'est pas douteux que sa campagne de 1810 contre Masséna, en Portugal, n'ait engagé l'empereur Alexandre à brusquer les événements et à rompre l'alliance trompeuse de Tilsitt. Au moins, l'on ne contestera pas que les généraux russes en 1812 n'aient suivi exactement le système de guerre adopté par Wellington après Busaco. Ce n'étaient plus ces bouillants

---

(1) L'ordre du jour, par lequel Wellington prit congé de ses troupes en France est du 9 novembre 1818.

stratégistes d'Austerlitz et de Friedland, voulant à tout prix livrer des batailles ; c'étaient les Anglais méthodiques de 1810, se retirant à travers un pays dévasté, et se montrant jaloux seulement de bien finir la campagne.

Quand les généraux d'Alexandre s'arrêtèrent pour combattre dans les champs de Borodino, que dirent-ils à leur armée?—Que Napoléon venait de perdre une grande bataille à Salamanque, et que l'empire français tremblait sur sa base. Et quand ils eurent abandonné Moscou, comment ranimèrent-ils le courage de leurs soldats? « La campagne est terminée « du côté des ennemis, dit le général Kutusoff; elle va com« mencer pour nous : *Madrid est pris!* » Comment les Russes n'auraient-ils pas persisté, comment auraient-ils pu conclure la paix, chaque courrier leur apportait une bonne nouvelle et un encouragement (1)!

La bataille de Vittoria décida l'Autriche, encore indécise, à entrer dans la coalition (2). L'empereur François, en apprenant le résultat de cette journée, s'était écrié : — *Il paraît que le chaud n'est pas plus favorable à mon gendre que le froid* (3).

Les succès remportés sur le maréchal Soult dans les Pyrénées amenèrent la reprise des hostilités à l'expiration de l'armistice de Prague, et les premières mesures prises par le général anglais dans le midi de la France provoquèrent une réaction légitimiste, ce que beaucoup de bons esprits avaient jugé impossible.

L'influence des victoires de Wellington se manifesta jusque dans le langage de l'opposition en Angleterre. Elle ne tonnait plus comme autrefois contre *les folies belliqueuses* du cabinet et contre *l'inutile valeur* de son général. Il lui fallait mainte-

(1) M. J. MAUREL, p. 40.

(2) Cette victoire, dit le baron FAIN (t. II, p. 44 et 46), exerça une *influence fatale* sur les négociations entre la France et l'Autriche.

(3) THIBAUDEAU.

nant une guerre sans relâche, et c'était à qui donnerait le plus d'argent pour la soutenir : « On vit même, dit Alison (1), les principaux membres de cette opposition faire un reproche au gouvernement de ce que, par égard pour leurs discours antérieurs, il eût négligé l'occasion de poursuivre les hostilités avec plus de vigueur. »

Ainsi tout concourt à prouver que la lutte glorieuse soutenue par Wellington en Espagne fut le point de départ de la grande coalition qui renversa l'édifice impérial. L'empereur lui-même confirme cette opinion, sur le rocher de Sainte-Hélène, quand cherchant à expliquer ses grandeurs et ses revers passés, il s'écrie : « La guerre d'Espagne a été mon chancre rongeur! »

Waterloo n'est en réalité qu'un incident au milieu de l'agonie, et le général anglais eut raison de dire aux commissaires du gouvernement provisoire, venus pour lui annoncer que l'empire était fini : *Je le savais depuis longtemps.*

Le succès inespéré de la campagne de 1815 produisit dans la Grande-Bretagne une sensation profonde, indescriptible. Le Parlement et le roi comblèrent Wellington de titres et d'honneurs. On lui vota une dotation de 200,000 livres, destinée à l'achat du domaine de Strathfieldsaye, dans le Hamspshire, domaine devant être tenu à perpétuité de la couronne par les descendants du duc, à charge de présenter tous les ans, le 18 juin, un drapeau tricolore. Ce symbole, qui rappelle un tribut semblable fourni à la couronne par l'héritier du nom de Marlborough, s'ajoute chaque année au faisceau d'armes du château de Windsor, où ces petits trophées doivent rappeler à la postérité les victoires de Blenheim et de Waterloo (2).

(1) T. IX, p. 342.
(2) *Memoir of the duke of Wellington, by the redaction of the Times*, p. 95.

Pendant plusieurs années, Wellington ne put faire un pas dans le royaume sans être l'objet de quelque manifestation flatteuse.

En 1822, les dames anglaises firent ériger en son honneur une statue de Jupiter. La même année, le commerce de Londres lui fit hommage d'un bouclier magnifique. La couronne saisit également toutes les occasions de témoigner à l'illustre guerrier ses sentiments d'estime et de reconnaissance. En 1818, elle le créa *maître général de l'artillerie,* en 1819; gouverneur de Plymouth, et en 1820, colonel en chef de la brigade des tirailleurs, composée en grande partie du célèbre 95e de ligne.

Les souverains étrangers ne se montrèrent pas moins généreux envers le duc. N'ayant plus de décorations à lui donner, les empereurs d'Autriche et de Russie, les rois de Prusse et des Pays-Bas l'élevèrent au grade de feld-maréchal dans leurs armées. Louis XVIII, plus généreux qu'habile dans cette circonstance, le créa maréchal de France et duc de Brunoy, du nom d'un petit village situé à 25 kilomètres de Paris, sur la route de Lyon (1). Le roi Guillaume des Pays-Bas conféra à lord Wellington le titre de prince de Waterloo, avec une rente considérable; et dans sa lettre patente il l'appela son *très-cher et aimé cousin* (2).

Jamais aucun général n'a reçu de pareils témoignages de gratitude et d'admiration.

---

(1) WELLINGTONIANA, p. 40

(2) Dans la lettre autographe jointe à la lettre patente, le roi, avec plus de bienveillance que de justice, donna à Wellington le titre de premier capitaine du siècle. (18 juillet 1815.)

ANNEXE AU CHAPITRE XV.

NOTES CRITIQUES

SUR

LA CAMPAGNE DE 1815 EN BELGIQUE.

ANNEXE AU CHAPITRE XV.

SOMMAIRE :

Observations de Napoléon sur la conduite de ses lieutenants. — Peu de fondement de ces observations. — Indécision de l'empereur. — Ordres vagues et tardifs. — Reconnaissances mal faites. — Ney n'a pas commis aux Quatre-Bras les fautes qu'on lui reproche. — Témoignages du maréchal Soult, du colonel Heymès, etc. — Grouchy ne fait que se conformer aux ordres de Napoléon. — En arrivant sur le champ de bataille, il n'aurait probablement pas décidé la victoire. — Et cette victoire dans tous les cas n'aurait pas sauvé la France. — Examen critique des fautes reprochées par l'empereur à Wellington et à Blücher.

Napoléon, dans sa *Relation de la campagne de* 1815, exalte le mérite de ses combinaisons en dénigrant ses adversaires et ses propres lieutenants. Nous avons rendu justice aux promptes et judicieuses mesures à l'aide desquelles l'illustre chef de l'armée française réorganisa, en quelques semaines, l'état militaire de la France ; nous avons admiré surtout l'habileté avec laquelle il brusqua le passage de la Sambre et se jeta entre les deux armées, dans un moment où on le croyait tout occupé encore de ses préparatifs. Le grand capitaine se reconnaît dans ces combinaisons ; mais on chercherait en vain l'homme au grand caractère dans l'explication des revers qui suivirent.

Napoléon accuse Ney d'avoir perdu, par sa faute, la bataille des Quatre-Bras : « Le 15, dit-il, le prince de la Moskowa « reçut l'ordre de se porter avec 43,000 hommes en avant « des Quatre-Bras, d'y prendre position (le 16) à la pointe du « jour, et même de s'y retrancher...... Il hésita, perdit huit « heures, etc... »

Cette critique, comme nous l'avons fait observer dans notre relation de la campagne, tombe devant les déclarations du maréchal Soult (1), du colonel Heymès, premier aide de camp de Ney, du général Reille, commandant le 2e corps, et du comte Drouet, commandant le 1er corps. Le général Jomini, qui avait blâmé la lenteur de Ney, dans sa *Vie de Napoléon*, a fini par reconnaître que la conduite de ce maréchal est *à l'abri de toute critique*, si l'empereur, dans la conférence de nuit tenue à Charleroi, ne lui a pas donné l'ordre formel de marcher au point du jour sur les Quatre-Bras (2). Or, l'impossibilité de l'existence de cet ordre, à pareille heure, est démontrée, avec tous les caractères de la plus grande évidence, par les documents qu'a publiés le fils du maréchal Ney. Du reste, à défaut d'autres preuves, l'ordre suivant, adressé le 16 à Grouchy, suffirait pour établir que c'est seulement ce jour-là que Ney a reçu l'injonction formelle d'attaquer les Quatre-Bras. On lit, en effet, dans cet ordre : « Le comte de Valmy « *doit se rendre à Gosselies* avec le 3e corps de cavalerie, où « il sera à la disposition de M. le prince de la Moskowa... « J'ai l'honneur de vous prévenir que M. le prince de la Mos- « kowa *reçoit ordre* de se porter, avec les 1er et 2e corps « d'infanterie et le 3e corps de cavalerie, à l'intersection des « chemins dite les *Trois-Bras* (Quatre-Bras), sur la route de

---

(1) En 1829, Soult a déclaré au fils du maréchal Ney et au colonel Heymès, que l'ordre de faire occuper les Quatre-Bras ne fut donné que le 16, *après le déjeuner de l'empereur*. (*Documents*, etc., p. 30.)

(2) Voir sa *Correspondance* avec le fils de Ney, p. 17.

« Bruxelles, et qu'il détachera un corps à Marbais pour se « lier avec vous sur Sombreffe, et seconder au besoin vos « opérations. »

Napoléon formule son deuxième reproche contre Ney dans les termes suivants : « Il laissa en réserve, en avant de Gos« selies, pour observer Fleurus et assurer sa retraite, le « 1er corps, la division de cavalerie légère de la garde et une « division de cuirassiers de Kellermann, formant un total de « 16,000 hommes d'infanterie, 4,500 de cavalerie et 64 bou« ches à feu. »

Le maréchal Ney, dans sa lettre du 26 juin 1815, au duc d'Otrante, proteste hautement contre ce reproche, formulé déjà dans les bulletins de la campagne insérés au *Moniteur*. Il prétend qu'au moment où il eut l'intention de faire avancer la réserve, on lui manda que Napoléon l'avait employée sans même l'en avertir. Le colonel Heymès (1) et le comte d'Erlon (2) certifient l'exactitude de ce fait, en produisant des preuves qui ne permettent plus de le révoquer en doute.

Ce n'est pas à six heures du soir que le prince de la Moskowa songea à faire venir sa réserve, c'est immédiatement après la réception de l'ordre apporté à onze heures et demie du matin par le général Flahaut.

Le comte d'Erlon affirme que dès ce moment il se mit en mesure de porter son corps sur les Quatre-Bras; mais il faut croire que ses préparatifs exigèrent beaucoup de temps, puisque le 1er corps fut rencontré aux environs de Frasnes par Labédoyère, porteur de l'ordre donné en avant de Fleurus, à trois heures et quart (3). S'il y eut quelque faute commise dans cette circonstance, elle doit être attribuée à Drouet, dont les

(1) Voir son *Mémoire* du 20 juillet 1829.

(2) *Lettre* du 9 février 1829, *au duc d'Elchingen*.

(3) Au moment de cette rencontre, il devait être environ quatre heures et quart, puisque Labédoyère n'arriva aux Quatre-Bras que vers cinq heures et demie, et que Drouet ne se montra à une lieue de Saint-Amand que vers cinq heures.

forces auraient dû être prêtes à partir au premier signal.

La cavalerie de Kellermann, qui avait pris les devants, arriva sur le champ de bataille *vers trois heures* (1). Il n'est donc pas vrai, comme l'affirme Napoléon, que le maréchal Ney laissa sa réserve en avant de Gosselies, et qu'il l'appela seulement à six heures du soir. On doit, du reste, attribuer ces erreurs, dans les *Relations de Sainte-Hélène,* à la rapidité des événements sous lesquels l'empire s'est écroulé. Obligé de s'embarquer à la hâte, privé de toute communication avec ses maréchaux, Napoléon n'a pas eu le moyen de rassembler les documents nécessaires pour tous les faits qui se rattachent à la catastrophe de Waterloo.

L'auteur des *Mémoires* reproche encore au maréchal Ney de lui avoir faire perdre trois heures dans sa marche sur Mont-Saint-Jean : « L'avant-garde de l'armée française, dit-il, « n'arriva le 17 devant Waterloo qu'à six heures du soir; sans « de fâcheuses hésitations, elle y fût arrivée à trois heures. « L'empereur en parut fort contrarié. Il dit, en montrant le « soleil : *Que ne donnerais-je pas pour avoir aujourd'hui le* « *pouvoir de Josué et retarder sa marche de deux heures* (2)... « Lorsque Ney parut, l'empereur lui témoigna son mécon- « tentement de tant d'incertitude et de tant de lenteur (3).

Le colonel Heymès contredit de tous points cette allégation. « Il n'est pas vrai, dit-il, que l'empereur ait manifesté son mécontentement au maréchal lorsqu'il le rejoignit à Frasnes, le 17 à dix heures du matin; il n'est pas vrai non plus qu'à cette heure les troupes fussent encore dans leurs bivacs : elles étaient sous les armes depuis la pointe du jour, attendant des ordres de l'empereur. Ce dernier n'arriva devant Planchenoit

(1) D'après le colonel Heymès, le général Kellermann arriva à cette heure avec deux régiments de cuirassiers.

(2) *Mémoires*, t. IX, p. 161.

(3) *Mémoires*, t. IX, p. 97. — *Victoires et conquêtes*, t. XXIV, p. 194.

qu'après le maréchal; on ne comprend pas dès lors que Ney ait pu faire perdre à l'empereur « *trois heures précieuses* qui lui auraient suffi pour écraser les Anglo-Hollandais (1). »

En appuyant cette observation qui nous semble juste, nous sommes loin de vouloir disculper entièrement le prince de la Moskowa. L'histoire lui reprochera toujours de n'avoir pas montré, le 16 et le 17 au matin, la décision et l'activité qui le distinguèrent à Iéna, à Elchingen, à Friedland, à Borodino (2); elle lui reprochera de n'avoir pas fait reconnaître exactement la force de l'armée réunie le 16 aux Quatre-Bras; de n'avoir pas su profiter pendant cette journée de la grande supériorité que lui donnaient ses 56 pièces d'artillerie; enfin, d'avoir exécuté à Waterloo sa première attaque en masses trop profondes et trop rapprochées.

Pour ce qui regarde Grouchy, il est réellement coupable d'avoir perdu de vue le maréchal Blücher pendant vingt-quatre heures (3), et d'être resté à Gembloux une partie de la journée du 17 et de la matinée du 18, au lieu de marcher sur Wavre.

Napoléon attribue à cette faute la perte de la bataille de Waterloo : « Si le maréchal Grouchy eût campé devant Wavre la « nuit du 17 au 18, l'armée prussienne n'eût fait aucun dé- « tachement pour sauver l'armée anglaise, et celle-ci eût été

---

(1) Parmi les auteurs français qui ont le plus vivement critiqué Ney, on distingue Gourgaud, les généraux Berton et Giraud. (*Précis des journées des* 15, 16, 17 et 18 *juin* 1815. Paris, 1815.) — Parmi les Allemands, Clausewitz est celui qui a donné les meilleures raisons pour expliquer et justifier en partie la conduite du maréchal.

(2) On doit remarquer cependant en faveur du prince de la Moskowa que, vraisemblablement, il n'exécuta point le 17, de grand matin, la marche en avant que l'empereur lui avait prescrite, au dire de Gourgaud, parce qu'il jugea imprudent d'attaquer avec 30,000 hommes l'armée de Wellington, presque toute entière réunie aux Quatre-Bras. Si quelqu'un perdit un temps précieux le 17, c'est évidemment Napoléon, qui laissa toute cette journée au général anglais.

(3) Il sut le 17 au soir, par le rapport du général Excelmans, que des troupes prussiennes étaient en marche vers Wavre pour se rapprocher de l'armée anglaise. Le lendemain, à deux heures du matin, il reçut un avis positif qui lui annonçait la concentration de toute l'armée ennemie autour de cette ville. (Ce fait est certifié par Grouchy lui-même.)

« complétement battue par les 69,000 Français qui lui étaient « opposés. »

Cette opinion est fort contestable. En effet, les 34,000 hommes de Grouchy, pour être contenus, n'exigeaient pas absolument la présence de 80,000 Prussiens. La moitié de ce nombre eût suffi; l'autre moitié aurait donc pu arriver à temps sur le champ de bataille de Waterloo (1).

On doit reprocher cependant à Grouchy de n'avoir pris aucune mesure efficace pour rester en communication avec l'empereur.

Comme stratégiste, il manqua de perspicacité en supposant, même après avoir entendu la canonnade de Mont-Saint-Jean, que Blücher, au lieu de marcher sur le canon par le chemin le plus court, l'attendrait à Wavre. Ce sont là de ces erreurs qui font sans doute un tort immense à la réputation d'un général, mais qui n'entachent pas sa mémoire. Le commandant d'un corps d'armée n'est pas obligé de faire la guerre d'inspiration. Il doit même, en thèse générale, se borner à exécuter les ordres qu'on lui donne. C'est ce que firent Lefebvre à Würtzbourg, Bernadotte à Iéna, Drouet à Ligny, et Grouchy à Waterloo. On peut critiquer ou plaindre les généraux qui agissent de la sorte, mais on n'a pas le droit de les conspuer. Il y aurait même un grave inconvénient à ériger en système qu'un commandant de corps détaché doit toujours marcher sur le canon. La conduite de Desaix à Marengo et de Macdonald à Raab est une heureuse témérité, que l'insuccès eût rendue criminelle. Au reste, un chef d'armée n'a pas toujours pour commander ses grands détachements des hommes d'inspiration et de génie. Voilà ce qui réhabilitera jusqu'à un

---

(1) Grouchy arriva devant Wavre à quatre heures et demie. Il attaqua Thielman à six heures et le battit. S'il s'était porté directement sur Mont-Saint-Jean, il eût été suivi par le corps de ce général, et son arrivée sur le champ de bataille dans la soirée n'aurait pas sensiblement amélioré la situation de l'empereur.

certain point le maréchal Grouchy, dont le principal tort est de n'avoir pas été, le 17 et le 18 juin, l'égal de Desaix.

Napoléon, si injuste pour ses lieutenants, est plus injuste encore envers les généraux alliés.

Il prétend d'abord que Wellington n'aurait pas dû réunir ses forces aux Quatre-Bras : « Cette position, dit-il, *était depuis vingt-quatre heures au pouvoir des Français* » (1). — Erreur complète! Lorsque Wellington, dans la soirée du 15, désigna les Quatre-Bras pour point de réunion à son armée, il ne savait rien, sinon que les Français avaient soutenu un combat d'avant-poste sur la Sambre, à Thuin et à Lobbes. Si, dès ce moment, il s'était concentré sur Waterloo, comme l'empereur prétend qu'il aurait dû le faire, on l'eût accusé avec raison d'avoir sacrifié Blücher.

Il avait été convenu, entre les deux généraux, que les Anglo-Néerlandais, en cas d'attaque, se réuniraient aux Quatre-Bras et les Prussiens à Sombreffe.

Ces points étaient bien choisis; le plan d'attaque de l'empereur en offre la preuve.

Wellington agit donc sagement en portant ses troupes à trois ou quatre lieues en avant de Waterloo, pour soutenir de plus près son collègue, qu'il savait engagé depuis le matin avec Napoléon (2).

Si l'on peut lui adresser un reproche, c'est de n'avoir pas pris ses mesures pour concentrer les troupes anglo-néerlandaises, le 16 de grand matin, aux Quatre-Bras. Il devait savoir qu'en un seul jour l'ennemi pouvait atteindre ce point; et, en effet, dès le 15, à six heures et demie du soir, les avant-postes

---

(1) *Mémoires*, t. IX, p. 170, et t. VIII, p. 198.

(2) Blücher dit formellement, dans son *Rapport sur les batailles de Ligny et de Waterloo*, que la division du prince d'Orange, attaquée aux Quatre-Bras, *était destinée à l'appuyer*.

de la division Perponcher furent attaqués à Frasnes par un détachement de cavalerie du corps de Reille (1). Quelque temps après arriva la division Bachelu; évidemment, toute l'aile gauche aurait pu s'y trouver en même temps qu'elle.

Napoléon prétend que Wellington avait choisi une position détestable : « Malgré, dit-il, la diversion opérée en sa faveur « par les 30,000 Prussiens du général Bulow, Wellington eut « deux fois opéré sa retraite, si cela eût été possible. Ainsi, « étrange bizarrerie des événements humains, le mauvais « choix de son champ de bataille, qui rendait toute retraite « impossible, a été la cause de son succès (2). »

Les remarques faites plus haut (chap. XV) prouvent combien, dans cette circonstance, la passion égare l'empereur. Il est bien plus près de la vérité lorsqu'il soutient qu'après les combats de Ligny et des Quatre-Bras, Wellington aurait dû se retirer derrière la forêt de Soignes par la chaussée de Charleroi; — faire exécuter à Blücher un mouvement correspondant par la route de Wavre; — réunir les deux armées à la pointe du jour sur Bruxelles; — laisser des arrière-gardes pour défendre la forêt; — se couvrir par des abattis et des ouvrages de campagne; — appeler enfin à lui toutes les garnisons de la Belgique et les quatorze régiments débarqués à Ostende (3). L'empereur pense que dans cette position, les alliés l'eussent empêché d'avancer ou de rester plus longtemps en Belgique, 380,000 Russes, Autrichiens et Bavarois étant arrivés sur le Rhin, et devant sous peu de jours atteindre la Marne (4).

Bien que Wellington n'ait point expliqué le motif qui lui fit occuper de préférence la position de Mont-Saint-Jean, nous

---

(1) Voir le *rapport* adressé des Quatre-Bras *au général Perponcher*, par le colonel B. de Saxe-Weimar, le 15, à neuf heures du soir.

(2) T. IX, p. 171.

(3) *Mémoires*, t. IX, 199.

(4) Cet aveu prouve que Napoléon, en commençant la campagne, ne se faisait point illusion sur le résultat final.

croyons qu'il a reculé devant la crainte de faire traverser la forêt pendant la nuit à une armée exténuée de fatigue.

Napoléon dit (p. 167 de ses *Mémoires*) : « L'armée fran-
« çaise campa, la nuit du 14 au 15, à une demi-lieue des
« avant-postes prussiens, et cependant le maréchal Blü-
« cher n'eut connaissance de rien. Lorsque, le 15 dans la
« matinée, il apprit, à son quartier général de Namur, que
« l'empereur entrait à Charleroi, l'armée prusso-saxonne était
« encore cantonnée sur une étendue de pays de trente lieues;
« il lui fallait deux jours pour se réunir. »

Ici encore, l'empereur va trop loin dans sa critique.

Blücher savait dès le 13 que Napoléon avait quitté Paris (1). La nuit suivante, ordre était donné au général Bulow de concentrer ses troupes sur la rive gauche de la Meuse, de manière que le 4e corps pût arriver en une seule marche à Hanut (2). En même temps, un officier d'état-major avait été expédié à Bruxelles pour arrêter les dernières mesures à prendre; et, bien que Wellington ne crût pas, dit-on, que l'armée française attaquerait d'abord les Prussiens, il avait donné à cet officier l'assurance positive que, le cas échéant, son armée serait concentrée à Nivelles et aux Quatre-Bras vingt-deux heures après le premier coup de canon.

Le 14, entre neuf et dix heures du soir, Blücher reçut avis de von Ziethen que les troupes françaises se montraient dans la direction de Solre-sur-Sambre et de Beaumont (3).

Comme il n'y avait plus alors de doute sur la direction de l'attaque principale, le maréchal prussien donna (à minuit) des ordres de marche aux divers corps de l'armée.

---

(1) VON DAMITZ, t. I, p. 70, et VAN LOBENSELS, p. 119.
(2) *Militair Wochenblatt*, n° 53, 19.
(3) C'est la version prussienne. M. le général Jomini prétend que Blücher fut averti de l'approche des Français par un tambour de la garde.

Les troupes de soutien des avant-postes de Ziethen se trouvèrent sous les armes le 15 de grand matin. On ne peut donc pas dire que ces avant-postes furent surpris. Au reste, Ziethen se retira lentement et sans se laisser entamer, fit tête pendant quelque temps aux Français à Gilly, et le soir s'arrêta en bon ordre à Fleurus.

Dès que Blücher eut reçu à Namur l'avis de cette attaque, il dirigea Pirch et Thielman sur Sombreffe, où ils arrivèrent entre onze heures et midi. En ce moment, les troupes de Ziethen étaient massées entre Bry et Ligny.

Ainsi, quelques heures après que l'ennemi eut passé la Sambre, trois corps de l'armée prussienne, constituant une force de 80,000 hommes, se trouvaient réunis dans une position reconnue d'avance (1). C'est là, sans doute, un résultat des plus satisfaisants.

Il faut reconnaître cependant, pour être juste, que si le corps de Vandamme et de Grouchy n'avaient pas perdu quelques heures précieuses, la concentration des trois corps prussiens eût été quasi-impossible. Le village de Fleurus se trouvait en effet trop rapproché de l'ennemi pour être un bon point de ralliement; c'est ce qui a fait dire à Napoléon que Blücher aurait dû concentrer son armée sur Wavre, où il avait la certitude d'être rejoint par Bulow.

Les auteurs prussiens toutefois sont d'avis que la concentration des quatre corps se fût effectuée, malgré tout, à Fleurus, si le chef du 4e corps avait exécuté immédiatement l'ordre reçu le 15 (à quatre heures du matin), de marcher sur Hanut (2). Mais le 15 au soir, Blücher savait que son ordre n'avait pas été exécuté, et que Bulow resterait en arrière (3). Si malgré

(1) Carmichael Smyth, p. 301.
(2) Voir, pour la justification de ce fait, les documents insérés dans le *Militair Wochenblatt*, 1845, n°s 5 et 6.
(3) Voir van Lobbensels, p. 124.

cette circonstance le maréchal persista à rester en position, au lieu de marcher sur la Dyle, c'est qu'il jugea moins important sans doute de rallier 30,000 hommes que de se tenir à proximité des Quatre-Bras, où il savait que l'armée anglo-néerlandaise devait se porter. Napoléon lui-même semble avoir justifié indirectement cette résolution dans le passage suivant de ses *Mémoires*, où il reproche à Blücher de ne s'être pas dirigé, après la bataille de Ligny, sur les Quatre-Bras ou sur Waterloo : « C'eût été le moyen le plus sûr, dit-il, de rallier les « troupes anglo-néerlandaises. En faisant le contraire, le « maréchal prussien commit une faute grave. Le 16, il n'était « qu'à 3,000 toises du prince d'Orange, et séparé de lui par « une bonne chaussée. Dans la soirée du 17, au contraire, il « y avait entre lui et l'armée alliée 10,000 toises et un terrain « qui n'offrait que des défilés et des chemins impraticables. »

Quant au reproche fait à Blücher d'avoir accepté la bataille le 16, il n'est pas fondé, puisque ce jour même, à une heure de l'après-midi, Wellington était venu trouver le maréchal sur la hauteur du Moulin de Bussy, et lui avait promis (1) que l'armée anglo-néerlandaise, réunie aux Quatre-Bras, s'avancerait par Frasnes et Gosselies pour attaquer l'ennemi en flanc et le forcer à battre en retraite sur Charleroi.

Le duc de Wellington avait, dit-on, la ferme conviction que, vers deux heures, un nombre suffisant de troupes seraient concentrées aux Quatre-Bras pour prendre l'offensive (2). C'est en échangeant ces assurances que les deux généraux se séparèrent : l'un courut aux Quatre-Bras, et l'autre donna les derniers ordres pour la bataille de Ligny (3).

Blücher se trouva donc le 16 dans les mêmes conditions

---

(1) Von Damitz, t. II, p. 17.
(2) Van Lobensels, p. 144.
(3) Van Lobensels, p. 145.

où Wellington s'était placé le 18, à Waterloo. Ni l'un ni l'autre, en acceptant le combat dans ces conditions, ne peuvent être accusés d'avoir violé les règles de l'art de la guerre.

Toutefois, le maréchal prussien fit plusieurs fautes qui doivent être signalées. Il choisit mal sa position; — ne tira point de sa nombreuse cavalerie (92 escadrons) tout le parti possible (1); — laissa son aile droite en l'air, et affaiblit son centre au moment même où tous les efforts de l'ennemi allaient se porter sur ce point.

Quelques auteurs (2) ont cherché à justifier la position aventurée de l'aile droite, par la nécessité où se trouvait Blücher de maintenir ses communications avec l'armée anglo-néerlandaise; mais cette excuse ne peut être admise. On est plus près en effet de compromettre que de favoriser la jonction des secours, lorsqu'on allonge une aile au point de rendre l'attaque de ce côté plus facile que sur tout autre point. Si Napoléon, inspiré par la belle manœuvre de Frédéric à Leuthen, avait débordé par sa gauche renforcée la droite ennemie et gagné la ligne de communication de Blücher avec les Anglo-Néerlandais, il aurait séparé les deux armées, et, dans tous les cas, rendu impossible la marche directe de Ligny sur les Quatre-Bras, marche que Napoléon reproche au maréchal prussien de n'avoir pas tentée après la bataille du 16.

---

(1) La position, du reste, n'offrait pas un terrain favorable à l'action de cette arme.

(2) Entre autres Van Lobensels : « L'opinion est assez unanime que la position prise par le « général prussien était très-bien choisie, toujours en considérant l'hypothèse déjà indi-« quée. »

FIN DU TOME DEUXIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME DEUXIÈME.

CHAPITRE X.

CHAPITRE XI.

CHAPITRE XV.

ANNEXE AU CHAPITRE XV.

FIN DE LA TABLE.

ERRATA.

Tome	page	ligne		au lieu de		lisez
Tome I,	page 35,	ligne 19,	au lieu de :	*février,*	lisez :	*mars.*
»	» 81,	» 17,	»	*ses,*	»	*ces.*
»	» 126,	» 33,	»	*quatorze,*	»	*quatre.*
»	» 149,	» 8,	»	*Bourbons,*	»	*Cours.*
»	» 172,	» 4,	»	*maréchal,*	»	*général.*
»	» 380,	» 28,	»	*l'auteur.*	»	*les auteurs.*
»	» 451,	» 17,	»	*Salamanque,*	»	*Rodrigo.*
»	» 461,	» 8,	»	*les généraux,*	»	*le général.*

Tome	page	ligne		au lieu de		lisez
Tome II,	page 13,	intervertir les notes (1) et (2).				
»	» 14,	ligne 31,	au lieu de :	12,000	lisez :	1,200.
»	» 18,	» 26,	»	40,000	»	36,000.
»	» 23,	» 27,	»	*l'Italie,*	»	*en Italie.*
»	» 25,	supprimez la note 3.				
»	» 26,	ligne 11,	effacez *la division Bonnet.*			
»	» 32,	» 21,	au lieu de :	*faisant,*	lisez :	*firent.*
»	» 37,	» 33,	»	1,500	»	900 *à* 1,000.
»	» 39,	» 28,	»	2 *à* 300,	»	2,300.
»	» 45,	» 20,	»	*Clausel,*	»	*Foy.*
»	» 50,	» 14,	»	*Valencia,*	»	*Palencia.*
»	» 50,	» 20,	supprimez :	*des Anglais.*		
»	» 51,	» 30,	au lieu de :	*du Nord,*	lisez :	*de Portugal.*
»	» 88,	» 23,	»	*l'armée du Centre,*	lisez :	*le centre.*
»	» 96,	» 26,	»	30 *juin,*	lisez :	15 *juin.*
»	» 130,	» 27,	»	1,700 *hommes, compris,*	lisez	17,000 *hommes, non compris.*
»	» 132,	» 20,	»	*Wellington, occupé,*	lisez :	*Wellington, bien que Soult fût occupé.*
»	» 162,	» 1,	»	*et le*	lisez :	*et avant le.*
»	» 180,	» 1,	»	*Beyra,*	»	*Vera.*
»	» 180,	» 12,	»	40,000,	»	60,000.
»	» 180,	» 32,	»	16,000,	»	36,000.
»	» 189,	» 4,	»	*même jour,*	»	*lendemain.*
»	» 205,	» 5,	»	20,000,	»	28,000.
»	» 209,	» 24,	»	4,000,	»	1,000.
»	» 372,	» 26,	»	414,000,	»	286,000.
»	» 385,	» 20,	»	*Grouchy,*	»	*Vandamme.*
»	» 391,	» 25,	»	70,000	»	78,000.
»	» 421,	» 23,	»	*cinq,*	»	*quatre.*
»	» 422,	» 9,	»	15,000	»	12,000.
»	» 438,	» 15,	»	*la Haie sainte,*	lisez :	*le centre gauche*
»	» 460,	» 4,	»	1812,	iisez :	1814.

HISTOIRE

DU

DUC DE WELLINGTON.

Bruxelles. — Imp. de E. Guyot, successeur de Stapleaux,
rue de Schaerbeek, 12.

HISTOIRE

DU DUC

DE

WELLINGTON

PAR

A. BRIALMONT.

DEUXIÈME TIRAGE.

TOME III.

BRUXELLES ET LEIPZIG.

ÉMILE FLATAU,

ANCIENNE MAISON MAYER ET FLATAU.

1858

AVERTISSEMENT.

I

Les deux premiers volumes de l'histoire du duc de Wellington ont donné lieu à des observations critiques sur lesquelles nous croyons devoir appeler un moment l'attention du lecteur.

On nous a reproché, en France, trop d'admiration pour le vainqueur de Waterloo, et, en Angleterre, trop de sévérité.

Cette appréciation contradictoire est le résultat de la stricte neutralité que nous avons gardée entre le dénigrement des uns et l'enthousiasme des autres. Il faudra du temps pour que la nation française, oubliant ses vieilles préventions et faisant violence à ses sentiments intimes, accepte Wellington pour un grand général ; et il faudra du temps aussi pour convaincre le peuple anglais que son héros tout admirable qu'il soit, est loin d'égaler Bonaparte.

Pour condamner un livre, il ne suffit pas de dire qu'il est partial ; il faut prouver que les faits y sont mal exposés ou mal interprétés. C'est le rôle et même le devoir de la critique. Or, jusqu'ici elle n'a pas signalé d'erreur grave ni de source importante négligée. On en conclura sans doute que nos prétentions à l'exactitude ne sont pas dénuées de fondement.

Quant à nos appréciations, si on les trouve empreintes de trop d'enthousiasme, il faut en attribuer la cause, non à un excès de bienveillance pour le général anglais, mais à l'empire qu'exercent naturelle-

ment sur certains esprits les grandes actions et les nobles caractères. Loin d'être regrettable, cette influence, se communiquant au lecteur, devient un enseignement précieux, sans lequel l'histoire serait une école stérile ou dangereuse. Celui qui ne sent pas son cœur battre au récit d'une belle action, qui demeure impassible ou lâchement résigné en face d'un grand crime ou d'une grande iniquité, —celui-là n'est pas digne d'écrire pour l'instruction de ses semblables. L'historien comme le magistrat doit avoir des passions, parce qu'il est homme. On juge mal quand on ne sent pas. L'impartialité absolue n'est pas dans la nature.

II

On prétend que nous avons mis trop de scrupule à citer nos sources et trop de soin à justifier, par des documents ou des notes explicatives, nos jugements sur les hommes et les faits.

« Il faut, dit-on, entre l'écrivain et le public, une confiance réci-
« proque..... Si l'on devait toujours apporter avec soi la preuve de ses
« assertions, la tâche de chacun deviendrait accablante... Nous ne
« croyons pas qu'il soit rigoureusement nécessaire pour un historien
« de s'appuyer toujours d'un document; sa parole d'honnête homme
« doit avoir assez d'autorité pour provoquer la confiance. »

Voilà ce qui s'appelle faire bon marché de l'exactitude et de la vérité historique.

Le prétendu défaut que l'on signale est en réalité la seule qualité du livre, ou du moins la seule que nous ayons cherché à obtenir.

A notre avis, c'est une singulière prétention de vouloir que le public accepte sans preuves les jugements de l'écrivain *honnête homme*. L'histoire est essentiellement une œuvre de critique, de discussion, de contrôle perpétuel. Aussi, les premiers historiens de notre temps, les Augustin Thierry, les Guizot, les Michelet, les de Barante, les Macaulay, etc., ont eu, nous ne dirons pas la modestie, mais le bon sens de supposer qu'on ne les croirait pas sur parole. De là ces notes, ces éclaircissements, ces doutes loyalement exprimés, ces précieuses indications de sources qui garantissent la bonne foi de l'auteur et permettent au public de juger en connaissance de cause.

Sans doute, quelques auteurs ont jugé convenable de s'affranchir de cette obligation, pour donner du charme et de l'originalité à leur style; mais les travaux de ces auteurs sont-ils plus estimés, plus utiles

surtout à la science ? Nul n'oserait le soutenir. Le but de l'historien n'est pas de chercher à plaire ; — une plus haute et plus noble mission est assignée à ses efforts. Il doit conduire le lecteur à travers le dédale des faits, éclairer sa route au flambeau de la critique, lui faire toucher en quelque sorte la vérité du doigt. Excursion toujours pénible, souvent ennuyeuse, jamais sans utilité. Heureux les esprits d'élite qui savent instruire et charmer tout à la fois !

III

Voici en quels termes on nous a signalé une prétendue contradiction.

« L'auteur s'est contredit d'une part, en voulant attribuer à Wel-
« lington les qualités d'audace, de pénétration et de promptitude qui
« étaient certainement plus le propre des généraux français, — et d'au-
« tre part, en disant quelquefois que Wellington n'agissait jamais que
« par suite de combinaisons préméditées et avec une presque certitude
« de succès. »

La contradiction serait évidente, en effet, si la prudence et le calcul excluaient toute idée d'audace. Mais cela n'est pas soutenable. L'opération la plus audacieuse et la plus inattendue de Napoléon, le passage des Alpes, est en même temps celle qu'il prépara avec le plus de soin et de circonspection.

Un général qui se fie au hasard, aux ressources imprévues de son génie, est plutôt un téméraire qu'un audacieux, un coureur d'aventures plutôt qu'un grand capitaine.

IV

On nous reproche d'avoir glissé trop légèrement sur certains faits ; d'avoir mis en notes des détails et des réflexions qui auraient dû trouver place dans le texte.

En faisant cette critique, on a perdu de vue que notre but était d'écrire une *histoire du duc de Wellington*, et non une *histoire des guerres de l'Inde, de la Péninsule et des Pays-Bas*. Il existe, en effet, une grande différence, sous le rapport du cadre et de la composition, entre une biographie et une œuvre historique. L'exemple suivant en fournira la preuve :

Dans le chapitre XV nous avons donné une description très-sommaire de la bataille de Ligny, en même temps que nous avons insisté

sur toutes les particularités des batailles de Quatre-Bras et de Waterloo. Cela tient à ce que Wellington n'assista point à la première et qu'il dirigea en personne les deux autres. Si nous avions écrit l'histoire du maréchal Blucher, nous eussions fait tout l'opposé.

La première règle et la plus essentielle de la composition historique est de proportionner le cadre au sujet. Voilà pourquoi nous avons dû rejeter en notes une foule de détails et de faits généraux qui, dans une *histoire des guerres de Wellington* auraient trouvé place dans le texte.

V

Quelques militaires sont d'avis que le récit des campagnes de Wellington aurait dû être précédé d'une description détaillée des théâtres de guerre; — d'autres trouvent nos relations de batailles trop sommaires, trop décharnées.

Pour ce qui regarde les descriptions topographiques, nous ferons observer que les hommes spéciaux y suppléent avantageusement par de bonnes cartes, et que les autres les dédaignent ou ne les comprennent point.

Quant aux mouvements exécutés sur le champ de bataille, il est impossible de les donner d'une manière précise et complète. On ne trouve, en effet, dans les bulletins officiels et dans les relations des témoins oculaires, que les mouvements généraux ayant exercé une influence décisive. Ceux-là nous les avons indiqués avec une scrupuleuse exactitude, sans chercher à remplir les lacunes par des détails puisés dans notre propre fonds.

Il y a deux manières de décrire une bataille. L'une consiste à narrer les faits d'après les documents les plus dignes de foi, avec l'intention d'être vrai plutôt que neuf, intéressant, pittoresque.

L'autre manière consiste à lire toutes les relations et à se former, d'après cette lecture, une idée générale de la bataille, interprétant ce qui est obscur, complétant ce qui est défectueux et reconstituant par l'imagination la scène entière dont les bulletins et les rapports donnent seulement un résumé substantiel.

La première méthode d'écrire est aride;mais elle expose moins l'historien à commettre des erreurs.

La seconde, au contraire, permet de tracer des tableaux animés, pleins de charme et d'intérêt; mais qui, malheureusement, sont presque toujours des tableaux de fantaisie.

Cherchant à instruire plutôt qu'à flatter l'imagination, nous avons tout naturellement donné la préférence à la première de ces deux méthodes.

VI

La critique la plus importante de l'*Histoire du duc de Wellington* a été formulée dans les termes suivants, par un homme de lettres distingué :

« Le plan adopté par M. le capitaine Brialmont nous paraît sujet à « discussion. Au lieu de mêler au récit des événements les réflexions « ou les jugements qui en découlent, il a scindé son œuvre en deux « parties : l'une historique, l'autre purement critique. Dans la pre- « mière, il s'est attaché à établir les faits ; dans la seconde, à juger « l'homme qui s'y est trouvé mêlé comme acteur principal.

« Ce plan, s'il faut parler avec franchise, ne nous semble pas heu- « reux. Détruire le lien naturel des faits et des jugements qu'ils pro- « voquent, mettre d'un côté la pièce et de l'autre l'acteur, ou l'appré- « ciation que l'on fait de lui ; établir arbitrairement cette division, que « l'auteur a raison d'appeler une scission ; c'est d'abord renoncer de « gaieté de cœur aux avantages de la variété, car les considérations « générales reposent l'esprit du détail des faits, et tour à tour le détail « des faits le repose des considérations générales ; mais surtout c'est « remplacer l'ordre vrai et vivant par une symétrie artificielle et ina- « nimée. Nous croyons comprendre que l'auteur a voulu ainsi alléger « pour lui le fardeau toujours considérable de la composition, et qu'il « a trouvé commode de faire en quelque sorte deux compartiments, « l'un pour la narration des faits, l'autre pour l'appréciation du prin- « cipal personnage ; mais quel qu'ait été son motif pour adopter ce « plan, l'effet n'en est pas bon, puisqu'en plaçant dans l'un de ces com- « partiments les événements historiques, dans l'autre les considérations « critiques et philosophiques qui en résultent et les réflexions qui en « sont la vie, il a mis le corps d'un côté, l'âme de l'autre. »

Nous avons trop de confiance dans les lumières et dans l'impartialité de l'auteur de cette critique, pour ne pas supposer que la lecture des tomes II et III modifiera son appréciation. Il remarquera (ce que du reste il aurait pu voir déjà en partie dans le tome Ier) que notre relation ne se borne pas « à un simple narré des faits, » et que ce n'est pas, en un mot, pour nous servir de ses expressions « un corps sans âme. » Nous avons porté sur les faits marquants de la vie de Wel-

lington et sur les hommes avec lesquels le duc s'est trouvé en relation des jugements motivés au point de vue militaire comme au point de vue politique et moral. Aucune observation critique n'a été omise, aucun détail essentiel n'a été négligé; c'est dans l'intérêt de l'ouvrage et nullement pour simplifier notre tâche que nous avons réuni dans un « deuxième compartiment » les détails et les faits accessoires.

Cette division (moins tranchée du reste qu'on pourrait le croire d'après la préface du livre) a pour objet de conserver au récit l'unité et la gravité qu'exige une œuvre historique. Il y a des particularités, fort intéressantes pour le biographe et le philosophe, qui doivent être nécessairement élaguées d'une narration dont le principal intérêt réside dans la nature des causes et des hommes en présence.

Ce que nous avons appelé, à tort peut-être, la seconde partie de l'histoire du duc de Wellington est bien moins un jugement des faits exposés dans la première partie que le résumé de ces faits mis en regard des circonstances accessoires et personnelles qui s'y rattachent; ces circonstances, inutiles au point de vue de l'histoire générale, sont au contraire précieuses quand il s'agit de peindre le caractère ou de définir la valeur morale d'un homme.

L'exemple suivant rendra cette vérité sensible.

Le 17 juin 1815, Wellington s'était arrêté en arrière des Quatre-Bras pour attendre des nouvelles de Blucher, qu'il savait dans une position difficile. Le général Alava trouva le duc assis sur le bord d'un fossé, lisant un paquet de journaux. Il l'aborda avec un certain embarras, justifié par les bruits fâcheux qui circulaient dans l'armée. Or, la première question que lui adressa le général anglais, dans ce moment critique, fut relative au bal de la duchesse de Richemond.

Voilà sans doute un trait caractéristique. Cependant, il nous paraîtrait peu convenable de suspendre le récit des graves événements accomplis dans cette campagne de trois jours pour attirer l'attention du lecteur sur un pareil détail biographique.

De même, il serait puéril, racontant le drame émouvant de Waterloo, d'ouvrir une parenthèse pour noter la contenance impassible du général anglais, dans une situation où toutes les chances semblaient contre lui.

Quand la parole est aux faits, les hommes et les caractères doivent s'effacer.

Cependant des traits semblables à ceux que nous venons de rappeler ont une valeur réelle pour le moraliste et le biographe.

Il faut donc les recueillir et les mettre en œuvre dans un cadre séparé. C'est ce que nous avons fait.

Le lecteur impartial reconnaîtra que cette partie ne pouvait être fondue dans la première. Sans doute on y trouvera des faits et des circonstances déjà cités, mais ces répétitions ont leur utilité et quelquefois même leur charme. Beaucoup de personnes, arrivées à la fin du tome III, ne se rappelleront plus toutes les appréciations des tomes Ier et II : celles-là nous sauront gré d'avoir, dans un résumé concis, jugé l'homme après avoir jugé ses travaux ; les autres conviendront peut-être que notre œuvre, dans l'état où elle se trouve, donne une idée plus nette du talent, du caractère, de l'individualité de Wellington, qu'elle ne le ferait si nous avions, au prix même de beaucoup d'art, fondu dans un même moule les matériaux divers classés dans ce qu'on a « appelé les deux compartiments de l'ouvrage. »

CHAPITRE XVI.

CARRIÈRE POLITIQUE DE WELLINGTON.

1815 — 1852.

CHAPITRE XVI.

SOMMAIRE :

Idées de Wellington sur le gouvernement et les partis. — État des esprits en Europe après 1815. — Ligne de conduite des souverains alliés. — Politique de Wellington à l'égard de la France. — Attentats sur sa personne. —Napoléon récompense l'un des assassins.—Congrès d'Aix-la-Chapelle. —George IV visite le champ de bataille de Waterloo.—Congrès de Vérone. — Wellington est envoyé à Saint-Pétersboug pour régler les affaires de la Grèce. — Participation du duc à la politique intérieure de la Grande-Bretagne.—Sa répugnance pour les institutions démocratiques. — Décadence du torysme. — Politique de transition. — Wellington, devenu ministre, personnifie cette politique. — Avénement de Canning. — Wellington et six autres torys modérés se retirent du cabinet. — Opposition du duc au nouveau ministère. — Démission de Canning. — Lord Goderich lui succède. — Faiblesse de cette administration. — Elle est obligée de se retirer après la bataille de Navarin.—Wellington nommé président du conseil. — A la suite d'un vote hostile, Huskisson se retire et avec lui quatre autre canningistes.—Wellington remanie son administration dans le sens tory modéré. — Il présente et fait voter l'importante question de l'émancipation catholique. — Fâcheuse attitude qu'il prend dans la question de la réforme parlementaire. — Sa manière de voir à l'égard de la Grèce, de la guerre civile du Portugal, des révolutions de Paris et de Bruxelles. — Impopularité momentanée de Wellington. — Chute du ministère de lord Grey. — Avénement de lord Melbourne.—Sir Robert Peel est chargé de former un nouveau cabinet. — Wellington fait partie de ce cabinet. — Mort de George IV.—Avénement de la reine Victoria. — Wellington contribue à l'établissement du *Free-trade*. — Fin du ministère

Robert Peel. — Avénement de John Russell. — Lettre de Wellington sur la défense de l'Angleterre. — Émeute des chartistes; habiles dispositions du duc. — Sa mort ; regrets universels qu'elle inspire.

Après avoir esquissé à larges traits la vie militaire de Wellington, nous devons jeter un coup d'œil sur sa vie politique et signaler brièvement les services qu'il a rendus comme homme d'État, de 1815 à 1852, époque de sa mort.

Dans cette seconde moitié de son existence, nous retrouverons encore, sinon la même supériorité, au moins les mêmes qualités solides, le même jugement, le même coup d'œil, la même énergie, le même dévouement aux intérêts du pays et de la couronne.

Si Wellington fut inférieur sous quelques rapports à ses illustres collègues du Parlement, il eut en revanche des avantages que nul d'eux ne posséda au même degré. Ses qualités et ses défauts tenaient en partie aux habitudes de sa vie antérieure : il avait été trop longtemps soldat pour avoir les scrupules et les faiblesses ordinaires aux hommes de parti; mais il avait aussi trop longtemps vécu au milieu de gens façonnés aux idées d'ordre et de discipline pour posséder cette flexibilité d'esprit, ce charme de langage, cette séduction de caractère et cette fécondité de ressources qui captivent, entraînent les masses et donnent de l'influence dans les assemblées délibérantes.

Ses opinions et son caractère le portaient à la résistance. Pendant la première moitié de sa vie, il combattit Napoléon, le représentant de la révolution et de la conquête; pendant la seconde moitié, il résista à l'esprit de réforme et à la démocratie personnifiés par d'illustres orateurs et des écrivains du premier mérite. Cependant, comme il était avant tout homme de bon sens et dévoué à son pays, il ne poussa jamais la résistance jusqu'aux dernières limites. Alors même qu'il se roidit le plus contre l'opinion publique, il ne fut

jamais ni assez absolu, ni assez oppressif pour devenir un obstacle. Son système était de renoncer à une opinion dès qu'elle ne pouvait se manifester sans interrompre le cours des affaires, ou sans apporter quelque entrave à l'action du gouvernement. L'ordre pour lui était la loi suprême; les principes, les partis et les hommes ne venaient qu'en seconde ligne : « Si le monde, disait-il, était gouverné par des principes, rien ne serait plus aisé que de conduire les grandes affaires; mais en toute circonstance, le devoir d'un homme sage est de choisir la moindre des difficultés qui l'entourent. » Ce fut également la théorie de Robert Peel, avec lequel Wellington eut, comme politique, une grande conformité de vues et de sentiments.

Quoique appartenant à la classe privilégiée, ces deux hommes d'État ont porté des coups mortels aux priviléges, et quoique d'un caractère très-arrêté, ils n'ont jamais hésité à suivre leurs antagonistes, quand les événements avaient modifié leur opinion ou rendu nécessaire le sacrifice de leur personnalité. Battus sur une question de principe, ils acceptaient de bonne grâce le fait accompli. On peut dire qu'ils défendaient leurs idées comme on défend une place, aussi longtemps qu'on y peut tenir convenablement.

Wellington apportait dans l'exercice de ses devoirs politiques une résignation toute militaire. Il acceptait un portefeuille comme s'il se fût agi d'un commandement : c'était dans toute la force du terme un brave et loyal *serviteur;* il n'eut même jamais d'autre ambition que de mériter ce titre.

Bien qu'il appartînt à l'école politique de 1807, le duc se montra plus libéral que la plupart des hommes d'État qui personnifient cette école. Sa politique marque en quelque sorte la transition entre le système déchu, qui avait toutes ses sympathies, et l'école moderne, dont il n'accepta les idées que lorsque les circonstances l'exigèrent impérieusement.

Dans la guerre qui venait de finir, la légitimité avait

vaincu la révolution; mais les principes de celle-ci étaient restés debout. Le dernier coup de canon avait à peine retenti, que les idées libérales surgirent avec plus de force et d'ensemble que jamais. Wellington avait trop de prudence et de sagacité pour méconnaître la portée de ce fait. Aussi, malgré les tendances ultra-réactionnaires de certains représentants de l'absolutisme vainqueur, il fit de louables efforts pour donner satisfaction à quelques-uns des besoins de l'époque. Il soutint notamment que les États européens devaient profiter de la paix « pour réduire leurs forces militaires excessivement « accrues, et pour améliorer la condition des peuples en « donnant plus de soins aux affaires intérieures (1). »

Le duc contribua par cette sage conduite à maintenir quelque temps les souverains alliés dans la voie libérale où ils étaient entrés en 1815; mais à mesure que le besoin de popularité se fit moins sentir, ces souverains revinrent à leur ancienne politique, soit par la force de l'habitude, soit par l'influence des classes privilégiées, soit encore par la crainte du débordement des passions anarchiques.

On a vu que si les vainqueurs de 1815 ne donnèrent pas suite à leur projet de démembrement de la France, ce fut en grande partie parce que Wellington soutint et fit prévaloir dans les conseils des alliés ce principe, d'une vérité frappante tant de fois confirmée depuis, « que le repos de l'Europe tient essentiellement à la tranquillité du peuple fran« çais. »

Cette conduite intelligente et libérale ne fut pas appréciée en France comme elle méritait de l'être. L'amour-propre national, étouffant le sentiment de la reconnaissance, poursuivit d'injures et de railleries le seul homme peut-être de la coali-

---

(1) *Memoir of the duke of Wellington*, publié par le *Times*, p. 90. Jusqu'ici nous ignorions l'auteur de ce mémoire. Le journal le *Sun*, dans son nº du 19 février 1857, nous apprend que c'est l'illustre Macaulay.

sion qui se soit montré calme et modéré, avant comme après la victoire. Pendant son séjour à Paris, Wellington fut deux fois en butte à des tentatives d'assassinat. En juin 1816, le duc avait réuni à l'Élysée-Bourbon un grand nombre de personnages distingués. Pendant le dîner, le valet d'un des convives aperçut de la fumée sortant des caves. Vérification faite, on trouva une mèche allumée près d'un baril de poudre et de plusieurs tonneaux d'huile.

La seconde tentative eut lieu le 11 février 1818. Un ancien sous-officier, nommé Cantillon, déchargea un pistolet sur le duc, au moment où il rentrait chez lui en voiture. Le coup ne porta point, et l'assassin trouva moyen de s'enfuir. On parvint cependant à l'arrêter quelque temps après ; mais traduit en justice, il fut acquitté malgré les charges les plus accablantes.

C'est à raison de cette tentative que Napoléon fit, par codicille, un legs de 10,000 francs à Cantillon (1).... Jamais peut-être la majesté impériale du prisonnier de Sainte-Hélène ne tomba si bas que dans cette circonstance. Qu'avait donc fait le duc de Wellington à Bonaparte pour que celui-ci récompensât une mauvaise action?

Il l'avait combattu loyalement, et, après la victoire, il s'était opposé à ce que Blücher tirât une éclatante vengeance de la mort du duc d'Enghien. L'empereur sans doute ignorait ce fait, et sans doute encore se croyait autorisé à rendre Wel-

---

(1) Ce codicille est ainsi conçu :

« Je lègue 10,000 francs au sous-officier Cantillon qui a essuyé un procès comme prévenu « d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. Cantillon avait « autant de droit d'assassiner cet oligarque, que celui-ci de m'envoyer périr sur le rocher « de Sainte-Hélène. Wellington, qui a proposé cet attentat (c'est une erreur, comme « nous le verrons plus loin), cherchait à le justifier par l'intérêt de la Grande-Bretagne. « Cantillon, si vraiment il eût assassiné Wellington, se serait couvert et aurait été justifié « par les mêmes motifs : l'intérêt de la France de se défaire d'un général qui, d'ailleurs, avait « violé la capitulation de Paris, et par là s'était rendu responsable du sang des martyrs Ney, « Labédoyère et du crime d'avoir dépouillé les musées, contre le texte des traités. »

lington responsable des maux qu'il endurait à Sainte-Hélène. Mais cette double supposition fût-elle vraie, Napoléon n'en serait pas moins coupable, lui si grand, si majestueusement foudroyé par la fortune, d'avoir récompensé une tentative d'assassinat... L'histoire cesserait d'être du bon sens et de la morale, si de pareilles actions pouvaient être excusées !

En septembre 1818, Wellington fut chargé avec Castlereagh de représenter l'Angleterre au congrès d'Aix-la-Chapelle.

La seule question importante à examiner dans ce congrès fut de savoir « s'il convenait de mettre un terme à l'occupation du territoire français. » Le traité de Paris avait fixé à cinq ans la durée possible de cette occupation; or, la Russie exceptée, toutes les puissances alliées paraissaient vouloir s'en tenir à l'observation rigoureuse de cette clause. Au Parlement, lord Stanhope avait dit que ce serait *un acte de folie* que d'évacuer la France, et lord Castlereagh, dans sa réponse, s'était montré plein de ménagements pour l'orateur. Parmi les Français un grand nombre de royalistes désiraient la présence des étrangers pour raffermir le trône légitime. Le coup de pistolet tiré sur Wellington, au moment même où il allait témoigner au congrès de l'état d'ordre et de paix où se trouvait la France, servit de prétexte à cette fraction de légitimistes ardents, qui n'avaient d'ailleurs pour eux ni le roi ni le ministère (1).

Le duc, néanmoins, se plaçant au-dessus de ces considérations, demanda l'évacuation immédiate du territoire avec une

(1) M. de Beauchamp, dans son *Hist. de Louis XVIII*, t. II, p. 250 et suivantes, prétend qu'il y eut une conspiration ourdie pour détrôner le roi au profit de *Monsieur*. L'existence de cette conspiration toutefois ne fut pas légalement constatée.

persistance d'autant plus honorable qu'il touchait, en sa qualité de commandant des corps d'occupation, un traitement fort élevé (1). Son opinion prévalut, et, malgré les sinistres prédictions de plusieurs de ses collègues, il eut le bonheur de constater qu'il ne s'était point mépris sur le caractère de la nation française.

En 1821, peu de temps après son couronnement, George IV traversa la Belgique en revenant de Hanovre ; il voulut voir le champ de bataille de Waterloo. Sa Majesté se fit expliquer par le duc de Wellington toutes les opérations de cette mémorable journée, et parut vivement touchée de les apprendre de la bouche même de celui qui les avait dirigées avec tant de succès.

L'année suivante, le duc représenta de nouveau l'Angleterre au congrès de Vérone. Lord Londonderry, mort depuis peu, avait été remplacé au *foreing-office* par Canning. Ce furent donc les idées de ce dernier que le duc se chargea de faire prévaloir.

Le but ostensible du congrès était de mettre un terme à l'occupation de Naples et du Piémont par les Autrichiens ; mais en réalité, des questions plus graves et plus délicates devaient être débattues dans cette assemblée.

---

(1) CAPEFIGUE, t. V, p. 396 de son *Hist. de la Restauration*, prétend que le rôle de Wellington au congrès effaça celui de Castlereagh ; il assure, en outre, qu'il ne régnait pas une entente bien cordiale entre ces deux hommes d'État.

Le cabinet des Tuileries avait donné ordre à son ambassadeur de demander catégoriquement aux représentants des puissances alliées si leurs gouvernements appuieraient l'intervention armée de la France en Espagne, dans le cas où l'intérêt de sa défense et de sa dignité rendrait cette intervention nécessaire.

La Prusse et l'Autriche promirent leur appui *moral*, la Russie promit à la fois son appui *moral* et *matériel;* l'Angleterre seule protesta : « L'expérience a démontré, dit le duc « de Wellington, que, pendant les révolutions, l'opinion pu« blique est influencée par des intérêts de parti et de fac« tion; et ce qui répugne alors le plus au sentiment général, « c'est l'intervention formelle et organisée d'une puissance « étrangère. Du reste, le fait d'une pareille intervention est « d'affaiblir et de mettre en danger le parti même en faveur « duquel on agit (1). » En conséquence, le duc refusa, au nom de son gouvernement, de s'associer aux démarches des trois autres puissances, qui se bornèrent en définitive à censurer, dans des lettres adressées à leurs représentants à Madrid (2), la conduite des libéraux espagnols et à faire entrevoir à ceux-ci la possibilité d'une guerre avec la France, s'ils ne mettaient le roi en liberté et s'ils ne modifiaient les institutions fondamentales.

En dépit de ces hésitations et de ces attermoiements, le gouvernement de Louis XVIII, entraîné par Châteaubriant, tenait à faire l'expédition « pour replacer la France au rang « des puissances militaires et réhabiliter la cocarde blanche « dans une guerre courte et presque sans danger, vers laquelle « poussait l'opinion des royalistes et de l'armée (3). »

La cour, d'un autre côté, se montrait enthousiaste du

(1) *Congrès de Vérone*, t. I, p. 121.
(2) *Lettres* écrites en novembre 1822.
(3) *Congrès de Vérone*, t. I, p. 145.

projet de rétablir un Bourbon par les armes d'un autre Bourbon, et de détruire du même coup un foyer de jacobinisme aux portes de la France.

La conduite des partisans de Mina et les trames bonapartistes ourdies au delà des Pyrénées fournirent un prétexte pour décider l'entrée en campagne. En prenant cette résolution, le gouvernement de Louis XVIII assuma une grande responsabilité, car la question de l'intervention armée n'avait pas été nettement résolue au congrès. Les plénipotentiaires, en effet, s'étaient bornés à déclarer qu'on laisserait à la France le soin d'agir comme elle le jugerait utile, étant plus qu'aucune autre puissance intéressée à obtenir une bonne solution.

Jaloux de profiter de cette latitude, le gouvernement jeta une armée au delà des Pyrénées, lorsqu'on le croyait encore au milieu de ses préparatifs.

Cette intervention violente d'une puissance étrangère dans les démêlés de Ferdinand et de son peuple, souleva la juste indignation des libéraux anglais. Ils savaient que les instructions de Canning n'avaient point autorisé le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à user de menace envers la nation espagnole; d'un autre côté, ils se défiaient de l'opinion personnelle du duc, qui passait pour être peu favorable à la politique libérale du ministre des affaires étrangères. Il n'en fallut pas davantage pour que Wellington fût accusé d'avoir trompé le cabinet et favorisé, par son attitude, les prétentions absolutistes des autres puissances.

Le duc ne pouvait rester indifférent à ces accusations. Il se disculpa à la tribune des lords, en prouvant qu'il s'était littéralement conformé aux instructions du gouvernement (1), et qu'il avait même usé de toute son influence

(1) Voici textuellement les instructions que Canning transmit à Wellington:
« If there be a determined project to interfere by force or menace in the present struggle

pour détourner de l'Espagne une intervention à main armée (1).

L'effet de ce discours fut très-heureux, car il força l'opposition à mettre le duc et le ministère hors de cause.

Les hommes d'État qui ont siégé avec Wellington dans les conférences auxquelles donna lieu la reconstitution de l'Europe, après 1815, sont d'accord que le duc, sans être un orateur brillant, exerça dans ces réunions une grande influence par la sagacité de ses vues, la prudence de ses conseils et la sûreté de son jugement.

Ces qualités, Wellington les manifesta plus encore dans la seconde moitié de sa vie politique, lorsque, sur les instances du roi, il fut obligé de prendre une part directe à l'administration de la Grande-Bretagne.

Mais avant de suivre le duc dans cette voie nouvelle, nous rappellerons encore une circonstance où il fut appelé à rendre des services à l'étranger.

C'était en 1826, au moment où la question de la Grèce fesait surgir de grandes difficultés politiques. Canning, redoutant une solution contraire aux intérêts de son pays, jugea utile d'envoyer une ambassade à Saint-Pétersbourg, pour déterminer le czar à prendre de commun accord avec

---

« in Spain, so convainced are his Majesty's government of the uselessness and danger of « any such interference, to objectionable does it appear to them in principle as well as ut- « terly impraticable in execution that when the necessity arises or (I would rather say) « when the opportunity offers, I am to instruct your Grace at once frankly and peremptorily to declare that to any such interference come what may, his Majesty will not be a « party. »

(1) Cela est parfaitement vrai, car, le 22 novembre 1822, Châteaubriant écrivait de Vérone à M. de Villèle : « Nous voyons maintenant clairement les causes des notes violentes du duc de Wellington » (contre les projets de la France). Châteaubriant signalait même dans cette lettre, comme une évantualité possible, la guerre entre la France et l'Angleterre, preuve que le duc était loin de pactiser avec le gouvernement de Louis XVIII. Le plénipotentiaire français disait encore : « Wellington jette ici feu et flamme, et Gentz a conseillé à Ouvrard de ne pas se présenter chez lui. » Enfin, comme dernier témoignage, nous rappellerons, d'après la même source, que le duc, en passant par Paris, voulut, pour éviter la guerre, engager le gouvernement français à accepter la médiation de l'Angleterre, ce que M. de Villèle refusa net.

l'Angleterre et les autres États les arrangements nécessités par la fin de la guerre des Grecs. Il confia cette délicate mission au duc de Wellington, qui, par ses services éminents et sa position personnelle, était, plus que tout autre homme d'État, certain de recevoir un accueil empressé à la cour de Russie. Nicolas, monté depuis peu sur le trône, se montra en effet plein d'égards et de prévenances envers le vieux champion de la légitimité. Il lui exprima, dans une lettre autographe, toute son admiration pour ses éclatants services et ses hautes qualités ; il l'informa, en outre, que le régiment d'infanterie de Smolensko, formé par Pierre le Grand (un des meilleurs de l'armée) porterait dorénavant le titre de *régiment du duc de Wellington.* Ces marques de satisfaction étaient d'un bon augure pour l'ambassade; elle obtint tout le succès qu'on pouvait en attendre.

Wellington consacra une grande partie de son existence à défendre les principes de liberté et les droits des peuples foulés aux pieds par Napoléon; cependant il ne fut point, dans l'acception ordinaire du mot, un politique libéral. Son éducation première, sa longue habitude du commandement et de la discipline, qui naturellement éloignent des idées de liberté et d'égalité; ses relations avec les chefs du parti conservateur; enfin, le souvenir des folies et des excès qu'il avait vu commettre en Espagne au nom des idées libérales, le rendirent peu favorable aux institutions démocratiques. Il détestait surtout les ambitieux qui cherchent à s'élever en flattant les masses et qui, au besoin, ne craignent pas de se mettre en révolte contre la loi pour atteindre leur

but. Tout ce qui avait l'apparence du désordre ou de l'indiscipline trouvait en lui un ennemi implacable. Aussi, le peuple anglais, témoin de son énergie dans les émeutes, lui donna-t-il de bonne heure le surnom de *duc de fer* (iron duke).

Bien que par principe, par caractère et par expérience, Wellington fût enclin à soutenir les gouvernements forts et les monarchies légitimes, il comprenait cependant que l'ordre et la paix ne sont véritablement assurés que lorsque les vœux des peuples sont satisfaits. C'est ce qui le porta à défendre dans mainte circonstance la cause de la liberté, non pour la liberté elle-même, mais pour le bien qui en devait résulter; par calcul plutôt que par sympathie.

Le moment était venu où le torysme pur, qui pendant six années avait dirigé les affaires du pays, sous la ferme impulsion de lord Liverpool, allait céder la place à une politique moins roide et moins absolue.

Ce parti avait noblement accompli sa mission ; les succès inespérés qu'il obtint rappelleront toujours une des plus grandes époques de l'histoire d'Angleterre. Il tomba uniquement parce qu'il n'avait plus de raison d'être, et qu'en politique ce qui est inutile presque toujours est dangereux. Au surplus, les hommes qui avaient personnifié ce parti étaient ou morts, ou sur le point de quitter la scène.

Lord Londonderry avait mis fin à ses jours, lord Sidmouth l'avait suivi de près dans la tombe, lord Eldon était sur le déclin, et lord Liverpool avait besoin de repos. Avec ces noms illustres devait disparaître la politique depuis si longtemps attaquée par les whigs, et dont la ruine prochaine excitait toute leur convoitise.

Le libéralisme avait alors pour chef Canning, et la réforme, Huskisson, le père du *free-trade*.

Canning, fils d'un avocat et d'une mère ayant épousé en secondes noces un acteur de province, avait aux yeux de l'aristocratie le tort d'être un *parvenu*. Bien qu'il fût à cette

époque l'orateur le plus populaire de la Chambre des Communes, son libéralisme ne datait pas de fort loin. En 1808, il s'était opposé aux justes prétentions des catholiques, dont il devint plus tard l'éloquent défenseur. Il ne fut même jamais un libéral dans l'acception moderne du mot; ainsi jusqu'à sa mort, il combattit la réforme parlementaire, le rapport des actes du *Test* et des corporations. Il appartenait donc à une nuance politique intermédiaire entre les tories et les whigs actuels.

Désigné par ses rares talents et sa popularité croissante au choix de lord Liverpool, Canning obtint, en 1822, la succession de lord Castlereagh, qui avait mis fin à ses jours en se coupant la gorge. Le duc de Wellington fut le principal auteur de ce petit coup d'État ministériel. Le torysme protestant, se livra à toutes sortes de manœuvres pour interdire l'accès du pouvoir à celui qui, depuis 1812, s'était fait l'avocat des prétentions catholiques. George IV n'était pas moins hostile à ce candidat, à cause du rôle qu'il avait joué dans le procès de la reine Caroline. « Lord Liverpool, jugeant que le cabinet ne pourrait se passer du talent et de l'influence de l'illustre orateur, s'était efforcé, mais en vain, de le faire agréer au monarque. « *Je m'en charge,* » dit le duc de Wellington, accoutumé à traiter George IV avec un respect inflexible et rude, auquel le roi intimidé finissait toujours par céder. Il céda en effet, et Canning entra dans le cabinet imposé aux torys par la nécessité, et au roi par le chef des tories au nom de la nécessité (1). »

Admis dans de pareilles conditions, le nouveau ministre libéral dut rencontrer nécessairement de grands obstacles, et subir même de fréquentes humiliations. Suspect à ses collègues, qui n'eurent jamais pour lui qu'une froide défé-

(1) M. GUIZOT. *Sir Robert Peel.*

rence, et mal vu par le roi, qui se vengeait de l'avoir subi en le tenant éloigné de sa cour et en le recevant le plus rarement possible, Canning se trouva à son début dans un isolement qui donna peu d'espoir au parti dont il était le représentant. Le duc de Wellington lui-même, quoique ayant travaillé à son élévation, ne lui témoigna qu'une estime et une confiance très-limitées. Cette situation exerça une influence fâcheuse sur le caractère et la santé de Canning, qui bientôt subirent une altération profonde.

Deux grandes questions : la réforme parlementaire et l'émancipation des catholiques, divisaient à cette époque le Parlement et le peuple anglais. La première ne réclamait pas de solution immédiate, mais la seconde était arrivée à maturité complète.

L'émancipation était pendante depuis le commencement du siècle. Soumise au Parlement en 1808, elle avait été repoussée par une majorité imposante. Depuis, elle s'était représentée sous diverses formes, toujours sans succès, mais plus fortement soutenue à chaque épreuve. Encouragés par ce résultat et voulant précipiter la solution, les Irlandais se livrèrent, en 1819, à des manifestations inquiétantes. Une agitation générale s'ensuivit, d'abord contenue, mais bientôt si violente qu'elle menaça de troubler sérieusement l'ordre et la paix intérieure. La politique répressive du cabinet Liverpool, l'immense besoin de réformes qui tourmentait le peuple, l'impopularité de George IV, sa préférence marquée pour les tories, son caractère égoïste et morose, enfin les désordres de sa vie misanthropique et retirée, contribuèrent singulièrement au progrès de cette agitation. Elle atteignit enfin aux dernières limites qui séparent l'agitation de la révolte (1). Séduit par d'habiles discours, le peuple méconnut ouvertement l'autorité

---

(1) Dans le courant de l'année 1820.

des lois et formula les propositions les plus extravagantes. Des complots furent même tramés contre la vie des ministres (1).

Le gouvernement, provoqué si ouvertement, dut recourir à des mesures extrêmes. Il dispersa les meetings par la force des armes et fit pendre les émeutiers à côté des voleurs de grand chemin (2).

Le duc de Wellington, en sa qualité de commandant général de l'artillerie, avait droit de siéger dans les conseils de cabinet ; il se prononça en faveur de la résistance avec une énergie et dans des termes qui blessèrent profondément les chefs de l'opposition. On l'accusa ouvertement de fouler aux pieds les libertés anglaises et de travailler à l'établissement d'une monarchie militaire. Ses services antérieurs, loin de le mettre à l'abri de pareils soupçons, furent un titre de plus à l'exécration des agitateurs, qui ne voyaient dans l'armée qu'un instrument la tyrannie, et dans la gloire des armes qu'un éclat fugitif, propre seulement à éblouir les peuples.

Les élections qui suivirent la dissolution du Parlement, en 1826, eurent lieu sous l'influence exclusive de la question de l'émancipation catholique. Adversaires ou partisans de la mesure, tous s'y portèrent comme à une lutte décisive. Dans les attaques dont les Irlandais et le clergé catholique furent l'objet, l'insulte se mêla à la violence : sir John Copley, depuis lord Lyndhurst, appela les prêtres : *Des étrangers de langage, de religion et de race;* et le *Times*, moins reservé, leur appliqua l'épithète *de bandits en surplis* (3).

---

(1) Au commencement de 1820, on découvrit une conspiration dont le chef était Thistlewood. Le plan des conspirateurs était d'assassiner les ministres pendant un dîner chez le comte Harrowby, d'incendier la caserne de cavalerie, de soulever le peuple et de prendre ensuite la Banque et la Tour. Ce plan fut divulgué par un des conjurés. Le chef subit la peine capitale et ses complices furent transportés.

(2) En 1819, à Manchester, 300 hussards dispersèrent, à coups de sabre, un meeting de 80,000 hommes. Il y eut cinq hommes tués et beaucoup de blessés.

(3) M. GUIZOT. *Sir Robert Peel.*

Néanmoins les catholiques gagnaient du terrain. Leur cause provoqua dans certaines régions un mouvement de sympathie dont la cour fut alarmée. Le duc d'York, très-malade, écrivit au roi pour le conjurer de résister au torrent et de nommer un cabinet exclusivement attaché à la religion protestante. Lord Liverpool et le duc de Wellington, à qui le roi communiqua la lettre de son frère, ne se laissèrent point influencer, et, tout en se montrant résolus à combattre l'émancipation, ils remirent à leur tour au roi un mémoire pour le détourner de tout cabinet exclusif et de tout engagement irrévocable (1).

Au commencement de 1827, lord Liverpool, le dernier chef du vieux parti tory, perdit tout à coup l'usage de ses facultés; après quelques semaines d'attente, il fallut lui chercher un successeur.

Le cabinet, à cette époque, se composait de libéraux et de partisans de l'ancien régime. Les premiers avaient pour représentants Canning et Peel (2).

Canning, soutenu par la faveur du peuple, semblait désigné comme chef de la nouvelle administration; mais sa politique était vivement combattue par les ultra-conservateurs et par les cours étrangères, qui voyaient avec inquiétude l'espèce de révolution qui s'opérait dans l'esprit public en Angleterre.

On tâtonna pendant six semaines. Les tories auraient voulu que le duc de Wellington succédât à lord Liverpool; mais les habitudes constitutionnelles s'opposaient à ce que le commandant en chef de l'armée devînt premier ministre.

« Enfin, le roi appela séparément pour les consulter le duc de Wellington, M. Peel et M. Canning. Au fond, il dé-

---

(1) On assure même que dès cette époque, M. Peel déclara à lord Liverpool, « qu'à son avis c'était un vain effort de prolonger encore la lutte, et qu'il lui offrait de se retirer, jusqu'à ce que, par une concession plus ou moins étendue, la question eût été réglée. »

(2) M. Peel avait succédé à lord Sidmouth au département de l'intérieur, en 1822.

testait Wellington comme on déteste un homme de qui on se sent méprisé et avec qui l'on est forcé de compter. M. Peel, qu'il estimait, lui plaisait peu ; il le trouvait dépourvu des manières de la cour. Canning avait beaucoup gagné dans sa faveur. Aucun des trois ne tira le roi d'embarras. On proposa de laisser les ministres choisir eux-mêmes, et entre eux, leur chef, comme cela s'était pratiqué ou à peu près pour lord Liverpool ; mais George IV ne goûta point cet expédient ; Canning et Peel n'en voulurent pas davantage. Forcé de se prononcer, le roi se résolut enfin à suivre l'impulsion du public, et chargea M. Canning de reconstituer le cabinet (1). »

Bien que Wellington n'éprouvât aucune sympathie ni pour les idées ni pour la personne de Canning, par patriotisme, il s'était rangé dans le cabinet du côté des libéraux, acceptant comme une nécessité la réforme du système commercial et l'émancipation des catholiques.

Toutefois, il ne crut pas qu'il fût nécessaire de proposer ces deux mesures immédiatement. Sir Robert Peel, lord Bathurst, lord Eldon et plusieurs autres ministres exprimèrent la même opinion. Sur ce point, il y eut scission complète entre eux et leurs collègues libéraux, qui voulaient aborder tout de suite la discussion des réformes. Le cabinet cependant ne subit aucune modification, jusqu'au moment où George IV donna à Canning la succession de lord Liverpool. Froissés de cette préférence accordée au chef de la minorité, le duc de Wellington, le chancelier lord Eldon, les lords Bathurst, Westmoreland, Melville et M. Peel donnèrent leur démission. Parmi les tories, lord Bexley seul consentit à rester, sur les vives instances de Canning (2).

(1) M. Guizot.

(2) Le roi blâma les ministres qui s'étaient retirés, disant « que c'étaient eux par leur départ « et non lui qui avaient donné la prépondérance à Canning. » Voir *Sir Robert Peel's Memoirs*, t. I, p. 275.

Le duc de Wellington; en se retirant, déclara qu'il n'était pas préparé à un pareil changement de direction; et comme ses fonctions de commandant général de l'artillerie et de commandant en chef de l'armée (1), sans être politiques, exigeaient qu'il entretînt de bons rapports avec le chef du cabinet, il se démit de l'une et de l'autre charge.

« Canning, disait-il, est le partisan le plus zélé, le plus « actif et le plus capable des innovations qui menacent ac-« tuellement notre pays. Les principes de lord Liverpool « étaient des principes fixes et dans lesquels on pouvait « avoir confiance; ceux de son successeur varient tous les « jours (2). »

Paroles sévères, imprudentes même de la part de celui qui, deux ans après, devait soumettre et faire voter à la Chambre les idées dont Canning avait été le promoteur.

Sir Robert Peel, au reste, s'exposa au même reproche, en déclarant « que le maintien des lois restrictives qui empê-« chaient les catholiques d'arriver au pouvoir, était néces-« saire pour la sûreté de la constitution et dans l'intérêt de « la religion de l'État. »

En Angleterre, ces contradictions n'ont rien d'étrange. Les grands politiques en ont donné tant d'exemples que l'opinion les accueille avec plus d'indulgence qu'elle ne fait dans d'autres pays. Un homme d'État anglais n'est pas déshonoré ni même discrédité, parce qu'il reconnaît son erreur ou modifie ses convictions d'après la marche des choses. On ne peut qu'applaudir à cet usage. Combien de réformes, en effet, ju-

---

(1) Wellington avait été nommé commandant en chef de l'armée en remplacement du duc d'York, décédé le 5 janvier 1827. Il eut pour successeur son ami et brave camarade le général Hill.

(2) Dans sa *lettre* du 11 avril 1827, *à Canning*, le duc de Wellington invoque comme principale raison de sa retraite, que « les mesures proposées par le nouveau cabinet, sous la direction de Canning, seraient accueillies avec défiance par les soutiens ordinaires du gouvernement. » — Voir STOCQUELER, t. II, p. 108.

gées dangereuses dans une situation, cessent de l'être après un événement politique ou social qui a fait surgir une situation nouvelle et des besoins nouveaux!....

Peu de temps après la retraite des tories (en mai 1827), Canning et Huskisson présentèrent le corn-bill (1). Cette mesure avait été préparée à l'époque où Wellington faisait partie du gouvernement ; il ne s'y était point opposé, et l'on devait, par conséquent, le croire favorable à son adoption; néanmoins il présenta un amendement qui détruisit tout l'effet de la loi (2). Une grande agitation suivit ce vote. Les partisans du bill prêtèrent au duc le projet d'entraver la marche du gouvernement pour se venger de ce qu'il n'avait pas obtenu la présidence du conseil. Ils attribuèrent au dépit de cet échec l'offre de sa démission, et soutinrent même qu'en se démettant de ses emplois militaires, après la nomination de Canning, il avait porté atteinte à l'indépendance de la couronne.

Wellington, ému de ces reproches, se défendit à la tribune et déclara hautement « que loin de chercher à conduire les « affaires de son pays, il se sentait incapable de remplir les « fonctions de chef de cabinet, et qu'il eût été fou et plus que « fou d'y songer (3). »

Paroles célèbres, dont l'opposition se fit plus tard une arme, quand Wellington accepta, malgré sa prétendue incapacité, la présidence du conseil.

Les explications du duc furent assez bien accueillies ;

---

(1) Déjà, en 1824, la législature avait fait un premier pas dans la voie de la liberté du commerce en autorisant l'entrée, moyennant un droit de 30 p. c., des soieries étrangères, auparavant frappées d'une prohibition complète.

(2) Le bill ainsi défiguré (par 133 voix contre 122 données au ministère) fut renvoyé aux Communes, et rejeté par elles.

(3) « Knowing my incapacity for filling the post of first minister, I should have been mad, « and worse thun mad, if I had even entertained the insane project which certain indivi- « duals, for their own base purposes have imputed to me. »

néanmoins, elles laissèrent subsister de nombreux doutes, parce que l'antipathie de Wellington pour Canning n'était ignorée de personne.

Le premier ministre se montra excessivement blessé de l'échec qu'avait essuyé le corn-bill, et dans une séance de nuit de la Chambre des Communes, il déclara qu'après l'examen de la correspondance échangée entre Huskisson et le duc, il n'était pas convaincu que ce dernier eût agi en dehors de toute considération d'intérêt personnel. « Je ne puis me « persuader, dit-il, que même un aussi grand homme que « le duc de Wellington n'a pas servi dans cette circonstance « d'instrument à d'autres (1). »

Wellington était le dernier homme que l'on dût croire susceptible de se prêter au rôle de marchepied politique. C'est ce que Robert Peel fit ressortir dans une vigoureuse réplique aux insinuations malveillantes du premier ministre.

Canning, malgré son incontestable mérite, ne fut pas heureux au pouvoir : « La place dont il s'empara, dit un écrivain « anglais, avait été depuis douze ans un lit de repos ; elle « tomba aux mains d'un homme qui n'y trouva que d'amers « soucis, qu'une agitation fébrile : George Canning, le plus « adroit des tacticiens, le plus brillant des orateurs, fut le « plus malheureux, le plus désappointé des ministres (2). »

Quatre mois après la formation de son cabinet, l'éloquent homme d'État, vaincu par la maladie et mécontent de tout le monde, se retira dans le beau domaine du duc de Devonshire ; ce fut là que s'éteignit, au bout de quelques semaines, cette

---

(1) I can not exclude from my consideration that even so great, man as the duke of Wellington had been mad an instrument in the hands of others on that occasion.

(2) Docteur CROLY. *Histoire de George IV.*

belle intelligence, consacrée tout entière à la défense des intérêts publics et des libertés anglaises (1).

Les débris du cabinet Canning se rallièrent autour de lord Goderich, homme intègre et honoré, mais dépourvu de l'énergie et des talents nécessaires pour maintenir ensemble les éléments d'une vaste administration. Dans l'espoir de se concilier l'appui des tories, il offrit le commandement de l'armée au duc de Wellington, qui l'accepta malgré l'éclat de sa récente démission.

La politique du cabinet ainsi recomposé ne différait point de celle de Canning ; aussi rencontra-t-elle les mêmes adversaires, plus redoutables encore, parce qu'elle n'avait pas à son service le même talent ni la même énergie.

Le 8 janvier 1828, lord Goderich, découragé par la retraite de M. Herries (qu'il regardait comme la pierre angulaire de son administration), et ne se croyant pas de force à lutter contre les difficultés qui l'entouraient, déposa sa démission entre les mains du roi.

Un fait extérieur contribua à rendre ce dénoûment inévitable. Le 20 octobre 1827, les escadres combinées d'Angleterre, de France et de Russie avaient écrasé à Navarin la flotte turco-égyptienne. Cette victoire répandit l'allégresse dans une grande partie de la chrétienté; mais en Angleterre, on ne tarda pas à voir que le gouvernement avait joué un rôle dont la Russie devait seule profiter. La division se mit dans le cabinet, et le roi se vit obligé de pourvoir au remplacement d'une administration incapable de faire face aux attaques annoncées par les tories pour le début de la session.

La situation politique après la chute des *Canningistes* de-

---

(1) Canning mourut le 8 août 1827. Le public, qui adorait cet homme d'État, attribua sa mort prématurée aux chagrins que lui avait causés l'opposition de Wellington. Impression d'un jour que le lendemain efface !

vint très-difficile. Le temps des tories était passé, et celui des whigs n'était pas encore venu.

Le roi, fort embarrassé, manda le duc de Wellington et le chargea de former un cabinet, lui donnant carte blanche sous la seule condition de ne pas choisir lord Grey (1).

On fut extrêmement surpris de voir le duc accepter cette mission huit mois après sa fameuse déclaration à la Chambre des Lords. Interpellé sur ce fait dans la séance du 29 janvier, Wellington répondit qu'il n'avait accepté la présidence du conseil que pour être agréable au roi et à ses nouveaux collègues ; — que ceux-ci, dans le cours des négociations entamées pour la reconstitution du cabinet, avaient reconnu l'impossibilité de trouver quelqu'un de plus convenable pour présider le conseil ; — et que, du reste, il n'avait ni désiré, ni sollicité cette position (2).

Le chef du nouveau ministère, faisant la part des circonstances et des nécessités du moment, s'adjoignit Huskisson et quatre canningistes.

Sir Robert Peel devint l'âme de ce cabinet, où les tories cependant étaient en majorité. On peut dire que sa mission fut de préparer l'avénement des whigs, sans trop irriter la susceptibilité des conservateurs. Ministère de conciliation et non de parti, il fit de grandes choses, uniquement parce qu'il s'appuya sur les hommes politiques intermédiaires, qui sont généralement les vrais représentants de l'opinion publique. Jamais gouvernement exclusif, s'appuyant sur les partis extrêmes, n'a réussi dans les temps ordinaires. La nécessité de soutenir le pouvoir quel qu'il soit ne se fait sentir que dans les occasions où un grand péril détourne momentanément les esprits des questions intérieures. C'est ainsi que

---

(1) *Lettre de Wellington à Robert Peel*, 9 janvier 1828. *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 11.
(2) Voir STOCQUELER, t. II, p. 121.

le torysme pur accomplit de si grandes choses de 1805 à 1815, et qu'après cette période il fut, malgré ses titres à la reconnaissance publique, dans l'impossibilité de gouverner convenablement le pays.

On doit attribuer à l'influence de ces faits la résolution de Wellington de recommander à la couronne et de servir de préférence les ministères de transaction. Il est prouvé, du reste, que toutes les grandes choses accomplies en Angleterre depuis la chute de l'empire ont été conçues et menées à bonne fin par des ministères de cette espèce. Celui de lord Wellington a spécialement l'honneur d'avoir fait triompher l'importante question de la liberté des cultes. Peut-être qu'au fond le duc eût désiré n'avoir pas à résoudre cette question, non plus que celle des céréales et d'autres encore réclamées par l'opinion publique ; cet amour des lois existantes paraît d'autant plus naturel chez le vieux tory, qu'à l'époque où il accepta les fonctions de premier ministre, le parti whig lui-même était profondément divisé sur la réforme parlementaire, la libre entrée des céréales et l'émancipation catholique. On doit donc lui savoir gré de ce que, sans égard à ses sentiments intimes, il prit la ferme résolution de satisfaire dans certaines limites les vœux de la nation. Les gens absolus, qui n'admettent aucune composition avec les principes, lui ont fait un reproche de cette condescendance. A leurs yeux, le héros de l'Angleterre n'était qu'un homme faible et sans convictions. Pour mériter l'estime de ces puritains, il aurait dû refuser tout service à la couronne, sous prétexte de conserver intacts la dignité de son caractère et le prestige de ses doctrines politiques. Mais Wellington avait trop de bon sens et de patriotisme pour accepter ce rôle égoïste, conduisant à la popularité par le chemin le plus direct et le plus facile. Il ne craignait pas de s'amoindrir quand il s'agissait d'être utile à son pays. De tels dévouements sont peu compris et cependant bien méritoires quand on sait se renfermer dans de justes limites.

Peu de temps après la formation du nouveau ministère (1), lord Russell présenta à la législature une motion tendant à rapporter les actes du *Test et des corporations*, introduits dans la législation anglaise par Charles II, en haine des sectes qui avaient contribué à la mort de son père. C'était le premier pas que tentait le parti de l'émancipation catholique dans la voie de la liberté religieuse.

Le gouvernement combattit la mesure, mais les réformateurs l'emportèrent de 44 voix dans la Chambre des Communes (2).

Ce résultat et la division du cabinet embarrassèrent le duc de Wellington. Toutefois, comme à cette époque de transition politique, l'unanimité était difficile à obtenir au sein du pouvoir, il accepta le vote de bonne grâce et s'employa activement à le faire sanctionner par la Chambre des Lords. Là, il eut à combattre, entre autres, son vieil ami lord Eldon, qui qualifia le bill de mesure perfide et révolutionnaire (*mischievous and revolutionary bill*).

Dans la séance du 17 avril, Wellington résuma son opinion dans les termes suivants : « Il n'est pas admissible que le rap-
« pel des actes du *Test* puisse troubler la parfaite sécurité de
« l'Église et son union permanente avec l'État. Ces actes
« non-seulement ne répondent plus à leur but, mais ils sont
« encore une anomalie et une absurdité : une anomalie par
« leur origine, une absurdité par leur résultat. »

Et dans la séance du 21, répondant à l'argument capital des tories, « que le respect des anciennes lois faisait la force de l'Angleterre, » le duc, avec son bon sens pratique, répondit : « Je ne suis pas de ceux qui pensent que le meilleur
« moyen de préserver la constitution de ce pays consiste dans

(1) Le 26 février.
(2) 237 pour, 193 contre. Ce même bill avait été rejeté, en 1790, par une majorité de 187 voix.

« le maintien rigide de mesures prises en vue de circon-
« stances particulières, il y a plus de deux siècles : ce laps
« de temps doit justifier au contraire leur modification, si-
« non leur suppression complète. J'admets que ces actes aient
« assuré la paix religieuse à ce pays, il y a deux cents ans;
« mais quand le Parlement discute les meilleurs moyens de
« préserver la constitution anglaise, il doit être certainement
« permis de rechercher si quelque modification ne peut être
« apportée aux lois existantes pour concilier toutes les par-
« tis (1). »

A ces vues libérales, les vieux tories opposèrent les anciennes maximes d'État, et, faute de mieux, d'impitoyables railleries sur les évolutions politiques de Sa Grâce :

« J'ai beaucoup entendu parler de *la marche de l'esprit*
« *humain*, dit ironiquement lord Eldon, mais je ne me se-
« rais jamais attendu à le voir marcher dans cette Chambre,
« le duc de Wellington et les évêques en tête. »

Cependant le bill favorable aux dissidents passa. L'opposition ne se méprit pas sur la portée de cet acte : « Plus tôt ou plus tard, dit lord Eldon, peut-être cette année même, certainement l'an prochain, la concession aux dissidents sera suivie des mêmes concessions aux catholiques... »

Un mois après le rapport des actes du *Test*, Huskisson représenta son bill sur les céréales. Cette fois, le chef du cabinet se fit le défenseur de la mesure, malgré la défiance qu'elle lui inspirait, — et le bill fut voté.

Dans le cours de la session, on présenta deux motions ayant pour but de retirer la franchise électorale aux bourgs

---

(1) Quoique le gouvernement eût combattu le bill à la Chambre des Communes, il est permis de croire que le duc de Wellington en fut partisan, car jamais il n'a fait de déclaration contraire à celle que nous venons de rapporter.

pourris de Penrhyn et d'East-Retford. Les Communes s'occupèrent d'abord de Penrhyn, et un bill transférant les priviléges de ce bourg à la ville de Manchester fut envoyé par elles à la Chambre des Lords. Quant à East-Retford, la décision fut provisoirement ajournée jusqu'à ce qu'on connût celle des lords sur la première question.

Le 19 mai, lorsque l'affaire d'East-Retford se présenta, le rejet du bill de Penrhyn par les lords paraissait tellement certain, que les ministres, qui s'étaient engagés à donner la franchise électorale à une ville dans le cas seulement où deux bourgs seraient annulés, se considérèrent comme n'ayant en effet qu'un bourg disponible : ils votèrent donc tous, à l'exception d'un seul, contre le transfert des priviléges d'East-Retford à Birmingham.

Huskisson ayant déclaré antérieurement qu'il accepterait dans tous les cas ce transfert, se crut lié par sa parole et vota contre ses collègues. De retour chez lui, il écrivit au duc de Wellington « qu'il croyait convenable, après ce qui s'était « passé, de mettre son portefeuille à la disposition du chef du « cabinet (1). »

Le duc soumit aussitôt cette lettre au roi, comme l'équivalent d'une démission en règle. Cette précipitation ne fut pas du goût de Huskisson, qui s'attendait à une entrevue préalable avec le chef du cabinet. Il s'en plaignit dans une série de lettres où perce le vif désir qu'il avait de garder son portefeuille ; mais Wellington n'aimait pas ce canningiste ; aussi, quand Palmerston, Dudley et Ward s'interposèrent pour obtenir le retrait de sa démission, qui, d'après eux, était le résultat d'un malentendu, le vieux général répondit avec emphase : « Ce n'est pas une erreur, ce ne peut être une er-

(1) Voir cette *lettre* et celles qui furent échangées entre lui et le duc à ce propos, dans l'ouvrage de STOCQUELER, t. II, p. 128 et suivantes.

reur, ce ne sera pas une erreur ! *(It was not mistake, could be no mistake, and should be no mistake !)* »

En présence de cet arrêt, Huskisson, ses trois amis et Charles Grant se retirèrent du cabinet assez visiblement contrariés. Un remaniement eut lieu, et l'homogénéité se rétablit dans le sens tory modéré par l'adjonction de lord Aberdeen, de sir Henri Hardinge, de sir George Murray et de Vesey-Fitzgerald. Deux de ces ministres, Hardinge et Murray, étaient d'anciens compagnons d'armes du duc : à la tête du gouvernement d'Irlande se trouvait un autre général, le marquis d'Anglesey, qui s'était illustré en Espagne, sous le nom de Paget. Les libéraux se plaignirent de cette préférence accordée à l'élément militaire, en général peu sympathique au peuple anglais ; mais le duc laissa dire, ayant ses raisons pour agir de la sorte. Ce n'était pas d'ailleurs un homme à s'émouvoir d'un discours ou d'un article de journal.

Quand le cabinet fut tout entier tory, et que le premier ministre se crut en mesure de présenter l'émancipation des catholiques non comme une concession arrachée par l'opposition, mais comme un acte nécessaire, commandé par la paix publique, il résolut de faire voter cette importante mesure, agitée depuis vingt-cinq ans.

L'illustre Pitt fut le premier homme d'État anglais qui appuya les prétentions des catholiques. Après avoir réuni, en 1800, les royaumes d'Angleterre et d'Irlande, il conçut un plan qui devait, d'après lui, contribuer à rendre l'union complète et fructueuse. Ce plan embrassait les points suivants : l'émancipation des catholiques,—un traitement fixe alloué au clergé irlandais,—des établissements d'instruction publique pour donner à ce clergé l'éducation et l'instruction nécessaires (1).

---

(1) Le collége de Maynooth, institué par Pitt en 1795, était un acheminement vers cette

L'Irlande, forte de l'appui que donnait à ses prétentions l'autorité d'un si grand nom, commença de bonne heure à s'agiter pour obtenir ce qui lui semblait équitable, et ce qui l'était en effet. Mais il fallait compter avec les idées et les passions régnantes. Quand la question de l'émancipation surgit pour la première fois au Parlement, elle fut rejetée par une majorité de 150 voix. Cette majorité diminua d'année en année; en 1813 elle n'était plus que de 50, et en 1818 de 2 voix.

En 1821, la mesure passa à 19 voix de majorité, mais les lords la rejetèrent : même résultat en 1822 et en 1825, avec cette particularité, que chaque fois la majorité des Communes augmenta et celle des Pairs diminua (1).

Bien que les élections de 1826 eussent donné un avantage marqué aux tories, la Chambre des Communes se prononça, en 1828, en faveur de l'émancipation à une majorité de 272 contre 266 (2).

Lorsqu'un principe se manifeste ainsi à diverses reprises et dans toutes espèces de conditions, gagnant du terrain à chaque épreuve, il est évident qu'il doit finir par triompher. Wellington avait trop d'intelligence pour méconnaître cette vérité. Aussi, malgré les nombreux obstacles qui s'opposaient à une solution complète (3) et immédiate de la question irlandaise, prit-il la résolution courageuse de faire violence à son parti et à ses sentiments personnels dans l'intérêt de la paix publique.

---

dernière réforme. Peel et Wellington réalisèrent, la première en 1829. La seconde est encore à l'état de projet éloigné.

(1) Des élections générales avaient eu lieu en 1807, 1812, 1818, 1820 et 1826. Chacun de ces Parlements s'était prononcé une ou plusieurs fois sur la question de l'émancipation.

(2) Dans la session précédente, elle s'était, au contraire, prononcée contre à la majorité de 276 contre 272.

(3) Il faut remarquer que les votes précédents n'avaient point porté sur la question de l'émancipation complète des catholiques, mais sur des questions incidentes, qui n'étaient, à proprement parler, que des tentatives d'émancipation, un premier pas vers le but où Wellington et Peel voulaient arriver d'un seul bond.

L'agitation entretenue par O'Connell, Moore et les prêtres catholiques rendait cette résolution nécessaire. Le peuple irlandais n'était plus gouvernable. *L'association*, fondée en 1823, constituait une sorte de pouvoir révolutionnaire qui menaçait l'Irlande d'une guerre civile. Les *clubs de Brunswick* (1), opposés à l'association, préparaient leurs armes et se disposaient à entrer en lutte contre le nouvel ordre des *libérateurs*. Il fallait un prompt remède : satisfaire le peuple ou le combattre. Dans ces graves conjonctures, Wellington n'hésita point à venir en aide au gouvernement, et à compromettre sa popularité en se séparant de l'aristocratie et de la classe moyenne d'Angleterre. Il fut appuyé du reste par sir Robert Peel, nouvellement converti à la liberté religieuse, ou plutôt cédant, comme le duc, à l'irrésistible argument de la nécessité.

Cet homme d'État célèbre avait été élu en 1817 représentant de l'université d'Oxford, en concurrence avec George Canning, qui défendait à cette époque avec autant de véhémence que de logique la thèse de l'émancipation. Depuis lors, sir Robert Peel s'était signalé dans toutes les circonstances par une opposition vigoureuse aux demandes des catholiques irlandais. Même dans le courant de la dernière session (le 8 mai 1828), il avait voté avec la minorité de 266 voix, contraire à la motion de Francis Burdett. Mais dès ce jour, Robert Peel avait reconnu, ainsi qu'il le dit lui-même dans ses *Mémoires* « que la prépondérance du talent et de l'influence n'était plus du côté des opposants (2). » Quelque temps après, l'élection de Clare (qui donna à O'Connell une grande majorité, malgré toutes les influences qui soutinrent son concurrent, M. Fitzgerald, le candidat du parti protestant) (3)

(1) Ces clubs comprenaient la majeure partie des classes influentes.
(2) *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 102.
(3) Cette élection avait eu lieu le 5 juillet 1828.

ébranla complétement les convictions de M. Peel sur l'opportunité d'une plus longue résistance. « Ne rien concéder à l'agitation, dit-il, c'est le cri de tous ceux qui ne sont pas responsables ou qui ne connaissent pas le véritable état des affaires..... Il est facile de dire : On doit conserver intacts les droits de l'Église protestante, mais comment gouverner l'Irlande et maintenir debout la constitution protestante dans ce pays? On n'y parviendra qu'en faisant des concessions (1). »

Le Parlement fut prorogé le 28 juillet 1828. Immédiatement après, le duc de Wellington entra en communication avec sir Robert Peel au sujet de l'Irlande et de la question catholique. Le duc, à la demande de son collègue, rédigea un mémoire sur cette question (2). Dans les remarques de sir Robert Peel (3), on voit que le représentant de l'université d'Oxford éprouvait une grande répugnance à faire des concessions, et qu'il cédait uniquement à la nécessité de pacifier l'Irlande. Entre deux maux, l'agitation et l'émancipation, il choisit le moindre (4).

Il paraît que le duc de Wellington voulait aller plus loin que son collègue, puisque celui-ci réfute longuement l'idée de faire rétribuer le clergé catholique par l'État (5).

Pendant que les deux ministres préparaient ainsi le terrain de la discussion, les meetings redoublaient d'énergie et de violence.

« L'association catholique, écrivit lord Anglsey, est orga-

---

(1) *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 116.

(2) Ce mémoire porte la date du 9 août. Sir Robert Peel ne l'a pas reproduit dans ses *Mémoires*, et nous ne le connaissons que par les observations auxquelles il a donné lieu.

(3) Cette réponse est du 11 août. — Voir *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 181.

(4) « There is upon the whole less of evil in making a decided effort to settle the catholic question, than in leaving it, as it has been left, an open question. » — *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 184.

(5) La dépense nécessaire, d'après les calculs de Peel, se serait élevée à 300,000 livres.

nisée d'une manière formidable » (1)..... « Il est évident que les meetings ne peuvent être tolérés plus longtemps sans danger pour la paix publique (2). »

Dans une assemblée tenue le 21 septembre à Cashel, les agitateurs avaient réuni 600 cavaliers et 9,000 fantassins, parfaitement armés et commandés (3).

Quelques membres du cabinet s'attendaient à une prise d'armes immédiate; lord Anglesey toutefois les rassura en écrivant: « La lutte ne commencera qu'au printemps, car il est tout à fait invraisemblable que les rebelles se mettent en campagne et bivaquent pendant les fortes gelées (4). »

Le vice-roi d'Irlande fondait aussi beaucoup d'espoir sur la patience et le courage peu déterminé *(the forbearance and the not very determined courage)* d'O'Connell, qui, du reste, comptait obtenir gain de cause sans en venir aux mains, par voie d'agitation et d'intimidation (5).

Sir Robert Peel, convaincu par les dissertations des autorités judiciaires que les meetings étaient des réunions illégales (6), songea un moment à les disperser et à traduire les principaux moteurs devant la justice (7). Mais lord Anglesey, dans sa correspondance, le dissuada de ce projet. L'avis d'un vieux soldat qui se prononce contre l'usage de la force est chose rare, et qui mérite d'être écouté. Le vice-roi donnait entre autres pour raisons, que les menées des catholiques

---

(1) *Lettre* du 2 juillet 1828, *à lord Gower.*

(2) *Lettre* du 20 septembre, *à M. Peel. Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 220.

(3) *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 232.

(4) Septembre 1828. *Lettre à M. Peel.*

(5) *Lettre* du 2 juillet, *à lord Gower. — Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 147.

(6) Voir dans ses *Mémoires*, p. 225 et 255, deux consultations de l'*attorney* et du *solicitor general* d'Angleterre, et p. 247, une consultation de l'*attorney* et du *solicitor general* d'Irlande.

(7) Dans une *lettre* du 17 octobre 1828, sir Robert Peel écrivit à lord Gower: « Pour prévenir les collisions et l'effusion du sang en Irlande, *la voie la plus sûre* est de renforcer la « loi contre les actes séditieux, les discours séditieux et la sédition, sous quelque forme « qu'elle se présente. »

avaient exercé « une influence fâcheuse sur la discipline, « l'harmonie et la fidélité des troupes (1). » Il fit observer aussi qu'il n'y avait alors dans le Royaume-Uni que 30,000 hommes d'infanterie, dont une partie seulement aurait pu être employée en Irlande (2). Cette considération et une étude parfaite des besoins et de la situation des Irlandais engagèrent lord Anglesey à conseiller l'émancipation, « bien qu'il eût « horreur de l'association, des agitateurs, des prêtres et de « leur religion » (3).... « Chaque heure de retard, écrivit-il à sir « Robert Peel, augmentera les difficultés et les dangers (4). »

Ainsi poussés par les circonstances, Wellington et Robert Peel résolurent de soumettre le plus tôt possible au Parlement la solution de la question irlandaise. En prenant ce parti, ils firent preuve de courage et d'abnégation, puisqu'ils avaient contre eux non-seulement une puissante opposition, mais encore leurs propres antécédents (5). Ils devaient donc se résigner à subir tout à la fois les reproches de vieux amis, devenus tout à coup des adversaires implacables, et les sarcasmes d'anciens ennemis, dont ils servaient la cause sans pouvoir gagner leur estime (6). Ils savaient en outre que l'émancipation, quoique soutenue par une fraction importante

---

(1) Voir notamment sa *lettre* du 20 juillet *à M. Peel*, où il dit : « I ought however, to observe, that we hear occasionally of the catholic soldiers being ill-disposed and entirely under the influence of the priests. »

(2) Voir *Sir Robert Peel's Memoirs*, p. 293.

(3) *Lettre* du 2 juillet, *à lord Gower*.

(4) *Lettre* du 26 juillet.

(5) Le 28 avril 1828, Wellington avait dit à la Chambre des Lords : « There is no person in this house whose feelings and sentiments, after long consideration, are more decided than mine are, with respect to the subject of the roman catholic claims; and I must say that until I see a very great change in that quarter, I shall continue to oppose the emancipation of the catholics. »

STOCQUELER, t. II, p. 126, donne un extrait d'un discours que sir Arthur Wellesley prononça sur le même sujet au Parlement d'Irlande en 1793. Ce discours fut plutôt favorable que défavorable aux prétentions des catholiques.

(6) Lord Eldon ayant présenté à la Chambre des Lords une pétition des tailleurs de Glascow contre l'émancipation : « Qu'ont à faire en ceci les tailleurs ? » demanda lord King. — « Rien de plus simple, reprit lord Eldon : vous ne pouvez pas prétendre que les tailleurs aiment les gens qui retournent leur habit ! »

des deux Chambres, était peu sympathique à la masse du peuple, et que George IV, après l'avénement de Canning, avait déclaré « qu'il était aussi fermement opposé que l'avait « été son père aux prétentions des papistes. »

Sir Robert Peel affirme (1) que dans tous ses rapports avec le roi, il put constater une grande détermination à maintenir les droits de l'Église protestante. Comme preuve, il cite le billet suivant, qui lui fut adressé par George IV, le 19 novembre 1824 : « Les sentiments du roi sur l'émancipation « catholique sont ceux de son excellent et vénéré père; de « ces sentiments, le roi jamais ne peut dévier et jamais ne « déviera *(never can and never will deviate)*. »

Malgré cette opposition vigoureuse, Wellington et Peel poursuivirent leur but avec une inébranlable fermeté. A leurs yeux, l'émancipation était moins une question de principe qu'une question de gouvernement et d'ordre public. Hésiter à la résoudre leur eût semblé à tous deux, mais surtout à Wellington, l'homme du devoir et de l'ordre par excellence, une faiblesse et même une lâcheté. Des politiques à courte vue n'auraient pas montré ce patriotique désintéressement. La crainte d'être accusés de trahison ou d'inconséquence, leur eût fait suivre une ligne de conduite moins utile au pays, mais plus facile et plus conforme à leur intérêt personnel.

Une fois sa résolution prise, Wellington mit tout en œuvre pour la faire triompher. Il dut employer les plus grands ménagements et recourir pendant plusieurs mois aux sollicitations les plus pressantes pour obtenir le consentement de George IV, sur qui les partisans de l'intolérance religieuse fondaient leur dernier espoir. « C'était, dit M. Guizot, une tradition à la fois royale et populaire, que la sûreté de la maison de Hanovre tenait à celle de l'établissement protes-

(1) Voir ses *Mémoires*, t. 1, p. 276.

tant. Le roi était d'ailleurs grand comédien et prenait plaisir à cacher sous des démonstrations emphatiques son insouciance ou sa faiblesse. Quand ses ministres insistaient péremptoirement, il s'emportait ou pleurait pour bien constater qu'ils lui forçaient la main. Aussi peu émus de ses larmes que de ses colères et se fiant peu à ses paroles, ils lui demandèrent pour la présentation du bill son autorisation écrite. »

Au commencement de janvier, le roi n'avait pas encore donné cette autorisation. Il s'était même plaint, en termes énergiques, à lord Eldon, de la conduite des ministres, disant « qu'il était misérable et sa situation affreuse ; que s'il donnait « son consentement au bill, il se rendrait aux bains et de là « à Hanovre ; qu'il ne reviendrait plus en Angleterre, et que « ses sujets pourraient faire un roi catholique du duc de Cla- « rence (1). »

A cette époque, le duc de Wellington eut deux entrevues avec l'archevêque de Canterbury, les évêques de Londres et de Durham. Il s'efforça de faire comprendre à ces hauts dignitaires la nécessité d'accorder, dans l'intérêt de l'État et même de l'Église protestante, quelques concessions aux catholiques Irlandais ; mais cet appel au bon sens et au patriotisme des évêques n'eut aucun résultat ; le duc reçut au contraire l'assurance d'une opposition énergique à toute mesure ayant pour but de favoriser les catholiques (2).

En présence de l'attitude hostile du roi, du clergé, des lords et de la majorité du peuple anglais, sir Robert Peel commença à perdre tout espoir (3). Il parla même de se retirer, à cause de l'obligation où il serait de défendre le bill de l'émancipation dans une assemblée où il l'avait constamment et vivement combattu. En exposant ce scrupule au duc de

---

(1) *Sir Robert Peel's Memoirs*, t. I, p. 274

(2) *Ibid.*, t. I, p. 277.

(3) *Ibid.*, t. I, p. 279.

Wellington, M. Peel émit l'opinion que sa retraite faciliterait peut-être la tâche du gouvernement (1). Mais le chef du cabinet lui écrivit cinq jours après (le 29 janvier 1829) : « Je ne vois pas la moindre chance de vaincre ces difficultés si vous vous retirez. » A la suite de cette déclaration, sir Robert Peel se résigna à tenter l'épreuve de la discussion (2).

Cependant il restait toujours le consentement du roi à obtenir, et cet obstacle parut si grave au ministère qu'il fut sur le point de se retirer. Le cabinet toutefois, avant de prendre une détermination, décida qu'on attendrait le résultat d'une démarche décisive que le duc de Wellington devait faire auprès de Sa Majesté. « Je fus fermement convaincu, dit Robert « Peel, que si le duc ne parvenait pas à obtenir le consen- « tement du roi, aucun autre homme ne pourrait l'obtenir, « ni dominer l'opposition de la Chambre des Lords (3). »

Ayant enfin obtenu cette autorisation, Wellington signala son entrée en campagne par toutes les ruses et toutes les précautions usitées à la guerre.

En tacticien consommé, il jugea prudent de garder son plan secret jusqu'au dernier moment. C'était le moyen de prévenir les manifestations violentes que les hommes de parti auraient provoquées sans aucun doute pour intimider les faibles ou entraîner les indécis. Cependant une imprudence du vice-roi d'Irlande faillit compromettre la réussite de ce plan. Le duc avait écrit au docteur Curtis, primat catholique d'Irlande, une lettre où il exprimait l'opinion qu'en laissant reposer quelque temps la question de l'émancipation, on arrive-

---

(1) *Lettre* du 12 janvier, *au duc de Wellington.*

(2) En même temps, sir Robert Peel, avec la loyauté qui le distinguait, donna sa démission de député de l'Université d'Oxford. Il pouvait néanmoins espérer d'être réélu. Beaucoup de membres, en effet, le soutinrent, mais, au dépouillement du scrutin, le 20 février 1829, sir Robert Peel n'obtint que 609 voix contre 755, données à son compétiteur Robert Inglis.

(3) *Sir Robert Peel's Memoirs,* t. I, p. 280.

rait à un résultat satisfaisant. A cette lettre, rendue publique, le marquis d'Anglesey répondit par une sorte de manifeste, où il engageait les catholiques *à ne pas se désister de l'agitation*. Le duc ne pouvant tolérer cet acte d'indépendance, qui engageait le gouvernement plus qu'il ne désirait l'être, destitua le marquis d'Anglesey, et lui donna pour successeur le duc de Northumberland, tory décidé.

Cette excessive rigueur, en poussant au comble l'exaspération des catholiques, servit à tromper les torys sur les véritables sentiments et les projets futurs du ministère. Le secret fut si bien gardé, que les hauts fonctionnaires de la couronne, à l'ouverture de la session, ne savaient pas ce qui avait été résolu. L'attorney général, sir Charles Wetherall, se plaignit amèrement de ce que sa coopération légale n'eût été requise que sept jours avant la réunion du Parlement.

Le 5 février 1829, le gouvernement dévoila enfin son plan de campagne dans le discours de la couronne. Grande fut la surprise, immense la sensation ! On ne peut se dissimuler que par cette conduite ferme, mais pleine de réserve à l'égard des notabilités politiques, et peu conforme aux usages des gouvernements parlementaires, Wellington n'assumât sur sa tête toute la responsabilité de l'importante mesure qui allait s'accomplir. Mais il ne s'embarrassa guère de ce fardeau, et se montra disposé à commencer la lutte sans accorder le moindre délai à l'opposition.

Cependant, peu de jours avant la discussion, il surgit un obstacle qui faillit renverser le ministère et compromettre le sort du bill.

Le 3 mars, sir Robert Peel appréhendant de nouveaux retards, ou peut-être informé des obsessions auxquelles le roi était en butte, annonça à la Chambre des Communes, que le surlendemain il appellerait son attention sur le paragraphe du discours du trône relatif à l'état de l'Irlande.

Le même jour, dans la soirée, George IV manda auprès de lui le duc de Wellington, sir Robert Peel et le lord chancelier. Le roi exprima à ces ministres le désir d'avoir des explications complètes sur la manière dont ils se proposaient de résoudre la question irlandaise. Sir Robert Peel exposa les vues du cabinet et le thème qu'il avait le projet de développer à la Chambre des Communes. Le roi l'arrêta sur la question du serment, affecta une grande surprise, ne voulut rien entendre et finit par dire : « Quoi qu'il en soit, je « ne puis consentir à aucune altération à l'ancien serment « de suprématie » *(That be that as it might, I could not possibly consent to any alteration of the ancient Oath of supremacy)*.

Sur cette déclaration inattendue, les ministres offrirent au roi leur démission, séance tenante. « Sa Majesté ex- « prima, dit sir Robert Peel, son profond regret de ce que « nous ne pussions rester à son service. L'entrevue avait « duré cinq heures. En prenant congé de nous, le roi, avec « beaucoup de tranquillité et de bonté, nous embrassa sur « les deux joues et accepta notre démission (1). »

A peine les trois ministres furent-ils partis, que George IV dit à lord Eldon, « qu'il n'avait jamais vu le bill de l'émancipation ; qu'il se trouvait dans la position d'un homme ayant un pistolet chargé sur la poitrine ; que ses serviteurs l'avaient trahi, etc. (2). »

Cependant, le 4 au soir, le roi fut obligé d'écrire au duc de Wellington qu'il avait rencontré tant de difficultés à former une nouvelle administration, qu'il ne pouvait se passer des services de ses collègues. Les ministres exigèrent, pour condition de leur rentrée au pouvoir, que le roi donnât une

---

(1) *Sir Robert Peel's Memoirs*, t. I, p. 347.
(2) *Campbell's chancelors*, t. VII, p. 510.

entière approbation aux mesures qu'ils avaient arrêtées. Cette approbation fut donnée le lendemain matin. De sorte que sir Robert Peel put aborder la question à la Chambre des Communes le jour qu'il avait lui-même fixé.

Avec cette énergie calme et persévérante qui ne l'a jamais abandonné, M. Peel fit, au milieu d'un profond silence, la déclaration suivante : « Je n'entrerai dans aucune explication « sur les théories du gouvernement. Je me renfermerai dans « l'examen pratique de l'état actuel des affaires, préoccupé, « non de ce qui peut se dire, mais de ce qu'il y a à faire « dans une si pressante difficulté. Pendant bien des années, « je me suis efforcé de maintenir l'exclusion qui éloignait les « catholiques romains du Parlement et des grandes charges « de l'État. Je ne pense pas que cette conduite fût alors « inique ou déraisonnable. J'y renonce, convaincu qu'on n'y « peut plus persister utilement. A mon avis, les moyens « efficaces manquent aujourd'hui pour une telle lutte. Je « cède à une nécessité morale que je ne puis surmonter. Il « y a pour l'établissement même que je veux défendre plus « de péril dans une résistance obstinée que dans une con- « cession, accompagnée de certaines précautions. »

Les débats s'ouvrirent avec une grande vivacité. L'opposition rappela au ministre ses opinions d'autrefois. Peel s'y attendait. « Je ne saurais, dit-il, acheter l'appui de mes ho- « norables amis en promettant de persister en tout temps « et à tout risque, comme ministre de la couronne, dans les « opinions et les arguments que j'ai pu soutenir devant « cette chambre. Je me réserve positivement le droit de ré- « gler ma conduite selon l'exigence du moment et l'intérêt du « pays (1). »

---

(1) C'est avec la même franchise que l'illustre Canning soutenant en 1812 une motion en faveur de l'émancipation (qu'il avait jusqu'alors combattue) dit : *I take no shame to myself for having on other occasions resisted the inquiry which I now recommend.*

La lutte fut plus vive encore à la Chambre des Lords, Wellington en soutint le fardeau avec l'énergie qu'il apportait en toute chose.

Il eut à combattre des adversaires redoutables, dont quelques-uns étaient ses amis intimes.

Lord Eldon résuma l'opinion des tories, en s'écriant : « Si jamais on permet aux catholiques romains de siéger « dans une des chambres du Parlement et de faire des lois « dans l'État, si on leur accorde le privilége de posséder les « grandes fonctions exécutives de la constitution, de ce jour « le soleil de la Grande-Bretagne se couvrira d'un voile... »

Pendant quelque temps le succès parut incertain. Voulant porter un grand coup et faire cesser toute hésitation, le duc saisit un moment favorable pour déclarer à l'assemblée qu'elle eût à choisir entre la loi et la retraite du cabinet; entre le rétablissement de l'ordre et la continuation de la crise, avec l'agitation et la guerre civile en perspective. L'histoire conservera les nobles paroles qu'il prononça dans cette circonstance :

« Mylords, depuis mon enfance jusqu'au moment où mes « cheveux ont blanchi, j'ai constamment été livré aux de- « voirs actifs de la profession des armes; ma vie s'est pas- « sée au milieu des scènes de mort et de carnage; les cir- « constances m'ont jeté dans des pays en proie à des luttes « intestines, affreuses; eh bien! plutôt que de voir mon « pays livré aux maux que j'ai vus, en proie à toutes les « horreurs d'une guerre civile, je courrais toutes les chances, « je ferais tous les sacrifices, même celui de ma vie(1)! »

Ces sentiments trouvèrent de l'écho dans la Chambre des Lords; la seconde lecture du bill fut votée par 217 voix contre 112. Dans la Chambre des Communes, le ministère

---

(1) Voir le texte de ce discours dans le mémoire du *Times*.

obtint 353 voix sur 433. Ainsi, en moins de cinq semaines, l'importante question de la liberté religieuse passa de l'état de projet éloigné à l'état de fait accompli, malgré tous les efforts du parti protestant, assuré cependant de la majorité dans le pays.

Ce succès exaspéra les associations protestantes, et mit le cabinet en froid avec le monarque et les tories. Il ne procura pas même à ceux qui l'avaient si chèrement acheté la satisfaction de mettre un terme aux déchirements de l'Irlande. Sur ce point, du reste, le ministère ne s'était pas fait illusion. Il savait que l'émancipation, de quelque manière qu'elle eût été votée, n'aurait point satisfait entièrement les catholiques irlandais. L'adoption de cette mesure pouvait tout au plus tempérer la vivacité de leurs ressentiments : le mal était ailleurs, et plus grand qu'on ne le supposait.

Victime de plusieurs siècles de tyrannie et d'une longue suite d'iniquités, l'Irlande éprouvait des misères et des douleurs qu'il n'était au pouvoir de personne de soulager immédiatement. On ne régénère pas un peuple en quelques jours, avec des lois et des règlements. Ce que le temps a produit graduellement, le temps seul peut l'effacer. Voilà ce que ne voulurent pas comprendre O'Connell et ses adhérents. En ouvrant aux enfants de la *verte Erin* des perspectives qu'ils ne pouvaient atteindre, ces imprudents agitateurs exposèrent leurs compatriotes à de nouvelles tortures. Rien n'est plus dangereux, plus impolitique, plus cruel même que de surexciter les espérances de ceux qui souffrent. Pendant des années, on avait annoncé que l'émancipation des catholiques ferait cesser tous les maux dont se plaignait l'Irlande. C'était un leurre manifeste; et en effet, à peine l'émancipation étaitelle votée, que les espérances déçues et les misères aigries par la déception donnèrent lieu à un nouveau besoin d'agitation, qui, cette fois, se manifesta sous une forme moins inquiétante pour le gouvernement, en demandant le *rappel de*

l'union, ou la destruction de l'œuvre glorieuse de William Pitt.

Il survint, à cette époque, un incident qui mérite d'être signalé. Le duc avait été nommé protecteur d'une nouvelle école protestante (*King's College*), destinée à lutter contre le séminaire rival de Gower-street, à Londres. Lors de la présentation de la loi sur l'émancipation catholique, lord Winchilsea, écrivant à l'un des fonctionnaires du nouvel établissement, s'exprima sur le patronage du duc dans les termes suivants : « Les derniers événements politiques m'ont con-
« vaincu que ce patronage n'avait pour but que d'endormir
« le parti du protestantisme et de la haute Église. Le noble
« duc qui avait décidé, peu auparavant, de rompre avec la
« constitution de 1688, a pensé sans doute qu'en donnant
« quelque preuve extérieure de zèle à la religion protestante,
« il réussirait plus facilement à faire passer ses insidieux
« projets d'empiétement sur nos libertés en introduisant le
« papisme dans toutes les dépendances de l'État. »

Ce soupçon de mauvaise foi et de duplicité irrita vivement le duc. Il exigea une rétractation formelle ; n'ayant pu l'obtenir, il provoqua son adversaire, et se rendit le 21 mars, c'est-à-dire en pleine session, sur le terrain de Battersea-Fields. Son témoin fut Henri Hardinge, et celui de lord Winchilsea, lord Falmouth. Lord Winchilsea, après avoir essuyé le feu de Wellington, tira en l'air et lui offrit spontanément les excuses qu'il avait refusées au début de l'affaire.

C'est la seule fois, croyons-nous, que le duc vida en combat singulier une querelle particulière. Quelque opinion que l'on ait sur ces sortes de jugements, on conviendra que, dans une société où le point d'honneur n'est pas un vain mot, l'homme qui se respecte est parfois obligé de demander aux armes une réparation plus prompte, sinon plus équitable que celle de la justice ordinaire.

L'émancipation des catholiques est un des plus beaux titres politiques de Wellington. Ce succès ne pouvait être obtenu par aucun libéral opposé aux tories, ni par aucun tory autre que celui dont le tact et la fermeté inébranlable s'alliaient au prestige du plus grand nom qu'il y eut en Angleterre. L'influence personnelle du chef du cabinet (1) et la nécessité de rétablir l'ordre expliquent seules l'adoption d'une mesure qui rencontrait alors plus d'opposition que n'en rencontre aujourd'hui la question, encore non résolue, de l'émancipation des juifs. Néanmoins, ce succès merveilleux porta quelque atteinte au caractère public de Wellington. Les classes moyennes lui reprochèrent d'avoir porté un coup mortel au protestantisme, et les classes élevées d'avoir méconnu les traditions politiques dn gouvernement de parti. Les wighs voyaient en lui un ami suspect à plus d'un titre, tandis que les tories lui faisaient un grief d'avoir, par sa défection, compromis leur influence morale et leur force matérielle dans les élections.

Le duc s'était en outre fait beaucoup d'ennemis par la sévérité qu'il apportait dans ses relations, et par l'exactitude militaire qu'il voulait introduire dans les divers départements. Il n'y eut pas jusqu'à ses services militaires, qui n'éveillassent de fortes susceptibilités. « Personne, disait, en 1828, lord Brougham, n'apprécie plus que moi les services et le génie militaire du noble duc; mais je n'aime pas le voir à la tête des finances du pays, en possession de toute la confiance du souverain, et réunissant dans ses mains l'autorité civile, ecclésiastique et militaire. Un pareil état de choses me frappe comme étant tout à fait inconstitutionnel.

---

(1) Cette influence devait être bien grande pour forcer la Chambre des Pairs à se déjuger, elle qui, dans la session précédente, avait déclaré, à la majorité de 45 voix, que l'éman- « cipation ferait trop manifes tement une brèche à la Constitution pour être jamais dis- « cutée. »

Ces nombreuses résistances et les attaques incessantes de de la presse (1) usèrent bientôt les ressorts affaiblis du cabinet. La tâche de celui-ci était du reste terminée; il pouvait donc et devait même se retirer. Wellington eut le tort de ne pas comprendre cette nécessité (2).

Cependant, quoique fortement ébranlé, le ministère, soutenu par le génie politique de sir Robert Peel, eut encore assez de force pour accomplir deux réformes importantes. Il fit substituer à la prohibition absolue des blés étrangers le système de l'échelle mobile, c'est-à-dire un droit variable sur les grains importés du dehors, s'élevant ou s'abaissant selon le prix des grains à l'intérieur. Il établit ensuite à Londres le régime de surveillance et de police municipale en vigueur aujourd'hui dans toutes les villes d'Angleterre. Cette dernière réforme, malgré son incontestable utilité, rencontra cependant une opposition formidable. Les partisans des vieilles coutumes accusèrent le cabinet de vouloir introduire en Angleterre la police despotique des États du continent, avec son espionnage domestique et ses vexations quotidiennes. « Des personnes accréditées, dit un célèbre écrivain (3), se lamentent de voir l'ancien régime des hommes du guet *(Watchmen)* impitoyablement aboli. Une adresse fut présentée à George IV pour le conjurer d'ouvrir les yeux, d'invoquer le nom de l'Éternel, et de rallier autour de lui son peuple, car un complot était formé pour renverser la maison de Hanovre et porter au trône le duc de Wellington, à l'aide des catholiques irlandais qui s'enrôleraient dans la nouvelle police. Les peu-

(1) Wellington était assez indifférent à ces attaques; il se contentait d'appeler la presse *rascally, licentious*, etc..., injures que celle-ci lui rendait avec prodigalité en l'appelant *vieux traître* et *vieille momie*. — Voir STOCQUELER, t. II, p. 152.

(2) Robert Peel, dans une situation analogue, montra bien plus de tact. Après avoir obtenu le rappel des lois sur les céréales, il n'hésita point à quitter le pouvoir, où sa position était devenue trop difficile. Peut-être le souvenir de ce qui lui était arrivé en 1830, sous la présidence du duc de Wellington, ne fut pas étranger à cette résolution.

(3) M. GUIZOT.

ples ont tour à tour des terreurs et des espérances également puériles et folles. »

Pendant plusieurs années, les *policemen* ne pouvaient se montrer dans les rues sans être suivis d'une foule qui les huait et les assaillait de sobriquets injurieux. En 1833, une collision eut lieu entre ces fonctionnaires et la populace dans Coldbath-Fields. Trois policemen furent blessés, dont un mortellement. Le jury, appelé à juger les auteurs de ces méfaits, rendit un verdict d'*homicide justifiable,* indice significatif des sentiments dont était animée, à l'égard de la force nouvelle, la classe à laquelle appartenait le jury (1).

A l'occasion de cette utile réforme, nous rappellerons que le duc de Wellington, étant secrétaire du vice-roi d'Irlande, avait fait établir à Dublin un système de police qui peut être regardé comme l'origine de celui dont on fait honneur à sir Robert Peel (2).

Des trois grandes questions pendantes depuis un quart de siècle, deux étaient résolues. En fait de liberté commerciale, le pays avait obtenu toutes les concessions demandées; et en fait de liberté religieuse, le cabinet était allé au delà des vœux de la nation. Restait la réforme parlementaire, contre laquelle devait enfin échouer l'habileté et la prudence du duc de Wellington.

On était alors au commencement de 1830. L'état calme et

---

(1) *Quarterly Review*, 1856. Article sur *la police et les voleurs de Londres.*
(2) LORD ELLESMERE, p. 21 et 22.

paisible du pays faisait espérer aux ministres qu'ils pourraient reculer longtemps encore l'épineuse question de la réforme. Les partisans de cette mesure étaient d'ailleurs peu nombreux, même dans la Chambre des Communes, puisque la proposition si modérée des canningistes de transférer à Birmingham la franchise particulière de East-Retford (1) avait été rejetée par une majorité de 27 voix, et qu'une autre motion, faite par John Russell au commencement de 1830, motion qui avait pour objet d'accorder le privilége électoral, indépendamment de toute autre considération, aux villes de Leeds, Birmingham et Manchester, ne rallia que 140 voix sur 328 votants (2). Telle était la disposition des esprits, que le ministère se crut certain d'affaiblir le parti de la réforme en recourant à une dissolution du Parlement (3). Mais la révolution de juillet vint modifier profondément cette situation. « Au premier bruit qui en parvint à Londres, quand on n'y savait encore que les ordonnances de juillet : « Que faut-il penser de ceci? demanda quelqu'un au duc de Wellington. — C'est une nouvelle dynastie, répondit le duc. — Et quel parti prendrez-vous? — D'abord un long silence, puis nous nous concerterons avec nos alliés pour agir. Le duc pressentait bien l'avenir de la France, et mal le rôle qui lui était réservé dans son propre pays (4). »

En effet, le contre-coup de la chute des Bourbons aînés se fit sentir immédiatement dans toute l'Europe, et particulièrement en Angleterre, où la transmission de la couronne four-

---

(1) C'était en effet présenter la question sous sa forme la plus innocente, puisqu'en conférant à une ville les priviléges devenus disponibles par suite de la corruption avérée de certains bourgs, on n'augmentait pas même le nombre des représentants.

(2) Une autre motion de Russell, demandant à la Chambre de déclarer « qu'il convenait d'élargir les bases de la représentation nationale, » avait réuni 117 voix seulement sur 330 votants. Vers la même époque, une proposition plus radicale d'O'Connel avait été rejetée à une majorité écrasante.

(3) Les wighs votèrent contre l'adresse, qui conseillait cette solution au roi.

(4) M. GUIZOT.

nit un sujet de plus à l'émotion du peuple. Avec George IV s'évanouirent les dernières espérances des tories. Son successeur, Guillaume IV, souverain affable et généralement aimé, passait pour avoir des idées libérales. Cependant il conserva le cabinet Wellington. Ce fut une faute, car l'opinion publique, surexcitée par les événements extérieurs et les manœuvres des whigs qui reprochaient au ministère de les avoir exclus de la collation des places (1), s'éloignait de plus en plus de la politique ministérielle.

Les élections se ressentirent de cette double influence et donnèrent une majorité favorable aux idées de réforme (2). Le duc malheureusement était peu disposé à calmer, par des concessions opportunes, une effervescence qu'il croyait factice et momentanée. On peut dire qu'il se méprit sur le caractère du mouvement qui s'était opéré dans les esprits, et sur les devoirs que cette situation imposait au gouvernement. Au lieu d'agir comme il avait fait à l'égard des catholiques d'Irlande, il opina pour la résistance, et prit même à l'égard de la presse une attitude qui n'étant pas sans analogie avec celle de Polignac, accrédita l'opinion déjà dénoncée par la rumeur publique qu'il avait eu des rapports avec ce ministre et s'était employé secrètement pour le soutenir. On lui fit aussi un grief de la sévérité avec laquelle, dans le discours d'ouverture de la session, il avait qualifié la révolution belge, langage qui autorisait à penser qu'il était disposé à intervenir en faveur de la maison d'Orange. Enfin ses liaisons personnelles avec les souverains absolus du continent achevaient de le rendre suspect à la nation. On le représentait comme le symbole de la force dévouée à la destruction de la liberté. Ses moindres

(1) Hume, t. X, p. 484. Les tories, de leur côté, cherchaient à renverser le ministère parce qu'ils se considéraient comme joués et trahis.

(2) Les partis cependant étaient à peu près représentés comme dans l'ancien Parlement; mais l'état des esprits n'était plus le même.

actions étaient dénaturées avec la plus insigne mauvaise foi. Une parade ou un rassemblement de troupes suffisait pour alarmer les crédules habitants de Londres et leur faire croire à l'existence d'une vaste conspiration militaire. La popularité du vainqueur de Waterloo ne résista pas longtemps à ce débordement de haines et de passions.

Les mécontents se réunissaient en groupes devant son hôtel, ou l'insultaient dans les meetings. Un jour même, le vainqueur de Waterloo fut hué en traversant Piccadilly pour se rendre à une fête du lord-maire dans la Cité. Soit prudence, soit dans le but de faire honte à ses ennemis, le duc fit placer des volets en fonte aux fenêtres de son hôtel d'Apsley-House. Aucune instance ne put obtenir depuis qu'il fit enlever ces sombres témoignages de l'ingratitude momentanée de ses compatriotes. Ils prouvent encore aux étrangers qui visitent Londres à quels excès déplorables se laissent parfois entraîner les masses.

On doit reconnaître qu'à cette époque Wellington montra plus de roideur qu'il ne fallait. Après avoir sacrifié ses convictions et ses sympathies dans la question religieuse, il aurait dû, avec la même grandeur d'âme, faire une concession à la réforme parlementaire. S'écartant pour la première fois de sa ligne de conduite habituelle, et au mépris de sa maxime favorite : « Un homme d'État doit savoir faire « le sacrifice de ses opinions à la tranquillité du pays, » il s'opposa systématiquement à la mesure proposée. Voici en quels termes il s'exprima dans la séance du 2 novembre 1830, pendant le débat de l'adresse en réponse au discours du trône : « Je ne connais aucun système de représentation « meilleur ni plus satisfaisant que celui dont jouit l'Angle- « terre ; ce système possède et mérite de posséder la pleine « confiance du pays. J'irai plus loin : si le devoir m'était « imposé en ce moment de former une législature pour un « pays quelconque, surtout pour un pays à grandes richesses

« de toute sorte comme le nôtre, je ne pense pas que je par-
« vinsse à faire rien de comparable à ce que nous avons, car
« la sagesse humaine ne crée pas du premier coup une in-
« stitution si excellente..... Je ne puis donc pas proposer la
« mesure à laquelle on a fait allusion. Non-seulement je ne
« le puis pas, mais je déclare que, tant que j'occuperai un
« poste dans mon pays, je m'opposerai à cette mesure, quel
« que soit celui qui la propose. »

Cette déclaration, faite dans un moment où le peuple anglais, témoin de la servilité de ses Parlements, de la dépravation de ses hommes d'État, de la corruption de ses institutions, du spectacle hideux des souffrances de l'Irlande, attribuait ces maux, les uns réels, les autres exagérés, aux vices du système représentatif, produisit une immense sensation dans tout le pays.

« Le roi Guillaume IV devait aller dîner, le 9 novembre, dans la Cité. On annonça de toutes parts que des démonstrations violentes éclateraient; que le duc de Wellington serait gravement insulté, peut-être menacé; on s'inquiéta pour la sûreté du roi lui-même. Les événements de Paris enflammaient ou alarmaient encore les esprits; la fermentation populaire et le trouble du pouvoir croissaient d'heure en heure. Le cabinet, chancelant, ne voulut pas accepter la responsabilité de la sédition ni de la répression que la promenade royale à travers les rues pouvait entraîner. Une proclamation annonça la veille qu'elle n'aurait pas lieu, non plus que le dîner de la Cité. Pendant deux jours, les Chambres retentirent à ce sujet d'interpellations, d'explications et de débats. Le duc de Wellington se défendit avec quelque embarras. M. Peel le soutint loyalement, en essayant d'ouvrir quelques perspectives de conciliation; mais les whigs, qui touchaient à la victoire, n'avaient garde de souffrir qu'elle fût ajournée. Le 15 novembre, une proposition du chancelier de l'échiquier, pour la liste civile du nouveau règne, fut rejetée par

233 suffrages contre 204, et, le lendemain 16, le duc de Wellington et M. Peel annoncèrent que le cabinet se retirait, et que le roi avait chargé lord Grey de former une administration (1). »

Trop conservateur pour les libéraux, trop libéral pour les conservateurs, le cabinet, au moment de sa chute, était abandonné de tous. Sa retraite ne surprit ni n'affligea personne.

Sous le rapport de la politique intérieure, l'administration du duc de Wellington avait été féconde en résultats. La question de la liberté du commerce avait fait un pas décisif et celle de l'émancipation était arrivée à un dénoûment heureux. D'autres mesures importantes avaient été prises, notamment la réorganisation de la police générale du royaume.

On ne peut guère reprocher au duc que son obstination à méconnaître le sentiment public dans la question de la réforme; et encore faut-il noter que l'exemple de cette obstination lui fut donné par les hommes d'État aux idées les plus larges et les plus généreuses. Il suffit de citer sir Robert Peel pour faire comprendre l'attitude prise par Wellington dans cette circonstance. Vieux soldat élevé à l'école de Chatam et de Castlereagh, il avait vu, sous l'influence de ce régime tant décrié, sa patrie s'élever au premier rang des nations. Les souvenirs de sa jeunesse, ses plus beaux succès, la gloire des armées britanniques se rattachaient à ce brillant passé, contre lequel s'élevaient les passions de la foule avec une rage qui devait lui paraître insensée. Imbu de l'idée que la révolution de juillet avait seule produit cette exaltation, bien plus factice que réelle, le duc s'était imaginé que le peuple, rendu à ses bons instincts, ne tarderait pas à s'apaiser. Il ne fut pas, du reste, le seul homme d'État qui partageât cette opinion, et qui, adoptant la réforme parlementaire, eût craint de mal

---

(1) M. GUIZOT. *Sir Robert Peel.*

servir les intérêts de la nation. Aujourd'hui même encore des esprits sérieux se demandent ce que le peuple anglais a gagné en force et en considération à cette réforme, qui devait, au dire de ses promoteurs, soulager toutes les misères, faire disparaître tous les abus, et provoquer des améliorations dans toutes les branches des services publics.

En définitive, quelque opinion que l'on ait de la politique intérieure du cabinet de Wellington, on doit admettre qu'elle fut plus énergique et plus libérale que sa politique extérieure.

N'ayant point de sympathies pour la cause de la Grèce, et jugeant que la destruction de la flotte ottomane avait été avantageuse seulement à la Russie, le duc qualifia la victoire de Navarin : *un événement fâcheux*, dans le discours prononcé, le 29 janvier 1828, par les commissaires royaux à l'ouverture de la session. Ce langage fut blâmé par l'opposition libérale des deux chambres comme indiquant, de la part de Wellington, le projet d'abandonner la politique de Canning.

Le fait est que le gouvernement, par son attitude molle et indécise, encouragea l'obstination de la Porte et détermina la Russie à se détacher du traité de Londres, dans le but de faire la guerre aux Turcs pour son propre compte. Ce fut une faute contre laquelle le prince de Metternich essaya vainement de prémunir le chef du cabinet. Si Canning avait été premier ministre, il est permis de croire que l'empereur Nicolas n'aurait pas obtenu dans le traité de paix des conditions aussi favorables pour lui, aussi dangereuses pour l'Europe.

On a blâmé avec raison l'attitude bienveillante que prit lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères sous Wellington, envers le fourbe et violent don Miguel, usurpateur de la couronne de Portugal.

Il faut remarquer, cependant, que toute autre politique que la neutralité eut été une violation des principes que l'Angle-

terre elle-même avait cherché à faire prévaloir au congrès de Vérone.

Don Miguel ne méritait sans doute aucune considération; mais fallait-il pour renverser ce tyran et mettre à sa place don Pedro, entraîner l'Angleterre et peut-être l'Europe dans une guerre nouvelle? Wellington ne le pensa point. Son successeur lord Grey, chef d'un cabinet où les whigs avaient la majorité, observa du reste la même neutralité. Seulement, en s'abstenant, il eut la fermeté d'exiger que les autres s'abstinssent également. Cette politique, en empêchant l'Espagne d'intervenir en faveur de don Miguel, hâta le triomphe du bon droit.

On a dit que Wellington, dans cette situation, aurait laissé le champ libre aux Espagnols (1); mais cette opinion, fondée sur quelques indices tirés de sa correspondance, ne peut pas avoir l'autorité d'un fait reconnu. Personne plus que le duc ne sut imposer silence à ses convictions et à ses sentiments quand il eut un devoir essentiel à remplir.

Ceux qui ont suivi Wellington pas à pas dans sa carrière ne seront pas étonnés d'apprendre qu'il ait vu de mauvais œil la révolution de Paris, et que dans le discours d'ouverture de la session législative, il l'ait qualifiée de *révolte contre un gouvernement éclairé* (2).

Il exprima, dans le même discours, la résolution de maintenir, à l'égard du roi Guillaume, les traités généraux qui avaient fixé le système politique de l'Europe. Le duc était poussé dans cette voie par ses convictions, hostiles aux gouvernements révolutionnaires, par ses sentiments d'affection

(1) Cette opinion a été exprimée par les continuateurs de l'ouvrage de Hume.

(2) « J'ai appris avec un profond regret la situation des affaires des Pays-Bas. Je déplore que l'administration éclairée du roi n'ait pu préserver ses domaines de la révolte. » (*Discours de la Couronne*, prononcé le 2 novembre.)

pour la maison d'Orange, par ses liaisons avec les despotes du continent, et surtout par le souvenir du zèle qu'il avait mis à consolider l'union mal assortie de la Belgique avec la Hollande, union qui réalisait selon lui une idée vraiment utile à l'Europe, l'idée d'une barrière puissante opposée aux envahissements de la France. Entraîné par ces diverses considérations, le duc parut un moment disposé à intervenir par les armes dans le différend hollando-belge. Mais quand l'ordre eut pris le dessus à Bruxelles, et que les puissances continentales se furent mises d'accord pour reconnaître le mouvement accompli, les intentions de Wellington à l'égard de la Belgique changèrent complétement; il accueillit même avec joie la nouvelle de l'élection du prince Léopold, l'homme le plus propre à consolider ce que lord Palmerston appelait sa *petite monarchie expérimentale.*

Lord Grey avait composé son administration d'une majorité de whigs, à laquelle s'étaient joints trois ou quatre partisans de la politique de Canning.

Le 1er mars 1831, le cabinet soumit à la Chambre des Communes, par l'intermédiaire de John Russel, une proposition de réforme parlementaire. Bien que sir John ne fût pas ministre, il méritait l'honneur de cette initiative, en considération des efforts énergiques et persévérants qu'il avait faits dans l'intérêt de la mesure proposée (1).

La discussion fut des plus orageuses. Elle mit au jour des faits de corruption électorale et des abus qui constituaient une altération évidente du système représentatif.

De grandes villes, comme Leeds, Manchester, Birmingham, étaient classées au-dessous de petits bourgs en possession

(1) Lord Grey, du reste, avait toujours secondé ces efforts.

de la franchise électorale. « Dans une partie de l'empire, « dit lord Durham, un parc sans population, ou du moins « une population absolument insignifiante, envoie deux « membres à la chambre, tandis que des villes comptant « leurs habitants par centaines de mille n'ont pas même un « seul député (1). »

« Les siéges du Parlement, dit M. Sheil (2), sont l'objet « d'un trafic honteux. Il existe un marché presque public, un « entrepôt commun, un bazar pour la vente des franchises « du peuple. *Courtier parlementaire* est une qualification « consacrée par l'usage. Bien plus : les bourgs pourris entrent « dans les arrangements matrimoniaux et servent de dots ou « de douaires aux jeunes filles. Ce trafic notoire des bourgs « a engendré une habitude générale de vénalité. En voyant « les lords convertir en argent leur influence électorale, « l'humble électeur a été conduit à tirer parti de son misé- « rable suffrage.... Et de quel droit condamnerions-nous la « corruption de celui-ci, quand nous donnons protection et « appui à celui-là? L'infamie de la prostitution est-elle puri- « fiée par la grandeur du salaire?

Plaçant la question sur un terrain plus élevé encore, M. Macaulay, fort de l'appui du peuple et de l'assentiment des orateurs les plus distingués de la Grande-Bretagne, s'écria au milieu d'un tonnerre d'applaudissements : « Tout présage « à ceux qui s'obstinent dans une vaine lutte contre l'esprit « du temps une défaite certaine, éclatante. La chute du plus « superbe trône du continent retentit encore à nos oreilles;

---

(1) *Discours* prononcé à la Chambre des Lords.

Parmi les villes non représentées se trouvaient alors Leeds, Sheffield, Bradford, Halifax Huddersfield et Wakefield.

En revanche, Old-Sarum, lieu sans maisons et sans un seul habitant, s'il faut en croire un auteur anglais (*The militairy and political life of Arthur Wellesley*, p. 133), avait deux représentants qui ne représentaient personne.

(2) Membre de la Chambre des Communes.

« le toit d'un palais anglais donne un triste asile à l'héritier « exilé de quarante rois... De tous côtés nous voyons les « vieilles institutions renversées, les grandes sociétés péri- « clitantes. Pendant que le cœur de l'Angleterre est encore « sain, pendant que les anciens sentiments, les anciennes « institutions conservent encore chez nous un pouvoir et un « charme qui peuvent s'évanouir bientôt; dans ce moment « encore propice, dans cette heure de salut, prenez conseil, « non des préjugés, non de l'esprit de parti, non du honteux « orgueil d'une obstination fatale, mais de l'histoire, de la « raison, des siècles passés, des redoutables symptômes de « l'avenir! Rajeunissez l'État; sauvez la multitude livrée à « ses ingouvernables passions; sauvez l'aristocratie compro- « mise par son pouvoir impopulaire; sauvez la plus grande, « la plus belle société, la plus admirablement civilisée qui « ait jamais vécu, des calamités qui peuvent en quelques « jours ravager ce riche héritage de tant de siècles de sagesse « et de gloire. Le danger est immense; le temps est court! « Si ce bill doit être rejeté, je prie Dieu qu'aucun de ceux « qui concourent à le faire rejeter ne regrette un jour amère- « ment et vainement son vote, au milieu de la ruine des lois, « de la confusion des rangs, de la spoliation des richesses et « de la dissolution de l'ordre social! »

Les adversaires du bill objectaient, que sous l'influence de ce régime, frappé maintenant de réprobation, l'Angleterre avait conquis la première place dans le monde, et que les bourgs pourris, notamment, avaient donné au pays ses plus illustres hommes d'État.

L'un des orateurs les plus respectés de la Chambre des Lords, sir Robert Peel, combattit la mesure comme née sous de mauvais auspices, comme excessive en soi et dénaturant la constitution du pays, comme soutenue par de mauvais moyens. « C'est, disait-il, une réforme soulevée en An- « gleterre par le vent révolutionnaire venu de France, et

« dont on poursuit le triomphe en fomentant parmi le
« peuple les idées, les passions, les pratiques révolution-
« naires...

« Votre jugement est troublé par ce qui vient de se passer
« chez nos voisins... Ne vous laissez pas entraîner par cette
« excitation momentanée... Quand le peuple anglais repren-
« dra son ferme bon sens, il vous reprochera d'avoir sacrifié
« la constitution du pays au désir de flatter une explosion de
« sentiments populaires... Je combattrai ce bill jusqu'au
« bout, parce que je le crois fatal à notre heureuse forme de
« gouvernement mixte, fatal à l'autorité de la Chambre des
« Lords, fatal à cet esprit de suite et de prudence qui a valu
« à l'Angleterre la confiance du monde, fatal à ces habitudes,
« à ces pratiques de gouvernement qui, en protégeant effica-
« cement la propriété et la liberté des personnes, ont donné
« au pouvoir exécutif de l'État une vigueur inconnue dans
« tout autre temps et dans tout autre pays... Si le bill proposé
« par les ministres est adopté, il introduira parmi nous la
« pire et la plus vile sorte de despotisme, le despotisme des
« démagogues, le despotisme du journalisme, ce despotisme
« qui a poussé des contrées voisines, naguère heureuses et
« florissantes, sur le bord de l'abîme. »

Ces arguments exercèrent tant d'influence, que le ministère essuya dans la Chambre des Communes un premier échec sur l'une des dispositions importantes du bill. A la suite de ce vote, la dissolution fut prononcée le 11 mai, et un nouveau parlement convoqué pour le 14 juin.

La résolution du cabinet provoqua un enthousiasme général parmi les libéraux, suivi de scènes de violence dans le peuple; le jour où elle parut dans les journaux, la populace de Londres brisa les fenêtres de M. Baring et du duc de Wellington, les deux noms les plus éminents du commerce et de l'armée.

Les tories éprouvèrent de rudes échecs dans les élections.

La nouvelle chambre vota, par 367 voix contre 231, la seconde lecture du projet de réforme, et par 345 contre 236 la formule d'usage : *que ce bill passe.*

Dans la Chambre des Lords, le cabinet rencontra plus de difficultés. Au nombre de ses adversaires déclarés se trouvait le duc de Wellington. Il soutint que le bill en discussion violait le pacte fondamental, en principe comme en fait : « La « représentation des villes, dit-il, va se trouver à la merci de « quelques comités ; d'autre part, en augmentant le nombre « des députés des villes, on détruira l'équilibre qui doit exister entre la représentation urbaine et la représentation agricole des comtés. Le bill créera un corps électoral démocratique et violent, qui ne pourra produire qu'une assemblée « législative violente et démocrate. Avec le bill, les églises « d'Angleterre et d'Irlande auront bientôt disparu..... » Le duc ajouta, sous forme de péroraison : « L'expérience que « j'ai acquise dans les situations où j'ai servi Sa Majesté me « donne le droit et m'impose le devoir de dire que je ne puis « pas voir cette mesure sans la plus sérieuse appréhension, « car de l'époque de son adoption datera le renversement de « notre constitution (1). »

Lord Dudley combattit la mesure parce qu'elle reposait sur la supposition monstrueuse que l'Angleterre n'avait jamais eu un bon gouvernement, et que le peuple avait toujours été privé de ses droits.

Après une assez longue discussion, l'amendement tendant à l'ajournement du bill à six mois fut adopté par une majorité de 41 voix (2).

---

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 161. Remarquons encore ce passage : « It is my opinion that Parliament has well served the country for a variety of measures which it has produced, particularly of late years. I see no reason for the measure now proposed, except to gratify certain individuals in the country. »

(2) Séance du 7 octobre.

Nouvelle complication, nouveaux troubles. Rarement l'effervescence fut plus générale et plus menaçante à Londres. L'hôtel d'Apsley-House eut encore une fois ses fenêtres brisées ; celles du comte Dudley et du marquis de Bristol subirent le même sort. Le marquis de Londonderry fut accueilli à coups de pierres et blessé ; le duc de Cumberland, jeté à bas de son cheval, eût probablement été tué sans l'intervention opportune de la police.

Sur d'autres points de l'Angleterre et notamment à Bristol, des désordres tout aussi graves furent commis ; les émeutiers eurent recours à l'incendie et au pillage. Depuis les troubles de 1780, on n'avait rien vu de semblable.

O'Connell profita de cette situation pour organiser une nouvelle et stérile agitation, dans le but d'obtenir le *rappel de l'union*.

Le roi, heureusement, soutint ses ministres dans leurs efforts pour calmer le peuple. Un nouveau bill, peu différent du premier, fut soumis aux Chambres. Celle des Communes l'adopta à la majorité de 116 voix ; celle des Lords était toujours hostile, mais plusieurs de ses membres se rallièrent par la crainte de voir le gouvernement faire une création importante de pairs. Le duc de Wellington néanmoins déclara, malgré toutes les menaces dont il était l'objet, que son opinion n'avait point changé. La seconde lecture fut votée à la faible majorité de 9 voix. Immédiatement après, les lords se séparèrent pour les vacances de Pâques.

Les réformateurs mirent cet intervalle à profit pour organiser de nouvelles manifestations, et ils réussirent d'autant mieux, que la faible majorité pour la seconde lecture avait réveillé toutes les craintes des partisans du bill.

A la reprise de la session (le 7 mai) lord Lyndhurst proposa un amendement que le ministère signala comme une manœuvre ayant pour but d'apaiser les clameurs de Manchester et de plusieurs autres grandes villes, afin d'avoir ensuite

meilleur marché des autres clauses relatives aux franchises à supprimer.

Cette motion néanmoins fut adoptée par 151 voix contre 116. Le ministère remit aussitôt sa démission entre les mains du roi (1). Sa Majesté fit venir le duc de Wellington et le chargea de former un cabinet, à la condition expresse qu'une *large réforme* serait la base de la nouvelle administration. Bien que le duc se fût prononcé ouvertement contre la réforme, il consentit à faire quelques démarches, de concert avec lord Lyndhurst (2). Ces démarches n'ayant produit aucun résultat (3), la couronne fut obligée de revenir à lord Grey et de lui promettre la création d'une fournée de pairs, si la chambre haute continuait à se montrer hostile à la loi : cette menace produisit l'effet désiré. Le duc de Wellington et une centaine de membres, ne voulant ni donner leur assentiment au bill, ni forcer les ministres, en persistant dans leur opposition, à créer de nouveaux pairs, s'abstinrent ; et le 6 juin la réforme fut définitivement adoptée par 106 voix contre 22.

Le duc de Wellington accepta le fait accompli avec sa décision habituelle ; un an après, il disait : « Maintenant que « l'acte de réforme est devenu la loi du pays, je regarde

(1) Le 9 mai. Grey rentra le 16. « L'histoire d'Angleterre ne présente pas de période plus « critique que cet intervalle du 9 au 16 mai. » — HUME, t. X, p. 524.

(2) Interpellé sur ces démarches, Wellington répondit que la création de cent nouveaux pairs (il aurait bien fallu ce nombre pour obtenir une majorité) lui avait semblé une chose si dangereuse et si manifestement contraire aux lois fondamentales, qu'il s'était résigné à faire abnégation de ses répugnances personnelles pour arriver à une solution satisfaisante de la réforme, plutôt que de voir poser un si funeste antécédent.

« When his Majesty did my the honour of commanding my aid to enable him to resist a most pernicious counsel, if I had answered : « I see the difficulties of Your Majesty's situation ; but I cannot afford you any assistance, because I have, in my place in Parliament, expressed strong opinions against a measure to which your Majesty is understood to be friendly : — I should have been ashamed to show my face in the streets. »

Ce trait peint admirablement le duc comme homme politique. Nous ne pouvons toutefois nous empêcher de faire observer que dans cette circonstance Wellington se montra un peu trop courtisan.

(3) Une des principales causes de l'insuccès de ces démarches fut la résistance de sir Robert Peel, moins hardi dans l'action et plus préoccupé des difficultés de situation ou de de principe que le duc de Wellington.

« comme de mon devoir, non-seulement de m'y soumettre,
« mais de coopérer à son exécution par tous les moyens en
« mon pouvoir. »

Un auteur français a très-bien indiqué la raison qui justifiait aux yeux du duc cette singulière conduite :

« Il y avait quelque chose, dit M. John Lemoine, que Wellington mettait au-dessus de toutes les opinions, c'est la nécessité de gouverner. Il ne comprenait pas plus l'État sans gouvernement qu'il n'aurait compris l'armée sans chef. C'était en politique son idée principale, nous dirons son idée unique.

« L'émancipation était un mal, la réforme était un mal; mais la guerre civile et la révolution eussent été des maux plus grands encore; et il fallait gouverner à tout prix (1). Il échappait de temps en temps au vieux duc des paroles qui restaient proverbiales chez les Anglais : après le vote de la réforme, il fit cette remarque aussi briève que significative : « Et comment s'y prendra-t-on maintenant pour « gouverner? » Il avait raison, et le gouvernement, comme il l'entendait, est en effet devenu beaucoup plus difficile depuis ce temps-là.

« C'est toujours pour obéir à cette nécessité de gouverner qu'il renonça à presque toutes ses opinions. Ennemi de la réforme commerciale (2), il s'y rallia, comme Robert Peel, quand elle fut devenue nécessaire. A cette occasion, il déclara avec son habituelle simplicité, « que la formation d'un gou-« vernement dans lequel Sa Majesté aurait confiance, était

---

(1) Voici en quels termes le duc expliqua cette politique à la Chambre des Lords dans la séance du 29 juillet 1833 :

« If the world were governed by principles, nothing would by more easy than the conduct even the greatest affairs; but in all circumstances the duty of a wise man is to choose the lesser of any two difficulties which beset him. »

(2) Le 25 février 1830, il dit à la Chambre des Lords : « *the cornlaws* worked well and I am « convinced they could not be repealed without injury tho the country; » ce qui ne l'empêcha pas de voter, en 1846, le rappel total de ces lois.

« à ses yeux bien plus importante que les opinions d'aucun
« individu sur les lois de protection. »

Et quand sir Robert Peel lui demanda l'appui de son grand nom pour former un ministère, il dit dans la Chambre des Lords « : J'ai résolu de lui donner mon concours, bien que je
« sache que par là je participerai à un changement essentiel
« dans la loi existante. Mais, amplement récompensé comme
« je l'ai été par la couronne et par le pays, je ne puis refuser
« mon concours, quand je suis appelé à former un gouver-
« nement pour donner à Sa Majesté le moyen de convo-
« quer son parlement et de faire les affaires du pays. »

Nous aimons à citer littéralement les paroles de cet homme remarquable, parce que rien ne saurait mieux le peindre. On voit qu'il avait une idée un peu limitée, un peu exclusivement militaire des devoirs du gouvernement; mais il était tellement pénétré de cette idée qu'il y subordonnait, et quelquefois même y sacrifiait ses convictions. En le jugeant ainsi, nous ne voulons point le déprécier. Il était tellement honnête, tellement droit, tellement vrai, que ce qui, chez un autre, eût été du scepticisme ou de l'apostasie, pouvait être regardé chez lui comme de la vertu et du désintéressement; et précisément parce qu'il n'avait pas des doctrines très-arrêtées, parce qu'il s'inspirait de l'histoire plus que de la philosophie, des faits plus que des idées, le sacrifice moral qu'il faisait aux circonstances coûtait moins à son honneur et à sa conscience.

L'année 1832 fut celle où la popularité de Wellington essuya les plus rudes échecs. On répétait partout ce mot de lui à M. Porter, manufacturier de Manchester : « Si le peuple
« d'Angleterre ne veut pas rester tranquille, il y a un moyen
« de l'y contraindre. » *(If the people of England won 't be quiet, there is a way to make them)*. Cette menace exaspéra la populace au dernier point. Le 18 juin, jour anniversaire

de Waterloo, le duc, visitant la tour de Londres, fut insulté et serré de si près qu'il aurait eu de la peine à rentrer sain et sauf chez lui, si quelques soldats et gentlemen n'eussent entouré son cheval et formé une espèce d'escorte (1).

L'année suivante, les affaires du Portugal fournirent à Wellington l'occasion d'attaquer le ministère whig, qu'il blâma d'avoir entraîné le pays dans une lutte à laquelle il aurait dû rester étranger. Il traita fort durement cette guerre et ceux qui l'avaient entamée. On ne devait pas attendre moins d'un partisan absolu du principe de non intervention.

Cette même année, comme s'il s'était repenti d'avoir donné trop de gages aux catholiques, le duc saisit avec empressement deux occasions pour se réconcilier avec le protestantisme ; il qualifia l'agitation de l'Irlande « une conspiration « de prêtres et de démagogues voulant atteindre leur but par « la menace et la force (2); » quelque temps après, il s'écria en plein parlement (3) : « Notre devoir est de faire tout ce que « nous pouvons pour la prospérité de la religion protestante, « non-seulement à cause des relations politiques qui existent « entre l'Église d'Angleterre et le gouvernement, mais encore « parce que ses doctrines sont les plus pures et son système « le meilleur qui puisse être offert à un peuple. »

Nous reprocherons moins à lord Wellington cette opinion exclusive que la vivacité avec laquelle il s'opposa constamment à l'admission des juifs dans le Parlement. Ce fut en effet une faiblesse d'esprit de vouloir « que dans une législature chrétienne il n'y eût que des chrétiens. » Il est juste

---

(1) STOCQUELER, t. II, p. 172.
(2) Séance du 19 juillet.
(3) Séance du 5 juillet.

de faire observer toutefois que jusqu'à ce jour l'exclusion des juifs a été maintenue en dépit des efforts du gouvernement, preuve que l'intolérance, même chez les peuples les plus civilisés, peut étouffer longtemps la voix de la justice et de la raison.

Une question souvent agitée fut celle de l'abolition de la traite des nègres dans les colonies anglaises. Le duc, en principe, était contraire à ce trafic; mais, dans l'application, il voyait un inconvénient à le supprimer. Cette réforme, d'après lui, aurait amené la décadence des colonies de l'Inde occidentale et favorisé au contraire le développement de celles des autres nations; de sorte que l'Angleterre, au lieu de consommer du sucre produit dans son empire, se serait vue obligée d'acheter du sucre français, américain ou portugais, toujours fabriqué par des nègres, il est vrai, mais non plus par des nègres appartenant à des sujets britanniques. Or, Wellington trouvait, avec raison, peu nécessaire de consacrer un ordre de choses si manifestement préjudiciable à son propre pays, et dont l'humanité n'aurait tiré aucun avantage.

Dans le courant de l'année 1834, le bill de répression contre les violences et les désordres commis en Irlande amena la retraite de lord Grey. Déjà, antérieurement, plusieurs de ses collègues l'avaient quitté à la suite de dissentiments provoqués par d'autres mesures (1). Au lieu de se retirer avec leur chef, les ministres restèrent et choisirent lord Melbourne pour

---

(1) La retraite de ce cabinet, qui n'avait pas éprouvé d'échec à la Chambre, fut attribuée en Angleterre aux intrigues de la reine Adélaïde. M. Guizot l'explique autrement : « Lord Grey dit-il, crut son honneur blessé et sa situation faussée par les démarches de quelques-uns de ses collègues et par certains démêlés intérieurs du cabinet. Déjà, antérieurement, lord Durham avait donné sa démission sous prétexte de maladie, mais en réalité par impatience de voir qu'on n'allait ni assez vite ni assez loin dans la voie libérale. Peu après, lord Stanley, sir James Graham, le duc de Richmond et le comte de Ripon s'étaient retirés pour des motifs plus sérieux : la question de l'application de l'excédant des revenus de l'Église d'Irlande à l'éducation publique. Ceci se passait deux mois avant la retraite de lord Grey. »

présider le conseil. Mais Guillaume IV n'ayant pu se mettre d'accord avec cet homme d'État, pria le duc de Wellington de former un nouveau cabinet. Le lendemain 15 novembre, la chute des whigs fut officiellement annoncée.

Appelé à Brighton, le vieux chef des tories donna un grand exemple de modestie et de puissance. « Ce n'est pas à moi, « dit-il, que Votre Majesté doit demander de former un mi« nistère et qu'il appartient de le diriger, c'est à sir Robert « Peel. Dans la Chambre des Communes sont les difficultés « et la prépondérance; c'est son chef qu'il faut à la tête du « gouvernement. Je servirai sous lui, dans le poste qu'il « plaira à Votre Majesté de me confier. »

Cette proposition fut agréée. Mais comme l'honorable baronnet était alors en Italie, le duc de Wellington se chargea, en attendant son retour, de la responsabilité du gouvernement. De concert avec lord Lyndhurst, il dirigea pendant trois semaines plusieurs départements ministériels. Les rigoristes constitutionnels s'élevèrent contre ce cumul, pendant que le public « admirait en souriant la confiante hardiesse et l'infatigable empressement du duc à servir le roi et l'État (1). »

Sir Robert Peel arriva à Londres le 9 décembre 1834. Il chargea Wellington du portefeuille des relations extérieures et recruta ses autres collègues parmi les tories modérés.

La dissolution de la Chambre des Communes fut l'un des premiers actes de ce ministère.

Les nouvelles élections donnèrent au parti conservateur 100 voix de plus qu'il n'avait précédemment. Malgré ce renfort, le cabinet fut battu sur la question du choix de l'orateur. Peel n'en resta pas moins à son poste, ayant l'espoir de raffermir sa position et de gagner du terrain par la pré-

---

(1) M. Guizot.

sentation de quelques mesures utiles. Mais les whigs, assurés d'une majorité dans la chambre, se montrèrent décidés à saisir la première occasion pour renverser le ministère.

Cette même année, la mort de lord Grenville laissa vacante la chancellerie de l'université d'Oxford (1). Wellington fut nommé à cet emploi par l'unanimité des suffrages (2). Cette marque de haute confiance, donnée au plus ferme soutien du bill de l'émancipation catholique, prouve que l'impopularité du duc s'était évanouie avec l'agitation qui l'avait fait naître.

La cérémonie de l'installation eut lieu avec une pompe extraordinaire le 9 juin. Le duc ouvrit la séance par un petit discours latin et procéda ensuite à la nomination des nouveaux docteurs. On admira généralement la bonne grâce avec laquelle ce vieux soldat, blanchi sous le harnais, porta la toge de chancelier et se prêta à toutes les exigences d'un cérémonial ridicule. Il serait impossible de décrire l'enthousiasme que sa présence excita au milieu de la foule accourue pour le voir. Quand l'auteur du poëme couronné, en terminant sa harangue, adressa un hommage public « au héros qui avait pacifié le monde dans les champs de Waterloo, » toute l'assistance se leva, et pendant plusieurs minutes battit des mains, agita les chapeaux et les mouchoirs au milieu de hourras frénétiques (3).

La nomination d'un militaire au poste de chancelier de l'université d'Oxford dut paraître, aux étrangers surtout, une véritable excentricité ; cependant, dit lord Ellesmere (4), il est reconnu aujourd'hui que jamais l'université ne fit un meilleur choix. Le duc s'occupa très-activement de sa nouvelle charge ; peu de jours avant sa mort, il défendait les

---

(1) Grenville mourut le 12 janvier.

(2) Le 29 janvier.

(3) Voir Stocqueler, t. II, p. 175 à 185.

(4) *Life and character*, etc., p. 50.

intérêts de l'université à la Chambre des Lords en homme parfaitement au courant de la question.

Le ministère de sir Robert Peel avait été depuis son début aux prises avec des difficultés invincibles. Battu sur plusieurs questions, il se retira le 8 avril 1835, à la suite du vote sur la motion de John Russell demandant l'appropriation à l'éducation publique de l'excédant des revenus de l'Église d'Irlande. Ainsi, après quatre mois d'une existence tourmentée, le cabinet tory céda la place à un ministère whig, formé sous la présidence de lord Melbourne.

A partir de cette époque, le duc de Wellington cessa de prendre une part influente dans le gouvernement civil du pays : il se borna strictement à l'examen des questions militaires et à l'accomplissement de ses devoirs de membre de la Chambre des Lords et de chancelier de l'université.

Guillaume IV mourut au mois de juin 1837. Wellington fit son éloge dans la Chambre des Lords. Il saisit cette occasion pour expliquer le motif de l'empressement qu'il avait mis à servir ce prince dans des moments où sa considération eût gagné à ce qu'il s'abstînt : « Je fus engagé à le servir, dit-il, « non-seulement par le sentiment du devoir et par la considération que le souverain de ce pays a le droit de réclamer « mes services dans toute situation où il peut les croire utiles, « mais encore par un sentiment de gratitude pour les faveurs et les distinctions que Sa Majesté m'a conférées, « malgré l'opposition que j'ai dû faire quelquefois à ses « vues (1). »

La reine Victoria conserva aux affaires lord Melbourne, qui, par son expérience, ses manières aimables et son esprit

---

(1) *Discours* du 22 juin.

d'homme du monde, était essentiellement propre à faire l'éducation politique de la jeune souveraine. Cependant, quelque faveur qu'elle témoignât à son premier ministre, la reine ne le plaça jamais dans son estime au-dessus du vénérable duc, pour qui elle ressentait une affection toute filiale. Loin de cacher ce sentiment, elle s'en expliqua un jour très-franchement avec lord Melbourne lui-même. C'était à la sortie d'un conseil tenu à Windsor. Le chef du cabinet, au moment de se séparer de la reine, pria Sa Majesté de lui dire « si elle avait pour quelqu'un de ses sujets une telle préférence qu'elle souhaitât l'associer à elle dans l'exercice des devoirs de la souveraineté que la Providence lui avait départis. » La reine, un peu surprise, demanda à son premier ministre si c'était comme homme d'État et comme serviteur de la couronne qu'il lui adressait cette question. Lord Melbourne répondit qu'il ne se serait jamais permis de la lui faire à un autre titre. Dans ce cas, dit la reine, j'avouerai qu'il y a un homme pour lequel j'ai une préférence marquée : c'est..... le duc de Wellington.

Cette anecdote fut racontée, dans un banquet officiel, par le major Cumming-Bruce, qui en garantit l'authenticité. « Je vous laisse à penser, dit le narrateur, quelle figure allongée dut faire lord Melbourne quand Sa Majesté le gratifia de cette réponse (1). »

La cérémonie du couronnement eut lieu dans l'été de 1838. La France y fut représentée par le duc de Dalmatie, un des adversaires les plus habiles que lord Wellington eût rencontrés sur le champ de bataille. Le peuple anglais fit à ce brave soldat une réception enthousiaste; et le vainqueur d'Orthez se distingua au milieu de tous par sa courtoisie chevaleresque. Dans un banquet donné par la corporation de Londres aux

---

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 194.

princes et aux ambassadeurs étrangers, il trouva moyen de faire l'éloge du duc de Dalmatie en termes chaleureux. Soult, vivement touché de cette galanterie et des témoignages d'estime que la nation lui donnait, porta un toast « A l'alliance « perpétuelle de la France et de l'Angleterre, à l'armée bri- « tannique, et plus particulièrement à son grand général, le « duc de Wellington ! » On raconte qu'à ce dîner, le duc présenta au maréchal plusieurs généraux qu'il avait combattus en Espagne. Quand Soult aperçut sir Rowland Hill, il lui tendit la main et s'écria gaiement : « Ah! je vous rencontre « enfin, moi qui ai couru si longtemps après vous! » (Allusion à la retraite de Hill, depuis Madrid jusqu'à Alba de Tormès, après l'affaire de Burgos.)

Le peuple anglais sut gré à Wellington d'avoir fait si bon accueil à l'ambassadeur du roi Louis-Philippe; cette circonstance contribua beaucoup à rétablir sa popularité, compromise par les dissentions intérieures.

En 1839, le cabinet de lord Melbourne se trouvant trop faible pour surmonter les embarras que lui suscitaient la législation des grains et l'état précaire de l'Irlande, saisit l'occasion du vote sur une motion tendante à suspendre la constitution de la Jamaïque pour offrir sa démission à la reine (7 mai). Sa Majesté accepta cette démission à regret, ayant une préférence marquée pour les whigs, qui avaient été, pour ainsi dire, les guides de son enfance. Elle fit venir le duc de Wellington, qui lui conseilla de s'adresser à sir Robert Peel. La reine, plutôt par nécessité que par conviction, suivit ce conseil. Sir Robert Peel présenta le lendemain une combinaison qui fut agréée sans la moindre objection.

Cependant, le premier ministre et ses amis, craignant l'influence des whigs, jugèrent utile de prendre quelques précautions contre les intrigues de palais, toujours redoutables, même dans les monarchies constitutionnelles. Ils demandè-

rent en conséquence à Sa Majesté le droit de disposer des principales charges de sa maison, et, comme première application de ce droit, le renvoi des filles d'honneur de la reine et des dames de la chambre à coucher (*ladies of her bedchamber*). « Ce ne fut pas, à ce qu'il paraît, de sir Robert Peel, mais du duc de Wellington lui-même que vint l'idée de cette exigence. La jeune reine en fut choquée : c'était, lui dirent les whigs, une prétention exorbitante, et que n'autorisaient pas les précédents. On ajoutait que les grandes dames du parti conservateur en avaient parlé comme d'un triomphe sur la reine. L'impertinence est quelquefois une arme utile, mais plus souvent un dangereux plaisir. Le lendemain du jour où sir Robert Peel avait formé sa demande, il reçut de la reine ce billet :

« La reine ayant réfléchi sur la proposition que lui a faite « hier sir Robert Peel d'éloigner les dames de sa chambre, « ne peut consentir à un procédé qu'elle croit contraire à « l'usage et qui répugne à ses sentiments. »

« Sir Robert Peel répondit par une longue lettre respectueuse, sensée, mais un peu lourde et sans élégance comme sans complaisance (1). »

Les négociations furent rompues et les whigs rentrèrent au pouvoir.

L'affaire en apparence si futile du renvoi des dames d'honneur eut beaucoup de retentissement et donna lieu à de vives attaques contre Robert Peel. Au nombre de ceux qui prirent sa défense à la Chambre des Lords se trouvait le duc de Wellington, qui n'hésita point à déclarer, au risque de déplaire à la cour, « que, dans sa manière de voir, les ministres de « la couronne devaient avoir toute la confiance du souverain « et intervenir jusqu'à un certain point dans la formation de

(1) M. Guizot.

« sa maison. Moi-même, disait-il, comme chef de cabinet, « j'ai pu constater la fâcheuse influence que les hommes de « la cour, sinon les femmes, exercent souvent dans de sim- « ples conversations (1). »

Lord Melbourne resta premier ministre jusqu'en 1841. La reine lui donna pour successeur sir Robert Peel, qui, cette fois, se crut assez fort pour n'avoir pas à redouter les intrigues des filles d'honneur et des femmes de chambre de la reine.

Le duc de Wellington consentit à faire partie de ce nouveau ministère, mais sans fonctions précises et sans caractère déterminé. Son influence sur la Chambre des Pairs et l'habitude qu'il avait prise de s'occuper de toutes les affaires en discussion, rendaient son concours éminemment utile. Sir Robert Peel avait d'ailleurs une confiance illimitée dans la fermeté et le bon sens traditionnel du vieux duc. Celui-ci, d'un autre côté, s'accommodait parfaitement de la position de ministre sans portefeuille, qui lui donnait une influence réelle, tout en le déchargeant d'une foule d'obligations pénibles. Le commandement en chef de l'armée, rendu à Wellington par la mort de Hill (en septembre 1842), servit à justifier cette position exceptionnelle, que le duc conserva jusqu'à la fin de sa vie. Libéré désormais du poids trop lourd des affaires publiques, il fut seulement appelé de temps à autre à donner son avis sur certaines questions spéciales, notamment sur celles relatives aux guerres de l'Afghanistan (2) et de la Chine, qu'il suivait avec l'intérêt le plus soutenu. Tous ceux qui combattaient à l'étranger, généraux et soldats, étaient sûrs de trouver en lui un défenseur chaleureux, un

---

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 200.
(2) STOCQUELER, t. II, p. 215, reproduit une note de Wellington sur cette guerre.

ami toujours prêt à exalter leurs services, quand d'autres cherchaient à les amoindrir.

L'avénement des tories fut exploité avec un redoublement d'énergie par le célèbre O'Connell, jadis avocat d'une bonne cause, maintenant orateur fougueux, désordonné, trivial d'une cause perdue d'avance. Nature ardente et passionnée, habile à soulever tous les orages du cœur, il possédait à un haut degré cette éloquence populaire qui, au service de l'homme ambitieux, sert plus souvent à égarer qu'à instruire et à diriger les masses. Exaltant tour à tour les bons et les mauvais sentiments de ses compatriotes, il les domina au point d'en disposer comme le général dispose de son armée. Persuadé qu'en agitant à grand bruit devant le cabinet le fantôme sanglant de la guerre civile, il arracherait à sir Robert Peel le rappel de l'union, comme il lui avait arraché, en 1829, l'émancipation catholique, O'Connell provoqua des rassemblements tumultueux, qui prirent bientôt le nom de *meetings monstres*. Le 15 août 1843, cinq cent mille hommes, dit-on, se réunirent à Tara, lieu célèbre par l'élection des anciens rois d'Irlande. Le *grand agitateur*, fier de cette exhibition de puissance, attaqua le gouvernement, les institutions et les hommes publics de l'Angleterre avec une violence de langage et de gestes que n'égala jamais peut-être aucun tribun ancien ou moderne :

« N'en doutez pas, dit-il, l'accablante majesté de votre nombre frappera en Angleterre et y produira son effet. Le duc de Wellington a commencé par nous menacer. Il parlait de guerre civile; il n'en dit plus un mot maintenant. Il fait faire des meurtrières dans les vieilles forteresses. C'est bien là le fait d'un vieux général; comme si nous voulions aller nous casser la tête contre des murailles... Le duc parle de nous attaquer; j'en suis charmé. Je ne dirai pas le moindre mot blessant pour les braves soldats qui composent l'armée

de la reine...; mais j'affirme ceci : s'ils nous faisaient la guerre, l'Irlande, animée comme elle l'est aujourd'hui, fournirait assez de femmes pour battre toutes les troupes d'Angleterre... Voyez comme tout le peuple de l'Irlande se lève pour le rappel de l'union! Lorsque, le 2 janvier dernier, je me suis hasardé à dire que cette année serait l'année du rappel, ils ont tous ri de moi. Rient-ils maintenant? C'est notre tour de rire. Je vous dis que dans un an le Parlement sera à Dublin, dans *College-Green*... Oui, le Parlement d'Irlande s'assemblera alors, et je défie tous les généraux, vieux et jeunes, toutes les vieilles femmes en culottes, toute la chevalerie de la terre de nous enlever notre Parlement quand nous l'aurons repris... »

Sir Robert Peel ne fut pas dupe de ces forfanteries. Comprenant que le *rappel de l'union* était un nouveau piége tendu à la crédulité des pauvres Irlandais; que cette mesure augmenterait leurs misères au lieu de les soulager, et que, dans tous les cas, l'Angleterre y opposerait, quoi qu'on fît, une résistance formidable, unanime;—ne voulant pas, d'un autre côté, qu'un ambitieux continuât à tromper l'Irlande en l'exploitant (1) et à développer le mal par l'agitation sous prétexte de le guérir; — encouragé d'ailleurs par les hommes influents de tous les partis, et notamment par le duc de Wellington, sir Robert Peel résolut d'en appeler aux lois pour le maintien de l'ordre et de la paix publique.

Un *meeting* annoncé pour le 8 octobre 1843 fut interdit; et, le 14, O'Connell, son fils et ses principaux affidés furent arrêtés comme prévenus de conspiration, de sédition et de rassemblement illégal.

---

(1) On sait que O'Connell se fit payer une sorte de liste civile prélevée sur le fonds destiné à entretenir l'agitation, fonds composé des dons les plus humbles, sollicités sans pudeur et à grand renfort de charlatanisme dans chaque meeting.

Cet acte de vigueur mit fin aux *meetings monstres*, et réduisit l'agitation à ses proportions ordinaires.

Condamné le 12 février 1844 par la cour d'assises de Dublin, le *grand agitateur* fut acquitté, pour un défaut de forme, par la Chambre des Lords (1). Depuis ce moment, il modéra son langage et se tint en garde contre de nouvelles poursuites. Cependant, il se forma vers cette époque un parti plus radical, celui de la *Jeune Irlande*, qui reprochait à O'Connell sa modération, ses scrupules de légalité et sa crainte d'en venir à une résolution décisive. Ce parti, en cherchant à supplanter le vieux tribun, divisa les forces de l'agitation et contribua ainsi à l'affaiblir (2).

Voulant profiter de cette situation et en même temps donner aux Irlandais une preuve de son bon vouloir, sir Robert Peel fit, en avril 1845, la proposition d'étendre le collége catholique de Maynooth, et d'augmenter le subside accordé à ce collége par l'État (3). « Nous croyons, dit-il, qu'il est pour nous parfaitement compatible de tenir fermement à notre foi, et en même temps de perfectionner l'éducation et d'élever le caractère des hommes qui, après tout, quoi que vous fassiez, seront toujours les guides spirituels et les instructeurs religieux de plusieurs millions de vos concitoyens. »

---

(1) Le 4 septembre.

(2) La santé d'O'Connell s'altéra profondément à partir de cette époque. Le 8 février 1847, il prononça, d'une voix affaiblie par la douleur, son dernier discours à la Chambre des Communes. Il s'agissait de secours et de travaux publics pour l'Irlande, où régnait en ce moment une famine telle que *plusieurs milliers d'individus moururent de faim*. « Souvenez-vous, dit « O'Connell, de ce que je vous prédis : un quart de la population périra si vous ne venez à « son secours. » Ce furent ses dernières paroles officielles. Il mourut à Gênes, le 15 mai 1848, laissant un nom chéri des Irlandais, et qui rappellera dans l'histoire le mélange étonnant des plus rares qualités et des plus grands défauts qui puissent se rencontrer chez un même homme : le dévouement et l'ambition, la pitié pour les malheurs d'autrui et le besoin de luxe pour lui-même, une noble résistance contre l'injustice et la plus révoltante iniquité dans l'appréciation de la conduite de ses adversaires ; une éloquence sublime, vraie, sympathique, alliée aux plus violentes et aux plus bouffonnes déclamations. Avocat, tribun, philanthrope, citoyen et charlatan tout à la fois, O'Connell fut tantôt le bienfaiteur et tantôt le fléau de son malheureux pays !

Les ultra-protestants s'élevèrent avec beaucoup de violence contre cette pensée généreuse. Les pétitions, les meetings et les journaux annoncèrent de nouveau, comme ils l'avaient fait en 1829, que *le soleil de la Grande-Bretagne allait s'éclipser*. Néanmoins, après six jours de discussion, la seconde lecture du bill passa à une majorité de 147 voix dans la Chambre des Communes.

Dans la Chambre des Lords, le débat dura trois jours. Le duc de Wellington apporta à sir Robert Peel l'appui de son nom et de sa parole, toujours respectée; et cette fois encore, il eut la satisfaction d'assurer, par sa coopération, le succès d'une mesure jugée utile au gouvernement du pays.

Dès 1843, la question du rappel des lois sur les céréales avait commencé à produire une vive émotion dans le peuple. Wellington et sir Robert Peel s'étaient prononcés en faveur du *statu quo* ; mais, en 1846, la maladie des pommes de terre et d'autres circonstances fâcheuses amenèrent une crise des subsistances suivie d'une famine horrible, à laquelle ces hommes d'État ne pouvaient rester insensibles. Le peuple, au milieu de ses angoisses, ne voyait de salut pour lui que dans la libre entrée des céréales, et cette opinion, soutenue par d'éminents publicistes, donna un succès immense aux meetings de l'association *des anticorn-laws*. Ces meetings avaient été organisés depuis trois ans par Richard Cobden, qui, grâce à cette initiative, à ses efforts intelligents, aux vives lumières qu'il avait répandues sur la question des céréales, s'était fait proclamer d'une voix unanime *chef de la ligue*. Les cités manufacturières et les campagnes, où les souffrances causées par la cherté des vivres étaient effroyables, donnèrent à cette ligue l'appui de leur influence et de leur cotisation financière. Bientôt la passion, avec l'ascendant qu'elle acquiert toujours lorsqu'elle est au service d'une idée juste,

poussa les meetings à exiger une solution immédiate, radicale: *le rappel définitif des lois sur les céréales.*

Sir Robert Peel avait suivi avec une attention bienveillante les progrès de l'idée nouvelle. Il éprouvait encore bien des scrupules et des craintes sérieuses, au sujet de l'abolition d'une loi qui avait jeté de si profondes racines dans le pays. Mais ces craintes et ces scrupules cédèrent peu à peu à la discussion, et s'évanouirent même complétement quand il eut pris connaissance de la circulaire adressée le 22 novembre 1845, par John Russel, aux électeurs de la cité de Londres. Voici le paragraphe final de ce document célèbre :

« Unissons-nous pour mettre fin à un système qui a été « le fléau du commerce, le poison de l'agriculture, la source « d'amères divisions entre les classes, une cause incessante « de misère, de maladie, de mortalité et de crimes parmi le « peuple. . . . .

« Que le peuple, par ses pétitions, ses adresses, ses remon- « trances, fournisse aux ministres l'excuse qu'ils cherchent. « Que les ministres proposent les modifications qui leur pa- « raîtront les plus propres à rendre le fardeau des taxes plus « juste et plus égal; qu'ils y ajoutent toutes les précautions « que la prudence et les ménagements pourront leur suggérer; « mais demandons, en termes clairs et positifs, la suppres- « sion de tout droit à l'importation des objets qui servent à « la subsistance et à l'habillement de la masse du peuple; « c'est une mesure bonne pour tous les grands intérêts, in- « dispensable pour le progrès de la nation. »

En voyant le chef du parti whig abandonner les idées qu'il avait soutenues pendant vingt ans, pour demander l'entière liberté du commerce, sir Robert Peel comprit que le moment était venu de proclamer une grande réforme.

Dans un conseil de cabinet tenu le 1er novembre, le premier ministre avait proposé d'ouvrir les ports anglais aux

grains étrangers, ne fût-ce qu'à titre d'essai (1). Le duc de Wellington et lord Stanley (2) s'étaient opposés à cette proposition, parce que d'après eux les subsistances de la Grande-Bretagne étaient suffisantes pour combler le déficit de l'Irlande. Ils avaient en outre exprimé la crainte qu'une suspension momentanée des lois sur les grains ne fût le précurseur de leur abolition définitive. Ni les arguments de sir Robert Peel, ni les rapports alarmants des autorités locales n'avaient pu modifier leur opinion à cet égard.

A la suite de la lettre de John Russel, une nouvelle convocation eut lieu (le 25 novembre). Cette fois, Robert Peel, déclara hautement qu'après tout ce qu'il avait lu et entendu dire pour et contre les *corn-laws,* il devait reconnaître son erreur et rendre hommage à la vérité : « Ces lois ont fait leur « temps, dit-il, et, pour ma part, je n'hésite pas à me ranger « du côté de mes anciens adversaires. » Le chef du cabinet proposa en conséquence, au lieu de la suspension des lois restrictives, le rappel total de ces lois. Le pays, d'après lui, accueillerait cette mesure avec une satisfaction marquée ; à la Chambre des Communes, une grande majorité lui était assurée, et pour ce qui regardait la Chambre des Lords, le premier ministre croyait pouvoir compter sur un vote favorable, si le duc de Wellington voulait lui promettre son appui (3).

Selon M. Guizot, le duc, flatté de cet aveu, renonça à toute opposition. « Son grand sens, dit-il, et la fatigue de l'âge, le dégoûtaient des résistances dont il prévoyait ou l'extrême péril ou la vanité, et il préférait à la prolongation du système protecteur, en tout cas énervé, l'union du cabinet et le maintien d'un gouvernement conservateur. »

D'après les auteurs anglais au contraire, le vieux tory

(1) Voir sa *lettre* du 8 décembre, *à la reine*.
(2) Aujourd'hui comte Derby.
(3) STOCQUELER, T. II, p. 231,

fit cause commune avec lord Stanley et les autres membres du cabinet qui refusèrent de rompre avec leur parti, en abandonnant toute protection.

Quoi qu'il en soit, sir Robert Peel ne pouvant se mettre d'accord avec ses collègues, donna sa démission à la reine, le 6 décembre.

John Russel accepta la mission de former un nouveau cabinet. Il était sur le point de réussir, quand un dissentiment entre le comte Grey et le vicomte Palmerston l'obligea de déclarer que, n'ayant pu établir entre ses amis un accord indispensable, il se trouvait dans l'impossibilité de prendre le pouvoir.

La reine rappela sir Robert Peel, dont les projets, du reste, étaient de tous points semblables à ceux du chef des wihgs. M. Peel déclara que l'appui de John Russel, dont il venait de s'assurer le concours, lui donnait l'espoir fondé de réussir à la Chambre des Communes; mais que, pour vaincre l'opposition de la Chambre des Lords, il lui fallait absolument la cordiale assistance du duc de Wellington. Celui-ci allait donc se trouver une fois de plus dans l'alternative de sacrifier ses principes ou d'abandonner la couronne faisant appel à sa popularité. Quelque pénible que fût cette alternative, le duc n'hésita point. Son devoir était de servir le gouvernement; il entra donc au ministère avec la ferme résolution de remplir ce devoir jusqu'au bout. Pour expliquer ce nouveau revirement, le duc déclara, au début de la session, « qu'ayant été si largement récompensé par le souverain et le peuple de l'Angleterre, il ne pouvait refuser à ce souverain de lui venir en aide pour diriger les affaires du pays. *(Y positively could not refuse to serve the sovereign when thus called on* (1).

(1) STOCQUELER, t. II, p. 233.

Le bill passa à la Chambre des Communes, après dix-neuf jours de lutte acharnée (1).

Quoique moins longs, les débats de la Chambre des Lords furent tout aussi passionnés. Pendant onze jours, la tribune de cette chambre retentit des discours les plus violents et des prophéties les plus sombres sur l'imprudente témérité du cabinet. L'opposition était si compacte et si redoutable, que l'on eut un moment la crainte de voir le bill rejeté. Enfin le jour du vote définitif arriva. C'était le 25 mai. Jamais on n'avait vu pareille affluence de monde ni pareille anxiété.

A cinq heures du soir, Wellington était à son poste. La séance fut longue et solennelle. A trois heures et demie du matin, il ne restait plus qu'un seul orateur inscrit : c'était le duc. Il se leva au milieu d'une émotion générale. Soit embarras, soit fatigue, sa voix avait perdu de sa clarté ordinaire. On se disait déjà que l'âge commençait à faire sentir sa maligne influence sur cette nature de fer. Bientôt cependant il reprit le fil de ses idées, et, quoiqu'il évitât de se prononcer sur le mérite du bill et sur ses conséquences financières, il le soutint avec énergie et habileté. Au terme où l'on en était venu, les lois sur les céréales apparurent au duc comme une forteresse dont il est impossible de prolonger la défense. Il se résigna donc à capituler, après avoir toutefois assuré à son amour-propre la retraite qu'il avait coutume de lui ménager en pareille circonstance. L'illustre guerrier se servit à cet effet de sa formule habituelle, sur laquelle depuis longtemps on ne le chicanait plus et qui, d'après lui, répondait à tout. « *J'ai pensé*, dit-il, *mylords*, *que la formation* « *d'un gouvernement dans lequel Sa Majesté aurait confiance*

(1) La Chambre des Communes adopta le plan complet de sir Robert Peel à 98 voix de majorité.

« *était chose bien plus importante qu'une opinion individuelle*
« *sur la loi des céréales ou sur toute autre loi* (1). »

Le duc attira particulièrement l'attention de la chambre sur les conséquences du rejet de la mesure proposée : « Je ne
« veux pas ce soir, la dernière fois peut-être où je me hasar-
« derai encore à vous donner un avis, je ne veux pas manquer
« de vous dire ce que je pense du vote que vous allez émet-
« tre dans cette occasion...... Mylords, considérez un peu,
« je vous prie, par quelle voie et dans quel état cette me-
« sure arrive devant vous... Elle a été recommandée dans le
« discours du trône; elle a été adoptée à une majorité no-
« table par la Chambre des Communes... C'est un bill sur
« lequel les deux autres branches de la législature sont d'ac-
« cord ; si la Chambre des Lords le rejette, elle sera seule.
« Mylords, je vous demande la permission de vous rappeler
« que plus d'une fois je vous ai dit de ne jamais vous mettre
« dans cette situation... Vous avez une grande influence sur
« l'opinion publique ; vous devez avoir une grande confiance
« dans vos propres principes ; mais sans la couronne et la
« Chambre des Communes, vous ne pouvez rien... Que Vos
« Seigneuries me permettent de les conduire un peu plus loin,
« et de leur faire voir quelles seront les conséquences immé-
« diates du rejet du bill : un autre cabinet sera, je crois,
« formé ; mais soit qu'il se forme ou non un autre cabinet, Vos
« Seigneuries ne peuvent pas se flatter de n'avoir pas à délibé-
« rer de nouveau sur la même mesure. La rejetterez-vous une
« seconde fois? Tiendrez-vous le pays pendant deux ou trois
« mois encore plongé dans ce débat? Je sais que le but des no-
« bles lords opposés à ce bill est d'arriver à la dissolution du
« Parlement... Mylords, si vous avez dans le résultat des élec-
« tions futures tant de confiance, elles doivent se faire par le

(1) STOCQUELER, t. II, p. 234.

« cours ordinaire et légal des choses, dans un an d'ici. Lais- « sez le Parlement, qui viendra alors décider quel parti il « faudra prendre à l'expiration du bill qui vous occupe, car « ce bill ne doit durer que jusqu'en 1849; ne forcez pas la « reine à dissoudre aujourd'hui le Parlement. Vous pouvez ou « rejeter le bill, et avoir sur-le-champ ces élections que vous « paraissez désirer si vivement, ou accepter le bill, et remet- « tre au nouveau Parlement la question de savoir s'il con- « vient de repousser ou de reproduire à l'époque où il cessera « d'être en vigueur. C'est entre ces deux partis que Vos Sei- « gneuries ont à choisir... »

Le discours de Wellington fit une grande impression, et le cabinet obtint une majorité de quarante-sept voix. Ce fut une belle victoire; aussi quand, vers cinq heures du matin, le duc sortit de la Chambre, le peuple lui fit-il une ovation bruyante, au milieu de laquelle on entendit ce vœu, exprimé par des cœurs reconnaissants : *God bless you duke!* (que Dieu vous bénisse).

Ici se termine la carrière politique de Wellington. Désormais, on ne le voit plus mêlé aux affaires publiques. Ses dernières années s'écoulèrent dans une retraite exempte d'infirmités et de soucis.

Bien qu'il eût fait réussir le *Free-trade* avec l'appréhension que le pays s'en trouverait mal, il fut un des premiers à reconnaître son erreur, quand l'expérience eut constaté les bienfaits de cette grande mesure. Il se réconcilia même entièrement avec son œuvre, heureux de voir que, sous l'influence de la loi nouvelle, la situation des pauvres s'était améliorée sans préjudice pour l'État. La satisfaction qu'il en ressentit fut si grande que, de son propre aveu, elle répandit une douce sérénité sur les dernières années de sa vie.

Cependant sir Robert Peel, après la victoire signalée qu'il venait de remporter, vit s'accumuler autour de lui des résistances longtemps comprimées qui, à la fin, l'obligèrent à des-

cendre du pouvoir. En juin 1846, une coalition de wighs, de radicaux et de conservateurs irrités rejeta, à la majorité de 73 voix, un bill sur la répression contre les actes de désordre et de violence commis en Irlande. A la suite de ce vote, sire Robert Peel et le duc de Wellington annoncèrent, l'un à la Chambre des Communes, l'autre à celle des Lords, que la reine avait accepté la démission des ministres et chargé lord Russel de former une nouvelle administration (29 juin).

Le chef du cabinet prit congé de la Chambre avec le noble orgueil d'un homme qui a la conscience d'avoir rendu à son pays un signalé service. En rappelant le dernier acte de son ministère, il en reporta tout l'honneur sur un ancien antagoniste, sur sir Richard Cobden, « qui l'avait forcé, disait-il, à « l'écouter par une éloquence d'autant plus admirable qu'elle « était sans prétention et sans ornement..... » La fin du discours de M. Peel arracha des larmes aux assistants. « Je serai « sévèrement blâmé, je le crains, dit-il, par beaucoup d'hommes « qui déplorent la rupture des liens de parti... Je serai sévè« rement blâmé aussi par ceux qui regardent le principe de « la protection comme nécessaire à la prospérité du pays... Je « serai détesté des monopoleurs qui, par des motifs moins « honorables, réclament le maintien de la protection dont ils « profitent. Mais peut-être laisserai-je un nom qui sera quel« quefois prononcé avec bienveillance dans la demeure de ceux « dont le lot en ce monde est le travail, qui gagnent leur pain « à la sueur de leur front et qui, je l'espère, se souviendront « de moi quand ils répareront leurs forces par une nourriture « abondante et franche d'impôt, d'autant plus douce pour « eux qu'aucun sentiment d'injustice sociale n'y mêlera plus « son amertume. »

En sortant de la Chambre, sir Robert Peel fut l'objet d'une ovation spontanée. La foule qui encombrait la place ouvrit ses rangs pour le laisser passer ; tous les fronts se découvrirent, et l'illustre orateur fut reconduit en triomphe chez lui,

comme s'il venait de remporter une victoire signalée. « Chassé du pouvoir, il tombait, suivant l'expression d'un poète, entre les bras du peuple tout entier ! »

Sir Robert Peel vécut assez pour voir le succès complet de la grande mesure par laquelle il venait d'immortaliser son nom.

Le 31 janvier 1849 marquait le terme des trois années assignées, par le bill de 1846, à l'abolition de tout droit d'importation. Ce jour fut marqué par une manifestation des plus imposantes. Cobden, Bright, Wilson et tous les chefs de la ligue, avec 2,000 de leurs adhérents, se réunirent à Manchester dans un banquet nocturne. Un peu avant minuit, le président fit jouer l'air si connu des ligueurs : *Le bon temps vient;* et, à minuit sonnant, Cobden, imposant silence à toute l'assemblée, s'écria d'une voix retentissante, au milieu d'un enthousiasme indescriptible : *Le bon temps est venu!*

Le duc de Wellington se félicita sincèrement de ce résultat auquel il avait contribué un peu malgré lui ; quant à sir Robert Peel, il éprouva une des plus vives satisfactions qu'un homme public puisse ressentir. Malheureusement pour l'Angleterre, il ne lui fut pas donné de jouir longtemps de son triomphe. Le 29 juin 1850, un accident vulgaire, une chute de cheval, mit ses jours en danger. Après une douloureuse agonie, le souffle de la vie s'échappa de ses lèvres, le 2 juillet, à quatre heures du matin. Toute la nation s'émut et s'attrista de cette mort funeste. Sir John Russel fit l'éloge du défunt dans le sein des Communes, et le duc de Wellington rendit à son ancien collègue un hommage simple et vrai à la Chambre des Lords : « Dans le cours de mes relations avec lui, dit-il, j'ai « toujours eu pleine confiance dans sa véracité et dans son « invariable désir de servir le bien public. Je ne me rappelle « pas une seule occasion où il ne se soit prononcé en faveur

« de ce qu'il croyait juste, et je n'ai jamais eu la moindre
« raison de soupçonner qu'il dît une chose sans la croire
« parfaitement vraie. Je pense, après l'avoir longtemps
« connu, que c'était là le trait le plus frappant de son carac-
« tère. »

En 1847, l'Angleterre fut un moment distraite de ses préoccupations matérielles par la crainte d'un danger imminent. Les rapports avec la France s'étaient aigris par suite de l'affaire de Taïti et des mariages espagnols. Au milieu de l'émotion causée par ces deux événements, le prince de Joinville publia une brochure qui dévoilait toutes les causes de faiblesse de la Grande-Bretagne. La question d'une descente y était mûrement examinée. L'auteur concluait que dans l'état où se trouvait alors le marine anglaise et les fortifications des côtes, la Grande-Bretagne pouvait être facilement conquise.

L'amiral Bowles, membre du Parlement, confirma cette opinion par des aveux indiscrets, et *l'United service magazine* (1) alla jusqu'à dire : « Traverser aujourd'hui la
« Manche est moins difficile que n'était le passage du Rhin il
« y a cinquante ans. Militairement parlant, nous ne vivons
« plus dans une île... » (*we no longer live in an island in military sens.*)

Au plus fort de l'agitation causée par ces témoignages alarmants, parut tout à coup dans les journaux une lettre de Wellington rendue publique par une indiscrétion de femme (2). Cette lettre, écrite de Strathfieldsaye à sir J. Burgoyne, inspecteur général des fortifications, portait la date du 9 janvier. Wellington s'y plaignait avec amertune de l'état de l'ar-

(1) Voir son numéro de février 1847.

(2) Une parente du général Burgoyne ayant copié cette lettre pour être mise dans son album, fut la cause innocente de cette publication.

mée et de l'insuffisance des fortifications destinées à défendre les côtes : « Nous sommes, disait-il, réellement attaquables, « ou tout au moins exposés à être insultés et mis à contribu- « tion sur tous les points de nos côtes... Il n'y a pas de place « entre North-Foreland et Portsmouth où l'on ne puisse dé- « barquer de l'infanterie par quelque marée, quelque vent, et « quelque temps que ce soit. »

Le duc établissait ensuite qu'il serait facile d'arriver à Londres avec 40,000 hommes, et il affirmait qu'il y avait dans l'armée française 40 officiers capables de mener à bonne fin une pareille entreprise. « Vainement, ajoutait-il, je me « suis efforcé d'appeler l'attention des diverses administra- « tions sur un état de choses, que des voisins rivaux de notre « puissance, et tout au moins nos anciens adversaires et « ennemis, connaissent aussi bien que nous-mêmes.....

« Si nous étions attaqués, nous n'aurions rien à leur op- « poser (1). . . . .

« J'ai traversé honorablement plus de 77 années. J'espère « que le Tout-Puissant m'épargnera la peine d'être témoin « d'une tragédie contre laquelle je ne puis persuader mes « contemporains de se prémunir (2). »

Cette lettre retentit comme un tocsin d'alarme dans toute l'Angleterre. Elle fut critiquée avec amertume par ceux qui, suivant la vieille tradition, croyaient l'Angleterre inattaquable derrière ses remparts flottants. Mais toute la partie intelligente de la nation comprit l'avertissement et trouva sage d'en tirer parti pour réclamer une réforme dans l'organisation militaire du pays.

Wellington avait proposé de lever, d'incorporer, d'organi-

---

(1) « If it be true that the exertions of the fleet are not sufficient to provide for our defense we are not safe for a week after declaration of war... »

(2) Voir le texte de cette lettre dans les annexes de l'ouvrage de STOCQUELER, t. II, p. 349.

ser et de discipliner la milice, comme elle l'avait été pendant la guerre de la Péninsule : « Je préférerais infiniment, dit-il, une « armée composée de troupes régulières, et j'aurais beaucoup « plus de confiance en elles ; mais je sais que je n'obtiendrais « pas cette mesure ; tandis que je pourrais obtenir l'autre. »

C'était bien connaître le peuple anglais. La loi sur la milice fut en effet présentée et votée (1) ; mais rien jusqu'ici, ni les critiques des hommes de guerre, ni la terrible épreuve de la guerre de Crimée, n'a pu déterminer le gouvernement à proposer la conscription, seule réforme capable de donner à l'Angleterre une armée en rapport avec son importance politique.

La lettre de Wellington eut encore pour résultat de provoquer la construction de plusieurs travaux de défense sur les côtes d'Angleterre et d'améliorer l'état du matériel de l'artillerie.

Ces mesures étaient bonnes, mais insuffisantes ; un fait récent en a donné la preuve. La belle et vaillante armée de lord Raglan s'est fondue en quelque sorte par l'imprévoyance du commissariat, par la nullité des principaux chefs de service, par l'insuffisance des bureaux de la guerre et par les vices de l'organisation en général. Wellington, suivant son désir, n'a pas vécu assez longtemps pour être témoin de ce désastre. Il ne se doutait pas, en 1847, que les événements lui donneraient aussitôt raison.

Après la révolution de février 1848, les chartistes, encouragés par le succès vraiment inouï des républicains français, et voyant les trônes les plus solides ébranlés par le torrent révolutionnaire, se mirent à l'œuvre pour organiser

---

(1) Cette loi, qui renversa le ministère de John Russel, modifiée et rendue acceptable par lord Derby, fut soutenue par Wellington dans la chambre haute, laquelle, malgré certaines répugnances, finit par l'adopter.

dans la Grande-Bretagne des démonstrations analogues à celles qui avaient bouleversé Vienne, Paris, Rome et Berlin.

Il fut convenu que, le 10 avril, les mécontents de toutes les parties de l'Angleterre enverraient des délégués à Londres, afin de porter à la Chambre des Communes une pétition signée par 5 millions de citoyens (1). Cette pétition réclamait des réformes que le gouvernement et la grande majorité de la nation jugeaient inopportunes.

Si la peur ne se fût emparée des esprits, rien n'eût été moins dangereux que cette manifestation. Mais, d'une part, le langage violent des meetings tenus dans toutes les villes d'Angleterre pour la nomination des délégués chartistes, et, d'autre part, la crainte de voir sortir de cette manifestation quelque chose d'imprévu, comme la république était sortie des banquets réformistes de Paris, jetèrent de telles appréhensions dans le public, que le gouvernement dut prendre des mesures extrêmes, et confier à son plus illustre général le soin de veiller à la sécurité intérieure. Wellington s'acquitta de cette mission avec autant de tact que d'habileté. Profitant de la leçon qu'avaient reçue les généraux de Paris, de Berlin et de Vienne, le duc évita de mettre les troupes en contact avec le peuple. Il les tint cachées, laissant agir seulement les constables. Pour éviter toute hésitation et tout malentendu, les officiers d'artillerie avaient l'ordre de tirer quand ils le jugeraient opportun.

Au jour convenu, la reine et la cour se retirèrent dans l'île de Wight, suivies par un grand nombre de familles patriciennes. Les principales maisons de Londres étaient vides et fermées avec soin. La ville tout entière avait l'aspect d'une

(1) Vérification faite, on trouva que beaucoup de signatures étaient fausses et sans valeur. Les noms de Robert Peel et de Wellington, par exemple, se trouvaient inscrits un grand nombre de fois sur cette pétition.

place assiégée. La population, inquiète et silencieuse, flottait entre la crainte et l'espérance.

Cependant les habiles dispositions de Wellington imposèrent aux agitateurs. Malgré les menaces furibondes qu'ils avaient fait entendre, ils n'osèrent point donner le signal de l'attaque. La manifestation se fit régulièrement, et tout rentra dans l'ordre.

Ainsi avec 7,000 hommes de troupes dévouées, le vieux duc préserva l'Angleterre d'une crise qui aurait pu avoir les suites les plus désastreuses.

Londres ne regretta pas ce jour-là d'être sous la garde de *l'iron Duke.*

Ce fut le dernier service que Wellington rendit à son pays. Bien qu'âgé de 79 ans, il jouissait d'une santé excellente et de la plénitude de ses facultés intellectuelles. En 1852, au banquet anniversaire de la bataille de Waterloo, ses vieux compagnons remarquèrent avec joie que rien encore chez lui n'annonçait la décrépitude. Cependant le dénoûment fatal approchait.

Le 14 septembre, une sorte d'oppression empêcha Wellington de se lever à l'heure ordinaire. Les médecins crurent que ce n'était rien; mais au milieu du jour une attaque survint. Le duc se fit mettre dans un fauteuil pour respirer plus librement, et, quelques moments après, à 3 heures 20 minutes, un grand et noble cœur avait cessé de battre.... Rien, dans le visage de Wellington, n'annonçait la souffrance ou de sombres préoccupations (1). Il mourut ainsi que le soldat meurt à son poste, calme et résigné; ses traits avaient conservé, jusque dans le trépas, cette mâle impassibilité qui distinguait le héros au milieu des scènes émouvantes de la guerre.

---

(1) « Il fallut, pour constater qu'il avait cessé de vivre, approcher une glace de sa bouche. » (*Relation* de John Whitaker Heulke, fils du pharmacien de Wellington.)

Comme Nelson à son heure dernière, il aurait pu dire : *Dieu soit loué! j'ai accompli ma tâche.*

L'Angleterre perdit en lui son plus grand citoyen, l'Europe un de ses libérateurs, les armées une de leurs gloires les plus pures. Chargé d'années, et en possession de tous les honneurs qu'un homme public peut recueillir, il eut en mourant la satisfaction de voir l'Angleterre plus grande, plus forte, plus respectée qu'elle ne fût à aucune époque de son histoire. Heureux privilége du génie allié au patriotisme et à la vertu! Plus grand que les conquérants qui ravagent, il jouira de l'immortalité acquise aux conquérants qui fondent...

CHAPITRE XVII.

RÉSUMÉ BIOGRAPHIQUE.

CHAPITRE XVII.

SOMMAIRE :

Résumé de nos études sur Wellington. — Conduite du général anglais sur le champ de bataille. — Dangers qu'il courut. — Sa rare présence d'esprit. — Faut-il attribuer ses succès au hasard? — Faits prouvant que Wellington ne manquait ni d'audace, ni de résolution. — Difficultés qu'il eut à vaincre. — Mobilité de l'opinion publique en Angleterre. — État de l'armée anglaise. — Efforts du duc pour améliorer le sort de cette armée. Réformes utiles qu'il introduisit dans son organisation. — S'il fut aimé des soldats et des officiers? — Son opinion sur les peines corporelles. — Wellington jugé comme homme politique et comme administrateur. — Embarras que lui suscitèrent les gouvernements et les habitants de la Péninsule. — Comment il parvint à faire face à l'insuffisance de ses ressources en hommes et en argent. — Réformes qu'il introduisit dans l'administration portugaise. — Ses opinions politiques. — Son antipathie pour la presse. — Ses titres comme homme d'État. — Sa constance et sa perspicacité. — Sans lui l'Angleterre eût renoncé à la guerre d'Espagne. — Influence qu'il exerça. — Son respect pour la loi et pour le gouvernement de son pays. — Bienveillance qu'il témoigna aux Français. — Relations courtoises qui s'établirent entre les deux armées. — Courage moral de Wellington. — Son indifférence pour les injures et la calomnie. —Autres particularités de son caractère. — Comment il appréciait les services de ses subordonnés. — Modestie, simplicité, droiture. Ordres du jour et lettres de service : bonne foi et simplicité qui les distinguent. — Conclusion générale.

I

Après avoir esquissé à larges traits la vie si remarquable et si bien remplie du duc de Wellington, il nous reste à exposer, sous forme de jugement sommaire, l'impression qui

nous est restée d'une étude approfondie des actes, des travaux et du caractère de ce grand homme. Et, pour qu'on ne nous accuse pas d'apporter dans cet examen ou trop de complaisance ou trop de rigueur, nous aurons soin d'appuyer chacune de nos assertions de preuves irréfragables, lentement et péniblement accumulées.

Cette rapide synthèse achèvera de faire connaître un homme généralement encore très-mal jugé, bien que tous ses actes se soient produits au grand jour, et qu'il n'ait dissimulé aucune de ses fautes, aucune de ses faiblesses.

« La première qualité d'un général, a dit Napoléon, est d'a-
« voir une tête froide qui reçoive des impressions justes des
« objets, qui ne s'échauffe jamais, ne se laisse pas éblouir,
« énivrer par les bonnes ou les mauvaises nouvelles. »

Wellington possédait à un haut degré toutes ces qualités précieuses. Calme, froid, toujours maître de lui et cependant capable d'une action vigoureuse, la nature l'avait formé pour la guerre. Doué d'une santé robuste, d'un coup d'œil rapide, d'une vaste intelligence, d'une inépuisable fécondité d'idées, d'un esprit d'observation, d'ordre et de prévoyance qui s'étendait à toute chose, il possédait, outre ces qualités, celle plus rare de savoir prendre une prompte décision dans les circonstances imprévues, et d'accepter résolument la responsabilité des actes les plus solennels (1). Jamais il ne montra plus de perspicacité, un jugement plus sûr et plus ferme que lorsqu'il eut à se prononcer sur des affaires délicates où la politique et la stratégie se trouvaient engagées. Au milieu des embarras d'une guerre si difficile, et lorsque tout conspirait à sa perte — la marche indécise du gouvernement anglais, l'hostilité des populations espagnoles, l'impéritie de la régence portugaise, la misère et la faiblesse des troupes alliées,

---

(1) NAPIER, t. XIII, p. 244.

le nombre croissant des forces ennemies, le talent de leurs généraux, l'état pitoyable de l'armée espagnole, toujours battue et toujours prête néanmoins à retomber dans les mêmes fautes,—on ne vit jamais Wellington, ni découragé, ni même affecté de sa position. Son mécontentement et ses craintes ne se manifestaient que dans sa correspondance (1) : sur le champ de bataille et devant ses subordonnés, il se montrait satisfait et plein de confiance. Lorsqu'un danger imprévu, un de ces incidents qui surgissent dans toutes les batailles, et qui sont la pierre de touche du génie militaire, venait compliquer sa situation, il savait en profiter sur-le-champ et faire tourner à son avantage ce qui aurait perdu un général moins habile et moins sûr de lui-même. Sans ce coup d'œil rapide et cette promptitude d'action, il eût été battu après Talavera, à Salamanque, à Orthez, et peut-être à Waterloo.

Wellington excellait surtout à demêler les projets de ses adversaires : « Impénétrable dans ses desseins, dit l'auteur « des *Mémoires de Masséna* (2), il devinait ceux de l'ennemi « et les appréciait justement quoique avec lenteur. » M. Thiers corrobore ce jugement par un fait significatif. Quand Masséna était devant les lignes de Torrès-Vedras, le gouvernement anglais demanda à Wellington s'il ne serait pas possible de retirer la flotte de transport qui coûtait plus de 75 millions par an. Le duc répondit qu'à la rigueur cela se pouvait, mais qu'il serait néanmoins prudent de la laisser, encore qu'il espérât n'en avoir pas besoin. « Il ajouta, dit M. Thiers, ce qui honore infiniment son intelligence politique, que probablement le maréchal Masséna serait faiblement secouru du

(1) Il annonça plus d'une fois l'intention de quitter l'Espagne et d'abandonner la Péninsule à son malheureux sort. Mais ces lettres avaient ordinairement pour but de vaincre la résistance des ministres ou d'activer les démarches au succès desquelles il était intéressé.

(2) Général KOCH, t. VII, p. 173. L'opinion de ce général a d'autant plus de prix, qu'il est souvent injuste envers le duc de Wellington.

côté de la Castille et aucunement du côté de l'Andalousie (1). »

Les choses, en effet, se passèrent ainsi qu'il l'avait prévu. En 1812, Napoléon et Berthier s'étaient imaginé qu'en prenant une attitude offensive à Salamanque, le duc de Raguse empêcherait Wellington d'assiéger Badajoz (2). Le maréchal Marmont, appréciant beaucoup mieux la sagacité de son adversaire, répondit que le général anglais ne serait pas dupe de cette démonstration, et que le seul moyen de sauver Badajoz était d'établir trois divisions de l'armée de Portugal dans la vallée du Tage (3). L'événement a justifié cette opinion.

Le courage personnel, si nécessaire aux généraux anciens, n'étant plus la qualité principale du commandement des armées modernes, Wellington ne fit aucun effort pour se produire par des actions d'éclat (4); cependant, toutes les fois que sa présence sur un point dangereux ou à la tête d'une colonne d'attaque était nécessaire, il payait vaillamment de sa personne. A la bataille d'Assye, il eut deux chevaux tués sous lui. En 1811, se portant avec Beresford et quelques officiers à la rencontre de Marmont, qui venait de franchir le Douro, il fut enveloppé par un petit corps de cavalerie, et il ne se tira de ce mauvais pas qu'en mettant l'épée à la main (5). A Salamanque, il reçut une contusion à la jambe et une balle dans le chapeau. Au siége de Burgos, il s'exposa fréquemment dans

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 417.

(2) Voir entre autres la *lettre de Berthier à Marmont*. Février 1812. — *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 306.

(3) *Lettre* du 23 février 1812, *au prince de Neufchâtel* et les *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 312.

(4) Wellington fait en quelque sorte son portrait dans les lignes suivantes, écrites le 15 mai 1811, au général Campbell : « Le désir de courir au-devant de l'ennemi n'est pas rare dans l'armée anglaise; mais la qualité que j'aime à voir dans les officiers qui sont à la tête des troupes est *un jugement froid et net dans l'action qui leur fasse décider promptement jusqu'où ils peuvent et doivent aller sans inconvénient.* »

(5) Voir sa *lettre* du 6 novembre 1811, *au lieutenant-colonel Torrens*. Cet accident fut le résultat d'une méprise provenant de ce que le 3e hussards anglais avait les mêmes coiffures que les chasseurs à cheval français.

les tranchées « et n'échappa, dit Sherer, que par miracle (1). » A la bataille d'Orthez, une balle morte lui fit une contusion au-dessus de la cuisse ; le même jour, cherchant à reconnaître d'une hauteur la position du maréchal Soult, il servit pendant assez longtemps de but à l'artillerie française. Enfin, dans la mémorable journée de Waterloo, il se montra sur tous les points où l'action du chef parut nécessaire : jamais peut-être il ne se prodigua davantage ; la plupart des officiers de sa suite furent tués ou blessés à ses côtés.

Au milieu des scènes les plus émouvantes, Wellington conservait un sang-froid inaltérable : ni le succès ni le revers ne l'impressionnaient fortement. « Je me trouvais près de lui, dit « Napier, dans la soirée de Salamanque, lorsque les torrents « de feu de l'artillerie et de la mousqueterie, s'étendant aussi « loin que l'œil pouvait porter, montraient tout ce qu'on « avait gagné... Il était seul ; l'éclat de la victoire brillait « sur son front, son regard était vif et perçant, mais sa voix « était calme et même douce (2). » Tel on le vit dans plusieurs circonstances : à Talavera, à Busaco, à El Bodon, à Sauroren, à Orthez, à Waterloo. Il veillait à tout sans manifester la moindre agitation et recevait la nouvelle des événements heureux ou malheureux de la journée avec l'impassibilité d'un homme qui a tout prévu, tout calculé, et que rien ne surprend. S'il eût été seulement, comme on l'a dit tant de fois, un enfant gâté par la fortune, on n'aurait point constaté ce fait, car les succès de hasard éblouissent et souvent même aveuglent ceux qui les remportent.

La fortune intervient sans doute largement dans les résultats de la guerre, mais quoi qu'en aient dit certains auteurs, personne ne s'est moins fié au hasard que le duc de Wellington.

---

(1) Sherer. T. II, p. 203.
(2) Napier. T. IX, p. 265.

Il était d'opinion qu'à la guerre, comme en toute chose, le succès dépend plutôt de l'observation constante des règles que d'une inspiration momentanée ou d'un concours exceptionnel de circonstances favorables. Encore qu'il ne manquât ni de résolution ni d'audace, et que son caractère même le portât aux entreprises hardies, sa raison lui faisait donner la préférence aux moyens plus lents et plus sûrs qu'enseigne l'expérience. Il calculait avec une rare sagacité les chances probables de ses opérations stratégiques, et ne se décidait à les exécuter que lorsqu'il avait lieu de compter, son génie aidant, sur un résultat avantageux. Cette prudence a fait supposer à quelques écrivains français que Wellington manquait d'initiative, et qu'il cherchait à suppléer aux qualités naturelles du commandement par un excès de précautions indigne d'un véritable homme de guerre. M. Thiers prétend que le duc, « suivant son usage, ne voulait combattre qu'à coup « sûr, c'est-à-dire dans des positions défensives, presque « invincibles, et avec une supériorité numérique qui s'ajou- « tant au bon choix des lieux rendît le résultat aussi certain « qu'il peut l'être à la guerre (1). » Le même jugement a été porté par le colonel Koch, dans les *Mémoires du maréchal Masséna:* « Le premier et le véritable mérite de Wellington, « dit-il, est de n'avoir jamais engagé d'affaire qu'à coup « sûr (2)... Il n'a jamais su tirer parti de ses avantages... En « un mot, il joignait à l'aptitude diplomatique et à quelques « qualités de Marlborough les défauts reprochés au duc « d'York (3). »

Ces deux citations, empruntées à des auteurs relativement plus justes pour le général anglais que la plupart de leurs

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, liv. XLII, p. 101.
(2) *Mémoires de Masséna*, t. VII, p. 450.
(3) *Ibid.*, t. VII, p. 173.

compatriotes, attestent combien est répandue en France l'opinion que Wellington manquait d'initiative et de hardiesse.

Nous avons dans les volumes précédents réfuté cette opinion par des faits irréfragables. A ceux qui n'auraient plus ces faits présents à l'esprit, nous adresserons simplement les questions suivantes, laissant à leur bonne foi le soin de les résoudre.

Était-ce un général timide celui qui, dans les plaines d'Assye avec 7,500 hommes, dont 1,500 européens seulement, et 17 pièces de canon, attaqua résolument 50,000 soldats mahrattes, solidement retranchés, couverts par une rivière et défendus par 100 pièces de canon? — Un général timide, celui qui, après une marche de 9 lieues, et par des chaleurs tropicales, se rua, dans les plaines d'Argaum, sur les forces réunies de Scindiah et du radjah de Berar, les mit en déroute et les poursuivit au clair de lune avec la plus grande vigueur? — Était-ce un général timide, celui qui, à peine débarqué avec 9,000 hommes à l'embouchure du Mondégo, se décida à marcher contre Junot, qu'il supposait à la tête de forces doubles des siennes (1), — qui, avant la bataille de Vimeiro, proposa de tourner la position de Torrès-Vedras par une marche de flanc le long de la mer, opération que les généraux Burrard, Dalrymple et Clinton désapprouvèrent comme étant d'une *excessive témérité*, — et qui ensuite, après la bataille, proposa, vainement encore, de couper les Français de Lisbonne en prenant possession de Torrès-Védras et de Mafra, projet qualifié par Napier « une de ces promptes et audacieuses combi« naisons qui distinguent les grands généraux? »

Était-ce un général timide celui qui, sans équipage de pont,

(1) Le général Thiébault, qui reproche à Wellington d'avoir par sa lenteur sauvé l'armée de Junot, oublie que le corps anglais avait seulement 190 chevaux, que l'état-major et l'administration manquaient d'expérience, et que, dans de pareilles conditions, il y avait réellement de l'audace à marcher en avant. Si Wellington avait été un général timide, il aurait attendu les troupes qui devaient coopérer avec lui.

effectua le passage du Douro en présence de l'armée de Soult, opération que le duc de Dalmatie avait crue impossible et qui d'après l'auteur des *Mémoires de Joseph*, était « *d'une har-* « *diesse inouïe* (1). » — Un général timide celui qui, à la tête de 50,000 hommes, dont 30,000 espagnols, sans la moindre consistance, marcha sur Madrid, et soutint le choc des armées françaises dans les plaines de Talavera (2).

Et quand, après cette dernière bataille, plus de 90,000 Français occupaient la vallée du Tage dans l'intention de marcher sur Lisbonne, un général sans initiative, avec 17,000 soldats mourant de faim, se fût-il arrêté neuf jours à Jaraicejo pour reprendre l'offensive dans le cas où l'ennemi eût donné suite à son projet (3)? — hardiesse étonnante, folle même, et dont nous sommes loin de faire un mérite au général anglais, mais qui, encore un coup, ne prouve point qu'il fût un homme timoré.

Il fallait de l'audace aussi pour attendre Masséna à Fuentès d'Onoro avec une armée affaiblie par le départ de Beresford, et cela dans une position défectueuse, ayant à dos la place d'Almeida, encore au pouvoir de l'ennemi, et la rivière encaissée de la Coa, où les alliés, en cas de revers, eussent été précipités dans un désordre affreux.

Non moins remarquable est la résolution que prit Wellington d'assiéger Badajoz entre les armées de Soult et de Marmont, aussi fortes l'une et l'autre que l'armée anglo-portugaise (4), et de prendre ensuite position à Campo-Mayor dans

---

(1) *Mémoires de Joseph*, t. VI.

(2) Cette opération a été jugée dans les termes suivants par les auteurs des *Victoires et conquêtes de l'armée française* : « Les Anglo-Portugais, après l'évacuation du Portugal, conçurent un plan dont la *hardiesse* contrastait avec la circonspection ordinaire aux généraux de la Grande-Bretagne..... Dans sa *téméraire* présomption, sir Arthur Wellesley croyait, etc., etc., » t. XIX, p. 277.

(3) Ce projet, mis en avant par Soult, avait été combattu par Ney et Joseph.

(4) Ne pas confondre ce siége avec celui de 1812.

le dessein de livrer bataille à ces deux armées réunies (1).

Avec la même audace et le même sang-froid, il attendit de pied ferme, en 1811, à Guinaldo, l'attaque de 50,000 Français, auxquels il ne pouvait opposer que 15,000 hommes, ses deux ailes étant encore à plusieurs lieues en arrière (2).

On a vu aussi que Wellington étonna le maréchal Soult par la vigueur avec laquelle il emporta le fort Pécurina, à Badajoz, avant de l'avoir battu en brèche et par la résolution qu'il prit ensuite de monter à l'assaut de la place avant d'avoir renversé la contrescarpe et fait éteindre les feux de l'assiégé.

Très-audacieux encore fut le plan qui consistait à prendre Rodrigo et Badajoz, en présence des armées du Centre et du Midi, pour envahir ensuite l'Andalousie, repousser Soult sur le Guadalquivir, et ruiner l'arsenal des Français à Séville (3).

L'enlèvement d'Almaraz par 6,000 hommes, sous les ordres du général Hill, offre une autre preuve de l'audace que Wellington savait déployer quand les moyens ordinaires lui faisaient défaut, et qu'il était vivement pressé par les circonstances (4).

La brillante offensive qui aboutit à la bataille de Salamanque entra si peu dans les prévisions des généraux français que, le 30 juin 1812, le maréchal Suchet écrivait encore au roi : « Je doute que dans l'état actuel de l'Angleterre, lord « Wellington ose hasarder une bataille. Il a trop à perdre,

---

(1) La bataille n'eut pas lieu, parce que Soult et le duc de Raguse, malgré leur grande supériorité numérique, montrèrent en ce moment moins de résolution que Wellington.

(2) Voir t. I, p. 434.

(3) Ce plan eût été exécuté sans les circonstances qui obligèrent Wellington à porter la guerre au Nord et à poursuivre son but d'une autre manière.

(4) Le général Sarrazin, ancien chef d'état-major de Bernadotte, qualifie même cette opération de *téméraire*, p. 287.

« et l'armée française trop de gloire à acquérir pour s'enga-
« ger aussi loin de ses vaisseaux (1). »

La marche de flanc effectuée par le duc, en présence de l'armée française, aux Arapiles, le 15 novembre 1812, était imprudente à force de témérité; elle ne réussit même que parce que Soult manqua l'occasion de la rendre désastreuse.

Citons encore la prompte résolution prise par Wellington de traverser le pont de Burgos, sous le feu du château, en face d'un ennemi supérieur, et l'admirable marche de concentration au moyen de laquelle il se rendit maître du Douro, en mai 1813. Pour exécuter cette marche, 40,000 hommes de toutes armes, sous les ordres de Graham, avec chevaux, canons et pontons durent traverser une région (2) *considérée jusque-là comme impraticable, même pour de petits corps de troupes* (3).

On doit se rappeler aussi l'habileté avec laquelle Wellington franchit la Bidassoa, le 2 août 1813, après avoir donné le change au duc de Dalmatie. Si cette opération n'avait pas réussi, la marée montante aurait mis les troupes anglaises

---

(1) Il ne fut pas seul à partager cette opinion : Soult, dans une *lettre* du 26 mai 1812, *au roi* « *Joseph*, disait : « Il est positif que Wellington marchera sur l'Andalousie pour forcer l'ar- « mée du Midi à lever le siége de Cadix. »

Le roi, ainsi que le prouve sa *lettre* du 12 juin, *à Marmont*, était loin de rejeter cette supposition. — Voir également les *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV. p. 110.

Berthier écrivit à Marmont, le 23 janvier 1812 : « Rien ne porte à penser que les Anglais feront un mouvement offensif sur vous. »

Enfin Dorsenne, écrivant au duc de Raguse le même jour, dit : « Les Anglais sortiraient de « leur extrême prudence en marchant avec toutes leurs forces sur Salamanque ; ce serait « nous offrir trop d'avantages, et ils auraient lieu de s'en repentir.... »

Que devient en présence de ces témoignages l'assertion suivante de M. Thiers : « Quoique « peu fertile en combinaisons ingénieuses et hardies, Wellington était néanmoins attentif « aux occasions que la fortune lui présentait. *Il ne les créait pas*, mais il les saisissait, et en « général cela suffit, car celles que la fortune offre sont toujours plus sûres, tandis qu'on ne « les crée jamais soi-même qu'au prix de beaucoup de hardiesse et de périls. » (Livre XLII, p. 114.

La campagne de 1812, terminée par la journée de Salamanque, prouve que Wellington *savait très-bien*, au besoin, *créer des occasions de vaincre*, car c'est lui-même qui prit ici l'initiative, à la grande surprise des généraux français.

(2) Le Tras-os-Montès.

(3) NAPIER.

dans une situation désespérée; la retraite ne pouvait se faire que par les gués du fleuve et à marée basse.

N'était-ce pas encore une opération des plus hardies que le passage de l'embouchure de l'Adour, sur un pont flottant, construit avec des chasse-marées, amenés à tout risque dans le fleuve, malgré les barres et les brisants qu'aucun signal ne faisait plus reconnaître? Et, à la façon dont cette opération réussit, n'est-on pas en droit de dire que Soult ne s'attendait pas plus à la voir tenter, qu'il ne s'était attendu au passage du Douro, quelques années auparavant?

Enfin, pour terminer cette énumération de faits concluants, nous rappellerons que Napoléon a blâmé Wellington d'avoir accepté la bataille de Waterloo avec la seule armée que possédât l'Angleterre, sachant que les Prussiens ne pouvaient arriver que dans l'après-midi, — que l'aile droite de l'armée ennemie avait ordre de les poursuivre, — que la position de Mont-Saint-Jean n'offrait aucun obstacle sérieux, — enfin que l'armée anglo-néerlandaise serait attaquée le 18 de bonne heure par des forces au moins égales en nombre, supérieures en qualité, obéissant au plus illustre capitaine des temps modernes...

Encore une fois, celui qui mérita ce reproche de la part d'un homme aussi remarquablement audacieux que Napoléon, ne peut pas être qualifié de général timide et sans résolution.

La vérité est que le duc de Wellington montra constamment toute l'audace et toute l'initiative qu'il était possible de montrer à la tête de l'armée qu'il commandait, et dans les circonstances où il se trouva placé. Les écrivains qui lui font un grief de n'avoir pas toujours profité des occasions favorables pour accabler ses adversaires et prendre l'offensive, oublient que l'armée anglaise se recrutait péniblement, et qu'elle devait être ménagée avec une sorte de parcimonie que n'exigeait pas l'armée française, entretenue par les ressources

inépuisables de la conscription. Ils oublient que Wellington ne pouvait pas vivre aux dépens de la contrée où il faisait la guerre, — que l'obligation de former des magasins et de faire suivre toutes les subsistances, occasionnait une grande perte de temps, — qu'il devait concilier les intérêts du commandement avec les devoirs d'une situation complexe, — que la nécessité de régler ses opérations de concert avec les généraux espagnols et les autorités locales fut une source de continuels retards, — et que le manque de numéraire et de moyens de transport, dont il eut si souvent à souffrir, équivalait à un manque de hardiesse et de mobilité, l'armée anglaise n'ayant pas, comme l'armée ennemie, la ressource du pillage et des réquisitions. Ils oublient que Wellington était, comme général, soumis au duc d'York, homme de peu de talent et de résolution; qu'il devait, en outre, se conformer aux instructions, souvent très-imparfaites, presque toujours très-absolues et très-embarrassantes du ministère anglais (1), et que de toutes les nécessités, il n'en n'est pas de plus fâcheuse pour un général, ni de plus contraire à l'esprit d'initiative, que celle de régler les opérations militaires sur l'état de l'opinion publique, la plus mobile des choses mobiles, surtout en Angleterre.

Quand les nouvelles étaient bonnes, l'enthousiasme du peuple était sans bornes, et sa confiance illimitée; mais au plus petit revers ou à la moindre déception, il s'opérait

---

(1) Le 16 avril 1814, Wellington écrivit de Toulouse à M. Cooke, sous-secrétaire d'État : « Vous autres, en Angleterre, vous allez grand train, et vous croyez que tout doit aller au « gré de vos désirs; mais vous oubliez quelquefois que vos généraux ont des instructions « très-précises, et que ceux qui veulent bien servir leur pays doivent se conformer à ces in- « structions, encore qu'ils ne craignent pas d'assumer sur eux une grande responsabilité. »

Il est certain que les instructions du gouvernement suscitèrent de grands embarras à Wellington en 1808 et en 1809. Les choses n'allèrent pas mieux dans la suite, ainsi que le prouve la lettre suivante, écrite à Hill le 2 avril 1810 : « Vous savez ce que l'on pense en « Angleterre de nos affaires ici. Mes instructions s'accordent parfaitement avec le senti- « ment général, pour défendre de s'exposer à aucun risque ou à aucune perte sans néces- « sité. Ne l'oubliez pas dans tous les mouvements que vous ferez. »

dans son esprit une métamorphose complète, et son découragement devenait alors aussi grand que l'avait été son enthousiasme. Ainsi, après l'annonce du succès de Baylen, on crut en Angleterre que les patriotes espagnols et une poignée de soldats anglais suffiraient pour chasser les armées françaises. Sous l'impression de ce sentiment, de larges subsides furent votés par acclamation. Peu de temps après arriva la nouvelle du succès de Vimeiro et de la capitulation de Cintra : il y avait là de quoi se réjouir, mais on s'imagina que Junot aurait pu être contraint à mettre bas les armes, comme Dupont, et on partit de cette fausse idée pour injurier publiquement et traîner devant une commission d'enquête (ce qu'on n'avait jamais vu jusqu'alors) les généraux qui avaient battu les Français et délivré le Portugal ! Ces clameurs, lentement apaisées par l'évidence des faits, reprirent une nouvelle énergie quand on vit débarquer les restes de l'armée de John Moore, expulsée de la Corogne. On traita la guerre d'Espagne de folie, et on soutint hautement que Bonaparte était invulnérable sur terre. Le cabinet cependant obtint de nouveaux subsides, et la lutte fut continuée.

Wellesley, réhabilité, alla prendre le commandement des troupes et marcha, avec trop de confiance peut-être, sur Madrid. Il vainquit à Talavera, mais il fut presque aussitôt obligé de battre en retraite et de gagner Badajoz : nouvelles déceptions, nouvelles clameurs ! Le général en chef et le ministère furent attaqués avec une violence extrême dans la Chambre des Communes par Grey, Ponsomby, Grenville, Withbread et d'autres députés influents. Les partisans de la guerre devinrent de plus en plus rares et timides ; néanmoins, par l'appui énergique de la Chambre des Lords, le ministère obtint de nouveau l'autorisation de continuer la lutte.

De prompts succès vinrent heureusement justifier cette résolution, car, au moindre revers, à la moindre déception même, l'armée eût été rappelée.

En apprenant coup sur coup la retraite de Masséna, la prise de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo, le peuple anglais éprouva le plus vif enthousiasme; mais son admiration, toujours conditionnelle, ne résista point à l'annonce de la retraite de Burgos. Exagérée par la malveillance et comparée à la déroute de John Moore, cette opération donna lieu à de nouvelles clameurs. Ce furent du reste les dernières que Wellington eût à subir. Les journées de Salamanque, de Vittoria, d'Orthez, de Toulouse et de Waterloo élevèrent enfin sa gloire et sa popularité à une hauteur d'où elles ne pouvaient plus descendre.

Au milieu de ce flux et de ce reflux variable de l'opinion publique, la position du général anglais fut par moments aussi désagréable que périlleuse.

Tantôt on l'accusait de ne rien faire, de manœuvrer comme Fabius, et tantôt on lui reprochait de vouloir tout compromettre par sa *folle témérité* (1). Wellington savait que le plus petit acte d'indépendance pouvait le compromettre vis-à-vis du gouvernement ou de la nation, et que le moindre échec, dans certaines conditions, provoquerait le rappel de l'armée.

Cette conviction jointe à la crainte d'affaiblir son armée, déjà si peu nombreuse (2), obligea le duc à se montrer fort circonspect. Une autre raison d'ailleurs l'empêcha de frapper

---

(1) Le 21 avril 1810, Wellington écrivit à Charles Stuart : « L'état de l'opinion en Angleterre « est très-défavorable à la Péninsule. Les ministres sont aussi alarmés que le public, ou que « l'opposition prétend l'être ; ils se sont mis dans l'idée que je veux livrer une bataille déses- « pérée, ne pouvant mener à rien de bon. »

Voir également la *lettre* du 2 avril 1810, *à lord Liverpool,* où Wellington dit : « Je ne sou- « haite pas autant qu'on se l'imagine de livrer des batailles désespérées. »

(2) « Un général anglais, dit Napier, ne doit jamais s'abandonner à sa fortune ; il n'ose presque rien hasarder, quelque confiance qu'il ait dans ses ressources personnelles, parce qu'il sait qu'un échec le perdrait dans son pays... La prudence de Wellington, commandée par la même cause, avait induit ses amis et ses ennemis à porter un faux jugement sur le système de guerre qu'il avait adopté. Les Français ont accusé ce système de timidité ; les Anglais l'ont appelé le système Fabius. » — T. XII, p. 240.

des coups aussi rapides que ceux de l'armée française : c'est la nature particulière du soldat anglais. Ferme seulement dans le combat, ce soldat est mou dans la marche, supporte difficilement les privations et les fatigues. Trois jours de vivres, c'est tout ce qu'on peut lui faire porter ; le soldat français, au contraire, prend quelquefois jusqu'à 15 rations complètes (1), et malgré cette charge il exécute des marches forcées avec moins de peine que l'autre ne fait une étape ordinaire. Au surplus, il est très-difficile de tenir les soldats anglais réunis après la victoire, c'est ce qui explique le peu de vigueur avec laquelle Wellington poursuivit l'ennemi dans certaines circonstances (2).

Malgré ces puissantes raisons, qui faisaient au duc un devoir d'être prudent à l'excès, il montra plus de résolution et d'initiative que les lieutenants de l'empereur.

Chose étonnante, les historiens qui ont le plus vivement critiqué la prétendue lenteur de Wellington et son excessive timidité, n'ont jamais songé à mettre sa conduite en regard de celle des généraux français, qui cependant se trouvaient dans de meilleures conditions pour agir avec vigueur.

L'impartialité nous fait un devoir de réparer cet oubli, en faisant remarquer :

1° Qu'au témoignage même des auteurs français, l'indécision et la lenteur du maréchal Ney sauvèrent l'armée de Castanos et de Palafox d'une destruction complète après le combat de Tudela (3).

---

(1) En marchant sur Torrès-Vedras, Masséna obligea chaque soldat à porter du pain pour quinze jours. — JONES, t. I, p. 179.

On lit dans les *Mémoires du duc de Raguse*, t. IV, p. 36 : « Jamais, pendant le temps que j'ai commandé cette armée (celle de Portugal), elle ne s'est mise en opération qu'auparavant les soldats n'eussent reçu des vivres pour quinze, dix-huit et vingt jours, qu'ils portaient sur eux. »

(2) Voir à l'appui de ce fait, la *lettre* du 29 juin 1813, de *Wellington à lord Bathurst*.

(3) Voir t. I, p. 207.

2° Que le même défaut de résolution et d'énergie firent perdre à Masséna la bataille de Busaco (1).

3° Qu'en juillet 1809, Soult perdit un temps précieux à réunir les corps de Ney et de Mortier, dont une partie aurait suffi pour changer la face des choses, si elle eût débouché quelques jours plus tôt dans la vallée du Tage.

4° Que Soult et Marmont laissèrent bénévolement échapper l'occasion de battre l'armée anglaise à Campo-Mayor, où elle avait pris position avec des forces de moitié inférieures à celles de l'armée française.

5° Que le 26 septembre 1811, le duc de Raguse, par suite d'une indécision plus grande encore, laissa Wellington, pendant 36 heures, à Guinaldo, organiser tranquillement ses moyens de retraite, quand il aurait pu l'écraser avec des forces supérieures (2).

6° Que Soult, en novembre 1812, non-seulement négligea une belle occasion de couper de Ciudad-Rodrigo l'armée anglaise établie aux Arapiles, mais qu'il laissa Wellington opérer un mouvement de flanc des plus dangereux pour atteindre cette place, bien qu'il eût trois fois plus de cavalerie, une fois et demie plus d'infanterie, et presque deux fois autant de canons que le général anglais (3).

7° Que Suchet, par la crainte exagérée de compromettre une partie de ses conquêtes, refusa à plusieurs reprises de réunir ses forces à celles du maréchal Soult, pour arrêter la marche offensive de Wellington à travers les Pyrénées (4).

8° Que St-Cyr manqua de vigueur et de résolution après la bataille de Valls, — et qu'en 1812, Marmont laissa échapper l'occasion d'attaquer Almeida (où il aurait trouvé le matériel

(1) Voir t. I, p. 327.
(2) Voir t. I, p. 427.
(3) Voir t. I, p. 434.
(4) Voir t. II, p. 151 et 152.

nécessaire pour assiéger Ciudad-Rodrigo), bien qu'il eût 28,000 hommes sous la main, et que les ouvrages de la place fussent dans le plus mauvais état.

En rappelant ces faits, nous sommes loin de prétendre que Wellington seul fut irréprochable. Un grand capitaine a dit avec raison « qui a fait la guerre a fait des fautes. » Nous avons très-impartialement signalé toutes celles qu'on est en droit de reprocher au duc. Sa gloire n'en sera pas obscurcie, et l'on reconnaîtra, nous en sommes certain, que dans la guerre de la Péninsule il s'est montré supérieur comme tacticien à Masséna, à Marmont, à Suchet et à Soult (1). Les Français ne pardonneront jamais au duc d'Albuféra la faute qu'il commit, en refusant de se porter sur le flanc droit de l'armée qui allait envahir la France, — en laissant prendre le château de Sarragosse par les bandes d'Espoz y Mina, quand il avait 20,000 hommes de vieilles troupes sur l'Ebre, — et en se repliant finalement sur la Catalogne, au lieu d'opérer en Aragon de concert avec l'armée de Soult.

Masséna, si brillant en Suisse et en Allemagne, ne soutint pas sa renommée en Portugal. Il ne montra du génie qu'au moment de la retraite.

Marmont fit à Salamanque des fautes irréparables, dont les résultats du reste furent aggravés par la blessure qui le mit hors de combat au moment décisif.

La conduite de Joseph à Vittoria est d'un général qui n'atteint pas même à la médiocrité.

Enfin le duc de Dalmatie, jusqu'à la fin de sa carrière, a dû se reprocher d'avoir perdu aux Arapiles l'occasion d'écraser

---

(1) Cette supériorité provenait de ce que Wellington avait à un plus haut degré les qualités nécessaires pour mener à bonne fin la lutte toute spéciale dont la Péninsule fut le théâtre. Napoléon reconnaissait l'importance de ces qualités, lorsqu'il écrivait à Joseph : « Dans « une guerre de cette nature, il faut du sang-froid, de la patience et du calcul. » (*Note dictée à Bayonne*, le 21 juillet 1808.)

les Anglais avec la plus forte armée que la France eût eu jusqu'alors réunie sur un point de la Péninsule (1).

Il ne serait pas équitable de juger un homme de guerre uniquement d'après les résultats obtenus, car on pourrait citer telle bataille qui fait plus d'honneur au vaincu qu'au vainqueur. D'un autre côté cependant, il répugne d'admettre qu'un général, dans une longue entreprise, soit constamment heureux sans avoir du talent, surtout s'il a des adversaires habiles et d'excellentes troupes à combattre. Il nous sera donc permis de faire remarquer, en faveur de Wellington, que rarement ses combinaisons ont échoué, et qu'il est sorti vainqueur de nombreux combats soutenus sur les théâtres les plus variés, et contre toutes espèces de troupes, aux Indes, en Danemark, en Espagne et dans les Pays-Bas.

Pour se faire une idée exacte de l'importance des résultats obtenus par ce général, il faut se rappeler ce que nous avons dit (chapitre XIV), au sujet de l'armée anglaise, — de l'insuffisance du recrutement, — de la mauvaise organisation des divers services, — de la négligence et de l'incapacité des officiers, de l'inconduite habituelle des soldats, — du mauvais état du matériel et de l'intervention constamment fâcheuse du pouvoir civil dans les moindres détails de l'administration militaire. Wellington fit l'impossible pour améliorer cet état de choses, mais il fut constamment entravé par la bureaucratie des *Horse-guards*, aveuglément soumise à l'empire des vieilles traditions. Le duc d'York, qui aurait pu faciliter sa tâche, était arriéré, méthodique, trop confiant surtout dans

---

(1) Voir t. II, p. 67.

ses subordonnés, la plupart dépourvus d'expérience et de talents militaires. Il en résulta que Wellington, au lieu de trouver de l'appui dans le gouvernement, ne rencontra que lenteurs, hésitations, préjugés, obstacles de toute espèce. Tantôt, comme dans les nominations et dans les relations de l'armée avec la marine, les bureaux affaiblissaient l'autorité du général en chef, au moment où il en avait le plus besoin; tantôt ils dérangeaient les services de l'armée par des mutations fréquentes, intempestives (1), et tantôt ils éludaient les décisions les plus urgentes, comme il arriva à propos de la désignation du successeur au commandement en chef, dans le cas où Wellington aurait été tué ou mis hors de combat (2).

Malgré ces obstacles, le duc parvint à introduire quelques changements heureux dans l'organisation et la discipline des troupes anglaises. Il créa, en 1808, l'intendance de campagne, dont il arrêta lui-même les règlements jusque dans les plus minutieux détails (3); — il simplifia le bagage, de tout temps fort considérable dans les armées anglaises; — il améliora sensiblement le corps du génie et l'état-major général; — il provoqua la création des premières compagnies anglaises de sapeurs-mineurs (4); — il forma un train de pontons qui rendit de grands services; — il améliora les voitures pour le transport des munitions et des vivres; — il apporta d'heureuses modifications au matériel des hôpitaux; — il exigea enfin plus de précision dans les manœuvres, trop longtemps

---

(1) Voir *Despatches*, t. IX, p. 602, 625.

(2) Wellington avait proposé de désigner dans ce cas Beresford; mais il ne put jamais obtenir de réponse catégorique sur ce point. (Voir *Despatches*, t. IX, p. 209, 585, 608; t. X, p. 41, 121, et t. XI, p. 208.)

Une autre question importante, le départ des 2e bataillons, agitée depuis le mois de septembre 1811, n'avait pas encore reçu de solution en décembre 1813. (Voir *Despatches*, t. X, p. 372.)

(3) Comme détail nous citerons ce fait, qu'il parvint à mettre un terme à la vente des effets en payant la solde chaque jour. « Il n'y a, disait-il, que les soldats bien payés qui observent « une discipline exacte. »

(4) Voir sa *lettre* du 11 février 1812, *à lord Liverpool*.

négligées , et plus de régularité dans toutes les parties du service en général. Lui-même donna l'exemple de la ponctualité en portant son attention sur les plus petits détails. Ainsi, dans un moment où de grandes opérations réclamaient ses soins, il fit un ordre du jour pour prier les officiers de s'assurer que les soldats faisaient bouillir dans leur soupe certains aliments qu'il avait prescrit d'y mettre : « Si c'est de « l'orge ou du froment, dit-il, il faudra en secouer les pelli- « cules avant de faire bouillir (1). » Cet ordre caractéristique prouve avec quelle sollicitude le duc veillait à la santé et au bien-être du soldat. Le passage suivant d'une lettre adressée par lui au lieutenant-colonel Torrens, atteste la même préoccupation : « Il n'y a pas d'objet, dit-il, auquel j'aie donné « plus d'attention en tout temps qu'au règlement des comptes « des soldats. Je regarde ce règlement comme un point « essentiel pour la discipline (2). »

Wellington attacha aussi beaucoup d'importance à l'esprit de l'armée; il chercha surtout à la soustraire aux funestes influences des intrigues politiques : « Je ne vous demande « qu'une chose, écrivit-il (le 2 janvier 1810) à lord Liverpool, « c'est de ne pas m'envoyer des hommes de parti. Il faut éloi- « gner de l'armée tout esprit étranger, autrement nous entre- « rons dans une mauvaise voie. »

Les disputes entre officiers lui causaient le plus vif chagrin, et lorsqu'il s'en produisait malgré ses remontrances, il ne manquait jamais de faire observer, « qu'on était dans un « temps où l'activité et les talents des officiers étaient néces- « saires pour protéger les droits et les intérêts de la pa- « trie (3). »

---

(1) *Ordre* du 13 septembre 1812.
(2) *Lettre* du 12 août 1812.
(3) *Au colonel Murray*, 14 septembre 1803.

Il détestait les querelleurs et les hommes violents. En 1803, avant l'assaut d'Ahmednuggur, il renvoya un officier qui avait excité deux de ses camarades à se battre, et qui lui-même, à quelques jours de là, s'était conduit brutalement dans une affaire personnelle (1).

Pour prévenir les discussions et les conflits, il recommandait aux chefs « de n'être d'aucun parti que de celui de l'in-
« térêt général, et d'employer indistinctement, quels qu'ils
« fussent ou dans quelque service que ce fût, les hommes
« capables et dévoués (2). »

C'est en obligeant ainsi tout le monde à faire son devoir, et en éloignant toutes les causes subversives de la discipline, que le duc parvint à faire de son armée la machine la plus parfaite en ce genre qu'on eût encore vue en Angleterre : « J'ai
« toujours pensé, dit-il, que je serais allé partout, et que
« j'aurais fait tout ce que j'aurais voulu avec cette armée. Il
« était impossible de voir une machine mieux organisée et
« dans un meilleur état de discipline, que ne l'était mon
« armée de la Péninsule, lorsque je la quittai sur la Ga-
« ronne (3)... »

On apprécierait mal l'importance de ce résultat, si l'on oubliait dans quel état se trouvait l'armée quand Wellington en prit le commandement. « Les militaires, dit Alison, à très-peu d'exceptions près, depuis le général jusqu'au tambour, ignoraient en grande partie leurs devoirs les plus indispensables; et le commandant en chef était obligé de s'occuper lui-même des plus minutieux détails de chaque branche de service, sous peine de voir ses projets les mieux concertés, avorter par l'ignorance et l'incapacité des agents secondaires (4). »

---

(1) Voir MAXWELL, t. I, p. 128-129.
(2) *Lettre au colonel Murray*, 16 septembre 1803.
(3) Déposition faite devant la commission royale d'enquête sur les châtiments militaires
(4) T. VIII p. 151.

Ce furent ces défauts, mis en évidence par la campagne de 1794, qui donnèrent à Napoléon et aux généraux français une si pauvre idée de l'armée anglaise.

L'organisation, la discipline et l'instruction des troupes firent de notables progrès sous la direction ferme et intelligente de Wellington. Cependant, considérée dans son ensemble, l'armée de la Péninsule fut toujours inférieure à l'armée française. Le duc en est convenu bien des fois, tout en faisant observer qu'il en sera de même, « tant que l'Angleterre « n'aura pas un système de recrutement qui lui permette de « perdre impunément chaque année, par le seul effet des « privations et des fatigues, la moitié de ses troupes en cam- « pagne (1). »

On a reproché à Wellington d'avoir manqué de la fermeté nécessaire pour empêcher ses troupes de piller et de saccager les villes conquises. L'armée anglaise, en effet, commit à Ciudad-Rodrigo, à Badajoz et à Saint-Sébastien des excès honteux; dans cette dernière ville, notamment « la plus révoltante cruauté vint se joindre à la nomenclature de tous les crimes (2); » mais ces horreurs ne peuvent en aucune façon être imputées au général en chef. L'histoire de toutes les armées constate qu'il est malheureusement impossible d'empêcher le sac d'une ville prise d'assaut après un siége meurtrier, quand les assaillants sont surexcités par le souvenir de quel-

(1) *Lettre* du 26 janvier 1811, *au marquis Wellesley*.
(2) NAPIER, t. XI, p. 273.

que mauvais traitement, ou par le désir de tirer vengeance d'une humiliation récente. C'est ce qui arriva presque toujours en Espagne, où de part et d'autre l'acharnement fut extrême. La cruauté des Espagnols provoqua les représailles des Français, et, dans plusieurs circonstances, l'hostilité ombrageuse des troupes nationales irrita l'orgueil des soldats anglais. Il en résulta que bientôt la lutte prit un caractère de barbarie incroyable. Wellington fit tout ce qu'il était possible pour prévenir ces excès, mais il n'y réussit point. Écrivant à son frère Henri, le 9 octobre 1813, « il m'est arrivé, dit-il, de « prendre plusieurs villes d'assaut, et je suis peiné d'ajouter « que je n'ai jamais vu ni entendu qu'aucune ville prise de « la sorte ait été préservée du pillage. Tous les officiers « déplorent ces excès, non-seulement parce qu'ils font le « malheur des habitants, mais encore parce qu'ils détruisent « la discipline et exposent les assaillants à perdre les avan« tages de la victoire, au moment même où ils viennent de « l'obtenir. »

Wellington avait horreur des pillards, et l'on peut dire, sans exagération, que personne ne fit plus d'efforts que lui pour maintenir ses soldats dans les bornes du devoir et de la légalité. Ses premiers pas dans la carrière sont une protestation contre les mesures violentes.

A Seringapatam, il arrêta le pillage en faisant pendre plusieurs soldats aux portes du palais de Tippoo-Sahib, et en plaçant des sentinelles devant toutes les maisons exposées. Grâce à ces mesures énergiques, il rétablit promptement l'ordre, et rendit aux habitants une confiance et une sécurité qui les reportaient aux plus beaux jours de la dynastie mysorienne.

Après la guerre des Mahrattes, sir Arthur Wellesley se félicita moins encore des succès obtenus par ses troupes, que de la discipline et de la modération dont elles avaient donné l'exemple : « Mes nombreux partisans, écrivit-il au lieutenant

« colonel Close (1), sont si bien disciplinés que je puis risquer « de les mener partout. Nous avons été un mois à Hoobly, et « les champs ensemencés au milieu du camp ont été res- « pectés. »

Avec la même satisfaction il signala ce fait, « que les sol- « dats de son armée, une heure après l'assaut de Gawilghur, « avaient quitté la ville avec autant de régularité que s'ils « n'eussent fait que la traverser (2). »

Pendant son séjour dans l'Inde, Arthur Wellesley prit une foule de précautions pour empêcher ses soldats de commettre des dégâts dans les villages (3). Les hommes pris en défaut étaient pendus, et les généraux avaient l'ordre d'en agir de même à l'égard de tous leurs subordonnés (4).

Mais c'est principalement dans la guerre de la Péninsule que Wellington fit éclater une juste sévérité contre les pillards.

Nous ne citerons pas les nombreux ordres du jour par lesquels il défendit à ses soldats de prendre quoi que ce fût aux Espagnols ou aux Portugais sans en payer exactement la valeur (5) ; nous ne rappellerons pas non plus l'énergie qu'il déploya contre les militaires qui enfreignaient ses défenses : nous nous bornerons à constater, par quelques faits peu connus, le soin vraiment extraordinaire avec lequel il cherchait à prévenir les moindres atteintes aux droits de la propriété.

Par son ordre du 13 juin 1809, il enjoignit aux troupes « *d'épargner dans leur baraquement les oliviers et les autres* « *arbres fruitiers* ; » et, après Talavera, quand ses pauvres soldats mouraient de faim par la faute des Espagnols, il leur défendit « *de prendre des racines et des végétaux sans les*

---

(1) 1er novembre 1800.

(2) *Lettre* du 17 décembre 1802, *au colonel Stevenson.*

(3) Voir le *Journal* du général Nicolls, cité par GURWOOD, t. II, p. 465.

(4) Voir sa *lettre* du 2 décembre 1803, *au colonel Murray* et le *Journal* de Nicolls, cité par GURWOOD, t. II, p. 563.

(5) Voir entre autre l'*ordre* du 20 mars 1811.

payer (1). » En 1810—toujours pour éviter les dégâts inutiles et les scènes de désordre—il publia l'avis suivant : « Le com-« mandant en chef prie les officiers généraux et les com-« mandants des régiments de prendre les mesures néces-« saires pour empêcher les troupes sous leurs ordres de « couper les oliviers et les autres arbres à fruits pour faire « du feu (2). » Par un autre ordre de la même année (3), il défendit aux officiers de chasser le daim dans les parcs réservés : « Cette habitude, dit-il, dénote un entier oubli des « droits de la propriété, que les officiers seraient obligés de « respecter s'ils étaient dans leur pays. »

Le 13 avril 1811 étant à Villa-Hermosa, Wellington engagea les chefs de corps « à ne pas couper le blé en vert pour la « nourriture des chevaux et à mener de préférence ces ani-« maux dans les prairies (4). » et comme cette recommandation ne fut pas exactement observée : « Le sentiment de « l'intérêt de l'armée, écrivit-il, joint à la pitié pour les mal-« heurs du peuple, devraient empêcher le gaspillage du four-« rage et de toute chose (5). »

A Fuente de Guinaldo, en 1812, Wellington prévint ses soldats que ce qu'il avait défendu en Portugal, il ne le permettrait point en Espagne : « Nul, dit-il, ne peut quitter les « rangs pour piller des légumes dans les jardins ou dans les « champs (6). »

Bien que les Espagnols eussent dans plusieurs circonstan-

---

(1) *Ordre* du 9 août 1809.

(2) Cartaxo, 5 décembre 1810.

(3) Cartaxo, 23 décembre 1810.

(4) Citons encore ses deux *lettres* du 16 mars 1811, où il disculpe ses soldats d'avoir pris (pendant la poursuite de Masséna) du bois à brûler dans un parc royal et des branches d'olivier dans les domaines du comte Castello-Melhor.

Avec une bonté d'âme qui fera sourire plus d'un général, le duc offrit de payer ces branches et ce bois à brûler pris par de pauvres soldats exposant chaque jour leur vie pour la défense de la Péninsule.

(5) *Ordre* du 3 octobre 1811.

(6) *Ordre* du 10 juin 1812.

ces, et notamment après Talavera, montré des sentiments hostiles envers les soldats anglais, Wellington exigea que les habitants paisibles fussent traités avec les plus grands égards.

Le 2 juillet 1812, il fit un ordre commençant par ces mots : « Le général en chef a eu souvent occasion de prier « avec instance les officiers de traiter avec respect les auto- « rités du pays et le peuple avec douceur (1)..... »

La même noblesse de sentiments caractérise ses rapports avec la nation française. Au moment de passer la frontière, le 9 juillet 1813, il engagea ses soldats à se faire bien venir des habitants par leur humanité et leur justice : « Se venger, « dit-il, de la conduite des généraux français en Espagne « sur les paisibles habitants de la France, serait une con- « duite barbare, indigne des soldats auxquels le commandant « en chef s'adresse en ce moment... En conséquence, les « règles observées jusqu'ici pour requérir et prendre des « vivres dans le pays et en donner des reçus devront être « observées comme par le passé. »

Afin d'ôter jusqu'à l'ombre d'un prétexte à ceux qui l'accuseraient d'avoir toléré les pillages, le duc poussa la sévérité au point de faire des recommandations dans le genre de celle-ci :

« Saint-Jean-de-Luz, 18 décembre 1813.

« Les officiers devront prendre garde à ce que leurs « hommes ne coupent pas ou n'endommagent pas d'aucune « manière les planchers, les escaliers, les portes et les fenê- « tres des maisons, non plus que les portes des fermes ; « et ils devront surtout demander aux habitants s'ils n'ont « pas à se plaindre sous ce rapport (2). »

---

(1) *Ordre* daté de Villa-Verde.

(2) En 1815, il montra la même sévérité. Le comte de Nantouillet s'étant plaint, au nom du duc de Berry, de ce que des officiers anglais eussent chassé dans les bois de Meudon, Wel-

Les soldats qui contrevenaient à ces ordres étaient sévèrement punis. Dans mainte circonstance, Wellington fit pendre des hommes accusés de simple maraudage, et nous avons cité (chapitre XIII) une proclamation dans laquelle il autorisa les habitants du midi de la France à faire eux-mêmes justice des militaires qu'ils prendraient en flagrant délit. On a vu aussi qu'il préféra laisser les troupes espagnoles en deçà des Pyrénées et livrer sans elles la bataille d'Orthez, plutôt que de souffrir les actes de brigandage qu'il avait vainement essayé de réprimer par des mesures disciplinaires : « Je ne suis pas « assez scélérat, écrivit-il à don Freyre, pour permettre le « pillage.... Si l'on veut piller, qu'on nomme un autre géné- « ral (1). »

Wellington avait une telle aversion pour les dégâts inutiles, qu'il refusa pendant toute la guerre d'Espagne de recourir au mode d'attaque des places par bombardement. Il aima mieux s'exposer à d'immenses difficultés et voir couler à flots le sang de ses soldats (lui qui en était si avare!) que de faire périr dans les flammes ou sous les ruines de leurs maisons une foule de gens inoffensifs, dont il n'avait pas à se plaindre. « Dans tous les siéges que j'ai faits, écrivit-il « au général Bentinck (2), je ne me suis jamais servi que « du canon, parce que, selon moi, le feu des mortiers et « des obusiers ne produit d'effet que sur les habitants de « la ville. »

Ce fait prouve combien est injuste l'appréciation de certains auteurs espagnols, qui ont reproché à Wellington d'avoir encouragé les pillages de Ciudad-Rodrigo, de Badajoz et de

---

lington répondit (le 27 septembre) « qu'il regrettait qu'on n'eût pas fait arrêter ou poursui- « vre ces officiers par des gardes de chasse, pour qu'on en pût faire exemple en les « punissant. »

(1) Le 24 décembre 1813.

(2) Le 24 mars 1812.

Saint-Sébastien (1). Il n'était au pouvoir d'aucun homme d'empêcher ces désordres. Dans certains cas, toutes les armées pillent, même sur leur propre territoire. Ainsi Wellington, pendant son séjour en Portugal, eut moins de peine à retenir dans les bornes du devoir ses propres soldats que les Portugais, toujours enclins à piller leurs compatriotes (2).

Il est prouvé aussi que les Espagnols craignaient leurs soldats, au moins autant que ceux de l'ennemi.

« C'est une chose très-fâcheuse, écrivait sir H. Douglas « à lord Wellington (3), que d'entendre répéter partout qu'un « corps de troupes espagnoles ruine beaucoup plus le pays « qu'un nombre égal de troupes françaises. » Et en effet, dans la Catalogne, en Andalousie et dans d'autres provinces, il n'était pas rare de voir les paysans se joindre aux Français pour donner la chasse aux guérillas (4).

Soult, malgré la sévérité de ses ordres (5), ne put empê-

---

(1) Le général Lamare (p. 197), raconte le trait suivant, accepté comme véridique par l'historien *du Consulat et de l'Empire* (liv. XLII, p. 117) : « Après le déjeuner que lord Wel- « lington offrit aux officiers français, le jour de la reddition de Badajoz, Philippon pria le duc « de faire cesser le pillage, à quoi le général anglais répondit que l'usage de la guerre per- « mettait le pillage d'une ville prise d'assaut, et que le soldat devait y trouver la récompense « de sa bravoure et de son dévouement. »

Pour tous ceux qui ont connu Wellington ou simplement réfléchi aux faits que nous venons d'exposer, il doit être évident que le duc ne peut avoir dit ces paroles odieuses, que rien ni dans ses actes, ni dans sa correspondance ne confirme. Au reste, nous trouvons une preuve de l'exagération du général Lamare et de sa malveillance pour le général anglais dans l'affirmation suivante (p. 203) ; « Le sac de Badajoz *qu'un mot, un signe* de sa part pouvait empêcher, ternit à jamais les lauriers de Wellington ; » affirmation évidemment fausse et qui nous autorise à ne faire nul cas de l'autre.

(2) Voir ses *ordres* du 11 et du 13 avril 1811.

(3) Villa-Franca, 4 janvier 1812.

(4) Voir les Annexes.

(5) Nous citerons comme fort remarquable, l'ordre suivant, donné par Soult, le 9 avril 1814, au moment où Wellington s'apprêtait à attaquer Toulouse : « On empêchera que les arbres « soient dépouillés de leur écorce, ainsi que cela a eu lieu aujourd'hui par les troupes du « centre. » Ce ne fut pas le seul général français qui opposa une résistance énergique au pillage. A la fin de 1811, Dorsenne, de retour de son expédition de Galice, fit à ses soldats des reproches sévères : « Les champs, écrivit-il, ont été dévastés, les maisons ont été brû- « lées ; ces excès sont indignes du nom français ; ils percent le cœur des Espagnols qui nous « sont attachés, révoltent tous les honnêtes gens, et gênent l'approvisionnement de l'ar- « mée. » Marmont, Suchet et le prince d'Essling ont donné plusieurs fois à leurs troupes des avertissements semblables.

cher les soldats français de piller leurs compatriotes. Excités tantôt par le besoin, tantôt par la vengeance, ils étaient plus à craindre que l'ennemi (1). Pour mettre un terme à leurs brigandages le duc de Dalmatie fit fusiller, en 1813, un officier de mérite qui avait permis à ses hommes de dévaster les maisons de Sarre.

Lorsqu'on voit de pareils méfaits, commis par les soldats des nations les plus civilisées, on comprend que l'influence des généraux et la rigueur des lois militaires aient été impuissantes dans certains cas à prévenir le sac des villes.

Si Wellington pouvait être rendu responsable des excès qui signalèrent la prise de Ciudad-Rodrigo, de Badajoz et de Saint-Sébastien, nous citerions pour atténuer ses torts la conduite des troupes françaises et les ordres donnés par les généraux de l'empereur, dans des circonstances où le général anglais eût été sans doute moins cruel et moins implacable. Qui ne se rappelle les exécutions sanglantes ordonnées par Murat après l'insurrection de Madrid, — le sac d'Evora, auquel Loison est redevable d'une si triste célébrité, et la conduite barbare du même général à Guarda et à Atalaya (2); — le pillage de Médina, par les troupes de Mouton, après la bataille de Rio-Seco (3); — le sac de Cordoue (4), par l'armée de Dupont; — l'incendie de Manresa, par les troupes de Macdonald; — les exécutions barbares de Duhesme, en Cata-

---

(1) Lapène (p. 284 et 285) cite quelques traits de violence commis par les soldats français, principalement dans le trajet d'Aire à Maubourguet : « Nous gémissions, dit-il, de n'y pouvoir « porter remède. Il est du moins constant que des généraux français, animés d'une juste « indignation, saisissaient l'arme d'un soldat de la colonne et faisaient feu sur les hommes « qui, errant çà et là éloignés de la route, se montraient insensibles aux appels réitérés et « aux remontrances de leurs chefs. » Voir aussi la *lettre* écrite par Clarke, le 5 juillet 1813, à *Joseph* : « Sa Majesté Impériale, dit l'auteur de cette lettre, apprendra avec beaucoup de « peine les désordres qui ont été commis sur le territoire français. »

(2) Voir JONES, t. I, p. 34.

(3) TORÉNO, t. I, p. 353, dans son impartiale *Histoire des guerres de la Péninsule,* fait un tableau effrayant des horreurs qui accompagnèrent l'entrée des Français dans cette ville.

(4) Cette ville, bien qu'elle n'eût pas fait résistance aux Français, fut traitée aussi cruellement que Mataro. — Voir TORÉNO, t. I, p. 321 et 322.

logne (1); — Mataro si cruellement traitée (2), et plusieurs villages réduits en cendres par ce même général; — enfin, la conduite barbare de Lannes qui, trois jours après la capitulation de Sarragosse, fit arrêter nuitamment don Basilio Boggiero auprès du lit de Palafox malade! Ce courageux patriote fut traîné dans la rue, tué à coups de baïonnettes et jeté dans l'Èbre avec don Santiago-Sas, expédié de la même manière (3).

Après la bataille d'Ucles, les troupes de Victor commirent dans la ville de ce nom des horreurs qui rappellent les massacres des *terroristes*. Soixante-neuf des principaux habitants, quelques religieuses, des prêtres et des moines, appartenant aux plus illustres familles de la Manche, liés deux à deux, furent insultés, puis égorgés jusqu'au dernier (4).

En 1809, les troupes françaises massacrèrent plusieurs milliers d'individus dans Oporto (5) et, la même année, le duc de Dalmatie fit livrer aux flammes les bourgs de Morentan et de Cobriera sur le Minho, pour punir les paysans de certains méfaits commis durant la campagne. Wellington écrivit à propos de ces actes de représailles : « La route suivie « par les Français est marquée par la fumée des villages « auxquels ils mettent le feu (6). »

L'année suivante, la ville de Leyria et le couvent d'Alco-

---

(1) En 1810, Augereau déploya dans cette même province une sévérité que n'autorisent pas les lois de la guerre.

(2) Voir TORÉNO, t. I. p. 215.

(3) TORÉNO, t. II, p. 254 et 255.

(4) TORÉNO, t. II, p. 217.

(5) Il est juste de dire que cette cruauté fut provoquée par les habitants. En entrant dans la ville, les soldats français aperçurent sur l'une des places publiques plusieurs de leurs camarades que les Portugais avaient pris, et auxquels ils avaient arraché les yeux, la langue, etc... Ces malheureux vivaient encore!

L'auteur des *Compaign's of the F. M. the duke of Wellington* affirme que Soult recommanda à ses soldats de n'épargner que les enfants au-dessous de dix ans. Nous n'avons pas trouvé la confirmation de ce fait, qui n'est pas vraisemblable.

(6) *Lettre* du 18 mai 1808, *à lord Castleréagh*. Wellington dit dans cette lettre : « Les Français ont pillé et égorgé les paysans à leur fantaisie; et j'ai vu bien des personnes accrochées aux arbres sur les deux côtés de la route, qu'on n'avait traitées ainsi que parce qu'elles étaient contraires à l'invasion des Français. »

baza, où se trouvaient enterrés plusieurs rois de Portugal, furent détruits sur un ordre émané du quartier général de Masséna (1). Les troupes mirent en outre le feu à un grand nombre de villes et de villages pour couvrir leur retraite sur Guarda (2). « La conduite de l'ennemi pendant toute cette re-« traite, écrivait Wellington (le 14 mars 1811), a été mar-« quée par des actes d'une barbarie qu'on a rarement égalée, « et qu'on n'a jamais surpasée. »

Un auteur français, le duc de Raguse, cite à propos de la même campagne des traits de barbarie que ne justifient point la misère des troupes, ni les cruelles nécessités du système des réquisitions.

« Pendant que l'armée était à Santarem, il se formait, dit-il, « des détachements d'hommes armés et sans armes pour ex-« plorer le pays et enlever tout ce qu'ils trouveraient. Ren-« contraient-ils un Portugais, ils le saisissaient et le mettaient « à la torture pour obtenir de lui des indications et des révé-« lations sur les lieux où étaient cachées les subsistances. On « pendait *au rouge,* c'était une première menace; on pendait « *au bleu,* et puis la mort arrivait... »

Le chef de bataillon Guingret, de l'armée de Masséna, complète ce témoignage par la révélation de faits inouïs (3) :

« Les femmes et les filles, dit-il, trouvées dans les cre-« vasses des montagnes étaient obligées d'assouvir les pas-« sions les plus effrénées... Dans la crise où notre armée se « trouvait, les lois répressives, les règlements de police et « de discipline étaient tombés en désuétude; on ne punissait « guère que l'insubordination; encore montrait-on parfois

---

(1) TORÉNO, t. IV, p. 46.

(2) On cite particulièrement Redinha, Condeixa et Miranda de Corvo. Ces villes étaient abandonnées quand les Français y entrèrent.

(3) T. IV, p. 3. Ces faits sont confirmés par les généraux Pelet et Koch. Masséna les a, du reste, énergiquement blâmés. Dans plusieurs ordres du jour, il dit à ses soldats : « Rappelez-vous que vous êtes hommes et Français. »

« une indulgence condamnable... Une circonstance bien par-
« ticulière à cette guerre, et dont on n'a jamais parlé, c'est
« qu'on a porté le dérèglement jusqu'à vendre des femmes
« (prises à la maraude); on en a aussi troqué pour des che-
« vaux de main. J'ai vu une partie de cartes où l'on jouait
« une jeune fille contre un objet de luxe... On appliquait
« les paysans à la question pour savoir où étaient les ca-
« chettes... Le mal était si grand, qu'il rendait nos soldats
« insensibles et cruels (1)... »

En 1810, Suchet, pour éviter le siége du château de Lérida, eut recours à un stratagème ingénieux, mais barbare. Après avoir pris la ville, il refoula les femmes, les enfants et toute la population dans le château, puis il bombarda ces masses, livrées sans défense aux projectiles meurtriers. Ainsi qu'il l'avait prévu, le gouverneur se rendit presque aussitôt, vaincu par les cris et par les souffrances de tant de malheureuses victimes.

A Tarragone, il y eut des représailles sanglantes, dont Suchet rend compte dans les termes suivant : « Le cinquième
« assaut, dit-il, a été suivi d'un massacre effroyable... Le
« terrible exemple que je prévoyais avec regret, dans mon
« dernier rapport, a eu lieu, et le souvenir ne s'en effacera
« de longtemps de la mémoire des Espagnols : 4,000 hommes
« ont été tués dans les rues ; parmi 10 ou 12,000 qui es-
« sayaient de se sauver en passant par dessus les murailles,
« 1,000 ont été sabrés ou noyés. »

L'auteur des *Mémoires de Joseph* (t. V. p. 224) raconte en ces termes un drame sanglant qui eut lieu dans le petit bourg de Chinchon, après l'affaire de Somo-Sierra : « Le 27e
« léger, chargé de désarmer les communes voisines du théâtre
« de la guerre, s'étant présenté à ses portes fut reçu à coups

(1) Voir le livre intitulé : *Campagnes de l'armée de Portugal*.

« de fusil. Le régiment enleva le bourg, passa les habi-
« tants par les armes et mit le feu aux maisons. Il en fut de
« même de Calmenar... » « Ces exécutions, ajoute M. Du-
« casse, étaient horribles sans doute, mais elles intimi-
« daient les autres communes et nous épargnaient bien du
« monde. »

Le maréchal Soult fit pendre à Séville un vieux sergent, nommé Lopez, pris au moment où il requérait des chevaux pour Ballesteros. Cette rigueur ne parut odieuse, que parce que Lopez avait été jugé par deux tribunaux et acquitté (1).

Le 28 décembre 1809, Augereau fit aux Catalans la proclamation suivante, vrai chef-d'œuvre de cruauté :

« Tout homme pris les armes à la main sera pendu sans
« autre forme de procès comme voleur de grand chemin. La
« maison où il fera résistance sera brûlée; tout y subira le
« même sort. »

A Cuença, le général Caulincourt exerça des représailles horribles, qui lui valurent les félicitations de l'empereur : « Caulincout, écrivit Napoléon au roi Joseph (31 juillet 1808),
« a fait très-bien à Cuença. La ville a été pillée : c'est le
« droit de la guerre, puisqu'elle a été prise les armes à la
« main (2)... »

Quand Wellington entra dans Salamanque, il fut péniblement effecté de voir combien cette ville avait souffert, par suite de la présence de l'armée française : « Depuis trois
« ans, écrivit-il à lord Liverpool (3), le peuple de Salamanque
« gémissait sous le joug. Pendant ce temps, les Français,
« entre autres actes de violence et d'oppression, ont détruit
« 13 couvents sur 25, et 22 colléges sur un pareil nombre

---

(1) Voir TORÉNO, t. IV, p. 241 et 242.

(2) Non, ce n'est pas le droit de la guerre! Ce droit permet seulement de passer au fil de l'épée une garnison qui défend le derrière de la brèche. C'est déjà bien assez !

(3) 18 juin 1812.

« que renfermait la ville, siége illustre des lettres et des « sciences (1). »

En rapprochant ces faits de ceux imputés à Wellington, et en considérant que peu de troupes sont aussi morales que celles de l'armée française et peu de codes aussi sévères que le code pénal anglais, on arrive à la conclusion pénible, mais vraie, qu'il y a pour toutes les armées des situations où la haine et le désir de la vengeance l'emportent sur les meilleurs sentiments et les plus nobles instincts de l'homme. La discipline, si rigoureuse qu'elle soit, est impuissante alors à contenir l'aveugle colère du soldat. Une éducation morale plus développée pourrait seule amener ce résultat, et encore n'est-il pas bien certain que le progrès atteigne jamais à ce degré de perfection, que l'on voie des hommes, repoussés quatre à cinq fois d'une brèche, le sang échauffé par la fureur du combat, obligés de se frayer un chemin sur les cadavres de leurs camarades, se précipiter dans une ville sans commettre aucun acte de barbarie!

Il serait donc souverainement injuste de faire retomber sur le général anglais tout le sang versé à Badajoz et à Saint-Sébastien. Nous sommes surpris même que l'armée anglaise n'ait pas commis dans la Péninsule plus de dévastations, et qu'elle puisse, sous ce rapport, être comparée sans désavantage à l'armée française, dont les éléments sont relativement bien supérieurs aux siens. Il ne fallut rien moins que l'énergie et la persévérence de Wellington pour obtenir ce résultat, car au point de vue moral, le soldat anglais, de l'aveu de ses propres officiers, est peut-être le dernier du monde. Recruté

---

(1) La plupart des actes de barbarie et de dévastation que nous venons de rapporter s'expliquent (quelques-uns même se justifient) par la cruauté des Espagnols et par la fâcheuse obligation où se trouvait l'armée française de marauder ou de piller pour vivre.

Il ne serait pas équitable de refuser à l'armée impériale le bénéfice de cette circonstance atténuante.

dans les basses classes du peuple, et quelquefois même dans les prisons (1), il n'a pas le caractère moral et le sentiment patriotique du soldat appelé sous les armes en vertu d'une conscription nationale. C'est même pour ce motif que Wellington, jusqu'à la fin de sa vie, opposa une résistance énergique à l'abolition des peines corporelles. Il disait avec raison, que toute la sévérité des lois militaires ne l'avait pas empêché d'avoir souvent à se plaindre de la conduite de ses troupes. La désertion et le pillage ne purent jamais être complétement réprimés dans l'armée de la Péninsule. Plusieurs documents établissent en effet qu'un grand nombre de soldats anglais quittèrent leurs drapeaux pendant la retraite de Burgos sur Ciudad-Rodrigo.

Quand Wellington fut appelé devant la commission royale d'enquête sur les châtiments militaires, on lui demanda : « Est-ce l'ivrognerie qui engendre tous les crimes dans l'armée anglaise? » — « *Invariablement* » répondit le duc. Et dans une autre circonstance, sollicité de faire connaître son opinion sur la discipline militaire (2) : « L'homme destiné à « l'armée anglaise, dit-il, est généralement le plus ivrogne, « et probablement le plus mauvais sujet dans le commerce ou « la profession qu'il exerce, ou du village ou de la ville qu'il « habite. Il n'y en a pas un sur cent qui, lors de son enrô- « lement, n'appartienne à la dernière classe, ou à la classe « avilie de toute société ou corporation. »

On conviendra qu'avec une pareille armée, il fallait un chef sévère et un code rigoureux. Or c'est ce qu'on ne voulait pas comprendre en Angleterre, où l'opinion publique s'élevait à tout moment contre les peines disciplinaires infli-

---

(1) Vers la fin des guerres de la Péninsule, les volontaires étaient devenus si rares, que le gouvernement obtint de la législature l'autorisation d'incorporer une certaine classe de détenus et de commuer les peines les moins fortes en années de service.

(2) *Memorandum* du 22 avril 1829.

gées par les cours martiales. Cependant, loin d'être excessives, ces peines furent dans bien des cas insuffisantes. Wellington eut constamment à s'en plaindre, ainsi que de la mauvaise organisation de la justice militaire. Pendant toute la durée de la guerre d'Espagne, les soldats ne furent jugés que d'après la loi anglaise, dont les formes, convenables en temps de paix, offraient en campagne de très-graves inconvénients. Ainsi, dans plusieurs circonstances, on acquitta des hommes notoirement coupables, parce que les autorités portugaises avaient refusé de comparaître devant les cours martiales, lesquelles ne pouvaient admettre que des témoignages verbaux (1).

Déjà, en 1809, Wellington écrivait à lord Castlereagh (2): « Je suis convaincu que la loi n'est pas assez sévère pour « maintenir la discipline dans une armée en activité de « service. »

Cette opinion se retrouve dans sa dépêche du 24 juin 1810, au comte de Liverpool, et dans le passage suivant d'une lettre écrite au début de la campagne de 1812 : « Je n'ai pas un ami « dans le pays qui ne m'ait écrit pour me témoigner les plus « vives craintes de ce qui arrivera si les mêmes honteuses « irrégularités continuent à se produire, *ce que je déclare ne* « *pouvoir empêcher.* »

Après la campagne de Salamanque, Wellington faisant connaître la mauvaise conduite de son armée : « Tous ces outra« ges, dit-il, sont commis avec impunité, le serment n'étant « pas admis comme preuve devant une cour martiale ; aussi « les soldats ne valent-ils pas mieux qu'une bande de

---

(1) Voir la *lettre* du 13 juin 1809, où Wellington se plaint à J. Villiers de la difficulté de découvrir les coupables et les preuves de leurs crimes sous le régime de la loi anglaise, et de la grande répugnance qu'avaient les habitants à venir déposer sous serment devant une cour martiale.

Après la retraite de Burgos, plusieurs soldats, accusés de dilapidations par les autorités locales, furent acquittés par suite des mêmes circonstances.

(2) *Lettre* du 17 juin. *Despatches*, t. IV, p. 406.

« voleurs... J'ai augmenté l'autorité du prévôt-maréchal au-
« tant qu'elle peut l'être.... Mais cette autorité n'est pas suf-
« fisante, et je n'ai pas les moyens de l'accroître... »

« Notre loi pénale militaire, écrivait-il encore à lord Cast-
« lereagh (1) a été affaiblie, et nous n'avons pas adopté les
« nouveaux moyens de répression et de punition employés
« par les autres nations et par nos ennemis, quoique nous les
« ayons imités dans les choses qui ont accru et aggravé nos
« désordres (2). » Le duc aurait désiré qu'on fût moins rigoureux sur les preuves des délits renvoyés devant les cours martiales; qu'on formât une police militaire semblable à celle de l'armée française et des autres armées; qu'on obligeât les officiers à plus d'exactitude dans leurs devoirs, etc. Mais toutes ces propositions furent repoussées, de sorte que Wellington, jusqu'à la fin de ses campagnes, se trouva aux prises avec des difficultés dont une loi spéciale l'eût affranchi au début de la guerre (3). Non-seulement il ne pouvait punir efficacement les infractions à la discipline et les négligences dans le service, mais il lui manquait encore l'élément de force et d'influence le plus nécessaire au commandement : le pouvoir de récompenser. Écrivant à lord Castlereagh en 1809 : « Je

(1) Le 17 juin 1809.

(2) Voir également la *lettre* du 13 avril 1813, où Wellington se plaint de n'avoir pas des moyens de répression assez efficaces ni assez immédiats.

(3) Wellington, dans les lettres suivantes, signale le peu de sévérité et même l'absurdité des jugements rendus par les cours martiales. (*Despatches*, t. V, p. 164, 217 ; t. VII, p. 70; t. X, p. 98, 315 ; t. XI, p. 186, 328, 404.)

Dans une autre lettre (*Despatches*, t. VIII, p. 163), nous avons remarqué le passage suivant :

« Lorsque l'armée est grande et dispersée, il n'est pas toujours possible de réunir les membres de la cour martiale et les témoins qui nécessairement devraient suivre ; et quand une cour est assemblée, ses opérations doivent être suspendues dès que l'armée ou une partie d'elle est engagée dans des opérations contre l'ennemi.... Si le mode de jugement par cour martiale a des inconvénients en service actif, la faute en est à la loi et non, j'espère, à la façon dont on l'exécute. »

Au reste, pour punir ceux qui échappaient à la loi, Wellington eut recours à des moyens détournés qui ne laissaient pas d'être efficaces. Ainsi, un régiment de cavalerie s'étant mal conduit après la bataille de Vittoria, Wellington arrêta tout avancement dans ce corps. (*Despatches*, t. XI, p. 189.)

« commande, dit-il, les armées du pays (1), et je n'ai ni le « pouvoir de récompenser, ni même celui de promettre une « récompense. » L'année suivante (2), il écrivait à lord Liverpool : « J'ai pris la liberté d'attirer l'attention de Votre Sei- « gneurie sur l'état de la discipline de l'armée en général, « état que j'attribue, jusqu'à un certain point, à ce que ceux « qui sont honorés de la charge de commander les troupes « de Sa Majesté à l'étranger, *sont privés du pouvoir de dis- « tribuer des récompenses.* »

« Dans toutes les armées en campagne, disait le duc au « colonel Torrens (3), à l'exception de celle de la Grande- « Bretagne, le commandant en chef a le droit d'avancer les « officiers et de leur donner au moins les emplois devenus « vacants. Dans quelques pays même ce principe est poussé « si loin, que personne, à l'exception du commandant en « chef, ne se permettrait de recommander un officier pour « l'avancement. Or, moi qui commande la plus grande armée « anglaise qui ait été envoyée depuis bien des années contre « l'ennemi, moi qui suis revêtu de l'emploi le plus élevé et « le plus difficile qu'un officier anglais puisse occuper, *je « n'ai pas même le pouvoir de faire un caporal* (4)*!* Il est « impossible que ce système puisse durer... On ne sait pas « dans l'armée et à l'étranger, et je suis honteux d'avouer « combien est restreint, pour ne pas dire nul, le pouvoir

---

(1) Le 17 juin 1809.

(2) Le 7 juin 1810.

(3) *Lettre* du 4 août 1810.

(4) Sous ce rapport, les maréchaux de l'empereur se trouvaient dans de bien meilleures conditions. Ils nommaient aux emplois de grade inférieur, et quelquefois même aux emplois de chef de bataillon. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, un décret de 1813 autorisa Jourdan à nommer, pendant quelque temps, à tous les emplois vacants, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de chef de bataillon inclusivement. (*Mémoires de Joseph*, t. IX, p. 135.)

Le même pouvoir a été accordé récemment au commandant en chef de l'armée française en Crimée.

Le gouvernement anglais, jaloux de toute prééminence, n'a jamais consenti et ne consentira jamais à donner à ses généraux une pareille autorité.

« de récompenser qui m'est attribué... Il est vraiment
« extraordinaire que j'aie pu, malgré ces entraves, me tirer
« si bien d'affaire jusqu'à présent. »

Nous partageons de tous points cet étonnement, car, pour stimuler le zèle, entretenir l'obéissance et le dévouement, il est indispensable que le soldat reçoive la récompense immédiatement après l'action, et des mains mêmes de celui qui l'a exposé au danger. Le ministère anglais ne comprit pas cette nécessité, ou plutôt refusa de l'admettre, de crainte d'irriter l'ombrageuse susceptibilité qui de tout temps a fait considérer, dans la Grande-Bretagne, l'influence du pouvoir militaire comme dangereuse pour les libertés publiques.

Dans une lettre adressée au directeur des bureaux de la guerre (1), Wellington constatait avec chagrin qu'on n'avait aucun égard à ses propositions pour l'avancement, et qu'on écoutait de préférence les recommandations des officiers qui abandonnaient la Péninsule pour retourner en Angleterre. Dans une autre lettre (2) il exprimait son étonnement de ce qu'on lui envoyât souvent des généraux sans le consulter, et de ce qu'il n'eût pas même le droit de les refuser quand il les jugeait incapables.

Son autorité était si faible, qu'il avoua à lord Liverpool (3) n'avoir pu s'opposer au départ de certains officiers dont le concours lui était nécessaire : « Par suite de ces entraves,
« dit-il, j'ai été obligé d'être quelquefois, le même jour,
« général de cavalerie, général d'avant-garde et comman-
« dant de deux ou trois colonnes d'attaque... Mon opinion
« a toujours été que le gouvernement aurait pu faire beau-
« coup pour étendre l'autorité du général en chef dans ce

---

(1) Le colonel Torrens : *lettre* du 20 décembre 1812.
(2) *Lettre* du 22 décembre 1812, *au colonel Torrens*.
(3) *Lettre* du 23 mars 1811.

« pays, mais toute proposition pour augmenter ou étendre
« le pouvoir des fonctionnaires est reçue en Angleterre avec
« jalousie; c'est pourquoi je n'ai jamais fait aucune proposi-
« tion semblable (1). »

Il résulte de ces faits et de ceux que nous avons cités plus haut (Chap. XIV), parlant des entraves opposées par le ministère à l'exercice de l'autorité supérieure, que Wellington se trouva généralement dans des conditions très-difficiles pour un chef d'armée. Il manquait à la fois des moyens d'assurer la prompte exécution de ses ordres par des règlements sévères, appropriés aux circonstances, et du pouvoir de stimuler, par des récompenses, le zèle et le dévouement de ses subordonnés. C'est l'administration de la guerre qui donnait les grades et les décorations, qui disposait des emplois et fixait les attributions. Wellington n'avait pas même, pour nous servir de ses propres expressions, « *le droit de nommer un caporal.* » Ses recommandations furent presque toujours écartées, méconnues. Des officiers qui n'avaient jamais quitté le sol natal passaient avant les héros de la Péninsule. « Le peu de justice apporté dans l'avancement, dit le colonel Napier (2), mécontentait tout le monde. » Tandis que, dans l'armée française, on vit des jeunes gens arriver en quelques années aux plus hautes dignités, les meilleurs officiers de Wellington restèrent six ou sept ans dans le même grade. En voici deux exemples : le lieutenant-colonel Fletcher, l'habile ingénieur qui avait construit les lignes de Torrès-Vedras et dirigé les siéges de Badajoz, de Ciudad-Rodrigo, de Burgos et de Salamanque, était encore lieutenant-

---

(1) *Despâtches*, t. IX, p. 112.
Dans cette même lettre, Wellington fait observer que bien des maux eussent été prévenus si l'on avait confié au général en chef la répartition de tous les secours donnés à la Péninsule.

(2) T. XI, p. 220.

colonel en 1813, lorsqu'il fut tué par un éclat d'obus dans les tranchées de Saint-Sébastien... L'armée anglaise n'avait pas d'officier d'état-major plus habile, plus brave, plus infatigable que le lieutenant-colonel Waters; cet officier rendit les plus grands services pendant toute la durée de la guerre, et Wellington le signala dans mainte circonstance comme un sujet hors ligne. Eh bien, malgré ces titres et ces recommandations, Waters occupait encore à Waterloo le grade qu'il avait en 1809, au passage du Douro.

Le général en chef de l'armée anglaise n'eut guère d'autre stimulant pour ses officiers que la mise à l'ordre du jour de l'armée, ou la mention des services rendus dans les rapports adressés au gouvernement britannique. Pour les soldats, ce moyen d'émulation n'existait même pas, et c'est ce qui rend si admirable le courage et la fermeté dont ils firent preuve sur le champ de bataille. On a prétendu que cette fermeté fut plutôt le résultat de la constitution flegmatique des Anglais que de leurs qualités morales : « Jamais, dit Napier, une plus insigne calomnie n'a été proférée. Les soldats de Napoléon combattaient pour la gloire; elle versait ses flots de lumière sur les plus humbles d'entre eux, et les faisait arriver aux honneurs. Les soldats anglais, au contraire, servaient une aristocratie jalouse, égoïste; aucune récompense n'était décernée à leur audace; aucun bulletin ne signalait leur nom aux applaudissements de leurs compatriotes; nulle espérance ne venait colorer une vie de fatigue et de dangers; leur mort même n'était pas remarquée. Cependant, manquèrent-ils jamais de courage? »

Il est certes étonnant qu'avec des moyens d'action si limités, Wellington ait pu exercer une aussi grande influence sur ses troupes. S'il faut en croire un de ses aides de camp, cette influence doit être attribuée plutôt aux services du duc, — services que le patriotisme anglais ne pouvait voir avec indifférence, — qu'à des sentiments d'affection ou de gratitude de la

part des soldats : « S'il est incontestable, dit Napier (1), que « Wellington s'attira toujours la confiance de ses subordonnés « comme général, il est beaucoup moins certain qu'il sut « toujours se concilier leur affection. »

Bien que ce témoignage ait une grande valeur, nous croyons, d'après des faits et des renseignements précis, qu'on est en droit de le récuser. Sans doute, Wellington n'était pas, dans l'armée anglaise, populaire comme Napoléon l'était dans l'armée française ; mais cette circonstance s'explique par la diversité des caractères et des situations.

Doué d'une nature expansive et se trouvant à la tête d'une armée intelligente, où les idées de liberté et d'égalité sociale avaient jeté de profondes racines, l'empereur, par tempérament et par calcul, s'était emparé fortement de l'imagination de ses soldats. Flattant leurs goûts, exploitant leurs faiblesses, chef et camarade tout à la fois, il les dominait et se faisait adorer.

La même communauté de sentiments, de mœurs, d'habitudes, n'existait pas, et ne pouvait pas exister entre le duc de Wellington et le soldat mercenaire de la Grande-Bretagne. Ce dernier, en effet, se trouve depuis des siècles sous la domination d'une aristocratie puissante. L'officier le tient toujours à distance, et n'en est que plus respecté. Cette considération seule eût empêché Wellington de prendre avec ses subordonnés la familiarité que l'empereur témoignait à ses vieux soldats, lorsqu'il avait besoin de surexciter leur courage ou leur dévouement.

Au reste, comme les nations qu'ils servaient, les caractères de ces deux généraux étaient essentiellement différents. Les passions des natures exubérantes étaient inconnues à Wellington. Raisonneur froid et méthodique, exempt de

---

(1) T. XI, p. 220.

préjugés et de fortes passions, il parlait à la raison plus qu'à l'imagination. L'empereur, au contraire, frappait les esprits par de vives images et par des traits éblouissants. Ses rares qualités commandaient l'admiration, et les défauts même de son caractère lui faisaient des partisans. « Les hommes, dit un moraliste, ne sont en général fortement épris que de ceux qui ont quelque chose à se faire pardonner. »

Il n'est pas nécessaire de pousser ce parallèle plus loin pour comprendre que Wellington ait pu aussi bien que Napoléon gagner l'estime et la considération de ses subordonnés. Une parfaite égalité d'humeur et de caractère, jointe à un fond de bienveillance et de justice, attirait peu à peu vers lui ceux qu'avait éloignés d'abord son maintien grave et réservé. Les soldats appréciaient les efforts qu'il ne cessait de faire pour améliorer leur bien-être ; ils étaient touchés du soin avec lequel il ménagait leur sang ; ils admiraient son impartialité, sa droiture, la justice et le désintéressement avec lesquels il rendait à chacun la part d'éloge et de blâme qui lui revenait ; par-dessus tout, ils étaient fiers d'obéir à un général qui leur donnait, en échange des plus rudes sacrifices, beaucoup de gloire et de considération (1). Au témoignage de tous ceux qui ont servi en Espagne et dans l'Inde sous ses ordres, Wellington fut véritablement un bon chef (2). Sévère et roide dans le service, indulgent, simple et gai dans les relations privées, il aimait que ses officiers se créassent des distractions, et se mêlait souvent lui-même à leurs parties de plaisirs (3). Il écoutait patiemment les plaintes des soldats,

(1) « Quoiqu'il n'eût pas le pouvoir de fascination de César, l'armée de la Péninsule éprouvait pour lui les mêmes sentiments que la 10e légion pour le vainqueur de Pharsale. » TIMES : *Mémoires*, p. 119.

(2) Le comte Grey et lord Ellesmere affirment que tous ceux qui eurent le bonheur d'être en relations d'amitié avec Wellington éprouvèrent pour lui les sentiments de la plus vive affection ; il était bon, affectueux, indulgent dans la discussion, et toujours prêt à rendre service ; il avait peu d'amis et s'était habitué de bonne heure à se passer des conseils d'autrui.

(3) LONDONDERRY, t. II, p. 294.

leur rendait exactement le salut, et se montrait toujours prêt à les obliger. « Il ne visitait pas, dit Maxwell (1), les hôpitaux avec ostentation, il ne haranguait pas les ambulances, et il voyait même tomber ses camarades avec une certaine impassibilité; mais, rentré chez lui, quand les autres dormaient, il s'ingéniait à trouver un moyen d'adoucir leurs souffrances, et quand personne ne l'épiait, ni ne l'attendait, il visitait les hôpitaux en particulier, sans suite et sans apparat. »

M. Charles O'Malley raconte qu'en 1811, au milieu d'une chasse au renard très-animée, le duc dit tout à coup à son aide de camp, le major Gordon : « A quelle distance se trouve Niya? — A cinq lieues environ. — C'est dans cette direction, n'est-ce pas? — Oui, milord. — Eh bien, allons visiter les blessés. » — Et il partit au galop.

Voilà ce qui explique que Wellington, malgré sa froideur et sa sévérité, exerça une grande influence sur son armée, et qu'il inspira aux officiers comme aux soldats une confiance sans bornes. Les Espagnols eux-mêmes, si hostiles à l'intervention anglaise, et si mal disposés pour le duc, finirent par rendre justice à ses talents et à son caractère. Dans les dernières campagnes, sa présence parmi eux, sur le lieu du combat, suffit pour les rassurer; elle prévint le retour de ces déplorables paniques dont ils avaient donné tant d'exemples au début de la guerre.

Nâpier pense que la popularité de Wellington eut à souffrir de la barbarie du code pénal militaire et des vices qui s'étaient introduits dans le système d'avancement. Nous admettons volontiers cette explication, en faisant toutefois une réserve au sujet des peines corporelles, dont Napier semble être l'ennemi déclaré.

Il est certainement honteux pour l'espèce humaine que des

(1) T. II, p. 348.

châtiments de cette nature soient encore appliqués dans l'armée du peuple le plus éclairé du monde. Les philanthropes de tous les pays se sont élevés contre ces ignobles flagellations. Les Anglais eux-mêmes les ont flétries dans les termes les plus énergiques. Au Parlement, de nombreuses motions ont été faites pour réclamer un code plus humain; mais, chaque fois, de fortes majorités ont rejeté ces motions. Le duc de Wellington s'est toujours trouvé parmi les opposants, et comme son autorité avait un grand poids, on a reporté sur lui le sentiment de réprobation qui s'attachait à des lois dont tous les cœurs généreux déploraient l'existence. Loin de gémir de cette responsabilité, le duc s'en fit un mérite, car à ses yeux, l'abolition des peines corporelles eût entraîné la ruine de l'armée anglaise. Appelé devant la commission royale d'enquête sur les châtiments militaires, il défendit son opinion avec une force de logique qui dérouta et confondit ses adversaires : « Le but d'un châtiment, dit-il, est non-seule-
« ment la punition d'un coupable, mais l'exemple... Or, il
« n'y a pas de châtiment qui fasse impression sur personne,
« si ce n'est le châtiment corporel. Vous mettez un homme
« en reclusion solitaire; personne ne le voit dans cette si-
« tuation, et personne ne sait ce qu'il souffre pendant qu'il
« est enfermé; conséquemment, cette punition ne sert pas
« d'exemple (1)... Je dois déclarer que, cent fois, la menace
« seule du fouet a empêché de grands crimes... J'ai médité
« sur ce sujet depuis six ou sept ans; je l'ai retourné de toutes
« les manières dans mon esprit, et je déclare que je n'ai
« aucune idée de ce qu'on pourrait substituer à l'ancienne
« manière de punir. »

---

(1) Il faut noter que les peines corporelles étaient infligées à la parade, devant toutes les troupes réunies : on ne dispensait de cette formalité que les corps dont la conduite était irréprochable.

Cette conclusion attira sur la tête de Wellington les foudres de la presse et de l'opposition. Le principal argument des réformateurs était celui-ci : « Puisque les armées françaises et allemandes ont aboli sans inconvénient les peines corporelles, pourquoi l'Angleterre ne pourrait-elle pas faire de même? »

Le duc réfuta cette objection (1) en fesant observer qu'il n'y a pas de comparaison à établir entre des armées recrutées par voie de conscription, dans toutes les classes du peuple, et une armée dont les éléments constitutifs sont puisés dans les dernières couches de la société; — entre des armées dociles, morales, sensibles aux reproches, et une armée de mauvais sujets endurcis, livrés à la débauche et à l'ivrognerie; — entre des armées nombreuses, capables de supporter un certain degré de relâchement, et une petite armée, où la moindre cause de faiblesse produit des désordres qui peuvent amener d'irréparables désastres.

Le duc faisait remarquer, en outre, que la discipline doit être exceptionnellement rigoureuse dans une armée disséminée par petits corps sur le globe entier, et dont les hommes, quelque part qu'ils aillent, commencent à servir sur un bâtiment de transport où toute discipline d'honneur, de remontrances et de réprimandes secrètes, ainsi que toute séparation ou distinction entre les diverses classes est absolument impraticable. Les fractions de cette armée ne sont presque jamais sous la surveillance des corps dont elles font partie. Les détachements en Irlande, aux Indes, à Honduras, dans la nouvelle Galles du Sud, etc..., rendent l'inspection et le contrôle des chefs impossibles. « Si l'on tient compte de ces « faits, dit le duc, on est étonné qu'il y ait quelque discipline « dans notre armée, malgré la sévérité du système dont l'opposition se plaint. »

---

(1) Voir les *Annexes*.

La vérité nous oblige à dire que cette objection sera sans réplique, aussi longtemps que l'Angleterre n'aura pas réformé son système de recrutement, ou aussi longtemps que la classe infime, dans laquelle l'armée puise ses éléments, n'aura pas fait de grands progrès dans l'ordre moral. Et ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est que le même pays, si cruellement sévère à l'égard de ses nationaux, a supprimé les peines corporelles dans les régiments de cipayes, suppression motivée sur ce que les Indiens sont sobres, graves, doux, obéissants (1), qu'ils servent volontairement et regardent la carrière des armes comme une des plus honorables, toutes circonstances qui permettent de les traiter avec moins de sévérité que le soldat violent et dissolu de la Grande-Bretagne.

Ceux qui jugent avec les idées de la philanthropie cette grave question des peines corporelles, admettent volontiers que le duc de Wellinton eut un cœur dur, un esprit inaccessible aux émotions généreuses (2). Ils sont, à cet égard, dans une erreur profonde. Les hommes qui ont vécu dans l'intimité du duc rendent pleinement justice aux qualités excellentes de son âme. Sous des dehors froids, il était bon, simple, dévoué. Son caractère le portait naturellement à la

(1) « Des coups infligés à un Indou exciteraient certainement une révolte dans un régiment de cipayes. » — COMTE DE BIORNSTIERNA, *Tableau historique et politique de l'empire britannique dans l'Inde*.

(2) L'auteur des *Mémoires de Masséna* (le colonel Koch) est évidemment injuste envers Wellington lorsqu'il dit, t. VII, p. 172 : « Jamais quelque chose n'a indiqué chez lui la pré« sence des vaisseaux sanguins qui unissent le cœur au cerveau... »

clémence. Il punissait seulement lorsque l'intérêt de son armée l'exigeait; dans bien des cas même, il pardonna avec une trop grande facilité. Ce qui le préoccupait surtout dans un châtiment, c'était l'exemple. L'ordre suivant, du 4 mars 1811, est la traduction de cette idée : « Attendu que depuis deux « années aucun soldat de la brigade des gardes n'a comparu « devant une cour martiale générale, et que même aucun « d'eux n'a été emprisonné dans un corps de garde public, « le commandant en chef veut que cette brigade soit dis- « pensée d'assister à l'exécution qui se fera demain. »

Lorsque, pour une raison quelconque, une cour martiale avait différé l'exécution d'un arrêt, Wellington opinait presque toujours pour la mise en liberté des coupables. Sa correspondance fournit à cet égard des preuves surabondantes (1). Il y a plus, quand un délit était rare, l'exemple alors devenant inutile, le duc pardonnait sans difficulté. « A la fin de la guerre de la Péninsule, les crimes avaient prodigieusement diminué (2). » Il y eut à cette époque un homme convaincu d'avoir volé : « Je lui pardonnai, dit Wellington, parce que « ce crime était devenu fort rare (3). »

Un officier de l'armée de la Péninsule s'était mal conduit devant l'ennemi; au lieu de le traduire devant une cour martiale, Wellington écrivit au duc d'York pour le prier d'accepter la démission de ce malheureux. « Le défaut de cou- « rage, dit-il, chez les officiers de l'armée est un cas fort « rare, et ce crime n'a pas besoin d'une punition exem- « plaire (4). »

Après Waterloo, il eut recours au même expédient (5) :

---

(1) Voir, entre autres, l'ordre général du 11 avril 1813.
(2) Déposition de Wellington devant la cour royale d'enquête.
(3) Déposition devant la cour d'enquête.
(4) *Lettre* du 29 août 1811.
(5) Voir sa *Lettre* du 12 septembre 1815, *au duc d'York*.

« Beaucoup de braves gens, dit-il, et même je crois quel-
« ques grands hommes ont été vus un peu effrayés d'une
« bataille comme celle-ci, qui ensuite se sont conduits par-
« faitement (1)..... »

« Croyez-moi, écrivait-il un jour, tous ceux que vous voyez
« en uniforme ne sont pas des héros (2). »

Cette indulgence philosophique portait le duc à pardonner bien des fautes et bien des faiblesses que d'autres eussent châtiées.

Lorsqu'un régiment anglais se trouvait compromis dans quelque affaire, il pouvait compter que Wellington interpréterait sa conduite dans le sens le plus favorable. C'est ainsi qu'il essaya d'excuser la retraite précipitée du 14e dragons à la bataille de Chillian-Wallah, dans le Punjab, et celle du 62e d'infanterie à la bataille de Ferozesbah (3).

Au reste, en agissant ainsi, le duc avait un autre but; c'était, comme il le dit lui-même, « de cacher à ses soldats et
« au monde qu'un officier pût se conduire mal devant l'en-
« nemi. » « S'il arrive, ajoutait-il, qu'un malheureux vienne
« à faillir, je préfère le laisser se retirer du service plutôt
« que d'exposer sa faute au grand jour (4). »

Voici un autre trait d'indulgence raconté par Wellington devant la cour royale d'enquête sur les châtiments militaires:
« Un sergent, dit-il, avait déserté emportant la solde de sa
« compagnie. Il fut rattrappé. Je le mis aux hallebardes,
« mais je ne le fis pas punir. C'était d'ailleurs un bon sujet.
« Je lui pardonnai, et j'en fis plus tard un officier non commis-
« sionné. Dans la suite, je le recommandai pour être officier;

---

(1) *Lettre* du 14 novembre 1815, *au lieutenant-général Nugent*. Il se plaignait dans cette lettre de ce qu'on eût poursuivi un officier accusé d'avoir quitté le champ de bataille.

(2) *Lettre* à M....., écuyer, 8 août 1815.

(3) Voir STOCQUELER, t, II, p. 288.

(4) *Lettre* du 29 août 1811, *au duc d'York*.

« il réussit et devint même officier d'état-major dans l'armée « de la Péninsule. Cet homme avait été poussé par les femmes « à commettre son crime. Il y a des choses de ce genre aux- « quelles un soldat peut être entraîné sans cesser pour cela « d'être un bon sujet. »

On trouvera certainement cette indulgence bien extraordinaire de la part d'un homme aussi sévère et aussi rigide que le duc de Wellington.

Sa bonté d'âme éclate encore dans une foule d'autres circonstances. Le colonel Welsh, dans ses *Military reminiscences*, raconte l'épisode suivant dont il fut témoin. Le capitaine Mackay, officier instruit et brave, mais que sir Arthur Wellesley n'aimait point à cause de son orgueil et de sa roideur, avait été chargé, pendant la guerre des Mahrattes, de la direction du parc des bœufs. Ne trouvant pas ces fonctions en harmonie avec son caractère aventureux, il demanda à combattre avec le 4ᵉ régiment de cavalerie indigène auquel il appartenait. Cette proposition, contraire au bien du service, fut rejetée par l'adjudant général Barclay, qui avait pris auparavant les ordres du général en chef. Mackay, ne tenant aucun compte de ce refus, écrivit au duc que si son corps était engagé, il s'y joindrait à tout hasard : « Il savait bien, disait-il, que par là il perdrait sa position, mais du moins il espérait la perdre avec honneur. » En recevant cette lettre, Wellesley s'écria : *Que faire d'un pareil compagnon? je crois que nous devons le laisser aller*. Mackay prit en effet part à la bataille d'Assye, où il fit des prodiges de valeur; à la fin de la journée, il eut son cheval tué et fut lui-même haché par la mitraille. Quand on vint annoncer ce malheur à sir Arthur Wellesley, une larme brilla dans ses yeux : touchant hommage rendu à la mémoire d'un brave camarade...

Si parfois quelque officier, dans un accès de mauvaise humeur, adressait au duc une lettre peu convenable, au lieu de punir cet officier, Wellington l'engageait à reconnaître ses

torts et à retirer sa lettre. « Je ne garde pas rancune à « M. Downie, écrivit-il au général Mackenzie. Un homme qui « ressent si vivemeut un blâme aura soin de ne pas s'exposer « à en recevoir un second (1). » Et dans une circonstance « semblable, je vous prie, écrivit-il à un officier, d'examiner « de nouveau cette affaire..... et je vous assure que rien ne « me causera plus de satisfaction que d'avoir réussi à obtenir « que vous rétractiez des expressions que rien ne vous a « provoqué à employer contre un de vos chefs (2). »

Ayant été accusé par Morillo d'avoir de coupables préférences pour les maraudeurs anglais et de réserver toutes ses rigueurs pour les Espagnols, le duc se contenta d'écrire au chef immédiat de ce général (3) : « J'espère que Morillo retirera ses plaintes comme ayant été formulées dans un moment de mauvaise humeur à laquelle tout homme peut être « sujet. S'il ne le fait pas, il voudra bien au moins prouver « ce qu'il a avancé. »

On se rappelle que Ballesteros attaqua publiquement la nomination de Wellington au commandement en chef de l'armée espagnole, et cela dans des termes si violents, que les Cortès furent obligées de le destituer. Cette indigne conduite n'empêcha pas le duc de faire quelque temps après un éloge exagéré de Ballesteros : « C'est le seul homme, écrivit-il à « lord Liverpool, qui ait jamais fait quelque chose (4). »

Un jeune Anglais, employé depuis un mois au commissariat, avait adressé aux lords de la trésorerie une lettre (5) dans laquelle il disait que le commissaire général et ses officiers, aussi bien que Wellington lui-même, étaient des fripons ou des sots *(Knaves or fools)*, et qu'on pourrait épargner bien

(1) *Lettre* du 25 juin 1809.
(2) 18 août 1811.
(3) *Lettre* du 8 janvier 1814, *à don Freyre.*
(4) *Lettre* du 23 novembre 1812.
(5) *Despatches*, t. V, p. 376.

des millions au trésor public en adoptant un nouveau système d'alimentation dont il se prétendait l'inventeur. Wellington, informé de ce fait, se contenta d'écrire à lord Villiers, protecteur du jeune homme : « Je demande seulement qu'il « n'écrive plus de lettres à la trésorerie sur des sujets qu'il « ne peut comprendre (1). »

Après la campagne de France, un officier s'étant plaint au duc de n'avoir pas été compris sur les listes dressées par lui pour l'obtention de la croix du Bain, Wellington lui répondit de Vienne le 5 février 1815 : « L'explosion de ce mécontentement, tout injuste et blessant qu'il soit, ne m'a pas fait « oublier les services que vous et votre brave corps avez « rendus; aussi, quoique je craigne d'arriver trop tard, je « vous ai recommandé dans les termes les plus pressants au « secrétaire d'État. »

Ce n'est pas seulement à l'égard de ses frères d'armes et de ses concitoyens que le duc montrait cette longanimité; les soldats espagnols étaient traités avec la même indulgence. Ainsi, bien qu'il eût de nombreux sujets de plainte contre eux, il ne négligea aucune occasion de signaler leurs services dans les termes les plus chaleureux.

Plus d'une fois même, il eut la délicatesse de passer sous silence les fautes ou les lâchetés qu'ils avaient commises. Témoin son rapport sur la bataille de Talavera, où il s'abstint de mentionner la conduite honteuse des troupes de Cuesta, qui, le 27, avaient lâché pied devant la cavalerie de Milhaud (2).

Le duc prit encore généreusement la défense de ces troupes, lorsqu'après la bataille Cuesta ordonna de les décimer pour punir leur couardise. Il y avait déjà 50 hommes

---

(1) *Despatches*, t. V, p. 380.
(2) Voir t. I, p. 266.

fusillés, quand il parvint à décider le général espagnol à suspendre l'exécution de cette terrible sentence (1).

Sous les dehors d'une grande réserve, Wellington avait une âme tendre et compatissante (2). La mort de ses officiers lui causait un chagrin profond. Après la bataille de Vittoria, il écrivit à son frère : « La douleur que je ressens de la perte « de Cadogan m'empêche d'éprouver quelque satisfaction de « notre succès. » — Le lendemain de Waterloo, dans une lettre au comte Aberdeen, « je ne puis, dit-il, vous exprimer le « regret et le chagrin avec lesquels, en jetant les yeux autour « de moi, je constate les pertes que nous avons éprouvées..... « La gloire de pareils combats, si chèrement achetée, n'est « point une consolation pour moi. » — Et, le même jour, écrivant à son ami le maréchal Beresford, « nos pertes m'ont « réellement abattu, et je suis tout à fait insensible aux avan- « tages que nous avons acquis.... »

« Que Dieu me favorise assez, écrivait-il encore au prince « de Schwartzenberg, pour que je n'aie plus de batailles à « soutenir, car je suis désolé de la perte de mes anciens amis « et camarades (3). »

Ce vœu, exprimé dans un moment où les alliés étaient dans l'enivrement de la victoire, fait le plus grand honneur au caractère de Wellington.

---

(1) TORENO, t. III, p. 47.

(2) Il prenait une grande part au malheur de ses officiers ; témoin la lettre du 19 novembre 1812, où il exprimait à lord Paget, en termes simples et vrais, la douleur qu'il éprouvait de le voir prisonnier des Français, et le billet qu'il adressa à Maucune pour le remercier de ses bons procédés envers ce brave compagnon d'armes. (*Despatches*, t. IX, p. 564, 585.)

(3) *Lettre* du 26 juin 1815.

Napier rapporte qu'il vit le duc tout en larmes quand, après le terrible assaut de Badajoz, on vint lui annoncer que dans cette fatale nuit, plus de 2,000 de ses braves soldats avaient trouvé la mort.

Un témoin oculaire de la bataille de Waterloo raconte une scène analogue, que nous sommes heureux de pouvoir transcrire :

Le 19 juin, le médecin principal Hume étant entré dans la chambre du duc, avec la liste des tués et des blessés, trouva le général endormi et très-affaissé par la fatigue. Comme ses instructions étaient formelles, il n'hésita pas à l'éveiller. Le duc s'assit sur le bord du lit, et, sans demander aucune explication, dit au docteur : *lisez !* La lecture fut longue ; au bout d'une heure, M. Hume se sentant ému et fatigué s'arrêta ; il leva les yeux sur Wellington, celui-ci avait les mains convulsivement jointes et le visage inondé de larmes. Le duc ne parut pas d'abord remarquer le silence du docteur, mais au bout d'une minute : *Continuez*, dit-il, et jusqu'à la fin de cette pénible nomenclature, son attitude fut celle d'un homme en proie à la plus vive douleur (1).

Napoléon considérait ses soldats « comme des chiffres destinés à résoudre un problème (2). » Pourvu que la solution fût conforme à ses désirs, il ne regrettait rien. Le simple et modeste général de l'Angleterre était doué d'un cœur plus sensible ; il avait une opinion plus élevée de la nature hu-

---

(1) WELLINGTONIANA, p. 57.

(2) Ce sont ses propres expressions. Comme trait caractéristique, nous citerons le fait suivant, raconté par Napoléon lui-même :

Étant général commandant d'artillerie de l'armée d'Italie, , il voulut donner à la femme d'un député, qu'il avait connue à Nice, le spectacle de la petite guerre. En conséquence, il ordonna une attaque d'avant-poste dans le col de Tende, attaque sans objet et sans résultat. La jolie hôtesse de Nice fut satisfaite, mais plusieurs soldats payèrent de leur vie ce caprice d'une femme coquette et d'un général insensible aux souffrances humaines..... Il est juste de dire cependant que Napoléon s'est repenti de cette action..... à Sainte-Hélène.

maine. Il ne flattait point ses soldats, il ne leur tirait point l'oreille, mais il prenait soin de leur santé et ménageait leur sang avec une parcimonie dont les généraux français se sont moqués dans plus d'une circonstance (1).

Wellington fut aussi à l'égard de ses subordonnés d'une politesse extrême, et jamais on ne le vit s'abandonner à ces écarts de mauvaise humeur et de brutalité, si fréquents chez Napoléon (2). Aucun d'eux n'eut jamais à se plaindre d'un mot injuste ou d'une appréciation blessante. Dans ses ordres même les plus rigoureux, il employait un langage convenable et poli. Il avait à un haut degré ce calme et cette urbanité qui font respecter le commandement, cette distinction de manières et ce charme des relations privées qui révèlent toujours, ou la supériorité de la naissance, ou l'élévation naturelle du caractère. Wellington, dans ses ordres et dans ses lettres de service *invite, prie;* rarement il *ordonne* (3). Lorsqu'un de ses généraux se montrait brutal ou inconvenant, il ne manquait pas de s'en plaindre. Ainsi, le 21 septembre 1811, il écrivit à Campbell : « Il faut reprendre les négli- « gences ou les fautes dans un langage qui ne soit pas de « nature à blesser les sentiments de la personne à laquelle « les reproches s'adressent, et sans y mettre trop de véhé- « mence. »

Il donna un conseil analogue à Beresford, obligé de sévir

---

(1) On a dit que Wellington ménageait ses soldats plutôt par calcul que par philanthropie. Nous avons une meilleure opinion de lui. Tout en admettant qu'il fit bien, dans son propre intérêt, de conserver des hommes qu'il avait tant de peine à recruter et à former, nous croyons qu'il y avait dans sa sollicitude pour eux plus qu'un calcul égoïste. Cette opinion est fondée sur une étude approfondie des travaux et du caractère de Wellington.

(2) M. Thiers en cite plusieurs exemples que nous croyons inutiles de rappeler ici.

(3) Voir entre autres ses ordres du 23 mai 1812, du 2 juillet 1812, du 8 avril 1813, du 14 mars 1814, etc. L'avant-dernier de ces ordres commence ainsi : « Le commandant en chef « est toujours affligé quand il doit causer quelque peine aux officiers de l'armée; mais il « faut bien cependant qu'ils se persuadent qu'aucun des devoirs qu'ils sont appelés à rem- « plir, ne peut être négligé sans inconvénient sérieux pour le service, qui s'en ressent tôt ou tard. »

contre des officiers portugais qui avaient écrit directement à leur gouvernement, sans passer par son intermédiaire : « J'é-« viterais dans cette correspondance, dit Wellington, tout ce « qui sent la sévérité ou l'aigreur. Bornez-vous à une courte « relation des faits (1). »

Agissant d'après les mêmes sentiments, il mit à l'ordre du jour de l'armée, le 17 décembre 1813, cette recommandation, trop souvent négligée par ceux qui commandent : « Une personne inférieure en grade, comme toute autre per-« sonne, a le droit d'être traitée avec douceur et politesse. »

Dans d'autres circonstances encore, le duc engagea ses officiers à ne pas faire usage *d'expressions dures* à l'égard de leurs subordonnés : « Ces expressions, dit-il, ne sont nulle-« ment nécessaires ; elles blessent au lieu de convaincre (2). »

II

Nous venons de faire connaître Wellington dans ses rapports avec la guerre et avec l'armée. Il nous reste à le montrer aux prises avec toutes les difficultés de l'administration et de la politique. Dans cette seconde phase de sa vie, il ne nous paraîtra ni moins grand, ni moins digne d'admiration que dans l'autre. On ne sait en effet ce qu'il faut admirer le

---

(1) I would insert in this order or in the correspondence no severity or asperity ; only a « plain and short abstract of facts. »

(2) *Despatches*, t. VIII, p. 199.

On peut voir, t. V, p. 154, qu'au besoin Wellington savait rendre justice aux inférieurs et condamner les chefs qui faisaient abus de leur autorité.

plus, ou l'habileté avec laquelle il conduisit les opérations militaires, ou cette autre habileté, non moins précieuse, avec laquelle il parvint à surmonter les difficultés politiques, et à déjouer les intrigues de toute espèce qui entravaient l'exécution de ses projets.

On ne donnerait pas une juste idée du mérite de Wellington, si l'on négligeait de mentionner les embarras qui, depuis le premier jour de la guerre jusqu'au dernier, lui donnèrent plus de soucis que l'armée française elle-même.

En Portugal, il eut à combattre l'aristocratique et ombrageuse faction des Souza, que protégeait secrètement la cour du Brésil, l'inertie et la faiblesse du gouvernement de Lisbonne, l'indécision et l'hostilité latente du prince régent (1).

En Espagne, les juntes locales, où siégeaient les hommes les plus violents et souvent les plus hostiles à la Grande-Bretagne, excitaient les citoyens les uns contre les autres, sous prétexte de stimuler l'enthousiasme; elles gaspillaient les subsides et les armes que le ministère anglais, dans les premiers temps surtout, leur envoyait avec une profusion ridicule; enfin elles dérangeaient, tantôt par des mesures imprudentes et tantôt par une coupable inertie, les plans de défense les mieux combinés.

Les Cortès, imbues de l'esprit de réforme et livrées aux passions démagogiques qu'entretenaient les journalistes et la populace de Cadix, entravèrent constamment l'exécution des projets de Wellington, en refusant de décréter les mesures nécessaires, en adoptant des bases d'impôt vicieuses (2), en

---

(1) M. Thiers fait trop bon marché de ces difficultés, en disant : « La cour de Janéiro et la « régence se soumettaient bien vite dès que le général anglais agitait son redoutable sour- « cil. » T. III, p. 394.

Nous pourrions citer vingt circonstances où la cour et la régence se mirent en opposition ouverte avec Wellington. Au reste, nous les avons indiquées pour la plupart dans les volumes précédents.

(2) Le comte TORENO prétend, t. IV, p. 181, que ces bases étaient « entachées d'idées théo- « riquès » Entre autres lois de finances, les Cortès votèrent l'impôt sur le revenu avec

donnant aux troupes et aux capitaines généraux des ordres qui auraient dû émaner du chef responsable, ou en faisant des lois que repoussaient le clergé et le peuple des campagnes, les deux plus fermes appuis de la révolution (1).

Tandis que l'Espagne était remplie d'ennemis, et que les échos du canon se répercutaient jusque dans la salle des Cortès, les députés passaient le temps à faire des proclamations emphatiques, à discuter sur des questions de droit abstrait, à prendre les résolutions les plus absurdes. Croirait-on, par exemple, que dans le moment le plus décisif de la guerre, en 1813, les Cortès firent un décret statuant qu'à la demande des carmes déchaussés de Cadix, sainte Thérèse de Jésus serait honorée comme la patronne de l'Espagne (2).

En Portugal, la princesse Charlotte, femme du prince régent ne cessait de fomenter des intrigues et de contrecarrer la diplomatie anglaise pour être mise à la tête du gouvernement.

A ces embarras, il faut ajouter l'ignorance profonde, la morgue et l'ombrageuse susceptibilité des généraux espagnols; — la mauvaise constitution de l'armée dite régulière, — le peu de sympathie qui existait entre cette armée et les *partidas* (3), — la haine innée des Espagnols pour les Portugais; — le manque absolu de ressources locales, — le mauvais vouloir des gouvernements et des peuples de la Péninsule; — enfin, la faiblesse ou l'incurie du ministère anglais,

---

échelle progressive, qui, à la longue, dévore le capital et nuit aux pauvres, sous prétexte de les favoriser. Elles imposèrent aussi, à l'exemple de la Junte centrale, les voitures de luxe, « bien qu'elles eussent toutes disparu. »

(1) Parmi ces lois, on doit citer surtout celle portant suppression de l'inquisition, loi très-inopportune, qui faillit, au dernier moment, jeter le clergé et le bas peuple dans les bras de la France.

(2) TORENO, t. V, p. 151.

(3) Les *partidas* étaient formés en grande partie de campagnards dévoués au clergé et à la noblesse.

L'armée régulière, placée sous le commandement de généraux soumis aux juntes, traitaient ces corps en ennemis politiques et en rivaux.

qui non-seulement n'avait aucune expérience des choses de la guerre, mais se trouvait encore soumis aux caprices d'une nation dont les mœurs et les institutions répugnent à la carrière des armes (1). « Cette nation, dit un des historiens les plus estimés de la Grande-Bretagne (2), offre un étrange assemblage de qualités chevaleresques et mercantiles : justement orgueilleuse de sa gloire historique et déraisonnablement jalouse de ses dépenses militaires, avide outre mesure de célébrité guerrière, et cependant impatiente de préparer une paix ruineuse, laissant ses établissements sans ressources quand le danger est passé, et redoutant, plus qu'aucune autre, la défaite quand le danger est présent ; rêvant de Crécy et d'Azincourt en temps de guerre, et ne songeant en temps de paix qu'à faire des réductions économiques. »

Non-seulement Wellington avait à pourvoir aux besoins de son armée, il devait encore régénérer en quelque sorte la na-

---

(1) « De tous les peuples civilisés, dit un auteur anglais (Francis Head), il n'en est pas un qui ait moins d'idées et de connaissances militaires que les Anglais. Élevés dans la ferme croyance qu'une armée permanente est inconstitutionnelle, ils sont jaloux de ce qui en a seulement l'apparence. Cet éloignement, cette aversion pour tout ce qui se rattache à la vie militaire est plus forte encore, s'il est possible, parmi les classes ouvrières, qui considèrent les habits rouges comme autant d'ennemis naturels de leurs libertés, et qui aiment mieux en général se laisser emprisonner comme indigents dans un *workhouse* que d'endosser l'uniforme et de manger la ration du soldat. Aussi l'armée se compose-t-elle du rebut de la société. »

Le colonel Napier exprime la même opinion : « Le peuple anglais, dit-il, est belliqueux sans être militaire, et sous le prétexte de maintenir une liberté qu'il ne possède pas, il s'oppose en temps de paix à tout établissement utile ayant rapport à la guerre. Jugeant sur les bancs de l'école la discipline et la valeur des Romains, et ne faisant aucune attention à leurs institutions, l'Anglais, à l'instar de l'antique république, veut la liberté au dedans, la conquête au dehors, mais il recule devant l'idée de perfectionner son système militaire, comme chose incompatible avec une constitution que cependant il laisse violer par chaque ministre. » (T. VIII, p. 206.)

Wellington ne juge pas sous ce rapport son pays avec moins de sévérité : « L'armée, dit-il, est étrangère en Angleterre, inconnue dans l'ancienne constitution du pays. Elle ne doit ou n'est supposée servir qu'à la défense de ses possessions étrangères. Elle est dédaignée par les habitants, surtout par les hautes classes, dont quelques-unes ne permettent jamais qu'un membre de leur famille prenne service. Le bas peuple même fera tous ses efforts pour trouver les moyens d'acheter le congé d'un parent qui s'est enrôlé, et cela malgré les avantages de la paie, etc., dont jouit le soldat comparativement au salaire d'un simple ouvrier. » *Memorandum* du 22 avril 1829, sur la discipline de l'armée. Voir encore ALISON, t. VIII, p. 151, et la *lettre* écrite par *Wellington à J. Villiers*, le 30 mai 1809.

(2) ALISON.

tion portugaise, la faire sortir de son caractère et de ses habitudes, l'exciter et l'encourager, sans avoir ni le droit de punir ni celui de récompenser; — lutter contre des abus anciens et respectés, contre le désordre de l'administration civile et contre de vieilles institutions protégées par de nombreuses intrigues et de hautes influences sociales ; — il devait enfin, sans faire appel aux idées révolutionnaires, combattre l'aristocratie, fortement attachée à ses prérogatives, et soutenir le peuple, seul élément vivace et patriotique de la nation,

Jamais peut-être commandant d'armée ne se trouva dans une situation plus difficile et plus complexe.

Livré à lui-même, sans conseils, et presque sans appui, avec des caisses la plupart du temps vides, et des généraux de second ordre, il devait songer et pourvoir à tout. Sa responsabilité était immense, et ses moyens d'action circonscrits par une foule d'obligations difficiles : obligation de respecter les institutions et les lois de la Péninsule, ainsi que l'autorité de ses magistrats ; — obligation de ne rien prendre aux habitants sans leur en payer exactement la valeur ; — obligation de suivre pour la discipline de l'armée anglaise des règlements défectueux, moins faits pour le temps de guerre que pour le temps de paix ; — obligation de rendre compte de tout au gouvernement et d'obtenir son approbation pour les mesures que, dans toute autre armée, le commandant en chef décide sous sa responsabilité personnelle ; — obligation enfin de conformer ses actes aux vœux de la nation anglaise, aux exigences et parfois même aux caprices du Parlement.

Pour parer à l'insuffisance du recrutement, Wellington créa dans le Portugal une armée nationale qui lui donna dans la suite 30,000 hommes de troupes excellentes (1) ; —

(1) Dès 1809, 20,000 Portugais, commandés par des officiers anglais, furent pris à la solde de l'Angleterre. ALISON, t. VII, p. 327.

pour suppléer au manque d'argent, il fit le commerce des grains sur une vaste échelle et s'engagea, à ses risques et périls, dans des spéculations hasardées sur les fonds publics; — pour faire face à la dépréciation du papier anglais (1) et se soustraire aux manœuvres des agioteurs, il institua des banques, émit des billets, frappa des pièces d'or (2), et déploya en un mot toutes les ressources d'un véritable génie financier. Lui-même disait un jour, faisant allusion à ces difficultés, « qu'en se représentant les efforts qu'il avait faits dans la Péninsule, il lui semblait que la nature l'avait plutôt formé pour être chancelier de l'échiquier que ministre de la guerre ou commandant d'armée (3). » Sa longue expérience des intrigues de l'Inde l'avait rendu particulièrement propre à lutter contre la politique rusée et versatile des peuples de la Péninsule, et sa participation active au gouvernement du Mysore avait développé, à un haut degré, ses heureuses dispositions pour les affaires politiques et l'administration civile. Un général dépourvu de ces qualités aurait probablement échoué en Espagne, quelque grands d'ailleurs qu'eussent été ses talents militaires. On ne saurait trop le répéter : une condition essentielle de succès pour Wellington fut de se maintenir au milieu de trois gouvernements, dont les intérêts furent presque toujours opposés, et de conduire les opérations militaires sans froisser ni le Parlement dont il relevait, ni les régences d'Espagne et de Portugal, dont le concours lui était si nécessaire,

---

(1) La situation du crédit anglais était si variable, que le papier baissa tout d'un coup de 20 p. c. en 1812. On comprend que ces promptes variations devaient donner de grands embarras à un général obligé de pourvoir à la subsistance de ses troupes au moyen des ressources du trésor.

(2) En 1814, il frappa des pièces d'or à l'effigie de Napoléon pour éviter la dépréciation des pièces anglaises et faciliter les transactions.

(3) Déjà le marquis Wellesley avait remarqué dans l'Inde la grande aptitude de son frère pour les finances. (Voir ses *dépêches.*) On a retrouvé, par hasard, dans les archives du trésor de Seringapatam, un document rédigé par le colonel Wellesley, à une époque de crise financière produite par l'avilissement prolongé des valeurs monnayées, et dans lequel ce jeune officier prédit nettement ce qui est arrivé. *Times : Memoirs,* etc., p. 123.

ni les armées indigènes avec lesquelles il devait opérer, ni même les prétendants éventuels aux trônes laissés vacants, et dont l'influence quoique fâcheuse devait être ménagée.

Bonaparte qui, avec des qualités infiniment supérieures à celles du général anglais, avait un tempérament irascible, un caractère brusque, un orgueil immense, eût moins bien réussi peut-être s'il se fût trouvé dans la même situation. Autre chose, en effet, est de commander aux armées d'une nation militaire, sur laquelle on exerce un pouvoir absolu, sans contrôle, et autre chose est de conduire l'armée d'un peuple ombrageux et libre, dont l'éloignement pour la carrière des armes est tel qu'en tout temps il doit enrôler des mercenaires, et quelquefois même (comme il arriva sur la fin de la guerre d'Espagne) vider ses prisons pour trouver un nombre suffisant de recrues (1).

Il résulte de ce qui précède, que le rôle de Wellington, dans la Péninsule, fut celui d'un général administrateur, financier et diplomate. En Portugal notamment, il eut à s'occuper de toutes les questions qui se rattachent directement ou indirectement à la vie d'un peuple : industrie, finances, commerce, agriculture, etc. Sa correspondance fournit à cet égard les renseignements les plus curieux. Elle renferme entre autres plusieurs mémoires ayant pour but de démontrer au prince régent la nécessité de réformer les branches de l'administration, viciées par des abus que les *fi-*

---

(1) Nous sommes entré dans ces détails, parce que l'opinion générale en France est que Wellington n'éprouva jamais aucune difficulté dans le commandement et dans l'administration des troupes. Le maréchal Marmont, en plusieurs endroits de ses mémoires, prétend que le duc avait 6,000 mulets de transport pour ses vivres, et que ses chevaux étaient nourris avec du foin venant de l'Angleterre. C'est prendre l'exception pour la règle.

Non moins inexacte est l'appréciation suivante du même écrivain, destinée à rendre compte des succès de Wellington et des revers successifs de l'armée française : « Le « général anglais, commandant seul sur la frontière, libre de ses mouvements, disposait « sans contestation, suivant ses calculs et ses combinaisons, des moyens puissants qui lui « étaient confiés par son gouvernement : la régence portugaise, présidée par un de ses com- « patriotes, était à ses ordres ; les ressources en hommes et en argent du Portugal étaient « à sa disposition... » *Mémoires*, t. IV, p. 37.

dalgos voulaient perpétuer au détriment des classes inférieures. Tantôt Wellington signalait au prince l'injuste répartition des impôts et les faveurs dont jouissaient, en matière de conscription, les nobles et jusqu'aux domestiques des nobles; tantôt il lui faisait des représentations au sujet de l'état misérable des ouvriers portugais, de l'inégale répartition des subsides de l'Angleterre, des vices de l'administration locale et du mauvais vouloir de ses agents; tantôt encore il lui indiquait le moyen de faire revivre l'agriculture dans les districts dévastés par la guerre.

Ce fut une des qualités prééminentes de cet homme illustre de pouvoir s'occuper d'une foule de questions accessoires sans négliger les intérêts du commandement, et d'y apporter même son attention dans des circonstances où on devait le croire sous l'empire d'autres préoccupations. Ainsi, le 24 juin 1812, en présence de Marmont et après un engagement sérieux, que ses habiles dispositions avaient fait tourner à l'avantage des alliés, il écrivit, le soir dans sa tente, un mémoire détaillé sur l'établissement d'une banque en Portugal : « traitant ce sujet ainsi que d'autres projets financiers dans « tous leurs détails, et de main de maître (1). »

Dans les diverses réformes proposées par Wellington, on reconnaît un double but : arriver le plus tôt possible à l'af-

---

(1) NAPIER, t. IX, p. 164.
Nous devons faire observer toutefois que Wellington trouva dans lord Charles Stuart, envoyé de la Grande-Bretagne, un collaborateur intelligent et dévoué. Quant aux hommes d'État portugais, il n'en reçut pour ainsi dire aucune assistance. Les uns étaient hostiles, et les autres, à l'exception de Redondo, de Noguera et de Forjas, très-peu capables.

franchissement de la Péninsule, et rendre plus tolérable la situation matérielle des classes pauvres.

Le duc fut assez heureux pour faire adopter quelques-unes de ces réformes, malgré l'opposition des *fidalgos* et la résistance prolongée de la cour de Rio-Janéiro.

Il est assurément curieux de voir le représentant de l'aristocratie anglaise se faire en Portugal réformateur populaire : « Si le gouvernement de Lisbonne, écrivait-il le 11 mai 1810 « à Charles Stuart, veut que les classes inférieures renoncent « à leurs intérêts privés et à leurs occupations pour le ser- « vice public, s'il est prêt à les punir pour la moindre infrac- « tion, il doit commencer par agir sur les classes supé- « rieures. Ce sont celles-là surtout qu'il faut obliger à rem- « plir leurs devoirs, et il n'y a pas de nom si illustre, il n'y « a pas de protection si forte qui puissent sauver du châti- « ment quiconque ne fait pas ce qu'il doit pour le salut de la « patrie. »

Nous rappelons avec intention cette lettre, parce qu'on a dit mainte fois que le duc de Wellington n'avait jamais soutenu aucune idée généreuse ou populaire. De là même est venue cette qualification d'*iron duke* ou *duc de fer* sous lequel on le désignait en Angleterre. Cependant rien ne justifie moins cette épithète que la vie de Wellington, si remplie de traits de générosité, tout entière consacrée à la défense des intérêts nationaux, par leur nature même si populaires. Aux déclamations des hommes de parti, nous opposerons des faits irréfragables : la lutte incessante du duc pour l'affranchissement de la Péninsule ; — l'énergie qu'il déploya à défendre les intérêts du bas peuple en Portugal ; — l'opposition qu'il fit au gouvernement anglais pour l'empêcher de ruiner l'Espagne par l'émancipation des colonies ; — sa glorieuse initiative auprès de la régence de Madrid pour obtenir, à la fin de la guerre, l'amnistie de tous les citoyens qui gémissaient dans l'exil ; — sa conduite éclairée, généreuse envers la nation

française ; — son refus de seconder les tentatives prématurées du duc d'Angoulême (1) ; — sa puissante intervention pour garantir les monuments de Paris contre la fureur des Prussiens ; — ses efforts intelligents pour engager les souverains alliés à ne pas imposer aux vaincus de trop dures conditions ; — enfin l'appui de son nom et de sa popularité donné au gouvernement anglais pour arracher à son propre parti la réforme des lois sur les céréales et la grande mesure de l'émancipation catholique.....

Nous défions qu'on cite un membre du parti libéral, en Angleterre, ayant rendu plus de services à la cause de la liberté et du progrès.

Sans doute Wellington n'a pas été le soutien quand même de toutes les idées neuves. Par ses opinions sur l'influence de la propriété et sur le rôle des traditions dans le gouvernement des peuples, par ses habitudes, ses relations de famille et d'amitié, il appartenait à ce grand parti conservateur, si décrié et néanmoins si puissant encore en Angleterre, qui n'accepte les réformes que comme des remèdes extrêmes. Cependant il ne craignit pas de se séparer de ce parti, dans l'intérêt des classes inférieures, toutes les fois qu'il put le faire sans toucher au fondement de ses croyances politiques. Le duc n'était pas homme à épouser les querelles, les préventions, les haines des chefs de parti, et moins encore, à se faire l'instrument docile de leur ambition (2). Avant d'être tory il était Anglais, et avant d'être Anglais il était homme. On sait que les ultra-conservateurs de la Grande-Bretagne haïssaient dans Napoléon le chef armé et le représentant de la démocratie euro-

---

(1) Voir sa *lettre* du 29 mars 1814, *au duc d'Angoulême*, et celle du 11 avril de la même année, *au comte Bathurst*.

(2) Le 17 septembre 1808, Wellington écrivait à John Moore : « Quoique j'aie occupé un « haut emploi du gouvernement, je ne suis pas un homme de parti ; » et le 7 avril 1810, à l'amiral Berckeley : « On pourrait faire beaucoup à présent, s'il y avait moins d'esprit de « parti en Angleterre et plus d'esprit public. »

péenne. Aussi leur désappointement fut extrême quand, vers la fin de la guerre d'Espagne, ils virent les démocrates gagner de l'influence dans les Cortès et se montrer favorables à une transaction avec le roi Joseph. Wellington tout le premier déplora ce fait; et nonobstant il ne fit rien pour s'y opposer, crainte d'exciter la guerre civile. Il donna, au contraire, au gouvernement le conseil « de se tenir en dehors des « luttes intérieures et de se borner à soutenir la guerre en-« gagée contre les Français (1). » « Sa haute sagesse, dit Napier, empêcha seule les tories d'apporter à cette époque dans le gouvernement intérieur de l'Espagne, leur dangereuse intervention, qui n'aurait pas manqué de donner lieu à une rupture ouverte (2). »

Ce fut encore Wellington qui, en 1814, s'opposa de toutes ses forces à ce qu'on fît violence aux sentiments du peuple français en le forçant à se prononcer contre Napoléon, avec qui les négociations n'étaient pas encore rompues. « Ne pres-« sez pas le peuple de se déclarer, écrivit-il à lord Bathurst (3), « et laissez-lui, comme au plus intéressé, le choix du temps « et du mode suivant lesquels il doit agir pour atteindre « son but. »

Loin de pousser à la réaction, comme on l'a dit, Wellington prêcha constamment la tolérance. Il déplora l'aveuglement des conseillers de Louis XVIII (4), et il blâma ce prince d'appeler dans son conseil les membres de sa famille, de former un ministère sans unité et non responsable, de créer une maison militaire choisie ailleurs que dans l'armée, et de s'entourer de personnes qui n'avaient pas un véritable intérêt au maintien de la Charte (5).

---

(1) Voir sa *lettre* du 5 septembre 1813, *au comte Bathurst*.
(2) T. XII, p. 95.
(3) 11 avril 1814.
(4) Dans sa *lettre* du 6 juillet 1815, *au duc d'Orléans*, il attribuait la chute de Louis XVIII « aux *trivial faults or rather follies of his civil administration.* »
(5) THIBAUDEAU, t. X, p. 457.

Après Waterloo, ce fut encore lui qui donna au roi de France les premiers conseils empreints de libéralisme et de modération : « Que Votre Majesté, écrivit-il, se fasse précéder « par quelque document ou acte qui annonce des intentions « d'oubli et de pardon ; qu'elle promette de marcher dans « la voie de la Charte... »

Les vues éclairées de Wellington étaient à cette époque si bien appréciées en France, que des patriotes s'adressèrent à lui pour obtenir des garanties, comme en 1814, ils s'étaient adressés à Alexandre pour obtenir la Charte. Fouché aima mieux traiter avec lui qu'avec Louis XVIII. Il lui écrivait le 27 juin : « C'est par vous surtout que les Français sont con- « nus et appréciés. Vous voterez pour leurs *droits* au milieu « des puissances de l'Europe. » Le duc répondit si bien à cette attente, que le premier acte des souverains alliés fut de déclarer « que la capitulation de Paris ne les liait point, étant l'œuvre personnelle de Wellington et de Blücher, » déclaration qui motiva la restitution des objets d'art, suivie bientôt après de la retraite du ministère semi-libéral de Talleyrand, formé sous les auspices du général anglais (1).

La correspondance de Wellington prouve qu'il fut contraire aux rigueurs déployées par Ferdinand contre les libéraux des Cortès, et qu'il insista pour que le roi octroyât à son peuple une constitution en harmonie avec les idées et les besoins de l'époque (2).

Enfin, comme témoignage de son libéralisme et de ses sentiments d'humanité, nous citerons encore l'aversion du

---

(1) Wellington avait fait nommer Fouché ministre de la police, parce qu'il le savait opposé aux mesures réactionnaires que les émigrés méditaient contre les patriotes et les Bonapartistes.

(2) Voir les *lettres de Wellington*, du 25 mai 1814, *à Charles Stuart ;* du 31, *au général Freyre*, et du 4 août, *au duc de San-Carlos.*

duc pour la traite des nègres, qu'il appelait un *odieux trafic* (1).

Cependant, quoique ami sincère du peuple, Wellington (et c'est peut-être là ce qui l'a fait passer pour un homme peu libéral) était inaccessible aux trompeuses illusions de la démocratie pure. Il avait vu de trop près les intrigues, les désordres et les secrètes ambitions de ce parti ; il avait trop souffert des suites de son incapacité politique et de son ombrageuse susceptibilité ; trop bien constaté l'impuissance de l'assemblée populaire des Cortès et de la démocratique constitution espagnole pour n'être pas l'ennemi déclaré d'une opinion qui, se trouvant en possession du gouvernement, et jouissant d'une entière liberté d'action, avait néanmoins fait plus de mal que de bien à la cause nationale : « Je ne puis « penser, disait-il, que l'Espagne soit une alliée utile à l'An« gleterre, ni même simplement l'alliée de l'Angleterre, tant « que le système républicain subsistera. »

Vers la fin de 1813, les choses allèrent même si loin que, pour éviter une rupture ouverte du gouvernement avec le clergé et les populations rurales, Wellington hésita un moment sur le point de savoir s'il ne devrait pas soutenir les généraux espagnols qui désiraient le renversement des Cortès (2). C'est parce que les Espagnols lui avaient donné tant de raisons d'abhorrer l'anarchie, conséquence infaillible des

---

(1) Dans sa *lettre* du 4 août 1814, *à Don Carlos*, il se prononçait contre ce trafic « *dont toute l'Europe*, disait-il, *commence à avoir horreur.* »

(2) « Je vous prie de me faire connaître, écrivait-il à Bathurst, si dans le cas où je trouve« rais le moyen d'abattre la démocratie, je pourrais compter sur l'approbation et l'appui du « gouvernement... »

A l'époque où Wellington écrivait cette lettre, il était fermement convaincu de l'impuissance des Cortès à faire le bien, et du danger que courait l'Espagne de retomber sous le joug de la France. Dans l'espoir de conjurer ce malheur, il écrivit, le 29 janvier 1813, à l'un des membres les plus influents et les plus sensés des Cortès, pour lui exposer ses vues sur les moyens propres à doter l'Espagne des bénéfices d'une sage liberté. Cette lettre, par laquelle le duc proposa de modifier la Constitution dans le sens des idées anglaises, témoigne de ses bons sentiments, et prouve qu'il n'a jamais songé à établir dans la Péninsule un gouvernement despotique.

réformes anticipées, qu'il se montra si sévère dans son propre pays pour les agitateurs de l'Irlande et pour ceux qui essayèrent d'obtenir par voie d'émeute la réforme parlementaire.

Les whigs ont blâmé cette rigueur excessive, et les tories, au contraire, lui ont fait un reproche d'avoir donné trop de gages aux libéraux, en appuyant le bill de l'émancipation et le retrait des *corn-laws*. Au point de vue de ceux qui mettent leur honneur à servir aveuglément un parti, qui rejettent comme indigne toute concession faite aux circonstances ou aux nécessités gouvernementales, qui se montrent tellement soucieux de leur individualité, qu'ils laisseraient périr l'État pour sauver ce qu'ils appellent leurs principes et leur dignité; au point de vue de ces hommes absolus, Wellington devait être en effet un médiocre politique. Mais sa vaste intelligence et son noble caractère lui firent dédaigner toute opposition inspirée par d'autres sentiments que celui du bien public et de l'honneur national. Il n'eut, du reste, jamais aucun souci de cette popularité de mauvais aloi, qui s'obtient en flattant les masses ou en les berçant de vaines illusions. Le bien-être réel du peuple, en dehors de toute préoccupation politique, le repos intérieur de la Grande-Bretagne et les nécessités du gouvernement étaient les seuls intérêts dont il se préoccupât sérieusement et toujours. Il avait en un mot trop d'esprit national pour être accessible à l'esprit de parti; c'est pourquoi il n'éprouva jamais aucun embarras, aucune honte, à passer d'un camp dans l'autre, et à siéger dans les conseils de la couronne avec des hommes de toutes les opinions. Au surplus, ces changements de drapeau, qui laissent toujours un peu d'ombre sur les caractères, et qu'en thèse générale on a raison de condamner, sont plus fréquents en Angleterre que dans d'autres pays constitutionnels. William Pitt, Canning, Castlereagh, Wellington, sir Robert Peel, lord Aberdeen, John Russel et lord Palmerston, en offrent de frappants exemples. Chose digne de remarque,

non-seulement tous ces hommes d'État ont rendu d'éminents services à leur pays, mais les grandes réformes et les mesures les plus importantes pour la Grande-Bretagne ont été soutenues par des ministères *mixtes,* composés d'hommes de talent qui, au prix de mutuelles et patriotiques concessions, s'étaient imposé la tâche de gouverner entre les partis extrêmes, et malgré ces partis.

Les principes, aux yeux de Wellington, avaient peu de valeur; il ne considérait que les résultats.

En Portugal, l'intérêt commun exigeait qu'il soutînt le peuple contre les prétentions de la régence et des *fidalgos,* parce que le peuple était seul énergique et dévoué; en Espagne, au contraire, il fut amené à soutenir le parti du clergé et des nobles contre le tiers-état, parce que l'alliance de ce parti pouvait seul offrir des garanties à l'Angleterre, après que la France eut pris à l'égard des Espagnols une attitude libérale (1).

Le même désintéressement et le même désir de voir triompher la bonne cause l'engagèrent en 1813 à défendre la régence espagnole (où cependant il n'avait que des ennemis), parce qu'elle repoussait le traité de Valençay, qui menaçait l'Angleterre et l'Espagne des plus graves complications. Bien que Wellington détestât les Cortès pour le moins autant que la régence, il fit de louables efforts, quand la guerre fut terminée, pour engager les généraux espagnols à soutenir cette assemblée dans sa résistance contre les prétentions de Ferdi-

(1) Dès l'origine de la guerre, en effet, les démocrates avaient manifesté les sentiments les plus hostiles pour les Anglais. En 1812, on disait ouvertement à Cadix, que le joug des Français était préférable à la protection de la Grande-Bretagne. Malgré cette hostilité flagrante, Wellington ne prit aucune part à la politique intérieure de l'Espagne. Il donna même plusieurs fois à son gouvernement le conseil de garder une stricte neutralité, témoin l'extrait suivant d'une *lettre* adressée par lui *à Bathurst,* le 5 septembre 1813 : « Je conseille au « gouvernement de se défier de la démocratie et de ne se mêler de rien tant que ce gouver- « nement subsistera dans le pays, excepté de la continuation de la guerre et de l'expulsion « des Français. »

nand VII (1). Ce même bon sens pratique le rendit hostile à la constitution espagnole, qui entravait l'action du gouvernement et de l'autorité militaire; — aux Cortès qui, suivant l'exemple de toutes les assemblées populaires, cherchaient à réunir dans leurs mains inhabiles tous les pouvoirs de l'État (2), — et à la régence, qui opposait à chaque mesure utile proposée par le général en chef des fins de non-recevoir, basées tantôt sur des scrupules de légalité, tantôt sur l'inadmissible considération de l'amour-propre national. Wellington avait cent fois raison, lorsqu'il écrivit au ministre de la guerre espagnol : « Quand l'ennemi est dans le pays, il faut « faire tout ce qui tend le plus directement à l'en expulser, « quels que soient les principes constitutionnels qui peuvent « être violés par ces mesures (3). »

Cette manière d'agir et de raisonner prouve que le duc ne regardait pas le pouvoir comme un moyen de faire triompher ses idées ou ses principes. Il avait une plus haute et plus patriotique idée de la mission de l'homme d'État, idée que Robert Peel exprima si bien dans une occasion solennelle: « Mon dédommagement pour les sacrifices que le pou- « voir m'impose, dit-il, c'est l'espoir de cette honorable re- « nommée qu'on n'acquiert qu'en suivant fermement la route « qui, selon notre jugement, toujours faillible, conduit au « bonheur du pays (4). »

Wellington, accusé d'apostasie par les chefs du parti conservateur, aurait pu en toute vérité s'appliquer les belles

---

(1) On sait que l'armée du général Elio se prononça ouvertement contre l'assemblée des Cortès, et que celle d'Eguia, sur l'ordre du roi, coopéra à l'arrestation de deux membres de la régence et de plusieurs députés. La troisième armée était disposée à suivre le même exemple, mais comme elle agissait alors de concert avec Wellington, celui-ci usa de son influence et de son autorité pour la maintenir dans le devoir. Ce fait est attesté par le comte TORÉNO, t. V, p. 491.

(2) Voir la *lettre* de Wellington du 4 novembre 1810, *à Henri Wellesley*.

(3) 4 décembre 1812.

(4) Discours prononcé en 1842, à propos de la question des céréales.

paroles de Cicéron : « Ce que j'ai appris, ce que j'ai vu, ce que j'ai lu dans les écrits célèbres, ce que m'ont enseigné les hommes les plus sages comme les plus illustres, et de cette république et des autres cités, c'est qu'il ne convient pas que les mêmes personnes soutiennent constamment les mêmes avis, mais bien les avis que commandent l'état des affaires, la disposition des temps et l'intérêt de la paix publique (1). »

Au nombre des institutions libérales, il en était une pour laquelle le duc avait peu de sympathie, bien qu'il la trouvât utile (2) : c'est la liberté de la presse. Il faut convenir qu'il était payé pour ne pas aimer beaucoup cette liberté. La presse en effet donna le signal de l'opposition scandaleuse que provoqua en Angleterre l'arrangement de Cintra ; elle demanda et obtint le rappel des généraux vainqueurs, mesure qui probablement eût brisé la carrière de Wellington, n'eussent été l'influence de sa famille et le prestige de ses victoires antérieures. Ce furent encore les appréciations inexactes et perfides des journaux de Londres sur la retraite de John Moore, sur la campagne de 1809, et sur l'insuccès de l'attaque de Burgos qui, changeant en hostilité violente l'enthousiasme du peuple anglais, faillirent provoquer le rappel de l'armée péninsulaire. D'autre part les gazettes de Lisbonne, de Cadix et de Madrid s'appliquèrent à dénaturer avec une rage inouie tous les actes de Wellington, dans le but de le rendre suspect aux

(1) *Pro C. Plancio*.

(2) « La liberté de la presse est sans contredit une bonne chose, et il est assez difficile sans « doute de fixer les limites où elle doit s'arrêter. » *Wellington à H. Wellesley*, 11 novembre 1810.

Dans une lettre adressée vers la fin de 1813 au comte de l'Abisbal (O'Donnel), Wellington avoue qu'il fut hostile à la constitution espagnole, parce qu'elle admettait la liberté de la presse, et qu'elle n'accordait pas à la propriété l'influence qu'elle doit naturellement exercer.

Cortès, à la régence et au peuple. Elles n'épargnèrent pas même les généraux espagnols, d'autant plus malheureux de ces attaques, qu'ils n'avaient d'autre autorité que celle résultant de l'opinion publique et de la confiance des troupes.

La presse nationale était en grande partie livrée à des hommes turbulents, qui semaient partout, à leur insu peut-être, des germes de faiblesse et d'anarchie. Son insolence augmenta avec l'éloignement du danger. En 1813, elle ne garda plus aucune mesure. Wellington et ses braves officiers, les véritables sauveurs du pays, furent qualifiés de pillards et d'assassins. On alla même jusqu'à prêter au général en chef le projet de se faire roi d'Espagne.

Ces calomnies et ces injures toutefois firent moins de tort à Wellington que l'indiscrétion ordinaire des journaux anglais, habitués à publier dans leurs colonnes tous les renseignements qu'ils pouvaient se procurer sur l'état et la situation de l'armée alliée. Les officiers et le ministère anglais se rendirent eux-mêmes complices de cet abus, en livrant à la publicité des détails que les généraux français eussent vainement cherché à obtenir, et dont ils faisaient un continuel usage. « Je connais des articles de journaux, écrivait Wellington en « 1813, qui ont servi à établir des plans d'opérations. »

Toutes les démarches du duc pour mettre un terme à ces coupables indiscrétions demeurèrent infructueuses. Cependant, il ne s'était pas fait faute de prévenir le ministère à temps :

« Je prie Votre Seigneurie, écrivait-il à lord Liverpool, « en 1809 (1), de me permettre d'appeler son attention sur « les articles publiés fréquemment dans les journaux anglais, « et qui décrivent la position, le nombre, les desseins et les

(1) Le 21 novembre.

« moyens d'exécution des armées en Espagne et en Portugal.....

« Plusieurs fois, les journaux anglais ont annoncé exactement, non-seulement quels étaient les régiments placés « en tel ou tel endroit, mais encore le nombre d'hommes « valides dont chaque régiment se composait; et ces renseignements arrivaient à la connaissance de l'ennemi, en « même temps qu'à la mienne, dans un moment où il était « très-important qu'il ne sût rien (1). »

Il n'est pas étonnant qu'un général à qui la presse avait fait tant de mal, lui gardât quelque rancune et fit éclater de temps en temps sa mauvaise humeur en apostrophes violentes contre les journalistes.

Les auteurs qui ont blâmé la tendance de Wellington à juger, sans distinction de parti, les idées et les institutions d'après les résultats qu'elles produisaient, et qui ont pris pour de la faiblesse et de la versatilité ce qui était en réalité une preuve de force morale et de bon sens pratique, ne se sont pas fait faute de contester les titres du duc comme homme d'État.

Si l'on entend par capacité politique l'habitude des joûtes parlementaires, le secret d'affermir ou d'ébranler, par de subtiles manœuvres, la situation d'un ministère; l'art de préparer le terrain où doivent s'asseoir tour à tour les ambitions individuelles; le talent d'attacher à sa fortune des influences naissantes, de conserver d'anciens appuis et d'en préparer de nouveaux; ce genre d'habileté enfin qui consiste à savoir diriger ou combattre les mille intrigues et les passions de tout genre qui entretiennent la vie dans les États constitutionnels;

(1) Pour de plus grands détails voir les *annexes*.

— si l'art de gouverner comprend toutes ces choses, Wellington était un homme d'État médiocre.

Mais si l'on doit accorder ce titre uniquement à celui qui conçoit, tente et mène à bonne fin des entreprises grandes, nobles, courageuses; à celui qui sait vaincre les difficultés imprévues, débrouiller les situations complexes, se créer des ressources alors que tout semble faire défaut, et garder son sang-froid et sa sérénité au milieu des passions en délire; à celui qui découvre le bon chemin quand tous les autres s'égarent, tient tête à l'intrigue, déjoue les projets coupables et méprise les vaines satisfactions de l'amour-propre dans la poursuite d'un but utile; à celui enfin qui prépare sagement ses projets et les exécute avec autant d'énergie qu'il a mis de prudence à les concevoir, de précaution à les élaborer; — si c'est là ce qui distingue la science politique, Wellington fut certainement un homme d'État illustre! Ce qu'il a fait dans la Péninsule pour soutenir la guerre et en préparer le succès, malgré les entraves que lui opposèrent les populations et les gouvernements indigènes, la nature du pays, et surtout les vues opposées des cabinets de Londres, de Madrid, de Lisbonne et de Rio-Janéiro,—ni Canning, ni Castlereagh, ni Perceval, ni Liverpool, ni Robert Peel ne l'auraient fait aussi bien que lui, et cependant on n'a jamais contesté à aucun de ces ministres le titre d'homme d'État.

Au reste, les preuves matérielles de perspicacité et d'intelligence politique abondent dans la carrière de Wellington.

On connaît les idées de ce général sur le gouvernement des Indes et sur l'avenir des possessions françaises en Égypte (1). L'expérience a pleinement confirmé ces idées, ainsi que les prédictions faites par sir Arthur dans un *mé-*

---

(1) Voir entre autres une note très-remarquable adressée de Bombay, 9 avril 1801, au général Baird, désigné primitivement pour commander l'expédition d'Égypte.

moire (récemment découvert) *sur l'état financier du Mysore.*

Les réformes que Wellington introduisit dans l'administration de Seringapatam ont été louées par des hommes compétents. On en peut dire autant des modifications qu'il apporta à l'administration civile du Portugal. Au nombre de ces dernières, nous citerons l'institution d'une caisse militaire,—un nouveau système de douanes,—un meilleur mode de perception de l'impôt et quelques réformes importantes dans le service de l'arsenal et de la marine, ainsi que dans le payement de la dette nationale. Le duc avait sur toutes ces questions les idées les plus justes et les plus neuves; mais son influence ne fut pas toujours assez grande pour les faire prévaloir. On doit admirer la netteté de vues avec laquelle il réfuta sous sa tente, en présence de l'ennemi, le projet de contracter un emprunt anglais et d'établir dans la Péninsule une banque semblable à celle de la Grande-Bretagne, — la proposition de vendre les biens de la couronne et du clergé espagnol, enfin l'idée de faire vivre l'armée anglaise au moyen d'un système de réquisitions semblable à celui que les Français ont adopté depuis 1789.

Mais ce qui est au-dessus de tout éloge, c'est le tact exquis et l'habileté consommée avec lesquels il parvint à rendre possible dans le midi de la France une manifestation légitimiste (1), et la ligne de conduite intelligente qu'il suivit en 1815, lorsqu'il s'agit de restaurer une seconde fois les Bourbons, malgré les Chambres, l'armée, le peuple, qui ne cessaient de crier *pas de Bourbons* (2)*!* et en quelque sorte mal-

---

(1) Wellington écrivait le 21 novembre 1813 à Bathurst : « Je ne vois pas que l'on montre « beaucoup de penchant pour la maison de Bourbon. » C'est donc bien lui qui par son influence, prépara le terrain au duc d'Angoulême et fit réussir la première restauration. M. de Châteaubriant a dit avec raison : « C'est sous l'étendard de Wellington que le premier cri de vive le roi a réveillé notre malheureuse patrie. » — *Lettre au journal de Paris*, 1815, citée par Le Mayeur, p. 43.

(2) « La seconde restauration des Bourbons fut l'œuvre de l'étranger, et particulièrement du duc de Wellington. » CAPEFIGUE, t. II, p. 483.

gré les souverains alliés eux-mêmes, qui conservaient des doutes sur la possibilité, ou du moins l'opportunité du rétablissement de Louis XVIII (1).

Comme témoignage de la perspicacité politique de Wellington, on peut encore citer ses opinions sur l'état de la Péninsule à différentes époques de la guerre, sur l'esprit et les ressources de la France avant et après la grande catastrophe de 1815. Ces opinions ont été confirmées par les faits, de même que les jugements portés sur les hommes avec lesquels il se trouva en relation. Sa correspondance fourmille d'aperçus que l'on croirait écrits longtemps après les événements auxquels ils s'appliquent. Ainsi, bien avant la réunion des Cortès, il écrivit à son frère (2) : « Je déclare que si « j'étais à la place de Bonaparte, je laisserais les Anglais et « les Cortès organiser l'Espagne le mieux qu'ils pourraient, « et je n'aurais pas le moindre doute qu'en peu de temps « l'Espagne ne tombât au pouvoir de la France.... Ce pays « manque réellement d'hommes capables de prendre en « mains les rênes du gouvernement.... Je préférerais aux « Cortès un Bourbon sage, si nous pouvions en trouver un « pour le faire régent. »

L'expérience ne lui donna que trop tôt raison sur ce point.

A une époque où le prestige de l'empire était encore uni-

---

(1) Dans une de ses *lettres à Dumouriez*, Wellington affirme « qu'à son arrivée à Paris, il « savait que les alliés n'étaient pas du tout déterminés en faveur du roi. » Le même aveu se trouve dans une lettre écrite au roi en faveur de Fouché. Au reste, nos lecteurs doivent se rappeler un fait assez connu et très-significatif, constaté par M. de Vitrolles en 1815 : l'éloignement extrême de l'empereur Alexandre pour les Bourbons. « Rétablir cette dy- « nastie sur le trône, dit-il, c'est ouvrir carrière à des vengeances terribles. » Cet éloignement, il l'avait déjà manifesté au Congrès de Vienne, où il lui arriva un jour de poser la question suivante, accueillie avec une surprise ou plutôt une stupeur générale : « Ne serait-il « pas dans l'intérêt de l'Europe que la couronne de France fût posée sur la tête du duc « d'Orléans? »

(2) *Lettre* du 22 septembre 1809, *au marquis Wellesley*.

Six semaines après la convocation des Cortès, Wellington écrivit à son frère Henri une lettre dans laquelle se trouvent nettement indiquées les tendances qui ont rendu cette assemblée funeste à la cause espagnole. — *Lettre* du 4 novembre 1810, *à Henry Wellesley*.

versel, Wellington émit non-seulement des doutes sur la durée de cet édifice, qui semblait devoir braver les siècles, mais il entrevit encore distinctement par où il devait périr et comment on pourrait hâter sa chute. Dès ce moment, tout en poursuivant la guerre d'Espagne, il eut soin de régler autant que possible sa conduite sur la situation générale de l'Europe. Quelque chose lui disait que la petite armée du Mondégo avait un rôle immense à jouer dans le drame sanglant qui tenait le monde en éveil, et que ce n'était pas seulement le sort de la Péninsule qui était en jeu, ni même la question de la suprématie navale de l'Angleterre, mais l'indépendance et la liberté de tous les peuples, menacés par l'ambition d'un homme. « L'Espagne, dit un auteur français (1), fut dans ce temps-là ce qu'avait été la Bretagne du temps de César : le dernier rempart. Wellington s'y adossa et s'y défendit. Son œuvre fut de laisser à l'Europe le temps de se révolter. C'était là qu'était le point malade, le talon d'Achille. Aussi les regards de l'Europe avaient fini par se porter sur ce coin où couvait la flamme, et sur cet homme peu brillant, mais opiniâtre, qu'on n'avait pas aperçu tout d'abord. L'empereur le sentait, et, des hauteurs du Septentrion, il parlait de temps en temps de fondre sur le Midi, et d'en finir par un coup de tonnerre. Cette sourde et muette protestation était pour lui une douleur incessante et irritante : le point noir qui menaçait sa destinée..... »

Le 17 mars 1810, Wellington écrivait au général Stewart : « Les intérêts du monde entier sont trop profondément en- « gagés dans la lutte actuelle pour nous faire reculer d'un « pas ; » et en décembre 1811, au général Bentinck (2) : « J'ai depuis longtemps regardé comme probable que nous

---

(1) *John Lemoine.*
(2) *Lettre* du 24 décembre 1811.

« serions témoins d'une résistance générale de l'Europe à « l'horrible et trompeuse tyrannie de Bonaparte *(résistance « due à l'exemple de ce qui se passe en Espagne),* et que nous « serions acteurs et conseillers dans ce drame. »

Cette même année encore, le duc écrivait au comte de Liverpool : « Je suis certain maintenant que pour peu que « nous tenions bon, nous verrons le monde affranchi... »

Le mariage de l'empereur avec Marie-Louise ne changea rien aux opinions de Wellington. La cérémonie à peine terminée, il écrivit au général Crawfurd (1) : « C'est un terrible « événement ; il rendra impossible pour le moment toute « opération importante sur le continent ; *cependant je ne « désespère pas encore de voir tôt ou tard un échec au sys- « tème de Bonaparte.* Ce qui s'est passé récemment en Hol- « lande montre que ce système est faux et tellement an- « thipatique aux vœux, aux intérêts et même à l'existence « d'une nation civilisée, que Bonaparte ne peut pas même « compter sur ses frères pour le mettre à exécution. »

Dans une lettre du 5 juillet 1811, au général Dumouriez : « Il est impossible, dit Wellington, que l'Europe puisse se « soumettre longtemps encore à la tyrannie dégoûtante (*sic*) « qui l'opprime. »

Et la même année à Charles Stuart : « Il faut que Bonaparte « nous chasse de la Péninsule, ou qu'il baisse de ton avec « l'Europe. »

En 1812 (2), Wellington jugeait le système financier et territorial de l'empire dans les termes suivants : « La guerre « est pour le gouvernement de Bonaparte une ressource de « finance... Dans les premiers temps, il n'avait point étendu « le territoire de la France au delà de ce qu'on appelait ses

(1) *Lettre* du 4 avril 1810.

(2) *Lettre* du 31 janvier, *à Constant de Rebecque.*

« *limites naturelles*... Il paraît qu'il n'ignorait pas les dan-
« gers auxquels sont exposés les empires trop étendus... Il
« n'était ni sûr, ni commode de piller l'Autriche, la Prusse,
« la Russie ou le Danemarck; mais Bonaparte avait besoin
« des ressources de la Hollande, des villes hanséatiques et
« de Rome pour remplir son trésor, et c'est dans ce but qu'il
« les a confisquées..... »

« Le pouvoir de Napoléon, écrivait encore le duc (1), repose
« à l'intérieur sur le système de corruption le plus étendu et
« le plus dispendieux qui ait jamais existé, et à l'extérieur sur
« sa puissance militaire, soutenue presque exclusivement par
« les contributions étrangères. *Si l'on pouvait renfermer Bo-*
« *naparte dans les limites de la France par un moyen quel-*
« *conque, son système succomberait. Il ne pourrait supporter*
« *la dépense de son gouvernement intérieur et de son armée,*
« *et la réduction de l'un et de l'autre lui serait fatale.* »

Ces idées, qui paraissent aujourd'hui fort simples, étaient un véritable nouveauté à l'époque où elles furent émises. Sans doute, après 1812, un grand nombre de bons esprits jugèrent l'empire fini ou du moins sa chute prochaine; mais nous ne connaissons aucun document où les causes de faiblesse et les chances de ruine de l'édifice impérial soient aussi nettement indiquées (dès 1810) que dans la correspondance de Wellington.

La lettre suivante, écrite au moment de franchir les Pyrénées, atteste que le duc avait apprécié sainement l'état des esprits en France (2): « Le pouvoir de Napoléon n'a pour
« adhérents dans ce pays que les principaux officiers de l'ar-
« mée et les employés civils, peut-être aussi quelques-uns
« des nouveaux propriétaires. »

---

(1) *Lettre* du 8 août 1813, *au comte Bathurst.*
(2) *Lettre* du 21 novembre 1813, *à lord Bathurst.*

Tout aussi vraie est la peinture qu'il fit, pendant son séjour à Paris, de la société française et des dangers qui menaçaient le gouvernement de Louis XVIII : « Cette mal-« heureuse révolution et ses résultats immédiats ont ruiné le « pays de fond en comble. Tout le monde est pauvre et, ce « qui est pis, les institutions empêchent qu'aucune famille « ne devienne riche et puissante. Tous doivent donc néces-« sairement viser à remplir des emplois publics, non comme « autrefois pour l'honneur de les remplir, mais pour avoir « de quoi vivre...

« Le roi ne peut maintenir que le quart de l'armée impé-« riale; et une foule d'employés (Bonaparte pour des causes « aujourd'hui bien connues, employait une personnel consi-« dérable dans ses administrations) doivent être renvoyés... « Si vous considérez bien ce tableau, qui est la stricte vérité, « vous y verrez la cause et la nature des dangers du jour... « Ce mécontentement toutefois pourra disparaître, si l'on « adopte des mesures sages pour améliorer l'esprit public (1). »

Cette lettre, comme toutes celles que nous venons de rappeler, fait honneur au bon sens et à la clairvoyance politique de Wellington. Il n'y a pas un événement, une solution remarquable qui ne soit annoncée en quelque sorte dans ses dépêches. On peut dire qu'il prédit successivement et à des époques où les apparences étaient loin de confirmer ses prévisions : le succès final de la guerre d'Espagne (2); — l'influence que cette guerre exerça sur l'esprit des autres peuples ;—le soulèvement général de l'Europe contre Bonaparte ; — la chute de l'empire, soutenu par la corruption à l'intérieur et la force militaire à l'extérieur (3) ; — les désastres

---

(1) *Lettre* du 26 novembre 1814, *au général Dumouriez*.

(2) Note du 7 mars 1809, *lettre* du 25 août 1809, *à Castlereagh*, du 10 mars 1810, *à Liverpool*, et du 4 décembre 1811, *au même*.

(3) Voir ses *lettres* du 4 avril 1810, *à Liverpool*, et du 22 novembre 1813, *à Dumouriez*.

de la campagne de Russie (1) ; — le réveil de l'opinion publique en Allemagne ; — le triomphe des alliés dans la campagne de 1813 (2) ; — la défection du peuple français, attiré vers ses anciens rois par un besoin impérieux de repos et de liberté (3) ; — le retour de l'île d'Elbe, provoqué par les fautes de la restauration et le mécontentement de l'armée ; — l'insuccès des nouveaux efforts tentés par Napoléon en 1815, pour ressaisir un pouvoir appuyé désormais sur la seule force des armes (4) ; — enfin la rupture violente entre Ferdinand et le peuple espagnol, occasionnée par l'entêtement du roi et les funestes conseils de son entourage.

Wellington vit le premier l'avantage que retireraient les alliés, et en particulier la maison de Bourbon, de son séjour au midi de la France ; c'est ce qui l'engagea à rejeter si loin la proposition de servir avec son armée dans le nord de l'Europe (5).

Dès la fin de 1813, l'influence du duc était devenue si grande, que le ministère anglais avait recours à ses avis toutes les fois qu'une grave question se présentait. On en voit la preuve dans la lettre du 22 février 1814, où le duc exposa au comte Bathurst ses idées sur la défense du Canada, — dans celle du 10 janvier de la même année, où il émit l'opinion que les alliés auraient dû opérer en débouchant de Mayence au lieu de se diriger par la Suisse (6), et dans celle du 14 août

(1) « Si l'empereur de Russie possède des ressources, s'il est prudent et que ses Russes « veuillent seulement se battre, Bonaparte ne réussira pas. » — *Lettre* du 25 juillet 1812, *au comte Bathurst.*

(2) *Lettre* du 22 novembre 1813, *au général Dumouriez.*

(3) Voir, entre autres, sa *lettre* du 10 janvier 1814, où il dit à lord Bathurst : « Quoique je sois « bien sûr que Bonaparte n'a pas l'intention de faire la paix, malgré ses discours et ses dé- « clarations, je suis sûr aussi que le peuple français le forcera à la conclure si les alliés n'é- « prouvent pas de désastre. »

(4) Vienne, 12 mars 1815, *à Castlereagh.*—Vienne, 26 mars, *au même.*—*Memorandum* du 12 avril 1815.

(5) Voir sa *lettre* du 7 novembre 1812, *à lord Bathurst.*

(6) *Lettre à lord Bathurst.*

1813 (1), où il jeta, pour ainsi dire, les bases de l'acte final du Congrès de Vienne : « Il ne paraît y avoir ni entente ni « cause commune dans les négociations pour la paix... Ce- « pendant dans l'état politique de l'Europe, il y a quelques « principes généraux sur lesquels les intérêts de toutes les « parties doivent s'accorder : tels sont l'indépendance de l'Es- « pagne, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Hollande ; la « restitution du Hanovre à la famille du roi ; le rétablisse- « ment de la frontière prussienne et de l'influence de la « Prusse sur la Saxe et la Hesse ; la délimitation de la mo- « narchie autrichienne et la nécessité d'augmenter l'impor- « tance de cette monarchie en Allemagne, pour balancer l'in- « fluence de la Prusse ; le rétablissement de l'indépendance « des villes hanséatiques, etc. »

Après ces témoignages multipliés de sagacité et de prévoyance politiques, on ne contestera plus sans doute à Wellington le titre d'homme d'État (2).

Le duc possédait une grande énergie morale et une confiance inébranlable dans le succès de ses entreprises. Lorsque tout semblait perdu en Espagne, que déjà il était question de rappeler l'armée, il écrivait au ministère : « Ne désespérez « pas, l'*ennemi finira par évacuer le pays* (3).... » Et dans

---

(1) *A lord Bathurst.*

(2) M. Thiers dit, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire* : « Les Anglais avaient perdu Nelson et Pitt ; il leur restait à la vérité sir Arthur Wellesley, « supérieur à l'un et à l'autre. » Toutefois, l'historien français gâte un peu l'effet de cet éloge en disant, quelques pages plus loin : « Le soldat solide et lent de l'Angleterre était fait pour *l'esprit peu étendu*, mais sage « et résolu de sir A. Wellesley. » p. 221 et 689.

(3) *Lettre* du 10 mars 1810, *au comte de Liverpool.*

une autre occasion : « Je suis tout à fait certain que les « Français ne prendront pas le Portugal cet hiver, à moins « qu'ils ne reçoivent des renforts considérables; et dans ce « cas même, il est probable qu'ils ne réussiront pas (1). » Et ailleurs encore : « Dans le cours de cette guerre, qui doit « être nécessairement défensive de notre part, il n'y aura « sans doute aucun fait brillant; j'y risque, en cas d'insuc- « cès, d'être horriblement bafoué et de perdre même le peu « de réputation que j'ai acquise; mais je n'agirais pas loya- « lement envers le gouvernement, si je ne lui disais avec « franchise que, dans mon opinion, il trahirait l'honneur et « les intérêts du pays s'il ne continuait pas ses efforts dans « la Péninsule, *efforts dont je crois qu'il ne faut nullement* « *désespérer malgré la défaite d'Areyzaga* (2). »

A quelque temps de là, le duc écrivit à lord Liverpool (3) : « Je suis fort satisfait des bonnes nouvelles que vous m'avez « transmises sur l'état des affaires dans le Nord (rupture pro- « bable entre la France et la Russie). Plaise à Dieu qu'elles « soient vraies, et que nous voyions un jour la fin de cette « affreuse tyrannie! Au surplus, que ces nouvelles soient « vraies ou fausses aujourd'hui, *ma ferme conviction est* « *qu'elles seront vraies tôt ou tard;* et qu'en y mettant un « peu de persévérance, *nous verrons le monde affranchi.* »

Cette confiance dans l'avenir, qui a si puissamment contribué au succès de la guerre d'Espagne, Wellington la manifesta dès le premier jour. Dès le premier jour aussi, il vit que, pour arriver à un bon résultat, il fallait s'établir en Portugal et non à Cadix, comme le voulait son gouvernement. Avant même

(1) *Despatches*, t. VI, p. 454.

(2) Wellington écrivait, le 3 décembre 1809, au colonel Malcolm. : « Je commande une « armée unanime dans son esprit... et je crois que j'ai pour moi les vœux du monde entier. « Dans des circonstances pareilles, on peut succomber, mais il serait honteux de renoncer « à la tâche... »

(3) Le 23 mai 1814.

d'avoir débarqué, il écrivit, à bord du *Crocodile* (le 26 juillet 1808), au général Spencer : « Nous ne pouvons rien faire de « plus avantageux pour les Espagnols que de prendre pos- « session du Portugal et d'y organiser une bonne armée. »

Dans une note du 7 mars de l'année suivante, sir Arthur confirma cette opinion, en disant : « J'ai toujours été d'avis « que, quel que fût le résultat de la guerre en Espagne, il « fallait défendre le Portugal, et que les mesures prises pour « l'occupation de ce pays seraient fort utiles aux Espagnols « dans leur guerre contre la France. »

Le 25 août de la même année, il écrivait au vicomte Castlereagh : « Mon opinion est que nous devons et que nous « pouvons très-bien nous maintenir en Portugal, si l'armée « portugaise et la milice sont au complet. » — Et, le 7 mai 1811, au comte Liverpool : « Comptez que le Portugal sera « la base de toutes vos opérations dans la Péninsule, de « quelque nature qu'elles puissent être : mon opinion n'a « jamais varié sur ce point. »

Ceux qui jugent les faits après coup ont trouvé tout naturel que Wellington prît le Portugal pour base de ses opérations. Nous ferons observer cependant que cette idée, si simple et si conforme aux principes de la stratégie, ne vint à personne et fut, au contraire, combattue par tout le monde. John Moore lui-même avait déclaré la défense du Portugal contre l'armée française impossible, et ce témoignage d'un homme de valeur avait été naturellement opposé au duc, qui par suite eut beaucoup de peine à faire prévaloir son opinion à Londres, et plus de peine encore à faire comprendre aux officiers de son armée qu'il était en mesure de parer à toutes les éventualités (1). Longtemps il fut seul d'avis que l'Es-

(1) Dans sa *lettre* du 2 avril 1810, *à lord Liverpool*, Wellington attribue ce défaut de confiance à l'effet produit par l'opinion de John Moore, sur la défense du Portugal.

pagne devait être défendue à Lisbonne : ni l'opposition de son état-major, ni les critiques du Parlement, ni les terreurs du ministère, ni même ses revers ne purent ébranler cette heureuse confiance.

La force de caractère de Wellington se révèle surtout dans les luttes qu'il eut à soutenir contre le gouvernement anglais pour maintenir son armée dans la Péninsule. « Je suis per-« suadé, écrivait-il en janvier 1810 (1), que l'honneur et les « intérêts du pays exigent que nous tenions ici aussi long-« temps que possible, et, s'il plaît à Dieu, j'y resterai tant « que je pourrai. Je ne veux ni chercher à rejeter sur les « ministres la responsabilité du mauvais succès, en leur de-« mandant des secours que je les sais dans l'impossibilité de « me fournir—vu la faiblesse de leur propre situation,—ni « leur donner un prétexte de retirer l'armée du Portugal (2).

« ... Voyez le trait du conseil communal de Londres ! « (Allusion à l'adresse présentée au roi pour demander la ces-« sation des hostilités en Espagne.) J'ai constamment une « épée suspendue sur ma tête ; elle tombera, quel que soit « le résultat des affaires ; mais, qu'on fasse ce qu'on vou-« dra, je n'abandonnerai pas la partie tant que je pourrai « continuer à la jouer (3). »

Le même jour, Wellington écrivit à lord Liverpool : « De « toute manière, je dois être victime ; mais je ne m'effraye « pas de ce danger ajouté à tant d'autres, et, quoi qu'il puisse « arriver, je continuerai à faire de mon mieux. » Et, le 27 mars 1810, s'adressant au général Stewart : « Lors même,

---

(1) *Lettre* du 14 janvier *à J. Villiers.*

(2) Consultez également sa *lettre* du 23 mars 1811 où il dit : « Je serais fâché que le gouver-« nement se crût dans la nécessité d'évacuer ce pays à cause de la dépense qu'entraîne la « guerre. » Wellington fit observer au ministre que la dépense devant laquelle on reculait pour soutenir la guerre à Lisbonne, on serait, en cas d'évacuation, obligé de la faire pour soutenir la guerre entre Londres et Douvres ; il ajouta même qu'il défendait l'Angleterre à Lisbonne bien plus sûrement qu'il ne la défendrait entre Douvres et Londres.

(3) *Lettre* du 2 janvier 1810, *à J. Villiers.*

« dit-il, que les positions fortifiées seraient pires qu'elles ne
« sont et les difficultés de toute espèce plus grandes, les in-
« térêts de l'Angleterre et du monde entier sont trop profon-
« dément engagés dans la lutte actuelle pour que nous puis-
« sions reculer d'un pas. »

En tenant ce langage, Wellington heurtait l'opinion presque unanime de ses compatriotes : « Il n'est pas venu un
« officier d'Angleterre, dit-il, qui ne m'ait assuré qu'on
« s'attendait généralement à ce que l'armée fût rappelée;
« quelques-uns même ont ajouté que cette espérance était
« entretenue par les ministres du roi. Ce n'est pas encoura-
« geant (1). »

A l'époque où cette lettre fut écrite, le duc avait reçu du ministère des ordres formels en prévision de l'évacuation du Portugal (2); c'est probablement à propos de ces ordres que Wellington écrivit, le 2 avril, à lord Liverpool : « Je con-
« sens à être responsable de l'évacuation du Portugal, en
« conformité des instructions de Votre Seigneurie, en date
« du 27 février... Soyez persuadé, malgré tout ce qu'on
« pourra vous dire, que je ne souhaite pas autant qu'on se
« l'imagine de livrer des batailles désespérées... Si je voulais,
« je pourrais en livrer le jour qu'il me plairait;... mais je
« n'ai en vue que le grand résultat de conserver notre posi-
« tion dans la Péninsule; je ne me suis pas laissé détourner
« de ce but par le désir des alliés, et probablement aussi de
« plusieurs des nôtres, que je misse plus d'ardeur dans quel-
« ques affaires partielles, ni par l'opinion des personnes qui
« voulaient nous faire quitter le pays prématurément... Je

(1) *Despatches*, t. VI, p. 326.

(2) « Il résulte même d'une *lettre* insérée dans GURWOOD, t. V, p. 429, que déjà par mësure de précaution (et sans doute pour entrer dans les vues du ministère), Wellington avait fait embarquer secrètement les bagages de quelques régiments. Voir aussi : *Caracteristics*, par le comte GREY, p. 146 et 147.

« crois que maintenant, dans la Péninsule, on commence à « s'apercevoir que j'ai eu raison. »

Citons encore la lettre suivante du 19 décembre 1810, à lord Liverpool : « Tout bien considéré, je n'ai pas le moindre « doute sur le succès final de mes opérations, et, quoi qu'il « arrive, je suis convaincu que mon système est le seul qui « puisse *complétement* réussir. »

Et celle du 25 mai 1811, à J. Villiers :

« J'ai persisté dans le système que je croyais le meilleur, « malgré l'avis de tous les officiers anglais, qui pensaient que « je devais faire embarquer l'armée, tandis que, d'un autre « côté, les autorités civiles portugaises voulaient maintenir « la guerre sur la frontière, bien qu'elles manquassent non-« seulement de forces matérielles, mais encore de moyens « pour subvenir aux besoins des troupes en campagne. Je « crois que la fermeté seule pouvait me faire triompher dans « cette lutte de neuf mois contre des avis contraires. Ajou-« tez que l'opinion publique en Angleterre variait presque « comme le vent, et vous reconnaîtrez que je n'avais rien de « mieux à faire que de m'en rapporter à moi-même. »

L'opposition fit de vains efforts pour ébranler cette rare fermeté, mélange de foi dans l'avenir et de confiance en soi-même. Wellington n'essaya pas même de rejeter sur autrui la responsabilité d'une lutte que le moindre revers pouvait rendre fatale à sa réputation. Il accepta franchement sa part d'impopularité dans la capitulation de Cintra, — s'avoua hautement l'auteur des mesures énergiques décrétées pour la défense du Portugal, — et s'exposa résolument aux attaques de l'opposition (qui accusait le gouvernement d'avoir compromis le succès de la campagne de Talavera par l'expédition malheureuse de Walcheren), en écrivant la lettre suivante, dont le premier ministre fit usage pour dégager la responsabilité du cabinet : « Vous serez peut-être satisfait « d'apprendre que je ne pense pas que les affaires eussent

« été dans un meilleur état, si vous aviez envoyé votre « grande expédition en Espagne au lieu de l'envoyer dans « l'Escaut (1)... »

En 1813, Wellington montra la même abnégation en écrivant au premier ministre : « Ce n'est pas le gouvernement « que l'on doit attaquer pour l'insuccès du siége de Burgos. « *Il n'a pas eu à s'occuper du siége ; c'est une opération en-* « *tièrement de mon fait* (2). »

Quelque pénible que fût sa situation, jamais le duc ne réclama des secours quand il savait le gouvernement dans l'impossibilité de lui en fournir : « Je crois, écrivit-il à J. Vil- « liers (3), qu'étant comme je le suis dans la confidence des « ministres, connaissant leurs moyens, l'emploi qu'ils en « font, et les difficultés de toute espèce qu'ils ont à com- « battre, il serait déloyal de ma part de leur proposer dans « mes dépêches des mesures qu'ils ne pourraient adopter « malgré tous les avantages qu'elles présenteraient... Je sais « très-bien, ajouta-t-il, que 40,000 hommes valent mieux que « 30,000; mais, lorsque les ministres sont dans l'impossi- « bilité de les obtenir, serait-il beau, serait-il loyal de ma « part de demander un homme au delà de ce qu'il faut abso- « lument pour atteindre le but que je me propose (4)? »

Plus les circonstances s'aggravaient et plus les hommes politiques se tenaient à l'écart, — plus Wellington se montrait disposé à augmenter sa part de travaux et de responsabilité. Cette grande force de caractère et cette admirable persévérance donnèrent des résultats que le génie militaire seul n'aurait pu produire. Les mêmes qualités permirent au

---

(1) *Lettre* du 25 août 1809, *à lord Liverpool.*

(2) *Lettre* du 6 décembre 1809.

(3) *Lettre* du 23 novembre 1812, *au comte de Liverpool.*

(4) « Je n'ai jamais eu pour habitude d'importuner le gouvernement par des demandes de « forces; j'ai toujours au contraire fait marcher le service le mieux que j'ai pu avec ce qu'on « a mis à ma disposition. » — Wellington : *Lettre* du 19 août 1813 *au comte Bathurst.*

duc de préserver son armée de tout découragement dans les circonstances où la fortune semblait prête à l'abandonner. C'est ce qu'atteste entre autres le général Stewart, un des principaux acteurs de la guerre de la Péninsule : « Lorsque, dit-il, nous apprîmes à Deleytosa (après la bataille de Talavera) que les Autrichiens avaient été mis en déroute, toute l'armée fut découragée. Elle crut qu'il serait impossible de tenir tête aux Français. Sir Arthur ne partagea pas cette opinion. Il parlait et agissait comme si les événements eussent pris la direction qu'il avait désirée, et cette conduite fit croire à chacun de nous que le général en chef avait pourvu à tout, ou qu'il était en mesure d'y pourvoir (1). »

Le même écrivain dit encore (2) : « Je ne prétends pas faire de reproches à aucun officier; mais je ne crains pas de dire qu'il n'y avait qu'un seul homme dans l'armée qui ne désespérât point de l'entreprise, et cet homme était sir Arthur Wellesley. Loin de désespérer, il affirmait qu'on pourrait défendre le Portugal, même en admettant que l'Espagne succombât. »

Cette énergie calme et persévérante prouve que Wellington avait une grande confiance dans ses plans de campagne, confiance qui elle-même était le résultat des fortes études et des investigations laborieuses auxquelles le duc subordonnait ses moindres résolutions. Avant d'exécuter un projet, il l'avait examiné sous toutes ses faces, et pris ses mesures pour toutes les éventualités. Son jugement toujours sûr ne subissait ni l'influence de la crainte, ni celle de l'enthousiasme. A cause de cela même, il voyait plus juste que les autres, et se rendait parfaitement compte du résultat probable de ses opérations. C'est ainsi qu'il écrivit à lord Liverpool, en 1810:

---

(1) LONDONDERRY, t. II, p. 24.
(2) LONDONDERRY, t. II, p. 34.

« *L'Espagne finira par secouer le joug de la France.* » A l'amiral Berkeley, le 17 octobre de la même année : « J'ai « la ferme opinion que l'ennemi ne peut réussir dans son « attaque contre Lisbonne. » — A lord Liverpool « l'armée « française du Nord et celle d'Andalousie ne viendront pro- « bablement pas au secours de Masséna. » — Au ministre de la guerre : « Cadix a été fortifié ainsi que le Portugal ; or, « il est douteux que les Français s'emparent jamais de l'un « ou de l'autre. » — A lord Bathurst, le 12 juillet 1813 : « Je crois que je pourrai garder les Pyrénées aussi aisément « que le Portugal. » — Et à sir Charles Stuart, le 18 juin 1815, avant la bataille de Waterloo (3 heures du matin) : « Tranquillisez, je vous prie, les Anglais si vous le pouvez. « Qu'ils se préparent à partir, mais qu'ils ne mettent ni pré- « cipitation ni frayeur, *car les affaires tourneront bien pour « nous.* »

Il est une vertu rare que Wellington possédait à un haut degré : c'est la modération dans le succès et la clémence après la victoire. Son instinct lui avait fait comprendre de bonne heure qu'on ne gouverne pas avec la haine, et que, suivant l'expression d'un illustre écrivain, « les grands politiques sont des cœurs généreux. »

En 1803, au moment de commencer la guerre contre les Mahrattes, sir Arthur fit la proclamation suivante : « Le gé- « néral en chef n'a pas l'intention de nuire aux habitants : en « conséquence, les Amildars et autres personnes sont priés

« de rester tranquillement chez eux et d'obéir aux ordres « qu'ils recevront ; s'ils ne font pas de mal aux armées an- « glaises, il ne leur en sera pas fait non plus (1). »

Et, en 1804, après avoir soumis ces peuples barbares, il recommanda au peschwah (2) « le pardon et l'amnistie comme « les meilleurs moyens de rétablir son autorité, l'ordre et la « paix intérieure. » — « La guerre n'aura pas de fin, écri- « vit-il au secrétaire du gouverneur général (3) si l'on ne par- « donne à personne ; et je ne pense pas que le gouvernement « anglais veuille que les troupes anglaises soient les instru- « ments des vengeances du peschwah. »

Toujours dans la même pensée, il écrivit au président anglais de Poonah (4) : « Puisque la guerre est terminée, je « crois franchement qu'il faut déposer toute animosité. » Et au colonel Murray (5) : « Traitez les Mahrattes avec la plus « grande bienveillance, avec la plus grande douceur. »

Lorsqu'en 1810, le prince régent de Portugal, sur les pressantes sollicitations de la cour de Londres, eut accordé à Wellington le droit d'éloigner Souza et l'évêque d'Oporto, ses deux plus grands ennemis, le duc n'usa point de ce droit ; il conserva même en position les fonctionnaires dévoués aux fidalgos, jugeant qu'on obtiendrait plus par la douceur et la longanimité que par la violence appuyée sur la force (6). Il eût malheureusement le regret de voir ses bonnes intentions méconnues, ce qui ne l'empêcha pas d'écrire trois ans après (7),

---

(1) « General Wellesley does not however intend to make war upon the in habitants and accordingly all Amildars and others are requiered to remain quietly in their stations and obey tre orders the will receive ; and if they do not injury tho the Britisch armies not will be done to them. »

(2) Voir sa *lettre* du 27 mars 1804 *à M. Scott Warning*, écuyer à la résidence de Poonah.

(3) Colonel Close, 22 janvier 1804.

(4) *A M. Scott Warning*, 12 mars 1804.

(5) 22 mai 1804.

(6) Voir *Despatches*, t. IX, p. 91, une lettre où Wellington expose les raisons qui l'engagèrent à ne pas éloigner Souza.

(7) *Lettre* du 11 juin 1813, *à don Juan O'Donoju.*

de son propre mouvement, à la régence de Madrid, pour lui recommander une amnistie générale en faveur de tous les Espagnols exilés : « Si mes efforts, dit-il, pour délivrer le « pays de ses oppresseurs sont couronnés de succès, tôt ou « tard des négociations s'ouvriront pour conclure une paix « définitive entre la France et l'Espagne, — or l'amnistie « écartera la plus grande difficulté qui s'oppose à la conclu- « sion d'un tel arrangement. Au surplus, tous ces exilés, les « uns fort riches, les autres doués de grands talents, seraient « en France une sorte de levier au moyen duquel cette puis- « sance révolutionnaire pourrait troubler perpétuellement la « tranquillité intérieure de l'Espagne. »

Ainsi, quelques jours après la bataille de Vittoria, et dans un moment où d'affreux libelles désignaient Wellington à la vindicte publique comme un ennemi de la nation et un pillard incorrigible, ce général, prétendu si sévère et si dur, prenait sous sa tente l'initiative de la seule mesure généreuse qui eût été proposée depuis l'origine de la guerre : « Les idées « que je viens d'exprimer, dit-il, me sont personnelles ; ja- « mais je n'ai entretenu la plus petite correspondance à ce « sujet avec le gouvernement anglais qui, je crois, n'y a ja- « mais songé..... Je puis attacher plus d'importance à ces « idées qu'elles ne méritent, mais du moins elles me sont « inspirées par un dévouement sincère aux intérêts de l'Es- « pagne. »

Il faut lire cette admirable lettre pour apprécier les nobles et généreux sentiments de Wellington.

Rappelons encore la démarche qu'il fit, en 1810, auprès du comte Liverpool, dans le but de provoquer une souscription nationale en faveur des Portugais ruinés par la guerre (1), — et les mesures énergiques au moyen desquelles il empê-

(1) A la fin de 1811, Wellington reçut 15,000 dollars sur le produit de cette souscription ;

cha le pillage et la dévastation des provinces envahies par ses troupes, alors même que les habitants de ces provinces furent très-mal disposés pour lui (1).

La vie de Wellington abonde en traits de ce genre. On sait comment il recueillit et fit élever le fils de d'Hoondiah, trouvé sur un champ de bataille de l'Inde ; — comment il intervint en faveur du général Franceschi (2), du jeune Mascarhenas et de plusieurs autres victimes de la barbarie des gouvernements de la Péninsule, — et avec quelle sollicitude il protégea contre la fureur des Portugais les blessés et les soldats ennemis que le sort de la guerre avait fait tomber entre ses mains après l'évacuation d'Oporto, en mai 1809. A l'occasion de ce dernier fait, il adressa aux habitants la proclamation suivante (3) : « Je vous engage à être miséricor-« dieux envers les blessés et les prisonniers. Les lois de la « guerre leur donnent des titres à ma protection, et je suis « décidé à la leur accorder. »

Pour assurer à ses soldats la même protection, le duc, connaissant l'humanité des officiers français, écrivit (4) au général Kellermann : « J'ose réclamer vos bons offices au-« près du général en chef de l'armée française, et vous re-« commander mes blessés. Si c'est le maréchal Soult qui « commande, il me doit tous les soins qu'il peut donner à « ces braves soldats, car j'ai sauvé les siens, que le sort de la

---

il acheta du bétail qu'il fit distribuer au peuple. Voir la *lettre* du 27 mars 1812 *à Ch. Stuart.*

(1) La modération et la longanimité de Wellington déplut même quelquefois au gouvernement anglais ; ainsi le ministère annula en 1813 les licences que le duc avait accordées aux navires français après la prise de Saint-Jean de Luz.

(2) Général français que la junte de Séville, malgré les pressantes démarches de Wellington, laissa mourir dans un cachot infect.

Mascarhenas fut condamné à mort par la régence et exécuté en 1811 pour avoir pris service dans l'armée française à l'époque où Junot était à Lisbonne.

(3) Proclamation du 13 mai 1809.

(4) Le 9 août 1809.

« guerre avait mis dans mes mains, des fureurs de la populace « portugaise, et je les ai bien soignés. » *(Sic.)*

En effet, il avait permis à des chirurgiens français de venir panser les malades de Soult et de pénétrer dans le camp des alliés avec un sauf-conduit.

Les Français, touchés de ces procédés chevaleresques, voulurent payer de retour ; c'est ainsi que le maréchal Victor fit distribuer des vivres aux Anglais trouvés dans l'hôpital de Talavera, quand ses propres soldats mourraient de faim (1). Grâce à cet échange de bons procédés, la guerre, poursuivie avec tant de barbarie entre les Français et les habitants de la Péninsule, ne perdit jamais son caractère de lutte civilisée entre les Anglais et les Français. A Talavera, un peu avant la reprise de la bataille, on vit les soldats des deux armées descendre vers un petit ruisseau qui serpentait au milieu de la plaine, se désaltérer et se congratuler mutuellement sur la bravoure qu'ils avaient déployée dans la matinée.

Les Espagnols, toujours vindicatifs, donnèrent ce jour-là un spectacle bien différent : il fallut, après la bataille, que les Anglais en vinssent aux mains avec les soldats de Cuesta pour empêcher ceux-ci de tuer ou de mutiler les blessés français (2).

Voici un autre trait qui fait honneur à l'armeé de Wellington :

Le 25 juillet 1810, le maréchal Ney, après avoir battu le général Crawfurt, résolut de le poursuivre au delà de la Coa ;

---

(1) « Les officiers généraux français se sont en général admirablement conduits envers les « officiers et les soldats anglais tombés entre leurs mains à la suite de l'abandon de Talavera « par l'armée espagnole. Au mois d'août dernier, ils ont fourni de l'argent aux officiers dans « plusieurs occasions. » *Lettre de Wellington*, 17 décembre 1809, *au comte Liverpool.*

Mortier, qui occupa Talavera après Victor, continua à donner les mêmes soins aux blessés anglais.

(2) Bien différente fut la conduite des Anglais qui, après la bataille de Busaco permirent aux Français de venir enlever leurs blessés, et les aidèrent même dans l'accomplissement de ce pieux devoir.

il essaya, à deux reprises différentes, de passer le pont établi sur cette rivière; chaque fois il fut repoussé. A la seconde tentative, et quand la fusillade durait encore, un chirurgien français, agitant son mouchoir, se mit à panser les blessés sous une grêle de projectiles : son humanité courageuse fut respectée. Tous les mousquets se détournèrent de lui, quoique ses compatriotes, dont rien ne pouvait abattre le courage, se préparassent à une troisième attaque (1).

M. de Châteaubriant a révélé un trait d'humanité tout aussi honorable dans la lettre suivante, adressée en 1815 au *Journal de Paris* :

« ... Nous sommes trop sensibles à la gloire pour ne pas admirer lord Wellington; ne se sent-on pas touché jusqu'aux larmes, quand on voit ce vénérable grand homme promettre, lors de notre retraite en Portugal, deux guinées pour chaque prisonnier qu'on lui amènerait vivant (2)!... »

Ces procédés devaient être compris par les Français. Bientôt, en effet, il s'établit entre les deux armées un échange de bons procédés, qui honore l'humanité jusque dans les scènes de carnage où elle est le plus cruellement outragée.

A peine arrivé à Torrès-Vedras, le prince d'Essling voulut reconnaître les lignes anglaises. « Il se trouvait, dit M. Thiers, sous l'une des batteries ennemies qu'il observait avec une lunette appuyée sur un petit mur de jardin. Les officiers anglais, qui apercevaient distinctement l'illustre maréchal, éprouvèrent à son aspect un sentiment digne des nations civilisées, quand elles sont réduites au malheur de se faire la guerre. Ils pouvaient, en faisant feu de toutes leurs pièces, cribler de boulets l'état-major du général en chef, et probablement l'atteindre lui-même : ils tirèrent un seul coup pour

---

(1) NAPIER, t. V, p. 351.
(2) Citée par Le Mayeur, dans un opuscule sur la bataille de Waterloo, p. 43.

l'avertir du péril, et avec tant de justesse, qu'ils renversèrent le mur qui servait d'appui à sa lunette. Masséna comprit le courtois avertissement, salua la batterie et, remontant à cheval, se mit hors de portée (1). »

Dans une rencontre de cavalerie, après le combat d'Elbodon, en 1811, un officier français, sur le point de frapper le capitaine Felton Harvey, s'aperçut que ce brave soldat n'avait plus qu'un bras; il changea aussitôt le mouvement de son cheval, salua son adversaire du sabre et passa outre (2).

La même année, le général Hill avait mis en déroute à Aroyo de Molinos la division Girard du corps de Drouet : pendant le combat un officier autrichien, appelé Sternowitz, autrefois employé dans les rangs de l'armée française, était tombé au pouvoir de Girard; il allait être jugé et fusillé sans aucun doute, quand Hill, se fiant à la générosité de son adversaire, fit réclamer cet officier à titre de service personnel. Drouet, malgré le douloureux échec que venaient d'essuyer ses troupes, accéda à ce désir et renvoya le prisonnier, qui du reste était un brave soldat.

Dans la nuit du 9 au 10 juin 1811, les Anglais donnent l'assaut au fort San-Cristoval (de Badajoz), commandé par le capitaine Jondion : l'assaut est repoussé, et le fossé comblé de morts. « Au milieu de ce désordre, quelques officiers anglais implorent la généreuse pitié de leurs adversaires; le vaillant Jondion, qui est à la tête des siens sur les remparts, crie à ces officiers de redresser une des échelles et de monter dans le fort où on leur prodiguera les secours qu'ils réclament. Ce conseil est suivi, et les soldats français aident eux-mêmes leurs ennemis à gravir la brèche (3). »

Le même fait se reproduisit dans les mêmes conditions,

---

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 417.
(2) Napier, t. VII, p. 318.
(3) *Victoires et conquêtes*, t. XX, p. 252.

après l'assaut infructueux de Saint-Sébastien, le 25 juillet 1813. (Voir t. II, p. 123.)

Un peu avant la bataille de Salamanque (en juillet 1812), les Anglais et les Français, passant en groupes le Douro, causaient amicalement entre eux des combats qui allaient avoir lieu. « Les camps des bords du fleuve, dit le colonel Napier, semblaient, par moments, appartenir à une même armée, tant il est difficile d'obtenir que de braves soldats se haïssent (1). »

Vers la même époque, il n'était pas rare de voir les officiers français et anglais se saluer amicalement de l'épée, dans les marches où les troupes se côtoyaient, par exemple dans la marche du duc de Raguse sur la Guarena, en juillet 1812 (2).

Le général français Ferrey, blessé pendant la retraite de la Corogne, était mort à Olmedo des suites de ses blessures. Le 27 juillet, les Anglais, en entrant dans la place, virent les Espagnols occupés à déterrer le cadavre de ce général dans l'intention de le mutiler. Les soldats de la division légère, ceux-là même qui avaient si souvent combattu la brave division Ferrey, intervinrent aussitôt et arrachèrent le cadavre aux mains des profanateurs ; ils le déposèrent ensuite avec respect dans une nouvelle tombe, sur laquelle ils amoncelèrent des débris de rochers afin de le soustraire à d'indignes représailles.

Non moins honorable est l'action du maréchal Ney qui, après avoir contribué à la déroute de l'armée de John Moore, fit ériger un monument à ce brave général dans le bastion de la Corogne, où son corps avait été enseveli.

On peut citer aussi la bonté d'âme de ce vieux soldat an-

---

(1) NAPIER, t. IX, p. 177.
(2) NAPIER, t. IX, p. 191.

glais du célèbre 43e de ligne, qui, le 9 décembre 1813, au moment de l'attaque, alla prévenir une sentinelle perdue de l'armée française et l'aida même à mettre son sac. — Dans la matinée du même jour, les Français eurent pareille attention pour une sentinelle du 43e (1).

Le colonel Napier, dans son *Histoire des guerres de la Péninsule,* cite un trait analogue qui mérite d'être rapporté : « Un jour, dit-il, le duc de Wellington avait prescrit à un détachement de carabiniers de s'emparer d'une colline gardée par un petit nombre de soldats français. Voyant que les carabiniers marchaient très-vite et ne tiraient pas, il leur envoya dire de commencer le feu. — « C'est inutile, répond un vieux soldat qui s'empresse de lever la crosse en l'air et qui promène ses doigts sur son fusil, comme s'il jouait d'un instrument à vent. » Ce soldat, au lieu de faire feu, transmettait à la sentinelle française une véritable dépêche télégraphique, dont le sens était à peu près celui-ci : « Nous avons besoin de ce poste pour un quart d'heure. Vous n'êtes pas en force suffisante; retirez-vous, à charge de revanche. » Et, en effet, la dépêche fut très-bien comprise, et il ne se tira pas un coup de fusil.

Un témoin oculaire, le lieutenant-colonel Leith-Hay, rapporte que, lorsque le vieux général Rey sortit de la citadelle de Saint-Sébastien avec une poignée de braves, restes mutilés d'une garnison de 4,000 hommes, les officiers anglais, spectateurs de cette scène imposante, se découvrirent en signe de respect; le général Rey, vivement ému, baissa son épée pour répondre à la civilité de ses loyaux adversaires.

Wellington encourageait par son exemple ces sortes de manifestations, qui ôtent à la guerre son cachet de barbarie et rehaussent le soldat dans sa propre estime et dans l'estime du monde. Toutes les fois que le duc pouvait obliger un général

---

(1) Napier, t. XII, p. 241.

français, il ne manquait pas de le faire; ainsi, le 20 octobre 1809, il écrivit à Kellermann : « Votre aide de camp « M. de Turenne a été fait prisonnier en Castille par l'armée « espagnole; j'ai de ses nouvelles, et je suis chargé de vous « apprendre qu'il se porte très-bien. J'ai demandé qu'il fût « échangé contre le lieutenant Cameron. Tout ce qu'il est en « mon pouvoir de faire pour que M. de Turenne vous soit « rendu, je le ferai; si, malheureusement, je ne réussissais « pas, croyez que je ne négligerai rien pour adoucir sa situa- « tion. »

Un autre fait de ce genre nous a été révélé par le roi Joseph écrivant, le 1er septembre 1812, à sa femme : « Wellington « a eu la courtoisie de m'adresser tes lettres prises par les « ennemis. »

On aime à rappeler ces traits d'humanité et ces procédés chevaleresques, parce qu'ils forment un constraste heureux avec les scènes d'horreur et de carnage dont la guerre d'Espagne offre, hélas! tant d'exemples.

En 1815, la généreuse intervention de trois officiers anglais sauva la vie au général Lavalette. Quoique répréhensible au point de vue légal, ce fait atteste d'une manière honorable les sentiments qu'éprouvaient à l'égard des Français les militaires formés à l'école de Wellington.

Quand le sort de la guerre faisait tomber entre les mains du duc quelque officier de marque, il avait accoutumé de le traiter en camarade et de l'admettre à sa table.

Voici un trait raconté par le général Lamare, commandant du génie à Badajoz, lors du siége de cette ville :

« En apercevant les prisonniers, le duc sourit et leur dit, avec une noble et généreuse expression : — *Vous devez être bien fatigués, messieurs... avez-vous déjeuné?* —Non, répliqua le général Veiland, nous n'en avons pas eu le temps. (Effectivement depuis plus de 18 heures nous n'avions pris aucune nourriture.) — *Eh bien, entrez ici, messieurs, et acceptez*

quelques rafraîchissements. Chacun passa alors sous une tente fort simple où l'on servit un déjeuner frugal. »

La nation espagnole ou plutôt les chefs du parti avancé non-seulement désapprouvaient ces sortes de procédés, mais faisaient un crime à Wellington de ce qu'il épargnât les Français avec autant de soin. Ces reproches furent publiquement articulés dans un pamphlet écrit dans les bureaux même du ministre de la guerre d'Espagne, en 1813, à propos du sac de Saint-Sébastien. Le duc se contenta de répondre : « Jus-« qu'à ce qu'il soit positivement ordonné que toutes les « troupes ennemies dans une place prise d'assaut soient pas-« sées au fil de l'épée, il sera difficile d'obtenir des officiers « et des soldats anglais qu'ils maltraitent un ennemi fait « prisonnier (1). »

On doit reprocher cependant à Wellington de n'avoir pas fait d'actives démarches pour obtenir l'échange des malheureux prisonniers français jetés presque nus sur le rocher brûlant de Cabrera (2). Cet échange avait été proposé par Cuesta après la reddition de Tarragone, et le duc s'y était opposé, mais par ordre du gouvernement anglais qui, sur ce point, ne voulut jamais entendre raison. Nous eusions voulu trouver dans la correspondance de Wellington quelque mot de protestation contre cette rigueur excessive, que ni ses sentiments, ni son exemple ne pouvaient absoudre. S'il ne le fit point, c'est que probablement il désespéra de faire revenir les ministres sur une mesure prise dans un but déterminé et à la-

---

(1) *Lettre du* 9 octobre 1813, *à Henri Wellesley.*

(2) On sait avec quelle barbarie le gouvernement anglais fit déposer 7,000 prisonniers français sur cette île, « peuplée seulement d'arbustes sauvages, » comme dit TORÉNO, t. III, p. 233.

Environ la moitié de ces malheureux moururent. Au témoignage d'un historien anglais (Southey), ils furent réduits à faire des boutons avec les os de leurs camarades, et à se servir de leurs crânes pour vases. 1,500 entrèrent au service d'Espagne, ne pouvant endurer plus longtemps ces horribles souffrances; 500, presque tous officiers, furent conduits en Angleterre ; à la fin de la guerre, il restait encore 2,000 Français dans l'île.

quelle ils tenaient avec l'obstination que l'on met d'ordinaire à défendre les résolutions injustes ou violentes. Il eût été cependant d'un bon citoyen de l'essayer, et de faire même l'impossible pour épargner à son pays l'opprobre d'avoir infligé à des ennemis loyaux et malheureux un traitement auquel il n'y a de comparable dans les annales modernes que l'ignoble captivité où furent retenus les soldats français embarqués sur les pontons de Cadix, et le long supplice de cet adversaire illustre qui, trop confiant dans la générosité de son ennemi, « était venu s'asseoir, nouveau Thémistocle, au foyer du « peuple anglais. »

A l'égard de Napoléon du moins, Wellington n'a pas de reproche à se faire. Il le combattit ouvertement, et après la chute de l'empire, il rejeta avec mépris la proposition de se débarrasser de lui par un assassinat (1).

La lettre qu'il écrivit à cette occasion mérite une place dans l'histoire. « Blücher veut le tuer, dit-il, mais j'ai répondu « que je parlerai et que j'insisterai pour qu'on dispose de « Bonaparte d'un commun accord. Je lui ai dit aussi, qu'é« tant son ami particulier, je lui conseillais de ne pas se « mêler d'une affaire *aussi infâme ;* que lui et moi nous « avions joué un trop noble rôle dans ces événements pour « devenir des bourreaux (2)..... »

Cette lettre qui rappelle celle du vicomte d'Orte à Charles IX, révèle une âme généreuse, capable de s'élever au-dessus des

---

(1) Le général Muffling, chargé de négocier cette affaire avec le duc, rapporte dans ses *Mémoires*, que Wellington lui dit : « Un tel acte flétrirait nos noms dans l'histoire, et la pos« térité dirait de nous : Ils n'étaient pas dignes de vaincre Napoléon. »

Le général Gneisenau, cependant, insista au nom de son chef, et écrivit le 27 juin à Muffling : « Dirigez les négociations de manière que Bonaparte nous soit délivré pour être exé« cuté. C'est ce que l'éternelle justice demande et que la déclaration du 13 mars permet de « faire. Ainsi le sang de nos soldats tués ou mutilés les 16 et 18 juin sera vengé ! » Deux jours après, le même général fit savoir au négociateur que l'intention de Blücher était de fusiller Napoléon à la même place où fut tué le duc d'Enghien, mais Wellington persista et la proposition n'eut pas de suite.

(2) *Lettre à sir Charles Stuart*, 28 juin 1815.

haines et des passions vulgaires. Sous ce rapport, Wellington était supérieur à Napoléon, qui, dans sa conduite envers le duc d'Enghien, envers la reine de Prusse et la famille royale d'Espagne, oublia ce qu'on doit au malheur, et qui, chose vraiment incroyable, fit un legs de 10,000 francs au misérable auteur d'une tentative d'assassinat sur le duc de Wellington.

Quelques historiens français, tout en flétrissant cette odieuse disposition testamentaire, ont fait un crime au duc de Wellington d'avoir provoqué la déportation de l'empereur à Sainte-Hélène ; d'autres lui ont reproché de n'avoir fait aucune démarche pour sauver le maréchal Ney, bien que sollicité par les supplications et les larmes de la malheureuse duchesse d'Elchingen.

Nous devons un mot d'explication à ces historiens, moins dans l'intérêt de Wellington que dans l'intérêt de la vérité.

Pour ce qui regarde d'abord l'empereur, il est tout naturel qu'on ait cherché à l'éloigner de l'Europe, lui qui avait profité du voisinage de l'île d'Elbe pour rentrer en France et troubler une seconde fois la paix du monde. On ne pouvait plus d'ailleurs se fier à sa parole ni à ses engagements, après qu'il eût violé d'une manière éclatante le traité de Fontainebleau déterminant son lieu d'exil. Quant au choix de Sainte-Hélène, ce n'est pas le duc qui l'inspira ; il n'eut même pas à s'occuper de cette question. Dès le mois de mai 1814, en effet, les plénipotentiaires au Congrès de Vienne avaient décidé, dans une conférence secrète, que si Napoléon s'échappait de l'île d'Elbe et qu'il tombât au pouvoir des alliés, on le transférerait à Sainte-Hélène ou à Sainte-Lucie (1). C'est Fouché qui avait soumis à Louis XVIII l'idée de cette déportation lointaine. Talleyrand la soutint au Congrès, et elle ne rencontra d'opposition que de la part d'Alexandre.

---

(1) CAPEFIGUE. *Les Cent jours*, p. 144.

Le plénipotentiaire portugais avait mis en avant une des Açores ; mais Castlereagh fit accepter Sainte-Lucie ou Sainte-Hélène. Si le cabinet de Saint-James donna dans la suite la préférence à Sainte-Hélène, c'est que les navigateurs français eux-mêmes avaient reconnu à cette île un aspect agréable et un climat très-sain (1).

On a beaucoup exagéré les mauvais traitements infligés à Napoléon dans son exil ; cependant, le gouvernement britannique est coupable de n'avoir pas adouci par ses égards et par ses libéralités le restant d'une vie si illustre et les douleurs attachées à la plus grande infortune des temps modernes. De ce chef au moins le duc de Wellington n'a pas de responsabilité à subir, puisqu'il n'entra dans le cabinet qu'après la mort de l'empereur.

Sans doute, il eût été beau de voir le vainqueur de Waterloo protester publiquement contre les tracasseries suscitées par le ministère au prisonnier de Sainte-Hélène. Mais connaissait-il les détails poignants de cette captivité, détails pour la plupart révélés seulement après la mort de l'empereur par ses compagnons d'exil? Ce n'est pas sir Hudson-Lowe, ce n'est pas le gouvernement, complice de cet indigne geôlier, qui lui eussent fait connaître la vérité sur ce point. Il est donc permis de supposer que le duc ne fut pas exactement renseigné sur les justes griefs de Napoléon. Dans le cas contraire, il serait coupable à nos yeux d'avoir gardé le silence, ou du moins de n'avoir pas fait une démarche auprès du gouvernement pour améliorer le sort de l'illustre victime. S'il nous était permis de faire une supposition à cet égard, nous dirions que l'absence de tout document propre à éclairer nos doutes, est une présomption favorable à Wellington.

---

(1) Voir à ce sujet un article curieux sur la déportation de Napoléon à Sainte-Hélène, publié dans l'*United service journal*, en 1853.

Cependant, le contraire aussi est admissible, car le duc n'était pas un de ces hommes expansifs, qui se plaisent aux protestations généreuses, alors même qu'ils ne sont pas sollicités à les faire, ou qu'ils savent d'avance n'avoir chance de succès. Dans son for intérieur, il condamna bien des actes contre lesquels néanmoins il s'abstint de protester, soit qu'il ne fût pas en position de devoir le faire, soit qu'il n'eût pas l'espoir d'arriver à un bon résultat.

Quant à l'exécution du maréchal Ney, on a tout lieu de croire, à la façon dont Wellington a qualifié les fautes de la Restauration, qu'il y fut hostile; s'il n'est pas intervenu dans le débat, c'est sans doute parce qu'il n'avait rien à y voir. Ceci demande un mot d'explicaton.

Les souverains alliés avaient exigé des poursuites contre 200 fauteurs de la révolution du 20 mars. Le ministère Talleyrand était parvenu à faire rayer de la liste de proscription 143 noms; parmi les 57 restants se trouvait en première ligne celui de Ney. Au moment où la nouvelle liste parut, les hommes d'État français n'élevèrent aucune objection contre la légalité des poursuites annoncées.

L'argument tiré de la convention de Paris ne fut invoqué que pendant les débats de la Chambre des Pairs. Wellington, consulté sur ce point, déclara, avec l'assentiment unanime des ambassadeurs étrangers, alors à Paris, que la convention signée par le prince d'Ekmühl, Blücher et lui était exclusivement militaire et ne liait point la politique de Louis XVIII (1). Ce n'est pas lui, du reste, qui devait juger le prince de la Moscowa, c'étaient les compatriotes de Ney, les hommes les plus illustres de la nation française, d'anciens camarades, à

(1) Voir le *Memorandum* de Wellington relatif au maréchal Ney. Paris, 19 novembre 1815. Il n'en est pas moins vrai, que l'exécution du maréchal fut une violation manifeste de la capitulation de Paris. Alison lui-même, cet historien si sévère pour Ney, est obligé d'en convenir (voir *Hist. of Europe*, t. X, p. 486). M. Dupin a établi ce fait juridiquement.

qui la gloire et les services de l'intrépide soldat ne pouvaient être indifférents : or, parmi ces juges, au nombre de 160, pas un seul ne trouva le maréchal innocent. Dix-sept seulement votèrent pour la transportation et cinq seulement s'abstinrent. Pourquoi Wellington se serait-il fait le censeur de cet arrêt, lui dont l'âme toute militaire devait flétrir au surplus une action qui, de quelque manière qu'on l'explique, ne sera jamais ni loyale, ni chevaleresque? Il pouvait à la vérité demander la grâce de Ney ; mais, en présence de l'unanimité de la condamnation, quelle chance aurait eu cette démarche ? Vraisemblablement elle n'eût servi qu'à susciter des embarras et peut-être même des dangers au gouvernement ; or, il ne pouvait convenir au restaurateur de la légitimité en France de fournir des armes à l'opposition contre le premier acte significatif de Louis XVIII.

Ceux qui reprochent à Wellington sa froide réponse à la supplique de la princesse de la Moskowa oublient que pas un des anciens compagnons du maréchal n'a eu le courage de demander au roi, en échange de son dévouement, la grâce du *brave des braves*. Tous, à l'exception peut-être de Moncey, ont baisé la main qui avait signé la sentence de leur camarade, et, témoins de cette lâcheté, la presse et l'histoire n'ont eu de verges que pour le vainqueur de Waterloo. C'est une flagrante injustice.

Pour comprendre les sentiments que la trahison de Ney devait inspirer au général anglais, il faut se rappeler que nul ne fut jamais plus esclave de ses devoirs ni plus opposé à l'emploi des moyens que l'honneur et la loyauté réprouvent. Quand on lui proposa de terminer la guerre avec d'Hoondiah Waugh par un coup de poignard, il rejeta cette offre avec mépris ; et quand le capitaine d'Argenton lui demanda son appui pour exploiter le mécontentement qui s'était manifesté dans l'armée de Soult, il refusa tout aussi énergi-

quement, trouvant peu digne d'obtenir par une révolte militaire ce qui devait être le prix de la bravoure et de l'habileté (1).

Fidèle à la parole jurée, il n'a jamais souffert que ses subordonnés la trahissent. Le 20 octobre 1809, il écrivait à Kellermann : « Quand les officiers anglais auront donné leur « parole de ne point s'évader, soyez sûr qu'ils la tiendront. « Je vous déclare que je n'hésiterais pas à faire arrêter ceux qui « y manqueraient pour vous les renvoyer immédiatement. »

On a reproché à Napoléon d'avoir violé la capitulation de Madrid, au maréchal Lannes d'avoir agi de même à l'égard de Saragosse, et au duc d'Albuféra d'avoir condamné à mort plusieurs habitants de Valence, encore qu'il eût promis « de « ne faire aucune recherche pour le passé contre ceux qui « auraient pris une part active à la guerre ou à la révolu« tion. »

Wellington avait pour ces sortes de traités un respect tel, qu'il refusa de donner des armes à une partie des milices d'Alméida, parce qu'en capitulant, ces milices s'étaient engagées à ne pas servir contre la France (2).

Pendant que Masséna était à Santarem, le duc apprit que des *ordenanzas*, après avoir fait soumission aux Français, tiraient avantage de leur position pour massacrer les traînards et les petits détachements de l'ennemi. Cette fourberie déplut au général en chef, qui enjoignit aux *ordenanzas* de cesser immédiatement un genre de guerre aussi déloyal (3).

Le duc abhorrait la duplicité de certains hommes d'État anglais, qui par leurs actes ont autorisé les autres nations à

---

(1) Ce fait et l'absence de documents positifs nous autorisent à regarder comme inexacte l'affirmation suivante du général Koch, auteur des *Mémoires de Masséna*.

« Des propositions brillantes furent faites au général Brenier pour l'engager à livrer Almeida, mais leur auteur n'en recueillit que la honte. » T. VII, p. 485.

(2) Belmas est dans l'erreur, quand il prétend que Wellington employa ces milices après la capitulation.

(3) NAPIER, t. VII, p. 224.

établir entre Londres et Carthage un parallèle fâcheux pour l'honneur britannique.

Pendant son séjour dans l'Inde, quoique ayant affaire à des princes astucieux et corrompus, il s'abstint rigoureusement de toute mesure susceptible de porter atteinte à la renommée de son pays. « Mieux vaut perdre dix provinces, « disait-il (1), que la réputation de scrupuleuse bonne foi, « et l'honneur que nous avons acquis dans la guerre des « Mahrattes »... « Une stricte justice doit toujours prévaloir dans les transactions de la Compagnie avec les indigènes (2). »

Et à propos des gouvernements de la Péninsule qui ne montraient pas beaucoup de loyauté et de respect pour leurs engagements : « Il serait difficile de dire, écrivait-il à Charles « Stuart (3), ce qui réussira ou ne réussira pas dans ces gou- « vernements d'intrigue ; mais à mon avis la ligne droite est « la meilleure. »

Wellington était très-opposé aussi à la politique envahissante et presque toujours égoïste du *Foreing Office*. Toutefois, pour ne pas entraver le gouvernement ou lui faire perdre son influence sur l'esprit des masses, il se bornait à protester contre cette politique dans sa correspondance intime ou confidentielle : « J'avoue, écrivait-il au major Malcolm (4), « qu'en réfléchissant au traité de paix avec Scindiah et à ses « conséquences, je crains que la *modération* du gouverne- « ment anglais dans l'Inde ne paraisse avoir une grande res- « semblance avec l'ambition d'autres gouvernements. »

Dans une lettre à son frère Henri datée du 14 janvier 1811, le duc critiquait vivement le rôle que l'Angleterre voulait

(1) *Lettre au major Malcolm*, 17 mars 1804.
(2) 2 juin 1803, au secrétaire du gouvernement de Bombay.
(3) *Lettre du* 8 novembre 1811.
(4) 27 janvier 1804.

prendre dans la question des colonies espagnoles : « J'ai tou-
« jours été d'avis, dit-il, que dans ses relations avec l'Espagne
« la Grande-Bretagne devrait suivre une ligne de politique
« libérale et mettre de côté, au moins pendant la durée de la
« guerre actuelle, toute considération d'intérêt commer-
« cial...... Les folles spéculations des colonies ne peuvent
« être tolérées; l'autorité de la mère-patrie doit être soute-
« nue, et les efforts de nos capitaines de vaisseaux mar-
« chands, pour amener la séparation de l'Espagne d'avec ses
« possessions lointaines, doivent être réprimés.

« J'espère que la régence aura la fermeté de repousser la
« liberté du commerce avec les colonies. La Grande-Bre-
« tagne, par l'effet de cette même liberté à l'égard du Brésil,
« a ruiné le Portugal... Je me bornerai donc à demander s'il
« est sage, libéral, juste de détruire le pouvoir et les res-
« sources de nos alliés, de les ruiner de fond en comble pour
« faire entrer dans la poche de nos marchands l'or qui entrait
« auparavant dans les caisses publiques (1). »

Lorsqu'en 1813, la coalition faisait à Napoléon une guerre déloyale, affectant un libéralisme et des intentions pacifiques qui n'avaient rien de sérieux, Wellington combattait ouvertement l'empire et levait le drapeau de la légitimité, sans prendre part aux fourberies qui ont marqué les négociations de cette époque. Au lieu d'effrayer les populations par des actes de représailles, il cherchait à gagner leur confiance, en s'offrant à elles, non comme un ennemi courroucé, mais comme le restaurateur du seul régime capable de leur donner la paix et le bonheur. Au moment de poser le pied sur le territoire français : « *Je dois dire*, écrivait-il à son gouvernement, *que*

---

(1) *A Henri Wellesley*, 10 août 1810.

« *nos succès dépendront surtout de notre modération et de* « *notre justice.* »

Ce langage, et plus encore la conduite du général anglais, formaient un contraste singulier avec les faits et gestes des alliés au nord et à l'est de la France. Là furent commis, en effet, malgré les déclarations les plus rassurantes, une foule d'excès dont le souvenir n'est pas encore effacé de la mémoire du peuple, et que Wellington eut le courage de désapprouver hautement.

Le respect du duc pour l'autorité n'allait pas jusqu'à lui faire accepter par une approbation tacite ou un silence complaisant la responsabilité d'une mesure injuste ou nuisible. Peu d'hommes ont mis autant de franchise à défendre leurs opinions; cependant, il n'était pas d'humeur chagrine ni enclin à la critique. En règle générale même, il ne se prononçait que lorsqu'il était consulté, ou lorsqu'il se croyait obligé de parler dans l'intérêt de la chose publique.

En dehors de ces deux cas, il évitait de faire connaître son opinion, ayant adopté pour maxime qu'*il ne faut pas se mêler des choses qui ne nous regardent point.*

Wellington possédait à un haut degré ce courage moral qui ne craint pas de se heurter à de puissantes influences, lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'un devoir essentiel. Ainsi, quand le duc d'Angoulême le pressa de mettre l'armée anglaise à la disposition de sa famille pour réprimer la contre-révolution de Bordeaux, il lui écrivit : « C'est contre mon avis et « ma manière de voir que Louis XVIII a été proclamé... Aucun « pouvoir sur la terre ne me fera départir de ce que je crois « être mon devoir envers les souverains alliés, et je ne « risquerai pas même une compagnie pour sauver des pro- « priétés et des familles mises en danger contre mon avis et « mon opinion... Je serais coupable d'une grave infraction à « mes devoirs et d'une grande cruauté envers les habitants

« du pays, si je les livrais à Votre Altesse Royale prématuré-
« ment, ou contrairement à leurs vœux (1). »

C'est avec la même fermeté qu'il combattit dans la suite les vues des souverains disposés à mutiler la France; — qu'il prévint les effets de la haine aveugle de Blücher; — qu'il défendit au Congrès d'Aix-la-Chapelle le système de l'évacuation immédiate, dont la plupart des alliés ne voulaient pas, — et que, dans l'administration de son propre pays, il sut résister tour à tour aux menaces et aux séductions des tories et des whigs, de ses amis et de ses ennemis, du peuple, et même de la couronne (2).

En votant l'émancipation catholique, il se mit à dos la majorité de la nation, les classes élevées, si puissantes en Angleterre, et les classes moyennes, si fortement attachées à leur religion; et, en combattant la réforme parlementaire, il exposa tout aussi résolument sa popularité aux haines du parti avancé, qui essaya vainement de l'intimider par ses menaces et ses outrages.

Dans toutes les phases de sa vie, il se montra le même : circonspect et lent à prendre une résolution, mais ferme et ne reculant devant aucun obstacle, ni devant aucun sacrifice personnel, lorsqu'il s'agissait de l'exécuter : *iron duke* sur le champ de bataille, *iron duke* dans le cabinet, et néanmoins toujours bon, affable, humain, quand il pouvait suivre les inspirations de son cœur.

Wellington avait cette fermeté de conviction et cette grandeur d'âme qui font mépriser l'injure et la calomnie. Il ne répondait ni aux journalistes, ni aux pamphlétaires. Canning signala ce fait caractéristique dans une séance de la Chambre

---

(1) *Lettre du* 29 mars 1814.

(2) Témoin l'approbation qu'il donna à Robert Peel, quand celui-ci encourut la disgrâce de la reine, à propos de sa demande de renvoi des dames d'honneur et des femmes de chambre du palais.

des Communes (26 avril 1811) : « Pendant que notre brave « général, dit-il, était en butte à de fausses appréciations, « jamais il n'a daigné signaler les comptes rendus inexacts « qu'il voyait publier. Il avait pris le parti de n'y pas répondre « en paroles ; et de laisser les résultats confondre les calom- « nies et les calomniateurs. »

Une seule fois, Wellington s'écarta de cette ligne de conduite : ce fut pour repousser les allégations d'un pamphlet publié dans le *Duende,* et basé sur une lettre écrite au ministre de la guerre par le comte de Ville-Fuentès, *xefe politico* de Guipuzcoa. Ce pamphlet était principalement dirigé contre le général Graham, accusé d'avoir ordonné et encouragé le sac de Saint-Sébastien. Wellington, en sa qualité de chef responsable, prit la défense de son subordonné, et, à la vivacité de son langage, on reconnaît qu'il fut cette fois piqué au vif. « Si ce factum, écrivit-il, est publié en Angleterre, je pour- « suivrai l'imprimeur. Je ne sais combien de temps je garde- « rai mon sang-froid (*how longer my temper will last*) ; mais « jamais je ne fus aussi dégoûté de quelque chose que de ce « pamphlet, et je ne sais ce qui me cause le plus de chagrin, « ou la conduite des soldats qui ont pillé Saint-Sébastien, ou « le libelle du *xefe politico* et du *Duende* (1)... »

« J'ai la conviction que ce nouveau libelle est écrit sous « la dictée du plus indigne de tous les goujats (*the greattest* « *of all blackguards*), le ministre de la guerre d'Espagne (2). »

Excepté dans cette circonstance, Wellington se montra toujours insensible aux attaques de la médisance et de l'envie. « Tout homme, écrivit-il, qui sert le public fermement et fi- « dèlement a pour ennemis et pour calomniateurs ceux qui

---

(1) Voir GURWOOD, t. XI, p. 232.

(2) *Despatches*, t. XI, p. 185. *Lettre à sir Henri Wellesley.*

Voir dans le recueil des dépêches, t. XI, p. 232, une autre lettre également violente contre ce pamphlet.

« désirent faire leur profit des besoins publics, des embarras, « des désastres et des malheurs du temps (1). »

Appréciant les choses à ce point de vue philosophique, il écrivit au comte de Liverpool, après les débats violents soulevés par la convention de Cintra : « Je vous assure que ce « qui s'est passé dans le Parlement, à propos de moi, ne m'a « pas affligé un seul instant (2). »

En 1815, à propos des attaques d'un journal d'opposition : « C'est une sorte de privilége des Anglais de ce temps-ci, « dit-il,de lire dans les feuilles quotidiennes des mensonges « sur ceux qui les servent, et j'ai été accoutumé, depuis « longtemps, à être traité de cette manière... Je suis parfai« tement indifférent à tout ce qu'on dit de moi dans les jour« naux (3). »

Au courage qui fait vaincre sur le champ de bataille et triompher des obstacles de toute espèce, Wellington joignait cet autre courage si précieux et si rare, qui fait dédaigner les vaines satisfactions de l'amour-propre, pour obtenir un résultat solide de préférence à un résultat brillant. Ainsi, au début de la guerre des Mahrattes, il fit les plus grands efforts pour prévenir une collision que d'autres eussent recherchée avec empressement, comme une source de faveurs et de distinctions. Dans la Péninsule, il laissa plus d'une fois échapper l'occasion de remporter une victoire, uniquement parce qu'il jugeait cette victoire inutile, ou qu'il pouvait obtenir le même résultat sans exposer la vie de ses soldats. En voici un exemple remarquable. Au commencement de la campagne de 1810, l'armée et le peuple sollicitèrent unanimement Wellington de venir au secours de Ciudad-Rodrigo. Le duc avait

---

(1) *Lettre du* 9 juin 1813 *au général Cooke.*
(2) *Despatches*, t. V, p. 524.
(3) Lettre adressée au rédacteur de ce journal. Paris, 24 novembre 1815.

d'excellentes raisons pour ne pas le faire. Il refusa donc, laissa prendre la ville et se livra de plein gré à toutes les colères que cette action qualifiée de « honteuse » souleva autour de lui.

Avec le même stoïcisme, il brava les sarcasmes de Masséna qui, dans ses proclamations, attribuait « à la peur » l'inaction calculée de son illustre adversaire.

Signalons encore la patience avec laquelle le duc attendit la retraite du prince d'Essling, opération prévue depuis longtemps et qu'il aurait pu hâter, mais sans avantage réel, par une attaque sur Santarem.

Les officiers anglais dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres, poussèrent leur général à livrer des combats et à prendre l'offensive; mais Wellington refusa invariablement de faire tuer ses soldats lorsqu'il ne devait en résulter que de la gloire pour lui. Ce respect de la vie de l'homme, et ce mépris de la renommée l'élèvent bien au dessus des généraux qui ne voient dans la guerre qu'un moyen d'obtenir de grands avantages ou une brillante renommée. « Le gouver-
« nement s'est trompé, écrivit-il à Charles Stuart (1), s'il a
« cru qu'un désir intéressé d'acquérir de la réputation ait
« influé ou influera jamais sur ma conduite. Je suis venu ici
« pour l'acquit de mon devoir; la seule chose qui doive ou
« puisse me satisfaire, est l'accomplissement de ce que je
« dois à mon pays. »

Ce même sentiment d'abnégation faisait accepter à Wellington toutes les positions qu'il plaisait au gouvernement de

(1) 4 juin 1811.

lui donner. En 1809, il fut envoyé à Hastings pour s'occuper de la discipline, de l'instruction et des menus détails d'une brigade d'infanterie. Il s'acquitta de cette mission avec la plus scrupuleuse exactitude. Un de ses amis, étonné de tant de résignation, lui demanda comment il pouvait se contenter d'une brigade, lui qui avait commandé à des armées de 40,000 hommes sur le champ de bataille, et mérité plusieurs fois les félicitations du Parlement. — « La chose est « bien simple, répondit sir Arthur : Je suis *nim mukwallah* « comme nous disions en Orient, c'est-à-dire j'ai mangé le « sel du roi. Pour cela je comprends qu'il est de mon devoir « de servir sans hésitation, avec zèle et gaieté partout où le « roi et son gouvernement trouvent convenable de m'em- « ployer (1). »

Dans une autre occasion, un colonel ayant trouvé mauvais qu'on lui rendît son régiment, après qu'il eut commandé une brigade, Wellington écrivit à ce colonel (2) : « Tout ce que « je puis dire, c'est que, pendant ma carrière militaire, j'ai « passé du commandement d'une brigade à celui d'un régi- « ment, et du commandement d'une armée à celui d'une « brigade ou d'une division, selon que j'en ai reçu l'ordre, « et sans que jamais je me sois senti humilié de ces muta- « tions. »

On sait avec quelle abnégation sir Arthur Wellesley remit à Baird le commandement de l'expédition d'Égypte, lorsque déjà il avait réglé tous les détails de cette expédition. Le même fait se produisit au début de la guerre de Portugal.

En apprenant, dans la baie de Mondégo, que le ministère avait nommé Burrard au commandement de l'expédition dont il devait se croire le chef, à en juger d'après ses in-

(1) GURWOOD, *Despatches*, t. IV, p. 2.
(2) 10 mai 1813.

structions, il écrivit à Castlereagh (1) : « Tout ce que je puis « dire à cet égard, c'est que je ferai de mon mieux pour « assurer le succès, soit que j'aie ou non le commandement ; « que je reste à l'armée, ou que je la quitte, vous pouvez « compter que je ne précipiterai pas les opérations, et que « je ne les commencerai pas un moment plus tôt, dans le « but d'acquérir de la gloire. Le gouvernement décidera « ultérieurement à quoi je dois être employé, soit ici, soit « ailleurs. »

Huit jours après (2), sir Arthur écrivit au même ministre : « ... Je serai le plus jeune des lieutenants généraux ; cela ne « m'empêchera pas de servir le gouvernement partout et comme « il lui plaira. »

La règle de conduite de Wellington à cet égard se trouve clairement tracée dans les lignes suivantes écrites, au général Mackenzie (3) : « La seule place convenable pour un militaire « est celle où il a l'ordre de se rendre. »

En parcourant la volumineuse correspondance du duc, on trouve vingt fois ces mots stéréotypés : *Donnez-moi des ordres, et vous serez obéi* (4).

Cette soumission cependant n'empêcha pas le duc de donner ses avis et de combattre les idées de ses chefs ; mais, lorsque ses observations respectueuses n'étaient pas agréées, il se soumettait de bonne grâce, et s'appliquait à exécuter loyalement ce qu'on lui avait prescrit.

Au début de la guerre des Mahrattes, le gouverneur de Bombay, M. Dunkan, ayant désapprouvé le plan de sir Arthur pour l'organisation des troupes et la défense du Guzerat, le jeune officier écrivit à ce fonctionnaire (5) : « J'apprends par

---

(1) 1er août 1808.
(2) Le 8 août.
(3) 25 juin 1809.
(4) Voir t. VI, p. 9 ; t. V, p. 295 ; t. IX, p. 52 ; t. X, p. 75 et 76, et t. XI, p. 372.
(5) *Lettre du* 2 avril, t. VI, p. 9.

« votre lettre, que vous désapprouvez mon plan et que vous « me rendez responsable de son exécution.

« Je suis certainement prêt et disposé à accepter la respon- « sabilité de chaque mesure que j'adopte, et à encourir tout « risque personnel pour le service public; mais je serais pré- « somptueux si, après votre opinion, je persistais dans la « mienne. »

En 1810, à propos de l'évacuation du Portugal, qu'il avait vivement combattue, Wellington écrivit (1) : « Tout ce que « je demande, c'est que si je dois être responsable, on me « laisse agir d'après mon propre jugement. Si le gouverne- « ment accepte les opinions d'autrui et doute de l'efficacité « des mesures que je propose, il n'a qu'à me donner des in- « structions détaillées; je les suivrai strictement. »

En 1813, après avoir protesté contre le rappel des bataillons provisoires (2), le duc écrivit à lord Bathurst, « que « les ordres m'arrivent de la part de ceux qui doivent les « donner, ils seront exécutés avec promptitude, et vous n'en- « tendrez aucune plainte sur le mauvais effet qu'ils auront « produit (3). »

Cette déférence pour l'autorité fut si grande, que lorsqu'il arrivait à Wellington de recevoir un ordre inexécutable ou nuisible, il demandait de nouvelles instructions, plutôt que de commettre un acte de désobéissance. C'est ce qu'il fit, par exemple, en 1809, à propos des instructions relatives à l'évacuation du Portugal. Il ne se mettait jamais en opposition avec un ordre formel, mais il prenait quelquefois sur lui, comme en 1808, de profiter du vague de ses instructions pour agir à sa volonté. Écrivant à M. Cooke (4), sous-secré-

---

(1) *Lettre* du 2 avril, voir GURWOOD, t. VI, p. 9.
(2) C'est le duc d'York qui voulait rappeler ces bataillons en Angleterre.
(3) *Lettre du* 9 mars.
(4) Le 16 avril 1814.

taire d'État : « Vous autres, dit-il, en Angleterre, vous allez « gand train et vous croyez que tout doit aller au gré de vos « désirs..... mais vous oubliez quelquefois que vos géné- « raux ont des instructions fort précises, et que pour bien « servir leur pays ils doivent se conformer à ces instructions, « quelque peu de crainte qu'ils aient d'assumer sur eux une « grande responsabilité. »

Veut-on une preuve encore de la parfaite soumission du duc à des personnes qui lui étaient inférieures en mérite, mais supérieures par le grade ou les attributions? Nous rappellerons sa déposition devant la cour d'enquête, instituée à propos de l'arrangement de Cintra. Il avoua dans cette déposition qu'il ne fut pas d'accord avec le général Dalrymple sur plusieurs articles de la convention, et que néanmoins il l'avait signée par déférence pour son chef: « Je pensai, dit-il, qu'il « était de mon devoir d'accéder au désir du commandant en « chef, d'après la loi que je me suis faite, et qui m'a toujours « dirigé dans mes actes, de me conformer aux ordres et aux « intentions de mes supérieurs, quelque différence qu'il y « eût entre nos opinions. »

C'est ainsi qu'après avoir exposé toute l'absurdité du plan qui consistait à employer, vers 1813, l'armée de la Péninsule au Nord, Wellington finit sa lettre en disant : « Je suis aux « ordres du prince régent, et je ferai tout ce que lui et son « gouvernement jugeront convenable (1). »

En 1815, le duc trouva que les alliés avaient un front d'opérations beaucoup trop étendu. Le prince de Schwarzenberg lui ayant demandé son avis sur ce point ainsi que sur l'ensemble des dispositions arrêtées, il rédigea un mémoire dont le paragraphe final était ainsi conçu : « Voilà mes idées « générales, basées sur notre force, notre position et la force

---

(1) *Lettre* du 12 juillet 1813, *à lord Bathurst.*

« de l'ennemi ; cependant, je suis prêt à faire ce qu'on voudra, si l'on n'approuve pas ce que je propose. »

Chez tout autre homme que chez le duc de Wellington, cette condescendance eût passé pour un manque d'énergie et de conviction.

Non moins extraordinaire est le respect du duc pour la légalité; ce respect, si rare chez les conquérants, l'honore à l'égal de ses plus brillants succès. « Chaque chose que nous « ordonnons, écrivit-il au comte de l'Abisbal (1), doit être « conforme à la loi et au règlement... Si nous ne donnons « pas nous-mêmes l'exemple d'une stricte obéissance aux « ordres de nos supérieurs, nous ne pouvons pas nous at« tendre à ce que nos inférieurs obéissent aux nôtres. »

En Portugal comme en France, Wellington exigea que ses soldats se conformassent à la juridiction du pays. Écrivant à Crawfurd (2) : « Je désire, dit-il, vous apprendre que « ni moi ni aucun officier de l'armée anglaise, nous n'avons « le pouvoir d'arrêter ou de punir les magistrats ni les autres « personnes revêtues de l'autorité civile. »

Le duc poussa la rigueur si loin, qu'il défendit à ses officiers de chasser dans les parcs réservés, aux environs de leurs cantonnements, sans l'autorisation des propriétaires; qu'il leur ordonna de se soumettre aux visites des préposés de l'octroi à l'entrée des villes de France, et qu'il punit sévèrement les moindres contraventions aux règlements de la police locale. On a vu qu'en Espagne, alors que son armée avait le plus à souffrir de l'indifférence et de l'hostilité des nationaux, il défendit à ses soldats d'arracher des légumes dans les champs, ou de prendre quoi que ce fût sans indemniser les propriétaires.

---

(1) 17 mars 1813.
(2) 17 mai 1817.

Il fit également un ordre du jour pour défendre aux militaires anglais les réunions et les cérémonies franc-maçonniques. Cet ordre, daté du 5 janvier 1810, est ainsi conçu : « L'institution de la franc-maçonnerie étant contraire à la loi « en Portugal, le commandant en chef ordonne de suspendre, « pendant tout le temps que les troupes anglaises seront « dans ce pays, les réunions de loges qui ont lieu dans les « différents corps, l'usage des signes et des emblêmes consa- « crés, ainsi que les promenades des officiers et des soldats « en processions franc-maçonniques. Les officiers et les sol- « dats sentiront la nécessité d'obéir aux lois du pays qu'ils « ont reçu mission de protéger. »

On sait combien Wellington eut à se plaindre des extravagances et de l'hostilité des Cortès. Il ne manquait certes pas de raisons pour mépriser les ordres de cette assemblée ; néanmoins « *il se fit un devoir de se soumettre toujours à son autorité* (1). »

Mais ce qui atteste mieux encore la parfaite soumission du duc aux lois existantes, c'est qu'il observa rigoureusement, jusqu'à la fin de la guerre, un code pénal dont les dispositions vicieuses donnaient lieu aux plus graves inconvénients. Lorsqu'une cour martiale avait rendu un arrêt absurde, il s'en plaignait, mais toujours respectait la chose jugée. Le 6 juin 1800, écrivant au lieutenant-colonel Close : « Je ne puis, « dit-il, approuver les jugements rendus par la cour martiale, « *et cependant je les ai ratifiés* (2). »

En 1809, un soldat convaincu d'avoir frappé son officier,

---

(1) Voir la *lettre* adressée par Wellington, le 22 septembre 1814, *au roi d'Espagne.*

(2) Dans plusieurs de ses lettres (t. V, p. 164, 217 ; t. VII, p. 70 ; t. X, p. 78, 315 ; t. XI, p. 186, 404, 328), Wellington se plaint du peu de sévérité des cours martiales et de l'absurdité de leurs jugements.

Quand les sentences consacraient un principe inique ou fâcheux pour la discipline, Wellington les renvoyait ordinairement avec prière de procéder à un nouvel examen. Mais rien ne constate qu'il ait jamais refusé d'approuver une sentence après cette seconde épreuve.

fut acquitté. En apprenant ce fait, Wellington écrivit au général Mackenzie (1) : « Je suis inquiet au dernier point de « savoir si la cour martiale générale ne reviendra pas sur la « sentence qu'elle a portée dans cette affaire ; car je suis dé- « solé de vous apprendre qu'il y a eu dans ces derniers temps « plusieurs exemples de soldats ayant battu des officiers « commissionnés et non-commissionnés, dans l'exercice de « leurs fonctions. »

Observateur rigoureux des règles et des formes de la justice, le duc n'a jamais commis sciemment un acte contraire à la loi ou à l'équité. S'il lui arrivait de se tromper, il reconnaissait loyalement ses torts (2). On peut voir (t. V. p. 154 de ses *Dépêches*), qu'au besoin il savait rendre justice aux inférieurs et condamner les chefs qui faisaient abus de leur autorité.

Un officier lui ayant écrit en termes inconvenants, au lieu de sévir immédiatement, comme d'autres eussent fait, il écrivit au lieutenant-colonel Close (3) : « Personne n'est juge com- « pétent dans sa propre cause ; c'est pourquoi je vous serais « obligé de me donner votre opinion sur cette affaire. »

Dans une autre occasion, il fut d'avis que « décider sans « faire une enquête serait de sa part une injustice (4). »

Un homme si scrupuleux à l'endroit de l'équité ne devait pas être enclin au favoritisme. Ses plus grands détracteurs,

---

(1) *Lettre* du 16 juillet 1809.

(2) Voir entre autres l'*ordre* du 14 décembre 1809 et celui du 13 septembre 1810, où il dit : « Les officiers de l'armée se rappelleront que non-seulement il n'y a pas de déshonneur, « mais qu'il y a du mérite à reconnaître un tort et à le réparer. »

(3) *Lettre* du 2 juin 1800.

(4) *Lettre au lieutenant-colonel Close*, 18 juin 1800.

ont reconnu, en effet, qu'il n'eut pas de préférences injustes, et que tous les officiers trouvèrent en lui une égale protection.

Écrivant à lord Castlereagh (1) : « Si je me plains, dit-il, « de n'avoir pas le pouvoir de donner de l'avancement aux « officiers ou de les patroner, ce n'est pas que je désire avan- « tager mes favoris. Je déclare, au contraire formellement « que si j'avais demain ce pouvoir, il n'y a pas un seul « militaire que je voulusse avancer autrement que pour ses « services. »

Déjà, en 1803, Arthur Wellesley avait tenu le même langage à son ami le lieutenant-colonel Close, au sujet d'un candidat à l'emploi de chirurgien-major : « La personne que vous me « recommandez est une de celles que j'estime le plus ; son « avancement et son bien-être m'intéressent particulière- « ment, car elle m'a été souvent recommandée, dans les « termes les plus pressants, par son parent le général Mac- « kenzie, un de mes vieux amis. Mais vous et moi, mon cher « colonel, nous devons écouter les recommandations d'un « ordre supérieur à celles dont je viens de parler, et les pré- « férer aux suggestions qui viennent de nos sentiments par- « ticuliers d'amitié ou de bienveillance. Ces recommandations « sont celles fondées sur les services rendus (2). »

Joignant l'exemple au précepte, Wellington appliqua ces principes aux officiers qu'il avait le plus d'intérêt à favoriser. « Tous mes aides de camp, écrivit-il, ont été promus *à leur* « *tour* dans les régiments dont ils font partie, ou pour avoir « apporté en Angleterre la nouvelle d'une victoire (3). » Bien peu de généraux ayant commandé en chef pourraient en dire autant.

---

(1) Le 17 juin 1809.
(2) *Lettre* du 3 juillet 1803, *au lieutenant-colonel Close.*
(3) *Despatches*, t. VI, p. 304.

Cette rare impartialité était unie chez le duc à une franchise toute militaire, qui le faisait aimer de ses subordonnés.

Lorsqu'il avait à se plaindre de quelqu'un, il formulait ses reproches en termes précis. « J'ai ordonné, écrivit-il « en 1811 à un commissaire général député (1), qu'on vous « otât votre emploi, dans la conviction intime que j'avais, « et qui depuis a été reconnue fondée, que le service ne fe- « rait que péricliter de plus en plus si vous continuiez à le « diriger. »

Dans une lettre adressée le 2 décembre 1814 à un général espagnol, Wellington dit avec la même franchise : « Je ne « vous ai pas recommandé au roi d'Espagne pour l'avance- « ment, non que j'aie quelque doute sur votre zèle et votre « courage à défendre la cause du roi, mais parce que je sais « que vous n'avez pas fait d'études militaires, et que vous « accordez peu d'attention à la discipline ainsi qu'au bon « ordre des troupes. »

Ce langage est celui d'un homme qui a la conscience d'être juste.

Le même sentiment d'équité se révèle, dans la façon dont Wellington appréciait les services de ses subordonnés (2). Son plus grand bonheur était de les mettre en relief, et jamais l'envie n'a dicté ses jugements sur leur conduite. On trouve même que ses rapports ont en général un caractère trop laudatif : reproche honorable et vraiment extraordinaire pour un officier qui parlait si peu de lui qu'on pourrait croire, en lisant ses bulletins, qu'il fut simple spectateur des batailles dont il rend compte.

---

(1) *Lettre* du 27 mai.

(2) Wellington savait rendre justice aussi aux corps étrangers qui avaient servi sous ses ordres. Ainsi, en 1851, prononçant un discours en faveur de la loi sur la milice, il dit en plein Parlement : « Les armées de l'Angleterre qui ont si bien servi le pays, ne furent jamais com- « posées de plus d'un tiers de sujets britanniques. Voyez les Indes, voyez l'Espagne, voyez « Waterloo, où nous fûmes si admirablement secondés par les jeunes troupes hanovriennes « et par d'autres corps étrangers... »

On sait à quelles violentes attaques le général Graham fut exposé après l'affaire de Barrosa. Wellington ne se laissa point influencer par ces clameurs et adressa des félicitations chaleureuses à son camarade. Il fit sur lui le rapport le plus favorable, et dans une lettre à lord Liverpool, datée du 27 mars 1811, il le recommanda vivement au prince régent pour « son combat *glorieux* de Barrosa. »

Nous avons vu que le maréchal Beresford commit plus d'une faute à Albuera, et que sa conduite, dans le commencement de l'action surtout, ne mérita rien moins que des éloges. Malgré cette circonstance, et bien que le général en chef pût ressentir quelque envie du beau succès remporté par son collègue, le duc fit l'éloge du maréchal dans les termes les plus chaleureux. Écrivant à l'amiral Berkeley, le 20 mai 1811 : « ...Je pense, dit-il, que cette affaire est « une des plus glorieuses et des plus honorables qui aient « été livrées dans le cours de la guerre. » Et dans une lettre écrite deux jours après (1) à lord Liverpool, il ne peut assez se louer « *de l'habileté, de la fermeté et de la bravoure du* « *maréchal.* »

Après la bataille de Vittoria, Wellington déclarait que Beresford « l'avait aidé par ses conseils d'amitié et par son assistance dans les dernières opérations. » A ce propos même, un général français croit devoir adresser de sévères reproches au duc : « Il est pitoyable, dit-il, d'entendre le vainqueur de « Salamanque et de Vittoria nous affirmer qu'il est rede- « vable de ses lauriers au général qui, le jour de la bataille « d'Albuera, fut obligé de se boxer avec un lancier polo- « nais (2). »

Après Graham et Beresford, les officiers dont la réputa-

---

(1) Le 22 mai. Voir également sa *lettre*, du même jour, *au général Spencer*.

(2) SARRAZIN, p. 338 et 339. Ce même général dit, p. 364 : « Wellington poussait trop loin la « reconnaissance envers ses collaborateurs. »

tion pouvait donner le plus d'ombrage à Wellington, étaient sans contredit Hill, Hope et Blücher. Or, voici comment le duc apprécia les services de ces trois généraux. Après l'affaire d'Arroyo-Molinos, où Hill avait surpris et battu la division de Girard, il écrivit au ministre de la guerre (1) : « Il me serait « singulièrement agréable de voir accorder quelque marque « de faveur par Son Altesse Royale le prince régent au lieu-« tenant général Hill : ses services, dans ce pays, ont tou-« jours été excellents et très-distingués ; il est chéri de toute « l'armée. »

Et quand ce même général, par un audacieux coup de main, eut détruit les ouvrages de la tête de pont d'Almaraz, Wellington s'empressa de rendre compte à lord Liverpool de cette opération, qu'il appela « *un brillant exploit* (2). »

A la bataille de Saint-Pierre, Hill soutint avec 14,000 hommes, le choc de 35,000 Français. Quand Wellington déboucha sur le terrain avec les troupes de secours, la position de Soult était mauvaise et sa retraite imminente. L'intervention du duc acheva promptement l'œuvre de Hill ; et l'armée alliée compta une victoire de plus. En parcourant le théâtre du combat, où gisaient plus de 5,000 Anglais, le duc rencontra son brave lieutenant ; il lui serra la main, et avec une expression de joie indicible : « *Mon cher camarade,* dit-il, *ce jour est votre œuvre !* » (Hill the day is all your own) (3).

Le général Hope fut tout aussi bien traité. Il existe entre autres une lettre du 15 décembre 1813, où Wellington écrit au colonel Torrens, secrétaire du duc d'York : « Depuis long-« temps j'ai conçu la plus haute opinion de sir John Hope, « et je crois que tout le monde partage cette opinion ; l'expé-

---

(1) *Lettre* du 6 novembre 1811.
(2) *Rapport* du 20 mars 1812.
(3) MAXWELL, t. III, p. 297.

« rience de chaque jour me convainc de plus en plus du
« mérite de ce général. »

Quant à Blücher, voici comment le duc de Wellington s'exprima sur son compte dans le rapport officiel de la bataille de Waterloo : « Je serais injuste envers mes propres
« sentiments, envers le maréchal Blücher et l'armée prus-
« sienne, si je n'attribuais pas le résultat heureux de cette
« journée à l'assistance cordiale et opportune que j'ai reçue
« de ces braves alliés. »

Une preuve qu'il n'y avait rien d'affecté dans cette modestie, c'est qu'on la retrouve jusque dans les épanchements de la correspondance intime du duc. Ainsi, le lendemain de la bataille de Waterloo, il écrivait à sa mère : « Je n'exalte pas
« mon adversaire par un adroit calcul de vanité, car ce n'est
« pas moi qui ai vaincu, c'est la vigueur des troupes anglaises
« et leur constance invincible (1). »

Nous avons exposé toutes les mesures prises par Wellington pour organiser et discipliner les troupes anglaises et les corps auxiliaires de la Péninsule. Il est prouvé que la plupart des résultats obtenus doivent lui être attribués. Personne ne l'a contesté ; Wellington seul fut d'un avis contraire. Écrivant à lord Liverpool, le 8 septembre 1810 : « Je serais
« injuste envers l'armée, dit-il, et je ferais violence à mes
« propres sentiments, si je ne saisissais cette occasion d'ap-
« peler l'attention de Votre Seigneurie sur le mérite du ma-
« réchal Beresford ; *c'est à lui exclusivement* qu'est dû le
« soin d'avoir levé, formé, discipliné et équipé l'armée por-
« tugaise, qui vient de se montrer capable d'attaquer et de
« battre l'ennemi. Il m'a donné en outre toute l'aide que son

(1) *Lettre* citée par de Beauchamp, t. IV, p. 336.

« expérience, son habileté et sa connaissance du pays le « mettaient à même de m'apporter (1). »

Citons encore la lettre suivante, écrite le 1er mars 1814, à lord Bathurst : « Il m'est impossible d'exprimer combien je « suis pénétré de leurs mérites (ceux de Beresford, de Hill, « de Hope et de Cotton) et combien le pays est redevable à « leur zèle et à leur habileté pour l'état dans lequel l'armée « se trouve en ce moment. »

Rien ne prouve mieux que ces divers témoignages le désintéressement et la grandeur d'âme du duc. Jusqu'à la fin de sa carrière, il a suivi constamment la même ligne de conduite. Après chaque victoire remportée par l'armée anglaise, dans l'Inde ou ailleurs, il prenait à la Chambre des Lords l'initiative des demandes de remerciement, et profitait avec bonheur de ces occasions pour élever jusqu'aux nues le mérite de ses camarades.

Napoléon ne jugeait pas toujours ses généraux avec autant de bienveillance et de désintéressement. Il rapportait tout à lui, et, lorsque l'un de ses subordonnés acquérait une réputation brillante, l'envie éclatait en reproches amers. Les *Mémoires de Sainte-Hélène* donnent sous ce rapport une triste idée du caractère de ce grand homme, qui, avec un génie immense avait dans certains moments les défauts d'une âme vulgaire. Ses mémoires, en effet, fourmillent d'aperçus injustes et de réflexions désobligeantes sur les hommes les plus illustres de l'empire.

Plus grand que Napoléon, sous ce rapport, le prince de

(1) Après une victoire, Wellington n'éprouva jamais aucun embarras à convenir qu'il avait profité des conseils et de l'expérience d'officiers d'un grade inférieur. Nous en citerons un exemple pris au hasard. Dans son rapport sur la bataille de Viméiro : « Je dois beaucoup, « dit-il, au jugement et à l'expérience du major général Spencer, pour les décisions que j'ai « prises à l'égard du nombre de troupes assigné à chaque point de défense, et pour les con« seils et l'aide qu'il m'a donnés pendant toute l'affaire. »

Dans ses campagnes de l'Inde, il avait traité de la même manière son coopérateur et ami le colonel Stevenson. (Voir ses *Rapports* sur la bataille d'Argaum et sur l'assaut de Gawilghur.)

Condé joignait aux qualités brillantes du soldat, cette magnanimité de l'homme bien né et bien élevé qui, au lieu de s'attribuer tout l'honneur du succès, le répand sur ceux qui ont bien servi : il se complut notamment à célébrer Gassion et Sirot, après Rocroy, — Turenne, après Fribourg et Nordlingen, — et Châtillon après Lens (1). Pendant sa retraite à Chantilly, quelques amis l'engagèrent à écrire ses mémoires ; il s'y refusa, disant qu'il serait obligé de blâmer des généraux estimables et de dire du bien de lui-même. Sans égoïsme et sans envie, il rendait justice à tous et à chacun, dédaignant pour lui-même les éloges qu'il prodiguait aux autres.

Par ce côté du caractère Turenne était semblable à Condé, et Wellington semblable à Turenne.

Wellington refusa d'écrire ses mémoires pour les mêmes raisons qu'avait alléguées le vainqueur de Rocroy, et il ne fournit jamais aucun renseignement aux écrivains qui lui demandèrent des explications sur certains points de sa vie militaire. On assure même que, pour n'avoir pas à critiquer des personnes qui lui étaient chères, il refusa de lire n'importe quel ouvrage traitant de ses campagnes (2). Dans sa volumineuse correspondance, il y a des centaines de lettres où des noms d'officiers et de soldats se trouvent mêlés à des faits regrettables. Ces lettres ont été publiées, mais, par ordre du duc, les noms sont restés en blanc. « Il lui eût été trop pénible, disait-il, de faire du tort par ces révélations, ou de causer du chagrin à des familles honorables, et d'ajouter à la

---

(1) « Je ne connais rien de plus noble que les dépêches de Condé à la cour annonçant ses différentes victoires. Il y parle peu de lui et beaucoup des autres.... A cet égard, Turenne était semblable à Condé. Ce qui me gâte un peu les mémoires de César, est cette ardente et continuelle préoccupation de sa personne, qui partout ne voit que soi, rapporte tout à soi, n'avoue aucune faute, relève les moindres actions, ne loue guère que les hommes médiocres, rabaisse les mérites éminents, etc. » COUSIN, *Biographie du prince de Condé*, publiée par la *Revue des Deux-Mondes*.

(2) Lord ELLESMERE. *Life and character of the duke of Wellington*, p. 43.

rigueur du châtiment par une publicité à laquelle ses ordres n'étaient primitivement pas destinés. »

Sous une apparence froide et réservée, Wellington cachait une âme chevaleresque ; nous avons vu avec quel soin il évita de signaler les fautes commises par Crawfurd au début de la campagne de 1810 et le silence magnanime qu'il garda sur la conduite de Campbell pendant le siége d'Alméida. Quoique vivement contrarié de l'épisode qui termina ce siége, et des railleries sanglantes de la presse, il dédaigna de se justifier en découvrant un de ses subordonnés (1). Cette bonté d'âme se révèle encore dans les explications que fournit le duc à la cour martiale, instituée en 1813, pour juger la conduite de John Murray pendant le siége de Tarragone. Il poussa la pitié pour ce malheureux général jusqu'à insinuer « que peut être le défaut de précision ou de clarté de ses instructions avait induit Murray à commettre les fautes qu'on lui reprochait (2). »

Après la bataille d'Assye, un officier chargé du département des bœufs, et qui avait trouvé la mort sur le champ de bataille, fut accusé de malversation. Wellington n'aimait pas

---

(1) Voir sa *lettre* du 15 mai 1811, *à lord Liverpool*.

Napoléon traitait autrement ses généraux lorsqu'ils étaient coupables ou malheureux, témoins ses apostrophes contre Bernadotte après Iéna, contre Dupont après Baylen, contre Dorsenne après la prise de Ciudad-Rodrigo, contre Marmont après Salamanque, contre Jourdan et Joseph après chaque revers des armées d'Espagne.

La correspondance du duc de Raguse avec le prince de Neufchâtel nous a même prouvé que l'empereur, quand le résultat ne répondait point à son attente, ne se faisait aucun scrupule de dénaturer les ordres émanant de lui pour faire tomber la responsabilité sur ses lieutenants. (Voir t. IV des *Mémoires de Marmont*, les lettres des 18 et 20 février et du 16 avril 1812 du prince de Neufchâtel, et celles des 22 et 25 mars du duc de Raguse.)

(2) *Characteristics*, p. 165-166.

cet officier; cependant le croyant honnête homme, il écrivit à ses détracteurs : « Pour autant que je puisse répondre de « quelqu'un, je dirai avec assurance que les dépositions faites « contre le capitaine Mackay ne contiennent pas un mot de « vrai. »

Nous avons vu que sir George Graham, en butte à la colère des Espagnols depuis le siége de Saint-Sébastien, trouva dans son chef un appui énergique. Wellington réfuta les calomnies, et accepta pour son compte la responsabilité des faits.

C'est avec la même vigueur qu'il défendit plus tard le général Harry Smith, attaqué d'une manière excessivement violente pour avoir traîné la guerre des Caffres en longueur : « J'approuve, dit le duc, dans la Chambre des Lords, toutes « les opérations du général Smith, les ordres qu'il a donnés « à ses troupes et les arrangements qu'il a pris pour assurer « leur succès (1). »

Personne, après cette déclaration n'osa prendre la parole pour soutenir la culpabilité, — et Smith fut absous.....

Dans une autre occasion, ayant à s'expliquer sur le mérite de John Moore, à propos de la désastreuse expédition de la Corogne, Wellington ne trouva qu'une petite faute à signaler, et encore fit-il observer « que c'était le résultat d'une opinion, « formée après l'événement, que peut-être il n'aurait pas eue « sur les lieux, et dans les circonstances où s'était trouvé son « malheureux camarade. »

Quand tout le monde accablait Wellington de reproches, d'injures et de railleries à propos de sa retraite de Talavera, le duc pour dégager les ministres que l'on accusait d'avoir rendu ce résultat inévitable par leur expédition de Walcheren, écrivit à lord Liverpool, « que la campagne aurait eu les

(1) STOCQUELER, t. II, p. 289.

mêmes résultats si l'expédition avait été remise ou supprimée. »

De même, après Burgos, il accepta, dans une lettre officielle, toute la responsabilité de l'insuccès, alors qu'il lui eût été si facile de prouver que les ministres seuls en étaient cause.

Quand Fouché, tombé en disgrâce, dut prendre le chemin de l'exil, pour éviter une chute éclatante et peut-être pis, Wellington eut le courage d'écrire au roi : « Je suis bien fâché « de ce qui arrive au duc d'Otrante ; à lui seul vous devez « d'être rentré dans votre capitale et remonté sur le trône. « Blücher ni moi n'étions capables de vous rendre la cou- « ronne. Nous avions affaire à une armée de 80,000 enragés « qui nous auraient écrasés. Nous ne pouvions éviter une « bataille si on nous l'eût offerte, ou nous étions obligés de « battre en retraite pour attendre la coopération des autres « puissances ; et Votre Majesté sait quelles étaient alors leurs « dispositions. Le duc d'Otrante a empêché que la bataille « n'eût lieu, et c'est bien à lui que vous devez d'être re- « monté sur le trône de vos pères (1). »

Assurément cette lettre écrite dans un pareil moment et en faveur d'un homme mal vu de tous les partis, n'est pas l'œuvre d'un égoïste, d'un courtisan ou d'un ambitieux. Il semble même étrange que le vainqueur de Waterloo ait pu dire au roi de France : « C'est à Fouché *seul* que vous devez votre restauration. » Mais cet étrangeté disparaît pour ceux qui savent combien le duc était modeste et peu infatué de sa personne.

Wellington avait pour maxime « de se défier de son propre jugement dans les affaires qu'il désirait (2). » Ainsi, après la

---

(1) *Lettre* citée par de Vaudoncourt.

(2) *Lettre* du 3 février 1805, *au major Shawe.*

bataille d'Assye, il ne dédaigna pas de soumettre l'examen de sa conduite au lieutenant-colonel Munro : « Vous êtes, lui « écrivit-il, un juge compétent en fait d'opérations militaires, « et je serais jaloux d'avoir votre approbation (1). » Son amour-propre ne le faisait pas reculer devant des aveux que d'autres eussent rougi de faire. Ayant reçu en 1808 l'ordre de se rendre dans les Asturies pour étudier ce pays et en faire une description, il écrivit à lord Castlereagh : (2) « Je « dois vous avouer que je ne suis pas un géomètre, et que je « ne sais pas faire une description.... En conséquence, j'ai « informé sir Hew Dalrymple que je ne puis me charger du « service auquel vous désirez que je sois employé ; je ne suis « point un ingénieur topographe et je n'ai point la prétention « de décrire un pays comme les Asturies. »

« ... Je me défierais de mon propre jugement, écrivit-il « encore (3), s'il se trouvait en opposition avec celui de John « Moore, dans un cas qu'il aurait eu occasion de connaître « et d'examiner. »

« ... Don Forjas a plus d'habileté que moi et connaît mieux « les localités (4)... »

« ... Si vous avez une opinion différente de la mienne sur « quelque partie de cet aperçu général, je suis convaincu que « vous avez raison, etc. (5). »

Au milieu de ses plus grands triomphes, cette simplicité modeste ne l'abandonna point. Après Vittoria, il reçut du prince régent d'Angleterre le billet suivant (6) : « Votre glo-« rieuse conduite est au-dessus de tout éloge humain et de « toutes les récompenses..... Je sens que je n'ai plus rien à

(1) Le 1er novembre 1803.
(2) *Lettre* du 5 septembre 1810.
(3) *Au comte Liverpool*, 2 avril 1810.
(4) 24 mars 1810, *à Charles Stuart*.
(5) *Lettre* du 15 avril 1810 *au général Graham*.
(6) Daté du 3 juillet 1815.

« faire que d'offrir avec la plus grande dévotion ma prière
« de reconnaissance à Dieu pour avoir, dans sa bonté toute-
« puissante, accordé à mon pays et à moi un général tel
« que vous. »

Wellington fut si peu ébloui de cet éloge, qu'il écrivit quelques jours plus tard au gouvernement : « Dites au prince
« régent que si on m'envoie commander une armée en Alle-
« magne, *je ne ferai pas mieux qu'un autre;* dans la Pénin-
« sule, au contraire, j'ai cet avantage que chacun est persuadé
« que je fais tout ce qu'il est possible de faire (1). »

La modestie n'est pas d'ordinaire l'apanage de la jeunesse, et nos premiers triomphes sont en général ceux qui nous inspirent le plus d'orgueil. Le jeune conquérant des Mahrattes fit exception à cette règle. Dans le bulletin de sa première victoire, celle d'Assye, il oublia de mentionner qu'il avait conduit en personne la charge finale, et qu'il avait eu deux chevaux tués sous lui.

Au moment de quitter l'Inde, Wellesley reçut des habitants de Bombay et de fort Saint-George des adresses où sa gloire était portée aux nues. Il répondit à ces adresses, en attribuant tout l'honneur du succès à l'habile politique du gouverneur et en faisant l'éloge du général Blake, ne parlant pas plus de lui que s'il eût répondu au nom d'un autre (2).

En 1812, complimenté par la municipalité de Madrid, le duc ne dit pas un mot de ses victoires ; pour expliquer sa présence dans la capitale de l'Espagne, il se contenta de cette simple réflexion : « Les événements de la guerre sont dans les mains de la Providence. »

Qu'il y a loin de ce langage modeste à la forfanterie de certains généraux, infatués de leur mérite ! Junot, par exemple,

---

(1) *Lettre* du 13 juillet, *à lord Bathurst.*
(2) Voir GURWOOD, t. III, p. 146.

entré à Lisbonne sans coup férir, écrivit au ministre de la guerre : « Les dieux se déclarent en notre faveur : un trem-
« blement de terre le prophétise, en attestant leur toute-puis-
« sance, et sans nous avoir fait aucun mal. »

Ces déclamations répugnaient à la nature de Wellington : toujours simple et vrai, il évitait de se poser d'une manière théâtrale. Sa suite était plus modeste que celle du dernier général espagnol. On rapporte que le brigadier Miranda en 1809 (avant la réforme introduite dans l'état-major par Beresford) avait 43 aides de camp (1); et quand le duc de Wellington fit son entrée à Cadix, il n'était accompagné que d'un seul officier, le major Somerset! Vainement on chercherait dans ses douze volumes de dépêches une seule phrase à effet, une seule lettre écrite dans le but d'exalter son mérite ou de ravaler celui des autres. On y trouve au contraire une foule d'aperçus et de renseignements qui tendent à diminuer l'importance de ses succès. Au rebours de certains généraux toujours enclins à exagérer la force de l'ennemi pour augmenter l'importance de leurs succès, il représente l'armée française dans la situation la moins propre à donner une haute idée de sa force et de sa supériorité relative : « Il est impossible,
« écrivait-il, à lord Liverpool (2), d'exprimer à Votre Seigneu-
« rie la pénurie d'argent et de toutes choses où se trouvent
« les armées françaises dans la Péninsule (3). Cette situation
« a fort affaibli et en grande partie détruit la discipline des
« troupes. Toutes les lettres interceptées ne parlent que de
« faits de malversation, de corruption et de détournement
« d'effets commis par des personnes attachées à l'armée. »

(1) *Notes of a subaltern.*

(2) Le 3 novembre 1810.

(3) « Les Français, dit encore Wellington, prirent plus d'une place sans avoir d'autres munitions que les boulets tirés sur eux par l'ennemi, et ils avaient compté en commençant le siége sur ce moyen d'approvisionnement. »

« Les corps français, écrivait-il encore (1), n'ont jamais « eu de communications assurées au delà du terrain qu'elles « occupent.... »

« J'attribue en grande partie les succès que nous avons « obtenus jusqu'à présent à ce que les généraux de l'ennemi « manquaient de renseignements. En ce moment, quoique « toute l'armée se trouve à quelques milles d'eux, ils ne « savent pas où nous sommes (2)..... »

« Nous jouissons d'avantages que n'ont pas les Français. « Nous tenons toutes les rivières navigables, et nous nous en « servons pour transporter nos vivres aussi loin que pos- « sible; d'un autre côté, la puissance navale de la Grande- « Bretagne protége l'arrivage de ces vivres et l'établisse- « ment de nos magasins sur les côtes (3). »

Tacite a fait le portrait de Wellington dans les lignes suivantes, consacrées à son parent Agricola.

« Agricola ne déroba jamais à son profit la gloire acquise « par les autres. Centurions ou préfets, tous avaient en lui « un témoin fidèle de leurs actions. Certaines gens lui « reprochaient d'être sévère à l'excès dans ses réprimandes; « mais de même qu'il était affable pour les bons, il était « rude pour ceux qui s'écartaient du devoir. Sa colère « d'ailleurs ne laissait aucune trace, et on n'avait rien à « redouter de sa réserve ou de son silence : il croyait plus « loyal d'offenser que de haïr. . . . .

« Dans ses dépêches, il rendait compte des événements « sans les exagérer par des mots orgueilleux..... Simple « dans ses vêtements, affable dans ses discours, sans autre « cortége qu'un ou deux amis: de telle sorte que la multi- « tude, qui juge les grands hommes à leur faste, en le

(1) Le 22 juillet 1812, *au comte Bathurst.*
(2) Le 30 juin 1811, *à l'amiral Berkeley.*
(3) *Au comte de Liverpool*, 4 décembre 1811.

« voyant et en l'examinant, cherchait sa gloire, et que peu de « gens la devinaient. »

Les fautes commises par Wellington se trouvent consignées dans ses rapports ; il y en a même qu'on n'aurait jamais connues sans son témoignage.

Ainsi, après Talavera, il écrivit à Castlereagh : « L'armée « n'a tant souffert, que parce que je n'ai pas stipulé, avant « mon entrée en Espagne, qu'on me fournirait tous les « moyens de transport nécessaires. »

A propos du siége des forts de Salamanque, ... « Je m'étais « trompé, écrivit-il (2), dans l'évaluation des moyens qu'exi- « geait la prise de ces forts, et je fus obligé d'envoyer cher- « cher, sur les derrières, un supplément de munitions : cette « nécessité occasionna un retard de 6 jours. »

Et à propos du siége de Burgos : « La faute, dit-il, que j'ai « commise n'est pas d'avoir entrepris cette opération avec « des moyens insuffisants, mais d'y avoir employé des soldats « inaguerris, au lieu des meilleures troupes (3). »

Wellington dans ses rapports était simple, véridique. S'il lui arrivait d'avancer un fait inexact, il s'empressait de le rec-

(1) *Lettre* du 30 juin 1812, *à lord Liverpool*.

(2) *Lettre* du 23 novembre *au comte de Liverpool*. — Voir aussi les rapports de Wellington sur les batailles d'Assye et d'Argaum. Dans le premier, il signale la faute commise par le 74e régiment en chargeant trop tôt, et dans le second il parle d'une *fausse manœuvre* faite par l'infanterie de sa propre division.

tifier. Peu d'hommes ont poussé aussi loin que lui l'horreur du mensonge. Il n'y a pas une ligne dans sa volumineuse correspondance qui ne témoigne de ce sentiment, et qui ne soit une protestation contre la déloyauté, contre la morale facile, contre toute espèce de charlatanisme. Plaçant la vérité au-dessus de tout, il ne trouva rien de plus honorable à dire à la Chambre des Lords en faveur de son ami Rober tPeel, que ces simples paroles :

« Dans tout le cours de mes relations avec lui, je n'ai pas
« surpris une occasion où il ne montrât le plus ferme atta-
« chement à la vérité; et jamais je n'ai eu la moindre raison
« de suspecter qu'il avançât la moindre chose qu'il ne crût
« pas vraie (1).

Un biographe de Wellington rapporte ce trait caractéristique. Quelqu'un ayant demandé au duc comment il avait pu fournir des notes et des éclaircissements à un historien tel que Napier, dont les opinions *radicales* étaient si manifestement contraires aux siennes, il répondit : *Parce que celui-là au moins dira la vérité.*

Cet amour du vrai et cette bonne foi incontestable donnent aux rapports de Wellington une valeur historique que n'ont pas au même degré tous les documents de ce genre.

Les généraux français, et surtout Napoléon, rédigeaient leurs bulletins avec beaucoup moins de conscience. Les succès y sont exagérés, les défaites adoucies; l'empereur ne se faisait pas même scrupule d'altérer *notablement* (2) les rapports déjà très-inexacts de ses lieutenants, et de faire publier dans les journaux des faits entièrement controuvés (3).

---

(1) « *In the whole course of my communication whit him, I never knew an instance in which he did not show the strongest attachment to truth; and I never saw, in the whole course of my live the smallest reason for suspecting that he state anything which he did not firmly believe to be the fact* » *Discours prononcé* en 1850.

(2) Expression de M. Thiers, t. II, p. 573.

(1) En voici une preuve manifeste. Le 23 décembre 1808, Napoléon écrivit de Villa-Castin

C'est un de ces documents, ainsi *revu* et *corrigé* dans le *Moniteur,* qui fit dire à Wellington : « Il est impossible que Mar-
« mont ou Dorsenne aient écrit des absurdités pareilles à
« celles qui ont paru avec leurs noms au bas. »

La simplicité qui règne dans les dépêches du duc se retrouve dans ses ordres du jour et dans ses proclamations. Le soldat anglais ne se nourrit pas de grandes phrases, et ne meurt pas pour des rimes. Il faut lui parler le langage de la raison sans ornements et sans boursouflure ; l'exclamation de Bonaparte à la vue des Pyramides, toute sublime qu'elle soit, n'eût pas produit le moindre effet sur lui.

La *patrie* et le *devoir*, sont ses seuls maîtres. Il y consacre sa vie entière et ne demande, en retour de ce dévouement, ni place dans les bulletins, ni mention sur les colonnes triomphales. S'il est bien payé, bien nourri, bien commandé, il regarde l'état comme libéré envers lui, et ne songe point à marchander le prix de son sang. Nelson connaissait bien ses braves et modestes compagnons lorsqu'il leur dit à Trafalgar : « L'Angleterre attend de vous que chacun fasse son devoir. » Wellington ne tint jamais à ses soldats un autre langage. Il se bornait à les féliciter de leur conduite, et à leur rappeler de temps en temps les avantages d'une bonne discipline. L'ordre du jour suivant, publié après la victoire de Salamanque, donne une idée exacte de l'esprit et du style de ces sortes de communications : « Le commandant en chef adresse ses re-
« mercîments aux généraux, officiers et soldats, pour leur
« conduite dans l'affaire du 22 courant. Il ne manquera pas
« d'en faire rapport à Son Altesse Royale le prince régent
« avec les éloges qu'ils méritent. Il espère que les événe-
« ments d'hier auront donné à tous la conviction que les

à Joseph : Faites mettre dans les journaux de Madrid que 20,000 Anglais sont cernés et per-
« dus. » Il n'en était rien, car dans cette même lettre il dit : « les Anglais paraissent être à
« Valladolid. »

« succès militaires dépendent de l'obéissance des troupes et « de leur exactitude à maintenir un ordre de bataille, que, « sous aucun prétexte, elles ne doivent se permettre de quit- « ter un instant (1). »

On pourrait croire que cette simplicité et cette concision dans les rapports et dans la correspondance sont naturelles aux généraux anglais. Pour avoir la preuve du contraire, il suffit de lire la relation de la bataille d'Albuera, par Beresford, — celle de la prise des ouvrages d'Almaraz, par Hill, et celle de l'assaut de Saint-Sébastien, par Graham : toutes beaucoup plus longues et plus prétentieuses que les rapports de Wellington sur les victoires décisives de Salamanque, de Vittoria et de Waterloo...

L'exagération et le charlatanisme répugnaient tellement au caractère du duc, qu'il en condamna l'usage même dans les proclamations adressées par les gouvernements de la Péninsule aux peuples naturellement hyperboliques de ces contrées. Nous en voyons la preuve dans l'extrait suivant d'une lettre écrite à Charles Stuart, au sujet d'un projet d'adresse redigé par le gouvernement portugais : « Tout cela, dit-il, « doit être traité dans un style simple, sans enflure, et par- « dessus tout bref. Ces mots *Coriz sobre os nonnos inimicos* « (courir sus à nos ennemis) ne feront qu'accroître le mal « actuel. Tout le monde en Portugal est suffisamment pré- « venu du danger et empressé de l'éviter : il y a de l'enthou- « siasme à foison ; on n'entend que de cris de *Viva* ; ce sont

---

(1) Tordesillas, 23 juillet. Les ordres du jour donnés après Vittoria et Waterloo, sont conçus dans les mêmes termes.

Une chose frappe dans la correspondance de Wellington, c'est l'absence de tout éloge personnel. Le *moi* ne s'y trouve nulle part, et, à la façon dont le duc parle de certains faits, on pourrait croire qu'il fut spectateur plutôt qu'acteur dans la lutte. Cette abnégation fut même quelquefois mal interprétée, à en juger par l'extrait suivant d'une lettre écrite à lord Bathurst, le 22 février 1814. « Quand je suis présent, quoique je veuille bien « dire qu'un autre commande, c'est moi qui suis le chef réel. » Rectification que probablement Wellington n'aurait pas été obligé de faire si ses généraux avaient été aussi modestes que lui.

« des illuminations, des chants patriotiques et des fêtes par-« tout; mais ce qui manque, c'est que chacun, suivant sa « position, s'acquitte franchement et simplement de son de-« voir et obéisse aux ordres de l'autorité. »

Henri Wellesley ayant soumis à son frère plusieurs articles qu'il se proposait de faire insérer dans les journaux de Cadix, pour combattre l'influence croissante de la démocratie, « quelque chose que vous jugiez à propos de publier, dit « le duc, il faut vous borner à un exposé de faits et de dates, « en style simple, avec les raisonnements faciles à saisir qui « en découlent (1). »

Wellington montra toujours une parfaite convenance dans ses rapports avec les généraux français, et une grande dignité de langage dans ses jugements sur les opérations de l'armée ennemie.

Napoléon disait en entrant dans la Péninsule : « Je plan-« terai mes aigles sur les tours de Lisbonne..., je balayerai « les Anglais dans la mer, etc. » On ne trouve rien de semblable dans les proclamations du duc. Il s'opposa même à ce que les agents de l'Angleterre prêtassent les mains à ces sortes d'exagérations. Ainsi, Charles Stuart l'ayant consulté sur une proclamation que se proposait de faire le gouvernement espagnol, il lui écrivit : « En premier lieu, les injures « contre les Français sont inconvenantes dans une proclama-« tion émanant d'une autorité régulière telle que la Ré-« gence.... La pièce entière est trop imitée des proclamations « de la Junte. »

Wellington appréciait à leur juste valeur les généraux et les soldats français. L'injure ou le dénigrement ne furent jamais la consolation de son amour-propre humilié.

« L'armée française, écrivait-il le 26 janvier 1811, au mar-

(1) *Lettre* du 2 avril 1813.

quis Wellesley, est sans contredit une merveilleuse machine. » .... « La France, dit-il encore, n'a pas d'ennemis que je sache, et n'en mérite pas (1). » Dans plusieurs de ses lettres, il parle avec respect du talent de ses adversaires (2). Jamais il ne permit qu'on les maltraitât en sa présence. Un jour lord Aberdeen accusa, dans la Chambre des Lords, le maréchal Soult d'avoir livré la bataille de Toulouse connaissant l'abdication de l'empereur; Wellington prit aussitôt la parole pour réfuter cette accusation. Dans une autre circonstance, il félicita publiquement le général Dubreton sur la belle défense de Burgos, bien que ce fait lui rappelât l'échec le plus grave essuyé par ses troupes dans la Péninsule (3).

Quelle différence entre cette conduite et celle de l'empereur, qui reprocha à Joseph d'avoir bien parlé des défenseurs de Saragosse, « pour lesquels, disait-il, on ne peut avoir *que le plus grand mépris* (4) » et qui, dans le 33ᵉ bulletin de l'armée d'Espagne, infligea ce blâme immérité à leur illustre chef : « Palafox était l'objet du mépris de toute l'armée enne-

---

(1) Le 4 juin 1815.

Il y a loin de ce langage à l'exagération odieuse de certains hommes d'État, qui après 1815, représentèrent l'armée française comme une bande de voleurs et d'assassins. Témoin le discours suivant prononcé par Castlereagh dans la Chambre des Communes, le 19 février 1816 : « L'un des derniers actes de Bonaparte fut d'ordonner aux préfets de lui envoyer « des listes descriptives des femmes, de leurs fortunes, etc., ayant évidemment l'intention « de les sacrifier à la luxure et à la cupidité de cette armée avec laquelle, en lui donnant « ce *stimulus*, il espérait vainement se maintenir sur le trône de France et porter la désola- « tion dans les États environnants. »

(2) Soult suivit, à l'égard de Wellington et de l'armée anglaise, la même ligne de conduite ; les autres maréchaux et surtout l'empereur ne furent pas à beaucoup près aussi chevaleresques.

Napoléon faisait appeler Wellington, dans le *Moniteur*, un officier *incapable, téméraire, présomptueux* et *ignorant*. « Nous devons souhaiter, écrivit-il en 1812, que le général « Wellington commande toujours les armées anglaises. Du caractère dont il est, il essuyera « de grandes catastrophes. » (Cité par Maurel, p. 40.)

Suchet, qui n'avait eu à combattre dans la Péninsule que des généraux et des troupes médiocres, se montra doublement injuste envers ses camarades et envers les troupes ennemies en écrivant à Soult en 1813 : « ... Alors on réduira à sa juste valeur la réputation que les ar- « mées anglaises ont trop aisément acquise à Salamanque et à Vittoria... »

(3) *Campaing's of the field marshal duke of Wellington*.

(4) *Lettre* du 11 mars 1809 (*Mémoires de Joseph*.)

« mie, qui l'accusait d'arrogance et de bassesse. Jamais on « ne le voyait où il y avait du danger. »

C'était de la passion à la manière de Nelson, qui ne pouvait voir un Français ou entendre faire l'éloge de la France sans avoir des crispations nerveuses. Wellington, au contraire, eut toujours une grande admiration et une estime sincère pour l'armée et la nation dont il fut l'antagoniste.

La seule chose qu'on puisse lui reprocher, c'est d'avoir employé quelquefois des termes peu convenables en parlant de Napoléon. Il mettait une certaine affectation à lui refuser le titre d'empereur, pour le désigner sous le nom *d'ennemi prononcé du genre humain* (1). On regrette aussi de voir dans sa lettre du 23 juin 1815, au lieutenant-général comte d'Uxbridge, cette phrase peu généreuse : « Je suis d'avis « que Napoléon ne peut nous tenir tête, *et qu'il n'a qu'à se « pendre.* »

Les Français accusent Wellington d'avoir manqué de tact et de modestie en plaçant la statue de Napoléon au bas de l'escalier de son palais d'Apsley-House (2). Le fait est vrai, mais l'intention qu'on y attache est tellement en opposition avec les idées et le caractère habituel du duc, qu'il nous répugne de l'admettre. Le vainqueur de Waterloo avait trop de bon sens et trop de goût pour chercher à ravaler, par de semblables moyens, l'homme extraordinaire que ses compatriotes eux-mêmes avaient proclamé *le plus grand génie des temps anciens et modernes* (3). Sa volumineuse correspondance ne renferme pas une seule lettre où il mette en doute la supériorité militaire de l'empereur; dans plusieurs,

---

(1) Proclamation du 22 juin 1815. Dans celle du 23 août 1810, il l'appelle *insatiable ennemi du genre humain*.

(2) Cette statue fut donnée par Louis XVIII au prince régent, qui en fit cadeau à Wellington.

(3) NAPIER, t. XI, p. 119.

au contraire, il exalte le génie incomparable du héros français : « Les plus chauds admirateurs de Napoléon, dit lord Ellesmere, n'avaient pas une plus haute opinion que lui de sa capacité militaire. Je lui ai entendu dire mainte fois qu'il était plus dangereux de faire une faute devant l'empereur que devant tout autre homme, et je pense qu'il était entièrement de l'avis des Français, qui évaluaient la présence de l'empereur sur le champ de bataille, à un renfort de 40,000 hommes (1). » Cependant, il ne le croyait pas supérieur aux hommes de guerre de l'antiquité : « Je lui demandai un jour, dit lord Ellesmere (2), quel était, d'après lui, le plus grand général du monde ; il me répondit : « Annibal. » D'autres personnes lui ayant fait la même question, en obtinrent la même réponse. » Mais entre cette opinion et la pensée mesquine qu'on prête au duc, la distance est énorme, et nous persistons à croire que l'emplacement très-malheureux, il est vrai, donné à la statue de l'empereur, n'a pas de signification, à moins qu'il n'en ait une favorable aux deux généraux, ce qui n'est pas du tout impossible.

Nous pourrions terminer ici notre appréciation des travaux et du caractère de Wellington ; mais, pour faire connaître d'une manière complète cet illustre guerrier, il nous reste à parler de sa vie intime et à signaler quelques traits, d'une importance secondaire au point de vue de l'histoire, et que néanmoins le biographe n'a pas le droit de dédaigner. Souvent une anecdote, une particularité, un détail vulgaire peint mieux le caractère d'un homme que les actes les plus solen-

---

(1) *Life and character*, etc., p. 46.
(2) *Life and character of the duke of Wellington*, p. 10.

nels de sa vie. Le héros et l'homme politique ne doivent pas seulement être jugés sur le théâtre de leurs exploits; il faut encore les suivre dans l'intimité et jusque dans le sein de la famille. Là, simples et vrais, ils apparaissent tels qu'ils sont, tels que la postérité veut les connaître.

CHAPITRE XVIII.

VIE PRIVÉE DE WELLINGTON,

ANECDOTES.

CHAPITRE XVIII.

SOMMAIRE :

Portrait de Wellington. — Sa vie sobre et régulière. — Son désintéressement. — Origine de sa fortune. — Sa correspondance tant officielle qu'intime. — Ses travaux parlementaires; son éloquence; ses idées sur le gouvernement. — Connaissance du cœur humain. — Aptitude remarquable au travail. — Relations de Wellington avec ses subordonnés. — Son influence mise à profit par le gouvernement anglais. — Honneurs que lui rendait la foule. — Ses nombreuses statues. — Place qu'occupait le duc dans les cérémonies publiques. — Anecdotes et faits saillants. — Wellington, Napoléon et Marlborough : analogies et différences qui existent entre le talent et le caractère de ces trois grands capitaines.

Wellington avait une santé robuste, un corps de fer. La nature l'avait formé pour la guerre. Sa taille était au-dessus de la moyenne (5 pieds 10 pouces). Il avait de larges épaules, une poitrine développée, de longs bras, un poignet osseux et des mains bien faites. Ses yeux gris-clair étaient brillants et sa vue si perçante, que, même à la fin de sa vie, il pouvait voir de son château de Walmer, à Douvres, le phare de Calais. Il avait un regard pénétrant, le visage long, des traits caractéristiques, un nez aquilin, un front ouvert et développé. La partie inférieure de sa figure contrastait avec la partie supérieure, d'un cachet dur et sévère. L'expression générale de sa

physionomie était enjouée, et l'ensemble de sa personne annonçait une origine patricienne (1).

Les habits militaires du duc étaient simples, propres, quelquefois même râpés (2). On le reconnaissait de loin à la forme particulière de son claque, très-peu élevé au-dessus du sommet de la tête.

En tenue de ville, il portait généralement une redingote bleue, un gilet blanc et une cravate de même couleur, attachée au moyen d'une large boucle en argent. Au milieu de l'hiver, surtout dans les dernières années, il se couvrait d'un petit manteau blanc d'une forme étrange.

Sa vie était simple, régulière, méthodique. Il conserva jusqu'à sa mort les habitudes sévères des camps. Bien des personnes ont pu voir, dans les châteaux de Walmer, d'Apsley-House et de Strathfield-Saye, le lit de repos de ce vieillard, le chef de l'aristocratie anglaise : c'était une couchette en fer, semblable à celles des soldats, ayant trois pieds de largeur, point de rideaux, un matelas et un oreiller en crin, recouverts de peau de chamois, et des couvertures de laine grossière.

A Walmer-Castle, où le duc résidait pendant les mois de septembre et d'octobre (3), il occupait une seule chambre. Son lit, sa bibliothèque, une grande table, trois chaises et de médiocres gravures en formaient tout l'ameublement. Sur la cheminée, se trouvaient, contraste bizarre, une statuette en ivoire de Napoléon, et une figurine en plâtre de Jenny Lind (1). Sur toutes les portes du château, on lisait en gros caractères cet avertissement laconique : *shut the door (fermez la porte)!* Lorsqu'en 1844, la reine vint rendre visite à Wellington dans

(1) MAXWELL, t. III, p. 522 et 523.
(2) *Notes of a subaltern.*
(3) Il occupait ce château en sa qualité de lord gardien des Cinq Ports.
(4) *Wellingtoniana.*

ce château, elle fut extrêmement frappée de la grande simplicité qui y régnait.

Le duc se levait de grand matin, sortait avant 7 heures, déjeunait à 9, et dînait à 7 heures du soir. Il mangeait vite et peu, faisait rarement usage de vins ou de liqueurs, et ne buvait que de l'eau glacée. Après le dîner, il se retirait dans sa chambre, et quelquefois faisait une partie de whist. La lecture et l'obligation qu'il s'était imposée de répondre à toutes les lettres prenaient une grande partie de sa journée. Les livres préférés du duc, les seuls, dit-on, qu'il eût emportés avec lui dans l'Inde, étaient la Bible et les *Commentaires de César* (1). Il aimait aussi la lecture des classiques, naguère on a vendu à Londres un *Virgile* couvert de notes écrites de sa main. Le comte Ellesmere affirme que le duc parlait dans les termes les plus élevés des ouvrages du prince Charles, et qu'il citait souvent ce prince comme le militaire le plus savant de notre époque.

Wellington assistait régulièrement aux offices et aux sermons de la chapelle de White-Hall (2); il faisait ensuite sa promenade au parc, ou se rendait à cheval, suivi d'un domestique, aux Horse-Guards.

Pendant la session, il se faisait conduire à 5 heures pré-

---

(1) « This interesting fact learned from my highly esteemed friend lord Asley, who received it from the duke himself. » —Alison.

On trouve du reste, dans quelques-unes des lettres du duc, des réminiscences de la Bible. Le 6 octobre 1810, par exemple, il écrivait à son gouvernement : « Comme Dieu tout-puissant « refuse souvent *la course à celui qui est rapide*, ou la bataille à celui qui est fort, et que j'ai « assez combattu pour savoir que même après les meilleures dispositions le résultat n'est pas « toujours certain, je prie le gouvernement, etc., etc. »

(2) Le duc était religieux autant qu'un soldat puisse l'être. Nous citerons comme témoignage de ses sentiments sur ce point l'extrait suivant d'une lettre écrite le 6 février 1811, au lieutenant général Calvert pour lui demander de bons chapelains.

« I am very anxious upon this subject, not only from the desire which every man mus have, that so many persons as there are in this army should have the avantage of religious instruction, but from a knowledge that it is the greatest support and aid to military discipline and order. »

cises à White-Hall, ordinairement dans une petite voiture à un cheval, et dont il avait donné le plan (1).

Il aimait la chasse (2) et recherchait le commerce des femmes, sans éprouver toutefois pour elles de bien vives passions. Avec ses amis intimes, il paraissait aimable et gai ; cependant le fond de son caractère était froid et plein de réserve (3).

Le duc avait hérité de son père un véritable engouement pour la musique. Il admirait surtout les larges symphonies de Haendel et de Mozart. Personne ne suivait plus exactement les concerts et les représentations du théâtre italien. Vers la fin de sa vie, il jouit moins de ce plaisir, ayant perdu la sensibilité de l'ouïe.

A Strathfield-Saye, Wellington s'occupait d'améliorations agricoles; les résultats qu'il obtint lui valurent, en 1844, dans un meeting de l'Association britannique, les félicitations du savant professeur Buckland.

Les moindres progrès dans les arts et dans les sciences fixaient son attention, et il aimait à se rendre compte de toutes les découvertes utiles. Le *Palais de Cristal* n'eut pas de visiteur plus assidu, plus enthousiaste. Il rappelait souvent avec bonheur qu'il avait présidé à l'inauguration du premier chemin de fer.

Son train de maison était aussi simple que celui de la plupart des bourgeois de Londres. Cette circonstance, jointe à l'esprit d'ordre et d'économie que le duc apportait en toute chose, contribua singulièrement à augmenter sa fortune. Cependant on ne peut pas dire qu'il fût avare, ou qu'il

---

(1) *Illustrated London-News*, 18 septembre 1852.

(2) En voici une preuve assez remarquable. La première lettre qu'il signa du nom de Wellington est une lettre écrite de Badajoz, le 16 septembre 1809, pour demander à la régence la permission de chasser à Villa-Viciosa.

(3) Témoin sa correspondance avec son frère le marquis Wellesley, qu'il appelle *mylord*, et par exception seulement, *mon cher Mornington*. Il était plus intime avec son frère Henri.

trouvât un plaisir sordide à étendre ses domaines. Les personnes ayant vécu dans son intimité affirment au contraire qu'il fut très-généreux envers les pauvres, et qu'il donna plus, en proportion de ses ressources, que les autres notabilités de l'aristocratie anglaise (1). Quant à sa probité, elle n'a jamais été mise en doute. Ses ennemis lui ont rendu justice sous ce rapport; ils lui reprochent seulement d'avoir trop aimé l'argent. Quelques-uns même n'ont pas craint de le représenter comme un homme qui voyait dans chaque victoire une bonne affaire pour lui plutôt qu'un avantage pour la nation anglaise. Rien de plus injuste que cette accusation. Il est prouvé, en effet, que non-seulement le duc n'a jamais sollicité aucune récompense pour ses services, mais qu'il a même négligé plusieurs occasions de s'enrichir, poussant la délicatesse jusqu'à refuser des allocations auxquelles il avait droit.

Quoique l'Inde eût fourni à un grand nombre de généraux et d'hommes d'État l'occasion de s'enrichir par l'or des princes indigènes ou par les dons de la cour des directeurs, sir Arthur Wellesley n'accepta jamais aucune des sommes qu'on lui offrit, encore qu'il en eût un besoin réel, et qu'il fût de règle, en quelque sorte, de considérer ces libéralités comme des récompenses légitimes (2).

Après Talavera, la junte suprême lui offrit le rang de capitaine général pour l'engager à reprendre l'offensive, conformément au vœu des Espagnols. Il accepta le titre, mais refusa le traitement affecté à cette nouvelle position (3).

Déjà, antérieurement, il avait agi de même à l'égard du gouvernement portugais.

---

(1) Lord ELLESMERE.
(2) Voir les faits cités à la fin du chapitre IV.
(3) GURWOOD, t. V, p. 3.

« Pendant toute la durée de la guerre de la Péninsule, dit un célèbre historien, Wellington abandonna au trésor public la totalité de son traitement de général en chef des armées d'Espagne et de Portugal (1). Il en fit autant du revenu attaché au domaine de Soto de Roma, qui lui avait été donné par la régence de Madrid en 1813, et de la pension annuelle de 20,000 cruzados, que lui avait accordée, en récompense de ses services, le prince régent de Portugal (2). »

On comprendrait parfaitement ces libéralités, si le duc avait eu, dans la Péninsule, une position de fortune en rapport avec l'importance de ses services; mais il s'en fallait de beaucoup. Lui-même nous apprend, dans une lettre du 24 août 1812, à lord Bathurst, que son traitement de général en chef ne s'élevait qu'à 91,000 francs, somme qui, déduction faite de la taxe du revenu, des aumônes et d'autres dépenses accessoires, se réduisait à 73,000 francs.

Le duc ne se plaignit point de cette situation; cependant, dans la lettre citée plus haut, il fit observer que son traitement était inférieur à celui de tous les officiers anglais revêtus d'un commandement supérieur; il ajouta même que si l'on ne lui donnait pas un supplément pour indemnité de table, ou à tout autre titre, il serait *complétement ruiné* (3).

Excepté dans cette circonstance, Wellington n'a jamais

---

(1) Il écrivit le 3 septembre 1811 à lord Liverpool: « J'ai pensé qu'il était convenable de n'accepter aucun émolument du gouvernement portugais pour le poste de maréchal général que j'occupe.... Je me propose également de renoncer à la pension qui m'est offerte (par le prince régent de Portugal) pour la durée de la guerre actuelle.

(2) Sherer (t. II, p. 215.) évalue à 17,000 dollars par an le total des émoluments que Wellington refusa dans la Péninsule.

Canning révéla en 1811 à la tribune ce fait ignoré du Parlement et du public, que Wellington avait refusé le revenu annuel de 5,000 livres, alloué par le gouvernement espagnol au commandant des troupes nationales, et les 7,000 livres attribuées à la même charge par le gouvernement portugais.

(3) Le cabinet n'avait pas encore reçu cette lettre, quand il annonça au général l'intention de présenter au Parlement une demande de 100,000 livres pour le mettre en état de soutenir son rang dans la Péninsule.

Voir dans Gurwood t. III, p. 310, une autre lettre où sir Arthur se plaint de l'insuffisance du traitement qu'il touchait comme chef militaire du Deccan. Les lettres insérées dans le même recueil, t. IX, p. 2 et 398, peuvent également être consultées.

fait ni fait faire aucune démarche pour améliorer sa position financière dans la Péninsule. « Je me suis fait une règle, « dit-il, de ne m'adresser à qui que ce soit pour obtenir un « avantage personnel.....

« Ma seule ambition est de bien servir le pays (1). »

On sait que l'armée anglaise trouva dans Oporto une grande quantité de vins appartenant à des marchands anglais, ainsi qu'un vaste dépôt de coton que les Français avaient placé sous la garde de leur consul. L'amiral anglais pensa que l'Angleterre pouvait prélever sur ces marchandises le droit de *salvage*. Wellington, consulté par le ministre résident à Lisbonne, répondit que, malgré son désir de voir les succès de l'armée tourner à son avantage matériel, et quoique lui-même dût obtenir une part dans le bénéfice, il ne croyait pas le gouvernement en droit de rien prélever sur ce qui se trouvait dans une ville portugaise, attendu que l'armée de la Grande-Bretagne agissait comme puissance alliée, et non comme force ennemie (2).

Ce n'est pas le seul trait de ce genre que l'on puisse citer. Le duc était colonel en titre du 33e régiment de ligne, par son effectif un des moins forts de l'armée. Au commencement de 1812, on lui proposa un régiment de deux bataillons, ce qui, au point de vue pécuniaire, était un avantage réel. Mais tenant plus à commander le corps où il avait illustré les premières années de sa vie qu'à augmenter le taux de ses revenus, il écrivit au colonel Torrens pour refuser l'avantage qu'on lui offrait (3).

Après la bataille de Vittoria, Wellington informa son frère que peut-être il se trouvait parmi les trophées et les objets divers envoyés par lui à Londres quelques tableaux de prix.

---

(1) GURWOOD, t. IX, p. 2.
(2) GURWOOD, t. IV, p. 331.
(3) GURWOOD, t. V, p. 455.

« Ces objets, dit-il, ayant été enlevés par les Français des « palais royaux, mon intention est de les restituer. En con- « séquence, je désire que don Luyando envoie quelqu'un en « Angleterre pour s'assurer de la chose et désigner les objets « qui reviennent à Sa Majesté (1). »

Parmi les traits de désintéressement de Wellington, nous rapporterons encore celui-ci : Un de ses hommes d'affaires ayant dit qu'il avait acheté une terre voisine de Strathfield-Saye à 2,000 livres au-dessous de sa valeur réelle : « Dans ce cas, repartit le duc, envoyez immédiatement ces deux mille livres à M. N.... »

Nous ne connaissons pas un seul trait, et nous ne croyons pas que d'autres en aient cité, qui justifient le reproche d'avarice adressé au vainqueur de Waterloo.

Sans doute Wellington reçut des sommes considérables qu'il accepta sans aucune répugnance; mais il n'y a rien dans ce fait qui doive surprendre. C'est une très-ancienne habitude, en Angleterre, de récompenser les services publics par des dotations importantes. Marlborough reçut de l'argent pour toutes ses victoires; la bataille de Blenheim seule lui valut 200,000 livres. La Grande-Bretagne, pays aristocratique, où la propriété donne de l'influence, confère des droits et des priviléges, ne peut être comparée sous ce rapport à la république romaine, où les généraux vainqueurs, après l'entière soumission des ennemis, recevaient un triomphe, un bœuf pour le sacrifice, une robe brodée pour la cérémonie, une couronne de laurier, un trophée monumental avec des inscriptions, quelquefois une statue dans le forum, un arc de triomphe et 500 ou 1,000 médailles frappées en commémoration de leur victoire : toutes choses qui ne rapportaient rien, mais qui, à Rome, suffisaient à la plus vaste ambition.

---

(1) GURWOOD, t. XI, p. 586.

Il ne faut donc pas juger la fortune de Wellington en se plaçant au point de vue d'un peuple qui n'a pas les mêmes lois, ni les mêmes mœurs que le peuple anglais. Cette fortune était très-légitime et très-honorable. Le duc l'obtint pour des services réels, les plus grands peut-être qu'un citoyen anglais eût jamais rendus à sa patrie. Marlborough, au reste, fut encore mieux doté que Wellington, puisque, d'après les calculs de Swift, il reçut pendant ses guerres la somme énorme de 540,000 livres sterling. Mais Marlborough, courtisan avide autant qu'ambitieux, avait sollicité une partie de ces récompenses, tandis que Wellington n'a jamais fait aucune démarche, ni autorisé personne à en faire pour obtenir soit une décoration, soit un titre ou une récompense quelconque. C'est ce qui résulte clairement de la correspondance du duc (1) et du témoignage des hommes qui ont vécu dans son intimité. Nous citerons à ce propos la lettre suivante, écrite par Wellington à un officier anglais qui avait demandé la croix du Bain (2) : « Je ne me suis jamais employé pour « faire obtenir directement à un officier sous mes ordres les « marques de la faveur de Sa Majesté ; elles ont toujours été « accordées spontanément, seule manière, suivant moi, qui « les rende acceptables.... Quoique j'aie obtenu de nom- « breuses faveurs de la couronne, je n'en ai sollicité aucune, « et je n'ai jamais fait entendre personnellement ni voulu « qu'aucun de mes amis ou de mes parents se hasardât à « faire entendre pour moi que je désirasse en recevoir..... « Continuez à mériter l'honorable distinction à laquelle vous « aspirez..... et si vous ne l'obtenez pas, soyez sûr que « ceux dont vous ambitionnez l'estime n'auront pas plus « mauvaise opinion de vous pour cela. »

---

(1) GURWOOD, t. IX, p. 406; t. X, p. 376 et t. XI, p. 98.
(2) *Lettre* du 10 septembre 1813.

Wellington acceptait les faveurs comme il acceptait les éloges, avec simplicité et reconnaissance, et non pas avec cette satisfaction bruyante qui fait supposer qu'on les a vivement et longtemps désirées. La fortune et les titres lui vinrent comme ses grades, naturellement. Il aurait trouvé absurde de les refuser parce qu'il était au fond convaincu qu'il les avait mérités ; sa satisfaction personnelle était dans le témoignage qu'il pouvait se rendre à lui-même de n'avoir rien fait pour les obtenir par intrigue ou par sollicitation.

Wellington se piquait d'être fort exact dans sa correspondance. Aucune lettre, même les plus excentriques, ne demeurait sans réponse. Seulement, comme la manie d'avoir des autographes engageait une foule de personnes à lui écrire, il avait adopté une espèce de formule de civilité applicable à toutes les situations. Un grand nombre de ces réponses ont été remarquées par leur forme originale. Quelques-unes sont rédigées dans les termes suivants : « Le feld-maréchal duc de Wellington regrette de ne pouvoir, etc..., mais « il a pour règle de ne pas se mêler de ce qui ne le regarde « pas (1). »

D'autres commencent ainsi : « Le duc, etc., ne peut donner « son opinion sur telle chose..... dont il ne connaît rien. »

En 1845, la reine étant venue rendre visite au vainqueur de Waterloo dans son domaine de Strathfield-Saye, les jour-

---

(1) C'était la maxime favorite de Wellington. Le 6 août 1813, il écrivait à l'archevêque de Santiago : « Jamais je ne me mêle d'affaires qui ne me regardent pas particulièrement. »

nalistes demandèrent, conformément à un usage général en Angleterre, d'être admis dans l'hôtel pour rendre compte de ce qui s'y passerait. Le duc leur écrivit : « Le feld-maré-« chal duc de Wellington présente ses compliments à M.....
« et demande la permission de lui dire qu'il ne voit pas ce
« que le domaine de Strathfield-Saye a de commun avec
« la presse (1). »

Un gentilhomme de Belfast avait écrit au duc la lettre suivante : « Je prends la liberté de demander à Votre Grâce si,
« dans son opinion, Napoléon fut coupable d'avoir fait tuer
« ses prisonniers à Jaffa, et s'il existe quelque loi ou circon-
« stance militaire qui puisse justifier cette action (2). »

Ce gentilhomme reçut pour réponse : « Le feld-maréchal
« duc de Wellington présente ses compliments à M. H... Il
« a reçu sa lettre, et lui demande la permission de l'informer
« qu'il n'est pas l'historien des guerres de la république fran-
« çaise en Égypte et en Syrie (3). »

Le duc reçut fréquemment des projets de M. Haydon pour la réforme des beaux-arts. Il les renvoya avec le billet suivant :
« Le feld-maréchal présente ses compliments à M. Haydon.
« Il lui demande la permission de réserver son opinion jus-
« qu'à ce que M. Haydon lui ait soumis un plan réalisable. »

Un grand nombre d'auteurs s'adressèrent au duc pour obtenir sa souscription à leurs ouvrages. Il leur répondait invariablement : « Le feld-maréchal, etc., demande à être

---

(1) « Field-marshal the duke of Wellington presents his compliments to M.... and begs to say that he does not see what his house at Strathfield-Saye has to do with the public press. »

(2) « May it please your grace, — I have take the liberty of requesting your opinion, — was Napoleon guilty or not of the murder of his prisoners at Jaffa, and if there is any military law or circumstance that would justify the deed? »

(3) Field-marshal the duke of Wellington presents his compliments to M. H.... he has also received M. H's letter, and begs leave to inform him he is not the historian of the wars of the French republic in Egypt and Syria. »

« dispensé de souscrire à l'ouvrage en question ; s'il apprend
« que c'est un bon livre il pourra l'acheter (1). »

Les lettres officielles et les plus importantes parmi les lettres particulières du duc ont été publiées, avec son autorisation, par le colonel Gurwood. Elles forment douze gros volumes, très-compactes, offrant à l'historien un grand nombre de renseignements précieux sur les événements mémorables du XIX[e] siècle.

Il faut que Wellington se soit senti bien fort pour exposer ainsi devant le monde les raisons secrètes ou avouées de tous les actes de sa vie, ses idées et ses sentiments sur les hommes et les choses de son temps. Jamais peut-être une si imposante collection de documents n'a vu le jour; et ce qui la rend surtout précieuse, c'est qu'elle se compose de lettres écrites sans prétention, par l'homme le plus simple et le plus vrai du monde, sur les lieux mêmes où les faits se sont passés (2). On peut dire que ces lettres sont des modèles de clarté et de précision. Le style en est naturel, simple, quelquefois très-énergique et plein de verve (3). Sir George Murray trouve

---

(1) The duke begs to decline to give his name as a subscriber to the book in question ; but if he learns that it is a good book, he may become a purchaser. »

(2) Voici comment un auteur français apprécie le mérite de ce recueil.

« Wellington, dit-il, a classé tout cela rigoureusement suivant l'ordre chronologique ; il n'en a pas retranché une ligne, il n'y a ajouté ni un mot de commentaire, ni un mot de réflexion, ni un mot d'accusation, ni un mot de justification. Un assez grand nombre de lettres sont écrites en français, et, quoique ces lettres renferment des pensées et des mots heureux, elles sont d'un style très-incorrect. Rien n'eût été plus aisé que de les *expurger*, sans altérer en rien le fond de la pensée et même sans diminuer la portée de l'expression. Wellington s'y est constamment refusé. Il avait écrit ces phrases mal sonnantes ; il ne croyait pas avoir le droit de les supprimer ou de les déguiser. Il les a gardées trente ans dans son portefeuille. Il les en a retirées comme il les y avait déposées. Il n'entend pas se faire grâce d'un solécisme ni d'un barbarisme. Il veut être ce qu'il est et rien de plus. Il a une honnêteté littéraire qui peut aller de front avec sa probité d'homme public et d'homme privé. Ce qu'il a mal écrit, il le laissera mal écrit. Ce sera une petitesse, s'il y a une petitesse dans l'honnêteté ! Mais ce sera un dernier témoignage de ce fanatisme pour la vérité et de cette inflexible horreur du mensonge qui furent la règle de toute sa vie. » — JULES MAUREL, p. 78.

(3) « His style is admirable and thoroughly english. I prefer it to the style of his accom-
« plished brother the marquis Wellesley. » — MAC FARLANE, 246.

« Lucid, eloquent, copious and condensed, they take their stand beside the immortal commentaries. » — CHARLES PHILLIPS, célèbre avocat anglais.

« His despatches are a monument of sagacity, devotedness, patience, obedience, decision,

qu'elles ont une étonnante ressemblance avec celles de Marlborough : « Si je croyais à la métempsycose, dit-il, je soutiendrais que l'âme du vainqueur de Blenheim est passée dans le corps du héros de Salamanque et de Waterloo (1). »

Comme il serait difficile de faire un choix parmi les lettres purement militaires de Wellington, nous nous bornerons à donner quelques extraits de celles où, par exception, il mêle un peu d'ironie, d'*humour* ou de sentiment à ses appréciations, toujours si calmes et si mesurées.

« *Au colonel Torrens,*

« Sans doute, il serait à désirer que le mérite fût le seul « titre pour obtenir de l'avancement ; mais c'est là un degré « de perfection que le patronage militaire dans ses choix n'a « jamais pu et ne pourra jamais atteindre, je crois, dans « aucune armée. Le commandant en chef a nécessairement « des amis, des officiers d'état-major attachés à sa personne, « qui le sollicitent d'avancer leurs amis et leurs parents, « *tous, sans contredit, gens de mérite,* et il n'y a personne « qui puisse résister à de pareilles sollicitations. »

En 1815, le sous-préfet de Pontoise ayant déclaré qu'il ne donnerait de vivres aux alliés que forcé par leurs baïonnettes, le duc écrivit à ce personnage avec plus d'ironie que de colère :

« Si je vous traitais comme l'usurpateur et ses adhérents « ont traité les habitants des pays où ils ont fait la guerre,

---

humanity, temperance, modesty, justice, courage, firmness and pure patriotisme, for which we may seek in vain in the annals of our own or any other country. » — STOCQUELER, t. II. p. 293.

MAXWELL, moins enthousiaste mais trop sévère, croyons-nous, trouve les lettres de *Wellington remarquables seulement par la brièveté et la vérité.*

(1) Voir MAC FARLANE, p. 244.

« je vous ferais fusiller; mais vous vous constituez *guerrier*,
« et en conséquence je vous fais prisonnier (1). »

Wellington n'aimait pas les Cortès ni leurs lois empreintes d'idées théoriques. Dans une lettre au comte Bathurst, il se moque avec beaucoup d'originalité des prétentions ridicules de cette assemblée :

« Freneda, le 27 janvier 1813.

« Il est impossible de décrire l'état de confusion où sont « les affaires à Cadix. Les Cortès ont fait une constitution « comme un peintre fait un tableau, c'est-à-dire bonne à être « regardée. Je n'ai rencontré aucun des membres de l'assem- « blée ni personne, soit à Cadix ou ailleurs, qui regarde la « constitution comme la réalisation d'un système d'après « lequel l'Espagne sera ou pourra être gouvernée. Les Cortès « se sont dépouillées du pouvoir exécutif, mais elles ont « nommé une régence pour l'exercer. Cette régence est dans « le fait leur esclave... Cependant, les Cortès et la régence « ont si bien arrangé leurs affaires, qu'elles communiquent « seulement entre elles comme notre souverain avec le Par- « lement, par un discours ou message, ou comme le Parle- « ment avec Sa Majesté, par une adresse. Aucun de ces deux « rouages ne sait ce que l'autre fera dans telle ou telle cir- « constance. Leur autorité ne s'étend pas au delà des murs « de Cadix; je doute même que la régence en ait au delà des « murs de la salle où elle délibère. Je sais que chaque pou- « voir se méfie de l'autre, quoique les membres de la régence « soient des créatures de l'assemblée. La régence soupçonne « les Cortès d'avoir l'intention de s'emparer du pouvoir exé-

(1) *Despatches*, t. XII, p. 556.

« cutif, et les Cortès se défient de la régence, à ce point que « les députés influents, tout en reconnaissant la nécessité « de s'éloigner de Cadix, ont pris la résolution de rester, « alléguant pour motif que le peuple de Cadix leur est dé-« voué, tandis que celui de Séville ou de Grenade, par « exemple, ne manquerait pas de se soulever contre eux si la « régence le désirait.

« Je voudrais bien que l'un de nos réformateurs vînt à « Cadix pour apprécier l'avantage qui résulte d'une assem-« blée populaire et souveraine se donnant le titre de *Majesté,* « d'une constitution écrite et d'un gouvernement exécutif « qu'on traite d'*Altesse,* agissant sous le contrôle de *Sa* « *Majesté l'Assemblée.*

« A dire vrai, il n'y a d'autre autorité dans l'État que les « journaux diffamatoires, et ils tiennent réellement sans « pitié dans leur dépendance les Cortès et la régence. »

Dans certaines circonstances, Wellington savait émouvoir et toucher par la simplicité même de son langage. Annonçant au général Cameron la fin glorieuse de son fils : « Vous « regretterez et pleurerez toujours, dit-il, sa perte; mais « j'espère que vous puiserez quelque consolation dans la « pensée qu'il a succombé en faisant son devoir, à la tête « de votre brave régiment, aimé et respecté de tous ceux qui « l'ont connu, et dans une action où les troupes anglaises « ont surpassé, s'il est possible, tout ce qui avait été fait « jusqu'alors (1). »

On peut encore citer, comme très-remarquable dans ce genre, la lettre suivante, écrite à la mère des trois Napier, pour l'informer que son fils George avait perdu un bras à l'assaut de Ciudad-Rodrigo : « Mère de tels fils, je suis sûr « que vous vous attendez à ce qu'il leur arrive quelquefois

---

(1) *Lettre* du 15 mai 1811, écrite après la bataille de Fuentès d'Onoro.

« des malheurs.... ; malgré votre vive affection pour eux,
« je suis certain que vous avez une trop juste notion de l'im-
« portance des distinctions qu'ils acquièrent journellement
« par leur bravoure et leurs services, pour que ces malheurs
« fassent impression sur vous..... » Véritable lettre de Romain adressée à une femme spartiate.

La correspondance intime du duc renferme quelquefois des expressions peu mesurées, triviales même sur le compte des journalistes et des hommes d'État anglais. Dans l'une, il appelle ironiquement les directeurs des journaux, *des gens excessivement utiles et sages* (1) ; dans une autre, il les désigne sous le nom de *coquins* et de *racaille* (rascally); dans une autre encore, il qualifie le ministre de la guerre d'Espagne, auteur supposé d'un libelle contre Graham, *le plus indigne de tous les goujats*, etc., etc.

Les deux lettres suivantes sont tout aussi dures pour les ministres anglais. On sent qu'elles furent écrites dans un de ces accès de mauvaise humeur, heureusement fort rares chez le duc.

« *Au colonel Torrens*,

« 4 novembre 1815.

« Maintenant que nous avons travaillé comme des nègres
« à l'arrangement qui vient d'être conclu, le gouvernement
« ne s'en soucie plus, parce qu'un journaliste ou quelque
« ami dans le Parlement ne l'approuve pas... »

« *Au maréchal lord Beresford*,

« Paris, 7 août 1815.

« La bataille de Waterloo a été certainement la plus ter-

---

(1) *Lettre* du 3 septembre 1813, *au général Bentinck*.

« rible qui ait été livrée depuis bien des années, et celle qui « a donné aux alliés les résultats les plus importants. Ces « résultats, cependant, vont être compromis par la con- « duite abominable de quelques-uns d'entre nous et du gou- « vernement lui-même, qui, je suis peiné de le dire, se « règle beaucoup trop sur l'opinion de ces gredins de jour- « naux.... »

« Quant à nos affaires en Portugal, je vous recommande « de donner votre démission et de partir immédiatement. Il « est impossible au gouvernement de maintenir des officiers « anglais dans l'armée portugaise, quelque minime que soit « cette dépense, si le gouvernement de Lisbonne refuse de « prêter l'assistance de son armée pour la cause de l'Europe. « Envoyez donc ce gouvernement au diable de la façon qui « conviendra le mieux à votre dignité, et qui produira le plus « d'effet pour ouvrir les yeux du prince sur la conduite de « ses serviteurs..... »

Quoique Wellington écrivît beaucoup, fût très-laborieux et très-patient, il détestait les longs mémoires et les longues dissertations.

Ayant été obligé, en 1827, de se prononcer dans un conflit entre officiers de diverses armes, il se plaignit dans les termes suivants du grand nombre de dossiers qu'il avait dû lire :

« Si les officiers en service au dehors n'ont pas pitié les « uns des autres dans une correspondance de cette nature, « je les supplie au moins d'avoir quelque pitié pour moi qui « dois les juger. »

Wellington assistait régulièrement aux séances de la Chambre des Lords, et prenait souvent la parole.

Il se faisait remarquer par l'attention bienveillante avec laquelle il écoutait les orateurs les plus médiocres, ceux même qui avaient l'habitude de ne produire que des arguments rebattus dans la presse; circonstance d'où l'on pouvait conclure que le duc ne lisait pas régulièrement les journaux quodidiens (1).

Les discours de Wellington étaient nourris de faits, mais plus solides que brillants. Il ne les débitait ni facilement ni simplement. Quelques-uns ont le défaut d'être emphatiques et violents, comme les harangues de Cromwell. Il exagérait son opinion pour la faire mieux comprendre.

Sa correspondance prouve qu'il savait rendre compte des événements avec une grande lucidité; sous ce rapport, l'orateur chez lui était inférieur à l'écrivain. On trouve même dans les discours prononcés à la fin de sa vie une certaine abondance de redites et de contradictions. A cette époque, il faisait aussi de fréquentes pauses, nécessitées par une difficulté de prononciation survenue avec l'âge. L'éloquence de Wellington n'avait rien de commun avec celle de Burke, de Shéridan, de Mackintosh, de Brougham et de Canning, appartenant à l'école fleurie des classiques; elle rappelait au contraire assez bien celle de Pitt, de Liverpool, d'Aberdeen, de sir Robert Peel, sacrifiant la forme au fond, le brillant des images à l'exactitude des faits, l'harmonie des périodes à la solidité des raisonnements. Néanmoins, les discours de Wellington eussent été peu remarqués, n'était l'influence de son nom et de sa haute position sociale.

M. Francis dans ses *Orators of the age*, a parfaitement caractérisé l'influence du duc et la nature de son éloquence.

« Obligé de parler, il ne dit pas plus que la circonstance

---

(1) *Illustrated London-News*, 18 septembre 1852.

n'exige impérieusement. Il exprime les sentiments réels de son âme. Ses conclusions révèlent une tête froide et une expérience sans égale. Vous pouvez voir tout d'abord qu'il agit sans effort et sans aucun désir de produire de l'effet. Il monte à la tribune par devoir et non par goût; il ne cherche pas les occasions de parler, et il est toujours prêt quand l'occasion se présente. Son discours fini, il semble déchargé d'un fardeau désagréable, et il se rassied aussi brusquement qu'il s'était levé, sans s'inquiéter si ce qu'il a dit plaît ou déplaît à son auditoire (1)..... »

Il y a de la vigueur dans ses pensées et une grande simplicité dans son langage. Sobre de paroles, il ne donne rien ou presque rien à l'imagination. Certain de produire de l'effet toutes les fois qu'il parle, il n'a pas besoin de recourir à ces effets oratoires sans lesquels d'autres ne parviendraient pas à se faire écouter. Voilà tout le secret de son influence. Mettez ses discours dans la bouche de tout autre pair, et ils iront frapper sans résultat les voûtes silencieuses de la chambre. Il en est du reste ainsi de toute chose. Bien des proclamations de Bonaparte ne sont admirables que parce que c'est Bonaparte qui les a faites. Il y a des beautés réelles et des beautés de situation. De quelque nom qu'on signe l'*Énéide*, ce sera toujours un chef-d'œuvre; les discours de Wellington, au contraire, disparaîtraient dans le fatras des vieilles archives parlementaires, s'ils n'étaient signés du nom d'un grand général, d'un homme d'État illustre.

Le génie politique de Wellington était inférieur à son génie militaire. Il ne possédait même pas certaines qualités nécessaires à l'homme d'État, et qui sont le résultat d'une éducation particulière, ou d'une longue initiation aux affaires publiques. Il lui manquait aussi l'expérience des débats et des

(1) Voir STOCQUELER, t. II, p. 211.

intrigues parlementaires, autre élément de succès qu'on n'acquiert point dans les camps. Habitué aux grandes et nobles luttes du champ de bataille, il dédaignait l'emploi des petits moyens auxquels doivent recourir quelquefois les plus grands ministres.

Plus habile à vaincre qu'à éluder les obstacles, il convenait aux situations difficiles, mais n'avait pas l'habileté nécessaire pour gouverner en temps de paix un peuple avide de liberté, peu sympathique aux idées comme aux formes militaires. Il ne possédait pas non plus cet ascendant irrésistible du talent et de la parole, qui donne à certains hommes le pouvoir de diriger vers un but commun la marche de tout un parti. Nature sérieuse et froide, il ne savait parler qu'à la raison ; or, dans bien des circonstances, c'est à l'imagination qu'il faut s'adresser. Le duc avait d'ailleurs sur le gouvernement des idées toutes militaires, qui répugnaient à la majorité des hommes politiques de l'Angleterre. Maintenir l'ordre, assurer l'exécution des lois, venir en aide à la couronne, telles étaient les nécessités auxquelles il subordonnait et sa conduite et ses convictions.

Quand Vauban offrit à Louis XIV de servir au siége de Turin comme simple volontaire, sous les ordres de la Feuillade, Sa Majesté objecta que la dignité d'un maréchal de France ne s'accommoderait point de cette position. L'illustre ingénieur répondit : *Ma dignité est de servir l'État.* C'est ce qu'eût répondu Wellington en pareille circonstance. *Servir, bien servir* était son unique ambition.

Ses idées, ses répugnances, ses sympathies, ses intérêts particuliers, tout s'effaçait devant cette haute considération. Aussi fut-il constamment à la disposition de tous les ministres qui jugèrent le concours de son influence et de ses talents nécessaire au bien de l'État : tory avec les tories, whig avec les whigs, et conservant néanmoins toujours intact le fond de ses croyances. Le ministère était pour lui un poste

à défendre, tantôt bon, tantôt mauvais, toujours honorable. Homme du devoir et Anglais par excellence, il se souciait peu d'être bien avec les partis. Aucun ne l'adopta franchement. Les conservateurs le trouvaient trop libéral et les whigs trop conservateur. Malgré cette situation exceptionnelle, ou à cause même de cette situation, il rendit à l'Angleterre des services que n'auraient pu lui rendre des hommes d'État plus heureusement doués que lui.

Il vida la grande question de l'émancipation catholique, fit faire un pas décisif à la liberté du commerce, simplifia notablement les rouages de l'administration, et introduisit une économie toute militaire dans plusieurs branches des services publics (1). Il avait un bon sens remarquable; ses conseils étaient presque toujours marqués au coin de la prévoyance et de la raison. Louis XVIII et Ferdinand VII eussent été bien inspirés en les suivant.

La correspondance de Wellington fourmille d'appréciations justes sur les gouvernements, les affaires et les hommes de l'époque, et il serait difficile d'en citer une que les faits n'aient pas confirmée plus ou moins.

Il savait parfaitement calculer la valeur des obstacles, faire la part des intérêts, des passions, des circonstances. Il jugeait fort bien les hommes et se trompait rarement en leur assignant un rôle d'après leurs qualités et leurs talents supposés. La première fois qu'il vit le prince d'Orange au feu, il prédit qu'il ferait un jour honneur à la profession des armes (2). Les combats de Salamanque, de Sauroren, le passage de la Nivelle et la campagne de 1815

---

(1) TIMES *Memoir*, p. 114 et 125. Le duc essaya même de soumettre les employés des administrations civiles à une sorte de discipline militaire, mais cet essai, dit le *Mémoire* cité plus haut, amusa le pays sans produire de résultat.

(2) Ce fut à Guinaldo et à Aldea da Ponte. (Voir la lettre du 29 septembre 1811, *à lord Liverpool*.)

confirmèrent cette appréciation, que depuis tout le monde a ratifiée.

Wellington était un infatigable travailleur. A peine arrivé dans l'Inde, il émit sur l'administration et sur la conduite du gouvernement des idées qui annonçent une connaissance parfaite des intérêts de ce pays et du caractère de ses habitants (1).

Il s'occupait d'une foule de choses et ne négligeait les détails d'aucune. Sa correspondance est pleine de notes et de mémoires rédigés sous la tente avec autant de soins que s'ils eussent été faits à loisir. On trouve, par exemple, sous la date du 23 novembre 1803, plusieurs lettres (formant dix pages de petit texte) sur les questions épineuses que soulevèrent les négociations avec Scindiah; et sous la date du 11 mai 1814, onze pages du même texte, qu'un bon copiste aurait de la peine à transcrire en un jour.

L'attention du duc était surtout éveillée par les questions militaires. Toutes les institutions qui pouvaient contribuer à former de vrais soldats étaient sûres de trouver en lui un défenseur empressé; mais toutes les réformes tendantes à modérer la sévérité du code pénal, à rendre la vie de caserne plus douce, à restreindre dans un sens libéral les lois du recrutement ou de la milice, rencontraient plus ou moins d'opposition de sa part (2). Il n'aimait pas plus les réformes militaires que les réformes civiles. Tant qu'il eut la direction de l'armée, on n'apporta aucun changement à la tenue des troupes anglaises (3). Il considérait ces modifications comme

---

(1) GURWOOD, t. I, p. 2 et 3; SHERER, t. I, p. 9 et 10; WELLESLEY'S, *Despatches*, t. I, p. 425.

(2) Il est juste de dire cependant que depuis 1815, le maximum de la peine du fouet fut porté à 50 coups, que le temps de service fut diminué, que la troupe fut confortablement casernée, et que la vie du soldat éprouva de notables améliorations; toutes choses qui n'ont pu se faire qu'avec le consentement du duc, puisque le secrétaire et le ministre de la guerre étaient obligés de le consulter (en sa qualité de commandant en chef).

(3) Lorsqu'on lui proposa un nouveau modèle de sac plus léger et plus commode, il répondit officiellement : « The knapsack question had been exhausted. »

plus frivoles que véritablement utiles. Un lieutenant-colonel du 33e régiment lui ayant proposé des modifications à l'uniforme de ce corps, il lui répondit : « Je désire vivement qu'on « ne fasse aucun changement à l'uniforme ni aux règlements. « Tout est maintenant comme je l'ai trouvé il y a vingt ans; « si nous nous mettons à faire des changements, il n'y aura « plus rien de stable, car *les fantaisies n'ont pas de bornes.* » Paroles sages et dignes d'être écoutées! A peine cependant le duc eut-il fermé la paupière, que l'esprit d'innovation appliqué aux futilités de l'habillement se fit jour dans l'armée anglaise comme partout ailleurs, et l'on vit alors des hommes qui n'avaient jamais guerroyé soutenir qu'avec l'habit rouge de Fontenoy, de Salamanque et de Waterloo, il serait impossible de faire campagne. Le duc, vivant, tenait en respect ces généraux de parade. Il n'en faut pas conclure cependant qu'il rejeta sans examen toutes les idées nouvelles. Son bon sens lui faisait distinguer parfaitement la limite qui sépare les innovations pratiques, utiles, des misérables subtilités d'un *caporalisme* inintelligent. C'est ainsi que tout en rejetant les nouvelles gibernes, les nouveaux sacs et les nouvelles tuniques, il s'empressa de faire adopter pour toute l'infanterie le fusil Minié, la seule de toutes les améliorations récemment admises qui ait produit un résultat avantageux dans la dernière guerre de Crimée.

Nous ne citerions pas ce fait, si des écrivains militaires anglais n'avaient reproché à Wellington d'avoir par ses idées arriérées fait plus de tort à l'armée dans les dernières années de sa vie, qu'il ne lui avait fait de bien dans les premières : accusation injuste, et qui retombe lourdement sur les petits esprits qui l'ont formulée.

Le duc de Wellington n'eût pas été le duc de Wellington si, au lieu d'encourir le blâme de ces *faiseurs*, il s'était conduit de façon à mériter leurs éloges!

L'armée anglaise atteignit, sous l'habile direction du vain-

queur de Salamanque, au plus haut degré de perfection qu'il était possible d'atteindre avec les éléments dont elle se composait. Jamais avant lui on n'avait vu de machine aussi bien réglée.

Mais le gouvernement laissa se détraquer peu à peu cette machine, en revenant sur les diverses améliorations que le duc avait introduites dans l'organisation générale et dans les services particuliers (1) ; de sorte qu'au début de l'expédition de Crimée, les régiments anglais se trouvèrent notablement inférieurs à ce qu'ils étaient du temps des guerres de l'empire; résultat que Wellington avait prévu, annoncé en quelque sorte, mais sans pouvoir convaincre ni ses compatriotes ni le gouvernement de la vérité de ses assertions. Néanmoins, tels qu'ils se sont présentés sur les champs de bataille d'Alma et d'Inkerman, ces régiments étaient dignes encore de leurs aînés, empreints des idées d'ordre et de discipline que Wellington avait inculquées aux vétérans de la Péninsule. A leur tête se trouvait un des lieutenants du duc, modeste et brave général, formé à son école et dont le nom est venu clore dignement cette liste glorieuse d'officiers ayant puisé leur première instruction aux grandes guerres de l'empire : lord Keane, lord Gough, lord Combermere, sir A. Campbell, lord Hardinge, lord Straffort, sir Harry Smyth, sir Colin Campbell, sir Edward Paget, sir Henry Fane, sir Charles Colville, sir Collin Halket, sir William Cotton, sir Thomas Bradford, sir George Walker, sir Edward Barnes, sir Robert Dick, sir Frederic Adam, lord Saltoun et sir John Macdonald. Tous ces généraux, qui depuis 1815 ont rendu d'éminents services à l'Angleterre, sont des élèves de Wellington : grande et noble école qui se perpétuera de génération en génération,

---

(1) Voir à ce sujet la *lettre* de Wellington *au général Burgoyne*, et l'ouvrage publié récemment par Francis Head : *The defenceless state of Great-Britain.*

avec la bravoure et le patriotisme héréditaires de l'aristocratie anglaise !

Le respect profond, universel dont le duc de Wellington était entouré fut très-utile à la couronne dans les moments difficiles. Lorsqu'un ministère était culbuté et l'opinion publique vivement émue, on disait : « Sa Majesté a fait chercher le duc, » et ces simples paroles suffisaient pour calmer les esprits.

Sa haute position, l'indépendance de son caractère et l'éclat de ses services lui donnaient comme médiateur et comme arbitre une influence considérable. Ce qu'on n'eût souffert de personne, on permettait au duc de l'exprimer hautement ; aussi le gouvernement eut-il souvent recours à ses bons offices pour aplanir de graves difficultés, ou mettre d'accord des hommes d'État momentanément brouillés. C'était à la fois un homme de bon conseil et de bonne compagnie. La couronne et le peuple le considéraient comme un des piliers de l'État, et les familles comme une sorte de patron et de divinité tutélaire. Souvent même il faisait l'office de prince royal, en patronnant des œuvres de charité ou en présidant des meetings.

Une de ses statues le représente à cheval, serré dans son manteau et cheminant tranquillement au pas. C'est ainsi qu'on le rencontrait dans les rues, ou dans le parc, allant faire sa tournée de visites ou se rendant à la séance des lords. Les voitures s'arrêtaient pour le laisser passer ; tout le monde se découvrait respectueusement devant lui, et il passait en touchant légèrement son chapeau. Les étrangers se pres-

saient en foule sur ses pas, les gens du peuple lui donnaient des témoignages naïfs d'estime et d'admiration, et les dames anglaises, dans les soirées où il paraissait, l'accablaient de prévenances et de respectueuses attentions. La reine le distinguait entre tous les personnages de la cour, et le traitait comme un membre de sa famille. La déférence du duc pour sa souveraine n'en fut que plus grande, et c'était une chose touchante que la respectueuse admiration de ce vieux serviteur de la monarchie pour cette jeune femme couronnée qu'il avait vue au berceau (1). En s'inclinant devant elle plus bas que les autres, il tenait à prouver que plus un homme a d'influence et de titres, plus il doit s'enorgueillir de relever par sa soumission le prestige de la majesté royale. Dans les grandes cérémonies, il avait une place à part ; à l'ouverture du Parlement, il se tenait en uniforme de feld-maréchal, debout à la gauche de la reine, sur la marche la plus élevée du trône; entre ses deux mains brillait le lourd glaive de l'État, qu'il maintenait droit devant lui avec l'attention scrupuleuse d'un factionnaire qui présente les armes. « Le peuple et la reine, dit un auteur français, placèrent Wellington sur la seconde marche du trône, parce qu'ils savaient qu'il respecterait toujours la première. L'empereur ne comprenait point le caractère de cet homme. En le voyant monter d'échelon en échelon, il croyait qu'il ferait comme lui et ne s'arrêterait pas. On raconte qu'il disait à Sainte-Hélène : Nous verrons maintenant ce que *fera Wellington*. C'était mal le connaître : Wellington n'aurait jamais passé le Rubicon, et il pensait si peu à se faire roi, qu'il ne se croyait pas même capable d'être premier ministre..... Cette simplicité plaisait

(1) « Nous n'avons jamais cessé d'admirer le tact exquis avec lequel le duc de Wellington savait oublier sa propre valeur lorsqu'il se trouvait en présence de la reine. Alors il ne faisait attention à personne et s'effaçait complétement. » *Illustrated London-News*, 18 septembre 1852.

à la nation et lui valut, jusqu'au dernier jour de sa vie, les témoignages du plus grand respect que jamais citoyen ait recueillis (1). » « La dernière fois que nous avons eu l'occasion de le voir, dit M. Lemoine, c'était en 1852, dans la galerie royale de la Chambre des Lords. Il y avait là un millier de spectateurs, qui tout à coup se levèrent par un mouvement unanime. C'était le vieux duc qui venait d'entrer ; il traversa la longue galerie paisiblement, sans hâter son pas, et tous les assistants restèrent debout et silencieux jusqu'à ce qu'il eût disparu par l'autre issue. Il y avait quelque chose de grand et de touchant dans cet hommage si simplement rendu, et si simplement accepté. »

Du reste, le duc de Wellington avait fini par s'abandonner tout naturellement à ce culte de ses compatriotes. Il était si parfaitement exempt de charlatanisme, qu'on ne pouvait l'accuser de rechercher les ovations ; il les acceptait parce que c'était encore son devoir. Il avait été le général, le ministre, le protecteur, le conseiller de l'Angleterre ; il en était devenu un des monuments, et comme tel, il n'avait pas le droit de se refuser aux hommages du public. Il se laissait donc regarder, et acceptait les témoignages de respect comme quelque chose qui faisait encore plus de plaisir aux autres qu'à lui-même ; il sentait d'ailleurs qu'il donnait à ses compatriotes la satisfaction de se contempler dans sa personne. Robert Peel avait expressément demandé à être enterré sans pompe ; Wellington n'a exprimé à cet égard aucune volonté ; il s'est regardé comme la propriété de sa souveraine et de son pays, et a laissé son corps à leur disposition. Il aurait cru être ingrat envers ses compatriotes, s'il leur avait ôté l'occasion de faire une démonstration nationale avec ses funérailles.

---

(1) M. *Lemoine* : Notice publiée dans le *Journal des Débats*.

Un poëte anglais, Édouard Bulwer (1), l'a peint d'après nature dans les lignes suivantes qui méritent d'être citées :

« Le voilà qui passe, son chapeau bien serré sur son front
« ferme, la taille roide dans son habit boutonné..... Il n'a
« point le trésor des riches natures, ni le généreux soleil des
« âmes exubérantes ; au mot du commandement ses passions
« font halte ; en lui chaque vertu, chaque faute est également
« disciplinée.... Quand il s'échauffe il raisonne encore.... A
« ses yeux, l'État est un camp, le monde est un champ de
« manœuvres. Et cependant combien il reste pur à côté
« des autres conquérants, ses semblables ! Froides sont ses
« lèvres, mais elles n'ont point le sourire du mensonge ;
« rigide est son cœur, mais le signe de l'honneur y est gravé :
« aucun crime ne lui servit de piédestal..... et l'éternel *Moi*
« ne fut pas son mobile. »

Il n'y eut jamais d'homme qui répondît mieux aux instincts, au caractère et aux habitudes du peuple anglais. Laborieux, patient, simple, fidèle, exact en toute chose et ne cherchant qu'à se rendre utile.

On a dit avec raison que s'il était appelé au conseil de Dieu dans l'autre monde, il s'occuperait encore du meilleur moyen de faire marcher le gouvernement de Sa Majesté. Bien servir fut son unique ambition : c'était un grand homme, mais surtout un grand Anglais !

Les anecdotes, disait Rivarol, sont l'esprit des vieillards, le charme des femmes et le plaisir des enfants. Il disait vrai

(1) Dans *Timon*.

sans nul doute, mais limitait trop le cours de cette petite monnaie de l'histoire, dont tant d'illustres écrivains, depuis Plutarque et Cicéron jusqu'au duc de Saint-Simon et à madame de Sévigné, se sont plu à enrichir leurs œuvres. Comme les maximes, les anecdotes fixent la vérité dans l'esprit; tel mot nous ouvre un nouvel horizon intellectuel, tel épisode nous dessine, d'un trait énergique, le profil d'une physionomie célèbre; seulement en ceci, comme en toutes choses, il faut se garder de l'abus, éviter la banalité, rechercher l'utile.

C'est en nous plaçant à ce point de vue que nous terminerons la biographie de Wellington par quelques traits caractéristiques, empruntés aux sources les plus dignes de confiance.

Il paraît que l'*iron duke* n'eut pas toujours la gravité imposante qui le fit remarquer jusque dans la Chambre des Lords; un de ses condisciples, lord Skelmersdale, prétend que jeune Wellesley fut l'un des plus ardents promoteurs des plaisirs du collége. M. Robert, frère du révérend Sydney-Smith, a gardé de lui un autre souvenir beaucoup moins agréable, et qu'il se plaisait néanmoins à rappeler. C'est sur lui, en effet, que sir Arthur remporta sa première victoire; voici dans quelle circonstance. Le jeune Robert (alors Bobus Smith) se baignait un jour dans la rivière quand Arthur, passant par là, trouva plaisant de lui jeter des pierres; Bobus menaça l'agresseur, mais celui-ci ne tenant aucun compte de ses avertissements, il fut obligé de sortir de l'eau et d'engager la lutte en vrai Spartiate, sans armes et sans vêtements. L'avantage de la position était évidemment pour le jeune

Wellesley ; aussi Bobus, malgré la bonté de sa cause, fut-il promptement obligé de mordre la poussière. Inutile d'ajouter que le bulletin de cette victoire ne figure pas dans le recueil de Gurwood (1).

Pendant son séjour à Angers, le jeune Wellesley eut l'occasion de fréquenter quelques maisons où il fut mis en contact avec des représentants distingués de l'aristocratie française. « Cette société, dit lord Ellesmere (un de ceux qui pendant trente ans vécurent dans l'intimité du duc), lui fut d'une très-grande utilité, et contribua peut-être à lui donner des notions aussi exactes sur l'état des esprits en France. »

A peine nommé enseigne, sir Arthur fut attaché au lord lieutenant d'Irlande en qualité d'aide de camp. Il vécut dans cette position moins en homme d'étude qu'en homme de plaisir (2). Ses ressources, qui n'étaient pas considérables, se trouvèrent bientôt épuisées ; de telle sorte qu'à son départ pour l'Inde, il fut obligé de recourir à la bourse d'un bourgeois de Dublin pour apaiser ses créanciers. On ne reconnaît pas encore ici l'homme d'ordre et de travail qui devait un jour remplir le monde de sa renommée.

La vie sérieuse du duc ne commença que dans les camps : jusque-là, il ne s'était pas élevé au-dessus de la réputation d'un *gentleman* ordinaire.

Sa première école fut celle du malheur. Pendant la campagne de 1794, il apprit à connaître toutes les fautes qu'un général doit éviter. C'est ainsi qu'un célèbre compositeur

---

(1) Ce fait est rapporté, entre autres, par lord ELLESMERE, p. 14 et 15.
(2) Lord ELLESMERE, p. 16.

envoyait ses élèves dans les plus mauvais concerts pour leur apprendre « comment il ne faut pas chanter. »

Presque tous les voyages de Wellington en mer furent signalés par d'affreuses tempêtes. Il montra dans ces occasions un sang-froid et une présence d'esprit inaltérables (1).

Nous avons vu qu'à Talavera (2), à Fuente-Guinaldo (3), au début de la campagne de Waterloo (4) et dans d'autres circonstances critiques il fit preuve de la même impassibilité.

Le général Alava raconte qu'il trouva le duc, à la fin de la journée des Quatre-Bras, assis sur le bord d'un chemin, dans l'attente de renseignements exacts sur la position de l'ennemi et sur l'issue de la bataille de Ligny. La première chose qu'il dit, en apercevant le général espagnol, fut : « Mon cher monsieur, étiez-vous la nuit dernière de la partie « de madame de Richmond? » Alava, qui avait entendu circuler des bruits fâcheux sur le résultat de la journée, fut entièrement rassuré par ces paroles (5).

Ceux qui ont observé Wellington de près dans la mémorable journée du 18 juin attestent qu'il ne trahit aucune émotion, lorsqu'il se trouva pour la première fois en face de ce puissant génie et de cette incomparable armée française, qui avaient triomphé jusque-là de tous les efforts de l'Europe coalisée.

Le célèbre physiologiste Virey a raison de dire : « Le « sang-froid qui réfléchit au milieu des dangers tient à la « supériorité de la puissance intellectuelle. »

Wellington était doué d'une mémoire tenace qu'il con-

(1) Lord ELLESMERE, p. 17.
(2) T. I, p. 269.
(3) T. I, p. 434.
(4) T. II, p. 382, 383.
(5) Lord ELLESMERE, p. 42.

serva jusqu'à la fin de sa vie. « Je me rappelle, dit lord Ellesmere, la lecture qu'il me fit d'une note sur la défense de l'Inde, rédigée pour le gouvernement dans une des circonstances les plus critiques où se soit trouvée la colonie. Cette note, qui embrassait les trois présidences et contenait une foule de détails précis, avait été écrite sans le secours d'aucun dictionnaire ni d'aucune carte géographique (1). »

Les épisodes que le duc se rappelait avec le plus de satisfaction étaient relatifs à ses premières campagnes. Les fatigues et les privations qu'il avait endurées sous les zones brûlantes de l'Inde, les aventures romanesques de cette lutte grandiose et bizarre tout à la fois, qui reporte l'imagination aux temps d'Alexandre et de Cyrus, étaient racontés par lui avec une complaisance où se peignait la satisfaction que laissent à notre âge mûr les douces émotions de la jeunesse et les premiers triomphes de notre amour-propre.

Son visage se colorait d'une rougeur soudaine, et son geste, d'ordinaire si réservé, devenait vif et brusque lorsqu'il rappelait à ses amis les principales circonstances de l'assaut de Seringapatam et de la guerre des Mahrattes, ou lorsqu'il racontait ses entrevues avec les princes indiens et les circonstances mémorables de son expédition contre d'Hoondiah Waugh, cet aventurier qui s'appelait le *roi du monde,* et qui à la fin, surpris et tué, fut traîné au camp des Anglais sur un affût de canon!

Revenant un jour de la chasse avec Wellington, lord Ellesmere lui demanda combien de pièces d'artillerie il avait prises

(1) Lord Ellesmere, p. 20 et 21.

aux Français dans le courant de ses guerres. « Environ 3,000, « répondit le duc. A Oporto, après le passage du Douro, « je pris tout le parc de siége de Soult ; à Vittoria et à Wa- « terloo, je m'emparai également de toute l'artillerie de « Joseph. Mais ce qui est plus extraordinaire, ajouta-t-il, « *c'est que je ne pense pas avoir jamais perdu un seul canon.* « Après la bataille de Salamanque, trois de mes pièces atta- « chées à la cavalerie portugaise furent capturées dans une « petite affaire près de Madrid, mais nous les reprîmes le « jour suivant. Dans les Pyrénées, lord Hill fut obligé de « jeter 8 ou 9 canons dans un précipice, mais ceux-là aussi « furent repris, et aucun d'eux ne tomba entre les mains « des Français (1). »

A Waterloo, le duc de Wellington resta 17 heures et demie à cheval, sans changer de monture. Le coursier qui accomplit ce tour de force s'appelait *Copenhague*. Il avait alors 8 ans. Les dames anglaises qui dans la suite furent admises à le visiter lui arrachèrent des crins pour en faire des bagues et des broches. Malgré ce douloureux tribut payé à l'enthousiasme britannique, l'illustre *Copenhague* vécut jusqu'en 1835. Son vieux maître le fit enterrer avec les honneurs de la guerre, et entoura son champ de repos d'une grille en fer qui existe encore dans le domaine de Strathfield-Saye.

Nous ne croyons pas donner une mauvaise idée du caractère du héros de l'Angleterre en rapportant ce trait. Un autre capitaine, Frédéric le Grand, avait eu pour ses animaux domestiques la même reconnaissance. Il existe en effet à Potsdam un mausolée élevé par le roi de Prusse à son cheval

---

(1) Lord ELLESMERE, page 31.

César, et des monuments funèbres consacrés à ses levrettes *Diane, Amourette, Biche, Superbe* et *Pax.*

Sur le champ de bataille de Waterloo, le commandant de l'artillerie anglaise vint informer le duc qu'il savait l'endroit où se trouvait Napoléon et son état-major : « Si Votre Grâce me le permet, dit-il, je pense que j'en *descendrai* quelques-uns. « Non, non, fit le duc, les généraux en chef, dans une grande bataille, ont autre chose à faire que de tirer l'un sur l'autre (1). »

Après le combat de Chillian-Wallah, on demanda à Wellington le nom de trois officiers capables de remplacer lord Gough ; il répondit : « Sir Charles Napier, sir Charles « Napier et sir Charles Napier. » Toute flatteuse que fut cette distinction, sir Charles refusa, pour des raisons particulières, le poste qui lui était offert. Informé de cette circonstance : *Puisqu'il en est ainsi*, dit le duc, *je partirai moi-même* (then I must go my self).

Wellington, à l'exemple de la plupart de ses contemporains de l'aristocratie anglaise, n'avait pas contracté la ridicule habitude de fumer, devenue aujourd'hui un besoin factice autant que nuisible pour toutes les classes de la société. On raconte cependant qu'une fois il fut dans la nécessité de payer son tribut à la mode naissante. C'était au milieu d'une réunion de généraux et d'officiers d'état-major à Portsmouth. Le duc de Cumberland, depuis roi de Hanovre, proposa au dessert, sous forme de motion, que tout le monde fumât la pipe. On applaudit fort à cette excentricité, et les instruments du

---

(1) *Dublin university Magazine.* Ce principe ne fut pas toujours celui de Napoléon; car à Dresde c'est lui qui fit tirer sur le groupe où se tenait Moreau.

plaisir des uns et du supplice des autres, furent apportés en cérémonie; quelques-uns des convives n'avaient jamais fumé. Parmi eux se trouvait Wellington : il fallut qu'il s'exécutât comme les autres, et lui-même raconta avec beaucoup de gaieté comment il s'était tiré de cette épreuve difficile : « J'é-
« tais, dit-il, assis derrière ma pipe, et je lâchais des bouf-
« fées de tabac avec un sentiment de surprise visible. Cepen-
« dant je ne perdais pas de vue la contenance du reste de la
« société. Après quelques minutes, plusieurs des novices se
« retirèrent précipitamment; je me dis alors à part moi,
« pourvu que cela finisse bientôt !.. »

Cela finit, en effet, mais d'une manière fort désagréable pour le duc qui supportait, sans comparaison, beaucoup mieux la fumée du champ de bataille.

A un dîner de Cambacérès, le maître du logis, un des gourmets les plus distingués de France, demanda à Wellington comment il trouvait un mets recherché qu'on lui avait servi : « *Excellent*, dit le duc, *mais je ne fais réellement pas attention à ce que je mange.* — Juste ciel ! exclama Cambacérès, pas attention à ce que vous mangez! Pourquoi donc êtes-vous venu ici? »

Wellington aimait les enfants. Un jour, recevant à Aspley-House la visite du fils de son valet de chambre, il le retint à dîner et lui fit les honneurs de son musée de tableaux et d'objets d'art avec une gravité plaisante. Arrivé dans la galerie des statues, le duc lui dit : « Quel est celui de tous ces per-
« sonnages qui ressemble le plus à ton maître d'école? » Le gamin chercha du regard, hésita un instant, puis au joyeux ébahissement du duc, il s'écria en montrant le buste de Wellington (le seul qui n'eût point de moustaches) : « Voilà celui
« qui ressemble le plus à mon maître. »

La bienveillance, l'esprit d'équité, la réserve habituelle du duc ne le prémunissaient pas toujours contre certains mouvements de brusquerie. Un officier ayant, à l'expiration d'un congé de six mois, sollicité une prolongation, au moment où son régiment allait partir, il lui répondit : « *Sell or sail* » Vendez votre charge ou partez.

Une autre fois, des employés du trésor étant venus lui annoncer qu'ils ne pouvaient établir les comptes d'après le mode prescrit par le duc (alors premier ministre), celui-ci leur répondit sèchement : « *Si vous ne pouvez pas les faire, je* « *vous enverrai une douzaine de sergents payeurs qui les fe-* « *ront.....* » Inutile d'ajouter que les comptes furent établis dans un bref délai et de la manière prescrite.

L'immense popularité de Wellington se manifestait sous les formes les plus diverses, mais avec la même intensité dans toutes les classes dont se compose la population des trois royaumes.

Un vieux gentilhomme écossais demanda un jour à être reçu par le duc : « M. Robertson, dit celui-ci, que désirez- « vous de moi, je ne puis vous accorder que dix minutes. » Le patriarche répondit : « J'ai attentivement suivi la car- « rière de Votre Grâce, depuis son début dans la vie mili- « taire. Je suis maintenant, comme vous voyez, un très-vieil « homme; bientôt je quitterai ce monde, mais je sens que « je ne pourrai rejoindre mes ancêtres en paix sans avoir con- « templé Votre Grâce. Je suis venu d'Écosse dans ce seul « but; mon désir est maintenant satisfait; je repartirai de- « main matin. — Monsieur Robertson, dit le duc, après les « honneurs que j'ai reçus de mon souverain, rien ne m'a été « plus sensible que le compliment que vous venez de me « faire. Restez à dîner avec moi. — Merci, repartit le vieil- « lard, j'ai vu Votre Grâce, je ne souhaite plus rien. »

Disant ces paroles, il fit un profond salut et se retira (1).

Une autre fois, se promenant dans une ville manufacturière, le duc fut accosté par un vigoureux ouvrier qui lui demanda la permission d'échanger une poignée de main avec lui : « *Certainement,* répondit le duc, *je suis toujours heu-* « *reux de serrer la main d'un honnête homme* (2). »

On raconte que le fils d'un de ses anciens compagnons d'armes lui dit un jour : « J'ai une faveur extraordinaire à de- « mander à Votre Grâce. J'aime une demoiselle dont je suis « aimé et que j'obtiendrais, j'en suis sûr, si ses parents me « voyaient faire un tour de salon avec le plus grand général « de l'Angleterre. — N'est-ce que cela, dit le duc, donnez- « moi votre bras et marchons. »

La famille de la demoiselle n'hésita plus à choisir pour gendre un homme qui paraissait si avant dans la faveur de l'illustre guerrier.

Ce trait indique bien l'espèce d'influence que le duc exerçait sur ses compatriotes, et la bonhomie charmante de son caractère.

Il est un chapitre délicat à traiter dans la vie des grands hommes et qui cependant ne peut être complétement négligé, c'est le chapitre des mœurs. Wellington, par sa simplicité et par son austérité, rend sous ce rapport la tâche du biographe facile. Il n'a jamais, en effet, que nous sachions, donné prise à la chronique galante. Ce n'était pas un homme à bonnes fortunes. Les moins discrets lui attribuent à peine

---

(1) *John Bull.*
(2) *Naval and Military Gazette.*

deux ou trois préférences passagères (1). Il y avait même dans sa galanterie quelque chose de lourd et de gauche qui trahissait un manque complet d'expérience. Ainsi, voulant, comme tout le monde, et peut-être un peu plus que tout le monde, faire sa cour à la belle madame Récamier, il lui écrivit des billets qui durent faire sourire la gracieuse amie de Châteaubriant. L'auteur des *Mémoires d'Outre-Tombe* nous a conservé celui-ci :

« Paris, 13 janvier 1815.

« J'avoue, madame, que je ne regrette pas beaucoup que « les affaires m'empêchent de passer chez vous après dîner, « puisque, chaque fois que je vous vois, je vous quitte plus « pénétré de vos agréments et moins disposé à donner mon « attention à la politique.

« Je passerai chez vous demain, à mon retour de chez « l'abbé Sicard, en cas que vous vous y trouvassiez, et malgré « l'effet que ces visites dangereuses produisent sur moi.

« Votre très-fidèle serviteur,

« WELLINGTON. »

Le duc était trop simple et trop sérieux pour chercher à briller par des mots à effet, ou des reparties heureuses. On cite néanmoins un petit nombre de traits d'*humour,* venant de lui :

Un *gentleman* dînant à Aspley-House, dans un moment d'expansion, se permit de demander au duc s'il n'avait pas été

(1) Napier parle de l'attention que Wellington eut pour une dame de Cadix, et Stocqueler cite, t. II, p. 80, une anecdote dont l'héroïne est la comtesse de Bl...., qui s'éprit du vainqueur de Waterloo pendant son séjour en France. Cette anecdote, extraite des *Souvenirs of a lady of the court of Louis XVIII,* prouve, du reste, que le duc ne poussait pas très-loin les aventures de ce genre. La comtesse de Bl..... eut même la naïveté de s'en plaindre à l'amie qui a révélé cette mésaventure.

surpris à Waterloo? — *Non,* répondit Wellington, *mais je le suis maintenant.*

Lorsque les commissaires du gouvernement provisoire vinrent lui annoncer, en 1815, que Napoléon avait abdiqué et que l'empire était fini, le duc leur dit : « Je le savais depuis un an. »

Un évêque de Nova Scotia, ayant demandé au gouvernement que les soldats fussent astreints à lui présenter les armes, le duc, consulté sur ce point, répondit : « La seule « chose que les soldats doivent à l'évêque, c'est d'écouter ses « sermons. » (*The only attentions the soldiers are to pay the bishop are to this sermons* (1).

Wellington ayant acheté une *vue de la bataille de Waterloo,* peinte par William Allan, fit venir cet artiste aux Horse-Guards pour lui payer son œuvre. M. Allan trouva le duc en personne, occupé à faire des piles d'argent. Comme c'était une besogne assez longue, l'artiste se permit de dire : « Votre « Grâce aurait moins d'embarras si elle voulait me donner « simplement un bon sur son trésorier. »

Fâché d'être interrompu dans ses calculs, le duc répondit avec humeur : « Eh ! croyez-vous, monsieur, que je veuille « faire connaître aux gens de Coutt (c'était le nom du « banquier) la folie que j'ai faite? » *(And do you suppose y would allow Coutt's people to know what a fool I had been?)* Cette boutade fut rapportée par le peintre lui-même, qui en rit de bon cœur.

Les lettres et les discours de Wellington renferment quel-

---

(1) *Wellingtoniana*, p. 72.

ques aphorismes, parmi lesquels nous avons remarqué les suivants :

« Un grand pays ne doit jamais faire une petite guerre. »

« Soyez discret sur toutes les affaires pour échapper à la nécessité de faire mystère de quelques-unes. »

« L'historique d'une bataille ne diffère pas beaucoup de celui d'un bal. »

« Quand la guerre est finie, l'animosité doit cesser. »

« Quand un homme peut rendre des services à l'État, toute distinction de culte doit être écartee et le bien public seul pris en considération (1). »

« Le pire des coupables est celui qui viole une loi, n'importe la provocation qui le fait agir. »

« Je n'admets pas le droit d'un pays à intervenir dans les affaires d'un autre pays ; la non-intervention doit être la règle, et l'intervention seulement l'exception à la règle. »

« Le fondement de toute justice est la vérité. »

« Écrire une lettre anonyme est la plus vile action dont un homme puisse se rendre coupable. »

« L'enthousiasme du peuple est une très-belle chose sur le papier ; je ne lui ai jamais vu produire que du désordre. »

« Des troupes qui n'ont ni paye ni nourriture sont dangereuses seulement pour leurs amis. »

---

(1) Voir MAXWELL, t. I, p. 235.

« Il n'y a que les soldats bien payés qui observent une discipline exacte. »

« Bon sens vaut mieux qu'habileté. »

« La théorie de toute législation est fondée sur la justice. »

« Si le monde était gouverné par des principes, rien ne serait plus facile que de conduire même les plus grandes affaires. »

« Celui qui veut qu'une chose soit bien faite, doit la faire lui-même (1). »

Il est difficile de faire le portrait de Wellington sans esquisser au moins celui de l'empereur.

Entre ces deux hommes prédestinés, qui ont conduit l'un et l'autre de grandes armées à la victoire, il n'existe pour ainsi dire aucuns rapports de talents, de caractère, de génie. A chaque trait de l'un, correspond une différence chez l'autre. Néanmoins tous deux ont réussi, parce qu'ils surent combiner leurs opérations en tenant compte des éléments et des moyens dont ils disposaient, du caractère du peuple qu'ils servaient, de la diversité des institutions auxquelles ils devaient se conformer.

Napoléon, à la tête d'une armée anglaise, eût rencontré dans la nature même de son génie des difficultés insurmontables, et Wellington, appelé au commandement des troupes enthousiastes d'une république conquérante, n'eût pas été dans une situation moins délicate.

L'un frappe l'imagination et ne procède en quelque sorte

---

(1) Voir *Wellingtoniana* et *Maximes and opinions of field marshal His Grace the duke of Wellington. With a biographical memoir*, by G. H. FRANCIS, esq. Colburn, 1845.

que par des prodiges ; l'autre s'adresse à la raison, et ne réussit que par des moyens ordinaires.

Il n'y a pas une proclamation de Bonaparte où la gloire ne soit exaltée et le devoir oublié ; il n'y a pas un ordre du jour de Wellington qui fasse même allusion à la gloire et dans lequel se trouve autre chose qu'un appel fait au devoir et au patriotisme (1).

« Une imagination prodigieuse, insatiable, aspirant à l'infini, à l'impossible, les facultés les plus vastes et les plus flexibles ; dans l'esprit une étendue sans bornes, mais aussi une singulière mobilité d'idées et d'impressions ; tels étaient les principaux caractères du génie de Napoléon. Un jugement solide, une raison froide, une merveilleuse justesse de coup d'œil, tant sur le champ de bataille que dans le cabinet, le bon sens le plus pénétrant et s'élevant à une puissance qui devient du génie, une persévérance que rien ne pouvait ni lasser ni distraire ; dans les plus grands périls une constance inébranlable ; voilà quelques-uns des traits qui font du duc de Wellington une si grande figure dans l'histoire du dix-neuvième siècle.

« C'est à pas de géant que Napoléon parcourt une carrière qui devait le conduire pour un moment au faîte des choses humaines. Par la rapidité de son ascension, il éblouit le monde, et tout chez lui prend le caractère d'une magique improvisation. Son rival, au contraire, s'est élevé avec une lenteur patiente et modeste, par la réflexion courageuse. Seulement il n'a jamais reculé, il s'est toujours porté en avant, avec une mesure heureuse, et sa gloire a suivi une progression qui a su échapper au revers.

---

(1) Voir ALISON, t. X, p. 492 et 493. On raconte que Wellington, à propos de l'observation faite par M. de Cormenin, que nulle part le mot de *gloire* ne se trouve inscrit dans ses dépêches (observation que nous ne trouvons pas très-exacte), aurait dit : « Je n'ai tant parlé de *devoir* et si peu de *gloire* que parce que la gloire était mon *but* et le devoir mon *moyen.* »

« Parler vivement à l'imagination des hommes, les fasciner, exciter leur enthousiasme, travailler par tous les moyens à leur inspirer une admiration mêlée d'un peu de terreur, c'était là l'étude constante de Napoléon qui, au besoin, ne dédaignait pas les artifices d'une habile mise en scène.

« Toujours simple, le duc de Wellington ne s'est jamais proposé que de parler à la raison. Dans aucune circonstance il ne se produisait d'une façon théâtrale. Le devoir était sa seule règle, et la seule aussi qu'il imposât aux autres. Il avait horreur du charlatanisme et du mensonge. Il ne chercha jamais à exalter ses soldats ; mais, dans de rares occasions, il leur rappela qu'ils avaient à donner tout leur sang, parce que tel était leur *devoir*.

« On se rend compte d'après cela de la diversité d'éloquence et de style des deux généraux. Dans les proclamations de Napoléon, surtout dans celles des campagnes d'Italie, on trouve un orateur puissant, qui, à la manière des anciens, grave dans l'esprit de sublimes images. Les ordres du jour, les dépêches et les rapports du duc de Wellington sont rédigés avec une froide et austère simplicité. Rien n'y est donné à l'effet, à la phrase : tout y est positif et vrai (1). »

Aux talents du général, Napoléon joignait le génie de l'homme d'État. Ambitieux par tempérament autant que par réflexion, hardi comme le sont ordinairement tous ceux qui aspirent à jouer le premier rôle en temps de révolution, il dirigea de bonne heure ses regards vers le pouvoir. Entouré du prestige de ses victoires d'Italie et d'Égypte, il rentra furtivement en France et se sentit assez fort pour renverser un gouvernement incapable de se soutenir lui-même. De nouveaux succès justifièrent cette audacieuse usurpation. Puis l'espoir de trouver la stabilité dans la force et dans l'éclat du

(1) *Assemblée nationale.* Paris, 1852.

pouvoir, engagèrent la nation à placer la couronne de saint Louis sur le front de ce soldat heureux. Durant quinze années de suite, la France et l'Europe se courbèrent devant lui.

Ce n'était pas assez pour « ce génie de Titan voulant escalader le ciel (1) ! » Après avoir dompté les hommes, il s'imagina que les éléments et la fortune elle-même pouvaient être domptés par lui : son ambition alors ne connut plus de bornes. Il perdit la conscience de la faiblesse humaine, et crut indigne de lui de ne tenter que les choses possibles.

Dès 1812, pour nous servir de la belle expression de Juvénal, « il étouffa dans l'univers. »

Si Wellington s'était trouvé dans les mêmes circonstances, non-seulement il n'aurait pas réussi à jouer ce rôle; mais il n'y aurait pas même songé. Rien, ni dans son caractère ni dans son intelligence ne le rendait propre à devenir un factieux célèbre, un général avide de conquêtes, un despote regrettant de ne pouvoir, comme Alexandre, se faire passer pour un fils des dieux (2).

Wellington était l'homme du devoir par excellence. Il aurait pu dans un moment donné devenir Monk, — jamais Cromwell !

Cependant bien qu'exempt de cette ambition qui fait aspirer au trône, — sublime et nécessaire dans quelques circonstances, plus souvent coupable et funeste, — il avait les qualités supérieures qui assurent à certains hommes une grande et durable influence sur les destinées de leur pays. Les guerres de la Péninsule ont fait ressortir ces qualités d'une manière remarquable.

Napoléon trouvait dans l'exercice d'un pouvoir absolu, ir-

---

(1) Expression de M. Thiers.

(2) Plusieurs historiens ont rapporté que Napoléon, après la cérémonie du sacre, se plaignit à Decrès de ce que le peuple fût trop éclairé pour admettre cette croyance d'une origine céleste, grâce à laquelle Alexandre avait pu faire de si grandes choses.

responsable, et dans l'appui d'une nation belliqueuse, des ressources qui venaient en aide à ses combinaisons stratégiques, tandis que Wellington vit les siennes incessamment contrariées par l'action de pouvoirs jaloux l'un de l'autre, par les manœuvres des partis, l'irrésolution des ministres, l'incapacité militaire et la profonde antipathie de la nation anglaise pour la profession des armes.

Chez Napoléon, le législateur et le général marchaient d'accord; — chez Wellington, il y eut jusqu'à la fin dissidence, lutte et souvent rupture entre ces deux attributions. Obligé de respecter les lois et les institutions de son pays, il rencontra des difficultés inconnues aux généraux français, et devant lesquelles toute résistance eût été vaine.

Comme chef d'armée, il dut obéir à des hommes d'État qui n'entendaient rien aux affaires militaires, et qui cependant avaient la prétention de les diriger, prétention funeste autant que ridicule, mais conforme à l'esprit des gouvernements constitutionnels. Dans ces gouvernements, où rien ne peut-être fait sans le concours des chambres, où tout projet doit subir l'épreuve de la discussion publique, où les ministres les plus capables doivent justifier leurs convictions avant de repousser celles de leurs contradicteurs, où aucun intérêt ne peut être lésé, aucun principe méconnu, aucun droit violé, aucune influence politique froissée, même en vue d'un puissant intérêt national, — dans ces États, le chef de l'armée doit discuter sans cesse avec les ministres *responsables* et leur fournir des éléments de justification et des éclaircissements de toute espèce dont l'ennemi seul profite. Hommes, chevaux, argent, matériel, plans d'attaque et de défense, tout devient matière à discussion, et pour peu que les demandes de crédit éprouvent des retards ou que les ministres soient entravés par le mauvais vouloir des chambres, voilà une armée sans ressources, un général réduit à vivre d'expédients, une campagne différée, entravée, perdue!

Wellington a rencontré tous ces embarras dans la Péninsule et on doit grandement lui en tenir compte (1).

Napoléon, au contraire, exécutait ses résolutions à l'instant même et sans contrôle. La presse n'avait sous son règne que la liberté de l'éloge, le Corps législatif et la nation que le droit d'obéir. L'empereur eût demandé à la France son dernier homme et son dernier écu, que la France les lui eût donnés sans observation. Elle ne voyait plus et ne pensait plus et n'agissait plus que par lui, tant l'influence du maître était grande et son autorité formidable ! Aussi avec quel succès Napoléon exploita cette esclave soumise ! Dominateur en tout, son génie ne se fut point façonné à la contrainte ni résigné aux humiliations que Wellington eut à subir, sans avoir même le droit de se plaindre. Si le héros de la Grande-Bretagne avait eu le caractère bouillant et susceptible du vainqueur d'Austerlitz, on peut affirmer qu'il n'aurait obtenu aucun succès en Espagne. Autre chose est de commander à une nation militaire, à des troupes homogènes, animées d'un même esprit, — et autre chose d'être sous la direction d'un conseil de ministres, le général subordonné d'un pays sans mœurs et sans institutions militaires, de combattre à la tête d'une armée composée de plusieurs espèces de soldats, divisés entre eux, enfin d'obéir à trois gouvernements de nature différente.

De quelque manière qu'on apprécie l'influence de ces positions respectives, il est certain que le général anglais fit tout ce qu'il était possible de faire avec les ressources dont il

---

(1) Avons-nous besoin de faire observer que la dernière expédition des Anglais dans la Crimée a pleinement confirmé les réflexions qui précèdent. Les résultats de cette expédition sont un nouveau témoignage en faveur de la supériorité militaire du duc de Wellington. Et, en effet, bien que l'armée de lord Raglan et du général Simpson fût plus amplement pourvue de toutes choses que ne l'avait été à aucune époque l'armée de la Péninsule, elle éprouva des misères et des déceptions innombrables, révélées par des enquêtes officielles, et attribuées unanimement à l'incurie des chefs, aux vices de l'administration et à l'inexpérience du département de la guerre.

disposa. Si le génie de la guerre consiste à savoir appliquer judicieusement sur un théâtre donné les principes de la stratégie, à tirer le meilleur parti des ressources morales et physiques dont on dispose, Wellington a montré autant de génie que l'empereur en eût montré à sa place. Chaque situation exige des qualités particulières, et la gloire se mesure bien moins à la grandeur des résultats obtenus qu'à la nature des moyens employés. Envahir avec 400,000 hommes l'empire de Russie n'est pas plus difficile que de débarquer 9,000 hommes dans la baie du Mondego pour délivrer la Péninsule. On peut donc très-bien comparer les talents des deux généraux, dont l'un, comme Bonaparte, a bouleversé le monde, et dont l'autre, comme sir Arthur Wellesley, a pour seuls titres d'avoir conduit, après sept ans de guerre, 35,000 Anglais de Lisbonne à Toulouse, et de Waterloo à Paris.

Il est certain que sous le rapport du génie de la guerre, Wellington était inférieur à Bonaparte, le plus grand général peut-être qui ait jamais existé. Ses conceptions étaient moins vastes et moins rapides. C'est lentement et péniblement qu'il élaborait ses plans de campagne. Bonaparte, au contraire, faisait les siens avec la facilité de l'improvisateur et la confiance de l'homme qui croit à son étoile. Dans l'action, il avait une vigueur et une décision dont Wellington approcha bien rarement. Sur le champ de bataille, cependant, le général anglais fut aussi habile et plus habile peut-être que l'empereur ; il possédait à un haut degré ce coup d'œil prompt et cette aisance à mouvoir les masses qui distinguent les tacticiens éminents. Salamanque, Orthès et Waterloo peuvent être comparés sous ce rapport aux plus belles batailles de la république et de l'empire.

Comme stratégiste Napoléon est incomparable. Après lui, à une assez grande distance, viennent parmi les contemporains, le prince Charles et Wellington. L'un et l'autre ont fait preuve de talent ; ils ont combiné leurs opérations avec

beaucoup d'intelligence; mais, il ne faut pas perdre de vue qu'étant arrivés après Napoléon, ils ont naturellement profité des admirables leçons et des glorieux exemples du maître.

Pour l'empereur, comme pour tous les ambitieux illustres, la gloire du succès excusait l'indignité des moyens employés. La mort du duc d'Enghien, le coup d'État de Bayonne, l'invasion du Portugal, l'annexion de la Hollande à l'empire français, le blocus continental et mille injustices particulières furent à ses yeux autant de *nécessités d'État :* mot funeste, qui depuis des siècles a été invoqué pour justifier tous les crimes, toutes les spoliations, toutes les lâchetés que l'histoire flétrit.

Nous aimons à rappeler que rien, ni dans les actes, ni dans la vie de Wellington, n'autorise à penser qu'il approuvât cette infâme théorie de la nécessité des crimes sous prétexte de *raison d'État*...

Lorsque Napoléon, après avoir rallumé la guerre en Europe, tomba sans défense entre les mains des généraux alliés, Blucher invoqua la *raison d'État* pour le faire fusiller à la place même où avait péri le duc d'Enghien ; mais Wellington, bien qu'il jugeât l'empereur le plus dangereux ennemi du repos public, refusa de s'associer à cet acte de représailles, déclarant qu'il ne ferait jamais l'office de bourreau !

Soyons juste et disons qu'avec moins d'audace et de génie, Wellington fût plus moral dans le choix des moyens (1), plus

---

(1) M. Thiers, qu'on n'accusera pas d'être hostile à l'empereur, signale un grand nombre de faits qui accusent gravement la moralité de l'empereur : le secret des lettres violé à l'égard de sa propre famille, des rapports falsifiés, des mensonges insérés par son ordre dans le *Moniteur ;* cette maxime plusieurs fois invoquée : *A la guerre tout est moral,* et ce mot horrible, prononcé en 1813 dans le conseil d'État : « *S'il me fallait renoncer à la Hollande, je la rendrais plutôt à la mer !* » l'espionnage organisé autour de ses serviteurs et de ses parents, enfin les perfides conseils donnés à Talleyrand pour corrompre Ferdinand par le

scrupuleux observateur de ses engagements, plus honnête homme enfin que l'incomparable vainqueur d'Austerlitz. Il eut aussi plus de patience et de tenacité; un jugement plus calme, et quelquefois plus éclairé. Dans la guerre de la Péninsule notamment, il fit preuve d'une sagacité et d'une prévoyance dont les lettres de l'empereur n'offrent que des traces passagères.

Dès le premier jour, il vit tout le parti que l'on pourrait tirer de cette guerre; et pendant longtemps il soutint seul la possibilité de défendre le Portugal, de délivrer l'Espagne en occupant Lisbonne, et de faire concourir les succès de la Péninsule à la ruine définitive de l'empire français. Napoléon, au contraire, fut d'avis que l'Espagne ne se soulèverait pas, et que si elle le faisait, on n'aurait aucune peine à la soumettre. Sa correspondance avec Joseph fourmille d'appréciations inexactes et de prédictions non réalisées.

Le 27 août 1808 il écrivit à son frère : « Avant le mois « de janvier vous aurez 100,000 hommes, et dans toute « l'Espagne il n'y aura pas un village insurgé. » Or, quelques semaines après, Joseph était ramené derrière l'Èbre par l'insurrection victorieuse.

Au moment de partir lui-même pour l'Espagne, il s'écria devant le Corps législatif : « Dès que je paraîtrai au delà des « Pyrénées, le Léopard épouvanté cherchera l'Océan pour « éviter la honte, la défaite ou la mort (1), » et le Léopard finit par conquérir l'Espagne et par mettre le pied sur le territoire français.....

---

moyen des femmes, etc., etc. — (Voir sa *lettre* du 9 août 1808, *à Talleyrand*, où il dit : « Si le « prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme cela n'aurait aucun inconvénient, « surtout si on en était sûr... »)

(1) Discours prononcé le 8 décembre 1808 : « Napoléon, dit M. Thiers, méprisait profondément les troupes méridionales, leurs officiers, leurs chefs; il ne faisait pas beaucoup plus de cas des troupes anglaises et ne considérait pas les Espagnes plus difficiles à soumettre que le Calabres. » (*Hist. du Consulat et de l'Empire*, p. 483.)

En recevant le corrégidor de Madrid, il annonça avec emphase : « que les Bourbons ne pourraient plus régner en Espagne, » et les Bourbons y règnent toujours, et lui-même a été détrôné par un Bourbon !

« Aucune puissance, dit-il encore, ne peut exister sur le « continent, influencée par l'Angleterre, » et l'Angleterre a fini par assurer l'existence de l'Espagne et du Portugal, par établir, au nord de la France, le royaume hostile des Pays-Bas, et par exercer sur le continent une influence prépondérante !

En 1807, il écrivait à Joseph, roi de Naples : « C'est une « honte que les Anglais puissent nous résister sur terre ; » et après huit ans de résistance les Anglais enlevèrent l'Espagne à 300,000 Français !

A Waterloo, toujours dans les mêmes sentiments à l'égard de celui qu'il avait appelé « un général de cipayes, » l'empereur dit à Soult : « *Parce que Wellington vous a battu,* « *vous le croyez un grand général,* » et ce jour-là Wellington remporta sur lui une victoire plus décisive que celles d'Iéna, d'Austerlitz et de Wagram !...

Napoléon s'est souvent trompé dans ses jugements sur les hommes et les choses de son temps. Cambacérès vit plus loin que lui dans les affaires d'Espagne, et M. de Bourbonne apprécia mieux les résultats probables de la campagne de Russie. Que de malheurs il eût évités à la France, en acceptant les conseils de ces serviteurs dévoués que l'ambition n'avait point encore aveuglés ! En Espagne, les fautes succédèrent aux fautes : le captif de Sainte-Hélène en a fait lui-même l'aveu (1). Le blocus continental, pour être une vaste

---

(1) M. Thiers signale plusieurs de ces fautes. Nous ne pouvons pas toutefois nous associer à tous les reproches qu'il formule ; ainsi nous sommes loin de penser que l'empereur aurait dû préférer Murat à Joseph, « parce que la jactance méridionale de Murat plaisait aux Espa- « gnols. » Après les sanglantes répressions de Madrid et avec son caractère bien connu de violence et d'étourderie, Murat eût été l'homme le moins propre à soumettre l'Espagne.

conception, n'en fut pas moins désastreuse, parce qu'elle transforma en alliés de l'Angleterre tous les coopérateurs du blocus, ruinés et froissés par cette mesure, et aussi parce qu'elle donna naissance à la guerre de Russie, cause indirecte de la perte de l'Espagne et de la chute de l'empire français.

La brouille de Napoléon avec la Prusse l'obligea à rechercher l'alliance moins sûre et moins avantageuse de l'Autriche (1). Enfin, sa confiance aveugle dans l'amitié d'Alexandre et dans la fidélité de la maison des Hapsbourg fut la source principale des déceptions et des désastres qui marquèrent la fin de l'ère impériale.

Ces faits et le spectacle des maux que l'ambition de Napoléon attira sur la France, donneront à la postérité une opinion moins élevée du génie politique de l'empereur. Tout système de gouvernement doit être jugé d'après ses résultats. Or, l'empire a succombé malgré le génie de son fondateur, et c'est ce qui protestera éternellement contre sa gloire, toute brillante qu'elle soit.

Wellington, simple général, n'a pas eu les destinées du monde dans ses mains. Serviteur obéissant d'un État de second ordre, il partit avec une armée si faible et si peu estimée que la junte des Asturies refusa son secours, préférant de beaucoup un subside en numéraire. Cependant, avec cette petite armée et l'appui des troupes irrégulières d'Espagne, le duc se maintint pendant six ans au milieu de tous les obstacles que la politique et la guerre purent lui opposer; il battit dans vingt rencontres les meilleurs soldats et les plus habiles généraux de l'empire (2); il éleva la réputation des armes de

(1) L'alliance de la Prusse lui eût donné d'immenses avantages pour relever la Pologne et porter un coup mortel à l'Autriche : l'alliance avec cette dernière devait, au contraire, le détacher de la Russie, comme cela est arrivé.

(2) On peut même affirmer que ces généraux étaient supérieurs à la plupart de ceux que Bonaparte eut à combattre en Italie et en Allemagne.

l'Angleterre à une hauteur prodigieuse; il chassa les Français de la Péninsule, et à la fin triompha de l'empereur lui-même. Quand il revit ses foyers après sept ans d'absence, la Grande-Bretagne était devenue, grâce à son génie militaire, une puissance continentale de premier ordre.

Ces résultats, obtenus avec des qualités moins brillantes que celles de l'empereur, et des ressources moins étendues (1), assurent à Wellington une gloire impérissable. Nul ne songera, sans doute, à le mettre sur la même ligne que le conquérant français; mais l'histoire impartiale le placera certainement au second rang des hommes de ce siècle.

L'Angleterre place Wellington au-dessus de Marlborough, et il n'y a rien dans cet honneur qui doive surprendre. Avec un génie naturel moins développé, Wellington a obtenu, en effet, des résultats plus importants, sans recevoir ni le même appui des généraux alliés, ni le même secours des troupes auxiliaires. L'un eut pour coopérateurs les Cuesta, les Blake, les Ballesteros, et pour soutien les faibles et turbulentes armées d'Espagne; — l'autre eut pour conseiller le prince Eugène, le plus beau génie militaire de son temps, et pour auxiliaires d'excellentes troupes allemandes et hollandaises. L'un eut à combattre sur toute espèce de théâtres, dans les déserts brûlants de l'Inde, dans les froides gorges de Pyrénées et dans les fertiles campagnes de la Belgique; — l'autre n'opéra que sur le théâtre limité des Pays-Bas et dans la belle vallée du Danube

Les adversaires de Wellington s'étaient illustrés sous le nom de Victor, Marmont, Soult, Masséna, Napoléon;—ceux

---

(1) Il ne faut pas oublier notamment que la révolution française légua à l'empereur une armée incomparable, tandis que sir Arthur Wellesley commença la guerre de la Péninsule avec une armée faible, incohérente et fortement discréditée par la campagne de 1794.

de Marlborough s'appelaient Tallard, Villeroi, Marsin. Wellington recevait des ordres et des instructions qu'il devait exécuter ponctuellement, et il dépendait, pour toutes les choses militaires du conseil des ministres, du Parlement et du duc d'York, commandant en chef de l'armée.—Marlborough, au contraire, avait des pouvoirs presque illimités. Il gouvernait la reine Anne par le besoin qu'elle avait de lui et par l'autorité de sa femme, toute-puissante à la cour. Il menait le Parlement par son crédit et par celui de Godolphin, grand trésorier, dont le fils avait épousé sa fille. « Ainsi, maître de la reine, du Parlement, de la guerre et des finances, plus roi que n'avait été Guillaume, aussi politique que lui et beaucoup plus grand capitaine, il fit plus que les alliés n'osaient espérer (1). »

Wellington n'eut que son épée pour toute fortune; il s'éleva lentement, à force de talent, de courage, de persévérance, et il conserva jusqu'à la fin de sa vie, par l'ascendant de son caractère non moins que par le prestige de ses victoires, une popularité sans exemple dans les annales de l'Angleterre.

On l'admirait comme général et on l'estimait comme homme. Intègre, loyal, ennemi de l'intrigue, du mensonge, du charlatanisme, les qualités du cœur chez lui étaient au moins égales à celles de l'esprit.

Marlborough n'eut pas cette élévation de sentiments. Homme politique et courtisan, il devint par la faveur de sa femme et l'appui des whigs, général d'armée; ses victoires ratifièrent ensuite le choix du hasard et il mérita réellement la qualification de grand capitaine. Mais dans le courant de ses guerres il eut recours à des moyens d'influence que l'âme honnête et fière de Wellington aurait dédaignés. On sait com-

---

(1) VOLTAIRE, *Siècle de Louis XIV*.

ment la duchesse de Marlborough soutenait dans le pavillon de Hanovre le crédit de son époux, et comment le duc, pour avoir l'appui de 7 à 8,000 soldats de l'électeur de Brandebourg, se fit le flatteur obséquieux de ce prince et consentit même « à lui présenter la serviette à table (1). »

A la fin cependant, son esprit d'intrigue, son ambition, ses actes de despotisme, et plus encore la conduite arrogante de sa femme à l'égard de la reine, l'arrachèrent brusquement à la plus haute position qu'un citoyen anglais eût occupée depuis Cromwell. A son retour de l'armée il fut, comme Scipion, accusé de malversation, et à l'exemple du Romain, il ne se tira d'affaire qu'en invoquant ses services et en acceptant la retraite, qui ne fut pour lui ni douce ni honorable.

Avide de pouvoir et de richesses, homme de cour et d'intrigue, Marlborough ne ressemble à Wellington que par le génie militaire et par une aptitude merveilleuse à mener de front la politique et la guerre.

Il avait aussi, malgré son caractère ardent, cette tranquillité de courage au milieu du tumulte, et cette sérénité d'âme dans le péril que les Anglais appellent *cold head,* et dont le vainqueur de Waterloo donna tant de preuves remarquables.

Tous deux, au reste, avec des moyens différents et un génie spécial sont arrivés au même résultat. Quand ils débutèrent sur la scène du monde, la France menaçait l'Europe, et l'armée anglaise ne jouissait d'aucune influence. Ils relevèrent peu à peu le crédit de cette armée par une meilleure organisation, et finirent par opposer une digue infranchissable au cabinet français.

L'auteur du *Siècle de Louis XIV* prétend que Marlborough fut l'homme le plus fatal à la grandeur de la France qu'on eût vu depuis plusieurs siècles. — Les historiens à venir en

---

(1) *Siècle de Louis XIV,* chap. XVIII.

CARTE D'ESPAGNE ET DU PORTUGAL.



diront autant de sir Arthur Wellesley. « Ce général, en effet,
« eut le bonheur, jusqu'ici sans exemple, de décider du sort
« de deux hémisphères, c'est-à-dire du sort des Indes par la
« chute de Tippoo et des Mahrattes, et de celui de l'Europe,
« par la chute de la domination non moins oppressive de
« Napoléon (1). »

Quand tout ce qui nous entoure aura passé, quand les noms aujourd'hui illustres seront à peine connus des savants et des antiquaires, un nom restera dans la bouche du peuple anglais entouré de prestige et de gloire;

Celui du grand capitaine, du grand citoyen : Wellington !

---

(1) Comte de Biornstierna (général suédois). *Tableau statistique et politique de l'empire de l'Inde.*

ANNEXES.

ANNEXE N° 1.

—

ÉDITIONS ET TITRES DES PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS DANS LE TEXTE.

MAXWELL.	*Life of his Grace the duke of Wellington.* 3 vol. in-8°. Londres, 1852.
MOYLE SHERER (capitaine).	*Military memoirs of the duke of Wellington.* London, 1830, 2 vol. in-12.
STOCQUELER (J.-H.).	*The life of field marshal the duke of Wellington.* London, 1853, 2 vol. in-8°.
VIEUSSEUX.	*Military life of the duke of Wellington.* Published in 1841, in M. Charles Knight's store of knowledge.
MAUREL (J.).	*Le duc de Wellington.* 1 vol. in-12. Bruxelles, 1853.
MAC FARLANE.	*A memoir of the duke of Wellington.* 1 vol. in-12. Londres, 1853.
TIMES (attribué à Macaulay).	*Memoir of the duke of Wellington.* Publié par le *Times* les 15 et 16 septembre 1852. Londres, chez Longman et Comp.
GURWOOD.	*The dispatches of field marshal the duke of Wellington.* Londres, 1837, 12 vol. in-8°.
ALISON.	*History of Europe,* etc. Paris, édit. de Baudry en 10 vol. in-8°.
ANONYME.	*The military and political life of Arthur Wellesley,* by a citizen of the world. 1 vol. in-12. Londres, 1852.
—	*Compaign's of field marshal the duke of Wellington.* Paris, in-folio, sans date ni nom d'auteur.

Comte GREY. *Characteristics of the duke of Wellington.* London, 1853.

TIMBS (John). *Wellingtoniana.* London, 1852, 1 vol. in-12.

WARREN. *Histoire de l'Inde anglaise.* Bruxelles, 2 vol., édit. de Wauters.

BARCHOU DE PENHOEN. *Histoire de la conquête de l'Inde.* Paris, 1842, 6 vol. in-8°.

Comte de BIORNSTIERNA (lieutenant-général). *Tableau politique et statistique de l'empire britannique dans l'Inde.* (Traduit par M. Petit de Baroncourt.) Paris, 1842.

DUBOIS DE JANCIGNY et RAYMOND (Xavier). *Inde* (collection de l'*Univers pittoresque*). Paris, 1845, 1 vol. in-8°.

VICTOIRES ET CONQUÊTES DES FRANÇAIS. Par une société de militaires et de gens de lettres. Paris, 1822, 33 vol. in-8°.

NAPOLÉON. *Mémoires de Napoléon.* Paris, 1830, 9 vol. in-8°.

Général JOMINI. *Précis de l'art de la guerre.* Paris, 1838, 2 vol. in-8°.

LONDONDERRY (adjudant-général de Wellesley, en 1809, sous le nom de général Stewart). *Histoire de la guerre de la Péninsule.* Paris, 1828, 2 vol. in-8°.

Général THIEBAULT. *Relation de l'expédition de Portugal.* Paris, 1817.

AUGOYAT (lieutenant-colonel). *Précis des campagnes et des siéges d'Espagne et de Portugal de 1807 à 1814.* Paris, 1839.

LE NOBLE. *Mémoires sur les opérations militaires en Portugal, en 1809.* Paris, 1821.

Général KOCH. *Mémoires de Masséna.* Paris, 1848 à 1850, 7 vol. in-8°.

Maréchal MARMONT. *Mémoires du maréchal duc de Raguse.* Paris, 1856-1857, 9 vol. in-8°.

THIERS. *Histoire du Consulat et de l'Empire,* édition Meline.

Général SARRAZIN. *Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal.* Paris, 1814, 1 vol. in-8°.

Jones (John). *Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal*, etc..... Traduction avec des notes par A. de Beauchamp. Paris, 1819, 2 vol. in-8°.

— *Mémoire sur les lignes de Torrès-Vedras*, etc. Traduit par Gosselin. Paris, 1832.

— *Journaux des siéges entrepris par les alliés en Espagne*, etc. Paris, 1821, 1 vol. in-8°.

Clinton (adjudant-général de l'armée de John Moore). *Quelques remarques servant à expliquer les motifs qui ont guidé les opérations de l'armée britannique pendant la courte campagne d'Espagne*. (Ce mémoire est inséré dans l'ouvrage du colonel John Jones.)

Bonaparte (Joseph). *Mémoires de Joseph*, etc., annotés et mis en ordre par le capitaine Du Casse. Paris, 1852 à 1854, 10 vol. in-8°.

N. B. Les résumés historiques placés en tête des chapitres ont été écrits d'après les *Mémoires inédits du maréchal Jourdan.*

Comte Toréno. *Histoire du soulèvement, de la guerre et de la révolution d'Espagne*. (Traduit de l'espagnol par Viardot.) Paris, 1835, 5 vol. in-8°.

Southey. *History of the Peninsular war*. London, 1828, 6 vol. in-8°.

Général Foy. *Histoire de la guerre de la Péninsule*. Paris, 1829, 4 vol. in-12.

George Murray. (colonel d'état-major). *Memoir annexed to an atlas containing the plans of the principal battles, siéges and affairs...during the war in the Spanish peninsula*. London. James Wyld, 1841 (ouvrage rédigé d'après les plans et les notes de George Murray).

Major Belmas. *Journaux des siéges faits et soutenus par les Français dans la Péninsule*. Paris, 1836, 4 vol. in-8°.

Général Lamare. *Relation des siéges et défenses de Badajoz, Olivença et de Campo-Mayor en 1811 et 1812*. Paris, 1837.

SPECTATEUR MILITAIRE. Tome VII. Contenant des documents sur la guerre d'Espagne.

Maréchal SUCHET. *Mémoires.*

Capitaine CHOUMARA. *Considérations sur les Mémoires du maréchal Suchet,* etc. Paris, 1838, 1 vol. in-8°.

LAPÈNE (commandant de l'artillerie de Taupin à Toulouse). *Campagnes de 1813 et de 1814 sur l'Èbre, les Pyrénées et la Garonne.* Paris, 1823.

DE BEAUCHAMP (A.). *Histoire des campagnes de 1814 et de 1815.* Paris, 1816, 4 vol. in-8°.

— *Vie de Louis XVIII.* Paris, 1825, 2 vol. in-8°.

— *Histoire de la campagne de 1814 et de la restauration de la monarchie française,* 1815. 2 vol. in-8°.

MACIRONE. *Interesting facts,* etc. London, 1817.

PELLOT (commissaire des guerres). *Mémoire sur la campagne dite des Pyrénées.* Bayonne, 1818, 1 vol. in-8°.

CAPEFIGUE. *Histoire de la Restauration.* Paris, 1831, 10 vol. in-8°.

— *Les cent jours.* Paris, 1841, 2 vol. in-8°.

BIGNON. *Histoire de France.* Paris, 1838.

THIBAUDEAU. *Le Consulat et l'Empire.* Paris, 1835, 10 vol. in-8°.

Général DE VAUDONCOURT. *Histoire des campagnes de 1814 et de 1815 en France.* Paris, 1826, 5 vol. in-8°.

Général KOCH. *Mémoires pour servir à l'histoire de la camgne de 1814.* Paris, 1819, 3 vol. in-8°.

JAMES CARMICHAEL-SMYTH (colonel ingénieur). *Histoire abrégée des guerres dont les Pays-Bas ont été le théâtre,* etc. Traduit de l'anglais par le capitaine Lagrange. Liége, 1843.

Général JOMINI. *Précis politique et militaire de la campagne de 1815.* Paris, 1839.

— Sa correspondance avec le duc d'Elchingen. *Spectateur militaire.* Paris, 1841.

ELCHINGEN (duc d'). *Documents inédits sur la campagne de* 1815. Paris, 1840.

DE VAULABELLE. *Campagne et bataille de Waterloo.* Bruxelles, 1852.

Général BERTON. *Précis historique, militaire et critique des batailles de Fleurus et de Waterloo.* Paris, 1818.

Général GOURGAUD. *Campagne de* 1815. Paris, 1818 (suite de l'ouvrage de Berton).

Maréchal GROUCHY. *Observations sur la relation de la campagne de* 1815, *publiée par le général Gourgaud.* Paris, 1829.

Capitaine SIBORNE. *History of the war in France and Belgium in* 1815. London, 1844, 2 vol. in-8°, atlas.

Colonel HEYMÈS (premier aide de camp de Ney en 1815). *Relation de la campagne de* 1815. Mémoire du 20 juillet 1829, inséré dans le tome IX des *Mémoires de Napoléon* (édition citée plus haut).

Maréchal GÉRARD. *Quelques documents sur la bataille de Waterloo.* Paris, 1829.

VAN LOBENSELS. *Précis de la campagne de* 1815. La Haye, 1849, 1 vol. in-8°.

VON-DAMITZ *Geschichte des Feldzugs von* 1815, etc. II Theilen, Berlin, 1837.

MILITAIR WOCHENBLATT. Années 1845 et 1846.

JOHANN SPORSCHIL. *Geschichte der zertrümmerung des Napoleonischen Heeres, durch die schlacht von Belle-Alliance.* Braunschweig, 1843.

C. V. W*** *Geschichte des Feldzugs der englisch-hanövrisch-niederländisch-braunschweigschen Armée, unter Herzog Wellington,* etc. Stuttgart und Tubingen, 1817.

C. DE W. (général Muffling). *Histoire de la campagne des armées anglo-batave et prussiennes*, 1815. Stuttgart, 1817.

GIRAUD. *Précis des journées des 15, 16, 17 et 18 juin 1815*. Paris, 1815.

LISKENNE et SAUVAN. *Bibliothèque historique et militaire*. Paris, 1853, 7 vol. in-8°.

CHATEAUBRIANT. *Congrès de Vérone*. Paris, 1838, 2 vol. in-8°.

GUIZOT. *Sir Robert Peel*. (*Revue des deux-mondes*, 15 mai 1856 et n^{os} suivants.)

ROBERT PEEL. *Memoirs by sir Robert Peel*. London, 1856, part. I.

HUME. *History of England*. Trad. par Campenon. Paris, chez Furne et Comp., 13 vol, in-8°.

— *Histoire d'Angleterre*. Paris, chez Furne, 1840, 13 vol. in-8°.

Colonel REID. *Papers of Engineers*. London, 1837, in-4°.

Francis HEAD. *The defenceless state of Great-Britain*. London, 1850, in-8°.

EDIMBURGH REVIEW. Année 1852.

ANNEXE N° 2.

ADDITIONS ET RECTIFICATIONS.

Nous avons attribué à un ordre de Napoléon le mouvement qu'exécuta le duc de Raguse, en juin 1811, dans le but de faire lever le siége de Badajoz (1).

La publication des *Mémoires du duc de Raguse* nous a donné la preuve que l'initiative de cette opération judicieuse appartient à Marmont et non

(1) T. I, p. 417.

à l'empereur. On trouve, en effet, dans le tome IV, une lettre du 27 mai 1811 par laquelle Soult accuse réception au duc de Raguse d'une dépêche du 16, annonçant le projet de mettre dans les premiers jours de juin l'armée de Portugal en marche pour délivrer Badajoz.

L'extrait suivant d'une dépêche écrite le 3 juin par Berthier au duc de Raguse, atteste que ce projet n'émanait pas de l'empereur :

« Sa Majesté me charge de vous faire connaître, monsieur le ma-
« réchal, qu'il est nécessaire que votre artillerie soit bien remontée et
« bien approvisionnée avant de faire aucun mouvement important ;
« qu'il faut que vous ayez au moins 60 pièces de canons attelées, avec
« leur approvisionnement, et que votre armée soit parfaitement re-
« posée et réorganisée. »

Malgré cette recommandation, le duc de Raguse se mit en marche dès qu'il eut réuni 36 pièces. Il annonça sa résolution au major-général le 31 mai. Le prince de Neufchâtel lui répondit le 17 : « Sa Majesté a vu avec peine que vous n'ayez mené que « 36 pièces de canon, il vous en eût fallu 60. »

L'opération réussit néanmoins, et le duc de Raguse fut complimenté au nom de l'empereur.

L'impartialité nous fait un devoir de rectifier le sens de la phrase suivante (1) :

« Néanmoins, comme si le duc de Raguse eût craint de partager
« avec le frère de l'empereur une victoire qu'il jugeait certaine (Sala-
« manque), il résolut de prendre l'initiative avant l'arrivée de la cava-
« lerie de l'armée du Nord et des secours amenés par Joseph. »

Les documents publiés par le duc de Raguse permettent d'affirmer que le commandant de l'armée de Portugal ne reçut avis du mouvement de Joseph que le lendemain de la bataille (23 juillet, à midi).

Vainement il avait sollicité des secours de l'armée du Centre. Le 30 juin, Joseph lui avait fait écrire par Jourdan qu'il ne devait rien attendre de Madrid « mais qu'on avait réitéré au duc de Dalmatie
« l'ordre de diriger le général Drouet sur la vallée du Tage, si lord
« Wellington appelait à lui le général Hill. »

Jourdan ajoutait : « comme il serait possible, le cas arrivant, que
« cet ordre ne fût pas exécuté assez promptement, Sa Majesté désire-

---

(1) T. II, p. 26.

« rait *que vous profitassiez du moment où lord Wellington n'a pas toutes* « *ses forces réunies pour le combattre.* »

Quelques jours après l'envoi de cette lettre, le roi, changeant d'avis, rassembla environ 12,000 combattants (1), pour venir au secours du duc de Raguse. Mais, au lieu d'informer immédiatement le chef de l'armée de Portugal de cette résolution, il attendit jusqu'au 21, jour même de son départ de Madrid. Il expédia ses courriers par six voies différentes (2). Le premier n'arriva que le 23, à midi (3) : « Je n'ai absolument rien su, dit Marmont; j'ai complétement ignoré sa marche, « et j'ai gémi de l'aveuglement de Joseph, qui refusait son concours à « mes opérations, sur le succès desquelles son salut était fondé. Si « j'avais eu ce secours c'étaient de grandes chances de succès de « plus; et si j'avais été victorieux, quoique Joseph fût présent, je ne « pense pas que ma gloire eût été moindre (4). »

Nous compléterons ces explications par l'extrait suivant de la réponse faite par le duc de Raguse à une lettre du 14 novembre 1812, par laquelle le ministre de la guerre demanda au maréchal des renseignements justificatifs sur sa conduite avant la bataille.

Cette réponse est datée de Bayonne, 19 novembre 1812.

« L'empereur demande pourquoi je suis sorti de ma défensive du Duero, et pourquoi j'ai passé de la défensive à l'offensive.

« J'ai repris l'offensive : 1° parce que j'avais acquis la certitude que je ne pouvais compter sur aucun renfort de l'armée du Nord; 2° parce qu'aucun secours de l'armée du Centre ne m'était ni promis ni annoncé que dans le cas où le général Hill se réunirait à Wellington; 3° parce que l'armée de Galice avait passé l'Orbigo, que les milices portugaises avaient passé l'Esla et qu'en différant peu de jours j'allais me trouver dans la nécessité de détacher un corps de six ou sept mille hommes et de cinq cents chevaux pour leur faire tête et me couvrir de ce côté, ce qui m'aurait affaibli d'autant vis-à-vis de l'armée anglaise qui alors, sans doute, serait venue à moi; 4° parce que les instructions écrites du roi, en date du 18 juin, dont je joins ici copie, me prescrivaient d'attaquer lord Wellington si le général Hill n'avait point fait sa jonction avec lui et qu'une lettre du maréchal Jourdan du

(1) 8,000 hommes d'infanterie et 3,000 chevaux.

(2) Voir la *lettre* du 21 juillet *de Jourdan à Marmont.*

(3) *Mémoires du duc de Raguse,* t. IV, p. 142, 473.

(4) *Ibid.,* t. IV, p. 142.

30 juin (la dernière que j'aie reçue de Madrid), en m'exprimant l'étonnement du roi sur ce que je n'avais pas encore attaqué les Anglais, me pressait de le faire, dans la crainte que le général Hill ne rejoignît lord Wellington et que ma position ne s'empirât.

« Je vais donner sur chacun de ces articles les explications nécessaires.

« 1° A l'ouverture de la campagne, le général Caffarelli me fit les plus belles promesses ; et j'étais autorisé, d'après ses premières lettres, à croire que, dans le courant du mois de juin, je recevrais un puissant renfort de l'armée du Nord. Ce fut en grande partie l'obligation où j'étais de l'attendre, et d'autres circonstances que mon rapport a fait connaître, qui occasionnèrent alors la prise des forts de Salamanque. Les lettres des 20, 26 juin et 11 juillet, du général Caffarelli, en exagérant d'une manière ridicule la force des bandes, le danger d'un débarquement dont les côtes étaient menacées (débarquement qui s'est réduit à peu près à rien, attendu que la flotte qui était en vue n'avait pas quatre cents hommes de troupes à bord), m'annoncèrent successivement la diminution des renforts qu'on devait m'envoyer ; et enfin, par sa lettre du 26 juin, il m'annonça que je ne pouvais plus compter sur un seul homme d'infanterie. La copie de cette lettre est ci-jointe ; elle lèvera toute espèce de doute à cet égard. Restaient donc seulement la cavalerie et l'artillerie, dont la promesse n'avait pas discontinué, mais qui ne s'effectuait pas. Je crus cependant fortement à l'arrivée de ce dernier secours, et j'attendis ; mais je fus instruit bientôt qu'au lieu de quatre régiments sur lesquels j'avais droit de compter, la légion de gendarmerie avait ordre de rentrer en France et ne viendrait pas, et que le général Caffarelli, qui voulait conserver près de lui un corps de cavalerie, j'ignore dans quel objet, gardait le 15e de chasseurs, et qu'enfin ce secours, si solennellement promis, se réduisait à six cents chevaux des 1er hussards et 31e chasseurs, et huit pièces de canon, qui étaient réunies à Burgos depuis le 15 juin, mais dont le départ, constamment annoncé, ne s'effectuait jamais. J'attendis encore, et tant que le retard à mon mouvement n'empirait pas ma situation ; mais, lorsque j'eus la certitude que l'avant-garde de l'armée de Galice était arrivée à Rio-Seco, et que, selon les apparences, j'aurais, sous peu de jours, sur les bras quinze mille hommes, de mauvaises troupes sans doute, mais qui me forceraient à un détachement de six à sept mille hommes et de cinq cents chevaux, je n'hésitai pas à négliger un secours de six cents chevaux, qui devenait nul, puisque j'étais obligé de l'opposer à l'armée de Galice, et qui, pour l'avoir attendu, me force-

rait à m'affaiblir de six ou sept mille hommes d'infanterie. Le retard de l'arrivée de ces six cents chevaux était inexplicable, car le général Caffarelli ne pouvait en faire aucun usage. Aucun obstacle ne s'opposait à leur arrivée à Valladolid, et, quoiqu'ils n'en fussent qu'à trois marches, je les attendais vainement depuis un mois. Il ne pouvait donc y avoir que l'ineptie la plus complète ou l'intention formelle de me tromper dans tous mes calculs qui pût ainsi retarder sa marche. L'une et l'autre hypothèse m'empêchaient également de prévoir quand ces délais auraient enfin un terme ; mais le péril était là, et chaque jour le rendait plus imminent. Je ne pouvais donc pas tarder à me décider ; mais, quand même l'armée de Galice n'eût pas dû venir jusqu'à moi, la conservation d'Astorga exigeait que je hâtasse mes opérations ; car, quelque effort que le général Bonnet eût fait pour approvisionner cette place, il n'avait pu y réunir des vivres que jusqu'au 1er août. Cette place était bloquée, et, pour la délivrer, je ne pouvais pas faire un détachement moindre de sept ou huit mille hommes ; mais ce détachement ne pouvait être fait qu'après un succès sur les Anglais, et après les avoir éloignés du Duero, car ce détachement, fait avant, aurait mis l'armée de Portugal en péril ; et, l'armée de Portugal battue, ce détachement, jeté hors de sa ligne naturelle, eût été bien compromis. Il fallait donc éloigner l'armée anglaise pour faire le détachement d'Astorga ; et, si l'on calcule qu'il fallait bien compter sur huit à dix jours en opérations contre les Anglais, et que, de Salamanque, il y a huit marches jusqu'à Astorga, on peut juger qu'il n'y avait pas de temps à perdre, le 16 juillet, pour sauver une place qui n'avait de vivres que jusqu'au 1er août. Aussi, le 16 juillet, n'ayant aucune nouvelle du départ de Burgos des six cents chevaux et des huit pièces de canon de l'armée du Nord, et, tout étant prêt pour mon passage du Duero, je l'effectuai le 17 au matin.

« 2° La lettre du roi du 18 juin m'annonce que les quatre mille hommes que Sa Majesté faisait réunir dans la Manche se réuniraient au comte d'Erlon pour venir au secours de l'armée de Portugal, si celui-ci était dans le cas de venir s'y réunir ; mais celui-ci ne devait y venir que dans le cas où Hill rejoindrait Wellington : Hill n'avait pas rejoint Wellington. Ainsi je n'avais rien à gagner à attendre, puisque je ne devais être renforcé que dans le cas où l'armée ennemie aurait reçu un accroissement à peu près de même force.

« Tout ce qui concerne les mouvements de l'armée de Galice vient d'être expliqué plus haut, et n'a pas besoin de nouveaux détails.

« 4° La lettre du roi est formelle, elle me trace la marche que je

dois suivre; il est de mon devoir de ne pas m'en écarter. La lettre du 30 juin du maréchal Jourdan, écrite au nom du roi, devient plus pressante; elle paraît m'accuser de retard dans mes opérations, elle me presse d'agir; sans doute qu'il était de mon devoir de le faire. Les originaux de ces deux lettres sont entre mes mains, et les copies en sont ci-jointes. Les craintes du roi, exprimées dans la lettre du maréchal Jourdan, que le comte d'Erlon n'arrive pas en même temps que le général Hill dans le bassin du Duero, étaient extrêmement fondées, et on ne peut douter que, ce cas arrivant, le comte d'Erlon, quelque diligence qu'il eût faite, ne fût arrivé quinze jours après le général Hill. En effet, les Anglais avaient fait rétablir en charpente, par un travail de six semaines et avec beaucoup de moyens, la coupure de quatre-vingt-dix-neuf pieds faite au pont d'Alcantara; cette communication entre les mains des Anglais donnait au général Hill le moyen de venir d'Albuera sur la Tormès en huit ou neuf marches, et le pont, pouvant être détruit en un moment, était enlevé au comte d'Erlon, qui n'avait pas les moyens de le rétablir. D'un autre côté, avant l'ouverture de la campagne, le général Hill avait fait un coup de main sur le pont d'Almaraz, avait détruit les barques et tous les agrès : il ne restait donc au comte d'Erlon d'autre passage que le pont de l'Arzobispo, ou de venir par la Manche; mais la route qui conduit au pont de l'Arzobispo n'est pas praticable pour l'artillerie; il eût fallu la démonter, et ce travail eût demandé plusieurs jours. S'il eût pris la route de la Manche, ce retard eût été beaucoup plus long. Enfin, après avoir passé le Tage, il n'avait d'autre chemin à prendre, pour se rendre dans le bassin du Duero, que celui du Guadarrama, afin d'être plus facilement en liaison avec l'armée de Portugal, et ce détour lui eût fait perdre encore plusieurs marches. Ainsi, soit par les obstacles que le pays présentait, soit par les détours qu'il était nécessairement obligé de faire, il devait arriver longtemps après le général Hill; et cependant, que de chances encore, comme la difficulté de subsister dans le désert qu'il avait à traverser, etc., qui pouvaient arrêter sa marche! Rien n'était donc plus convenable que de faire en toute hâte ce que le roi avait ordonné, c'est-à-dire d'agir avant que Hill n'eût rejoint Wellington.

« L'empereur demande pourquoi je me suis permis de livrer bataille sans l'ordre de mon général en chef ?

« La lettre du roi du 18 juin, celle du maréchal Jourdan du 30, prouvent que, loin de désobéir à mon général en chef, je n'ai fait qu'exécuter ses ordres.

« Enfin, l'empereur demande pourquoi je n'ai pas au moins re-

tardé de deux jours de donner bataille pour avoir les secours que je savais en marche?

« La raison en est simple : je ne comptais pas donner bataille le 22 juillet; c'est l'ennemi qui a attaqué, et, sans ma blessure, il n'y en aurait pas eu : ceci demande plus de développement.

« Je n'ai été instruit de l'itinéraire des six cents chevaux et de l'artillerie de l'armée du Nord que le 21 dans la soirée. Dans ce moment, presque toute l'armée avait passé la Tormès. Si j'eusse reçu cette nouvelle cinq heures plus tôt, il n'y a aucun doute que je n'eusse suspendu ce mouvement et que je n'eusse attendu dans le camp d'Aldea-Rubea l'arrivée de ce renfort; mais, en ce moment, faire rétrograder toute l'armée eût été une chose mauvaise dans l'opinion et inutile, puisque je pouvais également prendre position sur la rive gauche de la Tormès, et d'autant mieux que ce pays est peu favorable à la cavalerie, dans laquelle j'étais inférieur; et ce mouvement rétrograde eût été contraire à la suite des opérations, puisqu'il me faisait abandonner l'avantage marqué que j'avais obtenu d'occuper sans combat le sommet du plateau qui sépare Alba de Tormès de Salamanque, plateau que je devais supposer qui me serait vigoureusement disputé, et où j'avais gagné l'ennemi de vitesse, plateau extrêmement important, puisque c'était par là seulement que je pouvais manœuvrer l'ennemi avec quelque apparence de succès, menacer sa communication avec Rodrigo et le forcer à sortir des positions qui entourent Salamanque; enfin arriver au but que je m'étais toujours proposé, de le combattre en marche. »

ANNEXE N° 3.

CONDUITE DES TROUPES BELGES A WATERLOO.

Quelques écrivains anglais ont accusé les troupes belges d'avoir manqué de courage à Waterloo. «Un régiment belge de 1,000 hommes « dit Alison (dans son *Histoire de l'Europe,* t. X, p. 468), à qui on

---

(1) Pages 220 et 223.

« avait donné l'ordre de charger la cavalerie française, fut reçu en « arrivant sur les hauteurs par un feu si terrible, qu'il fit volte face « et s'enfuit, sans s'arrêter, jusqu'à Bruxelles, où son arrivée inatten- « due répandit l'épouvante. »

Mac Farlane, dans sa *Vie du duc de Wellington*, a renchéri sur cette calomnie en attribuant à tous les Belges la lâcheté qu'Alison attribue seulement à un régiment : « On ne put jamais parvenir, dit-il, à mettre « 2,000 hommes de cavalerie belge en face de l'ennemi...; le duc au- « rait donné tous les régiments véritablement belges pour autant de « compagnies de Portugais. »

Les mêmes allégations se retrouvent dans un ouvrage sur les *opérations de la cinquième division de l'armée anglaise,* — dans *la relation de la campagne de* 1815, par le capitaine Siborne, et dans un roman populaire de T. Moore, *Thackeray, Vanity fair.*

La nation belge s'était peu émue de ces allégations, infirmées par le témoignage des historiens les plus estimés de la campagne de 1815.

Mais, dans la séance du 15 décembre 1854, un membre du Parlement, le comte de Glengall, se permit de faire une allusion blessante à la conduite des troupes belges, en recommandant au gouvernement *de ne pas enrôler des auxiliaires dans les pays qui, à Waterloo, ont vu leurs troupes lâchement abandonner leur drapeau.*

Cette sortie inconvenante fut aggravée par les commentaires injurieux du *Morning-Herald,* et d'autres journaux anglais.

Dès lors, il ne fut plus possible à la nation belge de garder le silence.

Un historien militaire, M. le général Renard, chef du corps d'état-major, se fit l'organe de l'indignation publique. Avec l'agrément du roi, il publia, dans l'*Indépendance belge,* trois lettres qui forment une réponse complète et péremptoire aux allégations de MM. Alison, Glengall et Mac Farlane.

Le pays tout entier s'associa à cette énergique protestation. Les Chambres belges adressèrent des remerciements à l'auteur, et dans toutes les communes du royaume on ouvrit une souscription pour lui offrir une épée commémorative.

Hâtons-nous d'ajouter que le peuple anglais lui-même, par l'organe de lord Palmerston et de ses journaux les plus estimables, a protesté contre les paroles inconsidérées de lord Glengall.

La calomnie est donc vaincue et c'est pourquoi nous n'y avons pas même fait allusion dans notre récit de la bataille de Waterloo.

Voici, du reste, en quels termes les généraux alliés ont rendu justice à la bravoure et à la loyauté de nos compatriotes.

« ...Nous avons pu apprécier vos vertus, disait Blücher, en prenant « congé des Belges ; vous êtes un peuple brave, loyal et noble. »

Le général Pirch développa cette opinion dans sa proclamation du 24 juin 1815 : « De tous les temps, dit-il, les Belges se sont montrés « un peuple brave, généreux et vaillant. Ils ont soutenu cette brillante « réputation, surtout à la bataille de la *Belle-Alliance,* où ils ont com- « battu avec tant d'intrépidité qu'ils ont étonné les armées alliées ; le « souvenir de leur invincible courage ne sortira pas de la mémoire de « nos guerriers. »

Le général Hill, écrivit le 11 juillet 1815, au général Chassé, commandant une division néerlandaise : « dans le rapport que j'eus l'hon- « neur de faire à S. E. le duc de Wellington, je fis particulièrement « mention de la conduite de votre division pendant la journée du 18, « et je ne manquai pas de remarquer qu'elle se mit en mouvement « pour repousser l'attaque de la garde impériale française ; malheu- « reusement, le rapport de S. E. était déjà envoyé à Londres avant « l'arrivée du mien. Cependant je suis bien assuré que S. E. est in- « formée de la belle conduite des troupes sous vos ordres dans cette « glorieuse journée. »

Le duc de Wellington, enfin, chargea le baron Van der Cappelen de féliciter le roi Guillaume, au sujet de la belle conduite des troupes néerlandaises. La lettre de ce diplomate rendue publique, contient le passage suivant : « Wellington *ne pouvait assez se louer de la valeur des troupes,* « et ne trouvait pas d'éloges assez grands pour le prince d'Orange, « qui avait si bien dirigé tous les mouvements pendant la journée du « 18, qu'il n'avait pas eu besoin de lui envoyer des ordres. »

ANNEXE N° 4.

LETTRE DE SIR J. MOORE SUR L'EXPÉDITION DE LA COROGNE.

Sir John Moore à lord Castlereagh.

Corogne, le 10 janvier 1809.

« Votre Seigneurie sait que si j'eusse suivi mon opinion comme militaire, j'aurais effectué ma retraite depuis Salamanque. Les armées espagnoles étaient alors battues; il n'y avait aucune force à laquelle nous pussions nous réunir; j'étais convaincu, par la nature du gouvernement et par la disposition des habitants, qu'ils ne feraient aucun effort pour nous aider, ni pour favoriser la cause dans laquelle ils étaient engagés. Toutefois, je savais qu'on ne voudrait jamais croire à l'apathie et à l'indifférence des Espagnols; que, si les Anglais se retiraient, la perte de cette cause leur serait imputée; qu'il était nécessaire de se dévouer avec l'armée, pour convaincre le peuple anglais, aussi bien que le reste de l'Europe que les Espagnols n'avaient ni le pouvoir ni le désir de faire aucun effort. Ce fut pour cette raison que je marchai sur Sahagun. Comme diversion, cette marche a réussi : j'ai attiré sur l'armée anglaise tout ce que les Français avaient de forces disponibles; et les prétendues armées espagnoles nous ont laissé poursuivre sans faire un seul mouvement pour favoriser notre retraite. »

ANNEXE N° 5.

ÉTAT DE LA NATION ET DE L'ARMÉE PORTUGAISES AU DÉBUT DE LA GUERRE D'ESPAGNE.

Voici quelques extraits de lettres propres à faire connaître l'état de la nation et de l'armée portugaises au début de la guerre d'Espagne.

Sir J. Cradock à sir J. Moore.

26 décembre 1808.

« M. Villiers et moi nous agissons de concert pour réveiller les Portugais et les rappeler au sentiment de leur situation. »

Colonel Kemmis à sir J. Cradock.

Elvas, 30 décembre 1808.

« On ne saurait dépeindre l'apathie des Portugais. Le général Leite est un homme à théories, et comme tous ses compatriotes un indolent. »

Cradock à sir John Moore.

9 décembre 1808.

« ...Je suis peiné de voir l'armée portugaise et tout ce qui a rapport aux choses militaires dans le plus mauvais état possible... »

Cradock à Villiers.

8 janvier 1809.

« Je suis prêt à agir avec la plus grande prudence; mais quand Frère parle de troupes portugaises et de préparatifs, il bâtit réellement des châteaux en Espagne. »

Cradock à lord Castlereagh.

« ... C'est un fait avéré que les régiments de cavalerie portugais sont sans chevaux, et, si je dois tout dire, que la moitié de leurs bataillons d'infanterie est sans armes et sans vêtements. Il n'y a aucun moyen de régler tout ce qui a rapport aux vivres de l'armée; et mon opinion est que dans le cas d'une coopération on n'obtiendrait rien, quoique le Portugais paraisse bien disposé en faveur de la cause commune, qu'il y soit fidèle et que, dans de meilleures circonstances, il puisse devenir bon soldat. »

Le même au même.

3 avril 1809.

« On ne saurait compter sur les troupes portugaises dans l'état où elles sont. Si je disais qu'elles sont prêtes à se révolter ou à se mutiner, je crois que je parlerais selon l'avis du général Beresford. Elles ne veulent pas être commandées par leurs propres officiers, et ne font que ce qui leur plaît. »

Le même au même.

30 mars 1809.

« L'anarchie toujours persistante dans Oporto, rendra nul tout ce qu'on pourra entreprendre pour la défense; la populace est irritée au

point qu'il serait très-difficile de dire quel parti elle prendrait, si la conduite des Anglais ne répondait pas à ses vues. »

Le même à Frère.

Lisbonne, 29 janvier 1809.

« Sans la force anglaise qui est ici, l'autorité de la régence serait méconnue, et les scènes d'Oporto se renouvelleraient dans Lisbonne. »

Le même au même.

29 mars 1809.

« La ville entière d'Oporto, l'évêque même, qui est censé la gouverner, tout est entre les mains d'une populace féroce et intraitable, qui a déjà commis les plus cruels excès. Je crains que le même esprit ne règne dans ce qu'on appelle l'armée portugaise. »

Villiers à Cradock.

15 février 1809.

« Je doute presque que les sujets anglais puissent rester en sûreté à Lisbonne. »

1812.

« La désertion qu'avait fait naître la première nomination d'officiers anglais (dans l'armée portugaise) devint si forte et tant d'individus quittèrent le pays au moyen des vaisseaux anglais pour se soustraire au service militaire, qu'il fallût défendre les embarquements par un édit.

« Beresford prévint la désertion pendant quelque temps, en condamnant les déserteurs à un travail pénible et en offrant des récompenses aux gens de la campagne qui les ramenaient ; mais la fatigue et la misère la rendirent très-fréquente au commencement de la campagne ; l'exécution de 19 coupables ne parvint pas même à la faire cesser. La cavalerie, qui n'avait jamais servi à grand'chose, était presque réduite à rien : les hommes étaient malades et découragés, les chevaux poussifs. » — Napier, t. IX, p. 115.

ANNEXE N° 6.

SITUATION DE L'ARMÉE ANGLAISE AVANT ET APRÈS TALAVERA.

Sir Arthur Wellesley à lord Castlereagh.

Abrantès, 22 juin 1809.

MYLORD,

« Lorsque je vous écrivis dernièrement, j'avais l'espoir que nous serions en marche avant cette époque, mais l'argent n'est pas encore arrivé. Les choses en sont où elles étaient le 17. Les Français continuent leur retraite; Sébastiani s'est replié sur Tolède. Vénegas s'est porté en avant, et Cuesta a fixé son quartier général à Truxillo, le 19. Je crains que vous ne pensiez que j'ai retardé inutilement ma marche depuis mon arrivée sur le Tage; mais il était et il est encore impossible de marcher sans argent. Les officiers et les soldats sont dans la plus grande détresse, et le manque d'argent cause des désordres dont j'ai souvent occasion de me plaindre; nous ne pouvons plus même obtenir que le pays nous fournisse des vivres, ou qu'il mette à notre disposition les ressources nécessaires pour transporter, soit par terre, soit par mer, nos propres approvisionnements. »

. . . .

. . . .

Lord Wellington au marquis de Wellesley.

Badajoz, 30 octobre 1809.

. . . .

. . . .

« ... Jusqu'au 24 août, les hommes et les chevaux ne reçurent point leurs rations régulièrement. L'insuffisance et la mauvaise qualité des vivres furent telles, que je trouvai convenable de donner aux soldats la moitié de ce qu'on retient ordinairement pour leur nourriture.

« Les cavaliers étaient forcés d'aller chercher au loin le fourrage nécessaire à leurs chevaux; ils trouvaient le plus souvent du blé ou du riz, nourriture fort malsaine. Une des conséquences de cet état de choses fut que l'armée, outre les pertes occasionnées par de conti-

nuelles rencontres avec l'ennemi, perdit dans le court espace de cinq semaines quinze cents chevaux.

. . . .

. . . .

« L'armée anglaise ne reçut jamais ni viande salée, ni riz, ni rien de ce qu'on prétend avoir été envoyé de Séville pour son usage, excepté ces misérables rations dont j'ai parlé. Elle ne tira aucun avantage de ses travaux; et le soi-disant magasin de quatre cent mille rations de biscuit n'a jamais existé. Ce sont des faits notoires que personne ne peut contester, car, officiers et soldats, tous serviraient de témoins. J'affirme à Votre Excellence qu'on a payé non-seulement les objets fournis à l'armée sous mes ordres, mais encore les vieilles dettes de l'armée de sir J. Moore; j'ai demandé en outre avec instance aux agents espagnols et aux juntes que l'on fît savoir aux habitants que le gouvernement anglais ferait droit à toutes les réclamations motivées.

. . . .

. . . .

« Quant à la part que les officiers généraux espagnols ont prise aux opérations, il y a beaucoup de choses que je n'approuve point; quelques-unes sont contraires à ce que j'espérais, d'autres en opposition avec des conventions positives.

. . . .

. . . .

« Il fut convenu entre le général Cuesta et moi, le 11 juillet, que le général Vénegas (qui était sous ses ordres) marcherait par Trembleque, Ocana et Puerte Duenos, sur Arganda, près de Madrid, où il devait être le 22 et le 23 juillet, pendant que les armées combinées seraient à Talavera et à Escala. Cette convention ne fut pas observée, et il en résulta que les armées combinées furent engagées avec toutes les forces de l'ennemi. On m'a assuré que c'était la junte centrale qui avait contremandé les ordres de Cuesta; or ni Vénegas ni la junte ne nous prévinrent de cette résolution. Je ne ferai aucune autre observation sur ce procédé; il me suffira de constater que le général Vénegas n'a pas exécuté le plan d'opérations concerté avec moi.

. . . .

. . . .

« Cuesta convint le 2 août qu'il resterait à Talavera, pendant que je marcherais le 3 contre Soult. Dans mon opinion, il quitta cette ville sans raison suffisante; dans mon opinion encore, il ne devait pas la

quitter sans mon consentement, puisqu'il avait mission de protéger mes hôpitaux. Je ne vois pas que si le général Cuesta fût resté à Talavera, l'issue de la campagne eût été différente. Quand Soult eut ajouté trente-quatre mille hommes aux forces qui nous étaient opposées dans l'Estramadure, l'équilibre fut rompu, et il devint nécessaire de battre en retraite au delà du Tage; si, en ce moment, d'après nos conditions, le général Cuesta avait gardé le poste de Talavera, j'aurais pu faire évacuer mon hôpital, ou, du moins, connaître l'exacte situation de tous les individus qu'on y avait laissés; et je pense qu'on eût évité bien des difficultés.

. . . .

. . . .

« A l'égard du refus d'exécuter les mouvements que j'avais recommandés, je suis persuadé que si le général Bassecour avait été détaché vers Plasencia le 30 juillet, et si les troupes avaient fait leur devoir, Soult aurait été arrêté sur le Tietar, au moins assez longtemps pour me permettre de protéger le passage du Tage à Almaraz; et, dans cette éventualité encore, l'hôpital eût été sauvé.

« Bassecour ne se mit en marche que le 2, et la note de M. de Garay m'apprend que le général Cuesta trouva ce mouvement inutile.

. . . .

. . . .

« En considérant quelle était alors (le 4) notre situation, il me parut évident que les armées combinées devaient se retirer au delà du Tage, et que le moindre délai les exposerait à être coupées du seul point de retraite qui leur restât. Une bataille, même heureuse dans cette situation, n'eût pas amélioré nos affaires.

. . . .

. . . .

« Mais ce changement, au lieu d'accroître la difficulté que nous éprouvions à trouver des vivres, aurait dû la faire cesser, si la junte de Séville avait pris ses mesures pour subvenir aux besoins de l'armée anglaise, conformément à ma lettre du 16 juillet: ce changement consistait à quitter l'offensive pour la défensive. La marche étant rétrograde, si l'on eût préparé et envoyé des vivres, l'armée les aurait reçus sur la route, et bien plus tôt encore que si elle avait suivi sa première direction. Ces vivres arrivèrent, il est vrai; mais, comme ils étaient destinés à l'armée espagnole, nous les laissâmes passer, quoique nous mourussions de faim.

. . . .

. . . .

« Le manque de magasins, l'apathie et la mauvaise volonté des autorités et du peuple espagnol furent cause que l'armée portugaise souffrit beaucoup, par suite du manque de vivres et d'argent.

« Jusqu'à ce qu'on ait remédié aux maux dont j'ai raison de me plaindre, jusqu'à ce que je voie établir des magasins pour l'armée, et adopter un bon système d'approvisionnement, jusqu'à ce qu'il y ait une armée sur les efforts de laquelle je puisse compter, et qu'elle soit commandée par des officiers capables et désireux d'exécuter les opérations arrêtées de commun accord, je ne puis m'engager dans aucune entreprise avec les armées espagnoles. » . . . .

. . . .

. . . .

Lord Wellesley à M. Canning.

Séville, 2 septembre 1809.

. . . .

. . . .

« Il doit être évident, maintenant, qu'aucune alliance ne saurait protéger l'Espagne contre l'inévitable résultat de ses désordres intérieurs et de sa faiblesse comme nation. Elle doit amender et renforcer son gouvernement; elle doit améliorer l'administration de ses ressources, la composition et la discipline de ses armées, avant qu'elle soit capable de tirer quelque profit d'un secours étranger. L'Espagne s'est montrée déloyale envers nous, parce qu'elle l'a été envers elle-même. Jusqu'à ce que l'on ait opéré quelque grand changement dans l'organisation des moyens et des ressources de l'Espagne, ainsi que dans la formation de ses armées, aucune coopération avec les troupes espagnoles ne peut offrir la moindre garantie. »

ANNEXE N° 6.

LETTRES DE WELLINGTON SUR DIVERS SUJETS.

1°. Sur la difficulté d'obtenir des vivres

Sir J. Cradock au maréchal Beresford

Caldas, 18 avril 1809.

« Vous ne pouvez vous faire une idée de la difficulté que nous avons à nous procurer des vivres. C'est pour moi un sujet continuel d'inquiétude que d'envoyer la cavalerie au fourrage; rien n'est assuré au delà d'un jour. Le pays ne peut pas seulement fournir de la paille. — J'ai prié M. Villiers de demander à la régence qu'elle envoyât ici un fondé de pouvoirs pour nous procurer des vivres, si toutefois on en peut trouver. J'agirai comme les Français et ferai des réquisitions, à cette différence près que nous payerons tout au prix le plus élevé. »

Wellington à Charles Stuart.

Cartaxo, 2 février 1811.

« Malheureusement des réponses et des rapports de la junte des vivres ne sont pas des vivres. Je n'ai jamais adressé une plainte au gouvernement portugais que je n'aie reçu pour réponse des volumes de papier. »

2°. Campagne de 1809.

Wellington à lord Castlereagh.

Lisbonne, 24 avril 1809.

. . . .

. . . .

« J'ai l'intention de marcher contre l'armée de Soult aussitôt que j'aurai pris quelques dispositions pour défendre le Tage, et aussi

pour arrêter les progrès de Victor, dans le cas où il s'avancerait pendant mon absence. J'attaquerais de préférence ce dernier de concert avec Cuesta, si Soult n'était en possession d'une province fertile et de la ville d'Oporto, que l'on doit chercher à lui enlever. » . . .

. . . .

. . . .

3°. Wellington se plaint du peu de confiance que lui témoigne le gouvernement anglais.

Au comte de Liverpool.

Celerico, le 19 août 1810.

« L'importunité avec laquelle je sollicite des ministres de Sa Majesté de porter leur attention sur la guerre de la Péninsule sera, je l'espère, mon excuse de vous prendre quelques instants pour vous faire part de mes sentiments particuliers sur ce sujet.

« Rien ne peut m'être plus désagréable que les opérations qui ont eu lieu l'année dernière, et il est évident que la continuation du même système de prudence me fera perdre le peu de réputation que j'ai acquise, ainsi que la bonne opinion du peuple de ce pays. Rien donc ne serait plus désirable pour moi personnellement que de voir abandonner tout d'un coup cette guerre, ou de la voir continuer avec une force suffisante pour enlever à l'ennemi tout espoir de résistance.

« Dans l'un et l'autre cas, les censures dont m'accablent les ignorants de notre propre pays aussi bien que ceux d'ici, et les gens que je suis obligé de contraindre à se remuer pour protéger leurs personnes et leurs propriétés, retomberaient sur le gouvernement. Mais, comme je vois qu'en fin de compte il y a plus d'une chance de succès, si nous pouvons conserver notre position dans ce pays, quoiqu'il n'y en ait probablement aucune d'après notre système de défense circonspect, je ne remplirais pas mon devoir envers le gouvernement si je ne l'instruisais de la situation réelle des affaires, et si je ne le pressais, même jusqu'à être importun, de faire de plus grands efforts.

« J'avoue qu'il m'a semblé jusque dans ces derniers temps que le gouvernement lui-même n'avait pas foi dans les mesures qu'il avait prises pour ce pays, et il n'est pas arrivé d'Angleterre un seul officier qui ne m'ait dit qu'on s'attendait généralement au prochain embarque-

ment de l'armée ; j'ai même entendu dire par quelques-uns que cette opinion était celle de plusieurs ministres du roi. »

4°. Souscription en faveur des Portugais malheureux.

Au comte de Liverpool.

Pero-Negro, le 7 octobre 1810.

« Les troupes ennemies ont, comme à l'ordinaire, abîmé ce qu'elles ne pouvaient enlever ; il ne reste plus rien. Si donc le résultat de la campagne était que l'ennemi fût obligé de se retirer du Portugal, il est bien à craindre que la plus grande misère n'accable les districts que l'armée ennemie a traversés, et qu'il m'est impossible de secourir. Dans d'autres occasions, les riches habitants de la Grande-Bretagne, et surtout ceux de Londres, sont venus au secours des peuples étrangers frappés de calamités que leur infligeait soit la Providence, soit un ennemi puissant et cruel. Le peuple portugais a éprouvé les effets généreux de cette disposition charitable des sujets de Sa Majesté, et jamais il n'y eut de circonstance où ces secours aient été plus mérités, soit que l'on considère les souffrances du peuple, ou que l'on envisage sa fidélité à la cause qu'il a embrassée, ou son attachement aux sujets de Sa Majesté. Je déclare qu'il n'y a pas d'exemple qu'un Portugais, même de la plus basse classe, ait eu avec l'ennemi des rapports contraires à son devoir envers son souverain ou aux ordres qu'on avait donnés.

« Permettez-moi donc de recommander à la protection de Votre Seigneurie les malheureux qui ont le plus souffert de l'invasion de l'ennemi, et de vous prier d'examiner les moyens d'attirer sur eux les bienveillantes dispositions des sujets de Sa Majesté dans le moment, qui, j'espère, n'est pas bien loin, où l'ennemi sera forcé d'évacuer le pays. »

5°. Retraite de Masséna.

Au comte de Liverpool.

Villa-Seca, 14 mars 1811.

« Je suis affligé d'avoir à ajouter à ce rapport que la conduite de l'ennemi, pendant toute sa retraite, a été marquée par des actes d'une

barbarie qu'on a rarement égalée et qu'on n'a jamais surpassée. Dans les villes de Torres-Novas, de Thomar et de Pernes, où les quartiers généraux et quelques-uns de ses corps avaient séjourné pendant quatre mois et où les habitants étaient restés, se fiant à la promesse qui leur avait été faite qu'ils ne seraient pas maltraités, il a pillé et détruit un grand nombre de maisons la nuit même de son départ; il a brûlé ensuite toutes les villes et tous les villages qu'il a traversés. Le couvent d'Alcobaca a été incendié d'après un ordre émané du grand quartier général. Le palais de l'évêque et la ville entière de Leyria où le général Drouet avait eu son quartier général, ont éprouvé le même sort; il n'y a pas un habitant du pays, de quelque classe ou de quelque rang qu'il soit qui, ayant eu des rapports ou des affaires avec l'armée française, n'ait eu à s'en repentir ou à s'en plaindre. Voilà de quelle manière ont été tenues et remplies les promesses et les assurances données par la proclamation du général en chef, qui disait aux habitants du Portugal « qu'il n'était pas venu à la tête d'une puissante armée de 110,000 hommes pour leur faire la guerre, mais pour jeter les Anglais à la mer. » Il faut espérer que l'exemple de ce qui est arrivé dans ce pays apprendra au peuple, ainsi qu'à celui des autres pays, quel fond l'on doit faire sur de telles promesses et de telles assurances. »

6°. Evacuation du Portugal par l'armée anglaise.

A l'honorable G. Berkeley, vice-amiral.

Celerico, le 30 mars 1811.

« Comme je sais que les ministres actuels se plaignent des dépenses de la guerre dans la Péninsule, que leurs antagonistes déclarent qu'ils en retireront l'armée anglaise et que la conduite des Espagnols fournit de bonnes raisons pour prendre ce parti, je crois qu'il est de mon devoir de n'être pas pris au dépourvu pour obéir à cet ordre s'il m'est donné, et d'être en état d'y obéir sans exposer aux insultes de la populace de Lisbonne le ministre du roi, moi-même et ceux des officiers et des sujets de Sa Majesté qui résident ici. D'après ce motif, j'ai résolu que les bagages des régiments resteraient embarqués sur les transports ou autrement. Les commandants des régiments ont reçu l'ordre d'envoyer chacun à Lisbonne un officier de leurs corps pour faire cet arrangement et détruire les bagages qu'on jugera inutiles. Je vous serai obligé de vouloir bien, en attendant, approprier les bâti-

ments de transport pour y mettre le bagage d'un, de deux ou de trois bataillons appartenant à la même division. »

7°. Opinion de Wellington sur l'enthousiasme populaire.

Au lieutenant général lord N. Bentinck.

Freneda, le 24 décembre 1811.

« L'enthousiasme du peuple est une très-belle chose et figure bien sur le papier; mais je n'ai jamais vu qu'il ait produit autre chose que le désordre. En France, ce qu'on appelait enthousiasme, c'était le pouvoir et la tyrannie agissant par l'intermédiaire des sociétés populaires, qui ont fini par bouleverser l'Europe et par établir la plus formidable et la plus épouvantable tyrannie qui ait jamais existé. En Espagne, l'enthousiasme du peuple s'évapore en *vivat* et en vanteries impuissantes. Cet enthousiasme a empêché qu'on essayât même de discipliner les armées, et son influence pernicieuse a toujours été alléguée depuis comme une excuse pour la profonde ignorance des officiers, l'indiscipline et la mauvaise conduite des troupes.

« Je vous recommande donc sérieusement, quelque part que vous alliez, de ne vous fier en rien à l'enthousiasme du peuple. Donnez-lui un gouvernement fort, juste et bon, s'il est possible; mais surtout un gouvernement fort qui le contraigne à faire son devoir envers lui-même et envers le pays, et faites que les mesures de finances nécessaires pour entretenir une armée marchent de concert avec les mesures pour la lever. »

8°. Insuffisance du traitement de Wellington.

Au comte Bathurst.

Madrid, le 24 août 1812.

« Il y a plus de trois ans que je reçois le traitement ordinaire de commandant en chef, 10 livres par jour, assujetti à diverses déductions, entre autres celle de la taxe du revenu, ce qui le réduit à environ 8 guinées. Mais il sera nécessaire que le gouvernement me donne une paye supplémentaire, comme indemnité de table, ou à tout autre titre, ou qu'il m'autorise à mettre à sa charge quelques-unes des dépenses, telles que les aumônes que je suis obligé de faire dans l'état actuel du pays; autrement je serai ruiné.

« Il n'est peut-être pas convenable que je parle des autres pays, mais je crois qu'il n'y en a aucun où un commandant en chef, ayant les charges que j'ai, soit aussi mal payé que je le suis. Il est de fait, autant du moins que j'ai pu m'en instruire, qu'il n'y a pas d'exemple d'un officier anglais chargé d'un commandement non interrompu qui ait reçu seulement 10 florins par jour, et encore avec des déductions. Tous reçoivent soit une allocation d'un gouvernement, outre le traitement de commandant en chef, soit une allocation sous toute autre dénomination : mais je doute que leur peine et leur responsabilité, ainsi que leurs dépenses, aient jamais égalé les miennes.

« Néanmoins, je n'aurais pas parlé de tout cela, sachant que le public aujourd'hui veut être bien servi, au meilleur marché possible, si je ne me trouvais dans une position qui m'oblige à faire des dépenses que je ne puis acquitter sans un grand préjudice pour moi-même. »

9°. Insuccès de l'attaque de Burgos.

Au comte de Liverpool.

Ciudad-Rodrigo, le 23 novembre 1812.

« Je vois qu'on est déjà disposé à attaquer le gouvernement, parce que le siége de Burgos a échoué. Le gouvernement n'a pas eu à s'occuper du siége. C'est une opération entièrement de mon fait. Quant aux moyens, il en existait de très-considérables à Madrid et à Santander pour le siége de la plus forte place. Ce qui manquait dans ces deux endroits, c'étaient les moyens de transporter l'artillerie et les munitions sur le lieu où l'on devait les employer.

« En Angleterre, le peuple, heureux comme il l'est à tous les égards, riche en ressources de tout genre, ayant à sa disposition des routes excellentes, voudra à peine croire que des résultats importants ont souvent dépendu de 50 ou 60 mules, plus ou moins, ou de quelques bottes de paille pour les nourrir : cependant rien n'est plus réel, quoiqu'on ne veuille pas y croire. Je n'ai pas trouvé les moyens d'emmener même un seul canon de Madrid. N*** est un homme qui se pique de vaincre tous les obstacles; il sait le temps qu'il lui a fallu pour nous envoyer environ cent barils de poudre et quelques cent mille cartouches. Quant aux deux canons qu'il tâcha de nous faire par-

venir, je fus obligé d'envoyer nos animaux pour les traîner, et nous éprouvâmes de grands embarras par l'absence de ces animaux dans les marches ultérieures de l'armée. »

10°. Embarras suscités à Wellington par le gouvernement anglais.

Au colonel Torrens.

Niza, le 22 janvier 1813.

« Quant à la dernière partie de votre lettre relative à la difficulté de mettre de côté et d'éloigner de l'armée en campagne les officiers généraux qui ont acquis avec honneur leur grade, il est impossible de la concilier avec la première partie, où vous parlez de la responsabilité ou plutôt de la haine qui s'attacherait à celui qui ôterait leur emploi aux officiers trouvés ou crus incapables de faire un service actif. Je demande qu'on ne m'envoie point d'officiers généraux ; et quand on en enverra que je ne jugerai pas bons pour leur emploi, je demande qu'ils soient rappelés. Je supporterai alors la responsabilité ou la haine du retrait de leurs fonctions.

« Quelle position est donc la mienne ? Il m'est impossible d'empêcher qu'on envoie des hommes incapables à l'armée ; et quand je me plains qu'on en envoie, c'est moi qui suis responsable ! Assurément la responsabilité ou la haine de l'éloignement de pareilles personnes doit s'attacher à la « difficulté de les mettre de côté, » et non à celui à qui il appartient officiellement de représenter qu'elles ne sont pas capables de remplir leur emploi. »

11°. Milice anglaise.

Au comte Bathurst.

Lesaca, le 24 septembre 1813.

« Je suis tout à fait hors d'état de vous donner un avis sur le sujet de votre lettre du 11, n'ayant jamais eu sous mes ordres plus d'un régiment de milice anglaise. J'ai trouvé, toutefois, la milice si complétement dépourvue d'économie intérieure, de discipline et de subordination réelles, que, quelque bien disciplinés que soient les soldats qui la composent sous le rapport de l'exercice et des manœuvres, je doute fort qu'une nombreuse armée de milice puisse jamais servir en campagne,

autrement que pour un effort momentané. Mon opinion est que les officiers de milice ont tous les défauts des officiers de la ligne, mais à un bien plus haut degré, indépendamment de ceux qui leur sont particuliers. »

ANNEXE N° 8.

NOTES ET DOCUMENTS PROPRES A FAIRE CONNAITRE L'ÉTAT DE LA PÉNINSULE DE 1808 A 1814.

M. Stuart à M. Canning.

9 août 1808.

« Il n'y a pas de plan conçu en commun et conséquemment pas de concert dans l'action. Aucune province ne partagerait avec une autre les secours que lui accorde la Grande-Bretagne, alors même qu'elle n'aurait pas besoin de ce qui lui est donné. »

Le même au même.

12 août 1808.

« Tous les canons anglais destinés à la Galice ont été envoyés, par méprise, dans les Asturies; le secours a été distribué d'une manière absurde et tout est en désordre. »

Wellington à lord Liverpool.

2 février 1811.

« Les divers événements de la guerre vous auront prouvé que l'on ne peut faire aucun calcul sur les opérations dans lesquelles les troupes espagnoles sont engagées. »

Wellington à lord Liverpool.

23 février 1811.

« J'ai des raisons de croire que Badajoz manque entièrement de vivres, quoique depuis un an on s'attende à un siége. »

Le même au même.

23 février 1811.

« L'expérience m'a appris à ne mettre aucune confiance dans les efforts des troupes espagnoles, malgré les nombreuses preuves de bravoure qu'elles ont données...

« La brigade portugaise ne s'est pas beaucoup mieux conduite que les autres troupes (à Albuera).

« Le brigadier général Madden fit tout au monde pour les engager à charger, mais vainement. »

Le même au même.

7 mai 1811.

« Le nombre des forces portugaises est beaucoup réduit ; je ne sais quelle mesure recommander qui ait le pouvoir de les augmenter. Le gouvernement actuel de Portugal rejette ou néglige toutes celles qu'on lui présente; si par hasard il en adopte une, elle est si mal exécutée qu'elle ne sert à rien. »

Général Graham à lord Liverpool.

Cadix, 2 février 1811.

« Outre la répugnance que les Espagnols ont mise à adopter quelques-unes des mesures les plus essentielles (pour la défense de la place), ils n'ont permis à nos gens d'exécuter le plan arrêté pour le retranchement de la partie gauche de la cortadura de San-Fernando, qu'après des délais et des discussions très-déplaisantes. »

Wellington à M. Forjas.

Septembre 1810.

« Nous perdons un temps précieux à discuter des choses qui devraient déjà être exécutées. »

Le même au même.

Pero-Negro, 31 octobre 1810.

« Si les vivres eussent été enlevés partout, les Français n'auraient pu rester ici une semaine.....

« D'après ce que je sais, ils pourront même maintenir leur position jusqu'à ce que la masse de l'armée vienne à leur secours.

« Il est douloureux d'entrevoir tout ce que l'obstination et la sottise peuvent causer de mal. »

Le même au même.

Pero-Negro, 1er novembre 1810.

« Toute cette conduite doit être attribuée à la même cause, le désir d'éviter une mesure qui, bien qu'utile aux vrais intérêts du pays, dérangeait les habitudes indolentes et la douce vie des habitants, et l'envie de jeter sur moi et sur le gouvernement anglais tout l'odieux de cette mesure. J'avais avoué dans ma proclamation que j'en étais l'auteur, et le gouvernement pouvait se mettre à l'abri sous une telle déclaration, mais il a eu pour principe, tout récemment il est vrai, de rechercher la popularité, et il n'adoptera rien de ce qui déplaît à la populace de Lisbonne. »

« En octobre 1812, les soldats anglo-portugais n'avaient pas reçu de paie depuis six mois; mais les armées françaises du Sud, du Centre et de Portugal étaient arriérées de toute une année. » Napier, t. IX, p. 352.

L'armée de Suchet seule était régulièrement payée. C'était la seule aussi qui fût bien disciplinée.

E. Vaughan à sir Charles Stuart.

Cadix, 3 août 1813.

« Les troupes espagnoles qui se trouvent en Catalogne et dans les autres provinces manquent de vivres, et le gouvernement ne pourvoit à leurs besoins que par les proclamations qu'il adresse aux intendants.

« Depuis que je m'occupe des affaires d'Espagne, jamais je n'ai vu le siége du gouvernement dans une plus mauvaise situation. Il existe ici un profond sentiment de haine contre les Anglais, et le parti jacobin agit avec la plus extrême violence. »

En 1813, *Forjas*, ministre de la guerre du Portugal, écrivait à *Wellington :* « Les Espagnols, par leur orgueil, ont nui au succès d'une « cause qui est celle de la liberté de l'Europe. »

M. Vaughan à M. Stuart.

Cadix, 27 février 1811.

(Andalousie). « Je suis affligé du peu d'efforts que font les Espa-

gnols, et ce qui m'afflige encore davantage, c'est de penser qu'on n'en obtiendra rien de plus. »

Général Carrol à M. Stuart.

Olivenza, 29 avril 1811.

« Plût à Dieu que les armées espagnoles, ou, pour parler plus exactement, les cadres des armées espagnoles, fussent sous le commandement de Sa Seigneurie (Wellington)! Nous pourrions, dans ce cas, faire de grandes choses; mais, hélas! notre orgueil semble augmenter avec nos malheurs et ne saurait être égalé que par notre ignorance. »

Général Doyle au colonel Roche.

23 juin 1811.

« Est-il possible de concevoir rien d'aussi absurde, et je pourrais presque dire d'aussi infâme que la conduite de la junte ou du capitaine général de Carthagène? On a ôté les fusils aux régiments envoyés au secours de Tarragone, afin sans doute qu'ils ne pussent faire qu'une vaine parade de leur patriotisme. »

Capitaine Codrington à sir Charles Cotton.

Villa-Nueva, 18 juillet 1811.

« Je ne puis vous peindre toutes les difficultés que m'a suscitées la marine espagnole avec laquelle j'ai été en communication sur la côte; sa conduite a été détestable, et, si j'en excepte la frégate l'*Astrée* et la corvette la *Paloma*, les commandants des vaisseaux de l'État n'ont montré ni courage devant l'ennemi, ni humanité envers leurs compatriotes. »

Le prince de Neufchâtel au roi Joseph.

Paris, 11 avril 1811.

« On voit par les gazettes anglaises que les Cortès rassemblées dans l'île de Léon ne sont qu'une misérable canaille et des gens obscurs qui n'ont d'autres projets que d'aller végéter dans les tavernes de Londres; il ne peut y avoir rien à faire avec des pareils hommes. »

Galice, en 1812.

« Toutes les classes avaient unanimement refusé de payer une con-

tribution extraordinaire imposée sur toute la province... L'armée déchirée par l'esprit de faction était devenue odieuse au peuple. » — Napier, t. IX, p. 29.

Aragon et Catalogne, en 1812.

« L'esprit de résistance diminuait de jour en jour et se serait infailliblement éteint sans les succès de Wellington, sans le bruit de la prochaine arrivée d'une armée anglaise en Catalogne. » — Napier, t. IX, p. 51.

« Le changement opéré dans les sentiments du peuple annonçait visiblement les progrès de l'invasion; l'enthousiasme était étouffé par la folie et la corruption des chefs qui, sans le vouloir, servaient la cause des Français. » — (Même écrivain.)

« Les troupes, réduites en nombre, manquaient de vivres, désertaient à l'ennemi, chose inconnue jusqu'alors en Catalogne... Les Français allaient librement d'un lieu à l'autre sans escorte, et les habitants des villes maritimes trafiquaient volontiers avec la garnison française de Barcelone, quand ni argent ni menaces ne parvenaient à faire fournir à l'escadre anglaise les choses dont elle avait besoin. » — Napier, t. IX, p. 52.

Valence, en 1812.

« Le peuple trouvait le gouvernement des envahisseurs moins oppressif que le sien. » — Napier, t. IX, p. 57.

Wellington à ....

Pero-Negro, 31 octobre 1810.

« Les artilleurs ordenanzas commencent à déserter les ouvrages, quoiqu'ils soient nourris et soignés comme l'armée anglaise. »

Wellington à lord Stuart.

Cartaxo, 18 janvier 1811.

« Depuis que je suis ici, j'ai toujours vu l'armée portugaise dans le même embarras et les mêmes difficultés, et il est avéré qu'elle se fût débandée plus d'une fois si l'armée anglaise n'eût partagé avec elle ses vivres, ses munitions, son argent.

« Sa Majesté devrait sommer l'évêque d'Oporto de dire clairement

dans quel but il refuse de concourir aux mesures nécessaires pour obtenir de l'argent et mettre le pays en état de continuer la guerre. »

Lettre de don Antonio Rocca.

1811.

« Tant que nous aurons dans notre gouvernement (Catalogne) des hommes avides, ignorants et perfides, il ne peut nous arriver rien de bon. Il faudrait être fou pour espérer que notre situation s'améliorera. »

Général comte Doyle au capitaine Bullen.

Ripol (Catalogne), avril 1811.

« Pourrez-vous croire que dans cette ville, la seule qui possède une fabrique d'armes, six mois se soient passés sans qu'on ait fabriqué un fusil! »

Sir Edward Pellew au capitaine Codrington, à bord du Caledonia.

22 juillet 1811.

« L'indécision, l'inactivité et la désunion visible des chefs espagnols ont été les principales causes des tristes résultats de cette lutte si pénible; on les a remarqués principalement dans les derniers événements de la Catalogne. »

Capitaine Codrington au général Lacy.

18 février 1812.

« Les juntes et les autorités municipales ont caché les fusils qu'elles avaient à leur disposition et ont refusé au peuple la permission d'attaquer l'ennemi. Pendant ce temps, la classe pauvre de la Catalogne, dont le cœur brûle du plus pur patriotisme, meurt de faim, et la classe opulente fournit à l'ennemi du blé et autres provisions. »

Le général Doyle à Stuart.

8 mars 1811.

« Il y a un fort parti français dans Valence. »

Le colonel Roche à Stuart.

Carthagène, 20 juin 1811.

« Depuis trois ans qu'on a abandonné l'armée de Murcie à elle-même, elle est restée dans l'état misérable où elle était au commencement de la révolution... La chose du monde la plus agréable aux Espagnols, pour le moment, serait de pouvoir rester neutres, et de laisser l'Angleterre et la France poursuivre seules la guerre et en payer tous les frais. »

M. Tupper à sir H. Wellesley.

Du 22 au 27 janvier 1812.

« Mon opinion est que les gens placés à la tête des affaires (dans les provinces de Valence et de Murcie) sont disposés, en les laissant aller si misérablement, à se soumettre au joug français. »

Le général Graham à Stuart.

9 mai 1810.

« La majeure partie de la population est indifférente à ce qui arrivera... Les habitants aimeraient assez qu'on fît tout pour eux sans qu'ils s'en mêlassent, et qu'on chassât l'ennemi afin qu'ils pussent aller manger des fraises à Chiclana. »

Wellington au marquis Wellesley.

Deleytosa, le 8 août 1809.

« ... Ces mesures sont aussi nécessaires à l'armée espagnole qu'à l'armée anglaise.

« Aucune troupe ne peut rendre de bons services, si elle n'est pas régulièrement sustentée, et c'est une erreur de croire qu'un Espagnol, un homme ou un animal de quelque pays que ce soit, puisse se livrer à aucune fatigue s'il n'est pas nourri.

« Il est vrai que les troupes espagnoles réclament plus vivement leur nourriture, et que, si elles ne la reçoivent pas régulièrement, elles sont plus tôt épuisées que les nôtres... Le plan d'opérations que je conseillerais à la nation espagnole serait généralement de se tenir sur la défensive. Il faut, tout en évitant les batailles rangées, qu'elle tire avantage de tous les points formidables que le pays lui offre pour se défendre et harasser l'ennemi. »

Wellington au vicomte Castlereagh.

Merida, le 25 août 1809.

« Il n'y a rien de pire que les officiers de l'armée espagnole, et il est extraordinaire que, lorsqu'une nation s'est dévouée à faire la guerre, comme l'a fait la nation espagnole, en y employant tous les moyens qu'elle a réunis dans ces deux dernières années, il y ait eu si peu de progrès accomplis dans les diverses parties du métier des armes, et que l'on y comprenne si peu tout ce qui regarde une armée. Ce sont de vrais enfants dans l'art de la guerre; ils ne font rien comme il faut, et ils ne savent que s'enfuir et se rassembler tumultueusement, comme dans l'état de nature.

« Je crois réellement qu'on doit attribuer en grande partie au gouvernement actuel de l'Espagne ce qu'il y a de défectueux dans le nombre, dans la composition, la discipline et l'activité de l'armée. On a tenté de gouverner le royaume en révolution en s'en tenant aux vieilles règles et aux vieux systèmes, à l'aide de ce que l'on appelle de l'enthousiasme; mais ce n'est pas l'enthousiasme qui peut aider à accomplir quoi que ce soit; ce n'est qu'une excuse pour le désordre qui règne partout, et pour le défaut de discipline et de subordination dans les armées.

« On est très-disposé à croire, en général, que c'est l'enthousiasme qui a dirigé les Français dans leur révolution, et qui a engendré tous les efforts qui leur ont fait presque conquérir le monde entier: mais en examinant les choses avec soin, on reconnaîtra que l'enthousiasme n'a été qu'un nom, et que la force seule a fait surgir ces grandes ressources qui, sous le régime de la *Terreur,* arrêtèrent les alliés, et que la persévérance dans le système d'appliquer forcément tout le monde et toutes les richesses au service de l'armée est la cause réelle qui leur a depuis fait conquérir l'Europe. »

Wellington au maréchal Beresford.

Badajoz, le 8 septembre 1809.

« Nous nous trompons en croyant que ce qui manque aux armées portugaises et espagnoles, c'est de la discipline proprement dite.

« Elles sont dépourvues de toute habitude et de tout esprit militaires; il n'existe pas de commandement dans ces armées; pas d'obéissance, pas de confiance mutuelle entre les officiers et les soldats; mais ce qui leur manque par-dessus tout, c'est une ferme résolution, de la part

des supérieurs, d'obéir aux ordres qu'ils reçoivent, quoi qu'il arrive, — ou la franchise de dire la vraie raison pour laquelle ils n'y obéissent pas. »

Wellington au comte de Liverpool.

Badajoz, le 14 novembre 1809.

« Votre Seigneurie verra, par ce que je lui exposerai dans la suite de cette lettre, qu'il est absolument impossible que le gouvernement portugais supporte la dépense de cette augmentation de solde des officiers de l'armée. Si je suis bien instruit de sa pensée, il sent la nécessité de cette dépense, mais il ne veut pas donner d'ordre à cet égard avant d'être certain d'avoir les moyens d'y faire face, etc... »

Wellington au major général Stewart.

Viseu, le 27 février 1810.

« Les revers qu'on a éprouvés pendant toute la guerre sont dus au caractère trop présomptueux des Espagnols. Ils n'ont en vue que le succès, et par suite négligent toute mesure propre à l'assurer. Jamais ils n'ont prévu une guerre prolongée, jamais ils ne s'y sont préparés, et tous ceux ou presque tous ceux qui ont eu à se mêler de leurs affaires, se sont imprégnés du même esprit et des mêmes sentiments.

« Sans faire attention aux énormes armées qui se répandent journellement en Espagne, ajoutées à celles qui s'y trouvaient auparavant et qui étaient déjà supérieures en nombre aux alliés, — sans s'arrêter au fait qu'il n'y a maintenant d'autre armée en campagne que l'armée anglaise, ils songent à des opérations offensives appuyées sur Cadix, et regardent l'île de Léon plutôt comme le camp retranché d'une armée (à peine mérite-t-il ce nom) que comme un poste fortifié à la possession duquel ils doivent tout sacrifier à l'avenir. »

Wellington au lieutenant général Hill.

Celorico, le 18 mai 1810.

« ... C'est une partie du système suivi par toutes les autorités espagnoles pour nous engager à prendre part aux opérations éphémères qu'ils vont entreprendre.

« On use de faux rapports et de supercheries de toute espèce, et en-

suite on nous fait insulter par le peuple pour nous faire voir ce qu'on pense généralement de notre conduite. Néanmoins rien de tout cela ne me fera dévier de la voie où je suis entré dans l'intérêt de la cause que je sers. »

Wellington à M. N.....

Alverca, 23 août 1810.

« Dans cet état de choses, je ne suis pas peu surpris que vous m'adressiez aussi légèrement des plaintes évidemment non fondées, et que vous donniez l'exemple d'un refus de logement à un officier, parce qu'il est marié et qu'il a des enfants.

« Il n'est agréable à qui que ce soit d'avoir des étrangers logés chez soi ; il n'est pas non plus très-agréable à nous, qui sommes étrangers et qui avons de bonnes maisons dans notre pays, d'être obligés de quêter des logements ici. Nous n'y sommes pas pour notre plaisir. C'est la situation de votre pays qui exige notre présence ; et vous, homme de bonne famille, ayant de la fortune et beaucoup à perdre, vous ne devriez pas être le premier à vous plaindre de notre présence parmi vous.

« Je fais tout ce que je peux pour alléger les inconvénients dont tout le monde doit souffrir.

« Nous payons tout ce que nous recevons à des prix fous et avec une ponctualité sans pareille, et j'ai établi pour règle de rechercher et de redresser les moindres torts que font les troupes sous mes ordres : c'est ce qui aura lieu notamment pour le tort que vous accusez N*** de vous avoir fait par sa conduite à l'égard de votre domestique. »

Wellington au comte de Liverpool.

Cartaxo, le 21 décembre 1810.

« Votre Seigneurie pensera peut-être que ce tableau de la situation de la Péninsule est bien triste ; mais elle peut compter qu'il est fidèle.

« L'état des affaires en Espagne est dû aux défauts du caractère national, exagérés par les faux principes d'après lesquels toutes les affaires du pays ont été conduites, depuis qu'il a tenté de secouer le joug de la France. Les Espagnols n'ont ni armée, ni moyens d'en lever une; ni pouvoir de discipliner celle qu'ils lèveraient; ni ce qu'il faudrait

pour armer, équiper, habiller ou nourrir ce qui pourrait être rassemblé sous le nom d'armée.

« La guerre dans la Péninsule, pour ce qui regarde les Espagnols, ne peut donc pas prendre une forme régulière. Il faut qu'elle se borne à des opérations de guerillas, sur lesquelles on ne peut établir des combinaisons comme sur les opérations de troupes régulières. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 27 décembre 1810.

« Vous avez parfaitement raison d'attribuer toutes les fautes du gouvernement au manque d'argent.

« Il pourrait y suppléer, j'en suis convaincu, par les moyens en son pouvoir ; mais il ne veut rien faire, à moins d'y être contraint. Je suis très-mécontent du gouvernement, et s'il ne change pas complétement de système, j'informerai nos ministres que la guerre ne peut marcher tant que les choses resteront dans l'état où elles sont. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 18 janvier 1811.

« Il y a quelque chose de très-extraordinaire dans la nature du peuple de la Péninsule. Je le crois réellement, surtout celui du Portugal, rempli de loyauté, dans les meilleures dispositions, et haïssant cordialement les Français ; mais il y a dans sa conduite et dans ses habitudes une indolence et même une imposibilité de se remuer, soit pour sa propre sûreté, soit pour celle de son pays et de ses alliés, qui déconcertent tous nos calculs et tous nos efforts. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 16 janvier 1811.

« Il doit être évident pour le patriarche et pour tous ceux qui connaissent la situation réelle des affaires en Portugal, que si le gouvernement ne fait pas de grands efforts pour mettre de niveau les ressources avec les dépenses nécessaires, tous les plans et les systèmes d'opérations se vaudront, car l'armée ne pourra en suivre aucun. En ce moment, quoique tous les corps soient concentrés dans le voisinage de leurs magasins, avec des moyens faciles de transport par le Tage, les

troupes portugaises manquent souvent de vivres, parce qu'il n'y a pas d'argent pour payer les frais de transport ; et tous les départements de l'armée portugaise, y compris les hôpitaux, sont également dépourvus de fonds pour acquitter leurs dépenses indispensables et faire leur service. Cette pénurie et ces difficultés ont toujours existé depuis que je connais l'armée portugaise ; et il est notoire qu'elle se serait débandée plus d'une fois, si elle n'avait reçu des secours en provisions et munitions de l'armée anglaise. En désirant que Sa Majesté et le prince régent m'ôtent le commandement de leurs armées, Son Éminence l'évêque d'Oporto cherche à se débarrasser d'une personne qui, dans sa conviction, ne peut ou ne veut pas remplir les devoirs de sa charge ; en s'opposant à améliorer les ressources du pays, elle décèle un changement d'opinion sur la guerre, un désir de perdre les avantages qu'on avait obtenus, et d'abandonner l'indépendance de son pays, ainsi que la protection des existences et des propriétés de ses compatriotes. »

Wellington au maréchal Beresford.

Cartaxo, le 34 janvier 1811.

« Je dois faire observer que si personne ne veut rester dans une situation qui ne lui convient pas, et si tout le monde ne veut faire que ce qui lui plaît, nous avons entrepris une tâche au-dessus de nos forces. Bien que j'y sois accoutumé, je déclare que je n'ai ni la santé ni le courage de surmonter tous les embarras du service, traversé et contrarié comme il l'est par les besoins qu'éprouvent les armées espagnoles et portugaises, par l'obstination avec laquelle on continue à contrecarrer et à rendre inutiles toutes les mesures prises pour les mettre en bonne voie ou pour les sauver, et par les difficultés semées sur notre chemin par notre propre gouvernement et par nos officiers. »

Wellington au marquis Wellesley.

Cartaxo, le 26 janvier 1811.

« ...Il n'y a ni subordination, ni discipline parmi les officiers et les soldats de leurs armées; on n'a même pas essayé (et c'eût été en vain qu'on l'eût essayé) d'y établir l'une et l'autre. C'est, je crois, ce qui a été la cause de la lâche conduite dont nous avons été si souvent témoins chez les troupes espagnoles. Leur pays les a prises en haine ; et les habitants paisibles, dont un grand nombre détestaient les Fran-

çais pour les maux que ceux-ci leur avaient faits, souhaitaient presque l'établissement du gouvernement de Joseph pour être protégés contre les attentats de leurs propres troupes. Il faut donc payer et faire vivre ces armées si l'on veut en tirer quelque service; or, quant à présent du moins, je ne vois d'autre chance pour qu'elles soient payées que de recourir à la bourse des Anglais. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Cartaxo, le 2 février 1811.

« Malheureusement des réponses et des rapports de la junte sur les vivres ne sont pas des vivres! Je n'ai jamais adressé une plainte au gouvernement portugais que je n'aie reçu pour réponse des volumes de papier. »

Wellington au comte de Liverpool.

Louzao, le 16 mars 1811.

« Le maréchal sir W. Beresford et moi nous avions pressé plusieurs fois les gouverneurs du royaume de prendre des mesures pour approvisionner régulièrement les troupes, et d'entretenir des établissements pendant que l'armée était dans ses cantonnements sur le Rio Mayor. Ils n'eurent aucun égard à ces représentations, et quand l'armée dut aller en avant, les troupes portugaises n'avaient ni provisions, ni moyens de s'en faire apporter. Elles avaient à traverser un pays ravagé et épuisé par l'ennemi. Il est vrai, à la lettre, que la brigade du général Pack et celle du colonel Ashworth n'eurent rien à manger pendant quatre jours, quoiqu'elles fussent constamment en marche et aux prises avec l'ennemi. Je fus obligé d'ordonner au commissaire général anglais de fournir des vivres aux troupes portugaises pour qu'elles ne mourussent pas de faim. Il en est résulté que les vivres destinés à l'armée anglaise sont épuisés, et que nous sommes obligés de nous arrêter jusqu'à ce qu'il nous en arrive, ce qui aura lieu, je l'espère, aujourd'hui.

Wellington à M. Charles Stuart.

Pombeiro, le 18 mars 1811.

« Il est inutile de proposer aucune disposition sur ce point ou sur tout autre, si le gouvernement portugais n'en exécute aucune. Je ré-

pète que les choses ne peuvent continuer à aller ainsi. Il faut que le système du gouvernement soit radicalement changé pour l'alimentation des troupes, ou bien je prierai le gouvernement de Sa Majesté de retirer son armée.

« L'opinion dominante de quelques membres du gouvernement, c'est que les troupes portugaises n'ont besoin que de peu de nourriture, et même qu'elles peuvent s'en passer tout à fait.

« Dans le nombre des bonnes qualités qu'elles possèdent, elles ont surtout celle de supporter les privations avec patience; mais on ne peut pas faire le métier de soldat sans manger.

« Trois hommes de la brigade du général Pack sont morts de faim nier en route ; 150 autres environ sont tombés de faiblesse, et dans ce nombre beaucoup sont morts par la même cause. »

Wellington au lieutenant général Graham.

Santa-Marinha, le 25 mars 1811.

« La conduite des Espagnols dans toute cette expédition est conforme à ce que j'ai toujours remarqué. Ils font marcher les troupes jour et nuit, sans vivres et sans repos, et ils injurient quiconque propose de s'arrêter un moment pour donner l'un et l'autre aux soldats affamés et harassés de fatigues. Ils atteignent l'ennemi dans un état tel qu'ils ne peuvent faire le moindre effort, ni suivre aucun plan, si tant est qu'il y ait un plan de formé; alors quand arrive le moment de l'action, ils sont tout à fait incapables de se mouvoir ; on dirait qu'ils ne sont là que pour être témoins de la destruction de leurs alliés; puis le combat terminé, ils injurient ces alliés de ce qu'ils ne continuent pas à faire, sans être soutenus, des efforts au-dessus de la nature humaine. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Villa-Mayor, le 8 avril 1811.

« ... Je leur recommande de donner une attention sérieuse à la nature de la tâche qu'ils ont à remplir.

» La popularité, toute désirable qu'elle soit pour les individus, ne formera, ne nourrira, ni ne payera une armée; elle ne la mettra pas en état de marcher et de combattre; elle ne lui donnera pas l'énergie nécessaire pour des services longs et pénibles. Les ressources qu'un gouvernement sage doit se procurer à cette fin, il faut qu'il les tire du

peuple, non par des mesures qui donneront de la popularité à ceux qui entreprennent de gouverner un pays dans des circonstances critiques, mais par des mesures qui doivent avoir momentanément un effet contraire.

« L'enthousiasme du peuple pour un individu quelconque n'a jamais sauvé un pays. Il faut imposer à ce peuple des lois et des règlements qui l'obligent à faire les sacrifices, et à payer les contributions nécessaires pour mettre le gouvernement en état de conduire la guerre à bonne fin. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Villa-Formosa, le 11 avril 1811.

« Je vous prie d'informer le gouvernement portugais que je me propose d'écrire par le prochain paquebot aux ministres de Sa Majesté, que mon avis est qu'ils ne peuvent pas décidément continuer à risquer une armée anglaise dans ce pays, quand le gouvernement portugais ne fait d'efforts d'aucun genre pour la soutenir. »

Wellington à M. Charles Stuart.

Elvas, le 22 mai 1811.

« Mais je suis fermement d'avis, qu'à moins que le gouvernement portugais ne change tout à fait de système, il sera impossible à l'armée anglaise de rester dans le pays, si nous ne sommes pas en état de garder notre supériorité, et j'encourrais une responsabilité très-grave si je ne communiquais pas mon opinion aux ministres du régent. Y a-t-il eu jusqu'à présent un magistrat puni ou destitué pour avoir négligé de remplir son devoir?

« A-t-on apporté le moindre changement au vieux système qui permet à chaque benêt de faire ce qu'il veut, pourvu seulement qu'il crie *vivat* et qu'il se présente aux levers des membres du gouvernement et des ministres? A-t-on réellement pris les mesures efficaces qui ont été recommandées, soit pour faire venir au trésor de l'argent dont on a tant besoin, soit pour lever des recrues pour l'armée et pour la milice, afin de donner à la première une force égale à son nombre, ou pour obliger la dernière à faire son devoir?

« Une nouvelle invasion nous retrouverait exactement tels que nous étions l'année dernière, et je ne pense pas qu'il serait sûr d'engager l'ar-

mée du roi dans ce pays après des circonstances aussi décourageantes, et après la connaissance que l'ennemi a acquise du pays, de ses routes, etc., etc. »

Wellington au général sir B. Spencer, chevalier du Bain.

Elvas, le 22 mai 1811.

« Je suis allé hier à Albuera, et j'ai vu le champ de bataille. Nous occupions une très-bonne position, et je crois que nous aurions remporté une victoire complète, sans éprouver de grandes pertes, si les Espagnols avaient manœuvré; mais malheureusement ils ne le peuvent pas. »

Wellington à H. Wellesley.

Elvas, le 23 mai 1811.

« ... Quelle pitié que les Espagnols ne s'appliquent pas sérieusement à discipliner leurs troupes! Nous faisons maintenant tout ce que nous voulons des troupes portugaises; nous les faisons manœuvrer sous le feu de l'ennemi comme les nôtres, et nous avons quelque confiance en elles; mais ces Espagnols ne font autre chose que de rester comme des thermes, et nous nous estimons très-heureux lorsqu'ils ne s'enfuient pas. »

Wellington au comte de Liverpool.

Elvas, le 22 mai 1811.

« A Talavera, l'ennemi aurait été détruit, si nous avions pu mettre en mouvement l'armée espagnole; à Albuera, la chose la plus naturelle était de faire soutenir les Espagnols de la droite par les Espagnols qui se trouvaient près d'eux; mais tout mouvement de la part de ce corps eût amené une confusion inextricable : on fut dans la nécessité de faire venir les Anglais au secours de la droite, et c'est ainsi que nos troupes essuyèrent de grandes pertes. C'est la même raison, je crois, la difficulté et le danger de mettre en mouvement les troupes espagnoles, qui fit que le général La Pena ne vint pas au secours du général Graham à Barrosa. »

Wellington à J. Villiers.

Elvas, 25 mai 1811.

« Ces circonstances m'ont mis en discussion directe avec ce personnage, et je me suis plaint de lui au prince dans une lettre écrite à ce dernier au mois de décembre passé, lettre que j'envoyai ouverte à la régence : j'y disais que, selon moi, il n'y aurait aucun avantage pour lui à nous garder en même temps à son service le principal Souza et moi. Le prince a fait à cette lettre une réponse qui démontre que l'intrigue est opiniâtre à l'œuvre au Brésil. Tout cela cependant me serait indifférent, de même qu'il m'est indifférent de savoir quels sont ceux qui gouvernent le royaume, si les choses n'avaient pas empiré de manière à menacer l'existence du pays, dans le cas où les Français viendraient encore à l'envahir. Nous ne pouvons obtenir du gouvernement qu'il fasse la moindre chose.

« Tous les départements de l'armée sont pires qu'inutiles; l'armée est loin d'être complète; nous n'avons vraiment pas 20,000 hommes de troupes portugaises en campagne; et il s'est présenté dernièrement des circonstances qui ont démontré si bien le danger réel du système d'après lequel nous agissons, que je n'ai pu m'empêcher de déclarer à notre gouvernement qu'à mon avis, on ne devrait pas y soumettre l'armée anglaise, si les Français parvenaient de nouveau à prendre le dessus dans le pays.

« Forjas a envoyé sa démission; M. Stuart ne siége plus dans la régence; je n'ai plus de correspondance avec elle, et je pense que le pays est perdu, si nous ne pouvons pas rétablir l'influence de la Grande-Bretagne (non celle de N***) dans les conseils du Brésil. Après tout ce que vous avez fait ici, cet exposé ne vous sera pas très-agréable; mais il est parfaitement vrai; et je vous assure que je n'ai pas exagéré les conséquences qui résulteront, suivant toute apparence, de cet état de choses si les Français renouvellent leur attaque. Le pis est que je ne sais comment y remédier. L'éloignement du principal Souza du gouvernement ne suffirait plus maintenant, et je ne vois d'efficacité que dans un changement radical de système tant ici qu'au Brésil. »

Wellington au colonel Gordon.

Quinta de Granicha, le 13 juin 1811.

« Ces malheureux gouvernements de la Péninsule en étaient venus à un tel état de décrépitude, qu'il n'y avait, je crois, aucune autorité

debout en Espagne et en Portugal avant que les Français eussent envahi ces contrées. L'invasion française n'a pas amélioré cet état de choses, et depuis ce qu'on appelle révolution en Espagne et restauration en Portugal, je ne sache pas qu'il y ait eu d'autre crime puni dans ces deux pays que celui d'être partisan des Français. Les malversations dans les charges, la négligence de tous les devoirs, la désobéissance aux ordres, l'inobservance des règlements, toutes choses qui, bien plus que les complots des partisans des Français, tendent au renversement des plans arrêtés pour les opérations militaires et à la ruine d'un État engagé dans une guerre, ont passé inaperçues; et malgré les plaintes nombreuses que le maréchal Beresford et moi nous avons formulées, je ne sache pas qu'aucun individu ait été puni ou même privé de son emploi. La cause de ce mal est dans le principe erroné d'après lequel les gouvernants se sont conduits. Ils se sont figuré que le plus solide fondement de leur pouvoir était dans une popularité basse et vulgaire, qui se manifestait par les cris de la populace de Lisbonne, et par la présence régulière à leur lever, par les révérences et les courbettes des gens en place, dont le temps aurait dû être mieux employé. Pour obtenir ces niaises adulations, le gouvernement en Portugal, de même que les divers gouvernements en Espagne, ont négligé de remplir le devoir essentiel de tout gouvernement, c'est-à-dire de forcer tous ceux qui sont haut placés à faire leur devoir, d'où il serait résulté que depuis longtemps ces pays auraient été hors de danger. . . . .

« Outre les embarras de toute espèce qui nous environnent de toutes parts, j'ai encore à lutter contre l'ancienne inimitié des deux nations, semblable à celle qu'on voit entre chien et chat. Ni le sentiment du danger commun, ni l'intérêt commun, ni rien autre ne peut l'emporter sur cette inimitié, même chez les particuliers.

« Nos transports, qui sont le grand levier du commissariat, se font en grande partie, sinon entièrement, par des muletiers espagnols. Pour obliger M. Kennedy, ils porteraient probablement une ou deux fois des vivres à un régiment portugais; mais ils aimeraient mieux nous quitter et passer aux Français plutôt que de se voir forcés à faire constamment ce service. »

Wellington au capitaine général don F. X. Castanos.

Portalègre, le 24 juillet 1811.

« Il est inutile de songer à des plans de coopération entre mon

armée et celle de l'Espagne, plans qui devraient être basés sur les opérations actives et offensives de toutes les parties des armées de chaque nation. Je m'abuserais moi-même, je vous tromperais ainsi que les gouvernements des deux pays, si j'entrais dans votre idée; l'exécution d'un semblable plan me ferait courir le risque de perdre mon armée sans aucun résultat. »

Wellington à Son Excellence Charles Stuart.

Portalègre, le 24 juillet 1811.

« J'espère bien que le temps n'est pas éloigné où l'armée anglaise, fatiguée de tels procédés, fera partager à la nation anglaise le dégoût qu'ils doivent inspirer, ainsi que le désir d'abandonner à son sort un pays dont le gouvernement et les classes les plus élevées l'ont traitée si indignement. »

Wellington au très-honorable H. Wellesley.

Castello-Branco, le 2 août 1811.

« Les Espagnols oublient que c'est la folie et la trahison de leurs propres généraux qui les ont mis dans l'état où ils sont maintenant. Nous ne leur rappelons pas assez souvent que la cause pour laquelle nous nous battons est essentiellement la leur, quelque grand que soit l'intérêt que nous y avons. Qui, malgré nos avis et nos supplications, a perdu la bataille d'Ocana, et par suite l'Andalousie ? Qui a livré traîtreusement Badajoz quand nous marchions à son secours? Est-ce nous qu'il faut blâmer, si les armées espagnoles sont dans un état tel qu'on ne peut les mettre en face de l'ennemi, ou si les Cortès ont négligé de faire leur devoir, si elles ont usurpé les pouvoirs du gouvernement exécutif, et perdu leur temps en débats inutiles? Est-ce à nous la faute si la mauvaise administration des colonies américaines a privé l'Europe des espèces monnayées qu'elles fournissaient ordinairement, et si la Grande-Bretagne surtout est dans l'impossibilité de trouver de l'argent pour conduire ses propres opérations ou pour aider ses alliés?

« Examinez tout ce qui se passe en Espagne, et l'inexpérience et la folie des principaux personnages de ce pays vous sauteront aux yeux, J'ai informé N*** de mon intention d'attaquer Ciudad-Rodrigo et du plan que j'avais formé pour cela; lui seul a reçu cette confidence. Le succès dé-

pendra surtout du temps pendant lequel je pourrai cacher mon projet à l'ennemi : or des femmes espagnoles de Portalègre ont appris le secret, et l'ennemi le saura bientôt ! Pourtant N*** est un de ceux qui valent le mieux parmi les Espagnols. »

Wellington au comte de Liverpool.

Fuente-Guinaldo, le 13 septembre 1811.

« J'ai déjà, grâce à la négligence du gouvernement portugais, livré une bataille sur cette frontière avec des équipements défectueux de tous genres ; je suis à la veille d'en livrer une autre ; mais je ne le ferai point. Il n'y a pas d'officier dans l'armée qui souffrirait ce que j'endure journellement pour empêcher que la machine ne se détraque : cela ne peut pas durer. »

Wellington au comte de Liverpool.

Freneda, le 4 décembre 1811.

« Les Français commencent à s'apercevoir qu'ilssont dans l'impossibilité de tenir leurs grandes armées réunies pour toute opération de longue durée, et qu'ils ne peuvent rien faire avec de petits corps.

« Le malheur est que nous éprouvons à peu près les mêmes difficultés. Nous ne pouvons rien entreprendre avec un petit corps de troupes, et un corps considérable mourrait de faim. Mais nous jouissons dans la Péninsule d'avantages que n'ont pas les Français. Nous tenons toutes les rivières navigables, dont nous nous servons pour transporter nos vivres aussi loin que possible, et la puissance sur mer de la Grande-Bretagne protége l'arrivage de ces vivres et l'établissement de nos magasins sur la côte. »

Wellington au comte de Liverpool.

Gallegos, le 7 janvier 1812.

« Que pensez-vous de chariots vides qui mettent deux jours à faire dix milles sur une bonne route ? Après tout, je suis forcé de paraître content, autrement ils déserteraient tous ! »

Wellington au très-honorable H. Wellesley.

Freneda, le 9 février 1812.

« Il n'y a rien de nouveau ici ; nous continuons à travailler aux ou-

vrages de Ciudad-Rodrigo ; non-seulement nous en payons toutes les dépenses ainsi que celles des magasins de la place, mais nos soldats sont les ouvriers qui les exécutent. Voilà ce qu'on appelle l'enthousiasme espagnol ! Je n'ai aucun doute sur la bonne volonté du peuple ; mais j'en ai sur les talents de ses chefs pour le faire agir. »

Wellington au général don Carlos de Espana.

Badajoz, le 20 mars 1812.

« Votre Excellence ne m'avait pas dit que, faute du secours de 15 ou 20 soldats anglais artificiers, et dont les services sont nécessaires pour d'autres objets essentiels à la cause espagnole, tout l'ouvrage resterait en suspens. Est-il possible que Votre Seigneurie parle sérieusement ? Est-il possible que la Castille ne puisse fournir 15 ou 20 tailleurs de pierres, maçons et charpentiers pour réparer ce poste important ? Comment donc tous les grands ouvrages que nous voyons dans ce pays ont-ils été faits ? Mais la lettre de Votre Seigneurie me suggère cette triste réflexion, que tout ce qui regarde la guerre, comme tout ce qui est d'une exécution difficile, doit être fait par des soldats anglais. Il est de mon devoir de porter positivement ce fait à la connaissance des armées alliées. »

Wellington au comte de Liverpool.

Badajoz, le 27 mars 1812.

« Mon intention avait été de commencer les opérations contre Badajoz du 6 au 8 mars, et toutes les dispositions étaient faites en conséquence ; mais la grande et riche ville d'Evora, qui n'avait souffert en aucune façon de la guerre, ne m'ayant pas fourni de chariots, je ne pus commencer que le 17, et les troupes furent ainsi exposées et contraintes à faire tous les travaux du siége pendant les pluies de l'équinoxe, ce que j'avais voulu éviter. En ce moment, les poudres pour le siége, beaucoup de projectiles et d'objets nécessaires aux ingénieurs ne sont pas arrivés à Elvas, ce qui nous oblige à consommer les munitions de cette garnison. Je ruine les équipages de l'armée en faisant transporter les munitions d'Elvas sur le terrain du siége, parce que le pays ne me donne aucun secours, ou que celui qu'il me prête est au-dessous des besoins du service.

« J'espère que le gouvernement de Sa Majesté usera de l'influence qu'il a sur le prince régent de Portugal pour lui faire ordonner au

gouvernement local, non-seulement de porter une loi qui ait pour objet d'équiper les armées de manière à les mettre en état de défendre le pays, mais encore de faire que cette loi soit exécutée, et que le peuple du pays comprenne qu'il faut obéir à ses prescriptions. »

Wellington à Son Excellence Charles Stuart.

Fuente-Guinaldo, le 26 avril 1812.

« D'après ce principe de tromper le peuple, le gouvernement local du Portugal ne compte, en toute occasion, que sur les ressources et les secours de la Grande-Bretagne. Avec cette manière de voir, lorsqu'on lui recommande de réformer les abus dans les douanes ou dans toute autre branche de revenu, de supprimer les établissements inutiles, de mettre de l'économie dans ses dépenses, afin d'être en état de pourvoir aux besoins de la guerre, ce gouvernement s'y refuse, ou ne s'en occupe pas, et puis fait de nouvelles demandes d'emprunts et de subsides à la Grande-Bretagne.

« Dans le but de déguiser au peuple la véritable nature de la guerre, toutes les mesures qui ont été conseillées, pour mettre l'armée à même de tirer parti des ressources du pays, ont été rendues vaines. Le gouvernement de Portugal s'y serait opposé ou les aurait refusées, si cela eût été possible, après les ordres donnés en dernier lieu par le prince régent; mais on les a adoptées de si mauvaise grâce, que ce qu'on a fait n'a servi de rien. D'après le même principe aussi, les magistrats n'ont exécuté ces mesures que dans l'esprit où le gouvernement les avait adoptées. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Fuente-Guinaldo, le 3 mai 1812.

« Je connais assez bien le sentiment de quelques-uns de ces officiers, entre autres d'Alava lui-même, sur l'emploi des officiers anglais dans les affaires de l'Espagne, et je suis intimement convaincu que cette proposition n'est nullement due au désir d'améliorer le système militaire des Espagnols ; il ne faut l'attribuer qu'au désir de ne plus faire partie de la garnison de Ciudad-Rodrigo. Ils abhorrent la contraite qu'impose la garde d'une place forte. Ils abhorrent d'être exposés à mon inspection dans les visites que je fais parfois à la garnison,

et à mes reproches sur leur indolence et leur manque de discipline; reproches que j'ai acquis le droit de leur faire par les secours de toute espèce que je leur ai donnés. Ils abhorrent par-dessus tout la perspective d'être un jour ou l'autre attaqués dans Ciudad-Rodrigo. Ce dernier sentiment est commun à tous les Espagnols. Je vous renvoie là-dessus à ce que dit Roche avec tant de vérité : « lorsqu'un officier ou un soldat espagnol prend la fuite, le dernier endroit où il courra est une ville fortifiée, quoiqu'il soit sûr d'y recevoir toute espèce de secours..... »

« D'abord, je regarde les troupes anglaises comme les meilleures que nous ayons, et je ne veux pas les confiner dans une garnison. En second lieu, les troupes portugaises sont, après les troupes anglaises, les meilleures qui soient dans la Péninsule, et je ne mettrai dans les garnisons que celles que je serai dans la nécessité d'employer de cette manière. Je suis forcé d'avoir des troupes portugaises régulières à Elvas et un régiment à Abrantès ; mais les forts portugais, en général, sont occupés par la milice portugaise, qui, de même que toute autre milice, ne peut pas régulièrement être envoyée au delà des frontières du Portugal, et si on l'y envoyait pendant quelque temps, elle déserterait.

« J'insiste donc sur ce point, que les troupes espagnoles sont les garnisons qui conviennent aux forteresses espagnoles. Si le gouvernement espagnol diffère d'avis avec moi sur ce point, et s'il insiste pour que je mette des garnisons dans les forts que nous avons pris à l'ennemi et que je lui ai remis, ou s'il ne prend pas les moyens d'y mettre et d'y entretenir des garnisons suffisantes, je vous avertis que je détruirai Badajoz et Ciudad-Rodrigo. Il ne sera d'aucun avantage, ni pour le gouvernement espagnol, ni pour moi, que je sois attaché comme un esclave à la garde de ces deux places, pour les préserver des maux que ferait craindre le défaut ou l'insuffisance des provisions chez elles.

« Les troupes espagnoles, toutefois, ne seront pas meilleures pour former la garnison de ces places (à moins qu'elles ne soient disciplinées, payées et nourries), qu'elles ne le sont pour les autres services militaires, et je ne vois de chance pour elles de devenir disciplinées qu'autant qu'elles seront payées et nourries.

« Quant à l'emploi des officiers anglais dans les troupes espagnoles, je conserve à cet égard la même opinion que j'ai toujours eue. Des officiers anglais seront pires qu'inutiles, s'ils ne sont pas soutenus dans leurs efforts par l'autorité du commandant en chef, qui doit avoir

l'appui sincère du gouvernement, si l'on veut qu'il ait de l'autorité. Les officiers anglais, d'ailleurs, ont besoin qu'il y ait au-dessus d'eux une autorité très-forte et qui soit exercée avec une grande rigueur, afin de les retenir dans l'ordre et dans les limites voulues ; l'histoire de nos campagnes en Portugal fournira plus d'un exemple de la vérité de ces deux opinions. Les officiers anglais auraient plus de difficultés à vaincre en Espagne qu'ils n'en ont eu en Portugal, et plus de tentations et d'occasions d'abuser de leur autorité.

« Je conserve aussi la même opinion relativement au commandement des armées espagnoles qu'on voudrait me donner. Je pense que des troupes qui ne sont ni payées, ni nourries, ni disciplinées (et elles ne peuvent être disciplinées et avoir de la subordination qu'autant qu'elles soient payées et nourries), ne sont dangereuses que pour leurs amis, lorsqu'elles sont réunies en corps considérables. Comme *guerillas,* elles peuvent être de quelque utilité ; mais il vaut mieux, sans doute, que ces hommes soient sous les ordres d'un officier *guerilla,* plus au fait de son métier, que ce qu'on appelle un officier au service régulier d'Espagne ; connaissant mieux le pays, théâtre de ses opérations ; connaissant mieux aussi les habitants, et en étant mieux connu, n'ayant enfin aucune prétention à une réputation militaire.

« Je ne commanderai jamais de mon plein gré des troupes qui ne peuvent ni ne veulent obéir ; et conséquemment, je désire n'avoir rien de commun avec le commandement des troupes espagnoles, jusqu'à ce que j'aie vu adopter les moyens de pourvoir à leur nourriture et à leur paye, et jusqu'à ce que je sois certain que la satisfaction de ces deux besoins a eu pour effet d'introduire parmi elles un système régulier de subordination et de discipline. »

Wellington au comte de Liverpool.

Fuente-la-Pena, le 30 juin 1812.

« En même temps, je demande la permission d'exprimer à Votre Seigneurie combien il est impossible d'espérer que cette armée ou toute autre puisse mener à bien les opérations en Espagne, étant aussi mal pourvue d'argent qu'elle l'est. Nous ne pouvons rien obtenir du pays sans le payer comptant, et chaque jour de marche augmente notre éloignement de nos magasins et la difficulté de communiquer avec eux. La solde des troupes est arriérée de quatre mois et celle de

l'état-major de six. On doit près de douze mois aux muletiers, et nous sommes endettés pour les articles de fournitures de toute espèce.

« Je prie Votre Seigneurie de faire attention à l'impossibilité où nous sommes de rester plus longtemps dans la position avancée que nos succès nous ont permis de prendre, et de réfléchir aux conséquences qui, dans un pareil état de choses, résulteraient d'un échec. »

Wellington au comte Bathurst.

Flores da Avila, le 24 j uillet 1812.

« L'armée alliée, à l'exception de la troisième division et de la cavalerie du général d'Urban, traversa également la Tormès dans la soirée, par le pont de Salamanque et les gués voisins ; je l'établis dans une forte position ayant sa droite sur une des deux hauteurs appelées dos Arapiles, et sa gauche sur la Tormès, au-dessous du gué de Santa-Marta. »

Wellington au comte Bathurst.

Madrid, le 10 avril 1812.

« Je ne m'attends pas à beaucoup d'efforts de la part des Espagnols, malgré tout ce que nous avons fait pour eux. Ils crient *vivat,* ils sont très-épris de nous et haïssent les Français; mais ils sont, en général, de toutes les nations que j'ai connues, la moins capable de faire des efforts utiles. C'est le peuple le plus vain et en même temps le plus ignorant, principalement en fait de guerre, et par-dessus tout de la guerre qui a lieu dans son propre pays.

« Je ne puis rien faire avant que le général Castanos soit arrivé, et j'ignore où il est. Je crains bien que tout ce que nous avons de mieux à espérer d'eux ne soit de leur apprendre à ne pas se faire battre.

« Si nous pouvons y réussir, je me charge du reste. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Madrid, le 23 août 1812.

« Que faire de cette nation perdue? Quant à lever des hommes, exiger des vivres, ou prendre quelque mesure pour les mettre en état

de continuer la guerre, il n'en faut pas parler. C'est une vérité, qu'il n'y a personne capable de les exciter à faire des efforts ou de profiter de l'enthousiasme du peuple et de son inimitié contre les Français. Les *guerillas* même se tiennent en repos dans les grandes villes, s'y divertissent et pillent ce qu'il y a de meilleur et de plus précieux. En attendant, personne ne s'occupe de faire des efforts, soit pour augmenter, soit pour consolider nos avantages. C'est là une fidèle peinture de l'état des affaires, et quoique j'espère encore pouvoir me maintenir dans la Castille, et même accroître nos avantages, je tremble lorsque je réfléchis à l'immensité de la tâche que j'ai entreprise avec des moyens insuffisants pour faire la moindre chose, et sans secours d'aucune espèce de la part des Espagnols, je puis même dire sans l'aide d'aucun individu de la nation espagnole. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Villa-Toro, le 2 octobre 1812.

« J'ai le plus vif désir de faire tout mon possible pour arriver à atteindre le but légitime où tend la nation espagnole dans sa juste guerre contre la France, et je ne vois aucune objection à me charger encore de la peine et de la responsabilité qui devront peser sur moi, en me mettant à la tête des armées espagnoles. Mais je ne puis faire connaître que j'accepte l'honneur que m'ont conféré les cortès et le gouvernement, avant d'avoir obtenu le consentement de Son Altesse Royale le prince régent, à qui j'en écrirai immédiatement. »

Wellington au comte Bathurst.

Villa-Toro, le 5 octobre 1812.

« Je suis bien fâché de ne pas pouvoir dire que les troupes espagnoles ont fait des progrès sous le rapport de la discipline, de l'équipement, de l'organisation et de l'esprit militaire. Je ne doute pas que, réunies à nos troupes sur le même champ de bataille, elles ne se comportent bien, et il serait possible, par de bonnes dispositions, d'empêcher le retour de ces désastres terribles éprouvés par des corps détachés, et qui ont permis à l'ennemi de se répandre dans le pays et de mettre presque fin à la guerre. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley.

Rueda, le 1er septembre 1812.

« Les projets pour lever des brigades et pourvoir les armées n'ont pas le sens commun.

« J'ai bien peur que la faible épreuve que le pays a faite du gouvernement des cortès ne l'ait dégoûté de cette assemblée. Les cortès sont très-impopulaires partout, et elles le méritent, à mon avis. Rien n'est plus cruel, plus absurde ni plus impolitique que leurs décrets contre les personnes qui ont servi l'ennemi. Par le fait, ils privent l'État de la plupart de ses meilleurs et de ses plus honnêtes serviteurs et ils soumettent à une enquête la conduite de personnes qui ont rendu les services les plus importants, mais secrets, et par conséquent jalousés.

« Il est extraordinaire que la révolution en Espagne n'ait pas produit un seul homme qui connaisse la situation réelle du pays. On dirait vraiment qu'ils sont tous ivres, s'occupant dans leurs pensées et dans leurs discours, de toute autre chose que de l'Espagne. Dieu sait comment tout cela finira ! »

Wellington au comte de Liverpool.

Ciudad-Rodrigo, le 23 novembre 1812.

« Il n'est pas facile en Espagne de juger les forces des armées ennemies. La disposition des Espagnols à exagérer leurs avantages entraîne les mieux intentionnés d'entre eux à tromper; ils ne veulent pas admettre que les Français aient plus d'hommes qu'ils ne leur en ont vu. Le chiffre de l'armée actuellement en Castille m'a été annoncé être de 15,000 hommes, et depuis il a parcouru tous les nombres entre 15,000 et 90,000. Je ne me suis jamais trompé dans mon estimation des forces de l'ennemi, en m'en rapportant aux états, après avoir fait déduction raisonnable des pertes éprouvées pendant le temps écoulé depuis leur date. La seule fois que je me sois trompé gravement a été à Burgos, où je m'en rapportai au bruit du pays, et où je fus porté à croire que les opérations de sir H. Popham continuaient d'occuper Caffarelli. »

Wellington à don J. de Carvajal, ministre de la guerre, à Cadix.

Freneda, le 4 décembre 1812.

« Je suis désolé d'avoir à vous informer que la discipline des armées

espagnoles est au plus bas, et que leur puissance par conséquent est bien tombée. Les officiers ni les troupes n'ont point été payés depuis des mois, que dis-je? depuis des années. On ne doit donc pas s'attendre à ce que les troupes soient en bon état, ou montrent beaucoup plus de subordination dans le service. Plusieurs circonstances qui sont venues à ma connaissance et ont frappé mes yeux dernièrement prouvent que le mal est profondément enraciné, et qu'il demande un remède plus énergique que la simple suppression des causes qui l'ont amené dans l'origine, je veux dire le défaut de solde, de vêtements et d'effets de première nécessité. Non-seulement vos armées sont indisciplinées et incapables, mais il existe encore parmi les officiers et les soldats une insubordination due au défaut de solde, de vivres, de vêtements et d'effets, et à la misère qui en a été la conséquence, et qu'ils ont eu à supporter depuis longtemps; mais les habitudes d'indiscipline et d'insubordination sont telles, que les corps qui ont été bien vêtus et régulièrement payés par mes ordres, et qui, à ma connaissance, ont rarement éprouvé des privations depuis plus d'une année, si même ils en ont éprouvé, sont en aussi mauvais état et inspirent aussi peu de confiance comme soldats que les autres. La désertion est considérable, même parmi les troupes dont je viens de parler en dernier lieu. Je puis assurer à Votre Seigneurie que les officiers de l'armée en général (à l'exception de quelques généraux et de quelques officiers d'état-major et des régiments) se donnent fort peu de peine pour remédier à ces maux; et au total, je suis fâché d'avouer à Votre Excellence, que je crois avoir entrepris une tâche dont le résultat offre aussi peu d'espoir qu'on en a jamais eu dans aucune entreprise. »

Wellington au maréchal Beresford, chevalier du Bain.

Freneda, le 10 décembre 1812.

« Il faut que je voie jusqu'où je puis m'aventurer, en mettant l'armée espagnole en état de faire quelque chose. De votre vie, vous n'avez rien vu d'aussi mauvais que les Galiciens. Cependant, ce sont les plus beaux hommes et les meilleurs marcheurs que j'aie rencontrés. Dieu sait que la perspective du succès, depuis mon voyage, n'est pas brillante, mais il vaut encore mieux tenter quelque chose. »

Wellington au lieutenant général Graham, chevalier du Bain.

Freneda, le 31 janvier 1813.

« J'ai été à Cadix, où j'ai remis les affaires militaires sur un meilleur pied qu'elles n'étaient auparavant, et en voie d'organisation. J'ai pourvu aux moyens de payer et de faire subsister les armées, et nous commencerons avec quelque discipline. Je ne suis pas assez présomptueux, cependant, pour espérer que nous retirerons beaucoup d'avantages des troupes espagnoles au commencement de la campagne. O'Donnel est certainement un homme capable et bien intentionné dont on doit faire grand cas. »

Wellington au senor don Andres Angel de la Vega, infanzon.

Freneda, le 3 avril 1813.

« Je suis pénétré de l'importance qu'on a attachée dans toute l'Espagne, ainsi qu'en Angleterre et dans les autres parties de l'Europe, au fait de ma nomination au commandement des armées espagnoles, et les officiers d'état-major espagnols qui sont ici avec moi rendront justice, j'en suis convaincu, à l'intérêt, au dévouement et au zèle avec lesquels je tâche de mettre les affaires militaires du pays dans l'état où elles devraient être; mais j'y perdrai ma réputation ; plus l'espoir qu'avait fait naître ma nomination était grand, plus sera vif le désappointement et le regret de voir que les choses ne seront pas mieux qu'elles ne l'étaient auparavant.

« J'avoue que je ne me sens pas l'envie d'être la cause de ces impressions désagréables en Espagne, en Angleterre et dans toute l'Europe, et si l'on ne se met pas en devoir d'obtenir du gouvernement qu'il force le ministre de la guerre à remplir les engagements contractés avec moi, il me faudra bien, malgré moi, renoncer à un emploi que je n'aurais pas accepté si ces engagements n'avaient été pris, ou si j'avais cru qu'on ne les eût pas tenus. »

Wellington au lieutenant général sir John Murray, baronnet.

Freneda, le 16 avril 1813.

« En adressant un plan d'opérations pour les troupes dans la Péninsule, il est toujours nécessaire d'avoir présent à l'esprit leur incapacité

militaire, leur manque total de tout ce qui pourrait les maintenir en corps d'armée et de tous les équipements indispensables, fusils, canons, etc., etc., ainsi que leurs échecs réitérés dans l'accomplissement des objets même les plus insignifiants, malgré la bravoure personnelle de ceux qui composent les armées. Si j'avais eu à dresser un plan d'opérations pour de vrais soldats, moitié moins nombreux, bien équipés, et préparés à faire campagne, il eût été tout différent ; mais un pareil plan ne conviendrait pas aux instruments que je dois employer et ne pourrait être exécuté par eux. »

Wellington au comte Bathurst.

Freneda, le 21 avril 1813.

« Je pense que, par ces manœuvres, les cortès actuelles créeront la nécessité apparente de continuer à siéger après le mois d'octobre, époque fixée pour leur dissolution et la réunion des nouvelles cortès. Il est impossible de compter sur les desseins d'une pareille assemblée. Elle n'a aucun frein quelconque, et elle est conduite et gouvernée par la plus ignorante et la plus effrénée de toutes les presses effrénées, celle de Cadix. Je crois qu'elle veut attaquer les décimes royaux et féodaux et les dîmes du clergé, sous prétexte d'encourager l'agriculture, et j'ai bien peur que, voyant que les contributions ne produisent pas autant qu'elle l'avait pensé, elle ne saisisse les rentes foncières de nos amis les grands d'Espagne. »

Wellington à don Juan O'Donosu.

Hasa, le 21 avril 1813.

« C'est un fait, monsieur, que les troupes espagnoles, quoique en petit nombre, meurent de faim dans des provinces riches qui, l'année dernière encore, sustentaient abondamment dix fois plus de Français. Il est de fait aussi que cet état de choses provient de l'inexpérience, de la mauvaise administration et du mauvais emploi des fonds publics. »

Wellington au comte Bathurst.

Caseda, le 29 juin 1813.

« Il me semble que tant que l'Espagne sera gouvernée par les cortès, d'après des principes républicains, nous ne pouvons espérer

aucune amélioration stable. Menacer de retirer notre assistance sans le faire, si nous n'obtenons aucune amélioration, ce serait empirer les affaires. Vous êtes les meilleurs juges pour décider si vous pouvez ou si vous devez retirer cette assistance; mais j'avoue que je ne crois pas que l'Espagne soit une alliée utile, ou même soit jamais l'alliée de l'Angleterre, si le système républicain n'est pas mis à bas. »

Wellington au lieutenant général lord W. Bentinck, chevalier du Bain.

Irurita, le 8 juillet 1813.

« Je sais parfaitement dans quel mauvais état sont les équipements de toutes les armées espagnoles; mais j'ai fait tout ce que j'ai pu pour amener une amélioration qui n'a eu aucun effet jusqu'ici. Ni le gouvernement, ni les cortès ne me paraissent prendre beaucoup de souci de la guerre étrangère. Le premier n'est qu'un instrument, qu'une créature de l'autre. Tout ce dont ils s'occupent, c'est de vanter leur stupide constitution et de savoir comment ils feront la guerre aux évêques et aux prêtres. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley, chevalier du Bain.

Le Saca, le 24 juillet 1813.

« Ce dont je me plains, c'est que le gouvernement, après avoir pris des engagements avec moi, sans lesquels je n'aurais ni pu ni voulu conserver le commandement de l'armée, les a rompus non pas en une, mais en mille circonstances, et qu'il semble le faire de gaieté de cœur, parce qu'il connaît ma répugnance à abandonner le commandement à cause du mauvais effet que cet abandon produirait pour la cause en Espagne ainsi que dans toute l'Europe. La conduite du gouvernement est outrageante, et parce qu'elle est indigne, et parce qu'elle m'ôte tout pouvoir sur l'armée. Il faut qu'on me donne satisfaction à cet égard. »

Wellington au comte de Liverpool.

Le Saca, le 25 juillet 1813.

« Votre Seigneurie doit connaitre assez le caractère des espagnols et leur conduite à notre égard pour savoir qu'il ne servirait de rien de

les presser de prendre des mesures qui ne leur plairaient pas. Je n'ai pas vu chez eux la moindre envie d'employer des officiers anglais à discipliner leurs troupes, de manière à ce qu'on en put tirer quelque parti utile; et je crois que l'une des raisons pour lesquelles ils m'aiment tant, c'est que, contrairement à leur attente, je ne les ai pas pressés de prendre des officiers anglais. D'ailleurs, ainsi que je l'ai dit plus haut à Votre Seigneurie, les troupes espagnoles ne manquent pas de discipline, si par discipline on entend l'instruction; ce qu'ils n'ont pas, c'est un système d'ordre qui ne peut être basé que sur une paye régulière, sur des vivres, de bons soins et des vêtements assurés. Tout cela, les officiers anglais ne peuvent le leur donner, et quoique les Portugais soient aujourd'hui les coqs de l'armée, je crois que nous devons leurs qualités plus au soin que nous avons pris de remplir leurs bourses et leurs estomacs, qu'à l'instruction que nous leur avons donnée. A la fin de la campagne, ils se sont comportés excessivement mal en plusieurs circonstances, parce qu'ils étaient dans une misère extrême, le gouvernement portugais ayant négligé de les payer. J'ai obligé le gouvernement portugais à s'arranger de manière à les payer régulièrement cette année, et tout le monde sait comment ils se sont comportés. Nos propres troupes se battent toujours, mais l'influence d'une paye régulière se fait bien sentir dans leur conduite, leur santé et leur vigueur. Quant aux troupes françaises, il est notoire qu'elles ne font rien si elles ne sont payées et nourries régulièrement. »

Wellington au très-honorable sir H. Wellesley, chevalier du Bain.

Vera, le 16 octobre 1831.

« Les calomnies contre moi et contre l'armée n'en finissent point, et je n'aurais le temps de rien faire, si je m'occupais à les réfuter, ou seulement à en prendre connaissance. Tout nouvellement, on a pris occasion d'un libelle publié dans un journal irlandais et rapportant une conversation supposée entre Castanos et moi (libelle dans lequel on m'impute d'avoir consenti à changer de religion pour devenir roi d'Espagne), pour m'accuser de briguer la couronne; et là-dessus, ces imbéciles de duc de N... et de vicomte de N... protestent formellement qu'ils ne sont pas du nombre des grands qui ont consenti à un pareil arrangement! Que faire avec de semblables libelles et de pareilles gens,

sinon de les mépriser et de poursuivre son chemin, sans faire attention à eux!...

« Il est bien évident pour moi que si nous ne renversons pas la démocratie à Cadix, la cause est perdue ; mais comment s'y prendre? Dieu seul le sait! »

Wellington au comte Bathurst.

Saint-Jean-de-Luz, le 21 novembre 1813.

« Ils sont dans un état si misérable, qu'il est réellement bien difficile d'espérer qu'ils s'abstiendront de piller un superbe pays où ils sont entrés en conquérants, et surtout lorsqu'ils se rappelleront les misères que leur propre pays a eu à souffrir de ses envahisseurs. Je ne puis donc pas risquer de les ramener en France, à moins que je ne sois en mesure de les nourrir et de les payer. La lettre officielle que j'adresse à Votre Seigneurie par ce courrier lui fera voir l'état de nos finances et quelle est notre perspective. Si je pouvais à présent faire avancer 20,000 bons Espagnols payés et nourris, j'aurais Bayonne. Avec 40,000, je ne sais pas où je m'arrêterais. J'ai maintenant sous mes ordres à la frontière, ces 20,000, et même ces 40,000 Espagnols : mais je ne puis m'aventurer à les faire marcher en avant, faute de moyens de les payer et de les entretenir. Sans paye et sans nourriture, il faut qu'ils pillent, et s'ils pillent, nous sommes perdus. »

Wellington au comte Bathurst.

Saint-Jean-de-Luz, le 21 décembre 1813.

« Au moyen des 30,000 hommes environ qui tiennent la campagne dans la Péninsule, le gouvernement anglais a, depuis cinq ans, nécessité l'emploi d'au moins 200,000 hommes des meilleures troupes françaises ; car il est ridicule de supposer que les Espagnols ou les Portugais eussent résisté un seul instant si l'armée anglaise se fût retirée. »

Wellington au général Morillo.

Saint-Jean-de-Luz, le 23 décembre 1813.

« Je n'ai pas sacrifié des milliers d'hommes ni conduit mon armée

sur le territoire français pour que les soldats pillent et maltraitent les paysans français, au mépris de mes ordres; je vous prie donc, ainsi que vos officiers, de vous bien mettre dans l'esprit que je préfère une petite armée qui obéisse et garde la discipline, à une armée nombreuse, insoumise et indisciplinée. Si les mesures que je suis obligé de prendre pour forcer à l'obéissance et au bon ordre me font perdre des hommes et diminuent mes forces, cela m'est indifférent ; la faute en reviendra à ceux qui, par la négligence de leur devoir, souffrent que leurs soldats se livrent à des désordres qui doivent faire tort à leur pays. »

Wellington au général don M. Freyre.

Saint-Jean-de-Luz, le 26 décembre 1813.

« Je viens de recevoir votre lettre du 26. Il résulte de la correspondance du général Morillo que vous m'avez envoyée, qu'à plusieurs reprises j'avais averti ce général (pas moins de quatre fois), des plaintes formulées contre ses troupes; et quoique Morillo nie que ses troupes aient fait du mal, il a dit lui-même au général Hill « que ce mal, il « serait impossible de l'empêcher, parce qu'il n'y avait pas un « soldat ni un officier qui ne reçût des lettres de sa famille, en « Espagne, pour lui dire que se trouvant en France, il devait faire « fortune. »

Wellington au général don M. Freyre.

Saint-Sever, le 5 mars 1813.

« Il serait fort déshonorant pour l'armée espagnole que la conduite dont on se plaint ne fût pas modifiée; ayant pris des mesures pour fournir régulièrement aux soldats leur paye et leur nourriture, je désire vivement que l'on prévienne ces plaintes continuelles. »

Wellington au comte Bathurst.

Aire, le 11 mars 1814.

« Je puis faire rentrer plus d'Espagnols en campagne, mais je n'ai pas les moyens de les entretenir eux et les troupes supplémentaires

anglaises et portugaises. Cependant, nécessité n'a pas de loi, et je les ferai venir, si les Anglais et les Portugais que j'attends n'arrivent pas bientôt. »

Wellington à lord Liverpool.

19 janvier 1811.

. . . .

. . . .

« Les circonstances dont je vous ai informé montrent à Votre Seigneurie que le système militaire de l'Espagne ne s'est pas beaucoup amélioré, et qu'il n'est pas fort aisé de combiner ou d'exécuter des opérations avec des corps si mal organisés, doués de si peu d'intelligence, et sur lesquels on ne peut compter. On aura peine à croire que ce soit ici que le général Mendizabal ait reçu la première nouvelle de la réunion des troupes ennemies à Séville. Toute combinaison soit pour la retraite, soit pour la défense, aurait été rendue inutile par les ordres de la régence, qui détacha le général Ballesteros dans le condado de Niebla, le 21 décembre, le jour même où Soult s'avança de Cadix sur Séville avec un détachement d'infanterie. »

Du même au même.

2 février 1811.

« Les divers événements de la guerre auront fait voir à Votre Seigneurie que l'on ne peut faire aucun calcul sur les opérations dans lesquelles les troupes espagnoles sont engagées. » . . . .

. . . .

Lord Wellington à M. Forjas.

Gouvea, 7 septembre 1810.

. . . .

. . . .

« Cette mesure (la dévastation du pays) paraîtra nécessaire à tous ceux qui réfléchiront à la position dans laquelle se trouve le pays ; elle est d'accord avec toutes les autres mesures que, depuis un an, j'ai recommandées au gouvernement, afin d'empêcher, ou à tout le moins,

retarder les progrès et l'établissement de l'ennemi dans ce pays. Mais il paraît que le gouvernement a découvert récemment que nous avions tort tous tant que nous sommes ; et, à l'imitation de la junte centrale, il demanda à grands cris la bataille et de prompts succès. Si j'avais eu quelque pouvoir, j'aurais empêché les armées espagnoles de répondre à un tel appel, et la cause serait gagnée ; maintenant que le pouvoir est en mes mains, je ne laisserai pas échapper la seule chance qui me reste pour sauver la cause, en donnant la plus petite attention aux suggestions insensées du gouvernement portugais.

« J'avoue que ce changement de conduite de la part du gouvernement me blesse fort; et comme je dois l'attribuer aux personnes qui sont nouvellement arrivées au pouvoir, ce m'est une raison de blâmer leur nomination; si leur conduite me donne de nouveaux sujets de plaintes, j'en écrirai au prince régent.

« Vous êtes libre de communiquer à la régence tout ou partie de ma lettre, selon que vous le jugerez convenable. »

Lord Wellington à M. Forjas.

Pero-Negro, 1er novembre 1810.

. . . .

. . . .

« Le fait est que le gouvernement, après la nomination du principal Souza comme membre de la régence, s'imagina que la guerre pouvait être faite sur la frontière seulement (ce que moi et les officiers de ce pays nous avons toujours dit être chose impossible), et, au lieu de donner des ordres positifs pour toutes les mesures que nécessitait l'événement le plus probable, la retraite des alliés, le gouvernement a perdu beaucoup de temps à discuter avec moi sur la convenance d'une mesure entièrement impraticable, et a oublié d'ordonner ce qu'il fallait pour l'évacuation du pays situé entre le Tage et le Mondego.

. . . .

« Je puis m'être trompé sur le système de défense à adopter pour ce pays, et le principal Souza, ainsi que d'autres membres de la régence peuvent être meilleurs juges que moi de la capacité des troupes ainsi que de la nature des opérations à faire. Dans ce cas, ils doivent désirer que Sa Majesté et le prince régent me retirent le commandement de l'armée. Mais ils ne peuvent douter de mon zèle pour la cause dans laquelle nous sommes engagés, et ils savent que je n'ai pas une heure, une

pensée, qui ne soient employées à faire triompher cette cause. Les annales du gouvernement portugais montreront ce que j'ai fait, et pour le gouvernement et pour le pays. » . . . .
. . . .

ANNEXE N° 9.

ÉTAT DE L'ARMÉE ANGLAISE DANS LA PÉNINSULE.

On connaît les brillantes qualités du soldat et de l'officier anglais ; dans cette note, il ne s'agira que de mettre en lumière quelques-uns de leurs défauts.

Wellington au lieutenant-colonel Barnes.

9 février 1813.

« Il est extraordinaire que la résistance à l'autorité soit aussi fréquente qu'elle l'est de la part des officiers et des soldats anglais... Je tâcherai d'obtenir des cours martiales générales qu'elles fassent sentir leur mécontentement d'une pareille conduite avec plus de force. »

Ordre général du 19 *mai* 1809.

« Les officiers doivent surveiller leurs hommes dans les quartiers, aussi bien qu'en marche, sinon l'armée ne sera bientôt plus qu'une troupe de bandits. »

Ordres généraux des 20 *janvier et* 25 *mars* 1810.

« Les soldats de l'armée ont reçu constamment les meilleurs traitements de la part des habitants du Portugal; tandis que les exemples

réitérés de vols, de violences et de meurtres, commis sur leurs personnes par des soldats qui s'écartent des détachements en marche, sont une honte pour la réputation de l'armée et de la nation anglaise. »

Dans son ordre du 10 novembre 1810, Wellington se plaint des fréquentes désertions à l'ennemi, « crime inconnu, dit-il, jusqu'ici dans les armées anglaises. »

Il fit publier les noms des déserteurs, leur signalement, le lieu de leur naissance et le nom de leur paroisse, « afin, dit-il, que leurs amis, « instruits de leur crime, s'apprêtent à les regarder comme perdus « pour toujours, et à les livrer à la justice, s'ils revenaient jamais dans « le pays natal. »

Ordre du 16 février 1812, daté de Freneda.

Le général en chef se plaint, dans cet ordre, des dégâts commis par plusieurs régiments d'une division anglaise qui, en 1810, avait brûlé la ville d'Alcoentre, détruit l'année suivante les cantonnements de la troisième division, à Aldea da Ponte, et brûlé récemment la charpente du couvent de San-Francisco, au grand dommage du service.

Ordre du 12 décembre 1810.

« Le commandant en chef apprend avec peine que, malgré ses ordres réitérés et les désagréments qu'ont éprouvés les officiers et les soldats de l'habitude de brûler les portes, les fenêtres, les meubles et les boiseries des maisons, cet abus continue encore... Le commandant en chef est honteux d'avouer que les troupes anglaises ont ainsi, dans plusieurs occasions, fait plus de mal au pays (le Portugal) que l'ennemi. »

Wellington au comte Liverpool.

Fuente de Guinaldo, 10 juin 1812.

« Les violences commises par les soldats anglais appartenant à cette armée sont devenues si atroces, et elles ont produit sur l'esprit du peuple de ce pays un effet si préjudiciable à la cause et en même temps si dangereux pour l'armée elle-même, que je prie Votre Seigneurie d'y apporter la plus sérieuse attention. »

Wellington à...

16 novembre 1812.

« Le nombre des soldats qui s'écartent de leur régiment, sans autre raison que de piller, est un malheur pour l'armée et donne la preuve évidente du degré de relâchement de la discipline dans les régiments, et de la négligence des commandants et des officiers dans l'observation de leur devoir. »

(Voir aussi la lettre du 19 novembre, au comte Bathurst.)

Napier, t. IX, p. 375, dit, à propos de la retraite de Burgos : « Pendant que l'arrière-garde était ainsi engagée, l'ivresse et l'insubordination, suites ordinaires de la retraite d'une armée anglaise, jouèrent un grand rôle à Torquemada, dont les vastes magasins de vins devinrent la proie des soldats : on dit que 12,000 hommes furent vus à la fois dans un état d'ivresse complète. »

Ordre du 28 novembre 1812, aux commandants des divisions.

« C'est avec peine que j'ai remarqué que l'armée sous mes ordres était tombée à cet égard (la discipline), pendant la dernière campagne, au-dessous de ce que j'ai jamais vu dans aucune autre armée. Cependant, nous n'avons éprouvé aucun désastre, aucune forte privation. Il est évident, pour tous les officiers, que, du moment où les troupes ont commencé leur retraite des environs de Burgos d'une part, et de Madrid de l'autre, les officiers ont perdu toute autorité sur leurs hommes... Je n'hésite pas à attribuer ce mal à la négligence habituelle des officiers dans l'accomplissement de leur devoir. »

Wellington au comte Bathurst.

29 juin 1813.

Wellington se plaint, dans cette lettre, des actes d'indiscipline et de pillage dont les soldats anglais se rendirent coupables après la bataille de Vittoria. (Un extrait de cette lettre est cité dans le texte.)

Wellington au général Barnes.

6 octobre 1813.

« Dernièrement, l'adjudant du 15e régiment portugais a été tué par des soldats anglais qu'il tâchait d'empêcher de piller Saint-Sébastien; dans une autre circonstance récente, des soldats d'infanterie ont tiré sur un officier et un piquet de 14 dragons qui s'efforçaient de les faire sortir d'un cabaret... Si cela continue, si l'on admet les excuses d'un soldat pour avoir levé la main sur son officier, ou sur un officier non commissionné en service, nul ne pourra plus remplir son devoir. C'en est fait de toute subordination, et même de l'état militaire chez nous. »

Ordre du 4 octobre 1813.

Wellington signale encore dans cet ordre la fréquence des désertions « crime, dit-il, devenu très-commun et qui jusqu'en ces derniers « temps était inconnu dans l'armée anglaise. »

Déjà antérieurement, dans un ordre du 10 novembre 1810, il avait dit : « C'est un crime dont le commandant en chef n'a pas eu d'exemple dans toute sa carrière militaire, et qui était jusqu'ici inconnu dans les armées anglaises. »

Nous avons cité, dans le texte, les actes de barbarie et les dévastations commises à Ciudad-Rodrigo, à Badajoz et à Saint-Sébastien. On peut y ajouter le pillage du Retiro (1) et les désordres graves auxquels se livrèrent les soldats anglais après le passage de la Bidassoa. Wellington essaya dans cette dernière circonstance de mettre un terme au pillage en renvoyant plusieurs officiers en Espagne, et en faisant mettre les régiments les plus coupables à la queue de l'armée.

L'instruction pratique des officiers avec lesquels sir Arthur Wellesley fit ses premières campagnes ne devait pas être bien étendue, à en juger par ses ordres du 23 mai 1803 et du 14 juin de l'année suivante. Le premier explique aux officiers comment une colonne de plusieurs régiments se forme en bataille, par la tête et par la queue, par le flanc ou obliquement à la ligne de marche; le second rappelle aux commandants des corps d'infanterie « que lorsqu'un bataillon est en

---

(1) Voir Napier, t. IX, p. 323.

« ligne, le poste de l'officier commandant est derrière, au centre du
« bataillon. »

Wellington au colonel Peacocke.

26 octobre 1809.

« Les officiers de l'armée n'ont rien à faire dans les coulisses (du théâtre de Lisbonne), et il est fort inconvenant qu'ils se montrent sur la scène pendant la représentation... Je suis fâché d'apprendre que des officiers en uniforme, et le chapeau sur la tête, ont paru sur le théâtre pendant la représentation, et que quelques-uns d'entre eux ont commis des désordres et des violences dans les coulisses. »

Wellington au général Crawfurd.

23 juillet 1810.

« Tout cela ne signifierait pas grand'chose, si notre état-major et les autres officiers s'appliquaient à leur métier, au lieu d'écrire des nouvelles et de passer leur temps dans les cafés. Dès qu'il arrive quelque chose, tout officier qui sait écrire et qui a un ami pour le lire se met à son pupitre pour faire le récit de ce qu'il ne sait pas et donner des communications sur ce qu'il ne comprend pas. Ces rapports sont bientôt répandus et exagérés par les oisifs et les malveillants dont toutes les armées fourmillent. Il en résulte que des officiers et des régiments entiers perdent leur réputation; qu'il se forme et s'entretient un esprit de parti qui est la peste de toutes les armées; la confiance n'existe plus, et il n'y a point de caractère, quel que soit son mérite, point d'action, quelque glorieuse qu'elle soit, à qui l'on rende justice ensuite. J'ai été assez heureux jusqu'à présent pour préserver mon armée de ce mauvais esprit, et je suis résolu à persévérer dans mes efforts. »

Wellington à lord Liverpool.

15 mai 1811.

« Je suis obligé d'être partout, et si je ne suis pas présent à une opération, tout va de travers. »

Ordre du 18 août 1812.

« L'inobservation constante des ordres du... provient uniquement de la négligence et de la désobéissance aux ordres, dont les officiers ont trop contracté l'habitude. »

Ordre du 27 septembre 1812.

« Le commandant en chef éprouve le plus grand chagrin d'être obligé de se plaindre aussi souvent de ce que les officiers de l'armée n'obéissent pas à ses ordres; mais cette négligence est si fréquente, si évidente, et elle peut être suivie de conséquences d'une telle importance, qu'il ne remplirait pas son devoir s'il ne la relevait pas. »

Wellington au colonel Torrens.

6 décembre 1812.

« Personne dans l'armée anglaise ne considère un règlement ou un ordre comme devant être le guide de sa conduite; on lit ces documents comme on lirait une nouvelle amusante ; il s'ensuit que lorsque des arrangements compliqués doivent être mis à exécution, chacun agit à sa fantaisie. »
(La même opinion se trouve exprimée dans un ordre du 29 novembre 1813 et dans une lettre du 18 juillet de la même année, au colonel Torrens.)

Ordre du 8 octobre 1813.

« Le commandant en chef a déjà décidé que les officiers qui ont montré une négligence si coupable (en tolérant certaines violences commises par les troupes sous leurs ordres) seront renvoyés en Angleterre... Il ne veut positivement pas commander à des officiers qui n'obéissent pas à ses ordres. »

Wellington au général Hope.

8 octobre 1813.

« Serions-nous cinq fois plus nombreux que nous le sommes, il y aurait danger à pénétrer en France, si nous ne pouvons pas empêcher les soldats de piller. »

La déposition suivante, faite par Wellington devant la cour royale d'enquête, donne une juste idée de l'état moral du soldat anglais: « Les officiers non commissionnés, dit-il, que je fis nommer dans la « Péninsule ne devinrent pas de bons officiers. Ils étaient en général « querelleurs, et ils arrivaient dans une société aux manières de la- « quelle ils n'étaient pas habitués. Ils ne pouvaient d'ailleurs rien en- « durer, échauffés qu'ils étaient par le vin et les liqueurs. »

ANNEXE N° 10.

FAIBLESSE DES ARMÉES ESPAGNOLES.

Les volontaires espagnols étaient individuellement actifs, sobres, braves, animés de sentiments patriotiques; mais les corps formés de volontaires étaient, sous le rapport du commandement, de l'organisation, de l'équipement, de l'administration et de la discipline, trop inférieurs à l'armée française pour soutenir la lutte en rase campagne. Les officiers espagnols manquaient d'expérience, avaient peu d'instruction et affectaient une si ridicule confiance dans leur mérite, qu'ils ne profitaient ni des conseils ni des avertissements qu'on leur donnait : ils ne s'entendaient pas entre eux, ne jouissaient d'aucune autorité, et n'exerçaient pas la moindre influence sur leurs subordonnés. On ne peut leur contester le courage du soldat; mais comme chefs ils ne montrèrent absolument aucune fermeté sur le champ de bataille. C'est ce qui explique qu'ils eurent comparativement bien moins de généraux tués ou blessés que les Français et les Anglais.

Pour apprécier la faiblesse des armées espagnoles, il suffit de rappeler quelques faits empruntés aux relations des batailles livrées par ces armées de 1808 à 1814.

« A Rio-Seco, les volontaires furent saisis d'une terreur indicible. Lasalle, avec 1,200 hommes, poursuivit 25,000 fuyards qui poussaient des hurlements de désespoir (1). »

---

(1) THIERS, p. 665.

A Belchite, le général Blake se vit lâchement abandonné par ses soldats, au moment où il voulut les porter en avant.

A Salinas, les corps nationaux, « les meilleurs de ce genre, dit Napier, que l'Espagne ait eus, » jetèrent leurs armes après le premier choc.

A Valls, le maréchal Saint-Cyr défendit à son artillerie d'ouvrir le feu sur les bataillons de Reding, parce qu'il craignait que ceux-ci ne prissent la fuite avant que son infanterie eût pu les joindre. (Notez que les soldats de Saint-Cyr étaient des hommes de nouvelle levée, « le rebut de Naples et de Rome, de ces États d'Italie qu'on ne pouvait citer comme militaires sans les ridiculiser. » (1)

A Arzobispo, le corps d'Albuquerque, attaqué par le duc de Trévise, ne montra aucune consistance et s'engagea, — pour nous servir des expressions de Wellington, — *dans une fuite honteuse.*

Tout aussi pitoyable fut la conduite des Espagnols de Mendizabal, attaqués et mis en déroute par Soult, en 1811, sur la Gebora.

Pendant la campagne de 1809, l'armée de del Parque, attaquée par des forces inférieures en nombre, s'enfuit à Alba de Tormès en jetant ses armes.

A Falcet, en Catalogne, les Espagnols lâchèrent pied avant que les premières compagnies de flanqueurs les eussent abordés (2). Ils essuyèrent encore, peu de temps après, une déroute complète à Ventallas.

En 1809, l'amiral Colingwood écrivit, à propos des opérations de Saint-Cyr (3) : « Tout va mal en Catalogne depuis la chute de Roses. Les Espagnols sont en force, et, pourtant, dès que l'ennemi paraît, ils sont frappés de terreur et se dispersent. »

Cette même année, les volontaires de la Romana, culbutés par le maréchal Ney, jetèrent leurs armes et rentrèrent dans leurs foyers.

En 1812, à Valence, le général Blake, quoiqu'à la tête de 18,000 hommes des meilleures troupes que la Catalogne eût formées, fut assez pusillanime pour se rendre. Avec un peu d'audace, il aurait facilement traversé les lignes d'investissement de Suchet.

Cette même année, le général Drouet, avec des forces inférieures en

---

(1) NAPIER, t. III, p. 128.
(2) NAPIER, t. VII, p. 42.
(3) Colingwood gardait avec sa flottille les côtes de la Catalogne. Il était bien informé de ce qui s'y passait.

nombre, fit éprouver un échec sanglant au corps de Morillo à Almagro.

Cette même année encore, O'Donnel, avec 6,000 baïonnettes, 700 chevaux et 8 pièces de canon, fut attaqué et mis en fuite par 1,500 Français, sous le commandement de Delort. O'Donnel eut 3,000 hommes tués, pris et blessés, tandis que son adversaire laissa à peine 200 hommes sur le terrain.

Au mois de juin 1813, le général Harispe, avec 8,000 hommes, mit dans une déroute complète 25,000 Espagnols à Alcira sur le Xucar.

Nous n'en finirions pas si nous voulions citer tous les combats qui mirent en évidence la faiblesse des troupes espagnoles et l'incapacité de leurs généraux.

Au reste, les témoignages invoqués dans le texte (chap. XIV, p. 319 et suivantes) ne sauraient laisser aucun doute sur ce point.

Nous nous bornerons à compléter ces témoignages par la lettre suivante du brave et chevaleresque duc d'Albuquerque.

Le duc d'Albuquerque à M. Freyre.

Talavera, 31 juillet 1809.

« Pendant nos marches, nous nous arrêtions pour nous reposer, comme des troupeaux de moutons, sans prendre aucune position, de sorte que si l'ennemi l'avait su, il nous aurait battus partout où il nous eût attaqués. Si, dans la soirée du 26, je ne fusse pas sorti de la ville avec ma division, et que je n'eusse pas réussi à arrêter l'ennemi, toute l'armée eût été dispersée, toute l'artillerie et les bagages qui étaient dans les rues de San-Ollalla eussent été perdus. On peut juger de ce qui fût arrivé, si l'ennemi, qui était à portée de fusil, n'eût été arrêté; car un assez grand nombre de soldats avaient déjà jeté leurs armes, etc.; les commissaires avaient abandonné plus de quinze mille rations de pain; les charrettes obstruaient les rues, etc. Je le répète, nous sommes journellement exposés, et notre marche ressemble à une caravane de pèlerins. Nous n'avons aucun égard pour la distance, l'ordre ou la discipline; et nous menons toujours avec nous le parc d'artillerie, qui devrait rester à deux ou trois lieues en arrière. »

ANNEXE N° 11.

ENTHOUSIASME DES ESPAGNOLS.

Il y eut des périodes dans la guerre d'Espagne où l'enthousiasme fut aussi vif que général : après l'émeute d'Aranjuez, après Baylen, après le départ de Napoléon et après l'évacuation de Madrid par Joseph. Mais en dehors de ces périodes, on eut à constater une grande indifférence, quelquefois même des actes de faiblesse et de trahison. Lorsque, par intervalle, l'enthousiasme se réveillait, il s'évaporait presque aussitôt en vaines promesses, en orgueilleuses paroles. Cette mobilité de conduite est inhérente d'ailleurs au caractère espagnol. Après chaque désastre, les *volontaires* et les *guerillas* se croyaient aussi redoutables que la veille. On eût dit, à les entendre, qu'ils étaient les meilleurs soldats de l'Europe ; mais leurs actions ne répondaient point à la haute opinion qu'ils avaient d'eux-mêmes ou qu'ils voulaient inspirer aux autres.

En voici quelques preuves, tirées au hasard des correspondances officielles et des ouvrages les plus estimés sur de la guerre de la Péninsule.

L'amiral Colingwood au général Dalrymple.

8 avril 1809.

« Je n'ai jamais eu beaucoup d'espoir dans le succès des Espagnols, et je ne vois aucune raison de changer d'opinion. »

Au général Moore.

Salamanque 1808.

« Il est singulier que les Français aient pénétré jusqu'à Valladolid, et que cela n'ait fait aucune sensation sur le peuple. »

Le colonel Graham à sir J. Moore.

Madrid, 4 octobre 1808.

« Les Asturies n'ont pas encore fourni un soldat. »

Le général Baird à J. Moore.

Corogne, 25 octobre 1808.

« Nous n'avons reçu aucune espèce d'assistance du gouvernement. » (Junte locale.)

A lord Stuart.

7 août 1808.

« L'argent apporté par le *Pluton* et destiné à la province de Léon, (laquelle n'a pas encore levé un seul homme), est resté dans le port où il a été débarqué. »

Le major Cox au général Dalrymple.

Séville, 3 août 1808.

« J'avoue franchement que je ne puis m'empêcher de craindre qu'une cause aussi grande et aussi glorieuse ne soit ruinée par les funestes effets de la jalousie et de la division. »

Le capitaine Carrol au général Baird.

Llanes, 17 décembre 1808.

« Cette province (les Asturies), qui fut la première à déclarer la guerre à la France, n'a, depuis sept mois, pris aucune disposition pour empêcher l'ennemi de l'envahir. »

Journal de J. Moore.

9 décembre 1808.

« Ici le peuple ne prend part à rien. Nous avons la plus grande peine à trouver des gens qui nous donnent des renseignements. »

Le prince de Neufchâtel au maréchal Soult.

10 décembre 1808.

« La ville de Madrid est parfaitement tranquille; toutes les boutiques sont ouvertes et les amusements publics sont suivis. »

M. Freire à J. Moore.

Merida, 14 décembre 1808.

« L'extinction de l'enthousiasme populaire dans ce pays et les moyens de le faire renaître nous entraîneraient dans une trop longue discussion. »

A J. Moore.

Salamanque, 9 décembre 1808.

« De ce côté, le peuple est passif. »

Le général portugais Francesco de Paulo Leite, au général Dalrymple.

Estremos, 16 septembre 1808.

« Les Espagnols ont promis beaucoup et ne font rien. »

David Baird à J. Moore.

Astorga, 19 novembre 1808.

« Les autorités locales n'ont pas seulement négligé de nous envoyer des vivres, mais encore de nous donner les moindres renseignements sur les opérations des armées et les mouvements de l'ennemi. »

A. J. Moore.

Corogne, 13 novembre 1809.

« Je savais qu'on ne voudrait jamais croire à l'apathie et à l'indifférence des Espagnols. »

Le lieutenant Boothby à J. Moore.

La Puebla, 1er janvier 1809.

« ... Quant aux défilés, tout forts qu'ils soient, il n'y a personne à qui je puisse les confier, ou qui veuille les défendre ; aucun Espagnol ne pense à la marche de l'ennemi avec d'autres sentiments que l'indifférence ou quelque espoir que Dieu et l'armée anglaise sauveront le pays. »

En 1809, le gouvernement local de Tarragone était si négligent et si corrompu que les armes envoyées par l'Angleterre, au lieu d'être em-

ployées à la défense du pays, furent vendues à des marchands étrangers. » (*Correspondance de lord Collingwood.*)

M. Canning à M. Freire.

23 janvier 1809.

« Il paraît que les Espagnols n'ont fait aucun effort, soit pour seconder les opérations des Anglais, soit pour défendre le Ferrol, soit pour sauver ce qui peut se trouver dans le port. »

Pendant la retraite de J. Moore, 10,000 hommes de troupes espagnoles, sous les ordres de la Romana, se débandèrent pour ravager la contrée. Il n'y avait plus en ce moment dans l'armée nationale la moindre confiance ni le moindre enthousiasme.

Dans une lettre du 17 août 1809, le général Hill se plaint à sir Arthur Wellesley de ce que des soldats espagnols aient tiré sur les hommes de sa brigade chargés d'aller au fourrage.

« Malgré la haine du peuple portugais pour la France, malgré sa docilité naturelle et la supériorité manifeste de la condition du soldat sur celle du paysan ou de l'artisan, le recrutement fut toujours difficile. On eut constamment sous les yeux l'odieux spectacle d'hommes qu'on chargeait de chaînes pour aller renforcer des armées combattant pour une cause populaire, et qui aurait dû être sacrée. » (Napier, t. IV, p. 56.)

En 1809, la junte centrale avait dans ses coffres plusieurs millions; ses magasins regorgeaient de munitions et d'armes de toute espèce, envoyées d'Angleterre, et qu'on laissait détériorer plutôt que d'en faire usage, quoique dans les provinces non soumises les demandes d'armes fussent continuelles. (*Correspondance de lord Collingwood : Mémoire du général Miller.*)

« *Wellington à lord Liverpool.*

28 juillet 1809.

« Le peuple de Castille est mécontent des Anglais, qui n'ont tenté aucun effort pour lever le siége de Ciudad. Ce mécontentement, joint à l'effet qu'a produit une meilleure conduite de la part des officiers français, a probablement été cause que les Espagnols ont cessé de correspondre avec nous et de nous donner des renseignements, soit

directement, soit par l'intermédiaire des gens qu'ils emploient pour en avoir. »

A la fin de 1810, le peuple des campagnes était si mal disposé, qu'il prit souvent le parti des Français contre les nationaux. Il n'y avait plus sur pied que de petites armées sans consistance. Joseph et Soult étaient même parvenus à former des régiments espagnols pour combattre les *partidas*.

En 1812, le duc de Dalmatie avait tellement avancé la pacification et la soumission de l'Andalousie, qu'il trouva moyen d'avoir 6,000 *escopeteros* en campagne et 30,000 gardes nationaux dans les postes fortifiés (1). Ces troupes fraternisaient avec les siennes et combattaient résolûment les corps de l'armée insurrectionnelle. La preuve, c'est que, dans cette même année 1812, 150 *escopeteros* repoussèrent une attaque faite par 3,000 Espagnols de la division Cuevas contre Ossuna ; qu'aucune révolte, aucune défection ne se déclara parmi les gardes nationaux quand Soult fut obligé de quitter l'Andalousie pour mener ses troupes disponibles au secours de Badajoz, et que tous lui prêtèrent main-forte, quand Blake manifesta l'intention de prendre Séville (2).

En 1810, Joseph écrivit à l'empereur que la désertion dans les troupes espagnoles à son service *diminuait chaque jour*, et que s'il pouvait les solder exactement, elle disparaîtrait tout à fait.

En 1813, les restes de cette armée nationale combattirent sur la Nivelle les troupes espagnoles de Freyre.

Suchet était également parvenu à former un corps de gardes nationales, spécialement chargé de combattre les *partidas*.

Et au commencement de 1813, quand toutes les chances étaient pour Wellington, le général Clausel organisa sans la moindre difficulté huit *compagnies franches* espagnoles.

Dans la Biscaye, on vit mainte fois les paysans venir en aide aux Français. Napier rapporte, entre autre, qu'ils attaquèrent les bateaux de la frégate l'*Amelia* pour sauver les munitions de l'envahisseur. (T. VII, p. 8.)

En 1810, après la déroute d'Ocana, les paysans, indignés de la fuite

(1) Statistique du mois de septembre 1812.

(2) Voir Napier, t. VII, p. 269.

des soldats espagnols, conduisirent les Français dans les retraites où ces soldats s'étaient réfugiés. L'histoire des guerres offre peu d'exemples d'une trahison pareille (1).

La plupart des prisonniers d'Ocana demandèrent à servir dans l'armée française. « Ce fait, dit Napier, qui était arrivé à Badajoz et dans d'autres circonstances, prouve que certains Espagnols combattaient avec plus de vigueur pour leur monarque intrus que leurs compatriotes n'en mettaient à combattre contre lui. » (T. IX, p. 126.)

En 1811, les Espagnols n'avaient pris aucune mesure pour la défense de Tarragone (2), le dernier boulevard de la Catalogne, la clef de Valence, et la ville qui, après Cadix, avait le plus d'importance militaire. Féroces autant qu'indolents, ils refusèrent la suspension d'armes réclamée par Suchet pour ensevelir les hommes tués à l'attaque d'Olivo. Comme il n'y avait pas de terre sur ce rocher, il fallut calciner les cadavres par le feu. Dans l'intérieur de la ville régnaient le désordre et la folie. Rien ne compromit autant le patriotisme et la bravoure des Espagnols que cette misérable défense.

Les Galiciens, pendant toute la durée de la guerre, ne montrèrent aucun empressement à combattre les Français. Contreras, dans ses *Mémoires* (écrits par lui-même), raconte qu'il avait l'habitude d'envoyer dans les villages qui devaient fournir leur contingent des colonnes mobiles accompagnées d'un bourreau pour punir les réfractaires (1810). « Malgré cette sévérité, dit Napier, malgré l'argent et les armes que l'Angleterre ne cessait d'envoyer, jamais la Galice ne soutint les opérations des Anglais. » (T. V, p. 293.)

Non-seulement un grand nombre d'Espagnols servaient dans l'armée française ; ils venaient encore en aide à l'ennemi en s'engageant à bord des corsaires qui infestaient les côtes de la Péninsule.

Il est prouvé que peu de temps avant la bataille de Salamanque, une négociation secrète fut engagée entre Joseph et des membres influents des cortès. Il s'agissait de reconnaître la dynastie du frère de l'empereur, à condition que le roi approuverait la politique intérieure des cortès. Les négociations, interrompues par la victoire de Wellington et par l'entrée des Anglais à Madrid, furent un moment reprises en 1813.

---

(1) NAPIER, t. VII, p. 94.
(2) NAPIER, t. V, p. 125.

On lit dans un curieux ouvrage, intitulé *Bourrienne et ses erreurs*, qu'au commencement de cette année, le factieux comte de Montijo, alors général dans l'armée d'Elio, avait fait secrètement la proposition de soutenir le roi avec ses troupes. « Peu après, l'armée de del Parque s'étant avancée dans la Manche, fit une offre semblable (1). » La conversation que Joseph eut avec le célèbre Mina, en 1834, à Londres, confirme ces faits et met au jour d'autres défections du même genre. (Voir notre t. II, p. 324.)

Comme preuves du mauvais vouloir et de l'hostilité secrète des Espagnols, nous citerons encore les faits suivants :

Après la bataille d'Albuera, le général espagnol Blake refusa des hommes Beresford pour enlever les blessés; la plupart de ces malheureux restèrent jusqu'au lendemain matin sur le champ de bataille.

La veille de la bataille de Talavera, les fuyards de Cuesta se jetèrent sur les bagages des Anglais et les pillèrent. Non moins ingrats, les habitants de la ville avaient enterré leurs vivres plutôt que de les vendre à leurs alliés qui mouraient de faim.

En 1813, les autorités de Saint-Sébastien ne voulurent accorder à Wellington ni bateaux, ni charrettes, ni bâtiments publics pouvant servir d'hôpitaux (2).

Ces refus de la part des magistrats espagnols se renouvelèrent fréquemment à toutes les époques de la guerre. La correspondance de Wellington en fait foi.

Lorsque le duc, revenant de son expédition de Burgos, s'arrêta sur la Tormès, près de Salamanque, « il délivra aux troupes espagnoles une grande quantité de vêtements, d'armes et d'autres objets, tirés des magasins de la ville; mais, une heure après la remise de tous ces effets, il eut le chagrin de les voir vendre jusque sous ses fenêtres (3). »

---

(1) Napier, t. IV, p. 83.
(2) Napier, t. XI, p. 278.
(3) Napier, t. IX, p. 140.

ANNEXE N° 12.

SÉVÉRITÉ DE WELLINGTON ENVERS LES PILLARDS.

A ceux qui accusent Wellington d'avoir favorisé le pillage des villes prises d'assaut, nous opposerons, outre les faits cités dans le texte, les ordres du jour suivants :

Ordre du 13 août 1803.

« Le major-général Wellesley punira avec la plus grande sévérité quiconque pillera dans le fort d'Ahmednuggur. »

Ordre du 7 novembre 1803.

« Quatre tambours se rendront sur-le-champ à la tente du sergent prévôt pour appliquer 200 coups de fouet à N.., que l'on a trouvé possesseur d'un animal provenant du bétail pillé. Le général-major prévient qu'à l'avenir tout homme convaincu de pillage sera puni de mort. »

A. Wellesley au colonel Murray.

« Si les alliés mahrattes ne savaient pas que je puis faire pendre tout individu d'entre eux qui se serait trouvé pillant, non-seulement il y a longtemps que je serais mort de faim, mais encore il est très-probable qu'on serait venu m'enlever mon habit jusque sur le dos. »

Ordre du 3 octobre 1810.

« Un soldat anglais et un soldat portugais ont été pendus aujourd'hui pour avoir pillé dans la ville de Leyria, où ils se trouvaient, contrairement aux ordres et dans un but criminel. Le commandant en chef espère que cet exemple servira à détourner les autres de ces actes honteux ; les troupes peuvent être assurées qu'aucun fait de ce genre ne sera oublié. Elles sont bien nourries et bien soignées. Il n'y a donc aucune raison de piller, et du reste, rien ne saurait jamais justifier le pillage. »

Ordres du 19 mai et du 21 mai 1809.

Dans ces ordres, plusieurs fois renouvelés, sir Arthur Wellesley indiquait aux chefs de corps un bon moyen de prévenir les actes de pillage; c'était de faire des appels d'heure en heure et de punir sévèrement les hommes manquants.

« ... C'est le seul moyen efficace, écrivit-il à don Freyre (le 14 novembre 1813), d'empêcher le pillage. La punition ne fait rien, car les soldats savent que pour cent hommes qui pillent un seul est puni, au lieu qu'en tenant la troupe sous les armes, tout le monde est intéressé à prévenir le pillage. »

Ordre du 7 avril 1812.

« Il est bien temps que le pillage cesse dans Badajoz... Le commandant en chef a ordonné au maréchal prévôt de se transporter dans la ville, et de faire exécuter tous les hommes qu'il trouvera occupés à piller. »

Ordre du 8 avril 1812.

« Le commandant en chef réclame l'intervention de tous les officiers pour qu'ils l'aident à mettre un terme aux scènes honteuses d'ivrognerie et de pillage qui ont lieu dans Badajoz. »

A lord Bathurst.

21 novembre 1813.

« Les Espagnols ont beaucoup pillé et causé beaucoup de mal (en France) les deux premiers jours; mais ce malheur même nous a rendu grand service. Plusieurs pillards ont été exécutés, beaucoup ont été punis, et j'ai renvoyé toutes les troupes espagnoles en Espagne pour y prendre des cantonnements; cette mesure sévère a convaincu les Français de notre désir de ne faire aucun mal aux particuliers. »

ANNEXE N° 13.

RAPPORT DU GÉNÉRAL GAZAN SUR LA BATAILLE DE VITTORIA.

« L'armée du Midi était en position sur les hauteurs en avant de Pancorbo, lorsque le 18, à 2 heures de l'après-midi, je reçus l'ordre du roi de compléter la garnison du fort de Pancorbo à 600 hommes, et de porter l'armée sur la rive gauche de l'Èbro, passant par le pont d'Armunoz, prenant toutefois position en avant de ce fleuve pour couvrir la marche des troupes de l'armée du Centre qui, de Trevino et de Haro, se portait par la route de la Puebla sur Vittoria.

« En conséquence de cet ordre, l'armée du Midi commença son mouvement rétrograde à l'entrée de la nuit, et au jour je lui fis prendre position en arrière de Miranda. Vers midi, les troupes de l'armée du Centre ayant terminé leur mouvement, celles de l'armée du Midi reprirent le leur, en se dirigeant par la route de la Puebla sur Vittoria, où, d'après l'ordre que j'en avais reçu, le quartier-général de l'armée devait aller s'établir; c'est par suite de cet ordre que le parc d'artillerie et les équipages de l'armée, qui depuis deux jours étaient établis à la Puebla, furent envoyés à Vittoria.

« En débouchant de la Puebla, je trouvai le roi qui faisait prendre position à la garde ainsi qu'aux troupes de l'armée du Centre, sur le plateau qui se trouve sur la rive gauche de la Zadorra, en face du village de Nanclarès, dans l'objet de soutenir des troupes de l'armée de Portugal qui se retiraient de Montevité ayant un faible engagement avec l'ennemi. Cet engagement étant terminé, et le général comte Reille ayant passé la Zadorra, je reçus l'ordre du roi de faire prendre position à l'armée du Midi sur la hauteur en avant du village d'Ariniz, plaçant les troupes à cheval sur la route, la droite près de la Zadorra, et prolongeant la gauche sur la montagne de Zubijana (de Alava).

« L'armée du Centre dut se former en seconde ligne, sur la hauteur de Margarita, et fut chargée de garder le pont de Villodas, et de Trespuentes. Les troupes de l'armée de Portugal qu'avait avec lui le comte Reille furent prendre position en troisième ligne, sur la même hauteur.

« La cavalerie m'étant inutile dans la position que prenait l'armée, la 1re division de dragons fut envoyée à Ali, et la 2e à Ariaga. La division de cavalerie légère resta à Ariniz, où le quartier général de l'armée s'établit.

« La colonne ennemie qui avait eu l'engagement avec les troupes de l'armée de Portugal établit son camp sur la hauteur en avant de Montevité, en portant ses avant-postes de gauche sur le village de Nanclarès, et ceux de droite sur la Zadorra.

« Le 20 au matin, je rectifiai la position que l'armée avait prise le 19 fort tard. La brigade d'infanterie de l'avant-garde, aux ordres du général Maransin, occupait le village de Zubijana. La petite route qui de Zubijana conduit à la Puebla fut reconnue, et de forts postes furent établis sur les hauteurs à la gauche de Zubijana pour observer la vallée de l'Èbro, celle de Trevino et le point de la Puebla. De cette position on voyait encore parfaitement celle du camp ennemi; et aucun mouvement ne pouvait être fait sans qu'il fût aperçu.

« La journée du 20 se passa sans aucun événement et sans que l'ennemi fît aucune espèce d'observation sur le fond qui était occupé par l'armée.

« Dans la nuit du 20 au 21, un déserteur ennemi arriva à mes avant-postes, et donna pour renseignement qu'il avait laissé, il y avait quelques heures, lord Wellington avec un gros corps de ses troupes sur la route de Bilbao à Vittoria; ce déserteur fut immédiatement envoyé au quartier-général du roi.

« Le 21, à 5 heures du matin, on aperçut beaucoup de mouvement dans le camp ennemi; on y vit les troupes se former et les tentes disparaître. J'en fis immédiatement prévenir le roi, qui se trouvait dans ce moment sur la hauteur de Margarita, et qui se rendit immédiatement à la droite de ma ligne, d'où Sa Majesté apercevait le mouvement de l'ennemi.

« Peu de temps après, les rapports du général Maransin annoncèrent qu'une forte colonne arrivait à la Puebla, et qu'elle continuait son mouvement par la grande route, se dirigeant sur Ariniz, tandis qu'une colonne moins forte se dirigeait sur la crête de la montagne de Zubijana, par la petite route. Des ordres furent immédiatement envoyés au général Maransin de se porter, avec la totalité de ses troupes, sur la crête de la montagne, afin d'y devancer l'ennemi. Le général Darricau reçut ordre de remplacer, avec une de ses brigades, le général Maransin au village de Zubijana. Le général Maransin commença son mouvement, mais l'ennemi, qui de la Puebla s'était dirigé sur Zubijana, étant arrivé avant lui sur la crête de la montagne, ce général ne put parvenir à y monter et à s'y maintenir, d'autant plus que les troupes qui débouchaient de la Puebla par la grande route prenaient en grande partie la même direction, et qu'elles allaient

continuellement renforçant celles qui étaient déjà arrivées sur la crête.

« Le général Maransin se maintint sur le revers de la montagne. La brigade de la 6e division, qui s'était portée sur Zubijana, s'établit sur la hauteur en arrière de ce village, en arrêtant, par un feu soutenu, le mouvement de l'ennemi. L'artillerie de la 6e division ainsi que la gauche de cette ligne prirent part à l'action, et le village de Zubijana fut repris. La colonne qui avait continué son mouvement par la grande route fut vivement canonnée par l'artillerie de la division de cavalerie légère, qui était dans la batterie nouvellement construite, et par celle de la 6e division, et fut arrêtée dans son mouvement par le feu du 88e régiment qui défendait la batterie, et par les troupes qui défendaient l'approche du bois; elle prit position et ne chercha plus à pousser vivement son attaque. Pendant que cette attaque avait lieu sur la rive gauche de la Zadorra, le corps ennemi qui était campé à Montevité s'était rapproché de la Zadorra; toutes les troupes qui le composaient s'étaient massées en arrière du village de Nanclarès, d'où une partie filait sur Villados, mais n'avait encore rien entrepris. Cette tranquillité de la part de l'ennemi sur ma droite donnait à penser que son attaque sur la gauche n'était point la vraie, et qu'en la faisant il n'avait d'autre intention que celle de nous obliger à dégarnir notre droite, en portant nos forces sur ce point. J'en fis l'observation au roi, mais elle ne fut point goûtée. M. le maréchal Jourdan ayant annoncé ouvertement et publiquement que tous les mouvements que faisait l'ennemi sur notre droite n'étaient que de fausses démonstrations, auxquelles on ne devait faire aucune attention, et que si nous perdions la bataille ce serait parce que la montagne qui était à la gauche de Zubijana resterait au pouvoir de l'ennemi, en conséquence je reçus l'ordre de reprendre cette position, et de m'y maintenir; et le général Tilly fut envoyé, par l'ordre direct du roi, avec sa division de dragons pour observer le débouché de la vallée de Trevino sur Vittoria, par où l'on présumait que l'ennemi se dirigeait. Je crois même que M. le général comte d'Erlon reçut l'ordre de faire observer le même point par une de ses divisions, et le roi quitta la ligne de la droite pour se porter à la gauche de la 4e division; sans doute pour être mieux à même de diriger le mouvement de troupes qui allait s'exécuter dans cette partie. — En conséquence de cette disposition du roi, la 3e division, aux ordres du général Villatte, reçut l'ordre de partir de sa position en arrière d'Ariniz, de se porter sur la hauteur à la gauche du village de Zumelzu, d'y former ses troupes, et d'attaquer, par la crête des montagnes, les troupes que l'ennemi y avait établies. Les généraux

Darricau et Maransin furent prévenus du mouvement du général Villatte, et reçurent l'ordre de le seconder dans cette attaque en attaquant à leur tour les troupes qu'elles avaient sur leurs fronts, afin de les empêcher de renforcer celles que le général Villatte allait attaquer. L'artillerie, qui était à la gauche de la 4e division, fut renforcée par 4 pièces, et le feu le plus soutenu recommença. Ces diverses dispositions furent ponctuellement exécutées. — Le général Villatte attaqua l'ennemi avec sa vigueur ordinaire; rien ne put résister au choc de sa division. La position qui devait nous assurer le gain de la bataille fut reprise, ainsi que la hauteur qui se trouve sur le front de Zubijana, et l'ennemi fut culbuté sur tous les points. L'affaire était dans cet état à l'armée du Midi, lorsque des avis parvenus au roi annoncèrent que les troupes qui étaient établies le long de la Zadorra étaient fortement attaquées; que l'ennemi passait cette rivière sur le pont de Trespuentes, et que le général Avy, qui gardait celui de Villados, avec le 27e de chasseurs à cheval, et 2 pièces de canon, ne pouvait plus s'y maintenir. Sur ces différents avis, le roi me donna ordre de cesser toute attaque sur l'ennemi et de replier l'armée du Midi sur une position plus en arrière qui me serait indiquée. Un mouvement pareil était très-difficile à faire, puisque les deux tiers de l'armée étaient engagés avec l'ennemi, et qu'il me fallait beaucoup de temps pour faire prévenir le général Villatte, qui se trouvait dans les montagnes et en avant de la ligne que l'armée allait abandonner. J'en fis l'observation à Sa Majesté. Je lui dis même que si elle avait les moyens de résister aux attaques que l'ennemi ferait sur la Zadorra, je croyais pouvoir lui répondre de me maintenir dans la position que j'occupais; mais sa réponse fut qu'il fallait se retirer. Dès lors, je dus m'occuper à rallier le plus possible de mes troupes en donnant l'ordre aux divisions Conroux, Darricau et Villatte, et à la brigade Maransin de se replier de position en position jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés sur celle qui devait m'être indiquée par M. le maréchal Jourdan. Ces ordres une fois transmis, je me portai sur la hauteur en arrière d'Ariniz, où je donnai l'ordre à la division Leval de se rendre, après avoir toutefois fait occuper le village d'Ariniz par un de ses régiments. Ce mouvement n'avait pour but que de contenir la colonne ennemie qui marchait par la grande route, et celle aussi qui allait déboucher par le pont de Villados, afin de donner plus de facilité au restant de l'armée qui était à la gauche de se retirer. Ce mouvement s'exécuta avec calme. L'artillerie de la réserve, celle de la 3e division, et celle de la première et de la cavalerie légère qui s'y réunirent firent un si grand feu qu'elles arrêtèrent le mouvement des colonnes en-

nemies, et donnèrent une grande facilité aux troupes de la gauche de se replier. Mais me trouvant débordé sur ma droite par l'ennemi qui avait passé la Zadorra, je dus penser à me replier pour venir prendre position sur une hauteur en arrière du village de Margarita, qui était occupé par des troupes de l'armée du Centre, lesquelles étaient fortement engagées avec l'ennemi. Ce mouvement s'exécuta encore.— L'artillerie et la 1re division, que je dirigeai personnellement, s'y formèrent de nouveau et recommencèrent leur feu. Mais la droite de la ligne se trouvant continuellement débordée, ne recevant point d'ordre pour prendre la position dont le roi m'avait parlé, et l'ennemi étant déjà aux portes de Vittoria, je dus continuer mon mouvement sur cette ville, après toutefois avoir encore pris position à..., toujours dans l'intention de soutenir, avec ma division de droite et mon artillerie, la retraite du restant de l'armée qui, sans cette disposition, se serait nécessairement trouvée compromise. »

ANNEXE N° 14.

LETTRES SUR DIVERS SUJETS RELATIFS A LA GUERRE D'ESPAGNE.

Joseph à Napoléon.

Briviesca, 23 août 1808.

« Votre Majesté ne rend pas justice à son frère lorsqu'elle pense qu'il n'y a pas une tête ici : je ne manque ni de tête, ni de cœur; et quand je serais pétri de boue, j'ai trop vécu près de vous pour manquer de tête et de cœur.

« Le major général (1) ne me traite pas non plus en roi. L'adversité

(1) Berthier.

élève les hommes de ma trempe, et Alexandre traitait mieux ses ennemis vaincus. Je n'ai aucun reproche à me faire : *humble, s'il le faut, dans la prospérité, j'aurai dans la position où je suis la fierté d'un homme.* Écrire au général Belliard, au maréchal Bessières, au général Monthion que Votre Majesté désapprouve mes opérations passées, c'est m'ôter la confiance dont j'ai besoin pour mes opérations à venir. Écrire à tout le monde ce qui ne doit être dit qu'au chef, c'est ôter à l'autorité l'ensemble et le nerf, non moins nécessaires à l'armée que dans le gouvernement. »

Joseph à Napoléon.

Miranda, 22 septembre 1808.

« On m'oppose des lettres du major général : celui-ci doit avoir le 2e et le 12e, celui-là le 55e et le 36e; toujours c'est la volonté de Votre Majesté qu'on oppose à la mienne.

« *Je prie Votre Majesté de ne donner ses ordres qu'à moi, et je les ferai exécuter. Qu'elle m'autorise à ôter le commandement à celui qui répond par des conseils aux ordres qu'il reçoit, et surtout qu'elle pense bien qu'il n'y a personne dans l'armée moins tâtonneur que moi; et que j'eusse été le maître absolu de mes mouvements, ayant sous moi des chefs dociles et décidés, tels que Ney, Lefebvre ou Merlin, l'ennemi serait en déroute partout.* »

Louis Palafox au roi Ferdinand VII.

« ...... Les provinces d'Espagne, depuis qu'elles sont sous le joug des Français, sont dans un état critique causé par l'absence de Votre Majesté; il n'existe pas d'autorité suprême, dirigée par une seule volonté, ce qui serait indispensable au bien de la monarchie. Chaque province est indépendante, et il faudrait, ou un chef suprême auquel elle obéirait, ou une direction unique.

« Les chefs et les juntes se croient supérieurs les uns aux autres, et de toutes ces prétentions, il résulte naturellement des désordres. C'est à ces abus qu'il faut s'en prendre, si je n'ai pas exterminé les Français, et si je ne les ai pas forcés à repasser les Pyrénées. »

Napoléon à Joseph.

Saint-Cloud, 19 octobre 1808.

« L'ennemi est-il à Burgos? Avez-vous laissé quelques troupes dans la citadelle, ou l'avez-vous détruite? Je ne sais absolument rien de ce que vous avez fait, sinon que c'est fâcheux. Je ne puis comprendre pourquoi l'état-major n'écrit pas dans le plus grand détail tous les événements, comme cela doit être, et ne m'envoie pas les rapports des généraux afin que je comprenne l'état de la question. A chaque escarmouche, je dois savoir combien de blessés et de tués, enfin le moindre détail. On me manque doublement en tenant une conduite si inexplicable. L'état-major doit écrire tous les jours trois pages. »

Joseph à Napoléon.

2 décembre 1808.

« Le duc de Dantzig refuse d'exécuter les ordres que je lui ai envoyés; il s'appuie sur des ordres contraires qu'il a reçus du prince de Neufchâtel. »

Napoléon à Joseph.

Rambouillet, 11 mars 1809.

« Mon frère, j'ai lu un article de la *Gazette de Madrid* qui rend compte de la prise de Saragosse. On y fait l'éloge de ceux qui ont défendu cette ville, sans doute pour encourager ceux de Valence et de Séville.

« Voilà, en vérité, une singulière politique. Certainement, il n'y a pas un Français qui n'ait le plus grand mépris pour ceux qui ont défendu Saragosse (1). Ceux qui se permettent de pareils écarts sont plus dangereux pour nous que les insurgés. Je crois bien qu'O'Ffarill ne l'a pas fait avec mauvaise intention; mais voilà deux fois que cela lui arrive. »

---

(1) « On voit que cette lettre de Napoléon a été écrite dans un premier moment d'humeur, toujours terrible chez lui. En se plaçant au point de vue espagnol, il n'y a aucun mépris à avoir pour les défenseurs de Saragosse, au contraire. » — DU CASSE.

Joseph à Napoléon.

Madrid, 19 avril 1809.

« Sire, le maréchal Jourdan vient de me communiquer une lettre du ministre de la guerre, du 9 avril ; elle contient des reproches assez vifs et, je crois, peu mérités, en ce qu'on se plaint qu'il n'y a pas en Espagne une impulsion centrale instantanée qui dirige tous les mouvements de l'armée.

« Le ministre de la guerre doit sentir que cette *impulsion centrale et instantanée* ne peut exister, dans l'état actuel des choses, que pour l'exécution des ordres qui arrivent de Paris en Espagne, à mesure de leur arrivée, puisque des ordres sont des ordres, et que je dois y obéir, d'autant plus qu'il arrive tous les jours que les divers généraux reçoivent des ordres pareils, et que je ne puis pas prendre sur moi de rien y changer, sans courir le risque de voir mes ordres inexécutés, en contradiction avec ceux qui arrivent de Paris.

« Si, au lieu de cette méthode, le ministre de la guerre prenait celle de ne correspondre, pour les mouvements des troupes, qu'avec le maréchal Jourdan, nous serions sûrs au quartier-général, et toute l'armée saurait aussi que l'action est imprimée du quartier-général d'Espagne; qu'ainsi elle est une et doit être réalisée sur-le-champ. Si, mieux encore, le ministre de la guerre, au lieu de transmettre des ordres qui doivent être exécutés, se contentait de nous faire connaître les intentions de Votre Majesté en masse, et nous donnait des instructions et des directions générales, qui dussent être modifiées selon les changements survenus dans les affaires d'Espagne depuis que ces instructions ont été tracées à Paris; si Votre Majesté, me donnant ses conseils, me laissait la faculté de les suivre ou non, selon les événements, et qu'elle me témoignât la confiance dont j'ai besoin pour moi-même et pour les autres, alors il pourrait y avoir une direction centrale et instantanée, une impulsion qui partirait du quartier-général des armées d'Espagne, et qui naîtrait, autant que possible, des directions générales de Paris, subordonnées aux événements survenus et aux détails du moment; *alors je pourrais, avec plus de justice, être responsable des mesures que j'aurais ordonnées.* »

Joseph à Napoléon.

Illescas, 23 juin 1809.

« Votre Majesté ne se doute pas que depuis plus d'un mois je fais

poursuivre dans les montagnes des troupeaux de 7 à 8 mille mérinos, conduits par des soldats du 1er corps d'armée, devenus bergers pour le compte de quelques généraux, qui les dérobent ainsi à leurs drapeaux, et les mérinos à leurs propriétaires (1)... »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 18 juillet 1809.

« ... Je dis plus : je pense que les deux mesures que je propose suffiront pour terminer les affaires d'Espagne comme Votre Majesté peut le désirer ; faute de les adopter, je crois que tout cela *finira mal et très-mal.* »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 21 juillet 1809.

« Sire, j'adresse à Votre Majesté la lettre que je reçois de M. le maréchal Ney, en réponse à celles que je lui ai écrites de Madrilejos, le 3, et de Madrid, le 12. Je lui donnai l'ordre de se rendre auprès de moi ; j'avais des intentions très-bénévoles pour lui, comme le verra Votre Majesté : je comptais lui donner le commandement du 4e corps, et par là lui éviter le malheur de désobéir aux ordres de Votre Majesté, ou le désagrément de se trouver sous les ordres du maréchal Soult.

« Votre Majesté verra que le maréchal Ney a cru ne devoir pas obéir à mes ordres, et qu'il ne paraît pas disposé à obéir à ceux du maréchal Soult.

« Votre Majesté fera bien de rappeler en Allemagne le maréchal Ney. Il ne servira pas bien avec le maréchal Soult. »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 27 août 1809.

« Le maréchal Ney continue à ne point obéir ni au maréchal Soult, ni à moi. . . . .

---

(1) « Nous pourrions citer un des officiers généraux dont veut parler ici le roi Joseph, qui fit venir 6,000 de ces mérinos à sa propre campagne. » — Du Casse.

« Les insurrections de la Galice et celles de la Castille sont dues en *partie* à l'exaspération dans laquelle on a mis les habitants du pays. Votre Majesté sait que je n'ai sur les troupes que l'autorité qu'elle me donne. *Lorsqu'un maréchal ne m'obéit pas, que Votre Majesté le sait, et qu'elle permet qu'il continue de commander son corps, il ne me reste plus d'autre parti à prendre que de marcher sur lui avec les troupes qui voudront m'obéir, ou à souffrir l'ignominie et la désorganisation de l'armée, ou à supplier Votre Majesté de donner le commandement de ses troupes à un homme autre que moi*; *et comme la royauté tout entière de l'Espagne est aujourd'hui dans le commandement de l'armée française, je supplie Votre Majesté d'accepter ma renonciation formelle au trône d'Espagne.* Je désire qu'elle se persuade bien que, quel que soit le parti qu'elle prenne, je serai toujours, tant que je vivrai, n'importe où et dans quelle situation, son ami et son frère le plus affectionné. »

Napoléon à Clarke.

Schœnbrunn, 10 octobre 1809.

« M. le général Clarke, je désire que vous écriviez au roi d'Espagne pour lui faire comprendre que rien n'est plus contraire aux règles militaires que de faire connaître la force de son armée, soit dans des ordres du jour, soit dans des proclamations, soit dans les gazettes; que lorsqu'on est induit à parler de ses forces, on doit les exagérer et les rendre redoutables, en en doublant ou en en triplant le nombre; et qu'au contraire, lorsqu'on parle de la force de l'ennemi, on doit la diminuer de la moitié ou du tiers; qu'*à la guerre tout est moral;* que le roi s'est éloigné de ce principe lorsqu'il a dit qu'il n'avait en tout que 40,000 hommes... »

Joseph à la reine Julie.

Madrid, 8 novembre 1809.

« Le métier que je fais est intolérable tel qu'il est aujourd'hui. Si les rapports de l'empereur avec moi ne doivent pas changer, il faut que ma position change; si sa conduite a eu pour objet de me dégoûter de l'Espagne, son but est rempli. Toute autre destination politique me conviendrait mieux. S'il lui convient de me laisser retirer au fond d'une province, loin des routes fréquentées, avec ma famille et un petit nombre de personnes peu signifiantes, je lui promets d'y vivre comme si je n'avais jamais connu d'autre état. Je ne paraîtrai jamais à

Paris : des livres, des arbres me distrairont, et mes enfants m'amuseront. Enfin tout genre de vie me convient, nul n'est au-dessus ni au-dessous de moi ; mais l'humiliante posture qu'on voudrait me faire tenir sur le trône d'une grande nation ne me convient pas. Je veux savoir ce qu'on veut de moi, et me retirer si ce qu'on me demande répugne à ma fierté. Je ne veux pas être sous la tutelle de mes inférieurs ; je ne veux pas voir mes provinces administrées par des hommes qui n'ont pas ma confiance ; je ne veux pas être un enfant couronné, parce que je n'ai pas besoin de couronne pour être homme, et que je me sens assez grand par moi-même pour ne pas vouloir monter sur des échasses... »

Ferdinand, prince des Asturies, à Joseph.

Valençay, 23 novembre 1809.

« Sire, Votre Majesté a bien voulu me permettre de compter sur son amitié. Je viens l'implorer aujourd'hui, en la priant de m'accorder son appui auprès de Sa Majesté l'empereur, son auguste frère, pour la réalisation du vœu cher à mon cœur, celui de voir mon sort uni au sort d'une nièce de Sa Majesté Impériale et Royale et de Votre Majesté Catholique, conformément à l'espérance que j'en ai conçue depuis longtemps. A qui puis-je plus convenablement m'adresser qu'à Votre Majesté Catholique pour un objet si important pour moi? Elle m'a donné le droit de compter sur son intervention, et Votre Majesté Catholique ne me la refusera pas en ma qualité de prince d'Espagne.

« Je la prie aussi de m'accorder la décoration de l'ordre qu'elle vient de créer sous la dénomination d'*Ordre royal d'Espagne*. J'ai le désir de prouver à Votre Majeste la sincérité de mes sentiments et ma confiance en elle.

« De Votre Majesté Catholique, le dévoué frère (1). »

FERDINAND.

Joseph à Napoléon.

Santa-Maria, 18 février 1810.

« Je dois penser que Votre Majesté doit aussi désirer de me mettre

---

(1) DU CASSE, t. VII, p. 148 et 149.

dans une position convenable vis-à-vis de tout le monde ; elle ne peut pas vouloir que son frère soit à chaque instant humilié par des ordres que lui transmettent des généraux qui lèvent des impôts, font des proclamations, émanent des lois, et me rendent ridicule aux yeux de mes nouveaux sujets.

« Les généraux Kellermann et Loison, entre autres, ont beaucoup fait de ces choses-là. »

Joseph à Napoléon.

Séville, 30 avril 1810.

« ... M. le maréchal Ney a poussé l'insulte jusqu'à faire enlever les caisses de mon receveur, dans la ville même d'Avila, par des troupes de son corps d'armée, qui y sont entrées et ont exécuté ses projets devant la garnison, à laquelle le gouverneur a heureusement donné l'ordre de laisser faire.

« Si Votre Majesté n'a pas autorisé le maréchal Ney à cet acte, et nul décret connu de moi de moi ne l'y autorise, le maréchal Ney sera puni par Votre Majesté, je n'en doute pas. . . . .

. . . .

« Depuis longtemps je ne suis pas bien traité. Le temps éclairera Votre Majesté; mais, dans aucun cas, Votre Majesté ne peut vouloir que son frère, quel qu'il puisse être, soit humilié et insulté. Je demande justice à Votre Majesté, et je m'abstiens de toute autre explication. »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 18 août 1810.

« Je ferai en sorte que la réponse que j'attends de Votre Majesté me trouve à Madrid; mais je la supplie de ne pas me faire attendre longtemps, car les choses sont plus fortes que les hommes; et, le jour où je serai entièrement abandonné par ma garde, par mon service, par tout ce qui constitue un gouvernement, je n'aurai plus d'autre parti que celui de rentrer en France pour me mettre à la disposition de Votre Majesté, en la priant de trouver bon que je me réunisse à ma famille, dont je suis séparé depuis six années; il est temps que je retrouve dans l'obscurité domestique des affections et un calme que le trône m'a fait perdre, sans m'avoir rien donné en échange, puisque ce n'est pour moi qu'un lieu de supplice, d'où je contemple passivement la dévastation d'un pays que j'avais espéré pouvoir rendre heureux.

« Je ne puis plus même aujourd'hui, comme l'année passée, trouver un refuge à l'armée. En combattant les ennemis de Votre Majesté et de l'Espagne, mes yeux étaient distraits du spectacle qui m'afflige aujourd'hui, et du moins ma position était compatible avec l'honneur. Si tout ce qui est répandu par les officiers qui arrivent de Paris, rendu vraisemblable par la lettre du prince de Neufchâtel, du 14 juillet, se vérifie; si Votre Majesté m'ôte le commandement de l'armée d'Andalousie, et affecte exclusivement les revenus de ces provinces à l'armée, je n'ai plus d'autre parti à prendre qu'à quitter la partie »

Joseph à la reine Julie.

Madrid, 21 août 1810.

« ... Si l'on veut tenir à l'Espagne ce qu'on lui a promis, me donner toute autorité sur l'armée, avoir en moi la confiance qui m'est due, l'Espagne sera pacifiée et amie de la France dans un an; si l'on continue dans le système commencé depuis février, toute l'Espagne sera bientôt une ardente fournaise d'où personne ne se tirera avec honneur. On ne connaît pas cette nation. Oui, c'est un lion que le raison conduira avec un fil de soie, mais qu'un million de soldats ne réduira pas par la force militaire. Tout est ici soldat, si on veut gouverner militairement; tout sera ici ami, si on veut parler de l'indépendance de l'Espagne, de la liberté de la nation, de sa constitution, de ses cortès. Voilà la vérité : qu'on choisisse. Le temps prouvera ce que je dis.

Conserve cette lettre, elle est prophétique. Quant à moi, je serai heureux de rester roi d'Espagne, si je puis faire le bonheur de la nation et m'acquitter envers la France en lui faisant de l'Espagne une bonne et utile amie; c'est ce que je ne puis faire qu'autant que l'empereur aura confiance en moi. S'il en est autrement, si l'on veut établir des gouvernements militaires, je ne suis pas propre à cela; je ne puis pas être témoin de la flagellation des Français et des Espagnols. Je m'enveloppe de mon manteau, et il ne me reste qu'à me retirer. »

Joseph à la reine Julie.

Madrid, 18 novembre 1810.

« ... Je redeviens simple particulier avec plaisir dès que je ne puis plus remplir mes devoirs de roi d'Espagne; je trouverai de la grandeur dans la vie privée, du moment qu'elle ne sera pas tous les jours un reproche que je me ferai à moi-même, comme celle que je mène ici depuis l'institution des gouvernements militaires.

« Ce n'est pas l'ambition qui m'a fait accepter la puissance; mais c'est la raison et le sentiment de ma dignité qui m'en fait abandonner l'ombre, lorsqu'il m'est démontré que je ne puis plus rien pour le bien de l'Espagne et de la France, et que je me déshonore ici comme un idiot, ou un ambitieux intrigant et dissimulé. Je ne suis ni l'un ni l'autre, et je le prouve en quittant le palais des rois, en témoignant à l'empereur mes véritables sentiments. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 24 février 1811.

« ... Les Espagnols qui prennent du service ne désertent plus aujourd'hui, *tant qu'ils sont payés;* l'opinion publique ne leur fait plus abandonner les drapeaux; ce n'est que le dénûment où ils se trouvent de tout, tandis que dans l'Andalousie on se livre à toutes sortes de profusions. Français et Espagnols, tout ce qui est auprès de moi est dans la plus affreuse misère. Aussi ne puis-je répondre de rien. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 13 mars 1811.

« ... Dois-je répéter si souvent que les troupes à mon service ne sont ni payées ni vêtues depuis huit mois? Celles de l'empereur n'ont pas de solde depuis sept; leur subsistance même est compromise aujourd'hui!... »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 28 juillet 1811.

« Sire, je ne puis assez redire à Votre Majesté que l'opinion est ici très-améliorée; que je suis sans argent; qu'avec quelques millions nous ferions des progrès prodigieux, qui épargneraient bien du sang et des peines dans la suite. Toutes les bandes demandent à entrer à mon service; elles suivent le mouvement de l'opinion : mais je n'ai pas le sou, je ne puis payer personne. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 10 août 1811.

« Si j'avais reçu les secours qui m'ont été promis à Paris, j'aurais

10,000 Espagnols au lieu de 5,000, et je pourrais suffire à tout; mais, sans argent, je ne puis habiller, équiper, solder des troupes nouvelles. On ne se bat plus pour des opinions ici : je le répète, aujourd'hui l'opinion est pour nous. Avec de l'argent on aurait plus de soldats qu'il n'en faut, désertant moins que les étrangers qui sont dans l'armée française... »

Joseph à Berthier.

Madrid, 24 août 1811.

« ... Si cet état de choses dure, avant six mois nous évacuerons l'Espagne, faute de vivres. L'ennemi n'épargne pas l'argent. Quant à moi, pour tout dire d'un mot, puisque j'ai un chiffre, je ne sais pas comment je payerai ma table dans huit jours; tous mes employés sont encore pis.

« Il faut que l'empereur connaisse la vérité, et je vous prie de ne pas lui laisser ignorer le contenu de cette lettre. Et cependant, le moment d'un grand changement est arrivé; mais l'opinion cède à la force des choses.

« Sans argent, sans territoire, sans troupes, sans autorité, comment l'opinion peut-elle longtemps entourer un homme? Une seule chose me console : je n'ai pas mérité un pareil sort; mais ce qui ne me console pas, c'est que l'empereur use inutilement ses forces en Espagne, tandis qu'avec peu de moyens on pourrait tout terminer. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 5 septembre 1811.

« ... Je le dis avec regret, mais je le dis avec vérité : les affaires vont mal et très-mal en Espagne. Il y a autant de despotes qu'il y a de gouverneurs, de généraux et même d'intendants. Chacun fait des lois à sa guise; il n'y a nulle unité, nul ensemble. Les peuples, tiraillés dans tous les sens, fatigués, dégoûtés, reprendront leur dernier courage, celui du désespoir. . . . .

. . . .

« Les mesures prises par M. le duc de Raguse sont une nouvelle preuve de cette vérité. On exaspère le peuple sans profit. Il frappe une contribution de quatre millions de réaux au moment même où il quitte la province de Tolède; je n'en suis pas même prévenu, et la province de Tolède s'étend jusqu'aux portes de Madrid, et la province de Tolède

est presque en totalité occupée par ma garde, par des régiments espagnols !... »

Napoléon à Clarke.

Anvers, 3 octobre 1811.

« Monsieur le duc de Feltre, je vous envoie les lettres du duc de Tarente. Donnez le commandement de l'armée de Catalogne au général Decaen. Répondez au duc de Tarente qu'il ne doit correspondre en rien avec le roi d'Espagne, ni répondre à aucune lettre de ses ministres.

« Vous donnerez la même instruction au général Decaen. »

Joseph à Napoléon.

Madrid, 23 décembre 1811.

« Je suis aujourd'hui réduit à Madrid. Je suis entouré de la plus horrible misère, je ne vois que des malheureux autour de moi ; les principaux de mes fonctionnaires sont réduits à n'avoir pas de feu chez eux. J'ai tout donné, tout engagé; je suis moi-même tout près de la misère. Que Votre Majesté me permette de rentrer en France, ou que Votre Majesté me fasse payer exactement le million par mois qui m'a été promis à dater du 1er juillet : avec ce secours, je puis me traîner; sans cela, je ne puis pas prolonger mon séjour ici, et je serai embarrassé de faire même mon voyage : j'ai épuisé toutes mes ressources. »

Joseph à l'ambassadeur de France.

Madrid, 1er janvier 1812.

« En revenant en Espagne, il y a six mois, j'y ai rapporté de Paris la promesse de voir : au mois de septembre, le commandement et l'administration réunis dans un centre intéressé à la prompte pacification de l'Espagne; la promesse qu'il serait versé à mon trésor, à Madrid, le quart de toutes les contributions du royaume, celle du commandement des troupes des armées de Portugal et du Midi, qui se replieraient dans l'arrondissement occupé par l'armée du Centre.

« Aucune de ces promesses ne s'est vérifiée. . . . .

. . . .

« La misère des employés civils est si grande, que j'ai tel de mes principaux fonctionnaires publics qui n'a pas de feu chez lui, tel autre qui n'a pas de pain, et il n'est pas de jour, monsieur le comte, que je ne

donne à des gens à qui il est dû par l'État dix mille francs d'appointements, *cent francs* (et je vous les nomme)... »

Napoléon à Berthier.

Paris, 6 janvier 1812.

« Mon cousin, il y a dans les rêveries du maréchal de Saxe, parmi beaucoup de choses extrêmement médiocres, des idées sur la manière de faire contribuer les pays ennemis sans fatiguer l'armée, qui m'ont paru bonnes. Lisez-les, et mettez-en le contenu dans une instruction qui sera destinée à être envoyée à mes généraux en Espagne. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 1er janvier 1812.

« L'empereur doit regarder comme une preuve nouvelle de l'intérêt qui, par toutes les raisons possibles, m'attache à son service et au bien de la France, l'observation que je renouvelle encore aujourd'hui de l'indispensable et urgente nécessité de centraliser dans les mêmes mains la direction des armées et de l'administration, et la direction à donner à l'opinion de toutes les provinces; car le but de la guerre est un et dans l'intérêt des deux nations. Sans ces deux mesures principales, les affaires d'Espagne ne finiront jamais, ou finiront mal pour les armées de Sa Majesté Impériale. »

Napoléon à Berthier.

Paris, 16 mars 1812.

« Mon cousin, faites connaître au roi d'Espagne, par une estafette extraordinaire qui partira ce soir, que je lui confère le commandement de toutes mes armées en Espagne, et que le maréchal Jourdan remplira les fonctions de chef d'état-major. Vous informerez le roi que je lui fais connaître mes intentions sous le point de vue politique par le canal de mon ambassadeur... »

Joseph à Berthier.

Madrid, 17 avril 1812.

« Je n'ai aucune notion sur les forces ennemies, ni sur les forces de l'armée française, chaque général s'étant absolument isolé de moi

depuis l'institution des gouvernements militaires. Je ne doute pas que l'empereur ne veuille me donner toute la latitude indispensable pour changer l'état actuel des choses, et qu'il ne me continue les secours d'argent, dont j'ai plus besoin que jamais. Je n'ai point de nouvelles du duc de Dalmatie; mais il n'est que trop probable que Badajoz doit être tombé au pouvoir de l'ennemi, et que Ciudad-Rodrigo a livré à l'armée anglaise tous les moyens d'artillerie qui existent en Espagne.

« Les guerillas sont dans les gouvernements militaires des armées, car Mendizabal commande, à la tête de 12,000 hommes, à Potès; 3,000 sont sur l'Èbre, 3,000 aux portes de Tolosa.

« La famine est dans les villes; le désespoir est dans les campagnes, privées de tous moyens de transport et des moyens de labourage. L'armée n'est pas soldée depuis plus d'un an. L'officier est malheureux, et le citoyen ne sait plus que croire du présent et du futur. »

Don Miguel Azanza au ministre des affaires étrangères à Paris.

19 juin 1810.

« ... L'opinion que les régiments et les corps espagnols sont nuisibles parce que ceux qui les composent désertent et vont augmenter le nombre des ennemis après avoir causé de grandes dépenses à l'État, est ici généralement reçue, et par conséquent prématurée.

« J'ai représenté au ministre qu'aucune mesure n'était plus nécessaire et plus politique que celle-là, parce qu'aucun gouvernement ne peut exister sans force; que quoiqu'il soit vrai que dans le commencement la désertion fût considérable, elle n'était pas si absolue ni si complète qu'on le disait, puisque toutes les masses d'insurgés qui avaient pris le nom d'armées ont disparu, et se réduisent à quelques partis de brigands qui présentent peu d'attraits à ceux qui ont pris du service sous les drapeaux du roi; que tous les jours le nombre diminue à mesure que l'esprit public s'étend dans les provinces, et qu'il est à espérer que bientôt on n'en voudra plus; que les corps espagnols employés aux garnisons laissent libres les troupes françaises pour les opérations de la campagne, comme les généraux français le désiraient, quand ils se plaignaient d'être obligés de diviser leurs forces pour conserver la tranquillité dans les provinces déjà soumises... »

Joseph à Soult.

Madrid, 7 mai 1812.

« ... Le maréchal Marmont a l'ordre de suivre l'armée anglaise par l'Estramadure, en passant le Tage à Almaraz, si lord Wellington passe sur la rive gauche de ce fleuve, et fait mine de se porter en Andalousie. Le maréchal Marmont laisserait pour la garde de ses provinces la moitié de son armée.

« Vous, monsieur le duc, vous recevez par la présente, *l'ordre positif, à votre tour, de détacher le comte d'Erlon, avec le tiers de votre armée.* Vous le chargerez de suivre le mouvement de l'ennemi sur la gauche du Tage, de l'observer sans cesse, de retenir sur cette rive le corps du général Hill; et si ce corps passait sur la rive droite malgré sa présence, le comte d'Erlon devra se diriger vers le pont d'Almaraz, à l'effet de couvrir Madrid et d'être en mesure de prendre part aux événements qui pourraient avoir lieu. Le comte d'Erlon doit correspondre le plus souvent possible, par toute sorte de voies, avec le général Darmagnac, qui commande sur le Tage à Talavera, à Almaraz, etc., etc.

« *Le succès des armées françaises en Espagne dépend désormais de l'accord qui doit exister entre les armées du Midi et de Portugal.* Je suis placé au centre pour cela. Si le général anglais prend une offensive décidée sur l'une de nos armées, il doit y être battu, si le maréchal Marmont d'un côté, et vous de l'autre, monsieur le duc, vous exécutez ponctuellement les ordres que vous recevrez, et si vous pouvez obtenir que la correspondance devienne plus active entre ces divers corps, et par toutes sortes de voies. »

Joseph à Berthier.

Madrid, 18 mai 1812.

« ... 1° Un conseiller d'État, mon commissaire auprès du duc de Raguse, qui m'en fait l'éloge depuis un an, qui a beaucoup travaillé, est chassé par le général Foy comme un vil coquin, et pourquoi? parce que le général Foy veut faire à Talavera ce qu'il a fait, il y six mois, à Placencia; qu'il veut pouvoir tout faire. 2° La province d'Avila m'annonce des députations pour se plaindre d'un ordre du jour qui ordonne de brûler tous les villages qui ne fourniront pas ce que l'on demande, dans un moment *où le peuple n'a pas de pain.* 3° La province de Ségovie est envahie par l'armée de Portugal; les mécontentements y grossissent; on défend au peuple d'obéir à toute autre autorité qu'à

celle du *colonel du* 50e *régiment de l'armée de Portugal.* . . . .

. . . .

. . . .

« Je n'ai point de nouvelles de l'armée du Midi, de l'armée du Nord ni de l'Aragon. Le général Dorsenne m'écrit qu'il n'est pas sous mes ordres ; le maréchal Suchet ne m'a pas écrit depuis vingt jours, *et ne me rend compte de rien.* Le duc de Dalmatie *ne m'a jamais écrit et paraît ignorer mon commandement.* Que l'empereur ne tarde pas à se prononcer, sinon tout croulera dans ce pays, surtout si l'empereur part pour le Nord. »

Joseph à Clarke.

Madrid, 5 juin 1812.

« ... J'avais déjà écrit particulièrement au général Caffarelli et à M. l'intendant général Dudon (lettres n°s 2 et 3 des *Mém.*), parce qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour ramener l'armée du Nord au système de centralisation adopté par l'empereur, et auquel elle s'est jusqu'ici refusée. En effet, le duc de Raguse ayant insisté, ainsi que vous le verrez par sa lettre du 29 du mois dernier au maréchal Jourdan, qui vous la communique, pour obtenir le concours de l'armée du Nord dans le cas prévu par les instructions de l'empereur, je n'ai pas hésité à donner au comte Caffarelli les ordres positifs que vous trouverez consignés dans la lettre que je lui ai écrite le 3 de mois. J'espère que je serai obéi, et que ces dispositions ne rencontreront plus d'obstacles, surtout d'après les explications que contient votre lettre du 12, et qui ne laissent aucune incertitude sur les intentions de l'empereur, que vous aurez sans doute fait connaître directement aux généraux en chef. J'ajoute à ces mesures celle d'envoyer un de mes aides de camp au duc de Dalmatie, avec les expéditions des lettres que je lui ai écrites les 19, 26 et 28 du mois dernier ; lettres qui ont toutes été communiquées à M. le prince de Neufchâtel, et dont les copies sont actuellement entre vos mains. Je presse de nouveau l'exécution des ordres que j'ai donnés pour faire agir le comte d'Erlon dans les diverses hypothèses développées dans ces lettres.

« J'ai écrit aussi au maréchal Suchet, ainsi que vous l'aurez vu par ma lettre du 29 mai au prince de Neufchâtel, pour faire marcher une division de l'armée de Valence. Ainsi, je pense avoir fait tout ce qu'il y a en mon pouvoir de faire pour soutenir l'armée de Portugal, ou la

dégager selon le mouvement de l'ennemi, et couvrir en même temps Madrid. »

Le colonel Desprez à Joseph.

Séville, 13 juin 1812.

« J'ai enfin demandé à M. le maréchal Soult si, dans le cas où les troupes anglaises marcheraient sur le Nord, le comte d'Erlon recevrait l'ordre de passer le Tage. On me répondit positivement que non. Je n'ai pas cru devoir prolonger la discussion, et je priai M. le maréchal de faire connaître lui-même à Votre Majesté ses intentions. »

Joseph à Soult.

Madrid, 30 juin 1812.

« ... Les événements ont assez *justifié les mesures que j'avais prises, et prouvé l'erreur dans laquelle vous êtes sur les véritables projets des Anglais. Vous avez pu vous tromper; mais si vous avez formellement défendu au comte d'Erlon de passer le Tage, dans le cas où les Anglais qui sont en Estramadure se porteraient sur la rive droite de ce fleuve pour se joindre au gros de l'armée ennemie, vous aurez donné au comte d'Erlon des ordres contraires à ceux que j'ai donnés à vous et à lui-même; vous avez mis votre autorité au-dessus de la mienne; vous ne me reconnaissez pas comme commandant des armées en Espagne.*

« D'après cela, placé, comme je le serais, dans l'alternative, ou de me priver de vos talents et de votre expérience militaires, ou de laisser briser entre mes mains, dès les premiers pas, le pouvoir que je tiens de l'empereur, je ne puis hésiter..... »

Joseph à Soult.

Toboso, 17 août 1812.

« Monsieur le maréchal, j'ai reçu votre lettre du 8. Je vois avec la plus vive peine que les nouvelles désastreuses du 22 juillet, que vous connaissez, n'ont pu modifier en rien la résistance permanente que vous avez mise en vous isolant entièrement des affaires du Nord. Je vois, d'après ce que vous me mandez, que beaucoup de mes lettres ne vous sont pas parvenues; mais je vois aussi que *celle du 9 juillet vous est parvenue huit jours après sa date. L'exécution de la mesure qu'elle prescrit eût sauvé Madrid et peut-être l'Andalousie.* Si j'eusse été rejoint

par les 10,000 hommes que je vous ai demandés, lord Wellington n'eût pas impunément approché de Madrid; il eût été inquiété dans le Nord ou suivi dans le Midi, quelle que fût celle de ces directions qu'il eût donnée à son armée. Mais le passé ne nous appartient plus, monsieur le duc; venons au présent... »

Joseph à Clarke.

Aleira, 13 août 1812.

« Monsieur le duc, il y a trois mois que je n'avais eu des nouvelles de France; je n'en ai eu ici que par les papiers publics. Rien ne m'est parvenu, ni de la grande armée ni de Paris, depuis le 2 juin. Je ne trouve pas de nouvelles de l'armée du Portugal ni de celle du Nord. »

Joseph à Clarke.

Valladolid, 10 avril 1813.

« Le maréchal Jourdan vous envoie exactement les nouvelles du Midi; elle sont on ne peut plus favorables. Le parti anglais a le dessous. Les troupes de l'insurrection se désorganisent; et pour peu que les affaires générales de l'Europe le permettent, je ne doute point que dans l'année courante, nos affaires ne prennent dans la Péninsule un aspect plus favorable que pendant celle qui vient de s'écouler. »

Joseph à Clarke.

Torquemada, 5 avril 1813.

« *Le temps ne fait tous les jours que me convaincre davantage que j'ai bien vu. Je n'hésite donc pas à répéter : battons les Anglais, les vrais ennemis de la France en Espagne; et les Espagnols redeviendront des alliés, et ils rentreront dans le système de la France, dans lequel ils ont été depuis cent ans, et qu'ils regrettent tous les jours davantage.* »

Joseph à Clarke.

Saint-Jean-de-Luz, 4 juillet 1813.

« J'ai trop appris à mes dépens qu'il est impossible de commander des armées françaises organisées, conduites et administrées comme elles l'ont été; que, roi d'Espagne et général en chef, l'un nuit à l'autre,

et que, finissant par n'être ni l'un ni l'autre, je nuis à la France et à l'Espagne en prolongeant les déchirements, tandis que je n'ai jamais eu d'autre but ni d'autre ambition que de servir l'une et l'autre. *La pacification de l'Espagne par la force des armes est impossible; je ne puis que répéter aujourd'hui ce que je dis depuis longtemps.* »

Clarke à Jourdan.

Paris, 6 juillet 1813.

« A l'approche de l'ouverture de la campagne, les dépêches de Sa Majesté ne m'entretenaieut que de la mésintelligence des Anglais et des Espagnols, des dispositions favorables de la nation pour le roi, et même des ouvertures de plusieurs chefs pour se rallier à lui et lui amener sous ses drapeaux des corps d'armée entiers. »

ANNEXE N° 15.

LIGNES DE TORRÈS-VEDRAS.

(Notes extraites du MÉMOIRE du colonel John Jones.)

Les côtes du Portugal, hérissées de rochers, offrent peu de points favorables pour une communication avec la mer; et, dans tout l'espace que devaient couvrir les lignes projetées, on n'en put trouver qu'un seul qui fût convenable; c'est une petite baie qui n'a pas 180 mètres de profondeur, et qui n'est qu'en partie abritée contre les tempêtes de l'Océan par le fort Saint-Julien, situé à l'embouchure du Tage. La mer y est tellement agitée par intervalles, que, durant des jours entiers, une barque ne pourrait s'en approcher sans danger.

Les retranchements destinés à couvrir le point d'embarquement devaient remplir trois objets :

1° Former une position d'une étendue telle que l'armée tout entière pût y trouver place, et y mettre en sûreté son artillerie et ses

magasins, dans le cas où le mauvais temps retarderait l'embarquement;

2° Contenir un ouvrage fermé, servant de réduit à la ligne principale, d'une étendue et d'une force telles qu'il pût être défendu par un petit nombre de troupes, si un coup de vent venait contrarier l'opération après qu'une partie des troupes aurait déjà été embarquée, ou même dans l'hypothèse où l'armée ferait, pendant son mouvement de retraite, avant de parvenir au lieu d'embarcation, des pertes assez graves pour lui ôter la possibilité d'occuper l'enceinte extérieure;

3° Enfin, fournir sur le rivage un petit poste d'une force suffisante pour protéger l'arrière-garde de l'armée, et assurer son embarquement.

On remplit le premier objet au moyen d'une ligne de redoutes détachées et d'ouvrages intermédiaires, dont la droite était appuyée au Tage, près du fort das Maias, et la gauche sur l'Océan, en arrière du canal, à la tour ou petit fort de la Junquiéra. Les ouvrages de cette ligne extérieure commandaient la ville d'Oeiras, et comprenaient en dedans de leur tracé, dont le développement était de 3,000 yards (2,700 mètres), tout le promontoire, à l'extrémité duquel est le fort Saint-Julien. On atteignit le second objet de la défense en construisant un grand ouvrage irrégulier et fermé, sur le sommet de la hauteur démesurée de ses escarpes et l'extrême profondeur de ses fossés, qui le mettent à l'abri de toute attaque de vive force, si les défenseurs opposent la moindre résistance.

Dans l'hypothèse d'une série d'opérations conduites sur la rive gauche du Tage, on avait établi à Sétuval, comme point secondaire d'embarquement, une ligne d'ouvrages destinés à couvrir la rive droite de ce port et à assurer sa communication avec la mer. Ces ouvrages, composés en partie d'une ligne continue, et en partie de redoutes détachées, avaient leur droite défendue, à petite distance, par le fort Saint-Philippe, et leur gauche appuyée à un escarpement. Le développement de leur front était au plus de 1,500 yards (1,300 mètres); et, comme ils occupaient les points les plus favorables à la construction de batteries qui auraient incommodé les transports, ils formaient, avec le fort Saint-Philippe, un poste très-imposant, dans lequel une division pouvait se maintenir pendant l'embarquement du principal corps d'armée, et ensuite effectuer sa retraite en sacrifiant une faible arrière-garde dans le fort.

La principale ligne de défense, qui prit dans la suite le nom de

seconde ligne, avait été établie d'après les conditions suivantes :

1° Qu'il n'y a que quatre grandes routes qui conduisent à Lisbonne, entre la mer et le Tage, au-dessous du point où ce fleuve, ayant acquis une largeur et une profondeur considérables, devient, militairement parlant, une barrière insurmontable pour une armée;

2° Que trois de ces routes, à des points presque en ligne droite, passent sur des cols ou entre des hauteurs qui offrent de grands moyens de défense, savoir : dans les défilés de Mafra, de Montechique et de Bucellas;

3° Que la quatrième, qui borde le Tage, où le terrain présente moins de ressources pour la défense, passe à Alhandra, au pied d'une forte chaîne de montagnes qui se trouvent à environ deux lieues en avant de la droite de la ligne des défilés dont on vient de parler;

4° Enfin, que le pays situé entre ces routes étant montueux et accidenté, une armée ne pouvait, sans éprouver les plus grands retards et d'extrêmes difficultés, le traverser sur aucun point avec son artillerie.

On proposa de fermer les passages entre les montagnes par des ouvrages très-forts, et d'élever sur les différentes chaînes de montagnes qui s'étendent d'un passage à l'autre une ligne de retranchements présentant une barrière continue à travers la Péninsule; de sorte qu'une armée d'invasion se trouvât dans la nécessité de forcer cette ligne par une attaque de front, avant de pouvoir se porter sur Lisbonne.

La nature avait beaucoup fait pour l'exécution de ce projet.

ANNEXE N° 16.

NOTES SUR LA PRESSE ANGLAISE.

Voici quelques documents propres à justifier ce que nous avons dit de la presse anglaise.

Prince de Wagram au maréchal Masséna.

Paris, 4 décembre 1810.

« L'empereur, prince, a vu par les journaux anglais que nous aviez

établi des ponts sur le Tage, et que vous en avez sur le Zezere, défendu sur les deux rives par de fortes têtes de pont... Vous trouverez ci-joints des *Moniteurs* qui donnent des nouvelles de Portugal, parvenues par la voie de l'Angleterre, et datées du 12 novembre. »

Napoléon à Berthier.

27 mai 1810.

« Écrivez au prince d'Essling qu'il résulte de l'état de situation de l'armée anglaise, extrait des journaux anglais, que cette armée est de 23,000 Anglais et Allemands et de 22,000 Portugais. »

Le même au même.

3 novembre 1810.

« Envoyez au général Drouet le *Moniteur* d'aujourd'hui; il contient des nouvelles du Portugal, venues par la voie des journaux anglais. »

Le même au même.

7 mai 1811.

« Je vous envoie la traduction des journaux anglais. Vous y verrez que, le 18 avril, Wellington avait passé le Tage. Je vous prie de faire copier ces dépêches et de les envoyer ce soir aux ducs d'Istrie et de Raguse, et même au général Belliard. »

Le prince de Wagram à Masséna.

Paris, 22 décembre 1810.

« Je vous envoie les *Moniteurs;* vous y verrez que nous apprenons par les nouvelles d'Angleterre, qu'au 1er décembre vous vous fortifiiez dans votre position de Santarem... Par les nouvelles des journaux anglais, il paraît qu'il y a eu beaucoup de malades dans leur armée; ils ne comptent que 27 à 28,000 hommes sous les armes, et un effectif de 31,000, y compris la cavalerie et l'artillerie. »

Napoléon à Berthier.

19 novembre 1811.

« Envoyez au duc de Raguse les *Moniteurs* d'un mois; il y verra

que les Anglais ont 18,000 malades et paraissent décidés à rester sur la défensive. »

Berthier à Masséna.

29 mars 1816.

« Nous sommes parfaitement instruits par les Anglais et beaucoup mieux que vous ne l'êtes. L'empereur lit les journaux de Londres, et chaque jour un grand nombre de lettres de l'opposition, dont quelques-unes accusent lord Wellington et parlent en détail de vos opérations. »

Wellington à lord Liverpool.

3 juillet 1810

« Très-récemment, tous les journaux anglais rendaient compte, non-seulement du nombre de nos troupes, mais encore des positions qu'elles occupent. »

Wellington au général Graham.

10 août 1810.

« Dans cette lettre, Wellington se plaint d'avoir trouvé dans les journaux anglais les renseignements les plus exacts et les plus détaillés sur les batteries et les ouvrages qu'on élevait alors à Cadix et dans l'île de Léon. »

Voir également ses lettres du 21 novembre 1809 et du 25 avril 1811, à lord Liverpool : l'une et l'autre reproduites dans le corps de l'ouvrage.

Wellington : ordre général.

10 août 1810.

« Il y a un fait qui est venu à la connaissance du commandant en chef : c'est que les plans de l'ennemi ont été combinés d'après des renseignements tirés des journaux anglais, et que ces renseignements ne peuvent avoir été donnés que par des lettres particulières des officiers de l'armée. »

Berthier au maréchal Marmont.

Paris, 7 mai 1811.

« Je vous envoie, monsieur le maréchal, la traduction des journaux anglais; vous y verrez que, le 18 avril, lord Wellington avait passé le Tage : ainsi, il paraît qu'il n'y avait plus, du côté de la Castille, que la moitié de l'armée anglaise. »

Le même au même.

Paris, 4 août 1811.

« Par les nouvelles de Londres, il paraît que les Anglais renforcent leur armée. »

En 1812, le général Souham, qui était au delà de Burgos, et le roi Joseph, qui occupait avec Soult les environs d'Almanza, se trouvèrent pour ainsi dire dans l'impossibilité de correspondre entre eux. « Aussi, le meilleur mode de communication était-il par le canal du « ministre de la guerre, à Paris, qui puisait ses informations les plus « sûres dans les gazettes anglaises. » (Napier, t. IX, p. 354.)

Le duc de Feltre à Napoléon.

Paris, 8 octobre 1812.

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté quelques extraits des journaux anglais les plus récents, j'ai choisi ce qui pourrait être de quelque intérêt dans les circonstances actuelles. »

Le même au même.

Paris, 18 novembre 1812.

« J'ai l'honneur d'adresser à Votre Majesté plusieurs extraits des journaux anglais, contenant quelques faits utiles ou intéressants à connaître. »

Ces extraits donnaient des détails minutieux sur l'effectif, la situation et la destination des armées sicilienne, espagnole et anglo-portugaise, le chiffre exact des renforts envoyés d'Angleterre; enfin un système complet de nouvelles pour l'ennemi.

Napoléon.

« Le 18 octobre 1812, l'empereur dit au colonel Desprez, envoyé en

Russie par le roi Joseph, « qu'il venait d'apprendre par les journaux « anglais que Soult évacuait l'Andalousie et se réunissait aux armées « du Centre et d'Aragon. »

Wellington à ......

16 mars 1813.

« En Angleterre, il n'est pas difficile de communiquer des renseignements par la voie d'un journal. Les articles de tous les journaux sont de véritables renseignements pour l'ennemi, et j'en sais qui ont servi à établir des plans d'opérations. »

Wellington à Ch. Stuart.

10 octobre 1813.

« Wellington constate dans cette lettre que les journaux qui lui faisaient tant de tort, par ce qu'ils publiaient, lui en faisaient presque autant par ce qu'ils ne publiaient pas. Et, à ce propos, il cite une plainte du gouvernement portugais, fondée sur ce que les gazettes de Londres avaient oublié de mentionner les services rendus par les corps de troupes nationales. »

Le même à H. Wellesley.

26 janvier 1814.

« La populace de Madrid et celle de Cadix sont toutes deux mises en mouvement par le même ressort, la presse, dans les mains des mêmes gens. »

Le même au général Lameth.

15 mai 1814.

« Un faux exposé des faits est d'un usage ordinaire parmi les journalistes. »

Dans une autre lettre, Wellington déplore le mal que faisaient les journaux anglais, dont il était impossible de rectifier les erreurs sans publier des faits que l'ennemi et le public devaient ignorer.

Pour terminer cette longue énumération de faits constatant la fâ-

cheuse influence du journalisme sur les opérations militaires, nous citerons encore la lettre suivante.

Wellington à lord Liverpool.

Louzao, 16 mars 1811.

« En réponse à votre lettre du 16 février, relative aux publications dans les journaux, je vous assure que je n'ai pas eu l'intention de dire que les renseignements donnés dans les journaux, et dont j'ai parlé, provinssent soit des bureaux de Votre Seigneurie, soit de ceux du commandant supérieur; car je sais qu'ils ne reçoivent aucune information, au moins de ma part. Mais je désirerais vous faire sentir avec quel désavantage nous menons nos opérations. Foy a rapporté de Paris, non-seulement le journal contenant les renseignements en question, mais des copies de toutes mes dépêches, ce qui a fait connaître à Masséna tout ce que je me proposais de faire en novembre contre ses positions. Il sut aussi très-exactement les détails des miennes, combien il y avait de canons pour les défendre, ce que j'avais dessein de faire, etc. Il peut être fort bon de donner ces renseignements au public en Angleterre; mais si l'on veut les avoir, il faut que l'on sache ce qu'il en coûte, et les avantages que leur connaissance donne à l'ennemi dans toutes ses opérations.

« Je suis certain que Votre Seigneurie n'espère pas que moi ou tout autre général commandant l'armée anglaise, nous ayons la prétention d'empêcher les officiers de correspondre avec leurs amis. On ne pourrait y parvenir si on le tentait, et l'essai qu'on en ferait serait considéré comme l'effort d'un simple individu pour priver le public en Angleterre de nouvelles que le gouvernement et le Parlement ont l'habitude de porter à sa connaissance. J'ai fait tout ce qui dépendait de moi par mes remontrances, et cela m'a toujours attiré de mauvais compliments; je ne puis pas empêcher les officiers d'écrire à leurs amis. La nouvelle venait certainement d'un officier de cette armée, qui l'avait communiquée confidentiellement à ses amis en Angleterre; j'ai appris qu'elle avait été répandue par l'un des bureaux, avec un plan! »

ANNEXE N° 17.

OPINION DE WELLINGTON SUR LES CHATIMENTS CORPORELS.

(Extraits du Memorandum sur le projet tendant à modifier la discipline de l'armée.)

22 avril 1829.

J'ai lu tous les écrits sur la discipline de l'armée. On serait bien tenté d'adopter quelque chose d'après les bases proposées par le ministre de la guerre; mais je pense qu'il m'est permis de dire que « je con« nais l'armée anglaise, et que je ne l'ose pas. » J'examinerai d'abord ce qu'est l'armée prussienne, et j'indiquerai comment le système établi chez elle fonctionne, en le comparant avec celui que nous suivons dans notre armée.

L'armée prussienne est regardée comme la gloire du pays. La conserver dans son état honorable et efficace paraît être le premier objet de tout le pays et l'unique préoccupation du plus grand nombre des habitants, depuis le roi jusqu'au paysan. C'est la principale route, sinon la seule, par laquelle arrive aux honneurs et aux distinctions cette classe nombreuse et puissante de la société qui regarde les honneurs et les distinctions comme devant être l'objet de ses poursuites, et l'obtention de ces avantages comme la récompense des travaux de toute sa vie.

Tous les habitants du pays sont obligés de servir dans l'armée pendant un temps limité. Les hommes de toutes les classes servent comme soldats. Une fois dans les rangs, les bons, non-seulement par leur exemple et leurs préceptes, mais encore par des moyens physiques, contiennent les mauvais dans l'ordre et conservent la discipline. Le service militaire, quoique de courte durée, honore les citoyens et leur procure, après son expiration, différents priviléges et avantages civils.

Ce que je viens de décrire est la puissance du pays agissant dans une direction particulière pour maintenir la discipline et la force de l'armée. En lisant avec attention l'exposé fait par le baron Bulow de la discipline de cette armée, des principes sur lesquels elle est établie, et de la manière dont on l'applique, on reconnaît qu'il doit y avoir quelque chose de particulier dans la composition de cette armée, dans la nature du peuple d'où l'on tire les soldats, et dans la constitution

du pays lui-même ; autrement un pareil système ne pourrait fonctionner.

. . . .

Examinons maintenant ce qu'est l'armée anglaise. Elle est étrangère en Angleterre, inconnue dans l'ancienne constitution du pays. Elle ne sert ou n'est supposée servir qu'à la défense de ses possessions étrangères. Elle est dédaignée par les habitants, surtout par les hautes classes, dont quelques-unes ne permettent jamais qu'un membre de leur famille y prenne du service. L'homme du peuple même fait tous ses efforts pour trouver le moyen d'acheter le congé d'un parent qui a été enrôlé, bien que sous le rapport de la paye, etc., la condition du soldat soit supérieure à celle de l'ouvrier.

Dans les moments les plus difficiles pour le pays, on ne peut trouver à recruter l'armée. Le service n'est regardé comme un avantage par personne. Les officiers et les soldats sont mal vus, jalousés et presque toujours maltraités par les habitants.

Le but du projet de M. Windham était de rendre le service de l'armée populaire en Angleterre, en y attachant des profits et des honneurs; mais ce projet a complétement échoué.

L'homme qui s'enrôle dans l'armée anglaise est généralement le plus ivrogne et probablement le plus mauvais sujet, dans le commerce ou la profession qu'il exerce, la ville ou le village qu'il habite. Il n'y en a pas un sur cent qui n'ait été pris dans la dernière classe, ou dans la classe avilie de toute société ou corporation; et l'on ne peut parvenir à les rendre aptes à rentrer dans ce qu'on appelle la première classe que par la discipline, les préceptes et les exemples des vieux soldats.

. . . .

Voyons maintenant comment cette armée est employée. Elle est constamment en service dans toutes les parties et dans tous les climats du monde. Elle ne sort pas de ses baraques et de ses cantonnements pour aller dans les riches plaines de l'Allemagne méridionale, des Flandres ou de la France, jouir des meilleurs fruits de la terre. Mais quelque part qu'elle aille, elle commence son service sur un bâtiment de transport où toute cette discipline d'honneur, de remontrances et de réprimandes secrètes, ainsi que la distinction et la séparation des classes, est impraticable.

Examinons ce que deviendrait la discipline dans cette situation, si nous étions assez imprudents pour adopter le système prussien.

Bornons-nous à parcourir nos registres d'ordre dans la Péninsule. Rappelons-nous les horreurs qui furent commises par de petits déta-

chements en marche pour rejoindre l'armée, malgré tous les soins qu'on eût pris pour empêcher ces excès. Ne réfléchissons qu'aux conséquences du régime prussien, ou de quelqu'une de ses parties, ou à celles d'un relâchement dans la sévérité de notre propre système ; ne regardons que la conduite de nos hommes et les conséquences de cette conduite, non-seulement pour l'honneur de l'armée et les intérêts publics, mais encore pour la sûreté de ces hommes eux-mêmes.

Qu'on se reporte à ma correspondance sur ce sujet avec lord Bathurst, et l'on verra quelles réformes je proposai, et quelles mesures furent soumises au Parlement et adoptées par lui pour s'opposer à la grandeur du mal. J'avoue que j'ai toujours regardé ce désir de changer le système de discipline de l'armée comme une maladie de notre époque.

. . . .

Nous oublions ce qu'est l'armée, ce qu'elle deviendrait si elle n'était pas retenue dans l'ordre, et combien les gens du pays seraient disposés à jeter les hauts cris si, par hasard, ils avaient à souffrir de quelque acte d'insubordination, ou si, faute de discipline, l'armée n'obtenait plus de succès, comme cela est arrivé, toutes les fois qu'elle a donné prise au désordre.

Il serait assez curieux que les personnes qui proposent d'adoucir la sévérité du système fussent celles-là précisément qui porteront la responsabilité des actes d'indicipline ou de violence auxquels cette réforme donnera lieu.

Je sais bien qu'une armée, même une armée anglaise, peut être retenue dans l'ordre sans qu'on ait recours aux punitions corporelles; mais ce n'est que par un système de police rigoureux, aussi contraire à l'esprit des institutions du pays qu'aux sentiments des officiers et des soldats.

J'ai tenu moi-même des divisions entières sous les armes pendant nombre de jours; on ne commettait plus de crime alors. Je puis, de la même manière, faire faire des appels ou des parades toutes les demi-heures ou toutes les heures ; je puis confiner les hommes dans les cours des baraques; je puis les envoyer promener en ville par escouades, sous l'escorte d'un officier non commisionné; bref, je puis les tourmenter pour les maintenir dans l'ordre ; mais quoi qu'on fasse, la punition corporelle illimitée, ou du moins restreinte dans ses limites actuelles, doit être la base de tout système pénal applicable à l'armée anglaise.

Je voudrais que ceux qui examinent ce sujet voulussent bien lire

toutes les pièces de l'affaire du major N***. Il était jaloux de maintenir son bataillon en bon ordre sans infliger de punition corporelle; à la fin, ses soldats, en faisant l'exercice, tirèrent sur lui avec des boutons.

Nous pouvons être assurés que nous ne saurions nous relâcher, en aucune manière, de la sévérité de notre système ni même diminuer le nombre de nos punitions corporelles sans augmenter notre système de police préventive. A cet égard, nous devons considérer un peu ce que sont nos officiers, et les mettre en parallèle avec les officiers prussiens. Nos officiers sont des gens comme il faut; nous voulons qu'ils le soient, et qu'ils se conduisent comme tels, surtout vis-à-vis des soldats et dans leurs rapports avec les officiers non commissionnés. Nous poussons vraiment si loin ce principe pour nos officiers d'être *gentlemen*, et d'avoir peu de communication avec leurs subordonnés, que, dans mon opinion, le devoir d'un officier subalterne, tel qu'il est rempli dans es armées étrangères, ne l'est nullement dans la cavalerie ou dans 'infanterie de ligne anglaise : ce sont les sergents qui le remplissent dans les gardes. Il en résulte que nos officiers, gens comme il faut, tout admirable que soit leur conduite sur un champ de bataille, tout honorables qu'ils soient par eux-mêmes, quelque gloire et quelque avantage qu'ils procurent au pays, ne sont que de pitoyables créatures lorsqu'il s'agit de maintenir la discipline parmi leurs soldats en campagne.

Le nom, le caractère, la conduite, la famille et la parenté, la fortune, la situation, les qualités de chacun des hommes de leurs compagnies n'occupent pas uniquement leurs pensées; tandis que l'officier prussien, dans la même position, a tous ces objets présents à l'esprit, et fait observer une rigoureuse discipline aux hommes avec lesquels il vit comme un compagnon, un ami, un conseiller.

Il nous faut remarquer ensuite que l'armée prussienne, outre l'avantage qu'elle a d'être ordinairement en repos, ce qui lui permet de suivre son système de discipline, est en tout temps régulièrement organisée, chaque bataillon dans son régiment, chaque régiment dans sa brigade, chaque brigade dans sa division, et chaque division dans son corps d'armée; le tout sous l'inspection personnelle du roi; en sorte qu'il n'y a pas de corps, de division, de brigade, de régiment, de bataillon, de compagnie et d'individu dont la conduite ne soit surveillée et contrôlée par l'autorité supérieure, ainsi que par tous les gens du métier.

Comparons cet état de choses avec celui de l'armée anglaise, avec nos détachements en Irlande, aux Indes occidentales, à Honduras, etc.,

avec nos détachements dans les transports, pour la garde des déportés à la Nouvelle-Galles du Sud, avec notre manque total d'inspection et de contrôle des officiers et des soldats, dans presque toutes les parties du monde, — et nous serons étonnés qu'il y ait quelque discipline dans l'armée, malgré la sévérité du système dont on se plaint.

ANNEXE N° 18.

NOTES SUR LES GÉNÉRAUX ESPAGNOLS.

Nous avons plusieurs fois exprimé l'opinion que la guerre de la Péninsule ne produisit aucun homme susceptible d'être comparé, même de très-loin, au duc de Wellington. Pour justifier cette opinion, il suffit de rappeler ce que furent les généraux espagnols et quels actes ils posèrent. Dans le nombre, il ne s'en trouva pas un seul qui eût quelque réputation avant la guerre de l'indépendance, ou qui racheta cette infériorité par une instruction solide ou des idées justes sur les grandes opérations militaires. Ils avaient tous, en matière de stratégie, les idées les plus fausses et les principes les plus erronnés. Dans les circonstances difficiles, ils ne parlaient que d'*entourer l'ennemi*, manœuvre absurde, qui leur avait réussi par hasard à Baylen, et que depuis lors ils avaient érigée en système, malgré le terrible châtiment de la campagne de 1809.

Une autre erreur de ces généraux, c'est qu'ils ne voulurent jamais comprendre qu'avec des troupes médiocres ils devaient se contenter de la guerre de position et laisser aux Anglais les fatigues et les périls de la guerre active. Ne tenant nul compte des avertissements de Wellington, ils livraient à tout propos des batailles qui n'aboutirent qu'à des désastres. Ces fréquentes humiliations ne les ramenèrent point à d'autres sentiments; ils acceptèrent leurs défaites avec résignation, et pour mettre leur amour-propre et leur conscience à l'aise, ils les attribuèrent tantôt à la trahison, tantôt à l'absence de cavalerie, tantôt à l'inaction des troupes anglaises, qui n'avaient garde, en effet, de seconder toutes leurs folles entreprises.

Enfin, ce qui ôtait aux généraux espagnols toute influence, c'est

qu'ils se mêlaient à des intrigues politiques, dont le résultat ordinaire était de les rendre hostiles les uns aux autres. Les juntes les nommaient et les révoquaient avec aussi peu de justice que de discernement.

En 1809, la Romana accusa la junte centrale « d'accorder des récompenses aux individus qui avaient le moins de connaissances militaires, et qui souvent n'avaient pas rempli les devoirs qui leur étaient confiés... » Les emplois publics, d'après lui, n'étaient pas donnés aux hommes de mérite ni à ceux qui aimaient véritablement le pays. »

Le comte Toréno corrobore ce témoignage dans les termes suivants : « En 1811, la régence, *dont les choix furent souvent par trop ridicules*, nomma gouverneur de Valence le marquis del Palacio, qui s'occupait beaucoup de processions et peu d'exercices, et déclarait inexpugnables les murs de la ville quand il avait promené à l'entour l'image de Notre-Dame de *los desamparados* (1). »

Dans plusieurs de ses lettres, Wellington se plaint de ce que les généraux espagnols divulguent tout ce qu'il leur confiait. Il cite entre autres ce fait, qu'ayant expliqué au général N.... son projet d'attaquer Ciudad-Rodrigo, il fut très-étonné d'apprendre que cet officier en avait donné connaissance à des femmes espagnoles, bien que le secret fût dans cette opération la principale garantie du succès (2).

Les plus distingués parmi les généraux indigènes étaient Castanos et la Romana.

Castanos. S'il ne surpassait pas beaucoup ses compatriotes en expérience militaire, c'était du moins un politique avisé, plein de sens et de finesse, ne partageant aucune des sauvages passions du peuple espagnol (3). Il fit preuve de talent et de perspicacité à Baylen. Quoique souvent irrésolu et faible (4), son intelligence et son caractère lui eussent donné des titres au commandement en chef ; mais, comme le dit M. Thiers « chaque junte avait son héros qu'elle ne voulait pas soumettre au héros de la junte voisine. »

La Romana. Esprit ardent et singulier, tout plein de la lecture des auteurs anciens, instruit, mais peu sensé, plus bouillant qu'éner-

---

(1) Toréno, t. IV, p. 206.
(2) *Despatches*, t. VIII, p. 159.
(3) Thiers, p. 626.
(4) Toréno le trouve trop *lent et trop circonspect*, t. II, p. 137.

gique (1). On rend justice à son caractère généreux, à sa bravoure, à son activité, mais on conteste sérieusement qu'il eût des talents militaires (2). Il exerçait une grande influence sur le peuple et avait le talent de remuer ses passions. Le duc de Wellington se montra fort généreux envers sa mémoire, en écrivant à lord Liverpool, le 26 janvier 1811, une lettre où il vante les talents, les vertus et le patriotisme de la Romana : « l'armée espagnole, dit-il, perd en lui sa plus brillante illustration. »

On a quelque raison de suspecter le patriotisme d'un général qui, témoin de l'invasion de son pays, écrivit au roi usurpateur (le 14 juin 1808) : « Sire, la division espagnole dans le Danemark, que j'ai l'hon-
« neur de commander, s'empresse de témoigner à Votre Majesté, par
« mon organe, sa *grande satisfaction* de savoir qu'un frère du *grand*
« Napoléon, du *héros incomparable* qu'a produit la France, a été re-
« connu roi d'Espagne, etc., etc. (3). »

Reding. Suisse d'origine; il se montra ferme et courageux à Baylen et à Valls. Il avait beaucoup d'activité physique, mais aucune activité d'esprit. Il était incapable de conduire des troupes réglées (4).

Don Jose Palafox. Homme très-ordinaire. Il montra même peu de courage au commencement du premier siége de Saragosse. Dans le second, il fut moins remarquable qu'on l'a prétendu. « Plus d'un mois avant la reddition de la ville, il s'était enfermé dans un édifice voûté, à l'épreuve de la bombe, et là, avec des personnes de l'un et l'autre sexe, sa vie sensuelle formait un contraste dégoûtant avec la misère dont il était entouré (5). »

A Tudela, il contribua, par ses conseils inintelligents, à la perte des armées d'Aragon et d'Andalousie ; il partit même pour Saragosse le matin du jour où cette bataille fut livrée, laissant l'armée aux ordres d'O'Neill (6).

---

(1) Thiers, p. 742.
(2) Napier, t. III, p. 315 ; Toréno, t. II, 184, 185 et 193.
(3) Cette lettre se trouve dans les *Mémoires de Joseph*.
(4) Napier, t. III, p. 101, et Sherer, t. 1er, p. 191.
(5) Napier, t. III, p. 62 ; Sherer, t. II, p. 183 ; Napoléon, 33e bulletin de l'armée d'Espagne. « On ne le voyait jamais, dit ce bulletin, où il y avait du danger. »
(6) Toréno, t. II, p. 141.

Cuesta. Vieillard respectable, mais d'une humeur dure et capricieuse, très-obstiné dans ses opinions, hostile aux Anglais, physiquement et moralement incapable de commander (1). Son jugement fut toujours faux; aussi ne gagna-t-il aucune bataille (2). Les dispositions qu'il prit à Cabezon pour résister à Lasalle, à Rio-Seco pour tenir tête à Bessières, et à Medelin pour combattre Victor, prouvent qu'il n'avait ni expérience ni coup d'œil militaires (3). Mais c'est surtout pendant la campagne de Talavera que sa nullité se fit voir. Napier raconte, entre autres, ce fait qui peint l'homme. Dès que Wellington et Cuesta eurent réuni leurs forces en présence de l'armée de Victor, le général en chef crut le moment favorable pour livrer bataille. Il mit en conséquence ses troupes sous les armes à 3 heures du matin et alla trouver ensuite son collègue, qui ne voulut point être dérangé de si bonne heure. Cuesta ne se leva qu'à 7 heures; il refusa de combattre, parce que c'était un dimanche! Le lendemain, il se présenta à Wellington, dans un carrosse attelé de six chevaux, pour faire la reconnaissance de la position (4)! Le général anglais s'égaya beaucoup de l'aventure et se passa désormais des conseils et de l'appui d'un collègue qui entendait la guerre de cette façon.

Venegas. Général nul; instrument docile de la junte (5). Il perdit la bataille d'Ucles, une des plus désastreuses pour ses compatriotes (6).

Eguia. « Homme irrésolu et incapable de mettre à profit une heu-« reuse conjoncture; ce qui eût été peut-être sagesse chez un autre, « n'était chez lui qu'indécision et manque d'énergie (7). »

Blake. Issu d'une famille d'origine anglaise. Caractère froid et sombre; manquant des qualités qui constituent le véritable général en chef. « Du 24 octobre au 4 novembre 1808, dit Napier, ce général commit toutes les fautes que les circonstances lui permirent de faire. »

---

(1) Toreno, t. I, p. 200, 284, 287.

(2) « Cuesta n'avait aucun talent, mais c'était un homme brave, rempli d'honneur et de préjugés, poussant à un point extrême l'opiniâtreté et abhorrant les Français au delà de toute expression. » — Londonderry; t. I, p. 331.

(3) Voir Toréno, t. I, p. 303, 304 : « Les diverses batailles de Cuesta, dit cet historien « prouvent qu'il avait peu de connaissances stratégiques. »

(4) Voir Toréno, t. II, p. 216, 217.

(5) Napier, t. IV, p. 176.

(6) Voir encore Sherer, t. I, p. 217.

- Toréno, t. III, p. 139.

Ses opérations de 1809 contre Saint-Cyr prouvent qu'il était incapable de mener à bonne fin une grande entreprise (1). La bataille d'Albuera est un autre témoignage de sa nullité. A Sagonte et à Valence, il se montra pusillanime et sans talents (2). Comme tous les généraux espagnols, il avait des projets qu'il ne savait point exécuter et qui, la plupart du temps, n'avaient rien de sérieux.

Marquis de Belvedèr. « Jeune homme sans expérience et sans qualités saillantes pour la guerre (3). »

Albuquerque. Brave, zélé pour son pays et même habile officier (4), mais présomptueux à l'excès (5). Il rendit de grands services à Cadix, et en aurait rendu plus encore s'il avait pu obtenir un commandement important. Il résigna ses fonctions à la suite d'un différend avec la junte de Cadix, et mourut peu de temps après à Londres.

Areyzaga. Son ignorance est attestée par la folle expédition dirigée contre Madrid, après la bataille de Talavera.

« Il avait un penchant prononcé pour la vie joyeuse (6). » Le comte Toréno l'a peint dans les termes suivants : « Brave militaire, manquant du sang-froid propre au véritable général, et dépourvu des premières notions de la stratégie moderne ; donnant plus de confiance au courage personnel qu'aux grandes et savantes manœuvres, base actuelle des batailles rangées..... A Ocana, il ne transmit aucun ordre et n'assigna aucun poste fixe à la plupart des divisions de son armée. Il alla se jucher au haut d'un des clochers de la ville et là, se contentant d'être en vigie et d'observer le terrain, il resta tout le temps dans une espèce d'étourdissement sans prendre une seule disposition convenable (7). »

A dos Barrios, il se précipita comme un insensé au devant de l'ennemi, et quand il fut arrivé à portée de canon, il demeura tout à coup immobile, tremblant, effrayé.

---

(1) « A l'heure de l'exécution, il manquait d'activité et de coup d'œil. » — Toréno, t. II, p. 137.

(2) Napier, t. IV, p. 13; Toréno, t. IV, p. 277 et suivantes.

(3) Toréno, t. II, p. 131.

(4) Napier, t. IV, p. 43.

(5) *Ibid.*, t. II, p. 282.

(6) Napier, t. V, p. 85.

(7) T. III, p. 144, 145.

Alvarez. Se rendit illustre par le troisième siége de Girone. Tant que la vertu et le courage seront honorés sur la terre, on aura du respect pour la mémoire de ce brave. Cependant, c'est ce même Alvarez, qui, l'année précédente, avait rendu le Monjouic de Barcelone sur l'insolente sommation de Duhesme.

Don Luis de Bassecourt. Politique faible et général de peu de valeur; jugement porté sur lui par un de ses compatriotes, le comte Toréno (1), membre des cortès pendant la guerre de l'indépendance.

Sylviera. Les opérations de ce général n'offrent rien de remarquable. La plupart furent mal conduites (2).

Vivès; capitaine général de la Catalogne. Homme faible et indolent; ses opérations contre Saint-Cyr, en 1808 et en 1809, révèlent de l'indécision et de l'incapacité. Menacé de mort par le peuple, il dut céder le commandement à Reding (3).

Del Parque. Général incapable, malgré le succès qu'il obtint en 1809 à Tamamès. En 1808, il avait donné au roi Joseph les assurances les plus formelles de sa fidélité (4). On peut juger de sa capacité militaire par ce qu'il fit en 1812, dans la partie orientale de la Péninsule.

Ballesteros et Mendizabal. « Ballesteros, dit le comte Toreno, était enclin à l'ostentation; vaillant d'ailleurs, sobre et doué de qualités militaires recommandables, mais obscurcies par sa jactance et sa manie de s'attribuer de magnifiques triomphes (5). »

Ainsi que Mendizabal, il donna une preuve de son entêtement et de son ignorance militaire, en 1811, lors du siége de Badajoz. Quoique Wellington eût vivement à se plaindre de Ballesteros, il fit l'éloge de ce général, dans une lettre du 23 novembre 1812, à lord Liverpool.

Lascy. Les guerres de la Catalogne prouvent que ce général man-

---

(1) T. IV, p. 156.
(2) Napier, t. III, p. 315.
(3) Toréno, t. II, p. 236.
(4) *Mémoires de Joseph*, t. V, p. 291.
(5) T. II, p. 318; t. IV, p. 21, 22; t. V, 127.

quait de courage et de résolution sur le champ de bataille. Il eut souvent recours à l'assassinat(1); il était haï de tout le monde et méritait de l'être (2).

Abadia. Homme faible et sans qualités saillantes (3). Il désorganisa l'armée des Asturies en 1811.

Mahy. « Les malheurs de Valence, dit Wellington, doivent être « attribués à l'ignorance de Blake, à la lâcheté et à la trahison de « Mahy. »

Sanchez, Mina, etc. « Comme chefs de partisans Juan Martin, el Empecinado, Rovera, Julian Sanchez et Mina firent preuve de beaucoup d'intelligence militaire (4). »

O'Donnel. Général jeune, brave, intelligent, aimé du soldat; fit preuve de talent et de résolution dans les combats qu'il livra contre Augereau et Suchet. « L'organisation des *miquelets* lui fournit des « multitudes d'hommes; ses talents et son courage furent rarement en « défaut (5). » C'était un homme précieux pour la petite guerre. Nommé comte pour son affaire de l'Abisbal.

Campo Verde, successeur d'O'Donnel. Il était lent, indécis, dépourvu de talents militaires. Sa conduite et ses fautes avant et après le siége de Tarragone le rendirent impopulaire dans toute la Catalogne (6).

---

(1) Napier, t. VII, p. 373.

(2) Le comte Toréno le dépeint sous des couleurs plus favorables : « Il était, dit-il, éner- « gique et doué d'une infatigable activité... Il conquit la sympathie des Catalans. » — T. IV, p. 225, 226, 227, 229.

(3) Toréno, t. IV, p. 262.

(4) Napier, t. IV, p. 54; *Victoires et conquêtes*.

(5) Napier, t. 195.

(6) Toréno, t. V, p. 140 à 148.

ANNEXE N° 19.

ÉTAT DE SERVICES DU DUC DE WELLINGTON.

PRÉCIS

DES COMMISSIONS, SERVICES, COMMANDEMENTS OFFICIELS ET HONNEURS PUBLICS

DU

FELD-MARÉCHAL DUC DE WELLINGTON.

Né,	1er mai	1769.
Sous-lieutenant,	7 mars	1787.
Lieutenant (1),	25 décembre	1787.
Capitaine (2),	30 juin	1791.
Major,	30 avril	1793.
Lieutenant-colonel,	30 septembre	1793.
Colonel,	3 mai	1796.
Major-général,	29 avril	1802.
Lieutenant général,	25 avril	1808.
Général en Espagne et en Portugal,	31 juillet	1811.
Feld-maréchal,	21 juin	1813.

1794.

S'embarque à Cork, commandant le 3e régiment pour rejoindre l'armée du duc d'York, dans les Pays-Bas, et arrive à Ostende. juin.

Se rembarque et se rend par l'Escaut à Anvers, juillet.

(1) Il remplit avec ce grade les fonctions d'aide de camp du lord lieutenant d'Irlande.
(2) Comme lieutenant et capitaine, il servit dans l'infanterie et dans les dragons légers.

1795.

Comme officier supérieur commande 3 bataillons pendant la retraite en Hollande.	
Au commencement du printemps, après la débâcle, l'armée, y compris le 33[e] régiment, se rembarque à Brême pour l'Angleterre.	janvier
A son retour en Angleterre le 33[e] régiment s'embarque pour les Antilles, sur la flotte commandée par l'amiral Christian.	octobre.

1796.

Revient en Angleterre à cause des grands vents d'équinoxe, après avoir été six semaines en mer.	19 janvier.
Destination du 33[e] régiment changée pour l'Inde.	12 avril.
Rejoint le 33[e] régiment au cap de Bonne-Espérance.	septembre.

1797.

Arrive au Bengale.	février.
Fait partie d'une expédition à Manille, qui fut rappelée à son arrivée à Penang.	août.
Revient à Calcutta.	novembre.

1798.

Visite à Madras.	janvier.
Revient à Calcutta.	mars.
Le 33[e] régiment placé dans l'établissement de Fort-Saint-George, à Madras.	septembre.

1799.

Nommé commandant de la force subsidiaire du nizâm.	février.
L'armée s'avance sur Seringapatam; le colonel Wellesley commandant l'aile droite est attaqué par l'ennemi.	10 mars.
Tippoo-Sahib, en position à Mallavelly, est attaqué et défait par la division du colonel Wellesley et la cavalerie du major-général Hoyd.	27 mars.
Arrivée de l'armée britannique devant Seringapatam	3 avril.
L'armée devant la face occidentale de cette forteresse : 1[re] attaque sur le pettah du Sultan, par le 33[e] régiment et par le 2[e] régiment de cipayes du Bengale, sous les ordres du colonel Wellesley.	5 avril.

2e attaque par les mêmes forces augmentées de la brigade écossaise (94e régiment), de 2 bataillons de cipayes et de 4 pièces de canon. 6 avril.
Siége de Seringapatam jusqu'au 3 mai.
Assaut et prise de Seringapatam : le colonel Wellesley nommé commandant de la réserve dans les tranchées. 4 mai.
Le colonel Wellesley nommé gouverneur de Seringapatam. 6 mai.
Une commission, composée du lieutenant général Harris, du lieutenant-colonel Barry-Close, du colonel A. Wellesley, de l'honorable H. Wellesley et du lieutenant-colonel Kirkpatrick, est nommée par le gouverneur général pour le règlement des territoires du Mysore. 4 juin.
Cette commission est dissoute. 8 juillet.
Le colonel Wellesley nommé commandant de Seringapatam et de Mysore. 9 juillet.
Le colonel Wellesley est nommé commandant d'une expédition contre Batavia, conjointement avec l'amiral Rainier; il refuse, son commandement du Mysore étant d'une plus grande importance. mai.
La tranquillité du Mysore troublée par d'Hoondiah Waugh, maraudeur mahratte; le colonel Wellesley entre en campagne contre lui. juillet.
Défaite et mort de d'Hoondiah ; fin de la guerre. 10 septembre.
Wellesley est rappelé du Mysore pour commander une force qui se rassemble à Trincomalée. octobre.
Nommé commandant de cette force, destinée à être employée à l'île Maurice ou dans la mer Rouge, ou en cas d'ordres de l'Europe à se tenir prête à repousser toute agression sur l'Inde. 15 novembre.

1801.

Une dépêche reçue par terre par le gouverneur général contient l'ordre, daté du 6 octobre 1800, d'envoyer 3,000 hommes en Égypte. 6 février.
L'expédition étant prête pour Trincomalée, le gouverneur général lui ordonne de partir pour la mer Rouge; il nomme le général Baird commandant en chef, et le colonel Wellesley en second. 11 février.

Le colonel Wellesley ayant reçu en même temps des gouverneurs de Bombay et de Madras des copies de la dépêche reçue par terre de M. Dundas, fait voile de Trincomalée pour Bombay à la tête des troupes. 15 février.

Wellesley allant à Bombay est informé de la nomination du major-général Baird au commandement en chef. 21 février.

Empêché pour cause de maladie de poursuivre l'expédition d'Égypte, le colonel Wellesley reçoit l'ordre de reprendre le commandement du Mysore. 28 avril.

1803.

Nommé au commandement d'une expédition assemblée à Hurryhur pour marcher sur le territoire mahratte. 27 février.

Mouvement de Hurryhur. 9 mars.

Arrivée à Poonah. 20 avril.

Le peschwah replacé sur le trône. 13 mai.

Chargé de pleins pouvoirs à l'égard de toutes les affaires politiques et militaires du gouvernement britannique dans les territoires du nizâm et du peschwah, ainsi que dans le Deccan. 26 juin.

Commencement de la guerre mahratte. 6 août.

Siége et prise d'Ahmednuggur. 11 août.

Siége et prise de Baroach. 29 d°

Bataille d'Assye. 23 septembre.

Siége et prise d'Assirghur. 21 octobre.

Bataille d'Argaum. 29 novembre.

Siége et prise de Gawilghur, 15 décembre.

Traité de paix avec le radjah de Bérar. 17 d°

Traité avec Dowlut-Rao Scindiah. 30 d°

1804.

Surprise d'un corps de maraudeurs mahrattes mis en déroute et détruit après une marche forcée près de Munkasseer. 6 février.

Une épée de la valeur de 1,000 louis votée au major-général Wellesley par les habitants anglais de Calcutta 21 février.

Visite Bombay. Est fêté et complimenté par la garnison et les habitants.	4 mars. au 16 mai.
Un vase d'or est voté au major-général Wellesley par les officiers de sa division; — remplacé par un service d'argenterie avec « *Assye* » gravé en relief.	26 février.
Revient à l'armée, cantonnée près de Poonah.	17 mai.
Se démet du pouvoir militaire et politique dont il avait été revêtu par le gouverneur général.	24 juin.
Il quitte l'armée et part pour Seringapatam.	28 juin.
Adresse présentée au major-général Wellesley, à son retour de l'armée, par les habitants de Seringapatam.	6 juillet.
Appelé à Calcutta pour assister aux délibérations militaires.	»
Nommé chevalier de l'ordre du Bain.	1er septembre.
Le pouvoir civil et militaire dont il avait été revêtu le 26 juin 1803, et dont il s'était démis le 24 juin 1804 lui est rendu par le gouverneur général.	9 novembre.
Revient à Seringapatam par Madras.	30 d°.

1805.

Se démet de nouveau des pouvoirs politiques et militaires du Deccan pour revenir en Europe.	24 février.
Reçoit à son départ de l'Inde une adresses des officiers de la division sous ses ordres.	27 d°.
Sa réponse.	8 mars.
Adresse des officiers du 33e régiment.	28 février.
Sa réponse.	mars.
Adresse des habitants natifs de Seringapatam.	4 mars.
Sa réponse.	d°.
Grande fête donnée en son honneur au panthéon de Madras, par les officiers civils et militaires de la résidence.	5 mars.
Nomme le colonel Wallace, le major Barclay et le capitaine Bellingham pour surveiller le butin pris par l'armée du Deccan.	6 mars.
Les remercîments du roi et du Parlement pour services rendus dans le commandement de l'armée du Deccan lui sont communiqués en ordres du jour par le gouverneur général.	8 mars.

S'embarque pour l'Angleterre. 10 septembre.
Est nommé commandant d'une brigade dans la division militaire du duché de Kent. 30 octobre.
Commande une brigade sous lord Cathcart, en Hanovre. 50 novembre.

1806.

Nommé colonel du 33e régiment, à la mort du colonel marquis de Cornwallis. 30 janvier.
A son retour de l'expédition de Hanovre, nommé commandant d'une brigade d'infanterie dans la division militaire de Sussex. 25 février.
Nommé député. 12 avril.

1807.

Prête serment dans le conseil de Sa Majesté. 8 avril.
Nommé secrétaire d'Irlande, le duc de Richmond étant vice-roi. 19 avril.
Commande la réserve dans l'armée sous lord Cathcart, dans l'expédition contre Copenhague. 13 juin.
Affaire à Kioge. 29 août.
Nommé négociateur de la capitulation de Copenhague. 5 septembre.

1808.

Reçoit les remercîments du Parlement pour sa conduite à Copenhague, et répond au président. 1er février.
Retourne à Dublin. 17 avril.
Nommé commandant d'une division assemblée à Cork. 14 juin.
L'expédition fait voile pour la Corogne et Oporto. 12 juillet.
Débarque à l'embouchure de la rivière Mondégo en Portugal. 1 au 3 août.
Affaire d'Obidos. 15 août.
Affaire de Roliça. 17 do.
Bataille de Viméiro. 21 do.
Le lieutenant-général sir H. Burrard le remplace dans le commandement de l'armée. 21 do
Selon le désir du lieutenant-général Dalrymple, nommé commandant en chef de l'armée, il signe l'armistice préliminaire de la convention de Cintra. 22 do.

Un vase en vermeil, en l'honneur de la bataille de Viméiro, est offert au lieutenant général sir A. Wellesley, par les généraux et les officiers supérieurs de l'armée. 22 août.
Commande une division de l'armée sous sir H. Dalrymple. 22 d°.
Convention de Cintra. 30 d°.
Retourne en Angleterre. 4 octobre.
Cour d'enquête sur la convention de Cintra. 17 novembre.
Comparaît devant cette cour. 22 d°.
Retourne à Dublin. 21 octobre.

1809.

Reçoit dans la chambre des Communes les remercîments du Parlement pour sa conduite à Viméiro; il répond au président. 27 janvier.
Nommé commandant de l'armée en Portugal. 2 avril.
Donne sa démission de secrétaire en chef du lord lieutenant d'Irlande. 14 d°.
Arrive à Lisbonne et prend le commandement de l'armée. 22 d°.
Passage du Douro et bataille d'Oporto. 12 mai.
Par un décret du prince régent de Portugal, est nommé maréchal général de l'armée portugaise. 6 juillet.
Bataille de Talavera de la Reyna. 27 et 28 juillet.
Nommé pair, sous le titre de baron Douro de Wellesley, et vicomte Wellington de Talavera. 26 août.
Va rendre visite au marquis de Wellesley à Séville et à Cadix. 2 novembre.

1810.

Remercîments du Parlement pour l'affaire de Talavera. 1er février.
Une pension de 2,000 livres par an, votée à lord Wellington et à ses deux héritiers mâles. 16 d°.
Nommé membre de la régence en Portugal, conjointement avec lord Stuart de Rothesay, alors ministre de Sa Majesté à Lisbonne. 1er août.
Bataille de Busaco. 27 septembre.
Prend une position fortifiée devant Lisbonne, depuis Alhandra sur le Tage, jusqu'à Torrès-Vedras et la mer. 10 octobre.

Suit l'armée française dans sa retraite sur Santarem.	16 novembre.

1811.

Harcelle l'armée française jusqu'à Condeixa, et de là, se dirige, par la ligne de Mondégo, sur Celerico, Sabugal, Alméida et Ciudad-Rodrigo.	5 mars au 10 avril.
Affaires avec l'armée française pendant sa retraite :	
à Bombal.	11 mars.
à Redinha.	12 d°.
à Casal-Novo.	14 d°.
Au passage de la Ceira, à Foz d'Arunce.	15 mars.
à Sabugal.	3 avril.
Remercîments du Parlement pour la délivrance du Portugal.	26 d°.
Bataille de Fuentès d'Onoro.	3, 4, 5 mai.
Alméida abandonné.	11 mai.
Bataille d'Albuera.	16 d°.
Levée du siége de Badajoz.	10 juin.
Concentration de l'armée sur la Caya.	19 d°.
Marche de l'armée vers le Nord.	1er août.
Affaire d'El Bodon.	25 septembre.
Combat livré à Aldea da Ponte.	27 d°.
Permission accordée au nom du roi, par le prince régent, d'accepter le titre de comte de Viméiro et les insignes de chevalier grand'croix de la Tour et de l'Épée du prince régent de Portugal.	26 octobre.
Surprise du général Girard à Arroyo-Molinos.	28 d°.

1812.

Assaut du fort Renaud, près de Ciudad-Rodrigo.	8 janvier.
Siége et prise de Ciudad-Rodrigo.	19 d°.
Nommé par la régence, grand d'Espagne, avec le titre de duc de Ciudad-Rodrigo.	
Remercîments du Parlement pour Ciudad-Rodrigo.	10 février.
Avance dans la pairie britannique sous le titre de comte de Wellington.	18 d°.
Un vote du Parlement attache 2,000 livres de rente à ce titre.	21 février.
Siége et prise de Badajoz.	6 avril.
Remercîments du Parlement pour Badajoz.	27 d°.
Forts d'Almaraz pris par le général Hill.	19 mai.

Siége et prise des couvents fortifiés de Salamanque.	27	juin.
Bataille de Salamanque.	22	juillet.
Charge de cavalerie à laS erna	23	d°.
Nommé par la régence d'Espagne chevalier de la Toison d'Or.		
Entre à Madrid.	12	août.
Nommé généralissime des armées espagnoles.	18	d°.
Avancé dans la pairie britannique sous le titre de marquis de Wellington.	18	d°.
Promu par le régent de Portugal au titre de marquis de Torrès-Vedras.		
Marche sur Burgos.	4	septembre.
Siége de Burgos.	22	octobre.
Retraite de Burgos vers la frontière de Portugal.	19	novembre.
Remercîments du Parlement pour Salamanque.	3	décembre.
Une donation de 100,000 livres, est votée par le Parlement, comme récompense pour ses services, pour l'achat de terres et pour le soutien de sa dignité de pair.	7	d°.
Promu par le régent de Portugal au titre de duc de Victoria.	18	d°.
Visite Cadix, où il est reçu par une députation des Cortès.	24	d°.

1813.

Nommé colonel du régiment des gardes à cheval.	1er	janvier.
Retourne à Lisbonne, où il est reçu par la population entière.	16	d°.
Fêtes données par la régence à San Carlos.	20	d°.
Cesse d'avoir le commandement du 33e régiment.	2	février.
Nommé chevalier de la Jarretière.	4	mars.
Envahit l'Espagne sur 2 colonnes ; la colonne gauche sous les ordres du lieutenant général sir T. Graham, avance par la rive droite du Douro, la colonne droite sur Salamanque.	6	mai.
Quitte Freneda pour Salamanque.	22	d°.
Affaire près de Salamanque.	25	d°.
Se dirige vers la colonne gauche à Miranda de Duero.	29	d°.
Affaire de la brigade des hussards à Morales de Toro.	2	juin.
Jonction des deux colonnes à Toro, et marche de l'armée sur Valladolid et Burgos.	4	d°.

Destruction du château de Burgos.	13 juin.
Le passage de l'Èbre effectué à San Martin et Rocamundo.	14 d°.
Affaire à San Milan.	18 d°.
Bataille de Vittoria.	21 d°.
Promotion au grade de feld-maréchal.	21 d°.
Poursuite de l'armée française en France, par Pampelune, les passages de Roncevaux et de Maya dans les Pyrénées, par Tolosa, Saint-Sébastien et Irun.	
Remercîments du Parlement pour Vittoria.	8 juillet.
Siége de Saint-Sébastien.	17 d°.
La régence d'Espagne, sur la proposition des cortès confère au duc de Ciudad-Rodrigo le domaine de Soto de Roma en Grenade, au nom de la nation espagnole, comme témoignage de sa reconnaissance.	22 d°.
Premier assaut infructueux de Saint-Sébastien.	25 d°.
Marche de l'armée française sous les ordres du maréchal Soult, par Maya et Roncevaux. Les divisions de droite et du centre de l'armée anglaise se concentrent près de Pampelune.	24 au 27 juillet.
Bataille de Sauroren.	28 juillet.
Retraite de l'armée française en France.	30 d°.
Affaire au Puerto de Echallar.	1er août.
Réoccupation des positions sur les Pyrénées par les armées alliées.	2 d°.
Second assaut et prise de Saint-Sébastien.	31 d°.
Affaire sur la Bidassoa et à Saint-Martial.	31 d°.
Capitulation du château de Saint-Sébastien.	8 septembre.
Passage de la Bidassoa, et entrée en France.	7 octobre.
Reddition de Pampelune.	31 octobre.
Remercîments du Parlement pour Saint-Sébastien et les opérations exécutées après Vittoria.	8 octobre.
L'armée entière descend en France ; passage et bataille de la Nivelle.	10 novembre.
Passage et bataille de la Nive.	9 décembre.
Le maréchal Soult attaquant la droite et la gauche de l'armée britannique est successivement défait.	10 au 13 déc.

1814.

Affaire à Helette.	14 février.

Laisse deux divisions pour bloquer Bayonne, et poursuit le maréchal Soult avec le reste de l'armée.	21	février.
Bataille d'Orthez.	27	d°.
Passage de l'Adour à Saint-Sever.	1er	mars.
Combat d'Aire.	2	d°.
Autorisation du prince régent accordée au marquis de Wellington d'accepter et de porter les insignes des ordres suivants :		
Grand'croix de l'ordre impérial militaire de Marie-Thérèse.		
Idem de l'ordre impérial militaire russe de Saint-George.		
Idem de l'ordre royal et militaire prussien de l'Aigle noire.		
Idem de l'ordre royal suédois militaire de l'Épée.	4	d°.
Détache deux divisions de l'armée à Bordeaux.	8	d°.
Affaire de Tarbes.	20	d°.
Remercîments du prince régent et du Parlement pour l'affaire d'Orthez.	24	d°.
Passage de la Garonne.	4	avril.
Bataille de Toulouse.	10	d°.
Avance dans la pairie britannique sous le titre de marquis de Douro et de duc de Wellington.	3	mai.
Visite Paris.	4	d°.
Visite Madrid. — Le roi Ferdinand confirme tous les honneurs et récompenses qui avaient été accordés à Wellington au nom de Sa Majesté par la régence et les Cortès.	21	d°.
Une donation de 400,000 livres votée par le Parlement, indépendamment des autres donations.		juin.
Arrive en Angleterre.	23	d°.
Va présenter ses respects au prince régent, alors à Portsmouth avec les monarques alliés.	24	d°.
Sa réception dans la Chambre des Pairs, en prenant sa place comme baron, vicomte, comte, marquis et duc.	28	d°.
Ses remercîments dans la Chambre des Communes, où il est complimenté par le président.	30	d°.
Nommé ambassadeur à la cour de France.	5	juillet.
Banquet donné par la cité de Londres.	9	d°.
Un blason ajouté à ses armes.	25	août.

1815.

Quitte Paris pour Vienne pour assister au Congrès.	24 janvier.
A l'arrivée de Bonaparte en France, est nommé commandant en chef des forces britanniques sur le continent d'Europe. Quitte Vienne et rejoint l'armée à Bruxelles.	11 avril
Se met en communication avec le maréchal Blücher, commandant l'armée prussienne sur la Meuse.	2 mai.
Fait avancer l'armée alliée vers Nivelles, l'armée française, sous Bonaparte, ayant traversé la frontière à Charleroy.	15 juin.
Bataille des Quatre-Bras.	16 d°.
Prend position sur la lisière de la forêt de Soignies pour couvrir Bruxelles.	17 d°.
Bataille de Waterloo.	18 d°.
Remercîments du prince régent et du Parlement pour Waterloo.	34 d°.
Poursuite des débris de l'armée française jusqu'à Paris.	
Reddition de Cambray.	25 d°.
Idem de Péronne.	26 d°.
Capitulation de Paris.	3 juillet.
Par son intervention, empêche la destruction de la colonne de la place Vendôme et du pont d'Iéna.	6 d°.
Une donation de 200,000 livres votée par le Parlement, indépendamment des autres donations.	juillet.
Créé prince de Waterloo par le roi des Pays-Bas.	18 d°.
Nommé commandant en chef des armées alliées chargées d'occuper la France.	22 octobre.

1818.

Assiste au Congrès d'Aix-la-Chapelle.	26 d°.
Nommé feld-maréchal dans les armées autrichienne, russe et prussienne.	15 novembre.
Évacuation de la France par les armées alliées.	21 d°.
Nommé grand maître de l'artillerie.	26 décembre.

1819.

Nommé gouverneur de Plymouth.	9 décembre.

1820.

Nommé général en chef des carabiniers.	19 février.

1821.

Visite avec George IV, roi d'Angleterre, le champ de bataille de Waterloo. 1er octobre.

1822.

Assiste au Congrès de Vérone. 22 octobre.

1826.

Chargé d'une ambassade spéciale à Saint-Pétersbourg. 8 février.

Donne sa démission du gouvernement de Plymouth pour devenir gouverneur de la tour de Londres. 29 d°.

1827.

Nommé colonel des grenadiers de la garde. 22 janvier.

Nommé commandant en chef. 22 d°.

Donne sa démission. 5 mai.

Nommé de nouveau commandant en chef. 27 août.

1828.

Donne sa démission du commandement en chef de l'armée, le roi l'ayant nommé premier ministre. 14 février.

1829.

Nommé lord gouverneur des Cinq Ports. 20 janvier,

1830.

Donne sa démission comme ministre. 16 novembre.

1834.

Nommé chancelier de l'université d'Oxford. 29 janvier.

Le roi lui confie le soin du gouvernement et lui donne les sceaux des trois secrétaireries d'État. 15 novembre.

Garde le ministère des affaires étrangères. 9 décembre.

1835.

Donne sa démission. 8 avril.

1841.

Le duc entre dans le cabinet de sir Robert Peel sans attribution déterminée. septembre

1842.

Est nommé commandant en chef des forces britanniques. décembre.

1846.

Retraite du ministère Peel. Le duc sort du cabinet.	6 juillet.
Érection de la statue équestre du duc dans Green-Park.	30 septembre.

1848.

Le duc prévient par des mesures habilement concertées une insurrection des chartistes.	mars.
On lui érige une statue dans la tour de Londres.	octobre.

1852.

Inauguration de la statue équestre du duc à Édimbourg.	18 juin.
Mort à Walmer-Castle.	14 septembre.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

DU

TOME TROISIÈME.

CHAPITRE XVII

FIN DE LA TABLE.